

**NOTABLES ET  
SINGULIERES  
QUESTIONS DU  
DROICT ESCRIT:  
DECISES OU...**

---

Géraud : de Maynard, Giovanni  
Battista Coccini





Ex Bibliotheca  
majori Coll. Rom.  
Societ. Jesu

*13. 7. h. by*

37  
~~13. 20. 17~~  
15

37. 0/5  
37  
15





2:4

2-2

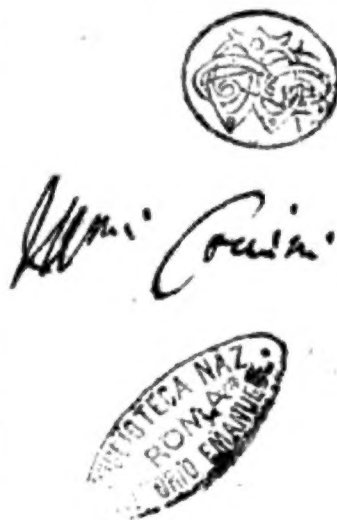
L A  
SECONDE PARTIE  
DES NOTABLES ET  
SINGULIERES QUESTIONS

DU DROICT ESCRIT,  
DECIDEES ET IVGEES PAR ARRESTS  
memorables de la Cour souueraine du  
Parlement de Tholose.

AVEC LA CONFERENCE DES IVGEMENTS ET  
*Arrests intervenus sur mesmes subiects, tant es pais de Droit Escrit, que des  
autres Parlements & Cours Souueraines de ce Royaume de France.*

Par M<sup>re</sup> GERAUD DE MAYNARD, Conseiller du Roy en  
ladite Cour de Parlement de Tholose.

TROISIESME EDITION REVEVE ET CORRIGEE.



A PARIS,  
Chez ROBERT FOÜET, rue Saint Jacques, à l'Ocasion,  
deuant les Mathurins.

M. D C V I I I .  
AVEC PRIVILEGE DU ROY POUR DIX ANS.

THE UNITED STATES OF AMERICA

DEPARTMENT OF THE INTERIOR  
BUREAU OF LAND MANAGEMENT

WATER RESOURCES DIVISION  
SOLICITATION FOR PROPOSALS

22



A MONSIEVR,  
**M O N S I E V R D E**  
V E R D V N, PREMIER PRE-  
S I D E N T E N L A C O U R D E  
Parlement de Tholose.



M O N S I E V R,

Le vœu & l'adresse des li-  
ures precedents, faict à la  
Cour de Parlement, me  
pouuoit exempter de re-  
chercher autre nom que  
celuy de ce grand & au-  
guste Senat, pour autho-  
rifer la continuation d'i-  
ceux, mesmes ayant receu ceste grace de luy, qu'il  
a veu de bon œil, loué & approuué mon œuvre.  
Mais d'autant, MONSIEVR, que vous estes  
comme l'ame & la vie de ce corps, y tenant le  
premier rang, que ie doy tout le grè & toute la grace  
de ce fauorable accueil à vostre bienueillance, pour  
auoir & en public & en particulier recommandé  
mon labeur, & prins sa deffense alors que quelqu'un  
l'a voulu blasonner. Ayant entrepris de mettre au

à ii

iour ces trois liures germains des autres, i'ay pensé  
que ie deuoy vous les offrir, afin qu'ils retrouuent  
en vous ce mesme appuy & support: quoy faisant  
on ne me pourra blasmer d'inconstance, comme  
ayant prins & choisi vne nouuelle adresse, car c'est  
à vous, pour estre le chef & Prestre souuerain de  
ceste Iustice souueraine, de laquelle vous rendez si  
heureusement & si miraculeusement les Oracles,  
à qui l'on doit presenter ce qui luy est dedié. Ayez  
donc agreable que ie rende illustres ces trois liures  
de la clairté & de l'esclat de vostre nom, & conti-  
nuez leur la faueur que vous auez faict aux premiers  
les honorant de vostre approbation, & les munif-  
sant de vostre defense.

Vostre tres-humble & tres-  
obeissant seruiteur  
MAYNARD.

A S. Ceré le premier de Septembre 1605.



# SVR LE PORTRAICT DE MONSIEVR DE MAYNARD.

**N** E dictes plus que la peinture  
N'esgala iamaïs la nature,  
D'autant qu'on ne peut animer  
Par l'ayde du pinceau la langue d'un image,  
Si bien qu'elle puisse exprimer  
Les accents de quelque langage.

Car pour faire voir le contraire,  
On s'est aduisé de peindre  
MAYNARD, cet Oracle nouveau,  
Au front de beaux escrits qui font son renom viure,  
A celle fin que son tableau  
Parle par la voix de son liure.

FRANÇOIS DE MAYNARD  
fils de l'Auth eur Aduocat  
en Parlement.



## Extrait du Priuilege du Roy.

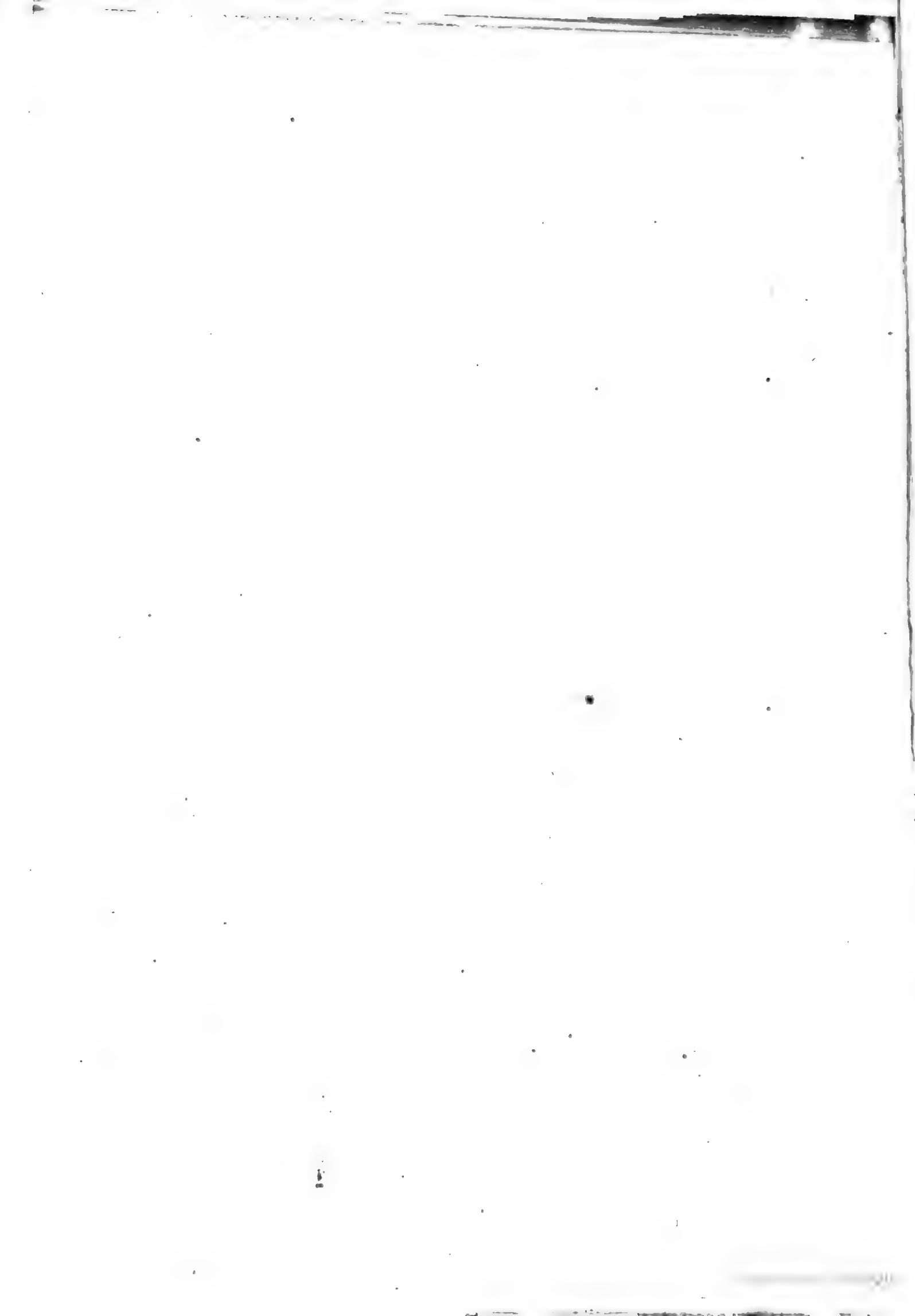
**H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre : à nos amez & faux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Preuost de Paris, Bailly de Roüen, Seneschaux de Lyon, Tholose, Bordeaux & Poictou, & leurs Lieutenans, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra. SALUT. ROBERT FOÛET, Libraire iuré en nostre Vniuersité de Paris, nous a fait remōstrer qu'il a recouuré *le six, sept & huitiesme liures des Notables & singulieres Questions du Droit Escrit, decises ou preiugees par Arrests memorables de la Cour souveraine du Parlemēt de Tholose. Par Maître Geraud de Maynard Conseiller du Roy en icelle.* Lesquels liures il desireroit volōtiers imprimer & mettre en lumiere : mais d'autant qu'il luy couste ja de grands frais & coustera encores, tāt pour la coppie que pour l'impression d'iceux liures. Il doute & craint qu'apres auoir exposé & mis en vente iecux liures, que autres Imprimeurs & Libraires de Paris, Lyon, Roüen, ou autres villes de cestuy nostre Royaume le voulassent semblablement imprimer, ou suscitassent semblablement les Imprimeurs de Geneue ou autres estrangers à ce faire, & par ce moyen fustrer ledit exposant de ses frais & mises, & rendre ses peines, diligence, & travail inutiles, & luy faire receuoir perte & dōmage. Pour à quoy remedier, & à fin que ledit Foüet qui iour nellement travaille pour le bien public, ayātourny à ce qui estoit necessaire pour aduancer, lesdicts trois liures & recouurer ladite coppie se ressentir du fruit de son labour. Nous a tref humblement requis luy permettre faire imprimer lesdicts liures & interdire à tous Libraires & Imprimeurs d'imprimer ou faire imprimer tāt dehors que dedans cestuy nostre Royaume, ny susciter semblablement aucuns estrangers à ce faire. NOUS ACÉSCAVSES desirant la promotion & aduancement de la chose publique en nostre Royaume, & ne voulant permettre que ledit suppliant soit frustré de ses frais, peines & travail. Vous mandons & enjoignons par ces presentes, que vous ayez à permettre, cōme nous permettons audit Foüet, qu'il puisse luy seul imprimer, ou faire imprimer, védre & distribuer lesdicts liures selō l'ordre & methode dudit Mainard en telle forme & caractere que bon luy semblera : faisant tref expresses inhibitiōs & defences à tous Imprimeurs Libraires, tant de Paris que de Lyon, Roüen, & estrangers de quelque nation qu'ils puissent estre, trafiquans en nostre Royaume, pays & terre de nostre puissance & seigneurie, & autres personnes de quel estat & condition qu'ils soient, de les imprimer, vendre ny debiter, cōtrefaire ny alterer, soit par extraicts ou abregé, l'ordre & methode dudit Mainard, sans le congé & expres cōsentemēt dudit Foüet, ny mesme susciter les Geneuois ou estrangers à ce faire, durant le tēps & terme de 10 ans, à compter du iour que chacun desdicts liures serōt paracheuez d'imprimer, sur peine de 300. escus d'amende, laquelle moitié nous appartiendra, & l'autre moitié audit suppliant, & sur peine aussi de confiscation des exemplaires qui seront faits, ou imprimez par autres & sans le consentement dudit Foüet, mesmes si aucuns Imprimeurs ou Libraires de nostre Royaume ou estranger trafiquant en iceluy ou autre personne de quelque estat qu'il soit, est trouué saisi d'aucun exemplaire dudit liure autre que ceux qui seront imprimez par ledit exposant ; Voulons & nous plaist qu'il soit procedé contre luy particulierement, & qu'il soit condāné en pareille amende que s'il auoit imprimé ou fait imprimer. De ce faire vous donnons pouuoir, autorité, commission & mandement special, & de proceder à l'encontre de ceux qui contreniendront par toutes voyes deuës & accoustumees, & par les peines susdites, nonobstant oppositions & appellations quelconques : pour lesquelles & sans preiudice d'icelles ne voulons estre differé. Et pour ce que de ces presētes ledit exposāt pourroit auoir affaire en plusieurs & diuers endroits

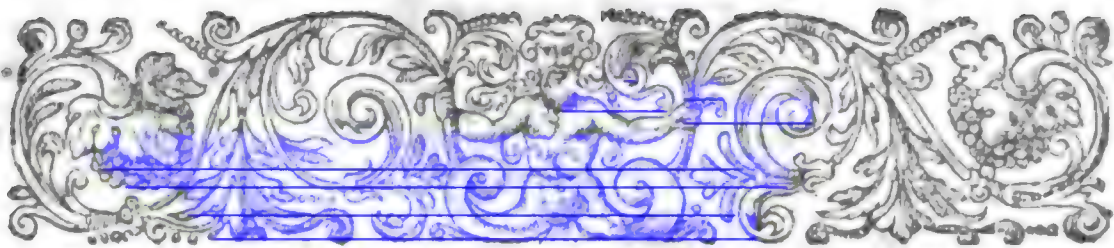


Nous voulons qu'en vidimus d'icelles fait sous seal Royal ou par l'un de nos  
amez & feaux Conseillers, Notaires & Secretaires, foy soit adioustee comme au  
present original. Et si voulons & mandons, que mettant par bref le contenu du  
present Priuilege au commencement ou à la fin de chacun desdits liures, que cela  
ait forme de signification, tout ainsi que sur l'original estoit particulierement signi-  
fié à chacun, & que cela soit de tel effect & vertu, comme si lesdites lettres leur a-  
uoient expressement & particulierement esté monstrees & signifiees: Car tel est  
nostre plaisir. Donné à Paris le quatorziesme iour de Mars l'an de grace mil six  
cens cinq, & de nostre regne le seiziesme, signé & scellé du grand seal en cire jau-  
ne. Par le Roy en son Conseil. Le sieur d'Amboise maistre des requestes de son  
Hostel present.

RENOVARD.

Et plus bas est escrit signé en queüe D'AMBOISE.





TABLE

DES CHAPITRES

ET SOMMAIRES CONTENUS EN

LA SECONDE PARTIE DES SINGULIERES

& Notables Questions de Droit Escrit.

D V SIXIESME LIVRE,  
qui est le premier liure de ce Tome.

CHAPITRE. I.

**D**éclaration d'un testateur cōfessant deuoir certaine somme à un certain personnage qu'il nōme, s'il n'e apparoit autrement, à force & effect de legat ou fideicommiss fol. 3.

2 Ce qui procede es personnes capables, & non interdites à recevoir legs ou fideicommiss, pour le regard desquelles est faite autre distinction. 3.

3 Et encores n'a lieu quand il y a serment, encores que seulement rapporté du testateur pour la dette confessée au créancier. 3

4 Et tellement qu'es personnes incapables du legat auxquelles on ne le peut faire, pour la confession susdite du testateur ayant trouuë bon agir pour la somme confessée, sont vaincues & succombent pour n'auoir fait preuue de leur dette, ne pourront pas apres reuenir à faire poursuite à cause du legat. 4.

5 Tout au contraire des autres personnes capables, & non autrement interdites, qui pour auoir succédé en une voye ne seront forcloses de l'autre.

6 Octacilia paillard de deboutée de la poursuite de la dette confessée par son paillard en son testament, durant mesme la vie du confessant.

7 Et de mesmes ne procederoit ce que dessus en confession faite par erreur & le testateur confessant, le pensant vraysemblablement ainsi, contre la verité toutesfois. 4.

8 L'erreur tollerable pour cause, in facto proprio, mesme quand il est question de damno vitando. 5.

9 Et iusques là que plusieurs auroient voulu restreindre les resolutions generales pour ladite confession que dessus, au cas seulement qu'il n'apparoistroit d'aucune dette, de tant petite somme qu'elle fust, car autrement l'augmentation du testateur, ne viendrois en aucune consideration & raison pourquoy. 5.

## Table des Chapitres.

10 Comment procede la question de alterutro.

11 Preiugé conforme à ce que dessus de la Cour de Parlement de Tholose, en l'hypothese y amenee, & resolution suivant iceluy faite. 5.

12 Maître Jacques de Ferrieres, des plus principaux & signalez Aduocats de la Cour, & des mieux versez & experimenter en sa charge: grand & intime amy de l'auteur. 6.

### CHAP. II.

1 L'Edit de l'alterutro sur l'aduanage des vesues procede nommeement, in expressa voluntate testatoris. 7.

2 Question sur l'usufruit de Guid. Pap. examinee, & où elle se doit & peut rapporter. 7.

3 Le propriétaire & l'usufruituaire uniuersel viendront à participer à la charge des debtes, combien que le mesme usufruituaire soit subiect seulement aux autres charges comme de tailles, rentes, tributs. 7.

4 Preiugé par ladite Cour à Tholose, la vesue ayant repeté sa dot & augment ne pouuoir demander exhibition d'alimens à elle accordée par le contract de mariage. 8.

### CHAP. III.

1 Preiugé de la Cour de Parlement de Tholose, par lequel vne donation faite à vne donataire, en faueur de mariage & de ses enfans masles & descendans, n'auroit empesché que la mesme donataire, n'en eust & choisist l'un d'iceux. 9.

### CHAP. IIII.

1 Discours sommaire de la vanité des vesues du temps present, bien differentes des vrayes vesues, ayants tesmoignage d'auoir fait bonnes œures & louees pour cest effect par de grands & saintes personages. 10.

2 Arrest de la Cour portant relaxe, en faueur de la vesue accusée de plusieurs mondanitez, autres toutesfois que forfaicture en son honneur. 11.

3 Quod iudicium de moribus leuioribus sit sublatum. 11.

4 Autre chose les loix humaines, autre chose les loix & sacrees constitutions de Dieu. 11.

### CHAP. V.

1 Substitution faite es biens donnez au fils & en faueur des freres & sœurs du donataire auroit sorti effect à leur profit & faueur, ores que spécialement en ladite substitution ne seussent compris lesdits biens donnez, ce que procede & a lieu en ladite Cour à Tholose, en donation faite par les ascendans à autres leurs descendans, qu'ils auroient chargez de substitution au cas de decez sans enfans en faueur d'autres leurs freres & sœurs, & descendans d'iceux non autres. 13.

2 Notamment quand les donataires viennent à accepter l'institution d'heritier apres faite, par leurs donateurs, sans repudiation ny autre protestation. 13.

### CHAP. VI.

1 Vesue receue dans Tholose & au moyen de la coustume à poursuiure & demander sa dot entiere, ores que la dot

## Table des Chapitres.

ne luy ait esté payée, ou à son mary entierement. 15.

2 De mesmes pour le regard du mary predecédé à sa femme laquelle venant à gagner l'augment, le pourra repeter entierement, diuersité n'en pouuant estre bonnement amenee pour ce regard. 16.

### CHAP. VII.

1 Comment doit estre entendu & pratiqué, ce qu'on trouue communément decisi, pecuniâ legatq mobilium cedere. 17.

2 L'institution toutesfois, la rigueur du droit pour ce regard relaxee, auroit esté entendue, supplée & interpretée en plusieurs articles du Droit. 30.

3 L'usage des Romains different d'avec nous, tant au nom & appellation de mesmes. 19.

4 Fruits trouuez en la maison comprins au legat, qu'auroit esté fait d'icelle, & des meubles y estans. 19.

### CHAP. VIII.

1 Si l'heritier chargé de rente par la deduction de ses quarte & legitime peut choisir des biens subiects à restitution soit par alienation en son viuant par luy faicte, ou autrement par testament en faueur de celuy qui luy plaira. 20.

2 Ce que non, est inseré & colligé, principalement si tels biens venoient à estre ou aucuns d'iceux des principales & plus importantes pieces de l'heredité. 21.

3 Cela ayant esté osté & arraché de mains & puissance de l'heritier par le Droit nouveau de Iustinian y cotté & pourquoy. 21.

4 Par Arrest de la Cour à Tholose legitime & quarte adiugez nonobstant ce qu'estoit legué contre l'heritier de n'a-

voir aucun inuentaie des biens subiects à restitution. 22.

### CHAP. IX.

1 Donation à cause de mort par une fille de famille mariée de ses biens aduentices, sans permission de son pere, ratifiée toutesfois par iceluy dans huit ou neuf iours apres le mary ayant esté institué, à la charge de rendre & laisser les biens donnez à vn de leurs enfans communs sel que bon luy sembleroit estre, par arrest de ladite Cour declaree bonne & valable & les raisons pourquoy. 23.

2 Et de laquelle eslection le mary ayant conuolé à secondes nopces auroit esté priué, par mesme arrest & par mesme moyen, tous les enfans esgalement appellez. 23.

3 Contre toutesfois la volonte de la mere, qui vouloit qu'un desdits enfans eust le tout, sauf aux autres leur legat, ou en cas de repudiation d'iceluy la legitime. 24.

4 Pour laquelle consideration & autres cy-deuant alleguees es derniers temps auroit esté fait par la mesme Cour preingé au contraire. 24.

5 Deliberation de feu Monsieur le President Durant pour mettre fin & obuier aux iugemens diuers & ambigus qui se trouuoient quelquesfois faicts & decisi en ladite Cour, pour estre unanimement & de mesme accord arresté & preingé à l'aduenir par ladite Cour. 24.

### CHAP. X.

1 Si un donateur peut estre conuenu au lieu de l'heritier, & resolution sur ce de feu Papon amenee. 25.

2 Ce que mesme auroit esté iugé à ij



## Table des Chapitres.

proceder, in legato omnium bonorum  
par arrest de ladite Cour y amené &  
datté. 26.

3 Actions personnelles suivent les pos-  
sesseurs du fonds tant particulier qu'un-  
iversel qui tient & remplit la place du  
seigneur & maître, de tous & chacuns  
biens du debiteur. 26..

### CHAP. XI.

1 Interpretation diuerse de la constitu-  
tion de Iustinian y alleguee. 27.

2 Preingé par arrest de ladite mesme  
Cour, ce que seroit aduenu à l'heritier in-  
stitué par la caducité de la substitution  
à luy faite ne venir en intention de sa  
legitime, & par ce moyen ladite consti-  
tution auroit receu autre & quatriesme  
interpretation que ladite Cour y auroit  
faite entre ceux nommés qui rappor-  
tent seulement ladite constitution & sub-  
stitution faite en legat & non l'heredité.  
28. & 29.

### CHAP. XII.

1 Principal droit & fondement des te-  
staments gist sur l'institution ou exhe-  
redation des enfans aux fins que par ce de-  
faut les testaments ne viennent à suc-  
comber & rompre. 30.

2 L'institution toutesfois, la rigueur du  
Droit pour ce regard relaxee, auroit esté  
entendue, supplée, & interpretée en plu-  
sieurs articles au Droit. 30.

3 Declaration faite par le pere en son  
testament, qu'il auoit cause d'exhereder  
son fils, pour des atroces iniures par son-  
dit fils, contre luy dites, sans autrement  
les specifier, luy laissant toutesfois cent li-  
ures à la charge de ne pouuoir plus rien  
demander en ses biens, n'empesche ledit  
fils repudier ledit legat & auoir sa legiti-  
me, en tous & chacuns les biens de son dit

pere.

4 Encores que l'heritier son frere of-  
frit verifier à suffisance lesdites iniures,  
bien que non articulées, & telles pour les-  
quelles ladite exheredation, eust esté tous-  
iours trouuée bonne. 31.

### CHAP. XIII.

1 La constitution permettant au pere  
naturel donner aux enfans naturels &  
legitimes de ses enfans, bastards tous &  
chacuns ses biens expliquée. 32.

2 Et n'auoir lieu & proceder des Pre-  
stres & gens d'Eglise, en faueur de leurs  
concubines ou bastards, ou bien de leurs  
enfans. 32.

3 Conformément à quoy par arrest de  
ladite Cour la donation faite par un Pre-  
stre, au fils legitime & naturel de son ba-  
stard, encores qu'en faueur de mariage,  
auroit esté declarée nulle & comme telle  
cassée. 32.

### CHAP. XIII.

1 Les Prestres ou mariez bien qu'ils ne  
puissent donner à leurs bastards, ou enfans  
legitimes d'iceux en propriété, leur peu-  
uent toutesfois donner pour leurs nourri-  
ture & aliments. 33.

2 Ce qu'est confirmé par reseruation  
faite en un arrest de ladite Cour de Parle-  
ment à Tholose. 37.

3 L'erreur du iuge ordinaire ayant sui-  
uy en effect la constitution cy-dessus alle-  
guee, les enfans legitimes & naturels des  
bastards des Prestres tenus incapables de  
leur ayeul Prestre. 37.

### CHAP. XV.

1 Si les priuileges octroyez aux gens-  
d'armes & gens de guerre, se peuuent rap-  
porter ou appliquer aux gens d'Eglise, &

## Table des Chapitres.

- Preslres.* 39.  
 2 Si par la clause &c. trouuée en la sec-  
 de & minute, les autres clauses accou-  
 stumées & nécessaires, singulierement les  
 codicillaires, en testaments les grossoyez d'i-  
 ceux peuent estre estendus & suppléez  
 par les Notaires mesmes qui les auroient  
 receus. 39.  
 3 Preingé quant à ce de ladite Cour ame-  
 né portant confirmation de l'affirmatiue  
 desdites questions. 39.

### CHAP. XVI.

- 1 Hypothese & fait d'icelle narré som-  
 mairement, pour en entendre apres le pre-  
 iugé. 42.  
 2 Sentence du Seneschal dont auroit  
 esté appellé en la Cour. 45.  
 3 Arrest par lequel ladite sentence  
 auroit esté mise au neant, & tous & cha-  
 cuns les biens qu'auroient appartenu au  
 frere de l'appellant, & Claude son fre-  
 re adiugez à iceluy appellant sauf certai-  
 nes pieces y spécifiées & designées au te-  
 stament dudit feu Claude y datté, esquel-  
 les pieces pour les causes contenues audit te-  
 stament l'appellée auroit esté maintenue. 47.  
 4 Les parolles sans diuision, encores  
 qu'acompaingnées d'autres plus preingnan-  
 tes & restreignantes, comme estoient di-  
 rectement, entierement, & sans aucune  
 diminution, ne peuent importer prohi-  
 bition expresse de Trebellianique telle que  
 seroit requise, pour en priner lesdits enfans  
 descendans du testateur. 49.

### CHAP. XVII.

- 1 Fort dangereux d'alleguer Arrests  
 ou choses iugées par la bouche d'autres  
 que des presens assistans, & autrement  
 tels & si signalez qu'ils facent à croire

- sans autre serment ny solemnité. 51.  
 2 Le consentement & permission du  
 mary à sa femme de se remarier dans l'an  
 du deuil, ne la peuent garentir des pei-  
 nes contre elle pour ce regard ordonnées  
 52.  
 3 Lesquelles toutesfois ne peuent ve-  
 nir ny tremper sur son dot, ny autres biens  
 d'ailleurs & de son chef luy apparte-  
 nants. 53.  
 4 L'augment onereux non subiect, de  
 mesmes ausdites peines, & quel il est &  
 comment se doit entendre. 54.

### CHAP. XVIII.

- 1 Comment restitutions sont interdites  
 enuers vne transaction faicte & passée  
 entre maieurs, & comment aussi elles  
 sont permises & receues. 55.  
 2 Bien que les persuasions & seductions  
 soient faciles & loysibles aux maris en-  
 uers leurs femmes est de besoin toutesfois  
 qu'elles y soient & en apparaisse autre-  
 ment, que par la presence & assistance de  
 leurs maris. 55.  
 3 L'Arrest dont est question fondé sur  
 lettres dernières, par autre droit depuis  
 ladicte transaction, à l'impetrant suruenue,  
 & quel. 56.  
 4 Par l'Ordonnance desdites transactions  
 entre maieurs, plusieurs difficultez vui-  
 dees de plusieurs interpretes du Droit,  
 sur lesdites transactions pour la lezion  
 d'outremoytié de iuste prix. 57.  
 5 La sentence du Seneschal soustena-  
 ble, pour ladite lezion contre ladite  
 Marguerite, mais insoustenable pour le  
 dol, force, menaces, contrainctes, & bat-  
 tement du mary, precisement & à plain par  
 la femme articulez. 58.  
 6 La transaction dont estoit question  
 ne se pouuoit rapporter, au cas du rema-  
 riage, dont estoit question, & moins por-  
 e 19

## Table des Chapitres.

ser aucun preiudice iceluy pourquoy & comment. 59.

### CHAP. XIX.

1 L'arrest de Tholose adionsté nouvellement au Recueil de Papon expliqué avec d'autres à la suite.

2 Ladiète Cour à Tholose a accoustumé faire les adiudications, que de droit à la mere, es biens de sa fille impubere, ores qu'elle ait esté negligente à faire pourvoir de tuteurs à icelle, & comment. 61.

3 Doute sur les arrests alleguez, que l'auteur fait sur l'an d'iceux. 61.

### CHAP. XX.

1 La legitime entre les charges hereditaires pourquoy & comment. 62.

2 Instance introduite pardevant l'auteur comme Iuge Seneschal d'icelle au Viscomté de Turenne. 63.

3 Arrest de Parlement de Bordeaux portant cassation de la sentence donnee en ladiète instance par ledict Auteur, ensemble d'autre sentence du Seneschal qui l'auroit reformee, ledict Arrest portant un reiglement à tenir & garder en semblables matieres, conformement à ce que ladiète Cour à Tholose a accoustumé iuger, suivant les preingez par elle faits long temps devant, l'un d'iceux y estant cote. 63.

### CHAP. XXI.

1 Tiers possesseurs & successeurs particuliers, donataires & legataires du defunct pere testateur, en certaines choses & biens de mesme luerce l'heritier faisant à convenir, pour les legitimes avant

les susdits.

65

2 Sinon qu'estimation faite de tous les biens, ladiète legitime ne se puisse suppléer de tout l'heritage, car alors subsidiairement, pour le supplement deu, on aura recours aux biens donnez, tout ainsi qu'aux susdits alienez en mains tierces, avec des preingez tant de Paris que de Tholose alleguez. 65.

### CHAP. XXII.

1 Supplément des legitimes des enfans ayants quistté, appartenant aux heritiers de ceux à qui les quistances en avoient esté faites. 66.

2 Renuoy par l'auteur fait sur l'arrest de Peyrusses par luy allegué avec la resolution de du Molin en ses conseils. 66.

### CHAPITRE. XXXIII.

1 L'Arrest adionsté en la dernière impression de feu Papon, amené & expliqué estant à la marge cote. 67.

2 Renuoy sur l'interpretation de ces mots, descendans, ou autres collectifs adionsté aux personnes des substituez, un ou plusieurs. 68

3 La raison de la remonstrance du sieur President adionstée, pour conclusion audit arrest additionné, cherchée & apres examinee. 68.

4 En audience les remonstrances accoustumées faire aux Advocats, Procureurs & autres assistants. 68.

### CHAP. XXIII.

1 Pratique de l'authentique concernant les vefues pauvres d'un mary riche, avec l'arrest de la Cour de Parlement de Tholose y allegué. 70.



## Table des Chapitres.

2 Motifs declarez par Monsieur le Rapporteur de l'arrest y mentionné. 70.

3 Refutez toutesfois, quoy que soit non approuuez par l'auteur avec les raisons & fondemens d'iceluy. 76.

4 Le droit de la quarte concernant lesdictes vesues ne fait concours avec d'autres droits, d'ailleurs à elle adiugez & appartenans pour estre cumulez, & faite adindication d'iceux ensemblement. 71.

5 Eschappatoires de Messieurs les Rapporteurs, & autres seigneurs des Cours de Parlement, pour se garder de l'importunité des poursuivans & solliciteurs mesmes des Aduocats s'en meslans quelquefois.

### CHAP. XXV.

1 Guid. Pape suivy par du Molin entre autres Modernes à la question examinée, touchant les fermes des amendes adiugeables aux fermiers qui sont trouvez du temps de l'adindication d'icelles, ores que de leur temps le proces enst esté fait & conclud, & qu'ils eussent fait les frais. 73.

2 Difference quant à ce dessus des Gabelles, amendes en general ou distinction & diuision des fruits & qualité d'iceux. 73.

3 La question que dessus agitée par plusieurs partis en y ayant la plus grand part, qui auroient tenu le contraire, pour les fermes du temps du delict. 73.

4 Preiuge de la Cour de Parlement de Paris, portant declaration des amendes, appartenir au fermier du temps de l'arrest, & non à celuy qui l'estoit lors de la sentence. 74.

5 Conciliation pour ce regard de plusieurs des interpretes du droit, pour le

doute qu'ils y font, sur une distinction qu'il y amènent, avec une de leurs considerations qu'ils y apportent. 74.

6 Qu'auroit fait qu'ès derniers temps mil cinq cens soixante trois, mil cinq cens soixante cinq, ladite Cour à Tholose auroit preferez les premiers fermiers aux derniers à cause des auances & poursuittes par eux faites. 75.

7 Auquel susdit Arrest se seroit apres conformance la Cour de Parlement à Paris, pour causes presque semblables, & pour une grande equité dont en passant les raisons sont touchees. 75.

8 La constitution des Empereurs Valentinian & Valens de nouveau expliquée, nullement rapportable à ladite question. 76.

### CHAP. XXVI.

1 La Constitution toutesfois que dessus n'a lieu contre les premiers fermiers en ferme des fruits & reuenus certains, peines ausi certaines & arrestees, notamment en droit de loz, & les raisons pourquoy & comment, avec un Arrest à ce conforme du Parlement de Paris. 77.

2 Par les preiugez ordinaires de ladite Cour à Tholose passez en un usage certain & indubitable. 78.

3 Sans que pour ce regard soit fait tant soit peu de consequence, à cause desdicts lods & ventes, au fermier du temps de l'enchere, contre celuy de la deliurance du decret, comme un docte personnage de nostre temps auroit semble auoir voulu dire, & pourquoy & comment. 79.

4 Dont est approuuè & receu & fort droiturierement en ladite Cour à Tholose & ressort d'icelle, que on l'exécute sur lequel le decret auroit esté interpose

## Table des Chapitres.

ne viendrait à recourir les biens saisis & decretez, dans le terme accoustumé, donné par le decret mesme auant le seau & expedition d'iceux, il y est ordinairement receu, sans audit cas pouoir estre pretendus ny demandez aucuns lods, non plus que durant l'encherre, & pendant la quarantaine & quinzaine.

### CHAP. XXVII.

1 Interpretation des mots, ex nunc, pro-  
ut ex tunc. 83.

2 Ventes contenant engagement & hypotheques & vendition d'icelles, sous la paction commissaire interdites & defendues & par & en faueur de qui. 84.

3 La purification de telles ventes commissaires que dessus faicte par jaisie, criees & adiudication de decret les droicts de lods y viendront deslors de l'execution d'iceluy & non autrement. 84.

4. En cas toutesfois d'autorisation de ladite vente apres certain terme prefix à payer le principal aux vendeurs, si l'acheteur est & se trouue en possession des biens vendus au temps du delay contenu expiré, & qu'il se contentast de l'autorisation, en pourront dire autant comme des susdites ventes casuelles pures de soy, mais resoluables sous condition. 84.

5 Autrement ou l'acheteur de la reale detention ledit vendeur apres le delay à payer donné feroit executer ladicte autorisation, & en ce faisant, se mettroit en possession reale des choses vendues en ce cas sembleroit ladite execution comme vraye perfection de la vente, & deslors les droicts de lods estre deus. 85.

### CHAP. XXVIII.

1 Le supplément de iusto prix baillé & supplée porte droict de lods, à raison des sommes supplées, aux seigneurs ou fermiers

d'iceux qui se trouuoient au temps dudit supplément fait & fourny. 85.

2 Arrest de Paris conforme à ce que dessus, & encores du Parlement de Bre-  
tagne, tous les susdits deux Arrests amenez par Charondas en sesdites res-  
ponses. 86.

### CHAP. XXIX.

1 L'argent mis & apposé en ventes ca-  
suelles sous paches commissaires, rendu  
& payé par le vendeur dans le delay en  
icelles prefix, fait que lesdites ventes s'en  
vont à neant, & comme pour non faictes  
ny aduenues sans en pouoir estre preten-  
dus droit de lods ny autres accessoires, qu'au  
moyen d'icelles en pouuoient venir & estre  
pretendus. 87.

2 Ce que s'entend quand le delay con-  
tenu esdites ventes, est ordinaire & non pas  
extraordinaire, & si long qu'il en puisse  
resulter vne fraude des contractans contre  
lesdits seigneurs desdits droicts de lods &  
autres seigneuriaux, car lors de la verite du  
fait sourdra la verite du droict, & dont  
est amené vne notable hypothese, portant  
condemnation desdits droicts de lods, avec  
arrest portant confirmation de la sentence  
de condamnation, au profit des fermiers de  
la Cour de Parlement de Tholose à plein  
remarque & specifié. 87.

### CHAP. XXX.

1 Toutes choses par la Coustume de Fran-  
ce prescriptibles par trente ans. 89.

2 Sidonius Appollinaris allegué pour la-  
dite prescription de trente ans. 90.

3 Difference de la prescription introdui-  
te par les Empereurs y nommez incorpo-  
ree generally au cours du droict, &  
autre prescription introduite aussi par le  
droict coustumier Parisien. 90.

4 Minorité distraite de ladite prescrip-  
tion

## Table des Chapitres.

ption de trente, comme pareillement la cause pie Ecclesiastique. 90

5 Bien qu'en soit allegué un Arrest au contraire de ladite Cour à Tholose & autre à suite de la Cour de Parlement à Paris. 61.

6 Bacquet pour confirmation de ce allegué. 61.

7 L'arrest de Grenoble quant aux droicts de loz & inuestison nullement soustenable en ceste France. 91.

### CHAP. XXXI.

1 Les hypotheques mesmes des dotts & donaires par ladite custume mesmes prescriptibles par trente ans, nonobstant la disposition du Droit civil alleguee par le vulgaire, de nos praticiens au contraire. fol. 92.

2 Et iusques là que pour les choses sujettes à substitution ladite prescription procede par trente ans apres l'ouuerture de ladite substitution. 93.

3 La constitution de l'Empereur Gordian quant à ce expliquee, & la doctrine à ces fins du docteur Cuias amenee. 93.

4 Apres lesdits trente ans n'y a lieu de prescription de quarante ny autre plus longue, avec un arrest de Paris pour cest effect allegué. 93.

5 De mesmes d'autres arrests de ladite Cour à Tholose pour la prescription trentenaire des susdits dotts & donaires. 93.

### CHAP. XXXII.

1 Si le nouveau acquerere est tenu de payer, tant les loz de son acquisition que des precedens acquerereurs. 94.

2 Et estre tenu payer es pays de Droit Escrit, où lesdits loz & ventes se peuvent poursuivre, par saisie du fonds à occasion duquel elles sont deuës. 95.

4 Comme au ressort dudit Parlement

de Tholose, auquel pour les deuës non faits, deuës, nonobstant l'opposition la condamnation est tousiours faite à payer tous droicts de loz & autres deuës, sauf à celui qui est ainsi poursuuy ses actions & indemnité à poursuivre contre qui & comment il appartiendra. 95.

### CHAP XXXIII.

1 Comment se doit entendre ce qu'est dit auoir esté preiugé, sçauoir que l'emphiteote n'estoit tenu payer les arerages des droicts seigneuriaux du temps que les rotures auoient esté tenues par autres que luy & qu'auroient couru en son temps. 97.

2 Les textes du droit civil & Canonique amenez, expliquez & ramenez à leur vraye hypothese. 67.

3 L'arrest allegué premierement pour l'emphiteote au ressort dudit Parlement à Tholose, pris & entendu quand par voye d'action on se vient adresser seulement contre le nouveau acquerereur. 98.

4 Comme de mesme en est vse & iugé en la Cour de Parlement à Bordeaux. 68

### CHAP XXXIII.

1 Prestations annuelles deuës par contract, prescriptibles par trente ans. 99

2 Sur la forme toutesfois de les prescrire, ancienne controuersie entre Bulgaire & Martin anciens glosateurs & quelle. 99.

3 L'opinion ce neantmoins dudit Martin est la plus veritable. 100.

4 Contre laquelle quand feu l'apou auoit escrit, auoir esté iugé par Arrest de Grenoble, contre les peres mineurs dudit Grenoble, se seroit abusé fort lourdement & pourquoy & comment. 100.

5 Les arrests au surplus alleguez par

## Table des Chapitres.

ledit feu Papon & ledit S. Charondas de la Cour de Parlement de Paris approuvez & conformes à ladite Cour de Parlement à Tholose. 101

### CHAP. XXXV.

1 Pour l'estimation & evaluation desdits arrerages, difference apportee entre les rentes portables & querables. 102.

2 Les assignees ou constituees en espee, dont l'estimation auroit esté changée & augmentee, depuis l'inféodation & bail à rente les arrerages payables selon le prix que les ordonnances Royaux leur auroient baillé. 102.

3 Les preingez de ladite Cour à Tholose quant à ce dessus. 103.

### CHAP. XXXVI.

1 L'emphiteote & vassal ne peuvent prescrire contre leur seigneur par quelque long temps qu'ils puissent iouyr, cestuy cy sans auoir fait la foy & hommage & cestuy-là sans recognoistre & payer les rentes, & les raisons pourquoy. 104.

2 Les emphiteotes sont dits quelquefois seigneurs, bien que quelquefois sont appelez & fort improprement tels, sçauoir pour l'utilité du fonds, seigneurs vriles, par ceste addition l'impropriété est signifiée & remonstree. 105.

### CHAP. XXXVII.

1 Le seigneur directe pour ses rentes, cens, & deuoirs, peut se tenir à l'individueité d'iceux, & de plusieurs possesseurs d'un tenement tenu de luy, peut pour son payement contraindre tel qu'il luy plaira pour le tout, avec un arrest de ladite Cour à Tholose conforme à ce, & enportant le reiglement. 107.

2 Par lequel arrest susdit la difficulté

demeure vuidée, concernant celuy des creanciers qui seroit ainsi choisi & contrainst payer seul, auroit & pourroit auoir recours sur celuy des autres tenanciers, par indiuis que bon luy sembleroit. 107.

3 Ce qu'est entendu par quelques vns sçon que celuy qui auroit esté contrainst ainsi seul payer, & cession du seigneur consier ou rentier au cas de la garde, & en vente d'icelle ils auroient estimé le susdit receuable à s'adresser contre l'un des autres pour le tout sa portion deduite. 108.

4 Ce que pourroit auoir de l'apparence es pays consueumiers & es ressorts d'autres Parlements, qui n'auroient fait tels preingez & reiglements que ladite Cour à Tholose outre autres modifications, quelley auroit apportees ailleurs ausdits liures precedents desduites, & comme en passant touchées. 108.

### CHAP. XXXVIII.

1 Les emphiteotes & tenanciers peuvent guerpir le fonds par eux tenu en tout ou en partie. 109.

2 Mais c'est toutesfois à la charge de payer les arrerages, iusques au iour du deguerpissement. 109.

3 Au cas toutesfois d'iceluy fait par une ou moindre partie des tenanciers par indiuis, offrans payer les arrerages pour leur cote part, le seigneur peut contraindre les susdits autres tenanciers qu'ils acceptent si bon leur semble ledit guerpissement, ou qu'ils le facent tous ensemble de tout le tenement, autrement qu'il n'estoit tenu, accepter celuy qui estoit particulièrement fait par aucuns d'iceux. 110.

4 Nonobstant les defenses du defendeur quant à ce. 111.

5 Arrest quant à ce de ladite Cour pour le seigneur direct & pour l'indiuis à luy appartenant contre lesdits emphiteotes. 111.

## \* Table des Chapitres.

### CHAP. XXXIX.

1 Affrairements entre mary & femme en faueur de mariage exemptez du retranchement ordonné contre les mariez conuolans à secondes nopces au profit des enfans de leur premier mariage, avec un preiuge expres de la Cour de Parlement de Tholose y amené & datté. 112.

2 La femme impetrant lettres en cassation dudit contrainct a'affrairement demise d'icelles, pourquoy & comment. 113.

3 La clause par laquelle est dict en un contrainct, que les contractans n'eussent autrement contracté, comme quasi conditionnee, de grand'efficace & valeur. 114

### CHAP. XL.

5 Le temps qu'un condamné aux galeres y sert & demeure, n'empescher le cours du temps octroyé au moindre pour sa restitution en entier. 116.

2 Les exiliez n'auoient par leur seul exil aucune note d'infamie, & pour cest effect, Papinian en ce qu'il en auoit respondu expliqué. 117.

3 Du delict à la minorité ny au contraire ne peut estre faite aucune illation ny consequence. 118.

4 Condamnation aux galeres perpetuelle emporte ordinairement confiscation de biens au ressort du Parlement de Tholose. 118.

### CHAP. XLI.

2 Mineur ne peut faire promettre ny autrement contracter chose qui puisse tourner à son preiudice & dommage, ayde & secours des remedes quant à ce introduits de droit pour l'age. 119.

2 Tellement que pendant & durant sa minorité, il est tousiours sur ses pieds pour sa restitution. 119.

3 A ces fins est allegué un arrest de

la Cour de Parlement à Tholose à ce conforme. 120

### CHAP. XLII.

1 L'ordonnance du feu Roy François premier derogatoire au droit civil auparavant observé, touchant la perquisition des meubles d'un debiteur, auant que paruenir aux immeubles. 121.

2 Suiuant laquelle & genetalement comme elle parle au ressort de Tholose, est gardee entierement tant contre les mineurs que mineurs. 122.

3 Contre ce que la Cour de Parlement de Paris en vse & iuge ordinairement pour le regard des mineurs, pour lesquels la perquisition des meubles est encores gardee & entretenue, comment. 122.

4 Ladite Cour à Tholose auoit procedé à la publication de ladite ordonnance sans aucunement en exempter les mineurs, bien que d'ailleurs par elle fauorisez & comment. 123.

### CHAP. XLIII.

1 Pour la validité de la saisie est necessaire l'affiche des panonceaux Royaux selon l'ordonnance & pour le defaut d'icelle, y a un vray moyen de nullité, & pour tel iugé à la Cour de Parlement à Paris & pourquoy. 125.

2 Et conformement à ce ladite Cour de Parlement à Tholose pour tel & semblable defaut, ensemble d'autres solemnitez requises par l'Edit des crieurs, qu'elle le publiant y auoit adiousté, a accoustumé d'ordonner qu'auant dire droit, demeurant la saisie, & y affiché un panonceau d'armes du Roy, ou autre marque iurisdictionnelle du seigneur, par autorité du iuge duquel la saisie seroit faite, les inquans seront refaits, au premier desquels mention faites desdicts panonceaux en ladite saisie, ou autre chose qu'auoit esté obmise, pour apres le



## Table des Chapitres.

tent rapporté y estre fait droit.

126

### CHAP. XLIII.

1 Les criees viennent par le mesme Edict à estre certifiées. 127.

2 Ce qu'aucuns interpretent pardeuant les Iuges Royaux, le contraire toutesfois au-  
roit preuenu. 127.

3 Mesmes en ladite Cour à Tholose, quand bien il n'y auroit que 4. ou 5. des pra-  
ticiens certifiants en iugement, avec le Iuge  
qui souscrit la certification. 128

4 Par appel de sentence de certification  
un debteur peut suivre autre style que ce-  
luy qui est certifié, ainsi que par arrest  
Rebuffe auroit rapporté auoir esté dict.  
128.

5 Les deux filles vont tousiours criants  
apporte apporte, des quatre qui viennent  
apres autres trois ne se souler point, & les  
quatre ensemble ne disent iamais c'est as-  
sez. 129.

### CHAP. XLV.

1 Criees faites & les heritages adiu-  
gés par icelles, à la charge des frais & mi-  
ses desdites criees en ce comprises les espi-  
ces, & les apres-disnées des fleurs Com-  
missaires à l'arbitre & discretion des iu-  
geans. 130.

2 Lesquels pour ce regard à Tholose,  
venants à telles & semblables taxes en  
mettent une partie mais fort petite, en  
esgard aux productions, que pour ce re-  
gard sont faites, sur les frais desdites criees,  
& interpretation du decret préalable-  
ment payées, auant toutes autres,alloca-  
tions. 130.

3 Et encores en tous decrets simples ou  
y a opposition, elle a accoustumé faire  
l'adjudication des biens saisis, aux despens  
de l'instance saisie & criees. 130.

4 Et bien que par mesme iugement la  
taxe desdits despens soit & que les ad-

iudicataires les puissent faire taxer, ce n'est  
pas toutesfois pour les faire payer, mais  
plustost pour en cas de recourement, fai-  
re apparoir de la liquidation d'iceux, &  
en ce faisant rendant les pieces estre in-  
demnisez du tout, ou bien au cas, que les-  
dits biens ne seront recourez, les susdits  
frais & mises, qu'estoient à leur charge de-  
meurer sur eux, pour autant de loyaux  
cousts & augmentation d'iceux. 131.

5 Et en pareil cas où lesdits adiudica-  
taires entreprendroient pour leursdits des-  
pens, frais & mises, autre & nouvelle exe-  
cution sur lesdits debiteur, & executé, tant  
ce qu'ils attenteroient, & pourroient pour-  
suivre en cest endroit, seroit subiect à cassa-  
tion, surquoy est amené l'arrest de ladite  
Cour à Tholose. 131.

### CHAP. XLVI.

1 La custume du retrait lignager, pour  
le ressort du Parlement de Tholose est seu-  
lement locale en quelques lieux particuliers.  
132.

2 Ledit retrait auoir lieu és heritages  
vendus par subhastations & decret auroit  
esté preiugé, par plusieurs arrests de ladite  
Cour de Parlement à Tholose conformé-  
ment à l'article expres des custumes de Pa-  
ris. 133.

3 A la charge toutesfois de payer aux de-  
cretistes, comme acheteurs iudiciels les de-  
spens, outre le principal prix, & autres legi-  
times d'acoustumés. 133.

4 Ce qu'est limité & restraint par le  
sieur Charondas au lieu y cité, suivant un  
arrest de Paris qu'il allegue. 133.

5 Et toutesfois cela simplement prins  
pourroit auoir de la difference y touchée. 133.

### CHAP. XLVII.

1 Etablissement de Commissaires, auant  
la premiere crie, à peine de nullité. 134

## Table des

2. Autres toutesfois que les poursuivants crieux, & les opposans à icelles, lesquels ne le peuvent estre par Arrests des Cours de Parlement, & Ordonnances faites aux Estats tenus en la ville de Blois. 135.

3. Nullaboureur peut estre estably commissaire es biens du seigneur duquel il est subiect, & les raisons pourquoy. 135.

4. La Cour de Parlement de Paris, empeschée sur ceste question, & apres la matiere mise au conseil, depuis & avec le malheur du temps, on a esté comme contrainct les afferuir aux commissions, mesmes ausdictes charges de sequestre, sinon en certains cas, & autres circonstances en passant touchées. 135.

5. Ladicte Cour toutesfois à Tholose, à recevoir simplement l'Ordonnance, deschargeant le paisan & subiect du sequestre des biens de son seigneur.

## CHAP. XLIII.

1. Le tiers opposant à fin de distraire toutes les possesseurs & actuellement jouissantes des choses pour la distraction desquelles, ils auroient formé opposition, declarez par la Cour de Parlement de Paris exempts de la dispositiue de l'Ordonnance, portant defences à tous propriétaires & possesseurs troubler les sequestres à peine de descheance de tout droit. 138.

2. Sinon que tels & semblables possesseurs fussent trouvez tels & jouissans au temps de la saisie & execution par tiltre suspect, & comme pratiqué en fraude de la loy. 138.

3. Ce neantmoins & contre tels & semblables possesseurs a esté par Arrest en audience de la Cour à Tholose preiugé que les susdits tiers vuideroient suivant l'Ordonnance sans preiudice de leurs droits & au surplus que la femme du distributionnaire auit iuste & bonne insistence à ne vuidier

## Chapitres.

de la maison, où elle estoit residente & habitante pour son dot. 138.

## CHAP. XLIX.

1. Trois sortes de tutelle, par le droit civil, testamentaire, legitime & datue, en France, toutesfois elle sont toutes datuées. 139.

2. Un parastre peut estre de droit tuteur de ses filiaitres, mais non toutesfois à ce contrainct. 140.

3. Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, pour confirmation de ce amené avec autre du Parlement de Paris conforme au susdict differant seulement en la prononciation, pour & au lieu du simple renvoy de la provision, à faire d'un autre que dessus, contenir le reiglement & instruction de la forme d'y proceder. 140.

4. Et bien que quelques uns attestent en cas d'acceptation de tutelle par ledict parastre, iceluy faire à preferer aux autres parens des mineurs en la Cour de Parlement à Paris, le contraire toutesfois quant à la preference, auroit esté souvent iugé tant en audience qu'en conseil en ladicte Cour à Tholose. 141.

1. Quelquefois nonobstant mais fort rarement, iceluy parastre est preferé ausdicts parents, pour la qualité des personnes, & autres circonstances concernant l'utilité des mineurs. 142.

## CHAP. I.

1. Quand il est question entre la mere mariée, & les parents & tuteurs de ses enfans, l'education & retirement en sont laissez à l'arbitre des iuges. 142.

2. L'augmentation de la tutelle à l'education trouuee bonne, mais non au contraire. 143.

3. Ladicte Cour à Tholose sur semblable different & conflist, quelquefois en

## Table des Chapitres.

Charge la mere, pour les circonstances y intervenants. 143.

4 D'autres fois un tiers non suspect, comme peuvent estre tant la mere que les tuteurs, aux fins que les pupilles puissent estre en toute assurance & hors de toute suspicion finistre; avec un arrest de la Cour de Parlement de Paris, conformément à ce allegué. 143.

### CHAP. LI.

1 A l'exemple du parastre la mere ayant convolé à secondes nocces, apres plusieurs considerations & modifications, peut s'emparer de l'administration de la personne de ses enfans, gouvernement & administration de la tutelle d'iceux. 145.

2 Et bien quelle s'estant remariée ne puisse estre chargée de la tutelle de ses enfans si elle ne veut, peut estre toutefois convenue comme tutrice de ses enfans, & si elle refuse, comment on a accoustumé proceder contre elle. 146.

3 Pour la faute ou defect de la mere remariée moindre ou decedee s'il y a un frere majeur du pupille, il sera contrainct de poursuivre la provision de tuteur à son frere, ou autrement sera contrainct de proceder comme tuteur, ayant préalablement presté le serment requis pardevant qui il appartiendra. 146.

### CHAP. LII.

1 La mere ne peut repudier la tutelle ordonnée, par le testament de son mary, au cas que par luy auroit esté donné & legué quelque chose à ladite mere, à la charge de prendre la tutelle de leurs enfans, car en ce cas la mere perdroit le legat. 147.

2 L'ayeul preferé à la mere & autres proches parents nommez pour la tutelle avec elle par arrest de ladite Cour à Tholose y mentionne. 148.

### CHAPITRE. LIII.

1 Les constitutions penales Romaines ne s'observer en France, comment doit estre prins & entendu. 149.

2 Difference quant à ce entre le vassal pour le regard de son fief, & l'emphiteote en ce que concerne sa roture. 150.

3 Par exemple beaucoup de choses se font qui ne se font, & moins sont permises par la droite consequence. 150.

4 Quand le seigneur entreprendra de sa privée autorité, ietter & chasser l'emphiteote de sa roture, iceluy emphiteote pourra intenter contre son dit seigneur le cas de saisine & de nouvelleté. 151.

5 Arrest remarqué sommairement par feu monsieur Malard conseiller que l'auteur n'auroit voulu oublier pour sa memoire, & devoir d'amitié qu'il luy portoit en son vivant. 151.

### CHAP. LIIII.

1 Des moindres peines on est parvenu à des plus grandes, voire jusques aux exemplaires. 152.

2 Comme ladite Cour de Parlement de Tholose auroit fait à celles qu'estoient escrites & imposees contre les vesues se remarians dans l'an de deuil la privation de la succession jusques à la legitime des enfans impuberes. 153.

3 Circonstances de l'hypothese sur laquelle l'arrest de la Cour à Tholose du mois d'Aoust 1576. seroit intervenu, & l'examen de l'auteur d'icelle. 153.

### CHAP. LV.

1 Les plus delicats du monde ne scauroient viure sans sel, & le nom des salaires & gaiges pris en & sur luy. 154.

2 Les tuteurs par leurs comptes, ne peuvent pretendre salaire de leurs peines, &



## Table des Chapitres.

vocations, non plus que Consuls, Seindies, Procureurs ou comme d'une ville ou d'un pays. 156.

3 Quant toutesfois par les actes & pieces du procez, il apparoiſtroit de la poursuite de plusieurs procez par un solliciteur à ce expres & briſquement on peut cognoistre d'auantage, un bon fidele & diligent deuoir des tuteurs, à l'endroiēt des affaires de leursdits pupilles, c'est alors que la Cour de Tholose a accoustumē proceder à la taxe des frais & despens faicts par les susdits tuteurs, & encores quelquesfois à la taxe des salaires de ceux, qui à leur nom y auroient vacqué. 156.

### CHAP. LVI.

1 Electeurs & nominateurs d'un tuteur suffisant & en apparence capable au temps de la nomination deuenu insoluable depuis icelle, ne sont tenus subsidiairement ny autrement à aucune prestation de reliqua, ny autre chose pour ledit tuteur envers ses pupilles. 157.

2 Arrest de la Cour de Parlement de Paris avec les raisons d'un costē & d'autre, par renuoy aux questions notables de l'Advocat Parisien, auparavant nommé. 158.

3 Et auquel arrest susdit est autre & conforme en effect amenē de ladite Cour de Parlement à Tholose. 159.

### CHAP. LVII.

1 Hypotheseinge par Arrest de la Cour de Parlement de Tholose. 160.

2 Les donations orcs que faites en faueur de mariage, subiectes à la renouation par naissance d'enfans, suivant la constitution de Constantin, toutes considerations au contraire amenees nonobstant. 162.

3 De mesmes telle & semblable renouation se peut faire, & a lieu es enfans illegitimes, neantmoins legitimez par suivant mariage, encores que solemnise à l'ar-

ticle de la mort d'un des conioinēt. 163.

4 Mouuements & diuers discours de l'Auteur, sur le subiect & discours qui se presentoit. 163.

5 Les lettres aux fins de ladite renouation impetrees, interinees, ne pouuoit rester à la niepce ex filia que lelegat de cent liures de son feu pere, ou bien en repudiation d'iceluy la legitime. 164.

6 Le susdit Arrest ne feut iamais fonde à le vrayement examiner sur ladicte renouation, au moyen de ladite constitution & pourquoy. 164.

7 Par les constitutions de Diocletian & Maximian les donations dont estoit question ne pouuoient estre renouees, sinon que comme inofficieuses iusques à concurrence des legitimes desdits enfans suruenus apres. 165.

8 Le Iurifconsulte Paul expliqué en ce qu'il recite le rescrit de l'Empereur Alexandre, suivant l'opinion de plusieurs interpretes anciens qui le confirment par autres constitutions desdits Empereurs. 165.

9 L'Arrest de la Cour sur ce examiné de plus pres, & comme reduit à son point, & remis à entier dans ses entrailles. 168.

### CHAP. LVIII.

1 La renouation faite par les donateurs en faisant les donations, n'empesche les renouations d'icelles, par ladite suruenance d'enfans quelque opinion que monsieur Tiraqueau suivy de plusieurs & signalez personages ait essayē & voulu tenir. 169.

3 Raisons principales pour la negative & autre opinion que dessus au profit & faueur telle quelle desdits enfans suruenants. 170.

3 En contemplation desquels est allegué un preingē du Senat de Milan, & encores d'autres pareils & semblables preingē, de deux principales & souveraines Cours de France. 171.

## Table des Chapitres.

### CHAP. LIX.

- 1 Le pere donateur bien qu'en son vivant, n'ait reuouela donation des enfans suruenants apres, la pourront reuouer. 172.
- 2 Arrest de Paris portant preingé de ce dessus allegué avec un autre dudit Tholose en un cas toutesfois, que le donateur s'estoit reserué usufructuaire des biens donnez. 173.
- 3 Et sans ceste circonstance, pour les raisons & autoritez y amenees, n'y auroit difficulté, qu'il n'en eust fallu de mesme dire, en donations faictes sans aucunes reseruations, & le donataire mis en la possession réelle, & actuelle des biens donnez. 174.
- 4 Si par le laps de si long temps, il suffit à prescrire legitiment, les donataires ne se trouuants fondez. 174.

### CHAP. LX

- 1 L'Edict des meres n'auroit iamais esté publié, en la Cour de Parlement à Tholose. 176.
- 2 Si telle & semblable reuocation que dessus par la suruenance d'enfans se faict & doit entendre avec toute cause, & en ce faisant les biens donnez deschargez de toutes alienations, seruitudes, hypotheques & autres charges que pourroient auoir esté imposees faictes & creés par les donataires puis les donations iusques à la naissance desdits enfans. 179.
- 3 Quelques uns auroient estimé que non, la maxime au contraire s'entendant quand telles resolutions aduiendroient par cause antecedente & necessaire. 176.
- 4 Mais autre chose quand la cause est suruenante & volontaire, comme ils pensent estre ladicte reuocation. 179.
- 5 Qu'il s'estendent au cas d'autres constitutions, portant rescision des ventes, au

moyen de la deception d'outre moitié de iuste prix, mieux les achepteurs n'aiment faire supplément d'iceluy. 177

6 Et sur ce est apporté un grand tesmoignage d'Alberic sur la constitution de Constantin 177.

7 Aucuns y auroient adiousté Tiraqueau, mais l'opinion d'iceluy se trouue toute contraire, à l'endroit cetté avec ses raisons & autoritez, singulierement contre ce qu'estoit des dudit supplément, les fondemens quant à ce retorquer au contraire. 177.

8 Qu'auroit preualu, & ainsi ladicte constitution pratiquée en France, par des raisons & autoritez amenees. 178.

9 L'Arrest de la Cour de Parlement de Paris de feu du Molin contre son frere examiné aux fins que dessus, pour la reservation y contenüe la faueur du cas excepté, confirmant la reigle au contraire en cas non excepté. 179.

10. Arrest de la Cour de Parlement dudit Tholose, les biens retournez au donateur par naissance d'enfans deschargez d'hypotecques & alienations à pachte d'achat, imposees & faictes par le donataire apres ladicte donation & auant la naissance des enfans. 180.

### CHAP. LXI.

- 1 L'Appendice mis apres les Arrests de Paris, en la nouvelle & dernière impression de feu Papon examiné. 182.
- 2 A quelles fin il y est parlé de la loy des achats & ventes pour ce regard. 182.
- 3 Choses donnees pour remuneration des seruiues trouuez & verifiez equipolants aux choses donnees, font que tant s'en faut que le siltre emporte donation qu'au contraire c'este une mutuelle reconnaissance, exempt & hors des termes de ladicte reuocation, & encores de reuocation par ingratitude. 183.

## Table des Chapitres.

4. La resolution des Interpretes du Droit estendue iusques là qu'une chose de soy reuocable, est faite en contemplation des merites, biens-faits & services irreuocables, comment se doit & fait à temperer. 183.

5. La donation surpassant les merites, reputée gratuite, simple & propre liberalité. 184.

6. Necessaire toutesfois de prouuer & veriffier lesdits merites, sans s'arrester à la mention d'iceux, soit generale ou particuliere, qui en puisse estre faite par la mesme donation, qui ne peut gleuer de rien & pourquoy & comment. 184.

7. L'arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux ausdites fins amené & examiné. 184.

8. L'erreur de ceux là conuaincu qui viennent à interpreter ladite reuocation de ladite constitution de Constantin es donations remuneratoires n'auoir lieu en icelles, quand les merites recognus sont equiuallants aux choses donnees, qu'il suffit pour estre de qualite qu'ils ne sont point au dessous de la valeur de la moitié des choses donnees. 186.

### CHAP. LXII.

1. Pour le grand droit qui estoit gardé en ladite Cour de Parlement à Paris sans frayeur d'aucune personne, non seulement le Chrestiens, mais aussi les Sarrazins, y seroient venus recevoir iugement aucunesfois. 188.

2. Ne faut trouuer estrange si les Cours souveraines de France, iugent par-fois par equité, contre les estroites paroles des Loix & ordonnances mesmes, tout ainsi que la Cour de Paris auroit fait, pour la deliurée du pere prisonnier qui n'auoit moyen de payer, ayant ordonné que les biens maternels des enfans, combien qu'ils fussent encorés mineurs, seroient vendus. 188

3. A suite est amené un autre arrest de pareille rondeur & integrité de ladite Cour à Tholose. 189.

### CHAP. LXIII.

1. La confirmation entiere & derniere des donations, gist es insinuations d'icelles à faire suiuan les ordonnances. 191.

2. Paroles de l'ordonnance importantes decret, irritant qu'on appelle, & comment. 191.

3. Les donateurs ne pouuoir contreuenir à leurs faits, & à iceux mesmes leurs heritiers estre precisement tenus, comment s'entent & procede. 191.

4. Le legataire ou autres ayant à choisir quelque chose, par le choix qu'il en aura fait une fois consumé perdre son droit d'élection se doit entendre quand l'eslection est bonne & valable. 192.

5. Par ainsi l'affirmatiue tenue par les trois premieres Chambres d'enquestes à Paris, autre doute que la grand Chambre y auroit tousiours fait dignement loüangé, & iustement. 192.

6. Les insinuations introduites principalement en haine de ceux qui taschent empier, par donations couuertes & clandestines. 193.

7. Serment plustost apposé par le stile des Notaires, que de la volonté des parties ne pouuant apporter au principal autre chose que le suivre & accompagner, avec son entiere ruine, le seul fait principal vient à estre examiné, & estre considerable. 193.

### CHAP. LXIII.

1. Trois choses principalement necessaires en France, pour rendre les donations parfaites, la derniere d'icelles consistant es insinuations. 195.

2. A quoy montoit & reuenoit à nostre

## Table des Chapitres.

usage, la somme iusques à laquelle le Droit Romain au parauant l'ordonnance du feu Roy François premier auoit remise & relaschee l'insinuation. 265.

3. L'usage auroit fait paroistre l'ordonnance susdite dudit feu Roy François premier courte, pour les restrictions & interpretations qui y auroient esté faites apres. 196.

4. Par ordonnances apres du feu Roy Henry second amplifiees, & cōme du tout abolies par la declaration y contenue. 196.

5. Au commencement les insinuations se faisoient par deuant les iuges ordinaires des lieux, & beaucoup plus assurement & ouuersement qu'à present au moyen des ordonnances Royaux se font deuant les Iuges Royaux. 197.

6. Et encores quant aux donations en faueur de mariage, remuneratoires & autres qu'on appelle pour cause estoit faite quant aux insinuations difficulté par les Cours souueraines, singulierement en la susdite de Tholose iusques à l'ordonnance du feu Roy Charles 9. aux estats de Molins. 197.

7. Quelques vns auroient estimé que par l'Edit de Molins, n'estoit disposé que des immeubles, & que par consequent es donations des meubles & quantité des sommes & deniers, l'insinuation n'estoit necessaire. 198.

8. D'autres auroient conseillé estre plus assuré, & encores conforme aux susdites ordonnances. 199.

9. La Cour de Tholose fort exacte à la publication & verification des Edicts & Ordonnances, mais aussi apres elle s'en red assuree & ferme protectrice. 200.

10. Diuers & contraires preiugez de la Cour à Tholose sur l'insinuation de telles & semblables donations que dessus, de debte, meubles, & deniers, & iusques telle contrariete auoit esté mise en Mercuriale par les gens du Roy, avec l'arrest qui

fut donné sur icelle, & autres pretendues questions auoir esté & estre diuersement iugees par ladite Cour lequel susdit arrest n'auroit esté executé au moyen des troubles & remuemens suruenus, cruels & inhumains s'il en fut iamais, en la ville. 201.

### CHAP. LXV.

1. Par les ordonnances ny par le Droit ancien, n'est prefix aucun temps pour insinuer. 203.

2. Iusques à l'ordonnance de Molins qu'auroit prefixé quatre mois pour ceux qui sont dans le Royaume, ou six mois pour ceux qui en sont dehors, avec la declaration y contenue. 203.

3. La charge des insinuations du temps passé appartenoit aux seuls donateurs les donataires n'y ayant rien que voir. 204.

4. D'où vient qu'à present par lesdites Ordonnances la raison du Droit ancien renuersee les donations entre vifs à quel titre & cause que ce soit, requerant insinuation pour estre irreuocables dans le temps prescrit par icelles, qu'est encores plus amplement expliqué. 206.

5. L'insinuation ne regarde la matiere & instance. 206.

6. La pratique de France nonobstant toutes raisons qu'on pourroit amener au contraire singulierement au ressort dudit Tholose pays de Droit Escrit, auroit introduit la vocation à ladite insinuation, tant, du donateur que du donataire: de cestuy-cy, pour requerir l'insinuation de celuy-là, pour y consentir & comment cela se fait ordinairement. 207.

7. L'insinuation bien qu'elle approche d'un acte volontaire, iurisdiction n'en est toutesfois du tout, par l'enregistrement qu'en est fait, par le iuge en son siege, & presque ordinairement es iours de plaid. 207.

8. Donation des biens assis en diuers

## Table des Chapitres.

lieux & sieges font à insinuer en chacun de ces sieges, autrement valables par les lieux seulement, qui trouveront assis aux sieges, où l'insinuation en aura esté faite, pour les autres non, avec les arrests pour confirmation de ce amenez. 208.

### CHAP. LXVI.

1 Bien que quelques uns ayant remarqué suffire pour l'insinuation des susdites donations, qu'elle soit faite à la requeste de l'un des deux, ou du donateur ou du donataire, & qu'ils en alleguent arrest de la Cour de Parlement à Paris, au pays toutefois du Droit Escrit, & dudit Parlement à Tholose, y est autrement pourueu Et comment. 209.

2 Bien qu'à Paris & Parlement d'iceluy au commencement de la publication de l'ordonnance que dessus de Moulins fut gardé Et jugé par plusieurs arrests, que le tēps des insinuations n'estoit prefix que pour les creanciers toutefois, quant au pays de Droit Escrit, & preiuge de la Cour de Parlement à Tholose est tout au contraire gardé l'inclusion speciale du temps prefix par ladite ordonnance, important une exclusion patente de tout autre temps apres, & par autres raisons amenees. 210.

### CHAP. LXVII.

1 Donation, propter nuptias, qu'on appelloit, subiecte de droit à insinuation sinō qu'elle fust faite en faueur d'un moindre. 213.

2 Arrest de la Cour de Paris allegué par Charondas, portant que c'est au mari & non à la femme de faire insinuer la donation par elle faite par contrat de mariage, & y a d'autres arrests à mesme suite & consequence alleguez de la Cour de Parlement à Paris. 14.

3 Comme aussi autres arrests par les-

quels la simplicité des rustiques ne les auroit peu excuser, de la formalité de la susdite insinuation. 214.

4 Non plus que l'Eglise mesme n'en estant excusée par autres arrests estimez justes, saincts, & fort equitables. 214

5 Estendre en restitutions en entier, en faueur des femmes ou mineurs, l'ordonnance susdite contre les creanciers, & autres successeurs particuliers seroit une equité qui viendrait à fouler le fait d'autrui, & degenerer à une pure iniquité. 215.

6 Pour raison dequoy ladicte Cour à Tholose, n'auroit voulu estendre telles ou semblables faueurs des restitutions que dessus, que contre les heritiers successeurs uniuersels des donateurs, & non contre les creanciers successeurs particuliers. 215.

7 A cause dequoy est estimé que ladicte Cour à Tholose mal-aisément suiueroit le preiuge de la Cour de Paris y allegué, avec la confutation des raisons d'iceluy amenees, & en passant au contraire raisons. 215.

### CHAP. LXVIII.

1 Relasche de la rigueur des ordonnances touchant l'insinuation & acceptation faites en faueur des enfans par leurs ayeuls, peres & autres ascendants, aux contrats de leurs mariages. 217.

2 Les Notaires qui recoiuent lesdites donations les peuuent stipuler & acquerir droit & action, sans cession aucune au profit des tiers & ignorants, mesmement en ceste France. 217.

3 Lettres de relief pour ce regard aisees à obtenir par lesdits enfans ou leurs tuteurs ou curateurs s'ils sont moindres. 217.

4 Viennent toutefois en cas de relief pour defect d'insinuation les hypothèques & insinuations qui auroient esté faites



## Table des Chapitres.

par les donateurs depuis les donations, de plus pres à estre examinees. 218.

5 L'arrest de Paris appellé communément de Crozet. 218.

6 Bien que la rigueur de l'ordonnance soit contre lesdits enfans, l'equité toutesfois les favorise & embrasse aydee de l'intention du donateur & de l'ordonnance mesmes parlant de l'acceptation des Notaires nommément. 218.

### CHAP. LXIX.

1 La donation faite à un present & acceptant, à la charge qu'apres son decez les biens donnez ou partie d'iceux appartiendra à un absent nommé, est bonne & valable de droit en faveur dudit absent. 219.

2 Et iusques là que pour defect d'acceptation par ledit absent la condition & cas aduenü, la donation sera toujours trouuee bonne & valable de Droit en faveur dudit absent. 219.

3 Hypothese sur semblable donation iugee pour le donataire absent contre les successeurs ab intestat. 220.

### CHAP. LXXIII

1 Pays de Quercy anciennement dict pays Cohorcin, & auquel outre le siege Presidial seant en la ville de Cahors, il y a encores cinq sieges particuliers dependans de la mesme Seneschauſſee & comment. 223.

2 Hypothese suruenüe audit pays entre deux freres, ayants reuoké en doute à leur autre frere puisné, la donation de certains biens à luy faicte par leur feu pere, en ce qu'elle n'auoit esté insinuee, es sieges particuliers au ressort desquels les biens donnez en partie estoient assis. 223.

3 Lots & sentence arbitraire des arbitres esleus par les parties attendu leur

qualité.

224.

4 Partage en la grand Chambre à Tholose sur l'appel de ladite sentence & apres es Chambres d'Enquestes renuoyé suiuant le stile aux Chambres assemblees, le iugement duquel fut empesché, quoy que soit laissé en l'estat par les parties, au moyen d'un codicille nouuellement produit, dudit feu pere commun des parties sur lequel elles auroient apres transigé.

225.

5 Les gens du Roy ayants baillé par escrit, adheroient à la cassation de la sentence, des arbitres qui auoient partile differenc par le milieu & concluoyent à l'entretènement des Ordonnances, ce faisant à la nullité de ladite donation, en ce qu'elle n'auoit esté insinuee aux sieges Royaux plus proches & particuliers. 226.

6 Arrest de la Cour de Parlement de Paris, conforme ausdites conclusions duquel toutesfois le sieur Charondas auroit dict qu'on pouuoit douter du cas dudit arrest, l'auteur parce qu'il allegue n'ayt peu coniecturer à quelques fins. 226.

7 Ce que ledit mesmes Charondas allegue incontinent apres pour le regard des siefs, l'auteur auroit douté que se puisse rapporter à l'usage du ressort de Tholose, & pays de Droit Escrit circonuoisin, s'il n'estoit autrement mieux expliqué, appliqué, & entendu. 227.

8 Quant au surplus que ledit Chopin adiousté audit arrest pourroit estre pratiqué, pour des petites dependances du principal du bien donné suiuant un arrest de ladite Cour à Paris, non que ce fust sans difficulté audit pays de Droit Escrit, & ladite Cour à Tholose. 227.

### CHAP. LXXI.

1 Donner & retenir ne vaut, comment & en quel pays doit estre entendu expliqué. 228.

## Table des Chapitres

2. Hypothese iugée par arrest de Paris & au pays consuetumier d'iceluy où ladite reigle a lieu, & se doit entendre. 228.

3 Du Molin consulté sur une donation dont le donateur auroit retenu les secondes & protocoles de l'instrument sur ce passé deuers luy, & respondu n'auoir valu. 229.

4. La pratique de telle reigle que dessus ne se peut appliquer à l'usage du pays de Droit Escrit, qu'à la ruine & subuersion dudit Droit, avec une exemple amené, prins du consuetumier Masuere. 230.

### CHAP. LXXII.

1. Bien qu'un donateur de la moitié, puisse vendre solidairement une piece de la moitié de plusieurs par luy donnees en un blot, à la charge que le donataire en sera recompensé pour sa moitié sur le restant & moitié du surplus non donné, ne pourra toutesfois en faire vendition ny permutation & pourquoy & comment. 231.

2 Ce qu'auroit esté iugé par le Seneschal de Tholose ou son Lieutenant & apres confirmé par arrest de ladite Cour à Tholose. 231.

### CHAP. LXXIII.

1 Appendice mis de nouveau au recueil de feu Papon au lieu à la marge coté, & examiné avec les consequences qui en seroient tirees & faites. 232

### CHAP. LXXIII.

1. Es fideicommiss uniuersels, les cas d'iceux aduenus les choses auant iceux & cependant aliénées, par l'heritier chargé imputables & quartes à luy deuës, & venants à distraire à son profit, sous quelles conditions & comment. 23.

2. Feu Papon auroit touché fort bien à propos le point quant à ce du Droit nouveau & constitution de Iustinian, qu'est apres examinée & en sa disposition expliquée. 234.

### CHAP. LXXV.

1. Si les alienations imputables comme dessus s'entendoient & se deuient rapporter aux donations & autres titres lucratifs qui en pourroient estre faites, & y interuenir par l'heritier chargé au profit du fideicommissaire mesme, en la personne duquel, consistoit le doute au fait y narré. 237.

2 Ce qu'en a point changé de main, & n'a point esté transféré à autrui, ne peut estre dit proprement aliéné. 240.

3 D'autant que de plusieurs causes ou titres, une mesme chose ne peut estre nostre, en aduenant la concurrence on regarde à la derniere quand il a cause & origine premiere & plus ancienne. 241.

4 La quatriesme donnée à l'heritier par le testateur viuant fait cesser la falcidie. 241.

5. Pour la difficulté de la question l'une & l'autre des parties soy doutant de ce que leur pouuoit aduenir, n'y auroient mis fin par accord, d'où le partage auroit demeuré cependant en l'estat. 244.

### CHAP. LXXVI.

1. Causes principales de l'ordonnance de Molins, touchant les choses excédants la somme de cents liures, dont seroient passez contrats, sans estre receu aucune preuue par tesmoins. 245.

2 Commission & expresse charge donnée par la Cour à seurs Messieurs les premier President d'Assis, & de Sabatier sieur de Bourgade, pour en faire remonstrances en l'assemblée des estats à Molins

## Table des Chapitres

où ils estoient deputez, & sur laquelle ladite ordonnance s'en seroit ensuiuie. 246.

3 Que bien qu'on ne puisse nier ladite ordonnance estre contraire au Droit Romain pour l'assurace toutesfois des contractans & par la malice des siecles, auroit donné occasion par des grandes & preingnantes raisons à ladite ordonnance. 247.

4 Laquelle n'est toute rapportable aux testaments, comme aussi ladite Cour à Tholose n'auroit iamais fait ainsi que ladite Cour de Parlement de Paris auroit fait, & en beaucoup d'autre occurrences & differents, esquels ladite Cour à Tholose, bien que sur ces remonstrances ladite ordonnance s'en fust ensuiuie, ne l'auroit voulu pratiquer ny estêdre. 248.

5 Hypothese d'un deposit preingee par ladite Cour à Tholose contre ladite ordonnance. 249.

### CHAP. LXXVII.

1 L'acte déclaré faux ne peut estre receu à preuuer & verifier par tesmoins quant au principal. 252.

2 Preingé quant à ce de ladite Cour à Tholose, & encores du Parlement à Paris. 252.

3 Charondas doute & demeure comme en suspens, apres quelque distinction faite par luy pour ce regard. 252.

4 Ladite Cour toutesfois à Tholose, quelque arrest de la Cour de Parlement de Paris, qui fut interuenue, n'en seroit iamais consequence. 252.

### CHAP. LXXVIII.

1 L'ordonnance susdite de Molins a lieu non seulement pour les contrats passez pardeuant Notaires, mais aussi pour le regard des conuentions priuees signees des parties, & par elles recogneues, quelque preingé qu'en soit allegué au contraire, avec

l'hypothese preingee en la Cour, sur cela leguée. 253

### CHAP. LXXIX

1 Les faits de dol, fraude, simulation contre les contrats produicts alleguez ou autrement pertinents receuables, adms & receus en preuue contre ladite ordonnance, laquelle s'entend du civil ou du criminel, ou approchant d'iceluy. 256.

### CHAP. LXXX.

1 Les presumptions autres que iuris & de iure, ne peuuent rejeter la preuue sur les produisans les contrats, contre lesquels est ellegué, dol, fraude & simulation. 257.

2. L'usage parmy nous receu en pratique, n'exclost autre personne soit par lettres, titres, ou autres moyens legitimes, es cas mesmes formels de ladite ordonnance les interrogatoires & responses cathégoriques des parties n'y estants pas exceptees. 258.

3 En moins le serment ainsi qu'auroit esté preingé, par arrest de la Cour de Parlement à Paris, & conformément à iceux par ladite Cour à Tholose sur ladicte hypothese. 258.

### CHAP. LXXXI.

1. Tesmoignage anciennement entre les Romains, dites les dispositions des tesmoins non iure, par eux enuoyees, esrites ou signees de leur main. 259.

2. Es matieres criminelles les anciens n'aduissoient pas grand' foy à telles dispositions muettes, & moins sont receues ny en aucun égard en ceste France. 260.

3. Soit es matieres criminelles ou bien es matieres civiles, faut que les tesmoins soient ouys de vives voix, & moyennât serment par les Iuges, ou bien par Commissaires ce par eux deputez. 6 à



## Table des Chapitres.

### CHAP. LXXXII.

1. Au commencement on tenoit & iugeoit les fins de non recevoir introduites par ladite ordonnance, couuertes par un appointement de contraires. 262.
2. Depuis au contraire mesmes, au moyen de l'appel que peut estre releué, dudit appointement des contraires, acquiescemens y faits, & de tout ce qu'au moyen d'iceux s'en seroit ensuiuy. 263.
3. Ladite Cour à Tholose n'auroit receu l'ordonnance des desertions des appellations. 263.
4. Arrest de la Cour de Parlement de Tholose conforme à ce que dessus. 264.

### CHAP. LXXXIII.

1. Donations faites aux enfans, bien que fermes & valables, neantmoins quelquesfois peuuent estre reuocquées, pour certaines causes suruenants singulierement quand elles sont faites à des filles l'og temps y a, au preiudice des enfans masles du donateur & freres de la donatresse. 265.
2. Hypothese approchant de ce dessus, avec l'arrest de la Cour sur icelle. 265.
3. Conciliation dudit arrest avec un autre du Parlement de Paris. 266.

### CHAP. LXXXIII.

1. Declaration faite par ladite Cour à Tholose, ladite ordonnance de Molins n'auoir lieu, sinon es pactes accessoiress alleguez, non escrits, & non es pactes principaux, comme seroit celuy qu'est narré & sur lequel l'arrest y rapporté auroit esté donné, par ladite Cour à Tholose. 267.

### CHAP. LXXXV.

1. Ciceron assureoit la senerité salutai-

re surmonter la vaine espee, & toute apparence de clemence. 269.

2. Arrest de Paris fondé en equité tres-exemplaire. 269.

3. Aussi les Emperours Theodose & Arcade, pour leur clemence temperoient la rigueur du Droit, par des plus moderex & temperex decretz, comme aurois fait ladite Cour à Tholose, ayant intepreté ce droit vulgaire de la Frâce qui confisque les corps confisque les biens, n'auoir lieu en la succession d'iceluy, qui s'estant de son plain vouloir estranglé, son corps pendu apres sa mort, icelle dite confiscation par ladite Cour ayant esté iugee au profit de ses enfans. 207

### CHAP. LXXXVI.

1. Hypothese d'un arrest fort humain, donné par ladite Cour à Tholose en faueur d'une pauvre & vieille mere, ayant meury d'un cousteau qu'elle portoit à sa ceinture, un Capitaine bien armé & acompagné voulant attenter par force & violence à la pudicité de ses filles. 271.

2. Le fait par les circonstances d'iceluy monstrois que ladite mere preferoit l'honneur de ses filles à sa propre vie, & telle qu'elle estoit digne d'estre mise au rang de ces femmes vertueuses que l'historien Plutarque auroit ailleurs beaucoup louées, pour leurs faits courageux. 274.

3. Feu Monsieur le President Durand marri de telle & semblable prononciation faite en audience contre les reiglements generaux & accoustumez de la Cour. 274.

4. Raisons pour le soustenir proposees par l'auteur audit sieur Durand en parlant dudit arrest. 4.27

5. En ladite Cour à Tholose n'est extraordinaire le iugement de celles & semblables lettres de graces en audience, en ayant

## Table des Chapitres.

ainsi usé d'autresfois, en demettant un porteur de semblables lettres, de l'interinement d'icelles sur le champ. 275.

### CHAP. LXXXVII.

1. Les ordonnances concernant la prescription de trois ans, contre les seruiteurs pour leurs loyers & gages, & de six mois pour les marchandises vendues en détail contre les gens de mestier & marchands examiner & balancer exactement, la rigueur d'icelles relaxee par ladite Cour à Tholose & comment. 276.

2. Par arrest toutesfois de Parlement de Paris pratiquée la susdite ordonnance desdits six mois, pour lesdites marchandises en détail contre un marchand vendeur de vin, lequel cinq ans apres en faisoit demande. 276.

3. Ladite Cour à Tholose par ses arrests sur telle & semblable ordonnance que dessus contre les marchands, a fait croire d'autresfois à plusieurs hantans le Palais audit Tholose, lesdites ordonnances n'avoir esté receues ny publiees en ladite Cour & estre avec plusieurs autres des non observées par icelle. 277.

4. D'où est prins le remede de tels & semblables creanciers que dessus. 277.

5. D'où seroit procedé qu'Imbert auroit douté non seulement de la justice desdites ordonnances, mais aussi de l'observation d'icelles és Cours de Parlement de France. 277.

6. La susdite contre les seruiteurs semble plus rigoureuse que l'autre à laquelle le Seneschal de Tholose n'ayant eu esgard sa sentence auroit esté confirmée par ladite Cour à Tholose, avec despens & amende moderee. 278.

### CHAP. LXXXVIII.

Du loyer & salaire des manœuvres

payables à mesmraison & prix chacun iour qui seroit payé aux autres travaillans à mesme œuvre s'y trouvant divers salaires, à raison duquel grand, moyen ou petit le payement en doit estre fait aux susdits. 279.

2. L'hypothese d'un texte amenee, estimé formel pour la question, & iceluy texte expliqué sur icelle. 279.

3. La vraye resolution sur semblable payement que dessus en doit estre prise par l'office du luge de la qualité des personnes du travail & labour employez à la besoigne, à laquelle ils auroient esté employez. 279.

4. La promesse du genre se rapportant à la mediocrité, le moyen salaire & entredeux des susdits vient à estre plus en consideration que tout autre és choses dontenses, & à telle moderation auroit esté procedé par la Cour audit Tholose au procez y specifié. 280.

### CHAP. LXXXIX.

1. L'ordonnance & coustume priuans le mercenaire ouvrier & manœuvre de demander apres les six mois leur salaire n'avoir lieu, in rusticis sed magis in urbanis. 187.

2. Comment est entendu ce qu'est dit les vigneron & mercenaires à la iournee, estre tenus de besoigner dès le Soleil leué iusques au Soleil couchant. 281.

3. Coustume susdite de la besoigne à faire & travailler dès le Soleil leué, iusques au Soleil couchant, introduite à la coustume & commun usage d'autre pays nommément d'Anjou, où à la retraicte on frappe les marres, pour faire le tintamarre qu'on appelle & sonner ainsi la retraicte. 282.

### CHAP. XC.

1. Hypothese d'un arrest donné à Paris,

## Table des Chapitres.

ris, province du Latin de feu monsieur du Luc. 283.

2. Le Droit Romain duquel ladite Cour à Tholose use beaucoup different de ce pour le regard de ce que dessus est estably, & ordonné par les costumes, avec la preuue speciale par exemples particuliers. 284.

3. Arrest de Tholose inseré par Papon en son Recueil examiné & balencé de plus pres en ces circonstances. 284.

4. En ladite Cour à Tholose n'est vstitee & gardee cestereigle vulgaire paterna paternis, materna maternis. 285.

5. Le Droit Escrit & plus dernier expliqué. 285.

6. La question si la reigle que dessus receuë ainsi en la Frâce auroit lieu in infinitum, examiné apres Charondas, avec un arrest de ladite Cour à Tholose. 286.

7. Par lequel furent preiugees deux maximes, l'une que la pluralité des liens ne passent les freres & fils des freres, & la reigle que dessus, paterna paternis, materna maternis, n'outrepasser les freres. 287.

8. Et par là on peut cognoistre le reiglement de la succession collaterale adiouste de nouveau au Recueil dudit feu Papon à ladite Cour de Tholose, n'auoir verité, raison, ny fondement aucun. 288.

### CHAP. XCI.

1. La pluralité des liens qu'on appelle, nullement considerable outre les freres & sœurs que dessus. 289.

2. La Glose du statut & costume de Tholose sur l'interpretation d'iceux sous le titre des successions ab intestat, examinée. 290.

3. L'Arrest de la Cour de Parlement de Tholose conforme à ce dessus amené, suiuy es derniers temps, par autre arrest de la

mesme Cour.

291

### CHAP. XCII.

1. Question des plus agitees & controuersees de Droit, laquelle cōcerne les reiglements des portions appartenants aux successeurs, lors qu'enfans de plusieurs freres qui sont dits cousins sans y auoir aucun oncle succedent ab intestat. 292.

2. En fin les diuerses opinions quant à ce accordees, le doute resolu par ce moyen & comment. 293.

3. Ladite Cour à Tholose auroit suiuy exactement l'arrest de ladite Cour à Paris & es derniers temps depuis iceluy, & de mesmes la Cour de Parlement de Bordeaux l'arrest de laquelle y est de plus pres balencé & examiné. 293.

4. Le sieur Chopin ayant esté de ceste opinion, apres l'allegation des arrests de la Cour de Parlement à Paris, la vient à cōfirmer par raisons & autoritez, nonobstant ce que feu Fernand en ses leçons auoit accoustumé soutenir & respondre. 294.

5. Les raisons & fondements du party qu'appelloit les cousins à la succession de leur oncle par souches auoit lieu, quand il interuenoit avec eux un autre oncle & frere du deffunct, de la succession duquel estoit question, par les propres paroles mesmes de Iustinian en ses nouuelles. 295.

### CHAP. XCIII.

1. Entre l'ayeul paternel & autre ayeul maternel, & ayeule maternelle, different sur la cote de la succession ab intestat, d'un frere decedé sans e sans ab intestat, une sœur germaine d'iceluy à luy suruiuant, avec le susdit ayeul & ayeule. 296.

2. Fernand alleguë en ses leçons, avec l'explicatiō de la cōstitution de Iustinian

## Table des Chapitres.

Y alleguee suivant laquelle auroit esté jugé par arrest de ladite Cour à Tholose, en confirmant une sentence par nous donnée comme iuge ordinaire de saint Cere, par laquelle auions déclaré ladite sœur succéder ab intestat audit son feu frere comme luy appartenant de deux costez à une quatriesme, & és autres deux troisiemes ledit ayeul & ayeule, diuise toutesfoies en deux moities, desquelles une autre quatriesme & demie appartiendroit audit ayeul paternel, & autre quatriesme & demie au susdits ayeul & ayeule mater nelle, à partir entr'eux également. 297.

### CHAP. XCIII.

1. Les acquisitions faites par les tuteurs & curateurs, pendant & durant l'administration, ne peuvent entrer en condemnation, avec la reddition de compte, & prestation de reliqua de ladite administration, lesdits tuteurs & curateurs en rendant compte & prestations de reliqua de ladite administration, faisant ce dont ils sont tenus, & non autre chose. 300.

2. Par arrest nostre sentence infirmee avec celle des autres subalternes qui l'auoit confirmee, auroit esté déclaré qu'il n'y auoit lieu de communication des acquisitions, relaxans pour ce regard l'ayeul & enfant que besoin seroit, & en tout le surplus nostre sentence confirmee, qui auroit esté executee par autre toutesfoies que nous qui l'auions donnée. 300.

3. Ce que demeure preiugé par ledit arrest & les consequences d'iceluy. 301.

### CHAP. XCV.

1. Comment l'Empereur Iustinian, auroit restrains & temperé le benefice de representation. 302.

2. Entre les descendans soient pareils

en mesme ordre & degré, ou biens diuers & autre ordre, les plus prochains souz-jours viendront à estre preferes : & la raison particuliere de feu Fernand amenee. 302.

### CHAP. XCVI.

1. L'autheutique mise au Code par Irnerius expliquee. 303.

### CHAP. XCVII.

1. La coustume generale de France, par laquelle les plus prochains parents succedent au Prestre deffunt : comme s'entend, & en quelle façon elle est gardee & pratquee. 305.

2. Controuerse qui quelquesfoies suruiet entre les successeurs & heritiers des beneficiers, & les titulaires apres pourueus de leurs benefices sur la cote des fruits de l'annee du decez du beneficier. 303.

### CHAP. XCVIII.

1. Estrangers mourans en France sans enfans toutesfoies, ont le Roy seul pour heritier, par le Droit d'aubaine 307.

2. Ceux là toutesfoies pour ce regard dictz estrangers, qui pousser de zele & religion en faisant ou ayant fait profession se retireroient en quelque lieu pie, comme à un hostel Dieu, pour y viure en compagnie avec les pauvres qu'on y retire. 307.

3. Arrest sur ce dessus de ladite Cour à Tholose. 308.

### CHAP. XCIX.

1. Le degré de prochaineté ou consanguinité, est en du communément iusques au dixiesme.

## du liure septiesme.

2. La cognation n'estant estendue si auant pour ne passer le sixiesme degré autrement incogneue du Droit Civil. 309.
3. Quant aux succeſſions des Royaumes, les degrez s'estendent in infinitum. 309.
4. Et encores on est venu iusques là, qu'outre & par dessus le dixiesme degré ceux qui se trouuent de la race & lignee du deffunct sans autrement s'arreſter au degré, sont & auoient esté preſerezz auſſy que par arrest de la Cour de Parlement de Paris & comment. 309.
5. Il est aisé à alleguer la prochainneré & proximité pour venir à la ſucceſſion. mais fort-mal aisé à les prouuer & vé-

rifier, par le laps du temps, qui vray-semblablement à coulé, avec l'exemple d'un hypothese iugee en ladite Cour à Tholoſe. 310.

### CHAP. C.

1. Le mot, plus prochain, comment est prins & entendu, meſmes en ſucceſſion abinſeſtar. 311.
2. Hypothese quant à ce preiugee en ladite Cour à Tholoſe, pour les plus prochains du temps que les donations & autres diſpoſitions du deffunct, auroient esté declarees nulles par ladite Cour. 311.

## DV SEPTIESME LIVRE Qui est le ſecond de ce Tome.

### CHAP. I.

- L**a Cour de Parlement à Tholoſe ne s'aſubietis aiſement es formalitez de Droit Eſcrit, concernant les circuits qui ne portent aucun profit, & utilité, ainçois vne vaine & ſuperflue longueur. 305.
2. Ce que vient à remarquer en la reſtitution des fideiſcommis, & des legats meſmes particuliers, à prendre des mains de l'heritier, la Cour de Parlement de Paris n'ayant voulu, il y a quelque temps approuuer, que tels fideiſcommisſaires ou legataires, se vinſſent à pouruoir poſſeſſoirement, nonobſtant la couſtume generale de France. 306.
  3. Ou au contraire ladite Cour à Tholoſe les auroit toujours admis & receus poſſeſſoirement, comme aujour d'huy preſque en l'une & l'autre deſdites Cours, ils y ſont receus de meſme, avec vn arrest de ladite Cour à Tholoſe, pour preuue & manifeſtation de ce deſſus. 316.
  4. Autre arrest contraire au ſuſdit

de la Cour de Parlement à Paris 316

5. Reſtriction & limitation quant à ce deſſus en ladite Cour meſme à Tholoſe 317.
6. Prudente prouiſion es derniers temps de la Cour de Parlement de Paris. 317.
7. La reſeruatiſon que ladite Cour à Tholoſe, a accouſtumé au cas faire diſtractions de legitime & Trebellianique, ſe font communément apres le decez de l'heritier chargé ſous condition de rendre apres ſon decez, ou autrement au cas il y interuen-droit ſans enfans. 318.
8. Impudente eſfronterie d'un quidam en paſſant remarquee. 319.

### CHAP. II.

1. Hypothese d'un teſtateur qui nyant qu'un ſils maſles, & deux ſiennes filles inſtituât heritier ſon dit ſils, l'auroit chargé que ſ'il deſcedoit ſans enfans, il reſtituât l'heredite à ſes dites ſœurs: & approchant de ſes derniers iours ledit ſils ſans enfans, auroit inſtitué heritiere l'une de



## Table des Chapitres.

Lesdites sœurs, outre & par la substitution de son dit feu pere, à laquelle il vouloit estre aucunement desrogé. 320.

2. Apres le decez dudit fils, ladite sœur heritiere de son dit feu pere, pretend la legitime & Trebellianique d'iceluy, es biens de leur feu pere commun, l'autre sœur l'empeschant & soustenant, qu'encores que ledit frere deffunct, en eust peu faire distraction, ladite sœur ne la pourroit faire, veu mesmes le testamēt de leur dit feu frere 320.

3. Responce de ladite sœur heritiere de son dit feu frere, aux raisons & fondemens de son autre sœur, au profit de laquelle est amené un arrest de la Cour de Parlement de Paris. 321.

4. Et de mesmes est amené un arrest de la Cour de Parlement de Tholose conformément au susdit, & en hypothese non gueres differentes de la susdite. 321.

5. Oū se doit & peut rapporter, ce qu'on dit communément, l'heritier chargé comme dessus, faire plus fidelement executer la volonte du testateur, quand il ne prend ny demande aucune detraction. 323.

### CHAP. III.

1. De l'exclusion de la mere par la substitution pupillaire, comprinse sous la compendieuse par renuoy aux autres liures precedents. 324.

2. L'arrest donné es grands iours tenus à Lyon, inferé au Recueil de feu Papon de fort pres examiné. 324.

3. La resolution de ladite Cour à Tholose, ayant accoustumé ordinairement iuger par l'expresse substitution pupillaire, la mere estre prinsee mesmes de sa legitime par la raisible & nommement contenue, en la compendieuse nullement. 326.

### CHAP. IIII.

1. Hypothese de l'imputation du legat, fait à la mere en la legitime par elle pretendue es biens de la fille, à laquelle la substitution auoit esté faicte par le pere. 330.

2. Arrests de la Cour à Tholose, sur ladite question, par renuoy de l'auteur ailleurs. 331.

### CHAP. V.

1. En chose douteuse ne peut estre induite ademption de legat ou fideicommiss estant autrement de soy odieuse. 331.

2. L'hypothese ingee au contraire de l'arrest allegué, aduenue en pays coustumier portant exclusion des filles de la succession de leur pere, quand il y a des masles. 333.

3. Et ne doit estre estimé nouveau qu'on iuge autrement en pays coustumier, & autrement en pays de Droit Escrit, auquel il est exactement gardé & observé. 334.

### CHAP. VI.

1. La mere ayant eu pour agreable le testament de sa fille, s'estant contentee du legat qu'elle luy auoit fait en iceluy, non receuable à debatre le testament d'infirmité, & moins demander supplement de legitime. 335.

2. L'arrest amené par feu monsieur Benoist expliqué en toutes ces parties. 336.

3. Difference des arrests de la Cour de Parlement de Paris, & de ladite Cour à Tholose. 336.

4. Il y a grande difference sur la petition de la legitime de la mere, es biens de sa feu fille qu'auoit institué, heritier vniuersel un sien frere germain, & auoit accepté le legat par sadite fille faict en argent, ayant apparu en ladite acceptation y auoir eu de l'artifice pour y faire

## du liure huitiesme.

condescendre la mere à son preiudice, avec un preiugé quant à ce de ladicte Cour à Tholose. 337.

5 Contre, un estrange institué heritier sans autre allegatiō que de l'acceptation & lezion la mere obtenant lettres à ces fins, fort aisement releuee pour auoir sa legitime. 344.

6 Par l'acceptation du legat en deniers le fils ou fille ne peuuent agir en supplement qu'en deniers. 338.

7 Ce qu'est entendu en supplement estant autre chose en repudiation dudiēt legat n'ayant rien pris d'iceluy, ny autrement accepté. 339.

### CHAP. VII.

1 Legat de cent escus à la charge de payer vne dette de quatre-vingts, par le testateur, apres son testament icelle dette payee, venant apres à deceder sans rien changer de sa volonté, deu entièrement par l'heritier au legataire. 340.

2 Nonobstant la volonté coniecturee du testateur, qu'on peut tirer du payemēt qu'il en auroit fait, & autres raisons de Droit amenees. 340.

3 Pour les legats augmenter & accroistre apres les testaments faits, avec des exemples pour ce regard amenez. 341.

4 Le testateur payant la somme contenue en ladicte charge, en auroit faite descharge au profit du legataire, la charge qu'il luy en auoit faite comme imposee audis legat, & à iceluy adherente, & par le payement qu'il en auroit fait ostee. 342.

### CHAP. VIII.

1 Diuers iugements sur la question si le creancier peut s'ayder, & à droite voye des droicts & moyens de son debiteur, qui patiente & soy retire de ce faire. 343.

2 Pour l'affirmation arrest de la Cour de Parlement à Paris, donné toutesfois de grace. 347.

3 A la rigueur la negatiue procedant de pur Droit, pourquoy & comment nonobstant toutes considerations au contraire. 344.

4 Par la coustume de France, le mort saisit le vif sans autre solemnité, dès le decez du defunct. 346.

5 La legitime tirée des biens paternels ou maternels, avec les fruiets ensemblement d'icelle, par le ministère du Droit au moyen dequoy n'y peut eschoir aucune recompense, dont il y est traité. 347.

6 Arrest contraires de la mesme Cour de Parlement à Paris, pour les creanciers 347.

7 Remarques du docteur Robert Adoucat en la Cour de Parlement à Paris sur telle & semblables question. 349.

8 La resolution desqueles il ne receuroit aucune difficulté, en la Cour de Parlement à Tholose & par quel moyen, comme ne feroit pas aussi en la Cour de Parlement à Bordeaux, ainsi qu'auroit esté preiugé en icelle par arrest solennellement prononcé. 349.

### CHAP. IX.

1 Diuersité du legat d'une dette ou action, & d'un legat de certaine somme à prendre sur ce qu'est deu au testateur par un sien debiteur. 350.

2 Hypothese iugee par arrest de la Cour de Parlement de Paris, reformant le iugement du siege presidial de Lyon, & confirmāt celuy du Baillif de Forests, avec despens. 350.

3 Remarque sur le Recueil des arrests de feu Papon, en sa derniere edition, & d'un iugemēt presidial au siege de Quercy à Cahors, conforme au susdit arrest, iceluy mesmes iugement confirmé par autre

## Table des Chapitres.

Arrest de la Cour de Parlement à Tholose.

351.

### CHAP. X.

1 Un testament est rendu inutile, par le predecez de l'heritier, auant le testateur. 352.

2 Ce que s'entend sinon au cas de substitution faite aux heritiers instituez, lesquels bien que predecedents, survivants un ou plusieurs de leurs substituez, lesquels par tel predecez entreront au lieu & droit des instituez, ne sera par ce moyen fait aucun preiudice audit testament en tous ses autres chefs, & suivant ce que par iceluy sera ordonné. 358.

3 Ce qu'auroit esté confirmé par arrest de la Cour de Parlement audit Tholose, & comment. 354.

### CHAP. XI.

1 Legat fait à un sien enfant par le pere testateur pour ses droits & legitime à la charge de ne pouvoir rien plus demander ny pretendre en ses biens, n'empesche tel & semblable legataire, à poursuivre le droit qu'il a, ou peut avoir en tout ou en partie. 355.

2 Distinction amenee par le seigneur de Grenoble communement recitee. 355.

3 Resolution quant à la principale question. 356.

4 Qu'est le susdit enfant, non comme enfant susdit, mais come creancier étranger & venant du chef de sadite mere, pouvoir poursuivre ladite dot maternelle ou partie d'icelle, & pourquoy & comment. 356r

5 Hypothese ainsi que dessus preiuee par arrest de ladite Cour de Parlement de Tholose, au profit de feu Monsieur du Pin Conseiller, quant vivoit en ladite Cour.

### CHAP. XII.

1 Legat laissé par un voiturier à un sien second fils de ses mulets & chevaux avec leurs basts, & harnois & tout attirail pour travailler, comprend les chevaux & mulets, qu'auroient esté trouvez n'a voir aucuns basts, y harnois. 359

2 Arrest de ladite Cour à Tholose apres les raisonnemens d'un costé & d'autre au profit du legataire, avec confirmation d'autoritez & raisons d'iceluy. 360

### CHAP. XIII.

1 Religieux Cordeliers ne peuvent tenir ny posseder regulierement rien de propre, soit en commun ou particulier. 362.

2 Ce neantmoins leur pere spirituel le peut, lequel en fait les poursuites au nom du Procureur General prenant la cause pour leur Syndic, avec des arrests à ce conformes de la Cour de Parlement de Paris. 362.

3 Conformement ausquels est gardé & pratiqué en ladite Cour à Tholose, non seulement en faveur des Cordeliers, mais des autres Religieux mendiants, quelques preiugez anciens au contraire.

### CHAP. XIII.

1 De plusieurs pieces leguees par un pere testateur à un sien fils, lequel en son vivant en auroit venduës quelques uns, pour satisfaire à quelques debtes dont il estoit pressé, avec pacte de rachapt à certain temps, dans lequel ledit testateur seroit apres decedé, si audit cas le legataire peut pretendre ny demander aucun droit es dites pieces ainsi vendües. 364.

2 Raisons & autoritez amenees, tant pour l'heritier que legataire. 365.

3 Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, portant confirmation de la sen-

## du liure septiesme.

tence du Seneschal, lequel auoit condamné l'heritier faire iouyr des pieces entiere-  
ment ledit legataire son frere, avec des-  
pens de l'instance. 367.

4 Les raisons pour lesquelles laditte  
Cour auroit espargne les despens de l'ap-  
pel audit appellant, avec les responses a-  
près à icelles. 367.

### CHAP. XV.

1 *Ulpian* expliqué en ces mots, Sal-  
uo iure debitoris. 368.

### CHAP. XVI.

1 Legats faictz à des confrairies ou au-  
tres congregations, & assemblees inter-  
dites conuertits & employez ailleurs, sui-  
uant ce que *Modestin* en auroit respondu.  
369.

2 Le naturel des artisans & gens me-  
chaniques indocile naturellement. 370.

3 Dont auroit procedé l'Ordonnance  
du feu Roy Charles 9. aux estats tenus à  
Orleans, article dix. 370.

4 Police pour ce regard de ladite Cour  
à Tholose. 371.

### CHAP. XVII.

1 Statut de la ville de Montpellier,  
pour les testaments à trois tesmoins, &  
pour la legitime des enfans, pour laquelle  
suffit, vt quid minimum relinquatur.  
372.

2 Le sieur President de Montpellier pour  
la resolution dudit statut, & doutez que  
pour le regard de ce dessus en depen-  
doient. 373.

3 Les mots, quid minimum minus,  
aut modicum ou rapportables. 373.

4 Interpretation dudit statut rappor-  
té à la moitié de la vraye legitime, d'où  
prinse. 374.

5 Quant & comment est besoin auoir  
recours au Droit commun. 375.

6 Arrest interlocutoire de ladite Cour  
à Tholose, sur ce dessus, portant qu'estima-  
tion seroit faite de tous & chacuns biens  
du pere au temps de son decez. 375.

7. Les arrests interlocutoires communé-  
ment ne passent en force de chose iugee.  
376.

### CHAP. XVIII.

1. Religieux profez mesmes es mona-  
steres des quatre mendians, tenus pour  
morts naturellement. 377.

2 Arrest de la Cour à Tholose, par  
lequell la substitution compendieuse, par  
la profection que dessus du substitué, sous  
la condition s'il decedoit sans enfans, dis-  
uiuant de l'heritier institué, & auquel  
il auoit esté ainsi substitué. 377.

3 La coustume de France quant à ce  
dessus parle generallement, tant ab inte-  
stat que par voye de testament. 378.

### CHAP. XIX.

1 La cause pie & celle des enfans esga-  
lement fauorables, & iusques là que les  
testaments des fils de famille, comme ils  
sont soustenus en faueur de la cause pie,  
de mesmes en faueur desdicts enfans &  
descendants. 379.

2 Arrest quant à ce de la Cour de  
Parlement à Tholose. 379.

3 Autre arrest portant confirmation  
d'un testament d'un prodigue cel decla-  
ré en faueur de la cause pie. 380.

4 Le doute que sur ce pouuoit estre  
faict. 380.

### CHAP. XX.

1 *Martian* allegué, avec l'autorité de  
*Pertinax* Empereur. 381.

## Table des Chapitres.

2 Instance de testament cassé par arrest de ladite Cour, en ce que contenoit la clause, par laquelle la majesté auroit instituée en la moitié, sous la condition & à la charge y contenue. 381.

3 Testament imparfait ne peut produire effet nullement considerable, pour la faveur des Roys & Princes. 382.

### CHAP. XXI.

1 Arrest de ladite Cour touchant la matiere ab intestat, & succession en icelle de la mere, ses petits nepueux exclus, sans recours d'aucuns oncles, ny tantes qui pensent faire part en ladicte succession avec eux. 382.

2 La Constitution nouvelle de Justinian, alleguée, remarquée, & interpretée. 383.

### CHAP. XXII.

1 Le fils pour le pere, & au contraire regulierement, non contrariales ny responsables. 383.

2 Sinon es cas y exprimez, puisiez du Code de Justinian, & Pâdes des Droict. 384.

3 L'arrest qui se trouue en la derniere edition du Recueil de feu Papon rapporté à la Cour de Parlement de Tholose examiné. 384.

### CHAP. XXIII.

1 Cas orphelins des reigles generales, & communes, appelez simplement cas par le Iuriconsulte Gayus. 386

2 L'autorité d'un Chancelier en France bien grande & signalée, & quelle. 387.

3. Les Parlemens de ce Royaume quant au crim ne examinent les causes du crime contre le fils, avant contraindre le pere à

aucune aduance en son viuant, n'ayant autrement iceluy aucune portion ny demande de sa legitime durant la vie du pere. 387.

4 Arrest de Paris quant à ce allegué. 388.

5 Coustume ou plustost stile de ladite Cour à Tholose. 389.

### CHAP. XXIII.

1 Arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux au long inseré, pour le fait par iceluy pouuoir estre entendu. 390.

### CHAP. XXV.

1 Paris soustenuë la Rome de France. 396.

2 Dont comme à Rome le nombre des enfans regulierement excusé de la charge de tutele, de mesmes dans la ville de Paris, & encores de Tours pendant que le premier Parlemēt de France y estoit seant. 396.

3 Comté de Languedoc vny à la France & comment. 398.

4 Dans Tholose & son ressort cinq enfans requis, & necessaires, pour l'excuse de la charge de tutele, suivant le Droict commun. 398.

### CHAP. XXVI.

1 L'argument de tutele à l'education & nourriture bon & valable. 399.

2 Mais au contraire non. 400.

3 Le parastre peut estre tuteur nourricier & educateur de son filiaïstre, pourueu qu'il soit esleu, & vueille exercer la tutele; autrement non. 400.

4 En cas toutesfois des parens plus proches, suffisans & capables qui veulent & desiront la charge, viendront à estre proferez audit parastre, bien qu'esleu & nommé



## Table des Chapitres.

nommé, le tout quant à ce toutesfois, est  
remis à l'arbitrage du Juge. 401.

5. Arrest pour ce regard interuenu en  
ladite Cour à Tholose. 401.

### CHAP. XXVII.

1. Si la condition si sine liberis se pu-  
rifie, auant la mort de l'heritier institué,  
sçauoir pour lors quil se seroit fait Pre-  
stre. 403.

2. Cujas sur ce allegué & expliqué  
auec l'arrest de Bordeaux sur ce amene.  
403.

3. La Cour de Parlement à Tholose au-  
roit receüe la transmission de l'esperance,  
de la substitution conditionnelle, au pro-  
fit & en faueur des descendants, en droit  
ligne du testateur. 404.

4. Et au contraire entre les estrangers  
nullement telle trans-mission considera-  
ble. 404.

5. Cujas bien entendu & expliqué tout  
contraire de ce dont il auroit esté alle-  
gué. 405.

6. En telle & semblable substitution  
conditionnelle, que dessus la seule mort de  
l'institué, comme l'entiere & finale ex-  
tremité de la condition vient, à estre con-  
siderable & à attendre. 406.

7. Si autrement par trans-mission les  
enfants & heritiers des substituez n'y sont  
appelez ny inuitez, comme par les arrests  
de la dite Cour à Tholose, ils le sont ordi-  
nairement. 406.

### CHAP. XXVIII.

1. Hypothese d'un fideicommiss particulier.  
407.

2. Instance d'iceluy sommairement di-  
scourue. 408.

3. Arrest de la Cour de Parlement de  
Tholose sur le iugement donné en ladite,  
instance. 409.

4. En fideicommiss particulier ne peut  
escheoir detraction de Trebellianique auec  
des preiugez quant à ce tant de la Cour  
de Parlement de Paris que de Grenoble.  
406.

5. Ladite Cour de Parlement à Tha-  
lose ciet pour certaine ceste maxime droit  
de Trebellianique n'appartenir nisi hæ-  
redi directo & qui quasi hæres roga-  
tus est, nullatenus legatario aut fidei-  
commissario competere. 410.

6. Responces au contraire de ce qu'estoit  
allegué de Martian & autres lieux sem-  
blables. 410.

### CHAP. XXXI.

1. Hypothese d'une substitution ouuer-  
te, & apres l'ouuerture par acte contrai-  
re quitte par consentement presté par  
l'heritier ayant surueſcu à la constitution  
auec promesse de n'y contrecuire de moi-  
tié de tous & chacuns biens faits par le  
predecedé à une sienne fille unique en  
contemplation de mariage. 411.

2. Responces à ce qu'estoit allegué con-  
tre ladite donation & consentement par  
ledit heritier presté. 412.

### CHAP. XXX.

1. Decret d'Empereur fort remarqua-  
ble auec l'abus introduit par plusieurs  
creanciers aux siecles suiuaus. 413.

2. Arrest du Parlement dudit Tholo-  
se portant cassation des executions venans  
dudit abus, appellez communément par  
gast & garnison. 414.

3. Sans deue toutesfois & entiere co-  
gnissance de cause autrement, & com-  
ment telle execution qu'on appelle des  
mangeurs permise. 415.

### CHAP. XXXI.

1. Hypothese sur la custume du retrait

## Table des Chapitres.

Lignager.	416.
2. Le terme donné de payer est comme une diminution de prix.	417.
3. Raisons de l'opinion pour les acheteurs en ladite hypothese contre les lignagers.	418.

### CHAP. XXX.

1. Autre hypothese en matiere dudit retraits lignager.	421.
2. Sentence premiere du Iuge ordinaire sur ladite hypothese pour le demandeur contre le defendeur.	423.
3. Les iuges subalternes ne peuvent mettre requestes ny autres pieces au sac.	424.
4. Autre sentence du Seneschal confirmative en effet de ladite premiere sentence.	424.
5. Fils de famille peut agir & convenir en retraits lignager & les causes & raisons pourquoy & comment.	425.
6. Renuoy à monsieur Tiraqueau.	426.
7. Resolution dudit Tiraqueau avec la response aux fondemens au contraire.	427.
8. La procedure cassable faite contre un mineur non pourueu de curateur, mais non pas s'il tend au profit dudit mineur.	428.

### CHAP. XXXIII.

1. Si en ladite hypothese ledit demandeur estoit recenable à retraire n'estan venu dans l'an & iour du premier contrat, ains seulement dans l'an & iour du dernier, portant ladite ratification.	429.
2. Differences entre le mandas & ratification d'iceluy.	429.
3. Statuts ou coustumes sont & viennent à interpreter à la verité proprement.	430.
La contrariété des arrêts alleguez	

en passant examinee.	342.
----------------------	------

### CHAP. XXXIII.

1. Autre hypothese en laquelle l'an & iour court sans doute du iour & contrat passé par le mary, sçavoir quand comme Procureur de sa femme par procuration inserée en l'acte il auroit contrat, & sadite femme longuement apres & hors l'an & iour susdit ratifié.	433.
2. Fondemens de ce dessus.	434.
3. Renuoy fait à Chopin & Robert, doctes Advocats de Paris.	434.

### CHAP. XXXV.

1. L'arrest dit de Mantelon expliqué.	436.
2. Gens de peine & travail subiects à la pince, pour pouvoir avoir quelque prise sur eux.	436.
3. La iustice dudit arrest examinee.	437.
4. Un acheteur par tous moyens peut obuier sans dol ny fraude à soy pourvoir contre le retraits lignager, iusques à pouvoir poursuivre contre le retrayant toutes passions ou autres moyens par luy moyennex avec destierces personnes contre luy pour ledit retraits.	438.
5. Retraits lignager n'a lieu en permutation, tout dol & fraude s'esclus des presumptions desquelles il est traité.	439.

### CHAP. XXXVI.

1. La simulation du contrat pretendue par le lignager, pendant & durant la poursuite qu'il fera pour verifier & faire ouverture d'icelle l'an & iour du retraits lignager ne luy pourra courir, avec les raisons pourquoy.	441.
2. L'arrest de Courbefes aux fins que dessus allegué	441.

## Table des Chapitres.

3. L'apreuve & descouverte que le lignager pourra faire, pourra profiter au seigneur féodal & direct, pour ses droicts seigneuriaux qu'il perdoit autrement si le contract demouroit en l'estat. 442.

### CHAP. XXXVII.

1. Où se rapporte l'opinion de Charondas sur les coustumes de Paris estimant ce que dessus proceder pour le regard de l'action quant au principal & non pour le remboursement ou consignation, sentend & se rapporte à la descouverte de la fraude quant au prix & autres accessoires du contract autrement subiect audit retraits. 443.

2. Mal-aisement se pourroit pratiquer la susdite opinion dudit Charondas es Cours de Parlement de Tholose & Bordeaux, où l'article de ladite coustume de Paris ne s'estend. 444.

### CHAP. XXXVIII.

1. D'où ledit retraits lignager auroit prins commencement. 445.

2. Au ressort du Parlement de Tholose la matiere de retraits lignager fort rare & bien peu usitée & pourquoy. 445.

2. Si celui qui n'est né ny conceu au temps de la vente dont est question, peut come lignager retraire le bien vëdu. 446.

4. Arrests quant à ce dessus contraires avec leurs raisons & autoritez différentes. 446.

### CHAP. XXXIX.

1. Si choses mobilières peuvent comber en retraits. 448.

2. Mesme qu'elles sont vendues avec les immeubles. 449.

3. Arrest de Paris prins de monsieur du Luc pour l'affirmative quant à ce qui seroient & se trouveroient vendus ensemblement & à mesme prix par une vente. 449.

4. Arrest de la Cour de Parlement à Tholose au contraire pour les droicts des lors demandez par le seigneur au contraire, ausquels le Droit de retraits vient à symboliser & estre comparé. 450.

### CHAP. XL.

1. Comme en terre vendue au Roy ne peut eschoir droit de los ny retraits lignager pareillement. 451.

2. Ville ou Cité non seulement mise au nombre & rang des prochains parents lignagers, mais encores preferée à toute autre priuée & particuliere en ce que concerne le benefice dudit retraits. 451.

3. Raisons & fondemens quant à ce amenez, prins de monsieur Chopin sur les coustumes de Paris. 451.

4. cessant toutesfois l'interet public, le retraits lignager aura lieu au profit du plus proche. 452.

5. Ce que semble pouoir proceder en ladite Cour à Tholose sans difficulté & pourquoy. 452.

### CHAP. XLI.

1. Pourquoi le iour est communement adiousté à l'an en matiere de retraits lignager. 453.

2. Lettres Royaux non receuables contre l'an & iour passe le retraits lignager, à raison & cause de la minorité & absence avec les arrests sur ce intervenus. 454.

3. Ce que procede encores que le demandeur eust fait adiourner le defendeur en retraits pour dans l'an n'y auoir eu aucune instance ny contestation. 454.

## Table des Chapitres.

### CHAP. XLII.

1 Hypothese en laquelle contre une sentence par le Prouost de Paris un mineur auroit esté restitué & les lettres rescuës en matiere de retraits interinees. 455.

2 Mineur se peut repentir de n'user de sa restitution en entier, pourquoy & comment. 456.

### CHAP. XLIII.

1 Bien que l'an de retrait lignager se commence à prendre aux pays communement coustumiers du tēps de la saisine & inuestiture de l'acheteur, toutesfois par les coustumes des prouinces de ce Royaume, où celle du retrait lignager est gardee y a diuersité de temps qu'il faut suivre & prendre les lieux où les herisages sont assis. 458.

2 D'où viēt à estre prins au ressort dudit Parlement de Tholose, la coustume n'estant escripte ou bien l'estant n'en faisant autrement mention, elle a esté tousiours interpretee, que l'an & iour vient à courir du temps de la vente accordee & passee. 459.

### CHAP. XLIII.

1 Iours & nuicts separez & diuersement prins. 460.

2 Dont faut conclure & par l'usage est receu que l'adiournement en retrait baillé deuēment la nuict au dernier iour de l'an & auparavant la minuiet, sera trouuē bon & valable, en quoy le iour intercalaire sera comprins. 461.

### CHAP. XLV.

1 Hypothèque sur une promesse faite au lignager par l'acheteur de le recevoir au retrait si elle peut auoir lieu apres l'an & iour du retrait escheu. 462.

2 Monsieur Tiraqueau alleguē soustenant telle & semblable promesse ne passer lesdits an & iour. 462.

3 Sentence par nous donnee suiuant badiis dudit sieur Tiraqueau confirmee par le Seneschal de Lymosin au siege de Briue pareillement confirmee par arrest du Parlement de Bordeaux. 463.

### CHAP. XLVI.

1 En matiere dudit retrait lignager es lieux où elle est seulement receuē par usage celui des plus proches est certainement obseruē. 464.

2 Comme en la delation de serment au demandeur pour se purger s'il veut retirer les biens vendus. 464.

3 Quāt aux iuges du ressort le serment modéré suiuant les circonstances du fait, qualité des parties donc peut resulter par les actes du procès & quantité du prix. 465.

4 Purgation par serment ordonnee par ladicte Cour à Tholose, scauoir si le demandeur en retrait vouloit les biens & les poursuiuoit pour luy & à son profit de ses deniers ou prouenus de ses biens. 465.

### CHAP. XLVI.

1 Distinction commune amenee sur le supplement du prix baillé par l'acheteur au vendeur ou lignager. 466.

2 Bonne foy ne peut estre reconnue au preiudice d'un tiers sinō en tant & comme il apparoiſtra qu'elle se doit faire. 467.

### CHAP. XLVIII.

1 Question sur les fruiets de l'année que les biens sont retirez. 468.

2 Et iceux deuoir estre partagez entre l'acheteur & le lignager, quelques uns auroient equisablement estimé. 469.

## Table des Chapitres.

3 Les autres auroient eu recours à la différence des Jurisconsultes entre les contrats de bonne foy & ceux qui sont dits *stricti iuris* 469.

4 L'auroit esté l'occasion que la plus part des coutumes y auroient apporté l'obligation & consignation reale des deniers principaux & accessiories. 479.

5 Entre le retrait lignager & le retrait conuentionnel ne peut estre pour ce regard aucune différence & comment. 470.

6 La différence desdits actions de bonne & vrais Chrestiens doit estre reietée, mesme par l'ordonnance y alleguee. 471.

7 Pour obuier à frais despens les Iuges oculez & experimenter par mesme sentence ont accoustumé ordonner que lesdits fruiets puis la la consignation seront partis & diuisez esgalement entre les parties, sans aucune deduction. 471.

8 Et quelquesfois est par eux dict sans restitution des fruiets. 471

### CHAP. XLIX.

1 Hypothese sur la question des fruiets de l'annee du retrait, sçauoir si à la raison du temps que l'acheteur defendeur auoit tenu & ionc les biens luy appartiennent, encorés que du temps de la vente il eust par icelle acquis le fonds au temps & saison que les fruiets d'iceluy estoient prests & cueillir & prendre. 476.

2 Par sentence du Iuge ordinaire, ou Lieutenant d'iceluy, la question terminée au profit dudict acheteur premier entre autres chefs. 475.

3 Par sentence du Seneschal ladite sentence cōfirmee, comme de mesmes icelle dite sentence par arrest de la Cour au Parlement de Tholose confirmee avec despens. & sans amende. 475.

### CHAP. L.

1 Sur les coutumes permettant le retrait aux plus loingtains parents sans dol & fraude. 476.

2 La faculté donnée à ceux d'une famille pour le retrait des choses immeubles mises hors d'icelle doit estre prinse & entendue n'y ayant autre expression, subordination & degré par degré, & par ordre de distribution. 476.

6 A la charge que les plus loingtains venans à poursuire le retrait ils doivent estre receus s'ils ne se trouuent de plus prochains qui les empeschent par une reigle vulgaire de droit. 477.

4 Tout dol & fraude seclus, dont la disquisition sera prealable. 478.

### CHAP. LI.

1 Les conditions communement sont personnelles; & par ainsi la demande en retrait lignager se deuoir intenter deuant le Iuge de l'acheteur bien que d'autrefois aye esté dit pouuoir estre poursuie par deuant le Iuge ordinaire du lieu où les biens dont est question seront assis. 478.

2 Aucun ayant estimé ladite action estre personnelle, sed in rescripta. 479.

3 Prelats & Juges Ecclesiastiques incompetēs de cognoistre d'action de retrait & hypothèques interdits ou causes possessoires. 480.

4 Maintenant quelque contrariété d'arrests qu'il y aye eu retrait lignager est reputé plus personnel que reel, par ainsi qu'il faut suivre le domicile du defendeur. 480.

5 Le tout sans preiudice des coutumes ou status des lieux particuliers qui eussent autrement défini des Iuges, par deuant lesquels seroit besoin aller pour la poursuite desdites cause de retrait. 480.



## Table des Chapitres.

### CHAP. LII.

- 1 En contract contenant seulement promesse de vendre ne tombe retrait. 481.
- 2 Si cela a lieu à la vèdition d'un fonds, auquel n'y a grace de rachapt, mais seulement promesse de la donner dans certain temps ce qu'il n'est fait dans iceluy. 481.
- 3 Quelques uns des docteurs plus signalez auroient esté d'aduis telle & semblable promesse que dessus se deuoit resoudre en octroy & cōcession de grace de rachapt. 482.
- 4 Mais l'autre & contraire aduis qui fait pour un pur & franc rachapt au moyen duquel tel promettant fait à condamner à lareuente, auoir esté preiugé par arrest de Paris, est amené du sieur Tiraqueau, lequel Papon en son Recueil n'auroit voulu obmettre. 483.
- 5 Ledit arrest de ladite Cour à Paris comme tres-equitable loüangé. 483.
- 6 Et par l'auteur suiuy en vne hypothese tombee entre ses mains que y est spécifiée & circonstantiée en fin accordée entre parties par leurs Aduocats. 483.
- 7 Mais c'estoit auant l'ordonnance de Molins, & si cela peut proceder depuis au moyen du contenu en icelle, l'auteur ne peut certainement iuger. 484.

### CHAP. LIII.

- 1 Priuilege du dot de la femme, avec celui des mineurs pour leur reddition de compte & prestation de reliqua & administration es biens & facultez de leurs administrateurs. 485.
- 2 En concurrence des susdits leurs allegations d'un costé & d'autre sommairement examinées. 486.
- 3 Par arrest prononcé en robes rouges à Tholose, tant la femme pour sa dot que les moindres & pupilles pour leur reliqua declarez allouables ensemble à mesmes & pareils pacts au sol la liure. 489.

### CHAP. LIIII.

- 1 Comment en contracts d'achapt les droicts d'accroissement peuuent auoir lieu. 487.
- 2 La iouissance commune avec l'habitation & communication iointes ensemble, faire que l'expres & le taisé font de mesme vertu & efficace. 488.

### CHAP. LV.

- 1 Constitution Imperiale sous le titre de secondes nopces examinée. 489.
- 2 Si ce qu'est dict de la mere en ladite constitution, se doit & peut rapporter au pere. 489.
- 3 Et si deuoit rapporter, est tenu & raisonné voire par auctoritez cōfirmées. 490.
- 4 Et apres en est allegué preiugé à ce conforme de la Cour dudit Parlement à Tholose. 490.

### CHAP. LVI.

- 1 Cedula portant promesse de vendre d'umineur à un tiers avec arres qu'il prèd de luy, quelle foy & autorité peut auoir 491.
- 2 Autre chose est des arres baillees à vne vête lesquels quitant l'acheteur demeure quitte du surplus, autre chose d'une somme baillee en commencement de paye, auquel cas l'acheteur peut estre cōtraint acheuer & parfaire le contract. 492.

### CHAP. LVII.

- 1 Priuilege octroyé par ladite Cour à Tholose & constitution de Iustinian alleguée, pour la preference de la femme à tous creanciers precedens, encores qu'ils eussent expresse hypothèque contre les creanciers du pere du mary precedens encores en hypothèque pour la dot que ledit pere auroit receu, ou son fils de son consentement de ladite femme. 492.

## Table des Chapitres.

### CHAP. LVIII.

1. Indication que les tiers & premiers possesseurs font en & sur les derniers sur lesquels commetels & posterieurs acquerieurs ils pretendent auoir euiction & indemnité. 493.

2. Arrest de ladite Cour à Tholose, fort notable quant à ce. 494.

### CHAP. LIX.

1. De la prescription de cent ans donnee aux Eglises nommément d'Orient & d'Occident. 495.

2. La constitution pour ce regard de Iustinian ailleurs corrigee & introduite la prescription de quarante ans, & de correction faite pour ce regard. 495.

3. Les nouuelles de Iustinian portant la correction faise de la nouuelle y mentionnee estant derniere. 495.

4. Depuis les actions priuees des particuliers tenües prescriptibles par trente ans & celles des Eglises par quarante 496.

5. Aduis de Theodore en la Nouuelle y alleguee. 496.

6. Arrest de la Cour à Tholose portant cassation des contrats d'alienatiõ des terres & biens de l'Hospital avec restitution des fruiets, sur iceux precõptez les deniers des arrearages des rentes y mentionnees, ores que la prescription y fust plus grande que dessus. 497.

7. Bien que les priuileges des Eglises soient tels que leurs heritages & droicts ne se peuent prescrire que par 40. ans & que de mesmes soit es Hospitaux, maladeries, & autres lieux pies, est besoin toutesfois qu'en l'alienation des biens d'iceux semblables solemnitez soient gardees qu'en celles des biens de l'Eglise. 498

### CHAP. LX.

1. Qu'est ce que peut estre dit en matiere

de prescription iuste titre & bonnefoy. 500.

2. Arrest de Parlement de Paris, allegue par le seigneur Charondai. 501.

3. Si en nostre France ceux du party de la religion pretendue peuent estre dits & censez, exempts du cours du temps de la prescription, à raison de l'ordonance par laquelle ils sont tellemēt fauoris, qu'il est qu'aucune prescription ne pourra auoir lieu contre eux & à leur preiudice. 501.

4. Temps de cinq ans retranché, du temps des prescriptions ordinaires par la Cour de Parlement de Paris & autres du ressort, & le tesmoignage de ce, entre autres de Monsieur Chaumel President, Presidial au bas pays d'Auvergne siege d'Aurillac. 502.

### CHAP. LXI.

1. Hypothese speciale. 503.

2. Instance sur icelle introduite. 505.

3. Fins de non recevoir consistant en prescription est dite ne pouuoir courir à celui qui est empesché d'agir par fins de non valoir. 505.

4. Sentence du Seneschal de Figeac ayant reformé la sentence du Viguier. 506.

5. Resolution de la Cour de Parlement à Paris, sur la controuerse ambigue & diuersement traittee avec vn sommaire progres de ce qui s'en serois ensuiuy. 507.

6. Article des Coustumes de Paris renforçant & validant la prescription dont y est traitté. 508.

### CHAP. LXII.

1. Comment s'entendent les dix ans par lesquels est dit l'hypothèque se prescrire par vn tiers possesseur. 509.

## Table des Chapitres.

1. *Après trente ans n'en faut attendre d'autre plus grand pour la prescription tant en principal qu'accessoire.* 510.

3. *Par arrest de Paris l'hypothèque du pupille sur les biens de son curateur, fust jugée prescriptible par trente ans, après toutesfois sa minorité.* 510.

### CHAP. LXIII.

1. *Prescription d'un tiers possesseur contre le creancier.* 512.

2. *Differences des actions reelles avec les personnelles.* 512.

3. *Exception de l'article 115. des coutumes de Paris* 512.

4. *Ce que le docteur Aduocat Parisien a voulu inferer en matiere de prescription n'est perpetuel ny generalement assure, & moins la reigle qu'il en inferoit colligee.* 513.

### CHAP. LXIII.

1. *Pour les choses subiettes à substitution le tiers possesseur & autre chargé de substitution se peut aider de la prescription de trente ans apres, toutesfois la substitution ouverte.* 514.

2. *Encores que la substitution soit infiniee & publiee en iugement publicquement.* 514.

3. *La prescription fauoir pour nonseulement abreger le procez, mais oster & deraciner du tout, toutes especes & racines de chiquanerie.* 514.

4. *S'enrichir au dommage d'autrui, est plus contre nature que la mort mesme.* 515.

5. *Arrest de Parlement de Paris rapporté par du Molin en cause de Pompadour.* 515.

6. *Nonobstant tout toutesfois la resolution dudict de Molin est & demeure abbatue.* 516.

7. *Et confirmé par arrests de Tholose la prescription ne pouoir courir que du*

*iour de l'ouverture de ladite substitution.* 517.

### CHAP. LXV.

1. *Par l'exception de l'article cent quatorze desdites coutumes de Paris, la prescription de long temps n'auoit lieu capre ceux, qui n'auoient atteint l'age de vingt & cinq ans & autrement quant à ce preuilege.* 518.

2. *Quelque chose que se soit toutesfois dedroit au ressort du Parlement de Tholose, il y faut tousiours impetration de lettres Royaux en restitution.* 519.

3. *La Majesté du Roy en cest endroit s'estant rendue de pire condition de celle de ses subiects, avec la raison de ce sommairement amenee.* 519.

4. *Arrest quant à ce de la Cour de Parlement de Paris amene & allegué.* 519.

### CHAP. LXVI.

1. *Hypothese d'Ulpian amenee.* 520.

2. *Instance narree pour l'explication de ladite hypothese.* 520.

3. *Raisons d'une & d'autre des parties en ladite Instance.* 521.

4. *Sentence sur ladite instance du Seneschal de Rouergue.* 522.

5. *Arrest sur ladite instance de la Cour de Parlement de Tholose.* 523.

6. *Arrest de Paris quant à ce amene audit Charodas examine avec autres arrests par luy mesmes amenez conformes au susdit.* 523.

### CHAP. LXVII.

1. *Reigle generale examinee.* 525.

2. *Constitution de Iustinian, l'ayant ouuertement osee.* 525.

3. *Hypothese sommairement alleguee.* 525.

4. *Instance introduite pour ce regard.* 526.

5. *Cedule*

## Table des Chapitres.

5. Cedula de payer un fidejussor, ou marié, qu'elle vertu & efficace peut auoir 326.

6. Arrest de ladite Cour à Tholose portant condamnation au moyen & en vertu de ladite cedula. 327.

7. Si les parties eussent esté mineurs, fils de famille ou de quelque autre qualité considérable, ladite Cour y eust peu faire plus grande difficulté. 327.

### CHAP. LXVIII.

1. Reconnaissance des cedules à faire par deuant le Iuge seculier autre que le Iuge d'Eglise. 328.

2. Arrest de Paris par lequel les Clercs auroient esté contraints reconnoître leurs seins, par deuant les Iuges Royaux sur peine de saisie de leur temporel. 328.

3. En cause d'appel l'instance euoquée, les Cours de Parlement de Paris & Tholose euoquant le principal, ont accoustumé adijner la promission la cedula reconnue par d'auant Commissaires, bien qu'autres fois reconnue, mais par deuant Iuge incompetent. 328.

4. Cedula reconnue par un curateur baillé aux biens vacquans, n'est de pareille qualité & condition que la susdite. 329.

5. Arrest de ladite Cour à Tholose au fait & spécialement allegué. 329.

### CHAP. LXIX.

1. Si telle hypothèque & garnison pourra & deura auoir lieu en une cedula sans date. 331.

2. Tout ce que pouuoit estre introduit d'un acte sans an & iour ne pouuoit proceder & auoir lieu, pour le regard des parties qui escriuoient & faisoient les actes ou leurs heritiers & successeurs. 332.

3. La Cour de Parlement à Paris n'a

l'autorité d'obliger auoir la foi des quittances composées ou promises d'autre moyen, si seulement par cedules & ordonnances primées, finon en ce qui est agist de l'interdict des debiteurs & recontraux mesmes. 332.

4. Ce que la Cour de Parlement à Tholose garde de mesmes fort exactement. 332.

5. On auroit occasion de Justinian avec d'autres inordinations qui s'en ensuiuent abroger les precedentes restrictions qui y promettent les testaments sans date. 332.

6. Et ainsi en estoit d'est d'autre temps les premiers Empereurs mesmes. 333.

7. Edict du feu Roy Henry es estats à Blois, quant à tout ce dessus, y portant expresse promission & ordonnance. 333.

8. Pour les parties en des faisants & contractans tel arbitrage, il y pourra bien aller comme ils auroient voulu, escript & accordé, mais inuoluntairement quant au malin dire prouidice des autres tiers, n'y ayants esté presents ny consentants. 334.

9. Cedula sans date reconnue par le créancier donné aux biens vacquans du créancier, apres les créanciers hypothécaires & payez. Et les chirographes au fol de liure, ledit créancier pour son regard seul restant & soustenant l'effect du debt de ladite cedula veritable, fut receu à en verifiers & partie au contraire, & l'edit créancier que susdit créancier demeurans seuls en l'instance. 334.

### CHAP. LXX.

1. Si les despens faits par un créancier viennent en pareil ordre d'allocation que le principal du debt. 335.

2. Il n'est aucunement raisonnable qu'un payeur l'antende ou auerouement porte la peine de la semence ou contumace d'autrui. 336.

3. Arrest de la Cour de Parlement de

## Table des Chapitres.

Paris par lequel les seconds creanciers, preferer aux despens apres adiuger aux premiers creanciers, qui furent declarez n'estre contenus, en la mesme cause des premieres hypothèques. 536.

4. Ce que comme plus iuste & equitable, ladite Cour à Tholose a accoustumé de iuger, & comment. 536.

5. Nonobstant autre & contraire arrest dudit Parlement de Paris, qu'on puisse alleguer ou amener y estant peu intervenir quelque circonstance, pour laquelle ladite Cour se seroit dispensée. 537.

### CHAP. LXXI.

1. Les dommages & intersts adiuger suivent le rang & ordre du principal. 538. n'au-

2. Ce que ladite Cour à Tholose estoit receu ayant abrogé en cela led 538. crit. ex-

3. Sauf en certains cas speciaux & extraordinaires qui y sont sommairement declarez. 538.

4. Le Droit Escrit receu comme vopice equitable, raisonnable & droituriere à nos mœurs & façons de viure 504.

### CHAP. LXXII.

1. L'heritier du deffunt sous benefice d'inventaire mis en ordre de priorité pour le regard des droits cedés qu'il auroit eus des precedents creanciers. 541.

2. Ce que la Cour susdite dudit Tholose auroit non seulement gardé en l'hypothese que dessus, mais encorés pour le regard de tous biens & droits appartenants audit heritier, de son chef propre d'ailleurs. 541.

3. Preiugez quand à ce dessus de la Cour dudit Parlement à Tholose. 542.

### CHAP. LXXIII.

1. Bien que par la loy civile avant preceder par saisie sur immeubles bon doine exploiter sur les meubles d'un debiteur, l'ordonnance toutesfois en ceste Francey est au contraire, par laquelle on peut d'entree sans autre perquisition ny disquisition s'adresser aux immeubles encorés que non seulement generalement. 543.

2. Mais si par ladite ordonnance la perquisition des meubles des mineurs est ostee c'est là où gist le doute & different. 544.

3. Par ce que quant aux praticiens François, Cour & ressort du Parlement de Paris, & preiugez d'icelle, ladite perquisition auroit lieu & se pratique. 544.

4. Ladite Cour toutesfois à Tholose à tousiours estenduë la dispositiue generale de ladite ordonnance, aussi generalement comme elle parle. 546.

### CHAP. LXXVIII.

1. Non pas toutesfois que quand au fonds iugement & arrests de decrets, ensemble restitution en entier enuers iceux la Cour n'est accoustumee d'y faire difference. 547.

2. Es decrets contre mineurs ils ne sont receuables en ladite Cour à Tholose, à venir par requeste civile sous ombre de deception & lesion, quelle qu'elle soit, avec une hypothese quant à ce iugée en ladite Cour, dont l'instance & l'arrest y sont sommairement declarez. 547.

3. Quelque arrest de Paris qu'on puisse alleguer au contraire contre ce comme il dit qu'autrement & regulierement on a accoustumé iuger. 549.

4. Ce neantmoins, n'estre nouveau, & moins extraordinaire en l'appel où il escheoit ou peut eschoir, recevoir les appellans avec lettres Royaux, rabatre les decrets en payant le prix principal, loyaux



## Table des Chapitres.

Tous & frais raisonnables ; & com-  
mens 549.

### CHAP. LXXV.

1 Bien que l'efficace des crices soit gran-  
de, ce neantmoins se trouue par plusieurs  
preuuez, les mineurs recens à requérir  
& pour suite restitution en entier contre  
les crices où ils auroient esté leuez & de-  
ceus, encore qu'ils y eussent expressement  
donné leur consentement. 550.

2 Hypothese particuliere quant à ce  
& ce que s'en peut ensuire preuuee par  
arrests de la Cour de Parlement de Tho-  
lose y sommairement narrez. 551.

3 Par lesquels peut paroistre de com-  
bien ladite Cour auroit fauorisé le mi-  
neur y nommé. 553.

### CHAP. LXXXVI.

1 Les crices faictes que soient certifiees  
& pardenant qui. 553.

2 Feu Papon allegué en un arrest quant  
à ce qu'il allegue du Parlement de Paris.  
par lequel quelques uns pretend. nt certi-  
fication des crices, ne se deuoir faire ailleurs  
qu'és sieges Royaux. 556.

3 Ce que n'est gardé audit Parlement  
à Tholose où suffit qu'elles soient faictes  
pardenant les iuges ordinaires des lieux  
où les biens saisis sont assis, soient Royaux  
& non Royaux. 656.

4 Suffisant quant à ce ladite certifi-  
cation estre faicte par tous les praticiens  
qui seroient trouuez asis & ser aux plaidez  
en audience encores qu'en moindre nombre  
que de dix. 556.

5 Iniques à faute d'autres à l'audition  
& rapport d'un Sergent par un exploit  
seul d'iceluy. 557.

6 Dont est aisé à cognoistre ce qu'est  
dict les certifications se deuoir faire és

sieges Royaux, se deuoir entendre quand  
les biens saisis sont assis au dedans le di-  
strait d'icenz, & non quand ils sont as-  
sis ailleurs & és sieges non Royaux, ou  
ladite certification peut alors estre faicte  
557.

### CHAP. LXXVII.

1 Establissement des Commissaires a-  
uant la premiere crice requis auant les or-  
donnances & pourquoy. 557.

2 L'ordonnance de Blois, par laquelle  
nul laboureur peus estre establi Com-  
missaire és biens du seigneur duquel il est  
subiect en passant expliquée, avec les rai-  
sons & fondemens quant à ce du la-  
boureur. 558.

3 Temperament & moderation sur ce  
dessus apportée, par aucuns des Iuges  
mesmes souuerains des Parlements de  
France. 559.

4 L'arrest de la Cour de Parlement de  
Tholose rapporté conformément à ce des-  
sus audit Recueil de feu Papon, avec l'ex-  
plication sommaire d'iceluy. 560.

### CHAP. LXXVIII.

1 Comment ce qu'est dict par lesdi-  
tes ordonnances s'entend touchant l'esta-  
blissement desdits Commissaires, sur pei-  
ne de nullité desdites crices. 561

2 Par lesquels mots semble telle for-  
malité ne pouuoir estre obmise com-  
me d'une forme substantielle & essentielle  
d'icelles sans la nullité entiere desdites  
crices, ainsi qu'en est aduennu un arrest  
aux grands iours à Rio. 561.

3 Ce que comme trop exacte ladite  
Cour à Tholose n'auroit voulu gar-  
der & entretenir si crûement, &



## Table des Chapitres.

comme elle y auroit pourueu & procedé; avec ce qu'elle y auroit suppléé & ordonné mesmement quant à la conuenance, qualité & quantité des biens & heritages saisis. 562.

### CHAP. LXXIX.

1 Un Sergent establiissant sequestres ne peut obliger l'un d'eux sans y parler, & faire l'exploit à luy mesmes en personne ou autrement deuement au domicile. 563.

2 Hypothese quant à ce allegue d'un pauvre paysant sommairement expliquée, avec ce qu'à T. olose apres s'en seroit ensuiuy. 564.

### CHAP. LXXX.

1 En triees nōnement obseruée & gardée ne vendre point plusieurs meubles ensemble, mais a part & separement. 565.

2 Qu'est la cause que par ladite Cour à T. olose est ordinairement ordonnée la vente des biens saisis un en triees sans en bloc que parcelles pourquoy & comment. 566.

### CHAP. LXXXI.

1 Sans accoustumie le temps passé motre aux decrets non seulement de quarante iours, mais encores de plus long & arbitraire auca l'expothese sur ce interueque & iugee. 564.

2 Seigneur direct interuenant en l'instance, suppose comme l'on pretendoit par le mesme demandeur & creancier. 567.

3 Acquisiements receus, & l'expedient prins au iugement de ladite instance. 569.

### CHAP. LXXII.

1 La dot appartient en propriété à la femme, & les fruits au mary pendant leur mariage. 571.

2 Autorisation, simplement de la femme par le mary, quel aduantage peut

apporter à la partie. 572.  
3 Qu'est presque de nul effect pour donner droit à ladicte partie s'en preualoir pour aucune condamnation, en & sur les biens & droicts du mary, notamment sur la dot pendant leur mariage. 572.

4 Quelques fondemens qu'on puisse alleguer ny pretendre. 572.

5 Qui pourront auoir lieu & estre pratiqués en pays consuetier auquel entre les maris & communauté ordinairement d'acquests & conquests. 573.

### CHAP. LXXXIII.

1 Les reglements & constitutions de l'Eglise primitive ayant prins leur commencement des saints Apostres, auoient voulu & ordonné comme apres il fut tenu & gardé qu'en chaque Eglise y eust son Prestre & pasteur & comment. 575.

2 Iusques à tant que la necessité & pauuetez auroit reduit les Prestres en un gain vil & deshonnestes, & contrains aux autres mechaines, & du proces despuis quant à ce. 576.

3 Si le titre sacerdotal introduit par le Canon cinquiesme du Concile de Latran sous Alexandre 3. peut estre aliene, & vendu iustement & irrenocablement. 576.

4 Responce à ce qu'estoit allegué & amené de la creation de l'administrateur des choses appartenants à la communauté d'une ville ou cité. 577.

5 Certain arrest prouisionnel de la Cour de Parlement de Paris pour un benefice y mentionné en passant touché & examiné. 578.

6 Quelques grāds personages auoient tenu, rasonné & autorisé cōformement au susdit arrest prouisionnel cel titre sacerdotal que dessus pouuoit estre aliene, vendu & hypothéqué. 578.

7 Toutefois quant au titre qui tient lieu de legitime, scauoir s'il est imputable

## Table des Chapitres.

à icelle ou non, y en auroit en plusieurs qui  
l'auroient nie imputable. 579.

8. Ce qu'aucuns auroient estimé auoir  
lieu, quand ledit titre est & se trouue  
constitué en certaine & viagere pension  
mais non quand en immuable. 580.

9. Hypothese particuliere amenee, di-  
scourue & raisonnee sommairement. 580.

10. Appel de la sentence par nous don-  
nee en ladite hypothese, releuee par les de-  
fendeurs & tenanciers. 581.

### CHAP. LXXXIII.

1. Donations en absence des donataires,  
les Notaires stipulans pour eux commen-  
cent d'auoir leur effect du temps qu'elles  
auront esté acceptees. 582.

2. Sur quoy se trouuent plusieurs opi-  
nions & arrests en & sur ce qui en de-  
pend contraires que feu Papon auroit ras-  
sés & accorder & comment. 583.

3. Qu'est le propre & naturel subiect  
d'un iugement de legislateur. 584.

4. Neque deditionem, neque do-  
nationem sine exceptione intelli-  
gibile. 585.

5. Difficulté de Charondas touchée,  
raisonnée, & examinée en l'hypothese par  
luy mise & narree. 585.

6. Comment aurions nous tousiours es-  
timé deuoir auoir lieu & proceder l'or-  
donnance de l'acceptation des donations y  
mentionnees, avec les circonstances sur ce  
dessus amenees. 586.

### CHAP. LXXXV.

1. Les Cours de Parlement les apes du  
conseil publicq, les merueilles du monde,  
& les ports assurez de la liberte. 589.

2. Donation faite à un enfant ne pou-  
uant parler ny entendre l'acte qui se fait  
pour defect d'acceptation, non subiecte à  
nullité. 589.

3. Ce qu'auroit esté estendu par ladite  
Cour à Tholose iusques aux mineurs de  
25. ans, qu'elle auroit accoustumé releuer  
tousiours de tel & pareil defect en inter-  
rinant les lettres à ces fins impetrees. 590.

4. Ce que reçoit declaration pourueu  
que les donations soient faites serieuse-  
ment de bonne franche & liberale vo-  
lonte des donateurs & comment. 590.

### CHAP. LXXXVI.

1. Preiuge contre la cause pie au fait de  
la fondation d'une Chapelle de ladite  
Cour de Parlement à Paris. 591.

2. Ce que mal-aisement pourroit estre  
obtenu, & semblable preiuge suiuy en  
ladite Cour de Parlement audit Tholose,  
pour les raisons en passant sommairement  
y amenees. 592.

### CHAP. LXXXVIII.

1. Offres faites à recevoir toutes & ep-  
tieres sans les exailler & diuiser en au-  
cune façon. 593.

2. Raisons & auctoritez y amenees. 594.

### CHAP. LXXXVIII.

1. Hypothese particuliere arresee, que  
la sentence sur icelle interuenue, & arrest  
de la Cour audit Tholose confirmatif d'i-  
celle. 595.

2. Arrest de la Cour de Parlement de  
Paris semblant cōtraire au susdit de plus  
pres raisonne & examine. 596.

### CHAP. LXXXV.

1. Hypothese amenee du seigneur Cha-  
rondas quidee par ladite Cour à Tholose  
au moyen de l'instance y interuenue, &  
arrest apres sur icelle donne, qui est aussi  
plus pres raisonne & examine. 597.

## Table des Chapitres

### CHAP. XC.

1 Achaptz d'action comme fortodioux & iniustes interdits & deffenlus tāt par les decrets des Papes, que constitutions des Empereurs auparavant iceux. 600.

2. L'ordonnance de nos Roys y interuenne, non pas tāt expresse & generale que la constitution imperiale y mentionnée. 600.

3 Aucas d'achaptz d'actions litigieuses, le vice de litige corrompt le contract comme au cas des constitutions imperiales dont il est parlé, mais non en vente d'immeubles, ores qu'il soit litigieux, la rigueur desdites constitutions n'a point lieu en France, nonobstant l'ordonnance du Roy Charles cinquesme, laquelle ne se rapporte point aux cessions des choses immeubles. 600.

4 Les six exceptions mises par Anastase en sa constitution avec la generale y adioustee, touchees en passant. 601.

5 Ceux là se seroient beaucoup fournoyez du droit chemin & de la verité de nostre usage, qui auroient pensé, asseuré, & escrit lesdites constitutions des Empereurs Anastase & Iustinian n'auoir lieu en France pour y estre abrogees. 601.

6 Preiugé quant à ce de la Cour de Parlement de Paris. 602.

7. Autre preiugé à mesmes fins, 602.

8 Autre & dernier preiugé, qui met l'affaire hors de tout doute de la Cour de Parlement de Paris. 602.

### CHAP. XCI.

1 Si es biens saisis, vendus & estroffez, à des tiers qui les achètent venants apres à estre cuincez, le creancier à la poursuite de qui celles venditions sont faictes peuent estre tenus & obliger, à l'euiction des choses vendues, & à plus forte

raison quand les creanciers se trouuent auoir vendu. 604.

2 En nostre France en tout cas eschoit euiction cōtre le debiteur, qui est cense & mis ordinairement vendeur, le payement qu'en est fait luy profitant à luy seul. 605.

3 Comment tel cens estre tenu d'euiction aux sur lisans & encherisseurs, les deniers desquels auroient esté employez & conuerti à leur descharge. 605.

4 Ce qu'est dit à ceux là seuls, pouuoir estre faite reperition des sōmes payees & baillies, se rapporte seulement avec sōmes sur-payees & indeuës entierement. 605.

5 Si en cas que le debiteur est non soluable, les acheteurs sur-disans & derniers encherisseurs peuent auoir en cas d'euiction aucun recours contre les creanciers qui auroient prins & receus. 606.

6 Ce que non contre lesdits acheteurs & sur-disans auoir esté preiugé par arrest de la Cour de Parlement de Tholose y est rapporté. 606.

7 Et bien qu'en l'instance les creanciers n'eussent esté appellez, bien que ce fust un defaut grandement considerable, on toutesfois tel qu'eust peult ou deu donner gain de cause ausdits tiers acheteurs. 606.

### CHAP. XCII.

1 Hypothese d'un fait concernant une donation assez au long expliquée, 608.

2 Sentence du Seneschal de Tholose ou son Lieutenant par deuant lequel l'instance auoit esté introduite. 610.

3 Autre sentence dudit Seneschal en interpretation de la susdite. 610.

4 Fondements & nullitez de ladicte donation. 610.

5 Autres raisons & fondements pour les susdicts pour la validité de ladicte

## Table des Chapitres.

donation. 611.

6. Arrest de la Cour de Parlement de Paris, auquel la cause auroit esté euoquée, prononcé en robes rouges. 614.

7. Le iugement des lettres impetrees par les appellans defaillant & obmis audit arrest. 615.

8. A quoy pouuoit seruir la reservation contenüe esdites sentences confirmees par ledit arrest. 615.

9. Ledit arrest fort droiturier & equitable, conforme quant à ce aux preiugez de ladite Cour à Tholose, ainsi qu'il y est monstré & sommairement raisonné & discours. 616.

### CHAP. XCIII.

1. La raison portant le defect d'insinuation par maxime du Parlement de Paris ne pouuoit estre allegué par le donateur ny son heritier, debatüe & contredite suiuant ce que ladite Cour à Tholose en a acoustumé iuger & decider. 619.

2. Par ce que le donateur estant demeuré en ceste volonté, sans autre renocation, ny plainte, telle & semblable donation, comme une destination vient à estre confirmée par mort en faueur du donataire. 620.

3. Oü il y a plusieurs raisons d'une constitution, suffit que l'une en demeure pour l'assurance & establissement d'icelle. 620.

4. Les ordonnances quant à ce semblent y estre claires sans auoir recours ailleurs 621.

5. Les arrests qu'on pretend alleguez au contraire fondez sur quelques particulieres circonstances, y incidentes : pour lesquelles le titre dont estoit question approchoit plus d'un titre onereux que de liberalité.

6. Il n'y a fait qui soit toutesfois nul

de droit qui puisse obliger n'y astringre le donateur. 622.

7. Arrest quant à ce & à suite allegué de ladite Cour à Tholose, avec autre amené de feu Papon. 622.

8. Car autrement en purs & simples termes le donateur pouuoit alleguer defect d'insinuation contre le donataire, est amencé autre arrest de ladite Cour à Paris par les apostillateurs au Recueil dudit feu Papon. 622.

9. Et quant à ladite Cour à Tholose n'y auroit iamais faite aucune difficulté. 622.

### CHAP. XCIII.

1. Sur la controuerse de la succession ab intestat d'un frere ou sœur meurtris par un autre leur frere, entre le procureur general du Roy ou autre des seigneurs iusticiers, & les plus proches parents du meurtry, diuerses & contraires opinions amencées. 624.

2. La loy auroit trouué bon & equitable que tels & semblables fraticides si execrables apres la condamnation, la succession fust ostée & arrachée des mains de tels homicides, comme de personnes indignes, & ainsi iugé par arrest de Paris allegué. 624.

3. D'autres auroient estimé & presque unanimement accordé, les enfans & descendants du meurtrier exclus, le fisc aussi soit de la Majesté ou du Seigneur, les autres plus prochains ab intestat, y font & doiuent estre appellez, pour leur en faire l'adiudication avec les raisons sommairement alleguées. 625.

4. La femme meurtrie par le mary, iceluy pour son forfait priué du gain du mariage, l'action acquise aux heritiers & successeurs legitimes non point au fisc les enfans du for-faisant tousiours exclus. 625.



## Table des Chapitres.

5. Arrest de Parlement de Tholose, es derniers temps avec d'autres alleguez Et amenez à suite. 626.
  6. Les anciens arrests au profit du fief non suivis, à present ingez non seulement iniques, mais de mauvais exemple. 626.
  7. Monsieur Ferron à ces fins alleguez avec feu Papon & Charondas. 626.
- CHAP. XCV.**
1. Par arrest de Parlement du Parva-ment est préint par provision les biens d'un frere ou autre parent absent & présumé mort deuoit estre partagez en bail- lant caution, est de feu Papon amene. 628.
  2. Ce que conceu generallyment pour roderon plusieurs exceptions prinsez de plusieurs circonstances qui y peuuent in- tervenir, comme en hypothese apres sui- uante. 628.
  3. Sentence du Viguer de Bigeac ou son Lieutenant par deuant lequel l'instan- ce auroit esté introduite. 629.
  4. Sentence du Senechal dudit Fi- geac confirmative de la susdite & sans despens. 630.
  5. Griefs du frere aîné en la Cour, en laquelle se seroit porté pour appellans des- dites sentences. 630.
  6. Responce ausdits griefs des appel- lés. 631.
  7. Arrest de ladite Cour à Tholose, par lequel le manteau corné la cote des biens du frere absent est baillée en iouys- sance & administration iusques à ce que autrement il fut appareu de la mort dudit absent, ce que les appellez pourroient fai- re si bon leur sembloit dans trois mois, declarant ce pendant tous & chascuns les biens dudit appellans affectés & hypothé- qués pour la reddition de cöpte & resti- tution au surplus de ladite cote. 631.
  8. La procuracion seroit de beaucoup pour ledit arrest avec ce qu'il apparroiffort

par altes produits au procès estre de beaucoup en debtez, & par consequent obliger & hypothéquer leurs parts & portions. 632.

9. Brevement par lequel le susdit ar- rest & autres à ce conformes la droictie- riere Iustice auroit esté cognüe & an- rec. 633.



## Table des Chapitres.

par le second Concile de Latran pour les terres acquises au paravant le Concile, & quant à celles qu'ils acquerroient apres qu'ils payeroient les dixmes aux Curez, dans les paroisses desquelles les terres estoient assises, avec une exception, qui auroient depuis occasionné les Abbez & Religieux moyennet plusieurs concordés avec lesdits Curez. 638.

4. Hypothese particuliere. 638.

5. Instance sur ladite hypothese, avec les raisons particulieres à suite d'un costé & d'autre. 639.

26. Arrest du Parlement de Paris portant semblable preiuge. 640.

7. La retention sur le terroir dont estoit question, reseruee par la composition, auroit empesché toute prescription. 640.

8. Arrest sur la dite instance de la dite Cour à Tholose. 641.

### CHAP. XXVIII.

1. Hypothese narree d'on fait aduenu. 645.

2. Vouloir auoir gain sur gain ne semblera raisonnable. 646.

3. Arrest portant adiuication de l'augment de cinq cens liures constituées par les freres à leur seur, outre & par le principal constitué en un dot par le pere. 646.

4. En dot promis ou payé, le mary gagnant le dot par le predecez de sa femme, de mesmes icelle par le predecez du mary gagnant l'augment. 646.

### CHAP. XCIX.

1. L'Epistre decretale du Pape Innocent 3. amenee. 647.

2. Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, portant que l'imposition de la rente en monoye qu'auroit depuis l'imposition

augmenté de valeur, se doiuent continuer en mesme especes de monnoye, mesmes au regard d'ux & pourquoy. 647.

### CHAP. I.

1. Arrest de la Cour de Parlement de Tholose portant que la somme donnée par l'ayeul à sa niece, pro dote ob bece merita, bien que just m& en fait qu'elle n'auoit pour lors que trois ou quatre ans, non imputabatur in dotem, postea d&am à patre. 648.

2. Autre arrest par lequel ex meubles & rentes de fructs, auroit esté inggé & auoir lieu de remede de la lex ion en iuste prix. 649.

3. Autre arrest portant Droit de seigneurie deu à immuable ou autre, & de vendre par l'heritier pour le paiement des dots ou legitimes. 649.

4. Autre arrest portant preiuge le temps declare pour la prescription feodale ne courir sinon du iour de l'intimation & notification de la vente & requisition d'inggé l'ure au seigneur dominant & d'inggé. 650.

5. Autre arrest par lequel auroit esté preiuge le voisin n'estre tenu de donner passage par son pré ou autre possession en payant, si celuy qui le demande peut passer ailleurs en quelque façon que ce soit, & qu'avec grande difficulté. 651.

6. Autre arrest portant preiuge que l'ayeul promettant faire heritier son fils ou petit fils, telle donation estoit de telle valeur & effect comme si elle auoit esté conceüe par paroles de present. 652.

7. Autre arrest par lequel en faveur de l'Hospital auroit esté inggé que le legat laissé aux pauvres filles à marier n'estoit de nuy payable, jusqu'à ce qu'elles fussent prestes à marier. 652.

DV HVICTIESME LIVRE,  
Qui est le troisieme de ce Tome.

CHAP. I.

- N** Arrative du fait du proces. 655.  
2. Fins & conclusions du demandeur. 655.  
3. Defences par fins de non recevoir de la defenderesse. 656.  
4. Repliques dudit demandeur. 657.  
5. Responce à la Nouvelle de Justinian alleguee. 657.  
6. Sentence du Seneschal dont estoit l'appel en faueur dudit demandeur au moyen & en vertu de la substitution d'or estoit question. 658.  
7. Appel & griefs de ladite defenderesse. 658.  
8. Le different des parties resolu en deux pointz. 658.  
9. Les raisons & fondemens du premier point des susdits. 658.  
10. L'autre & second point où gist la principale difficulté, examiné. 660.  
11. Vraye hypothese de la Nouvelle de Justinian. 660.  
12. Aduis des plus doctes & mieux versez en la Jurisprudence, sur ladite Nouvelle. 661.  
13. L'opinion que quelques uns des plus doctes & modernes ont eu de ladite Nouvelle. 661.  
14. Le doute plus grand en l'ordonnance, sur le compte des degrez, ou par fouches & generation, ou selon les personnes, qui auroient recueilly. 662.  
15. Fondemens pour conter suivant lesdites personnes. 662.  
16. Autres fondemens & meilleurs

pour conter suivant lesdites fouches & generations. 663.

17. Termes generaux de l'ordonnance 664.

18. Inconueniens qui surviendroient interpretant ladite ordonnance autrement que par degrez de fouches & generatiōs. 664.

19. L'intention de nos Roys bien loing d'introduire les disproportions & inegalitez. 665.

20. Ladite Nouvelle retorquee contre les premiers qui auroient estime la computation desdits degrez deuoir estre faite par les personnes substituees ayans recueilly 665.

21. Mot de *Agdōm* au vray explique. 666.

22. Les degrez des substitutions en l'ordonnance, reduisibles desormais à quatre generations. 666.

23. Comme les substitutions infinies odieuses, aussi les proportionnees moyennes & non trop estendues fauorables. 666.

24. Arrest portant confirmation de ladite sentence dudit Seneschal portant en effect les 4. degrez de ladite ordonnance comptables par generations, & non par le nombre des personnes ayans recueilly. 667.

CHAP. II.

1. Dieu par son legistateur Moïse n'auroit appelle les filles qu'en defaut des mafles, & pourquoy. 668.

2. Raison tiree de Iosephe sur ce que Moïse auroit declare au peuple au 25. du Deuteronome. 669.

## Table des Chapitres.

3. Loy de Solon par laquelle vouloit & commandoit, que les masles & enfans d'iceux fussent tousiours preferez. 669.

4. Costumes des Catabres reprouuee, par laquelle les maris bailloient dots aux femmes, & les filles instituees heritieres. 669.

5. La ley Voconia à Rome, & qu'est ce qu'elle coi tenoit. 669.

6. Fait narré. 669.

7. Arrest sur iceluy, par lequel les masles auroient esté preferez. 669.

8. Ce que n'auroit lieu, où l'expresse volonté par les paroles mesmes du testateur, interueniroit. 670.

### CHAP. III.

1. Par la prouision Les Ecclesiastiques acquerent titre: mais nullement possession, qui est acquise par la prise de possession, & est necessaire pour l'effect requis, & que le beneficier puisse estre dit, auoir & tenir benefice. 670.

2. L'Euesque ou autre beneficier, bien qu'il ait resigné auant la prise de possession de son resignataire, n'est exclus de faire exercer sous ce qu'il pouuoit & deuoit auant ladite resignation, iusques à l'aduenement par ladite prise de possession, de son successeur. 671.

3. Bien que cela ait esté iugé par l'arrest allegué en eschanges, à toutesfoi s lieu és autres prouisions octroyees en autres benefices. 671.

### CHAP. IIII.

1. Collation des benefices appartient ordinairement à l'Euesque diocesain. 672.

2. Quant aux prebendes & dignitez d'une Eglise cathedrale, la collation en appartient à l'Euesque & Chapitre ensemble. 672.

3. Costume quant à ce en quelques

endroits introduite. 672

4. Deuolution par la negligence de deux susdits au prochain superieur. 673.

5. Possession de conferer par la coutume preuaut & est seulement considerable. 673.

### CHAP. V.

1. Les benefices censez vacans, non du iour de la resignation; mais du iour de l'admission d'icelle. 673.

2. Pouruen que le tout sorte son plein & entier effect de la volonté des contractans. 674.

3. Dont en resignation respectiue de deux benefices ex causa permutationis, qui n'a point d'effect apres; le benefice pour lors ne vaque point en Cour de Rome, 674.

### CHAP. VI.

1. Les benefices venās à vaquer en Cour de Rome, ne peuent estre conferez par autre que nostre saint pere le Pape, dans le mois. 674.

2. Et si autrement la deuolution s'en fait à nostre dit saint Pere, n'est loisible à l'ordinaire, par quelque temps que ce soit apres, ou par autre moyen, en faire collation ny aucune autre prouision, & pourquoy. 675.

3. Arrest sur ce de la Cour de Parlement à Tholose, auéc un vœu d'un Docteur ancien. 675.

4. Pour lequel n'y a remede, estant ainsi vescu. 675.

### CHAP. VII.

1. Les secondes nopces ne priuer point le pere de l'usufruit qu'il a autrement és biens maternels, appartenants à ses enfans. 676.

## Table des Chapitres.

2. Fait sur ce narré. 676.
3. Fait de non recevoir du pere cõtre son filz y demandant iustissies d'une bonne partie des biens maternels estant à luy, fondez sur ledit vusfruct audit pere en iceux appartenant. 677.
4. Arrest de ladite Cour à Tholose, avec un autre de la Cour de Parlement à Bordeaux. 678.
5. Refutation de l'opinion de ceux qui avoient persé en certains cas de Droit, l'administration ostee au pere, l'vusufruct toutesfois luy demander & estre cõservé, & par quelles raisons. 678.
6. Cas esquels l'vusufruct que dessus n'est acquis au pere de son vivant par iustissies, au lieu à la marge exte. 678.
7. Esquels avoit ladite Cour à Tholose adiesté celui-là, quand le filz demeurerait separement d'iceluy pere: car alors l'vusufruct joient entre le pere & le filz estre communiqué, & pourquoy. 678.

### CHAP. VIII.

1. Testament entre les enfans moins solennel soutenu & defendu. 680.
2. Par ainsi y venant à suffire deux des moins, en cas que non priez ny masles. 680.
3. Ce qui est estimé proceder. est testamens imparfaits par defect de solennité, autrement en imparfaite volõs, que ne peut estre entre des enfans mesmes soutenue ny defendue, encores que la clause codicillaire y ait apposee voire expressement declaree. 680.
4. Partage toutesfois pour ce regard en ladite Cour à Tholose au dessein le contretenant sustenoit telle imparfaite volõte quant au tout, sensõnable quant à ce qu'elle y seroit & se trouvoient parfaits en aucun de ses chefs. 681.
5. Le texte formel quant à ce alleguë,

- avec l'autorité de l'autre le confirme à icy. 681.
6. Sans qu'il y ait aucun inconuenient qu'à l'exemple de gendarme le pere de cõtestat par la partie qu'il aura parfaite, & intestat pour l'imparfaite, & qu'il n'aura eu le loisir de declarer absolument. 681.
7. Quant à ladite clause codicillaire, ce dessus tout contraire aux textes de l'Empereur Theodose & du Iuriconsulte alleguez. 681.
8. Cela aussi qu'en est dit dessus communement, ne se rapportant es cas en ladite clause est adiestee par ceux ausquels particulièrement est permis & loisible de faire entretenir autrement une volõte moins parfaite. 682.
9. Ledit partage interrompu par l'accord procedant iceluy des parties, en attendant que sous la volõte de Dieu il puisse quelque autrefois estre decu & vuide. 682.

### CHAP. IX.

1. Ingratitude deservie & haunie d'entre les hommes. 683.
2. Les causes d'icelles, touchées de Senèque en passant. 683.
3. Pourquoy nos Jurisconsultes n'auroient introduite action cõtre les ingrats. 683.
4. Et de quoy pour ce regard, se seroient ils contentez seulement. 683.
5. Reuõqué en doute en la Cour dudit Parlement à Tholose par combien de temps la faculté pour causes d'ingratitude pouvoit par le donateur reuõquer les donations pouvoit estre prescrite. 684.
6. Diverses d'opinions pour ce regard. 684.
7. Sur lesquelles ladite Cour se seroit arrestee à la distinction des causes d'ingratitude. 684.

## Table des Chapitres.

8 Raisons que ladite Cour principale-  
ment en auroit eues. 784.

9 Le sieur Corras indignement traité  
es derniers troubles. 685.

### CHAP. X.

1 Pour la validité de l'exheredatio pour  
iniures du pere contre les enfans, est besoin  
de trois choses cōcurrentes. 686.

2 La loy desise à l'heritier morum  
coërcitionem. 686.

3 Comment se doit entendre, & en  
quels termes prendre. 686.

4 Où apres la mort vient à naistre la  
cause de l'improbité & iniure, il appar-  
tient à l'heritier en poursuire la réparā-  
tion sans en pouoir estre repoussé, & com-  
ment. 686.

5 Arrest sur ce de ladite Cour de Par-  
lement à Tholose. 686.

### CHAP. XI.

1 Si la femme pour auoir adulteré perd  
son dot au profit du mary. 687.

2 Balde sur ce auroit preuallu: sçauoir  
le dot estre perdu, & adiugé au mary,  
lors que la femme n'a enfans du premier  
lit: car autrement l'accusateur estant se-  
cond mary, ne peut estre adiugé à iceluy,  
sinon ce que peut monter la simple legiti-  
me dē l'un des enfans. 688.

3 Repliques à ce qu'est allegué au con-  
traire, contre ledit Balde pour raisons &  
fondemens d'iceluy. 688.

4 Au second mary adiugeable audit  
cas tout ce qui procede de sa part & libe-  
ralité, & au reste l'opinion dudit Balde  
suiuie. 688.

5 Iugement quant à ce conforme d'un  
Commissaire Royal pour iuger en dernier  
ressort dix Officiers du Roy, & Aduocats  
du Baillage de Forests appellez. 689.

6 Quand le mary toutesfoi deuant les  
noces est aduerty & certifié de l'impudi-  
cité de sa femme, ne peut rien quand à ce  
dessus pretendre, suiuant un iugement  
tres-ancien y allegué. 689.

### CHAP. XII.

2 Si vne femme viuante lubriquement  
peut estre accusée par les heritiers du ma-  
ry & faire perte de sō dot & donaire. 689.

2 L'opinion negative préiugée par ar-  
rest de la Cour de Parlement de Bordeaux  
par deux fois. 690.

3 Par les arrests toutesfoi de ladite  
Cour à Tholose en ces derniers tēps le con-  
traire & pour l'affirmative auroit esté  
iugé, pour si peu qu'il y interuienne de cir-  
constances aggrauans le fait. 690.

4 Notamment quand la maluersation  
auroit esté faite dās la maison du defunct  
ou bien dans l'an dis dueil. 690.

### CHAP. XIII.

1 Les charges principales d'un tuteur  
enuers son pupille consistent en la bonne  
foy, & comment. 691.

2 Singulierement en l'inuentaie d'au-  
thorité du magistrat, & qu'il n'y soit  
rien descript, qu'à la verité. 691.

3 Ce que s'entend proprement des cho-  
ses meubles, par les preiugez de ladite  
Cour à Tholose. 692.

4 Quant aux immeubles le tuteur quel-  
que fois excuse. 692.

5 Et aussi faut que le tuteur soit sage  
& aduisé qu'estant creancier, il ne se  
charge point volontairement de l'admi-  
nistration des biens du pupil sur peine de  
priuation de son action. 692.

6 Si toutesfoi il n'est proche parents &  
allié du pupille, ainsi qu'auroit esté préiugé  
par la mesme Cour audit Tholose. 692.



## Table des Chapitres.

7. Et de mesmes cela s'estend aux creanciers du pupille, qui par testamēt auroient esté ordonnez tuteurs ou curateurs, par ceux qui scauroient & ne pouuoient ignorer estre creanciers. 693.

### CHAP. XIII.

1. Qu'est-ce qu'allusion. 693.  
2. Quant est-ce qu'elle a lieu 694.  
3. Le fonds par icelle augmenté, vient au profit du seigneur haut iusticier, & à iceluy qui a Droit d'y prendre & leuer les decimes de fructs y exeroissables, avec la solution de quelques raisons au contraire. 694.

### CHAP. XV.

1. Un fonds vendu par deux par individus avec pacte de rachapt, l'un d'iceux n'en peut rachetter la moitié, au desceu de l'autre: avec un preiugé de ladite Cour à Tholose. 695.  
2. Toutesfois le venant racheter entièrement, un d'iceux y sera receu pour le tout, le pacte de rachapt contenant en soy une obligation individuelle. 696.  
3. A quoy ladite Cour à Tholose auroit incliné, à la charge toutesfois que celui des vendeurs qui fera poursuite du tout sera tenu bailler bonnes & suffisantes cautions, de releuer indemne l'acheteur, de ce qu'il retire outre & par dessus ce que de son chef luy appartenoit, enuers son compagnon, & autrement comme il y est expliqué. 697.  
4. Ce qu'auroit esté prins d'une cantelle de Cepolle, dont est faite mentiō par feu Papon en quelque part. 697.

### CHAP. XVI.

1. La fin de la vie humaine terminée à cent ans. 698.

2. Combien que selon David à septante ou octante peu le plus. 698.

3. Les vers de Desportes sur ce alliguez, 698.

4. Ce qu'au cōtraire on recite d'un homme auoir vescu beaucoup dauantage ressentement si fable, plus que son histoire 698.

5. Distinction communement apportee sur la preuue de la mort. 699.

6. Limitation quant à ce sur la mort de celui qu'on dit estre decedé bien loing de sa maison, auquel cas la preuue n'en est si exacte, suffisant en enseigner par le bruit commun, rumeur & autres coniectures. 699.

7. La preuue du temps de la mort, requiert vn peu plus certaine & asseuree. preuue, avec des preiugez de ladite Cour à Tholose sur ce amenez. 699

### CHAP. XVII.

1. Sur l'incertain des pere & fils ensemblement decedez, la presumption de la loy estre, le pere estre premierement decedé, & de mesmes d'un viellard accablé d'ans & de sa vieillesse. 700.

2. De mesme de la femme, au cas qu'elle & son mary seroient morts ensemble & à la fois, & pareillement du fils impubere, que la loy pour son tendre aage, presume estre predecédé. 701.

3. Ce que vient à estre entendu si le pere & le fils viennent pareillement & comme à pareil & mesme iustant deceder, par bruslement, ruine, ou naufrage. 701.

4. Par ainsi, où en diuers lieux, ou en diuers temps il seroit decedez, la coniecture cesse. 701.

5. Singulierement quand celui qui ainsi l'asseure seroit possesseur des biens dont seroit question. 701.

## Table des Chapitres.

### CHAP. XVIII.

1. Efficace de la confession d'un emphyteote censier dans un instrument publique. 702.

2. Attestation de l'auteur pour les confessions faites en fiefs ou autres rotures nonobstant icelles, l'original ou plus anciennes recognoissances faire à examiner & considerer. 703.

3. Nonobstant toute confession outre & par les anciens titres, ladite Cour à Tholose prend tousiours cela pour une surcharge induë & extraordinaire qu'elle punit, comme par l'arrest y amené en propres termes. 703.

### CHAP. XIX.

1. L'effect du Droit de prelation, avec les raisons & fondemens d'iceluy. 705.

2. Deux sieurs directes d'un mesme fonds, l'un peut retenir par droit de prelation, l'autre inuestir, à la charge que celui desdits sieurs qui desire y estre preferé, vueille retenir le fonds entier, ne pouuant autrement user dudit droit pour sa part seulement. 705.

### CHAP. XX.

1. Droit de prelation pour les causes, à raison desquelles il a esté introduict, non cedable, avec les preingez de Grenoble, quant à ce. 707.

2. D'où procede le prealable qu'aucuns conseillent aux vassaux emphyteotes, contre leur seigneur qu'il est tenu iurer, si c'est pour reunir à sa table, qu'il demande la retenue, étant aduertis qu'il en fait poursuite pour un tiers. 708.

3. Arrest de Paris sur ledit prealable avec autres arrests de ladite Cour à Tho-

lose, s'en étant depuis plus auant dispensée. 708.

4. Autre arrest de Paris portant validation d'un transport fait par la mere, si son fils escolier portant donation à iceluy du droit de certaine chose vendue en son fief, ou d'icelle retirer, par puissance de fief. 708.

5. Opinion contraire de du Molin examinée, par laquelle la susdite commune est restrainte au transport dudit droit de retenue & autre dont il parle à perpetuité, & que autre chose seroit d'un transport d'un seul emolument de fief qui seroit tousiours trouué bon & valable, ainsi que le susdit arrest de Paris s'entend avec tout ce qui en est amené communement par d'autres modernes, & les raisons pourquoy. 708.

### CHAP. XI.

1. Pareillement le retrait lignager ne peut estre cédé, & pourquoy. 710.

2. Ce qu'e & demeure limité en trois sortes qui sont spécifiées, entre autres quant le cedant n'a encores aucun droit acquis en la chose dont est question: car apres le droit acquis par l'offre, consignation ou autre moyen, il peut ceder son droit acquis. 710.

3. Preingez quant à ce dessus de ladite Cour de Parlement à Bordeaux, avec une annotation prinse d'ailleurs, & arrests de ladite Cour à Tholose y interuenus 711.

### CHAP. XXII.

1. Le temps du retrait lignager coure au mineur, sans esperance de restitution, contre ce qu'on lit ailleurs auoir esté establi par le Droit Canonique, & pourquoy. 711.

2. Coustume de retrait lignager n'est generale en France. 712

## Table des Chapitres.

3. Mineur, desmis des lettres du prince par luy obtenues pour estre releué de quelques solemnitez en retrait lignager par luy obmises, par arrest du Parlement de Tholose. 713.

4. Arrest de Paris conforme au susdit pour Monsieur de Montmorency Connestable de France, nonobstant autre arrest de mesme Cour au contraire allegué. 713.

### CHAP. XXIII.

1. La premiere Clementine de vita & honestate clericorum, publiee souuent contre les clerics du diocese, souuant leuée & contrainte à ce faire, à l'Official de Tholose par arrest de la Cour du Parlement de Tholose. 714.

2. Autre arrest de la mesme Cour contre ledit Official, ayant fait ietter plusieurs excommunications contre le Iuge Mage & autres Officiers de la Seneschausee, qu'il est par le mesme arrest condamné à renouer tout, rendre ledit Iuge Mage & Officiers absous. 714.

3. Excerpt de celui qui auroit marque dans le Recueil de son l'apen le susdit arrest au marge, au lieu de dire Officiers de ladite Seneschausee, ayant mis la Cour. 715.

4. Bien que ne faut douter que la mesme Cour n'en eusse fait autant ou plus, si l'entreprise eust esté faite contre elle & ses Officiers & Iuges souverains. 715.

5. Ladite Cour composee des clers, & des lays, capable par ce moye de son institution de la correction des abus par appel dont elle porte le nom. 715.

6. L'haine contre la prosopopysie de l'auteur, cause de grandes enuies contre luy. 716.

### CHAP. XXIII.

1. Inhibition de ne vendanger sur le

temps proche des vendanges, precipitees quelquesfois, & d'autres fois mal à propos faites. 716.

2. Procedure cassee contre quelques uns preuenus d'y auoir contrecouu dans le temps porté par icelles. 717.

3. Appel desdits preuenus en la Cour sur ce principalement, que lesdites inhibitions prescrites auroient esté faictes sans y auoir information precedente, super commodo, aut incommodo. 717.

4. En pour ce regard sans auoir regard à icelles par arrest les parties mistes hors de Cour & sans despens, avec inhibition au Iuge de n'y proceder, sous au probable estre auantagé sur le commodité, ou incommodité des temps & saison desdites vendanges à peine de nullité. 717.

5. Long temps auparavant ladite Cour de Parlement à Paris y auoit de mesmes pourueu & ordonné. 718.

6. Difference dudit arrest avec celui des canneurs de Beaumais & Marchans drappiers. 718.

### CHAP. XXV.

1. Requestes refusées en une Chambre de ladite Cour à Tholose, non presentables en autre à peine d'amende arbitraire quant aux parties, & priuation des estats quant au Procureur. 719.

2. Autre arrest quant à ce, & long temps auparavant de ladite Cour à Tholose. 720.

3. Autre arrest de mesme de la Cour de Parlement à Paris. 720.

### CHAP. XXVI.

1. Deux arrests attribuez à ladite Cour de Tholose, à l'un ayant esté desrogé par les ordonnances Royaux, & l'autre par non vsance & esth au contraire abrogé. 721.

2. Ladite

## Table des Chapitres.

2. Ladite Cour à Tholose n'a pas ac-  
costumé faire grand cas de la deposition  
d'un seul témoin, comme de nul. 721.

3. Et à ceste occasion les ordonnances  
modernes y auroient autrement pourueu,  
& comment. 721.

4. Et encores sur ce faut adviser à la  
qualité du sergent qui rapporte & l'ex-  
ploite qu'il fait, de son seing, & des tes-  
moins qu'il y auroit mis, pour en tirer une  
vraye & solide iustice. 721.

5. La prouidence sur ce de ladite Cour à  
Tholose pour l'equitable moderation de  
l'ordonnance. 723.

6. La recusation d'estre parent de partie  
aduerse, recene en ladite Cour à Tholose à  
present, en y adioustant proche, par ce  
que comme il y est tenu telle & sembla-  
ble prochaineté, concluditur quarto  
gradu. 722.

### CHAP. XXVII.

1. Pareatis d'une Cour à autre sans ce  
que celui du iuge inferieur y puisse seruir  
de rien. 723.

2. D'auoir pensé que ladite Cour à Tho-  
lose n'en baille point ny pour le passé, ny  
pour le present, est entierement ignorer le  
stil & pratique de ladite Cour. 723.

3. Laquelle est bien vray, qu'elle n'y  
procède sans cognoissance de cause, comme  
en toutes choses doit estre fait, les gens du  
Roy principalement ouys. 723.

4. N'est faite difficulté dans la ville au  
ressort de Tholose d'arrester la personne  
d'un sergent besoignant sans pareatis,  
quelque chose qu'on presuppõe en auoir  
esté dit par arrest de Paris. 724.

### CHAP. XXVIII.

1. Pleige en premiere instance, tenu en  
la cause d'appel. 724.

2. Fait notable iugé par arrest de la  
Cour de Parlement à Tholose. 725.

### CHAP. XXIX.

1. Bourgeois ayant escrit à un precep-  
teur lettres de simples bien qu'affection-  
nees recommandations. 727.

2. Conuenu par icelles à payer ou pro-  
curer le payement est condamné par sen-  
tence du Seneschal. 727.

3. Appel de ladite sentence en la Cour  
audis Tholose par arrest d'icelle l'appella-  
tion & ce au neant, ledit appellant qu'e-  
stois le conuenu est relaxé. 727.

4. Telles & semblables lettres de re-  
commandation n'induire aucune obliga-  
tion, mesmes quand elles sont dressées à  
& pour la personne. 727.

5. Arrest de Paris prononcé en robes  
rouges conforme au susdit. 728.

### CHAP. XXX.

1. Iudicatum solui stipulatio tres  
clausulas in vnum collatas habebat.  
729.

2. Caution de iudicato soluendo,  
n'auoir lieu en France. 729.

3. Par arrest de Paris, un demandeur  
en telles & semblables cautions deboité  
des fins & conclusions quant à ce requi-  
ses. 729.

4. Autre & pareil arrest en effect de  
ladite Cour à Paris. 729.

5. De mesme à Tholose. 729.

6. Quant aux arrests pretendus contrai-  
res examinez, ne faisans aucune conse-  
quence. 729.

### CHAP. XXXI.

1. De la clause & cetera. 730.

2. Abregée dans une minute, ne peut  
66

## Table des Chapitres.

valablement estre estendue dans la grosse. 731.

3. Fait narré. 737.

4. Ladite clause ne s'estend & rapporte à ce dont la renonciation est d'importance, & induit un nouveau & particulier effect. 732.

5. Sentence du Seneschal, que nonobstant l'extraction au grossoyé de ladite clause, discussion requise seroit faite. 732.

6. Confirmation par arrest apres de ladite Cour à Tholose de ladite sentence sur l'appel d'icelle du creancier. 732.

7. Autre & pareil arrest de mesme substance, de ladite Cour à Paris. 732.

### CHAP. XXXII.

1. Narrative du fait preiugé. 733.

2. Le proces euoqué du Parlement de Bordeaux au grand Conseil avec l'arrest d'iceluy, portant reuocation de la donation faite en faueur de mariage, pour des enfans suruenans apres icelle legitime par suinant & subsequent mariage. 734.

3. Arrest de mesmes & en plus forts termes de ladite Cour à Tholose. 734.

4. L'ordonnance des transactions entre maieurs, & ne comprend aucunement les mineurs. 735.

### CHAP. XXXIII.

1. Donation faite avec clause de reuerfion au donateur, les donataires decedans sans enfans, l'un d'iceux venant à deceder sans enfans apres le decez du donateur sa part retourne aux heritiers & successeurs d'iceluy donateur sans accroistre aux donateurs. 736.

2. Par arrest de ladite Cour à Tholose, la sentence du Seneschal preferant l'heritier du donateur à celuy du donataire, confirmée. 737.

3. Papon allegué amenant un autre arrest semblable entre personnes du pays de Droit Escrit. 737.

### CHAP. XXXIII.

1. Cessionnaire dernier d'un pacte de rachat, l'ayant acquis premieremēt, preferable au cessionnaire premier d'iceluy pacte, la disposition du droit au contraire n'ayāt lieu en telle, & pareille cession. 738.

2. De deux cessionnaires d'un droit de retrait conuentionnel, le plus diligent ores que posterieur en date preferable. 738.

3. Sentence du Seneschal pour l'acheteur premier contre le dernier. 738.

4. Appel d'icelle du dernier acheteur en la Cour audit Tholose, en laquelle le proces fut party en deux Chambres d'enquestes. 739.

5. Pendant le partage, parties viennent d'accord, qui mist fin pour lors audit differend. 739.

6. Arrest de Paris portant confirmation de la reuente faite par l'acheteur premier au second acheteur dudit pacte, tout au rebours de ladite. 739.

7. Le Caron est ailleurs de cest aduis, comme l'auteur de mesmes en estoit pour lors dudit partage, auquel il estoit rapporteur. 739.

### CHAP. XXXV.

1. Prescription d'heredité n'a lieu contre un substitué, sinon du iour de l'ouverture de la substitution. 740.

2. Quelque opinion au contraire d'aucuns qui auroient tenu un tiers possesseur avec titre & bonne foy pouuoit prescrire à tout le moins par quarante ans, avec la raison principale d'iceux. 740.

3. Du Molin auroit douté de ceste resolution qu'il ameine, & Charodas de mesmes, qui en allegue un arrest de la Cour de



## Table des Chapitres.

Parlement à Paris au contraire. 741.

4 Auquelladite Cour à Tholose se seroit arrestee. 741.

5 Nonobstant la declaration que quelques uns auroient requise, qui n'a pas au fait grande assenrâce, & pourquoy. 741.

### CHAP. XXXVI.

1. Ce qu'est dit en Droit des mineurs & restitution en entier d'iceux, n'appartiennent aucunement à l'aisné des Messieurs des enfans de France. 742.

2. Par ce que le subiect mineur est empesché de droit de conduire, regir & gouverner son bien autrement que par tuteurs, ou curateurs, & de leur autorité, la Majesté du Roy le peut d'elle mesme, avec les Princes de son sang, & ses Procureur & Officiers. 742.

3. Et ainsi auroit esté ingé par arrest de Paris y mentionné. 743.

### CHAP. XXXVII.

1. Pere & mere peuuent exhereder leurs filles ingrates, qui se seroient mariees au desceu au dessous l'age de 25. ans. 743.

2. Par Edict expres du Roy de France le vieux droit, quant aux mariages reprins en bonne partie consistant non en la nullité, mais par proposition & necessité de griefues peines. 743.

3. Arrest quāt à ce de la Cour de Parlement de Tholose. 744.

4. Depuis autre arrest sur semblable subiect, de la Cour de Parlement à Paris 744.

### CHAP. XXXVIII.

1. Narrative du fait. 745.

2. L'usufruit estint par le bruslement de l'edifice, & iceluy par ce moyen entierement ruiné. 745.

3 Le sol plus grand partie de la maison. 746.

4 Sentence sur ce dessus du Seneschal, par laquelle la vesue demanderesse pour l'usufruit de la maison bruslee perdit sa cause. 746.

5 Distinction que sur ce on a accoustumé apporter. 746.

6 Circonstance au fait de l'arrest par feu Papon allegué: sçauoir que le tout n'estoit pas bruslé, mais qu'il estoit demeuré un celier & un puy exempts du feu & combustiō d'iceluy, qui fut la cause de l'addition mise audit arrest pour l'estimation du reuenue dudit celier & puy. 747.

### CHAP. XXXIX.

1 Obligation solidaire, ou entre autres clauses y est sans diuision. 748.

2 Se prenant de l'argent d'un des obligez solidairement, & pour sa part seulement sans autre clause ny declaration, le creancier est sensé renōcer pour les autres obligez à ladite obligation solidaire. 748.

3 Raisons & fondemens pour l'affirmatiue. 748.

4 Autres raisons & fondemens meilleurs pour la negative. 749.

5 Pour laquelle fut ingé par arrest de ladite Cour à Tholose, en confirmant la sentence dudit Iuge ordinaire, qui l'auoit ainsi ordonné. 749.

6 Arrest semblable de ladite Cour de Parlement à Paris. 749.

7 Autre & semblable arrest de la mesme Cour à Paris, avec la remarque sur ce faite par le Caron. 750.

### CHAP. XL.

1 Fait & narrative d'iceluy. 751.

2 Requête des creanciers à ce que leur debiteur eust à demander & poursuivre la

## Table des matières

legitime à luy deueés biens de l'icelle me-  
re, autrement à défaut de ce leur fut per-  
mis pour & en deduction de ce que leur  
estoit deu, la saisir & faire prendre par  
execution comme des biens de leur deb-  
iteur. 751.

3 Defences à ladite requeste des enfans  
dudit debiteur, nepueux & heritiers v-  
niuersels de leur ayeul mere à iceluy de-  
biteur. 751.

4 Les creanciers n'impugnent autre-  
ment le testament de la mere dudit deb-  
teur: mais ils accusent la fraude d'iceluy  
auec la responce quant à ce desdits enfans  
defendeurs. 751.

5 Arrest de ladite Cour à Tholose, par  
lequel auroit esté dit, que ledit fils de-  
manderoit sadite legitime, ou bien que les  
creanciers estoient subrogez pour la de-  
mander & en poursuiure saisie & exe-  
cution sur icelle, en payement de ce que  
leur estoit deu par ledit fils, & iceluy  
appelé. 752.

6 Arrest pareil & semblable, pro-  
noncé iudiciellement de ladite Cour à Pa-  
ris, nonobstant autre & contraire arrest  
de la mesme Cour, au parauant par icelle  
donné contre les creanciers, & en faueur  
des enfans du sieur de Tholigny. 752.

### CHAP. XLI.

1 Prestre accensé deuant son Official,  
relaxé auec despens, dommages & inte-  
rests. 753.

2 Les mœurs & coustumes de la Fran-  
ce ne permettent point le Iuge Ecclesia-  
stique cognoistre d'autres choses. que des  
purement spirituelles, ou appartenans aux  
sacraments. 753.

3 Reponces dudit Prestre aux griefs de  
partie. 754.

4 Arrest de ladite Cour de Tholose,  
par lequel auroit esté dit qu'il auroit esté

abusement iugé par l'edit Official en ce  
qui concernoit la condamnation desdits  
dommages & interests. 753.

5. Ce que depuis en mesme hypothese  
ladite Cour de Parlement à Paris, auroit  
suiuy par autres quatre arrests d'icelle  
amenez. 755.

### CHAP. XLII.

1. Fait narré. 756.

2. Lequel par appel iugeât ladite Cour  
à Tholose ce que l'Official auroit permis  
la cotisation des sommes dont y estoit  
question sur les biens temporels des Pre-  
stres, qu'il y auoit abus, & qu'un surplus  
sa sentence sortiroit effect. 756.

### CHAP. XLIII.

1. Enquoy est dit consister l'abus pour  
ledit appel comme d'abus que dessus. 757.

2. Nostre saint Pere ne peut par pre-  
uention ou concurrence, au preiudice de  
l'ordinaire ou collateur patron, con-  
ferer benefices in partibus regni Fran-  
cie, & de telles & semblables prouisions  
est receuable l'appellation comme d'abus.  
758.

3. Comme fut dit par arrest de ladite  
Cour à Paris en la cause d'un regaliste.  
758.

4. Appel du Pape au futur Concile, non  
receu & moins usité à present en France,  
& pourquoy. 758.

### CHAP. XLIII.

1. En cas d'appel comme d'abus, apres  
les inhibitions en vertu d'iceluy faites,  
l'Euesque & son Official ont les mains  
liees ainsi que fut dit par arrests de Pa-  
ris y amenez. 759.

2. Pratique ordinaire, pour auoir abso-  
lution del excommunicatio des Officiaux.  
759.

## Table des Chapitres.

### CHAP. XLV.

1 Qui n'a point en deniers, faut qu'il le paye & patisse au corps, comment s'entend. 750.

2 Ce qui se fait avec cognoissance de cause, quelque espace de temps passé apres la condamnation, six mois apres pour le moins. 791.

3 Telles commutations de peines arbitraires, les Cours de Parlement quelques fois les reiettent. 761.

### CHAP. XLVI

2 Condamnation de ieusner au pain & Peau tous les iours par six sepmeines, & les Dimanches d'icelles aller à genoux, la teste nue, avec un cierge à la main, à la grande Messe de saint Sernin à Tholose, au lieu de commutation de peine. 762.

2 Ten ayant eu appel en la Cour auidit Tholose reformee par arrest d'icelle, apres plusieurs grandes raisons & fondements quant à ce touchez. 763.

3 De mesmes dit par arrest de Paris y datte. 765.

4 Quelque arrest qu'on puisse d'icelle au contraire alleguer & pretendre. 766.

### CHAP. XLVII.

1 Si le seigneur peut demander à l'acheteur autres droicts seigneuriaux que de son acquisition. 767.

2 Aucuns auroient estimé que non. 767.

3 Les autres au contraire & pour l'affirmative, en venant hypothecairement, en cedant par le seigneur ses actions. 767.

4 Dont est procedé ce que pour ce regard est dû segarder au pays de Poitou

sçavoir de contraindre le possesseur à luy payer le tout; & de mesmes la pratique du ressort du Parlement de Tholose en ce que concerne la voye hypothecaire, par laquelle le sieur est receu à poursuivre & demander tous devoirs à luy deux, tant par le tenancier que ses predecesseurs & aulseurs. 767.

### CHAP. LXVIII.

1 Droit d'aubaine appartient au Roy seul, & pourquoy. 768.

2 N'a lieu en Languedoc par privileges & exemptions de la Majesté du Roy. 769.

3 Ny aussi par mesmes privileges en la viscomté de Turenne, confirmez & approuvez par la Majesté à present regnant. 769.

### CHAP. XLIX.

1 Droit de bastardise appartenant aux hauts iusticiers, trou cas concurrens ensemble. 770.

2 Un desquels defaillans, les biens du feu bastard appartiennent entierement au Roy. 771.

3 Bastards peuvent faire testament aussi librement & assurement que ceux qui sont nez en loyal mariage: le Roy quant ils ont enfans, & ont disposé de leurs biens, n'y pouvant rien pretendre. 771.

4 Enfans naturels seulement ne succedent point à leur pere bastard, comme est l'usage de France que le bastard ne succede ny à pere, ny à mere, ny autres parens; ainsi qu'iceux pere & mere & autres parens ne luy peuvent succeder. 771.

5 Arrest quant à ce de ladite Cour de Parlement à Tholose. 771.

6 Arrest de Paris au contraire allegué, au plus pres discouru & examiné. 772.

## Table des Chapitres.

7. Conciliation & accord desdits deux  
arrests. 772.

### CHAP. L.

1. Testamēt d'un mineur de 25. ans. 774.
2. Autre & second postérieur testa-  
ment au susdit, par lequel la fille de son  
auteur est instituée héritière, sa prochai-  
ne parente, nō pas si proche toutesfois que  
les deux cousins germains, qu'il auroit in-  
stituez audit premier testament. 774.
3. Raisons & fondemens des successeurs  
ab intestat. 774.
4. Autres raisons & fondemens des-  
dits premiers héritiers. 774.
5. Demesmes autres raisons & fonde-  
mens de ladite dernière héritière. 774.
6. Arrest prononcé iudiciellement en la-  
dite Cour à Tholose, par lequel le testa-  
ment dernier déclaré nul, lesdits cousins  
en vertu dudit premier testament sont  
maintenus avec restitution de fruiſts &  
despens. 775.
7. Responce à ce qu'estoit tiré de Papi-  
nian. 775.
8. Arrest de la Cour de Parlement à  
Paris. 776.

### CHAP. LI.

1. Testament d'un François à Barcelon-  
ne. 776.
2. Confirmé par arrest de ladite Cour  
audit Tholose, par lequel la sentence du  
Seneschal fut confirmée, par laquelle les  
parties appointées contraires, la jouissance  
prouisionnelle auoit esté adiugée aux nep-  
veux héritiers instituteurs par ledit testa-  
ment. 777.
3. Deux tesmoins suffisans en un testa-  
ment, si la coutume du lieu ainsi le porte.  
777.

### CHAP. LII.

1. Legat de certaine somme à prendre  
sur autre somme plus grande que devoit  
au testateur un tiers qu'il nommoit. 778.

2. Cōtrouerse sur ce entre l'héritier &  
le légataire; & les fondemens d'icelle. 778.
3. Répliques de l'héritier. 779.
4. Responses du légataire. 780.
5. Sentence du Juge ordinaire pour le-  
dit légataire contre ledit héritier. 780.
6. Arrest de ladite Cour à Tholose por-  
tant confirmation de la sentence du Juge  
d'Appeaux au Viscōté de Turēne, confir-  
mant ladite sentence dudit Juge ordina-  
re. 781.
7. Decision communement reçue &  
approuvée par arrests desdites Cours à Pa-  
ris & à Tholose. 781.

### CHAP. LIII.

1. Fait narré. 782.
2. Fait & remonstrances de l'aîné des  
enfants. 782.
3. Responses au contraire des autres en-  
fants puisnez. 783.
4. Sentence du Seneschal ayant maintenu  
les quatre freres esgalement. 785.
5. Arrest de ladite Cour à Tholose con-  
firmatif de ladite sentence. 785.
6. Autre arrest pareil & semblable de  
ladite Cour à Paris en robes rouges. 785.

### CHAP. LIIII.

1. Narrative du fait. 786.
1. Different des parties avec les pñci-  
paux fondemens d'iceluy. 786.
3. Responses des filles contre leur frere.  
787.
4. Sentence du Seneschal, par laquelle  
sans avoir esgard au fideicommiss preten-  
du par ledit fils masle, toutes parties sont  
maintenues egatement en la possession de  
tous & chacuns biens de leur feu oncle.  
688.
5. Arrest de ladite Cour audit Tholose  
confirmatif de ladite sentence. 788.
9. Autres & pareils arrests de ladite  
Cour à Paris. 788.

## Table des Chapitres.

### CHAP. LV.

1. Donation faite par preciput & advantage emporte prohibition de rapport. 789.

2. Different & procez surce introduits. 789.

3. Sentence du Seneschal pour ladite prohibition en faueur de l'aisné. 790.

4. Arrest de ladite Cour à Tholose confirmatif de ladite sentence avec despens de l'appel. 790.

### CHAP. LVI.

1. Venalite d'offices, chose detestable & abominable. 791.

2. Ladite venalite interdite par nos Roys, sur les remonstrances des Estats, iusques aux diuisions des troubles & malheurs civils de la France. 792.

3. Qu'auroient apporté avec les affaires suruenus une telle encherre, qu'on peut voir & oculairement cognoistre. 792.

4. Se gardent les Aduocats & encores les plus fameux de quelque secousse, voyans leurs plus prochaines murailles brusler. 792.

5. L'arrest dit de Fauier de la Cour de Parlement à Paris par lequel la sœur demandant à son frere le rapport de l'office qu'il auoit eu par la resignation de leur feu pere, fut demise de sa requeste & fins que dessus. 793.

9. Les choses venues en bestat qui sont & qu'on les voit en attendant un meilleur, il est de besoin à y mieux aduiser & examiner de plus pres les affaires suiuant les occurrences d'iceux. 793.

### CHAP. LVII.

1. Rapport entre heritiers ou successeurs ab intestat de Droit ancien introduit, dont on peut lire quelques traces en & parmi les liures des Iuriscōsultes, pour ce regard par le droit nouveau & dont nous vsōs. 795.

2. De faire extention des mots particuliers à d'autres trop loingtains de la prohibition requise, seroit entierement abolir le Droit nouveau, & reprendre les arremens precedens d'iceluy. 795.

3. Procès & different sur le fait y narré. 796.

4. Le frere coheritier soustenant la prohibition au rapport de sa cōtité par la declaration dudit pere en faisant la donation d'icelle, au moyen de laquelle il auroit voulu & entendu, que le residu fust diuisé suiuant son testament. 796.

5. Raisons & fondemens au contraire d'autre frere coheritier iusstant ledit rapport deuoir estre fait nonobstant ladite declaration. 796.

6. Procez sur ce introduit. 796.

7. Compromis des parties pendant l'appel en la Cour, au dire de leurs Aduocats des plus fameux & experimentez en la Cour. 796.

8. Lesquels par leurs lods & sentence arbitrale confirment la sentence dudit iuge ordinaire, portant que ledit rapport seroit par l'aisné. 796.

9. Arrest du Parlement de Paris conforme à ladite sentence arbitrale & dudit iuge. 797.

1. Imputations à faire par les nepueux succedans en souches avec leurs oncles & tantes & biens de leur ayeul, mesmes venant du chef de leur mere predecedee. 797.

2. Ce qu'a lieu & procede en cas de repudiation de l'heredité maternelle. 798.

3. Pour ne pouuoir nier qu'ils ne soient enclos en son degré & en son lieu, iusques à succeder tous ensemble in stirpes. 798.

4. La cause originaire, encores que directement ne precede l'ayeul, plus considerable que celle qui suruiuent apres. 799.

5. Ce qu'auroit esté tousiours preiugé par ladite Cour à Tholose, par ce qu'autrement



## Table des Chapitres.

eroit fort iniuste, que les plus prochains d'un degré fussent faits de plus pire & d'escrieure condition. 799.

### CHAP. LIX.

1. Volonté iuste & parfaite des testateurs, requise en leurs testaments, & telle qui ne depéde que des mesmes testateurs. 800.

2. Testaments faits avec signes & interrogatoires du Notaire ou autre, bons & valables & comment. 800.

3. Approuver par ladite Cour à Tholose, quand les tesmoins y assistans ont esté enuoyez querir & prier par les testateurs d'y assister, & encores quand les mesmes testateurs ne sont point moribonds & à l'extremité de leurs iours. 801.

4. Conclusion docte & fort propre pour ce regard du seigneur le Caron. 802.

### CHAP. LX.

1. Testament d'une fille moindre de 25. ans,agée seulement de 18. à 20. mariee, sous puissance de pere, & à son descen sans enfans, impuigné de droit. 803.

2. Raisons pour la nullité dudit testament. 803.

3. Responce à ce que peut estre allegué au contraire. 803.

4. N'y a inconuenient que la femme soit en la puissance du pere & du mary pour diuers respects, se rapportans ensemblement à une mesme fin d'honneur & de-voir. 884.

5. Arrest quand à ce de ladite Cour à Tholose, par lequel tel & semblable testament auroit esté déclaré nul, & le pere comme plus proche appelé ab intestat 804.

6. Autre arrest de la Cour de Parle-ment à Paris tout au contraire, bien que

la femme ayant testé fut de Lyon, pays de Droit Escrit. 804.

7. Memoires aux liures precedentes re-marquer, qu'audit mesme Lyon la maxi-me que dessus du Droit Escrit pour la nullité dudit testament, estoit gardee & obseruee. 805.

### CHAP. LXI.

1. Bourgeois n'ayant enfans courtoisné par un galland. 806.

2. Moyens d'iceluy & procedure de fai-re pour paruenir à son dessein. 806.

3. Misiue du susdit galland pour indui-re ledit bourgeois à ce qu'il vouloit, cōme en fin il auroit fait. 807.

4. Ledit bourgeois decede apres auoir fait heritier le susdit, telle & semblable institution debatue comme captatoire par les successeurs ab intestat dudit feu bour-geois. 807.

5. Soutenemens de l'institution que des-fus par le susdit. 807.

6. Remonstrances au contraire és succes-seurs ab intestat. 807.

7. Cnemon se plaignant entre les morts. 808.

8. Sentence du Senechal, par laquelle ledit testament est déclaré nul, & sans auoir esgard à iceluy les successeurs legiti-mes maintenus. 808.

9. Arrest de ladite Cour audit Tholo-se confirmatif de ladite sentence avec des-pens. 808.

10. Autre arrest de pareil & sembla-ble en effect de ladite Cour à Paris. 808.

### CHAP. LXII.

1. Legat fait par le fils à la mere. 809.

2. Lettres de ladite mere pour nonob-stant l'acceptation dudit legat estre re-çue à debatre le testament fait par sondit fils, auquel elle auroit esté preterite. 809.

3 Fini

## du liure huitiesme.

3 Fins de non recevoir de la part de l'heritier institué. 809.

4 Repliques de ladite mere ausdites fins de non recevoir. 810.

5 Sentence du Seneschal portant condamnation contre ledit heritier, à bailler & deliurer à ladite mere le supplement de legitime, par elle subsidiairement demandé. 810.

6 Arrest de ladite Cour portant confirmation de ladite sentence. 810.

7 Autre arrest & contraire de ladite Cour à Paris. 811.

8 Constitution formelle expresse pour la decision du Droit dans le Code. 811.

### CHAP. LXIII.

1 Legat où & en quel lieu demandé. 812.

4 Aux personnes de qualité, nobles ou autrement constituées en dignité, le legat payable, au lieu & habitation, ou residence du legataire. 812.

3 Si les heritiers sont tenuz payer solidairement le legat delaisse par le deffunct en faueur de mariage, & encores l'interest du iour de la poursuite. 812.

4. Arrest de la Cour de Parlement à Paris pour l'affirmative avec un autre pareil & semblable de ladite Cour audist Tholose, & sans despens. 813.

### CHAP. LXIII.

1 Donation du mary ayant enfans du premier mariage, à une sienne seconde femme par contrat de leur mariage. 814.

2 Ladite seconde femme poursuivie par l'heritier dudit mary, pour contribuer par cottise, aux debtes dudit feu son pere second mary d'elle. 814.

3 Quant aux debtes estoit le plus fort de la question. 815.

4 Arrest de la Cour de Parlement à Paris, avec un de mesme & pareil de ladite Cour à Tholose, par le Caron rapporté. 815.

5 L'opinion de l'auteur touchant ledit arrest de Tholose. 815.

### CHAP. LXV.

1 Fuyars & rebelles à iustice chastiez, & comment. 816.

2 Arrest de ladite Cour à Tholose, à l'effect susdit du chastiment des susdits. 817.

3 L'Esque de Constance trouué desobeyssant à la Cour de Parlement à Paris, par arrest d'icelle condamné en grandes amendes, Et par autre arrest enuers la vesue du Comte d'Alinois, un gentilhomme de Poictou. 817.

4. De mesme un prisonnier, pour ne vouloir pronocer les paroles d'une simple amende honorable, en laquelle il avoit esté condamné, remis en prison, & depuis pillorié par quatre semaines. 817.

### CHAP. LXVI.

1 Condamnation de deux sequestres à rendre compte & prester le reliqua, dont l'un n'avoit rien administré, & moins parlant à luy prinse aucune charge de sequestre, faite seulement à l'autre qu'estoit avec luy avec enionction de luy faire sçavoir, ce qu'il n'aurait fait en aucune sorte. 819.

2 Arrest de ladite Cour audist Tholose portant reformation de ladite condamnation contre le susdit, qui fut mis hors de Cour & de proces. 819.

3 La principale faulse venoit du sergens qui avoit fait l'establissement, qui fut espargné quant aux despens, Et pour cause. 819.

## Table des Chapitres,

4 Arrest pareil & semblable de ladite Cour à Paris. 819.

5 De ce dessus fait mention ailleurs & depuis l'arrest y mentionné reconuré allégué apres au mesme Chapitre. 820.

### CHAP. LXVII.

1 Execution tortionnaire d'un sergent contre un laboureur. 820.

2 Arrest de Paris pour ce regard. 821.

3 Autre arrest de Tholose pareil & semblable. 821.

4 Bien que quelques ordonnances contre les debiturs ne s'observent point, il y est toutesfois par les Cours souveraines suivant les occurrences tellemēt pourvu que quelques peines des uns doivent servir d'exemple aux autres. 822.

5 Le laboureur favorable non seulement quant au fait de la justice, mais en tous autres endroits d'humanité & civilité à l'exemple de ce grand Capitaine Belisaire. 822.

6. Ceste faveur toutesfois non rapportable à la levée des deniers des tailles & autres impositions Royaux. 823.

7. Où le laboureur n'a autres gages que les aratoires, alors perquisition au préalable deüemēt faire, n'y a autre remede que d'accorder ou payer, & comment en cest endroit ladite Cour de Parlement à Tholose a accoustumé d'y proceder. 823.

### CHAP. LXVIII.

1 Accord de deux freres plus aisnez intervenant & consentant leur perē qui fait quelques retentions, entre autres des fruits sa vie durant. 824.

2 La disposition formelle de droit alléguée contre ledit accord. 825.

Ladite disposition accordée : mais allé-

guée au conty aïre la coustume generale de France qui portoït derogation en parti au principal d'icelle. 825.

4. Arrest pour ce regard de ladite Cour à Tholose. 825.

5. Ce qu'est dit du serment par un des feus Pr. sidents de ladite Cour hors d'usage à present, le demeurant de sadite décision demeurant en son entier, avec un arrest de ladite Cour de Paris à ces fins allégué. 825.

6. Sentence du Seneschal confirmative dudit accord & transaction. 816.

7. Arrest de ladite Cour à Tholose portant confirmation de ladite Sentence. 825.

8. Autre & semblable arrest de ladite Cour à Paris sur une hypothese, toutesfois un peu differente, & comment. 826.

### CHAP. LXIX.

1. Legat de mil escus laissé par le pere à la fille pour son dot & mariage. 828.

2. Laquelle est par luy apres mariee moyennant le dot de six cens escus deux tiers, sans autrement parler dudit testament ny d'autre droit quelconque. 828.

3. Apres le decez d'iceluy pere, qui faut cinq ou six ans apres son dit testamēt sans toutesfois y rien changer ny alterer ladite fille fait poursuite pardevant le Seneschal de ladite somme leguée, à tout le moins de ce qui luy restoit pour icelle parfaire contre l'heritier son frere. 828.

4. Lequel au contraire tendoit, veuladite constitution aux fins de non recevoir par des raisons par luy alleguées. 828.

5. Responce à ce de ladite fille demander. 829.

6. Sentence dudit Seneschal portant condamnation contre ledit feu heritier



## du liure huitiesme.

demilles livres tournois restantes dudit  
legat, en faueur de ladite demanderesse sa  
sœur. 829

7. Ladite Cour de Tholose par appel  
dudit heritier iugeant le proces, confir-  
ma ladite sentence & sans despens, le  
principal motif fondé sur la confession  
des parties, dont rezultoit ledit testateur  
pere auoir suruescu apres ledit mariage  
& susdit testament, dans son liex, sans  
aucun inconuenient à luy suruenü, sans  
routesfois faire autre & contraire dispo-  
sition. 830

8 Arrest dela Cour de Parlement de  
Paris tout au contraire susdit, fors que  
la demanderesse n'usoit point du raison-  
nement susdit, pour lequel principale-  
ment ladite demanderesse auoit gagné sa  
cause. 830

### CHAP. LXX.

1 Visite d'amy à un autre. 831.

2 Lequel signe vne vente que l'autre  
faisoit à un tiers, mesme d'une piece qui  
luy estoit hypotheeue pour l'assignation  
de certaine rente, sans autrement l'aduer-  
tir ny en parler en aucune sorte. 831.

3 Le susdit apres demandant ladite  
rente à l'acheteur susdit, il luy oppose la  
vente qu'il auoit faite du fonds par luy  
assigné pour icelle, & à son veu, seu &  
consentement, & veu icelle tend à fins  
de non recevoir, attendu mesmes son seing  
apposé en icelle & autres clauses en re-  
sultans. 832

4. Repliques dudit tesmoing deman-  
dant ladite rente. 831

5 Sentence du iuge ordinaire ou l'in-  
stance auoit esté introduite, par laquelle  
ledit defendeur, sans auoir eügard à ladi-  
te signature presuppsee comme dessus, est  
condamné à recognoistre & payer ladite  
rente avec despens. 832.

6 Arrest de ladite Cour à Tholose con-  
firmant ladite sentence. 833

7. Autre & pareil arrest de ladite  
Cour à Paris. 833.

### CHAP. LXXI.

1 Letestament du pere trouué nulle au  
proces d'entre deux freres, la voye ab in-  
testat entre eux ouuerte. 834.

2 L'acheteur d'un domaine de l'un des  
susdits conuenü en delaissement pour la  
moitié d'iceluy. 834.

3 L'autre frere vendeur appelé à ga-  
rend par ledit acheteur, iceluy acheteur  
impetre lettres en cassation de tout le con-  
tract de vendition à luy faite en cas que  
la moitié demandee luy fust eüuee. 834

4. Le frere aisné vendeur d'iceluy do-  
maine dit ne vouloir plaider : offrant ga-  
rantir l'acheteur de la moitié, & pour  
L'autre qu'estoit la demandee, rendre la  
moitié du prix, avec les loyaux costs, si  
point en y auoit, & au surplus cõtre ledit  
impetrant n'estre receuable. 834.

5. Remonstrances de l'acheteur contre  
son vendeur. 835

9. Arrest de ladite Cour à Tholose por-  
tant confirmation de nostre sentence com-  
me luge de Gauhae, qui auoit esté aussi  
confirmée par le Seneschal. 836

7. Autres deux & pareils arrests en  
pareille & semblable hypothese de ladite  
Cour. 836

### CHAP. LXXII.

1. Donation d'un fonds particulier fai-  
te à trois, à la charge & condition que si  
lesdits donataires venoient à deceder sans  
enfants nays en loyal mariage, ledit fonds  
retourneroit audit donateur, ou à ses hoirs  
& successeurs. 837

2 Un desdits donataires decede sans en-  
fants aparauant le donateur, à sauoir man-  
us y

## Table des Chapitres,

si sa cōtité retourne audit donateur sui-  
uans la retention contenue en ladite do-  
nation, ou bien demeure accreue, & ap-  
partient aux autres donataires. 837

3. Raisons & fondemens alleguez par  
les donataires suruiuans à l'autre dona-  
taire predecedé. 837

4. Raisons au contraire du donateur  
suruiuant. 837

5. Sentence du Seneschal, par laquelle  
la cōtité du predecedé est adingee par re-  
uersion audit donateur avec restitution  
de fruiets, depuis le deceds du predecedé.  
837.

6. Arrest de ladite Cour à Tholose,  
par lequel ladite sentence demeure con-  
firmee. 838

7. Autre arrest & pareil de ladite  
Cour de Parlement à Paris. 839

### CHAP. LXXIII.

1. Vn pere aduertý que son aîné se vou-  
loit marier à son plaisir & par amourettes  
(comme l'on dit) le fait appeller en iuge-  
ment, & proteste contre luy, où il le se-  
roit de l'exhereder, comme il l'exhere-  
doit pour lors. 840

2. Ce neantmoins ledit fils passe outre  
audit mariage. 840

3. Auquel ledit fils ayant vescu enui-  
ron deux ans entiers vient à deceder, son-  
dit pere suruiuant, & quelques enfans  
descendus dudit mariage. 841

4. Apres le deceds dudit fils, ledit pere  
fait son testamēt, & par iceluy narrati-  
ue fait de l'exheredation de son feu fils  
en continuant l'exheredation: il exhe-  
redoit à l'auantage d'iceluy enfans procrez  
dudit mariage, & d'iceluy & declarant  
qu'il n'entendoit point, que fussent tenus  
& reputez pour ses nepeux, descendants  
de son dit feu fils. 841

5. Estant decedé en ceste volōté au nom

desdits enfans est poursuyue la succēssion  
de leur ayeul, nonobstant l'exheredation  
pretendue comme nulle, & contre tout  
droit interuenue. 841

6. Et laquelle leur oncle fils à leur dit  
ayeul, & heritiers par luy instituez sou-  
stenoient par des raisons & authoritez  
par eux alleguees. 841.

7. Responſes à ce qu'on pouuoit amener  
au cōtraire de la personne desdits enfans.  
845.

8. Raisons par lesquelles ladite exhere-  
dation desdits enfans estoit debaue &  
impugnee. 842.

9. Nemo ex alterius facto exhe-  
redari potest, mesmes icy où l'effect de  
l'exheredation venoit à cesser apres la  
mort du fils. 844

10. Arrest de la Cour de Parlemēt  
de Paris, par lequel lesdits enfans auroiēt  
esté receuz avec leurs oncles à la succēssion  
de leur ayeul sans s'arrester à l'exhere-  
dation qu'il auoit faite d'iceux, n'y auoir es-  
gard à icelle. 844.

11. Le mesme arrest recité ailleurs sur  
une hypothese fort differente, & quelle.  
845.

12. L'auteur cōtrainct sur le doute par  
luy amené se remettre à ce qu'en est &  
peutestre de la verité des actes. 845.

### CHAP. LXXIII.

1. Empeschans les Notaires & tesmoins  
de venir prendre & assister aux testa-  
mens que les testateurs veulent faire.  
847.

2. Fait narré d'un des que dessus chargé  
de l'empeschement tel & semblable que  
dessus par luy donné. 847.

3. Sentence donnee prouisionnellement en  
la faueur des coheritiers du susdit char-  
gé tout seul seulement dudit empesche-  
ment. 448



4. La cause deuelue par appel en la Cour où le Procureur general du Roy ioint à icelle, les parties & ledit Procureur sont reuiez à articuler & versifier plus au longement. 848

5. Et se fait, les enquestes rapportees, reueilant clairement dudit emprehement par le dit seul donné, ne fut donné à la portion des coheritiers le fait dudit coheritier ne leur ayant plu preindistier. 850

6. Quant à la portion du chargé susdit fut arrachée d'entre ses mains, comme d'un indigne, au profit & faueur du fise, comme estoit ledit Procureur general auquel fut confiscuee. 849.

7. Arrest de ladite Cour à Tholose, par lequel la part du susdit chargé seul comme dessus, dudit emprehement donné à faire testament, qu'estoit la moitié del'heredité, fut confiscuee au profit de qui il appartiendroit, de sorte la somme de cent escus, qui furent adingez aux demandeurs qui auoient faite la descouuerte, & les autres deux coheritiers maintenus également en l'autre moitié, avec despens de la cause esquels leur autre susdit coheritier auoit esté condamné envers lesdits demandeurs, successeurs ab intestat, & sans autres despens. 851.

8. Parquoy en l'arrest estoit dit que ladite confiscation estoit faite au profit de qu'il appartiendroit. 849

CHAP. LXXV.

1. Donation faite par le pere à son fils aîné d trois qu'il en auoit euz lors en saueur de mariage de la cote part, & auant qu'à un autre de ses enfans, de tous ses biens presens & aduenus. 850

2. Desdits trois enfans en decede un, surmunté ledit pere donateur, lequel de cede apres sans autres enfans, ayant toutes fois fait testament, & par iceluy institué l'au-

tre fils dernier; entre lequel & sondit frere aîné donataire susdit, est men procède apres sur la taxation de ladite cote donnée, appartenant à l'aîné au moyen de ladite donation. 850

3. Pretensions d'iceluy fils aîné, sadite donation apportable au temps de la mort de leur pere, pour le moins au temps de son testament, auquel ils n'estoient que deux. 850

4. Et ainsi auoit esté iugé, & se faisant ladite cote taxée à la moitié, par arrest de ladite Cour à Tholose. 850

CHAP. LXXVI.

1. Arrest de la Cour de Parlement à Paris, par lequel les premiers creanciers auoient esté allouez premiers en ordre, tant pour le principal, arerages, que despens à eux adingez, encores que lesdits despens fussent adingez depuis la datte des obligations & hypotheques des autres creanciers. 851.

2. Ce qu'ils n'obtiendroient pas en ladite Cour à Tholose, où les despens ne viennent en allocation qu'apres les creanciers, qui ont la datte de leurs obligations & hypotheques precedente à l'adjudication d'iceux. 852.

3. Quant aux arerages est faite une distinction entre les arerages fauorables, & les arerages odieux. 852

4. Inques à estre faite pour ce regard difficulté sur les arerages des rentes volantes. 852

5. En fin passa qu'ils seroient allouez an par an, comme ils pouuoient estre poursuus & demandez, par arrest dit aux parties au mois de Septembre 1569. 852

CHAP. LXXVII.

1. Legas de la troisieme partie des me-  
n n ij

## Table des Chapitres.

bles & tous ses acquestes, qu'importe  
853.

2. Procez contre ledit legataire qui souffient les biens depuis le testament fait par le susdict, portant ledit legat donnez au mesme testateur par un sien parent y venir comme estans acquestes. 853

3. Responses à ce par les heritiers du defunct. 854

4. Compromis pour ce regard au dire de deux Aduocats en Tholose, qui unanimement prononcerent en faueur de l'heritier contre ledit legataire. 854

5. Dont appel releue en la Cour par ledit legataire, il en tombe, ladite sentence ayant esté confirmee avec despens moderez à douze escus. 855

### CHAP. LXXVIII.

1. Faut suivre un offre de toutes parts, sans en prendre une partie & laisser l'autre, autrement la corriger & changer. 855.

2. Arrests de la Cour de Parlement à Paris conformes à ce que dessus. 855

3. Autre arrest de la Cour de Parlement à Tholose pareil & semblable au susdit. 856

### CHAP. LXXIX.

1. Heritier par benefice d'inventaire, assignataire pour les droicts cedez, m<sup>rs</sup> & allouez en ordre d'allocation des ascendants, ladite qualite empeschant la confusion qu'autrement de Droit y pourroit estre. 857

2. Quant aux dommages & interets conuenus par contrat allouables par ladite Cour audit Tholose en dernier lieu apres toutes autres obligations & hypotheques, ainsi que par arrest qui est allegue au lieu que les autres Cours les alloient du

temps & datte des obligations principales. 857.

### CHAP. LXXX.

1. Moindre compromettant de ce seulement qu'il compromet, est dit & censé de droit estre lezè, parce qu'il n'en pouuoit estre appelle de mesme droit. 858

2. Ce qu'ayans esté abrogé en France, & esté aussi abrogé la nullite qu'on prenoit du seul compromis sans autre lesion. 859

3. Arrest de ladite Cour audit Tholose portant preingé de ce dessus expressement. 859

### CHAP. LXXXI.

1. Heritier intestat & vniuersellemment, à la charge de rendre l'heritage apres son decez à un sien fils, filieul & neveu du testateur, rend l'heritage en sa vie, & deuant le temps par le testateur prefix. 860

2. Pendant la vie & apres ladite restitution le fideicommissaire, auquel auoit rendu deuant le temps l'heritage, decede sans enfans, qu'est la cause que ladite heritiere, qui l'auoit ainsi rendu, impetre lettres Royaux en restitution en entier, cōtre ladite restitution par elle faite simplement, & sans reservation aucune. 860

3. Les successeurs ab intestat dudit fideicommissaire insistant au contraire, & tendans à fins de non receuoir. 860

4. Par arrest de ladite Cour audit Tholose, ils obtiennent, & ladite heritiere demise de l'effect & interuenne desdites lettres, sans preiudice à elle de l'usufruit reserué en faisant ladite restitution. 861

### CHAP. LXXXII.

1. Fait narré d'un passant en une hostellerie, & volé dans icelle de quelques habillements. 861

## du liure huitiesme.

2. Excuses de l'hoste l'ayant logé, principalement sur ce qu'il ne s'estoit chargé de la garde des habillemens qui luy auoient esté emportez & volez. 862.

3. Arrests de Paris par lesquels les hostes auoient esté condamnez à respondre des marchandises apportees dans leur logis, bien qu'ils ne s'en fussent expressement chargez de les garder. 862.

### CHAP. LXXXIII.

1. Autre & pareil fait que dessus d'un voyturier, venu loger en une hostellerie, & apres vole en ses marchandises, qu'il auoit deschargees dans l'estable d'icelle, qu'il auoit apres fermé à clef. 863.

2. Le marchand poursuuant ledit voyturier, & iceluy soy defendant, comme de cas fortuit, fait appeller l'hoste en indemnité, ledit voyturier fut condamné à la valeur de la marchandise prinse & receue dudit marchand, & ledit hoste à releuer ledit voyturier enuers ledit marchand par arrest de ladite Cour à Tholose. 864.

3. Autre arrest de ladite Cour à Paris pareil & semblable en effect au susdit. 864.

### CHAP. LXXXIII.

1. Detraction ordinaire es arrests de confiscation de ladite Cour à Tholose, de la troisieme partie des biens confisque, au profit de la femme & enfans du condamné si point en y a. 865.

2. Si l'exécution de telle detraction les amendes adiugees par mesme arrest doiuent estre payees, ensemble les despens & frais interuenus au procès auparavant icelle. 866.

3. Par arrest de ladite Cour audit Tholose, ladite troisieme declaree exempte de toutes autres & pareilles detractions que

dessus, & par ladite detraction de ladite troisieme, fait executer auant le payement desdites amendes & despens. 866.

4. Autre arrest de la mesme Cour pour les debtes actifs deuz à l'executé. 866.

5. Autre arrest à mesmes fins de la Cour de Parlement à Paris. 866.

### CHAP. LXXXV.

1. Fait narré prins de feu monsieur du Faur President en ladite Cour, personnage quand vint digne de toute louange 868.

2. Condamné pour s'estre tué soy-mesme sans aucune conscience de crime, duquel il n'auroit esté chargé, atteint, preuenu, ny conuaincu, son corps confisque, les biens aussi l'auroient esté par ceste reigle generale, qui confisque le corps, confisque les biens. 868.

3. Arrest de ladite Cour audit Tholose au profit de l'enfant appellant de ladite sentence, par lequel en ce que concernoit ladite confiscation des biens, l'appellation & ce mis au neant, le surplus confirmé, pour le regard duquel arrest est fait renuoy aux liures dudit feu sieur President sur les reigles de droit, qui auroit esté l'auteur, ou quoy que soit le principal moteur dudit arrest. 869.

### CHAP. LXXXVI.

1. Autre fait d'un homicide de soy-mesme ayant esté condamné estre pendu par les pieds, & en l'amende de quinze cens escus enuers le sieur, & le surplus des biens confisque. 870.

2. Par arrest de la Cour de Parlement à Paris, l'appellation & susdite sentence mise au neant, & déclaré n'y auoir lieu de confiscation, attendu la custume du pays d'Anjou, où confiscation

## Tables des Chapitres,

n'a point de lieu, & au surplus quant à l'amende pretendue excessiue, il seroit informé des biens du deffunct, pour la moderer ou laisser en l'estat, laquelle seroit prinse tant sur les meubles, qu'immeubles par desconfiture au sol la liure. 70.

3 En l'exécution d'un arrest de confiscation susdite, contre vn feu condamné qui auoit des biens hors le ressort, déclaré par arrest de ladite Cour de Tholose, lesdits biens hors le ressort où confiscatio n'a uoit lieu, n'estre compris: en icelle confiscation ordonnee par ledit arrest. 871.

4 Ce qu'auroit esté souuēt preiugé pour les immeubles: mais pour le regard des meubles, on n'auroit iamais douté qu'ils n'y fussent compris sur iceux: toutesfois l'amende premierement prinse où aucune en seroit adiugée. 871.

### CHAP. LXXXVII.

1 L'option par pactes de mariage, auant le cas de veufage baillee à la femme, de telle habitation es maisons de son mary qu'elle voudroit, comment se doit entendre. 872.

2 Arrest de la Cour de Parlement à Paris: par lequel auroit esté iugé que la veue auroit son habitation & demeure hors le principal hostel & manoir seigneurial du deffunct, quelque choix & option qu'elle eust par lesdits pactes de mariage. 873.

### CHAP. LXXXVIII.

1 Sur la custume de France, le mort saisi le vis, le sœur le Caron expressement apporté en ces propres termes. 873.

2 Pour contraindre vn orage impetueux d'un grand clabaudier contre nous, & sans occasion ny raison qu'il en eust. 874.

### CHAP. LXXXIX.

1 Cabanes du Lac preuenus de fausse monnoye, & d'auoir peureux son seigneur confesse le tout par son audition. 875.

2 Perquisition faite dans sa maison, trouuée en icelle des coings & autres outils, dont il vsoit à la fabric. tion de ladite fausse monnoye. 875.

3 Decede auant les confrontemens, & autre procedure, la confiscation de ses biens auroit esté poursuiue, & encores la damnation de sa memoire: à quoy estoit insisté par ses proches parens & successeurs ab intestat. 875.

4 Sur quoy le procès party en la Chambre de la Tournelle, departy à la grande Chambre, auroit passé à la confiscation de ses biens, contre ledit preuenus, & non à la damnation de la memoire d'iceluy, à laquelle ladite grand'Chambre inclinoit par remonstrances, & pourquoy. 875.

### CHAP. XC.

1 Biens donnez en contract de mariage par la femme au mary, & iceux apres rendus & redonnez par iceluy mary à sadite femme pour en faire & disposer comme auparauant, & nonobstant ladite donation qu'elle luy en auoit faite, si apres icelle femme en peut disposer à son plaisir en faueur d'un estranger, biē qu'elle eust vne fille unique de son mariage & au preiudice d'icelle. 876.

2 Responces du donataire dernier, de ladite seue mere. 877.

3 Le Seneschal par sa sentence casse la relaxation des biens faits par ledit feu pere à sadite seue femme au preiudice de leur dite fille, à laquelle les biens auroient esté adiugés comme fille unique de leur mariage. 877.

4 Dont

## Table des Chapitres.

4 Dont appel releué en la Cour par le mesme donataire, par arrest d'icelle ladite sentence cassée, les biens donnez furent adiugez à l'appellant, sauf à ladite appelée sa legitime en iceux. 878.

### CHAP. XCI.

1 Un pere de deux enfans, institue l'aîné d'eux son heritier uniuersel à la charge que ois viendrois à deceder sans enfans, luy substituoit son autre frere puîné, & audis puîné audis mesme cas, substituoit le posthume qu'estoit au ventre de sa femme & les siens, adioustant apres à mesme suite, & si omnes liberi decesserint sine liberis, substituo eo casu fratrem meum. 879.

2 Aduenu que ledit fils premierement institué heritier, seroit decedé ayât quelques enfans l'un d'esquels par testament il auroit institué heritier, & au demeurât pouruen autrement sur ses biens cōme bon luy auroit semblé, entre autres choses substitué à sesdits enfans decedans sans enfans, un leur cousin remué de germain, fils dudit frere dudit premier testateur, lesquels enfans dudit premier institué seroient bien tost apres decedez. 879.

3 voicy differens entre le fils second dudit premier testateur pere & substitué à son frere aîné, & le substitué par ledit premier fils heritier institué par ledit feu pere, avec les fondemens & raisons dudit fils second substitué par ledit pere à son dit frere aîné. 879.

4 Raisons & fondemens dudit cousin substitué par ledit fils premierement institué. 880.

5 Responces dudit premier substitué & frere au susdit aîné premierement institué. 880.

3 Ledit testateur pere & premier, estoit à la fin icy plus clairement expliqué,

par la clause suivante & dernière, par laquelle au casque tous les enfans decederoient sans enfans, il substituoit son frere. 880.

7 Arrest de la Cour audit Tholose, maintenant esdits biens & heredité d'une grand' equité & humanité, ledit second fils du testateur, substitué à l'aîné & premier son dit frere, sauf en quarte legitime & Trebellianique, dont ledit premier pouuoit disposer; esquelles elle auroit pareillement maintenu ledit substitué par luy en son dit testament à ses enfans decedez en pupillarité, leur mere estant morte auparauant, & sans despens 881.

8 Autre arrest de la mesme Cour de mesme humanité & equité. 881.

9 Qu'auroit lieu entre enfans descendans en ligne directe, & non entre collateraux & estrangers. 882.

### CHAP. XCII.

1 Droit d'innestir appartient au propriétaire, les fruits reuenus & emolumens appartenants au fructuaire. 883.

2 Jusqueslà, que s'il y a quelque fonds, que pendant & durant l'usufruit vienne à tomber en commis, l'usufruituaire iouyra d'iceluy sa vie durant, & apres sa mort retournera & appartiendra tel & semblable cōmis audit propriétaire, quelque chose qu'on ait voulu dire & philosopher au contraire. 883.

3 L'installation & creation des Officiers pour exercer & administrer la Iustice iugee par arrest dudit Tholose à l'usufruituaire. 883.

4 Bien que par autre arrest precedent, le susdit eust esté dit par la mesme Cour que le propriétaire & l'usufruituaire, ensemble creeroient & mettroient ensemblement Officiers, & receuroient le serment des Consuls & Jurats du lieu,



## Table des Chapitres.

qu'auroit semblé à l'auteur fort iuridique. 884.

### CHAP. XCIII.

1 Par pactes de mariage, deux se remariants ensemble, font donation respectiue de l'un à l'autre, & au survivant des deux de tous & chacuns leurs biens, sous expresse condition & charge, que l'ainsi survivant demeureroit & seroit tenu demeurer en viduité sans se remarier autrement, & qu'audit cas tel survivant ne se contenant en viduité ladite donation fust nulle, & sans s'en pouuoir aucunement preualoir, n'y aider en aucune façon. 886.

2 Ladite femme ayant surueſcu s'estant nonobſtât tout remariée, fait appeller en maintenuë de tous & chacuns biens de ſondit feu mary & par luy donnez, les heritiers d'iceluydit mary au moyen, & en vertu de ladite donation. 886.

3 La condition y contenuë de ne se remarier, comme nulle, viciueſe, & contre les bonnes mœurs. 886.

4 Fondements & raisons quant à ce de ladite femme. 887.

5 Reſponces des heritiers & ſucceſſeurs dudit feu mary. 887.

6 Eudoxie par ſon fait auroit trompé & ſupplâtèle Patriarche, & comment. 887.

7 L'invitation à continence, n'impoſe point de loy pour ne se remarier point, ainſi pluſtoſt un moyen, reigle, & comme meſure de se marier, & auant ce faire y penſer quant à ce. 888.

Contracts ſont reſpectiuement obligatoires. 888.

9 Nouvelle de Iuſtinian abrogeant le Droit ancien. 889.

### CHAP. XCIII.

1 Tenäciers & poſſeſſeurs offrent payer les arrearages de la rente conſtituee en eſcus

ſol, à la raiſon de la valeur de l'eſcu au temps que les terres auoient eſté infeudees & baillées à cenſines, avec leurs fondements & raiſons. 891.

2 Au contraire le ſeigneur ſouſtenoit n'eſtre tenu recevoir payement en autre forme de payement accordé & conuenü, avec ſes fondements & raiſons. 892.

3 A bien peſer & examiner le tout, l'augmentation du prix du temps preſent remet à la meſme raiſon du paſſé. 893.

4 Arreſts de la Cour de Parlement à Paris, par leſquels auroit eſté dit que les creäciers faiſoient à payer en meſmes eſpeces d'eſcus conuenus & accordez, ou bien en autre ſorte de monnoye à la raiſon & valeur qu'auoit cours au temps du payement & non du contract. 893.

5 Arreſt de la Cour de Parlement à Tholoſe rapporté par le Caron, & de meſmes par ſen Moſieur Barail en ſes diſſ. Memoires, toutesſois fort conſuſement. 893.

### CHAP. XCV.

1 Moyens de l'action & hypotheque de la femme contre les tenäciers & detemp-teurs des biens de ſon feu mary, alienez depuis autres & precedentes alienatiōs que ſondit mary luy auoit fait faire, ou pluſtoſt elle meſme auroit fait de ſon coſſentement à pluſieurs & diuers tenanciers. 896.

2 Les actionnez & conuenus peuuent entrer en indicatiō des derniers pour ceux pouuoir pourſuiure aux perils & fortunes de l'indicant. 896.

3 Arreſt de la Cour quant à ce du Parlement de Tholoſe. 896.

4 Suivant la doctrine du praticien Maſuere, ſuyuie ſouuent en ladite Cour. 897.

### CHAP. XCVI.

1 Confirmation par arreſt d'une ſentence du Seneschal en & pour l'exécution

## Table des Chapitres.

d'icelle, icelluy Senechal ne peut commettre ou subroger autre qu'un Officier de son ressort. 897.

2 Arrest quant à ce de la Cour donnant comme reglement publicque aux Officiers, & Iuges subalternes. 897.

### CHAP. XCVII.

1 La clause des obligations de deux ou plusieurs sans diuision produit obligation & effect solidaire. 899.

2 Mais aussi sans ces mots, ou equipollans en effect, nullement. 899.

3 Depuis les arrests y alleguez, encores que tels mots ne fussent couchés es obligations, l'obligation simple d'un chacun seul & pour le tout par autres arrests ensuiuis, les ainsi obligés auroient esté condamnés solidairement, & l'un d'iceux condamné à payer solidairement le tout, sauf son recours. 899.

4 Mais au contraire sans difficulté en ladite Cour à Tholose, on s'arreste au premier arrest de Paris, du 19. Decemb. 1527. suiuant lequel elle iuge ordinairement. 899.

5 Autre arrest de la Cour du lit Paris portant vne limitation à ce dessus: sçauoir quand aux obligés pour un bail à ferme, l'un pour l'autre & un seul pour le tout, res qu'il n'y eust renouation au benefice de diuision: toutesfois l'un est François, & l'autre Flamend ou d'autre estrange pays: car alors l'execution solidaire contre ledit François tiendrait. 899.

### CHAP. XCVIII.

1 Ladite clause sans diuision, ou autre equipollant ne peut estre estenduë en la grosse, & de pesche que le Notaire en fait à parties en vertu & au moyen de la diuision, & cetera, trouuee & mise en la minute & scede de l'original, avec un ar-

rest de Paris quant à ce amené. 900.

2 De mesme autre arrest pareil & semblable dudit Tholose. 901.

3 En cas qu'en payant le debte, celui des obligés qui paye n'auroit la cession des droicts & actions du creancier, n'a recours contre les autres, que pour la part & portion de chacun, avec arrest de Paris à ce allegué. 901.

### CHAP. XCIX.

1 Les Ecclesiastiques beneficies en l'Eglise en possession & liberté de prendre & iouir des fruits de leurs benefices, & disposer d'iceux comme bon leur semblera, tant qu'ils viuent & tiendront leusdits benefices. 903.

2 Ce qu'estoit autrement anciennement & en la primitive Eglise, & cōment. 903.

3 Plainte de saint Hierosime pour ce regard. 904.

4 La liberté dece siecle corrompu iugee difficile, des bouches, & desfreiglee. 905.

5 Quelle diuision desdits fruits se fait & peut faire à present, entre le successeur & titulaire au benefice, & les heritiers du defunct predecedé. 905.

6 Le successeur au benefice sinon par resignation n'est tenu demeurer à l'absence faite par le feu defunct beneficier. 906.

7 Raisons & fondemens de l'aduis d'aucuns qui auroient pensé soustenable tous les fruits du reuenue Ecclesiastique de l'annee commencee, mais non encores acheuee, estre pour le moins & deuoir estre transmis aux heritiers & successeurs du defunct predecedé. 906.

8 Autres raisons & meilleurs fondemens de ceux qui auroient fait diuision desdits fruits à raison & portion du tēps que le beneficier a tenu & deseruy le benefice, qu'est autrement en bon langage, aura vescu. 906.

9 An fructus ratione iuris, an ratione oneris tribuantur. 907.

āāā ij

## Table des Chapitres

10. Ne faut point que les labours d'autrui portent profit ne commodité aux autres. 908.

11. Ladite opinion diuisant les fruits au prorata du temps entre les susdits preiugee par plusieurs arrests. 909.

12. Comment se doit prendre & entendre l'an auquel ledit beneficiier seroit decédé. 910.

13. L'opinion du Sieur le Caron, quant à ce suivant ce qu'il en auroit veu iuger. 910.

14. Trois temps constituez diuersement par plusieurs pour ce regard. 910.

15. Ledit premier temps du commencement de l'annee, de la cueillette, ou reps de la recolte des fruits, avec les raisons & autoritez quant à ce. 910.

16. La creation du monde auoir esté au temps que les fruits estoient prests & meurs, & pourquoy. 910.

17. Pour ledit premier temps, preiugez de la Cour de Parlement à Paris. 912.

18. L'autre & second temps du iour de la prise de possession dudit benefice, avec les raisons & fondemens pour ce regard & preiuge de ladite Cour à Paris. 912.

19. Plus droicturiers & raisonnables estimez ceux qui en ceste diuision des fruits prennent le commencement de l'an du mois de Ianuier selon la comptatiō ordinaire. avec les autoritez & fondemens quant

à ce amenez. 914.

20. Ainsi pour ladite diuision, commencer l'andu premier de Ianuier auroient esté iugé par arrest de la Cour à Paris par reiglement, & avec grand' cognoissance de cause. 914.

21. Qu'est un vray reglement & droit plus certain, quelques autres & posterieur preiugez, qu'on puisse alleguer. 915.

22. Qu'auroit esté suuy par l'autheur mesme en accordant deux notables seigneurs par luy nommez sur semblable different, conformemēt aux preiugez, qu'il en auoit entendu estre faits en ladite Cour à Tholose. 915.

C.

1 Des bons foibles & simples commencements, les issues quelquesfois fort mauuaises, dures, & fortes. 917.

2 Narrative du fait. 917

3 Grande pour lors la crainte qu'on auoit de la Iustice, & grand le respect qu'on portoit aux Ministres d'icelle. 919.

4 Par arrest à Menaud prisonnier ouuertes les prisons, par vne grand' douceur & clemence. 920.

5 Grandes desolutions toutes les annees au iour de Pasques à cause de la pretendue coustume, sur laquelle la Cour bien que contestee apertement, n'auroit ordonné chose quelconque. 921.

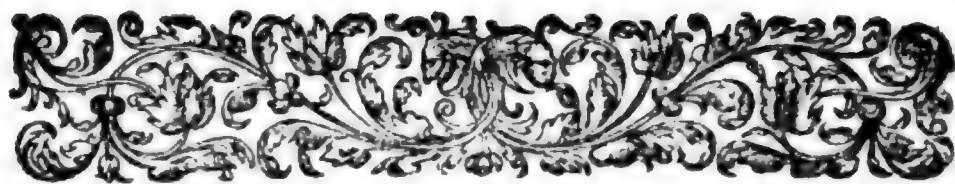


TABLE  
UNIVERSELLE ET  
SOMMAIRE DES TITRES ET  
ARGVMENTS DE CE PRESENT TOME.

*Le premier nombre denote le Chapitre,  
le second la page du liure.*

**D**es Testamens, substitutions, fideicommiss, legats & exheredations *lib. 6. cap. 1. pag. 3. 2. 7. 5. 12. 7. 17. 8. 21. 10. 25. 11. 27. 12. 29. 15. 39. 16. 41. 21. 67. 74. 234. 76. 245. lib. 7. cap. 1. pag. 315. 2. 320. 5. 331. 9. 335. 7. 339. 9. 349. 10. 352. 11. 354. 12. 359. 14. 364. 15. 368. 16. 369. 17. 372. 18. 377. 19. 379. 20. 381. 27. 403. 28. 407. 29. 411. 88. 595. 89. 597. lib. 8. cap. 1. pag. 655. 2. 668. 8. 679. 10. 685. 37. 743. 50. 773. 51. 776. 52. 778. 53. 782. 54. 786. 59. 800. 60. 802. 61. 806. 62. 809. 63. 81. 69. 827. 71. 833. 73. 839. 77. 853. 81. 859. 91. 879.*

Des donations, reuocations, & insinuations, *lib. 6. cap. 3. pag. 9. 9. 23. 10. 25. 13. 32. 14. 33. 57. 159. 58. 169. 59. 171. 61. 182. 63. 190. 64. 195. 65. 203. 66. 209. 67. 213. 68. 217. 69. 219. 70. 223. 71. 228. 72. 231. 73. 232. 83. 264. 84. 582. 85. 589. 92. 607. 93. 619. lib. 8. cap. 9. pag. 683. 32. 733. 33. 736. 64. 814. 72. 836. 75. 849. 90. 876. 93. 886.*

Des vefues augment & secōdes nopces, *lib. 6. cap. 3. pag. 9. 4. 10. 6. 15. 17. 51. 24. 70. 54. 152. lib. 7. cap. 55. pag. 489. lib. 8. cap. 87. pag. 872.*

Des transactions, rescisions, & restitutions *lib. 6. cap. 18. pag. 55. 40. 116. lib. 7. cap. 65. pag. 518. 74. 547. lib. 8. cap. 68. pag. 524.*

Des meres, *lib. 6. cap. 19. pag. 61. 60. 175. lib. 7. cap. 3. pag. 324. 4. 329. 6. 335.*

De la legitime, *lib. 6. cap. 20. pag. 63. 21. 65. 22. 66. lib. 7. cap. 8. pag. 34. 24. 390.*

## Table.

Des fermes & amendes, *lib. 6. cap. 25. pag. 73. 26, 77.*

Des ventes engagemens & hypothèques, *lib. 6. cap. 27. 83. 29. 87. lib. 7. cap. 56. pag. 491. lib. 8. cap. 70. pag. 831. 95, 896.*

Des lods & ventes, *lib. 6. cap. 23. pag. 85. 32, 94. lib. 7. cap. 100. pag. 649.*

Des prescriptions, *lib. 6. cap. 30. pag. 89. 31, 92. 34, 99. 36, 103. 87, 275. lib. 7. cap. 59. pag. 495. 60. 500. 61, 503. 62, 509. 63, 511. 64, 513. 65, 518. lib. 8. cap. 35. pag. 740.*

Des emphyteotes, *lib. 6. cap. 36. pag. 103. 38, 109. 53, 149. lib. 8. cap. 18. pag. 702.*

Des cēs, rétes, arrerages, fiefs & autres droicts seigneuriaux *lib. 6. cap. 35. pag. 101. 37, 107. 53, 149. lib. 7. cap. 99. pag. 647. lib. 8. cap. 18. pag. 702. 19, 705. 20, 706. 47, 766. 92, 882. 94, 891.*

Des affairements & societez, *lib. 6. cap. 39. pag. 112.*

Des peines, crimes & confiscations, *lib. 6. cap. 40. pag. 116. 54, 152. lib. 7. cap. 23. pag. 386, lib. 8. cap. 11. pag. 687. 12, 689. 46. 762. 74, 847. 84, 865. 85, 867. 86, 869. 100, 917.*

Des mineurs, *lib. 6. cap. 41. pag. 119. lib. 7. cap. 42. pag. 455. lib. 8. cap. 36. pag. 742.*

Des criées, saisies, discussiōs, executiōs & decrets, *lib. 6. cap. 42. pag. 121. 43. 124. 44. 127. 15. 129. 47, 134. lib. 7. cap. 30. pag. 413. 73, 543. 74, 547. 75, 550. 76, 555. 77, 557. 78, 561. 76, 563. 80, 565. 81, 567. lib. 8. cap. 66. pag. 818.*

Du retraict lignager & conuentionnel, *lib. 6. cap. 46. pag. 132. lib. 7. cap. 31. pag. 415. 32, 421. 33, 429. 34, 433. 35, 436. 36, 441. 37, 443. 38, 445. 39, 448. 40, 451. 41, 453. 42, 455. 43, 458. 44, 460. 45, 462. 46, 464. 47, 466. 48, 468. 49, 474. 50, 476. 51, 478. 52, 480. lib. 8. cap. 15. pag. 695. 21, 710. 22, 711. 34, 737.*

Des oppositions & tortionnaires exploits, *lib. 6. cap. 48. pag. 137. lib. 8. cap. 26. pag. 721. 66, 818. 67. 820.*

Des tuteurs, tuteurs, curateurs, & reddition de cōpte, *lib. 6. cap. 49. pag. 139. 50. 142. 51, 145. 52, 147. 56, 157. 94, 299. lib. 7. cap. 25. pag. 396. 26, 399. lib. 8. cap. 13. pag. 691.*

Des salaires, *lib. 6. cap. 55. pag. 154. 87, 275. 88, 279. 89, 281.*

De l'equité, *lib. 6. cap. 62. pag. 188.*

Des alienations, *lib. 6. cap. 75. pag. 236.*

Des deposts, prests, creāciers & debiteurs, *lib. 6. cap. 76. pag. 245. 84, 267. lib. 7. cap. 8. pag. 343. 22, 383. 24, 390. lib. 8. cap. 39.*



## Table.

*pag.* 747. 40. 751. 45, 760. 46, 762. 97, 898. 98, 900.

Des actes, contractz, stipulations, & instruments, des faussetez & nullitez, *lib.* 6. *cap.* 77. *pag.* 251. 78, 253. 79, 255. *lib.* 7. *cap.* 66. *pag.* 520.

Des presomptions, *lib.* 6. *cap.* 80. *pag.* 257. *lib.* 8. *cap.* 17. *pag.* 700.

Des depositions, tesmoins & tesmoignages, *lib.* 6. *cap.* 81. *pag.* 259.

Des fins de non recevoir, *lib.* 6. *cap.* 82. *pag.* 262.

Des confiscations, *lib.* 6. *cap.* 85. *pag.* 262.

Des remissions & graces, *lib.* 6. *cap.* 86. *pag.* 271.

Des successions, representations & partages, *lib.* 6. *cap.* 90. *pag.* 283. 91, 289. 92, 291. 93, 295. 95, 301. 96, 303. 97, 305. 98, 307. 99, 308. 100, 311. *lib.* 7. *cap.* 21. *pag.* 382. 94, 623. 95, 627. 96, 633. *lib.* 8. *cap.* 57. *pag.* 795. 58, 797. 88, 873. 89, 874.

Du droit d'Aubeine, *lib.* 6. *cap.* 98. *pag.* 307. *lib.* 8. *cap.* 48. *pag.* 768.

Des bastards, *lib.* 8. *cap.* 49. *pag.* 770.

Des Religieux, Cordeliers & causes pies, *lib.* 7. *cap.* 13. *pag.* 62. 18, 377. 86, 591. 97, 637.

Des priuileges, *lib.* 6. *cap.* 15. *pag.* 39. *lib.* 7. *cap.* 53. *pag.* 485. 57, 492. 58, 493. 97, 637.

Des accroissements, *lib.* 7. *cap.* 54. *pag.* 487.

Des cedulaes chirographes & lettres missiues, *lib.* 7. *cap.* 56. *pag.* 491. 67, 525. 68. 527. 69, 531. *lib.* 8. *cap.* 29. *pag.* 727.

Des distributions de deniers & preferences. *lib.* 7. *cap.* 53. *pag.* 485. 57, 492. 58. 493. 70, 535. 71, 537. 72, 541. *lib.* 8. *cap.* 76. *pag.* 851. 79, 857.

Du dot, douaires, augments & fruits d'iceux, *lib.* 7. *cap.* 82. *pag.* 571. 98, 945. 100, 649. *lib.* 8. *cap.* 11. *pag.* 687. 12, 689.

Des benefices matieres beneficiales iurisdictiones Ecclesiastiques, & appellations comme d'abus, *lib.* 7. *cap.* 83. *pag.* 575. *lib.* 8. *cap.* 3. *pag.* 690. 4, 672. 5, 673. 6, 674. 41, 753. 42, 755. 43, 757. 44, 759. 99, 903.

Des offres & acceptations, *lib.* 7. *cap.* 87. *pag.* 593. *lib.* 8. *cap.* 78. *pag.* 855.

Des cessions & transports, *lib.* 7. *cap.* 90. *pag.* 599. *lib.* 8. *cap.* 21. *pag.* 710. 34, 737.

## Table.

- Des euictions & garendies, *lib. 7. cap. 91. pag. 603.*  
Des dixmes, *lib. 7. cap. 97. pag. 637.*  
De l'usufruit, *lib. 8. cap. 7. pag. 679. 38, 745. 92, 882.*  
Du droit d'alluion & autres Droits prediaux, *lib. 8. cap. 14. pag. 963.*  
De la mort & la preuue d'icelle, *lib. 8. cap. 16. pag. 697. 17, 700.*  
Des excommunications, *lib. 8. cap. 23. pag. 713.*  
Des vendanges, *lib. 8. cap. 24. pag. 716.*  
Des procureurs, *lib. 8. cap. 25. pag. 719.*  
Des Sergens, *lib. 8. cap. 26. pag. 721. 66, 818. 67, 820.*  
Des Pareatis, *lib. 8. cap. 27. pag. 723.*  
Des pleiges & cautions, *lib. 8. cap. 28. pag. 724. 30, 729.*  
Des Notaires, *lib. 8. cap. 31. pag. 730.*  
Des Offices, Officiers & iurisdctions, *lib. 8. cap. 56. pag. 791. 96, 897.*  
Des rebelles à Iustice, *lib. 8. cap. 65. pag. 818.*  
Des compromis, *lib. 8. cap. 80. pag. 858.*  
Des hostes & hosteliers, *lib. 8. cap. 82. pag. 861. 863.*

LA



L A

SECONDE PARTIE  
DES SINGULIERES ET NOTABLES  
QUESTIONS DE DROICT  
Escript.

*Decises ou preiugees par Arrests memorables de la Cour  
Souueraine du Parlement de Tholose.*

*Auec la conference des Iugements & Arrests interuenus sur  
mesmes subiects, és pays de Droict Escript, & des autres  
Parlements & Cours Souuerainés de ce  
Royaume de France.*

---

L I V R E S I X I E S M E.

C H A P I T R E P R E M I E R.

- 1 *Declaration d'un testateur confessant deuoir certaine  
somme, à un certain personnage qu'il nomme, s'il n'en  
apparoist autrement, a force & effet de legat ou fidei-  
commis.*
- 2 *Ce qui procede és personnes capables, & non interdites  
à receuoir legs ou fideicommiss, pour le regard desquelles  
est faite autre distinction.*
- 3 *Et encores n'a lieu quand il y a serment, encores que  
seulement rapporté du testateur pour la debte confessee  
au creancier.*

A

2      *Notables Questions de Droit Escrit.*

- 4 Et tellement qu'ès personnes incapables du legat, auxquelles on ne le peut faire, pour la confession susdite du testateur ayant trouué bon agir pour la somme confessée, sont vaincues, & succombent pour n'auoir fait preuve de leur dette, ne pourront pas apres reuenir à faire poursuite à cause du legat.
- 5 Tout au contraire des autres personnes capables, & non autrement interdites, qui pour auoir succombé en une voye ne seront forcloses de l'autre.
- 6 Octacilia paillarde deboutée de la poursuite de la dette confessée par son paillard en son testament, durant mesme la vie du confessant.
- 7 Et de mesmes ne procederoit ce que dessus en confession faite par erreur, & le testateur confessant, le pensant vray-semblablement ainsi, contre la verité toutesfoi.
- 8 L'erreur tolerable pour cause, in facto proprio, mesmes quand il est question de damno vitando.
- 9 Et iusques-là que plusieurs auroient voulu restreindre les resolutions generales pour ladite confession que dessus, au cas seulement qu'il n'apparoistra d'aucune dette, de tant petite somme qu'elle fust, car autrement l'augmentation du testateur ne viendrait en aucune consideration, & ladite raison pourquoy.
- 10 Comment procede la question de Alterutro.
- 11 Preiugé conforme à ce que dessus de la Cour de Parlement de Tholose, en l'hypothese y amenee, & resolution suyuant iceluy faicte.
- 12 Maistre Jacques de Ferrieres, un des plus fameux & signalez Aduocats de la Cour.



EPRENANT les erres de nostre precedat & dernier liure, nous continuerōs encores la matiere des legats testamētaires, ramēteuant à cest effect, ce que le Iurisconsulte Scæuola auroit respondu en quelques en-

a l. Lucius §. quisquis de leg. 2. Et l. Aurelius §. pen. Et §. fin. D. de liber. legat.

droits<sup>a</sup>. Sçauoir que la declaration faicte par le testateur à son heritier par laquelle il confesse deuoir à certains tiers, qu'il dit estre ses oncles, certaine somme d'argent qu'ils luy auroient prestee<sup>1</sup>, laquelle il vouloit incōtināt leur estre rendue & payee, ores mesmes qu'il n'apparust autrement de la verité de la debte, ne donne point droit aux legataires de pouuoir agir pour icelle, *actione ex mutuo*, comme de chose à eux deuē, mais seulement doit de la demander comme legat ou fideicommiss, qu'il appelle: Et

- 2 bien que le mesme Iurisconsulte ne vueille point qu'on croye indifferemment au testateur, faisant telles & semblables declarations, ou plustost confessions si est-ce pourtant qu'il a esté d'aduis qu'elles valloient comme legats ou fideicommiss, Ce qui est fort notable, lors qu'elles sont faites en faueur des personnes capables des legs & fideicommiss: Car autrement si c'estoit pour gratifier vne seconde femme, au preiudice des enfans du premier liēt, ou autres incapables en fraude de la loy, on n'y doit auoir aucun esgard, comme estans tels legats frauduleux & excogitez pour tromper la loy, si le legataire ou fideicommissaire ne faict apparoir de la debte confessee & declaree, estant considerable que le mesme Iurisconsulte vient à remarquer, que si les susdites declarations pour le regard des personnes capables de prendre par testament, n'ont aucune force de preue, & n'inferent point que la chose soit veritablement deue, elles prouueront encores moins la debte pretendue, lesdites personnes estāt du nombre des incapables; Ce qui n'est toutesfois si general, qu'il ne reçoie ceste limitation, au dire du mesme Iurisconsulte, quād le testateur rapporte qu'il s'est obligé par serment au creancier à rendre celle somme; en ce cas le creancier bien qu'il soit destitué de toute autre preue, fors que de la confession du testateur, on y doit demeurer à cause de la Religion du serment, laquelle ne permet pas qu'on en doute: <sup>b</sup> D'où a esté tiree vne dif-

b l. cum quis decedens. §. Codicillis de leg. 3.



## Notables Questions de Droit Escrit.

4

ference entre les personnes, à qui librement on peut donner, & celles à qui il est interdit de leguer, qui est que si celles-cy se fondans sur la confession susdite d'un testateur ont agi pour le recouurement de la somme confessée, *ex debito*, & qu'elles soiēt vaincues en ceste poursuite, pour n'auoir fait preuue de la debte, elles ne seront pas receues apres à redemander la mesme chose, par la voye de l'action testamentaire. Quant aux autres auxquelles il est loisible de receuoir & d'accepter dōs & legs, ores qu'elles soiēt excluses de la demande de la debte, elles ne seront pourtāt deboutees ny forcloses du legat, ainsi que mesme Scæuola respōd ailleurs, <sup>c</sup> Dōt ne s'esloigne pas beaucoup le fait rapporté par Valere le Grand, Sçauoir qu'ayant Varo, detenu d'une griefue maladie, reconnu par son testamēt qu'il deuoit à Octacilia sa paillardie, vne notable sōme d'argent, estāt apres reuenu à conualescēce, & ayant sur la demāde que ceste fēme luy faisoit de ceste sōme par vertu de la cōfession escrite dans sondit testament, representé, qu'il n'auoit oncques riē deu à ceste courtisāne, & que c'estoit vn artifice duquel il auoit vsé, induit & suborné par elle, afin d'empeschier que sa dispositiō ne fust point debatue veu la qualité de ladite Octacilia: ces raisons furent de tel poids que C. Aquilius apres auoir pris aduis des notables Iuriconsultes qui l'assistoient en ce iugement, debouta par sa sentence Octacilia de sa demande, Ce qui eust eu lieu à mon aduis, apres la mort de Varro, si ses heritiers eussent entrepris, d'arguer de fraude & pratique contre les loix, ceste recognoissance de debte: Nostre Accurse d'apporte à la resolution de ceste question vne autre limitation tiree des authoritez qu'il allegue, qui est quand il seroit prouué & verifié que le testateur l'auroit ainsi dit, déclaré & confessé par erreur, & pensant le contraire de la verité, d'autant qu'alors *errore lapsus*, *nullam censeri potest dispositionem, nec quidem legatum fecisse*, prenant pour fondement de ceste decision, ce que se trouue, l'Empereur Antonin auoir ailleurs escrit, Que la confession erronee d'un testateur n'opere point les effects d'une vraye disposition, & ne fait aucun preiudice à ses heritiers: On presume que la confession est telle quand la debte est de si vieille & antique datte, que le testateur a vray-semblablement peu-

Lucius Titius. §. Sempronius de leg. 3. ff.

l. 1. C. de caus. reiect. leg.

- 8 perdre la memoire de la quantité de la debte pretendue, ou des payemens par luy faits, pour laquelle raison, l'erreur & l'ignorance reçoient pardon & excuse, *in factis proprio*, singulierement quand il est question de *damno vitando* qu'on appelle, <sup>a</sup> & apres vne diuision faicte on est receu à alleguer & mettre en auant l'erreur interuenue: par exemple, si on descouure le vice ou nullité d'un testament, ou tel autre acte qui aura donné loy & reglement à telle diuision, *Ex his que per ignorantiam confecta sunt prauidicium non comparabitur* <sup>b</sup>, quia donné occasion à quelques vns de restreindre plus specifiquement les resolutions generales que dessus prises dudit Scæuola en cas seulement, qu'il n'apparoistroit ny en tout ny en partie de la debte, estimant au reste que s'il apparoit, qu'une partie de la somme est due par le testateur, le surplus ne cederait point au profit du creancier, d'autant que la verité doit preualoir en tous actes, laquelle venant en euidence, par la cognoissance de ce qui est réellement & véritablement deu, il faut rapporter au debte vray la confession du testateur, & non pas sur vne erreur & fausse opiniõ d'iceluy. <sup>c</sup> L'Edit de *alterutro* ne fait rien icy, pour conclure par là qu'il doit auoir l'un & l'autre, d'autant qu'il n'est point icy question d'un legat, simplement & purement fait, mais de la declaration d'une debte, dont l'erreur se descouure & vient au iour, au moyen de l'obligation ou instrument qui doit faire foy d'icelle, où par conséquent on doit auoir recours & s'y rapporter. Cecy doncques soit resolu, suivant le Iurisconsulte Scæuola, que le fideicommis conceu en ses mots, *reddi & solui iubeo*, verbes qu'on appelle Paraclitiques & precaires, aptes & conuenables aux fideicommiss, induisent un vray fideicommis de la quantité expresse, cessant toute circonuention & fraude contre les loix, comme ne se trouuant point d'acte ou d'obligation qui defmente la declaration du testateur. Pourtant comme un mary eust confessé auoir receu de sa femme, la somme de deux mille cinq cens liures, comprises dans leurs pactes de Mariage, & chargé ses heritiers d'icelle rendre à sadite femme suivant iceux pactes, ayant apparu apres son decez qu'il n'en y auoit que deux mille, ladite veufue sa femme demandant les cinq cens, qui se retrouuoient de plus en ceste confession ou

<sup>a</sup> Argu. l. sed  
C. si me puse  
ff. de cod. int.  
deb.

<sup>b</sup> l. si post di-  
uisionē C. de  
iur. & fact. i-  
gn. Alex. in  
caso si milo  
cōf. 9. nu. 12.  
& sequ. &  
ibi Molin.  
vol. 5.

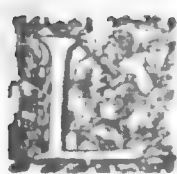
<sup>c</sup> l. cū falsa &  
l. Error. C. de  
iur. & fact.  
ign. glo. in ex-  
tra. Ad re-  
primendum  
super verbo  
prou. Pa-  
norm. in cap.  
examinata.  
& sequenti. de  
confirmat. v-  
til. vel. inut.

declaration, *tanquam ex praelegato aut fideicommisso*, suiuant ce que nous venons de discourir; par arrest de la Cour de Parlement donné le 27. Octobre 1570. à Tholose, au procès de Jeanne de S. Lary contre les heritiers du sieur de Vignaux au rapport de feu monsieur de la Mamie à la premiere Chambre d'Enquestes, lesdits heritiers feurent relaxez de la demande desdites cinq cens liures, preiugeât que puis que le testateur, pour le regard des deux mille liures, contenues ausdits pactes s'estoit rapporté à iceux, ainsi qu'il s'estoit remis pour toute la somme, sur ce qu'il se trouueroit escrit ausdits pactes. Lequel arrest nous auons prins des memoires de feu mōsieur Berail Conseiller Clerc ausdit Parlement, personnage versé en la science du droit, leçon & decision des Interpretes, qui m'ōt esté communiques & enuoyees par Maistre Iacques de Ferrieres, vn des plus fameux & signalez Aduocats dudit Parle-  
ment, sçauant Iurisconsulte: ce que ses doctes remarques sur *Guido Papa*, dont nous attendons tous les iours l'edition, feront voir au public, sans qu'il soit besoin que i'en die dauantage. 12

---

## CHAP. II.

- 1 *L'Edit de alterutro, sur l'aduantage des vesues, procede nommément, In expressa voluntate testatoris.*
- 2 *Question sur l'usufruit de Guid. Pap. examinée, & où elle se doit & peut rapporter.*
- 3 *Le propriétaire & l'usufruituaire uniuersel, viēdront à participer à la charge des debtes, combien que le mesme usufruituaire soit subiect seulement aux autres charges, comme de tailles, rentes ou tributs.*
- 4 *Preiuge par ladite Cour à Tholose, la vesue ayāt repeté sa dot & augment, ne pouuoir demander exhibition d'aliments à elle accordée par le contract de mariage.*



Es mesmes Memoires fourniront de matiere à ce Chapitre. Il est remarqué auoir esté iugé que la femme à laquelle le testateur son mary, a legué l'vsufuiet de certains biens, ne pouuoit ensemblement retenir & iouyr desdits biens à tiltre d'vsufuiet, & demander & poursuiure ses dot & augments ensemblement: ce que ledit sieur Berail escrit auoir eu beaucoup de difficulté en l'hypothese qu'il cotté, que ie croy dependre de la precedente, ne l'ayant autrement exprimé; parce que le testament portoit nommément que la femme pourroit repeter sa dot quand elle voudroit, & incontinent apres, & qu'encores durant sa viduité elle auroit l'vsufuiet des biens y specifiez: par où il sembloit auoir voulu qu'elle eust & l'un & l'autre. Neantmoins d'autant que par les pactes de mariage des parties produits au procès, il apparut qu'il auoit esté conuenu & accordé que la femme iouyroit du vefuage conuenu & accordé iusques à ce que sa dot & augment luy seroient payez. La Cour presumant que la volonté du testateur auoit esté celle-cy de bailler le choix à la femme de retenir l'vsufuiet legué, en ne demandant point sa dot & augment, ou bien de quitter l'vsufuiet faisant demande desdits dot & augment: lesquels pactes seruirent à donner iour & esclaircissement aux paroles contenuës en ce testament, autrement la vefue eust obtenu tous les deux par l'expresse decision de Iustinian, par laquelle il n'est point derogé à la volonté des testateurs

1 alors qu'elle y est expresse: cessant laquelle il a esté preiugé, & par le susdit arrest, & par autres depuis donnez, que la femme fust contente de l'un ou de l'autre, & que la clause de la iouissance inferee aux pactes de mariage fust entendue & repetee au legat, à sçauoir qu'elle eust l'vsufuiet des biens, tant

2 qu'elle demeureroit à recouurer la dot & augmēt. Pour confirmation duquel preiugé ledit sieur de Berail a marqué la decision de *Guido Papa* 141. laquelle toutesfois est es termes de l'vsufuiet de tous les biens delaissez à la femme & non de l'vsufuiet particulier d'aucuns biens, comme en l'hypothese que nous traietons, la difference entre ces deux estant bien

3 grande: car au cas de l'vsufuiet vniuersel la femme ne peut

a In auth.  
hinclocum.C.  
si fec. nupt.  
mulier cui  
marit. usufr.  
relig.

b Confil.  
224. l. i. inc.  
offic. de test.

c Petr. de  
Ferr. in for-  
ma libell. quo  
agitur ad  
Dot. et usufr.

iustement repeter sa dot, durant qu'elle iouyt de l'vniuerselle heredité du defunct, d'autant qu'elle tient par ce moyen le lieu de l'heritier: & c'est à elle qu'il touche de payer les debtes en la sorte que Bartole escrit <sup>a</sup>, ainsi elle ne peut agir contre soy-mesmes, & doit se contenter de l'un & de l'autre, lequel empeschement cesse au cas de l'usufruit particulier, ayant l'usufruituaire contre qui s'adresser, & n'estant obligé à la charge des debtes, tailles, & autres choses, que l'usufruituaire vniuersel doit porter, suyuant les communes decisions, tellemēt qu'il en faut reuenir là, qu'on doit en ces affaires prendre loy & reglement de la volonté du testateur, & au cas qu'il aura voulu que la femme ait l'usufruit de certaine chose, & la dot & augment, luy bailler l'un & l'autre: C'est l'aduis de *Paulus de Castro* <sup>b</sup>, & de *Panormitanus* es endroits à la marge cottez. Bien a-il esté preiugé par la mesme Cour en la cause de Cousinans mere, cōtre ses enfans, au rapport de feu Monsieur Papis, qui mourut Doyen de ceste compagnie, qu'une mere ayant repeté la dot & augment ne pouuoit demāder les aliments & habitation baillez par le contract de mariage. La raison de la difference en est claire, parce que les aliments tiennent lieu des interets de la dot, dont l'obligation doit demeurer esteincte par le payement d'icelle, ioinct que nous ne disputons pas icy de la conuention des parties, ainsi le legat de l'usufruit adiousté quelque chose à telles conuention. Voyez sur ce subiect ce que ledit sieur Berail apporte pour confirmation de ce <sup>c</sup>, n'y ayant mis autre datte que nous n'y aurions voulu suppleer.

### CHAP. III.

- 1 *Preiugé de la Cour de Parlemēt de Tholose, par lequel une donation faite à une donataire, en faueur de mariage & de ses enfans masles & descendans n'auroit empesché que la mesme donataire n'eust esleu & choisist l'un d'iceux.*





E susdit Arrest de Cousinans, duquel nous auons fait mention, vers la fin du precedent chapitre, me fera icy à suite remarquer vne notable decisiō Iugee par iceluy, & dont i'ay douté en quelque part des liures precedās

<sup>a</sup> qui est que le pere ou autre du nombre des ascendans <sup>Chap. 65. lib. 5.</sup>

<sup>1</sup> chargé de restitution, sous ceste condition s'il decede sans enfans masles, a droict d'eslire celuy de plusieurs enfans que bon luy semblera, conformément aux decisiōs de *Guido Papa*,

<sup>b</sup> en cōsequece de quoy a esté ainsi preiugé, sur le rapport de <sup>b Quest. 184. & 199.</sup>

feu monsieur Benois, au procès de Catherine Ferrau de, contre Roquette, *Donationem factam fauore matrimonij & liberorum masculorum filia per matrem, non impedire, quin mater Donataria, unum ex his eligere possit.* Ceste qualité de masles important

ordre ou successif ou electif, comme regardant la conseruation de la lignee qui se perpetue par les masles, & mieux entiere que diuisee entre plusieurs, ce qui doit estre remis à l'eslection du pere, si le testateur en derniere disposition ou les contra-

ctans en pactes de mariage, n'en ont autrement disposé; à cause de la cognoissance qu'ils ont des mœurs & conditions de leurs enfans. A quoy peut estre rapporté le Conseil d'Alexandre <sup>c Conf. 128. lib. 5.</sup>

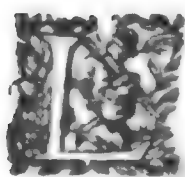
<sup>c</sup> auquel est respondu que l'emphiteose prise & acceptee par le pere *pro se & liberis masculis*, donne eslection au pere de transferer la chose à celuy des masles qu'il choisira.

### CHAP. IIII.

<sup>1</sup> *Discours sommaire de la vanité des vefues du temps present, bien differente des vrayes vefues, ayant tesmoignage d'auoir faict bonnes œuures, & louees pour cest effect par de grands & saints personnages.*

<sup>2</sup> *Arrest de la Cour portant relaxe, en faueur de la vefue accusée de plusieurs mondanitez, autres toutes fois que forfaicture en son honneur.*

<sup>3</sup> *Quod iudicium de moribus leuioribus, sit sublatum.*

4 *Autre chose les loix humaines, autre chose les loix & sacrees constitutions de Dieu.*a *Timot. 1.*  
*cap. 5.*b *Lib. de vi-*  
*den.*

Es vefues esperants en Dieu , & perfeuerans en prieres nuit & iour, font infiniment à louer , par le tesmoignage de l'Apostre escriuant à son Thimothée, <sup>a</sup> Ce que S. Ambroise prouue & confirme, en vn liure qu'il a dedié particulièrement à ce subiect, <sup>b</sup> apres auoir touché les differences qu'il y a entre les vrayes vefues susdictes, vacquans aux bonnes œuures , esleuans soigneusement leurs enfans , seruans les estrangers , lauans les pieds des saincts, subuenans aux affligez , que ce sainct personnage loue & porte iusques aux Cieux , & celles qui demeurent oiseuses courans de maison en maison comme le mesme S. Paul dict , babillardes & curieuses en ce qui ne les touche point, il dit que celles qui sont addonnees à ces vanitez, ne meritent de porter ce beau nom & tiltre de vefues, ainçois plustost de femmes impudiques & desbauchees. Pour raison de quoy, comme ainsi fust qu'un mary eust par son testament institué sen heritiere vniuerselle sa femme viuant viduellement, Autrement en defaut de ce , il la priuoit de l'heritage, lequel il vouloit audit cas appartenir & deuenir de plein droit à vne sienne sœur qu'il instituait & substituait audit cas estant aduenue qu'apres le decez dudit mary ladicte femme vefue se fust si fort dispensée, en superfluité d'habits, & en outre ne laissant passer ny bal ny festin, où elle ne fust, sans toutesfois auoir rien fait contre son honneur ny sa pudicité. Cela auroit esté cause que ladite sœur substituée, se feroit mise aux champs, contre ladite vefue sa belle sœur, agy & poursuiuy contre elle la priuation de l'heritage & succession de son feu mary son frere , suiuant la volonté expresse d'iceluy, qu'elle soustenoit parce que dessus ne pouuoirestre mieux veriffiée, que par les mondanitez susdictes de sa belle sœur , qui faisoient qu'on ne pouuoit dire que la vie qu'elle tenoit fust honneste , veritablement viduelle, & telle que l'auons descrite cy-dessus. Ce neantmoins le proces deuolu par appel en la Cour , dit & soustenu par ladite vefue que biē que quelque fois elle se fust trouuee en de bon-

nes & honnestes compagnies, passant le temps entre les ieunes femmes comme elle, que toutesfois elle n'estoit de celles dont parle l'Apostre qui s'estoient desuoyees apres Sathan, foraisant, à leur honneur & pudicité en laquelle reluysoit la vie & vertu des vefues, & n'auoit violé les loix du sacré Mariage : Surquoy par arrest du moys de Feurier 1569. au rapport de feu Monsieur Babut, ladite heritiere fut relaxee avec despens & amende, la raison quant à ce principalement prise de ce que quelques vns des interpretes du droict auroient en-  
 2 se igné & laissé par escrit és lieux à le marge cottez, <sup>a</sup> ioint ce qui est decisen nostre droict, & par les interpretes d'iceluy  
 3 *quod iudicium de moribus lenioribus, de quibus supra sit, sublatum, quanquam de grauioribus ut de adulterio & incontinentia exinde resultante, aliud dici possit* : Quant à la condamnation de l'amende, elle fut fondée, sur ce que ceste poursuite contenoit quelque espeece de calomnie, pour n'auoir esté clairement prouué. *Quod in forma à parte oppositum fuerat*, <sup>c</sup> sans que puissent seruir aucunement pour ce regard les sacrees & saintes exhortations avec la doctrine aussi sacree & sainte, qu'on peut tirer de si saints personnages, & semble que nous auons alleguez cy-dessus au commencement, par ce que commodit  
 S. Hierosme en quelque part, <sup>d</sup> *Alia sunt leges Caesarum, alia Christi; aliud Papinianus, aliud Paulus noster precipit*, & autre chose d'enseigner & enhorter pour corriger & amender chrestienement, & autre chose statuer establir & ordonner, pour non seulement corriger & amender : mais punir & chastier iusques à la diminution & priuation des biens temporels, Cela appartenant à la doctrine & pieté purement Ecclesiastique, & cecy à l'autorité & iurisdiction temporelle, qui est ailleurs dite *Iure Soli*, au lieu que le susdit *Iure Pauli*, bien que la glose Canonique y apposte autre interpretation, à laquelle pour la fin de ce chapitre nous renuoyons ceux qui desireront en sçauoir dauantage.

<sup>a</sup> Bald. in l. decreto C. ex quib. caus. & cap. prater ea de test. in cap. literis & ca. 3. locum de probat.

<sup>b</sup> d. l. unic. §. Taceat vers. sciendū l. si. C. de repud. Vlp. tit. 7. §. 9.

<sup>c</sup> cap. 1. §. penult. & fid. Elecl. ex d. Ad Occa. nū Epitaphiū Fabiola. c. In can. Quicunq. 17. q. 4.

## CHAP V.

- 1 Substitution faicte es biens donnez au profit & en faueur des freres & sœurs du donataire auroit sorty à effect à leur profit & faueur, ores que spécialement en ladite substitution ne fussent compris lesdits biens donnés, ce qui procede & a lieu en ladite Cour à Tholose, en donation faite par les ascendans à autres leurs descendans, qu'ils auroient chargez de substitution au cas de deceds sans enfans en faueur d'autres leurs freres & sœurs & descendants d'iceux non autres.
- 2 Notamment quand les donataires viennent à accepter l'institution d'heritier apres faicte, par leurs donateurs sans repudiation ny autre potestation.

266. j. c. 34

**D**E mesmes nous souuenant de ce qu'aurons traicté & discouru ailleurs <sup>2</sup> concernant la charge de fideicommiss, enioinct au fils donataire auparavant par contract de Mariage par son pere donateur faisant son dernier testament au profit d'autres enfans & descendants du testateur, au cas toutesfois qu'il decederoit sans enfans, laquelle charge & le mesme fideicommiss sur icelle ordonné, aurons attesté valoir & auoir esté comme bonne & valable preiugee par plusieurs arrests de ladite Cour à Tholose, à la charge toutesfois que par le susdit testament tel donataire se trouuaist expressement & nommément chargé par iceul des biens mesmes donnez en faueur de ses freres & sœurs, ce qui n'auroit esté en l'hypothese par nous y narrec, le fideicommiss par ce moyen restrainct aux biens restans & non donnez, Sans ceste restriction ledit fideicommiss, ou autrement ayant sorty à effect, Pour ainsi auoir esté approuué & receu par vne maxime de ladite Cour au cas, Principalement que le donataire heritier par ledit testament dernier se fust geré & porté pour

heritier & donataire ensemblement du mesme donateur & testateur pour les autoritez que nous aurions à ces fins allegues: Depuis nous aurions trouué ledit feu sieur Berail en seldits memoires auoir amené vn arrest de ladite Cour au rapport de feu monsieur Dalzon donné en la grand'Chambre le trentiesme Iuillet 1571. pour les biens & heritage de Soupets, entre dame Claire de Laurens dame de Beauuille d'une part, & Jacques de Laurens sieur de Audibars d'autre, par lequel ladite Claire appelée par substitution contenue au testament de feu Iean Laurens au cas d'enfans masles ou enfans descendans de masles, bien qu'au premier des susdits enfans masles dudit Iean, il eust donné la moitié de tous & chacuns seldits biens sans aucune charge ny substitution qui se nommoit Balthasar, & auquel instituant apres il auroit apposee ladite substitution, le cas de laquelle adueni ladicte Claire en poursuivant l'ouuerture y estoit empeschée par l'heritier dudit Balthasar, qui disoit & soustenoit iceluy Balthasar n'auoir peu estre chargé de substitution aucune au preiudice de la donation à la moitié à luy donnée esdits pactes de mariage: ladicte Claire au contraire, pour ledit Balthasar s'estre rendu heritier simplement & sans protestation aucune, & par ce approuuee ladite protestation & ce qui en dependoit, qui estoit seul suffisant outre les preiugez generaux de ladicte Cour pour faire declarer en la substitution ainsi faicte au profit de Claire les susdits biens donnez, venir, & y estre comprins comme il auroit esté iugé par ledit Arrest encores que specialement en ladicte substitution ne fussent comprins ne nommez lesdits biens donnez: Pour confirmation dequoy ledit sieur Berail allegue la question au contraire dudit sieur President de Grenoble que ses appostillateurs n'auroiēt toutesfois aucunemēt touchée, & laquelle tout ainsi que nous auons discouru aux endroits que dessus, n'eût gardée ne obseruee en ladite Cour à Tholose, la substitution faicte par le pere ou autre ascendant en faueur du fils ou autre descendant donataire auparavant, au cas du decez sans enfans en faueur d'autres leurs freres & sœurs, & descendans d'iceux non autres, y ayant tousiours esté confirmée & approuuee, notamment quand



les donataires qui sont communement de la moitié des biens viennent a estre instituez en l'autre moitié, & ils auroient accepté l'heritage sans repudiation ny autre protestation comme nous aurions dit cy-deuant : & outre ce adiousterons icy qu'alors la charge du fideicommiss ne pourroit estre à la rigueur en faueur de quelque autre substitué qu'il pleust aux donateurs & testateurs choisir & eslire, pour autant qu'en ayant donné auparauant la moitié en les instituant en l'autre moitié ( & *sic tantundem relinquendo* ) ils auroient peu par ce moyen greuer les instituez, l'argument pris de ce que Papinian au liure 19. de ses questions en auroit ailleurs respondu.<sup>a</sup> Et ce que ledit sieur de Grenoble en auroit de mesme dit en la personne d'un donateur d'une moitié que dessus qu'il auroit soustenu pouuoir allier en seul vne des choses donnees en recompensant le donataire sur l'autre part des biens non donnez iusques à la concurrence de la chose alienee quant à sa part.<sup>b</sup> Tout ainsi que nous auons ailleurs dit, remarqué & confirmé par arrest du Parlement de Paris, tiré du recueil du feu sieur Papon : en quoy ne sera impertinent de remarquer que ledit feu sieur Berail n'auroit voulu oublier en sesdicts memoires ; Sçauoir le susdit Arrest pour la succession & heritage de Soupetsaurapport dudit feu sieur Dalzon auoir esté donné & s'en estre ensuiuy combien que specialement & nommément les biens auparauant donnez ne fussent compris & nommément specifiez en ladite substitution contre ce qu'il semble Paul Iuriconsulte en son neufiesme des questions auoir respondu, & la Cour suiuy par l'arrest de Beauuille contre Sourbier dont nous aurions patlé cy-dessus au commencement, par ce que le susdit Balthasar heritier & donataire se portant & gerant pour heritier comme dessus tant qu'il auroit vescu & en ceste volonté decedé, *iudicium aefuncti agnouerat* : Tellement approuuant son fait que son heritier n'auoit moyen de venir au contraire, suffisant quant à ce, l'expression generale qui auoit esté faite par le testateur du Laurens, & qu'a accoustumé aussi estre faite par tous presque chacuns autres testateurs, du stile commun de nos notaires en tous & chacuns leurs biens, lesquels par ce moyen en

<sup>a</sup> *Int. vñ ex  
familie. §.  
sed & si secū-  
dum ff. de le-  
gat.*

<sup>b</sup> *Quest.  
601.*

cest endroiçt, il viennent à vnir, ou tiennent pour vnis, & incorporez aux donnez auparauant, pour en estre faiçt par eux vn mesme corps en vne personne, & en estre disposé par eux comme bon leur semble, en augmentant tousiours les droictz & biens de leur heritier & donataire, sans en faire distinction ou separation aucune, qui vient à estre notable parce que dessus nous aurions diçt & rapporté en auoir esté iugé, que nous penserons tousiours par ce moyen ne pouuoir sortir aucunement hors de ses limites.

CHAP. VI.

- 1 *Vefue receue dans Tholose, au moyen de la coustume à poursuiure & demander sa dot entiere, ores qu'elle ne luy ait esté payee, ou à son mary entierement.*
- 2 *Et de mesmes est pour le regard du mary predecédé à sa femme, laquelle venant à gagner l'augment, le pourra repeter entierement, diuersité n'en pouuant estre bonnement amenee pour ce regard.*

- N**ous aurions en quelque part traictee ceste question<sup>a</sup> sçauoir si vne vefue venant à la repetition de sa dot pouuoit demander l'entier augment d'icel-  
 1 le ou au prorata seulement de ce qui en auoit esté payé, sur quoy nous aurions allegué vn arrest circonstancié toutesfois pour en l'hypothese d'iceluy le mary en auoir faiçt credit de toutes restes deuës à vn tiers avec hypotheques & obligations à son profit, & en discourant n'aurions oublié la decision dudit sieur de Grenoble à ce vulgaire<sup>b</sup> à laquelle on<sup>c</sup> en peut adiouter l'autre à la marge cotee<sup>c</sup> avec ce que communément y auroit esté escrit & touché par les appostillateurs & ailleurs par nos Docteurs & interpretes du droit:  
 2 Mais nous alleguerons icy vn arrest plus certain & general dans la ville & viguerie de Tholose, par lequel au rapport de feu monsieur Donjac pour la fille de Mandinelly contre Flo-  
 té, pere de son feu mary auroit esté iugé *pro dote omnino non*

a §. tit. de  
Dote.

*soluta*, auoir esté deul' augment coustumier à ladiète fille, son beau-pere par ce moyen condamné le luy payer, le fondement en payant esté prins sans autrement entrer au point du droit, que par la coustume de la ville & viguerie de Tholose le mary ayant couché avec sa femme que la coustume dict, *uxore premortua, cognita per eum carnaliter, vel traducta, lucrari dotem*, soit qu'elle soit payee ou non payee : ainsi que nommément feu monsieur Ferron remarque, raisonne & autorise sur telle & semblable quant à ce coustume à Bordeaux <sup>a</sup> & l'usage le porte & l'auroit expliqué & par mesme moyen par la mesme coustume le mary *E conuerso*, precedé, sa femme venant à gagner l'augment qui est appelé donation à cause de nopces on bien dotalice, soit qu'il y ait dudict mariage enfans ou non, si autrement n'est traicté ou conuenu entre les mariez en leurs pactes de mariage, ne pourroit à bonne raison estre faite en cest endroit aucune diuersité entre le mary & la femme; que ce qui est dict pour le gain de l'un en un cas ne soit dict & gardé, pour l'autre en autre & contraire cas, lequel respectif vient à donner mesme interpretation & discipline aux correlatifs, sans autrement s'arrester quant à ce aux Nouuelles de Iustinian allegues au contraire, comme non gardees ny pratiquées en France ainsi qu'auons dict ailleurs & és lieux & endroits susdits.

## CHAP. VII.

- 1 Comment doit estre entendu & pratiqué, ce qu'on trouue communément decisi, *pecuniam legato mobiliū cedere.*
- 2 Ulpian comment s'entend en deux endroits amenez.
- 3 L'usage des Romains differant d'avec nous tant au nom & appellation de meubles.
- 4 Fruits trouuez en la maison compris au legat, qui auroit esté faict d'icelle, & des meubles y estants.

Conti-

**C**ontinuant encores ladicte matiere des legats, sans sortir desdits memoires dudit feu sieur Berail, nous n'aurions voulu oublier icy autre arrest qu'il rapporte, donné en ladite grand' Chambre au rapport de feu monsieur Vesian l'aîné sans autrement le datter contre Iour de la Fon en faueur de monsieur du Puy sieur de Merle Conseiller, par lequel il auroit laissé par escrit auoir esté iugé *quod legato domus & mobilium ibi existentium, non debetur pecunia ibi recondita, & in muro absconsa, presidij causa*: combien dit-il que cesté clause y fust adioustee de quelque espece & condition qu'ils fussent bien y estoient compris les fruidts y estans contre ce (adiouste-il apres) qu'il 'semble auoir esté decis' ailleurs par le Iurisconsulte Celse au neuuesme des digestes & és nostres au lieu à la marge cotté <sup>a</sup>: A quoy nous adiousterons que bien qu'il soit decis communément sous le nom des meubles, venir & estre compris l'or & l'argent monnoyez que les Latins ou Romains appelloient simplement *pecuniam*, ou autrement le venoient à exprimer particulièrement en telle sorte qu'il soit communément decis *pecuniam legato mobilium cedere*, Tout ainsi que feu monsieur Tiraqueau auroit ailleurs discouru <sup>b</sup> iusques à le soustenir meuble, tel que gardant ne se pouuoit garder; auparauint luy Philippes Dece en ses conseils, <sup>c</sup> où il amene pour ceste conclusiō mesme ce que ledit Iurisconsulte en auoit respondu en exceptant les deniers destinez pour estre baillez à credit, hors lesquels tous autres viennent à estre compris & incluz audit legat par les reigles quant à ce que de droit vulgaires, iusques en tel & semblable legat de meubles quelques vns & la plus grand' part de nos Docteurs & Interpretes, voire des plus signalez y auoir voulu & estimé entendre & en prendre l'argent & deniers, mesmes mōnoyez destinez en achapt de rentes, domaines & autres immeubles, dont se peuuent lire les raisons d'un costé & d'autre que monsieur Ferron auroit apportees sur les coustumes de Bordeaux', au lieu à la marge cotté <sup>d</sup> par où pour le moins il pourra paroistre de combien la question premiere & principale, sans comprendre la susdite ainsi qualifiée & ciconstantiee, est hors de toute dispute, & que ledit sieur mesme en passant confirme par textes assez

<sup>a</sup> L. si chorus.  
§. i. ff. de le.  
§. at. 3.

<sup>b</sup> In tractatu de retract. proximi §. Gl. 7. num. 1. toz. cum sequent  
<sup>c</sup> Cons. 370.

<sup>d</sup> Titul. de Dot. §. 6.

communément alleguez par les susdits mesmes au lieu dessus à la marge cotez, & encores par du Moulin en autre endroict dudit Dece, où il respōd à ce que d'iceluy mesme on pourroit amener, sçauoir qu'au cas que le testateur vint à leguer sa maison avec toutes choses qui seroient en icelle, qu'entel & semblable legat ne viēdroiēt à estre cōpris les deniers mon-

a L. fideiō-  
missum §. tra  
Et aum D. de  
iudic.

noyez pour iceux ne venir à estre incluz & circonscripts qu'on appelle *loco*:<sup>a</sup> A quoy outre les raisons qu'on ne peut tirer du susdit mesme Dece, ledit du Moulin satisfait le cōtraire estre la verité & les deniers monnoyez simplement venir sous la

b L. Caius.  
D. de lega. 2.

mention & commemoration des choses qui sont *in loco*, par le texte à la marge cotté<sup>b</sup> biē que limitez & destinez à employer à l'vsure & autre certain vsage, parce que le Iuriscōsulte Celse en auroit respōdu dessus, & auroit esté de l'aduis d'Accurse en quelque part: & par ainsi il remonstre quelques vns des plus doctes Modernes ensuiuant le Iason au lieu qu'il allegue, & encores plus amplifiant la decision y adioustant le verbe vniuersel *omnia*: Toutesfois c'estoient des disputes & altercations dont le subiect auroit esté pris sur les formules & conceptions de celles des Iuriconsultes Romains, nous estans deuenus & tombez à vn siecle autre que celuy d'Ulpian ou autres susdicts Iuriconsultes dont il parle<sup>c</sup> & fait doute en quelque part, &

c L. cum au-  
rum D. de au-  
ra & argen-  
lega. iuncta.  
l. en vna. C.  
de fideic.

les Empereurs apres luy ont faict mention ailleurs, où le commun vsage parle autrement d'argent monnoyé ou non monnoyé, & encores de *nūmis & pecunia*, que nous disons denier pour signifier or ou argent monnoyé, ou toute autre espee de monnoye, & encores moins du simple terme argent, comme nous faisons pour ladite signification, mais seulement en vsoit pour argē en lingots, ou en œuure. Si l'vsage donc des termes est changé selon le temps, doit par mesme moyen estre chāgee

d Papon en  
ses Notai-  
res au il trai-  
te des le-  
gats.

l'interpretation des termes: & ainsi s'entendre & dire expressement quelques vns de nos modernes<sup>d</sup> auroiēt fort à propos escrit, Ulpian au lieu à la marge cotté<sup>e</sup> en deux endroicts es-

e In l. §. Mu-  
tius §. 1. D.  
de auro &  
argen. lega.

quels il remonstre estre de besoin pour euitier toute confusion & ne sortir hors des termes de la volonté du testateur, la falloit prendre & accommoder selon les termes dont il vſe, desquels il n'auroit voulu vſer, ou pour mieux dire quant à nous le Notaire qui a pris & receu son testament, sinon selon ce dont



communément & ordinairement on declare ce que l'on veut dire, & par ainsi le susdict Testateur pour le regard du susdict legat de la maison & meubles y estans de quelque espece & condition que feussent, n'auroit dressé son intention à l'argét monnoyé que nous auons accoustumé designer & specifier autrement que par le nom & appellation de meubles, bien qu'autrement du droit des Romains, leurs vsages quant à ce differents, & ce que par ce moyen ils en ont decisi, n'estant inconuenient que soit diuers & differant à ce que leurs Iuriscultes en auroient respõdu & ordonné sous protestation tousiours de la volonté du testateur, suiuant l'usage qui en auoit esté receu & pratiqué: Tellement que suiuant mesme ce que le Iurisculte Paul en auroit respondu, quand bien nous nous ahurterions à leurs responses anciennes en l'hypothese que dessus, ladite Cour n'auroit autre chose iugé que en effect ce que le mesme Paul auroit respondu. *Domibus fideicommissis, in quibus testator habitabat, (& encores en plus forts termes) nullo omnino excepto, cū omni instrumento, & repositis omnibus non videri testatorem de pecunia numerata, aut instrumentis debitorum sensisse*: & quant à ce que ledit Celse Iurisculte auroit respõdu de *pecunia reposita presidij causa*, pourroit auoir raison speciale pour estreensee à ceste occasiõ meuble, & encores on pourroit alleguer quant à ce que c'estoit l'opinion d'autre Iurisculte *Proculus*, alleguee seulement, sans autrement estre acquiescee ne sousscite, quoy que soit nous en vsons, parlons & disposons autrement: à quoy le Iurisculte mesmes és lieux que dessus auroit tousiours eu principal egard & consideration. Et sur ce pour la fin de ce chap. nous n'oublierõs que par mesme Arrest que des<sup>s</sup> auroit esté dit tous fructs trouuez dās la maison venir & estre cõpris audit legat, cela n'estant nouueau de droit *inter mouētia fructus quoq; haberi*,<sup>b</sup> ce qui est cõmunément approuué, receu & confirmé d'ailleurs par les Interpretēs de droit és lieux cy dessus cottez & autres à ce vulgaires iusques là que ne faisant difficulté *fructus pēdentes inter immobilia cōputari*, de mesmes *fructus pēdentes & à solo separatos inter mobilia*, la decisiõ donc s'en prēdre tousiours cõme ledit S. Berail auroit cõme glissē à la fin pour ce regard du chap. de scd. Memoires *ex cōmuni vsu loquēdi & alijs cōiecturis, ex precedētib<sup>9</sup> & subsequē-*

al. si mibi.  
§. si. de legat.

b l. si. ff. de re-  
quirē. reis.

*tibus testamenti*: A quoy dit-il faire & se rapporter la decision Neapolitaine cent sixiesme laquelle tend à l'ampliation ou restriction d'un tel ou semblable legat que dessus par ce mot y adiousté, & autre vtencille, (si ainsi nous est loisible paraphraser le Latin y apporté) & par ainsi ailleurs & hors les termes du legat susdit.

---

CHAP. VIII.

- I Sil'heritier chargé de rente par la detraction de ses quarte & legitime peut choisir des biens subiects à restitution, soit par alienation en son viuant par luy faite, ou autrement par testament en faueur de celuy qu'il luy plaira.
- 2 Ce que non, est inseré & colligé, principalement si tels biens venoient à estre ou aucun d'iceux des principales & plus importantes pieces de l'heredité.
- 3 Cela ayant esté osté & arraché des mains & puissance de l'heritier par le droit nouveau de Iustinian y cotte, & pourquoy.
- 4 Par Arrest de la Cour à Tholose legitime & quarte adiugez, nonobstant ce qui estoit legué contre l'heritier de n'auoir fait aucun inuentaie des biens subiects à restitution.



O v s aurions en quelque part de ces liures derniers desiré vn arrest de ladite Cour par lequel eust esté iugé certainement, si l'heritier chargé sous le cas de restitution s'il decedoit sans enfans aduenu le cas d'icelle, pouuoit par sondit heritier faisant detraction de la legitime & quarte Trebellianique, au cas qu'elles y escherroiét les choisir ou quoy que soit ladite Trebellianique en tels & tels biens qui luy plairoit soit taizement qu'à ce que par l'alienation qu'il en auroit faite en son viuant, ou autrement par testament en faueur de son heritier, ou autre tel legataire

qu'il luy plairoit, & depuis lesdites Memoires dudit sieur de Berail estant tombees en nos mains, nous aurions comme nous semble trouué non seulement la fevue au gasteau, comme l'on dit, mais encores ce que nous aurions peu desirer & attendre, par ce qu'à la suite du discours & sommaire de l'Arrest (ainsi qu'il a accoustumé faire des autres susdits de ladite Cour) au profit de ladite dame de Beauville contre l'heritier de Balthasar fils de Jean de Maslaurens donataire & heritier du testateur apres la substitution ouuerte, tant es biens donnez, que non donnez au profit de ladite Claire, venant à reciter par le mesme Arrest les distractions desdites legitime & quarte en tout & chacuns lesdits biens auoir esté reseruee à l'heritier dudit feu Balthasar, il y vient comme glissant passer & dire en ladite Trebellianique ledit feu Balthasar alienant en son viuant & moins disposant en testant, n'auoir peu choisir ny eslire aucune piece, cheuance ou heritage esdits biens pour sadite legitime ny quarte, & moins son dit heritier ny autre quel qu'il fust ayant droit & cause de luy, l'accepter ny prendre pour soy, au lieu d'aucunes desdites quartes, principalement si telles pieces, bien ou cheuances, venoient à estre ou aucun d'iceux des principales & plus importantes pieces de la maison & famille, pour autant *quod in remediocri, iudex arbitrari debeat legitimam & Trebellianicam detrehendas*: de telle sorte que bien que *desingulis rebus debeat quarta, quæ propterea ipso iure pro illius quantitate minuitur*,<sup>a</sup> au cas toutesfois de debat ou controuersé sur telle & semblable detraction entre l'heritier & fideicommissaire, *ad arbitriū familia hercisunda recurrendum est*,<sup>b</sup> & à ce propos sont alleguees les decisions du sieur de Grenoble 602. 606. 607. 608. la raisõ en est prise, toutes autres obmises, que bien que le fils chargé ne puisse estre empesché par son substitué aliener des biens paternels esquels il est institué iusques à la legitime & quarte, au cas toutesfois qu'icelle quarte du droit nouveau, & dõt nous vsons ne soit expressement prohibee,<sup>c</sup> toutesfois ceste faculté d'alienation des choses subiectes à restitution par fideicommis par le droit nouveau de Iustinian à la marge cotté<sup>d</sup> (ainsi que plusieurs ont asseurement & à fort bonne occasion estimé,) au- roit esté ostee & arrachee des mains & puissance de l'heritier,

<sup>a</sup> l. Plautim ff. ad l. fal.

<sup>b</sup> Argu. l. nõ amplius. §. ult. & l. sequē. ff. de leg. 1. l. ita tamē. §. ex T. ebell. ff. ad Trebell. l. si ex aff. ff. famil. hercis.

<sup>c</sup> lason in l. Marcellus num. 12. ff. ad Trebell. d In §. sed quia l. §. C. commu. de lega.

a l. legato ff.  
de leg. 1. l. si  
quis argenti  
§. 1. C. de  
Donat. d. l. ul-  
ti. §. 1. et. Et  
si quis C. co-  
m. de lega.

auquel par ce moyen il ne seroit loisible *rem certam sibi alienan-  
di causa deligere, nisi ex ea causa que nominatim concessa est, hoc est  
Dotis aut Donationis propter nuptias*, à la charge encores pour  
ce regard de n'estre abusé de ceste puissance & faculté par  
l'heritier, aux fins pour ceste occasion de tirer du fideicomis  
le meilleur, ainçois à tenir & garder mediocrité, comme il  
peut estre tiré de quelques lieux de droit à la marge cottez <sup>a</sup>  
ce que simplement dit & touché pour vne fois seruira quant  
à ce pour toutes autres : bien n'oublierons nous en passant  
que par le mesme Arrest cōme il est rapporté par lesdites Me-  
moires lesdites detraction, legitime & Trebellianique furēt  
adiugez nonobstant l'opposition qui fut faicte au contraire  
par defect de ce que le feu heritier chargé n'auroit, pour le  
moins ne se trouuoit auoir fait aucun inuentaie : Ce non-  
obstant ladite Cour passant ainsi qu'elle a accoustumé faire  
en telles questions, n'auroit fait difficulté faire lesdites detra-  
ctions au profit de l'heritier dudit fideicommissaire, ainsi que  
nous auons plus amplement dit & touché ailleurs.

4

#### CHAP. IX.

- 1 Donation à cause de mort par vne fille de famille ma-  
rice de ses biēs aduentices, sans permission de son pere, ra-  
tifée toutes fois par iceluy dans huiēt ou neuf iours apres  
le mary ayant esté institué, à la charge de rendre & lais-  
ser les biēs donnez à vn de leurs enfans cōmuns tel que  
bon luy sembleroit eslire, par Arrest de ladite Cour de-  
claree bonne & valable, & les raisons pourquoy.
- 2 Et de laquelle eslection le mary ayant conuollé à secōdes  
nopces, auroit esté priué, par mesme Arrest : & par mes-  
me moyen, tous les enfans également appelez.
- 3 Contre toutes fois la volonte de la mere, qui vouloit que  
vn desdits enfā eust le tout, sauf aux autres leur legat,  
ou en cas de repudiation d'iceluy la legitime.

- 4 Pour laquelle consideration & autres cy deuant allegues,és derniers temps, auroit esté faict par la mesme Cour preiugé au contraire.
- 5 Deliberation de feu Monsieur le President Durand, pour mettre fin & obuier aux iugemens diuers & ambigus, qui se trouuoient quelque fois faicts & decisis en ladicte Cour, pour estre unanimement & de mesme accord arrestez & preiugez à l'aduenir par ladicte Cour.

1 **E** mesme sieur Berail, en continuant le progrez de ses discours en quelque part d'iceux vient au recit d'un arrest donné en ladite Cour à Tholose au rapport de feu monsieur Buet en la grand' chambre le second iour de Carême mil cinq cens septante & vn. Car c'est la datte qu'il luy baille par lequel vne donation à cause de mort faicte par vne fille de famille, marice de ses biens aduances sans autorité & permission de son pere, ratiffiee toutesfois & approuuée par iceluy dans huit ou neuf iours apres, fut declaree bonne & vallable par icelle le mary ayant esté institué à la charge de rendre & laisser les biens donnez à vn de leurs enfans communs, tel que bon luy sembleroit & il trouueroit bon nommer & eslire. Il allegue pour la confirmation de ce plusieurs de nos Docteurs à la marge cotez <sup>a</sup> & encores double consideration, l'une c'est apres vn brief & fort peu de tēps qui doit suffire à ce que Balde auroit ailleurs enseigné par le chapitre canonique, avec sa glose à la marge cotee, <sup>b</sup> l'autre que la donatrice auroit perseueré apres la ratiffication, dés lors de laquelle ladite donation prend sa vigueur & force, & non pas du commencement d'icelle, suyuant ce que mesme Bartole en auroit enseigné <sup>c</sup>, principalement que le faict & fins d'icelle ne tendoient qu'au profit, & en faueur des enfans communs qui vient grandement fauoriser supplier & ayder telle & semblable disposition <sup>d</sup>, le plus fort de laquelle fut apres qu'ayant le mary conuolé à secondes nopces, & par ainsi induite vne marastre ausdicts enfans, en faueur de qui ladicte donation auoit esté faicte

a Bart. in l. tam. §. filius fami. ff. de Dona. cam. mor. contr. Bald. in l. si uxor pro & contra. C. de condi. inter. idem Bald. sibi contrarius in l. si. §. neca sitatē C. de bonis, qualib. & qui aliena & l. si quis mihi bona. §. iussu. D. de acquir. heret. b Ca. dudū cum glo. de reb. Eccles. non alien. lib. 6. c in d. l. in d. §. filius fam. d l. filius fami. cum glos. fa. D. de Dona.



a *Athen. lu-  
cum hoc C.  
de secōd. nup.  
& in nouel-  
unde sumi-  
tur.*

b *Bald. in ru-  
brica. C. que  
infra. cred.  
& in l. post.  
mor. n. C.  
de fideicom-  
miss.*

l'eslection qu'il en auroit faicte apres l'vn'd'iceux, fut mi-  
se en doute & controuersée par les autres qui la debatoient,  
que le mary pour s'estre remarié auoit perdu l'eslection par  
les droicts communs à ce vulgaires, <sup>a</sup> l'autre enfant elle la  
soutenant pour les droicts susdits ou semblables au contraire  
alleguez ne parler & ne s'entendre seulement que quand le  
pere venoit à eslire *suo iure*, & de son chef *de bonis que habuerat à  
priori matrimonio*: mais icy estre question d'une eslection à fai-  
re par le mary, *iure alieno & ex voluntate matris*: & és biens qui  
luy appartenoiēt, n'estant autrement acquis aucun profit,  
ny paree autre moisson au mary que comme heritier fiduciaire  
sans aucune detraction <sup>b</sup> s'acquiter, biē & fidellemēt de son  
devoir & soy descharger de la fiance que sa femme a eue en  
luy, comme vray-semblablement il fera & s'en acquitera.  
Surquoy le procès party à ladicte grand' Chambre, & d'icel-  
le à la premiere d'Enquestes iugé & departy en la seconde, au  
rapport dudit sieur Buhet: sans auoir esgard à ladite eslection, 3  
tous lesdits enfans y furent appelez, & esgalement. Ce qu'on  
ne peut nier auoir esté contre la volōté de la mere, qui vouloit  
& auoit ordonné qu'un desdits enfans eust le tout, sauf aux  
autres leur legat ou en cas de repudiation d'iceluy la legitime  
telle que de droit: sur laquelle seule consideration & mesme  
autres considerations par nous ailleurs alleguees en ladicte  
Chambre seconde, depuis & és derniers tēps auroit esté faict  
contraire preiugé en & pour l'eslection du pere que nous a- 4  
uons ailleurs sommairement discouru & raisonné, n'ayant  
voulu toutesfois oublier icy faire mention du susdit, pour ra-  
menteuoir ce qu'ailleurs aussi nous aurions dit les iugemens  
& arrests des Cours souueraines *non esse omnium horarū & tem-  
porum*: Et que sous mesme toit en diuerfes toutesfois cham-  
bres; il est dit tantost l'vn tantost l'autre, <sup>c</sup> suyuant ce qu'il  
plaist à Dieu & son inscrutable iugement, qui fut la cause  
que mesmes és derniers temps, feu Monsieur le Presidēt Du-  
rant auroit proposé & deliberé mettre en un iour extraordi-  
nairement, qu'il auoit designé le Samedy, telles & sembla- 5  
bles questions diuersement, douteusement, & ambiguëment  
iugees en deliberation, pour estre vnanimement & de mesme  
acord arrestees & priugees à l'aduenir par ladicte Cour, &  
ce sur

ce que sur le iugement d'une mercuriale où Messieurs les gens du Roy auoient mis comme en censure & reformation tels & semblables Arrests que dessus qu'ils disoient & appelloient ouuertement contraires: mais les miseres & calamitez de nostre siecle, empeschent l'effect d'une si sainte & louable deliberation, Dieu vueille que ceux qui ont fort dignement succedé à la gloire de celuy qui la mit le premier en auant, la puissent faire aussi heureusement reussir qu'elle est necessaire à l'estat de la France.

CHAP. X.

- 1 Si vn donateur peut estre conuenu au lieu de l'heritier & resolution sur ce de feu Papon amenee.
- 2 Ce que mesme auroit esté iugé proceder, in legato omnium bonorum, par Arrest de ladite Cour y amene & datté.
- 3 Actions personnelles suiuent les possesseurs du fonds tant particulier qu'uniuersel qui tient & remplit la place du Seigneur & Maistre de tous & chacuns biens du debiteur.

**E**u Papon en son laborieux & docte recueil auroit inscrit vne rubrique par forme de question qui se lit telle, Si vn donateur peut estre conuenu au lieu de l'heritier, Pour se resoudre sur laquelle, il vient s'arrester la que bien qu'un donataire uniuersel ne represente point la personne du donateur, & par ce moyen ne puissent directement contre luy estre dressees les actions personnelles ainsi que par Arrest de Paris par luy allegué, il assure auoir esté iugé, que cela neantmoins procede en son hypothese; sçauoir le donateur viuant, lequel ne peut auoir en sa vie successeur uniuersel, autrement s'il est defunct, le donataire y est tenu, les biens donnez s'entendans tousiours chargez de debtes: ce qu'aujourd'hui est tenu & suiuy, tout circuit osté iusques là que tel & semblable donataire uniuersel pour la personnelle action

peut estre directement poursuiuy pour le payement iusques au dernier quadrain de ce que son donateur a. & est tenu payer, & par ce moyen doit & est tenu prendre & retirer vers luy seulement ce qui restera, *deducto ere alieno*, comme vn autre donataire particulier: & ce soit le donateur viuant ou non, s'il est notoirement non soluable, ou bien apres sa mort s'il n'a heritier, ainsi que le mesme Papō rapporte auoir esté iugé par Arrest de Grenoble, qu'il datte & auroit pris dudit sieur de Grenoble en ses decisions<sup>2</sup>, comme de mesmes en auoir esté dit & iugé *in legatario omnium bonorū*, par Arrest de ladite Cour à Tholose au rapport de monsieur du Faur pour lors Conseiller le 6. May 1571. par lequel il fut condamné à toutes charges hereditaires & à reddition de compte & prestation de reliqua de certaine administration de son autheur: ainsi que nommément ledit sieur Berail en auroit chargé seldictes Memoires renuoyant à Bartole au lieu à la marge cotté<sup>b</sup> y adioustant apres que le mesme est, *contra donatorem in subsidium*, allegue le mesme sieur de Grenoble en vne question qu'il ne cotte point qui peut estre celle à la marge cotee, si ce n'est la susdicte premiere, nous ne pouuōs toutesfois coniecturer à qu'elle occasion il y auroit mis *in subsidium*, estant certain *donatarium omnium bonorū haberi pro herede, & defuncti debitis teneri*<sup>d</sup> & que d'auoir dit *in subsidium*, contre celuy qui auroit donné tous ses biens pour y auoir recours, où d'ailleurs il ne pourroit estre payé ou luy viuant contre sa personne, ou bien en attédant qu'il puisse acquerir, s'il n'auoit donné ses biens futurs & à l'aduenir, biē qu'il aduienne souuent qu'il passe le guichet du tout: Ce seroit cōme vne chose vaine absurde & ridicule, quand ne seroit qu'à contraire sens l'argument pris & tiré du droit commun, par lequel les actions personnelles ne suiuent *fundi possessorum*, par là estant entendu vn singulier & particulier successeur<sup>d</sup>: il faut donc par là conclurre & inserer, qu'elles suiuent & sont adresser *contra uniuersalem successorem*, qui tiēt & réplit la place d'vn heritier sieur & maistre (tel que la diction porte) de tous & chacuns biens du debiteur, lesquels estans chargez de debtes qu'ils en soient purgez par luy, ou saisie sur ses biens. comme il appartient pour en iouyr & prendre ce que restera & auquel il a droit seulement & non à autre chose ainsi que nous auons dit cy-dessus.

2. Quest.  
205.

bin l. si quis  
seruum §. si  
cui certum. ff.  
de leg. 2.

eq. 460.

al. omnes §.  
lucius ff. quo  
in fran. credi.

el. l. §. si be-  
res precepto  
fundo ad Tre  
bell

2.

3.

CHAP XI. .

- 1 Interpretatiō diuerse de la cōstitutiō de Iustiniā y alleguee.
- 2 Preiugé par Arrest de ladite mesme Cour, ce qui seroit aduenü à heritier institué par la caducité de la substitution à luy faicte ne venir en intention de sa legitime, & par ce moyen ladite constitution auroit receue autre & quatriesme interpretation que ladite Cour y auroit faite entre ceux nommément qui rapportēt seulement ladite constitution & substitution faite en legat & non en l'heredité.



Vand il est parlé de parfournir & remplir la legitime ou bien comme l'on diēt icelle suppleer, on a acoustumé alleguer communément la constitution de Iustinian par laquelle il est nommément ordonné que telle repletion & semblable supplément se feront de la propre substance & patrimoine és choses hereditaires du pere defunct és biens duquel elle est deuë, & doit estre detraite <sup>a</sup> *non si quid ex alijs causis filius lucratus est vel ex substitutione, vel ex iure accrescendi, ut puta ususfructus*; la raison en est adioustee en ces parolles, *humanitatis etenim gratia sancimus, ea quidē omnia quasi iure aduētitia cū lucrari, repletionē autē ex rebus substantiæ patris fieri*: qui est vne constitution en cest endroit tiree à plusieurs & diuers sens par nos Docteurs & Interpretes du droit Ciuil, les vns (entre lesquels est Paul de Castro) la disent & rapportent cōme singuliere là, que si vn fils auquel il a esté legué & laissé moins par le pere que sa legitime ne monte, vient apres à estre substitué à vn autre legataire & heritier, & que le cas apres de la substitutiō aduienne par l'ouuerture d'icelle, il ne sera tenu imputer en sadite legitime & supplémēt d'icelle, ce que luy sera aduenü & acquis par ladite substitution & ouuerture d'icelle; ce que s'il estoit vray par la mesme cōstitutiō elle viendroît à abroger plusieurs decisions & respōses de nos Iuriconsf. en telles & sēblables matieres mesmes, és relgles & maximes du Prince, touchāt ce que fait à imputer en legitimes.

a l. scimus §. repletionem C. de inoff. Testameu.

a In l. in  
quantam. ff.  
ad l. falc.

& supplément d'icelles dont Fernand traite exactement à son accoustumée & aussi sommairement en quelque part d'autres auroient dit que ceste constitution se pouuoit entendre doublement, sçauoir pour vn & premier que les biens laissez au pere avec ceste condition qu'ils paruinssent & appartenissent à vn sien fils qui luy estoit substitué: auquel cas iceluy fils ne seroit contraint imputer tels & semblables biens à luy aduenus par le moyen de l'ouuerture de ladite substitution en ladite legitime & supplément d'icelle, & que de mesme sera l'usufruit laissé au pere la propriété venant à croistre au profit de sondit fils ne sera de mesmes imputé en ladite legitime: l'autre & second moyen qu'on prend & induit pour la dite constitution est tel, que les biens esquels le fils a esté substitué par le pere, ou qu'il a prins & recueilly au moyen du droit d'accroissement de la personne de ses coheritiers paternels ne viendront à estre par ledit fils imputez en ladite legitime: mais il les viendra à gagner *quasi iure aduentitio*, comme la mesme constitution dit qui est autant que d'ailleurs que des biens paternels: car si par occasion ou autrement, ils en viennent & procedent il sembleroit qu'il s'ensuiura que l'imputation en est à faire par le fils auquel telle acquisition est faite sinon proprement & directement du bien de son pere à tout le moins en consequence de ses dispositiōs & à l'occasiō & contēplation d'icelles b quoy que soit ne peut estre dite purement & simplement proceder d'ailleurs que de la substance du pere comme venant *ex eius indicio*, & moins estre deuoluë & paruenue audit fils *fortuito ex liberalitate fortune vel laboribus suis* c, comme il semble en tel & semblable subiect estre requis, d ce neantmoins & en plus forts, comme il semble, termes, par Arrest de ladite Cour de Tholose du 9. Mars 1571. au rapport de feu monsieur Vesian pour les Carmes de Cahors, ledit sieur de Berailen ses Memoires, contre vn Laucie auroit remarqué, qu'il auroit esté preiugé par ladite Cour. Ce qui seroit aduenue à l'heritier institué, par la caducité de la substitution à luy faite, le substitué estant predecedé, & par ainsi ladite substitution caduque, ne venir en imputation de legitime ne supplément d'icelle, fondee comme il auroit noté sur ladite constitution de Iustinian, qui par ce moyen re-

b l. sed si plu-  
res. §. in ar-  
rogat. ff. de  
vulgat. l. si  
quid earum  
versic. in quib  
D. de lega. 3.  
c l. sed si  
sic de lega. 3.  
D.  
d Argu. l. cō  
oparet. C. de  
bonis qua lo-  
beris.



ceura vne autre & quatreisime interpretation que ladite Cour y auroit faicte, entre ceux nominément qui veulent entendre & rapporter seulement ladite constitution *in substitutio-<sup>a</sup> ne facta in legato & non in hereditate, & contre ce aussi que Bartole semble ailleurs, auoir voulu tenir & enseigner<sup>b</sup> ioint que par ladite caducité l'institution auroit esté rendue tellement simple & pure, qui est autant que si iamais aucune substitution n'eust esté faicte; auquel cas sans doute l'imputation n'eust peu estre adiugée: toutesfois par ce qu'il est mal aysé rendre vne chose faicte pour non faicte, mesmes par cas fortuit ayant defaillly, *valeat quod praedictum est*, & prennent en cest endroiect fin toutes difficultez dont Iazon les ayant amenees, se seroit ailleurs embrouillé & comme confondu<sup>c</sup> voulant mesme restraindre ce que d'autres auroient amplifié: nous allons poursuire le reste.*

<sup>a</sup> Iazon pleno in dicto §. repletionem.

<sup>b</sup> in l. Marcellus §. quidam ff. ad Trebell.

<sup>c</sup> in dicto §. repletionem.

## CHAP. XII.

- 1 Principal droiect & fondement des testamens, gist sur l'institutiō ou exheredatiō des enfans aux fins que par ce defaut les testaments ne viennent à succomber & rompre.
- 2 L'institution toutesfois, la rigueur du droiect pour ce relaxee, auroit esté entendue supplée & interpretee en plusieurs articles du droiect.
- 3 Declaration faite, par le pere en son testament, qu'il auoit cause d'exhereder son fils, pour des atroces iniures par son dit fils contre luy dites, sans autrement les specifier, luy laissant toutesfois cent liures à la charge de ne pouuoir rien plus demander en ses biens, n'empesche ledit fils repudier ledit legat & auoir sa legitime, en tous & chascuns les biens de son dit pere.

- 4 Encores que l'heritier son frere, offrist verifier à suffisance lesdtes iniures bien que non articulées, & telles pour lesquelles ladite exheredation eust esté tousiours trouuee bonne.

*inter vivos  
ff. de liber.  
& posthum.*

*in Aulien. ex  
causa. C. de  
liber. præt. r.  
cl. cū quidā  
D. de liber. &  
posthum.*

**E**Ntre autres choses, Que pour bien & droictement ordonner vn testament font à desirer en iceluy comme formellement requises, le premier & principal droict & fondement consiste & est jetté sur l'institution ou exheredation des enfans, à faire & bien dresser par le Testateur pere d'où ils sont descendans, ainsi que le Iurisconsulte disoit ailleurs<sup>a</sup> aux fins que pour defect de ce lesdicts enfans se trouuans preterits le Testament ne vienne à succomber & rompre, par ce (dit-il nommément) que le fils à scauoir desinay qui est en puissance se trouuant preterit le Testament ne soit fait & rendu inutile dès son commencement: Ce que par fuite de temps (comme beaucoup d'autres choses autant ou plus rigoureuses du droict Romain) auroient peu à peu relaschee la rigueur, singulierement en l'institution laquelle auroit esté entendue supplée & interpretee en plusieurs articles du droict, & és autres par le nouveau, les successeurs abintestat subrogez au lieu de l'heritier nommé & institué par icelle. Cela mesme estant entendu par le mesme droict au cas de ladite exheredation ainsi que peut apparoir par la nouuelle de Iustinian à ce' expresse:<sup>b</sup> Mais és autres chefs pour le regard de ladite exheredation n'auroit esté si fauorisee que ladite institution. Ceste cy comme fauorable amplifiée & estendue & celle comme odieuse restraincte & reserree:<sup>c</sup> Par ainsi comme il fut adueni, que par le testament d'un pere qu'il faisoit entre ses enfans, il eust en iceluy soustenu & asseuré qu'il auoit cause d'exhereder vn sien fils qu'il nommoit en son dict Testament, pour des atroces iniures par sondit fils contre luy dictes, sans autrement les specifier, luy leguant & laissant toutesfois cent liures à la charge de ne pouoir rien plus demander en sesdits biens apres son decez, ledict testateur pere de cede en ceste volonté, sondit fils auroit mis en instance l'heritier son frere, pour en repudiant ledict legat auoir sa

1

2

3

4 legitime en tous & chacuns biens de leurdict pere commun à quoy ledit fils heritier respondoit qu'il estoit notoirement non receuable veu le testament de sondit pere & la declaration par luy faicte dont resolutoit vne exheredation pour les iniures atroces par sondict frere dictes contre leurdict pere, lesquelles bien que non articulees il offroit veriffier à suffisance & telles pour lesquelles ladicte exheredation seroit tousiours trouuee bonne, non obstant le legat des cent liures qu'il luy auoit laissé, plustost par commiseration & aumosne que pour droict d'institution ny autre quelcōque qu'il peust pretendre; Mais sur ce le susdit fils demādeur respondoit que la declaration faicte par leurdit pere en son testament & moins les paroles esquelles il estoit conceu tant s'en faut peussent porter aucune exheredation, en & par la forme qu'elles estoient exprimees, qu'au contraire pour le legat y cōtenu important quelques especes d'institution *in aliquo*, tout ce qu'au moyen d'iceluy pourroit estre pretendu demeueroit quasi couuert & negligé, sans ce que par telles & semblables paroles vagues & generales, le susdit son frere heritier peust sans autre expression entrer en verification ny preuue, quelle qu'elle fust pour en fonder aucune exheredation: Ainsi auoir esté iugé pour le dit frere legataire, par arrest de ladicte Cour par lequel ladicte legitime auroit esté adiugee audit frere, rapporte en passant ledit sieur Berail en ses memoires, sans autrement toutesfois le datter, que nous comme vray semblable & ne receuant grand' difficulté n'aurions voulu supprimer & obmettre.

---

### CHAP. XIII.

- 1 *La constitution permettant au pere naturel donner aux enfans naturels & legitimes de ses enfans bastards tous & chacuns ses biens expliquee.*
- 2 *Et n'auoir lieu & proceder des Prestres & gens d'Eglise en faueur de leurs concubines ou bastards, ou bien de leurs enfans.*



3 Conformement à quoy par arrest de ladiete Cour, la donation faite par un Prestre, au fils legitime & naturel de son bastard, encores qu'en faueur de mariage, auroit esté declarée nulle comme telle casse.

a Authen. li-  
ces patr. C.  
de natura.  
lib. & in no-  
uell. unde su-  
mitur.

b l. humanita-  
tis, C. eodem.  
cl. fi. C. de ex-  
hereda. libe.  
d Baquet au  
2 traité des  
droits du Do-  
maine de la  
Couronne de  
France du  
droit de Ba-  
stardise ca. 4.  
Ex Chassia.  
sur les Coust.  
de Bourgon-  
gne titre des  
successions des  
bastards §. 3.  
c in l. fi. de  
natur. libe.

**B**ien que par le pere naturel au moyen du droit nou-  
veau des authentiques, il fust permis estre donné à  
ses enfans bastards le total de son bien<sup>a</sup> au lieu que  
par la loy du Code la moitié, <sup>b</sup> toutesfois par la dis-  
position de la mesme loy, il estoit loisible au pere naturel don-  
ner tous biens aux enfans naturels & legitimes de ses enfans  
bastards, *tum quia eis nulla macula inest, & neque paterno, neque*  
*materno vitio laborant: Tum quia in odiosis filiorum appellatione non*  
*continentur nepotes,*<sup>c</sup> & si le pere du bastard auoit des enfans  
legitimes il ne pouuoit donner ausdits enfans naturels & legi-  
times de ses bastards, sinon autant qu'il pouuoit donner à ses  
enfans bastards qui estoit vne once qui faisoit la douzieme  
partie de son bien<sup>d</sup>, de telle sorte que la donation faicte par  
le pere naturel aux enfans legitimes & naturels de ses bastards  
estoit plus tolleree & beaucoup plus fauorable que celle qui  
estoit faicte aux bastards: Toutesfois quand il estoit question  
de Prestres & gens d'Eglise en faueur de leurs Concubines  
& bastards ou bien de leurs enfans, il en estoit dit & iugé au-  
trement, *propter honestatem publicam, pudorem matrimonij, & ut*  
*paterna vitia reprimerentur.* Et ainsi pour le regard des enfans  
mesmes legitimes & naturels desdicts bastards auoir esté iugé  
par arrest solennellement prononcé, le 14. Aoust 1570. Ba-  
quet atteste au mesme lieu que dessus: Tellement qu'il dict  
que la constitution sus alleguee<sup>e</sup> doit estre prinse & enten-  
due *in soluto & soluta, id est in his qui tempore concubitus soluti erant*  
*non pas in sacerdote vel uxorato,* lesquels ne peuuent donner en  
propriété à leurs bastards, ny aux enfans legitimes de leurs  
bastards. Conformement à quoy nous auons trouué esdicts  
memoires dudit sieur Berail, vn autre arrest prononcé aux ar-  
rests generaux auant la Pentecoste mil cinq cens septante & vn  
par Monsieur de Paulo secōd President, par lequel la donation  
faicte par vn Prestre au fils legitime & naturel de son fils ba-  
stard

stards, encores qu'en faueur de mariage auroit esté declaree nulle & cassée comme telle & non valable, que nous n'auiôs voulu passer sous silence: pour noter & remarquer comme en faueur de la pudicité & pour reprimer toute incontinence scandaleuse, nous viuons en ceste France.

CHAP. XIII.

- 1 Les Prestres ou mariez bien qu'ils ne puissent donner à leurs bastards ou enfans legitimes d'iceux en propriété, leur peuuent toutesfois donner pour leur nourriture & aliment.
- 2 Ce qui est confirmé par reservation faicte en vn arrest de ladiete Cour de Parlement à Tholose.
- 3 L'erreur du Iuge ordinaire ayant suiuy en effect, la constitution cy dessus alleguee, les enfans legitimes & naturels des bastards des Prestres tenus incapables de leur ayeul Prestre.



Commément nous aurions dit dessus les Prestres ou mariez, ne pouuoir donner à leurs Bastards ou enfans legitimes d'iceux en propriété: parce qu'ils leur peuuent donner pour leurs nourritures & alimens, & encores en France, Balde rapporte au lieu susdict que les donations faictes *per solutos & solutos*, aux enfans legitimes de leurs bastards seront subiectes à debat & controuerse, & iustement pourra on dire qu'ils ne leur ont peu donner en propriété outre ce qu'ils eussent peu donner à leurs enfans bastards qui est vn tiers ou vn quart de leurs biens Côme le mesme Bacquet auroit dit au mesme lieu, & vn peu auparauant du susdict endroiect, mesme il adioust que quand les donations se trouuent faictes à enfans qui n'estoient encores nais & que n'auroient peu meriter, ou à enfans tant naiz qu'à naistre qui

a In l. fi. C  
de natur.  
liber.



*argu. l. de-  
dit. dotem. ff.  
de collat. bo-  
nor.*

estoit le cas comme il dict de l'arrest par luy allegué, telles & semblables donationes estre censees faictes plustost en contemplation des enfans bastards des donataires que des fils legitimes d'iceux bastards qui ne sont encores au monde<sup>a</sup> quoy que soit on est venu là, que les fils legitimes & naturels desdicts bastards ne sont estimez & censez incapables recevoir donations & legats de leurs ayeuls maternels pour leur vie, nourriture, & aliments: Ce qu'on estime auoir esté vn benefice à eux octroyé du droit Canonique, & que lesdicts enfans peuuent demander & poursuiure deuant leur iuge ordinaire & competent en & sur les biens de leurs ayeuls & peres où il seront trouuez en auoir besoin & estre souffreteux Parquoy comme il fut ainsi que le 20. Octobre, 1593. instance eust esté introduite deuant le iuge ordinaire de S. Cere, par Geraud Nosieres du village de Samontels parroisse de sainte Esperie dans la Chastellenie dudiect S. Cere impetrant & demandeur pour raison des biens & heredité de feu M<sup>e</sup> Iean Vern Prestre d'une part & Iean Vern du village Del Vern pour defendeur d'autre, en laquelle lediect de Nosieres par sa demande eust articulé & desdiect que ledit feu Maistre Iean, quand viuoit iouyssoit & possedoit mesmes au temps de son decez certaines pieces de terre, bois, pré, cheneuieres & grâges qu'il specifieoit & designoit par aboutissement & confrontatiōs & que iceluy maistre Iean par son dernier & vallable testament, du huitiesme Feurier mil cinq cens quatre vingts & quatre eust faict & institué son heritier vniuersel & general lediect Geraud de Nosieres au moyen duquel testament & institution en iceluy contenus, lediect Nosieres faict vray maistre & possesseur, des susdicts biens & tous autres ayans appartenue à iceluy feu Maistre Iean Vern, lediect Iean Vern toutesfois sans aucun tiltre de son autorité se seroit emparé d'iceux, & concludoit lediect Nosieres à ce que lediect Iean Vern fust condamné à laisser la possession vuyde desdicts biens avec restitution de fruiets puis l'indeue occupation, despens dommages & interets: Au contraire se seroit presenté lediect Iean Vern en qualité de pere & legitime, administrateur de Ieanne de Vern sa fille & de feu Bernarde D'Arnal disant & soustenant lediect feu maistre Iean

Vern Prestre par contract de donation du vingt troisieme  
Septembre 1567. deüement insinuee auoir donné tous &  
chacuns ses biens meubles & immeubles, droicts, voix, & ac-  
tions à feu Iean Arnal dit Iohandou du lieu de Moulieres se  
reseruant seulemēt l'vsufruit d'vne troisieme partie d'iceux  
sa vie durant, de pouuoir disposer pour ses honneurs fune-  
bres & sepultures, lequel Arnal dit Iohandou par son dernier  
& valable testament du 23. Nouëbre 1569. auroit donnez &  
par droict d'institution & hereditaire portion baillez à Ber-  
narde d'Arnal sa fille naturelle & legitime, & femme dudit  
Iean Vern tous & chacuns les biens audit testateur donnez  
par ledit maistre Iean Vern Prestre avec les charges portees  
par ladite donation, & outre ce legué certaine somme de de-  
niers, & que par consequent ledit Iean Vern comme mary  
& conioincte personne de ladite Bernarde d'Arnal iouyssant  
à bon titre desdits biens, & qu'il n'y auoit lieu qu'ils fussent  
condamnez en laisser la possession, ains qu'ils deuoient estre  
relaxe des fins & conclusions contre eux par ledit de Nosieres  
prises avec despens: A quoy & repliquāt ledit Nosieres auroit  
remōstré ladite pretendue donatiō n'estre soustenable, moins  
le testament dudit Arnal qu'en consequence de ladite dona-  
tion en fraude du droict s'en seroit ensuiuy, pour faire parue-  
nir indirectement & par la personne dudit feu Iean Arnal  
interposée à vne personne incapable, ce qu'elle ne pouuoit  
autrement recueillir ne prendre pour autant que ledit Iean  
Vern qui procedoit en qualité de pere de Ieanne de Vern  
sa fille & ladite feuë Bernarde sa femme estoit fils naturel  
dudit feu maistre Iean Vern Prestre & de feu Ieanne de  
Combart sa chambriere, lequel en l'an 1567. ayant marié le-  
dit Iean Vern son dit fils naturel avec ladite Bernarde fille  
audit Iean Arnal en contemplation dudit mariage faisant  
luy mesme iugement ne pouuoir donner ses biens à son dit fils  
bastard les auroit baillez audit Arnal, à la charge de les ren-  
dre à son dit fils, ce qu'il auroit fait deux ans apres, & en ce  
faisant rendu lesdits biens audit Vern son gendre ou à ladite  
Bernarde sa fille, sans que ledit Arnal au moyen de la susdite  
donation ayt iamais iouy desdits biens ledit maistre Iean les  
ayāt tousiours iouys & possedez iusques au iour de son decez.

Quelques iours avant lequel cognoissant ledit maistre Iean qu'il n'auoit peu faire ladite donation auroit disposé de ses biens en faueur de ses parens, en instituant ledit Nosieres son heritier, lequel auroit fait faire ses honneurs funebres en la presence & assistance dudit Vern, payez les legats couchez en sondit testament ou partie d'iceux, & par ce moyen concludoit que sans auoir esgard ausdites donation & testamēt il deuoit estre maintenu aux susdits biens avec despens dommages & interests: sur lesquels faicts, enqueste faite par ledit Nosieres contenant la deposition de dix tesmoins, s'estans cependans venus ioindre en l'instance Guillaume & Huc Del Vern freres audit Iean, requerant de mesmes estre maintenus, & le Procureur d'office du Duc de Bouillon Viscomte de Turenne requerant l'adiudication desdits biens par droit d'aubeyne, qui luy appartenoit & competoit en son Viscomté par ses priuileges, & dont il estoit en possession & saisine par temps immemorial: tant auroit esté procedé que ledit Iuge par sa sentence du 21. Iuin 1565. auroit maintenu ledit Vern. en ladite qualité non autrement en la possession & iouyssance de tous & chacuns lesdits biens ayants appartenu audict feu maistre Iean Vern Prestre au temps de ladite donation & de son decez, sans auoir esgard au testament d'iceluy Vern Prestre comme posterieur à ladite donation, & au surplus relaxé ledit Iean Vern des conclusions contre luy prinſes par ledit Nosieres, Procureur d'office, & Guillaume & Huc Vern, & sans despens: de laquelle sentence ledit Nosieres auroit reserué appel au Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Martel, & en la cause d'iceluy obtenu lettres en cassation de la susdite donation faicte par ledit maistre Iean audit Arual en contemplation de mariage dudit Iean Vern son fils naturel, & par sentence dudit Seneschal du 24. Septembre 1596. auant dire droit sur ledit appel auroit esté ordonné que ledit Iean Vern defendroit ausdictes lettres dans huiſtaine, autrement les faicts en icelles couchez tenus pour contestez & ledit Nosieres recen à les verifier dans autre huiſtaine & partie au contraire: de laquelle sentence ledit Vern auroit releué appel en ladite Cour à Tholose, & en iceluy baillé griefs de la part dudit Iean soustenant, la donation faite entre vifs

deuemet insinuee & concludoit à auoir bien appellé , & à la confirmation de la sentence du dit Iuge de saint Cere avec despens: au contraire de la part dudit Nofieres, autres lettres auroient esté impetrees pour estre receu à conclure comme appellant de la susdite sentence , à ce que sans auoir esgard à la susdite donation, il fust maintenu aux susdits biens suiuant le susdit testament dudit feu maistre Iean Prestre , & auroit par mesme moyen representé l'interposition des personnes qu'en fraude de la loy auoit esté faicte en la susdite donation faicte au profit dudit Arual , disposition & testament faicts par le mesme Arual, au profit de ladite sa fille, & par consequent de son gendre fils naturel dudit maistre Iean : concluant, interinant sesdites lettres sans auoir egard à la susdite donation comme nulle , à la maintenue de tous & chacuns les susdits biens suiuant sondit testament, dont sur ce le Procureur general du Roy ayant veu le procès & conclud , sans auoir esgard ausdites lettres , l'appellant deuoit estre déclaré non receuable avec l'amende , s'en seroit ensuiuy Arrest du 11. Mars 1597. par lequel l'appellation & ce dont auroit esté appelé, ensemble la sentence dudit Iuge ordinaire de saint Cere de laquelle auroit esté appelé audit Seneschal au neant & ayant esgard ausdites lettres sans auoir esgard à ladicte donation dudit iour 22. Septembre 1567. auroit condamné ledict Vern laisser la possession vuide audit Nofieres, des biens qui auroient appartenu audit feu maistre Iean Vern Prestre desquels il estoit possesseur au temps de son decez & dont estoit entre parties questiō , sans preiudice audit Vern appellant de ses aliments au cas ils y escherroient, pour raison desquels auroit renuoyé de la cause & party deuant ledit iuge de S. Cere ou son Lieutenant autre que celuy duquel auroit esté appelé, sans despens ny restitution de fruiets: & pour cause. Et voila ledit Arrest en mesmes termes qu'il auroit esté pronōcé, duquel en passāt sera remarqué que ledit iuge ordinaire ayāt maintenu ledit Iean Vern bastard en qualité de pere de ses enfans & non autrement es biens dudit Prestre leur pere, auoir pensé lesdits enfans capables de receuoir lesdits biens dudit leur ayeul naturel & pere suiuant la constitution vulgaire, qui en est à ses fins dessus alleguee: ce que ladite Cour

auroit nommément reformé, tenus & iugez lesdits enfans bié que naturels & legitimes incapables ésbiens de leur dit ayeul Prestre, suiuant ce qui en est communemét decís & tenu par les Interpretes de droit & decisionnaires François, entre lesquels feu monlieur Benoit en sa repetitio n<sup>e</sup> & des principaux & signalez, quand il disoit, *si sacerdos aliquam capacem institueris heredem, qui sibi secreta cautione accommodauit fidem de restituendo hereditate purio ipsius testatoris filio, non valet institutio*: il en allegue Balde au lieu à la marge cotté <sup>a</sup>: ce que ledit sieur de Grenoble si souuent allegué en ses conseils <sup>b</sup> auroit en raisonnant rapporté aux enfans legitimes & naturels des bastards suiuant ce que Accurse en auroit en passant touché sur ladite constitution, son frere apres estant venu y additionner & l'ayant resolué par la Glose ordinaire que nous y auons de mesme au fils legitime & naturel du bastard qu'audit naturel mesme, quelque chose apres, au contraire que le mesme sieur de Grenoble en ayt voulu opiner & resoudre <sup>c</sup>: les Cours souueraines de ce Royaume pour le bien public & reprimer telles & semblables incōtinences & scandaleux exemples de Prestre & gens d'Eglise n'ayāt voulu suiure son aduis en cest endroit, venons au reste.

a in l. si quis  
Presbyter.  
C. de Episc.  
& clericis.  
b conf. 94.  
num. 1.

c in si. dict.  
conf. 94.

## CHAP. XV.

- 1 Si les priuileges octroyez aux gēdarmes & gens de guerre, se peuuent rapporter ou appliquer aux gens d'Eglise & Prestres.
- 2 Si par la clause &c. trouuee en la cede & minute, les autres clausules accoustumees & necessaires, singulièrement les Codicillaires en testaments, les grossoyez d'iceux peuuent estre estendus & suppliez par les Notaires mesmes qui les auroient receus.
- 3 Preingé quant à ce de ladite Cour amené portant confirmation de l'affirmatiue desdites questions.



**E**seroit remplir beaucoup de papier, & perdre, qui seroit le pire, beaucoup de temps fort vainement & superflument, quand nous voudrions assembler en vn, tout ce qui est apporté, dict & raisonné d'un

<sup>a</sup> Alex. in l.

Centurio. de

vulga.

<sup>b</sup> Panor. in

cap. in prae-

sentia de probat.

Ciuitil que Canonique <sup>b</sup> mesmes par les decisionaires sur deux questions qui ont esté par les susdits traitées à plein fonds où

1 l'occasion s'est presentee d'en traicter & discourir, l'une si les priuileges & passe-droits octroyez aux gens d'armes & gés de

guerre, tels que sont dits au corps du droit, *milites*, se peuuent rapporter, estendre, ou appliquer aux gens d'Eglise, & Pre-

<sup>c</sup> in l. miles

super verbosa

causa per ff.

de re iudic.

susdits *Terrestres militie*, l'autre aussi par la clause, & *cetera*, estât

2 en la Cede & Minute, les clauses accoustumees & necessai-

res, singulierement les clauses codicillaires és testaments grossoyez d'iceux peuuent estre estendues & suppléées par le

Notaire mesmes qui les auroit receuz. Mais pour toute reso-

lution quant à ce nous nous contenterons pour le present d'en

3 reciter vn arrest prononcé en robes rouges auant la Pente-

coste 8. May 1573. en ladicte Cour à Tholose, par lequel vn te-

stament fait par vn Prestre fils en faueur de sa mere à laquelle

il auroit substitué ses freres avec quatre tesmoins & le Notai-

re, la clause codicillaire estant au grossoyé qu'il en auoit de-

pesché bien que ne fust à la Cede & Minute qu'il en auoir re-

céuës: mais estendue par la cause, & *cetera*, qui estoit nommé-

ment mise, auroit esté iugé bon & valable suiuant ce que ledit

S. Berail & à mesmes termes en auroit laissé par escrit en ses-

d in verbo

testamentum

in primo

num. 49.

50. cum eq.

l. codicillis.

§. lucius. D.

de lega. 2.

fin Aushen.

Presbyteros

& in nouel.

123. C. de

Epis. & Ci.

lites memoires, fondé ledit arrest eöme il dit en ce qu'un Pre-

stre *potest iure militari testari*, & que la clause codicillaire peut

estre estendue par ladite clause, & *c.* alleguât à ces fins pour au-

theur quât au premier M. Benoit en sadite repetitiö <sup>d</sup>, & pour

l'autre secönd, *scauola* au lieu à la marge cöté <sup>e</sup> qui me semble

routesfois de bié loin pris: mais l'arrest y estât tel, toute dispu-

te sebleroit quât à ce pour le present superflue mesme en ce

qu'il est dit par le droit nouueau <sup>f</sup> Prestres, Diacres, Soudia-

cres, & Anciens qu'on appelle Clercs pouuoir tester *sec. leges*

(ut ea verba) *ad leges priuilegiatas & speciales referantur no* (ec. alias

*leges iuris cömunis, ita quod in eorü testamētis aliter solēnitas minimè*

ain d. capin  
presens.

b in §. illud  
in Authen.  
de Monac.  
c in l. si qua  
mulier. C. de  
sacerd.

d Feu Pa-  
pon en son  
premier to-  
me des No-  
taires liu 7.  
titre des te-  
staments  
militaires.

*requiratur*: ce qu'auroit esté suiuy par le susdict arrest quand a-  
uec quatre tesmoins ledit testament auroit esté confirmé, tout  
ainsi que Panorme auroit ailleurs déterminé <sup>a</sup> *de ingredientibus  
religionem qui possunt absque debito numero testium, aut alia so-  
lemnitate testari*: en allegant vn texte des nouuelles <sup>b</sup> & Barto-  
le le tenant ainsi es lieux à la marge, cottez, & touchant à ladi-  
cte qualité de Prestre susdict qui estoit fils de famille le texte  
dudict droit nouveau y est tout expres, ne pouuant par ce  
moyen receuoir aucune difficulté, & pour en vn mot clorre  
le chapitre nous dirons que bien que la plus part des singula-  
ritez, priuileges de testaments militaire dont des doctes mo-  
dernes de nostre temps ont faict comme vne description &  
sommaire inuentaie, <sup>d</sup> semble estre hors des ronds & termes  
des causes pour lesquelles tels priuileges & passe droicts au-  
roient esté octroyez aux susdicts, qui estoit l'opinion qu'on a-  
uoit: *militaribus ingenij subtilitatem de esse, quia castræsis iurisdictio  
secura & obtusior ac plura manu agens callidatem fori non exercebat*.  
On ne pourroit toutesfois dissimuler que la dispensation en  
cest endroiect de telles formalitez du droit cōmun des Payens  
ne seroit & pourroit estre là comprise, & par ce moyen que  
pour le regard de ce que dessus nous serions tousiours hors de  
ceste prise, à plus forte raison & de tout doute de la con-  
trouuerse que sur ce pourroit estre faicte.

## CHAP. XVI.

- 1 Hypothese & faict d'icelle narré sommairement, pour  
entendre apres le preiugé.
- 2 Sentence du Seneschal dont auroit esté appelé en la Cour
- 3 Arrest par lequel ladicte sentence auroit esté mise au neāt,  
& tous & chacuns les biens, qui auroient appartenu au  
feu pere de l'appellant, & Claude son frere, adiugez à  
iceluy appellāt, sauf certaines pieces y specifiees, designees  
au testament dudict feu Claude y datté, esquelles pieces  
pour

*pour les causes contenues audit testament l'appellée auroit esté maintenue.*

- 4 *Les paroles sans diuisiō, encores qu'accōpagnées d'autres plus pregnantes & restraignantes, comme estoiet directement, entierement & sans aucune diminution, ne peuuent importer prohibitio expresse de Trebellianique, telle que seroit requise, pour en pruer lesdicts enfans descendans du testateur.*

**D**E puis l'edition premiere des liures precedés, il est tombé entre nos mains le recueil d'arrests de feu Papon augmenté comme le frontispice portoit de moitié de plusieurs arrests celebres, rendus tant au Parlement de Paris, Tholose, qu'autres de ce Royaume puis quarante ans en ça, tirez des Memoires des plus fameux Advocats d'iceux, & n'aurions plustost veu vn si beau & specieux tiltre, qu'il m'auroit fait esperer que les arrests de nouveau adioustez, venants de si bonnes mains, seroient plus asseurez & certains que beaucoup d'autres que l'auteur y auoit mis à credit & sous la foy d'autrui, alleguez contre l'intention de ceux qui les auoient donnez ainsi que i'ay fait veoir en quelques endroits de ces liures, i'ay esté ce neantmoins deceu en ceste expectation, à tout le moins en la deduction quant à l'arrest que i'auoys pris pour le subiect de ce chapitre, donné en la Cour de Parlement de Tholose, & couché audit recueil sous le tiltre des restitutions en entier titre troisieme du liure 16. article dernier; où il pense monstrier que de trois questions lesquelles y sont decises, & pour raison de quoy il les employe, il y en a les deux qui sont diametralement contraires aux maximes certaines & indubitables tenues & preiugees par ladite Cour: l'une concernant la prohibition de la quarte Trebellianique, par paroles expresses entre les enfans & descendans en droicte ligne du testateur, & l'autre pour les peines de priuation introduite de droict contre les femmes remariées d'ans l'an du deuil, dont ne peuuent estre garenties par les permissions & consentemens de leurs feus maris, en

a chap. 95.  
lib. 3<sup>e</sup>. 32.  
bb. 5.

leur vie, par leurs testaments ou autrement; suiuant ce qu'en aurions discoursu & raisonné, en deux chapitres des liures precedens<sup>a</sup>. Quant à la troisieme question nous la reseruerōs cy apres, & à vn autre lieu cōme fort notable, & parce que le faict n'a pas esté rapporté au vray, ie le coucheray tout au long, tout ainsi que ie l'ay tiré de l'extraict des actes que i'ay recouuré du Rapporteur d'iceluy, & ce vn peu exactement afin que l'on cognoisse que ladite Cour ne vacille point en ses iugemens & resolutiōs comme il sembleroit si la chose n'estoit rapportee telle qu'elle est, & cōme s'ensuit. Feu Estiēne Chaumel fils & heritier à Ieanne du lien de Varaines paroisse & mandement d'Annonay, de son mariage avec Ieāne Perrete eut deux enfans Claude & Marguerite, ledit Estienne par son testament du 6 d'Aoust 1539. apres auoir legué à ladite Marguerite sa fille certaines sōmes & autres choses pour son droit de legitime & autre qui luy pouuoit appartenir en ses biēs fait son heritier vniuersel Claude Chaumel sondit fils, & au cas qu'il decederoit en aage pupillaire ou autrement en quelque temps que ce fust sans enfans, substitue à iceluy Claude, le posthume masle si aucun ladite femme en faisoit, lequel posthume il vouloit estre son heritier directement, entieremēt & sans aucune diminution, & si elle n'en faisoit point (ainsi que le cas estoit aduenue) auroit substitué audit Claude directement, entieremēt & sans aucune diminution cōme dessus ladite Marguerite sa fille, avec autre progrez duquel le cas n'estant aduenue, n'estoit aussi point question, ledit Estienne decedé en ceste volenté en l'an 1555. le 8. Septembre ledit Claude recueillit l'heredité & marie sa sœur Marguerite avec Claude Henry fils à maistre Antoine auquel il constituē dot de huit cens liures & autres choses, moyennant lesquelles ladiēte Claude de licence dudit Héry quitte, cede & remet audit Claude de tous & chascuns ses autres biens, legats, droicts & actions paternels & maternels en forme, sauf loyale escheute & substitution, ledit Claude est aussi marié avec Claude Gautiete, il n'a point d'enfans de ce mariage, & venant à ses derniers iours par son testament du 6. Septembre 1568: en tous & chascuns ses biens faict son heritiere vniuerselle ladite Gautiere sa femme pour d'iceluy heritage, quant à ses meubles, debtes, & obligations

qui luy estoient deus & appartenoyent, en disposer par ladite heritiere & les siens à ses propres volonte: Et quant aux proprietiez sus declarees, ordonne qu'elles tiendroient lieu de ses dot & augment, dont ladite Gautiere & les siens en pourroient disposer à leur vouloir sans estre subiects en aucune substitutiō, à sçauoir vne vigne, pré ensemble autres proprietiez designees audit testament, & par le mesme testament ledit Claude fait quelques distractiōs desdits meubles dōnez, veut que du surplus desdits fonds & proprietiez appartenans audit testateur & qu'il tenoit pour lors, que ladite Claude Gautiere son heritiere vniuerselle iouysse, tant en propriété que vusufruit, comme vne heritiere doit & peut faire sa vie durant, & apres icelle en ce auroit substitué ladite de Caumel sa sœur femme audit Henry, à la charge que où sadite sœur voudroit quereller contre la teneur du present testament & mettre en controuerse ladite Gautiere sa femme, pour raison & occasiō dudit heritage, vouloit & ordōnoit qu'en ce cas ladite sa sœur fust priuee de ladite substitutiō & icelle n'eust aucune vigueur ny lieu: & que la dite Gautiere sa femme & les siens puissent & leur fust loisible disposer de tout ledit heritage à leur plaisir & volonté comme de leur chose propre, tant en la vie que en la mort, & audit cas legué à sadite sœur pour tous droicts que elle pourroit pretendre sur ses biens la somme de cinquante liures tournois, lescdites dispositions en forme, & de la mesme forte qu'elles sont cydessus transcrites & rapportees, tirees du testament sur ce produit audit procès apres lequel le testateur fait vn codicile de l'an 1574. & 3. Septembre, portant augmentation des choses y specifiez au profit de ladite Gautiere, à la charge de ne point pretendre ny demander aucune chose sur les biens subiects à la substitution faicte au profit de ladite sa sœur, de laquelle y est faite mention pour raison des deniers, denrees, ou autres meubles quelconques qu'il auroit receu ou pourroit receuoir pour raison de la succession aduenue à ladite Gautiere, par le decez de feus André & Claude Gautier ses freres decedez, apres lequel codicile il en auroit fait vn autre le vingtsixiesme May 1578. adioustant audit testament, sans autrement desroger aux susdites dispositiōs principales d'institution & substitution, & quatre ou cinq



iours apres & vers la fin dudit mois il feroit decedé: apres lequel decez ladite Gautiere vefue & heritiere dudit feu Claude & ladite Marguerite procedant de l'autorité dudit Henry son mary, y a transaction au commencement de laquelle est faite narratiue d'vn instance introduicte en la Cour presidiale de Nismes & Royale d'Annonay, entre ledit Henry ou bien ladite Marguerite sa femme par luy authorisee impetrant lettres de maintenue au moyen de la substitution contenue audit testament dudit feu Estienne son pere qui auroit esté ouuerte en sa faueur par le decez de feu Claude Chaulmel son frere sans enfans d'une part, & ladite Gautiere vefue & heritiere dudit feu Claude opposante & defenderesse au moyen & en vertu dudit testament dudit feu son mary, & Codicilles par luy faicts d'autre, ensemble des faicts pour ce regard posez & articulez par les parties requisitions & declarations par elles faictes, sur lesquelles ladite Marguerite auroit repudié & déclaré ne vouloir accepter la substitution cōtenue audit testament d'Estienne son dit frere, & moins empêcher ladite Gautiere qu'en luy rendât l'heritage paternel, faites les distractions necessaires, la clause de priuation portee par le mesme testament dudit feu Claude, n'eust plein & entier effect à l'aduantage de ladite Gautiere: laquelle ayant accepté lesdites declaratiōs & presté cōsentemēt à la maintenue diffinitive de l'heritage dudit feu Estienne pere au profit de ladite Marguerite, les detractions qu'il appartenoit faites au profit de ladite Gautiere cōme heritiere vniuerselle dudit feu Estienne son mary, estoit consecutiuelement portée par ladite transactiō, que lesdites parties sur ce auroiēt accordé de quatre arbitres dedans y nommez, lesquels à ces fins assemblez, veues les distractiōs proposees par ladite Gautiere, entre autres des legitimes des autres enfā dudit feu Jean frere dudit feu Estienne & de ladite Marguerite & nōmément de celle de ladite Marguerite qu'elle auoit quittee en faueur dudit feu son frere, & de la legitime & quarte Trebellianique d'iceluy: ladite Marguerite n'ayant rien dit ny contredit pour se regard, ainçois generalemēt sur toutes les detractions requises, conclud à l'imputation des biens hereditaires vendus par ledit feu Claude qu'elle denombroit, de l'aduis desdits arbi-

Tres le 21. Iuillet 1579. lecture faicte du contenu d'iceux & aduertis par le Notaire receuant le contract de l'Edit fait sur l'authorisation & confirmation de toutes transactiōs passees entre maieurs, lequel auroient voulu auoir lieu en ladite transactiō, auroient transige que tous & chacuns les biens qui appartenoient lors de la vie & decez audit feu Iean pere tant dudit Estienne que de ladite Marguerite & aussi ceux qui appartenoient audit feu Estienne de son viuāt & decez soit partagez en deux parties esgales, dōt ladite Gautiere auroit l'vne pour toutes distractions des legitimes & quartes qui luy pouuoient appartenir, & ladite de Chaumel l'autre, & qu'à ces fins s'accorderoient d'experts: Quant aux reparations acquittement des biens & alienations le tout demeueroit compensé & ladite de Chaumel auroit renoncé à tous les profits, legats & supplémēs de legitime qu'elle pourroit pretendre sur les biens de Claude, tant au moyen de sondit testament & codicilles qu'autrement, avec autres charges y aussi specifiees, laquelle transactiō par ordōnance du Bailly & iuge de Viuefois, auroit esté confirmee & authorisee & les parties condammées respectiuement à garder le contenu en icelle, selon sa forme & teneur: ce qu'estant demeuré en l'estat, ladite Marguerite impetre lettres Royaux, adressantes au Seneschal de Beaucaire, & Nismes en rescision de ladite transactiō, faite par ladite Gautiere avec son mary, lequell'auroit à ce induite & cōtrainte, ayant ladite Gautiere pour plus aysément l'a y faire condescendre attiré certains personnages de son conseil, lesdites lettres dattees du premier Octobre 1579. estant nommément mandé par icelles audit Seneschal sans auoir esgard à ladite transactiō, maintenir l'exposant en tous les biens à elle aduenus par la disposition de sondit pere: & à suite desdites lettres par la mesme Marguerite en sont impetrees d'autres pour estre instituee en entier enuers la quitance par elle faite audit Claude son frere en son contract de mariage comme estant pour lors de l'aage seulement de treize ans en puissance de sondit frere & encores moindre de 35. ayāt esté empeschée à cause des troubles, en datte du 17. Nouembre 1581.

2. ausquelles susdites deux lettres, ladite Gautiere ayant defendu par fins de non receuoir, par sentence dudit Seneschal du

19. Feurier 1582. sans auoir esgard ausdites lettres presentees par ladite Marguerite & icelle deboutee de l'effect d'icelles auroit esté declaré qu'elle ne faisoit à receuoir cōme demanderesse, & par ce ladite Gautiere relaxee de la demande fins & conclusions contre elles prises: de laquelle sentence ladite de Chaumel auroit releué appel en la Cour en laquelle ladite Marguerite mieux cōseillée auroit impetré lettres royaux du 22. Nouembre 1582. pour estre receue à conclure cōme appellâte de la sentence & authorisatiō de ladite transactiō y mentionnee, releuee de tous actes d'acquiescemēs à elle preiudiciables, & à ce que la Cour disant droit sur ledit appel declarast ladite Gautiere pour s'estre remarice dās l'an du ducil, priuee de l'entiere succession dudit feu Claude son premier mary & icelle adiugee à ladite impetrâte sa sœur & autres fins y cōtenues, ayant fait assigner sur l'interinement de mesmes lettres, François Colōbier Escuier sieur de Fōtaines mary en secōdes nopées de ladite Gautiere pour venir assister en cause s'il y pretēdoit interest. Sur lequel appel ayant esté conclud avec ladite Gautiere, ensemble sur lesdites lettres tant avec ladite Gautiere que Colombier le tout ioinct, furent par ladite Gautiere produits plusieurs actes mesmes les pactes de mariage d'entre elle & ledit Colōbier, & la certification du iour de la celebratiō d'iceluy, par lesquels estoit clairemēt prouué & verifié, ladite Gautiere s'estre remarice avec ledit Colōbier dās le 9. mois du decez dudit feu Estienne son premier mary, ce que ladite Gautiere ne cōtestoit pas, ains accordoit librement, mais pour ses excuses auroit produit vn acte fait le 13. Iannier 1583. pardeuant le Iuge de Viucrois deuāt lequel elle auroit remonsté que quinze ou faize iours estoient passez en l'absence dudit sieur de Fontaines son mary: Messire Nicolas de Pelous sieur de Hourdan Baillif dudit Annonay, seroit venu dedās sa maison accōpagné de tout le peuple de la ville & pardeuāt notaires l'auroit sōmmee declarer si elle apres le decez de feu Claude Chaumel son premier mary: auroit esté par ledit sieur de Pelous pressée de se marier: Surquoy ladite Gautiere pour la reuerence dudit sieur de Pelous & de peur d'encourir son indignation presente auroit fait declaration à sa volonté, combien qu'il fust veritable qu'incontinent apres le

decez de sondit feu premier mary qui laissa son heritiere vniuerselle, il luy fut parlé tres instamment de la part dudit sieur de Pelous & autres de se marier à leur plaisir, pour euitier auxquelles importunitiez qui estoient à craindre, elle se seroit aduancee de passer en secondes nopces avec le sieur de Fontanes auant l'an de viduité escheu: partant reuouoit ladite declaration & desaduouoit comme faicte contre sa conscience, s'en rapportant à la verité du fait & aux actes qui sur ce seront faicts: requerant ladicte Gautiere ledit Iuge attédu que pour son infirmité, sur son humble supplication il s'estoit transporté dans ladite maison dudit de Colombieres sieur de Fontanes où il estoit, vouloir ordonner ladicte reuocation estre escrite, ce qu'auroit esté faict & signee par ledit Iuge & autres tesmoings y presens: produisoit encores ladicte Gautier, pour sesdictes excuses & iustification, contre la precipitation pretendue dudit mariage, vne lettre missiue dudit de Pelous du deuxiesme Ianuier 1589. au Curé de la ville & parroisse, par laquelle il l'aduertissoit qu'il s'asseuroit qu'il n'endureroit qu'autre que luy espousast la vefue de Varaines entendant de ladicte Gautiere, veu que les nopces se faisoient en sa charge, & qu'il y auoit desia mandé des hyer que s'il venoit à sa notice, qu'il l'empeschast à son nom, ce qu'il le prioit de faire, & parce que le sieur de Colombiers menoit vn Prestre, qu'il ne fist faute de monstrier sa lettre audit Prestre, car il se vouloit opposer audit mariage, pour vne promesse que ladite vefue luy auoit faicte, ou à un sien amy en sa presence, & s'assurant que ledit Curé s'acquiteroit bien de sa charge comme il l'en prioit, il ne luy faisoit ladicte lettre plus longue: & sur ce, & autres productions des parties s'en seroit ensuiuy ledit arrest en la premiere Chambre d'enquestes de ladicte Cour dudit 18. Feurier 1583. au rapport de Monsieur d'Ambres, lequel arrest ladite Cour interinant quant à ce lesdites lettres de ladite Marguerite appellant de ladite sentence donnee par le Seneschal de Beaucaire Nismes, ou son Lieutenant le 19. Feurier 1582. auroit mis les appellations & ce dont auroit esté appellé au neant, & sans auoir esgard à ladite transaction dudit 21. Iuillet 1579. auroit adiugé & adiugeoit à ladite Marguerite tous & chacuns les biens qui au-

roient appartenu tāt à feu Estienne Chaumel son pere qu'audict Claude son frere au temps de leur decez sauf & reserué les pieces de vigne, assises au terroir, & appartenances de Varaines, appellees à las Pellatieres, le premis en terre appellé de Vignan, ioignant à la susdicte piece de vigne, la terre de Vignon, pré de Layne & iardins ioignans; assis au lieu & appartenance des petites Varaines, ensemble la vigne appelée la Bonnete plus à plain designees & confrontees au testament dudit feu Claude Chaumel du 6. Septembre mil cinq cens soixante & huit produit au procès, esquelles pieces ladicte Cour pour les causes contenues audit testament auroit maintenu & gardé ladicte Gautiere sans despens ne restitution de fruiets, & pour cause. Dont & de tout ce dessus pourra paroistre aux plus clairs voyant, voire aux mediocrement exercez aux affaires de la iurisprudence, & tels qu'ils se pratiquent au pais de Droit Escrit, de combien la vraye hypothese, sur laquelle ledict arrest auroit esté donné, prise comme il a esté par nous des actes du procès & breuet susdict escrit de la main dudit sieur rapporteur, est differente du fait ainsi qu'il est conceu esdictes questions dudit feu Papon Premierement en ce qu'il dit par ledit testament dudit feu Estienne Chaumel ladite Marguerite auoir esté substituee audict Chaumel au cas que dit est & aduenue sans diuision, lesquels termes sans diuision, auroient donné occasion de soutenir & dire que par iceux estoit defendue la detraction de la Trebellianique *etiam liberis primis gradus*, & consecutiuelement apres asseuré le cas aduenue de ladite substitution, auoir consisté en cinq portions de six vne sixiesme distraite aux heritiers de Claude *pro legitima*, venant à demy tiers, sans parler de la Trebellianique que l'on tenoit interdite comme il auoit dit dessus. C'est auoir erré ouuertement audit fait & hypothese iugée par ledit arrest, pour autant que cōbien qu'en ladite substitution les termes pretendus n'y fussent simplement apposez, mais encores d'autres susdits, plus preignans & restraignans qui estoient directement, entierement & sans aucune diminution, par la transaction que dessus, du 22. Iuillet 1579. ladite Marguerite substituee n'auroit quitté la susdite substitution, ains seulement transigé sur la liquidation des detractions



ctions à faire au profit de ladicte Gautiere , heritiere vniuerselle dudit feu Claude son frere: Entre lesquelles detractions par apres celles des legitimes des autres freres & sœurs dudit Iean son pere & de ladite Marguerite en faueur de qui ladite substitutiō par iceluy feu Iean auoit esté faite , à laquelle ladite Marguerite s'estoit restrainte ayant renoncé à tout autre substitution qui se trouuoit, ledit feu son frere auoir faite de sa personne par sesdits testaments & codicilles , se trouuoit de mesme avec la legitime dudit feu Claude, ladite quarte Trebellianique couchee , demandee par mesme moyen mise en blot avec les autres cottitez desdites detractions par les arbitres Docteurs nommez en ladite transaction, & par eux apres déclaré toutes lesdites detractions ainsi assēblees reuenir à la moitié de tous & chacuns les biens dudit feu Iean, laquelle seroit baillee & demeureroit à ladite Gautiere en ladite qualité pour toutes detractions de legitimes & quartes qui luy pourroient appartenir ainsi que dessus a esté remarqué de & sur le contenu de ladite transaction , laquelle par ce moyen & autres imputations & detractions apres , quant aux meubles, obligations, tant actiues que passives, qui sont consecutiuelement faites à proportion de ladite moitié pour chacune desdites parties que dessus , n'importe qu'une pure & vraye execution de ladite substitution au profit de ladite Marguerite , tant s'en faut que quittance & renonciation au profit de ladite Gautiere , laquelle n'auroit obmise ladite quarte , & moins tenuë pour prohibee audit feu Claude par les mots susdits contenus au testament dudit feu Estienne , voire encore sans contredit, debat , ny impugnation quelconque pour ce regard de ladite Marguerite , son conseil comme est à presumer ayant bien veu & cogneu que par les preiugez certains de nostre dite Cour à Tholose , tels que nous auons touchez en nos precedēts liures, prohibition de Trebellianique entre les enfans & descendans en droicte ligne du testateur ne pouuant estre induite ny auoir effect autrement que par paroles expresses & nommément conceuës quelques generalitez d'autres termes lesquels puissent estre assemblez & apposez, comme estoient les susdits contenus en la susdite substitution dudit testament dudit feu Iean pere de ladite Marguerite en

2 l. cum pa-  
er §. filius  
matrem ff.  
de legat. 2.

faueur d'icelle qui ne pouuoit importer plus qu'autres mots, *intégrè, uniuersaliter, integram, aut totam hereditatem*, que nos Docteurs ont tenu n'importer prohibition expresse de la Trebellianique entre les ascendans en droite ligne du testateur, bien qu'autrement entre les estrangers d'iceluy tels qu'ils s'appellent & sont dits de droit, ainsi qu'auons touché souuent cy-dessus esdits premiers liures, *quia & si enixa voluntatis preces ad omne successionis speciem perrecta videatur<sup>a</sup>*, & par consequent *in eiusdē voluntatis verbis generalibus inducta declarationes ad omne prohibitionis speciem porrigi debere viderentur*, toutesfois cela n'a lieu, & ne peut proceder quant en faueur & contemplation des personnes entre lesquelles est question, il faut & est requis qu'elle soit expresse, comme celle de ladite prohibition *inter liberos*, qui ne peut estre autrement presumee, induite ny colligee cōme elle est entre les estrangers susdits par les mots generaux que dessus venans à contenir *enixam voluntatem inter ipsos extraneos*: & touchant audit Arrest par la disposition d'iceluy n'en auroit esté rien dit & ordonné pour n'en auoir esté de besoin ny aucunement necessaire par la priuation qui auroit esté faite contre ladite Gautiere pour s'estre remariee dās l'an du deuil des biēs & successions dudit feu Claude son mary & adiudications tant d'iceux que des biens & succession dudit feu Estienne pere de ladite Marguerite, ladite quarte avec toutes autres detractions que ledit feu Claude pouuoit faire estant en ses biens, auroit esté & demeuré confuses en la personne & profit de ladite Marguerite, en & sur laquelle lesdites distractions auoient esté faites par ladite transaction, & où ne l'auroient esté, deuoient estre autrement faites en & sur les biens qu'elle auoyent de la susdite substitution auoit & recueilloit de feu sondit pere: Car autrement si ladite Gautiere ne se fust si fort hastee & se fust contenue pendant & durant l'an susdit de viduité, elle ou ses heritiers & successeurs n'auoient à craindre ladite prohibition de Trebellianique n'estant expresse comme il est requis, ains taiee & presumee par la generalité des mots, sondit feu mary ayant esté du premier degré des enfans & descendans dudit testateur. L'arrest susdit doncques n'en parlant point, nous aussi n'en deuons parler autrement, que suiuant quant à ce lesdits preiugez & maxi-

mes certaines & indubitables de ladite Cour: & voila quant à ce poinct pour ce premier chapitre.

CHAP. XVII.

- 1 *Fort dangereux d'alleguer arrests ou choses iugees par la bouche d'autres que des presens assistans, & autrement tels & si signalez qu'ils facent à croire sans autre serment ny solemnité.*
- 2 *Le consentement & permission du mary à sa femme de se remarier dans l'an de deuil, ne la peuuent garentir des peines coner'elle pour ce regard ordonnees.*
- 3 *Lesquelles toutes fois ne peuuent venir ny tréper sur sa dot ny autres biens d'ailleurs & de son chef luy appartenās.*
- 4 *L'augment onereux non subiect de mesmes ausdices peines, & quel il est & comment se doit entendre.*



Vant au second poinct de la permissiō pretenduē auoir esté dōnee par ledit Claude en sondit testamēt à ladite femme & heritiere de soy remarier apres sa mort avec vn hōme de bien le plustost qu'elle pourroit, afin qu'elle ne fust surprise se marier de la main & au gré du gouuerneur du lieu duquel il entendoit & sçauoit qu'elle seroit pressée en faueur de quelqu'un des siens, & ainsi le luy cōmandoit, c'est vne clause toute entiere faulse & supposée en tout ledit testament dudit feu Claude, & moins aux codicilles par luy apres faits n'en y ayant pas vn seul mot, aucune trace ny vestige, & partant adioustee par les Memorialistes susdits non tant de volonté expresse que ledit feu Claude en eust fait: mais comme fantasiee en l'air sur la qualité peut estre dudit feu Claude qui estoit de la pretenduē Religion reformee tel qu'il se declare par sondit testament, & ceux de son party communément & ordinairement tenir & estimer.

*Id cinerem aut manes numquam curare sepultos;*

& encores les clauses de ladite permissiō pretēdues audit testamēt cōcernant la presse & cōtrainte du gouuerneur du lieu



estans prinſes d'une partie des excuses que ladite Gautiere propoſoit de s'eſtre remariee dans l'an du dueil pour ſe garentir de ladite priuation, qu'on auroit conuerties à la perſonne dudit Claude, & pour raiſon & cauſe de la permiſſion : Enquoy ſ'il y a de la verſſimilitude iugeront ceux qui ſçauent l'humeur des maris enuers leurs femmes durant & pendant le mariage, & que cependant penſer à vn autre, ce n'eſt proprement que conſpirer contre leurs vies, durant leſquelles ſemble funeſte, triſte, odieux, & lamentable *talia cogitare* : Et certainement quand nous penſons & examinons au plus pres de ce qu'en ceſt endroit a eſté ſuppoſé en ladite hypothèſe, nous trouuons qu'à ce compte, il eſt fort dangereux d'alleguer, amener, ny propoſer arreſts ou choſes iugees par la bouche d'autres que des preſens, aſſiſtans, ayans opiné au iugement & autrement tels & ſi ſignalez qu'ils facent & ſoient à croire ſans autre ſerment ny ſolemnité, comme vn de ceux deſquels ſuffiſoit eſtre dit non ſeulement qu'il l'auoit dit: D'ot faut que nous confeſſions, que n'ayans peu lire, veoir, flairer, ny ſentir en tout ledit procez, actes, articulats, contredits, & autres productions deſdites parties vn ſeul mot deſdits conſentement & permiſſion du mary à ſadite femme & moins y auoir peu deſcouurir aucune choſe voiſine & y approchant, ne nous pouuons aſſez eſbahir de l'aſſurance que ſur ce vn<sup>a</sup> des ſieurs Conſeillers de la Cour dont auons fait mention ailleurs en auroit donnée, & depuis le ſieur de Charondas confirmée par des memoires toutesſois d'un Aduocat qu'il n'otme<sup>b</sup> qui ne ſont pas les ſeules & premieres qui l'ont d'autres fois trompé: ioinct que quand bien ainſi comme il eſtoit preſuppoſé ledit feu Claude par ſon dit teſtament ou autre volonté euſt donné telle permiſſion à ſadite femme, voire encores expreſſement & nommément ſe remarier dans l'an du dueil, tout cela ne la pouuoit garentir, de la priuation de tous droits & aduantages es biens dudit feu Claude, ſuyuant auſſi les autres preiugez que la Cour en auroit faits, par nous touchez en quelque endroit de noſdits liures c & nommémēt ſuiuis par ledit arreſt: ſans que la reſerue que par iceluy faite des ſuſdites pieces y mentionnees, eſquelles par iceluy ladite Gautiere auroit eſté maintenüe pour les cauſes contenues

alib. 3. ſu-  
prà ca. 95.

lib. .ca.  
164. de ſeſd  
reſponſ.

eliure 3.  
cha. 95.

audit testament dudit feu Claude, puisse tant soit peu dōner couleur & pretexte à ce dessus en raportant lescdites causes à ladite permission: car cela seroit nommément contre ce qui en est contenu audit mesme testament, auquel nommément est dit & ordonné par ledit testateur qu'elles tiendront lieu à ladite Gautiere de ses dot & augment, & desquelles moyen-  
nant ce elle & les siens, en pourront disposer à tout vouloir sans estre subiectes à aucune substitution: dont est colligé lescdites pieces luy auoir esté reseruees par mesme arrest, pour le dot d'une femme ny ses biens d'ailleurs à elle appartenans comme son propre patrimoine, ne pouuoir venir ny passer à ladite priuation qui ne passe plus outre que des biens du  
3 premier mary à elle par luy ou à son occasion & contemplation immediatement paruenus: toute la difficulté qui pourroit interuenir sur lescdites pieces adiugees par ledit arrest à ladite Gautiere seroit, que luy ayant esté reseruees, & tirees hors de ladite priuation des biens & successiōs dudit feu Claude son mary pour tenir lieu desdits dot & augment suiuant sa volonté, ledit augment viendroit & seroit compris de droit en la dite priuation comme vn aduantage procedant de la liberalité de son mary, ainsi que par sus dudit dot prelegué à ladite Gautiere, à laquelle par ainsi au pis aller ne luy deuoiēt estre adiugees lescdites pieces que iusques à concurrēce dudit dot ou bien en payant iceluy à ladite Gautiere, rachetables par ladite Marguerite: Surquoy nous dirons librement que n'estant faite en tout le procès en aucun autre endroit mention dudit dot ny d'autre augment que des deniers, denrees ou autres meubles quelsconques que ledit Claude en auoit receu ou peu recevoir pour raison de la succession aduenue à ladite Gautiere par le decez de feus André & Claude Gautiers ses freres, dont ledit Claude par sondit codicille du 3. Septembre 1574. vouloit ladite marguerite sa sœur moyennant les choses par luy leguees à ladite Gautiere en mesme codicille estre deschargée enuers icelle, les pactes de Mariage, au surplus entre ledit Claude & ladite Gautiere n'ayans esté produits ny autrement rapportez en tout ledit procès, que ledit augment mentionné audit testament & pre-  
legat susdit & par ladite Cour entendu audit Arrest sous ces mots,



Pour les causes contenuës audit testament, ne se peut rapporter qu'à vn augment onereux non subiect à ladite priuation, ou plustost à vn accroist de dot qui peut estre fait pendant & durant ledit mariage lequel adiousté au dot premierement constitué, est dit & fait proprement dot & suit comme vn accessoire, la nature de son principal : *ita vt in hac specie tanquam augmentum dotis ipsius, & proprium patrimonium mulieris, à priuatione superiori eximi debeat*: & quant au surplus dudit dot & prelegat, la conscience & religion des Iuges n'a voulu à toute rigueur, *vsque ad ultimum quadrantem* declarer ladite priuation, au plus obscur ayant suiuy le moindre & és peines vne benigne & equitable interpretation, suiuant les reigles Canoniques assez vulgaires, *pœnarum moliendarum, potius quàm exasperandarum causa*<sup>2</sup>, considerant encores que faisant autrement & y laissant pour ce regard quelque queüe, elle eust enfoncé les parties en plus grand procez, les frais duquel eussent peu consumer le demeurant de ce peu qui leur restoit apres tant de poursuittes: singulierement qu'au grand preiudice de ladite Gautiere les Corbeaux qui auroient baillé apres elle dès le decez de son premier mary, l'ayant seduite iusques là, *com-miseratione digna visa fuit, vt vel in proprijs (saltem quadamteuus allenaretur*: ce qui semble assez pour ce regard.

<sup>2</sup> ea in ob-  
scuris. cap.  
in pœnis de  
regul. iur.  
lib. 6. l. pe-  
nult. ff. de  
pœnis.

## CHAP. XVIII.

1. *Comment restitutions sont interdites enuers & ne transac-tion faicte & passee entre maieurs, & comment aussi elles sont permises & receües.*
2. *Bien que les persuasions & seductions soient faciles & loïsibles aux maris enuers leurs femmes, est de besoin toutesfois qu'elles y soient & en apparaisse, autrement que par la presence & assistance de leurs maris.*
3. *L'arrest dont est question, fondé sur lettres dernieres par autre droit depuis la transaction, à l'impetrant surue-nu, & quel.*

- 4 Par l'ordonnance desdites transactions entre maieurs, plusieurs difficultez vuidees de plusieurs interpretes du Droit, sur lesdites transactions, pour l'alezion d'outre moitié de iuste prix.
- 5 La sentence du Seneschal soustenable, pour ladite lezion contre ladite Marguerite, mais aussi insoustenable pour le dol, force, menaces, cōtraintes, & batemens du mary, precisement & à plein par la femme articulez.
- 6 La transaction dont estoit question ne se pouuoit rapporter, au cas du mariage, dont estoit question, & moins porter aucun preiudice à iceluy, pourquoy & comment.



ENANTS à la troiesme question pour laquelle par les mesmes memoires est porté que nonobstant ce que par l'Ordonnance restitutions d'auoir transfigé soient interdites aux majeurs, comme estoit ladite Marguerite. Ce neantmoins quand il y a du dol & de l'impression personnelle, comme violence, surprise & autres moyens considerables, elles sont receues ainsi que par ledit arrest, notamment en matiere tant fauorable comme ceste cy estoit pour ladite Marguerite: A quoy pourroit estre adiousté, quand mesmes, & principalement les parties passans & contractans la transaction estoient nommément aduertis de ladite Ordonnance, pour n'en pouuoir à l'auenir pretendre ignorance, ainsi qu'auoient esté en ladite transaction par ce Notaire qui l'auoit receue: & d'ailleurs au mesme susdit fait, consideré que ledit Henry mary de ladite Marguerite y estoit tousiours presét assistant & autorisant, estant certain & eserit *Mulieres mariti seductionibus facile decipi, & iura propria negligere*; Ce neantmoins telles persuasions & seductions bien que soient faciles & aisees aux maris enuers leurs femmes, il faut toutesfois qu'elles y soient, & en apparaisse autrement que par leur assistance & presence: Car n'y suruenant & interuenant autre chose, *iniquum fuerit dicere omnem contractum mulieris initum mariti auctoritate, presumi fa-*

a Inst. nouel.  
61. in §.  
quapropter  
circa finem.

b Dyon.

Gothofr.

ad. d. 5.

Quapropter.

*Etum instigatione & seductione mariti*, ainsi que de nos modernes auroient fort bien à propos adnoté en quelque part. Et d'ailleurs ladite Cour par le susdit arrest ne se seroit arrestee ny fondée là, car bien que par les lettres impetrees par ladite Marguerite deuant ledit Seneschal, ladite Marguerite eust fondé la rescision de ladite transactiō sur l'introduction & cōtrainte de sondit mary, & sur l'attitrement & suggestion de certains personnages de robbe longue qu'elle narroit auoir esté du conseil de ladite Gautiere, par les persuasions & inductions desquelles elle eust esté contrainte à faire ladite transactiō par dol & fraude, elle estant en puissance de mary, & ladite transactiō contenant lesion enormissime plus que d'outre moitié de iuste prix encores que par les articulats desdites lettres elle eust plus à-plein particularisé ladite lesion, inductions & subornations de ladite Gautiere, & personnes par elle interposees, menaces, & battemens de sondit mary, n'en y auoit toutesfois aucune preuue ny verification: ladite Marguerite n'y ayant esté receuë par ledit Seneschal, lequel par sa sentence sans auoir esgard ausdites lettres de ladite Marguerite auroit relaxé ladite Gautiere par fins de non receuoir, des fins & conclusions par ladite Marguerite contr'elle prinſes: Tellement ores qu'en ladite cause d'appel d'icelle, releuë par ladite Marguerite en ladite Cour par ledit arrest, l'appellation pour ce regard avec autre appellation de la mesme Marguerite dont sera parlé cy apres, & ce dont auoit esté appellé eust esté mis au neant. l'Arrest susdit au surplus seroit interuenue, & auroit esté fondé sur autres & dernieres lettres de ladite Marguerite par autre droit depuis ladite transactiō à elle suruenue & acquis, duquel nous parlerons tout maintenant, pour-autant qu'autrement si la ladite Cour se fust arrestee, sans doubte ne l'eust fait, qu'en reformant le iugement qu'elle auroit mis au neant dudit Seneschal, elle eust appoincté, que ladite Gautiere defendroit à toutes fins ausdites lettres & articulats d'icelles de ladite Marguerite, ou bien sans preiudice de ses fins de non receuoir, & reseruant sur icelles luy faire droit en iugeant le procez diffinitiuemēt & ayant defendu regler les parties à plus à plein articuler & prouuer de leurs faicts, pour apres & leurs enquestes rapportees,



tes leur estre fait droit: car si par les preuues il eust apparu des dol, inductions, suppositions par ladite Marguerite articulées, menaces aussi & battemens dudit mary par elle posez & alleguez en ses articles additionnez, il n'y eust point eu de difficulté à l'enterinement de sedites lettres, l'ordonnance mesmes des transactions d'entre maieurs qui est du Roy Charles neufiesme au mois d'Auril 1560. authorisant toutes & semblables transactions susdictes, qui sans dol & force seroiēt passées entre lesdits maieurs, voulant seulement que cōtre icelles nul fust receu apres sous pretexte de lesion d'outre moitié de iuste prix ou autre plus grande quelconque, & ce qu'on dit en Latin *dolus re ipsa*, de façon que par ladicte ordonnance  
4 ayant esté vuidees les difficultez de plusieurs interpretes du droit Ciuil, sur la question qu'ils auroient mise en auant: qui estoit, si le remede du droit, pour ladite lesion auoit lieu & se pouuoit pratiquer es transactions (les vns leniant, sinon qu'il y eust dol ou minorité suivis par Arrest precedant ladicte ordonnance de Paris, du 27. Mars 12 47. selon la loy à la marge cotee <sup>a</sup>, les autres au contraire tenans pour l'affirmatiue d'y auoir lieu <sup>b</sup> singulierement si l'on proposoit lesion enorme comme l'on allegue vn Arrest de Paris du 16. Septembre 1540. es grands iours de Molins <sup>c</sup>) restoit seulement à ladite Marguerite des moyens par elle desdits en son impetration les dol & force par elle alleguez, exceptez nommément par ladicte ordonnance suiuant les arrests si tels y sont qui auroiēt esté adioustez en ladicte nouvelle impression dudit recueil au dit article, touchant ladite lesion d'outre moitié nō receuable ainsi que auoir esté dit contre vn Prestre condamné à payer suiuant la transaction certaine somme excessiue le 24. Auril 1564. par Arrest de Paris additionné en ladite impression au dit recueil de Papon, aux fins qu'autrement sur la verité d'iceluy nous nous en deschargeons <sup>d</sup>, & pour ce regard ledit Seneschal en ladicte instance, auoit fort bien iugé contre ladite Marguerite: mais aussi fort mal sous correction quant au dol, force, menaces, contrainctes & battemens du mary par elle precisement & à plein articulez, & pour ce regard ladicte Cour comme nous estimons eust reformé son iugement si elle n'eust trouué la question des parties voidable d'autre

<sup>a</sup> l. cum proponas C. de transact.

<sup>b</sup> l. son in l. si quis cum aliter ff. de verb. ob. obli. gat.

<sup>c</sup> Papon en sōd recueil titl. de restit. en entier art. 6.

<sup>d</sup> Au titre d'arbitres cōpromis & trans. apres l'Arrest. 7.

ail. i. ibi vin-  
ditari ubi  
mus C. d  
fec. nup.  
b Tit. de  
transact.  
faite sous  
ignorance  
d'un Arrest  
apres l'Ar-  
rest 2. dudit  
Papon.

chef qui estoit sur le mariage de ladicte Gautiere dans l'an du dueil interuenue depuis ladite transaction, par lequel elle s'estoit rendue indigne des biens & succession de sondict feu premier mary, & entelle faute que tous ses biens & droicts pour ce regard estoient aduenus & acquis à ladite Marguerite comme seur & plus proche ab intestat dudit feu Claude iusques à les pouuoir vendiquer des mains & possession que ladite Gautiere tenoit & en auoit au moyen de ladite transaction<sup>a</sup>, ausquelles fins ledit arrest demeure fort bien rapporté & additionné des memoires que dessus au susdit recueil<sup>b</sup>, n'estant interuenue ne moins aucune chose iugee quāt au surplus parce qui a esté dit dessus du mariage de ladicte Gautiere, per elle accordé ne pouuant aussi estre desnié, comme apparoyssant par actes au procès produicts, ledict feu Claude son mary estre decedé vers la fin du mois de May mil cinq cēs septante neuf, & ladicte Gautiere s'estre remariee avec ledit Colombier au mois de Feurier mil cinq cens octante, & par ainsi dans le neufiesme mois apres ledit decez, & encores par l'acte de reuocation deuant ledit Iuge de Viueroy de ladicte Gautiere d'une promesse qu'elle disoit auoir faicte audit sieur de Pelous gouverneur du lieu, en faueur d'un sien parent, auquel auparauant auoit donné parole, & faicte promesse de mariage audit Colombier son mary pour obuier aux importunités & contrainctes dudit de Pelous à cause de l'autorité qu'il auoit audit lieu: qui furent les causes que lesdicts Memorialistes auroient voulu donner à entendre auoir esté inserees par ledict feu Claude en sondit testament pour les permission & commandement à ladite Gautiere de soy remarier apres sa mort le plustost qu'elle pourroit, dont auons parlé cy-dessus, toutesfois trompez en ce qu'ils auroient apres dict que ladite Gautiere auroit esté depuis le decez dudit feu Claude, pressée de se remarier avec ledit son mary, au gré dudit Gouverneur, lequel toutesfois par les actes paroissoit auoir empesché ledit mariage par menaces, lettres & tous moyens à luy possibles en faueur & contemplation d'un amy & parent dudit Gouverneur, auquel en sa faueur elle auroit dict par deuant ledict Iuge auoir faicte la promesse qu'elle reuoquoit, surquoy vient à estre



consideré que bien que pour lors de ladite transaction & impetration contre icelle de ladite Marguerite deuant ledict Seneschal, ladite Gautiere ne se fust remariee dans l'an de viduité avec ledit Colombier, bien qu'elle le fust pour lors d'autre impetration de ladite Marguerite contre la quittance par elle faite à Claude Chaumel son frere dudit 17. Nouembre 1581. & par ainsi au temps de ladite sentence dudit Seneschal du 19. Feurier ensuiuant, & que par ce moyen ladite transaction ne se peut rapporter au cas dudit remariage, ny porter preiudice aucun à iceluy, *cum in his tantum transactio absit, quamuis maior annis 25. eam interposuerit, de quibus actū probatur, nō quorum actiones competere ei postea compertum est*, ainsi qu'auroit respondu, Vlpian ailleurs y lisant comme Cujas l'auroit corrigé<sup>a</sup>, toutesfois en l'appel de ladite sentence, ladite Marguerite mieux conseillée auroit eu recours au Prince pour oster & leuer deux obstacles que nonobstant ce eussent peu donner empeschement au droict depuis à elle suruenu au moyē dudit remariage de ladite Gautiere sa belle sœur qui estoient les acquiescemēt & approbations depuis iceluy de ladite Marguerite condamnée à garder & entretenir ladite transaction selon sa forme & teneur par la sentence qui seroit interuenue sur l'autorisation de ladite transaction pour & aux fins que le procès fust iugé non par mesmes actes, mais par nouueaux, comme ladite Cour auroit fait par ledict Arrest & par iceluy cassé seulement ladite sentence dudit Seneschal dudit 19. Feurier 1582. avec autre sentence de ladite autorisation en mettāt les appellations & ce dont auoit esté appellé au neant & sans dire autre chose sur la premiere poursuite de ladite Marguerite faite pardeuant ledit Seneschal, & lettres deuant iceluy impetrees, comme le tout demeurant couuert & englouti par lesdites lettres dernieres, lesquelles interinant sans auoir esgard à ladite transaction, les pactions de laquelle n'auroient peu abolir & anichiler, *id de quo cogitatum non docebatur*<sup>b</sup>, auroit procedé à l'adiudication desdits biens que dessus au profit de ladite Marguerite, fauf & reseruē lesdites pieces pour les causes que dessus. Dont on pourra colliger si les raisons & fondemens contenus ausdites memoires pour la Iustice de la restitution, qui est dite grand

<sup>a</sup> l. qui cū tutoribus. §. si ex ibi Cuiac. ff. de Transf.

<sup>b</sup> d. l. qui cū tutoribus. in

couleur d'icelle, ont aucun pretexte & pertinence pour empêcher tant soit peu ladite restitution estre dite pure & vraye execution de droit & declaration d'iceluy acquis *ipso iure* & *retroactif*, si ainsi nous est loisible de dire, à ladite Marguerite.

---

CHAP. XIX.

1 *L'Arrest de Tholose a diouisté nouvellement au recueil de Papon, expliqué avec d'autres à la suite.*

*Ladite Cour à Tholose a accoustumé faire les adiudications que de droit à la mere, és biens de sa fille impubere, ores qu'elle ayt esté negligente à faire pourvoir de tuteurs à icelle, & comment.*

3 *Doute sur les Arrests alleguez que l'auteur fait sur l'an d'iceux.*

**L** se trouue aussi adiousté nouvellement audit recueil, titre des substitutions article 30. que par Arrest de Tholose prononcé la vigile de Penthecoste en robes rouges fut adiugé à vne mere la moitié des biens d'une sienne fille nonobstant la substitution, sçavoir le tiers, *iure legitima*, & le quart du texte *iure Trebelliani*: pour ce que ladite fille estoit morte *iam facta pubes*, ce qui ne reçoit aucune difficulté en ladite Cour en la fideicommissaire substitution contenue en la compendieuse apres la puberté, telle que ladite Cour a tousiours iugé estre la conceüe ordinairement sous la condition si l'heritier institué decedoit sans enfans, & apres le cas de la substitution aduient, apres la puberté dudit heritier, car autrement ledit heritier decedant en pupillarité, la mere n'y peut pretendre qu'une legitime, les substituez venans à y estre appelez *iure directo*, en vertu de la pupillaire contenue en ladite compendieuse substitution conceüe par la condition que dessus, & le Seneschal de Quercy au siege de Lauserte ayant iugé autrement, & tout

ainsi que si ledit heritier fust decedé apres sa puberté par Arrest de ladite Cour, sa sentence auroit esté cassée quant à la Trebellianique & au surplus confirmée pour la legitime, bié que toutesfois après ledit Arrest quelques iours en audience y assistant feu monsieur Durand premier President, fut iugé par autre Arrest le contraire: tout de mesme que ledit Seneschal auoit fait, contre toutesfois des heritiers du tout estrangers: ainsi que pourra estre veu, par ce que sur lesdits Arrests nous aurions assez amplement raisonné & discouru en nos precedens liures, & touchant à ce que par lesdits Memoires audit Arrest nouvellement adiousté, est porté que la Cour n'eut esgard que ladite mere s'estoit remariée *longe ante*, & sans auoir fait pouruoir de tuteur à la fille impubere, ladite Cour l'a accoustumé en semblables ou pareilles occurrences le iuger tousiours ainsi, pour quād au premier n'auoir aucune consideration audit mariage apres toutesfois l'an de viduité comme nous entendons, n'y ayant point autres enfans en faueur & contemplation desquels, les peines ordonnees *contra secundò nubentes post annum luctus*, sont introduites, obseruees & gardees, mesmes au pays de droict Escrit: & quant au dernier ladite Cour s'est conformee à ce que par aucuns doctes François auroit esté escrit & tenu *moribus nostris matrem filij successionem non amittere, si intra annum tuorem filio non petierit, multari tamen eandem huius segnitiei nomine pecunia, pro iudicantis arbitrio*<sup>a</sup>: ainsi qu'auroit esté fait plusieurs fois à nostre rapport par ladite Cour: nous eussions desiré que la datte de l'an eust esté inserée audit Arrest nouvellement adiousté, les parties nommees entre lesquelles il auroit esté donné, pour nous en estre à plein informez & instruits sur les registres & breuets du sieur au rapport de qui il auroit esté donné, nous doutant autrement que ce soit l'un des Arrests non prononcé toutesfois en robe rouge, desquels nous aurions fait mention esdicts liures precedents, mal toutesfois pris au susdit par lesdits memoires, donné autrement en Audience y presidant ledit sieur Durant, en l'hypothese duquel comme il est à presupposer, la fille heritiere *decesserat impubes, tantum abest facta pubes*: Ce que vertont si bon leur semble lesdits memoria-

<sup>a</sup> Imbertus in suo Enchir. vi. Iur. Gall. ubi de Tutel. agit circa finem qui allegat. Masuerius Tit. de Tutore.

listes, & aduiferont si leurs memoires ne sont quand à ce courtes, d'en faire remplir vne autresfois ledit recueil pour y voir & en iuger plus certainement.

---

CHAP. XX.

- 1 *La legitime entre les charges hereditaires pourquoy & comment.*
- 2 *Instance introduite par deuant l'auteur comme Iuge Seneschal d'icelle au Viscomté de Turenne.*
- 3 *Arrest de Parlement de Bordeaux portant cassation de la sentence donnee en ladite instance par ledit auteur, ensemble d'autre sentence d'un Seneschal qui l'auoit reformee, ledit Arrest portant un reiglement à tenir & garder en semblables matieres, conformément à ce que ladite Cour à Tholose a accoustumé iuger, suivant les preiugez par elle faits long temps deuant, l'un d'iceux y estant cotté.*

<sup>1</sup> Fernand.  
qui alios ci-  
tat in repe. l.  
in quartā in  
<sup>2</sup> legitime  
capite nu. 5.



Ombien que par la commune resolution des Interpretes du droit soit communement tenu *legitimam quoniam bonorum esse non hereditatis*<sup>1</sup>, ne peut estre toutesfois douté que la legitime ne soit entre les charges hereditaires. d'où seroit venu que comme ainsi fust qu'ès pays de Lymosin & Quercy au Viscomté de Turēne & des enuironz, aduient souuent es maisons nommément rustiques, & des Laboureurs que le fils aîné ayant esté communement institué par leur père, & les autres pourueus particulièrement pour tout droit d'institution & hereditaire portion, s'en estans quelques vns alléz chercher leurs aduentures en pays estrange à la façon des Auuergnats, apres leurs bleds semez & couuerts, y ayants demeuré quelque temps & retournez apres pour recognoistre leurs maisons & droicts

enicelle, auroient trouué leur pere deceédé, & leur frere aisné si mauuais mefnager, qu'il auoit presque vendu & dissipé tout le bien paternel aux vns & aux autres de leurs voisins, contre lesquels & es biens par eux tenus, ils se dressioient pour leurs dites legitimes, tantost de voye de faict en voulans iouyr (comme ils disoient) iusques à concurrence de leurs portions legitimes tantost par faict d'autorité de Iustice; Surquoy les tiers tenanciers ainsi inquietez les vns appelloient à garieur ledit heritier qui leur auoit vendu, les autres & qui plus pouuoient repoussioient ladite voye de faict par autre, & pareille voye, & d'aucuns & le plus souuent impetroient lettres en inhibitions qu'ils appellét cōtre les susdits qui par le moyen que dessus les troubloient & empeschoient en la possession & iouissance des biens qu'ils auoient en bonne foy acheptez de leur dit frere heritier: & sur ce instance introduicte pardeuant

- 2 nous comme Iuge Seneschal pour lors audit Viscomté, apres plusieurs contestations, estoit communément ordonné que ledit heritier vendeur seroit appelé à la diligence des autres ses freres, demandeurs en leurs portions legitimes pour y venir respondre & defendre: dont en l'an 1569. se trouuans quelques vns desdits freres demandeurs appellans au Seneschal de Quercy siege de Martel: lequel reformant nostre iugemēt auroit ordonné vne instructiue tendant à estimation de tous & chacuns lesdits biens paternels, tant tenus en corps par l'heritier que par luy vendus, & que ce pendant les achep-teurs premiers & derniers sur l'indemnité requise respecti- uement diroient, produiroient, & veriferoient ce que bon leur sembleroit; dont de rechef appel en la Cour de Parle- ment à Bordeaux par aucuns desdits freres demandeurs en leurs portions legitimes: Auquel conclud & produict, par Ar- rest de l'an mil cinq cens quatre-vingts au mois de Iuin, au- roit esté dict que l'appellation dudit Seneschal, ensemble nostre sentence de laquelle auoit esté appellé en iceluy mis au neant, la cause principale retenue, disant droict sur
- 3 icelle, ledict frere heritier auroit esté condamné à bail- ler & expedier à sesdits freres les quotes des portions legi- times par eux demandees, lesquelles suiuant le nombre des enfans n'estoient autrement contestees, sauf les



charges & imputations que droit, & où ledit heritier n'auroit ny possederait biens suffisans pour y satisfaire & parfour-  
 nir lesdits demandeurs & acheteurs derniers auroient esté  
 condamnez, à les leur bailler & supplier iusques aux cotti-  
 tez à eux deues, sauf à eux leurs actions & indemnité contre  
 qui & cōme il appartiendrait: Ce qui nous auroit seruy apres  
 de reigle & maxime sur telles & semblables difficultez, les-  
 quelles quelquesfois suruenues en ladite Cour à Tholose de-  
 puis nous auoir eu cest honneur d'estre entré & installé en icel-  
 le, nous aurions appris ladite Cour auoir tousiours accoustu-  
 mé en vser & iuger ainsi suyuant les preiugez par elle faiets  
 long temps auparauant, desquels en auroit esté adicusté vn  
 audit recueil de feu Papon <sup>a</sup> de l'an 1555. & 6. Mars qui m'au-  
 roit faiet souuenir du susdict, & lesquels nous n'aurions voulu  
 oublier icy pour les ramenteuoir par mesme moyen aux Ju-  
 ges subalternes de ce pays, lesquels procedans & iugeans au-  
 trement mettent ordinairement les parties en telles inuolu-  
 tions que ne s'en pouuans apres despêcher se ruynent apres, y  
 despendans plus que les droicts pretendus ne valent, & en fin  
 apres estant la plus part dict sans despens, attendu la proximi-  
 té des freres,

<sup>a</sup> Tit. dele-  
 gat. arrest.  
 88.

---

#### CHAP. XXI.

- 1 *Tiers possesseurs & successeurs particuliers, donataires & legataires du defunct pere testateur, en certaines choses & biens de mesme liuree l'heritier faisant à conuenir pour les legitimes auant les susdicts.*
- 2 *Sinon qu'estimation faiete de tous les biens ladite legiti-  
 me ne se puisse supplier de tout l'heritage, car à lors subsi-  
 diairement, pour le supplément deu, on aura recours aux  
 biens donnez, tout ainsi qu'aux susdits alienez en mains  
 tierces, avec des preiugez tant de Paris que de Tholose,  
 alleguez.*

Ce que



**E** que nous venōs tout maintenant de dire sem-  
 roit appartenir aux tiers possesseurs, & successeurs  
 particuliers, du defunct pere testateur, par le moyē  
 de son heritier es biens à eux vendus & alienez *eo*  
*quod certens de damno vitando*: ce neantmoins bien que dignes  
 de faueur pour ce regard, ils peussent estre dits fauorables, il  
 en eust dit & estimé autāt des donataires & legataires du mes-  
 me pere en certaines choses & biens, l'heritier faisant à con-  
 uenir pour les legitimes, *prius quā certarum rerum donatarij, ex*  
*opinionē Baldi, & eorum qui eum sequuti sunt*<sup>a</sup>, *ita vt nature portio-*  
*nem prestare teneatur institutus heres solus, nō donatarij particulatim*  
*liberalitj*, sinon qu'estimation faicte de tous les biens compris  
 & calculé le tout la mesme legitime ne le puisse payer & sup-  
 plexer, de l'heritage, car alors comme subsidiairement pour le  
 supplément deu, on pourra auoir recours aux biens donnez  
 tout ainsi que des susdicts alienez en mainstierces, comme en  
 autoit esté plusieurs fois iugé à nostre rapport par ladicte Cour  
 à Tholose tant aux enquestes, grand' Chambre que Tour-  
 nelle, & nommément est remarqué par des doctes personna-  
 ges auoir esté avec mesme deliberation ordonné par ladicte  
 Cour à Paris le 14. Mars 1592. en execution d'autre Arrest du  
 9. Auriil 1579.<sup>b</sup> & de mesme la Cour de Parlement de Bour-  
 deaux, au profit & en faueur des legataires & qui ne sont en  
 façon quelconque obligez personnellemēt à ceux qui preten-  
 dent & demandent legitimes, mais l'heritier astraint & sup-  
 posé à toutes autres charges hereditaires<sup>c</sup>, par consequent  
 prealablement les biens de l'heredité venir à estre discutez  
 ainsi qu'Alexandre apres Bartole auroit tenu en quelque en-  
 droit,<sup>d</sup> & monsieur Boyer traicte d'une part & d'autre sur le  
 partage qui en fut faict en ladicte Cour sur le iugement du  
 procès entre les parties qu'il nomme<sup>e</sup>, où nous renuoyons  
 pour le surplus, & à ce que des modernes en auroient ramassé  
 en quel que part sur l'une de leurs conclusions & resolutiōs de  
 droit<sup>f</sup> quelque distinction qu'apres ils y ayent voulu faire  
 & apporter.

<sup>a</sup> in rubr. D.  
 de re. diuis.  
 Alexand. in  
 cons. 154. lib.  
 7. Angel. in l.  
 Papinian. §.  
 si conditio  
 D. de inof. te-  
 stamen.

<sup>b</sup> Copin. lib.  
 2. de marib.  
 Parf. cit. §.  
 num. 26.

<sup>c</sup> C. si cer-  
 tum. petar. l.  
 §. si heres  
 ad Trebell.

<sup>d</sup> in Linguan  
 tam et al.  
 si cad. D.  
 Decissio.

<sup>e</sup> Decissio.  
 145.  
 Ranchi, par  
 te 3. conclus.  
 491.  
 §. idem par te  
 3. conclus. 7.

## CHAP. XXII.

1. *Supplement des legitimes des enfans ayans quitté, appartenant aux heritiers de ceux à qui les quittances en auroient esté faites.*
2. *Renuoy par l'auteur fait sur l'Arrest de Peyrusses par luy allegué avec la resolutiō de du Moulin en ses cōseils.*

**V**is que nous sommes tombez en propos des legitimes que dessus, cela nous fera ramētevoir ce que nous aurions allegué, raisonné ; & soustenués liures precedens touchant le supplément des legitimes des enfans & filles ayans quitté à leurs peres & meres, sçauoir qu'il appartient aux heritiers de ceux à qui ils auroient renoncé, & en aurions cotté l'arrest à ces fins de dame Paule de Maynaguet contre les heritiers & successeurs de son feu mary, auquel pareillement se peut rapporter celuy qui est aussi adiousté audit recueil<sup>a</sup> donné entre les Peyrusses de Cahors en Quercy, par lequel donné comme il est dit au mois de Iuillet 1576. est l'heritier condamné à expedier au demandeur son nepueu representant son frere & demandant l'expedition de legitime pour ne se vouloir contenter du legs testamentaire la 14. portion à raison du nombre des enfans que son pere auoit laissé des biens delaissez par le trespas du defunct pere, & ce faisant rapporter & tenir compte les sommes & dots payees aux filles par le pere & sans despens, c'est ce que du Moulin a assez amplement traité & discoursu en ses conseils<sup>b</sup>, & Fernād n'auroit oublié & traité fort Scholastiquement à son accoustumee<sup>c</sup>, ledit du Moulin toutesfois contre ce qu'il auroit pretendu contre les heritiers de ceux en faueur de qui les autres freres & sœurs auroient quitte, sçauoir telles quittances *cedere cumulo hereditario*, tout ainsi qu'il pourra estre veu par le discours sommaire dudit arrest des Peyrusses & ce qu'il en auroit resolu en quelque autre part desdits conseils<sup>d</sup>, & par nous debatue au lieu que dessus à la marge cottée<sup>e</sup>, où nous renuoyons ceux qui en voudront sçauoir dauantage.

<sup>a</sup> Tit. susdit  
des legit.  
Arrest 11.  
qui est le  
dernier.

<sup>b</sup> Consil. 35.  
num. 8.

<sup>c</sup> en sedit.  
repetition  
num. 6. &  
sequentib.

<sup>d</sup> Conf. 21.  
et lib. 4. su-  
pra cap. 24.

2

## CHAP. XXI.

- 1 *L'arrest adiouste en la derniere impression de feu Papou amené & expliqué estant à la marge cotée.*
- 2 *Renuoy sur l'interpretation de ces mots, descendants ou autres collectifs adioustez aux personnes des substituez, un ou plusieurs.*
- 3 *La raison de la remonstrance du sieur President adionstee, pour conclusion audit arrest a dditionné cherchée & apres examinée.*
- 4 *En audience les remonstrances accoustumées faire, aux Aduocats, Procureurs & autres assistants.*

**N**ous ne voudrions reuoker en doute substitution n'estre receue par presentation en ayât dit ailleurs<sup>a</sup> à la difference pour ce regard de succession testamentaire de la succession ab intestat, & à ce tend & appartient autre arrest adiouste pareillemēt audit recueil<sup>b</sup> sur l'hypothec d'un fils qui par testament auroit fait heritiere sa mere, luy substitué deux siēes sœurs filles de sadite mere, l'une desdites sœurs decede & laisse deux enfans naturels & legitimes, la mere estant morte apres & par lequel arrest y datté de l'ā 1567. sans iour ny autre qualite des parties, la sœur s'estant saisie du tout, & les enfans de ladite sœur defuncte pretendans la moitié de ladite succession cōme representans leur mere ores qu'elle fust morte auant le succez de ladite substitution, la tante à ce contre disant & soustenant que telle condition de substitutiō n'auroit esté transmise aux successeurs & pour icelle les mots, les leurs ou les siens, n'y auoit esté adioustez, furent lescds entans deboutez & le tout adiugé à ladite sœur : ce qu'en plus forts termes & où les mots des descendants auroient esté adioustez auroit esté preiugé en ladite Cour à Tholose par autre arrest au profit de Maynaguet contre de Medicis, lequel nous auons traicté & discouru ailleurs<sup>c</sup> par où les

aliure 5.  
chap. 45.

b Tit. des  
subst. arrest  
34.

c liure susd.  
5. dudit ch.  
45.

plus curieux pourront entendre comment les mots des descendants ou autres collectifs apposez és substitutions & adioutés aux personnes des substitués vn ou plusieurs se peuent & doiuent entendre, & communément sont rapportez par ladite Cour à Tholose: nous dirôs seulement en cest endroit que ne pouuons penser à quelle fin ny à quel profit & auantage pourroit auoir rendu la remontrance du seigneur president adioutée pour conclusion audit Arreſt additionné, ſçauoir que lesdits enfans deboutez y euſſent eu plus de droit ſi le pere euſt eſté fideicommiſſaire & heritier premier comme fut la mere, car vn teſtament ne pouuoit eſtre fait par vn fils de famille, ores que le pere le vueille & conſente, ce qui n'eſt pas ainſi de la mere n'ayant pareille & ſemblable puissance que le pere: & quand bien es cas permis cōme d'émancipation, donation à cauſe de mort de la permission & authoriſation du pere, clauſe codicillaire equipolant à icelle parce que nous en auons dit cy-deſſus, ou bien par la qualité des biens propres & peculiers du fils, dictz *caſtrenſes aut quaſe caſtrenſes*, le teſtament du fils pourroit auoir aucun effect, au cas toutesſois pareil & ſemblable que deſſus, qui pourra dire y auoir difference entre les teſtaments du pere & de la mere: car ya à meſurer au fait que deſſus pareil & ſemblable, que la pure & libre volonté du diſpoſant, diſpoſition ſur icelle receuë & approuuée de droit, ſans que autrement la puissance paternelle qui ſeule pourroit mettre empeschement entre deux, puiſſe venir en aucune conſideration le dit pere quant il euſt bien eſté inſtitué le cas de la ſubſtitution aduenant, ne pouuant auoir donné plus de droit au nepueu d'vne de ſes filles predeceſſee contre l'autre ſuruiuant que ladite mere ainſi inſtituée, la ſuitte ainſi dite de droit en ce cas pour le regard dudit pere & puissance paternelle d'iceluy nullement conſiderable & moins rapportable *ad bona ſuſtanti*, au preiudice de la ſœur ſuruiuant, en iugeront qui mieux quant à ce y pourront veoir, coniecturer & penetrer, qui eſt cauſe que nous ſouſtons ſort de ladite remontrance dudit ſieur President, tant pour autres additions ſuppoſées que nous auons remarqué cy-deſſus que pour vray ſemblablement ledit Arreſt auoir eſté donné en audience où iudices



remonstrances quand elles y sont, se font & ont accoustumé faire aux aduocats, Procureurs & autres assistans aux fins d'en estre instruits & prendre garde à l'aduenir & non au conseil auquel ne pourroient estre faites, qu'aux autres Presidents & Seigneurs Conseillers y assistans en disant son aduis, qui seul luy doit suffire pour le iugement du fait dont est questio, sur lequel seul les susdits sieurs y assistants auroient vray-semblablement dit leur aduis sans y meller & apporter d'autres circonstances, mesmes singulierement du fait la supplétion duquel demeure d'ailleurs interdite, mais quoy, *ne cogitatum quidem à Preside, immo neque ab ullo ex Presidibus dicta nostra curi existimarim.*

---

CHAP. XXIII.

- 1 *Pratique de l'authentique concernant les vesues pauvres d'un mary riche, avec l'arrest de la Cour de Parlement de Tholose y allegué.*
- 2 *Motifs declarés par Monsieur le Rapporteur de l'arrest y mentionné.*
- 3 *Refutez toutes fois, quoy que ce soit non approuuez par l'auteur, avec les raisons & fondemens d'iceluy.*
- 4 *Le droit de la quarte concernant lesdites vesues ne fait concours avec d'autres droits d'ailleurs à elle adiugez & appartenâts, pour estre cumulé, & faite adiudicatiõ d'iceux ensemblement.*
- 5 *Eschapatoures de Messieurs les Raporteurs, & autres Seigneurs des Cours de Parlement, pour se garder de l'importunité des poursuivants & solliciteurs, mesmes des Aduocats s'en meslans quelques fois.*



Nous aurions pareillement és liures precedents discouru sur l'authentique concernant les vefues patures d'un mary riche, sans dot ou bien tel qu'elles ne s'en peuvent nourrir & entretenir honnestement, en & sur vne occasion d'un arrest de ladite Cour que nous y traitons, par lequel ladite authentique auroit esté pratiquée en faueur d'une vefue y mentionnée en imputant le legat de son feu mary, qui estoit fort petit pour son entretien & encores plus le dot qu'on disoit elle auoir apporté à sondit mary qui ne venoient pour l'exclusion de ladite quarte en aucune consideration: feu Papon en auoit auparauant cotté autre arrest de ladite Cour à Tholose donné és grands iours du Puy 1548. entre les parties qu'il nomme <sup>a</sup>, mais quant à Messieurs de Parlement de Paris, il adiouste incontinent apres qu'ils auroient decliné telle pratique en vn cas le plus fauorable & plus propre si iamais il en fut que l'on scauroit proposer. (qui est le fait de l'arrest qu'il auroit apres inseré sous le titre des substitutions <sup>b</sup>) si est-ce pourtant dit-il que pour auoir trouué ledit cas fauorable de toutes parts & auquel n'y auoit rien à douter, il auroit prié monsieur le Rapporteur de luy faire entendre le motif de la Cour, dont il fut satisfait pour auoir entendu que la Cour auoit trouué moyen ordinaire & autre que dudit arrest qui semble estre extraordinaire & singulier de pouruoir à la vefue: surquoy quant à nous: nous n'y scaurions n'y pourrions trouuer aucun moyen de cōtētement, & nous esmerueillons fort que pour vne telle monnoye luy mesme se soit contenté de ce payement, pour autant qu'il est certain que par la responce que dessus il faut venir là, que de presupposer au cas susdit iugé par ledit arrest de Paris du 8. Iuin 1566. & legitime & ladite quarte auoir esté deues à ladite vefue, & par l'adiudication de ladite legitime, cōme par voye ordinaire la mesme vefue auoir esté deboutée des lettres par elle impetrees pour faire declarer en tout euenement & subsidiairement que le quart des biens de son premier mary luy auoit appartenu avec son fils suiuant la disposition de ladicte authentique & autre subsequente à la marge cottée <sup>c</sup>, & toutes fois par les raisons & fondemens que luy mesme amene audit arrest, il assure & soustient ouuertement l'hypothese par ledit arrest iugée, & pour les circonstances remarquées d'icelle

<sup>a</sup> Tit. des  
dots &  
douaires  
art. 7.

<sup>b</sup> Arrest 20.  
de la pre-  
miere im-  
pression &  
en ladite  
derniere  
art. 31.

<sup>c</sup> Authen.  
bonadinaro  
rum C. de  
bono damno.

la substitution y contenuë n'auoir esté directe, pupillaire ny suffisante pour exclorre la mere, d'autant qu'elle n'auroit esté vniuersellë suyuant la Decision de la loy qu'il amene, <sup>a In id. penul. de heredi. institut.</sup> & scëlo ce qu'il dit auoir noté au neuuiesme liure du premier Tome de ses trois Notaires. Ce qu'estant ainsi comme à la verité y a grãde apparence, ladite Cour, en adiugeant la legitime à ladite vesue, ne luy auoit rien baillé que ce qu'il luy appartenoit, qui estoit ladite legitime, & au moyen d'icelle demis ladicte vesue du quart qui autrement luy appartenoit, faisant preiugé certain. Comme aussi il est indubitable de Droit que ledit quart ne fait concours avec autres droicts soit quartes ou legitimes, d'ailleurs appartenans de droit à ladite vesue pour estre

4 cumulez & adiugez ensemble, non pas iusques mesmes au legat du defunct mary testateur, si aucun en y a qui est imputable, & auoit esté imputé par ledit Arrest de nostredicte Cour à Tholose premicrement allegué, patce que par le decés de fondit feu mary & de leurs enfans apres iceluy, ou d'ailleurs ayant ladite vesue acquis pour les droicts à elle aduenus & escheus, moyens competans & suffisans pour se nourrir & entretenir ne peut estre dicte ny censée estre pauvre, & telle qui puisse estre dicte *Laborare inopia*, qui est de telle pauureté, occasion de laquelle par lesdits authentiques & droit nouueau, le dit quart luy auoit esté oütroyé & réservé; & ceste-cy estre la vraie fin & preiugé d'icelle dudit arrest dudit 8. Iuin, ledit feu Papon sous sa correction (se souuenant de ce que luy-mesme en auoit escript) deuoit auoir pensé, estimé & conclud, au lieu

5 de se contenter de ladite responce dudit sieur Rapporteur, qui n'estoit qu'une eschapatoire pour se garder de l'importunité ou semblable de sçauoir & entendre le motif de la Cour, dont Messieurs les Presidens & Conseillers des Cours souueraines vsent souuëtes fois pour ne vouloir publier à l'exemple du ieune Papyre, les secrets mysteres de leurs sacrez Cabinets, joint qu'oultre ce que luy mesmes en auoit escript & raisonné, trouuer vn moyë ordinaire pour exclorre vn extraordinaire & singulier ce n'est pas interpreter, declarer ny modifier le droit, ainçois y suppleer, ce qui appartient au seul Prince souuerain par loix & constitutions à ce par luy faites & publiees, ainisque le doctë Cujas auoit fort bië remarqué, & nous n'aurions oublië en quelque part de nos liures precedents.

## CHAP. XXV.

- 1 Guid. Papæ suivy par du Moulin & autres modernes à la question examinée, touchant les fermes des amâdes adiugeables aux fermiers qui sont trouvez du temps de l'adjudication d'icelles, ores que de leur temps le procès eust esté fait & conclu, & qu'ils eussent fait les frais.
- 2 Difference quant à ce dessus des Gabelles, & des amendes en general ou distinction, & division des fruiçts & qualité d'iceux.
- 3 La question que dessus agitée par plusieurs partis en ayâc la plus grand part, qui auroient tenu le contraire, pour les fermiers du temps du delict.
- 4 Preiugé de la Cour de Parlement de Paris, portant declaration des amendes appartenir au fermier du temps de l'Arrest, & non à iceluy qui l'estoit lors de la sentence.
- 5 Conciliation pour ce regard de plusieurs des interpretes du droit, pour le doute qu'ils y font, sur une distinction qu'ils y amènent, avec une de leurs considerations qu'ils y apportent.
- 6 Qui auroit fait qu'à des derniers tēps 1563. 1565. ladite Cour à Tholose auroit preferé les premiers fermiers aux derniers, à cause des aduances & poursuites par eux faites.
- 7 Auquel susdit Arrest, se seroit apres cōformee la Cour de Parlement à Paris, pour causes presque semblables, & pour une grande equité, dont en passant les raisons sont touchees.
- 8 La Constitution des Empereurs Valentinien & Valens de nouveau expliquée, nullement rapportable à la dictée Question.

Amendes.



**A** Mendes (escriuoit ledit feu Papon <sup>1</sup>) appartiennent aux fermiers, qui sont du temps de l'adiudicatiō d'icelles, & non à ceux dont l'affirme est passée, ores que de leur temps le procez eust esté fait & conclud, & qu'ils eussent fait les frais ainsi qu'il auroit esté iugé par arrest de nostre dite Cour à Tholose 1517. Ce que le sieur President de Grenoble en ses decisions auroit tenu & apporté estre gardé & obserué es affermes du pays de Dauphiné & autres par luy y nommez <sup>b</sup>, du Moulin entre nos Modernes quād à ce l'ayant suiuy, en raisonnant par argumēt à semblable, & cōme en passant toutesfois s'en remettāt à l'esclaircir & raisonner de plus pres ailleurs <sup>c</sup>, & ainsi que de mesmes Robert auroit fait pour vne partie qui succōba en ceste cause par l'arrest mesme dont il fait mention, alleguant ledit sieur de Grenoble en ladite question, bien toutesfois que pour l'autre partie apres laquelle obtint gain de cause, il dit & soustient *non omnium sententijs hoc obtinere, quinimo multorum iuris interpretum autoritate contrarium asseri posse* <sup>d</sup> siugulieremēt que le mesme du Moulin en autre part semble auoir en cest endroiēt comme rechanté, annotant la decision qu'il appostille par laquelle estoit dit *emptores gabellam, lucrari pœnas fraudātum* <sup>e</sup> *sui temporis* (dit-il) *etiā si condemnatio post ea sequatur quia iam principale quæsitum eis erat, ergo & pœna*: toutesfois parce qu'il met apres que de la ne s'en peut incontinant ensuiure: *tempus delicti & non sententie attendi, in eo qui conducit multas in genere vel habet vsufructum iurisdictionis*: s'en remettant à ce que les Docteurs du droit <sup>f</sup> en auroient dit, & luy mesme touché quelque part <sup>g</sup>, il semble faire difference, quant à ce des Gabelles dont Dece parloit, & des amendes en general ou vsufruit d'vne iurisdiction par la distinction & diuision des fruits & qualité d'iceux qu'il fait au lieu dernièrement allegué: laissant lesquels nous dirons que la question a esté en plusieurs parts agitée par les Interpretes du droit <sup>h</sup>, & ne faut dissimuler qu'il y ait plusieurs tāt des anciens que modernes qui auroient tenu le cōtraire pour les fermiers du temps du delict <sup>i</sup> les raisons d'un costé & d'autre en peuuēt estre prinſes & tirees & encores bien amplement

K

Stumes de Bourgogne Tit. des Iustices, §. 7. *super verb. d'amendes*, Boyer quest. Chopin. lib. 2. du domaine de France Tit. 3. num. 5.

<sup>a</sup> Tit des fermiers & encheres article 9. en sondit recueil.  
<sup>b</sup> Guid. Pap. in suis decis. 533.  
<sup>c</sup> sur la 2. partie des coustum. de Paris §. 52. glo. 1. num. 125. & en ses annotat. sur Dece. Consil. 4. d'argum. l. 1. ff. de panis l. fin. §. Triphonio D. de iur. ff. cum similibus.  
<sup>e</sup> per Decium consil. 5. num. 4. f in l. fin. D. sol. matr. g esd. constitumes au commencement art. 1. Glof. 1. num. 52. h Alexan. in d. l. diuortio. §. si vir. num. 11. D. solu. matr. Iason in l. More num. 21. D. de iurisdic. omnium iudic. i Bald. in l. si. D. de iurisdic. omnium iudic. Chassan. sur les Cou. §. num. 20.



a fu retraict  
 conuentio-  
 nel §. 5. glof.  
 4. nu. 19. 20.  
 & seq.  
 b l. 1. C. de  
 appella. l. 2.  
 C. de ufur.  
 rei iudica.  
 c l. quicum-  
 que D. de a-  
 ctio & obliga.  
 d l. 1. §. calu-  
 niatoribus. ff.  
 ad Turpil.  
 e l. Hæredes  
 palam §. si  
 quis post  
 iunet. Glo.  
 loquere de in-  
 dice de Testa.  
 Barr. in l. sti-  
 cum. §. stipu-  
 latio. ff. de uer-  
 ber. obliga.  
 f in l. forti. ff.  
 de his qui nor.  
 infamas Et  
 in l. si. in fine  
 C. de temp.  
 appella.  
 g Chopin. lib.  
 1. de leg. And.  
 ea. 50. in fi. &  
 la mesme  
 en marge  
 & idem lib. 2.  
 part 2. Tit. 2.  
 ad. 1.

de monsieur Tiraqueau en son traité des retraicts<sup>a</sup> lesquelles  
 nous n'auons voulu icy assembler pour abreger entant qu'il  
 nous sera possible, & ce faisant nous dirons icy seulement,  
 que pour la confirmation dudit arrest de Tholose & opinion  
 du parti qui l'a ainsi dit & tenu, & par des doctes Modernes al-  
 legué vn arrest de Paris par lequel auroit esté dit, en cas en-  
 cores que la sentence d'adiudication desdites amendes fust  
 confirmée par arrest, les amendes appartenir au fermier du  
 temps de l'arrest & non à celuy qui l'estoit lors de la sentence  
*eo quod ius agendi, ut dicunt sumatur ex confirmante sententia, non  
 ex confirmata*<sup>b</sup> : ils dattent ledit arrest du 28. Nouembre  
 1580. ce qui semble par ceste ampliation & par icelle qui est  
 apposee audit arrest de Tholose, ores que les premiers fer-  
 miers eussent fait les frais & poursuiui apres, estre fort dur &  
 cruel deslors du malefice le droit semblant estre acquis aux  
 premiers<sup>c</sup>, & que par l'action ou perpetration du malefice  
 commis, *statim succedat pœna inris ipso iure*<sup>d</sup>. Et par ce moyen  
 la sentence & arrest portez en arriere au temps du delict<sup>e</sup>, à  
 raison de quoy & pour autres & semblables consideratiōs qu'as  
 à ce, les susdits mesmes rapportans ledit arrest semblēt y auoir  
 voulu vser de distinction quand ils auroient dit incontinant  
 apres, que cela auoit lieu & procedoit *in expressa comprobatione  
 iudicati, non in tacita, quæ lapsu temporis inducitur quum isthac retro  
 ad diem primæ sententiæ referatur*<sup>f</sup>, & outre ce ayans les mesmes  
 escrit & rapporté que par le mesme arrest que dessus auroit e-  
 sté enioinct aux Iuges qui bailleroient les seigneuries à ferme,  
 d'inserer la clause qu'aduenant le cas d'appel des sentences  
 interrogatiues d'amende & iugement apres confirmatif, qu'el-  
 les appartiendront audit fermier ores que lors de ladite con-  
 firmation iudiciaire, il fust hors du temps de sa ferme & dont  
 appert tant par les distinctions que dessus que precautions à  
 l'aduenir ordonnées par ledit arrest, l'affaire que dessus estre  
 enucloppé de telles difficultez qu'il peut estre dit de la deci-  
 sion d'iceluy comme en quelque part d'autre *iustis decretis rem  
 temperandam esse*, qui auroit fait qu'és derniers temps & années  
 1563. 4. 5. & 6. comme semblable different fust suruenue en-  
 tre les fermiers de Gagnac au Viscomté de Turenne à rai-

son des confiscations ordonnees contre quelques preuenus  
 & accusez de voleries & meurtres par nous comme Iuge  
 pour lors ordinaire dudit Ganhac, confirmees apres par ar-  
 rest de la Cour au rapport de feu monsieur Percin & sur les-  
 quelles les fermiers auoient certaines amendes à distraire à  
 leur profit en faisant les aduances des frais & des poursuites.  
 ceux de l'annee en laquelle les delicts & malefices auoient  
 esté commis en ayant fait les poursuites & aduances ius-  
 ques à nostredicte Condamnation inclusiuement dans le  
 temps de leur afferme, neantmoins à toute la diligence qu'ils  
 auroient peu, poursuiuy l'arrest de la confirmation d'icelle  
 6 bien qu'apres leur temps & dans le temps de l'afferme d'au-  
 tres & suiuan, lesquels quand il est question de l'execution  
 dudit arrest & nommément de ladicte detraction desdictes  
 amendes à eux reservees par lesdites affermes sur lesdites cō-  
 fiscations ils s'opposent & les demandent comme fermiers  
 du temps dudit arrest auant lequel confirmatif de ladite cō-  
 damnation lesdits premiers n'auroient eu aucune detraction,  
 les autres au contraire se fondans principalement sur les ad-  
 uances des frais, diligences & poursuites mesmes dudit ar-  
 rest, apres lequel les autres susdits derniers n'auroient rien dit,  
 & moins se seroient offerts ny presentez: sur quoy lesdits fer-  
 miers s'estans pourueus en ladite Cour par arrest d'icelle au  
 rapport dudit sieur Rapporteur les derniers auroient esté  
 desmis de leur opposition, & ladite detraction adiugee au  
 7 profit des premiers à cause des aduances, diligences & pour-  
 suites par eux faictes: à quoy se seroit conformee la Cour de  
 Parlement de Paris apres par arrest du neufiesme Decem-  
 bre 1579. pour causes presque semblables, & par vne grand'  
 equité, aux fins que les diligences, frais faicts & aduancez  
 ne tournassent au preiudice de ceux qui les auoient faicts &  
 aduancez, & que les susdits derniers, voulans cueil-  
 lir, ce qu'ils n'auroient pas semé, s'enrichissent des fa-  
 cultez & peines d'autrui, *dolerent que, diligentes operam suam* a l. f. C. de  
*agri dedisse culture, prouide que diligentiam suam sibi damnosam* alluio.  
*intelligerent* <sup>a</sup>, ainsi que dudit arrest peut apparoir par les  
 notes de François Pisard à ladicte question dudit sieur

al. *susceptores*  
de *suscepto*.  
C. lib. 10.

b. l. 3. §. *scio*.  
ff. de minor. l.  
quod ait lex.  
§. 1. Et ibi  
Bartol. D. de  
Adul.  
c. l. Imperato-  
res. D. de  
Iur. ff.  
d. l. ultim. C.  
de sent. pas.  
Et restitui.  
e. *Super verbo*  
*cetera bona*  
*num. 38. 39.*  
Et 40.

President que i'aurois estimé en cest endroit remarquables, tantpuorce qu'en resulte principalement que ce qui en peu dependre hors les termes y contenus soit pour la suite d'entecedents & consequents ou autre argumentation probable & necessaire suiuant les lieux communs à ce vulgaires: sans toutesfois asseoir fondement ny faire aucun moment sur la loy alleguee par ledit Papō sur le soustenement dud. arrest à Tholose, qui est vne constitution des Empereurs Valentinian & Valensa parlāt nommément des Recueurs generaux ou particuliers qu'estans annuels ou plustost mouuans ainsi qu'ils y sont nommez succedants au lieu des premiers & leurs predecesseurs, ne sont empeschez voire tenus faire recepte de leurs annees: mais encores des restes des precedentes, si autrement par leur charge, il ne s'en sont deschargez, d'autant disoient lesdits Empereurs, *quia noue sunt ac recentes*, qui est autant à dire qu'estans encores deuës les pacs d'icelles venāt à escheoir, ou bien estans en restes sont quant & eux nouuelles & recentes, ou bien comme il y est leu par aucuns accroissantes, tellement qu'estant contrainct lesdits receueurs soy contenter de leurs gages, par telles & semblables cueillettes, il n'y est rien semé ny moissonné pour eux, estants tousiours tenus d'en rendre compte, mais d'en venir faire consequence à des fermiers à titre onereux ausquels dès le delict & malefices cōmis la peine deuë leur estant acquise, les condamnations & arrests confirmatifs d'icelles ont tenu la fin, & declaration d'icelles, necessaire consequence à leur commencement <sup>b</sup>, les condamnez par leurs delicts & malefices, s'estant eux mesmes comme soubmis aux peines de droit <sup>c</sup>, & à ceste occasion nontant obligez que serfs d'icelles <sup>d</sup>, suiuant ce qui est amplement discouru par monsieur Tiraqueau au lieu cy-dessus à la marge cotté, & que monsieur Benoist en auroit amplement discouru en la repetition Canonique.

## CHAP. XXVI.

- 1 La cōstitution toutesfois que dessus n'a lieu cōtre les premiers fermiers en ferme des fruiets & reuenus certains peines aussi certaines & arrestees, notamment en droit de lods, & les raisons pourquoy & comment, avec un arrest à ce conforme du Parlement de Paris.
- 2 Par là les preiugez ordinaires de ladite Cour à Tholose passez en un usage certain & indubitable.
- 3 Sans que pour ce regard soit fait tant soit peu de cōsequēce, à cause desdits lods & ventes, au fermier du temps de l'encherē, contre celui de la deliurance du decret, cōme un docte personnage de nostre temps auroit semblé auoir voulu dire, & pourquoy & comment.
- 4 Dont est approuuē & receu & fort droiturierement en lad. Cour à Thol. & ressort d'icelle, qu'ou l'executé sur lequel le decret auroit esté interposé ne viē droit à recouurer les biēs saisis & decretez, dans le terme accoustumé, donné par le decret, mesme auant le seau, & expeditiō d'iceux, il y est ordinairement receu, sans audit cas pouuoir estre pretēdus ny demandez aucuns lods, nō plus que deuant l'encherē, & pendant la quarantaine & quinzaine.

1 **E**s difficultez qu'on auroit trouuē en la question que dessus pour le preiugē de ladite Cour à Tholose cōtre les premiers fermiers, cessent & n'ont lieu d'un commun accord presque de tous, és affermes des fruits & reuenus certains, peines aussi certaines & arrestees soit par statut coustume & autrement <sup>a</sup>, notamment en matiere de droicts de lods és cas où ils sont deus & acq̃tis qui appartiennent aux premiers fermiers quand il est question des ventes à pacte de rachapt quand bien lesdits lods ne feroient payables qu'apres le temps dudit pacte de rachapt finy, car bien quant en ce que concerne les amendes ainsi que nous

<sup>a</sup> Tiraqueau  
ubi supra no.

21. Bert.

Angel. Paul.

Caster. & alij

in i. si si quis

per i. l. i. text.

D. si de nox.

caus. agat.

auons dit dessus pour ledit arrest & secōds fermiers du temps de la condānation ou arrest confirmatif d'icelle on puisse dire & soustenir deuant lesdites cōfirmation & arrest confirmatif d'icelle les amendes n'estre deuës ny quelconque autre chose en dependant, & moins tōber en aucune obligation, tout cela depēdant, de l'arbitre & puissance des Iuges, & le droit de les demander ne pouuoir d'ailleurs proceder que de leur condānation & sentence <sup>a</sup>, es contrats toutesfois, les droits par iceux acquis viennent & prennent leur source de la conuention des parties, dont est par consequent raisonnable d'auoir en consideration le temps du contract passé, & conuentions interuenues, encores qu'il interuienne quelque chose, l'exécution de laquelle les contractans aient remis, differé ou delayé en autre temps <sup>b</sup>, & conformément à ce au profit du premier fermier pour l'adiudication desdits droits de lods apres la cause auoir esté plaidee & appointee au conseil depuis partie en la grand' Chambre & de partie en la premiere Enqueste auroit esté dit par arrest de la Cour de Parlement à Paris & prononcé en robes rouges par monsieur le premier President le 18. Decembre 1584. ainsi que le sieur Robert docteur & facond aduocat de Paris auroit escrit fort doctement d'un costé & d'autre en ses liures des choses iugees <sup>c</sup>, & par là les preiugez ordinaires de nostre dite Cour à Tholose passez en vsage certain & indubitable, par lesquels deslors de la vête & quelque pacte de rachapt qu'il y ait, lesdits droits de lods sōt & demeurent acquis à qui appartient payables, incontinent apres & sans autre delay, demeurent confirmez & hors de tout doute, singulierement que le vendeur ne recourant point ses biens en vertu ou au moyen dudit pacte de rachapt la vente bien que pure toutesfois raisonnable, sous condition dudit pacte, est faicte & confirmee pure & irreuocable, & telle qu'en Latin pourroit estre dite *pura putaque*, & telle mesme sans autre: ou au contraire si le vendeur vient à recourir ses biens au moyen dudit pacte, il doit & est tenu rembourcer l'achepteur non seulement du prix principal: mais des loyaux decoustemens, des principaux desquels sont lesdits lods, que ledit acheteur aura premierement payez & dès l'instant de la vente, en quoy faisant ledit vendeur est & demeure deschargé d'en payer d'autres, suiuant ce que

<sup>a</sup> *furti. §. si autē. ff. de his qui not. infā. d. l. quod ait, in princip. ff. de Adulter.*

<sup>b</sup> *d. l. fin. D. de stipul. ser. uor. l. si mandato Titij. §. Paulus respondit. D. mandati l. 1. hereditib. §. si Titius. D. de leg. 2. cū similib. clib. 3. ca. 8.*



nous aurions discoursu es precedens liures : Mais pour cela  
vouloir inferer , ou autrement faire tant soit peu de conse-  
quence que les lods & ventes appartiennent au fermier du  
temps de l'enchere, & non de celuy de la deliurace du decret  
ainsi qu'il semble vn grand & docte personnage de nostre  
temps auoir voulu entendre en quelque part quand il disoit  
*priori conductor venditionalia deberi, inspecto licitationis tempore, quo*

*perfecta fuerit emptio ac irrenocabilis, tametsi emptiois tabula serius*  
*advertimus expedire.*<sup>a</sup> Cela n'a sous correction, grãde raison ny  
apparence, l'Ordonnance mesme qu'apres incontinãt il alle-  
gue, faisant tout au contraire de sa resolution, d'autãt que par  
icelle apres la quarãtaine & quinzaine pour toutes encheres,

<sup>a</sup> Chopin.  
lib. 1. de mo-  
rib. Paris.  
tit. 2. artic.  
19.

est ordonẽ l'adiudication estre faite sans plus receuoir aucu-  
ne enchere ny empeschemẽt, & enioint aux Greffiers de clor-  
re & arrester l'adiudicatiõ sur la derniere enchere par icelle *tã-*  
*quã indicatione mercis facta à licitatore*, auquel parce moyen en  
vertu de l'adiudicatiõ est cõme dit d'autorité publique, *tua*  
*merx est, tua indicatio est*, aux fins d'apres la luy bailler & le met-  
tre en possession actuelle & reelle; Ce qui se fait par l'executiõ  
du temps de laquelle l'encherrisseur cõmence à iouyr & faire  
les fruiçts siens auparauant iouys & administrez par les seque-  
stres establis à la faisie & criees suiuant les Ordonnances, à la  
charge d'en rendre compte quand & à qui il appartiendra, &  
c'est deslors de ladite execution que ladite Cour à Tholose  
a accoustumẽ d'adiuger lesdits droicts de lods à qui il appar-  
tient, principalement au fermier qui s'y trouueroit du temps  
d'icelle & non autre, qui pourroit auoir esté au temps de ladi-  
te enchere, sans qu'en ce on peut admener que dès lors de la-  
dite enchere la vente iudiciaire auroit esté parfaite purement  
& simplement *illato pretio, sicque tempus venditionis intuendũ non*  
*euentum, quo forte suspensa sit venditio, ut de venditione quæ adiecto*  
*pacto additionis in diem celebratur*: Parce que telle vendition  
est pure bien que resoluable, *si intra præstitutũ tempus alius me-*  
*liorẽ obtulerit conditionem*<sup>b</sup>. Et à ceste occasion que l'achepteur

gaigne les fruiçts ce- pendant, & tellement que si les choses  
vendues viennent à perir ou souffrir dommage, c'est à ses pe-  
rils ou fortunes comme vray maistre seigneur & possesseur  
d'icelles pendant & durant ledit temps: ce qui n'est pas de  
mesme en l'enchere suspendue quant à l'adiudication, & par

<sup>b</sup> 1. 2. de in  
diem addict.  
ff. l. 2. §. si in  
diem. ff. pro  
empto.

4 En cas toutesfois d'authorisation de ladicte vente apres certain terme prefix à payer le principal aux vendeurs, si l'acheteur est & se trouue en possession des biens vendus. au temps du delay contenu expiré, & qu'il se cõtèstast de l'authorisation, en pourront dire autant comme des susdites ventes casuelles pures de soy, mais resoluables sous condition.

5 Autrement où l'acheteur tirant de la reale detention ledit vendeur apres le delay à payer donné feroit exécuter ladite authorisation, & en ce faisant se mettroit en possession reale des choses vendues, en ce cas sembleroit ladite execution comme vraye perfection de la vente, & des lors les droicts de lods estre deus.

**D**E mesmes peut estre dit pour le regard desdits lods des ventes casuelles commissaires, que susdictes à pacte de rachapt, toutes deux resoluables plustost sous condition que contractez sous icelle, ainsi

1 que venons de dire <sup>a</sup> & ainsi en auoir esté dit par arrest de la Cour de Parlement à Paris auroit ailleurs rapporté feu Papon <sup>b</sup> au profit de l'Euesque de Poitiers, le 2. iour de May 1545. les paroles contenues en la vente dont y estoit question ayant porté ces mots *ex nunc*, *prout ex tunc*, que nos notaires tournent à present, des maintenant comme pour lors, & des lors, comme des maintenant, rapportables par ce moyen au temps de contract, & non de la condition <sup>c</sup>, ce que nous aurions tousiours entendu de vente purement faite sous paction resolutoire, autrement dicte commissaire, purement faicte comme a esté dict de la condition dicelle touchant seulement la resolution, & non la perfection du premier contract faite seulement en faueur du vendeur, qui se peut faire payer de son prix en laissant la commissaire, ou bien icelle suiure en laissant ledict prix <sup>d</sup>: ioinct ce que de nos doctes Modernes auroiét en cest endroiect voulu subtiliser *de ultimo illo instanti temporis prefixi*, que pour estre veu par ceux qui plus philosophiquement

a l. i. D. del.

commissio.

b en son-

dit recueil

Tit. des

droicts sei-

gneuriaux

Arrest 27.

en ladernie

re impres-

sion.

c l. huiusmod

2. D. de ver-

bor.

d d. l. 2. l. 3.

l. 6. D. del

commiss.

en voudront auoir le contentement, estans toutesfois de ceste opinion, concluans pour icelle, *omnia esse integra, nec mediū ullum inhabile esse, quod ab extremo à quo, ad extremum ad quod liberum impediatur regressum*<sup>a</sup>, autre chose seroit es ventes contenans engagements & hypotheques & venditions d'icelles sous ladite paction commissoire interdites & defendues par l'Empereur Constantin en faueur du peuple chargé de debtes, envers les plus riches de Rome<sup>b</sup>, & comme telles nulles, & ainsi declares par arrest de ladite Cour de Parlemēt à Paris que ledit mesme Papon n'auroit oublié au mesme recueil<sup>c</sup>, par ainsi des contractz nulles ne subsistans de droit ne peuent estre pretendus aucuns droicts de lods, ne le pourrōt aussi estre desdites ventes, iusques à ce, qu'elles seront purgees de leur vice, & ramenees à la balance de la droicture d'icelles, qui sera au cas dudit dernier arrest apres le terme donné au vendeur à payer & satisfaire à la somme principale qu'il deuoit, passé, deslors les biens estans vendus au creancier à tel prix que les estimateurs à ce experts estimeroient suiuant l'autorité du Iurisconsulte Martian à ces fins communément alleguee<sup>d</sup> par ledit Papon mesme, lequel auroit prins ledit arrest & tourné quasi de mot à mot de Monsieur du Luc<sup>e</sup>, & de l'auoir glosé nouuellement, outre ce que la glose ne fait ny porte aucun moment, c'est autant que de vouloir charger en vain le papier: pareillement si la purification de telles & semblables ventes commissaires que dessus est faicte, prises pour hypotheques seulement, par saisie, criées, & adjudications de decret, deslors de l'exécution d'iceluy & non autrement les droicts de lods y viendront, non seulement pour la somme due: mais pour tout autre que ce seroit pourroit estre mise sur les biens vendus par enchere ou autrement, comme de toute autre chose aduācée & fournie outre le prix principal dudit decret ainsi qu'auoir esté iugé par arrest de nostre dite Cour de Parlement à Tholose le 17. Iuin 1566. se trouue audit recueil augmenté & derniere edition<sup>f</sup>, pour ce regard nous remettant à ce que nous aurions dit au chapitre precedent: neantmoins la difficulté seroit, quand laissée ceste voye de decretique dessus est gardee & vſtee quelque fois en nostre ressort, on prendroit autre voye, qu'est celle de l'autho-

<sup>a</sup> Dem. Ant.  
Faber de  
Error. prag-  
mat. Decad.  
10. Err. 4.  
<sup>b</sup> l. fi. C. de  
pact. pign.

<sup>c</sup> Tit. des  
hypothe-  
ques & act  
hypo. Ar-  
rest 2.

<sup>d</sup> in l. si fun-  
dus §. fi. D.  
de pignori-  
bus lib. 10.  
placitor. sit.  
4.

<sup>f</sup> Tit. des  
droicts sei-  
gneuriaux  
Arrest 35.

risation de ladite vente, par laquelle est donné certain terme de payer le principal aux vendeurs, iceluy passé la vente autorisée & condamne le vendeur à la garder & entretenir, auquel cas si l'acheteur estoit en possession des biens vendus, au temps du delay y contenu expiré, & qu'il se contentast de ladite autorisation pour vne confirmation seulement, n'estant rien de nouveau donné par icelle, nous en pourrions dire comme dessus des ventes casuelles pures de soy, mais résolvables sous condition, autrement ou l'acheteur tirant de la réelle detention ledit vendeur, apres le delay à payer donné, feroit executer ainsi qu'il appartient ladite autorisation & en ce faisant se mettre en possession réelle & actuelle des choses vendues, en ce cas sembleroit ladite execution, estre vne vraie consommation & perfection de la vente & deslors le droit de lods estre deu, par ce que dessus parlant des decrets & ventes iudiciaires a esté dit.

CHAP. XXVIII.

1. *Le supplémēt de iuste prix baillé & supplée porte droit de lods à raison des sommes suppléées, aux seigneurs ou fermiers d'iceux, qui se trouuent au temps dudit supplément fait & fourni.*
2. *Arrest de Paris conforme à ce que dessus, & encores du Parlement de Bretagne. tous les susdits deux arrests amenez par Charondas en sesdites responses.*

**M**Ais quant au supplémēt de pure vête ou de plus valüē faite par les acheteurs pour retenir les biens vendus, ou deception d'outre moitié de iuste prix est verifiée, ou pretendue par les vendeurs qui n'auoient moyē de recouurer les biens vendus, & sont contraincts de prédre augmēt de prix & les redre estroussēmēt, n'y a difficulté quelconque, que les droits de lods & autres qui sont deus pour ce regard à raison des sommes suppléées n'appartiennent aux seigneurs ou fermiers d'iceux qui se trouueront au tēps dudit supplément tant pour iceluy estre volontaire<sup>a</sup> que iusques à concurrence<sup>b</sup> d.

*al. pacta non  
uissima de  
cont. empt.*



al. si cire de be-  
mus. ff. de  
verbor. obl. l.  
invisgentium  
§. adeo. ff. de  
pact. Chop.  
in lib. de mo-  
rib. parifio.  
tit. 2. no. 32.  
lib. de Dom.  
Franc. tit. 5.  
art. 6.

faire vn nouueau prix & vn achapt tout nouueau, *adco ut*  
*quot stipulationes, tot res existant, tot idemque fundi pretia, quot de*  
*his variè conuenta pacta*<sup>a</sup>, & ce non seulement pour le regard  
desdits droits de lods, mais de retentiõ & autres seigneuriaux  
à ce que pour le prix de la premiere vente à pacte de rachapt,  
iceluy venant apres à estre vendu, & le iuste prix suppléé, au  
moyen de tel supplément le sieur pouuoir vser de retention,  
ores qu'il eust prix le droit de lods de la premiere & principa-  
le vente sous ledit pacte, approuué & inuesty l'acquerreur,  
quant à icelle auroit esté dit par arrest de ladite Cour à Tho-  
lose du quatorziesme Iuillet 1582. duquel nous aurions fait  
mention en quelque part aux liures susdits: conformément à  
ce pour lesdits droits de lods auroit esté iugé par arrest du  
Parlement de Paris du cinquiesme Ianuier 1563. pour la Roy-  
ne d'Escoffe tenant en douaire le Comté de Poictou ayant  
esté fait vn supplément au temps de son douaire, de certain  
contract passé du temps que le Roy en iouyssoit, & deuant  
qu'elle y eust douaire. Et aussi par arrest du Parlement de Bre-  
tagne pour les seconds fermiers du temps dudit supplément  
& confirmant la sentence des Iuges de Rennes, du 30. Octobre  
1576. rapporté par Chopin es lieux à la marge cy-dessus cot-  
tez, & tous les deux arrests susdits aussi cottez & amenez par  
Charondas en deux endroicts de sesdites responses<sup>b</sup> où les  
verront ceux qui en desireront dauantage.

b lib. 6. ca.  
67. & lib. 7.  
cap. 113.

## CHAP. XXIX.

- 1 L'argent mis & apposé en ventes casuelles sous paches  
commissaires, rendu & payé par le vendeur dans l'an  
delay en icelles prefix, fait que lesdites ventes s'en vont  
à neant, & comme pour non faites ny aduenues sans en  
pouuoir estre pretendus droits de lods, ny autres acces-  
soires, qu'au moyen d'icelles en pouuoient venir & estre  
pretendus.
- 2 Ce qui s'entend quand le delay contenu esdites ventes,



est ordinaire & non pas extraordinaire, & si long qu'il en puisse resulter vne fraude des cōtractans cōtre lesdits Seigneurs desdits droicts de lods & autres seigneuriaux, car alors de la verité du fait sourdra la verité du droict & dont est amenée vne notable hypothese portant condānation desdits droicts de lods, avec arrest portant confirmation de la sentence de condānation, au profit des fermiers de la Cour de Parlement de Tholose, à plain remarqué & spécifié.

**P**

Ar ce que dessus appert, quoy que soit peut estre colligé, qu'es ventes casuelles sous paches commissioires l'argent y mis pour le prix estant payé par le vendeur dans le delay en icelles prefix, les ventes ainsi faites s'en aller à neant, comme pour non faites ny aduenues & par consequent tous accessioires en despendans & lesquels au moyen d'icelles y pouuoient venir & estre pretendus le principal ne subsistant ce qui le suiuiot ne pouuant auoir lieu par la reigle vulgaire de droict<sup>a</sup>, ce que ceux qui ont tenu & raisonné ceste maxime auroient restraincts & limité, quant le delay contenu esdites ventes commissioires, ou autres equipolās & semblables est ordinaire, & non pas si extraordinaire, & long cōme de six à sept huiēt ans qu'il en puisse resulter vne fraude des contractans pour frauder les sieurs desdits droicts de lods & autres seigneuriaux, car alors la diuersité d'un fait ainsi circonstancié fera qu'on iugera par diuers droict & que de la verité du fait sourdra la verité du droict: ainsi que quelques vns de nos Docteurs disoient en quelque part<sup>b</sup>, par ainsi comme certains habitans de la Chastellenie de S. Cere au Viscomté de Turenne traffiquans & rompus aux affaires de ce monde de leur estat, eussent accordé avec quelques payfans de la Chastellenie la vente de certains biens mouuans de la directe du Seigneur Viscomte de Turenne pour ladicte Chastellenie dependre de sondit Viscoté, lesdits biens estās d'assez notable valeur & le prix à cest occasion vn peu grand, parce que les droicts de lods y sont aussi grands & à raison de

<sup>a</sup> du Molin sur les coutumes de Paris. §. 23. num. 10. & seq.

<sup>b</sup> Bald. c. 5. lib. 6.

trois deniers vn, ou du prix principal qu'on appelle la terfane, si autrement il n'en est composé, comme on fait communément & de grace les susdits acheteurs, auant passer toutes-fois public & accorder le contract entrent souuent en traité de cōposition avec les fermiers dudit S Viscomte qui estoient de ce temps, & n'en ayant peu estre d'accord, ils s'aduissent de passer vn contract, par lequel les vendeurs leur baillent les biens sous ceste pache commissoire que si dans six ans ils n'ont payé le prix & somme y contenus lesdits six ans passez ils leur faisoient vente *ex nunc pro tunc* desdits biens, avec toutes autres clauses ordinaires & accoustumées estre apposees aux contracts de vente purement & simplement conceus. Ce qu'ils auroient fait, moyenné & procuré, en fraude desdits fermiers pour les priuer comme ils pensoient desdits lods en attendant d'autres, ou quoy que se soit & qu'estoit le plus considerable pour gagner temps & en delayer le payement ausdits fermiers iusques audit temps, & pendant iceluy en moyenné & procurer la composition qu'ils en demandoient, ce neantmoins pour suiuisviuement par lesdits fermiers ils viennent iusques là qu'estant nonobstant tout & leur dit contract desguisé condamnez par le Seneschal à payer lesdits droicts de lods deus & accoustumez à raison du prix contenu audit contract, ils en releuēt appel en ladite Cour de Parlemēt à Tholose où ayāt fait apporter le procès de l'aduis de leurs Aduocats est prins entre parties expediant au greffe par lequel la sentence de condānation demeure confirmee au profit desdits fermiers avec despens de la cause à taxer par les Procureurs. Ce qui fut fait en l'an 1574. en quoy leur conseil au moyen dudit expediant les garātīt cōme nous semble de l'amende d'un fol appel. Non seulement le long temps susdit contenu audit cōtract, pour ce que du Moulin en quelque part en amene<sup>a</sup>: mais la reseruation de la iouissance cependant aux vendeurs rendant leur fraude & dissimulations descouuertes, & par ce leur cause de tous points temeraire & insoustenable. Ce qui m'auroit semblé digne de remarquer pour la consequence à l'aduenir, mesmes audit pays où n'y a faute de traffiques pareilles ou semblables en fraude des seigneurs ou de leurs receueurs & fermiers.

a sur les  
coustum.  
de Paris  
partie secō  
de. §. 55.  
Glof. 1. num.  
161. 165.  
166. 187.

## CHAP. XXX.

- 1 *Toutes choses par la Coustume de France prescriptibles par trente ans.*
- 2 *Sidonius Appollinaris allegué pour ladite prescription de trente ans.*
- 3 *Difference de la prescriptiō introduite par les Empereurs y nommez, incorporee generally au cours du droit, & autres prescription introduite aussi par le droit coustumier Parisien.*
- 4 *Minorité distraicte de ladite prescription de trente ans, comme pareillement la cause pie Ecclesiastique.*
- 5 *Bien qu'en soit allegué vn arrest au contraire de ladite Cour à Tholose, & autre à suite de la Cour de Parlement à Paris.*
- 6 *Bacquet pour confirmation de ce allegué.*
- 7 *L'Arrest de Grenoble quant aux droicts de lods & inuestison nullement soutenable en ceste France.*

N
Ovs auons en quelque part cy-dessus<sup>a</sup> parlé de la prescription de trente ans, à la quelle les droicts de lods & de retention estoient subjects, & en aurions amené les preiugez de ladicte Cour à Tholose, que nous aurions fondez sur la Coustume de France, par laquelle<sup>a</sup> estoit dict communément que toutes choses estoient prescriptibles par trente ans: mais nous n'aurions pas ouuertement touché si ceste Coustume suiuant laquelle on vit en France ny plus ny moins qu'à Rome, à la mode & Coustume de Rome, ainsi qu'un bon auteur<sup>b</sup> disoit, s'entendoit & rapportoit à l'article 118. des Coustumes de la ville, Preuosté & Visconté de Paris, lequel y est nommément quant à ce exprès, & par consequent au pays coustumier François, ou bien en tout autre pays iusques au pays de droit Escrit de la France: Ce

<sup>a</sup> Liure 4.  
chap. 46.

<sup>b</sup> Symmachus.

qui pouuoit sembler à aucuns & auroit quelque apparence, si nous n'en trouuions la source d'ailleurs, & de telle que ce bon Euesque d'Auuergne entendoit quand il parloit de ladite prescription de trente ans introduicte l'heureux commencement de la Monarchie Françoisse, quand il escriuoit à la façon des douze tables qu'il appelle, *Decemuiraliter*, de ladite prescription, en mesmes mots <sup>a</sup> *Cuius peremptorijs abolita rubricis, lis omnis in sextum tracta quinquenniū, per Gallias terminaretur*, Et laquelle prescription auroit esté & demeureroit confirmée, par la nouuelle de Valentinian à ces fins expresse, confirmant ce qu' auparauant auoit esté de mesme introduit & ordonné. Sçauoir *Post triginta annos nulla penitus iurgia, quæ medio tempore mota non fuerant, excitari*, Par Theodose son Seigneur & pere lequel en disant, *omnia, nullum penitus cuiuslibet litis aut causationis fomitem dereliquerat*, <sup>b</sup> ny plus ny moins aussi qu'il semble le dit article de ladite Coustume en dire autant par ces mots, *ou autre chose prescriptible*, toute la difference qu'on y pourroit trouuer, que quant à l'introduction de ladite prescription dudit Theodose & Valentinian, elle est generale & incorporee au corps du droit, avec vne designation generale, *quæ vniuersa consumat, nec aliquid posset esse exceptum, quod non per illud venerabile constitutum, hoc peremptorio generalitatis vocabulo concludatur*. Tout de mesmes que nouuellement il est remarqué & raisonné, en ladite nouuelle Constitution dudit Valentinian: Et quant à ladite prescription contenue audit article du droit Parisien apres la generalité de la disposition d'icelle, elle est toutesfois restraincte à la fin entre aagez & priuilegez. que feroit si nous prenions ladite Coustume dudit article, qu'elle n'auroit lieu au pays de droit Escrit, & que le lods & droit d'iuuesty sont deubs au Prince, le fisc duquel est d'ailleurs priuilegé ne se peuvent prescrire par moindre temps que de quarante ans, Tout ainsi qu'auroit esté preiugé par arrest de Grenoble, suiuant ce qu'en rapporte le dit sieur President d'icelle en ses Decisions, duquel le dit feu Papon fait mention en son dict Recueil <sup>c</sup> Ce qu'estant & demeurant ainsi les mineurs contre ladite prescription de trente ans faire deduction de leur minorité, contre ce que nous auons dict ailleurs auoir esté preiugé par ladite Cour <sup>d</sup>, parce qu'estant porté

<sup>a</sup> Lib. 8.  
Epist. 6.

<sup>b</sup> Nouell.  
Valentiniana.  
Tit. 8.

<sup>c</sup> Titre des  
prescrip-  
tions.  
<sup>d</sup> Liure 4.  
chap. susdit  
A6.

porté par ledit article entre aagez, c'est à dire majeurs, les mineurs n'y estans par consequent comprins leur minorité contre le laps de trente ans seroit pour le moins subiecte à restitution, & encores par le mot priuilegez contenu audict article les Ecclesiastiques ne seroient subiects à ladite prescription pour lesdits droicts de lods & retention, singulierement aydez & fauoris, d'ailleurs tant par le droit nouueau, ciuil, que Canonique,<sup>a</sup> & par lesquels en toute action soit recelle ou personnelle contre l'Eglise, la prescription de quarante ans court tant seulement, contre ce toutesfois qui auroit esté iugé par

<sup>a</sup> In Auth.  
quas actiones  
C. de sacr.  
Ecl. & cap.  
de prescr. ex.

5 ladiete Cour à Tholose en faueur de certains emphiteutes & tenanciers, de certains tenemens mouuans du chapitre de saint Sernin, contre le Syndic d'iceluy, au rapport de feu Monsieur Iosse, & conformément à ce par la Cour de Parlement à Paris; Contre les Religieuses de Sainte Croix de Poitiers, le 26. May 1573. Et de mesme & le semblable iugé par le Preuost de Paris pour les loyers d'un heritage demandez par des Religieux, Abbé & Conuent esquels on adiu-gea vingt & neuf anneés des loyers seulement, combien qu'ils eussent demandé trente-neuf anneés, ainsi qu'il est rapporté par le sieur Bacquet en son traicté du Droit de Desheren-

6 ce,<sup>b</sup> où il en allegue les raisons, que pourront auoir ceux qui desireront en sçauoir d'auantage: la prescription donc de trente ans pour lesdits droicts de lods & retention & autres seigneuriaux, appartenans plustost aux titulaires des benefices: à chacun pour son tēps, descend entre nous, & au pays de droit Escrit de ladite Nouuelle de Valentinian, confirmant celle de Theodose son pere, que nō pas dudit article cōcernāt le pays coustumier de la France, sans preiudice toutesfois, suivant le mesme droit Ciuil & Canonique des autres priuileges enclos au corps du droit, ausquels n'auroit esté nōmēmēt derogé par iceluy, & *in quibus de re immobili, dominio, aut proprietate ageretur*. Jedit Arrest de Grenoble soustenable quant à ce: mais quāt aux droicts de lods & inuestison, *in quibus agitur tantum de mobilibus & fructibus*, qui sont les simples profits du fief nullement en ceste France: le Docteur mesme allegué pour le fondement d'iceluy, parlant principalement de la directe seigneurie du Fisque, & par ainsi bien entendu, quand il seroit

<sup>b</sup> Chap. 7.  
où il parle  
des lods &  
ventes,  
quints & c.  
quints.



authentique entre nous, ne faisant à propos contre ce dessus, joint & que c'est en Dauphiné, où vray-semblablement y a ou peut auoir Coustume au contraire.

### CHAP. XXXI.

- 1 Les Hypotheques mesmes des dots & douaires par ladicte Coustume mesmes prescriptibles par trente ans, nonobstant la disposition du droit Civil alleguee par le vulgaire de nos Praticiens au contraire.
- 2 Et iusques là que pour les choses subiectes à substitution ladite prescription procede par trente ans, apres l'ouuerture de ladite substitution.
- 3 La Constitution de l'Empereur Gordian quāt à ce expliquée, & la doctrine à ces fins du Docteur Cuias amenée.
- 4 Apres lesdits trente ans n'y a lieu de prescription de quarante ny autre plus longue, avec un Arrest de Paris pour cet effect allegué.
- 5 De mesmes d'autres Arrests de ladicte Cour à Tholose pour la prescriptiō trentenaire, des susdits dot & douaires.



Ve dirons-nous de l'hypothecaire mesmes pour les lods & douaires tant fauorisez du droit, & certainement nous en dirons de mesme pour l'hypothèque, pour comme les autres choses estre prescrites par trente ans par ladite Coustume generale de France, ainsi que le sieur Presidēt Boyer auroit rapporté auoir esté iugé par Arrest de Bordeaux, que luy-mesme confirme en ses Decisions.

a Decis 381  
in fin.  
b In l. Cum  
notissimis. C. re,  
de prescri. 30.  
vel 40. an-  
nor.

nonobstant la disposition du droit Romain souuent alleguee par le vulgaire de nos Praticiens tenans au contraire, Et ce d'autant que l'action personnelle par ladicte prescription de trente ans perimee, l'hypothecaire qui ne tenoit qu'à vne seureté subsidiaire, du principal, ja estaincte, sera aussi prescrite, mesme contre le creancier par le deb-

teur ou ses heritiers<sup>a</sup>, considero mesmement que ladi-  
 re prescription de trente. ans n'a seulement effect pour pres-  
 crire l'action, ains aussi la chose principale mesme, de manie-  
 re qu'il ne reste plus aucun moyen à celuy cōtre lequel la pre-  
 scription a couru, pour reuenir à la chose par luy pretendue,  
 & consequemment son hypothèque est petie, tellement que  
 pour les choses subiectes à substitutiō le tiers detempteur voi-  
 re celuy qui est chargé de restituer ou son heritier, 30. ans a-  
 pres la substitution ouuerte peut prescrire par si long temps,  
<sup>b</sup> car bien que par certaine constitution de l'Empereur Gor-  
 dian, nous soyons comme aduertis à entendre *vincula pignoris*  
*durare personalis actione submota*<sup>c</sup>, cela toutesfois est, *contra iuris*  
*principia*, & se rapporte singulierement, à l'hypothese de la cō-  
 stitution precedente sous mesme titre, & à laquelle faut  
 ioindre la susdite dudit Gordian, ainsi que fort doctement à  
 son accoustumée auroit enseigné & remarqué le docteur Cu-  
 jas sur lesdites constitutions<sup>d</sup>, & pareillement en ses observa-  
 tions<sup>e</sup>, où il cōclud qu'en ladicte hypothese de ladicte premiere  
 const<sup>t</sup>itution *omni iure submota personalis, manet hypothecaria, pro*  
*pter indiuisam pignoris causam*<sup>f</sup>, laquelle ledit Empereur Gor-  
 dian auroit voulu remarquer en la precedente constitution  
 & en faisant donner aduertissement que quelques exemples  
 qu'on puisse prendre d'ailleurs du droict<sup>g</sup> ou interpretes d'i-  
 celuy<sup>h</sup>, *in quibus vel omni, vel naturali saltē iure, de quo consistat in*  
*personam obligatio, & pignus perdurat*, il n'en pourra estre trouué  
 de pareil & seblable au susdit auquel *omni sūmota personalis, ma-*  
*neat hypothecaria*, pour la cause de l'hypothèque indiuisie ainsi  
 que dessus est dit, mais encores quant cela ne seroit, par ladicte  
<sup>3</sup> coustume generale, par laquelle *vbivis Francico more temporum*  
*prescriptiones triceno spatio coarctantur, nullus superest quadragen-*  
*loc<sup>o</sup> hypothecariū, aduersus obligatū aut eius heredē, quoties enim pa-*  
*trioritu anni triginta actionibus presiniuntur, hypothecaria iis inclū-*  
*ditur supradicta*<sup>i</sup>, ainsi que fort grauement en mesmes termes &  
 sur la mesme question disoit Chopin ailleurs<sup>k</sup> amenant vn  
 arrest de la Cour de Parlement de Paris prononcé en robes  
 rouges par lequel sur vne appellation introduite en la Cour,  
 du Preuost de Paris auroit esté dit apres trente ans à compter  
 de la majorité du pupille, *legitimam hypothecam in bonis tutoris*

<sup>a</sup> Charod.  
 sur leditar.  
 tic. 118. de.  
 lad. coustu.  
 qui allegat.  
 Masuer. tit.  
 de prescrip. §.  
 itē & conse-  
 quenter.  
<sup>b</sup> Charod,  
 an lieu que  
 dessus, qui  
 allegat Bart.  
 Iasō, & alios  
 in l. filius fī.  
 §. Dim de  
 leg. 1. & l.  
 ultimā. §. pe-  
 nult. C. cōm.  
 delegat. Cor-  
 ne. Cōsil. 82.  
 & 117. lib.  
 1. & 2941.  
 lib. 3.  
 cl. 2. C. de  
 Lucto pig.  
 disparatilis.  
 c. lib. 5. ca. 32.  
 ff. rem ff. de  
 Empt.  
<sup>g</sup> ex l. cum  
 quis. §. ult.  
 ff. de solut.  
<sup>h</sup> in d. §. ult.  
 & in d. l. 2.  
<sup>i</sup> C. Angel.  
 Cōf 202. &  
 Bald. conf.  
 10. volum. 3.  
<sup>k</sup> de morib.  
 Paris. lib. 2.  
 tit. 8. num. 3.

*peremptam esse, una cum actione in personam, qua ad tutelam raciocinii pertineret, & quant auxdits dots & dotières auroit esté dit & iugé nommément en ladite Cour à Tholose à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes au mois de 1583. au profit de Leinadier contre Solanete & autres au procès nommé: depuis & de mesme iugé souuent sans aucune difficulté, j'ay appris que ladite Cour de Parlemēt en auroit fait comme vne loy generale & defini toutes prescriptions par le terme de trente ans, en la prononciation generale des arrests de Noel 1603. prononçant monsieur le President de l'Estang.*

### CHAP. XXXII.

- 1 *Si le nouveau acquerreur est tenu de payer, tant les lods de acquisition que des precedens acquerieurs.*
- 2 *Et est tenu payer es pays de droit escrit, où lesdits lods & ventes se peuvent poursuivre, par saisie du fonds à l'occasion duquel elles sont deues.*
- 3 *Comme au ressort dudit Parlement de Tholose, auquel pour les deuoirs non faits, deus, nonobstant l'oppositiō la condamnation est tousiours faite, à payer tous droits de lods, & autres deuoirs: sauf à celuy qui est ainsi poursuuy, ses actions & indemnité à poursuivre contre qui & comme il appartiendra.*

au lieu des  
droits sei-  
gneuxiaux  
Arrest der-  
nier,

**P** Vis que nous sommes tombés sur la matiere des droits de lods, nous auroit semblé qu'il ne seroit impertinent d'examiner icy vne questiō qu'auroit esté touchée en vne appēdice desdites memoires ausdits arrests adioustez en ladite nouvelle Edition <sup>a</sup> qui est, si le nouveau acquerreur est tenu payer tant les lods & ventes de son acquisition, que celle des precedens acquerieurs. Sur quoy il est allegué vn arrest de Paris du mois d'Auril 1547. que ledit sieur

Charōdas auoit au parauāt allegué, <sup>a</sup> par lequel le sieur se doit pour les droicts precedens adreſſer par action à ceux qui les doiuent, ladite action eſtant personnelle & ne ſuiuant par cōſequent le fonds, comme ledit Charondas auroit eſté d'aduis ailleurs <sup>b</sup> non ſans auctorité de pluſieurs perſonnages ſignalez en noſtre droict alleguez eſdites Memoires <sup>c</sup>, ce que toutes-fois demeure & doit eſtre entendu, & le ſuſdit arreſt prins & rapporté au vray du droict Pariſien & couſtumier, par le quel eſt nominément ordonné, les ventes & amendes ſe pourſuiure par actions ſeulement <sup>d</sup>, car autrement eſ pays où leſdites ventes & amendes ſe peuuent pourſuiure, par ſaiſie cōme deuës, & dependans du fonds à occaſion duquel elles ſont deuës comme au pays de Poictou le ſeigneur peut & à bonne raiſon contraindre l'acquireur dernier de luy payer le tout, ainſi qu'eſt obſerué audit pays: Monsieur Tiraqueau auroit en paſſant remarqué <sup>e</sup>, & du Moulin ne l'auroit pas oublié, au cas que les premiers acheteurs ou aucuns d'eux n'auroiēt eſté inueſtis & receus par le ſeigneur, à qui tels & ſemblables droicts appartiēēt, & auquel il ſeroit permis pour deuoirs non faits proceder par ſaiſie <sup>f</sup>, s'en remettant par les raiſons & fondemens de ce, à ce qu'il en auroit dit plus amplemēt ailleurs <sup>g</sup>, dont eſt aiſé à colliger que quelque ordōnance que l'on pretende auoir eſté publiee au Parlement de Paris, au pays de droict eſcrit tel qu'eſt ledit reſſort de noſtre dit Parlement à Tholoſe, auquel communément les ſieurs vſent de ſaiſies en vertu des lettres *De feudis* qu'ils appellent pour deuoirs non faits, en iceux eſtant compris tous leſdits lods, ils y viennent par conſequent, comme tous arrearages de cens qui leur ſont deus pour y auoir meſme cauſe & parité de raiſon, & bien que par le ſauf qui eſt reſerué eſdites lettres de l'oppoſition, la ſaiſie en vertu d'icelle ſe vienne à reſoudre en action, ce neantmoins touſiours pour les deuoirs non faits deus, l'oppoſant deſinis de ſadite oppoſition, il ſera touſiours condamné par la raiſon de la ſaiſie à payer tous droicts de lods & autres deuoirs pour purger la cauſe & fondemens d'icelle, ſauf à luy ſes actions en euiction & recours d'indénité à pourſuiure cōtre qui & cōme il appartiendra: & par là du Moulin & autres praticiēs ont iuſtement eſtimé qu'un nouueau acquireur

a ſur les couſtum. de Paris titre des cēſiues & droicts ſeigneuriaux Article. 73. b liure 1. de ſes reſpōſ. chap. 11. c Gmd. Pap. cōf. 47. 126. & 147. Pet. Iacob. Tit. de act. in re pro re emphyt. d Artic. 81. dudit droict Pariſien où peut eſtre veu ce que ledit Charōdas a dit. e Au titre de retra ligna. §. 29 Gloſſ. 1. num. 8. f ſur ſladite couſtum. §. 2. Gloſ. 1. num. 149. g in §. Gloſ. 5. in princi. ſur ladite couſtum.

bié que singulier successeur pourroit estre cōtraint hypothe-  
cairement à payer les lods & ventes deus par son autheur  
& predecesseur en luy cedant pour le moins par les sieurs ses  
actions: & d'estimer que l'argument des fiefs aux rotures en  
cest endroit ne peut estre bon, concluant, ny vallable, la diffé-  
rence que ceux qui sont de cest aduis enamenent a quelque  
apparence, quant au droit Parisien & pays d'iceluy au moyē  
dudit article 81. mais quant audit pays de Droit escrit & au-  
tres où indifferemment non seulement aux fiefs pour les  
Droits feodaux est procédé par saisie, mais aussi aux tenemēs &  
biens ruraux confondus par l'usage avec lesdits fiefs, *ciu/ dem  
nox.e tractatio: paria iura & habet & obtinet*, & par ce & autres  
raisons qu'on peut colliger des susdits à la marge cottez singu-  
lierement dudit du Moulin es instances feodales qu'on ap-  
pelle en nostre ressort de Tholose les arrestz que sur icelles in-  
teruiennent les sieurs trouuez bien fondez en leur impetra-  
tiō quelque opposition qu'il y ait euē, ils obtiennent cōdem-  
nation de venir à recognoissance par les tenanciers & emphi-  
teutes, & du payement des arrerages comme sera dit cy-apres  
tant du cens & rente à eux deus que tous autres deuoirs es-  
cheus entre lesquels les lods ne sont pas oubliez, tout ainsi que  
les plus ordinaires & profitables; ainsi condempnez sauf leurs  
actions à poursuiure contre qui, & cōme il appartiendra, ius-  
ques à là que quelquesfois, bien instruiets & aduisez par leur  
cōseil & se doutās de ce qui pend sur leur teste deslors qu'ils en  
sont poursuiuis par lesdits sieurs par la voye de denonciation,  
ils les appellent à garands & en assistance de cause, tellement  
qu'eux ouys ainsi qu'il appartient par mesme moyen en icelle  
ils sont condempnez par mesme arrest à la garentir & releuer  
indemnes tant desdits arrerages qui les concernent & qui se-  
roient deus & auroient couru à raison de leur acquisition &  
pour le temps de leur teneur, que despens de l'instance, de-  
puis qu'ils auroient esté appelez en cause: qui est vne des plus  
propres, & breues voyes que l'on pourroit choisir en cest en-  
droit pour rendre la droicture à vn chacun ainsi qu'il appar-  
tient.



CHAP. XXXIII.

- 1 Comment se doit entendre ce qu'est dit auoir esté preiugé, sçauoir que l'emphiteote n'estoit tenu payer les arrerages des droicts seigneuriaux au temps que les rotures auroiēt esté tenues par autres que luy, & qui auroient couru en son temps.
- 2 Les textes du droict Ciuil & Canonique amenez, expliquez & ramenez à leur vraye hypothese.
- 3 L'Arrest allegué premierement pour l'emphiteote au ressort dudit Parlement à Tholose, prins, & entēdu quād par voye d'action on se vient à dresser seulement contre le nouveau acquereur.
- 4 Comme de mesmes en est vsc & iugé en la Cour de Parlement à Bordeaux.

**N**ous n'oublierons pareillemēt icy, ce que le mesme seigneur Berail dont auons si souuent cy dessus fait mention, auoit escrit en sesdits Memoires, sçauoir par arrest de ladite Cour du mois de Septemb. 1571. au rapport de feu monsieur Vezian pour vn nommé Trocieres contre vn autre dont il laisse le nom en blanc du Chasteau Sarrazin auoir esté que l'emphiteote n'estoit tenu payer les ar-  
 des cens, rétes, & autres deuoirs seigneuriaux *prateriti temporis*: contre toutes fois comme il dit l'autorité des textes formel tant du droict Ciuil que Canonique que luy mesme allegue, qui procedent & sont tellement veritables mesmes  
 suiuant ce que le Docteur Cujas auoit apporté en la correction & interpretation du texte Ciuil par luy allegué, où il prend le mot *possessores pro emptoribus*, & corrige le mot *exempto pro exempto*<sup>b</sup>, qu'il est tenu en France que bien par  
 coustume expresse les ventes & amendes se poursuient par actions seulement, & par ainsi tels droicts sont tenus

*al. Imperatores D. de publica. Panor. in ca. hominē decimis Decisio. Neapoli 95. & alijs similibus*

*b Cuiac. ab. ser. l. ca. 5.*

*caux coust. de Paristie. des celiues Art. 81.*

*a Aud. Tit.  
Arti. 73.*

& reputez pour personnels & partant ne puissent estre demandez au nouveau acquereur qui est singulier successeur, ainsi que les praticiens François sont presque tous d'accord, de leur aduis & opinion mesme; toutesfois il peut estre contrainct hypothecairement à payer lesdicts droicts ensemble les arrerages du cens & rente deus par son auteur & predecesseur en luy cedant par le sieur, les actions comme Charondas n'auroit oublié en quelque part, bien qu'il semble estre d'autre & contraire aduis & conforme au susdit arrest en allegant autre arrest de la Cour de Parlement de Paris du mois d'Auril 1547. qui semble estre de mesme: Toutesfois au ressort dudit Parlement de Tholose où nous vsons du Droit Escrit tant en matiere de fief que rotures, nous prendrons tousiours en attendant en estre mieux & plus certainement informez & instruits, le susdit Arrest & semblables quād par voye d'action on se vient adresser seulement contre le nouvel acquereur; car c'est alors que le sieur se doit de mesmes pour les droicts precedents adresser par actiō à ceux qui les doiuent & y sont tenus, mais qu'autrement s'adressant aux fiefs & rotures par saisie & hypothèque, comme il luy eust permis, soit pour deuoirs non faicts ou autrement, le fonds respondra du tout tant present que passé: & par ce moyen la disposition quant à ce de droit ensemble les decisions & resolutions quant à ce des Docteurs & Interpretes d'iceluy seront ramenees à leur propre & entier effect, & ainsi en auoir esté preiugé par plusieurs fois en la Cour de Parlement à Bordeaux, nous l'aurions appris & entendu de personages signalez & d'heureuse memoire, lesquels consultez sur semblables questions de la part des sieurs qui y faisoient doute en auroient ainsi deliberé & respondu, nous en ayans veu les consultations eserites & signees de leurs mains.

CHAP.

CHAP. XXXIII.

- 1 Prestations annuelles deues par contract, prescriptibles, par trente ans.
- 2 Sur la forme toutesfois de les prescrire, ancienne controuersé entre Bulgar & Martin anciens Glosateurs, & quelle.
- 3 L'opinion ce neantmoins dudit Martin est la plus veritable.
- 4 Contre laquelle quand feu Papon auroit escrit, auoir esté iugé par Arrest de Grenoble, contre les freres Mineurs dudit Grenoble, se seroit abusé fort lourdement, & pourquoy & comment.
- 5 Les arrests au surplus alleguez par ledit feu Papon & ledit sieur Charondas, de la Cour de Parlemēt de Paris approuués & conformes à ladite Cour de Parlement à Tholose.

**N**Ous auons reserué parlant cy-dessus de la condamnation des arterages, des rentes, droicts de lods; & autres seigneuriaux, de declarer icy comment & de quel temps elle se faiēt, d'autant qu'estant certain parce que nous auons diēt dessus, prestations annuelles qui sont deues par contract prescrire par trente ans, ce neantmoins sur la forme de prescrire, y auroit eu vne controuersé ancienne entre Bulgare & Martin anciens glosateurs: ceuluy là ayāt tenu que du iour & de l'annee, qu'on a cōmencé de cesser de payer, se commençoit la prescription, laquelle se cōtinuoit iusques à trente ans, tant pour ladicte premiere annee, que les autres suiuanes, & iusques à ce que les trente ans passez sans payer ny rien demander, la prescription en auoit tout emporté: cestuy-cy au contraire, & que selon ce que cha-

*Arg. l. Ess  
in princip. de  
Vfur.*

cune année venoit à courir sans demander ladicte prestation lors d'icelle année seulement commençoit la prescription, sans y comprendre les années à venir, de telle sorte que de la cessation de chacun iour & année cōmençoit la prescription de trente ans, pour le regard de chacune année. Sur laquelle susdite contention y auroit eu des tiercelets qui l'auroient

*a* In l. Cum  
notissima. §. si  
C. de presc.  
30. vel. 40.  
annor.  
*b* Quest.  
406.

voulüe, concilier & accorder, par vne distinction qu'ils auroient faicte entre ce qui estoit deu par contract & ce qui estoit deu par testament: Mais telle distinction auroit esté refutée par la constitution de l'Empereur Iustinian à la marge cotee <sup>a</sup>, laquelle communément des plus clairs-voyans auroient estimé preiuger le different susdict pour l'opinion dudit Martin, laquelle ledit sieur President de Grenoble, auroit en ses Decisions <sup>b</sup> attesté auoir tousiours veu garder en toutes Cours du pays de Dauphiné, du temps qu'il y pratiquoit, & en ceste partie en auoir obtenu <sup>3</sup> plusieurs sentences, croyant, comme il dict, l'opinion dudit Martin, & de ceux qui la suiuent estre la plus veritable, sans s'arrester à ladicte distinction, parce que par ladicte Constitution susalleguee, Iustinian auroit egalisé en ce cas le

*c* Salicet in d.  
§. fin.  
d. Vide addit.  
ad d. quest.  
406.  
*e* Capel. Tho  
quest. 343. A  
lex. int. de pu  
pill. §. si plu  
ribus ff. de  
Nou. op. nun  
cia. Raphael.  
Ful. cōf. 174.  
Boer. decis.  
336. p. 2.  
Cyn. in l. plu  
res apoch. C.  
de pū. inst.

contract à la dernière volonté, sans aussi s'arrester à l'opinion d'un autre Docteur <sup>c</sup>, laquelle bien que subtile, n'auroit non plus peu gagner que la susdicte sur la raison, verité, & equité de la susdite opinion dudit Martin, par le iugement mesme des modernes, <sup>d</sup> & dont les Docteurs & Interpretes du Droit <sup>4</sup> parlent en plusieurs endroits, <sup>e</sup> inclinans presque tous & d'un commun accord à l'opinion dudit Martin, contre laquelle quand feu Papon auroit escrit, ou plustost comme ie pense, son exemplaire corrompu, chargé auoir esté iugé par arrest de Grenoble au mois de Mars mil cinq cens quarante fix: Selon l'opinion de Bulgare pour Claude Constant, contre les freres Mineurs de Grenoble, il se seroit abusé ou plustost nous auroit trompez fort lourdement, pour-autant que ledit sieur de Grenoble apres auoir soustenu l'opinion de Martin, il vient consecutiuelement à dire sur ladite question en la chambre du Conseil dès l'an mil quatre cens soixante, & au mois de Mars en auoir esté disputé, & les raisons d'un costé & d'autre amencées, au iugement du procès desdicts

freres Mineurs, contre ledict Claude & Pierre Marel, mais le procès ayant esté iugé par autres fondements contre lesdits freres Mineurs, *ideo, inquit, tunc nō fuit decisa hac quaestio, sed credo opinionem Martini & sequatium esse veriorē*, dont appert que ledit feu Papon ne l'ayant peu puiser d'ailleurs se seroit trompé doublement quand au lieu de l'opinion dudit Martin il auroit supposé cela de son aduersaire Bulgare, au contraire de l'intention de l'auteur & encores presupposer vn arrest où n'y en auroit eu aucun quoy que soit pour l'vne ny l'autre desdites opinions, le procès ayant esté iugé d'ailleurs, & sur autres fondements, & quand à l'arrest de Paris qu'il allegue nous le tenons ainsi & l'approuuons, tout de mesme qu'autre arrest que le sieur Charondas auroit allegué à suite du susdit pour vn nommé Gobillon du 23. Decembre à la prononciatiō de Noel 1559. par lequel à celuy auquel les pensions annuelles estoient deuës par chacun an sa vie durant, furent adiugees les cinq dernieres annees, encores qu'il y eust trente ans qu'il n'en eust rien demandé, & que pour l'aduenir il en seroit payé par chacun an sa vie durant, à quoy se seroit tousiours conformede sans aucune difficulté ladite Cour de Parlement à Tholose, & à ces fins en toutes condamnatiōs d'arrerages desdictes rentes, cens, prestations annuelles, & autres deuoirs seigneuriaux estans comptez & nombrez entre les fruiets du fief ou directe, auoir accoustumé les limiter & restreindre à ceux qui auroient couru & seroient escheus puis 29. ans auant l'introduction de l'instance qu'auroient demouré, & ne seroient prescrites, & moins ceux qui couroient à l'aduenir par tel & semblable tēps, les autres precedents prescrites seulement suiuant l'autre susdite opinion dudit Bulgare.

---

### CHAP. XXXIII.

- 1 Pour l'estimation & eualuation desdicts arrerages, difference apportee entre les rentes portables & querables.
  - 2 Les assignees ou constituees en espee, dont l'estimation auroit esté changee & augmentee, depuis l'ins-
- Nij.



dation & bail à rente les arrerages payables selon le prix que les ordonnances Royaux leur auroient baillé.

3 Les preiugez de ladite Cour à Tholose quant à ce dessus.



Es condempnations desdits arrerages ainsi que dessus faites, sur l'exécution des iugemens & arrests portant icelles, seroit suruenue souuent difficulté sur l'estimation ou eualuation d'iceux pour chacune annee surquoy auroit esté & est faite communément difference entre les cens & rentes querables, & que les sieurs à qui elles sont deuës, sont tenus aller ou enuoyer chercher, chez les renanciers de leurs rotures & tenemens que nous auons dit à il-<sup>I</sup> leurs s'appeller *de Rogo* en quelque coustume de France & entre les autres rentes portables, lesquelles ceux qui les doiuent sont tenuës porter, au grenier des sieurs à qui appartiennent, en celles là aucuns ayans tenu que s'il n'appert des diligences par lesdits sieurs faites faire à enuoyer querir & demander ladicte rente, que l'estimation s'en doit prédre pour chacune annee, au cas que ladicte réte consisteroit es choses qui se pesent, mesurēt, & changent; à ce que telles & semblables choses auroient vallu, au temps de la destinee solution, qui est le terme prefix annuellement, que lesdites rentes ou autres deuoirs annuels, ainsi qu'on dit tombent & sont deuës, les autres à l'estimation moderee & mediocre que lesdites choses auroient vallu pour chacune desdites annees. Et en ceste-cy, & portable comme dessus est dit, auroit esté resolu communément l'estimation au plus haut prix de chacune année, desquelles les arrerages sont deuz estre considerable, si outre la demeure & cessation de payer au terme prefix & iceluy passé, il y interuient sommation & interpellation suffisante <sup>a</sup> en prenant toutesfois l'estimation de chacune annee & dans icelle que la rente est deuë, pour vins, grains, huilles & semblables fruiets estre subiects & destinez à estre despendus & conformmez dedans l'an <sup>b</sup>, & encores en ce cas ne suiure ladicte estimation au plus haut prix de chacune desdictes annees, & ce suiuant deux arrests de la Cour de Parlement de Paris <sup>2</sup> du 10. Nouembre 1546. & 4. Feurier 1548. & que touchant

<sup>a</sup> Arg. l. quoties in diem. en ces

mors, Tit. inum ab eo preti potest. ff. de verb. oblig.

<sup>b</sup> Arg. l. nulli militarium de erog. milit. ann.

4. 12. C.

autres rentes assignees ou constituees en espee comme en escus ou autre espee equipolent dont l'estimatiõ auroit esté changee & augmentee, depuis l'infeudation & bail à rente auroit esté respõdu par les doctes modernes de nostre tẽps que les arrerages se doiuent payer selõ le prix que les Ordõnances Royaux leur auroient baillẽ, & en alleguent vn autre arrest par lequel auroit esté ainsi iugẽ par ladicte Cour à Paris à la pronõciation de Pasques 1586.<sup>2</sup> Mais quant nostredit Cour à Tholose, en ce que concerne les premieres rentes que sont <sup>3</sup> les querables susdites, où il y apparoist des diligences suffisantes faites par les sieurs à enuoyer chercher & demander ladicte rente, elle en fait de mesme que sera dit dessous pour lesdites rêtes portables, & où il n'apparoist d'aucunes susdites diligẽces baille le choix aux tenanciers qui les doiuent de payer cõme elles auroient voulu au temps de la destinee solution, ou au prix, moyen & mediocre de chacune annee, ainsi qu'à nostre rapport auroit souuent esté iugẽ en la seconde Chambre des Enquestes au profit des Montaignes contre le sieur de Haut-pol au mois de Feurier 1585. & au profit du sieur de Castelpers contre le feu sieur de Bournazel au moys de May 1580. & quãt aux autres rentes portables sont y desirer autre interpellation ny sommation que par le laps du temps du terme à payer escheu, elle a accoustumẽ suiure au surplus lesdits arrests, conformemẽt ausquels elle l'auroit ainsi preiugẽ à nostredit rapport en ladicte Chambre au profit du sieur de Haut-pol contre ledit de Montaignes & au profit du sieur de Sauuens, cõtre V alere sieur de Iustarret.

<sup>2</sup> Charondas esdit. coustum. Art. 110.

CHAP. LXXVI.

1. *L'emphiteote & vassal ne peuuent prescrire contre leur Seigneur par quelque long temps qu'ils puissent iouyr, cestuy-cy sans auoir fait la foy & hommage & cestuy-la sans recognoistre & payer rêtes, & les raisons pourquoy.*
2. *Les emphiteotes sont dits quelques fois Seigneurs, bien que quelques fois sont appelez & fort improprement tels,*

sçavoir pour l'utilité du fonds, Seigneurs utiles, par ceste addition l'impropriété est signifiée & remonstree.

a Art. 113

**N**ous auons nommément cy dessus parlé de la prescription des arrerages: Car quant au fonds principal, & directe seigneurie bien que prescriptibles par le laps mesme de 30. ans par sieur contre sieur, en & contre aagez & non priuilegez & par 40. ans contre l'Eglise, ainsi que est nommément porté par article expres de ladite coustume de Paris<sup>a</sup>, conformément au droit que par ledit Charondas y auroit esté allegué, l'emphiteote toutesfois & moins le vassal, quand ils auroient bien iouy plus de cent ans, celuy la sans recognoistre & payer rente, & cestuy-cy sans auoir fait la foy & hōmage, ne peuuēt prescrire contre leur sieur, parce qu'ils possèdent precairement & sous la seigneurie d'autrui, & par ce moyen le droit de superiorité, & seigneurie tant que le fief demeure en sa nature & condition ne pouuant estre osté par le cours des ans aux vrayz Seigneurs, par ceux qui en iouyssans des fiefs ou autres tenements, au moyen de rente & deuoir annuel, conseruent aux Seigneurs leur premiere & ancienne possession, autrement *male ageretur cum dominis prediorum, si tanta precario possidētibus, prerogatiua deferretur, cum lex Constantiniana iubeat ab his initium non requiri, qui sibi potius quā alteri possederunt*: tout ainsi que ne sont les susdicts, & par ainsi pour leur regard faite contraire illation, pour n'estre que seigneurs vtils, ou quasi sieurs, posséder non seulement pour eux, mais principalement pour leurs Seigneurs, censiers & directes, & partant ne pouuants prescrire, contre leurdit sieur qui se seroit retenu rente & cens ou autre deuoir, sur les tenements baillez à cens & rente, pour droit & certaine marque & seurété de la directe & premiere seigneurie qu'il a sur ledit heritage, encores moins le vassal, qui ne peut dire ny pretendre posséder autrement qu'au nom & sous la permission de son sieur, s'estant fait homme d'iceluy à la condition de la foy & hōmage qu'il luy doit, pour alleguer prescription, car en tous cas susdits le commencement de sa possession viendroit à estre requis & demandé aux

susdits, sçauoir au vassal, pour n'auoir esté ny peu estre pour  
 iouyr du fief comme vray sieur ains, au lieu d'iceluy & sous  
 l'obeissance & subiection qu'il ne luy peut oster<sup>a</sup>, & quand  
 ausdits emphiteotes ne peuuent auoir fondement d'aucune  
 prescription n'ayant iamais esté possesseurs à suffisance pour  
 icelle, d'autant que comme disoient les Empereurs *eos pos-*  
*seffores non conuenit appellari. qui ita tenent vt ob hoc ipsum, solitam*  
*debeant prestare mercedem,*<sup>b</sup> ce seroit donc plustost vne vsurpa-  
 tion qui est dite en consequence de ce d'iceluy, *qui ad possessionem*  
*conductor accedens, diu alienas res tenendo, ius sibi proprietatis*  
*asserere contendit:* & par ce moyen contre toute raison cōtrain-  
 dre les Seigneurs, *aut amittere que locauerunt, aut conductores v-*  
*tilis sibi fortassis excludere, aut annis omnibus super dominio suo pu-*  
*blicè protestari,* tellement que bien qu'ailleurs ils soient dictz  
 sieurs<sup>c</sup>, c'est à autres fins & pour diuers respects, estant autre-  
 ment, & par diuerses considerations dits ne l'estre<sup>d</sup> comme  
 à la verité & à proprement parler, ils ne sont opposez à l'obiet  
 de la seigneurie superieure, sous laquelle comme sous leur  
 zenit, ils sont & demeurent posez, pour cueillir & perceuoir  
 ce qu'autrement est de l'vtilité du fonds, quand à ceste occa-  
 sion, ils sont dits bien qu'improprement seigneurs, c'est tou-  
 tesfois avec addition viles par laquelle addition nous  
 aurions dit ailleurs l'impropriété estre signifiee & remon-  
 strée: & ce dessus procede iusques là que pour toutes gens  
 de main morte tenans vn fief, la maxime y est certaine qu'ils  
 sont tenus bailler homme viuant ou mourant à leur sieur feo-  
 dal ou luy payer indemnité encores qu'ils eussent amortis-  
 sement du Roy, & au demeurant que cela ne se peut prescri-  
 re, pour se payer en signe de superiorité suiuant vn arrest de  
 la Cour de Parlement de Paris du septiesme de Septembre  
 mil cinq cens soixante, que Papon auroit recueilly & inferé  
 dernier en sondit recueil<sup>e</sup>, & quant au demeurant de la prin-  
 cipale question qui estoit les vassaux ne pouuoir prescrire  
 leur fief par quelque temps que ce soit, ledict Charondas  
 en allegue vn arrest de la Cour de Parlement de Paris pour  
 la Royne Comtesse de Clermont en Auvergne, contre  
 l'Éuesque dudit lieu, & pour les sieurs directes contre

a Char. es-  
 dit. coust.  
 art 114. &  
 en ses respō-  
 li. 2. cha. 18.

bl. male agi-  
 tur C. de pra-  
 se. 3. vel 40.  
 Anno.

c l. possesseurs  
 de fud. pater  
 no. lib. 11. C.  
 d in l. 1. in fi.  
 Duest. frug.  
 vel. emphit.

pe.

e audit titre  
 d'amortisse-  
 mens.

leurs Emphiteotes & tenanciers ruraux, quelque & si longue possession de n'auoir recognu & payé qu'ils puissent pretendre, nous aurions veu & entendu souuent iuger en ladicte Cour à Tholose & l'auroit esté nommément à nostre rapport audiect arrest de Sauuens, contre ledit Iustarret & de Hautpol contre Montaignes cy-dessus par nous co ttez & alleguez.

---

CHAP. XXXVII.

- 1 Le Seigneur direct pour ses rentes, cens, & deuoirs, peut se tenir à l'indiuuidité d'iceux, & de plusieurs possesseurs d'un tenement tenu de luy, peut pour son payement contraindre tel qu'il luy plaira pour le tout, avec un arrest de ladite Cour à Tholose conforme à ce, & en portant le reiglement.
- 2 Par lequel arrest susdict la difficulté demeure vuidee, concernant celuy des creanciers qui seroit ainsi choisi & cōtraint payer seul, auroit & pourroit auoir recours sur celuy des autres tenanciers, par indiuis que bon luy sembleroit.
- 3 Ce qui est entendu pour quelques vns sinon que celuy qui auroit esté contraint ainsi seul payer, & cession du Seigneur censier ou rentier au cas de la garde, & en vente d'icelle ils auroiēt estimé le susdict receuable à s'adresser contre l'un des autres pour le tout sa portiō deduite.
- 4 Ce qui pourroit auoir de l'apparence es pays coustumiers & es ressorts d'autres Parlements, qui n'auroient fait tels preiugez & reiglements que ladite Cour à Tholose outre autres modifications, qu'elle y auroit apportées ailleurs ausdits liures precedents desduites, & comme en passant touchées.

Sur





Sur le payement & prestation des rentes & cens  
indiuifibles deubs au Seigneur directe, à cause  
d'un tenement tenu de luy par plusieurs & diuers  
posseffeurs, chacun desquels ledit sieur se tenant  
à l'indiuuidité de feldits cens & rentes tel qu'il luy

<sup>1</sup> plaira peut contraindre pour le tout, sans autrement entrer en  
particularisation ny faire demande à chacun de sa part, \* Feu  
Papō auroit & fōt à propos, inseré en son Recueil vn Arrest de  
nostre dite Cour à Tholose du 9. Mars 1552. <sup>b</sup> par lequel auroit  
esté dit que suuant autres Arrests donnez en pareille matiere  
lesdits tenanciers seroient tenus conuenir de l'un d'entr'eux  
pour leuer & soy saisir des cottes deuës par chacun des autres  
& dont ils seroient tenus soy accorder par coarquation selon  
ce qu'ils en portent iustement, suuant les terriers anciens &  
nouveaux de payer le tout pour vne fois chacune annee, par  
les mains de celuy dont ils conuiendront, audit sieur directe,  
& qu'à faute de ce faire il seroit loisible audit sieur, soy adres-  
ser par contraincte deue & raisonnable à celuy desdits te-  
<sup>2</sup> nanciers que bon luy sembleroit: par lequel Arrest & regle-  
ment y porté est vuidee la difficulté qu'on auroit peu faire en  
tel & semblable droit d'hypothèque indiuifible; Sçauoir si  
celuy desdits tenanciers qui seroit ainsi choisi & contrainct  
payer seul, auroit ou pourroit auoir recours contre les autres  
condetempteurs par indiuif sur celuy que bon luy sembleroit  
ou bien diuifement chacun pour sa part & portion, comme  
auroit esté iugé nommément par ledict Arrest, & conformé-  
ment à iceluy par autre du Parlement de Paris du quatorzies-  
me Aoust 1584. allegué par ledict sieur Charondas en quel-  
que part. Toutesfois par le renuoy que ledit feu Papon faict  
incontinent apres ledict Arrest à quelques Arrests du Parle-  
ment de Paris, qu'il dict y estre expres & notables, & mesme  
celuy qui est confirmatif de la sentence du Baillif d'Orleans  
du dixhuitiesme Mars mil cinq cens cinquante trois, au-  
quel se rapporte autre dudit Parlement confirmatif de la sen-  
tence du Preuost de Paris du 22. Septembre 1579. amené &  
raisonné fort sommairement & doctement par ledit Charon-  
das en quelque part. <sup>d</sup> Il nous semble que ledit feu Papon aye  
voulu rapporter & autoriser la susdicte maxime, par le susdit

a Chopin  
sur les Cou-  
st. d'Anjou  
liu. 1. part.  
2. chap. 2.  
tit. 1. art. 5.  
b Tit des  
droits sei-  
gneuriaux  
Arrest 14.  
en ladicte  
Edition.

c sur lesdi-  
tes Coust.  
Artic. 107.

d Liure 6.  
de feldites.  
Responces  
chap. 11.

Arrest à Tholose nommément preiugee, comme aussi quelques vns l'auroient enten due, sinon que celui qui auroit esté contrainct ainsi seul payer ait cession du sieur sensier ou rentier suiuant ledit Arrest du vingt deuxiesme Decembre, pour tel que dessus, ayant payé & contrainct à ce faire, pouuoir soutenir estre bien receuable, à s'adresser contre l'un des autres condetenteurs pour lesquels il auroit esté contrainct payer, pour le tout, sa portion deduite, parce que le tenement estant diuisé entre-eux, & luy ayant esté contrainct pour le tout, il estoit pour son regard au moyen de ladicte cession, comme vntiers enuers celui qu'il voudroit contraindre, & partant ayant le droit du sieur ou fermier, il se pouuoit aider de l'hypothecque & moyens qu'il luy auoit cedez, ou bien condamné à ceder pour son recours contre les condetenteurs suiuant ledit Arrest dudit 8. Mars 1553. Ce qui pourroit auoir de l'apparence en pays coustumier, ou comme en la Preuosté & Vicomté de Paris, telles hypothecques & indiuiduité de telles prestations annuelles sont regies, la pluspart par les coustumes & par articles expres d'icelles ou bien és ressorts des Parlements qui n'auroient fait tels preiugez & reglement que ladicte Cour à Tholose, outre & par autres modifications qu'elle y auroit apportee, desquelles nous auons fait mention singulierement és liures precedents, de telle façon que l'interpretation ou declaration que ledit feu Papon par le renuoy que dessus ausdits Arrests en auroit voulu ou pretendu faire, ne pourroient auoir lieu, quoy que soit fort mal aisé ment en ladicte Cour à Tholose & ressort d'icelle, pour-autant principalement qu'au niveau du droit Escrit au pays duquel icelle nostre dicte Cour est assise, le sieur qui par son hypothecque indiuidue à vse vne fois d'icelle, & par son choix & election d'un ou plusieurs des tenanciers & possesseurs de son tenement obtenu & recouré ce que luy estoit deu, *ius indiuidui prima testatione aut potius electione consumpsit,*<sup>a</sup> *sicq. nihil actum sua cessione, cum nullum ius super fuerit,*<sup>b</sup> & quand on voudroit induire du payement entier fait par celui seul qui auroit esté contrainct payer audit sieur vne cession & subrogation d'iceluy telle que nous auons dicte ailleurs cõtre la commune opinion des Interpretes du droit auoir esté preiugee par ladicte Cour és actions personnelles & hypothecques y accessoirés

<sup>a</sup> *Argu. l. 1. a. pud. Ausfre- rum D. de Liberat. legat.*

<sup>b</sup> *Argum. l. Modestinus D. de solutio.*

pour la seureté subsidiaires d'icelles, se seroit seulement pour le recouurement de ce qu'il auroit payé & satisfait pour lesdits condetenteurs & contre vn chacun d'eux pour leur contingente portio pour celle de celuy qui aura payé, qu'il fait necessairement distraire, ayant esté faite comme ouuerture à vne diuision pour faire cesser l'indiuinité du sieur payé entierement de ce que luy estoit deu <sup>a</sup> suiuant ce qu'ailleurs <sup>in</sup> *rais debendi constitutum esse legimus* <sup>b</sup>.

<sup>a</sup> Argu. l. si  
creditor. C.  
de pactis glo.  
in l. comun.  
in princip. D.  
com. diuidun.  
<sup>b</sup> Tit. de duob.  
us reis Et in  
Auth. hoc  
ita. C. cod.

CHAP. XXXVIII.

1 Les Emphiteotes & tenanciers pouuent guerpir les fods par eux tenus en tout ou en partie.

2 Mais c'est toutesfois à la charge de payer les arrerages, iusques au iour du deguerpissement.

3 Au cas toutesfois d'iceluy fait par vne moindre partie des tenanciers par indiuis, offrans payer les arrerages pour leur cote-part, le seigneur peut cōtraindre les susdits autres tenanciers qu'ils acceptent si bon leur semble le dit guerpissement, ou qu'ils le facent tous ensemble de tout le tenement autrement qu'il n'estoit tenu, accepter celuy qui estoit particulièrement fait par aucun d'iceux.

4 Nonobstant les deffences du defendeur quant à ce.

5 Arrest quāt à ce de ladite Cour, pour le seigneuraire Et & pour l'indiuis à luy appartenāt cōtre lesdits emphiteotes.

**E**st certain & indubitable de droict, les Emphiteotes & tenanciers en tout ou en partie, pouuoir guerpir, c'est à dire delaisser, les fonds par eux

tenus & possédez, & en ce faisant soy acquiter & descharger des cens, rentes & autres deuoirs qu'à occasion d'iceux ils deuoiēt aux sieurs desquels ils les tenoient, pour estre inherās au fonds qu'ils suiuent, & laissent les personnes, si tost qu'il est hors de leur detentiō : mais c'est toutesfois à la charge des arrerages, iusques au iour dudit deguerpissement, pour l'indemnité

des sieurs, lesdits arrerages tenās lieu des fruiets, & de chacune année se deuās prédre sur les fruiets de la mesme année que les-

cl. fin. C. sine  
Censu vel re-  
liquie.  
d. iux. l. i. C.  
de ann. &  
trib. l. neq.  
stipendiū. D.  
de impen. in  
reb. dola lib.  
fact.

tenanciers & guerpissants comme dessus auroient iouy & retirez à eux, surquoy, & en la matiere du sens indiuisible au sieur dont auons traicté au chapitre precedant, comme certains tenanciers, de quelque grand domaine par eux tenu & possédé, en la terre & iurisdiction d'Aruien au pays de Rouergue sous la rente annuelle de cent septiers bled seigle payables au Chappellain pourueu d'une chapellanie audit Aruien, les reuenus de laquelle consistoient principalement en ladite rente sur ledit domaine qui n'estoit tenu que par vn des lors que la fôdatiô de la Chapellanie fut faite, eussent delayé quel ques années à payer ladite rente à vn nommé Solanet Prestre pourueu de ladite chapellanie condamnez par arrest au rapport de feu monsieur Meynial depuis President en la Cour à Tholose à payer solidairement ladite rente les arrerages de laquelle montoient beaucoup, auroient esté tellemēt sur l'execution de ladite condamnation poursuiuis, qu'en défaut de l'accorder d'vn d'entre eux suiuant la forme prescrite par ledit arrest du 9. Mars 1552. au precedent chapitre mentionné ledit Solanet auroit choisi deux ou trois detenteurs & encores de la moindre partie entre autres dudit domaine lesquels guerpissent audit Solanet offrans payer les arrerages, pour leur cote part, ce que voyant ledit Solanet, & que les susdits ausquels il s'estoit adressé pour le payement de sa rente & arrerages d'icelle estans d'ailleurs bien soluable toutes-foiſ ne possedans grande quantité de terres chargees & redevables de sa rente susdite faict appeller leurs condetenteurs ausquels il fait entendre ladicte offre de guerpissement concluant contre eux, qu'ils acceptent si bon leur semble ledict guerpissement, ou qu'ils le facent tous ensemble de tout ledit domaine & terres en iceluy chargees de ladite rente soustenans contre les vns & contre les autres que le guerpissement deuoit estre fait de toutes les terres dudit domaine, autremēt qu'il n'estoit tenu accepter celuy qui estoit particulierement fait, par aucuns d'iceux pour autant que comme le bail estoit indiuidu la rente indiuisible, aussi le guerpissement se deuoit faire solidairement, n'estant aucunement raisonnable que la pluralité des personnes alterast la condition de leur obligation, & par ce moyen ils fussent tenus contre l'intention



du bail d'entrer en communion des terres & de la rente avec les autres detenteurs *re pro parte cuius a, tamē pro solido obligatio- ne durante, quam non accepisset re integra creditor, nisi pro solido eius fieret*<sup>a</sup>, qu'encores seroit indirectement les astringre à diui-  
a l. f. quis a-  
liam de solut.  
 ser leur rente contre la nature d'icelle, & à ce par les defen-  
 deurs estant réspondu que ceux qui faisoient ledit deguerpis-  
 sement, ne pouuoient estre empeschez, qu'en ce que les con-  
 cernoit, ils ne fussent deschargez de la rente parce qu'en l'ac-  
 ceptant par ledit demâdeur ladite rente n'estoit esteinte que  
 4 pour la cottité qu'en deuoient les susdits, qui guerpissoient  
 icelle, pour le surplus demeurant en son indiuiduité contre  
 les autres detenteurs qui ne laissoient d'en estre solidairemēt  
 tenus à quoy estant repliqué par ledit S<sup>r</sup> Solanet demâdeur,  
 que cela ne pouuoit & deuoit estre fait de droit, attēdu mes-  
 me la qualité dudit domaine destiné à cause pie, ministère &  
 seruice de ladite chapellanie, qu'à l'aduenir le guerpissēmēt  
 ainsi particulieremēt reçu, diuisé en telles parcelles, se pour-  
 roit perdre, comme vn grand fleuve diuisé en plusieurs ruis-  
 seaux. arit, en quoy le public seroit interessé: persistant com-  
 me dessus: par arrest de ladite Cour à Tholose, donné au rap-  
 5 port de feu monsieur Iosse en execution du principal de ladi-  
 te condamnation auroit esté dit en ladite seconde Chambre  
 d'Enquestes pour les autres detēteurs appelez sur le guerpis-  
 sement de tout deguerpiroient avec les autres defendeurs  
 principalement poursuiuis, autremēt à faute de ce sans auoir  
 esgard quant à ce au deguerpissement par lesdits defendeurs  
 requis, les portions des terres abandonnees par lesdits defen-  
 deurs accroistroient à tous les autres detenteurs à proportion  
 des autres terres qu'ils possedoient de la mesme charge & re-  
 deuance: ce qui fut en effect arresté par ledit arrest contre  
 ledit Solanet & au profit d'iceluy contre les tenanciers dudit  
 domaine, duquel & par autres modifications nous auons fait  
 mention cy-dessus, & ce conformément à autre arrest de la  
 Cour de Parlement de Paris, du 15. Decembre 1563. allegué  
 & raisonné par ledit Charondas en quelque part<sup>b</sup>, lequellie  
 confesseray librement m'auoir fait souuenir du susdit, que  
 j'aurois estimé digne de ce papier pour estre ioinct, & recueil-  
 ly avec les autres susdits.

b esdites  
 costum.  
 Art. 110.



## CHAP. XXXIX.

- 1 Affrairements entre mary & femme en faueur de mariage exemptez du retranchement ordonné contre les mariez conuolans à secondes nopces au profit des enfans de leur premier mariage, avec un preiugé expres de la Cour de Parlement de Tholose y amené & datté.
- 2 La femme impetrant lettres en cassation dudit contract d'affrairement demise d'icelles pourquoy & comment.
- 3 La clause par laquelle est dit en un contract, que les contractans n'eussent autrement contracté, comme quasi conditionnee, de grand'efficace & valeur.

**N**ous aurions parlé ailleurs des societez & affrairemens qui ont accoustumé estre faicts entre mary & femme en faueur de leur mariage & au contract d'iceluy la validité d'iceux & telle que pour ce regard les biens en venans & procedans estoient exemptez & tirez du retranchement ordonné contre les mariez conuolans à secondes nopces ou vnd'iceux au profit des enfans qu'ils auroient laissez suruiuans de leur premier mariage<sup>a</sup>, & parce que nous n'en auions pas allegué arrest particulier & en indiuidu, pour l'autorité & confirmation de ce nous n'en aurions voulu oublier icy vn du 10. Ianuier 1570. que ledit sieur Berail auroit apporté en sesdites memoires qu'il dit auoir esté donné au rapport de feu monsieur Fermandier party à la premiere des Enquestes & departy à la seconde pour l'opinion du sieur Berail qui en estoit contreteuant, & dont le fait estoit tel. Par contract de mariage est fait société & affrairement de tous & chacuns biens entre deux freres & deux sœurs vn desquels qui estoit l'aîné espousoit l'aînée qui estoit l'heritiere de sa maison comme l'aîné aussi l'estoit de la sienne: & le puisné heritier particulier espousoit aussi la puisnée qui estoit heritiere particuliere, l'une desquelles susdites sœurs ainsi mariée nommée Meugete Gil-

<sup>a</sup> liu. 3. c. 28.

laudes ayans enfans du susdit mariage suruiuant à son mary  
decedé apres l'an du dueil se seroit renduë demanderesse con-  
tre les susdicts autres parsonniers en diuision & partage de  
leur dite societé & à ce que sa portion qui estoit vne quatries-  
me luy fust baillee à part & diuisauec sa mesme cottité des  
acquests faiçs pendant & durât ladite societé & suiuant icel-  
le à quoy par les autres susdicts parsonniers principalement  
l'heritier & heritiere que dessus estoit respondu que ladiçte  
societé ne pouuoit subsister comme faicte auec q' elle estant  
moindre de vingt cinq ans, à laquelle le principal du bien  
par ce moyen appartenoit, pour crainte & obeyssance de  
son mary auec ladiçte Meugete qui n'estoit que legataire &  
heritiere particuliere, & son feu mary aussi pauvre qu'elle,  
bien qu'autrement industrieux acquerant & gaignant raison-  
nablement comme elle declaroit ne luy vouloir denier  
cela à sa memoire : tellement qu'à ces fins se seroit rendue  
impetrante lettres en cassation dudit contract de societé  
duquel estans passez quatorze ans, sur lesquelles lettres es-  
tant couclud & ladite Meugete rendu à fins de non rece-  
voir fondees sur la forme & validité dudit contract de so-  
ciété arrests & preiugez de la Cour notoires, & que l'inequa-  
lité des biens n'empeschoit de droit la societé tout dol &  
fraude seclus que ladiçte sa sœur ne pouuoit icy pretendre<sup>a</sup>  
l'industrie de celuy qui a moins comme estoit son feu mary  
venant à suppleer ce que deffaut en ses biens par les reigles  
vulgaires, & ainsi que l'on dict *hostimentum opera pro pecunia*;  
& touchant à la minorité il n'en apparoissoit, & quant bien  
il en eust apparu elle estant faicte capable pour son aage à  
contracter mariage, auroit esté capable de mesme à faire &  
traiter en consequence, cē qu'autrement en pouuoit de-  
pendre comme estoit ladiçte association, confirmant celle  
qui est autrement entre mary & femme dicts compagnons  
& associez, qui est prinse comme associee & compagne  
des facultez & choses humaines ensemble, & qui plus est  
de la maison diuine<sup>b</sup>, dans laquelle l'vniō entre les sus-  
dicts doit estre telle que l'un ne puisse pretendre auoir plus  
l'un que l'autre, & pour ceste occasion comme par vn  
sacrement<sup>c</sup> l'eau & le feu estoient ensemblement prins par

<sup>a</sup> L. 5. D. pro  
socio.

<sup>b</sup> Et duo sunt  
C. de crimi.  
ex pla. hare-  
dita.

<sup>c</sup> Lañan. lib  
2. institu. ca.  
110.

les mariez, ou quoy que soit commandé de toucher aux nou-

uelles mariees <sup>a</sup> quand ils espousoient & conuenoient ensemble, pour les nopces & alliances, pour icelles estre confirmee & establie par tel moyen <sup>b</sup>, tel que ledit affrairement si point en y a d'autre de plus pres approche, auquel non seulement les fruits peuuent & doivent entrer: mais la propriété & mesme telle que ladite demanderesse pretendoit & demandoit pour en effect auoir iure solemnellement par l'attouchemēt que dessus ne se iamais abandonner l'un l'autre, ains participer à toute fortune l'un de l'autre quand ils ne deuroient auoir autre bien commun entre eux que le feu & l'eau seulement à quoy faict & ayde beaucoup l'assistance & presence des plus prochains parents & principaux amis qui s'y trouuent & s'y assemblēt <sup>d</sup>, que vient à porter vray & asseuré tesmoignage de toute liberté & assurance, pour raison de quoy est dit en quelque part vne transaction ne pouuoir estre subuertie quand il appert auoir esté faite *interuenientibus amicis, quod se uicam quis fecisse asserat*: ὑπὸ πλείονος ὄντων φίλων καὶ ἑταίρων, disoit vn autheur Grec en quelque part <sup>e</sup>, en quoy estoit interuenue vne circonstance qui venoit à establir & comme sceller inuiolablement pareil semblable contract que dessus, qu'estoit la cause par laquelle il estoit nominément porte par instrumēt sur ce passé que les contractans n'eussent autrement contracté, qui estoit comme vn pacte coditionnel <sup>f</sup>, & qui n'estant gardé donneroit occasion à vne ouuerture de fraude & deception trop manifeste ainsi qu'est dit & rapporté ailleurs par ledit sieur de Grenoble en ses decisions <sup>g</sup>; & quant à ce qu'il estoit opposé à ladite demanderesse qu'elle auroit cōuolé à secondes nopces au moyen desquelles en faueur des enfans qu'elle auoit laissez du premier mariage elle deuoit estre priuee de ce qu'au moyē dudit affrairement fait au mesme contract dudit mariage d'elle & de son premier mary, elle pouuoit demander & pretendre à tout, le moins en la propriété en laquelle sinon la priuation de tout le retranchement en tout ou en partie deuoit estre faict suivant la disposition du droit: mais à ce elle respondoit que ce qu'elle auoit par ledit contract estoit dict & censé auoir à titre onereux, prendre & receuoir comme vn estrangier & par consequent lesdicts enfans du premier mariage n'y pou-

<sup>a</sup> Plutarque au liu. des demād. des choses Romaines, chap. 1.

<sup>b</sup> l. penult. D. de don. inter vir. & uxor. §/ ibi Go. de fr.

<sup>c</sup> l. 2. D. pro socio cum Gl. & l. seq.

<sup>d</sup> Argu. l. transactio.

<sup>e</sup> Harmono in suis iuris promptuario. lib. 1. c. 10. de transact.

<sup>f</sup> ubi amicitia est uinon agitur.

<sup>g</sup> per l. cum donationis, in m. l. a Glo. C. de transactio.

<sup>h</sup> quest. 145. uim. 2.

pouuoient pretendre aucun droit qu'à l'aduenir, sinon celuy que bon luy sembleroit ou autrement apres son decés leur legitime leur donroit avec leurs autres freres si autrement ils ne s'en rendoient indignes & incapables, tellement qu'elle eust occasion de les exhereder, qu'elle ne pretendoit pas, & à ces fins elle alleguoit la Constitution de l'Empereur Zenon à la marge cotee <sup>a</sup> & dauantage & ce qui auoit esté fait à son aduancement & profit par ledict contract d'affairement estoit imputable plustost à la prochaineté du sang dont elle attouchoit à sadite sœur heritiere, qu'à l'industrie de son feu mary, pour au moyen d'icelle lesdicts enfant le pouuoir dire biens prosectifs du pere & à ce moyen y pretendre droit; la cause naturelle faisant concours dans vn mesme subject, venant à preferer tousiours & quasi engloutis, si ainsi est, loisible de dire, l'accidentelle <sup>b</sup> telle que pourroit estre la cause de ladite industrie: Mais encores ladicte vefue bien que remariee ne demandoit rien à ses enfans, moins à leurs tuteurs, & quand il seroit besoing d'entrer en differant & cognoissance de cause, quant à ce *tractus futuri temporis an daret marito vel liberis, non pertinebat ad iudicem*, qui est vne raison que nous aurions tiree des Memoires dudit sieur Berail, que nous n'aurions voulu pour sa memoire desioindre des autres considerations que nous y aurions cy-dessus amenees; Bien qu'en effect pour ce regard ailleurs touchees, <sup>c</sup> Et pour lesquelles tout ioinct ladicte Cour trouuant bon & valable ledict affairement, en ce faisant adiuge à ladite Meugete defenderesse, nonobstant qu'elle se fust remariee laissant enfans de son premier mary, la quatriesme partie de tous & chacuns les biens communs & des acquests par les affaires faicts pendant & durant leur communauté, & par là les preiugez cy-deuant par nous alleguez demeurent expressement confirmez quelque instance ladite heritiere & sondit mary associez feissent mesmes du chef desdicts enfans du premier mariage de ladite demanderessse qu'ils en tout euenement disoient faire à preferer à leur dite mere, ainsi remariee qu'elle estoit.

<sup>a</sup> L. si liberis  
C. de donat.  
ante nup. in  
Donatione  
C. de secum.  
nupt. Et ibi  
Bald.

<sup>b</sup> Argum. l.  
qui habet D.  
de Testa. in  
rel. profectione  
in fin. D. de  
iure dot.

<sup>c</sup> liure sus-  
dit 3. chap.  
28.

## CHAP. XL.

- 1 Le temps qu'un condāné aux galeres y sert & demeure, n'empescher le cours du temps octroyé au moindre pour la restitution en entier.
- 2 Les exiliez n'auoient par leur seul exil aucune note d'infamie, & pour cest effect Papinian en ce qu'il en auroit respondu expliqué.
- 3 Du delict à la minorité ny au contraire, ne peut estre faite aucune illation ny consequence.
- 4 Condānation aux galeres perpetuelles emporte ordinairement confiscation de biens au ressort de Parlement de Tholose.



En nous faut point priuer le public des Arrests que ledit sieur Berail a notez en ses memoires & lesquels ie delibere vous représenter vn peu plus au long & plus clairement qu'ils ne se lisent sur son papier. Entre autres il remarque sommairement, cōme tout aussi y est sommaire qu'à son rapport au procès, cōtre la Trilhe pour Camart & Salgues auoir esté donné Arrest par lequel auroit esté dict que le temps pendant lequel il auoit esté aux galeres, (c'est ainsi que son escrit le porte) *non excusat, quin currant tempora minori, petende restitutionis in integrum*, & ce par la loy à la-  
 X  
 marge cotee<sup>a</sup> y est adiousté *qui apotuit relinquere procuratorem,*

<sup>a</sup> *Papinianus nec asserbat an ad tempus, an in perpetuū, & quando exierat des galeres,* ledit arrest donné (dict il à la fin) le 13. Iuin 1569. Ce que nous auroit semblé qu'il ne seroit trouué impertinent d'en-  
 D. de minor.  
 & ibi glo.

fonder plus auant pour appliquer & accommoder l'arrest sur ce donné cōme il faut & appartient en nous approchant en partie, si ne nous trōpons, au tour de ce que la Cour auroit par iceluy entendu; pour paruenir à quoy nous représenterons estre certain endroiçt entre les peines plus douces les peines de l'exile estre nombrees, d'où beaucoup de gens d'honneur &



de bien le temps passé ont esté vexez & opprimez, mesmes par cest ostracisme que nous pouuons lire ailleurs : Cicéron l'a bien esprouué, comme peuuent tesmoigner les oraisons par luy faites auant qu'il allast, & depuis qu'il fut retourné d'exil, les exilez donc n'en couroient par leur seul exil aucune note d'infamie. Si autrement la cause pour laquelle cest exil estoit ordonné, ne la portoit d'elle mesme, ainsi que se trouue auoir esté dit ailleurs de *ictu fustium* <sup>a</sup> : Quand donc Papinian respondoit sur la question que dessus, de *Exule reuerso, an deberet ei prorogari tempus in integrum restitutionis statutum*, Il est euident à cognoistre que l'exil auoit esté temporel, l'exilé estant retourné, & qu'au demeurant respondant negatiuement, sçauoir n'y auoir lieu de prorogation par la raison qu'il a amené (*quia absuit*) ou plustost *quia adfuit cum potuerit adire praetorem per procuratorem* : Est remonstre par cela que tel & semblable exilé auoit l'administration de ses biens, laquelle ne pouuant à raison de son exil faire ny exercer, agir, conuenir ou estre agy & conuenu, luy restoit tant seulement auoir recours à l'administration & vsage permis qu'estoit d'un ou plusieurs Procureurs à de tres necessaires, *ut qui reb<sup>9</sup> suis ipsi superesse vel noluit vel non possunt, per alios possint vel agere vel conueniri*.<sup>b</sup> Le susdit donc exilé n'ayant employé cest vsage de Procureurs pour en administrant faire ce qu'il deuoit & pouuoit, le doit imputer à soy mesme pour auoir laissé couler ainsi le tēps, tout ainliques *aduersus relegatum: restitutionē faciendam ex generali clausula Pōponius dicebat: sed nō ē ipsi cōcedēda*, par la mesme raisō, *quia potuit procuratorem relinquere, quāuis ex causa tamen putet Vlpianus etiā ipsi succurrēdū*, qui se doit rapporter à ce que le mesme a dit ailleurs *pro eo qui in insula deportat<sup>9</sup> fuerat, ex pænā ei irrogata cuius restitutionē impetrauerat, tūc enim quod eo tēpore quo in insula aliquis fuerit, ab alio usurpatū ex bonis quae nō erāt adēpta, probatū fuerit, sua causa, restituendum existimauit*.<sup>d</sup> Ce qui est hors des termes de l'hypothese de Papinian susdit, en laquelle n'estoit proposee restitution *aduersus pænā irrogatā* Et biē qu'on ne peust nier que telle imposition de peine ne presuppasst crime ou delicts, & que de mesme en ladite hypothese dudit Papinian ne fust faite mesme proposition, parce qu'outre la raison susdicte & premiere par le mesme Iurisconsulte

<sup>a</sup> l. ictus C. ex quib. cau. in fa. irrog.

<sup>b</sup> l. 1. §. si. D. de procurat.

<sup>c</sup> l. sed & si. § 1. D. ex quibus cau. maia.

<sup>d</sup> l. si quis mihi l. 1. §. si. eod.

a l. i. C. de ijs  
qui veni. et a.  
impet.

b l. Auxiliu  
in fi. D. de  
mino. l. ult.  
C. de bon.  
qualibet.

amenee & non debatüe, le mesme Papinian se fondaſt ſur l'indignité, *propter irrogatampnam*, toutesfois il eſt repris par ledit Iuriſconſulte en ces mots, *non recte*, car comme il raisonne par interrogation, le delict n'a rien de commun avec la grace de l'aage non pas à venir ainſi qu'en quelque part eſt appellee <sup>a</sup>, mais du paſſé que nous appellons benefice du droit pour la minorité, & par là ſe peut entendre qu'à occaſion du crime ou delict tant s'en faut ſoit relachee ou fauoriſſee la minorité, qu'au contraire elle en eſt comme punie & ſurchargee, *ut non ſit etatis excuſatio aduerſus precepta legum*, *ei quidum leges innocat, contra eas committit* <sup>b</sup>, & par ainſi du delict à la minorité ny au contraire *tanquam à ſeparatis* comme l'on dit ne peut auoir meſme en ceſt endroit fondement ny place, qui fut la cauſe que ladite Cour ne fit pas grand difficulté audit arreſt pour la condamnation deſdites Galeres, pendant qu'il eſtoit eſquelles le condamné pouuoit enuoyer procureur ou bien auparauant y eſtre amené le laiſſer pour en faire la poursuite comme adminiſtrer ſes autres biés, l'adminiſtration ne luy ayant eſté interdite, venant à eſtre preſumé par ſon retour & n'en eſtant autrement vexé ny inquieté, que la condamnation eſtoit à temps & non perpetuelle, par ce que ſi elle euſt eſté telle, elle euſt emporté conſiſcation de biens au reſſort de ladite Cour, ſingulierement avec la ſuite de ce qui en depend qui euſt ailleurs vuidé la queſtion que deſſus voire icelle empêche de naiſtre & produire ceſte difficulté, ce qu'en paſſant ſera dit pour n'approuuer l'addition dudit ſieur Beraill fort mal à propos ſoubs correction, nullement à ce fait qu'il amenoit conſiderable.

### C H A P. XII.

- 1 Mineur ne peut faire promettre ny autrement contracter choſe qui puiſſe tourner à ſon preiudice & dommage, ayde & ſecours des remedes quant à ce introduits de droit pour l'aage.
- 2 Tellement que pendant & durant ſa minorité, il eſt toujours ſur ſes pieds pour ſa reſtitution.

3 *A ces fins est allegué vn arrest de la Cour de Parlement à Tholose à ce conforme.*



L'appert donc par ce que dessus qu'un Mineur condamné en exil ou aux Galleres à temps & par ainsi n'ayant perdu & moins auoir esté priué de l'administration de ses biens peut pendant le temps qu'il est en exil ou sera ausdites Galleres par procureur à ce spécialement fondé pour suiure la restitution en entier par le benefice de l'aage en venant comme il faut & dans le temps à ce introduict: par ce que le delict pour lequel la peine luy a esté imposée n'ayant rien de commun *cum venia etatis* (ainsi que dit le Iurisconsulte) ne peut empescher le benefice & grace d'icelle *intra tamen tempora constituta, extra quæ*, il ne sera ny peut estre de meilleure condition qu'un autre qui n'auoit offensé ny delinqué ny à ceste occasion merité punition ny chastiment: au demeurant & dans le tēps à ce prescrit si fauorable qu'il ne peut faire, promettre ny autrement cōtraicter chose qui puisse tourner à son preiudice & dommage estant secouru, aydé, & conforté de remedes quant à ce introduicts de droit pour l'aage, auquel obscurement & à demy ou plustost commé l'orateur disoit *per caliginem natura veritas cernitur*. Tellemēt que comme fut ainsi qu'un moindre d'ans par cedula escrite & signee de sa main eust fait promesse à vn tiers de luy rendre vn sien domaine s'il trouuoit la vente asseuree, & pour plus grāde fermeté le mesme mineur eust prises & receus arres de celui à qui il auoit promis vendre, conuenu apres en instanre par ledit mineur aux fins d'en passer instrument, luy payer & bailler l'entier prix accordé, se defendant de ce qu'il ne pouoit trouuer moyen d'asseurer sa vente & que tousiours ledit mineur pendant & durāt sa minorité seroit sur ses pieds pour y estre restitué, ensemble de sa promesse, & de tout ce qu'au moyen d'icelle s'en seroit ensuiuy, voire s'en pourroit ensuiure de toutes les façons qu'on le scauroit ou pourroit accoustrer: ledit mineur seroit entré en offres de bailler cautions bonnes & suffisantes pour la garātie, ou bien de ratifier quand seroit maieur à peine de tous despens, dommages & interests à quoy estant insisté par le susdit defendeur s'en seroit ensui-

uie sentence par laquelle iceluy defendeur auroit esté con-  
 damné à passer instrument de vente audit demandeur, luy  
 payer l'entier prix & autrement accomplir ladite vente suiuañt  
 ladite promesse, à la charge par iceluy demandeur, de bail-  
 ler les cautions par luy offertes bonnes & suffisantes pour la  
 garantie & assurance du defendeur, lequel ne se voulant ar-  
 rester là en auroit appelé & releué appel en la Cour, où par  
 ses griefs il auroit remonstré tous les moyens qu'on y pourroit  
 ou scauroit apporter soit par cautions assés d'ailleurs d'elles  
 fragilles, mesmes par vn traict de temps si long qu'il y alloit  
 à l'aduenir, ou bien fut autrement, ne luy pouuoit donner  
 assurance pleniére telle qu'il appartenoit & estoit requis par-  
 ce que sa partie estant moindre au temps de la promesse, ce  
 que s'en ensuiuroit venant comme à consequence, estoit  
 subiect à mesme ruine que le fondement, & par mesme moyé  
 estre porté par terre avec iceluy : & sur ce entre autres choses  
 disant & soustenant ledit mineur appelé, que du temps de la  
 sentence dont estoit l'appel il estoit desia fait maieur, & que  
 par consequent il se doutoit en vain & d'une des fiance assés  
 colotee, au moyen de laquelle toutesfois il ne pouuoit auoir  
 ny pretendre aucune excuse qu'il ne passast outre au contract  
 suiuañt leur conuention, persistant tousiours neantmoins  
 en ses offres de bailler lesdites cautions pour plus ample assen-  
 rance dudit appellant, lequel au contraire, s'arrestant com-  
 me dessus, par arrest au rapport de feu Monsieur Gillebert le  
 7. Iuillet 1569. l'appellation mise au neant, avec ce dōt auoit  
 esté appelé, reformant le iugement sans auoir esgard ausdi-  
 tes offres dudit appelé, ny à la promesse dont estoit question  
 d'iceluy mesme appelé, laquelle la Cour auroit cassée de-  
 clarée de nul effect & valeur, iceluy appelé condamné à ren-  
 dre les arres audit appellant, & en tout le surplus parties mi-  
 ses hors de Cour & de procès sans despens, qu'est tout ce que  
 pour ce regard & dudit arrest, j'auois peu tirer des memo-  
 res dudit sieur Berail, qui n'en fait qu'une simple narrative  
 sans autrement s'y arrester, ny ayant fait autrement diffi-  
 culté cōme nous semble aussi n'en y auoir point, mais toutes-  
 fois ne l'aurions-nous voulu icy passer sous silence pour  
 l'agencer de ce peu que dessus, & aduertir ceux qui se pour-

roient arrester à ce qu'au temps de ladite sentence, dont estoit l'appel, ledit appelé soustenoit auoir esté majeur que tousiours on eust eu esgard au fondement de la cause, & encores restoit les dix ans introduicts par l'ordonnance pour la cassation & nullité de tout ce qu'apres s'en fut ensuiuy, que nous semble deuoir suffire pour tout le reste.

CHAP. XLII.

- 1 L'ordonnance du feu Roy François premier derogatoire au droit Civil auparauant obserué, touchant la perquisition des meubles d'un debiteur, auant que paruenir aux immeubles.
- 2 Suiuant laquelle & generallyment comme elle parle entendue au ressort de Tholose, est gardee entierement tant contre les majeurs que mineurs.
- 3 Contre ce que la Cour de Parlement de Paris en vse, & iuge ordinairement pour le regard des mineurs, pour lesquels la perquisition des meubles est encores gardee & entretenue, & comment.
- 4 Ladite Cour à Tholose, auroit procedé à publication de ladite ordonnance sans aucunement en exempter les mineurs, bien que d'ailleurs par elle fauorisez, & cōment.

**L** estoit à desirer que l'appendice qui auoit esté mise des memoires que dessus au susdit recueil dudit feu Papon en ladite derniere edition, sous vn arrest<sup>a</sup> parlant de la discussion du droit nouveau de Iustinian, eust esté vn peu plus ample pour le moins d'un renuoy aux arrests qui estoient apres inserez sous les titres au marge cottez, par lesquels il eust apparu que l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente neuf audit appendice mentionnee, qu'estoit du Roy François audit an 1539. article 74. auoit desrogé quant à ce au droit Civil auparauant obserué.

<sup>a</sup> Arrest 17 sous le titre des pleges certifica- teurs audit recueil.

<sup>b</sup> Arrest 43. sous le titre d'executions 6. & 19 des ences sus- cités &c. c. D. de Pro. s. l'auendi- tione. D. de re iudic.



en ce qu'il vouloit qu'auant de toucher aux immeubles on de-  
 uoit exploicter les meubles d'un debiteur & que par l'eslectiō  
 d'une voye l'on estoit forclos de l'autre : d'autāt que par ladite  
 ordonnance au contraire est permis sans autre perquisition ne  
 discussion s'adresser aux immeubles, laquelle par ce moyen  
 auoit pourueu à cest ordre de discussion contre ce qu'en  
 estoit ordonné par le droit Ciuil: ce qui est ordinairement &  
 communément pratiqué par ladite Cour à Tholose & dans  
 le ressort d'icelle tant contre maieurs que mineurs l'ordon-  
 nance parlant generally, aussi generally entendue, les solemnitez  
 autrement prescrites, gardées comme lon peut <sup>2</sup>  
 veoir par l'vsance & stiles ordinaires quant à ce en ladite Cour  
 tout au contraire de ce qu'en ladicte Cour de Parlement de  
 Paris & ressort d'icelle pour le regard des mineurs ladite Cour  
 de Parlement à Paris en auroit ordonné fait garder & obser-  
 uer en son ressort pour les raisons que le mesme Papon alle-  
 gue audit arrest 29. sous le titre des criees à la marge cy-des-  
 sus cotté, l'arrest sur ce le ladite Cour à Paris inferé au long <sup>3</sup>  
 par ledit mesme en son dit recueil sous mesme titre des criees  
 arrest susdit 6. donné sur la cassation des criees d'immeubles  
 des mineurs sans exacte perquisition de meubles avec decla-  
 ration qu'ores que ladite ordonnance fust generale, ce neant-  
 moins n'estoit entendu des mineurs, les meubles desquels  
 ne se pouuoient aliener sinon en certains cas speciaux, & qu'à  
 ce par ladite ordonnance n'estoit specialement desrogé. & ce  
 faisant à la fin dudit arrest auroit ordonné qu'ès pays de droit  
 escrit au ressort d'icelle seroit dorefnauant en matiere de  
 criees obseruees les solemnitez, que l'on auoit accoustumé  
 d'observer en pays coustumier, & notamment cōtre mineurs: à  
 sçauoir apres le commandement de payer fait au tuteur, qui  
 declare n'auoir argent pour payer ny meubles du mineur dōt  
 il est tuteur, seroit enioinct par le Iuge du lieu audit tuteur  
 d'apporter vn estat sommaire de la recepte & despence qu'il  
 aura iusques alors faite pour son mineur, pour apres cela veu  
 par le Iuge estre ordonné si l'on procedera par saisie des im-  
 meubles du mineur, ledit arrest datté du 27. Ianuier 1545.  
 lequel nous estimerons estre celuy qu'en simples termes sans  
 autre declaration ny reiglement, feu monsieur du Luc auroit  
 amené

amené en son Recueil du mesme mois & an, quand il auroit  
 grauement escrit à son accoustumee *Auxiamillam, in lege agen-*  
*ao, mobilium excussionem, Francisci Valesij primi Constitutione subla-*  
*tam, ad pradia minorum distrahenda non pertinere: Ideoque minoris*  
*pradium noua formula captum, plurimòque licenti, solemnibus etiam*  
*programmatis ommissis, addictū, auferri placuisse:*<sup>a</sup> Quoy que soit  
 il y a plusieurs Arrests depuis de ladite Cour, conformes à ce  
 pour la discussion requise & necessaire quāt aux biens desdits  
 Mineurs à peine de nullité de l'adiudication du decret, & à  
 ceste fin leur tuteur & curateur contrains d'exhiber, & repre-  
 senter en Iustice l'inventaire qu'ils auront fait des meubles  
 des debtes actifs appartenans à leurs mineurs, & rendre com-  
 pte à tout le moins par vn brief & sommaire estat de la gestion  
 & administration de leur tutelle & curatelle, autrement la  
 permission que sans cela pourroit estre donnee seroit sub-  
 jectē à cassation comme ne suffisant de faire vne discussion  
 superficiellement, mais exactement par la vision de l'inventai-  
 re & estat du compte présenté & examiné, sans que mesme  
 l'aduis prins sur ce quant à ce par les parents des mineurs à ces  
 fins assemblez ny autre declaration de tuteur ou curateur de  
 n'auoir argent ny meubles pour payer<sup>b</sup> puissent en cela de  
 rien seruir, ainsi que peut estre veu es questions 12. 13. 14. &  
 suyuates par Arrests des Cours souueraines de Frāce recueil-  
 lies par vn Aduocat du Parlement de Paris<sup>c</sup>, où nous ren-  
 uoyons ceux qui en desireront sçauoir dauantage, & pour  
 la fin de ce chapitre dirons seulement que nostredicte Cour  
 à Tholose, quelque chose que feu monsieur Bourdin en eust  
 remarqué sur ladicte Ordonnance de l'an 1539. & plusieurs  
 autres des François apres suiuy, ne se seroit arrestee là & au-  
 roit procedé à la publication de ladicte Ordonnance sans au-  
 cunement en exempter les mineurs bien que d'ailleurs par  
 elle fauorisez à la conseruation & manutention de leurs biens  
 & droicts contre les acquests frauduleux ou pour leur aage &  
 qualité ils sont subjects: qui est la cause que pour la moindre  
 ou autre solemnité des crices defaillant suyuant les ordon-  
 nances, elle procede en leur faueur à la cassation de l'execu-  
 tion & saisie faicte en leurs biens pour donner quelques  
 moyens à leurs tuteurs & curateurs de payer & satisfaire leurs

<sup>a</sup> Luc. Plac.  
 lib. 7. tit. 2.  
 Arrest. 1.

<sup>b</sup> soit ven  
 autre Arrest  
 au recueil  
 dudit Papō  
 sous le titre  
 des crices.  
<sup>c</sup> Chenu.  
 Aduocaten  
 Parlement  
 à Paris en  
 seldites sin-  
 gulieres  
 Questions  
 de Droit.

4

Q

creanciers, ou bien quand mesmes toutes solemnitez y interviennent, elle a souuent accoustumé d'amplifier & estendre le temps à recouurer les biens saisis en payant le principal & loyaux decoustemens, & encores quelquesfois à la leur renouueller avec toute la moderation qu'elle y peut apporter, à fin de les tellement contumacer que s'ils laissent & defaillent à y satisfaire, les biens saisis soient plustost par leur faute & negligence que pour autre cause que pour defect de Iustice & des solemnitez en icelle administrant gardées pour eux mesmes perdus tirez de leurs mains & alienez.

---

### CHAP. XLIII.

- 1 Pour la validité de la saisie est necessaire l'affiche des penonceaux Royaux selon l'ordonnance, & pour le defect d'icelle, y a un vray moyen de nullité, & pour tel, iugé en la Cour de Parlement à Paris & pourquoy.
- 2 Et conformément à ce ladite Cour de Parlement à Tholose pour tel & semblable defect ensemble d'autres solemnitez requises par l'Edict des criees, & qu'elle le publiant y auroit adiousté, a accoustumé d'ordonner qu'avant dire droit, demeurant la saisie, & y affiche un penonceau d'armes du Roy, ou autre marque iurisdictionelle du seigneur, par autorité du Iuge duquel la saisie seroit faite, lesinquans seront refaits, au premier desquels mention faite desdicts penonceaux en ladicte saisie, ou outre chose qui auoit esté obmise, pour apres le tout rapporté y estre fait droit.



Es adiudications par decret estans faictes par arrests & choses iugees ont esté trouuees de telle importance pour contenir alienation des biens des debiteurs

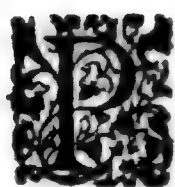
qui ne veulent ou ne peuuent payer (& encores non *promen-  
sura debiti*: mais comme il plaist & bon leur semble aux crea-  
ciers, alleguans pour toute raison qu'ils ne pouruiuent & de-  
mandent que payement & satisfaction de leurs debtes n'ayās  
presté ny fait credit en intention d'acquérir biens, achepter,  
vendre, ny eschanger, iceux) seroit la cause que pour les solle-  
mnitez introduictes, quant à ce par les ordonnances arrests de la  
Cour, stile ou coustume du pays, concernās les poincts prin-  
cipaux de la forme qu'il doit obseruer es criees, pour la moiti-  
dre y defaillant ladite Cour proceder à la cassation en reiglāt  
les parties ainsi qu'il appartient, sans esperance de la repetitiō  
des frais qui auront esté faits par les creanciers en pouruiuant  
ce que sera trouué nul & comme tel cassé par ladite Cour,  
d'oū viēt qu'estant necessaire pour la saisie valable afficher vn  
pennōceau d'armes du Roy selō l'ordonāce publiee l'an 1557.  
le defaut de telle affiche estre vn vray moyē de nullité & pour  
tel iugé par ladite Cour de Parlement à Paris du dernier de  
Mars 1557. pour les maistres de la confrairie de S. Claude al-  
legué par feu Papon en sondit recueil <sup>2</sup>, & lequel biē qu'il ait  
iugé incontinent apres que c'estoit vne chose fort delicate &  
qu'il ne pouuoit croire pour estre si peu d'effect qu'il n'y auoit  
rien à considerer: ce neantmoins on ne pourroit nier que ce ne  
soit vne des formes & solemnitez prescrites par l'Edict du feu  
Roy Henry second sur les criees, publié & gardé d'un cōmun  
accord par tout, pour par là estre entendu de tous que les biens  
ainsi saisis sont par autorité de Iustice mis soubs la main du  
Roy aux fins de n'y entreprendre ny attenter en aucune façon  
pour en vser ou autrement troubler ny empescher les seque-  
stres y establies en leur administration, possession & iouissan-  
ce d'iceux biens saisis, on ne peut nier que le defaut de telle  
forme & solemnité, bien qu'il ne soit expressement porté  
per le mesme Edict n'ouure vne fenestre pour la nullité des-  
dites criees, tout ainsi que feu monsieur le President le mai-  
stre auroit nommement remarqué sur ledit Edict, al-  
leguant l'arrest susdict de ladite Cour duquel comme nous  
estimons ledit Papon l'auoit tiré, l'autorité duquel en  
cest endroict seroit autant de poids & de consequence

a tit. sedit  
des criees  
arrest susd.

29.

Qij





1

Ar le mesme Edi& de Criees que dessus, est porté  
<sup>a</sup> que les criees par faictes, elles seront certifiees par- <sup>a Article. 5.</sup>  
 deuant les Iuges des lieux lecture faicte d'icelles, à  
 iour des plaids & iceux tenans, que les Cours sou-

ueraines de ce Royaume, par arrest du mois de Ianuier 1512.  
 (par ainsi au parauant ledit Edi&) auons di& & interpreté,  
 durant leur audience, pour par aduis des Praticiens estans en  
 iugement estre certifié si elles sont bien & deuement faictes  
 selon les vs & coustume des lieux ou non, y estant encores  
 adiousté par lesdis arrests que de tout ce dessus seroit faicte  
 mention dans l'acte, dont les Iuges & Praticiens ne pour-  
 roient prendre salaire, si n'est le Greffier pour son acte, &  
 autant en auoir esté dit pour l'exclusion du salaire feu Papon  
 auroit inseré en son dit recueil <sup>b</sup>, par autre arrest dudit Par-  
 lement de Paris du 12. d'Auril 1524. auant Pasques, & par ce  
 que ny par lesdits arrests, ny aussi par ledit Edi&, il ne se-  
 trouue auoir esté ordonné expressement par deuant quels  
 Iuges, les Iuges des lieux y estans generalement nommés, par  
 l'appendice inferee és memoires cy-dessus par nous souuent  
 allegues par l'arrest dudit mois de Ianuier 1512. est anno-

<sup>b</sup> Sous le  
 titre des  
 criees Ar-  
 rest 12.

2

té lesdites certifications ne se deuoit faire ailleurs qu'és sieges  
 Royaux, amenant vn arrest de Paris, quant à ce du 17. May  
 1577. allegué par le docte Chopin au lieu y cotté, se dou-  
 rant bi& toutesfois l'auteur desdits memoires de la qualité ad-  
 ioustee ausdits Iuges, par ces mots, des lieux, & qu'en iceux  
 le plus souuent n'y a point de Iuges Royaux ordinaires, au-  
 roit pour la fin donné comme aduertissement, que cela se de-  
 uoit entendre des sieges Royaux ordinaires, des lieux où les  
 criees sont faictes & les biens criez & saisis assis, par ce que  
 feu M. le President le maistre en auroit dit. Sçauoir que les  
 criees poursuiuies par autorité des Cours souueraines, Iu-  
 ges presidiaux ou autres Superieurs bien loing & distans des-  
 dits lieux, tant s'en faut que sur iceux, se faisoient & se de-  
 uoient faire par deuant les iuges desdits lieux, auxquels seuls  
 & praticiens plaidants deuant eux, telles certifications sem-  
 bler estre & deuoir appartenir tellement que s'ils sont trou-  
 uez Royaux ordinaires, la matiere n'auroit difficulté, mais n'e-  
 y ayant point, d'en vouloir exclure les Iuges des seigneurs



non Royaux qui sont ordinaires des lieux, ce seroit directement contre la fin pour laquelle les certificatoires auroient esté introduites, qui est principalement à ce que les vs, stils & coustumes de chaque lieu à faire lesdites criees, soient gardez entretenus & conseruez & desquels il ne peut bonnement & certainement apparoir que par la certification des Iuges & praticiens, estans, frequentans & pratiquans édicts lieux, lesquels il n'en y a iusques au nombre de dix ou bié de huit pour le moins, ledit feu Papon auroit remarqué auoir esté dit par arrest de la Cour de Parlemēt de Paris qu'il cote, à faute des praticiens du siege pouuoir estre appelez des Sergens & Notaires<sup>a</sup>, pour le regard de quoy nostredite Cour à Tholose quand bien il n'y auroit que 4. ou 5. des praticiens estās en iugement, & certifiant avec le Iuge qui soubscrit la certification. quelque arrest de Paris au contraire qui en soit allegué & apporté<sup>b</sup>, n'a iamaiz fait difficulté la receuoir, car la verité desdits vs, stil & coustume estāt telle qu'il y est attesté, cela suffit pour la preuue qu'on peut desirer, suiuant ce que ledit sieur le maistre Presidēt en auroie discouru au lieu susdit: Singulierement que cōme il dit à luy mesmes, la partie venant contredire, où il allegueroit ladite certification pour les vs, stil & coustume y attestez estre fauce, & pretendroit estre autres, qu'il porteroit & mettroit en auant, elle y pourroit estre receüe suiuant vn Arrest par le bō hōme Rebuffe rapporté, par lequel auroit esté dit que par appel de sentence de certification vn débiteur peut prouuer autre stil, que celui qui est certifié, & lequel susdit arrest avec la datte d'icehuy ledit feu Papon n'auroit pareillement oublié<sup>c</sup>, ce qui semble auoir grande raison & apparence, pour ladite certification estre vn acte qui se fait sans ouyr ny appeller partie, pour par elle ne pouuoir estre empeschée, bien qu'en estant aduertie puisse remōstrer aux Iuges & Praticiens les fautes s'il en y a: En quoy lesdits arrests premiers & susdit Edit sōt ainsi & par la forme que dessus gardee & entretenue, que pleust à Dieu qu'ainsi fussēt lesdits Arrests, pour le regard du salaire des Iuges & Greffiers, lesquels Iuges tant s'en faut qu'on puisse faire contenir d'en prendre aucune chose, & lesdits Greffiers leur acte seulement, qu'au cōtraire, ils en extorquent des parties au double & triple, qu'il ne leur est & pourroit estre deu, où salaire y escherroit, ainsi qu'il appartient,

<sup>a</sup> Audit arrest 29. sous le Titre des criees.

<sup>b</sup> Par Papon sous le Titre des criees, Art. 28.

<sup>c</sup> Sous le Titre des criees Art. 23.

taxer: Mais quoy, ils disent qu'ils ont achepté & faut qu'ils vendent, & voyla le fruit avec d'autres plus amers, & pires, de ceste malheureuse venalité qui nous a produictes tant de Sansues à deux filles, qui vont tousiours errans, apporte, <sup>a Prouerbe chap. 50.</sup> & comme des autres quatre qui viennent apres les autres trois, ne se soulent point; les quatre ensemble ne disent jamais c'est assez. Dieu soit loué du tout.

#### CHAP. XLV.

- 1 Cries faites & les heritages adiugez par icelles, à la charge des frais & mises desdictes cries en ce comprinses les espices, & les apres-dinees des seigneurs Commissaires, à l'arbitre & discretion des iugeans.
- 2 Lesquels pour ce regard à Tholose venās à telles & semblables taxes en mettent une partie mais fort petite, en esgard aux productions qui pour ce regard sont faites sur les frais desdictes cries, & interpretation du decret prealablement payees, auant toutes autres allocations.
- 3 Et encores en tous decrets simples où n'y a opposition, elle accoustumē faire l'adiudication des biens saisis, aux despens de l'instance saisie & cries.
- 4 Et bien que par mesme iugement, la taxe desdits despēs soit & que les adiudicataires les puissent faire taxer, ce n'est pas toutes fois pour les faire payer, mais plustost pour en cas de recouurement, faire apparoir de la liquidation d'iceux, & en ce faisant rendāt les pieces estre indēnisez du tout, ou bien au cas que lesdits biens ne serōt recourez les susdits frais & mises, qui estoient à leur charge demeurer sur eux, pour autant de loyaux cousts & augmentatiō d'iceux.
- 5 Et en pareil cas où lesdits adiudicataires entreprendroient pour lesdits despēs, frais & mises, autre & nouuelle executiō sur ledit débiteur, & execute, tāt ce qu'ils attēteroient & pourroient pour suivre en cet endroit, seroit suiet à cassation sur quoy est amene l'arrest de ladite Cour à Tholose.

a Art. 11.

b Au fufdit  
Art. 19. fous  
le tit. de fidi-  
tes criees.c en la que-  
ftion 11. des  
queftions de  
de Droit  
decidees  
par Art. re-  
cueillis par  
Chenu Ad-  
uocat en  
Parlement.  
d Au fufdit  
article 12.

**P** Ar le meſme Edict eſt porté <sup>a</sup> que tous les heritages criez ſeront adiugez à la charge entre autres, des frais & miſes deſdictes criees qui eſt vne abrogation de ce qu'aupaſſant eſtoit accouſtumé & permis, ſçauoir de premierement prendre les frais & miſes des criees & de ce qui ſ'en eſtoit enſuiuy, ſur le prix principal remis au greſſe & payer au pourſuiuant ainſi que quelques praticiens de la France au- roient remarqué, & ledit feu Papon meſme n'auroit oublié en ſon dit recueil, <sup>b</sup> Au iourd'huy par ledit Edict de frais & miſes des criees qui ſont, ceux qui ſont faiſts pour la prinſe, faiſie ventes & criees, interpoſitions & deliurances du decret d'i- ceux ſont à la charge des adiudicataires : pour ceſt effect és grâds iours tenus à Poictiers interinant la requelte du Procu- reur du Roy, furent faiſtes inhibitions & deſenſes à tous Iu- ges d'adiuger aucuns heritages par decret, ſinon à la charge de payer par l'adiudicataire les frais & deſpens des criees <sup>c</sup>, eſquels frais & miſes auroit eſté douté, ſi les eſpices des apres diſſnees des ſieurs Commiſſaires, qui auoient procedé au iu- gement de l'instance de decret, oppoſition interuenue en icelle & autres incidents en dependans, y pouuoient venir eſtre comprinſes, ſurquoy ledit S. le Maistre <sup>d</sup> Rrapporte vne ſecrete delibération de la Cour de Parlement de Paris du 18. Nouembre 1524. par laquelle ceſte difficulté auroit eſté remiſe & renuoyée *ad arbitrium iudicantium*, cōformément à quoy noſtre dicte Cour de Parlement à Tholoſe, venant à tel- les & ſemblables taxes, elle en met vne partie mais fort petite en eſgard aux productions que pour ce regard iōnt faiſtes, ſur les dictes frais deſdictes criees, & interpoſitions du decret préalablement payees auant toutes autres allocations, qui ſont faiſtes & le ſurplus, ſur autres parties, y comprinſes com- me elle voit & cognoiſt eſtre & deuoir eſtre faiſt par les me- rites de leur cauſe & encorés en tous decrets meſmement és ſimples où il n'eſchoit aucune oppoſition elle a accouſtumé faire l'adiudication d'iceux avec deſpens de leur instance, fai- ſie, & criees & iſcontinant apres, par le ſauf qu'elle baille, au debiteur & execute à recoquerer les biens ſaiſis dans certain temps en payant le principal & loyaux decouſtemens d'ice- luy, elle y adiouſte les dictes deſpens. Tellement que les biens

faisis & decretez venans par ce moyen à estre recouurez, l'adjudicataire qui estoit d'iceux s'en va indemnisé du tout, mesmement desdits despens qui estoient à sa charge, eomme ils serōt aussi au cas que lesdits biens ne seront recouurez, & qu'e defaut de ce lesdits decrets seront executez à son profit, pour apres en iouyr comme de leur chose propre, & à eux acquise irreuocablement par lesdits decrets: Car bien que par mesme iugement la taxe desdits despens soit reseruee, & que lesdits adjudicataires les puissent faire taxer & enleuer, & faire leuer lettres de taxat qu'on appelle: Ce n'est pas pour s'en faire payer par vne autre & nouuelle execution & saisie sur mesme debiteur, mais plustost pour en cas susdict de recouurement faire apparoir de la liquidation d'iceux, & en ce faisant rendre les pieces taxees à ceux qui les recouureront estre indemnisés du tout, ou bien au cas que lesdits biens ne seront recouurez, & par ce moyen à eux irreuocablement acquis par l'execution reale qui apres en sera faite, les susdits frais & mises qui estoient à leur charge demeurer sur eux, pour autant des loyaux couls & augmentation d'iceux de la vente iudiciaire, au moyen de laquelle lesdits biens leur sont acquis & estrouffez; & audit cas s'il entreprennent pour lesdits despens frais & mises, autre & nouuelle execution sur ledict debiteur executé, & tout ce qu'ils attenteroient & pourroient poursuiure en cest endroit cōtre yceluy, seroit subiect à cassation, tout ainsi que par Arrest de nostredicte Cour à Tholose, auroit esté dict au rapport de feu Monsieur Pertin en la Chambre de la Tournelle l'an 1564. sur vne appellation du Serueschal de Querey ou son Lientenant au siege de Martel la sentence duquel fut confirmee contenant autre confirmation d'autre sentence par nous donnee, comme iuge ordinaire de la ville de Saint Ceré, où à present nous sommes retirez, par laquelle nous aurions cassé avec despens, dommages & interests, Telle & semblable execution desdits despens, frais mises desdites criees par le Decretiste contre son ancien debiteur, les biens desquels auparavant saisis & inquantez il tenoit & possedoit, & lesquels despens ne luy furent esparnez par ladite Cour qui serunt au pays d'un preiugé certain, & d'un Arrest de tels abus qui se tolleroient &

commettoient ordinairement iusques à la ruine des pauures & miserables debiteurs contre lesquels n'ayans moyen de payer iamais, on faisoit deux, trois, quatre ou cinq executions & iusques à la derniere muraille, ou bien les mesmes debiteurs estoient contraincts & à bon escient doubler & tripler leurs debtes, outre les dommages & interets qu'ils souffroient d'aill leurs, qui redondoient à leur entiere ruine.

---

CHAP. XLVI.

---

*La Coustume du retrait lignager, pour le ressort du Parlement de Tholose est seulement locale en quelques lieux particuliers.*

- 1 Ledit retrait auroit lieu es heritages vendus par subhastatiōs & decret auroit esté preiugé, par plusieurs Arrests de ladite Cour de Parlement à Tholose, conformément à l'article expres des Coustumes de Paris.
- 2 A la charge toutes fois de payer aux decretistes, comme acheteurs iudiciels les despens, outre le principal prix, & autres legitimes de coustemens.
- 3 Ce qui est limité & restraint par le sieur Charondas au lieu y cotté, suiuant un Arrest de Paris qu'il allegue.
- 4 Et toutes fois cela simplement prins pourroit auoir de la difference y touchée.

**B**ien que la Coustume du retrait lignager, soit dictée generale en Guyenne, & ressort du Parlement de Bordeaux, estant écrite & ayant esté doctement commentée par feu Monsieur Ferron Conseiller en icelle: Toutes fois en ce que concerne nostredit Parlement à Tholose, bien que le ressort diceluy principalement assis au pays de Languedoc, soit neantmoins composé d'une partie de la Guyenne, comme est le pays de Quercy & Rouergue, ladicte Coustume y est seulement locale en quelques lieux particuliers, et quels il faut articuler & prouuer la Coustume



dudit retrai<sup>ct</sup> laquelle communément est accordée & veri-  
 ficee par actes esdits lieux, d'oc ou en tous autres où ladite cou-  
 stume à lieu ayant esté receu mesmes nommément quant à ce  
 2 pourueu par article expres des coustumes de Paris que lespro-  
 pres heritages vendus par crieex subastations & decret tom-  
 boient en retrai<sup>ct</sup><sup>a</sup>, nostredite Cour à Tholose l'auroit receu  
 & preiugé par plusieurs arrests, contre l'opinion de quelques  
 vns qui auroient estimé & tenu qu'en vête iudiciaire faite sur  
 crieex & decret, ladite coustume ne pouuoit auoir lieu, par ce  
 que c'estoit vne vente necessaire s'abusans toutesfois pour y  
 interuenir numeration de prix, & que c'est proprement vne  
 vendition faite sur vn parent du retrayant par ce moyen  
 bien receuable à retirer les biens, mis hors du parentage par  
 telle & semblable adiudication, soit qu'il y ayt esté present  
 ayant enchery ou non, pour par tel acte n'auoir entendu soy  
 3 preiudicier audit droit de retrai<sup>ct</sup>, ainsi que le susdit Cha-  
 rondas auroit en passant fort bien à propos à son accoustumee  
 glose sur lesdites coustumes de Paris<sup>b</sup>, il sera donc expediant  
 & necessaire audit retrai<sup>ct</sup> en telles & semblables ventes iudi-  
 ciaires, payer & rembourcer aux decretistes comme ache-  
 teurs iudiciels de leurs parents lesdits despens outre le prin-  
 cipal prix, & autres legitimes de coustemens pour lesdits des-  
 pens faire partie d'iceux, & leurs parents mesmes au lieu des-  
 quels les retray<sup>as</sup> viennent & entret au moyen de ladite cou-  
 stume aux fins du recouurement dans le temps prefix estoient  
 tenus de payer & rembourser: ce que le dit Charondas à sui-  
 te & au mesme lieu auroit limité & restrainct au cas que le li-  
 4 gnager eust intenté action en retrai<sup>ct</sup> dans le temps de la cou-  
 stume contre l'acheteur, sur lequel depuis les biens saisis au-  
 roient esté decretez deuant toutesfois l'adiudication par re-  
 trait, attestât en ce dit cas auoir esté iugé par arrest de la Cour.  
 de Parlement de Paris du premier d'Aoust 1583. que ledit  
 retrayant estoit seulement tenu à rembourser le sort prin-  
 cipal, frais & loyaux cousts du premier contract, & non de  
 l'adiudication par decret, ce que simplement prins pour-  
 roit auoir de la difficulté, sçauoir sur la maniere & forme,  
 des instances & procedures sur l'action de retrai<sup>ct</sup>, & sur  
 ledit decret apres, absence, ignorance, assistance ou

a Art. 190.  
 du retrai<sup>ct</sup>  
 lignager.

band ar.  
 190.

interuention en icelles d'une & d'autre des parties, qui feroient que par leurs faicts, conclusions sommations, ou protestations qu'il en pourroit estre, *ex varijs causarum figuris*, diuersement iugé : ce que toutesfois n'auroit grand'apparence en nostre ressort le susdit arrest mesme de Paris se trouuant rapporté & pour & contre suiuant ce que nous aurions dict ailleurs.

---

CHAP. XLVI.

- 1 *Etablissement de Commissaires, auant la premiere crie, à peine de nullité.*
- 2 *Autres toutesfois que les poursuiuants'criees, & les opposans à icelles, lesquels ne le peuuent estre par arrests des Cours de Parlement, & ordonnances faites aux Estats tenus en la ville de Blois.*
- 3 *Null laboureur ne peut estre establi Commissaire, es biens du Seigneur duquel il subiect, & les raisons pourquoy.*
- 4 *La Cour de Parlemēt de Paris empeschee sur ceste question, & apres la matiere mise au Conseil, depuis & avec le malheur du temps, on a esté comme contraint les asservir aux commissions, mesmes ausdites charges de sequestre, sinon en certains cas, & autres circonstances en passant touchees.*
- 1 *Ladite Cour toutesfois à Tholose, à receu simplement l'ordonnance, deschargeant le payzan & subiect du sequestre des biens de son seigneur.*

**L** est aussi requis par ledit Edict des Criees, ainsi que auons touché en passant cy-dessus, & pour la validité d'icelles, qu'auant la premiere crie soient establis commissaires à peine de nullité: Ce qu'auparauant auoit esté ordonné par le feu Roy François premier, quand par ar-

ticle de ses ordonnances. <sup>a</sup> il auroit voulu que toutes choses  
criees seroient mises es mains de Iustice & regies par com-  
missaires, qui seroient commis par le Sergent executeur des  
criees, nonobstant les coustumes contraires. Car bien que  
par le droict Ciuil, *creditor mitteretur in possessionem bonorum de-*  
*bitoris*, btoutesfois en France cela n'auroit esté receu, ains les

b l. 3. §. si  
quis. ff. de bō.  
anth. iud.  
possed.

2 pouruiuans criees, & les opposans à icelles, ne peuuent estre  
commisaires ny fermiers, des choses saisies & criees, & ain-  
si qu'il auroit esté preiugé par plusieurs Arrests, tant de la Cour  
de Parlement de Paris, que desdits Tholose & Bordeaux. Et  
encores par les Ordonnances faites aux Estats en la ville de  
Blois l'an 1576. par le feu Roy Henry dernier de Valois dece-  
dé: Outre que cela semble demeurer confirmé & aucune-  
ment reiglé, pour lesdits Sergens executeurs: Il est nomme-

c Art. 176.

ment dit, que nul laboureur ne pourra estre establi commis-  
faire es biens du Seigneur duquel il est subiect: Les raisons  
de ce en auoient esté recherchees par des modernes qui ont  
faict des Commentaires François sur lesdites Ordonnances,  
les vns quant à ce ayans alleguees les Constitutions des Em-  
pereurs Diocletian & Maximian, parlans des rustiques ha-

d in l. 1. uo  
Rustica ad  
vll. obseq. re-  
uoc. lib. 11.  
C. Bugnion.  
sup. le dit ar-  
ticle.  
e Duret l'a  
mesme.

3 bitans la campagne <sup>a</sup>, Les autres l'Edict de Cōstantin <sup>c</sup>, par  
lequel estoit defendu de donner aucunes charges aux labou-  
reurs, durât le temps qu'il sont employez aux semences, mois-  
sons & vendanges, & tout ce dessus, ne se pouuant librement  
rapporter librement à l'hypothese du susdit article, pour  
l'usage contraire auoir desrogé mesme en France, aux anciē-

f Chop. de  
privilegiis  
Rustic. lib. 1.

4 qu'un des plus excellents Iuriconsultes de nostre temps <sup>f</sup> au-  
roit escrit & rapporté. Sçauoir la Cour de Parlement de Pa-  
ris premiere & principale de France, auoir esté empeschée  
sur ceste question, vne partie des Messieurs y opinans s'arre-  
stans formellement audit article suiuant autres Arrests, par  
lesquels tels Commissaires establis en ayant appelé auroient  
esté deschargez, & ordonné qu'au lieu plus prochain en se-  
roient choisis d'autres, comme se doiuent tousiours faire l'e-  
stablissement desdits commissaires des plus prochains du lieu  
saisi, ainsi qu'il auroit esté preiugé souuent par ladite Cour,  
les raisons en pouuoient estre que les laboureurs tant bons

in fi. lib. 1.  
de priuil. 10  
2<sup>me</sup>

mesnagers soient-ils ne sçauoient auoir de si petits biens & moyens qu'il n'y en aye assez pour les employer & occuper, & que iamais on ne les a cōtraints d'abandonner ce qui leur est propre pour s'adonner aux affaires d'autrui, ce neantmoins l'autre partie desdits sieurs opinans au contraire, pour contraindre les laboureurs d'estre commissaires, pouuoit dire qu'entre tous estats il n'y en a pas vn seul qui sçache mieux la portee & valeur des heritages comment il les faut regir & administrer, comment & en quel temps affermer & en retirer le profit: surquoy la Cour audit Paris sur telle & semblable question auroit mis la matiere au Conseil, depuis & avec le malheur de nos temps *ruricole callidiores facti, ingenio que versutiori quàm opidani, mox etiam daturi progeniem fallaciore*, ainsi que dit le mesme non guieres loin du lieu que dessus<sup>1</sup>, on a esté comme cōtrainct les asseruir aux commissions, mesmes ausdites charges des sequestres, sinon que pour quelque circonstance ou autre qualité venant entre deux, ils en soient à ceste occasion excusables & deschargez, comme quand les biens qui viennent à sequestrer sont des seigneurs desquels les laboureurs sont subiets, & encores pour ce regard, ladite Cour à Paris y apporte vne temperature, quand les seigneurs sont & resident sur les lieux, où leurs biens qui sont à sequestrer sont assis, car autrement s'ils ne demeurent sur lesdits lieux, les subiets n'en peuvent estre deschargez ainsi qu'auroit esté iugé par arrest, l'auteur de la Conference des ordonnances auroit rapporté sur ledit article dattant ledit arrest du premier Octobre 1575. de mesmes & pour la descharge desdits laboureurs, où il s'agit du sequestre des biens de leurs seigneurs, sera & pourra pour pareille raison estre dit quand ils se trouueroient grandement redevables aux seigneurs sur lesquels la saisie est faite, comme s'il estoient les hommes taillables, mesmes à la mercy en Iustice ou autre telle condition singulierement si l'humeur dudit sieur est telle comme auourd'huy il n'en ya defaut, qu'au lieu d'obeir à Iustice il ne se plaise qu'à desobeir & folastrier à bon escient, plus prest à executer d'effect que menacer de paroles ses pauvres subiets & payfans qui n'ont autre remede que de fleschir & succomber sous le faix: à quoy nostre dite Cour à Tholose ayant esgard à *solitis & communiter accidentibus*, a receuë

& obseruee simplement ladite ordonnance deschargeant le pay-  
 fant & sujet du sequestre des biens dudit sieur deueniement certifiee  
 qui autrement seroit sa ruyne entiere, dont il ne se pourroit re-  
 leuer, quelques poursuites & reliefs d'indénité qu'il en peust  
 poursuiure & aisement obtenir; car à l'exécution ce seroit tou-  
 siours à recōmēcer, & tōber de sieur en chaud mal cōme on dit

---

CHAP. XLV.

- 1 Les tiers opposans à fins de distraire tous les possesseurs &  
 actuellement iouyssans des choses pour la distractiō des-  
 quelles ils auroient formé opposition, declarez par la  
 Cour de Parlement de Paris exēpts de la dispositiue de  
 l'ordonnance, portant defenses à tous propriétaires &  
 possesseurs troubler les sequestres à peine de descheance  
 de tout droit.
- 2 Sinon que tels & semblables possesseurs fussent trouuez  
 tels & iouyssans au temps de la saisie & execution par  
 titre fort suspect, & cōme pratiqué en fraude de la loy.
- 3 Ceneantmoins & cōtre tels & semblables possesseurs a esté  
 par arrest en audiēce de la Cour à Tholose preiugé que les  
 susdits tiers vuideroiēt/ suiuant l'ordōnāce sans preiudice  
 de leurs droicts, & au surplus que la femme du distribu-  
 tionnaire auoit iuste & bonne insistence à ne vuidier de  
 la maison, où elle estoit residēte & habitāte pour son dor.

**P** Ar nos ordonnāces & encores souuēt repetees il se lit  
 & trouue defendu à tous propriétaires & possesseurs  
 sur lesquels se feront les criees & à tous autres de ne  
 troubler ny empescher les Cōmissaires y establis directement  
 ou indirectement ensemble les fermiers en la iouyssāce de leur  
 cōmissiō & ferme, sur les peines y cōtenuës, qui sōtentre autres  
 de descheāce de tout droit de propriété & possēsiō à eux ap-



a François  
premier ar-  
tic. 78. des  
publices  
1539 Hen-  
ry 2. 1551. art  
4. Charles  
aux Estats  
de Moulins  
ar. 50.

b Monsieur  
le Maistre  
traité des  
crices art.  
40. Glos.  
21. 22. 23.

c. *esper tuus*  
*de jimo. in fi.*

d. *l. uni § ta-*  
*cent & § per*  
*retentionem*  
*C. de Re.*  
*2. xxi. Actio.*

partenans en la chose saisie<sup>a</sup>, sur la verification desquelles or-  
donnances, il y auroit eu interpretation & limitation de la  
Cour de Parlement à Paris pour les tiers opposans afin de di-  
straire, que lors de la saisie auroient esté trouvez possesseurs  
actuellement iouyssans des choses pour la distraction desquel-  
les, ils se seroient rendus opposans lesquels auroient esté tirez  
& exempts de la dispositiue de ladite ordonnance, pour mesme  
moyen déclaré qu'elle n'auroit lieu cōtre eux, ayant esté rou-  
ué inhumain & dur vn tiers possesseur & détenteur soy disant  
& soustenant propriétaire estre tiré & chassé de son propre  
bien pour debte d'autrui sans coulpe & nulle cognoissance  
de cause precedente<sup>b</sup>, mais la difficulté auroit esté apres sur<sup>2</sup>  
les tiers possesseurs trouvez tels & iouyssans au temps de la  
saisie & execution toutesfois par titre fort suspect & comme  
pratiqué en fraude de la loy sçauoir de donation ou vendi-  
tion du condamné ou obligé apres la sentence, arrest de con-  
damnation ou obligation en vertu de laquelle l'exécution  
est faicte, si tels & semblables par ce moyen en faueur desquels  
les obligez ou condamnéz *non expectata sententia consensu sibi ces-*  
*serunt*, ainsi qu'est dit ailleurs c iouyront de ladite exemption  
ou bien viendront & seront compris aux inhibitions desdi-  
tes ordonnances, ce qui est plus humain & raisonnable de  
croire que iuger suiuant ce que monsieur le Maistre en auroit  
dit & représenté au lieu cy-dessus à la marge cōté où nous ai-  
merons mieux renuoyer ceux qui en desireront dauantage  
que nous y fourrer plus auant & amuser à ceste occasion icy  
pour n'auoir dressé ce chap. que pour attester auoir recueil-  
ly desdites memoires dudit sieur Berail que par arrest de ladi-  
te Cour audit Tholose en audience le 28. May 1571. contre<sup>3</sup>  
tels & semblables tiers possesseurs & pour la femme de Ber-  
nardy Procureur distributionnaire contre plusieurs créanciers  
auroit esté preiugé que les susdits tiers vuyderoiēt suiuant l'or-  
donnance sans preiudice de leurs droits, & au surplus que la  
femme auoit iuste & bonne instance à demeurer & ne vui-  
der de la maison où elle estoit residante & habitante pour son  
dot, ce que semble auoir esté & fondamēté du droit nouueau  
à la marge cōté, lequel pourra voir qui le voudra quant à ce  
peser & examiner d'auantage<sup>d</sup>.

CHAP.

CHAP. XLIX.

- 1 Trois sortes de tutelle par le droict Ciuil, testamentaire, legitime & datiuë, En France toutesfois elles sont toutes datiuës.
- 2 Vn parastre peut estre de droict tuteur de ses filiaſtres, mais non toutesfois à ce contrainct.
- 3 Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, pour confirmation de ce admené avec autre du Parlement de Paris cōforme ausdit, differant seulement en la prononciation, pour au lieu du simple renuoy de la prouiſiō à faire d'un autre que dessus, contenir le reglement & instruction de la forme d'y proceder.
- 4 Et bien que quelques-uns attestent en cas d'acceptation de tutelle par ledict parastre, iceluy faire à preferer aux autres parens des mineurs en la Cour de Parlement à Paris, le contraire toutesfois quant à la preferāce auroit esté souuēt iugé tant en audience qu'au Conseil en ladite Cour de Parlement à Tholose.
- 5 Quelquefois nonobstant, mais fort raremēt, iceluy parastre est preferé ausdits parens, pour la qualité des personnes, & autres circonstances concernant l'utilite des mineurs.



Hangeant matiere , *ut interim preconis horrida*  
*uxo ſileſcat*, nous en prendrons des plus plauſibles &  
 fauorables, entre lesquelles tiendra le premier lieu  
 la prouiſion des tuteurs à faire, & decreter, aux or-  
 phelins & pupilles qui en ont beſoin, & pour le commence-  
 ment ramenteurons que bien que de droict Ciuil fuſſent re-  
 cognues trois ſortes de tutelle la testamentaire, legitime, &  
 datiuë, en France toutesfois elles ſont toutes datiuës, parce

al. i. D. de  
confr. Tutor.

bl. fi. C. de  
cont. l. ud. tut.  
l. C. de iur. d.  
iur.

e En ladite  
a. Châbre  
d'Enque.  
au mois de  
Feurier,  
1576.

d Par Jean  
Chenu,  
quest. 2.

qu'elles sont donnees & decernees par le Iuge, à la nomination des parents, par luy confirmees, si le pere par son testament auoit ordonné; contre ce toutesfois que pour cec regard nous disons estre decisi par ledit Droit:<sup>a</sup> Comme donc fust adueni aupays de Velay du ressort de ladite Cour à Tholose, qu'une veufue ayant des enfans pupilles de son premier mariage eust conuollé en secondes nopces avec vn personnage de robe longue, son premier mary estant marchand & de robe courte, sur la prouision de la tutelle desdits enfans: les parents assemblez eslisent & nomment ledit second mary, parastre desdits enfans, qui dit deuant le Iuge ordinaire des lieux que sa qualité & ses occupations, ne permettent point de pouoir vacquer à ceste charge, & combien qu'il le puisse estre de droit,<sup>b</sup> Et que *Caius Octavius* ait esté nourry comme rapporte *Dion apud vitricum*, ce neantmoins en France pays & terres en dependants, où les tutellés sont datiuës, il n'y peut estre contraint: Ce neantmoins ledit Iuge nonobstant l'instance dudit parastre le charge de ladite tutele & le commine apres, à prester le serment requis, dont appel releué au Seneschal du Puy, & dudit Seneschal qui auoit confirmé la sentence dudit Iuge en la Cour audit Tholose, en laquelle les parties ouyes, ensemble le Procureur General du Roy, au rapport de feu Monsieur Meynial,<sup>c</sup> l'appellation & ce dont a esté appellé; ensemble la sentence dudit Iuge de laquelle auoit esté appellé audit Seneschal mise au neant, reformant le iugement auoit esté ledit parastre appellant deschargé de ladite tutelle, & ordonné qu'à son lieu seroit procedé à l'eslection & nomination d'un autre pardeuant ledit Seneschal ou son lieutenant, autre que celui qui auoit donné la sentence de laquelle auoit esté appellé & sans despens. Depuis & es derniers iours, nous aurions leu vn Arrest de la Cour de Parlement de Paris, qu'un Aduocat en iceluy auroit inseré entre ses Questions Notables & Recueil des Arrests, decidans icelles,<sup>d</sup> conforme & pareil au susdit, quant à la descharge dudit parastre, mais toutesfois differant en prononciation; parce qu'au lieu du simple renuoy de la prouision à faire d'un autre que dessus, il y est ordonné comme pour reglement & instruction de la forme d'y proceder qu'à la diligence de l'ap-

2

3

pelant qui estoit ledit parastre excusé, les parents tant paternels que maternels des mineurs, iusques au nombre de six de chacun costé, si tant'en pouuoient trouuer, sinon de leurs amis & voisins audit nombre, seroient appelez à certain iour pardeuant le Iuge ordinaire autre que celuy dõt estoit l'appel, pour proceder à nouuelle election d'un tuteur ausdits mineurs, autre que l'appellant, & ce sur peine de tous despens dommages & interests enuers lesdits mineurs & que celuy qui seroit ainsi esleu & nommé tuteur seroit contrainct d'exercer, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques sans preiudice d'icelles, le mesme autheur attestant ( & en amenant d'arrests à ce conformes ) que telle est la forme ordinaire de prononcer de ladite Cour lors que quelqu'un est appellant de la nomination de la personne à la tutelle qui a excuses valables & telles que le droict: nous desirerions qu'en telles & pareilles occurrences, & mesmes quand la mere des enfans pupilles poursuiure comme mere & legitime administreresse d'iceux, se defend & dit qu'elle ne l'est point, & qu'elle se veut remarier ou bien desia l'est, nostredite Cour à Tholose au lieu du simple renuoy qu'elle pour la prouision des tuteurs a accoustumé faire pardeuant les Iuges des lieux ou les Seneschaux du ressort suiuant la qualité des personues à poursuiure à la diligence de ladite mere dans certain temps autrement qu'il seroit procedé avec elle en qualité de mere & legitime administreresse, y adioustast pareil ou semblable reiglement pareffect, & telle qu'elle cognoistroit plus expediant, suiuant la qualité des personnes, & procedures ordinaires accoustumees au ressort, & ce afin d'obuier à la prolixité & longueur, que les Iuges ausquels tel renuoy est fait y apportent communement avec tels frais & longueurs, qu'en cest endroit est plus tiré & despendu que non pas au principal mesmes: au surplus quant à ce que le mesme autheur adiouste, que si le parastre ainsi esleu veut accepter la tutelle, & exercer icelle faire le peut & qu'il sera preferé aux autres parents des mineurs le confirmât par arrest de Paris qu'il allegue: le cōtraire quant à la preference, auroit esté iugé souuēt en ladite Cour,

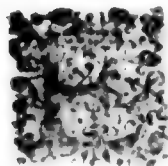
S ij

de l'utilité  
C. de conf.  
tutor. l.  
Quon. Mu-  
tius. §. 1. de  
an leg. D.

à Tholose tant en audience qu'au Conseil ; comme nous au-  
rions appris des plus anciens de ladite Cour mesmes de feu  
monieur le premier President Durand suivant les cōclusiōs  
duquel estant auparauant Aduocat general de sa Maiesté , il  
nous auroit assleuré ladite Cour auoir preferé les autres parēts  
audit Parastre, & quelque fois & fort rarement iceluy Para-  
stre ausdits parents pour la qualité des personnes & autres cir-  
constances concernant l'vtilité des mineurs , qui doit tou-  
siours estre suiuiue au iugement & decision de telles matieres  
plustost que l'escriture du testamēt ou codiciles du pere mes-  
mes<sup>2</sup>, en quoy la maxime qu'aucuns des modernes y ont ap-  
portee vient à estre effectuee & consideree , par laquelle est  
dit l'autorité seule des testateurs, sans autre obligation *inter-*  
*uentu iudicis ad effectum demandari.*

## CHAP L.

- 1 Quand il est question entre la mere ia mariee, & les pa-  
rents & tuteurs de ses enfans, l'education & retiremēt  
en sont laissez à l'arbitre des Iuges.
- 2 L'argumentation de la tutelle à l'education trouuee bō-  
ne, mais non au contraire.
- 3 Ladite Cour à Tholose semblable endifferent & conflict,  
quelques fois en charge la mere, pour les circonstances y  
intervenants.
- 4 D'autres fois un tiers non suspect, comme peuuent estre  
tant la mere que les tuteurs , aux fins que les pupilles  
puissent estre en toute assurance & hors de toute suspi-  
tion sinistre, avec un arrest de la Cour de Parlemēt de  
Paris, conformement à ce allegué.



T de la mesme maxime procede, que où il est que-  
stion, entre la mere ja mariee, & les parens & tuteurs  
de ses enfans mineurs, de l'education d'iceux & s'ils  
seront retirez ou nourris en la maison de la mere, ou du tuteur



la decision en est laiffée à l'arbitre des Iuges *inspecta personarū qualitate*<sup>a</sup>, tellement qu'il semble *quoniam omnium mater fide dignior ad filiorum educationem videtur, & ob id liberi non possint fidelius educari, quàm apud matrem*<sup>b</sup>, l'exception toutesfois pour ce regard y est nominément faite par la constitution de Iustinian, *nisi ad secundas accesserit nuptias*<sup>c</sup>, & hors icelles nous penserions se deuoir rapporter, ce que Seneque auroit dict en quelque part<sup>d</sup>, *pupillum nempe relictum sub tutorum cura, vsque ad decimum quartum annum fuisse, sub matris custodia semper: & ce* d'autant qu'il semble l'education des pupilles estre permise à la mere, sous ceste condition si elle ne se remarie<sup>e</sup>, non pas

a l. 1. C. ubi pupill. educari deb. no. uel. 22. §. eiusdē quoq; de nupt. b L. i. §. 1. c. d. §. eiusdē d De. consol. ad Mar. e d. l. 1. C. ubi pupil. educat. debe.

- 2 que pour cela ladite education, ne doine estre baillee & permise au parastre & second mary de ladite mere, pour autant que l'argumentation de la tutelle à l'education est trouuee reputee bonne<sup>f</sup>, de telle façon que quiconque peut estre tuteur comme le parastre mesme, bien que non contrainct, semble pouuoir se charger de l'education du pupille, mais nō au contraire, *cui cumque educatio permittitur, itidem & tutela, ut iure antiquo matri, tutela filij non mittebatur, nisi à principe eam impetrasset, educatio mittebatur*<sup>g</sup>, les lieux du droict y estants à ce communs & vulgaires, qui auroit donné occasion sur ce different & conflict à ladite Cour à Tholose quelquesfois en charger la mere & quelquesfois le tuteur pour les circonstances y interuenants, & d'autresfois interloquer que les parents du pupille s'assembleront pardeuant le Iuge ordinaire ou autre à qui elle renuoye pour deliberer où plus commodement ledit pupille pourra estre nourry, & cependant qu'il sera & demeurera avec la mere, si autrement elle n'est suspecte pour l'esperance de la succession, ou d'autres ses plus ayez & chers, car en ce cas *ut sine maligna suspitione aiatur pupillus & educetur*, la charge de ladite education, soit diffinitiuement ou par prouision, est ostee à la mere & baillee au tuteur, sauf si en la personne, les mesmes suspitions tombent & peuuent auoir lieu, tout ainsi que peut estre apporté pour exemple tiré de l'historien Suetone de la punition que fist faire l'Empereur Galba d'un tuteur, qui auoit empoisonné son pupille
- 4 duquel il estoit heritier presomptif, par quels cas & semblables ladite Cour a accoustumé pouruoir à ladite education &

f l. 1. §. ult. ff. ubi pupill. educa. debe.

g soit veu Cuius duquel vne partie de ce dessus a esté tiree lib. 6. obs. cap. 29.

2 Quest. 3.

entretenement soit prouisionnellement ou diffinitiuement, d'autres personages, que la mere & tuteur, soient parents ou autres chefs & en l'administration & gouuernement desquels ledit pupille puisse estre en toute assurance & hors de toute suspicion sinistre: & conformement à ce, la Cour de Parlement de Paris auoit accoustumé iuger en telles & semblables questions comme peut estre par ce que ledit Aduocat Parisië en amene esdites notables Questions<sup>1</sup>, adioustant en vne hypothese, qu'il amene concernant l'education d'une fille pupille, que le tuteur disant ladite mere la vouloir marier à sa volonté au desaduantage de ladite fille, la mere retorquant cela sur le tuteur mesmes par arrest sur ce interuenu, ayant esté ordonné que l'education & nourriture de ladite fille demurerait à la mere iusques à ce que par ladite Cour en fust autrement ordonné, furent faites inhibitions & defences aux parties respectiuement de marier ladite fille sans appeller les parents sur peine de deux mille escus d'amende, dont en cas de contrauention seroit deliuré executoire au Procureur du Roy & sans despens.

## CHAP. LI.

- 1 *À l'exemple du parastre la mere ayant conuolé à secondes nopces, apres plusieurs considerations & modifications, peut s'emparer de l'administratiō de la persōne de ses enfans, gouuernemēt & administratiō de la tutelle d'iceux.*
- 2 *Et bien qu'elle s'estant remariee ne puisse estre chargée de la tutelle de ses enfāns si elle ne veut, peut estre toutes fois conuenue comme tutrice de ses enfāns, & si elle refuse, cōment on a accoustumé de proceder contre elle.*
- 3 *Pour la faute ou deffaut de la mere remariee moindre ou decedee s'il ya un frere majeur du pupille, il sera cōtraint de poursuivre la prouisiō du tuteur à sō frere, ou autrement sera cōtraint de proceder cōme tuteur ayās prealablēmēt presté le serment requis par deuant qui il appartiendra.*

**P** Vis donc qu'ainsi estoit que du droit mesme cōmun le beaupere ne fust forclos de la charge de tutele de ses filliaitres fils du premier mary de la femme si bon luy sembloit l'accepter & moins icelle peut perdre à tout le moins, que l'ayant auparauant il ne la puisse retenir, pourquoy n'en dirons nous autāt, de la vefue remariee pour laquelle l'affection naturelle qu'elle a enuers ses propres enfans, fait tāt & iusques à là, quelle oste & leue toute suspicion sinistre qu'on pourroit cōcevoir cōtre elle, au lieu que pour le regard dudit beaupere, il peut estre dit ce que Iustinian disoit ailleurs <sup>a</sup>, sçauoir en & propre termes *nullā ad priuignos habere fauoris necessitatē*, ce qu'ayant bien que de loin flairé le mesme Iustinian, auroit vſé de quelque relasche mesme du serment ancien, à l'endroit des femmes qui se remarient, quoy que soit se disposoient & preparoient à se remarier <sup>b</sup>, mais ce n'auoit esté qu'un commencement de parfaire l'œuure desia proiecté & en ce faisant les admettre & receuoir à ladite charge de tutele, sous autres cautions introduites de mesme droit, & en executant faire de mesme liuree les deux conioincts par vne conionction, la hayne de laquelle, pour la faueur des enfans du premier mariage estoit cause de ladicte exclusion contre la mere en faueur de laquelle depuis avec le temps quelques vns des plus anciens Interpretes du droit ayant tousiours deuant les yeux ce qui estoit ordonné pour ce regard, en la faueur du parastre, non tant fauorable mesmes que ladite mere, auroit voulu temperer la rigueur seuerre de l'exclusion d'icelle pour ladite tutele, qu'elle pouuoit & deuoit auoir lieu en autre tutele que testamentaire, la receuant en icelle, & sans caution, l'astraignant & obligeant seulement de son dol, & non pas des fautes procedans d'ailleurs, <sup>c</sup> ores qu'il y peust interuenir de sa coulpe & legereté, & encores que se chargeant d'icelle elle n'estoit tenuë renoncer au Velleyan & secondes nopces par lesquelles mesme telle tutele testamentaire ne se perdoit point <sup>d</sup>, & de la peu à peu les vns adioustans, les autres qualifians, sur l'obiet tousiours du beaupere, & ce qui estoit decisi pour luy en ceste question, les plus anciens & sages Nomothetes,

<sup>a</sup> Nouel. 94. cap. 1.

<sup>b</sup> D. Nouel. cap. 2. Authent. sacramentum C. quo m. tu. off. sing. pot.

<sup>c</sup> Angel. consil. 102.

<sup>d</sup> Ang. consil. 10.

afonsbleti  
tre des tot.  
& cont. Ar-  
rest 15. &  
16.

& droit conſeillans de la France y auroient introduit vn uſage par lequel la mere, ores qu'elle ne ſoit teſtamentaire, mais ordonnee & creee par le Iuge n'eſt tenuë de renoncer au velleyen ny aux ſecondes nopces, ainſcois de priuee autorité & ſans celle de Juſtice, dès le decès du premier mary en meſme maiſon, ſe peut emparer de l'adminiſtration de la perſonne de ſes enfans, gouuernement & adminiſtration de la tutele d'iceux, à quoy ſe rapportent les arrets que nous auons en paſſant touchez cy-deſſus, & qui auroient eſté adioutez en ladite derniere impreſſion audit recueil dudict ſeu Papon<sup>2</sup>, par leſquels à l'exemple du ſecond mary, que nous auons appelle paratre, biẽ que la mere ayât couolè à ſecondes nopces, ne puiſſe eſtre chargee de la tutelle de ſes enfans ſi elle ne veut, elle ce neantmoins peut eſtre conuenue cõme tutrice pour leſdits enfans & ſi elle le reſuſe luy eſt enioinct dans certain temps leur faire pouruoir de tuteur, ou tuteurs, auſquels l'on ſe puiſſe adreſſer pardeuant tel ou tels Iuges qu'elle leur baillo, qui ſont communément comme auons dit le iuge ordinaire, ou le ſiege du Senefchal du reſſort, & ce avec commination, qu'à faute de ce faire & de le rapporter dans le delay prefix elle ſera tenue de reſpondre, & proceder cõme mere tutrice, & legitime adminiſtrareſſe de leſdits enfans, & de meſmes pour la faute ou defaut de mere, remariee, moindre ou decedee, s'il y a vn frere majeur du pupil, il ſera & deura eſtre contrainct de pourſuiure la prouiſion de tuteur à ſon frere ou freres pupils dans le temps & pardeuant qui ſera ordonné, autrement à faute de ce s'il n'eſt rien d'ailleurs obiecté & cogneu qui puiſſe empeschier la capacité d'iceluy à ladite charge, il ſera contrainct de proceder comme tuteur ayant prealablement preſté le ſerment requis, pardeuant le Iuge ordinaire, ou tenant lieu d'iceluy ſi la qualité des parties le requiert, à quoy la Cour à accouſtumé d'aduifer touſiours, ainſi que peut eſtre remarqué par leſdits arrets, le premier du 10. de Iuin 1567. & l'autre en audience du 24. Iuillet apres ſuiuant, que nous n'aurions voulu oublier à remarquer, comme ordinaires en ladite Cour en telles & ſemblables matieres.

CHAP.

## CHAP. LII.

- 1 *La mere ne peut repudier la tutelle ordonnee, par le testament de son mary, au cas que par luy auroit esté dōné & legué quelque chose à ladite mere, à la charge de prendre la tutelle de leurs enfans, car en ce cas la mere perdroit le legat.*
- 2 *L'ayeul preferé à la mere & autres proches parens nommez pour la tutelle avec elle, par arrest de ladicte Cour à Tholose y mentionné.*



Nous venons de parler des faueurs que la mere a receues pour ladicte charge de tutelle par l'vsage & coustume de nostre France, iusques là que d'estre priuilegee de prendre & accepter ladicte tutelle ou bien de la repudier sans pour cela perdre aucune chose, & encores estre tellement preferée à l'ayeul maternel, qu'il ne peute mpescher, qu'elle ne voise deuant luy, & ne soit preferée en la charge, & bien qu'aucuns ayent estimé, que le premier pour l'acceptation ou repudiation soit & fust de droit commun, <sup>a</sup> & auoir esté preiugé par arrest de Patis. Ce neantmoins suiuant le Droit commun cela auroit esté restrainct & limité sinon que par le testament paternel, eust esté donné & legué quelque chose à ladicte mere, à la charge de prendre & soy charger de ladicte tutelle de leurs enfans; Car en ce cas la mere perdroit le legat, sinon qu'euidemment il apparust qu'il ait voulu luy leguer encores qu'elle ne se chargeast & administrast ladicte tutelle sans autre disquisition plus scrupuleuse: ainsi que Paul és liures de ses questions, auroit assez amplement respondu & raisonné: <sup>b</sup> Et ainsi à nostre rapport auroit esté iugé par nostre dicte Cour en ladicte seconde Chambre d'Enquestes, en l'instance deuoluë par appel du Seneschal de Quercy au siege de Montauban; Entre vn nommé du Til, Apotiquaire, ses tuteurs & autres appelez

*a Bartol. in d. auth. mat. & auia.*

*b l. No feminis cum ill. sequent. ff. de excus. tutor.*



au mois de May 1581. Touchant au second poinct que dessus: de la preference de ladite mere à l'ayeul paternel: ceux qui l'ont escrit ont fort bien remarqué que c'estoit contre la disposition du Droit commun, par lequel les neveux au moyen du decés de leur pere, retombans en la puissance de leur ayeul, empeschent de droit la substitution pupillaire à eux par ledit pere faite ou qu'autrement il pouvoit faire, Par

*al. i. in prim.*  
*ff. de vulgar.*

ce moyen la tutelle vacquant, & n'y ayant lieu d'icelle, pouvant estre empeschée, par l'ayeul, à tout le moins iceluy preferable à ladite mere & à tous autres, estant rentree au lieu du pere, avant lequel qu'autre puisse rien, pour l'administration & charge de ses enfans, seroit chose ridicule de pretendre & moins contester, sinon que d'ailleurs ledit ayeul & mesme ledit pere en son vivant fussent de telle condition, qu'il y fallust pourueoir, tant à eux que susdits enfans par office de Iuge, & tel qu'ailleurs. <sup>b</sup> Et tant l'Empereur Constan-

*b. l. Impera-*  
*tor D. ad Tre-*  
*bell.*

tin en vne de ses Constitutions que les Interpretes du Droit auroient suiuy, & accommodé aux administrations paternelles des biens de leurs enfans, aux fins que par leur faute & maluerfation, ne fust rien perdu, diminué ny empiré d'iceux; Car autrement, n'adioustât ny apportât d'ailleurs aucunes qualitez accidentales, la question iugée en purs termes de Droit à nostre rapport en ladite Chambre, par Arrest de ladite Cour ledit ayeul fut preferé à la mere, & autres proches parents nommez par la tutelle avec elle, & ce faisant declare qu'il n'y auoit lieu de prouision de tutele ausdits enfans, & qu'iceux par le predecez de leur pere estoient en la puissance dudit ayeul, sous laquelle & telle que de droit ils y estoient mis, à la charge par ledit ayeul toutesfoies de faire bon & loyal inuentaie pardeuant vn Notaire, ladite mere appelée, & les plus proches parents desdits enfans, iusques au nombre de quatre, & sans despens.

CHAP. LIII.

- 1 Les constitutions penales Romaines ne s'observer en France, comment doit estre prins & entendu.
- 2 Différence quant à ce entre le Vassal pour le regard de son fief, & l'emphiteote en ce qui concerne sa roture.
- 3 Par exemple beaucoup de choses se font, qui ne se font & moins permises par la droicte consequence.
- 4 Quant le Seigneur entreprendra de sa priuée autorité, ietter & chasser l'emphiteote de sa roture, iceluy emphiteote pourra intenter contre son dit Seigneur le cas de saisine & de nouuelleté.
- 5 Arrest remarqué sommairement par feu M. Malard Cōseiller que l'auteur n'auroit voulu oublier pour sa mémoire, & deuoir d'amitié qu'il luy portoit en son viuāt.

**B**ien que par quelques vns ait esté tenu, asseuré, & discouru certainemēt les constitutions penales Romaines ne s'observer en France, conformément au droit Canonique par lequel en auroit esté ainsi en certain cas decisi & ordonné: toutesfois la peine introduite du droit de feudes<sup>a</sup>, durer & demeurer encores contre le vassal qui nie & desaduouē son Seigneur sçauoir que par tel desaduouē, il en est & demeure priué tout ainsi que feu M. Imbert l'auroit escrit & expliqué en quelque part<sup>b</sup>, où toutesfois apres il vient à demander si la mesme peine a lieu & se peut pratiquer en vn emphiteote ou censaire qui nie tenir aucune chose à rente ou à cens: A quoy il respond negatiuement pour les loix penales ne s'estendre point aux cas non exprimez asseurant ainsi Balde le tenir nommément au lieu à la marge coté<sup>c</sup>, tout ainsi que l'on mesme en autre endroict par luy remarqué auquel il reprend le Specule<sup>d</sup>, par ce que les loix qu'il allegue, portent seulement que l'Emphiteote pert la possession de la chose, comme est porté ailleurs en vne constitution Imperiale<sup>e</sup>, & ainsi & à mesmes fins le

<sup>a</sup> in c. a. vassallus si de feudo fuerit cōtrouer. inter. de. & ag. na. vassall.  
<sup>b</sup> in suo Enchir. in verbo pene pecuniaria.  
<sup>c</sup> dict. ca. vassallus.  
<sup>d</sup> Titul. de Emphiteo. versic. 63.  
<sup>e</sup> l. f. C. de rei vendic.

alib. 7. cap.  
174.

sieur Charondas (que j'ay si souuent & avec honneur nommé comme merite es liures precedents) auroit laissé par escrit<sup>a</sup>, auoir deux arreſts aux memoires d'un sieur Conseiller au Parlement de Paris par luy avec honneur nommé du 18. May & 19. Decembre 1578. par lesquels auroit esté iugé que le bail emphyteutique n'estoit cassé par la denegation de l'emphyteote de la propriété, ou interuersion de la possession, mais qu'il pouuoit estre condamné en quelque amende, par la susdite seule raison que les constitutions penales du droit Romain estoient tirees de l'usage de France, ce qu'estant ainsi l'on pourroit iustement douter pourquoy cela n'a lieu de mesme au vassal pour le regard de son fief n'y pouuant interuenir quant à ce difference entre l'un & l'autre & chacun en & pour son endroit: ce que nous pensons auoir esté la cause principale pour laquelle par arrest general de ladite Cour à Tholose prononcé par feu monsieur de Paulo President la veille de Noel 1570. l'emphyteote ayant nié & desaduoué son seigneur au profit de monsieur de S. Paul maistre des Requestes, auroit donné lieu au commis du tenement par luy tenu de la directe d'iceluy de S. Paul, combien que ledit tenement fust au gardiage & viguerie de Tholose ou droit de commis par coustume escrete n'a point de lieu: le sieur Berail l'auroit laissé par escrit en sesdites Memoires y adioustant seulement que c'auroit esté contre l'aduis dudit l'afon au lieu cy-dessus par nous cotté: Surquoy faut presupposer que ladite declaration de commis auroit esté faite cõtre ledit emphyteote pour auoir apparu à la Cour qu'il auoit malicieusement & frauduleusement nié tenir de son seigneur, sçachant bien le contraire luy mesme ayant recogneu, tout ainsi que le mesme est dit & tenu du vassal pour la priuation de son fief<sup>b</sup>, l'arrest que dessus appartenant plustost à l'exemple qu'à l'execution du droit gardé & tenu, *exemplo scilicet ad cunctorum emendationem proficiente, et ne quis possit admittere, quod in uno vindictum esset,* c qui se trouue auoir esté fait & gardé iusques aux bestes mesmes: tesmoin ce que Plin en auroit escrit en quelque part<sup>c</sup>, Polibius au voyage d'Afrique avec Scipio Emilianus y auoir veu des Lyons si espais par les chäps, qu'ils gardoient les gens de sortir des villes & qu'il vit estant avec ledit Scipion qu'on y

b in d. ca.  
vassallus.

c Solut. lib.  
1. de gubern.  
alib. 3. le fa-  
mout. luyt. cap.  
16.

auoit pendus & crucifiez des Lyōs: à ce que les autres qui viē-  
droient aupres des villes s'espouuantassent de voir ainsi trai-  
ter leurs compagnons, ledit arrest dont auroit passé par des-  
sus la coustume, plustost par exemple espouuanter & rendre  
plus sage les autres, que pour la ruiner & abolir ou destruire;  
non pas toutesfois que par là puisse estre faite consequence,  
le temps de l'emphiteose expiré, que le detenteur & emphi-  
teote en puisse estre chassé par le sieur ny qu'autrement iceluy  
ait faculté pour le scens & rentes non payez en pouuoir tirer  
& descharger dehors tel payfan & emphiteote cessant au  
4. paiement par le temps, par loy Imperiale prescrite <sup>a</sup>, & sui-  
uant icelle, pour autant qu'elle n'a lieu & ne s'obserue pour <sup>a l. 2. C. de</sup>  
ce regard en France les auteurs des Loix abrogees l'ayans <sup>iure Emph.</sup>  
tesmoigné tous d'une voix & publié ainsi <sup>b</sup>, estant besoin pour  
la droicturiere voye dont nous vîons qu'en tout cas il y inter-  
uienne l'autorité de Iustice, sans qu'il soit permis à aucun s'in-  
gerer d'estre Iuge & dire droict en sa cause propre, tout ainsi  
que les susdits ont accoustumé raisonner: d'où procede que  
quant ledit sieur l'en voudra ou entreprendra iecter & chasser  
l'emphiteote de sa priuee autorité sans celle du Iuge, iceluy  
emphiteote pourra intenter contre sondit sieur le cas de fai-  
sine & de nouuelleté & y sera trouué & iugé bien receuable,  
ainsi que par arrest de ladite Cour à Paris ledit Charondas au  
mesme lieu que dessus rapporte auoir esté iugé le 21. de Jan-  
uier 1564. donné comme il dit à l'audience & confirmé à plu-  
sieurs autres precedens auxquels nostredite Cour à Tholose  
se seroit iouliours conformee sans aucune difficulté & telle-  
mēt la maxime passée en force de chose iugee que nous n'au-  
rions iamais veu ny entendu y estre fait, dit ny poursuiuy au  
contraire, non pas par le conseil des parties mesmes qui tien-  
nent cela pour certain resolu & sans doute quelconque, quel-  
que opinion au contraire qu'on puisse on sçache tirer tant des  
5. constitutions Romaines que dessus, qu'autres à ce confor-  
mes Canoniques & Docteurs ayans escrit ou décidé sur icel-  
les, depuis seroient tombez entre nos mains par le moyen de  
nos bons amis certaines & sōmaires & memoires d'arrests de  
ladite Cour à Tholose par feu monsieur Malard Conseiller  
en icelle, homme d'honneur & de reputation, où il note &

<sup>a l. 2. C. de</sup>  
<sup>iure Emph.</sup>

<sup>b Petrus</sup>  
<sup>Rebuff. in</sup>  
<sup>præf. in con-</sup>  
<sup>suet. Reg.</sup>  
<sup>Bugnon.</sup>  
<sup>en son trai-</sup>  
<sup>té des loix</sup>  
<sup>Abrogees.</sup>  
<sup>r. liu. art.</sup>  
<sup>134.</sup>

remarque ledit arrest fort sommairement sans autrement le raisonner, nous n'ayans voulu l'oublier icy pour sa memoire & deuoir d'amitié que nous luy portions en son viuant.

### CHAP. LIIII.

- 1 Des moindres peines on est paruenü à des plus grandes, voire iusques aux exemplaires.
- 2 Comme ladite Cour de Parlement de Tholose auroit fait à celles qui estoient escrites & imposees contre les vefues se remarians dans l'ande dueil la priuatiõ de la succession iusques à la legitime des enfans impuberes.
- 3 Circonstance de l'hypothese sur laquelle l'arrest de la Cour à Tholose du mois d'Aoust 1579. seroit interuenü, & l'examen de l'auteur d'icelle.

<sup>a</sup> Diodorus  
apud Thuci-  
did. lib. 3.  
hist. de Bel.  
Pelopone.

**N** On seulement sans cause, ainçois avec grande & apparente raison vn ancien orateur Grec disoit dās Tucidide en quelque part <sup>a</sup>, naturellement les humainstant en particulier que public estre enclins & comme penchans à toute corruption & vice, tellement & iusques là qu'il n'y auoit loy ny peine quelle, qu'elle fust que les hommes pussent inuenter, ordonner, ou imposer, qui pussent auoir cest effect que de les en destourner & radresser au droit chemin de la vertu: d'où l'on void (poursuit-il apres) que des moindres & legeres peines, ou est paruenü à des plus grandes voire iusques aux exemplaires, aux fins qu'au moyē d'icelles, l'audace & temerité des plus mal nais & hardis entrepreneurs fust comme arrestee & bridee. A ceste cause se lit dans vn historien Romain <sup>b</sup> qu'il ne falloit nier & moins aucunemēt dissimuler *e adeliētorū, que immodicē grassari cōperint, plus pænē quām senerē excidenda esse*, d'où seroit venu que la loy Ciuille ayant imposé certaines peines contre la precipitation des femmes vefues se remarians dans l'an de leur viduité dont nous auons ailleurs parlé ne pouuans estre contenuës nonobstant

<sup>b</sup> Velleius  
Paterculus.



lesdites peines & pour crainte d'icelles en leur deuoir & pudicité pendant & durant pour le moins le peu de temps d'icelle qui estoit d'un an nostre dicte Cour à Tholose contente és premiers temps desdites peines ordinaires & ja imposees & escriptes contre quelques vnes qui se venoient à oublier iusques là, par des arrests qu'on en amene & allegue, l'un au rapport de monsieur Berthier du 17. Avril 1575. & l'autre au rapport de feu monsieur Fabri du mois d'Aoust 1579. auroit esté en fin contraincte passer outre ainsi qu'en semblable elle auoit faict cōtre vne telle inficziō de vassal & Emphiteote que dessus, & dont nous venons de parler au chapitre precedent, & en ce faisant adiouter ausdites peines la priuatiō de la successiō voire iusques à la legitime des enfans impuberes contre lesdites veufues leurs meres & autrement aspirer & exasperer (approchāt pres du Latin) lesdites peines contre les susdits, tout ainsi que nous auons dit & discouru és liures precedents és lieux à la marge cottez <sup>2</sup> où nous en passant l'aurions comme remarqué ne l'ayans icy voulu oublier à l'occasion & suite du chapitre precedent aux fins qu'en tels & semblables arrests contraires, on en peust & à bon droit. soustenir & diuersifier les causes, outre & par dessus celle qui est alleguee pour le regard du susdit arrest du mois d'Aoust 1579. prise de la circonstance de l'hypothese sur laquelle il seroit interuenu qui estoit de la qualité des parents qui pretendoient & demandoient la succession, ausquels estoit oppose qu'ils auoient passé contract, & brief consenty le mariage qu'ils accusoient cōme precipité & que par tel & semblable leur consentement, ils n'estoient receuables à venir au contraire d'iceluy ny d'aucune chose qui en despendist, & apres en fust suruenue, & bien que cela peust estre plausible les plus clairs voyans toutesfois feront iugement iusques là où ce consentement se pouuoit estendre, & encores si par ce moyen les proches tirez du milieu, les autres n'estoient receuables à y estre appelez & interuenir, ce qui suffira pour le present quant à ce chapitre.

*lib. 3. ca. 77.  
87.88.*

## CHAP. LV.

- 1 Les plus delicats du monde ne scauroient viure sans sel, & le nom des salaires & gages prins en & sur luy.
- 2 Les tuteurs par leurs comptes, ne peuuent pretendre salaire de leurs peines & vacations, non plus que Consuls Scindics, Procureurs, ou commis d'une ville ou d'un pays.
- 3 Quand toutes fois par les actes & pieces du procès, il apparoistroit de la poursuite de plusieurs procès, par un sollicitateur à ce expres & briefuement on peut cognoistre davantage un bon fidelle & diligent deuoir des tuteurs à l'endroi des affaires de leurs pupilles, c'est alors que la Cour de Tholose a accoustumé proceder à la taxe des frais & despens faiets par les susdits tuteurs, & encores quelque fois à la taxe des salaires de ceux qui à leur nom y auoient vacqué.



lib. 3.

Out ainsi que Plin en quelque part de sa naturel-  
le histoire<sup>a</sup>, apres auoir parlé du sel, qualitez & proprietez d'iceluy, il vient à conclurre que les plus delicats du monde, ne scauroient viure sans sel, adioustant apres & à suite de ce, pour monstrier combien vn tel element estoit  
nécessaire à l'entretien de ceste vie, qu'anciennement l'estat de la guerre estoit couché sur le Sel, au grand honneur de ceux à qui on en donnoit, & que de la seroit venu le nom de salaires & gages qu'on donnoit aux Soldats, comme de mesmes nous pouuons appeler les gages de nostre dite Cour à Tholose prins & leuez sur les Salins de Languedoc, & l'estendant à toutes autres vacations, ainsi que l'vsage l'a receu, nous pouuons avec grand apparence tirer de la que le Sel ayant esté fort estimé es sacrifices, par le discours que le mesme au-  
theur en faiet, attendu qu'on n'en faisoit point qu'il n'y eust de  
farine

farine de bled barbu sallee (si ainsi ce qu'il appelle en Latin, *mola salsa* se peut exprimer) Qu'il n'y a office & deuoit serieux bien dressé, conduit ny ramené à la fin, qu'il n'y interuienne, ou soit meslé peu ou prou, soit-il de faict, ou pour le moins d'esperance du mesme sel, c'est à dire des salaires & gages pour les peines iournees & vacations, de ceux qui les font & y sont employez; Qui auroit esté la cause que plusieurs tuteurs dressans leurs comptes de l'administration par eux faicte dans la ville & ressort dudit Parlement de Tholose, auroient essayé de faire alouer & taxer en leurs comptes leurs salaires & vacations, des iournees par eux exposees pour les affaires de leurs pupils, pendant & durant leur administration, detournent d'autant des leurs propres à leur grand preiudice & domage, & de faict les Auditeurs des Comptes accordez & esleuant par eux, que les curateurs donnez aux mineurs pour clorre & affirmer lesdits comptes, quelquesfois leur en auroient faict taxe de certaine somme en blot, dont lesdits curateurs auroient releue appel en la Cour, se fondans nommément sur ce que l'office de la tutele, bien que priué pour l'vtilité estoit toutefois publique pour l'autorité. Et par ainsi ne pouuoir pretendre salaire de leurs peines & vacations, non plus que Consuls, Syndics, Procureurs & & Commis d'un pays ou de ville, que le sieur President de Grenoble, à l'exclusion desdits salaires auroit faict de mesme liuree en ses Decisions, en allegant, & dattant un Arrest dudit Parlement, & quelquesfois aussi lesdits Autheurs refusoient d'allouer ausdits comptables lesdits salaires, mettant neant aux articles par lesquels ils estoient demandez, dont pareillement ils appelloient & releuoient en la Cour, fondans leurs griefs qui estoient des responses aux susdits, sur ce qu'un tel office auquel la plus-part d'eux monstroient par actes, auoir esté contrainct ne leur deuoit estre domageable, allegant aussi quelques vns d'eux, qu'ils estoient desia sur leur aage empeschez à d'autres affaires propres, qu'ils auroient esté contraincts abandonner à leur grand preiudice, voire contraincts de les commettre avec ceux du pupil, à des personnes lesquelles y pouuoient mieux & plus dextrement proceder & s'en acquiter: singulierement quand il estoit question de

2. Quest.  
68.

pourfuiure des procès par des sollicitateurs, ou de leuer des debtes par des procureurs & exacteurs, lesquels à tout rompre, en eussent tousiours tiré certains deniers pour liure du meilleur mesnager & pere de famille qu'on pourroit choisir: ce que le tout viendroit en tiltre des frais & despens faits pour les pupils qui ne leur pourroient estre iustement desniez, suiuant ce que le mesme sieur President de Grenoble en allegue en ses decisions,<sup>1</sup> & l'Arrest mesmes susdit par luy allegué ne refuse pas, pour la raison mesme principale y touchée, concernant la personne desdits tuteurs, qu'il est dit, en administrant leur charge *gerere munus personale, ab/que detrimento aut erogatione sui patrimonij*, & que quand ladite charge seroit & deuroit estre gratuite; il ne s'en peut ensuiure pour cela, que les frais & despenses faites pour leurs pupiles ne leur soient remboursables, surquoy ladiete Cour à nostre rapport ordinairement auroit fait ceste maxime les tuteurs estre mal fondez, en demandant salaire de leurs peines & vacations, pour les iournees & vacations exposées par eux aux affaires de leurs pupils; principalement s'ils y auoient vacqué ou pouuoient vacquer sàs bouger de leur maison, ville ou lieu où ils estoient, ou bien sortant dehors y retourner & reuenir le mesme iour: Cōme nōmément il fut iugé contre les tuteurs de Ieanne d'Apostole, qui estoient Mercier & autres ses tuteurs, par Arrest du mois de Iuin 1585. & pour Miget curateur cōtre la Coste tuteur du mineur dudit Miget, par autre Arrest à nostre dit Rapport à la Tournelle de l'an 1592 Mais aussi quād par les actes & pieces du procès il apparoissoit de la poursuite de plusieurs procès par vn Soliciteur à ce exprés, lieue de plusieurs belles & notables sōmes deuës aux pupilles par plusieurs & diuers creāciers tant es lieux domiciliers des pupils & tuteurs qu'ailleurs, & que d'auantages on pouuoit veoir & cognoistre vn bon fidele & diligent deuoir des tuteurs à l'endroiēt des affaires de leursdicts pupilles, voire aucunes au preiudice de leurs propres, & que d'ailleurs ils n'estoient pas des plus assortis pour s'estre acquitez ainsi de leurs charges, sans y tremper du leur propre, c'estoit alors, tout bien balancé, considéré & examiné, que ladiete Cour procedoit à la taxe, frais & despens faits par lesdits tuteurs, & enco-

2.

3.

res quelquesfois à la taxe des salaires, de ceux qui à leur nom y auoient vacqué, sans toutesfois vouloir iamaïs adiuger comme il estoit requis par les rends compte aucuns deniers pour liure pour les debtes leuez, & ainsi auroit esté adiugé, par la dite Cour à nostredit rapport, pour Aptenac tuteur, contre le curateur de son iadis pupille au mois de Iuillet 1578. & auparavant la Cour de Parlement à Paris en auroit presque de mesme iugé par arrest du mois d'Auril 1564. avant Pasques, que feu Papon n'auroit oublié en sondit recueil <sup>a</sup>, lequel peut estre veu & à ces fins noté ioinct avec celuy dudiect Grenoble dont nous auons fait mention cy-dessus qu'il auoit auparavant inseré au mesme recueil <sup>b</sup>.

<sup>a</sup> sous le titre des tut. & curat. art. 12.  
<sup>b</sup> sous le tit. des sal. taxes vec. & gages des tut. arrest.

CHAP. LVI.

- 1 *Electeurs & nominateurs d'un tuteur suffisant & en apparence capable au temps de la nomination deuenus insolubles depuis icelle, ne s'ot tenus subsidiairement ny autrement à aucune prestation de reliqua, ny autre chose pour ledit tuteur enuers ses pupilles.*
- 2 *Arrest de la Cour de Parlement de Paris avec les raisons d'un costé & d'autre, par renuoy aux questiōs notables de l'Aduocat Parisien auparavant nommé.*
- 3 *Et auquel arrest susdit est autre & conforme en effect amené de la dite Cour de Parlement à Tholose.*

**N**ous finirons pour le present en cest endroit à parler des tuteurs & de leur charge, si par ce chapitre, nous sommairement parlé de la questiō, qui a esté meüe & agitee souuēt: Sçauoir si les electeurs & nominateurs des tuteurs suffisant & en apparence capable au tēps de la nomination estans & deuenus insolubles depuis icelle pendant & durant l'administration de leur charge & nommément au temps qu'elle auroit fini & expiré, peuuent estre subsidiairement tenus & condamnés pour prestation du reliqua, qu'ils se treuueront deuoir par leurs comptes à leurs



21. adversus:  
de Magistr.  
cōven. C. &  
l. 1. de per  
nom. lib. 11.  
C.

bl. 4. §. ult.  
ff. de fideiuss.  
& nomin. tu-  
tor.

clib. 2. de  
morib. paris.  
tit. 7. num.  
21.

2 Quest. 5.

pupilles, ce qu'il sembleroit de premier abord, pour la mau-  
uaise eslection qu'ils auroient faite, par laquelle contre vn  
nominator du tuteur insuffisant & non capable, discussion  
au prealable faite sur les biens, semble ledit reliqua pouuoir  
estre prins & poursuivy, pour autant que les nominateurs  
d'un tuteur, faut qu'ils nomment tuteurs, non seulement gés  
de bien, & de toute integrité pour le gouvernement de la  
personne des pupils, mais encores riches ou opulans capables  
& suffisans pour rendre compte de leurs facultez & payer le-  
dict reliqua, autrement ils s'en rendent responsables *tanquam*  
*fideiussorum vicem sustinentes*<sup>b</sup>, ce nonobstant toutesfois le cō-  
traire pour lesdits eslecteurs & nominateurs auroit preualu  
& qu'il suffit qu'ils ayent nommé & esleu tuteur suffisant ca-  
pable & riche apparemment, mais si du commencement tel  
*postea excidat facultatibus, nihil est quod diligentibus eum consan-*  
*guineis, imputetur*: ainsi que ledit Chopin auroit en mesmes  
termes<sup>c</sup> conclud, & amenant vn arrest prononcé en robes  
rouges de la Cour de Parlement de Paris du 14. Aoust 1587.  
par lequel en emendant la sentence des presidents de Bour-  
ges, portant condamnation en la mesme hypothese que des-  
sus contre lesdits nominateurs, & iceux avec les demandeurs  
en ce faisant mis hors de Cour & de procès sans despens, & le-  
quel arrest a esté depuis avec les raisons d'un costé & d'autre,  
mis entre les questions notables par l'auteur Aduocat Pari-  
sien que nous auōs nommé dessus<sup>d</sup>, & lequel arrest nous seble  
tant important aux parties priuees, qu'au public en France,  
en laquelle les Iuges & Magistrats qui decernent les tuteles  
estant toutes datiuës, ne sont aucunement responsables de  
l'insuffisance des tuteurs non solubles, ny mesmes ceux qui  
les nomment, pour autant que si cela auoit lieu il ne se trou-  
ueroit aucun qui voulust nommer tuteurs aux mineurs, &  
par ce moyen leurs biens & affaires seroient delaissez & ce  
qu'on pretendoit faire en leur faueur & aduantage, seroit re-  
torqué à leur hayne, & se tourneroit à leur entiere perte & rui-  
ne, ioinct qu'il n'y auroit aucune equité ny apparence de rai-  
son qu'un parent allié & voisin, qui de bonne foy a nommé  
vn tuteur au mineur soit responsable de ses biens, si le tuteur  
les a dissipez, & moins si par cas fortuit telle dissipation est

3 suruenue & conformément à ce que dessus & arrest susdict comme en l'instance susdit de ladite Ieanne d'Apostoly contre Mercier & sesdits tuteurs, icelle d'Apostoly avec son curateur à elle donné voyant de plus pres ses tuteurs insolubles pour la prestation du reliqua à elle deu, sur le iugement du procès par requeste remonstratiue mise au sac, eust fait humblement supplier ladiete Cour en tout euenement, & de ce qu'elle ne pourroit recouurer dudit reliqua contre sesdits tuteurs luy fut reservee l'action subsidiaire qu'elle auoit & pouuoit auoir contre les nominateurs de sesdits tuteurs, le procès fut au surplus iugé contre lesdicts tuteurs au mois susdict de Iuin 1585, à nostredit rapport sans auoir esgard à la reservation subsidiaire qu'elle demandoit contre lesdits nominateurs, laquelle bien que d'ailleurs fort aisee à obtenir pour les defenses estre tousiours reservees & entendues aux ainsi appelez par ce que par actes apparoissoit n'y auoir dol, fraude ny aucun mauuaise foy des nominateurs & que la decadence & insuffisance des tuteurs par eux nommez estoit suruenue pendant & durant leur administration à cause des troubles, ce que les nominateurs n'auroient peu preuoir, & moins leur deuoir estre imputé<sup>a</sup>, la Cour auroit voulu couper chemin à toutes esperances vaines & poursuites indeues qui eussent peu estre faictes contre lesdits nominateurs estant appelez & ouys, & *contra quos, ladite d'Apostoly, obtinendi spem non habebat*<sup>b</sup>.

a l. i. §. si. magistrat.  
D. de magi.  
con. l. i. §. si eo  
D. de adm.  
ver. ad Ciuil.  
pertin.  
b Arg. l. i.  
D. de inoff.  
testam.

CHAP LVII.

- 1 Hypothese iugee par arrest de la Cour de Parlement de Tholose.
- 2 Les donatiōs ores que faites en faueur de mariage, suiues à la reuocation par naissance d'enfans, suiuant la constitution de Constantin toutes considerations au contraire amenees non obstant.
- 3 De mesmes telle & semblable reuocation se peut faire, & a lieues enfans illegitimes, neantmoins legitimez par

*suiuant mariage, encores que solemnisé à l'article de la mort d'un des conioincts.*

- 4 *Mouuemens & diuers discours de l'auteur, sur le sujet & discours qui se presentoient.*
- 5 *Les lettres aux fins de ladite reuocatiō impetrees, interinees ne pouuoit rester à la niepce ex filia que le legat de cēliures de sō feu pere cubien en repudiation d'iceluy la legitime.*
- 6 *Le susdit arrest ne fut iamais fondé à le vrayment examiner sur ladite reuocation, au moyen de ladite constitution & pourquoy.*
- 7 *Par les constitutions de Diocletian & Maximian les donatiōs dont estoit question ne pouuoient estre reuoquees sinon que comme inofficieuses iusques à concurrence des legitimes desdits enfans suruenus apres.*
- 8 *Le Iuris/consulte Paul expliquē en ce qu'il recite le rescript de l'Empereur Alexandre, suiuant l'opinion de plusieurs Interpretes anciens qui le confirment par autres constitutions desdits Empereurs.*
- 9 *L'Arrest de la Cour sur ce examiné de plus pres, & comme reduit à sō poinct, & remis à entier dās ses entrailles.*

a sous les  
tit. des do-  
natiōs Ar-  
rest 24 en  
ladite der-  
niere edi-  
tion.

**M**Ais nous allons encores reprēdre les memoires susdites desquelles le recueil dudit feu Papon auroit esté en sa derniere & nouvelle edition augmenté singulierement par vn arrest que s'y trouue adiousté dudit Parlement de Tholose cōme il est dict prononcé en robes rouges par M. le President du Faur le 13. de Septemb. 1564. sur le fait qui s'ensuit<sup>a</sup>, Claude Beras Escuyer en l'an 1510. fit donation à Claude son fils vnique en contract de mariage de tous ses biens à la charge que lesdits biens donnez appartindroient & seroient restituez au premier fils né dudit mariage, ou premier d'autre & second mariage dudit donataire & de payer dot, lors limité aux filles tant du premier que du second mariage, aduient que dudit mariage est procreée seulement vne fille que le pere donataire marie avec Jacques de Cambe-

fort & luy donne ce faisant la moitié de ses biens, laquelle fille meurt delaissee autre fille d'elle & dudit Combefort son mary, auquel au nom & comme pere de ladite fille ledit Claude premier donataire à l'œuvre de ladite sienne petite fille fait donation sous reservation de quelque pension de l'autre moitié de sesdits biens non donnez, tout cela demeure emologué par le Juge ordinaire & par arrest dudit Parlemēt: ce donateur ayeul, & premier donataire apres la mort de sa femme & de sa fille vniue que entretient en sa maison vne cōcubine de laquelle sont procreez en ce concubinat vn fils & vne fille, & pour les rendre legitimes espouse ladite concubine & apres les entretient comme legitimes, se voyant toutesfois destitué de tous ses biens & moyens de pouruoir à sesdits deux enfans a recours à la pratique de la constitution du droit Romain par laquelle donations entre vifs portent en elles taifible condition si le donateur n'a enfans, cars'il en a apres elles sont reuocques<sup>a</sup>, & obtient lettres pour faire dire lesdites deux donations reuocques par la natiuité desdits deux enfans, le gendre pere de ladite derniere donataire sa fille l'empesche & defend pour estre lesdits enfans nez *lōge ante matrimonium*: & encores que lors dudit mariage ils fussent faits legitimes, telle legitimatiō *non poterat iure retrahere*, quoy que soit ne deuoiēt auoir que leur legitime: là dessus meurt l'impetrant desdites lettres fait heritier son fils & par droit d'institutiō donne *nepti ex filia*, cēt liurés: ce fils heritier reprēd le procès & les deux parties compromettēt d'en ester au dire de deux Aduocats & deux autres de leurs amis qui adiugent audit demandeur sa legitime, qu'ils esclaireissent pour euitier la fatigue d'un partage à pension limitee racheptable, lequel appelle & releue audit Parlement de Tholose où l'appel releué est conclud & de ce tēps & apres ladite cōclusiō & les griefs fournis ledit appelāt decede & par testamēt fait heritiere sa sœur *ex concubina*, laquelle reprend le procez par ledit arrest comme est presuppōsé l'appellation & ce dont estoit appelé mis au neant la moitié desdits biens est à icelle appelante adiugée & l'autre moitié à l'intimé qui est condamné à consigner cinq cens liures dans quinze iours pour faire le partage, & pour les aliments de l'appelant pendant ledit partage, faisant lequel seroit faite raison audit intimé ou appelé des reparations & meliorations: & c'est en

*al. si. unquā.  
C. de reuocā.  
dona.*

somme & en mesmes termes que le fait dudit arrest & teneur d'iceluy se trouue inferé audit recueil en ladite edition : surquoy pour en estre mieux esclairez nous desirerions auoir peu recouurer vn dicton dudit arrest au Greffe de ladite Cour & le breuet du sieur Rapporteur decedé, nous doutans fort de l'assurance & formee verité dudit fait : Outre ce qu'il est & demeure court en certains termes que nous remarquerons apres mesmes quant à la limitation des dots dont lesdits biens subiects à restitution aux masles par la donation du premier donateur estoient chargez: car le principal doute mesmes incontinent apres le dit arrest esdites memoires, escrits au susdit recueil dudit Papon n'est sans grand raison & apparente cause, voire la decision qu'on presuppose en auoir esté faite diametralement contraire à autre arrest tant de ladicte Cour de Parlement de Tholose qu'autres Cours souueraines de ce Royaume que nous aurions aux liures precedens amenez, par lesquels auroient esté preiugees deux maximes telles que de mesmes est presupposé auoir esté iugees par le dit arrest, l'une que ladite constitution de Constantin portant reuocation des donations, autrement de soy irreuocables, auoir lieu és donations faites en faueur de mariage & avec telle autorité que contre icelle n'auroit esté receu aucun à s'opposer sous pretexte que sans ladicte donation, il n'eust esté accepté ny accordé le mariage en contemplation duquel la donation seroit interuenue & moins les parents y assistans consenty, ayant esté par ce moyen ladicte donation la cause finale dudit mariage quoy que soit pour le moins impulsue de venir audit mariage sans aduiser à autre commodité: & par ainsi telle donation *ob causam*, exempte de ladite reuocation : & ce pour autant que bien que toutes ces considerations & autres en dependans puissent auoir quelque apparence, telles ou semblables donations, ce neantmoins interuiennēt plustost pour occasion dudit mariage que pour cause proprement d'iceluy, <sup>a</sup> & quant aux parens sçachans ou deuant sçauoir que telles & semblables donations voire quand seroient faictes par vn du tout estranger au nom de dot, auoient en soy ceste condition raisible de droit, si le donateur n'auoit enfans apres <sup>b</sup>, il y deuoient mieux auoir pensé en aduisant à ce qu'il pourroit aduenir

<sup>a</sup> l. *filios familias*. C. *familias*. h. *re. iii. l. si vero filios, de Monarchi. in not.*  
<sup>b</sup> la son *con. fil. 171.*



aduenir <sup>a</sup>, quelque chose que pour ce regard quelques-vns des Interpretes ayēt voulu dire ny alleguer au cōtraire <sup>b</sup>. Cōfutez par les autres fort pertinemment <sup>c</sup>: L'autre maxime, que telle & semblable reuocation se peut faire, & a lieu en enfans bastards & illegitimes, legitimez neantmoins par subsequnt, & suiuant mariage, encores que solemnisé à l'article de la mort d'un des conjoints, comme nous en aurios aussi amené les arrests portans preiugez certains, quāt à ce tant de nostre dite Cour de Parlement à Tholose, Paris, Bourdeaux, que grand Conseil és derniers temps; mesmes ledit Parlement de Paris, l'ayant iugé en purs & simples termes, en confirmant la sentence du Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenant. Par arrests du 29. Mars 1599. <sup>d</sup> Pour la couleur & l'opinion du mariage quant à faire les enfans legitimes, ayās mesme vertu, & les mesmes effectz que le iuste, vray & parfaict mariage <sup>e</sup>. Et encores tels & semblables enfans dictz & censez vrayemēt & proprement nais legitimes, *quantum ad effectus iuris*, iusques à pouuoir estre promeus sans aucune dispēce aux sacrez Ordres, Benefices, Eueschez <sup>f</sup>: Ce qu'estant presuppōsé pour la verité & assurance desdites maximes, nous confesserons librement que sans auoir veu ny entendu l'hypothese certaine du faict & arrest susdit de la ville sainte Croix, 1564. interuenu sur icelle, l'ayāt depuis trouué inseré & adiousté au susdit Recueil dudit feu Papō, que nous aurios amené & allegué ledit arrestés liures precedēs, pour la cōfirmatiō d'une & d'autre maximes susdites, sous l'assertiō & recit que monsieur Fernaud, duquel nous aurions fait mētion esdits liures, en auoit fait: ayant alsisté à la prononciation, cōme il dit qu'en auroit esté faite par monsieur le President du Faur, proche parent & predecesseur en l'estat que feu mōsieur du Faur, premier President, auoit, & tenoit auparauant: mais depuis estant tombé entre nos mains ledit Recueil nouuellement imprimé, y ayāt veu & leu ledit arrest, nous estans memoratifs de ce que nous

3 en aurions escrit auparauant en ce qui concernoit lesdictes maximes: Confesserons librement que nous n'aurions esté sans des mouuemēs & diuers discours en nous mesmes, pour n'entendre parfaictement ledit arrest, & fondemens d'iceluy, singulierement pour le rapport à la confirmation desdictes

a l. si quis lo-  
mā. §. si quis  
quaritur. D.  
locā.

b Socin. Cō-  
silio. 53. lo. 4.

c Par Tyracq.  
et de Ripa in  
d. l. si unquā.

d Inseré  
par l'Au-  
theur des-  
dites Nota-  
bles Que-  
stiōs, Que-  
stiō 30. où  
il amene  
les plaidez  
d'un costé  
& d'autre,  
& du sieur  
Marion,  
pour M. le  
Procureur  
general du  
Roy.

e D.D. in  
cap. 2. quod  
in dubiis  
penultima,  
qui filij sunt  
legitimi ex-  
tra, de Ripa  
in d. l. si un-  
quā Questio.  
Cap. Innoc.  
Ibi. Pa-  
norm. alij de  
elect. extra.  
de Ripa ibi  
supra.

a l. 2. § ad  
filiis quādo  
et quibus 4  
par. lib. 10.  
C.

b Sous  
mesme ti-  
tre de Do-  
nations, ar-  
rest 22.

maximes, cōme il auroit esté fait par ledit feu Fernād, person-  
nage si oculé & capablé en ces matieres, & tel qu'ayant assisté  
à la prononciatiō, nous ne nous pouuions persuader y auoir  
peu errer ny faillir, mesmes que par la teneur dudit arrest &  
instance y narrees par iceluy iugé, estoit & demeuroit verita-  
ble la confirmation par luy presuppōsee desdites maximes: le  
plus fort qui nous pressoit, c'estoit le doute mis en auant par  
l'auteur des Memoires dudit Arrest, concernant la reuoca-  
tion au moyen de ladite constitution faite par moitié, atten-  
du qu'il falloit necessairemēt qu'elle fut pour le tout, auquel  
aussi le donateur auoit cōclud, & s'estoit pourueu, ne le pou-  
uant autrement bonnement faire ladite constitutiō, portant  
nommément quant à la dispositiue de ladite reuocation par  
ces mots, *Totum quicquid*, comme qui diroit en François, tout  
ce quel que soit qui auroit esté donné, qui sont des paroles  
qui importēt, sans aucune diminution, comme celuy qui di-  
sant tout n'en tire ny distraict rien par les droicts à ce vulgai-  
res. <sup>a</sup> De telle façon que les lettres aux fins de ladite reuoca-  
tion impetrees par feu Claude, premier donataire interinees,  
& par ce moyen les donations par iceluy faites reuoquees, il  
ne pouuoit resister à la niepce *ex filia*, dudit feu Claude, que le  
legat de cent liures qu'il luy auoit laissé par son testament, ou  
bien en repudiation d'iceluy, la legitime, comme estant en-  
tree au lieu de sadiète mere, qu'au pis aller ne pouuoit estre  
que de neuf parties vne, de tous & chacuns les biens dudit  
feu Claude, les neuf faisant le tout, l'arrest quant à ce de la-  
dite Cour à Tholose, du 13. May 1528. y estat expres inseré,  
que feu Papon n'auroit oublié <sup>b</sup> inserer en sondit Recueil:  
& au lieu de ladite legitime luy en auoir adiugé la moitié, c'a  
esté bien loing d'auoir voulu preferer les masses, & postposer  
les filles comme est presuppōsé, parce que l'Auteur desdites  
Memoires apporte de ladite remonstrance pretenduë du feu  
sieur Presidēt, ayant pronōcé solennellement ledit arrest, le-  
quel à vray dire, & bien l'examiner, quelque chose qui soit  
contenu esdites Memoires, ne fut iamais fondé sur ladite re-  
uocation, au moyen de ladite constitution, quelque impetra-  
tion que ledit feu Claude premier donataire, second dona-  
teur susdict eust fait de son viuant, par ce que les donations

5

6

7 qu'il auoit faites, & de la reuocatiō desquelles estoit queitiō, l'vne estoit faite à sa fille, & l'autre apres le decés de sadite fille à ladite niepce, descēdant de ladite fille, & par son decés estant rentree en son lieu & degré: auquel cas telles donations de droict, par la naissance des enfans legitimes, par le suiuant mariage, & le masse d'iceux institué heritier par ledit feu Claude, habillitez & censez de mesmes que vrais legitimes & naturels, & cōme faites à la susdite fille audit Claude predecedé, ne pouuoient estre reuoquees, sinō que cōme inofficieuses, & iusques à la concurrēce des legitimes desdits enfans suruenus apres, à la cōputatiō desquelles ladite fille donataire viēdroit en cōpte, & feroit nōbre, & ce par les constitutions, & suiuant icelles de Diocletian & Maximian Empereurs à la marge cottez <sup>a</sup>, quelque Philosophie subtile pour le retrāchemēt plus grād, pour ce regard, que quelques vns sous couleur d'equité, ayēt voulu apporter & cōsiderer, & nonobstāt ce que conformément audit arrest, & lettres textuelles d'iceluy, quelques vns y pourroient apporter <sup>b</sup> du Iuriscōsulte, Paul en ses Responses, en ce qu'il auroit dit l'Empereur Alexādre auoir escrit en matiere de querelle d'inofficiosité de donations faites par l'ayeule à vn sien nepueu, *rationē deposcere, id quod donatū est, pro dimidia parte reuocari* <sup>c</sup>, pour autāt qu'en l'hypothese dōt y estoit questiō estoit differēt entre deux neueux, à l'vn desquels l'ayeule auroit tout dōné, & à l'autre riē: ou quoy que soit fort peu, & encores prudēment & sciēmēt, la raison pour ce moyē que le nepueu qui auoit à se plaindre cōtre l'autre par inofficiosité des donatiōs, au moyē desquelles ladite ayeulle auoit vuidé & euacué son patrimoine, deuoit obtenir à ces fins reuocation pour la moitié de ce qui auoit esté dōné, non pas du tout: mais de sa legitime en biens de l'ayeulle, qui estoit cōme les Empereurs, & à mesme subiet l'expliquēt ailleurs, *dimidiū quartē partis, quod ad excludēdā inofficiōse donationis querelā sufficere poterat*, & ainsi l'auroiēt prins & interpreté de la mesme constitution desdits Empereur, plusieurs des Interpretes anciē, entre autres *Aso & Paul de Castres* <sup>d</sup>, le confirmant par autres constitutions desdits Empereurs <sup>e</sup>, où parlās de la mere qui auroit fait à l'endroit d'vn sien fils, ce que ladite ayeule à l'endroit d'vn sien nepueu, & rescriuāt à l'autre frere qui se plai-

<sup>a</sup> si totus & l. si mater tua & l. si liquet C. de inofficio. dona.

<sup>b</sup> du Molin in d. l. si tota Papon amplement au premier tome des Notaires, sous le tit. des donations.

<sup>c</sup> Titia Scio §. Imperator. de leg. 2. ff.

<sup>d</sup> in d. l. §. Imperator. c. l. si liquet C. de inofficio. dona.

a Cozza lib.  
9. observat.  
tionu ca. 14.

b novell. 92.

c Harmeno  
pu. ex Julian.  
nouellaru e-  
pitomatore  
in scholio ad  
titulum de  
falcidia.

gnoit d'une telle inofficiosité, ils accordēt la querelle raison-  
nable, au moyen de laquelle, *quod donatum est pro ratione*  
*quarta ad instar inofficiosi testamenti conuicti, diminuetur* <sup>a</sup>, ce que  
des plus doctes modernes autoient confirmé & approuué,  
outre l'autorité de Symmache qu'ils alleguent, par autre  
nouvelle Cōstitution de Iustinian <sup>b</sup>, l'hypothese de laquelle  
ils amènent aussi d'un Auteur Grec, & un sommaire brief &  
elegant d'icelle, portant en substance, & ainsi paraphrasé, *ne*  
*in mensa quidem in aliquem ex liberis donatione collata, ceteris fratribus*  
*falcidiam minuit nisi fortè ingrati sint* <sup>c</sup>, ce que les deux Aduo-  
cats & autres parens & amis dudit Antoine, heritier dudit  
feu Claude, & du gendre d'iceluy, au nom que procedoit, es-  
quels ils auoient compromis leur different, auroient comme  
gousté, quand ne disant mot sur l'impetratiō dudit feu Clau-  
de, appartenant seulement à celuy qui auoit faict les dona-  
tiōs qu'il vouloit reuoker par la naissance des susdits enfans,  
lequel pour lors de telles & semblables donations n'en auroit  
point aucunes, tel qu'il n'estoit, ayant ladiete fille, femme de  
sondit gendre, en faueur de laquelle il auroit fait la premiere  
donatiō, & apres son decēs vne niepce d'icelle & dudit son gē-  
dre, auquel comme pere il auroit fait ladite secōde donation,  
lesquels susdits laissans ceste voye, & en voyant l'autre susdite  
que de droict par le decez dudit Claude pere ouuerte au pro-  
fit desdits enfans legitimez, ils auroient seulemēt adiugé au-  
dit demandeur sa legitime, retranchāt iusques-là par la voye  
d'inofficiosité lesdites donations dudit Claude, au profit seu-  
lement du fils masle, lequel estoit seul en l'instance, faisant  
par la mesme prejudgé pour sadite sœur, ayant mesme droict  
pour sa portion & cottité contingente, & laquelle lesdits ar-  
bitres n'auroiēt voulu definir, la reduisans à pension limitee  
rachetable, non tant pour eiter la fatigue d'un partage: car  
il en falloit tousiours venir là, que pour les difficultez, esquel-  
les vray semblablement ils se veirēt enuelopez pour la liqui-  
dation desdites legitimes, non tant pour la cottité qui estoit  
claire des deux neuuiesmes, les deux faisant le tout: mais sur  
quels biens, & comment: & encores demeurent-ils courts en  
ne faisant aucun droict audit masle demandeur, sur les biens  
à luy appartenans, au moyē de la donation premiere faite au-

dit Claude son pere de tous ses biens, à la charge qu'ils appartiendroient & seroient restituez au premier fils masle né dudit mariage, & n'en y ayant point au premier d'autre & second mariage dudit donateur, tel que ledit masle estoit pour la legitimation que dessus, enquoy faisant il estoit besoin de faire distinction & separation desdits biens donnez, qui estoient acquis & appartenoient au moyen de ladite charge audit fils masle, avec ceux dudit Claude pere, qui ne pouuoient venir, & moins estre compris en la susdite restitution, cōme la legitime dudit Claude fils vnique esdits biens qui reuenoit à vne troisieme, les trois faisant le tout d'iceux, & encores estoit besoin de distraire le dot tel qu'estoit deu & limité par la mesme donation aux filles, tant dudit premier que second mariage: & ce outre & part les frais funebres, payemēs de debtes & legats si point en y auoit, avec autres charges qui tomboient sur ledit masle fideicommissaire, sur laquelle legitime dudit feu Claude, & autres distractions qu'il eust cōuenu faire à son profit desdits biens donnez, les legitimes susdites venoient à estre adiugees, en imputant ce qui faisoit à imputer, comme vray-semblablement pourroient estre les dots susdits desdites filles, pour lesquelles difficultez & autres qui en pourroient resulter des actes du procez, les arbitres auroient saigné du nez, quand il auroit esté question de la liquidation de ladite legitime, la repletion de laquelle deuoit estre faite, *ex substantia patris*, & non en pensio viagere limitee & rachetable, comme ils auroient fait: dont ledit masle fils dudit feu Claude ayant releué appel en la Cour, conclud en iceluy & fourny de griefs, sur ce estant decedé, apres auoir fait testament, & par iceluy fait heritiere sa sœur legitime avec luy par subsequant mariage, icelledite sœur ayant repris le procez, la faueur des masses cessāt en sa personne, biē qu'en icelle les droicts acquis à son dit frere, & par luy recueillis, au moyē de ladite donatiō dudit feu Claude ayeul resolu irreuocablement, la Cour auroit procedé au iugemēt du procez, & sur iceluy donné l'arrest que dessus, par lequel iugeāt le procez elle n'auroit eu aucun esgard à l'impetration dudit feu Claude, laquelle elle auroit conuertie en impetration de querelle d'inofficio desdits enfans legitimes par ledit suyuant mariage, & fait droict



par mesme moyen sur la restitution des biens donnez par feu Claude Beras, ayeul audit feu Claude son fils vniue per de dits enfans, & en ce faisant iceux liquidez à ladite moytié au profit de ladite sœur appellant, toutes distractions faites, tant des biens dudit feu Claude pere, que dot limité au profit de la premiere fille dudit feu Claude premier donataire & autres distractions à faire pour ce regard en sa faueur, lesquelles faisoient tout le blot des biens dudit feu Claude premier susdit donataire retranchemēt qu'il appartenoit fait, à quoy ladite Cour pour obuier à plus grāds frais & inuolution de procez entre personnes si conjointes, & sans regarder au plus haut droit, mesmes cessant la faueur de masculinité que le susdit ayeul Claude auoit eu tant deuāt les yeux par le decez dudit malle, & d'ailleurs voyāt ladite niece de sa premiere fille beaucoup plus ou autant fauorable que son autre sœur, *ex cōcubina*, bien que par ledit subsequēt mariage fait quant à ce capable, n'auroit voulu regarder & exactement examiner l'affaire à la rigueur, pour finir & iuger la controuersē que dessus, ayant estimé meilleur, cōme le Iuriscōsulte auroit fait en quelque part, *per mediocritatem causam dirimere, sicq; ex aequo & bono mediū* 9  
*(ut dicitur)* seruire, non pas toutefois que pour cela les deux maximes, pour la preuue desquelles ledit Fernād auroit allegué ledit arrest, comme dessus est dit, n'en pussent estre tirees, la premiere d'icelles demeurant prejugee par plusieurs & diuers arrests, & à simili & tacito suffragio du susdit, & l'autre ouuertement & cōme expressément par iceluy, pour estre de besoin d'autant de capacitez & qualitez pour ceux qui viennent au retranchemēt par querelle d'inofficiosité cōtre les enfans mesmes du donateur, que ceux qui par leur naissance viennent à reuoker les donations excessiues, qui est tout ce que nous pouuons pour le present sur ce dessus auoir pensé, auisé & dit, en attendant plus amples & certaines memoires, s'il plaist à Dieu nous en donner moyen de les recouurer.

*a l. filio vel legat. soli. f. deie. Fernād. causa canea sur. ff.*

#### CHAP. LVIII.

1 La renonciation faite par les donateurs en faisant les donations, n'empesche les reuocatiōs d'icelles, par ladite suruenance d'enfans, quelque opinion que Monsieur Tira-

queau, suiuy de plusieurs & signalez personnages, ait essayé & voulu tenir.

- 2 Raisons principales pour la negative & autre opiniõ que dessus au profit & faueur telle quelle des enfans suruenãs.
- 3 En contèplation desquels est allegué vn preiugé du Senat de Milan, & encores d'autres pareils, & semblables preiugez, des deux principales & souueraines Cours de Frãce.



**P** V I s qu'ainsi est parce que nous auons discouru cy dessus, que telles & semblables donations faites par ceux qui n'ont point d'enfans pour lors d'icelles viennent apres à estre entieremēt reuoquees deslors de la naissance d'enfans ausdits donateurs, à ce que les biens dõnez retournãs & reuenus par ce moyen à iceux & en leurs mains, puissance & seigneurie, pour en disposer & faire à leurs plaisirs & volonteiz, tout ainsi qu'ils pouuoient faire auparavant lesdites donations, soit en faueur des premiers donataires ou d'autres tels qu'ils leur plaira, peut de là resulter<sup>a</sup> que l'object desdits enfans, par lequel lesdites donations sont reuoquees, ne contient aucune leur faueur & moins aucun droit acquis, sinon entant qu'à l'auenir & par esperance ils peuuent auoir plus grand ou moindre part esdits biens ainsi retournez à leur dit pere, que non pas auparavant, lesdites donations ayãs tenu & demeuré en leur effect & valeur, surquoy par ce qu'il y a vne reigle generale & vulgaire de droit portant qu'un chacun peut renoncer librement à ses droits, & à tous autres auantages qu'il espere luy pouuoir aduenir & cõpeter avec le tẽps<sup>b</sup>, principalement si telles renunciatiõs sont conceuës, specialemēt & par expres au benefice & remede dõr est question, touchāt ladite reuocation par suruenāce d'enfans, il sembleroit qu'au moyen d'une telle & speciale renõciation faite par les donateurs en faisant lesdites donatiõs, la reuocatiõ d'icelle par ladite suruenāce seroit & deuroit estre empeschee, tout ainsi que monsieur Tiraqueau apres plusieurs allegations d'un costé & d'autre à son accoustumee sembleroit s'en estre resolu<sup>c</sup>, parce principalement (dit-il) qu'autrement tous les escrits presque de tous les Interpretes sur ladite constitution de Constantin qu'ils disent estre fondee, in *verisimili*,

<sup>a</sup> Tiraquel.  
in d. l. si unquam super  
verb. dona-  
toris arbitrio  
num. 196.  
& super  
verb. reuer-  
tatur. num.  
187. 188.  
cum seq.

<sup>b</sup> l. si quis in  
conscriptendo  
C. de pact.

<sup>c</sup> in praes.  
d. l. si unquam  
num.  
96. & 97.

*aut non verisimili mente donantis, ad quam tanquam ad anchoram in omnibus dubijs omnes passim confugiunt, s'en iroit à-vau-l'eau, singulierement comme le mesme auteur auoit auparauant raisonné, que quand bien on pourroit pretendre quelque faueur des enfans esdites reuocatiōs que dessus, ainsi qu'il y en peut auoir quelques vns, comme dirons cy apres, ne pourroit toutefois venir en aucune consideration pour empescher l'effect de ladite renonciation speciale faite par le pere, pour par ce moyen faire que le pere ne pourroit donner, au preiudice des enfans à venir & à naistre, qui ne sont encores en nature, le pouuant toutefois au preiudice des enfans ja nez iusques à leurs legitimes, par ce que nous auons dit cy dessus, & d'en trouuer la raison s'il estoit ainsi, seroit fort difficile: mais encores plus absurde, pour ce que de là s'en pourroit ensuyure: ce neantmoins & bien que ledit sieur Tiraqueau ne soit seul en ceste opinion, ainçois suiuy de plusieurs & signalez personages, & par tel nombre que quelquesvns auroient pensé*

*a Soci. conf.*

*147. num.*

*17. lib. 1. Et*

*consil. 263.*

*num. 13. lib.*

*2. Et l'aso. in*

*d.l. si quis in*

*conseruando*

*Exco. 125.*

*col. 3. lib. 1.*

*Deci. in d.l.*

*si quis num.*

*14.*

*b Socy. in l.*

*Camanu*

*col. 19. §. de*

*cond. Et de*

*monstra. Al-*

*ciat. in l. pa-*

*sta qua con-*

*tra C. de*

*pa. Et.*

*c. Grat. conf.*

*50. num. 615*

*lib. 1. In l. ubi*

*Clarus lib.*

*4. in §. dona-*

*ti. quest. 22.*

*num. 4.*

ceste opinion estre commune <sup>a</sup>, l'autre & toutefois cōtraire opinion pour la negatiue n'a point defect de partisans & d'autorité iusques à tenir pour ce regard leur opinion commune, tellemēt qu'il y en a eu d'autres <sup>b</sup> qui auroient estimé ceste question estre telle, que disputee d'une & d'autre part, on ne sçauoit bonnement iuger pour la pluralité de ceux qui ont respectiuelement parlé, raisonné & disputé quelle desdites opinions puisse estre dite la plus commune: de telle sorte que telle & semblable dispute auroit besoin de constitution Imperiale, *cum hinc inde* (disent-ils) *sint infiniti* <sup>c</sup>: vient toutefois à considerer & comme balancer pour la negatiue & derniere opinion que ladite constitution, portant vne telle reuocation par la suruenance des enfans, dès le mouuement d'icelle ladite reuocation estre faite, & telle que ne peut estre empeschee par telles renonciations que dessus, tant speciales que l'on voudra, pour autant qu'on ne peut nier qu'il n'y ait de la faueur des enfans suruenans, & sans lesquels les reuocations que dessus, n'auroient esté ordonnees, quand ne seroit que pour ce tant peu soit-il qu'ils en peuēt amender ou l'un d'eux, s'ils sont plusieurs, & pour ne voir à leur grād mescontentement & ennuy le patrimoine ancien en mains estran-

geres

geres, au grand regret de leurs peres, qui vray-semblablement ne pensoient à eux pour lors deſdites donations; & par ainſi le ſeul miniſtere de leur naiſſance, à l'object de la ſuite naturelle & vray-ſemblable qui en peut aduenir, vient comme à rendre publique, ſinon principalement au moins quaſi en conſequence de la faueur deſdits enfans, qui fait que par autre maxime les peres donateurs ne peuuent effectuellement faire telles renunciations que deſſus, *eo quòd fauore alterius, nemo renunciare poteſt, in preiudicium alterius etiamſi is alter à renunciante*

3 *ius cauſam quæ habeat.* <sup>a</sup> Et pour ceſte opinion, & contre leſdites renunciations, comme plus equitable & droituriere auoir eſté iugé pluſieurs fois, attellent pluſieurs deſdits Interpretes: entre autres, *Iulius Clarus*, teſmoigne auoir eſté ainſi iugé au Senat de Milan <sup>b</sup>, allegué par ledit Charondas en ſeſdites Reſponſes, <sup>c</sup> qui diët auſſi en auoir eſté ainſi iugé es derniers temps, par Arreſt du Parlement de Paris, pour les enfans d'un nommé Seneschal, du 6. Mars 1563. Et nous pouuans auſſi attelter en auoir eſté de meſmes iugé pour les enfans d'un nommé Dabzon, ſur vne appellation iugée, venant du Seneschal du Puy, ou ſon Lieutenant; leſdits preiugez faiſans que la matiere miſe hors de doute pour ce regard, il n'eſt beſoin d'autre Conſtitution Imperiale, ny plus ample confirmation, les deux principales & ſouueraines Cours de Parlement de France l'ayant ainſi vuidé, diët & arreſté.

a Tiraque:  
au au lieu  
que deſſus.  
num. 90. qui  
cit. Accuſ.  
in l. inuictus  
ff. de regul.  
Iur. Barr.  
Bald. Et alios  
in l. penul. C.  
de pact. et l.  
quod de bo-  
nu. §. vl. ff.  
ad l. fal.  
b Iulius Cla-  
rus d. §. do-  
natio. queſt.  
22. num. 4.  
c Lib. 9.  
c. 19.

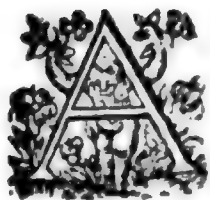
## CHAP. LIX.

- 1 Le pere donateur, bien qu'en ſon viuant, n'ait reuoqué la donation des enfans ſuruenans apres, la pourront reuoquer.
- 2 Arreſt de Paris, portant preiuge de ce deſſus allegué, avec un autre dudit Tholoſe, en un cas toutes fois, que le donateur s'eſtoit reſerué uſufructuaire des biens donnez.
- 3 Et ſans ceſte circonſtance, pour les raiſons & authori-

Y

tez y amenees, n'y auroit difficulté, qu'il n'en eust falu de mesme dire en donations faictes sans aucunes reservations, & le donataire mis en la possession reale, & actuelle des biens donnez.

- 4 Si par laps de si long temps, il suffit à prescrire legitime-  
ment, les donataires ne se trouuent fondez.



SVITE de ce dessus, & comme en dependant, si-  
non principalement au moins en consequence,  
vient à estre examinee la questiō, que ledit Cha-  
rondas auroit touchee, & fort biē à propos apres  
la susdite, à sçauoir si le pere donateur, n'ayāt de

son viuant reuoké ladicte donation, les enfans suruenans  
apres icelle la pourroient reuoker, *mortuo patre, nulla petitione  
vel declaratione facta*, & sembleroit ne pouuoir, pour autant  
que telle & semblable reuocation & declaration sur icelle,  
& pour dire en vn mot les droicts de repeter les choses don-  
nees au moyen de la suruenance desdits enfans sont person-  
nels, & par ainsi nō trāsitoires aux heritiers: <sup>a</sup> Singulieremēt  
que par ladite constitution ladite reuocation depend notoi-  
rement du bon plaisir & discretiō du donateur, qui s'en vont  
avec luy sans pailer aux heritiers, d'autant mesmes que telle  
reuocation semble estre faicte par la loy, sous ceste condi-  
tion, s'il plaist ainsi au donateur, qui faict que s'il decede auāt  
le declarer, il n'en peut estre faicte aucune transmission; Ce  
neantmoins nous soubserirons à l'opiniō dudit Charōdas, &  
dirons que telles & semblables raisōs, qui sont apportees par  
ceux qui auroient estimē lesdits enfans n'estre receuables à  
ladicte reuocation, recitees par des doctes personnages sur  
ladicte Constitution, <sup>c</sup> Pour autant que comme le mesme  
Charondas auroit voulu inferer de la decision de ladicte  
presente question, bien que quelquesfois principalement, *in  
mutuo, in quo contrahendo quod agitur, eadem sit vis expressi &  
taciti*, <sup>d</sup> En autres affaires toutesfois, & presque generalement  
*maior est vis expressi quā taciti, cum ea quę persusorie & tacito  
iure aguntur, non ita stringant, sicut alibi nominatim de pignore dici-*

<sup>a</sup> Bald. in l.  
x. c. de inof.  
donat. l. ason  
in Aut. ex  
causa C. de  
lib. pra.

<sup>b</sup> l. si legatū  
§. si volet. ff.  
de leg. 1.  
Fam. dubi-  
tari in fin. ff.  
de har. insti.

<sup>c</sup> Tiraq. et  
de Ripa.  
<sup>d</sup> l. cū quid.  
§. certum po-  
tatur ff.



eur<sup>a</sup>, 'ce' qu'estant ainsi, si la renonciation que dessus, expresse ne peut empescher la reuocation, à plus forte raison ne la pourra la taïsee<sup>1</sup>, quelque condition qu'on presuppõe en ladiete reuocation, qui est declaree ouuertement par ladiete constitution, au moyen de la suruenance desdicts enfans, *ipso iure*, qu'on appelle, trainant quant & soy par ce moyen l'exécution, d'où vient que la seigneurie & propriété des biens donnez, estant retournée dès l'instant de la naissance desdits enfans, audit pere donateur, comme trouuee en ses biens & heredité, vient à estre transmise à ses heritiers, ny plus ne moins que le supplément de legitime que la loy defere, *ipso iure transmittitur ad heredes etiam si filius in vita illud non petierit*, par les autoritez & autres raisons, qu'un Interprete signalé de droict apporte sur ladite constitution<sup>b</sup>, la condition par consequant taïsee que dessus, & toute autre declaration, toute telle qu'on puisse pretendre personnelle toutesfois, ayant tiré à soy l'exécution par la reuersion des biens donnez au donateur, pour en estre & demeurer perpetuel propriétaire, il n'est icy question de transmission du droict à declarer, ainçois plustost de la propriété & seigneurie qui estoient retournees au defunct donateur, & dont il estoit vestu & saisi au temps de son decez, ce que d'ailleurs peut estre confirmé, *ex eo quod licet protestatio extinguatur morte protestantis, nec ad eius heredes transeat*<sup>c</sup>, cela n'a point de lieu, toutesfois, *in protestatione que secum trahit executionem*; ainsi qu'auroit esté remarqué par aucuns personnages d'autorité<sup>d</sup>, ainsi que ledit sieur Tiraqueau rapporte sur ladite constitution<sup>e</sup>, & ainsi auoir esté iugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris, par arrest du 13. May 1559. auroit rapporté ledit Charondas<sup>f</sup> en sesdites Respõses, cõformement auquel nostredite Cour de Parlemēt à Tholose: en auroit ainsi iugé, entre certains habitans du pays de Velay, sur vne appellation, venant du Seneschal du Puy, au mois de Ianuier 1579. en vn cas toutesfois que le donateur s'estoit reserué fruituaire des biens donnez, & les auoit iouys & possedez, tant apres la donation, & auparauant la suruenance des enfans, qu'apres icelle, comme il faisoit auparauant, de telle façon que par son decez lesdicts enfans s'en trouuoient

<sup>a</sup> l. est differentia ff. in quib. caus. p. gno. vel hy. po. sac. cõtra.

<sup>b</sup> de Ripa quest. 42.

<sup>c</sup> l. non solū s. morte et ibi doct. ff. de non. ope. nunt.

<sup>d</sup> Bald. in ca. Curiana ex de elect. Auth. rub. in d. s. morte.

<sup>e</sup> super verbo reuertatur nō 301. f. lib. 9. tit. 12.

saïs, & estoient conuenus & defendeurs en l'instance contre le donataire, lequel auoit formé maintenue pour les biens donnez cõtre lesdits enfans, pour le donateur, leur pere, n'en auoir iamais fait plainte, reuocation, ny aucune doléance, & moins fait semblant d'aucune en vouloir faire, ce que non-obstant lesdits enfans furent declarez bien opposans à ladite maintenue, laquelle fut adiugée à leur profit, avec despens de l'appel, le Seneschal pour sa sentence ayant dit sans despens, 3  
tellement qu'il semble que ce soit vn cas pour ces circonstances iugeable, comme il a esté iugé, toutesfois pour les raisons & autoritez que dessus, n'y a difficulté qu'il n'en faille de mesme dire és donations qui auroient esté faites sans aucune reservation, & le donataire mis en la possession réelle & actuelle des biens dõnez, les droits de telles reuocations transmissibles aux heritiers, tout ainsi que dessus a esté dict, si par laps de si long temps qu'il suffit à auoir prescrit legitiment 4  
les donataires ne se pouuoient fonder sur telle prescription, au moyen de laquelle, la detemption des choses donnees eust assésuré les detempteurs & possesseurs d'icelles.

## CHAP. LX.

- 1 *L'Edict des meres n'auroit iamais esté publié en la Cour de Parlement à Tholose.*
- 2 *Si telle & semblable reuocatiõ que dessus, par la suruenãce d'enfans se fait & doit entendre avec toute cause, & en ce faisant les biens donnez, deschargez de toutes alienations, seruitudes, hypotheques, & autres charges qui pourroient auoir esté imposees, faites & créées par les donataires, puis les donations iusques à la naissance desdits enfans.*
- 3 *Quelques-uns auroient estimé que non, la maxime au contraire, s'entendant quand telles resolutions aduiendroient par cause antecedente & necessaire.*
- 4 *Mais autre chose quand la cause est suruenante, & vo-*

- lontaire, comme ils pensent estre ladite reuocation.
- 5 Qu'ils estendent au cas d'autre constitution portant rescission des ventes, au moyen de la deception d'outre moytié de iuste prix, si mieux les acheteurs n'ayment faire supplément d'iceluy.
  - 6 Et sur ce est apporté un grand tesmoignage d'Alberic sur la constitution de Constantin.
  - 7 Aucuns y auroient adiousté Tiraqueau, mais l'opinion d'iceluy se trouue toute contraire, à l'endroiect cotté avec ses raisons & authoritez, singulierement contre ce qui estoit dit dudit supplément, les fondemens quant à ce retorquer au contraire.
  - 8 Qu'auroit preualu, & ainsi ladite constitution pratiquée en France, par des raisons & authoritez amenees.
  - 9 L'Arrest de la Cour de Parlemēt de Paris de feu du Molin contre son frere examiné aux fins que dessus, pour la reservation y contenüe, la faueur du cas excepté, confirmant la reigle au contraire en cas non excepté.
  - 10 Arrest de la Cour de Parlemēt dudit Tholose, les biēs retournez au donateur par naissance d'enfans deschargez d'hypotheques & alienations à pacte de rachapt, imposees & faites par le donataire, apres ladite donation & auant la naissance des enfans.

**E**N mesmes matieres de donations, nous aurions ailleurs parlé des reuersions d'icelles aux donateurs, suruiuans aux donataires, & leurs enfans par le predecez d'iceux sans enfans, & aurions amené des Arrests de nostredite Cour à Tholose, par lesquels la reuersion auroit esté adiugée & declaree au profit desdits donateurs suruiuans, *cum omni causa*, & avec descharge de toutes obligations & hypotheques qui pourroient auoir esté faites & imposees par les donataires puis lesdites donations, au desceu

afous le tit.  
des succes-  
sions legi-  
times Ar-  
rest 23.

b l. lex ve-  
tigalis fun-  
do ff. de pi-  
gno.  
c d. l. lex ve-  
tigalis et l. si  
ex duobus §.  
si ff. de ind.  
addict. §. l.  
statius florus  
§. Cornelius  
felici de iur.  
fisc.  
d l. si res  
quib. mol.  
pign. vel hy-  
po. sol. l. in  
diem ff. de  
aq. plu. arc.

de leurs donateurs, & à mesmes fins y a autre & pareil arrest de la Cour, sur vne appellation du Seneschal du Puy ou son Lieutenant, du dixseptiesme d'April, mil cinq cens soixante quatre, qui a esté de nouveau inseré au Recueil dudit feu Papon <sup>a</sup> en la derniere & nouvelle edition avec la conference d'iceluy à autre, sur mesme subiect du Parlement de Paris, où nous renuoyons ceux qui en desireront voir & entendre d'avantage pour ce regard, apres avoir aduertty comme en passant les lecteurs, qu'en ce qu'il y est annoté, aux dernieres parolès de l'Arrest dudit Tholose, que l'Edit des meres n'estoit encôres publié, ains trois ou quatre ans apres, qu'il faut rapporter telle publication, non au Parlement de Tholose, auquel il ne fut jamais publié, comme nous semble avoir dit ailleurs, ainçois au Parlement de Paris, où depuis il est gardé & entretenu: mais reprenant nos erres dirons, que sur le fait de ladite constitution de Constantin, qu'il est & a esté reuoké en doubte, si telle & semblable reuersion par la mesme constitution ordonnee, au profit du donateur par la naissance des enfans à luy apres suruenans est faite, & se doit entendre comme la susdite, avec toute cause, & en ce faisant les biens donnez deschargez de toutes seruitudes, alienations, & hypotheques qui pourroient auoir esté imposees faites, & créées par les donataires, puis les donations à eux faites, iusques à la naissance desdits enfans, ce qu'aucuns n'auroient voulu, & soustenu ne se pouuoir de droit faire, pour autant que bien qu'il semblast que par la resolution du droit du bailleur & donateur, de mesme fut resolu le droit des preneurs & donataires <sup>b</sup>, cela s'entendoit toutesfois quand telles resolutions aduiendroient & s'en ensuyuroient par causes antecedente & necessaire, tout ainsi que le texte mesme, d'où communément ceste maxime est tiree semble le porter nommeement <sup>c</sup>: mais c'est autre chose quand la cause est suruenante & volontaire, dependant de la volonté du donateur, par les textes que communément à ce sont alleguez <sup>d</sup>, ainsi qu'il semble estre en ladite reuersion, laquelle auroit ceste condition s'il plaist au donateur d'accepter la reuersion & reuocation, qui au moyen d'icelle est

faite, parce que quelques-vns des Interpretes du Droit en ont escrit, qu'ils aussi estendent au cas d'autre constitution, par laquelle les ventes sont rescindées & annulées au moyen de la deception d'outre moitié du iuste prix, si mieux les acheteurs n'ayment faire supplément d'iceluy, car disent-ils par telle suppletion, qui despend de la volonté des acheteurs, la cause de la resolution de leurs droits est volontaire, & ne peut estre dite necessaire, les acheteurs ayant peu au  
5 moyen dudit supplément retenir les choses vendues, & par ainsi les vendeurs auxquels leldites choses parviennent à ceste occasion astraits necessairement aux charges, seruitudes & hypotheques que les acheteurs apres leur achapt auroient mises & imposees sur les biens vendus, desquels ils auroient esté saisis, faicts propriétaires & possesseurs, au moyen desdites ventes: il en est dict & decidé communément de mesmes quand les fiefs reuiennent aux Seigneurs, par vne resolution aduentice & non naturelle<sup>a</sup>, ou bien les biens  
roturiers mouuants de leur directe<sup>b</sup>, & s'il estoit autrement ils presupposent que ce seroit donner vne grande ouuer-  
ture aux fraudes & circonuentions, & ouurir comme vn  
moyen contre nature pour s'enrichir du bien d'autrui, sur-  
6 quoy quant à nostre question principale concernant ladite reuocation par la naissance d'enfans, le docte Chopin que nous auons souuent allegué apporte vn grand tesmoignage d'Alberic, quand il dit sur ladite constitution de Constantin la reuocation portee par icelle n'estre reculee & moins  
portee en arriere iusques au iour de la donation, au preiudice des creanciers & des hypotheques, depuis ladicte donation, iusques au iour de la naissance des enfans acquises,  
*quantumui enim resolutoria conditio ex eadem lege donationi sub-*  
*esse censeatur, cum ideo reducitur donatio ad non causam in antea cō-*  
*ut Albenco placuit & Tiraquello*, és lieux qu'il cite<sup>c</sup>, nous ne  
doutons pas que le susdit Albenc n'ait esté de ceste opinion,  
mais quant à monsieur Tiraqueau, nous trouuons son opi-  
7 nion tout au contraire, non pas és lieux nommément cotez par ledit Chopin, mais en autre endroiect de la mesme constitution, & mot qu'il auroit cotté nombre 130. il en allegue les

<sup>a</sup> cap. 1. §. Rursus qui-  
bus modus  
feud. amit.  
<sup>b</sup> Alex. conf.  
38. lib. 2.  
Bartol. Et  
alijs in d. l. in-  
dignum.  
Guid. Pap.  
quest. 575.  
Guill. Bened.  
de. inc. Ray.  
natus num.  
160. de test.

<sup>c</sup> in d. l. si  
unquam su-  
per verbo re-  
uertatur. nu.  
8. Et num.  
120.



raisons & autoritez, assez copieusement à son accoustumee, principalement qu'au moyen de ladite reuocation le droit du donateur estre resolu, par necessité & sans volonté à ce destinee, & par ainsi *ex facto donatoris non directo ad hoc ordinato*, auquel cas est tenu communément pour certain, *resoluto iure datoris, resoluti & ius acceptoris*, qui est rapporté aussi communément à ce qui auroit esté amené dessus au contraire, contre le vendeur, ayant recouru les biens, aux prix desquels il auoit esté deceu d'outre moitié de iuste prix, de l'acheteur qui n'auroit voulu supplier le iuste prix, ainsi que le Docteur Balde auroit décidé & resolu, suiuy par Alexandre en ses aditions <sup>a</sup>.

a in l. 2. de rescind. vendit.

b refert Et sequitur Bot. sicut, decis.

181. nu. 11.

c sur les Coustu. de Paris §. 12. num. 45.

d Tit. des donations Arrest 19.

e l. si quis fundum ff. de contr.

empt. l. nec si sari. in prin. ff. de per ex.

f l. si qui ita hereditatem ff. de cond. inst. l. qui absenti §. 1. Et ibi Bart. Et alij ff. de acq. poss.

g num. 178.

pour autant comme il dit, *potius debemus considerare, id quod est in natura actionis venditoris, que competit ad rem, quam illud quod est*

*in nuda facultate soluendi pretium* <sup>b</sup>, singulierement que telle resolution de contract de vente se fait par voye d'annulation,

*Ex causa de antiquo, cui res erat affecta ante pignus vel onus impositum*, par ainsi la reigle que dessus auroit lieu, cōme l'Aduocat

du Moulin prouue, raisonne & autorise fort bien <sup>c</sup>, ce qu'estant ainsi, & procedant és ventes ainsi que dessus annullees, à

plus forte raison aura lieu és donations reuoquees, par naissance d'enfans, qu'au moyen de ladite constitution de Constantin, sont reuoquees de soy sans autre mystere; aduenant

que le donateur ait enfans legitimes & naturels apres auoir donné, & ainsi ladite cōstitution pratiquee en Frâce, soit que

les donations soient faites de tous biens ou de moytié, quart ou tiers, soit en faueur de mariage ou autrement, ainsi que

par arrest de Paris auoir esté preiugé, auroit escrit feu Papon en son dit Recueil <sup>d</sup>, singulierement que telles & semblables

donations sont estimees & censees estre faites, *sub conditione si donans non suscepit liberos*, comme il est decis & dit communément par les Interpretes, sur ladite constitution, *ideo deficiente*

*re conditione, susceptis scilicet liberis, perinde est ac si nunquam fuisset donatum* <sup>e</sup>, *nec nisi existente conditione dominium transferri potuit* <sup>f</sup>,

singulierement que le defect de la cōdition tousiours regarde en arriere au temps de la disposition, par ainsi defaillant la

condition les choses dont estoit question viennent à rendre & restituer avec toute cause, tout ainsi qu'il est amplement

discouru par ledit sieur Tiraqueau és lieux que dessus <sup>g</sup>, tant

l'en

s'en faut qu'il ait esté d'opinion au contraire, & moins suiuy Alberic pour ce regard, qui nous fait pēser, que le liure dudit sieur Chopin a esté corrompu par l'Imprimeur, <sup>a</sup> ou que nous auons deuers nous diuers liures dudit sieur Tiraqueau: A quoy nous sommes confirmez par la suite du meſme liure dudit sieur Chopin, où apres auoir esté escrit, ledit sieur Tiraqueau suyure l'opinion dudit Alberic, il vient à dire qu'à ce ne fait empeschemēt, l'arrest vulgaire dudit du Molin contre son frere, du 12. Avril 1551. que nous auons icy dessus allegué, & est inseré audit Recueil de feu Papon <sup>b</sup>, par lequel la donation faicte par ledit du Molin, par la naissance apres interuenue d'enfans de son mariage, qu'il contracta apres ladite donation pour des occasions que depuis icelle, son donataire luy auoit donnees, de se repentir de telle liberalité, fut declaree reuouquee, bien que faite en faueur de mariage de sondit frere, sans preiudice du doüaire, & de le parfaire sur les biens donnez, à ce que les biens du donataire n'y pourroient satisfaire, car par ceste reseruation, laquelle toutesfois est faite en faueur du doüaire, & subsidiairement sur les biens dōnez pour la faueur & priuilege d'iceluy, est tel que de meſmes a esté octroyé es biens subjets à restitution, pour le dot & augment d'iceluy, contre ce qu'en autres choses est regulieremēt ordonné de droit, <sup>c</sup> par consequent audit arrest la faueur du cas excepté, confirmant la reigle au contraire, en cas non exceptez. Notamment que ledit frere donataire empeschoit ladicte reuocation, non seulement par ce qu'en contract de mariage elle auoit esté faicte: mais pource aussi qu'auparauāt ledit mariage, ledit donateur auoit publié qu'il vouloit faire ladite donation, & qu'il la feroit s'il trouuoit party à propos pour son frere qui estoit le donataire: ce qui auroit peu mouuoir la Cour, qui n'auroit eu esgard quant à ladite reuocation à ce qui estoit debatue au contraire pour empescher ladite reuocation notamment à ce faict, & pour des circonstances resultans du procès, faire ladite reseruation sans consequence: car autrement & prinſe generalement, tant s'en faut qu'elle fist empeschement à ce qu'Alberic en auroit voulu dire, & à suite de luy, comme estoit presupposé ledit sieur Tiraqueau; qu'au contraire il y venoit apporter vne confirmation, &

<sup>a</sup> lib. 3. de  
Dom. Frac.  
titre 12.  
num. 15.

<sup>b</sup> Sous le-  
dit tit. des  
donations,  
arrest 10.

<sup>c</sup> Auth. res  
qua. C. com.  
de leg.

serme declaration, au moyen de la susdicte reuocation par naissance d'enfans, les charges & hypotheques auparavant & depuis la donation imposees n'estre ostees ny purgees. Ce que mal-aisément & generalement pourroit passer, ainsi qu'il n'auroit pas faiet par ledit arrest du Parlement de Paris en nostre dite Cour à Tholose, en laquelle au rapport de feu monsieur Gilebert, en l'an 1579. en vne instance d'execution d'arrest, portant telle & semblable reuocation que dessus, par ar-<sup>10</sup>rest nous y opinans les biens retournez au donateur par naissance d'enfans qui cōsistoient en certaines pieces particulieres, furent deschargez des hypotheques & alienations à pacte de rachapt, faietes & imposees par le donataire apres ladite donation, & auant la naissance de sesdits enfans, qui estoit vingt ans apres ladite donatiō, ou enuiron, le donateur comme il estoit diēt en sollicitant, & en paroissoit partie au procès, s'estant apres & sur ses vieux ans remarié, voyant le donataire qui estoit son nepueu, *ex sorore*, dissiper & prodiguer non seulement lesdits biens donnez: mais les autres qui luy appartennoient d'ailleurs, & pour par ce moyen garder que les biens ainsi par luy à son dit nepueu donnez, sur lesquels il ne s'estoit rien reserué, ne vinssent entre mains estrangeres, le donataire à ceste occasion n'ayant moyen de s'en plaindre, parce que tout au commencement il deuoit penser à ce que pouuoit aduenir, ainsi que communement est dit par les Interpretes, en telle & semblable matiere. \*

a. In d. l. si  
unquā ex l.  
si quis Do-  
num. §. idem  
quest. ff. de  
casu.

CHAP. LXI.

- 1 L'appendice mis apres les arrests de Paris, en la nouvelle & derniere impression de feu Papon examine.
- 2 A quelles fins il y est parle de la loy des achapts & ventes pour ce regard.
- 3 Choses donnees pour remunerations des seruices trouuez & verifiez equipollans aux choses donnees, font que tant s'en faut que le titre emporte donation, qu'au contraire c'est une mutuelle recognoissance, exempte & hors des termes de ladite reuocation, & encores de reuocation pour ingratitude.
- 4 La resolutiõ des Interpretes du droict estendue iusques là, qu'une chose de soy reuocable, est faite en contemplation des merites, bien-faicts & seruices irreuocables, comment se doit & fait à temperer.
- 5 La donation surpassant les merites, repute gratuite, simple & propre liberalité.
- 6 Necessaire toutesfois de prouuer & verifier lesdicts merites, sans s'arrester à la mention d'iceux, soit generale ou particuliere, qui en puisse estre faite par la mesme donatiõ, qui ne peut releuer de rien, & pourquoy & comment.
- 7 L'Arrest de la Cour de Parlement de Bourdeaux ausdictes fins amené & examine.
- 8 L'erreur de ceux-là conuaincu qui viennent à interpreter ladite reuocation de ladite constitution de Constantin es donations remuneratoires n'auoir lieu en icelles, quand les merites recognus sont equiualents aux choses donnees, qui suffit pour estre de la qualite qu'ils ne sont point au dessous de la valeur de la moitié des choses donnees.

a sous led.  
tit. des do-  
nations, ar-  
rest 19.



A mention, & comme en passant que nous auons  
faict au chapitre precedent des arrests de la Cour  
de Parlement de Paris <sup>a</sup>, inferez par feu Papon en  
sondit Recueil, joint avec celuy de nostre dite Cour  
de Parlement à Tholose, de l'execution duquel nous venons  
tout maintenant de parler, par vn oncle donateur, contre vn  
nepueu donataire, nous fera icy ramenteuoir vn appendice  
mis apres lesdits arrests de Paris en ladite Nouvelle & dernie-  
re impression dudit feu Papon, en & sur les memoires de ceux  
qui par ce moyen l'auroient augmenté, y estât adiousté à sui-  
te, toutesfois donation d'oncle à nepueu, faite en faueur de  
mariage, comme à son heritier retenu au donateur l'vsufroi-  
sa vie durant, fut nonobstant la suruenance d'enfans confir-  
mee par arrest de la Cour, le 23. Ianuier 1582. plaidans pour  
les parties les Aduocats y nommez, en consideration du ma-  
riage, de la retention d'vsufroi-  
tions & seruices receus du donataire, auquel cas n'a lieu (car  
ainsi il est escrit) la loy secōde, *de rescindenda vendit. C.* ny la loy  
*si vnquam*: nous ne pouuons bonnement conceuoir à quelles  
fins il y est parlé de la loy des achapts & vêtes pour ce regard,  
pour la comparer & ioindre au fait dont estoit questio, sinon  
pour taisément auoir voulu représenter que bien que ventes  
apparemment simulees pour donner à couuert, soient subie-  
ctes à ladite reuocation, par naissance d'enfans, & ce quand le  
vendeur a volonté & intention de donner, & le fait par for-  
me de vente, autrement s'il auoit intention de vendre & se  
deceuoir au prix, ce seroit autre chose, & que de mesmes au-  
roit esté au susdit arrest, en la donatiō susdite, chargee de cau-  
ses raisonnables & remuneratoires reputees, titre onereux &  
vente plustost que donation, par ainsi non subiect à telle re-  
uocation, suiuant ce que Balde en auroit dit sur la mesme con-  
stitution: car quant au demeurant, concernant la faueur de  
mariage, & ladite retention d'vsufroi-, l'vn & premier a esté  
tellement prejugé, ainsi que nous auons es liures precedens  
touché, qu'il semble que ce n'est que battre les vents en l'air,  
que d'en plus douter & disputer, & quant à l'autre & second  
touchant ladite retētion, les plus clairs voyans donnans bien  
pres dedans, verront que par la vendication permise des biens



donnez deslors de la naissance desdits enfans, sans autre mystere ny solemnité audit donateur, & autres particularitez pour ce regard en cet endroit, remarquer par ceux qui en ont traité par escrit, tant s'en faut que telle & semblable retention puisse empescher ladite reuocation, qu'elle semble y ayder, & à ce la pousser & aduancer, reste le troisiemes qui regarde les remunerations & seruices dudit donataire, qu'il auroit fait, si tels auoient esté trouuez & verifiez, qui fussent equipolents aux choses donnees, que ce n'auroit esté proprement donation, pour estre sujette à ladite reuocation: mais

- 3 seulement remuneration & vne mutuelle recognoissance <sup>a</sup>, <sup>a</sup> l. hoc iure §. ab eo scribit Et §. penult. Et final. ff. de Dona,
- exépt & hors des termes de ladite reuocatiō & encores d'autre, qui est presque generale & vniuerselle, en matiere de donatiōs & liberalitez, qui est le chef d'ingratitude du donataire enuers le donateur, ainsi qu'il est communémēt pris & tiré de ce que le Iurisconsulte Paul en auroit dit en quelque part en ces termes <sup>b</sup>, *si quis aliquem à latrunculis vel hostibus eripuit, & aliquid pro eo ab ipso accipiat, hac donatio irreuocabilis est, si tamen donatio & non merces eximij laboris appellanda est, quod contemplatione salutis certo modo extimari non placuit*, car ainsi y falloit lire du mesme Paul <sup>c</sup> les lieux duquel Triboniā auroit voulu à sa guise radoubier & racoustrer cōme le D. Cujas auroit fort bien à son accoustumee en vray Iuriscōsulte Romain remarqué: ce qui paroist non seulement en la clause que dessus: mais en ce qu'il y est dit, tel donateur n'estre prohibé donner, *in infinitum*, à tel & semblable donataire que dessus, dont resulte que par nos Interpretes du droit, estāt tiree de là vne resolutiō qu'ils estendent & appliquent fort auant: à sçauoir, qu'une chose de foy reuocable est faite en contēplation des merites, bienfaits & seruices irreuocables, se deuoit temperer & limiter hors l'hipothese de ce qui est amené dudit Paul, à la mesure desdits merites & bienfaits, à proportion desquels ladite reuocation sera reiglee, comme nous auons dit ailleurs <sup>d</sup>, & amené vn ar-
- 4 rest sur ce, de la Cour de Parlemēt de Bordeaux, cōtre la feüe Dame de Lustrac, d'autāt qu'és propres termes dudit Paul la reuocation ne se peut faire à aucune mesure, pour les donations en telle & semblable contemplation faites, ne pouuoir estre dites ou cēsees en aucune façon immēses ou excessiues,

<sup>a</sup> l. hoc iure §. ab eo scribit Et §. penult. Et final. ff. de Dona,

<sup>b</sup> l. si Para §. fin. ff. eod.

<sup>c</sup> Iulius Paulus lib. 3. sententiar. cap. 11. in fin.

<sup>d</sup> lib. 4. c. 12.

pour la recompence en estre inestimable, autrement l'estant a esté estimé cōmunément & trouué raisonnable d'en faire la reuocatiō, à mesure de ce qui excedoit les merites, & laisser le surplus aux donataires, la donation surpassant lesdits merites estant reputez gratuite, simple, & propre liberalité, estat toutefois necessaire de prouuer & verifier lesdits merites pertinemment, & tant qu'il doit & puisse suffire, sans autrement pour cela s'arrester tout court à la mention des merites, soit generale ou particuliere, qui en puisse estre faicte par la mesme donation, qui ne peut releuer de rien : attendu que telle reuocation ou irreuocabilité vient à estre iugee par la grandeur, qualité, & efficace de sesdits merites & bienfaits, qui ne se peuuent cognoistre par telles & semblables mentions & clauses generales, qui se font plustost par vn stile commun des Notaires, & pour donner couleur aux donations, & faire honneur aux donataires que pour la verité : dont appert la Coustume des Notaires n'estre considerable seule sans preuue particuliere, laquelle toutesfois au moyen de la generale expression desdits merites, ne deura estre tant exactement requise, comme s'il n'en estoit du tout faite aucune mention : mais deura suffire vne preuue conjecturale vray-semblable presomptiue, & approchant de vraye & pleine preuue, ainsi que ladite Cour de Parlement de Bordeaux auroit fait par ledit arrest au procez, sur lequel il seroit interuenu apparroissant par actes & autrement, n'estant nié par ladiète de Lustrac, la Damoysselle sa Chambriere l'auoir seruiue par l'espace de quatorze ans continuels avec son mary, qu'elle mesme auoit marié avecq'-elle, pour lesquels seruices, pendant & durant ledict temps ladiète Cour auroit taxee & reduicte la donation & constitution de dot, qu'elle leur auroit fait, en contemplation & faueur des seruices que ladiète donataire luy auroit faicts, de la somme de six mille liures, à la somme de quatre mille liures, auxquelles elle auroit iugé vray-semblablement & probablement lesdits seruices, la donation comme pure & gratuite reuouquee, pareillement, & de mesme faut presumer, & encores *presumptione iuris & de iure*, que ladiète Cour de Parlement de

Paris auroit fait audict arrest dudit vingt-quatriesme Ian-  
 uier, mil cinq cens quatre-vingts deux, nouvellement adiou-  
 sté audict Recueil: s'il est ainsi qu'il ayt esté tel & non reue-  
 stu d'autres circonstances, & en ce faisant ayant trouué, en-  
 tant que pouuoit appartenir à sa religion & conscience, les  
 merites du donataire excédans ou equipolans pour le moins  
 aux choses donnees, confirmé ladicte donation en faueur  
 dudit nepueu, ou à mieux dire declaree n'estre subiecte  
 ny comprinse à la susdicte constitution dudit Constan-  
 tin; qui est entierement conforme au susdict Arrest dudit  
 Parlement de Bordeaux, & à ce que nous en auons dict,  
 allegué, & amené cy dessus, tant s'en faut que comme con-  
 traire puisse auoir esté amené ne remarqué: nous n'auons  
 toutesfois voulu oublier icy, pour suppleer à ce que nous  
 pourrions auoir omis, és liures precedents, où nous au-  
 rions premierement & principalement parlé dudit Ar-  
 rest du Parlement de Bordeaux, que par iceluy ladicte Cour  
 de la somme de six mille liures, donnee & constituee en dot,  
 auroit trouué bon retrancher deux mille liures, lesquel-  
 les elle auroit iugé excéder les merites & seruices de la do-  
 nataresse, qui n'auroit esté que par quatorze ans conti-  
 nuels, moderant & reduisant chacun an, les salaires des-  
 dicts seruices, à cent moins quelques escus ou enuiron, &  
 fort iustement, attendu la qualité de la donatrice, Dame  
 d'honneur, vesue d'un feu Marechal de France, & rema-  
 rree avec le feu sieur de Caumont, Seigneur aussi grand, ri-  
 che & puissant, pour lesquelles qualitez, tel & semblable  
 salaire appartenoit & estoit propre à la liberalité & cou-  
 stume d'une telle Dame, qui doiuent estre beaucoup plus  
 grandes & amples, que d'une autre priuee & plus pauvre,  
 joint mesme que le mary qu'elle luy auoit donné, & le-  
 quel estoit en l'instance, l'auoit serui fidellement un long  
 temps de maistre d'hostel, & la Damoysele qui l'auoit es-  
 pousé à la poursuite & traite que ladite de Lustrac en auoit  
 fait, de femme de Chambre par l'espace de quatorze ans que  
 dessus, qui faisoit qu'estant question de sçauoir & exami-  
 ner la valeur des merites, *lata debet fieri interpretatio*, com-  
 me des champs les plus fertiles, qui rendent beaucoup plus

a Cic. lib. 1. officior. A-  
 lexand. ex  
 Guill. de Cu-  
 ga. in l. 3. in  
 princ. ff.  
 quod quisq.  
 iur.  
 b. Tiraquel.  
 in d. l. si un-  
 quam super  
 v. b. dona-  
 tione largi-  
 tus num. 86.  
 El num. 123  
 ex glos. in  
 can. re vera  
 in princip. su-  
 per verbo  
 mortui sunt  
 de consecra-  
 tione dist. 2.  
 c. Aristo. lib.  
 Ethic. 2. cap.  
 9. & lib. 4.  
 cap. 15.  
 d. in Auth.  
 praterea C.  
 vnd. vir. &  
 vxor.  
 e. in Episto.  
 Hieronis ad  
 Leand.  
 f. Bald. in  
 Auth. ex te-  
 stamento C.  
 de Collatio-  
 nib. fal. de  
 monte Sabi-  
 ne in tract.  
 de empt. &  
 vendit. in 8.  
 quest. in prin-  
 cipio num. 9.  
 versic. 2.  
 quero.  
 g. Dm. Ti-  
 raquel. in d.  
 l. si unquam  
 super verb.  
 predicto.  
 num. 181.  
 h. lafon in l. ex hoc iure ff. de iusti. & iur. Et in Auth. unde si parens & in l. si donatione C. de collationib.  
 Idem & post eum Philip. Decius C. de pactis.

qu'ils n'ont prins & n'a esté en iceux ensemencé <sup>a</sup>, & d'avan-  
 tage, il n'auroit esté besoin d'un examen si rigoureux & exa-  
 cte pour ladite valeur des merites, ores que ladite Cour y eust  
 un peu adiousté à icelle, eu esgard à ce que le donateur pou-  
 uoit & deuoit pour sa qualité faire, & d'ailleurs pour un petit,  
 ne plus ne moins, comme dit le proverbe <sup>b</sup>, pour autant que,  
*qui de medio parum deflectit, non illud reliquisse videtur*, & ne fait  
 en cela par l'autorité du philosophe à reprendre <sup>c</sup>, d'où est  
 venu qu'en nostre droit souuēt, peu & rien sont faits esgaux  
 & pareils, quelque chose que ceste amoureuse escriuant à son  
 seruiteur, <sup>d</sup> pour seruir à ses allechâtes fantasies ait peu escrire  
 ailleurs en ces mots <sup>e</sup>, *exiguum sed plus quam nihil, illud erit*, ladite  
 Cour aussi auroit preiugé par ledit arrest, de combien se sont  
 trompez ceux des Interpretes de nostre Droit, lesquels au-  
 roient osé escrire ouuertemēt, la constitution des Empereurs  
 pour la rescision des ventes, pour la lesion d'outre moytié de  
 iuste prix auoir lieu, & proceder és donations remuneratoi-  
 res <sup>f</sup>, & encores plus ceux qui les ayans suyuis, le viennēt à in-  
 terpreter & declarer, parlāt de ladite reuocation par naissan-  
 ce d'enfans, qui n'auroit lieu és donations remuneratoires,  
 les merites par icelles recogneus, estans equiualent aux cho-  
 ses donnees, *quod ad hoc ut merita vel seruitia dicantur equialētia*  
*rei donatę, sufficit quod non sint infra dimidium ipsius rei donatę, iuxta*  
*constitutionem predictam* <sup>g</sup>, ce qu'à bon droit d'autres auroient  
 repris, tenans asseurément, comme la verité est telle, *id cense-*  
*re ac esse gratuitum, quod excedit meritum & precium* <sup>h</sup>, & cela sem-  
 ble auoir voulu entendre outre ce que dessus a esté dict, l'au-  
 theur dudit appendice, contenāt l'Arrest que dessus adiousté  
 quand ayans parlé des remunerations & seruices du donatai-  
 re, il vient à dire audit cas n'y auoir lieu de ladite loy secōde,  
 comme quasi s'il vouloit dire, qu'au susdit arrest qu'il rappor-  
 te pour le neveu donataire, contre l'oncle donateur, la que-  
 stion y auoir esté determinee & preiugée, ne receuāt comme  
 nous semble aucune difficulté, pour n'y auoir proportiō au-  
 cune du prix d'outre moitié, pour rescindervnevete, ou pour  
 le moins faire faire supplēmēt du iuste prix d'icelle, avec des  
 biens

donnez par vn acte de liberalité, & separation d'iceux pour  
 ſçauoir que vient en icelle, des bons deuoirs & merites du  
 donataire, avec l'outre-plus s'il y en a, qui parfaissant la dona-  
 tion & liberalité, pour eſtre proprement dictes & cenſées tel-  
 les, laiſſe le ſurplus en titre d'aquict, payement & deſcharge,  
 ou pluſtoſt de permutation & eſchange; la vente eſt faiſte  
 par neceſſité & par ladite Conſtitution, le prix d'icelle trop  
 exceſſif reduict à vne equalité, ou bien l'achepteur n'y voulât  
 entendre à vn non eſtre aux fins que contre tout droict l'a-  
 cheteur ne s'enrichiſſe ſi exceſſiuement du bien d'autrui.  
 Or la donation eſt vn acte hors deſdicts termes, nul es ne-  
 ceſſitez eſtât dit ou cenſé liberal, & par conſequent en icelle,  
 ſonger ou preſuppoſer ſupplément aucun, ſeroit non ſeule-  
 ment vne choſe abſurde mais de toutes parts ridicule, il y eſt  
 ſeulement queſtion d'vne quali detraictiō de la valeur des me-  
 rites & bienfaicts, & pour tirer du principal des biens donnez  
 en iceux & iuſques a concurrence; les Conſtitutions parlants  
 des donations, tout ainſi que celle dudit Conſtantin, eſtre  
 pratiquées & entretenues, ou bien quand telles & ſemblables  
 detractions viendront à valoir, & monter autant que le prin-  
 cipal eſpuisant par ce moyen iceluy mis pour contrepoix aus-  
 dits merites & ſeruices, eſtre dit & iugé, n'y auoir rien de don-  
 né, & par conſequent ſubject ausdites Conſtitutions, parlant  
 des donations où elles ne ſont point, parce qu'amplement eſt  
 traicté par les interpretes ſur ladite Cōſtitutiō<sup>a</sup> de Conſtātin.

*a Per Tyra-  
 quel, de Ripa  
 & alios.*

## CHAP. LXII.

- 1 *Pour 'le grand droict qui eſtoit gardé en ladite Cour de  
 Parlement à Paris ſans frayeur d'aucune perſonne, nō  
 ſeulement les Chreſtiēs, mais auſſi les Sarraſins y ſeroiēt  
 venus receuoir iugement aucunes fois.*
- 2 *Nefaut trouuer eſtrange ſi les Cours Souueraines de  
 France iugent par fois par equité, cōtre les eſtroites paro-  
 les des loix & ordōnāces, meſmes tout ainſi que la Cour  
 de Paris auroit fait, pour la deliurance du pere priſon-*

AA



nier qui n'auoit moyen de payer, ayant ordonné que les biens maternels des enfans, combié qu'ils fussent encores mineurs, seroient vendus.

3 A suite est admené vn autre arrest, de pareille rondeur & integrité de ladite Cour à Tholose.



E seigneur Charondas duquel nous aurions fait mention souuent, homme fort docte & laborieux, apres auoir loüangé la Cour de Parlement de Paris, comme elle est digne, & merite, n'ayât oublié au discours qu'il fait sommairement d'icelle, la remonstrance faicte en l'assemblée des trois Estats tenus par le Roy Charles V I. l'an 1412. portant entre autres choses pour ce regard que pour le grand nom du droit qui estoit gardé en ladite Cour sans faueur d'aucune personne non seulement les Chrestiens mais aussi les Sarrafins y seroient venus receuoir iugement, aucunes fois, <sup>a</sup> vient apres à dire & soustenir ledict Parlement iuger en souueraineté, & au lieu du Roy duquel il represente l'autorité en l'administration de la Iustice : <sup>b</sup> Tellement que comme il dit ailleurs tout ainsi que Triphonian decide vne

<sup>a</sup> Enguar. De  
mestreles. lib.  
I. c. 99.  
<sup>b</sup> Charondas  
liu. 4. de ses  
Responces.  
<sup>c</sup> Ledit Cha  
rondas en ses  
Pâdes li.  
<sup>d</sup> del'equité  
d l. licet de re  
cept. arbi. l. si  
ubi pecuniam  
in fi. si cor. pe-  
ta. l. quod si E  
phesi. §. si. ff.  
quod cersolo-  
ca. l. ar si quis.  
§. l. udx. ff.  
de relig. cu. si-  
mili.

belle question du depost par les circonstances de l'equité; & que nous lisons souuent que les Magistrats ou Iuges regardent à l'equité moderent la iurisdiction, combien que le terme de la loy ou de l'Edit ne l'endurent, qu'il est meue de l'equité & autres semblables sentences, <sup>d</sup> qui se trouuent par tout esparfes emmy nostre droit, ne faut par ce trouuer estrange si les Cours souueraines de France iugent par fois par equité contre les estroictes paroles des loix & ordonances mesmes, & que partant ne se faut estonner si nous voyons souuent des Arrests procedants plustost d'vne equité que subtilité de Droit, comme là mesme dict en sesdictes Responces en auoir obserué vn notable & plein d'humanité naturelle, par lequel auroit esté iugé prononçant Monsieur de Thou premier President, que pour la deliurance du pere prisonnier qui n'auoit moyen de payer les biens maternels des enfans combien qu'ils feussent encores mineurs, seroient vendus du

3 Second iour d'Auril mil cinq cens septante & vn, confor-  
mément auquel, & par mesmes causes & raisons pour les-  
quelles on se pourroit estendre fort auant pour la confir-  
mation & soustenement dudit arrest, cest autre de nostre-  
dict Cour à Tholose pourroit estre amené représenté &  
louangé avec l'intégrité & rondeur de ceste compagnie  
souueraine d'où il procede, & par lequel comme ainsi fust  
que Claude Alguier gentil'homme prisonnier detenu en  
la Conciergerie pour ses debtes eust présenté requeste con-  
tre Pierre son fils à ce qu'il luy fust permis exposer en ven-  
te des biens par luy donnez au contract de son mariage au  
premier fils qui en descendroit tel qu'auroit esté ledit Pierre  
lequel au contraire auroit fait remontrer que attendu la do-  
nation à luy faite audit contract de mariage sondit pere ne  
faisoit à recevoir, ladite Cour, nonobstant toute instance  
au contraire, par arrest donné en audience donna la permis-  
sion requise de ladite vente audit pere pour payer ses debtes,  
& iusques à concurrence d'iceux, ce qui est plein de toute e-  
quité comme dessus a esté dit mesme quand l'alienation est  
faite pour payer amede pecuniaire ou autrement se racheter  
de prison & eiter la punition d'un delict, & comme quasi se  
racheter d'iceuy ainsi que par ladite Cour audit Tholose au-  
roit esté preiugé la veille de Noël 1549. *cum pluribus hinc inde*  
*ut fieri solet docte citatis*, tout ainsi que le feu Docteur Regent  
Fernand quelque part rapporte, allegue & raisonne en pas-  
sant<sup>a</sup>, à quoy & aux susdits arrests precedents peut estre ad-  
ioustee la puissance des peres sur les biens & facultez de leurs  
enfants, outre celle de la vie telle que nos anciens Gaulois  
comme les Romains auoient sur eux, dont est faite mention  
ailleurs<sup>b</sup> iusques à faire cesser & estimer que l'insistace & em-  
peschement du fils estoit vne vraye & pure ingratitude, pour  
laquelle & autre iuste & semblable cause les choses inaliena-  
bles de soy viennent à estre alienables, tout ainsi qu'il est dit  
ailleurs des choses subiectes à restitution par fideicommiss *pro*  
*dote, pro donatione, propter nuptias*<sup>c</sup>, & encores & que plus sèble-  
roit presser par ce qu'à la susdite hypothese du susdict qui de-  
mâdoit ladite permission iugee par ledit arrest, il ne pouuoit

<sup>a</sup> in 7. cap.  
preludiorum.  
Titulo. ad  
filijs nat. ex  
matri. de  
morgan.  
contract.  
<sup>b</sup> in l. Im-  
perator. in  
fi. ff. ad Tre-  
bell. Plato  
lib. 4. de la-  
gi. Valer.  
Maxi. lib.  
5. ca. 4.  
<sup>c</sup> Authen.  
res que C.  
comm. de  
legat. Ca-  
stren. in l.  
mulier. §.  
cum propo-  
neretur ff.  
ad Trebell.

sortir de prison sans recourir à la miserable cession de biens qui luy eust importé de son honneur à sa qualité mesmes de gentilhomme, laquelle comme le salut de son ame en l'autre monde, vient à preferer à toutes choses en cestuy transitoire, nous aurions trouué le dit arrest recité en passant par feu monsieur Malard en ses dites memoires qu'il nous a semblé bon n'oublier icy & le paraphraiser de la sorte.

---

CHAP. LXIII.

- 1 *La confirmation entiere & dernière des donations, gist és insinuations d'icelles, à faire suiuant les ordonnances.*
- 2 *Paroles de l'ordonnance importans Decret irritant qu'on appelle & comment.*
- 3 *Les donateurs ne pouuoir cōtreuenir à leurs faits, & à iceux mesmes leurs heritiers estre precisement tenus cōment s'entend & procede.*
- 4 *Le legataire ou autre ayant à choisir quelque chose, par le choix qu'il en aura fait une fois consommé perdre son droit d'eslection se doit entendre quand l'eslection est bonne & valable.*
- 5 *Par ainsi l'affirmatiue tenue par les trois premieres Châmbres d'Enquestes à Paris, autre doute que la grand Châmbre yauroit tousiours fait dignemēt louage, & iustemēt.*
- 6 *Les insinuations introduites principalement en hayne de ceux qui taschent empieter, par donations couuertes & clandestines.*
- 7 *Serment plustost apposé par le stile des Notaires, que de la volōté des parties, ne pouuant apporter au principal autre chose que le suiure & accōpagner, avec son entiere ruyne, le seul fait principal vient à estre examiné, & est considerable.*



En la reuocation des donations nous allons maintenant à la confirmation entiere & derniere d'icelles, laquelle gist és insinuations qu'il est besoin estre faites desdites donations par nos ordonnances Royaux, natammēt par celles de Moulins, lesquelles auroient prescrit & limité le temps d'icelles, sçauoir de quatre mois pour le regard des biens & personnes qui sont dans le Royaume, & de six pour ceux qui sont hors le Royaume, à compter du iour & datte d'icelles donations, & ce au greffe des sieges Royaux ordinaires de l'assiete des choses donnees & de la demeurance des parties *ut olim apud magistros census*, autrement & à faute de l'insinuation seront & demeureront les donations nulles & de nul effect & valeur tant pour le regard du creancier<sup>2</sup> que de l'heritier du donnant qui sont les paroles importants decret irritant qu'on appelle, & par lequel toute interpretation qui pourroit y estre apportee pour empescher les heritiers seuls & de leurs chefs sans autre concurrence de creanciers, aller debatre par faute d'insinuation non plus que les donateurs qui ne peuuent cōtreuenir à leurs faits & desquels apres leurs decez leurs heritiers de mesmes sont tenus adstrains & liez, c'est autant de glosier ladiete ordonnance d'une glose d'Orleans qui gaste & corrompt le texte quelques arrests que on en puisse alleguer & amener au contraire<sup>a</sup> de laquelle sōt exempts d'autres arrests, par lesquels il auroit esté iugé pour le regard du donateur qu'il pourroit exciper du defect d'insinuation contre son donataire mesmes, dont en est faite mention d'un du 20. Avril 1575. par le premier appendice adiousté desdites memoires au susdit recueil dudit feu Papon<sup>b</sup>, & par autre & second appendice à autre arrest dudit mesme recueil<sup>c</sup>, plus par consequent à suiure comme fondez sur la loy viue de nosdites ordonnances que ceux qu'au contraire contre ledit donateur se trouuent alleguez & amenez en ieu par des plus doctes en quelque part<sup>d</sup> la raison mesme que par iceux estant alleguee pour fondement, que les donateurs ne peuuent contreuenir à leurs faits & qu'à iceux mesmes leurs<sup>3</sup> heritiers sont precisément tenus ne pouuant proceder & auoir lieu quand lesdits faits tant s'en faut qu'ils soient tels que pour defect des formes & solemnitez precisément requises

<sup>a</sup> Charondas liu. 4. en sc'di. respōses chap. 5. & liur. 8. chap. 62.

<sup>b</sup> sous led. titre des donatiōs. Arrest 28. art. 28.

<sup>d</sup> Charō d. sur les coustum. d'Anjou liu. 3. ch. 1. tit. 4. art. 10. cha. 2. tit. 4. al. 11.

a. Argen. in  
cōment aris  
Britan. mul.  
de donat.

b l. non pu-  
rait. §. non  
quæsi ff. de  
bono. poss.  
cour. tab.

1. apud  
Ausi. l. iij.  
ff. de op. li-  
gata.

d l. 2. 3. 4.  
ff. eodem.

c sous led.  
Arrest 25.

sont reduits à non faits & par mesme moyen imparfaits, tout  
ainsique sont lesdites donations sans lesdites insinuations pour-  
suiuies, & faictes comme il est porté & ordonné par lesdictes  
ordonnances que sont de viues loix en France, lesquelles, à  
*publico iure causas quasdam insinuationis ducunt, quibus cū ob id re-*  
*nunciari nequeat, nec priuato rum pactis subijcitur à legibus inducta*  
*regijs pro forma substantiali insinuatio que date esse rei, & qua con-*  
*pta necesse est actum desicere,*<sup>a</sup> & à ce propos disoit, le Iuriconsulte  
ailleurs, que toute exheredation ne repoussoit pas vn fils à  
*contra tabulas bonorum possessione, sed que rite facta erat, id est solē-*  
*niter*<sup>b</sup>, ainsi que l'expose Acurse là mesme, l'exception y estât  
patente du droit & par laquelle l'autorité de nosdites or-  
donnances auroit clos & fermé le passage au donataire pour  
s'ayder en aucune façon d'un acte si nul, imparfait & tenu  
pour non adueni avec l'assistance d'une reigle de droit à ce  
vulgaire, portant en termes expres *non prestare impedimentum,*<sup>4</sup>  
*quod de iure non sortitur effectum* : & d'où vient que celuy lega-  
taire ou autre qui a à choisir quelque chose bien que par son  
choix & eslection qu'il auravne fois faite, il vienne à consom-  
mer & perdre son droit d'eslection, cela s'entend & reçoit  
interpretation quand telle eslection faite est valable, & par ce  
moyen attire avec soy l'exécution<sup>c</sup> : car autrement si elle est  
nulle & de nul effect & valeur tel droit d'eslection sera, &  
demeurera en son entier iusques à ce qu'elle aura esté faite  
valablement & comme il appartient<sup>d</sup> : fort à propos donc &  
aussi dignement qu'il appartient les gens du Roy à Paris avec  
les trois premieres Chambres des Enquestes contre le doute  
qu'est rapporté au susdit appéndice la grand Chambre y auoir  
touliours fait<sup>e</sup>, auroiēt tenu & suiuy l'affirmatiue & iugé sui-  
uant la rigueur des ordonnances qu'en tout cas il estoit besoin  
d'insinuer & pour ce defect le donateur pouuoir preualoir à  
l'encōtre de son donataire : & quant à nostredite Cour à Tho-  
lose, elle l'auroit touliours ainsi & sans difficulté iugé depuis  
la publication de ladite ordonnance de Moulins soit pour le  
donateur ou ses heritiers, créanciers & successeurs particuliers  
n'ayant pour ce regard y fait aucune difference, comme elle  
auoit bié fait en cas ou pour le priuilege des donataires cōme  
sont les mineurs ou autres que par mesme contemplation ou



- autre cause legitime pourroient estre releuez dudit defaut d'insinuation qu'elle auroit tousiours faict en interinât les lettres à ces fins presentees cōtre les donateurs ou leurs heritiers & successeurs vniuersels, & non contre leurs creāciens & autres successeurs particuliers ainsi que nous auons touché, dict & déclaré sur ceste matiere és liures precedets, & par mesmes raisons que dessus, & par ce que les insinuations ont esté introduites *ad falsum vitandum, & perfidas hominum fraudes excutien-*
- 6 *das qui aliena præter ius eludunt*, sous vne couuerte clandestine de donations<sup>a</sup>, peut resulter que lesdites insinuations ont esté introduites non en faueur des donateurs, mais en hayne de ceux qui veulent & taschent empieter par donations couvertes clandestines & occultes les biens d'autrui: ioinct aussi que par le susdit decret irritant pour defaut desdites insinuations appert euidentement la renonciation en effect de sdites insinuations ne pouuoir estre faicte par les donateurs contre eux, les leurs ny autres tierces personnes, & que les arrests sur ce alleguez du Parlement de Grenoble que ledit feu Papon n'auroit oublié en sondit recueil<sup>b</sup> prins des decisions du sieur dudit Parlement par nous souuent allegué<sup>c</sup> ne pourroit auoir lieu & moins estre pratiquée en nostre France, attendu mes-
- 7 me que la plus-part des raisons pour la confirmation d'iceux amenees cessent entre nous, quelque serment qu'il y puisse interuenir, plustost apposé par le stile des Notaires qu'autrement de la volonté & droicte intention des parties, & d'ailleurs comme d'un accessoire adioinct au principal pour iceluy asseurer & confirmer & ledit principal ne pouuant auoir effect en son essence & forme, moins ledit serment y peut apporter autre chose que le suiure & accompagner avec son entiere ruyne & decadence; & dont ne faut apporter autre témoignage que l'obmission ou plustost abrogation des dispences de serment qu'on auoit accoustumé anciennement impetrer & ioindre aux lettres à ces fins obtenuës au moyen de la clause du pourueu qu'estoit mise en icelles de laquelle de mesmes n'en est plus nouuelles, le seul fait principal venant à examiner & à estre considerable.

<sup>a</sup> Matth. 23  
Bald. consil. 1.  
184. in An.  
not. ad decisio.  
Guid. Pap.  
quest. 350.

<sup>b</sup> sous les  
titres des  
donations  
Arrest 28.  
<sup>c</sup> Guid. Pap.  
quest. 350.

## CHAP. LXIII.

- 1 Trois choses principalement necessaires en France, pour rendre les donations parfaites, la derniere d'icelles consistant es insinuations.
- 2 A quoy montoit & reuenoit à nostre usage, la somme iusques à laquelle le droit Romain auparauant l'ordonnance du feu Roy François premier auroit remise & relaschee l'insinuation.
- 3 L'usage auroit faict paroistre l'ordonnance susdite dudit feu Roy François premier courte, pour les restrictions & interpretations qui y auroient esté faictes apres.
- 4 Par ordonnances apres du feu Roy Henry second amplifiees, & comme d'autout abolies par la declaration y contenue.
- 5 Au commencement les insinuations se faisoient pardeuant les Iuges ordinaires des lieux & beaucoup plus asseurement & ouuertement qu'à present au moyen des ordonnances Royaux se font deuant les Iuges Royaux.
- 6 Et encores quant aux donations en faueur de mariage, remuneratoires & autres qu'on appelle pour cause estoit faite quant aux insinuations difficulté par les Cours souveraines, singulierement en la susdite de Tholose iusques à l'ordonnance du feu Roy Charles IX. aux Estats de Moulins.
- 7 Quelques uns auroient estimé que par l'Edict de Moulins, n'estoit disposé que des immeubles, & que par consequent es donations des meubles & quantité des sommes & deniers, l'insinuation n'estoit necessaire.
- 8 D'autres auroient conseillé estre plus asseuré, & encores conforme aux susdictes ordonnances.

9 La Cour de Tholose fort exacte à la publication & verification des Edicts & Ordonnances, mais apres elle s'en rend asseuree & ferme protectrice.

10 Diuers & contraires preiugez de la Cour à Tholose, sur l'insinuation de telles & semblables donations que dessus, de debtes, meubles, & deniers, & iusques telle contrarieté auoir esté mise en Mercuriale, par les gens du Roy, auoc l'Arrest qui fut donné sur icelle, & autres pretendues Questions, auoir esté & estre diuersement iugees par la-dite Cour, lequel susdit Arrest n'auroit esté executé, au moyen des troubles & remuemens suruenus, cruels & inhumains, s'il en fut iamais en la ville.



1 D E trois choses principalement necessaires pour rendre en ceste Monarchie Françoisse les donatiōs parfaites, dont la premiere regarde la capacité du donateur & donataire, la seconde l'acceptation d'iceluy donateur; la troisieme & derniere lescites insinuations pour le regard d'icelles, en & parmy nous n'est besoin d'auoir recours aux Loix & Constitutions Romaines, les Ordonnances de nos Roys y ayans amplement pourueu. La premiere desquelles on trouue estre du Roy François le Grand, de l'an 1539. Article 132. par laquelle abrogeāt ce qui estoit dudit Droit Romain<sup>a</sup>, qui auoit limité les donations autrement generalement sujettes ausdites insinuations iusques à certaine somme qui estoit de cinq cens sols ou escus d'or de Iustinian, (d'un tiers chacun d'iceux plus pesant qu'un autre de nostre France, & presque comme l'angelot, ainsi qu'auroit remarqué des plus doctes Modernes<sup>b</sup>, contre autres de singuliere & rare erudition.) Il auroit voulu & ordonné que toutes donations qui seroient faites, en apres par & entre ses sujets fussent insinuees & enregistrees en ses Cours & Iurisdiction<sup>c</sup> ordinaires des parties & des choses donnees, autrement seroient reputees nulles, & ne commenceroient à auoir leur effet que du iour de ladite insinuation, la raison en a esté

<sup>a</sup> Bodinal-  
leguē par  
Charondas  
en ses Pan-  
dectes li. 1.  
<sup>b</sup> du Mou-  
lin.

remarquee cy dessus, & nommément & conformément à icelle par feu monsieur Bourdin, sur ladite ordonnance, *ut fraudibus & technis hominum occurrentur, qui clandestinis donationibus & plerumque falsis, ita omnia patrimonia perturbabant ut bonæ fidei emptores rebus & bonis venditis exuerent*: Ausquels, semble estre assez suffisamment pourueu, pour descouurir tels ou semblables cachots secrets de telles & pareilles donations, pour icelles pouuoir estre aisément descouuertes à tout homme diligent & bõ pere de famille, pour les actes publics & iudiciels qui sont ouuerts & communs à tous, & dõt le cours de la renommee & fame publique, qui accroist tousiours ses ailles en plus allant, les peut contregarder de l'ignorance, & de tomber dans ces chaussetrapes, à la ruine d'eux & de leurs biens: Mais toutefois par ce qui seroit interuenu apres par l'vsage & pratique de ladite Ordonnance, l'experience & rencontre des affaires & actions des choses humaines l'auroit fait paroistre & trouuer courtte, n'apportant telles & si asseurees cautions & pouruoyances, pour lesquelles y fust satisfait entierement à l'indemnité desdits acheteurs & autres, qu'au moyen desdites donations clandestines, occultes & couuertes, venoient à estre preiudiciez & surprins: comme il fut ainsi qu'au lieu de trouuer & iuger ladite Ordonnance, parce que dessus favorable & dès son introduction, l'embrasser affectueusement *anidisque vltis circumligare* (ut ille dicebat) <sup>a</sup>, l'on l'auroit restraincte communément & comme prinse au poil, ainsi que nouvelle, & corrigeant le Droit Civil, par lequel le mot de donations y contenu, pour lesquelles ladiete Ordonnance disposoit, estoit pris & interpreté en liberalitez, qui estoient faites purement, librement, sans aucun abject, ny cause & simplement, & à nullo cogente, & par ce moyen les donations en faueur de mariage, mutuelles, reciproques, à suruie & autrement dictes onereuses estoient exemptes desdites insinuations, & à ceste occasion les mesmes susdites donations qui estoient les plus communes, lesdits acheteurs de bonne foy, & autres susdicts, comme deuant, la plus grand part frustrez & deceuz, & iusques à ce que par autre Ordonnance, le feu Roy Henry II. fils & successeur dudit feu François, en l'an mil cinq cens quarante neuf, auroit déclaré que sous le nom

<sup>a</sup> stat.

3

4

de donations en ladiete Ordonnance dudit feu son pere seroient comprises & sujettes à insinuation, les donations faites en traité de mariage, & autres donations faites entre vifs, combien qu'elles ne fussent simples, ains remuneratoires ou autrement causees, & non les donations pour cause de mort, qui se peuvent reuoker par les donateurs iusques à la mort, lesquelles ne seroient sujettes à aucune insinuation : declarant en outre que l'insinuation suffit en la iurisdiction Royale, dans les lieux, & où les choses seroient assises, sans preiudice toutefois des procez pendans & indecis, sur l'intelligence & interpretation de ladite Ordonnance, laquelle en ce que regarde les lieux de l'insinuation, auroit esté receüe & approuuee auparavant lesdites insinuations, en quelques mots que ladite premiere Ordonnance dudit feu Roy François se trouuast conceüe, se faisans pardeuât les Iuges ordinaires des lieux, & peut estre plus asseurément & ouuertement par les fins susdites, qu'on pretendoit & soustenoit de ladite ordonnance, lesdits Iuges ordinaires estans sur les lieux, & les sieges des Iuges Royaux quelquefois loin de 3. 4. 5. 6. ou 7. lieues, ou dauantage, mais il n'y auoit remede, *faucendum erat ex arrio principis bellis externis attenuatio, & postea penè bellis civilibus exhausto*: dont furēt erigez les tabelliōnages & autres greffes, pour les iurisdicions particulièrement, lesquels bien que depuis abolis, & par la douceur du temps assoupis & endormis, les Grefes ordinaires Royaux auroient attirees lesdites insinuations au domaine & patrimoine du Roy, és affermes faites d'iceux annuellement au profit de sa Majesté, toutefois encores non obstant la declaration dudit feu Roy François, quelques autres Edicts particuliers sur ce faicts, les Cours de Parlement faisoient difficulté à obeyr au surplus de ladiete declaration, singulieremēt nostredite Cour à Tholose, pour le regard des donations en faueur de mariage, remuneratoires & autres qu'on appelle pour cause, iusqu'à ce que par l'ordonnance du feu Roy Charles IX. fils & successeur dudit Henry aux estats de Moulins, en l'an 1566. telle que nous auons dit cy dessus, y auroit esté nommément & expressémēt ordonné, laquelle auroit esté receüe & publice en toutes les Cours souueraines de ce Royaume, & depuis telle publicatiō & verificatiō qu'en



fut faite en ladite Cour à Tholose, les donations en contract de mariage, commencerent à estre declarees sujettes ausdites insinuations, sous les peines de nullité y contenuës, tout ainsi que nous auons dit, & amené des Arrests en quelque part des liures precedents : & de là peut estre veu & cogneu, par ladite ordonnance auoir esté decidees & vuidées plusieurs difficultez, lesquelles auparauant auoient accoustumé troubler les Cours de Parlement & inferieures, & par mesme moyen ladite ordonnance auroit fait cesser les doutes qu'on faisoit sur l'insinuation des donations en faueur de mariage, donations mutuelles & à suruiuance, & notamment sur la validité des donations insinuees dans le temps prescrit par lesdites ordonnances apres la mort des donateurs, pour raison dequoy seroient interuenus plusieurs Arrests de la Cour de Parlement de Paris, qu'on peut lire au Recueil de feu Papon, sous les titres des donations, à vn desquels fort à propos l'auteur des susdites Memoires, par son appendice auroit escrit maintenant de toutes sortes de donations pour choses immobiliaries, requerir insinuation par l'Edict de Moulins, 7 par lequel n'est semblé disposer que des immeubles qui ont assiette, en consequēt plusieurs auoir estimé l'insinuation n'estre necessaire en donation de meubles & quantité des sommes & deniers, entre lesquels a esté des premiers feu mōsieur Bourdin, sur ladite premiere ordonnance dudit feu Roy François, en ces termes, parlant de la disposition d'icelle, *nam in immobilibus dumtaxat insinuatio requisita est, in mobilibus nequaquam*: ce qu'auroit rapporté comme en passant ledit Charondas en ses Commentaires, sur les Coustumes de Paris <sup>a</sup>, bien qu'ailleurs estant toutefois de mesme aduis, par mesme raison que dessus, & pour les meubles n'auoir aucune assiette, dont est parlé seulement en ladite ordonnance, il auroit conseillé d'insinuer telles donations, pour retiācher les occasions des procez, cōme à la verité vne telle & abondante cautelle qu'on appelle, tāt s'en faut qu'elle porte preiudice, qu'elle peut de beaucoup soulager, quand ne seroit qu'esquiuier à beaucoup de difficultez, frais, mises, & despens, que le different sur ce interuenu, pourroit apporter, pour autant que d'autre costé, & pour l'affirmatiue peut estre remarqué que par ladite premiere ordō-

<sup>a</sup> sous le titre parlant des donations & dōs mutuels  
 Artic. 272.  
 273. 274.  
 275.

**8** nancey sont effectuellemēt requises deux choses pour la forme desdites insinuations, l'une qu'elles soient faites au lieu du domicile, & l'autre au lieu de l'affiette des choses donnees, ainsi que ledit sieur Bourdin auroit remarqué, & nōmément par ladicte derniere ordonnance de Moulins, resolutiue de toutes les precedentes doutes, débats & differents, qui estoient meuz, venoient & pouuoient proceder d'icelles, que les sieges ordinaires Royaux de l'affiette des choses donnees, & de la demeurance des parties y sont nommément compris & adioustez, & de telle façon conioincts que la personnalité & realité, marchās ensemble, lesdits meubles & deniers donnez ne s'en peuuent distraire, mesmes quand les donations sont faites en general, de tous debtes actifs, de tous meubles qui sont en telle & telle part, & de quelque grande quantité de deniers, reuenās à notables sommes, ayant esgard à la qualité des parties, ainsi qu'il a esté remarqué par vne additiō mise audit Recueil dudit feu Papon, apres la susdite maxime reuoyant à vn arrest de la Cour de Parlement de Paris, du 16. Mars 1577. y aussi adiousté, par lequel biē que confuse & ambigue en sa dispositiue, & telle que ne seroit approuuee ny receue en nostredite Cour à Tholose, quelque stile qu'il y peut auoir en ladite Cour, auroit esté prejugé donation en deniers ou autres meubles pour sa validité, requerir insinuation autrement non vallable, quelque opinion qu'il y ait eue de plusieurs, tenans le contraire, à suite duquel celuy qui en auroit baillé les memoires, sont alleguees des circonstances du procès iugé par arrest, sur lesquelles l'equite d'iceluy pourroit estre fondee, laquelle bien qu'il y soit dit estre raisonnable, & digne d'une Cour souueraine: nous n'en y pouuons voir aucune face ny apparence: car telles & semblables donations de meubles, debtes, ou deniers sont insinuables par lesdites ordonnāces, ou non: au premier cas ce n'est qu'une pure execution d'icelles, au second ce seroit vne vraye contrauention ausdites ordonnances, au preiudice d'un tiers, & en se ioiuant du bien d'iceluy, qui ne peut tomber à vne telle compagnie que ladite Cour premiere & souueraine de ceste France, & à laquelle pour le grand nom du droit qui estoit gardé en icelle, sans faueur d'aucune personne, non seulemēt les Chre-

stiens: mais aussi les Sarrafins y feroient venus recevoir iugement aucunes fois, comme ledit Charôdas auroit escrit <sup>a</sup>, & en allegue l'auteur avec exêples particuliers en seldites Responses, inferant par là que le Parlement iuge en souveraineté, & au lieu du Roy, qu'il represente en l'administration de la Iustice, que partant il ne se faut estonner si nous voyons souuent des arreſts de Parlemens, procedans pluſtoſt d'une equité que de subtilité: mais toutesſois telle equité qui ne distribueroit à chacun son droit s'en iroit <sup>b</sup>, & ne se pourroit trouver au ſuſdit, & moins pretenduë aucune subtilité en l'exécution & entretenement des ordônances receuës, approuvées & verifiées par leſdiſtes Cours de Parlement, qu'on ne pourroit autrement baptiser que d'une pure iniquité, à la ruine des ſubjets & polices iuſtement compaſſées, ordonnées en & parmy eux pour aſſeurâce, & fermeré de leurs actes & contractſ: ſingulierement que ce regard, & des trois cens liures données à ſuruie, le Iuge duquel eſtoit l'appel, les ayant adiuſſées au mary ſuruivant, auroit voulu prejurer que l'inſinuation n'auroit eſté neceſſaire pour le moins quât auſdits trois cens liures, pour leſquelles au contraire ladite Cour relaxant auroit prejugué pour ladite inſinuation, & par là dit, & comme fait la leçon audit Iuge, & autres du reſſort, comme & en telles & ſemblables occasions ils deuoient iuger: en quoy ne pourroit conſiſter autre equité que la droicture d'une vraye & pure Iuſtice: & touchant noſtre dite Cour à Tholoſe, comme elle ſe rend difficile, ou pluſtoſt exactement droicturiere à la publication & verification des Edicts & Ordônances, elle auſſi ſ'en rend auſſi apres la publication & verification aſſeuree & ferme protectrice, les faiſant garder & entretenir ſuivant leur forme & teneur, ſoubs les qualitez & modifications qu'elle quelqueſois, & le plus ſouuênt y apporte, pour en conſervant les volontez & intentions des Majeſtez, conſerver & garder les priuileges qu'il leur a pleu, ou à ceux qui les ont precedez, donner & oſtroyer aux habitans & ſubieſts du pays de Languedoc, où preſque tout le reſſort conſiſte, leur Parlement dit à ceſte occasion, le Parlement de Languedoc: tant y a que pour ladite queſtion de donation de meubles, debtes & deniers, il y a eu pluſieurs prejugez diuers, & con-

<sup>a</sup> l. 16.

<sup>b</sup> Cic. 3.  
Offic.

9

traïres en ladicte Cour & Chambres d'icelle, la plus grand  
 10 part d'iceux tendans à la negative, la moindre & depuis la-  
 dite ordonnance de Moulins à l'affirmative, qui est telles &  
 semblables donations estre comprises audit Edict de Mou-  
 lins, & par ce moyen ne pouuoit estre tirees de la generale di-  
 spositiue d'iceluy: qui auroit esté cause que quelques années  
 auparauant les remuëmens & changemens de nostre France,  
 occasiõ de ce qui seroit suruenü à Blois, sur la fin de l'ã 1588.  
 les gens du Roy audit Parlement à Tholose, estans aduertis  
 des arrests diuers & contraires, voire à mesme Chambre de  
 ladite Cour, non seulemēt sur ladite question, mais d'autres,  
 plusieurs desquels le poinct du droit comme ils disoiēt, tant  
 s'en fait qu'il fust & demeurast resolu, qu'ils estoient plus en  
 doute que iamais, au moyen des diuers & cõtraïres preiugez  
 qui s'en seroient ensuiuis, auroit mis en mercuriale ceste di-  
 uersité & contrarieté, requis y estre pourueu, & certainement  
 deliberé quant au general de ce qui estoit & dependoit de  
 droit, & de nos ordonnances, sur le iugement de laquelle  
 mercuriale les Châmbres assemblées, ainsi qu'il est de coustume,  
 y presidant feu monsieur le premier Durand, fut arresté qu'ils  
 seroient deputez quatre Seigneurs de la Cour, vn de chas-  
 que Chambre, pour rassembler avec ladite questiõ, touchant  
 lesdites insinuations, les autres résolues & pretendues auoir  
 esté & estre diuersement iugees par ladite Cour, aux fins d'i-  
 celles, ainsi assemblées & redigees sommairement par cha-  
 pitres, en estre fait rapport par le plus ancien d'iceux, esdi-  
 tes Chambres assemblées du matin, depuis sept heures ius-  
 ques à dix, les Samedis du Careme ensuiuant, pour sur ice-  
 luy par ladicte Cour, faicte telle deliberation qu'il appar-  
 tiendroit & seroit trouué bon, iuste & raisonnable pour l'ad-  
 ministration de la Iustice, autorité du Roy, & soulage-  
 ment du peuple, ainsi qu'elle verroit à estre, & se deuoir faire;  
 ce qui n'auroit reüssi à aucun effect, les troubles, remuë-  
 11 mens, & changemens susdits suruenans, ayant tout troublé,  
 remis & changé mesmes en ladite ville de Tholose, où ledit  
 feu President parmy les ruines qui menaçoient la France, au-  
 roit esté accablé. Nous nous promettons que la prudence & la

a Ioannes  
 Philippi in-  
 curia sub-  
 dieru prafes  
 Respons. 8.  
 latissimè.

sagesse de monsieur de Verdun qui luy a succédé en la dignité de premier Presidēt, soigneux de l'autorité de ceste Cour, n'oubliant rien de ce qui la peut rēdre illustre, poursuiura ceste ceuure digne de son sçauoir & de sa capacité, ostant la contrariété des prejuges de telle compagnie, comme il a heureusement commencé de bannir de ce ressort les duels & diuisions ordinaires entre la Noblesse.

## CHAP. LXV.

1. Par les ordonnances, ny par le droit ancien, n'est prefix aucun temps pour insinuer.
2. Jusques à l'ordonnance de Moulins qui auroit presigé quatre mois pour ceux qui sont dans le Royaume, ou six mois pour ceux qui en sont dehors, avec la declaration y contenue.
3. La charge des insinuations du temps passé appartenoit aux seuls donateurs, les donataires n'y ayant rien que voir.
4. D'où vient qu'à present par lesdites ordonnances la raison du droit ancien renuerse les donations entre vifs, à quel titre & cause que ce soit, requerans insinuation pour estre irrenocables, dans le temps prescrit par icelles, qui est encores plus amplement expliqué.
5. L'insinuation ne regarde la matiere & substance.
6. La pratique de France, nonobstant toutes raisons qu'on pourroit amener au contraire, singulieremēt au ressort du dit Tholose, pais de Droit Escrit, auroit introduit la vocation à ladite insinuation, tant du donateur que du donataire; de cestuy cy, pour requerir l'insinuation; de celuy-là, pour y consentir, & comment cela se fait ordinairement.

7. L'insinuation



- 7 *L'insinuation, bien qu'approche d'un acte de volontaire iurisdiction n'en est toutesfois du tout par l'enregistremēt qu'en est faict par le iuge en son siege, & presque ordinairement es iours de plaidz.*
- 8 *Donations des biens assis en diuers lieux & sieges font à insinuer en chacun de ces sieges, autrement valables pour les lieux seulement, qui se trouueront assis aux sieges, où l'insinuation en aura esté faicte, pour les autres non, avec des arrests pour confirmation de ce amenez.*



**E**n Papen qui auroit beaucoup meritē du public, pour son trauail & diligence, parlant desdites donations, qui ne se peuuent insinuer valablement par-deuant iuges incōpetans, passant outre vient cōme à notēr par les Ordōnances premieres, ny par le droit ancien n'auoir esté prefix aucū tēps pour insinuer, & au moyen de ce luy sembler que l'insinuatiō pouuoit estre faicte dans 30. ans, pourueu que ce fut du viuant du donateur, encores que le consentement de celuy ne fut necessaire pour insinuer: mais suffisoit que cela fut fait par le donataire seul au desceu du donateur, & tout de mesmes suffisoit si le donateur sās le donataire faisoit insinuer, à quoy par le premier appēdice y mis desdites memoires, est adioustē qu'il suffit que la donatiō soit insinuee par le donateur ou donataire, & ce par les autoritez y alleguees, pour bien entendre lesquelles, nous viendrons à presupposer estre vray, n'y auoir eu aucune prefixion de tēps pour insinuer, iusques à ladite Ordonnance de Moulins, qui auroit prefixē quatre mois pour ceux qui sont dās le Royau-me, ou six mois pour ceux qui en sont hors, avec declaracion encores que si dedans ledit temps, ledit donant ou donataire decedoit, pourra neantmoins ladite insinuation estre faicte dans ledit temps, à compter du iour & datte d'icelles donations, qui est vne clause dispositiue de ladite Ordonnance, qui vient à vuidier le differend qui estoit anciennement sur la nullité de l'insinuatiō faicte apres le decēs du donateur, quel-que temps qui fust interuenu apres ladite donatiō, qui estoit

par la commune opinion tenuë pour certaine & indubitable, & telle prejugee en païs de Droit Escrit, par Arrest de la Cour de Parlement de Paris, que Papon n'auroit oublié en sondit Recueil, <sup>a</sup> à la fin duquel il auroit toutesfois mis que ç'auoit esté contre l'aduis de plusieurs grâds personnages qui auoient opiné & signé au contraire, comme certes ils estoient assiste & fondez du droit, suyuant lequel pour lors on viuoit, & où se rapportoient les textes d'iceluy, alleguez par le party contraire, qui auroient esté suiuis par le susdict Arrest: lequel ayant depuis esté changé par nos loix Françoises, singulierement par la susdicte de Moulins, auroit esté cause que les Interpretes communement auroient choppé, és consequences qu'ils en auroient tirees, & autorité pour ce regard de l'ancienne iurisprudence employees, telles que se lisent, & au susdit premier Arrest contenu au susdict Recueil dudict feu Papon, & appendance premiere d'iceluy: <sup>b</sup> Pour autant que y estant souuent trouué, & leu l'acte d'insinuation estre attribué au donateur, auquel estoit donnee faculté publier la donation comme il voudroit. <sup>c</sup> Et ailleurs parlant des maris qu'il leur estoit necessaire d'insinuer: <sup>d</sup> Et encores en ces propres termes, *si vir vel alius qui dederit, non insinuet*, <sup>e</sup> Ils auroient pensé que cela estant simplement prins, nous le pouuons rapporter à nostre vsage, & par ce moyen soustenir le donateur pouuoir insinuer, sans le donataire, & à son desceu, n'ayant prins garde, & moins aduisé au changement dudict vsage que dessus, *mutatam iuris constitutionem non animaduertentes*, parce que par icelle les loix & Constitutions tirees, comme sont les susdites à la marge cotees, & par expres de la Constitution de Iustinian, <sup>f</sup> qu'ils n'auroient oublié d'alleguer, en ce que par icelle sont narrees les plaintes contre les maris, lesquels en trompant leurs femmes faisoient des donations qu'ils sursoient à insinuer, afin qu'ils demeurassent pour non faictes & aduenües; il appert ouuertement que telles & semblables donations pour leur fermeté & assurance, demeurans suspenduës en l'air, & à la discretion des donateurs, iusques à ce qu'elles fussent insi-

<sup>a</sup> Sous le dit tit. des donations, Arrest 27.

<sup>b</sup> Sous le titre des donations, Arrest 26.  
<sup>c</sup> l. In hac. C. de Donationibus.  
<sup>d</sup> Authen. ut fratrum filij.  
<sup>e</sup> Authen. eo decursu. C. de dona. ante nupt.

<sup>f</sup> l. cum multis. C. de iur. m.



nuees, & iufques-là les pouuant reuoker, & s'en repentir, tant par expresse reuocation que taifée en ne l'insinuant point, tout le temps depuis lesdictes donations, iufques à l'insinuation, estant en la main & puissance du donateur pour y perseuerer, & s'en repentir, ce que le bon homme Rebutte auroit, & fort bien pour lors qu'il l'escriuoit sur ladicte premiere ordonnance, à propos remarqué, bien que depuis abrogé par les suiuan, & nommément y pourueu, en abrogeant ce que s'ensuiuoit dudict droit ancien, qui estoit que par le decés du donateur, deuant l'insinuation les donations au parauant faictes, tout ainsi que non escrites s'en alloient à vau-l'eau <sup>a</sup>, sans d'icelles pouuoir estre acquis aux donataires aucune obligation, ny consequemment, action ny autre droit quelconque : ce qu'estant ainsi, il estoit comme de besoin & necessaire d'esperer, & attendre l'insinuation d'iceluy, lequel auoit en sa main & puissance la confirmation de l'acte principal, perfection ou reuocation, perseuerance ou repentance en iceluy, & ne le permettre seulement aux donataires, aux fins de seuls confirmer ce qui dependoit de la discretion d'autrui, auxquels n'eust peu suffire leur hastiueté diligente pour deuan- cer le conseil ou volonté du donateur, quand ne seroit seulement que par ce qu'il est receu en choses preiudiciables à autrui les ignorans, & non aduertis estre tenus pour y repugnans, & y contredifans <sup>b</sup>, ce que monstre ouuertement le- dit Iustinian en ladite Constitution, quand il dict les maris auoir surfoyees les insinuations des donacions à eux faictes par leurs femmes, *vt donationes infectæ manerent* : il estoit donc en la puissance des donateurs, de ce faire, ne tenant compte de les insinuer : à quoy faire il n'y auoit aucun temps pres- crit, & moins aucune contraincte ordonnee, ayant liberté pleine de ce faire quand ils voudroient, & comme il leur plairoit, sans aucune prefixion, ny limitation de temps : qui estoit la vraye & fondamentale raison, pour laquelle la charge des insinuations du temps passé, appartenoit aux seuls donateurs, les donataires n'y ayans rien que voir : & par ainsi les y auoir à ce ioincts, avec les donateurs, l'erreur

<sup>a</sup> l. Sancimus C. de Donat.

<sup>b</sup> l. corā ff. de verb. signific. l. corā ff. de arbi.

n'en peut estre dissimulee, singulierement au deceu & contre la volõte du donateur, parce que l'insinuation estoit non moins en sa puissance & discretion que la donation mesme, d'où vient qu'à present ceste raison de droit renuersee, nous 4  
suiuons & practiquons tout le contraire, pour autant que par lesdites ordõnances mesmes, celles du feu Roy Hery II. 1549. & Charles IX. esdits Estats de Moulins, les donations entre vifs, à quel titre & cause que ce soit, requierent insinuation par la forme y portee, & sont irreuocables dans le temps prescrit & limité pour icelles, qui est autant à dire, tant & pendant le temps que l'insinuation en peut estre faite, sans attendre la perseuerance du donateur, qui ja demeure adstraint & obligé par son contract, auquel il ne peut repugner ne contredire, & moins à l'insinuation prescrite, suivant mesmes les prejuges de nostredicte Cour de Parlement à Tholose, que nous auons amenez & discourus es liures precedens: tellement qu'il sembleroit qu'il ne feroit à appeller, & estre ouy à faire ladite insinuation, pour ne pouuoir rien amener ny apporter pour y contredire, estant par ce moyen au donataire de pouruoir à soy pour la conseruation de son droit, joint que quãd le donateur auroit d'ailleurs causes legitimes pour debatre sa donatiõ, ne seroit empesché à les desdire, nonobstant ladite insinuation, & apres icelle, ladite insinuation ne regardant la matiere & substance de ladicte donation, mais vne forme extrinseque, apres l'acte d'icelle, par ainsi n'estant preiudicié aucunement à sa nullité, si aucune en y a de legitime, par ladite insinuation; dont peut clairement resulter par le changement du droit auoir esté besoin changer aussi la raison, & la puissance de reuoker ostee au donateur n'auoir esté besoin d'appeller iceluy à ladite insinuation: Qui auroit esté la cause, comme vn docte personnage auroit nommément avec ce dessus, duquel nous confessons ingenuement l'auoir emprunté <sup>a</sup> & remarqué, pour laquelle le tẽps passé du droit ancien, les donations en faueur de mariage, remuneratoires & autres causes n'estoiẽt sujettes à insinuation, sçauoir comme irreuocables, n'estans autrement proprement donations, quoy que soit forlignans de la vraye & pure nature d'icelles; non plus par l'vne des parties reuocables, que quelqu'vn au-

*a. Argentrin  
cõment. l. iij.  
de donat.*



tre des contractz onereux, lesquels du commencement sont volontaires, & apres estre contractez necessaires par les reigles vulgaires de Droit, y sont apportees autres raisons quāt à ce, & pour proceder à ladite insinuation par le donataire, sans appeller ny ouyr le donateur, dont l'vne est generalement prinse de la Reigle de Droit à la marge cotee <sup>a</sup>, non obstant laquelle & tout ce qui en pourroit estre amené & de-  
 6 pendre nostre pratique singulierement au ressort dudit Tholose, & pays de Droit Escrit, suyuant l'opinion de Balde en deux parts <sup>b</sup>, choisissant vne voye moyenne, auroit introduite la vocation à ladite insinuation, tant du donateur que du donataire, de cestuy-cy pour requerir l'insinuation, & de ce-luy-là pour y cōsentir qui se fait ordinairement au moyen d'vne procuration, qui est ordinairement inseree au mesme acte de donation d'un ou plusieurs des Procureurs pratiquās au siege Royal où elle se doit faire, ou de ceux qui sont nommez par ladite procuration pour ledit donataire, communément & ordinairement presentant la donation, & d'icelle requerant lecture, l'insinuation & registrement, & vn autre de ceux qui sont nommez par ledit donateur en vertu de sa procuration y consentant: surquoy est procedé à ladite insinuation & registre & acte depesché audit donataire, lequel communément le fait mettre au pied de l'instrument de donation, signé par le Magistrat, lequel y auroit procedé, & de son Greffier qui l'auroit escrit sous luy, qui retire l'original parmi les actes de sa charge, duquel apres il demeure chargé pour en faire la despesche à qui il appartient, car autrement y proceder à la seule requisition ou presence d'un ou d'autre desdites parties, ce seroit autant que rien faire, pour l'insinuation ainsi faite, estre estimee & repute de tous poincts nulle, cōme à la verité il y a de l'apparence, quelque supposition qu'on puisse faire que l'insinuation est vn acte de volontaire iurisdiction, auquel par consequent ne faut aucune  
 7 assignation pour y assister, ny autre cognoissance iudiciaire, car il appert du cōtraire, que bien qu'il y approche pour n'estre besoin toutesfois d'y appeller d'autres, demander, defendre, repliquer ny contester, & moins entrer en autre cognoissance de cause ordinaire, il n'en est point du tout par l'enre-

a l. qui potest ff. de regul. iur.

b in l. illud C. de collat. Et in l. cum multa C. de Dona. ante nupt.

c Philippus preses Monspeliensis respons. 25.



gistrement qui en est fait & ordonné par le Juge en son siege & presque ordinairement en iour de plaids, suyuant ce qu'il est prescrit par lesdites ordonnances, tant s'en faut que ladite insinuation puisse estre faicte, comme tous actes de iurisdiction volontaire en tout lieu, & en tout temps, voire dans la maison du Magistrat, en laquelle ladite insinuation ne se pourroit faire, lesdites ordonnances y ayans autrement pourueu, ayans regardé principalement les estrangers <sup>a</sup>, aux fins que la donation fust publiee és lieux où les choses donnees seroient assises, tellement que si elles le sont en diuers lieux, il faut qu'en chacun des sieges desdits lieux s'il y en a plusieurs lesdites insinuations soient faites, autrement ne vaudroient les donations que pour les biens assis esdicts lieux, és sieges desquels lesdites insinuations s'en seroient ensuyuies, sans que l'insinuation ainsi particuliere puisse annuller la donation, pour n'auoir esté faite par tout, mais tiendra & vaudra en ce qui aura esté deuëment insinué, & sera soustenuë particulièrement & separement, où elle se trouuera insinuée, *merito quidem* (disoit le docte Chopin) *ne ritè confecta, aliorum obten-*

<sup>a</sup> Bartol.  
Raphaëleu-  
ma, Roma  
in l. Modeste-  
nus ff. de  
Donat. A.  
lex. & Ca-  
stren. ml. te-  
stamentum  
C. d. testam.

8

<sup>b</sup> l. penult.  
C. de pact.  
conuen. l. si  
sponsus §. ge-  
neraliter ff.  
de dona. inter  
vir et uxor.  
Chopin. de  
monsb. Paris.  
lib. 2. Titu.  
3. num 16.  
c sous le ti-  
tre des do-  
nations ar-  
ticle suldir  
272. 73. 74  
& 75.

*tu que inuicem disparata sint promiscuè labefactentur* <sup>b</sup>, & ainsi le mesme Chopin atteste auoir esté iugé sur l'appel du Preuost, ou plustost Bailly de Clermont en Beauuoisin, par arrest de ladite Cour à Paris, du premier d'Auril 1586. que ledit Charondas auroit aussi recité en ses Coustumes de Paris <sup>c</sup>, où il en allegue vn autre, & precedent du 8. Feurier 1577. en vne cause du Bailliage de Mantes & Meulan, conformément ausquels nous en auons amené & discouru sommairement vn arrest de ladite Cour à Tholose, au rapport de feu monsieur Daujac és liures precedens, qui suffira pour ce Chapitre.

## CHAP. LXVI.

- 1 Bien que quelques-uns ayent remarqué suffire pour l'insinuation des susdictes donations, qu'elle soit faicte à la requeste de l'un des deux, ou du donateur, ou du donataire, & qu'ils en alleguent Arrest de la Cour de Parlement à Paris, au pays toutesfois du Droit Escrit, & dudit Parlement à Tholose, y est autrement pourueu, & comment.
- 2 Bien qu'à Paris & Parlement d'iceluy, au commencement de la publication de l'ordonnance que dessus de Moulins fut gardé & iugé par plusieurs arrests, que le temps des insinuations n'estoit prefix que pour les creanciers, toutesfois quant au pays de Droit Escrit & preiugez de la Cour de Parlement à Tholose, est tout au contraire gardé, l'inclusion speciale du temps prefix par ladite ordonnance, important vne exclusion patente de tout autre temps apres, & par autre raisons amenees.



PRENANT toutefois les erres d'iceluy, nous dirös que bien que feu Papon, és lieux cy dessus cottez, & d'autres à sa suite <sup>a</sup>, ait remarqué & attesté suffire que l'insinuation fut faicte à la requeste du donateur ou du donataire, & qu'ainsi auroit esté preiugé par arrest de ladite Cour à Paris, du 3. May à la pronociation de la Pêthecoste 1561. par les textes de Droit qu'ils alleguent, & par nostreditte pratique, toutefois au pais de Droit Escrit & ressort de nostredit Parlement, il est autrement pourueu, & la requisition destinee au donataire, le consentemēt sur icelle au donateur aux fins que respectiuelement en ce qu'il y est de besoin & à faire, *insinuatio nedū rectē sed & mē procedat*, iusques là que si apres l'an de la donatiō, que la procuratiōy inserce auroit esté & seroit surānce par les Procureurs y nōmez estoit procedé à ladite insinuation, quād biē seroit du viuāt du donateur, l'acte qui en seroit fait seroit sujet à telle nullité qu'estāt nōseulemēt

<sup>a</sup> Charondas sur lesdites coust. & tit. susd.

interuenu dâs les quatre mois prefix, mais encores apres l'an  
 & aux Procureurs, & gens desqu'ils la puissance auroit par le  
 laps du temps expiré, ledit donateur la pourra rendre de nul  
 effect & valeur, pour la reuocation qu'il pourra faire de ladite  
 donation, laquelle principalement si elle se trouue deuement  
 insinuee, la viendra à faire descheoir & tomber de plus haut  
 en bas d'icelle: car bien que du commencement que l'ordon-  
 nance de Moulins fust publiee on pratiquast & fut iugé par  
 plusieurs arrestz dudit Parlemēt à Paris, que le temps des in-  
 sinuations n'estoit prefix que pour les creâciers, & que le laps  
 d'iceluy n'empeschoit l'effect de la donation, pourueu qu'el-  
 le fust insinuee du viuant du donateur, tout de mesmes que  
 quelques-uns attestent auoir esté souuent iugé du temps de  
 six mois pour publier les resignations, lesquelles auoient esté  
 receuës & admises apres, au viuant du resignant, *dummodo* (*ve-  
 nant*) *ne nimis propè mortem*, estant souuēt par ce moyen es con-  
 sultations des plus doctes dudit Paris tenu apres la mort du  
 donateur les insinuations se pouuoir faire: ce que bien que  
 pris, comme il estoit de ce temps, deust receuoir interpreta-  
 tion suyuant ladite ordonnance de Moulins, pendant & du-  
 rant lescits quatre mois, iceux passez nullemēt, ainſi que quel-  
 ques-uns du bon temps<sup>a</sup> auoient mesmes cōsultez respon-  
 du mal-aisément; touteſois se pourroit-on reduire à present  
 là, à cause de quelques arrestz deſus alleguez, auoir esté don-  
 nez au contraire, & nonobſtant l'aduis sur ce donné par le-  
 dit ſieur Charondas<sup>b</sup>, qu'il dit auoir esté confirmé par autre  
 arrest de ladite Cour à Paris, qui est de faire appeller apres le-  
 dit temps prefix, le donateur viuant aux fins d'estre dit avec  
 luy que la donation ſera insinuee, pour valoir comme si elle  
 auoit esté faite dans ledit temps: ce qu'il dit que le donateur  
 ne ſçauroit empeschier & y auoir des arrestz, par leſquels il y a  
 esté condamné, & ſuyuant le iugement qui y interuiendra,  
 que le donataire ſace insinuer. Car ſuyuant telle insinuation,  
 demeurera ladite donation bonne & valable, comme a esté  
 iugé par arrest du 16. Iuin 1571. tant qu'il voudra à Paris &  
 pays couſtumier de la France, mais quant au noſtre & pays  
 de Droit Escrit, le donateur en ſeroit touſiours relaxé, le  
 Droit Escrit, & nommément nos ordonnances luy aſſiſtant  
 quant

<sup>a</sup> Sory, conf.  
 71. vol. 2.  
 Angel, conf.  
 179.

<sup>b</sup> ſur leſd.  
 couſtum.  
 tit. que deſ-  
 ſus.

quant à ce; Singulierement ladite derniere à Molins, par l'inclusion de quatre ou six mois, pour dās iceluy le donateur ou donataire decedast, pouuoir neantmoins l'insinuation estre faite dans ledit temps, par là estant faite & recueillie generalement vne exclusion patente de tout autre temps apres, tant pour le regard dudit deceds des parties, que de ladite insinuation, le tout ordonné à dessein, & pour faire entendre que jaçoit que de droict en quelque temps que le donateur vint à deceder, n'en estant autrement aucun pour insinuer prescrit, par ce moyen les parties ou le luge le pouuant prendre à leur volonté & discretion: Cela tousiours venoit à receuoir interpretation du viuant du donateur, iceluy mort nullement, encores qu'il eust constitué Procureur à ces fins, *quia morte mandanti extinguetur mandatum*<sup>a</sup>, & le donateur s'en pouuant repentir, reuoquer la donation, donner & vendre, aliener, hypotheker ailleurs, comme bon luy semblera: <sup>b</sup> Toutesfois pour ceste prefixion le donateur venoit à estre lié à ladite insinuation, non seulement d'un lien attaché à sa personne & de son viuant, mais encores apres son deceds, entourant les choses donnees en faueur des donataires, comme de titres & panonceaux Royaux, que si arrestoient & demeuroient iusques audit temps ordonné pour ladite insinuation; lequel passé, *ipso iure*, estoient pour lors cōme des maintenant, & des maintenant comme pour lors leuez & ostez: que les donataires donc y prennent diligente & soigneuse garde, & se contentans d'estre dispensez, non seulement par arrest de la Cour de Parlement à Paris, apres consultation meure & exacte des Chambres<sup>c</sup>, mais par approbation generale & ordinaire de nostre Cour à Tholose, de la solemnité de l'insinuation à leur domicile, ores qu'il semblaist par les maux generaux de ladite ordonnance y venir & estre sujects, ils ne laissent eschapper le moindre poinct de l'occasion presentee, aduertis qu'elle s'en estant vne fois volée & gaigné les champs, sera fort mal-aisée à reprendre & enfermer en cage, s'il ne plaist au donateur la rappeler de son bon gré & liberalle volonté, *ita ut voluntas eius qua defecerat, iudicio recenti redisse intelligatur*.<sup>d</sup>

<sup>a</sup> Arg. l. 7. ff. de iur. de liber. b l. si. §. Lucius Titius ff. de donatio.

<sup>c</sup> Charondas esdites Resp. lib. 7. ca. 55. et sur lesdictes Coustumes, Tit. susdit. <sup>d</sup> Arg. l. qui ex liberis §. testamēto D. de bono poss. secund. Tabul.

DD



## CHAP. LXVII.

- 1 Donation, propter nuptias, qu'on appelloit, subiecte de droit à insinuation, sinon qu'elle fust faicte en faueur d'un moindre.
- 2 Arrest de la Cour de Paris, allegué par Charondas, portant que c'est au mary, & non à la femme de faire insinuer la donation par elle faite, par contract de mariage, & y a d'autres Arrests à mesme suite & consequence, alleguez de la Cour de Parlement à Paris.
- 3 Comme aussi autres Arrests, par lesquels la simplicité des rustiques ne les auroient peu excuser, de la formalité de la susdite insinuation.
- 4 Non plus que l'Eglise mesme n'en estant excusee, par autres Arrests estimez iustes, saincts, & fort equitables.
- 5 Estendre en restitutions en entier en faueur des femmes ou mineurs, l'ordonnance susdite contre les creanciers, & autres successeurs particuliers, seroit vne equité qui viendrait à fouler le faict d'autrui, & degenerer à vne pure iniquité.
- 6 Pour raison dequoy, ladite Cour à Tholose n'auroit voulu estendre telles & semblables faueurs des restitutions que dessus, que contre les heritiers successeurs vniuersels des donateurs, & non contre les creanciers successeurs particuliers.
- 7 A cause dequoy est estimé que ladite Cour à Tholose malaisément suiuroit le preiugé de la Cour de Paris y allegué, avec la confutation des raisons d'iceluy amenees, & en passant au contraire raisonnees.





N est venu donques là par la formalité de nos loix Françoises, qu'il est requis & necessaire suivant ce qu'elles ont prescrit & ordonné pour l'effect & validité mesmes des donations, icelles insinuer sans aucune exception de personnes, la rigueur & formalité desdites ordonnances adstraignât generalemēt sans differēce, trestous, lesquels habiles pour accepter donatiōs sont aussi cēsez estre capables & habiles pour insinuer icelles, iusques aux femmes mariees, pour leur estre loisible en prendre aduis & mettre en deliberatiō leur fait, & apres iceluy, poursuiure par deuant luge cōpetant, au cas que le mary y seroit repugnāt & cōtredisant, Argētré l'a ainsi tenu & raisonné<sup>a</sup>, biē qu'un peu trop generalemēt en ce qu'il auroit adiousté à ce dessus, que cela procede cōtre tous sans esperāce de restitutiō, & encores nonobstāt ce que pour la minorité d'aage s'en trouuoit ordonné & respōdu par les Empereurs<sup>b</sup>, lesquels biē qu'il traitassent nō-  
 1 mémēt *de donacione propter nuptias*, laquelle n'ayant riē de commun avec nos donations en faueur de mariage, comme Charondas auroit noté en quelque part<sup>c</sup>, & nous aurions ailleurs amplemēt discouru, estoit subiecte à insinuation, sinō qu'elle fust faite en faueur d'une moindre<sup>d</sup>, la mesme raison toutesfois qui ne pouuoit estre que la fragilité du sexe ioincte avec la fragilité de l'aage auroit & pourroit auoir lieu, tant esdites donations qu'autres & moindres mesmes qui pour leur sexe ne sont pas plus asseurez que les femelles de mesme aage & à occasion duquel en tout sexe le iugement qu'on en espere avec le temps n'en peut estre veu, attendu iceluy, que quasi comme disoit Ciceron *per caliginem*, à demy & à trauers des brouillars fort espais, obscurs & tenebreux: d'oū vient que par l'appendice qui auroit esté nouuellement mis en ladite editiō sous vn arrest mis par feu Papon à sondit Recueil<sup>e</sup> il y est nommément annoté, les mineurs estre aysément releuez par lettres du defaut de ladite acceptatiō & insinuation, & de ce en sont alleguez & cotez arrests de la Cour du Parlement de Paris: & quāt aux femmes mariees, ores qu'ayans passé l'aage de 25. ans, ledit Charondas auroit escrit<sup>f</sup> ne deuoir estre trouué estrange si les Cours souueraines de France, biē qu'ō ne doieue rien changer des solemnitez, iugent quelquefois

<sup>a</sup> sur le tit. que dessus de donat. in praes. num. 14.

<sup>b</sup> in l. Minorib. C. de donat. ante nup. l. fi. §. 10. C. de Iur. Dor. c. esd. responses ca. 73. lib. 9. d. d. l. Minorib. Et nouell. 127.

<sup>e</sup> titre des donations Arrest 39.

<sup>f</sup> en les pandectes liure 1.

où l'evidente equité le requiert, contre les estroites paroles des ordonnances, comme mesmes celles des susdites insinuations fondees en cet endroit, sur l'infirmité du sexe de la femme, puissance du mary, & trop grande fiance qu'elle a en l'amitié & fidelité d'iceluy, pour raison dequoy ledit Charondas auroit laissé par escrit avoir meu la Cour de Parlement de Paris à iuger que c'estoit au mary & non à la femme, de faire insinuer la donation à elle faite, par contract de mariage; & partât que le mary ou l'heritier d'iceluy ne pouvoit alleguer contre la femme le defect d'insinuation, ny s'en preualoir, attestant en avoir plusieurs Arrests, entre autres vn pour vne partie qu'il nomme: l'auteur aussi desdits appendices sous lesdits Arrests recueillis par ledit feu Papon, en vn autre endroit auroit annoté <sup>a</sup>, insinuation des choses donnees en fa-  
<sup>a</sup> sous led. rite: des do-  
nations Ar-  
rest. 26.

ueur de mariage, à la requeste de la vefue du mary, contre le beupere donateur vivant, & 15. ou 16. ans apres le decez de son fils, & mary de la demanderesse, pour vne qui y est nommee avoir esté receüe & approuee par Arrest general dudit Parlement, du 12. May 1581. inferant apres que par là auroit esté preiugé, que la rigueur de l'ordonnance des quatre mois ne se pouvoit entēdre & pratiquer que pour le creancier, non contre la femme qui a esté liee du mary, & n'a peu agit, & du mesme susdit Arrest: ensemble des autres susdits alleguez & cotez à autre susdit appendice concernans lesdits reliefs des mineurs, ledit Charondas auroit aussi fait mention, & au lieu cy dessus souuent en la marge cotté <sup>b</sup>, & ailleurs es susdites Responces <sup>c</sup>, cōme aussi d'autres arrests, par lesquels la simplicité des rustiques ne les auroit peu excuser de la formalité de la susdite insinuation, l'vn desquels ledit Chopin auroit raisonné d'vn party & d'autre sommairement & fort doctement à son accoustumee, en son traité des priuileges des rustiques <sup>d</sup>, ce qu'à la fin il dit n'estre nouveau, *in solemnibus actuum formulis à quibus ne tantillum quidem licet recedere*: l'Eglise mesme n'en estant excusée par autres arrests susdits amenez avec les precedens par ledit Charondas, lesquels nous auons tousiours estimez iustes, sains, & fort equitables, dignes d'vne telle compagnie, qui est la premiere & souueraine de France, redoutable aux subjects, & admirable aux François: non pas

<sup>2</sup>  
<sup>3</sup>  
<sup>4</sup>

b. sur les-  
coustumes  
de Paris, ti-  
tre des do-  
nations.  
c. 116. 6. c. 28.

d. lib. 1. cap.  
5. num. 3.

toutesfois que les susdits prejuger pour les reliefs de ladite insinuation des mineurs & femmes mariees, nous pensions qui s'estendent & portent iusques là, que la rigueur de l'ordonnance de quatre mois, ne se peut entendre & practiquer que pour les creâciers, non contre la femme mariee adstrainte & liee sous le ioug & puissance du mary, qui n'auroit peu agir: car comme pour ceste-cy cela semble estre raisonnable, & l'equité que nous auons dit dessus y assister, aussi és restitutions en entier, par ce moyē, faites en faueur de ladite femme, ou bien pour la minorité aux mineurs, estendre l'ordonnance contre les creanciers, & autres successeurs particuliers, ce seroit vne equité qui viendroità empieter & fouller le droit d'autrui, & degenereroit à vne pure iniquité, par laquelle tous les principaux fondemēs & motifs de ladite ordonnance, viendroient à estre foullez au pied, & les faussetez & suppositions non seulement ouuertes: mais à bonne foy les contractans avec le donateur avant ladiēte insinuation deceuz & frustrez, ayans encorés avec eux vne iuste & probable ignorance pour conseruer le leur, & se garentir de perte. Qui est la cause pour laquelle nostredite Cour à Tholose n'a voulu estendre telles & semblables faueurs de restitutions que dessus, à l'encontre des insinuations omises & dilayees, que contre les heritiers & successeurs vniuersels des donateurs, & non contre les creanciers & successeurs particuliers: tesmoins en pourront estre les arrests que pour ce regard nous auons recitez aux liures precedens, & par lesquels deslors desdites insinuations, l'effect des donations n'est rapporté iusques aux donations insinuees, que pour le regard desdits heritiers & successeurs vniuersels seulement, & par consequent nous estimons qu'il seroit fort mal-aisé que nostredite Cour trouuaist bon & valable vne donation du pere à son fils, par contract de mariage de certains biens, le mariage n'estant consommé que huit ou dix mois apres, pendant lesquels ledit pere oblige & hypothèque les mesmes biens à quelque tiers, & apres la consommation dudit mariage, le donataire fait insinuer ladite donation, & ce contre ledit tiers, ainsi que ledit Charondas auroit recité auoir esté fait par arrest dudit Parlement de Paris, qu'il confirme & dit ailleurs auoir confirmé

par la condition inherante aux contractz de mariage, *si nuptiæ sequatur, quæ ad tēpus cōtractus retrahitur* : ce que nous luy accorderons volontiers avec autres raisons, en dependans entre le donateur & donataire, comme parties contrahantes, entre lesquelles les paroles narratiues, mesme de l'acte qu'ils auront contracté, pourroit produire & auoir effect, mais quāt aux tierces parties, nullemēt, par les reigles de droit assez vulgaires, outre ce que pour le tiers non y compris, leur droit tousiours est tenu censé pour reserué, & avec grand differēce & disparité de raisō, car les donataires où les heritiers du donateur taschent d'acquérir & gaigner, les créaciens ou successeurs particuliers ne perdre point, ceux-là veulēt augmenter le leur du blot, & au preiudice d'autrui, contre tout droit naturel, ceux-cy les conseruer & pouruoir à leur indemnité, comme il leur est permis de tout droit, & *sine cuiusquā iniuria: non autē par eadēq; ratio videtur, amittere debita, & lucra non capere*, ainsi que sur pareil & semblable sujet l'Empereur Theodose auroit rescrit en quelque part <sup>a</sup>.

<sup>a</sup> l. f. C. de  
Codicill.

CHAP. LXVIII.

- 1 Relasche de la rigueur des ordōnances, touchāt l'insinuatiō & acceptation faites en faueur des enfans par leurs ayeuls peres, & autres ascēdans, aux cōtracts de leurs mariages.
- 2 Les Notaires qui reçoieūt lesd. donatiōs les peuuēt stipuler & acquérir droit & action, sans cessiō aucune, au profit des tiers & ignorans, mesmement en ceste France.
- 3 Lettres de relief pour ce regard aisees à obtenir par lesdits enfans, ou leurs tuteurs & curateurs, s'ils sont moindres.
- 4 Viēnent toutefois en cas de relief pour defaut d'insinuatiō des hypotheques & insinuatiōs qui auroiēt esté faites par les donateurs depuis les donatiōs, de pl<sup>9</sup> pres à estre examinees.
- 5 L'Arrest de Paris appellé communement de Crozet.
- 6 Bien que la rigueur de l'ordōnance soit contre lesdits enfāz, l'equité toutesfois les fauorise & embrasse, aidee de l'intention du donateur & de l'ordōnance mesmes, parlant de l'acceptation des Notaires nommément.



**D**E mesme source d'equité susdite procede le relache de la rigueur, tant de ladiete ordonnance qu'autre suiuant apres, en faueur des enfans pour l'insinuatiō & acceptation des donations à eux faites par leurs ayeuls, & peres, ayeules & meres aux contracts de leurs mariages, ou autrement és cas permis & loïsibles de droict, car biē qu'icelles donatiōs ou autres aduātages, voire institutiōs hereditaires par la coustume de France, contre la disposition du droict Romain soient pratiquees & tollerees entre toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient capables & habiles proprement à disposer du leur, quelques distinctions de Nobles & roturiers, que quelques-vns y ayent voulu amener, & suiuant laquelle on dit auoir esté prejugé solēnellement és derniers iours, par arrest de la Cour de Bordeaux, toutesfois quand il est question de les rendre fermes, stables, & avec effect, y seroit & auroit esté requise la solemnité, tant de l'insinuation que de l'acceptation que dessus par lesdits donataires: singulierement contre les creanciers & successeurs particuliers des donateurs, lesquels ne peuvent estre enuelopez ne enfermez, qu'ils n'ayent preueu ou peu preuoir prealablement la chassē qui en estoit faite de ladite insinuation toutesfois & acceptation, les Notaires qui reçoient les donations, presens, stipulans, & acceptans, comme ils peuvent, estans personnes publiques, & comme tels pouuans stipuler & acquerir droict & action, sans cession aucune au profit des tiers & ignorans, & estās censez comme tels aussi auoir charge & mandemēt de la loy, ou d'vniuersité du païs, *ad acceptandum & stipulandū pro quolibet de vniuersitate*<sup>a</sup>, singulierement en ceste France, ainsi qu'un personnage fort experimenté és coustumes & pratiques de la France, en auroit en quelque endroit attesté<sup>b</sup>, & de là procede que quand il est question du different meū pour lesdites donations, & autres pareilles & semblables contractuelles dispositions faiētes ausdits enfans, apres le decēs de leurs ascendans donateurs, les heritiers ou successeurs, desquels viennent à reuoquer en controuersē lesdictes dispositions, pour defaut d'insinuation ou acceptation que dessus, lesdicts enfans, ou leurs tuteurs, ou curateurs, s'ils sont encores moindres, en obtenant

<sup>a</sup> Barto. *§. si stipuler. ff. de verbo. obliga. & in l. nec ei §. nec eorū ff. de adopt. M. l. n. us latissime conf. 60. b* Ioan. Fab. *in §. si vero alij. in de si. r. f. da. inst.*



pour la formalité, lettres de reliefs en sont aisément releuez, voire encores sans lettres, quelquefois ainsi que nous aurions veu souuent prejurer, mesme à nostre rapport à la Tournelle en l'an 1594. au procès d'Aliguery, & des Rayfacs, dont auons fait mention és liures precedens: il est vray qu'en ce cas & 4 pour defect de ladite insinuation les hypotheques & alienations qui auroient esté faites par les donateurs, depuis les donations viennent de plus pres à estre examinees & balancees sur les causes & occasions qu'elles auront esté faites, aux fins que par des passedroits singuliers, pour quelque vtilité 5 introduits de l'autorité des constituans, contre la teneur du droit trop estroit, la moindre bresche qu'on peut soit faite aux creanciers particuliers successeurs, & de mesme la Cour de Parlemēt de Paris auoir accoustumé iuger, pourront estre instruits ceux qui auront entre mains, & liront les responses du droit dudit Charondas, où il amene vn arrest de ladicte Cour, appellé vulgairement l'arrest de Croset <sup>a</sup>, qu'il auroit depuis recité ailleurs <sup>b</sup>, où sommairement ayant discouru le donataire present deuoit accepter la donation, pour la substance d'icelle comme des autres contrats consister au consentement des parties, il adioust apres cela receuoir vne limitation equitable quant aux enfans, encores qu'ils ne puissent 6 entendre & parler, par ce que la donation est valable, soit que le contrat porte le Notaire acceptant & stipulant pour eux, où qu'il face mentiō seulement d'eux presens <sup>c</sup>, pour autant que bien que la rigueur de l'ordonnance qui est la loy de France, soit contre lesdits enfans, l'equité toutesfois les fauorise & embrasse, aydee de l'intentiō du donateur & de l'ordonnance mesme, parlant de l'acceptatiō des Notaires nommément: ce qu'en passant m'auroit semblé bon de n'obmettre, tout exprez en ayant dressé ce chapitre.

<sup>a</sup> li. 6 c. 88.  
<sup>b</sup> sur leld.  
 coustum.  
 tit. surdic  
 des dona-  
 tions.

<sup>c</sup> l. 3. c. l.  
 seruum. 6. ff.  
 rem pupil.  
 sol. fere.

CHAP. LXIX.

- 1 La donation faite à vn present & acceptant à la charge qu'apres son decez les biens donnez ou partie d'iceux appartiendra à vn absent nommé, est bonne & valable de droict en faueur dudit absent.
- 2 Et iusques là que pour defect d'acceptation par ledit absent la condition & cas aduenu, la donation sera tousiours trouuée bonne & valable de droict, en faueur dudit absent.
- 3 Hypothese sur semblable donation iugee pour le donataire absent contre les successeurs ab intestat.



I L est certain par la plus commune resolution des interpretes du droict, la donation estre receuë & pouoir valoir estant faite à vn absent, au cas que le donateur face donation à aucun present, & acceptant, à la charge qu'apres son decez, ou aduenant certaine cōdition apposee au contract, les biens donnez viēdront & appartiendront ou partie d'iceux, à vn absent nommé par ledict contract, d'autant que bien que regulierement, *alter alteri stipulari non possit*, le donateur toutesfois peut dire & mettre loy priuee en sa donation aux choses qu'il donne, singulierement qu'aduenant certain cas elles paruiennent à autre, & tel que bon luy semblera : <sup>a</sup> Et dont sera acquise ledit cas aduenant l'action qu'on appelle vtile, sans autre cessiō audit tiers nommé. <sup>b</sup> Ce qu'estant presuppōsé, auroit esté reuoqué en doute si ladite condition aduenue ce tiers absent en sera exclus & priué pour defect d'acceptation de ladite donation, ce qu'il sembleroit de prime-face, par la rigueur de ladite ordonnance qui parle nommément de l'acceptation du donataire sans laquelle elle declare les donations nulles, ores qu'elles ayent esté acceptees & stipulees par les Notaires, mesmes que tels donataires sont tels qu'ils en reçoient le principal profit,

<sup>a</sup> *Late Iulius Clarus in §. Donatio num. 1. num. 2. 3. 4. 5.*  
<sup>b</sup> *Ex l. quod res. C. de Donat. quod sub mod. ut per Socy. Conf. 236.*

EE

a l'cum De-  
som ff. ad l.  
Falsu.

& à l'endroit desquels il semble deuoir estre plus regardé qu'à ceux qui auroient prins & accepté, premierement pour en fin leur rendre, & les en saisir purement & simplement <sup>a</sup> ; Ce neantmoins semblable differant suruenu en nostredite Cour à Tholose, sur semblable donation faite par vn Oncle, homme d'Eglise, à vn sien frere qui estoit de pareille qualité, à la charge de rendre les biens qu'il luy donnoit, apres son deceds à vn leur neveu, fils d'vn autre leur frere, ledit frere donataire present & acceptant à ladite donation, le susdit nepueu absent en estrange pays, dont il seroit reuenu quelque temps apres, & trouuât possesseurs des choses donnees quelques-vns ses cousins germains, nepueux d'vne sienne tante, sœur du susdit donateur & premier donataire, il les conuient en maintenuë des biens donnez pardeuant le Seneschal de Carcassonne, ou son lieutenant, produit sa donation & soustient ledit donateur estre decedé en ceste volonté il y auoit long tēps, & que l'autre susdit oncle premier donataire estoit aussi decedé puis vn an : Conclud pertinemment en ladicte maintenuë, à laquelle l'estât opposez seldits cousins germains pour le regard de leurs contingentes portions, *ab intestat*, estās en mesmes & pareil degré de succession, declaroient ne l'empescher en sa cottité, sans qu'il se peust aider de ladite donation pretendue pour n'estre vallable de droit, & quand le seroit n'ayāt esté acceptee suyuant l'ordonnance. A quoy il respondoit que ladite donation comme elle estoit faite & en sa faueur estoit valable par les raisons sur ce prises des Interpretes du Droit, entre lesquels *Iulius Clarus* <sup>b</sup>, & Monsieur Bennoist qui l'allegue en sa repetition Canonique, n'estant oubliez, avec toute la suite de leurs allegations pour ce regard: Au demeurant, & quant au defaut de l'acceptation, où on sembloit battre le plus, ledit neveu donataire soustenoit que seldits Oncles, tant donateur que premier donataire, apres l'acceptation & insinuation deuëment faicte, suyuant l'Ordonnance, ainsi qu'il monstroït par l'instrument qui auoit esté depesché d'icelle, ne pouuoir riē faire pour infirmer telle donation, & empescher l'effect d'icelle, au preiudice de luy, pour le moins qui estoit nommé & appellé sous ladite condition; Et ce d'autāt que ledit donataire son oncle, par l'acce-

b Incap.  
Rainutius  
parte 2. su-  
per verbo si  
absque libe-  
ris moreretur  
num. 22.

3

pration qu'il en auroit faite avec l'insinuation que dessus, tant d'icelle que de ladite donation, l'auoit reduë accomplie, parfaite & irreuocable, & neantmoins s'oblige à la charge, à laquelle icelle luy auoit esté faite, suyuant ce que communement en estoit dit par les Interpretes du Droiët, surquoy les parties ouyes produit respectiuellement sur l'appointement en droiët, donné par ledit Seneschal, s'en ensuit sentëce d'iceluy, par lequel ledit neveu, en vertu de sadite donation auroit en effect esté declaré bien fondé en sadite maintenue pour les choses donnees & comprises en ladite donation, sans preiudice des autres biens de leursdits oncles, qui auroiët esté adiugez, *ab intestat*, à tous les susdits neveux par egales portions, sans despens ny restitution des fruiëts, de laquelle sentence lesdits cousins germains ayans releué appel en la Cour, à nostre rapport, en la seconde Chambre, & apres le procez auoir esté party en icelle, feu M. Vignaus contretenant en l'an 1580. & au mois de Iuillet auroit esté departy en la seconde d'Enquestes pour l'appellé, contre les appellans, & en ce faisant la sentëce dudit Seneschal confirmee, & sans despës: depuis i'ay trouué ledit Charondas auoir touchee & raisonnee ladite question conformément audit arrest, qui m'a fait souuenir du susdit, & de ne l'oublier icy: le nom des parties pour certaines considerations & circonstance taillé.

---

## C H A P. L X X.

- 1 *Pays de Quercy anciennement dit pays Cahorsin, & auquel outre le siege presidial seant en la ville de Cahors il y a encores cinq sieges particuliers dependäs de la mesme Seneschauſſee, & comment.*
- 2 *Hypothese suruenue audit pays entre deux freres ayans reuoqué en doute à leur autre frere puisné, la donation de certains biës à luy faits par leur feu pere, en ce qu'elle n'auoit esté insinuee és sieges particuliers, au ressort desquels les biens donnez en partie estoient assis.*

- 3 *Los & sentence arbitraire des arbitres esleux par les parties attendu leur qualiié.*
- 4 *Partage en la grand Chambre à Tholose sur l'appel de ladite sentence, & apres es Chambres d'Enquestes renvoyé suyuant le stile aux Chambres assemblees, le iugement duquel fut empesché, quoy que soit laissé en l'estat par les parties, au moyen d'un Codicille nouvellement produict dudit feu pere commun des parties, sur lequel elles auroient apres transigé.*
- 5 *Les gens du Roy ayans baillé par escrit, adheroient à la cassation de la sentence des arbitres qui auoient party le different par le milieu & concludoient à l'entretènement des ordonnances, ce faisant à la nullité de ladite donation en ce qu'elle n'auoit esté insinuee aux sieges Royaux plus proches & particuliers.*
- 6 *Arrest de la Cour de Parlement de Paris, conforme aux dites conclusions, duquel toutesfois le sieur Charondas auroit dit qu'on pouuoit douter du cas dudit Arrest, l'auteur par ce qu'il allegue n'ayant peu coniecturer à quelles fins.*
- 7 *Ce que ledit mesmes Charondas allegue incontinant apres pour le regard des fiefs, l'auteur auroit douté que se puisse rapporter à l'usage du ressort de Tholose, & pays de Droit Escrit circonuoisin, s'il n'estoit autrement mieux expliqué, appliqué, & attendu.*
- 8 *Quant au surplus que ledit Chopin adiousle audit arrest pourroit estre pratiqué, pour les petites dependances du principal du bien donné, suyuant un arrest de ladite Cour à Paris, non que ce fust sans difficulté audit pais de Droit Escrit, & ladite Cour à Tholose.*





**V** pais Cahorsin, où nous sommes, & escriuõs cecy, qu'on dit à present par mot adoucy, que ie ne diray pas, corrópu, le pais de Quercy, la Seneschaucee d'iceluy est cõme cõposée d'un siege principal, seant en la ville principale & capitale de Cahors, où le siege du presidial dudit pays estably, & encores des 5. sieges particuliers, estãs à Montauban, Figeac, Gourdon, Lauserte, & Martel, lesquels en leur territoire & ressort sont & dependent de ladite Seneschaucee, & viennent ressortir par appel audit siege presidial, és cas de l'Edict cõtenus en l'erectiõ d'iceluy, & d'autres Seneschaucees & Bailliages en France: tellemẽt qu'il y a bien peu d'autres Iuges Royaux en Iurisdiction ordinaire Royale audit pays des principaux, estant le Viguiier & Iuge de Figeac en sa viguerie, qui vient apres ressortir par appel audit siege particulier dudit Seneschal y estably, & à mesme ville, d'autre siege des Iuges Royaux & ordinaires, n'y ayans presque point fors celuy de Fons, pres de ladite ville de Figeac, Casals, & sainte Marie, pres dudit siege de Gourdon, & encores leur siege & iurisdiction de fort petite estẽdue, qui est cause que presque toutes les insinuations dudit pays viennent à estre faites ausdits sieges particuliers, chacũ en ce qui le cõcerne, & pour les choses & fonds assis en leur destroiẽt & ressort, sauf desdites iudicatures & iurisdictionõs ordinaires, venans apres ressortir ausdits sieges, en ce qu'elles y sont seantes & encloses dedans: ce qu'estant ainsi, & notoire à tous les manans & habitants, & autres circonuoisins, seroit aduenue qu'un riche villageois, & un coq que l'on dit de sa parroisse, ayant plusieurs & diuers biens assis, tant dans le destroiẽt dudit siege principal que des autres particuliers y ressortans, és cas de l'Edict des Presidiaux, en l'an 1579. auroit fait donation en faueur de mariage d'une partie de ses biẽs à un sien fils puisné qu'il marioit en sa maison: lesquels biens estans en diuerses parcelles tant de terres, vignes que prez, estoient assis en partie en la Seneschaucee principale de ladite ville de Cahors, & en partie, & la plus grãde dans ledit siege particulier de Lauserte, & une partie, bien que petite dans les limites du ressort dudit siege de Gourdon, en ladite donation faite en forme, n'estoit oubliée la constitution de Procureur, à insinuer audit siege

principal de Cahors, & pardeuant autres, & tous ceux qu'il appartiendrait : car nommément ceste clause y estoit remarquée : neantmoins ladicte donation n'auroit esté insinuée qu'audit siege principal, par l'aduis du Conseil que le fils donataire disoit en auoir eu de quelques Aduocats dudit Cahors qui l'auroient asseuré, que l'insinuation faite audit siege principal, comme chef s'estendoit aux autres parcelles & membres, & par ce moyen il euteroit l'ennuy, frais & despens, de vaguer & courir par tant de sieges particuliers, venans ressortir par appel en Presidial audit siege principal de Cahors : ce neantmoins apres le décès du donateur pere, entre son fils aîné, & autres siens freres coheritiers d'iceluy, pour raison desdicts biens donnez à l'autre susdict frere, il y a different & procès en ce qu'ils estoient assis dans, & en autres des susdicts sieges particuliers, esquels ladicte insinuation n'auoit point esté faite, les ordonnances y estans telles & si expressees, que l'affaire n'en pouuoit receuoir aucune difficulté, & duquel les parties attendu leur qualité sont conseillez par leurs parens & amis d'en compromettre à l'esgard de leurs parens plus proches, & conseil de gens de lettres experimenter ( ainsi que portoit le compromis ) en Theorique & pratique, ce qu'ayant fait par les arbitres, par eux ainsi esleuz de l'aduis de ceux qu'ils nommoient en leur sentence & los arbitral, auroient passé comme tels qu'ils estoient prins entre deux, par le milieu, & plustost partagé que décidé & iugé le principal \*, & en ce faisant adiugez au susdit frere donataire des biens donnez, ceux qui estoient seïs dans le destroiët du ressort dudit siege principal de Cahors, où la donation auoit esté insinuée, la declarant par mesme moyen pour ce regard bonne & valable, & pour le surplus des autres biens, pour le bien de paix entre personnes si proches, & de mesme maison, ordonnoient qu'ils seroient partagez en deux parts, dont l'une, & par moitié appartiendrait audit donataire, à prendre & choisir de proche en proche des autres biens susdicts qui luy demeueroient, & estoient adiugez, & l'autre moitié ausdicts

*a Plutarc.  
és propos  
de table 2.  
quest. li. iij. v.  
bis ex versio  
ne exilandi:  
gū hac quo-  
que esset di-  
cta et sentē-  
tiam postula-  
ret. ego in qua  
non ut index  
adscitus pro-  
nunciabo sed  
cūquā hono-  
rarius arbi-  
ter, medium  
feriam.*

coheritiers, à prendre aussi de proche en plus proche des biens d'ailleurs à eux appartenans, & sans despens, ny restitution de fruiets, estans d'accord les parties que ledit donataire n'auoit iamais esté troublé ny empesché en la possession & iouissance des biens susdits donnez, qui luy demeuroient au moyen de ladite donation, en ce qu'ils la declaroient bonne & valable: de laquelle sentence fut releué appel respectiuelement par les parties, pretendans estre greuees, sçauoir ledit donataire, en ce que tous les biens donnez ne luy auoient esté adiugez, & la donation en tout confirmée, & lesdits coheritiers, en ce que les biens assis ailleurs qu'audit siege principal ne leur auoient esté adiugez entierement, & la donation pour ce regard declaree nulle: sur lequel appel les parties ayans conclud, & le procès communiqué aux gens du Roy qui auroient baillé par escrit le procès, veu & iugé en la grand Chambre, au rapport de feu monsieur Sabatier, sieur de la Bourgade, qui depuis fut President en la Chambre de l'Edict à Castres, le procès party, & de mesme à la premiere & seconde Chambre des Enquestes en l'an mil cinq cens septante neuf, & au mois de Mars, contretenant feu monsieur de Berail, dict de Poliac, le iugement dudit partage renuoyé suiuant le stile & coustume aux Chambres assemblees, auant qu'on y procedast, pour les festes de Pasques estre apres bien tost suruenues, ledit donataire faiet vne production nouuelle d'un Codicille du feu pere commun des parties, qu'il disoit luy auoir esté caché & celé iusques au iour par sesdits freres, par lequel entre autres choses leurdit feu pere auroit confirmé ladicte donation audit donataire, es biens y comprins, le faisant & instituant son heritier particulier, pretendait par ce moyen que quand les biens dont est question ne luy appartiendroient au moyen de ladite donation, & pour defect de l'insinuation pretendue par sesdits freres qu'ils luy appartiendroient, au moyen dudit legat qui luy en auroit esté faiet par leurdit feu pere, en confirmant ladite donation, contredisant auquel Codicille, cognoissant bien le conseil desdicts freres coheritiers, que c'estoit vne piece qui vuidoit ledit partage, en

ayant declaré ce qui leur en pouuoit aduenir, ils iurent & impugnent de faux ledit Codicille: tellement que sur ce le partage auroit demeuré en suspens à iuger, & les parties bien tost apres accordé & transigé dudit different, traictans leurs Aduocats, & quelques-vns de leurs parens & amis, & par la transaction, comme il nous fut apres rapporté par vn desdits Aduocats, lesdits biens donnez, presque tous demeurèrent audit donataire, fors de quelques petites pieces qui furent baillees ausdits coheritiers, pour estre proches & ioignantes, d'autres leurs biens, & lesquels encores en baillerét recôpense audit donataire de certaines sommes de deniers, à la charge qu'il quittast ainsi qu'il auoit fait à tous autres droicts paternels, maternels, auitinels & fraternels qu'il pourroit auoir & prétendre en & sur iceux, en quelque qualité, condition, & forme que ce fust: la question principale sans ledit Codicille, n'estoit sans doute & difficulté: Les gens du Roy pour ledit dire par escrit, par eux signé: entre autres de feu monsieur le premier President Durant, qui estoit pour lors Aduocat general premier, adheroit à la cassation de la sentence desdits arbitres, & concludoit à ce que les ordonnances fussent entretenues, & en ce faisant que ladite donatiô fust declaree nulle en ce qu'elle n'auoit esté insinuee aux sieges Royaux plus proches & particuliers, tels qu'estoient dudit Lauserte & Gourdon, au demeurant n'entendoit empescher les fins & conclusions des parties. Depuis nous auons veu vn arrest de la Cour de Parlemēt de Paris, recité par ledit Chopin, de l'an 1580. <sup>a</sup> par lequel fut iugé insinuation d'une donation deuoir estre faite, non au Greffe du Bailliage & siege Presidial, ains du siege Royal particulier, de la Prouince où les choses donnees sont assises, & lequel arrest est encores recité par ledit Charondas sur lesdites Coustumes <sup>b</sup>, bien qu'il die qu'on puisse douter du cas dudit arrest, duquel routesfois ledit Chopin nomme le Rapporteur, ensemble la Chambre où il auroit esté iugé, qui estoit la troisieme Chambre des Enquestes, & n'auons peu coniecturer à quelles fins, pourquoy, ne commēt il auroit fait ledit doute, continuant apres son discours en ces mots, mais pour le regard des fiefs, l'insinuation doit estre faite au siege du Bailliage, d'où ils sont mediatement ou immediatement

<sup>a</sup> lib. 2. de  
Momb. Pa-  
ris. Titul. 3.  
num. 16.

<sup>b</sup> titre des  
donations,  
artic. 171.  
271.

- mediatement tenus & mouuans, sinon qu'ils soient subjects à la iurisdiction d'un autre bailliage, parce que le fief, comme l'on dict communément, ne fait le territoire, & comme l'auteur susdit se doute du cas dudit Arrest allegué par ledit Chopin, bien qu'il en ait allegué un autre semblable en la troisieme Chambre des Enquestes, du 8. Feurier 1577. en consequence d'autre donné en vne cause du Bailliage de
- 7 Mantes & Meulan: <sup>a</sup> Aussi nous doutons que ce que dessus, qu'il a mis incontinent apres se puisse rapporter à l'usage de nostre ressort, audit Tholose, & pais de Droit Escrit, circon-<sup>a en lesdi-  
tes respôl.  
lib. 7. c. 26.</sup> uoisin, s'il n'estoit autrement mieux expliqué, appliqué &
- 8 entendu. Quant au surplus que ledit Chopin adioute au susdit arrest, il pourroit estre pratiqué pour de petites dependances du principal du bien donné, pour n'estre eu esgard au defect d'insinuation desdites petites dependances, & suffira au donataire insinuer sa donation en la Iurisdiction, dans les limites de laquelle la plus grande & notable partie des choses donnees soient assises, tout ainsi qu'il en allegue un arrest de ladite Cour à Paris, du 12. May 1552. Ce qu'encores ne seroit sans difficulté audit pays de Droit Escrit, en nostre dite Cour de Parlement audit Tholose.

---

## C H A P. LXXI.

---

- 1 Donner & retenir ne vaut, & comment, & en quel pais doit estre entendu & expliqué.
- 2 Hypothese iugee par arrest de Paris, & au pais Coustumier d'iceluy, où ladite reigle a lieu, & se doit entendre.
- 3 Du Molin consulté sur une donation, dont le donateur auroit retenu les cedes & protocoles de l'instrument sur ce passé par deuers luy, & respondu n'auoir valu.
- 4 La pratique de telle reigle que dessus ne se peut appliquer à l'usage du pays de Droit Escrit, qu'à la ruyne & subuersion dudit Droit, avec un exemple amené, prins du Coustumier Masuere.

FF





Il y a vn proverbe assez commun és pays Coustumiers de la France, par lequel il est dict, donner & retenir ne valoir, qu'aucuns ont voulu appliquer au droit Romain, & sur les essais de ce faire se seroient

brouilleez, voire confus en eux-mesmes, & non sans cause: car tant s'en faut que dudict droit, retention & donation soit trouuee mauuaise, qu'au contraire, il y est dict & prononcé qu'il faut exactement garder les loix dictes, establies & ordonnees par les donateurs, en faisant les donatiōs <sup>a</sup>, vn chacun estant modérateur, dispensateur & arbitrateur de son propre; Il faut donc interpreter & declarer que donner & retenir ne vaut, suiuant lesdites Coustumes, quand celuy qui a donné se reserve la iouyssance de la chose dōnee, ou demeure en possession d'icelle, iusques à son decés, pour le donateur estre reputé, alors non tant se repētir de la donation, ou la reuoquer, que ne l'anoir faicte que par faine & simulatiō, comme si du commencement il eust projecté & desseigné autre

<sup>a</sup> *l. legem. C. de Donat.*

<sup>b</sup> Argētré sur lesdites coustumes, tit. des Donatiōs, art. 226. ledit Charōdas de mesmes sur lesdites coustumes, tit. susdit, ex. l. sicut §. *supernacuis ff. quib. mo. pig. vel hip. pot. solu. c. l. si quis argētum §. sol et si quis C. de Dona.*

chose: <sup>b</sup> Il faut dōc que le donataire insiste qu'il soit mis en la possession & iouyssance des choses dōnees, comme il peut demander contre le donateur, *condictioe à Iustiniano reperta*, <sup>c</sup> Et suiuant telle & semblable interpretation, cōme vn homme marié eust donné à vn tiers cinquante trois liures de rente à luy deuē par quelqu'un, de laquelle il auroit toutesfois iouy tousiours, le debteur auquel ladite donation n'auroit esté signifiée, ayant racheté ladite rente, au moyen du paiement qu'il auroit fait du sort principal d'icelle, avec les arrerages à son creancier, apres le trespas du mary, le donataire poursuivant celuy qui deuoit ladite rente, afin d'estre condāné à luy payer & continuer icelle, ledit poursuivy auroit monstre le contract de rachapt, & extinction de ladite rente: Quoy veu ledit donataire, auroit faict appeller la vefue du defunct, afin de prēdre sur les biens de la cōmunauté d'entre ledit defunct & elle, le sort principal de ladite rēte, de laquelle lors de la donation à luy faite, ledit defunct pouuoit disposer estat de son propre, & en ayant disposé de son viuāt, & par le moyen de la donatiō, elle n'estoit plus en ses biēs: Tellemēt que le rachapt qui lui en auroit esté fait succedoit au lieu de ladite rēte, joint que ladite donation auroit esté acceptee par le donataire, insinuee & faite pour cause fauorable: A quoy ladite vefue eust

<sup>c</sup>

respondu que ses raisons pouuoient auoir lieu contre les heritiers du defunct: mais non contre elle aucunement, car les deniers estoient meubles, & par la coustume à elle estant noble, comme aussi estoit le defunct, tous les meubles appartenoient, & qu'elle auoit trouuez, tous les deniers delaissez par ledit defunct meslez ensemble, sans aucune separatiō de ceux qui estoient procedez dudit rachapt, lequel le debteur a peu faire, ladite donation ne luy ayant esté signifiée, mesmes que puis que ledit defunct n'auoit laissé de iouyr de ladite rente, & auoit icelle estainie, & ladite donation n'auoit peu auoir effect, suiuant la vulgaire maxime, donner & retenir ne vaut: & que par le rachapt de ladite rente, il sembloit auoir reuocqué la donation d'icelle, deuāt qu'en auoir faite la tradition; & ainsi le mesme autheur recité auoir esté iugé par arrest de ladite Cour a Paris, du 12. Iuillet 1544. il faut donc suiuant ladite maxime, & où elle est portee par les coustumes, qu'on donne à bon escient, & que le donateur baille & transfere les choses données, & la vraye possession d'icelles au donataire, de telle façon que cōme il fut proposé quelquefois vne donatiō faite par vn donateur, qui s'estoit retenu les cedez & protocollés de l'instrument sur ce passé deuers luy, & n'auoit voulu qu'il en demeurast aucune chose, ny le moindre papier du monde deuers le Notaire qui auoit receu ladite donation: du Molin, sur ce consulté, auroit respondu telle donatiō n'auoir valu, *ut quæ non effect habenda pro conclusa, veluti quam voluisset donator à sua potestate pendere* <sup>2</sup>, ce qui estoit repugnāt à ladite donation, ainsi qu'il dit auoir cōsulté & obtenu par iugement & arrest: ce qui sembleroit proceder singulierement aux termes de droit, ausquels ledit du Molin mesme se rapporte en donation faite à vn absent, & non acceptee, car autrement estant acceptee, il ne pourroit estre dit ladite donation dependre du fait d'autrui, si toutesfois la posselsiō a esté trāsferree, laquelle peut estre faite toutes & quantesfois qu'on vouldra en la vie du donateur, tout ainsi que l'insinuation, joinct que retenir se peut faire pour autres causes, que la reuocation de l'acte, *quæ in facto pleræq; incidere possunt*: & par ce que dessus peut estre veu si la pratique de tel prouerbe se peut autremēt appliquer à l'usage du pays de droit Escrit, qu'à la ruine & subuersiō

a Cōsil. 60.  
in fine.

● titre des  
donations.

¶ Art. 275.  
titre des  
donations.

dudit droit, ce qui sera tesmoigné en vn exemple seul de Masuere le coustumier <sup>a</sup>, qui auroit estimé qu'encores que le donataire en aye la possession, que s'il y a clause de pouuoir par le donateur vendre la chose donnee pour sa necessité ou autrement, telle donation n'est valable, & par là on void telle & semblable retention, estant non seulement approunee du droit Romain, mais iugee & estimee fort fauorable, elle toutesfois estre & demeurer fort esloignee d'iceluy droit mesmes, par lequel toutes autres & pareilles retentions, comme loix priuees, faictes & cloüees aux actes particuliers, subsistent & viennent à sortir effect, tout ainsi qu'est la retention d'usufruit, clause de cōstitut ou precaire, qui ne sont toutesfois receuës en aucun pais coustumier, où donner & retenir ne vaut, qu'est expliquer estre donner, & retenir, quand le donateur s'est reserué la iouissance de disposer librement de la chose par luy dōnee, ou qu'il demeure en possession iusques au iour de son decès, bien qu'expressément par la coustume de Paris <sup>b</sup>, telle explication quant à ladite retention d'usufruit, à vie ou à temps, ou au cas de ladite clause de constitution, ou precaire ait esté rejettee: mais c'est assez, ce nous semble pour ce regard: ceux qui en voudront apprendre d'auantage le pourront faire, lisant les liures de ceux qui ont escrit sur lesdictes Coustumes de Paris, & autres pais de la France Coustumiere, nous poursuirons nostre Droit Escrit.

## C H A P. LXXII.

- 1 *Bien qu'un donateur de la moitié, puisse vendre solidai-  
rement vne piece de la moitié de plusieurs par luy donnees  
en vn blot, à la charge que le donataire en sera recōpense  
pour sa moitié sur le restant & moitié du surplus non don-  
né; vn parsonnier ne pourra toutesfois en faire vendition,  
ny permutation, & pourquoy, & comment.*
- 2 *Ce qui auroit esté iugé par le Seneschal de Tholose, ou son  
Lieutenant, & apres confirmé par arrest de ladite Cour à  
Tholose.*



**D**E deux parsonniers communs en tous & chacuns leurs biens, iceux tenans & iouyffans communement & par indiuis, vn d'iceux au deceu de l'autre vend vne belle piece desdits biens à vn autre entierement & par aboutiffans, la contenans & cernans toute, avec promesse d'euictions generales & autres accoustumees: & voulant l'acheteur apres iouyr de l'entiere piece, l'autre parsonnier qui n'auoit esté present & consentant ny sçachant à ladite vente supposee pour la moytié qu'il auoit en icelle, & qu'il iouyffoit avec les autres biens avec sondit parsonnier vendeur, l'acheteur duquel respondant aux causes d'oppositiōs, dit que ledit parsonnier opposant peut auoir & a prompte & patee voye d'indemnité sur vne autre moytié desdits biens à l'equipolant de la susdite qu'il tient & iouit avec sondit vendeur cōmunément & par indiuis, à l'exemple d'un donateur de la moytié de tous ses biens, qui peut *vnam rem in solidum alienare* valablement & effectuellement, le donataire estant tenu se contenter d'estre recompensé sur l'autre moytié des biēs retenus, en sorte qu'il ne perde rien & soit sans interests, ainsi qu'auroit esté iugé par arrest de Grenoble, de l'an 1461. rapporté par ledit sieur President de Grenoble en ses Decisiōs <sup>a</sup>, que feu Papō n'auroit oublié en sondit Recueil b. <sup>a</sup> Decis. 602. <sup>b</sup> titre des donations Arrest 13. A quoy estoit repliqué par ledit parsonnier opposant, que ledit mesme feu Papon rapportant ledit arrest, auroit nommé ment laissé par escrit, ce qui est dit du donateur n'auoir lieu à vn vendeur de la moytié de tous ses biens, lequel ne pouuoit apres à vn autre vendre vn fonds *in solidum*, estant desdits biēs, ains estoit tenu de chacun fonds retenir la moytié vendue: à plus forte raison, vn vendeur particulier ne pouuant par sa vente vendre vne piece entiere commune avec son parsonnier au deceu & preiudice d'iceluy, ce qui auroit esté introduit en la persōne d'un donateur ayāt esté receu, en faueur de la qualité d'iceluy, aux fins que sa liberalité ne fust retorquee à son preiudice c, ce qui ne peut s'estendre à vn vèdeur ne permutant <sup>d</sup>, auquel il n'y auroit mesme & pareille raison: sur quoy & susdit differant, procez introduit par deuant le Iuge de Verdun en Riuiere de certaine sentence interlocutoire <sup>d</sup> portant instructiue le procez deuolu par appel au Seneschal <sup>d</sup> <sup>ad dictam decis. 602.</sup>

de Tholose ou son Lieutenant, par sentence d'iceluy ledit parsonnier opposant fut declaree bien receuable en ladite moytié de la piece qui luy fut adiugée avec restitution de fruits que ledit acheteur auroit pris & perceuz puis ladite vente, & neantmoins parce qu'il auoit rendu par ses causes d'opposition à la diuision, cōtre sondit parsonnier vèdeur, qu'il auoit fait appeller en l'instance, ledit parsonnier fut cōdamné à venir à diuision & partage des autres biens entr'eux communs & tenus par indiuis, & neantmoins garentir & indemniser sondit acheteur pour ladite moytié euincee d'autre piece equipolant en qualité, quantité & bonté de ladite moytié de celles qui luy aduiendroient par ladite diuision, ou bien que d'ailleurs luy appartiendroient, & sans despēs, pour le regard desdits parsonniers, & aux despēs pour le regard dudit acheteur, esquels son vendeur luy auroit esté condamné depuis qu'il auoit esté appellé en cause, de laquelle sentence ledit tiers acheteur auroit releué appel en la Cour; auquel conclud par toutes lescdites parties en l'an 1578. en ladite seconde Chambre d'Enquestes à nostre rapport, la sentence dudit Seneschal auroit esté confirmee & sans despens dudit appel, à quoy se peuuent rapporter les arrests de ladite Cour de Parlement de Pafis, alleguez par ledit Charondas en lescdites Responses, que ie ne repeteray pas, icy pour passer plus outre.

---

CHAP. LXXIII.

*1 Appendice mis de nouveau au Recueil de feu Papon, au lieu à la marge cotté, examiné avec les consequences qui en seroient tirees. & faites.*

a titre des  
donations  
Arrest 13.



**N** Ous n'aurions pas voulu passer sous silence ce qui auroit esté annoté de nouveau par vn appēdice audit Recueil dudit feu Papon <sup>a</sup>, parlant de la faueur des donateurs, pour laquelle il leur est permis vendre vn fonds entier duquel ils en auroient vendu parauant la moytié, pour n'estre incōmodez ou preiudiciez de leurs dites liberalitez, qui est estendu par ledit appendice iusques là, que



si vn donateur, voire le pere donnant vne terre en faueur de mariage se reserue & retient puissance de disposer de quelque somme de deniers sur la chose donnee, peut vendre partie de ladite chose iusques à la concurrence, sans le congé & sceu du donataire, y estant adiousté, ainsi auoir esté iugé par arrest cōtre vn seigneur qui y est nommé, l'an 1532. qui vouloit retirer le cens d'une rente vëduë par son donateur beau-pere, nous presupposons ledit arrest & serions marris de disputer de la iustice & autorité d'iceluy, quand il seroit tout de mesme qu'il a esté proposé, mais outre le doute qui y peut estre fait, nous dirons libremēt qu'en simples termes d'iceluy ainsi qu'il est posé, le contraire auroit passé en nostre Cour à Tholose en la grand Chambre en l'an 1579. au rapport de feu M. Berail dit de Poliac, où nous nous serions rencōtrez pour le iugement de quelques recusations, entre autres parties, & nommémēt dit par ledit arrest, que sans auoir esgard à l' vente par le donateur ainsi faite pour les sommes qu'il se seroit reseruees, le donataire les payeroit & rembourseroit audit acheteur, ou bien les luy bailleroit en autres biens des dōnez, si bon ne luy sembloit des vendus, iusqu'à concurrence desdites sommes reseruees, & que iusques à ce l'acheteur iouyroit desdits biens vëdus par le donateur, desquels ledit payement fait comme dessus, il lairroit la possession audit donataire, sans despens ny restitution de fruiets,

---

#### CHAP. LXXIIII.

1. *Es fideicommiss' vniuersels les cas d'iceux aduenus les choses auant iceux & ce pendant alienees, par l'heritier chargé imputables es quartes à luy deuës, & venans à distraire à son profit, sous quelles conditions, & comment.*
2. *Feu Papon auroit touché fort bien à propos le poinct quant à ce du droit nouveau & cōstitution de Iustinian, qui est apres examinee, & en sa dispositiue expliquee.*



Le principal fondement dudit Arrest semblè estre prins aux fins que les donateurs au moyen desdites reseruations prenās ceste autorité que de pouuoir vendre des biens dōnez, & par ainsi choisir d'iceux pour leur payement au deceu de leurs donataires, il ne leur soit vne voye ouuerte, de paruenir indirectement à ce qu'ils ne peuuent directement, qui est à la reuocation de leurs donations parfaites, qui ne peuuent receuoir moyens ne conditions au preiudice des donataires, sans leur vouloir & consentement par les reigles vulgaires de droit, à cause dequoy bien qu'il soit decisiés fideicommiss vniuersels les cas d'iceux aduenus, les choses auant iceux, & ce pendant alienees par l'heritier chargé, deuoir estre imputees és quartes à luy deuës & venans à distraire à son profit des biens sujettes à restitution<sup>a</sup>, ce neantmoins cela s'entend & a receu interpretation sans dol ny fraude, & pourueu que le fonds des lieux vendus n'excedent la valeur desdites quartes, & encores que lesdits biens vendus ne soient de plus grand valeur que leursdictes quartes, & au surplus le tout tellement compassé, que l'heritier chargé n'abuse de sa puissance, comme est decisi par les Interpretes du Droit, sur ceste matiere, & nommément remarqué par ledit sieur Presidēt de Grenoble en ses Decisiōs<sup>b</sup>, & pour les apostillateurs modernes à icelles annoté, mais encores feu Papon auroit mieux touché le poinēt quant à ce du Droit nouueau & constitutions de Iustinian, en ce qu'il auroit quelque part escrit<sup>c</sup> (apres les cas de necessité, debtes hereditaires, dot, donations à cause de nopces, mariagēs des filles de l'heritier, douāire, loūages à long temps, & vente sous ignorance, qui sont huiēt cas exceptez, dont il auoit aupara-uant parlé (les heritiers estre toujours tenus de rēdre au fideicommissaire l'heredité entiere retenuē la Trebelliaque, & s'il est fils ou propre heritier en suyte sa legitime, & au cas d'alienation desdits heritiers, que le fideicommissaire aura le choix d'imputer les choses alienees pour lesdites quartes, ou biē de vendiquer les corps hereditaires des mains des tiers possesseurs: il en allegue à ces fins l'autorité de Iustinian, laquelle est à ce expresse, & telle qu'elle vient quant à ce à desroger à tout ce que pour ce regard estoit decisi par le Droit des Pandectes

<sup>a</sup> l. Marcell.  
§. Re. quaff.  
ad Trebell.

<sup>b</sup> 605. 606.  
607. & 608  
quaff.

<sup>c</sup> Tome 1.  
de ses No-  
taires, titre  
de fideicō-  
miss. substi-  
tutiōs vers  
la fin fol.  
611.

dictes & interpretations de nos Docteurs sur iceluy, ce qui est euidentement cogneu par la narrative & dispositiue de la dite constitution, & endroict par ledit feu Papon cotté, où nommément il fait mention, <sup>a</sup> de ce qu'auparauant en plusieurs cas, il auroit pourueu aux legataires & fideicommissaires, & continuant, interdit à l'heritier l'alienation des choses leguees purement, ou sous certain iour, ou bien subiettes à restitution, *secundum veterem dispositionem*, pour auoir estimé absurde & irraisonnable, *res quas in suis bonis non possidet, eas ad alios posse transferre, vel hypotheca pignoris ve nomine obligare, & alienam spem decipere*: Et venant aux legats & fideicommiss conditionnels ou sous iour incertain soient-ils vniuersels ou particuliers, il cōseille à l'heritier pour mieux faire, de ne vendre ou hypothéquer rien desdits biens sujects au fideicommiss, *ne se grauioribus oneribus euictionis nomine supponat*: Mais si comme il dit ardent d'auarice, & esperant la condition n'aduenir, il ayme mieux vendre ou hypothéquer, *sciat quod conditione impleta ab initio causa in irritum deuocetur & sic intelligenda est, quasi nec scripta nec penitus fuerit celebrata, ut nec usucapio, nec longi temporis prescriptio contra legatarium vel fideicommissarium procedat*: Concluant en effect en tous les susdicts cas les legataires ou fideicommissaires pouuoir & auoir chemin ouuert à vendiquer les choses alienees, *& sibi assignare, nullo obstaculo ex deletarioribus opponendo*. Et apres consecutiuemēt est apposee l'authentique, portant aucune des exceptions que dessus, par où il appert qu'adjoustant ledit Empereur aux prouisions auparauant par luy faictes, pour les legataires & fideicommissaires, pour les fideicommiss vniuersels n'estre destournez, desrobez & soustraits en aucune chose, ou plustost renuersez, abolis & destruiets, prohibant & interdisant l'alienation des biens y sujects, & telle qui estoit permise auparauant, à la charge de l'imputation, il baille le choix aux fideicommissaires pour suiure & vendiquer lesdits biens sujects à restitution en quelques mains qu'ils soiēt allez ou puissent estre trouuez, ou biē de les faire imputer & tenir en compte aux heritiers chargez ou leurs successeurs: Sur ce que & leur profit viēdra & pourra estre distraict de l'vniuersel des biens sujects à restitution; Qui seruira d'vne pure & patente explication de ce que ledit

a Int. f. 6.  
sed quia no-  
stra. C. com-  
mu. de legas.

G G

feu Papon auroit passé sous vne simple allegation aux fins de ne ramener en jeu ce que l'ancien Droit en auoit ordonné, qui auroit esté & demeuré abrogé par ladite Constitution; Et ainsi nostredite Cour à Tholose l'auroit dit & iugé au procez du sieur de Bilhorgues du pais de Roërgue, contre quelques autres dudit pais & ville de Rhodes, pour vne place nommee de Teron audit pais assise, au rapport de Monsieur Ambes, ainsi qu'il m'auroit esté asseuré par des gens dignes de foy, qu'esperons recouurer à la premiere commodité.

---

CHAP. LXXV.

- 1 *Si les alienations imputables comme dessus s'entendoient & se deuoient rapporter aux donations & autres titres lucratifs qui en pourroient estre faites, & interuenir par l'heritier chargé au profit du fideicommissaire mesme, en la personne duquel consistoit le doute au fait y narré.*
- 2 *Ce que n'a point changé de main, & n'a esté transferé à autrui, ne peut estre dit proprement aliené.*
- 3 *D'autant que de plusieurs causes ou titres, vne mesme chose ne peut estre nostre, en amenant la concurrence on regarde à la derniere, quand il a cause & origine premiere, & plus ancienne.*
- 4 *La quatriesme donnée à l'heritier par le testateur viuant fait cesser la falcidie.*
- 5 *Pour la difficulté de la question, l'une & l'autre des parties soy doutant de ce que leur pouuoit aduenir, y auroient mis fin par accord, d'où le partage auroit demeuré cependant en l'estat.*



A maxime generale que dessus ainsi modifiée, déclarée & interpretée, comme nous venons tout maintenant de faire, & en ce faisant reduite à ces termes que les choses aliénées par l'heritier chargé sont imputables en la quarte, si toutefois le fideicommissaire par le droit nouueau n'ayme mieux souffrir ladite imputa-

tion, & à icelle consentir, que non pas vendiquer les choses alienees, pour en estre fait & rēdu propriétaire & seigneur d'icelles, cōme par ledit droict nouveau nous auons dit qu'il en auoit le choix, nous auroit comme à suite fait souuenir d'une question sur ce desia interuenue en ladite Cour à Tholose, à sçauoir mon, si les alienatiōs dont est parlé en ladite maxime estre imputables à la quarte, s'entendoient & se deuoient rapporter aux donatiōs & autres titres lucratifs qui en pourroient estre faites, & y interuenir par l'heritier chargé, au profit du fideicōmissaire, mesmes en la personne duquel consistoit le doute au fait que s'ensuit. Le Sr de Sarracaue par son dernier & valable testament fait heritiere vniuerselle en tous & chacuns ses biēs, sa fille Rose, & apres son decez luy substitué par fideicōmis, Iean son fils qui estoit aussi dit Sr de Sarracaue & estant en ceste volonte decedé & ladite Rose cōme son heritiere ayāt recueilly tous & chacuns ses biens sans attēdre son decez, viēt à faire donation à cause de mort, avec clause de ne pouuoir estre reuoquee en aucune forme ny façō quelcōque audit Iean Sarracaue son fils, à eile substitué apres son decez par sondit pere & approchāt de ses derniers iours apres ladite donation, par son testamēt fait heritier vniuersel, ledit Sarracaue son fils en tous & chacuns ses biēs droicts & actiōs, legue & laisse à certains petits neveux qu'elle auoit appelez des Casteras d'une siēne fille à elle predecedee & à autres y nōmez certains beaux & amples legats, & tels que sur la poursuite d'iceux droits & actiōs pretendus par lesdits neveux ou leurs tuteurs, y auroit eu procès & differēt pardeuāt le Seneschal de Tholose ou son Lieutenāt, de l'appel duquel la cause deuoluē en la Cour, s'en seroit ensuiuy arrest, par lequel dit droit prealablement sur les appellations respectiuemēt des parties, tout ainsi qui est de sile & coustume. La Cour au rapport de feu M. Sabatier Sr de la Bourgade en la grād Chābre & seance du guet qu'on appelle, nous y estans presens au mois de Decembre 1582. la cause retenue ledit Sarracaue fils, tant en vertu de ladite donation à luy faite de la place du Palais que de la substitution en sa faueur faicte par son ayeul maternel, qui auroit esté declaree ouuerte au profit dudit Sarracaue, fut maintenu en la possession & iouyssance de ladicte place

GG ij



du Palais, & tous autres biens ayans appartenu à ladite feuë Rose, & à elle aduenus par ledit testament dudit feu pere, sauf à distraire les legitimes & quarte qui auroient appartenu esdits mesmes biens à ladite feuë Rose, esquelles & autres biens, tant de son chef que d'ailleurs appartenans à ladite Rose, & desquels seroit decedee Dame & paisible possederesse, au temps de son decez, ladite Cour auroit pareillemēt maintenu ledit Sarracaue son fils & heritier, sans confusion toutes fois de ses droicts, & sous benefice d'inventaire, à la charge des legats faits par ladite Rose en sondit testament & autres charges hereditaires payables à concurrence, & en tant que de droict sur lesdites quarte, legitime & Trebellianique & autres susdits biens de ladite Rose, sans despēs ne restitution de fruiets & pour cause: Sur l'exécution dudit arrest voicy vne autre & nouvelle instance introduite par lesdicts tuteurs desdits Casteras, lesquels par requeste se rendent supplians demandeurs en interpretation d'arrest, contre ledit Sarracaue fils donataire & heritier avec benefice d'inventaire de ladite feuë Rose sa mere, entendans principalemēt à ce que ladite place du Palais, dōnee à cause de mort irreuocablement toutefois par ladite Rose, audit Sarracaue son fils, fust declaree n'estre sujete à l'imputation des legitimes & Trebellianique de ladite feuë Rose, & que nonobstant ladicte donation qu'elle en auoit faite, la detraction en fust faite sur les autres biens dudit feu testateur & pere de ladite Rose, esquels il auoit substitué par fideicommiss ledit Sarracaue: pour sur iceux telle detraction faite, auoir moyen de se pouoir prendre & dresser, mesmes pour le payement des legats faits à leur profit par ladite Rose iusques à concurrence, aux fins qu'autrement lesdits legats ne fussent rendus vains sans effect & illusioires: à quoy ledit Sarracaue auroit sans vouloir autremēt y deffendre, insisté à fins de non receuoir veu ledit arrest par les termes duquel bien examinez & rapportez, il soustenoit le fait de ladite interpretation auoir esté clairomēt & ouuertement decis & preiugé: sur ce le procez appoincté à mettre au Conseil, sur le iugement d'iceluy feu M. Buet rapporteur, nous aussi presens & opinans y ayans esté appelez des Enquestes en la grād Chambre, pour auoir esté des premiers

Iuges dudit arrest principal, le procès, nous contretenans, se trouue party en ladite grand Chambre, & d'icelle de mesme aux premiere & seconde Chambre d'Enquestes, les vns des Messieurs y opinans, & qui suiuiroient l'aduis du sieur Rapporteur, ayant esté d'aduis que ledit arrest principal estoit clair, & que l'autorité des choses iugees empeschoit ladite interpretation contraire diametralemēt au texte dudit arrest, ainsi & comme il estoit conceu, & quand cela cesseroit, que l'on ne pourroit nier que ladite place du Palais donnee entre vifs par ladite Rose, quelque clause de mort qu'il y eust, audit Sarracaue son fils, & à luy adiugee par mesme arrest en vertu de la donation de ladite Rose ne fut censée, estimée & dite, vne alienation imputable en consequent, par la susdite maxime, & de le penser ou dire autrement, ce seroit autant que de rendre du tout vaine, inutile, & superflue ladite donation audit de Sarracaue, d'autant que par icelle ladite Rose se seroit retenuë fructuaire sa vie durant, & dont elle auroit iouy pleinement & paisiblement, tant qu'elle auroit vescu, apres son decés toutesfois de plain droit, appartenant audit de Sarracaue, au moyen de la substitution ouuerte à son profit, fait & contenu au testamēt de ladite Rose, dont n'estoit à presumer vn acte oisif, & de nulle valeur, & par ce moyen ladite donation rapportable à quelque effect, qui ne pouuoit estre autre que à ladite imputation, sans laquelle ladite donation seroit autrement de neant: estoit encores allegué qu'il ne pouuoit eschoir compensation de ladite place du Palais, *ad fideicommissi partem*, parce que ladite feuë Rose estoit debitrice volontaire de ladite place, *ex donatione*, & par ce moyen compensation n'en pouuoit estre faicte par la doctrine des Interpretes du droit à ce vulgaire <sup>a</sup>, dauantage quand on voudroit prendre la donation pour restitution, en partie du fideicommiss, cela ne se pourroit faire, parce que cela seroit *ante diē vel conditionē*, & *ideo nō ita restitutio facta fuisset vt testator rogauit* <sup>b</sup>, par quoy estoient d'aduis les susdits tuteurs ne faire à recevoir en leur requeste, sans auoir esgard à laquelle, ledit Sarracaue deuoit estre relaxé par fins de non recevoir, des fins & conclusions au moyē d'icelle, par lesdits tuteurs contre luy prises, au contraire les autres seigneurs y assisťas, desquels nous

<sup>a</sup> in l. si cum  
Dotē §. si eo  
solut. marri.  
Et in Auth.  
præterea C.  
unde vir et  
uxor tēpore.  
<sup>b</sup> l. sed si an-  
te ff. ad Tre-  
bell.

auions suiuy l'aduis, & soustenions iceluy, remonstroient le fait estre de consequence, & que ledit arrest principal, tant s'en faut qu'il eust prejuge au contraire, que mesme il faisoit, la dispositiue d'iceluy bien examinee & rapportee, comme il falloit, pour l'interpretation requise, les adiudications generales y contenuës estans generales, sans mention d'imputations faites & entendues aux charges de droit qui y sont comprises nommément, si specialement autrement n'en sont distraictes, attendu mesmes que les paroles generales ont en elles supposition & rapport, à ce qui vient & depend

a Bald in l.  
à procurato-  
re C. man-  
da.

de la matiere de la disposition <sup>a</sup>, quoy que soit apparoissant euidamment & vnanimement accordé que l'arrest quant à ce est vn peu general, obscur & trop court, il faut de là inferer qu'il a besoin d'interpretation, suiuant ce qui est noté ailleurs,

b Abbas in  
cap. 1. de  
decimis, ex.

b & quant à ce qu'on allegoit, *alienatum in quartam imputari*, cela estoit accordé: mais estoit nié qu'il y eust icy aucune alienation, la donation estant faite par l'heritier chargé au pro-

c Arg. l. 2.  
mutus Datio  
Et quibus no-  
tam. ff. si cer.  
pora.

fit du fideicommissaire, lequel par ce moyen ne peut preten- dre aucune alienation, ny donques aucune imputation, *quod enim alienum factum non fuit, alienatum dici non potest* <sup>c</sup>, sic

d lib. 5. de  
benefic. c. 10.

*Et festo alienatus dicebatur, qui alienus factus fuerat* & Seneca alibi <sup>d</sup>, *alienationem, rei suae iurisq. sui, in alium translationem definiuit.* Or

au present fait pour le respect de l'imputation ordonnée pour les choses alienees, à *grauatis*, il ne falloit point penser ny cesser ladite place du Palais, donnee audit fideicommissaire par ladite

e Arg. l. a-  
lienatu ff. de  
verb. signifi.  
f. l. idē dicē-  
dum ff. dele-  
gat. 2.

mere, chargée de luy redre l'vniuersel des biens, estre alienee, *quia nō in aliū translata, licet rectē donata diceretur* <sup>e</sup>, *nō enim aliena-*

g l. Titius ff.  
ad Trebell.  
nos glos. in l.

*tur aut absumitur quod in corpore patrimonij retinetur* <sup>f</sup>, *minusq; quod non interuertēdi fideicommissi causa factā, nullo modo dici potest, maximē*

Imperat. §.  
fuff. deleg. 3.  
h in l. sed et

*quia precium non redijt in corpus patrimonij*, de ladite Rose <sup>g</sup> *Vi de Pythodoro illo alibi dicitur* <sup>h</sup>, singulieremēt venant à considerer

fi l. §. quod  
autem qui  
ff. de patib.  
haredi.

que ladite place du Palais auroit tousiours demeuré cōme af- fectee, preparee & destinee audit fideicommissaire, quelque donation que l'heritiere chargée en eust faite au profit d'ice-

i l. filius fa-  
milias ff. ad  
l. fal.

luy, estant tousiours sujette à restitution, *quemadmodū in peculia dū apud patrē remanet ius pristinū durat*, & *semper peculiū* <sup>i</sup>, est en telle sorte qu'en ladite hypothese, bien que deuant le decés de ladiete heritiere chargée rendre ladite place, puisse estre dicté

auoit tenu audit Sarracaue, donataire au moyē & en vertu de ladite donatiō, apres la mort toutesfois de ladite heritiere, le cas du fideicōmis aduenu, *iure restitutionis peruenisse ad fideicommissariū intelligetur*<sup>a</sup>, nēpe iure successionis mutato<sup>b</sup>, quia cū ex pluribus causis idē non possit nostrum esse spectatur vltima, quando habet

3 antiquiorē causam, cōme au present fait, ainli que nostre gloiā-  
teur ordinaire auroit ailleurs remarqué<sup>c</sup>, pour autāt que où la fin a neccessaire consequēce à son commencement, ceste fin est dite, estre portee en arriere à son dit commencement, sicq. *ut dicitur retrahi*<sup>d</sup>: mais encores le Iurisculte Marcel, semble auoir formellemēt decisé la question, parlāt de la falcidie, la detractiō de laquelle en cest endroit ne peut estre differēte de celle de la Trebellianique, quand il auroit respondu<sup>e</sup>, sur l'hypothese d'un testateur, qui n'ayant que cent escus en ses biens, en auroit donné entre vifs 25. f par ainli la quatriesme partie de scldits biens à vn tiers, & iceluy tiers apres institué heritier, & vuide tout l'entier du reste de ses biens qui estoient les autres trois quatriesmes par legats par luy faits, & dont il auroit chargé ledit heritier, *nihil aliud sub occasione legi falcidia interuenire posse, quia viuus videtur heredi futuro prouidere*: dont au-

4 roit esté prins argument par Bartole, & les autres le suiuaēt, la quatriesme dōnee à l'heritier par le testateur viuāt faire cesser la falcidie, & par là peut estre icy inferé que ladicte donation faite par ladite Rose à son dit fils fideicōmissaire, se rapportāt à ses droicts de legitime & quarte, & iceux donnez au mesme fideicommissaire, ne pouuoir faillir d'y estre imputez avec le surplus de l'estimation de ladite place, si point en y auoit, elle en ayant disposé en faueur du fideicōmissaire, & en ayant par ce moyē augmēté ses droicts, que telle & semblable donation ne fust comptee & imputable en iceux, tout ainli que les donations faites par le pere au fils soiēt imputees en sa legitime, & à plus forte raison le fera icy ladite donation de ladite Rose au fideicommiss, qui n'est pas si fauorable, venant au surplus en consideration que ladite donation estoit faicte à caule de mort, tellement que bien elle ait esté reduicte & quasi faicte entre vifs par les clauses apres y apposees<sup>h</sup>, toutesfois ladicte cause de mort, vient & peut estre examinee en l'estat que les affaires estoient du viuant de ladicte Rose, laquelle

a l. funde-  
gato ff. ad l.  
falcid.

b Arg. l. 3.  
§. qui fidei-  
commissariam  
ff. de hered.  
instit.

c in l. 3. §. ex  
pluribus  
causis ff. de  
acquir. pos-  
sess.

d l. dāni in-  
feti §. Sabi-  
nus ff. de dā.  
inf.

e in l. cum  
qua §. fin. ff.  
ad falcid.

f ex inter-  
pretatio. Ac-  
curs. sub ver-  
bo dedisset in  
d. §.

g l. quoniā  
nouella. C. de  
inoff. testam.

h ex l. ubi  
ita donatur.  
ff. de don.  
caus. mor.



aueroit voulu consolider pour cause de mort, ainsi qu'elle disoit & entendoit, le droit dudit fideicommissaire son fils en ladite place, pour l'exempter de la caducité de la substitution, à telle fin que si ledit fideicommissaire son fils venoit à deceder deuant elle, & par son predecés la substitution quand au surplus faite caduque, ledit son fils pour le moins eust transmise & transférée ladite place, *ad heredes vel extraneos* <sup>a</sup>, dont pour

<sup>a</sup> *Argu. l. Statius Flo-  
rus §. Corne-  
lio felici ff. de  
Iur. fidei.*

ce regard peut estre dit ladite donatio auoir esté vtile & profitable, comme assurent, & à tout hazard vn droit incertain, lequel si apres on void certain, à la bonne heure, *donatio tamen interea fuit in pendentibus: postea futuris committenda fortuitis casibus* *ut*

<sup>b</sup> *§. quoniam  
vero aliena-  
tiones de  
nup. in no-  
uell.*

*alibi de alienatione dicitur* <sup>b</sup>, & dauantage, ces mots à cause de mort, si par les suiuaus y adioustez, de ne pouuoir reuoker ladite donation, n'importent cause finale, pour le moins aux fins qu'ils ne soiēt oisifs, ils doiuent importer cause impulsue, qu'est dit par le Iurisconsulte, *caussa donandi* <sup>c</sup>: estât donques interuenue, *propter causam mortis, licet irreuocabiliter, ad nullam*

<sup>c</sup> *l. 2. §. fin.  
ff. de dona-  
tio, & in d. l.  
ubi ita de-  
natur.*

*aliam causam referre possumus, quam ad fideicommissi in rebus donatis irreuocabilem representationem, intellecta matris voluntate* <sup>d</sup>, *quia non crediderat à patre potuisse grauari*, ayant esté appelée par

<sup>d</sup> *Argu. l. mulier ff. ad  
Trebell.*

les pactes de mariage de sondit pere, comme sera dit cy apres, *aut grauatam post mortem, conditionis incerto, ac sub, testula casu, res filij teneri*, aueroit aduancé le quartier en partie, qui n'estoit fait

*si quartarum suarum sibi debitarum diminutionem sibi perimputationem fieri sperasset*, sous ce pretexte attirant d'elle vne donation,

<sup>e</sup> *Argum.  
Notatorum,  
in l. fi. C. de  
pactis.*

pour la priuer de pouuoir tester d'aucune chose qu'elle eust, ce qui n'est nullement fauorable <sup>e</sup>, y ayant adiousté à cause

<sup>f</sup> *l. Patre l.  
Debitor ff.  
qua infra  
credi.*

de mort, *ut causam ipsius donationis exprimeret*, tellement que chargée de rendre, & par ainsi debitrice du fideicommis, ayant donné à cause de mort, bien qu'irreuocablement ladi-

<sup>g</sup> *l. Si pōsus  
§. fin. de don-  
at. vir. &  
uxor.*

te place audit son fils fideicommissaire, *plenam ac debitam pietatem secuta exhibitionis, non expectata morte magis fideliter fecisse videtur* <sup>f</sup>, immo potius magis fidem excluiffe <sup>g</sup>, *illam autem adiectio-*

<sup>h</sup> *Arg. l. po-  
nult. §. fi ff.  
de Alim. &  
cibarijs lega.  
i. l. penult. ff.  
de coll. bo-  
nor.*

*nem, à cause de mort, magis ad eam ipsam causam donandi quam ad ius de nouo constituendum, sicque ad alienandum pertinere* <sup>h</sup>, *ita ut post mortem matris non tam ex donatione quam ex causa fideicommissi possidere videatur* <sup>i</sup>, & combien que deuant le temps la restitution ne puisse estre faite, *hoc rerum ut locus sit Trebelliano, sed*

*ex causa*



*ex causa donationis ut hic maxime, quia tunc potest hereditas restitui, quemadmodum & donari, quāquam non liberetur heres à creditoribus hereditariis quia non dicitur restituisse ex iudicio defuncti. Unde quia post mortem suam rogata restituere hereditatem, defuncti iudicio, & antequam fati munus expleat posse satisfacere. i. restituere hereditatem, quarta parte vel retenta vel omissa, si voluerit, explorati iuris sit* <sup>b</sup> n'ayant ladicte Rose donné que ladite place du Palais in reliquis partem quartam retinuisse magis dicendum est; Singulierement qu'en ce faict ladicte Rose auoit iuste occasion de penser qu'elle pouuoit donner ladicte place, & du surplus disposer à son aise, comme elle auoit faict sans qu'elle deust doubter de sa substitution testamentaire, les biens luy ayans esté acquis sans charge & condition quelcōque *ex contractu*, & en vertu des pactes de mariage de ses feus pere & mere, par lesquels elle y estoit appelée nommément, par ainsi ne pouuoit estre greuee, lesdits biens luy ayans esté d'ailleurs acquis sans charge entre vifs, parce que nous auons en quelque part dict ailleurs, vray-semblablement pouuoit auoir ce doute, & avec la persuation de ceste libre disposition, quoy que la Cour, *ex additione simplici hereditatis*, suiuant la disposition du Droit <sup>c</sup> *aut alias iure singulari & priuilegio liberorum* ait passé par dessus, s'ensuit qu'au pis aller ladicte place du Palais viendroient en compensation du fideicommissus iusques à concurrence, par ce que Modestin en auroit raisonné ailleurs quand estât consulté, <sup>d</sup> *quantum à fratre mulier consequi deberet in hypothese patris qui inuita filia de Dote egerat, decesseratque eadem illa exheredata, filio herede instituto, à quo fideicommissum filia dotis nomine reliquerat, qui auroit respondu sic rem esse explicandā, ut si quidem maior quantitas in priore Dote fuit, illius petitione tantum modo mulier esset contenta, quod si in summa Dotis nomine legata amplius fuisset quā in Dote principali, usque ad eandem summam que concurrat compensatio fieret, & id tantummodo quod excidit in sequenti summa, ex testamento consequeretur.* Il en adioust la raison qui se peut de mesme rapporter à nostre faict en ceste periode *non est enim verisimile patrem duplici prestatione dotis, filiam eundemque heredem onerare voluisse, praeterea cum putauerit se efficaciter licet non consentiente filia, instituisse aduersus generum de dote actionem.* A quoy estoit rapporté ce que Scevola disoit ailleurs du

<sup>a</sup> Argu. l. qui promissio ff. de con. lict. indeb. Fulgos. in l. post mortem. C. de fideic. <sup>b</sup> d. l. post mortem.

<sup>c</sup> l. Lucius septimia. ff. de fidei liber.

<sup>d</sup> In l. Titia cum testamento §. qui inuita. ff. de leg. 2.

a In l. uxore  
rem. §. pa-  
ter natura-  
lis. ff. de le-  
gat. 3.

legat fait par le pere naturel à sa fille, à laquelle il estoit debiteur par fideicommiss au lieu à la marge cotté<sup>a</sup>. Et encores ce dessus estoit renforcé par aucuns des seigneurs y opinans, sur ce que ladite place du Palais, estant des plus importants biens subiects à restitution estant alienee à vn tiers, eust peu par ce moyen estre vendiquée par le substitué, parce que nous en auons dict & touché cy-dessus, à present donc ledit substitué n'en pourroit demander l'imputation qu'il n'eust demandee *alio possidente* par consequent, *nequit petere, cuius contrarium non esset postulaturus*. Et encores que ladite Rose faisant ladite donation comme elle l'auroit faite *donationem quartarum remisisset non videretur quemadmodum nec maritus, legās dosē uxori simpliciter deductionem expensarum à se factarum remisisset videtur*,

b l. 2. ex ibi  
Barro. ff. de  
Dot. prele-  
gata.  
c par Iason  
& Castrel.  
in l. domos. ff.  
de legat. 2.

b attendu mesmement, *quod si grauat expensarum in re subiecta restitutioni, non videatur facere animo donandi*, suyuant ce qui en a esté decisi par quelques vns des Interpretes *multo minus donando in portionibus sibi quæ sitis, principaliter præiudicare*: Sur laquelle question furent admenees d'un costé & d'autre plusieurs autres & diuerses raisons à consequence & à suite des susdits, pour & à occasion desquelles le procès party tant en la grand Chambre que les deux des Enquestes, auroit esté renuoyé suyuant le style & Coustume aux Chambres assemblées, où le procès prest à iuger & departir l'une & l'autre des parties, soy doubttant de ce que luy pouuoit aduenir, traictans leurs aduocats & autres leurs amis y auroient mis fin, par accord, dont les Procureurs nous seroient venus incontinant aduertir; ladite question par ce moyen ayant demeuré en suspens & indecise comme auparauant, la suite toutesfois des matieres nous y ayans semonds n'aurions voulu desdaigner ce dessus, en attendant quelque iour la decisiō qui en peut estre faicte en semblables & pareils termes, s'ils aduenoiēt iamaïs plus: Ce que ne desirerions pour les doutes qui furent faicts, & opiniōs my-parties, en & parmy tant de personnages signalez & capables; Occasion desquelles & de l'aduertissement que nous en auons fait en ce Chapitre, nous souhaiterions de bon cœur qu'il y fust obuié & allé au deuant par des prouisions & cautions prinſes du droit mesme, qui pourront empescher soit par volonté expresse ou autrement telles & semblables controuerses.

CHAP. LXXVI.

- 1 Causes principales de l'ordonnance de Molins, touchant les choses excédans la somme de cent liures, dōt seroiēt passez cōtraēts, sans estre receue aucune preuue par tesmoins.
- 2 Commission & expresse charge donnee par la Cour à feu Messieurs les premier Presidēt d'Affis, & de Sabatier sieur de la Bourgade, pour en faire remonstrances en l'assemblée des Estats à Molins, où ils estoient deputez, & sur laquelle ladite ordonnance s'en seroit ensuiuiue.
- 3 Que bien qu'on ne puisse nier ladite ordonnance estre contraire au droiēt Romain pour l'assurance toutes fois des contractans & pour la malice des siecles, auroit donné occasion par des grandes & preignantes raisons à ladite ordonnance.
- 4 Laquelle n'est toutes fois rapportable aux testamens, comme aussi ladite Cour à Tholose n'auroit iamais fait, ainsi que ladite Cour de Parlement à Paris auroit fait, & en beaucoup d'autres occurrences & differents, esquels ladite Cour à Tholose, bien que sur ces remonstrances ladite ordonnance s'en fust ensuiuiue ne l'auroit voulu pratiquer ny estendre.
- 5 Hypothese d'un depost preingee par ladite Cour à Tholose contre ladite ordonnance.

**E**n années dernieres qui auroiēt precedé l'an 1566. adueni souuent en ladite Cour à Tholose, qu'aucunes des parties y plaidās & en causes d'importāce se trouuans fondees par leurs intentions par actes & instrumens publics & autentiques, les autres à qui elles auoient affaire les ayant veus par la communication qui leur en auroit esté faite, contredisans à iceux mettoiēt plusieurs faits en auant directement contraires ausdicts actes & instruments, & tellement pertinens qu'apres vn appointement de contraires ordinaires

surce ils les verifioient & prouuoient aussi bien qu'auoient esté posez & articulez , & encores mieux quelquesfois : de mesme quand aucune mesme desdites parties apres la contestation en cause ordinaire auoit prouué suffisamment par tesmoings les faits principaux concernans leurs intentions, les autres parties ayans articulé au contraire , verifioient suffisamment de leurs faits encores que contraires aux susdits, & respectiuement apres ayans baillez obieets, & iceux receus, & admis à verifier , ils en iustifioient de mesmes iusques là que sur le point du iugement du procez , les Iuges se trouuoient en telle peine & troubles de leurs consciences qu'ils ne scauoient la plus-part du temps de quel costé se tourner; cognoissans , sentans & flairans bien la mauuaise odeur si bien couuerte qu'il en sortoit par les extremittez mesmes où ils voyoient les affaires , n'ayans moyen toutesfois de paruenir à la decouuerte qu'ils eussent desiré , & contraincts suiure les reigles generales prescrites par les droits en tels & semblables conflicts & contrarietez de preuues, au profit toutesfois d'iceluy, qui à la verité n'y auoit aucun droit de sa part, suiuant ce qui est noté ailleurs par Vlpian en ses liures d'opinions, a quelque chose que nos Modernes ayent voulu philosopher en cet endroit <sup>b</sup>, le Iuriconsulte Calistrat qu'ils alleguent parlant en autres termes sur autre subject & tendant ailleurs <sup>c</sup>, qui auroit esté cause reprenant nos erremens que la Cour pour obuier à ce & à tant d'inconueniens qui s'en pourroient ensuiure , si autrement n'estoit allé au deuant non seulement par interpretation, mais par supplétion expresse laquelle seule appartient au Prince, auroit deliberé à la premiere occasion d'en faire remonstrances au Roy & à son Conseil priué, dit à present d'Estat , pour par sa Majesté & de son autorité y estre pourueu, fait & donné vn reglement general , ce qu'elle auroit executé en bien peu de temps en ayant donné charge, & expresse commission entre autres memoires à Messieurs les feus premier Presideut Daffis & de Sabatier sieur de la Bourgade, vn des plus anciens Conseillers appelez & deputez pour l'assemblée des Estats assignez à tenir à Moulins, ou aux ordonnances que par le feu Roy Charles neufiesme y furent faites audit an 1566. au mois de Feurier sur la propo-

a l. *illicitas*  
§. *veritas ff.*  
*de offi. presi.*  
<sup>b</sup> *Cuius ob-*  
*ser. 12. cap.*  
*19. & Ho-*  
*tom. quest.*  
*Illust. 25.*  
*cin l. 3. §.*  
*eiusd. in fi. ff.*  
*de testib.*



ftiō & remonſtrance deſdits SS. deputez de ladite Cour fut  
 faite l'Ordonnance entre autres dont nous parlerōs en temps  
 & lieu, contenuë au 54. article d'icelles, portant que pour ob-  
 uier à la multiplication des faits que l'on auroit veu cy deuant  
 eſtre mis en auant en iugement ſubjects à preuue de teſmoins  
 & reproches d'iceux, dont aduenoit pluſieurs inconuenians  
 & inuolutions de procès, auroit eſté ordonné par forme d'E-  
 dict & loy nouuelle (telle que les mots, ordonnons conformes  
 aux Latins *cenſemus & ſtatimus* eſt dit ailleurs importer <sup>a</sup>)  
 que doreſnauant de toutes choſes excédans la ſomme ou va-  
 leur de cent liures pour vne fois payer, ſeroient paſſez con-  
 tracts pardeuant Notaire & teſmoins, par leſquels contracts  
 ſeulement ſeroit faiſte & receuë toute preuue deſdites matie-  
 res ſans receuoir aucune preuue par teſmoins, outre le conte-  
 nu au contract, ny ſur ce qui ſeroit allegué auoir eſté dict ou  
 conuenu auant iceluy, lors & depuis avec declaration toute-  
 fois qu'il n'entendoit exclorre les preuues des conuentions  
 particulieres, & autres qui ſeroient faiſtes par les parties ſoubs  
 leurs ſeings, ſeaux & eſcritures priuees: & bien qu'on ne puiſſe  
 nier ladite ordonnance eſtre contraire au droit Romain par  
 lequel es differents & procès, les teſmoins ſont de meſme for-  
 ce & eſſect que les inſtrumens, <sup>b</sup> leſquels n'auroient eſté en  
 vſage que pour la memoire ſeule & perpetuelle des choſes fai-  
 tes, paſſées, accordees & contractees <sup>c</sup> par iceux, leſquels  
 perdus la verité demeurant toutesfois cela procedoit du meſ-  
 me droit, exceptez certains cas; eſquels pour le traitt du  
 temps & perpetuelle memoire d'iceluy à l'aduenir l'eſcriture  
 eſtoit de la ſubſtance qu'on appelle neceſſairement requiſe,  
 & deſquels fait mention & comme inuentaire vne gloſe Ca-  
 nonique à la marge cotee <sup>d</sup>: auſquels en ſont adioutez d'au-  
 tres par aucuns des Interpretes du droit es lieux à ce cogneus  
 & vulgaires, en tous leſquels ne pouuoient pour ce regard eſ-  
 tre alleguees ne preſuppoſees plus grandes & apparentes rai-  
 ſons que les ſuſdites generales appoſees pour preface en ladite  
 ordonnance, pour leſquelles ledict droit Romain quant à ce  
 & *in maioribus cauſis* qui ſont celles qui y ſont dites, excéder la  
 ſomme ou valeur de cent liures pour vne fois payer, l'eſcritu-  
 re eſt ſeule requiſe & neceſſaire, ſans admiſſion d'autre preu-

<sup>a</sup> ex Glo. in  
 verbo cēse-  
 mus, clem.  
 unica de cū  
 ceſſ. prab.  
 & glo. pen.  
 in cap. uni-  
 co de clero  
 non reſidēt.  
 lib. 9.

<sup>b</sup> l. in exer-  
 cēdis C. de  
 ſide inſtru-  
<sup>c</sup> l. inſtru-  
 menta. C.  
 eodem.

<sup>d</sup> cap. 1. §.  
 poſt quā de  
 cenſ. lib. 6.



*2 Authen.  
sed nouu iu-  
re C. si cer.  
pota.  
b. l. si. C. de  
fideicom.*

*Philippe  
President  
des Aydes  
respons. 35.*

*2 Esdites  
responses  
liu. 3. c. 52.  
& liu. 9.  
cha. 35.*

ue par tesmoins, cōme il y est cōtenu n'estāt nouveau en telles & semblables matieres, l'abolitiō du droit Romain, pour plus exacte & asseuree cognoissance de cause aux fins de laquelle, & pour l'asseurāce des contractans l'Empereur mesme Iustiniā par ses nouuelles auroit voulu & ordonné que es contracts excedans vne liure d'or telle qu'il ou son Trebonian appelloit ou entendoit, y fussent appelez cinq tesmoins, <sup>a</sup> moindre nombre n'y estant suffisant *ut per amplio rem numerum perfectissima veritas reuelaretur* ainsi qu'ailleurs le mesme Empereur dit des testaments <sup>b</sup>, esquels ce neantmoins es matieres susdictes la malice des siecles ayant faict ouuerture à des Prothees (en plus grand nombre qu'il ne seroit de besoin) toutes telles & semblables cautions & restraints d'euader, rompre tout, tant de chaines, manotes, & liens dont on les eust peu serrer, emprisonner & estraindre, la seule signature des testateurs & tesmoins sçachans escrire y appelez ayant pourueu par autre ordonnance ausdits testaments, & la seule susdite es contracts & autres actes publiques qui y peuuent estre comprins & entendus par ce moyen la decision de ladicte ordonnance bien examinee non rapportable ausdits testaments, comme aussi ladite Cour à Tholose n'auroit iamais fait par des raisons que nous auons cy-dessus en son lieu touchees que le sieur President des Aydes à Montpellier n'auroit oublié avec d'autres en <sup>4</sup> ses responses de droit <sup>c</sup>, contre ce que ladicte Cour de Parlement à Paris en a accoustumé iuger ainsi qu'aurions dit, & les raisons aussi amenees es liures precedents par où il viēt à estre cognu & entendu nostredite Cour à Tholose à la proposition toutesfois de laquelle ladite ordonnance s'en seroit ensuiuie la restraindre & pratiquer aux termes de ladicte proposition qu'elle en auroit faicte, dont les causes par la preface y sont sommairement & generalement mises, au contraire ladicte Cour de Parlement à Paris l'auroit estenduë, & amplifiee beaucoup d'auantage, tout ainsi qu'esdicts testaments, & outre en la cause du depost faict volontairement par quelqu'un entre les mains d'un tiers son amy sous la foy inuiolable duquel il s'asseuroit, tout ainsi que ledit Charondas auroit laissé par escrit <sup>d</sup>, qu'à la solempne prononciation du Vendredy 13. d'Aoust 1575. auroit esté iugé par ladicte Cour à Paris que le-

dit Edict sur ledit Article 54. seroit entretenu pour tous contracts generalement & vn soldat debouté de faire preuue par tesmoins de certain depost de cēt esc<sup>9</sup> qu'il auoit fait és mains d'vn certain personnage voulāt aller à la guerre contre les heritiers de celuy qui s'aydoit de l'ordonnāce, encores dit il que le depost soit vn contract le plus fauorable de tous, & le plus religieux que les anciens ayent remarqué & eu en reuerence, pour laquelle mesme & la bōne foy qu'il y doit estre, si en aucun acte des humains, par la position mesme qui en est faite estant quasi cōme vne sequestration fiduciaire entre les mains du depositaire choisi, & vrayemēt cōfidēciaire, d'oū quelques vns auroiēt voulu dire <sup>a</sup> le mot Latin *positū* auoir esté augmēté du *de* au cōmencement pour signifier la grād' & exuberāte foy & telle qu'ailleurs estoit dite, *alme*, y deuoit interuenāt <sup>a</sup> abonder & estre exuberante n'estant accoustumē d'y appeller tesmoins, qui seroit la cause, & qu'il seroit si sacré que mesme la denegation d'iceluy est vn crime de furt & larcin avec ce qu'on peut amener pour ce regard tant de bons auteurs que du droit mesme, que nostred. Cour à Tholose n'auroit trouuē bon & iuste & equitable estre faite cōsequēce par elle dudit arrest, cōme aussi des plus doctes Modernes auroient esté de cet aduis <sup>b</sup> ayant receu ladite preuue par tesmoins deux & <sup>b</sup> trois ans apres l'arrest susdit pour vn depost de 2553. escus vn tiers fait és mains de feu Ieā Durād marchād par les mains de feu M. le Cōseiller Ferrieres pour y estre pl<sup>e</sup> assurez qu'és siēnes, à cause de sa qualité, & qu'il faisoit profession de la religiō pretenduē reformee, qui luy causa & fort extraordinairement & cruellement l'auancemēt de ses iours, apres le decés duquel ledit Durand depositaire aussi decedé, ses biens mis en distribution generale, en laquelle le feu sire Pauli marchāt grossier dudit Tholose & plusieurs autres seroient interuenus y ayant eu arrest au rapport de feu M. Caumels en ladite secōde Chābre d'Enquestes, par lequel entre autres choses ladite sōme depostee auroit esté allouēe au profit des successeurs dudit Ferrieres ou autre la poursuyuant en leur nō, par potiorité & priuilege dont la cause estoit exprimee par le mesme arrest enuers lequel apres y auoir eu lettres impetrees par quelques vns des creanciers en forme de requeste Ciuile icelles interinees ledit arrest cassé, & toutes parties estant mises en l'Estat

<sup>a</sup> Papō en ses notaires, titre du depost au commencement.

<sup>b</sup> Cuius in paratit. C. de depost.

qu'estoient auparavant par autre arrest au rapport de feu M. Maynial nous y assistans & opinans pour le regard dudit de-  
 post n'apparoissant clairement & suffisamment des causes al-  
 leguees d'iceluy, la preuue en fut ordonnee, & par ainsi re-  
 ceuë contre ladite ordonnance n'en apparroissant suffisam-  
 ment par les actes du procès: par là pouuant estre veu, ladite  
 Cour à Tholose n'auoir voulu estendre ladite ordonnance,  
 comme ladite Cour de Parlement à Paris aux deposts volon-  
 taires & moins à plus forte raison aux necessaires, pour le re-  
 gard desquels des modernes de ce temps auroient estimé, <sup>a</sup> a-  
 pres auoir allegué l'arrest susdit prononcé en robes rouges de  
 ladite Cour à Paris en depost volontaire, que toutesfois s'il  
 estoit necessaire l'ordonnance n'auoit point de lieu, & que  
 ainsi auoit esté iugé le 23. Octobre 1582. és arrests des grands  
 iours de Clermont, ledit mesme Charondas en allegant vn  
 autre de ladite Cour de Parlement à Paris de mesme datte,  
 amenant au mesme lieu l'hypothese d'vn depost necessaire,  
 sçauoir de celuy qui est faict és mains d'vn hoste tenât hostel-  
 lerie publique duquel *propter fidem publicam*, la preuue auroit  
 esté receuë par tesmoins, comme il atteste mesme auoir esté  
 iugé par Arrest de ladite Cour à Paris de la mesme datte que  
 dessus, pour raison dequoy toutesfois nostredite Cour à Tho-  
 lose ne feroit aucune difficulté ne l'ayant pas faicte au depost  
 volontaire mesmes cōtre les mesmes arrests susdits dudit Par-  
 lement à Paris, & sur ce pourra estre veu l'auteur de l'appen-  
 dice <sup>b</sup> à ladite nouuelle edition dudit feu Papon qui en alle-  
 gue d'autres arrests & d'autre datte qu'il presuppōse és lieux à  
 la marge cottez <sup>c</sup>.

<sup>a</sup> L'auteur  
de la Con-  
ference des  
Ordonnan-  
ces sous  
le titre de  
tesmoins  
& autres  
preuues  
artic. 8.

<sup>b</sup> Charon-  
das liu. 8.  
de ses res-  
pons. chap.  
58.

<sup>c</sup> Au titre  
des preuues  
& tesmoins  
apres l'ar-  
rest prem.

## CHAP. LXXVII.

- 1 L'acte déclaré faux ne peut estre receu à prouuer & ve-  
rifier par tesmoins quant au principal.
- 2 Preiugé quant à ce de ladite Cour à Tholose, & encores  
du Parlement à Paris.
- 3 Charondas doute & demeure comme en suspens, apres  
quelque distinction faite par luy pour ce regard.

4 Ladite

4 Ladiète Cour toutesfois à Tholose, quelque Arrest de la Cour de Parlement de Paris, qui fust interuenue, n'en feroit iamais consequence.

**E** doute sur ladite ordonnance de Molins seroit bien interuenue plus grand en ladiète Cour à Tholose en la cause de deux parties de la ville de Penefas en Lâguedoc, en l'instance de laquelle auroit esté par l'une d'icelles un acte d'Arrest de compte entre leurs predecesseurs à cause de grandes & notables sommes pour les affaires qu'ils auoient eues & negotiez ensemble lequel ayant esté impugné de faux par la partie contre qui il auoit esté produit les moyes de faux prouuez & verifiez, ledit acte auroit esté déclaré faux, & comme tel ordonné qu'il seroit laceré, brisé & rompu par sentence du Seneschal du ressort ou son Lieutenant; de laquelle sentence auroit esté releué appel en la Cour, auquel estant conclud, l'appellât s'aideroit & auoit produit ledit compte impetres lettres Royaux aux fins que ledit acte produit qui auoit esté déclaré faux par ledit Seneschal pour auoir esté prouué que les tesmoins y denommez n'estoient presens & les seings y apposez n'estre les leurs, & desquels lesdicts tesmoins auoient accoustumé user en se signant & non autrement, sur le principal du contenu audit compte l'impetrant fut receu à prouuer & verifier iceluy principal par tesmoins où consistoit le fonds de la matiere & la conseruation de ses droicts pour les aduerations, confessions & declarations des parties qui auoient fait ledit compte & qu'il offroit verifier vray ensemble tout le contenu en iceluy, tout ainsi qu'il y estoit escrit & couché: Sur lesquelles lettres estant conclud & joint au principal, la partie defenderesse tendoit à fins de non recevoir l'acte déclaré faux par quelque forme que ce fust, celuy qui s'en aidoit & l'auoit produit pour la peine qu'il en deuoit pour le moins rapporter, c'estoit tomber de la cause que les Latins appellent *causa cadere* suiuant ce qui est ailleurs decisi tant par le droit ciuil que Canonique; Ioinct que les lettres des parties estans interinees les choses dont est question excedans de beaucoup la somme portee par ladite ordonnance; ce seroit

<sup>a</sup> In fauult.  
<sup>b</sup> q. 101. D.  
 de iur. test.  
<sup>c</sup> cap. 5. olim  
 de iur. ex-  
 tra. et ibi  
 DD.

cesdites res-  
 ponses. l. 3. ca.  
 53.

dispenser vn faulx faire contre la teneur d'icelle : <sup>a</sup> Et par ce  
 moyen faire qu'au lieu d'en rapporter vne peine exemplaire,  
 il en rapporteroit recompence & faueur extraordinaire, <sup>b</sup> Ce  
 que ne seroit raisonnable & moins le droit vouloit, & enten-  
 doit par les lieux à ce vulgaires: A quoy fut incliné par ladite  
 Cour sans difficulté, laquelle sans auoir esgard ausdictes  
 lettres auroit mise ladicte appellation au neant, & ordonné  
 que ce dont auroit esté appellé sortiroit effect avec despens <sup>2</sup>  
 de la cause d'appel sans amende & pour cause: l'Aduocat du-  
 dict appellant & impetrant n'auroit oublié vn Arrest de la  
 Cour de Parlement de Paris du dernier Aoust 1593. que ledit  
 Charondas allegue aussi en sesdites Responses. <sup>c</sup> Mais par la  
 date il appert qu'il estoit long temps auparauant ladicte ordon-  
 nance de Moulins, où aussi ce qu'il allegue & raisonne se peut  
 rapporter, non toutes fois sans difficulté, pour la peine du faux  
 en l'acte, dont aussi la production des tesmoins vray-sembla-  
 blement n'en pourroit estre exempte, quelque distinction <sup>3</sup>  
 qui soit faicte par luy; à la fin il confesse & à bonne raison, qu'il  
 ne luy a apparu encores quelle reigle on y puisse donner pour  
 s'arrester en attendant le iugement d'un procès y mentionné  
 party en ladite Cour de Parlement à Paris, pour le faict d'un  
 transport qui auoit esté iugé faux à la poursuite de celuy cou-  
 tre lequel il auoit esté faict; Nostre dite Cour à Tholose quel-  
 que Arrest qu'il y fust interuenue n'en feroit iamais conse- <sup>4</sup>  
 quence comme dessus a esté dict ayant elle mesme preiugé  
 apres partage fait en deux Châbres d'Enquestes au procès de  
 certaines parties, que nous ne nommerôs point icy, & pour  
 cause, à nostre rapport, que l'acte déclaré nul par défaut de si-  
 gnature de parties suiuant l'ordonnance; celuy qui le produi-  
 soit & s'en vouloit ayder n'estoit receuable à la vouloir prou-  
 uer par tesmoins contre ladite ordonnance, laquelle annul-  
 lant l'acte & interdisant ladite preuue fait & reduit le mesme  
 acte comme s'il n'auoit iamais esté faict & pour non adueni,  
 sans qu'aucune trace en demeure ny qu'on puisse pretendre  
 par ce moyen la verité du faict qui est reduict à neant & pour  
 non fait peruertie, estant vulgaire & certain *non entis nullas esse  
 nec prætendi posse, probationes.*



---

CHAP. LXXVIII.

¶ L'ordonnance susdite de Molins a lieu, non seulement pour les contrats passez pardeuāt Notaires, mais aussi pour le regard des conuention's priuees, signees des parties, & parelles recogneues, quelque preiugé qui en soit allegué au contraire, avec l'hypothese preiuee en la Cour sur ce alleguee.

**P**Ar la fin de la mesme ordonnance est nommémēt porté que par la dispositiue principale & generale d'icelle parlant des contrats passez pardeuant Notaire & tesmoins la Maiesté n'entendoit exclure les preuues des conuentions particulieres & autres qui seront faites par les parties sous leurs seings, sceaux, & escritures priuees, laquelle exception ne se peut rapporter qu'aux preuues receues par lesdicts contrats seulement sans autrement par tesmoins outre le contenu au contract ny sur ce que seroit allegué auoir esté dit ou conuenu auant iceluy lors & depuis: tellement que par la ne peut estre inferé, ains plustost au contraire comme il semble ladite ordonnance auoir lieu non seulement pour les contrats passez pardeuant Notaire: mais aussi pour le regard des cōuention's priuees signees des seings des parties & par elles recogneues, bien que le dit Charondas recite<sup>a</sup> auoir esté preiugé quant à ce par arrest en la Chambre de l'Edict du deuxiesme Iuillet 1583. nostre dicte Cour à Tholose se tenant aux termes de l'ordonnance, & sans se <sup>a esdites</sup> vouloir esgarer hors trop loing d'iceux ayant preiugé tout <sup>responces</sup> au contraire en l'instance de ladite distribution dudict feu <sup>lieu. j. c. 52.</sup> Durand, & article mesme du depost dont a esté faite mention cy-dessus: car il n'y auoit d'iceluy qu'une escriture priuee signee dudict Durand qui confessoit auoir receu la somme dont estoit question des mains dudit Paul pour la luy rendre quand il seroit requis & sommé, ou par autre ayant de luy

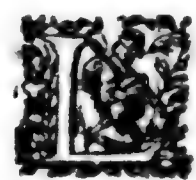
mandemēt ou charge, ledit Pauli qui estoit en l'instance l'accordant, & que c'estoit des deniers, dudit feu sieur Ferrieres qui ne les tenant assēurez entre ses mains à cause de sa qualité & des troubles (en & parmy la ruine desquels il y auroit perdu inhumainement la vie) les luy autoit baillez pour les luy mettre en depost & garde entre les mains dudit Durand hōme de credit pour lors estimē riche pour secretement les luy garder & conseruer ainsi que le sien propre, ce qu'il auroit fait sous ladite promesse simplement, où seroit, disoit-il, interuenue sa voix, la main dudit de Ferrieres, *vox Iacob, manus Esau*, & depuis estant decedē ledit Durand les secrets de la maison d'iceluy ouuerts, ses biens mis en generale distribution, & trouuez beaucoup moindres & insuffisans pour le payement de ses debtes si la cause du depost susdit, ne fauuoit par potiorité ladite somme pretendue depositee, elle estoit en danger de se perdre quoy que soit la plus grande partie ne venant autrement en son allocation, qu'apres les hypotequaires garantigiez, entre les chirographaires au sol la liure, ainsi qu'auroit esté iugē & ordonné sur le iugement d'un mesme arrest, comme nous auons touchē en quelque par des liures precedents, tellement que c'estoit là sur ladite cause du depost où les heritiers dudit feu Ferrieres insistoient le plus, & de faict par le premier arrest qui fut apres cassē par le second, ladite somme auroit esté alouēe par potiorité de ladite cause es premiers & principaux ordres des priuilegez, par ledit secōd, ladite Cour n'ayant trouuē ladite cause suffisamment prouuee & verifiee quelque confession que ledit Pauli qui estoit luy mesme creancier & allouē d'ailleurs en son rang en eust faite, qui ne pouoit faire preiudice aux autres creanciers, le iugement diffinitif n'en auroit esté fait ayant esté interloquē seulement auant dire droit pour ce regard sur ladite cause de depost & faits les concernans que les parties seroient plus amplement ouyes, diroient, produiroient, & verifieroient le contenu d'iceux, non tant en cestendroict, & pour la cause du depost dont nous auons parlē au chapitre precedent, que pour ladite ordonnance n'auoir esté estenduē par ladite Cour esdites conuentions particulieres rapportees par icelles, & par forme d'exception à la preuue des tesmoins es cas formels de la mes-

me ordonnance reiettee , ce qui apparoiſſoit par autres inſtructions & preuues ordonnees pour d'autres conuentions particulieres de meſme arreſt, & par autres cauſes que ledict depoit, ſoit qu'il fuſt volontaire, ſoit, qu'il fuſt neceſſaire.

---

CHAP. LXXIX.

1 *Les faits de dol, fraude, ſimulation , contre les contractz produits, alleguez, autrement pertinents receuables, admis & receus en preuue contre ladite ordonnance, laquelle ſ'entend du Ciuil ou du Criminel, ou approchant d'iceluy.*



E s biens dudit feu Durād mis en generale diſtribution deſquels nous venons de parler , eſtoient aſſez beaux & notables: mais non pas tels que les deniers prouenans de la vente d'iceux, peuſſent ſuffire pour acquiter les debtes , & ſatisfaire à tant de creanciers qu'il auoit leſquels en l'inſtance de ladite diſtribution ſe feroient tous mis à la trauerſe , en oppoſition ou allocation produictz chacun leurs titres, & reſpectiuement contredicts, d'où vindrent à eſtre examinees pluſieurs queſtions, non tant contre le principal debiteur qu'entre les oppoſans & creanciers meſme pour la priorité de leurs debtes & allocation d'iceux, deſquelles vne partie furent vuydees à la grand'Chambre apres le iugement d'icelles auoir eſté party és deux Chambres d'Enqueſtes, & dont nous venons de parler és chapitres precedents & auparauant auſſi és liures meſmes precedents, entre autres & dont n'auions parlé, fut ſur la meſme ſuſdicte ordonnance de Moulins pour deux contractz produictz par deux diuers creanciers , contre leſquels eſtoit allegué dol, fraude & ſimulation au preiudice de ceux qui les contredictoient & impugnoient ainſi & des droicts à eux auparauant acquis, ou à acquerir par cauſe precedente, à laquelle les hypotheques de ce qui leur eſtoit deu venoiēt à eſtre rapportees, & deuoient prendre leur origine & commencement, le doute

fur, si attendu que lesdits contrats excedoient de beaucoup la somme portee par ladite ordonnance, les faits dudict dol, fraude & simulation posez & articulez autrement pertinents & receuables deuoient estre admis & receus en preuue par tesmoins contre la teneur de ladite ordonnance, & apres longue & meure deliberation ils furent receus sauf à parties à pouuoir articuler plus à plein, & verifier du contraire, & par là iugé ladite ordonnance s'entendre du Ciuil & non du Criminel, ou approchant d'iceluy sans tendre aucunement à l'exclusion du dol & fraude, receuant interpretation des contrats faicts & passez à la bonne foy, tellement que non seulement les contractans & parties, mais aussi tous autres y ayans interests comme en alienations d'heritages, les seigneurs dont ils sont tenus & mouuans & les lignagers peuuent alleguer la fraude, articuler & prouuer les moyens d'icelle ainsi qu'auroit rapporté ledict Charondas<sup>a</sup>, auoir esté iugé par plusieurs arrests de la Cour de Parlement de Paris que auroit cottez & dattez en partie l'auteur de ladite Conference des ordonnances, les preiugez par ce moyen desdites Cours quant à ce conformes, receuables sous mesme contre-poids de la balance de Iustice.

<sup>a</sup> esdit. ref.  
pōles liu. 7.  
c. 87.

#### CHAP LXXX.

- 1 Les presomptions autres que Iuris & de Iure, ne peuvent reietter la preuue sur les produisans les contrats, contre lesquels est alleguè, dol, fraude & simulation.
- 2 L'usage parmy nous receu en pratique, n'exclost autre personne soit par lettres, titres, ou autres moyens legitimes, es cas mesme formels de ladite ordonnance les interrogatoires, & respōses Cathégoriques des parties n'y estans pas exceptees.
- 3 Et moins le serment ainsi qu'auroit esté preiugé, par arrests de la Cour de Parlement à Paris, & conformemēt à iceux par ladite Cour à Tholose sur ladite hypothese.

**M**Ais encores es termes mesmes que dessus, seroit interuenue autre & incidente question aussi facheuse, comme il sembloit aux parties, que la premiere & principale, sçauoir si les produisans & s'aydans desdicts contrats les ayans par & deuers eux, demeurans à leur profit en bonne & deuë forme leurs parties les contredisans comme dessus de dol, fraude, deguïsement, & simulation: s'estans laissez forclorre de preuue & enqueste, pour paractes y auoir presumption estre tels qu'ils les auroient descripts, & d'ailleurs il fallut iuger qu'à l'occasion desdites presumptions la charge de ladite preuue venoit à estre reiettee sur lesdits produisans s'aydās desdits contrats & subordinément au cas telle reiection n'auroit lieu par les presomptiōs qu'y estoient, n'estre assez fortes & telles au moyen desquelles ladicte reiection fut faicte; si lesdites parties estoient ce neantmoins receuables à deferer le serment & bailler à iurer ou croire decisoirement les faits pour ce regard posez & articulez cōtre lesdits produisans, & vn chacun d'iceux en ce qui le concernoit, surquoy quelque instance qui en fust faite par les parties, quāt au premier point sembloit ne receuoir aucune difficulté, tant pour l'arrest mesme l'auoir preiugé, lequel nōmément auoit chargé de preuue lesdits contredisans, & impugnans de fraude & simulation lesdits contrats sauf aux produisans d'iceux d'articuler & prouuer au contraire, que par ce que les presumptions pretendues resulter des actes n'estoient telles que peussent reietter la preuue sur lesdits produisans, *Iuris & de Iure*, qu'ō appelle ainsi qu'en semblable ledit Charodās au mesme lieu susdit rapporte <sup>a</sup> auoir esté preiugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris en la premiere Chambre d'Enquestes en l'an 1585. entre les parties qu'il nomme: & touchāt l'autre & secōd point pour le regard duquel estoient prises conclusions pour lesdits cōtredisans subordinémēt *hoc opus hic labor erat*, pour la controuerse quant à ce qui s'en peut lire, entre les Canonistes & Ciuillistes; ceux cy ayans estimé <sup>b</sup> que ceux qui sont forclos de faire enqueste, ne peuuent par apres deferer le serment & moins encores demander & requerir, qu'il leur soit deferé. Ceux là au contraire auroient tenu que l'on peut estre admis apres telle forclusion de prouuer ordonnee, à se fonder sur la confession de partie la presomptiō procedāt

<sup>a</sup> esdites  
responſes  
ch. ſuſdit

187. liu. 7.

<sup>b</sup> Paul de  
Castres in l.  
in contracti-  
bus §. de illo  
C. de non,  
num. pecun.



## 28 Notables Questions de Droit E/crit.

a in d. 9. de  
illo.

b ex nat. per  
D.D. in l.  
quid iussiff.  
dere ind.

de telle forclusion suiuant le texte où lesdits Ciuillistes se fon-  
dent<sup>a</sup>, n'ayant plus de vertu & efficace que l'Edict susdict dōt  
nous auons parlē, comme n'estant *Iuris nec de Iure*, par con-  
sequent la preuue receuable qu'on pourra tirer de la confes-  
sion de partie aduerse, car autrement on ne la pourroit con-  
traindre à faire aucune confession, ioinct mesmes que telles  
& semblables forclusions sont interlocutoires, & à ceste cause  
se peuuent aysément reuoker<sup>b</sup>; ainsi qu'il se pratique quel-  
que fois, ores qu'il n'y ait aucunes lettres Royaux pour ce fai-  
re pourquoy donc apres la forclusion decrettee, & nonobstant  
icelle la delation de serment par laquelle vne partie faict  
Iuge de son faict l'autre, ne sera elle receuable? sans auoir es-  
gard à ce que peut estre dit au contraire, le serment estre vne  
espece de preuue de laquelle on est forclos, pour autant que  
ce n'est que par subtilitez calomnieuses vouloir cacher la ve-  
rité & ouurir la porte à l'iniustice: pour obuier à quoy apres  
telles & semblables forclusions l'vsage parmy nous es iuge-  
mens contradictoires receu, qu'on appelle pratique n'ex-  
clost point toute autre preuue soit par lettres, titres ou autres  
moyens legitimes, voire es cas formels de ladicte ordonnan-  
ce de Molins esquels la preuue par tesmoins, est ouuertement  
reiectee, les interrogatoires & responses Cathégoriques des  
parties ne le sont pas & moins le serment, comme n'estants en  
ladite ordonnance & n'ayans iamais esté exceptez, ainsi qu'au-  
roit esté preiugé par arrests de la Cour de Parlement à Paris  
dattez & attestez par l'auteur de ladite Conference desdites  
ordonnances sur la susdite, qui fut la cause qu'en l'arrest de  
ladite distribution sans auoir esgard, aux incidens sur ce in-  
troduicts sur les requestes à ces fins presentees, premier point  
susdit & chef dicelles, ayant esgard quant à ce au surplus d'i-  
celles lesdits produisans viendroient accepter ou repudier le  
serment deferé *modo delato*, & dans certain delay prefix autre-  
ment deferé, en quoy la Cour auroit preiugé le forclos de fai-  
re preuue par tesmoins, n'estre point forclos de se pouuoir  
rapporter au serment de la partie, estimant plus l'equité des  
Canonistes appuyez sur les authoritez de quelques vns des  
Ciuillistes que l'aduis dudit S. de Castro plein de rigueur, en  
cores qu'il amene le Speculateur pour autoriser son opinion:  
ce qu'il

Ce que Guenois en ses Commentaires & Annotations sur la Pratique Iudiciaire de feu Monsieur Imbert, n'auroit oublié, que nous luy rendons pour la fin de ce Chapitre de fort bon cœur apres auoir attesté l'auoir ainsi tousiours veu garder & obseruer en ladite Cour à Tholose, Iuges & magistrats au ressort d'icelle.

CHAP. LXXXI.

1. *Tesmoignages anciennemēt entre les Romains dictes les depositions des tesmoins non iurez, par eux enuoyees, escriptes ou signees de leur main.*
2. *Es matieres criminelles les anciens n'adioustoient pas grand foy à telles depositions muettes, & moins sont receues n'y en aucun esgard en ceste France.*
3. *Soit es matieres criminelles ou bien es matieres ciuiles. faut que les tesmoins soiēt ouïs de viue voix, & moyennant serment par les Iuges, ou bien par Commissaires à ce par eux deputez.*

alib. 5. Inst.  
tue. orator  
cap. 7.  
b En la vie  
de Cymō  
pour la de-  
positiō de  
Luculus  
enuoyee  
aux Che-  
ronneens,  
pour la-  
quelle ils  
furent ab-  
sous, & au  
traicté d'i-  
nimitie  
fraternelle  
parlant du  
tesmoigna-  
ge de Scy-  
pion qu'il  
auoit signé  
& scelé &  
présenté à  
Caton son  
frere pour  
le signer  
auec luy

**A** preuue doncques par ladicte Ordōnance es cas d'icelle que ce soit par escriture est preferee à toute autre preuue par tesmoins, cōtre ce toutesfois qu'il sēble auoir esté preiugé & gardé entre les anciēns Romains entre lesquels *testimonia dicebātur* disoit Quintilian en quelque part *aut per tabulas, aut à presētibus, Testes (inquit) seruētur iure iurando, testimonia signāti iū cōsensu* : Estans appelez tesmoignages les depositions des tesmoins non iurez par eux enuoyees escriptes ou signees de leurs mains, desquelles est faite mētion en quelque part par Plutarque <sup>b</sup> & par Apulee aussi en sa seconde Apologie où il se formalise de ce tesmoignage lequel biē que leu en son absence, il se donne autant de peine à le destruire & à reprocher celuy duquel il estoit & l'auoit escrit, que s'il auoit esté présent deuant luy & deuant les Iuges: bien est vray qu'il se formalise de tesmoignage soustenant que celuy, qui

a Airaut  
lib.3. de  
son ordre  
Judiciaire  
num.35. &  
l'Angle. in  
suo octosimo,  
lib.4. cap.1

l'auoit fait & escrit estoit en ville : Consequemment qu'on ne le deuoit receuoir à tesmoigner en absence, recognoissant par là que si veritablement il eust esté absent, malade, ou autrement excusé, receuant sa deposition par escrit, on ne faisoit rien qui ne fust iuste. Et quand tout cela & tout ce qui est apporté en consequence par quelques vns de nos modernes s'entendrait & rapporteroit *ad publica iudicia* que nous appellons matieres Criminelles, esquelles les anciens n'adioustant pas grand foy à telles depositions muettes, & moins nous y adioustons & les receuons par les recolemens & confrontations y introduits par nos Ordonnances, observez & gardez exactement sans difficulté ny doute quelconque entre nous, ne pourroit on toutesfois dissimuler que ce que l'Empereur Adrian rapportant le Iurisconsulte Calistrate auroit escrit qu'il auoit de coustume d'ouyr les tesmoins, & interroger luy mesmes, & ne s'en fier à personne conformément à nostre vsage par lequel n'est adiousté foy au tesmoing, s'il n'a esté ouy, recollé, & confronté, se rapporter à la façon de faire en procès & iugemens des matieres criminelles, car autrement le susdit Empereur par sondit rescrit seroit à soy mesmes, & diametralement contraire ayant rescrit apres bien qu'à autre, *aliam esse auctoritatem presentium testium, aliam testimoniorum que recitari solent*,<sup>b</sup> par lesquelles paroles il est assez remonstré que & l'un & l'autre fait foy, mais non pas la mesme & pareille, pour autant que le Iurisconsulte susdict ayant faict recit de deux escrits du susdit Empereur, desquels nommément est & doit estre rapporté aux causes ciuiles *ex more Iurisconsultorum, qui ad fidem alicuius rei faciendā, exemplū unum referre satis habent, nisi cum amplius continetur altero, quam priori, eo quod plura semper diuersum aliquid habent* c. Tout ainsi que des plus doctes de nostre temps auroient apperceu & annoté: Ce qui demeure raisonné & confirmé par d'autres aussi de nos modernes fort doctement & copieusement à leur accoustumee<sup>d</sup> par le discours & raisonnement desquels & autres pareux amenez, il appert de tout temps les depositions des tesmoins par eux faictes de viue voix & iurees auoir esté preferees & de plus grande authorité que les depositions muettes & par escrit quelque seing & cachet dont elle fussent

b l.3. §. idē  
cū sequenti  
de testib. ff.

c. interdum,  
de publica  
l. si. ad Se-  
natu Tur-  
pil. ff.

d. Ferretus  
in d. §. idē  
Dinus.

e. L'angle.  
ubi supra.

signees & seelles: dont non sans cause sont rapportez & nom-  
brez certains cas, esquels non seulement pour la memoire  
certaine d'iceux: mais pour leur validité mesme l'escriture  
seroit requise & necessaire que nous auons touchee en quel-  
que part des liures precedents où nous renuoyons les le-  
cteurs pour acheminer & mettre fin à ce chapitre, & pour  
la fin d'iceluy, conclure que entre & parmy nous les tesmoi-  
gnages que dessus par escrit ne peuuent auoir lieu pour ve-  
nir en aucune consideration, soit és matieres criminelles,  
3 par ce que nous en auons desia dit, soit és matieres Ciuiles  
esquelles de quelque qualité & condition que soient, il faut  
que les tesmoins soient ouïs de viue voix & moyennant ser-  
ment par le Iuge ou leurs Lieutenans, ou bien en cas de ma-  
ladie, absence, ou autre excuse de ne se pouoir presenter  
personnellement és lieux où les Iuges ou leurs lieutenans  
sont & demeurent, par des Commissaires deputez par eux  
sur les lieux quelquefois avecq'adioinct, quelquefois sans  
adioinct, suiuant la teneur de leur commission en vertu de  
laquelle ils procederont & feront ce que leur commettans  
eussent faiët ou deu faire si les tesmoins à produire eussent  
eu moyen ou autrement peuse presenter deuant eux pour  
dire & deposer verité, qui auroit faiët que par ladite ordon-  
nance, par laquelle est quasi compris la preuue des tes-  
moins estre reiettee, & l'escriture publique des contracts  
preferee, n'est fait aucun preiudice à chose quelconque  
que nous ayons dit & amené dessus: d'autant que outre ce  
que l'escriture dont nous auons parlé estoit priuee & sans  
autre autorité que de la volonté propre & deliberation  
de ceux qui l'auoient escrit, subiect par ce moyen à plus  
grand facilité des hommes, que des tesmoins, qui person-  
nellement presentez moyennant serment requis, auroient  
dit & depose par deuant les Iuges, & laquelle de tout droit  
est tenue pour fort suspecte, & pour laquelle il y auroit eu  
plusieurs constitutions pour y obuier & aller au deuant,  
en tant que les constituans & legislateurs auroient peu ad-  
uiser & s'estendre: celle que dessus dont auroit esté faiëte  
mention en ladite ordonnance preferee à toutes depositions

KK ij

de tesmoins à foy publique comme receuë par main & autorité publiques, surpassant de beaucoup toutes mains & autoritez priuees, mesme estant accompagnee de la presence de deux tesmoins pour le moins: ou bien de l'assistance de deux Notaires qui font les actes authentiques & garentiges & hors de tout soupçon de la facilité que dessus, singulierement qu'estant autrement lesdits Notaires surprins en faux, il y va de leur vie pour crainte de laquelle punition quād bien il ne seroient tels qu'ils deuroient estre, ils auroient en horreur d'y preuariquer & faillir *formidine* (comme disoit le Poëte) *pæne*.

---

### CHAP. LXXXII.

- 1 *Au commencement on tenoit & iugeoit les fins de non recevoir introduictes par ladite ordonnance, couuertes par un appointement de contraires.*
- 2 *Depuis au contraire mesme au moyen de l'appel qui peut estre releuë, dudit appointement des contraires, acquiescements y faits, & de tout ce qu'au moyen d'iceux s'en seroit ensuiuy.*
- 3 *Ladite Cour à Tholose n'auroit receu l'ordonnance des desertions des appellations.*
- 4 *Arrest de la Cour de Parlement de Tholose conforme à ce dessus.*

**R**ESVLTE donc de ladite ordonnance és choses. excedans la somme ou valeur de cent liures pour vne fois payer vne fin de non recevoir contre ceux qui voudroient & pretendroient faire aucune preuue par tesmoins, & non par contracts par deuant Notaire & tesmoins, cōme n'en ayant esté faits ne passez, ou bien l'estans, outre le cōtenu ausdits cōtracts, ou sur ce qui seroit alleguë auoir esté dit ou conuenu auant iceux lors & depuis, sans toutesfois exclusion des preuues des cōventions particulieres,



& autres qui seroiēt faites par les parties soubs leur seings, se-  
aux & escritures priuees: les fins de nō receuoir donc estās sub-  
iectes à estre couuertes par defense pertinēment au principal  
& appointement de contraires sur ce interuenu, se presen-  
teroit la question: si telle & semblable fin de non receuoir in-  
troduite par ladite ordonnance seroit couuerte & vuydee  
par vn appointement de contraires donné en la matiere soit  
en audience ou au Conseil: & sembleroit que non pour tel-  
les & semblables fins de non receuoir, introduites par les loix  
& constitutions publiques, ne pouuoir estre passees: conui-  
uees ou dissimulees, par façon ny acte quelconque de parties  
priuees, ny par le Iuge mesme soit directement, ou indire-  
ctement, expressement, ou taiselement, & ainsi auoir esté iu-  
gé par plusieurs arrests de Paris, le sieur Charondas auroit  
r'apporté en quelque part de ses responces <sup>a</sup>: mais c'est és der-  
niers temps & posterieurement, du commencement & au-  
parauant, il attestoit qu'il auroit veu iuger le contraire, &  
en allegue des arrests de ladite Cour à Paris, & entre autres  
dont il nomme les parties confirmatif d'une sienne senten-  
ce, par laquelle il l'auoit ainsi, & pour la couuerture des di-  
tes fins de non receuoir par l'appointement de contraires  
iugé: mais pour ce changement & diuersité de preiugez, il  
est fort aysé à pouruoir à ce par le remede ordinaire d'appel,  
qu'on peut releuer de l'appointement de contraires sur ce in-  
teruenu, & acquiescements y faits, & de tout ce qu'au moyen  
d'iceux s'en seroit ensuiuy, qui sera tousiours trouué perti-  
nent & receuable pour reprendre telle & semblable fin de  
non receuoir, prinse sur ladite ordonnance és ressorts, prin-  
cipalement des Parlements qui n'ont receu l'ordonnance  
des desertions des appellations, tel qu'est nostredite Cour  
audit Tholose, ceux-là mesme qui l'auroient receuë, ayans  
occasion de s'en dispenser pour le droit public sur l'ab-  
breuiation des procès auquel les parties ne peuuent desfro-  
ger, & moins les Iuges l'ignorer, parce mesme que ledict  
Charondas en auroit dit pareillement en sesdites Responces,  
<sup>b</sup> par ainsi comme fust que Maistre Iean Aymar Recoureur  
des tailles en temps de trouble, eust fait cedula de cinq cens  
liures à Symon de Villepoutous, & icelle signee comme Re-

<sup>a</sup> lib. 2. cap.  
91. lib. 4.  
ca. 76.

<sup>b</sup> ca. susdit  
76. lib. 4.

ceueur lors que ledit Aymar créancier, luy demāda ceste somme, il se deffend de ladite qualité laquelle estoit expirée, le demandeur soustient qu'il luy a promis en son nom propre, le defendeur dit que ce fait n'est receuable suyuant l'ordonnance, le fait est contesté par le Iuge, & verifié nonobstant l'appel du defendeur, depuis le procès estant renuoyé audit Parlement de Tholose, le defendeur ayant impetré lettres de la Chancellerie pour estre receu à poursuiure l'appel qu'il auoit interiecté de la contestation, ses lettres furent interinees par arrest du 25. May 1582. lequel en mesmes termes auroit esté in-<sup>4</sup>feré és memoires susdits au recueil de feu Papon apres & sous l'arrest premier du titre des preuues tesmoins & enquestes, ce qui estoit fort aysé d'obtenir en ladite Cour par le relief accoustumé ordinairement fait par icelle des desertions & autres fins de non receuoir, singulierement en faueur & pour regard de ce qui ne contient qu'execution du droit public, conseruation & manutention d'iceluy, contre les contrauentions & façons indirectes, aux fins d'icelles qu'on y veut & essaye introduire.

---

CHAP. LXXXIII.

- 1 *Donations faites aux enfans biē que fermes & valables neantmoins quelques fois peuuent estre reuoquees, pour certaines causes suruenantes singulierement quand elles sont faites à des filles long temps y a, au preiudice des enfans masculins du donateur & freres de la donateresse.*
- 2 *Hypothese approchant de ce dessus, avec l'arrest de la Cour sur icelle.*
- 3 *Conciliation dudit arrest avec vn autre du Parlement de Paris.*

**COMME** au contraire ou pour le haut droit & rigoureuse obseruation de ladite ordonnance, il en viendroità estre produicte & parfaite vne autre & grand'iniure ainsi que dit le prouerbe, les Cours souuerai-

nes de France ayans le glaiue souuerain en main de toute humanité, equité, & droicturiere Iustice, estans au lieu du Prince qu'elles representent, non monté superbement à Cheual mais assis sur le throsne avec son Sceptre à la main de sa Iustice, ne font difficulté (bien que facilement ne faille rien changer des choses non seulement substantielles, mais des solennelles,) s'y dispenser où vne euidēte equité le requiert, & pour cet effect ayder & secourir aux parties qui le requierent, & en ont besoin, nous en auons és chapitres precedēs assez, & sommairement discouru pour le regard de ladite ordonnance és cas & comme elle est gardee & entretenue, & d'autres où n'y est eu aucun egard lesquels ioinct avec ce qui est annoté sur la mesme ordonnance par l'auteur de la Cōference des ordonnances & lieux des auteurs qui y sont alleguez, pourrōt quant à ce nous semble suffire : dirons icy seulement & conformément à ce que dessus que comme retournans pour vn coup és donations que nous auions laissées dessus, sçauoir que cōbien que les donations faites aux enfans, soient entre autres qui peuuent estre faictes fermes, stables, & vallables, la plus part ce neantmoins quelquesfois peuuent estre reuoquees pour certaines considerations & causes y suruenants, singulièrement quand elles sont faites à des filles long tempsy a au preiudice des enfans masles du donateur & freres de la donateresse, qui fut la cause qu'en certaine instance pendant en la Cour dudit Tholose, entre le fils d'un donateur heritier vniuersel institué par sondit pere, & vne sienne sœur donateresse vniuerselle des biens de sondit pere, ledit fils ayant impetré lettres en cassation de ladite donation auxquelles ladite sœur eust proposées fins de non receuoir, par ladite Cour ayant esté ordonné que sans auoir esgard à icelles, ladite sœur defendroit pertinemment ausdites lettres en cassation, au pied dudit arrest ayant esté escrit l'arrest, que si elle ne deduisoit ny alleguoit autre chose, le fils estoit maintenu esdits biens comme heritier du susdit pere, & sans auoir esgard à ladite donation par luy à ladite sœur faite, laquelle apres auoir defendu, aduertie comme est vray-semblable dudit arrest se seroit rendue impetrante autres lettres Royaux pour estre receue à demāder l'entier heritage de leurdit pere,

mettant par fait que ledit fils & frere sa partie, apres le testament de sondit pere, par lequel il estoit institué heritier vniuersel, l'auroit batu, & ne l'auroit secouru, ny ayde aucunement en la maladie de laquelle il seroit decedé, dont ledit pere auroit protesté de s'en plaindre à la Iustice lors qu'il seroit en la ville pour la demander, & où il auroit moyen de s'adresser au Iuge, sur la pertinence desquelz faicts lesdits sieurs opinans au iugement trouuez en diuers aduis, entre autres sur la pertinence des faits alleguez par ladite fille qui soustenoit pouuoir estre par elle deduiets, bien que le pere ne s'en fust plainct, la Iustice d'office y mettant souuent la main, attendu mesme la grauité des faits, entre autres de celuy par lequel estoit mis en fait que partie disoit que si la Iustice confirmoit la donation, il desenterreroit le corps de son pere: passa toutesfois au contraire & par arrest dit que sans auoir esgard ausdites lettres de sadite sœur & donation par elle pretendue ledit fils estoit maintenu au moyen & en vertu du testament de sondit pere en tous & chacuns les biens d'iceluy par arrest du 16. Nouembre 1591. auquel ne peut estre oppose comme contraire, l'arrest de la Cour de Parlement de Paris du mois de Nouembre 1499. allegué par le S. Charondas en quelque endroit de seldites responses<sup>a</sup>, pour auoir esté donné sur autre & diuerse hypotese en laquelle le donateur aduertiy des propos contre luy par son donataire aduancez, en auroit fait informer, & par mesme moyen obtenu lettres Royaux pour faire coiser la donation laquelle il reuoquoit, procès commencé sur ce, & le donateur decedé, la fille contre le donataire agissant reprenant le procez, le propre donataire contre qui auoit esté commencee la poursuite par le donateur soustenant n'estre receuable icelle dite fille qui estoit sœur heritiere de son pere, disant que la renonciation n'auoit esté faite par sondit pere de son viuant, & que l'instance par luy commencee combien que semblast action penale estoit transferee en icelle, sans auoir esgard toutesfois à ce que ledit propre donataire soustenoit mesmes que les propos par luy proposez, n'estoient suffisans pour l'arguer d'ingratitude, par sentence du Seneschal de Lyon confirmee par ledit arrest, la fille est declaree bien receuable, les lettres Royaux interinees & la donation

<sup>a</sup> lib. 3. ca.

27.

donation rescindée, & par là peut paroistre de la diuersité des hypotheses que dessus par lesdits Arrests iugees, en la premiere n'y ayant plainte aucune & moins introduction d'instance sur icelle du donateur & testateur, en la seconde & derniere y ayant plainte & instance introduite sur lesdits faicts & causes d'ingratitude d'iceux, en telle sorte que comme au premier cas auquel celuy qui passus erat tacuerat, *silentium eius manere semper debebat, & nullo modo à posteritate eius suscitari,* <sup>a Arzo. l. fin. C. de reuoc. dona & per ibi notat. à contrario. sensu.</sup> De mesme, & au dernier en reprendre les arremens du donateur ou testateur n'est que *veram pietatem ac deuotionem exequi.*

CHAP. LXXXIII.

- 1 Declaration faicte par ladite Cour à Tholose, ladite ordonnance de Molins n'auoir lieu: sinon es pactes accessoires alleguez, non escriptes, & non es pactes principaux comme seroit celuy qui est narré, & sur lequel l'Arrest y rapporté auroit esté donné, par ladicte Cour à Tholose.

**P**Ar instrument publique, vn se trouue obligé comme depositaire de Iustice à rendre vn certain depost qu'il confesse luy auoir esté baillé, & luy mesme auoir réellement prins qu'il offre rendre comme depositaire susdit de Iustice quand & à qui appartiendra, & sera dit & ordonné, avec toutes obligations accoustumées en forme, & venant apres qu'au moyen de cest instrument & confession y contenuë il auroit esté poursuiuy pour raison dudit depost à requeste de qui il appartenoit & lequel estoit present audit depost ayant esté receu par le susdit de ses mains propres, voicy le susdit pretendu depositaire qui viët recourir à vn fait qui estoit que led. depost n'auoit onc esté fait entre ses mains réellement, & qu'il l'auoit fait & confessé comme il estoit contenu pour complaire & faire plaisir à la partie qui l'en auoit pressé instamment, pour la grande amitié qui estoit entre eux deux, & promptement offroit en iurer ou croire la mesme partie, à laquelle à defaut qu'il ne l'en voudroit croire il en defe-

LL



a Art. 54.  
b cap. 2. de  
probat ext.

cl. Testis.  
C. de Testi.

roit le serment; Surquoy le procès deuolu en la Cour fut doub-  
té si à ce le susdit obligé en bonne & deuë forme contre l'instru-  
ment estoit receuable contre l'ordonnance de Moulins; & ce  
ce que d'ailleurs se trouua par escrit<sup>b</sup> tels & semblables faiçts  
ne pouuoir tomber en preuue si autrement il n'en apparoiſt par  
escrit,<sup>c</sup> Ce nonobstant le susdit obligé y auoir esté receu, Nous  
auõs trouué dans leſdites memoires dudit ſieur Berail par ladi-  
te Cour à Tholoſe & à ſon rapport, ſans toutesſois qu'il datte  
autrement l'Arreſt lequel nous eſtimons auoir eſté donné ſui-  
uant la declaration de ladite Cour, que le meſme ſieur Berail  
rapporte auparauant en ſeſdites Memoires ſçauoir que ladite  
ordonnance de Moulins n'auroit lieu ſinon eſ paçtes acceſſoires  
*præter vel extra cōtractum*, alleguez non eſcrits, autrement ſeroit  
eſ paçtes principaux entre leſquels eſtoit le ſuſdict dont eſtoit  
queſtion en l'hypothèſe que deſſus, & d'autres pareils & ſembla-  
bles que nous auons particulièrement cy-deſſus propoſez, eſ-  
quels tant par la Cour de Parlement à Paris que le ſuſdict de  
Tholoſe auroit eſté de meſme diçt déclaré ladite Ordonnan-  
ce ne ſe pouuoir & deuoir eſtendre & rapporter: ce qu'outre  
ce que nous aurions dit auparauant, nous a ſemblé bon n'ou-  
blier icy, prins comme nous auons dit deſdites Memoires.

#### CHAP. LXXXV.

- 1 Ciceron aſſeuroit la ſeuerité ſalutaire ſurmonter la vaine eſpece, & toute apparence de clemence.
- 2 Arreſt de Paris fondé en equité tre-exemplaire.
- 3 Ainſi les Empereurs Theodoſe & Arcade, par leur clemence temperoient la rigueur du droit, par des plus modere & temperez decrets, cōme auroit faiçt ladite Cour à Tholoſe, ayant interpreté ce droit vulgaire de la Frãce qui conſiſque les corps conſiſque les biens n'auoir lieu en la ſucceſſion d'iceluy, qui ſ'eſtant de ſon plein vouloir eſtranglé ſon corps pendu apres ſa mort, icelle dite conſiſcations par ladite Cour ayāt eſté iugée au profit de ſes enfants,



L'appert donc par ce que dessus que les Cours souue-  
raines de ceste France à l'exemple de Claude l'Em-  
pereur ne suiuent tousiours les ordonnances & con-  
stitutions des loix à la rigueur, ains icelles moderent & adou-  
cissent selon le bon & equitable qui y peut interuenir, à suite  
dequoy & pour monstrier le dire de Ciceron veritable <sup>a</sup>, par  
lequel il asseuroit la seuerité salutaire surmōter la vaine espe-  
ce, & toute apparēce de clemence, nous n'auions voulu icy ou-  
blier ramēteuoir vn notable arrest de la Cour de Parlement  
de Paris fondé en equité tres exemplaire, telle l'appellant le-  
dit Charondas en quelque part, duquel nous aurions appris  
& tiré ledit arrest <sup>b</sup>, duquel resulte le faict auoir esté qu'en la  
ville d'Estampes seroit aduenue que quelques ieunes enfans  
de l'aage de dix ou vnze ans au moindre, s'assembloient à vn  
iour de feste, & diuisez en deux partis avec tels quels bastons  
& pierres qu'ils pouuoient trouuer, font vne bataille entre  
eux, en laquelle s'en trouue vn qui est frappé d'une pierre par  
vn autre du party contraire estant de pareil aage de dix à vn-  
ze ans & le blessé decede quinze iours apres à l'occasion du-  
dit coup, en seroit esté informé par le Iuge qui decrete con-  
tre le ieune enfant qui auoit ietté la pierre, & apres l'auoir in-  
terrogé, le Iuge ordonne recolemens & confrontemens de  
tesmoins contre luy: ce qu'ayant veu le pere, presente requē-  
ste pour interuenir pour son fils au recollement & confronte-  
ment, ou bien qu'il luy fut pourueu d'un curateur à cet effect,  
eu esgard à la ieunesse de son dit fils & l'ignorance d'iceluy qui  
n'estoit encores en puberté, ce qui est empesché par le pere  
du defunct, tellement que par sentence dudit Iuge ledit pere  
demandeur en requeste est debouté de l'interinement d'i-  
celle dont y a appel en la Cour en laquelle les parties ouyes  
& monsieur l'aduocat du Roy de Pibrac qui depuis fut Pre-  
sident en ladite Cour qui fit cōme vne ouuerture de l'arrest,  
par iceluy l'appellation & ce dont auoit esté appelé au neant,  
au principal auroit esté ordonné que tous les enfans qui s'e-  
stoient trouuez lors dudit excez & meurtre en ladite assem-  
blee seroient menez par le maistre d'Escolle de ladite ville  
d'Estāpes en la maison du pere du defunct de laquelle ils sorti-  
roiet chacun tenant vn cierge en main & seroiet conduits en

<sup>a</sup> Epist. 6. ad  
Brut.

<sup>b</sup> liu. 1. de  
Pādeses  
de droict  
chap. 1. de  
l'equité.

l'Eglise principale dudit lieu pour assister au service qui y seroit fait pour l'ame dudit defunct aux frais communs des parents des enfans, & que là seroit fait vne exhortation par vn Docteur enioignant ladicte Cour aux peres de garder & empescher que leurs enfans ne fassent cy-apres telles & assemblees, & au substitué du Procureur general du Roy audit lieu d'Estampes de faire executer l'arrest, & en aduertir la Cour dans huitaine & sans note d'infamie, ledit arrest prononcé le 19. Feurier 1569. lequel on ne scauroit nier, contenir vn temperament qui est vn vray effect d'equité suiuy, suiuant les Iurisconsultes & Empereurs Romains en leurs responses & ordonnances dont feu monsieur du Faur auroit donné en son commentaire sur le titre de diuerses reigles du droit ancien, plusieurs exemples en recitant ce que Symmaque auroit escrit, que souuent les Empereurs Theodose, & Arcade par leur clemence temperoient la rigueur & dureté du droit par des plus moderez & temperez decrets, & entre autres il vient à reciter vne tres-equitable & benigne interpretation de nostre dite Cour audit Tholose donnée par arrest le 24. Ianuier 1582. sur ce droit vulgaire de la France qui confisque le corps confisque les biens qui n'a lieu en la succession de celuy qui s'estant de son plein vouloir estranglé, son corps auroit esté pendu, apres la mort, ains icelle dite confiscation par ledit mesme arrest auroit esté iugée à ses enfans, par ce que tel droit rigoureux deuoit estre restrainct & moderé, & que le defunct n'estoit reputé pour condamné, tout ainsi que ledict S. Charondas auroit au mesme lieu, & en propres termes rapporté auquel à ceste occasion ie ne doubteray voier particulièrement ce chapitre comme prins & tiré de ses œuures au lieu que dessus, & ayant merité n'estre en aucune sorte oublié.

---

CHAP. LXXXVI.

- 1 *Hypothese d'un arrest fort humain , donné par ladite Cour à Tholose en faueur d'une pauvre & vieille mere ayant meurtry d'un couteau qu'elle portoit à saccinture, un Capitaine bien armé & accompaigne voulant attenter par force & violence à la pudicité de ses filles.*
- 2 *Le fait par les circonstances d'iceluy monstroie que ladite mere preferoit l'honneur de ses filles à sa propre vie, & tel qu'elle estoit digne d'estre mise au rang de ces femmes vertueuses que l'historië Plutarque auroit ailleurs beaucoup louees, pour leurs faits courageux.*
- 3 *Feu mōsieur le President Durand, mary de telle & semblable prononciation faite en audience contre les reiglemens generaux & accoustumez de la Cour.*
- 4 *Raisons pour le soustenir proposees par l'auteur, audict sieur Durand en parlant dudit arrest.*
- 5 *En ladite Cour a Tholose n'est extraordinaire le iugemēt de telles & semblables lettres de grace en audience, en ayant ainsi vsc d'autres fois, en demettant un porteur de semblables lettres, de l'interinement d'icelles sur le champ.*



**O** V R vne plus ample confirmation de ce que ie viens de dire que la Cour de Parlement de Tholose à l'exemple des autres Cours souueraines de ce Royaume a fait paroistre & reluyre son autorité en affaires extraordinaires se dispensant de l'estroite obseruation des loix & reiglemens qu'en autres subiects communs & ordinaires elle garde bien religieusement : i'admeneray icy vn de ses arrests que Charondas auroit aussi remarqué bien notable, ce fut au fait de Marie de Petes <sup>a</sup>, laquelle ayant

a liu. 7. de  
scd. Ref-  
ponf. cha.  
188.

deux ieunes filles & demeurant en lieu champestre vn Capitaine bien armé & accompagné de quelques soldats aussi mauuais garnemens que luy, vint de nuict enuironner & assaillir pour attenter sur la pudicité de sesdites filles, & apres toute resistance qu'elle & sesdites filles auroient peu faire pour repousser & empescher l'entree audit Capitaine, n'ayant peu rien aduancer, & entre dedans par l'effort desdits soldats, leur fait prendre ladite femme & l'amener loing à l'escart pour la tuer, laquelle toutesfois eschapee ausdicts soldats & plus curieuse de l'honneur de ses filles que de sa vie, animee d'un cœur vraiment maternel en & parmy les tenebres de la nuict, & par les detroits & adresses qu'elle sçauoit, retournée en sa maison, trouua ledict Capitaine en ses efforts contre vne de sesdites filles, qui fit que d'un large cousteau esmoussé que les femmes du pais ont accoustumé porter ordinairement à leur ceinture : elle luy donne dans les reins & le tuë, ce qu'estant aduenu, suruenus à tel spectacle les soldats qui l'auroient suiuy, s'en seroient enfuis, quitte ladite femme & sesdites filles, lesquelles tristes & desolées entierement, le corps dudit Capitaine est trouué le lendemain sur le lieu avec grand' somme d'argent & autres choses precieuses qu'il auoit sur luy, dont quelque temps apres ladite mere est faicte prisonniere, & ouye, & examinée, accorde & confesse la verité du faict, neantmoins est condamnée par le premier Iuge qui luy faisoit le procès à la question dont elle appelle en la Cour de Parlement à Tholose, ou conduite & amenée en l'Estat à la Conciergerie pour estre ouye en sa cause d'appel suiuant le stile, vsage & coustume, elle impetre lettres de remission & pardon qu'elle presente en ladite Cour à genoux, & en la grand' Chambre: sur l'interinement desquelles, tant les parties que le Procureur General du Roy ouys ensemble le discours fait par ledict S. Procureur du procès principal & informations faites interrogatoires & responses de ladite prisonniere avec la sentence dudit Iuge dont elle estoit appellante, par arrest donné en Audience le 2. de Iuin mil cinq cens quatre vingts deux, ladite Cour ayant esgard ausdites lettres de remission, auroit or-



donné que ladite femme prisonniere qui s'appelloit Marie de Peres seroit mise en pleine liberté, luy faisant mainleuee de ses biens enioignant au Iuge duquel estoit l'appel de faire & parfaire le procès aux cōplices dudit Capitaine dans le mois & d'en certifier la Cour à certaines peines : neantmoins ordonné certaine reparation sur les biens dudit Capitaine à ladite de Peres, laquelle à l'instant fust eslargie nonobstant ce que le Geolier la vouloit retenir pour ses droicts & geolage, ledit Procureur general du Roy l'empeschant sauf a luy à se faire payer par autre & ordinaire voye, & c'est en somme & en mesmes termes le recit du faict tel qu'il estoit à la verité que ledit sieur Charondas en faict és lieux cy-dessus à la marge cottez, bien est vray qu'il y adioust que ladite Cour avant la presentation desdictes lettres auoit desia veu le procès aux fins d'obuier, & aller comme au deuant à ce qu'on pourroit amener contre ledit arrest portant interinement desdictes lettres sur le champ & sans estre entree en cognoissance de cause quant au principal pour faire droict sur l'appel ainsi qu'il appartient, & est vn stile & vsage ordinaire, mais si cela eust esté ainsi il falloit que le procès eust esté veu en la Chambre de la Tournelle où ledit appel estoit deuolu, & apres lesdites lettres presentees à la grand' Chambre procedé à l'interinement que dessus au lieu de les ioindre au principal pour & avec iceluy estre iugees par mesmes Iuges qui auoient veu le procès ainsi qu'est de la forme & vsage ordinaire en toutes telles & semblables impetrations ou bien que l'impetration venant en cause d'appel deuolu & appartenant à la dicte Tournelle comme le susdict pour en iugeant iceluy appel estre par mesmes moyen & pardeuant mesmes Iuges & mesme Chambre, faict & dict droict sur l'interinement desdictes lettres, le iugement desquelles venoit prealablement à estre discuté & examiné comme prealable & preiudiciant à ladite cause d'appel : mais au contraire nous tesmoignerons icy que le faict cy-dessus mis resultoit clairement par les actes du procès : tellement que les circonstances d'iceluy balancees & examinees par ledit Procureur general, l'arrest tel que i'ay dict s'en seroit ensuiuy au profit & faueur

de ladite mere prisonniere, laquelle par vn iugement admirable & inscrutable de Dieu, ayant de sa propre main avec vne bisongne de fer tranché la vie comme vn autre Iudith à vn vilain & malheureux Holofernes, auroit monstté qu'elle preferoit l'honneur de ses filles à sa propre vie qu'elle auroit hazardée, digne par consequent d'estre mise au rang de ces femmes vertueuses, les faicts vertueux desquelles, l'historien Plutarque auroit descrits en quelque part entre autres de ceste Tymolea Thebaine dont il parle, qui auroit avec ses femmes assommé celuy qui auoit voulu attenter à sa pudicité, nous sommes memoratifs dudit arrest, lequel fut prononcé par feu monsieur le President Bertrand en l'absence de feu M. Durand premier President occupé ce iour là à la suite des funerailles de feu monsieur Bonail Conseiller en ladite Cour son beau-frere lequel depuis parlant dudit arrest avecq' nous familièrement, nous dit qu'il auoit regret de n'auoir assisté à ce iugement, & donnoit à cognoistre par sa contenance qu'il estoit marri de telle prononciation faicte en audience contre tous les reglemens generaux & accoustumez de ladite Cour, quoy que soit l'euidence du faict & circonstances d'iceluy excusoit tousiours ce qu'on pourroit y remarquer d'extraordinaire, ioinct le consentement des assistans à ladicte prononciation, la trouuant digne de ladite Cour sans ce qu'on peut amener que l'appel deuolu à la Tournelle, & duquel n'auoit esté rien dict demeuroit encores à iuger, parce qu'il estoit assez iugé par la remission en la pleine liberté de ladite de Peres avec la main leuee de ses biens faicte à son profit, & autre suite quant à ce par les mesmes termes de l'arrest susdit ainsi que dessus prononcé semblant que la Cour n'auoit voulu vser du mot d' eslargissement ny autrement faire mention de la prison de ladicte de Peres, ains seulement la remettre en pleine & entiere liberté, pour ne donner occasion au reproche du vulgaire quant à l'emprisonnement, n'y ayant rien toutesfois de sinistre ny digne de reprehension pouuant tomber à l'endroit du plus homme de bien du monde, & comme quasi qui diroit *ruptis catenis sed non explicatis*, ainsi que nous lisons auoir esté faict de Iosephe le Iuif en quelque part<sup>a</sup> : & à ce dessus nous adiosterons ce qui suit, que le iugement des lettres de grace

<sup>a</sup> lib. 4. de  
la capt.

de grâce en audience, & sur le champ qu'on appelle, n'est pas si extraordinaire, que nous n'ayōs appris ladite Cour mesmes à Tholose le 24. Nouëbre 1542. en auoir ainsi vſé, en demettant vn porteur de lettres de grace de l'interinement d'icelles sur le champ, comme nous aurions trouué és Memoires dudit ſieur de Malard, qui pourront ſeruir de garant contre tout ce qui pourroit eſtre allegué d'extraordinaire audict Arrest.

---

CHAP. LXXXVII.

- 1 *Les Ordonnances concernans la preſcription de trois ans, contre les ſeruiteurs pour leurs loyers & gages, & de ſix mois pour les marchandises vendues en detail, cōtre les gens de meſtier & marchands examinez & balancez exactement, la rigueur d'icelles relaxee, par ladite Cour à Tholose, & comment.*
- 2 *Par Arrest toutes fois du Parlement de Paris pratiquee la ſuſdite Ordonnance deſdicts ſix mois, pour leſdites marchandises à detail, contre vn marchand vendeur de vin, lequel cinq ans apres en faiſoit demande.*
- 3 *Ladite Cour à Tholose par ſes Arrests ſur telle & ſemblable Ordonnance que deſſus contre les Marchands, a faiēt croire d'autrefois à pluſieurs hantans le Palais audit Tholose, leſaiētes Ordonnances n'auoir eſté receues ny publiees en ladite Cour, & eſtre avec pluſieurs autres des non obſeruees par icelle.*
- 4 *D'où eſt prins le remede de tels & ſemblables creanciers que deſſus.*
- 5 *D'où ſeroit procédé qu'Imbert auroit doubté non ſeulement de la Juſtice deſdites Ordonnances, mais auſſi de l'obſeruation d'icelles és Cours de Parlement de France.*
- 6 *La ſuſdite contre les ſeruiteurs ſemble plus rigoureuſe que*

l'autre, à laquelle le Seneschal de Tholose n'ayant eue esgard, sa sentence auroit esté confirmee par ladite Cour à Tholose, avec despens, & amende moderee.



En mesme prouidente & droicturiere dispensation, nostre-dicte Cour à Tholose a accoustumé vser à l'endroit & es termes d'autres Ordonnances, lesquelles par leur rigueur quelque apparence ny fondement qu'elles ayent peu auoir du temps qu'elles furent faites & publiees, pourroient estre comprises en ce qu'on auoit accoustumé anciennement dire *summum ius summa iniuria* imò *summam crucem fuisse*: entr'autres susdictes Ordonnances nous mettrons icy les deux concernant la prescription de trois ans contre les seruiteurs pour leurs loyers & gaiges,<sup>a</sup> & de six mois pour les marchandises vendues à destail contre les gens de mestier & marchands vendans ou distribuans leurs denrees & marchandises en destail,<sup>b</sup> ayant tousiours estimé ceux-là faire à payer sans diminution quelconque, & encore sans autre delay que iusques au vespre; & pour le regard de ceux-cy que les emprunteurs & debiteurs doiuent tousiours estre & soy monstrent de bonne foy quelque prescription qu'il y ait contre tous les susdits, ne pouuant exempter les debiteurs d'une telle & si mauuaise foy qu'elle les faict, & tellement reliquataires que quand bien ils ne trouueroient en vie leursdits creanciers ou de leurs heritiers ou successeurs, ils seroient tenus remettre leurs debtes en hospitaux & maisons-Dieu des lieux où plus proche de ceux de leur demurance, comme le temps passé auroit esté iugé par des Rabins que tels & semblables estoient tenus les remettre au tresor publique qu'ils appelloient Courban; Par ainsi bien qu'en la Cour de Parlement de Paris soit attesté par vne addition faite au susdict Recueil c nouuellement imprimé dudit feu Papon, ladite Ordonnance de six mois s'alleguer contre lesdits marchands vendans en destail, & iugee valloir contre vn marchand vendeur de vin, qui cinq ans apres demandant le vin par luy vendu en Greue à Paris, fut debouté par Arrest de ladite Cour veu le laps du temps, joint qu'il n'auoit rien par

<sup>a</sup> Loys 12.  
1512. art. 67

<sup>b</sup> Le mesme  
artic.  
suivant 68.

c Titte des  
Prescriptiōs  
sous l'ar.  
rest dernier

2

escrite le 16. Feurier 1582. Nous ne doubtons pas comme aussi la verité est telle que pareille & semblable allegation n'en puisse estre faicte en ladite Cour à Tholose : mais nous n'auons iamais veu y estre eu egard à ladiete Cour, & neantmoins à nostre rapport en l'an 1579. & au mois de Ianuier, vn opiniaistre plaideur s'ahurtant à ladite fin de non receuoir cōtre vn marchand dudit Tholose en auoir esté deboté & ordonné qu'il contesteroit au surplus les demandes pour ce regard dudit marchand, qui a faict croire d'autres fois à plusieurs, hantans & frequentans le Palais audit Tholose lescdites ordonnances n'auoir esté receuës ny publiees en ladite Cour & estre avec plusieurs des non - obseruees par icelles & quant à nous, ne voudrions passer si auant, bien asseurerons ne les auoir iamais veu garder ainsi que sont conceuës, & à la lettre comme l'on dit, sans toutesfois qu'à ceste occasion nous voulcissions venir iusques là, que de les estimer non publiees ny receuës, pour le contraire estre la verité, ainsi que nous aurions verifié sur les registres: mais dirons <sup>†</sup> que le remede de tels & semblables creanciers que dessus est prins par eux où leur conseil des mesmes ordonnances, nommément sur les interpellations ou sommations suffisantes, promesses asseurees & remises d'un iour à autre desdits creanciers aux diligences des payemens qui en estoient poursuiuis par les susdicts ou leurs agens ou facteurs, lesquelles & la plus-part ladiete Cour tient pour prouuees & verifiees par la seule & simple allegation d'icelles, par la qualité des marchans & demandeurs & des poursuiuis defendeurs, & de la coustume des frequentes & assiduelles diligences desdits marchans, en ce temps à poursuiure, solliciter & demander leurs debtes, nommément en Tholose & ressort d'icelle, où la plus part des susdicts, tient nommément des personages & agens à ce destinez qu'ils appellent exacteurs & leueurs de leurs debtes avec vne lieue d'iceux qu'ils portent en ce faisant es villes & lieux sous l'esselle, & sur les champs dans vne bougette, ce qu'auroit faict douter Imbert en ses institutions non seulement de la Iustice desdictes ordonnances en ce temps, mais aussi de l'observation d'icelles es Cours de Parlements de France,



& quant à celle des seruiteurs attendu leur qualité, elle semble encores plus rigoureuse que la susdicte & à laquelle n'y a eue esgard le Seneschal de Lectoure ou son Lieutenant en faueur de certaines chambrières d'Armaignac contre leurs maistresses, ausquelles elles demandoient sept ou huit années qu'elles les auoient seruies en cōtinuāt le seruice que elles auroient quitté n'auoir encores vn an, & pendāt lequel seruice, elle leur auoient tousiours promis de les biē payer & s'atiffaire, & tellement qu'elles en seroient contentes, en audience y Presidāt feu monsieur le premier d'Aphis quelques iours auant son decez par arrest de ladicte Cour le iugement confirmé avec despens & amende modérée.

---

CHAP. LXXXV III.

- 1 Du loyer & salaire des manœuvres payables à mesme raison & prix chacun iour qui seroit payé aux autres trauaillans à mesme œuvre s'y trouuans diuers salaires, à raison duquel grand moyen ou petit, le payement en doit estre fait aux susdits.
- 2 L'hypothese d'un texte amenee, estimé formel pour la question, & iceluy texte expliqué sur icelle.
- 3 La vraye resolution sur semblable payement que dessus en doit estre prinse par l'office du Iuge de la qualité des personnes du trauail & labeur employez à la besongne, à laquelle ils auroient esté employez.
- 4 La promesse du genre se rapportant à la mediocrité, le moyen salaire & entre deux des susdits, vient à estre plus en consideration que tout autre es choses douteuses, & à telle moderation auroit esté procedé par la Cour audit Tholose au procès y specific.



**A**SVITE de ce que dessus nous aurions trouué bon adiouster icy, ce que feu Papon n'auroit oublié l'ayant tiré des décisions du susdit Presidēt de Grenoble, sçauoir qu'un citoyen de Grenoble auoit enuoyé besongner à ses vignes plusieurs manœuures, & leur faict promesse à les payer à mesme raison & prix chacun iour que les autres cytoyens de Grenoble payeroient leurs vigneron, estant apres trouué qu'à mesme temps que les susdicts auoient besongné à l'œuure dudit citoyen diuers salaires auoit esté baillez & payez aux susdits les vns plus, les autres moyennement & les autres moins, le susdit citoyen presentant ledit moins fut iugé à raison d'iceluy à Grenoble par le texte que ledit sieur President dit estre formel à la marge cotté <sup>a</sup>, ledit feu Papon n'auroit pas escrit par qui ny comment le iugé en auoit esté fait: mais ledit sieur President le dit nommément que c'estoit luy mesmes qui l'auoit iugé l'an 1431. du temps qu'il estoit Iuge de la Cour commune dudit Grenoble, dont il appert qu'en auoir fait recueil comme d'un arrest n'y auoit raison ny apparence: tant y a que pour la question estre notable, & qui peut suruenir ordinairement nous l'excuserons en cet endroit, & pour ce regard, & dirōs que le texte par luy allegué, & que quelques vns auroient estimé avec luy estre elegant & formel, nous accorderons le premier en son hypothese, mais ne serons de l'aduīs du second pour y estre traité d'un legat testamentaire, qui n'a rien de commun avec le faict de la question que dessus, regardant le salaire des manœuures, ioinct que nommément en ladicte hypothese y est apposé le mot Latin *quantulacumque* par l'energie duquel la moindre somme à laquelle il sembloit comme diminutiuemēt se rapporter la diminution aussi qui en estoit là, & au moindre faite, auroit esté approuuee, mais quant audit faict des salaires des manœuures, si tous les peres de famille estoient tels que l'Euaēgeliste au recit de quelque parabole recite, & qu'aux enuieux & pleignās ils peussent dire, *nōne de denario diurno conuenistimecum*? nous n'aurions besoin d'autre iugement & de cisiō de tel & semblable differant, pour lequel vient à considerer que bien es choses les plus obscures il faille tousiours suiure le moindre <sup>c</sup>, toutesfois le payemēt du salaire de telles & sēbla-

<sup>a</sup> in l. qui concubinam §. cum ita le premier ff. de legat. 3.

<sup>b</sup> l'auteur de l'addition premiere à ladicte question.

<sup>c</sup> capite in obscuris de regul. iur. lib. 6. & ibi Ioan. Andr. in mercuria.

cl. cum plu-  
res l. cum tu-  
cor. ff. de ad-  
munif. tutor.  
b in l. i. ff.  
de var. &  
extr. aor. cog.  
l. 3. ff. de  
offic. accus.  
Menocius  
lib. 2. c. 1. u-  
ria. 3. caus.  
223. de ar-  
bit. indic.  
d. l. legato  
generaliter  
& que ibi  
notantur ff.  
de legat. i.  
cap. litteras  
cū glo. super  
verb. in cle-  
ricū, de filiis  
presbyt. ex.

bles manœuvres que dessus, la raison du payement en doit estre prinse, *ex ip/a personarum & operis, laboris ve impensi qualitate, officio iudicis*: tout ainsi que par mesme office, il est dit ailleurs deuoire estre taxé aux Aduocats pour leur capacité & bien dire <sup>a</sup>, le salaire venant à croistre ou diminuer à mesure & proportion de la vacation & peine employee, ainsi que <sup>4</sup> Paul de Castres auroit ailleurs remarqué & amené les exemples <sup>b</sup>: qui fait pour le regard dudit salaire desdits manœuvres il semble qu'on doit auoir esgard à leurs personnes & trauail, <sup>c</sup> hors la conuention du salaire d'iceluy & és termes de la promesse generale ainsi que dessus faite la mediocrité suiuiue, à laquelle se rapporte la promesse du genre, tellement que le plus grand ou moindre salaire ne vienne au fait que dessus en consideration: mais le moyen & entre-deux suiuant ce qui est ailleurs decisi, & noté tant du droit Ciuil que Canonique <sup>d</sup>, & ainsi & à la mesme proportion la question incidemment iugée sur tels & semblables salaires taxez & moderez au procès de la distribution des biens de feu François Raoul contre Iean Raoul son nepueu & heritier avec benefice d'inventaire, duquel és precedents liures aurions fait mention.

## CHAP. LXXXIX.

- 1 L'ordonnance & coustume priuās le mercenaire ouurier & manœurre de demander apres les six mois, leurs salaires n'auoir lieu, in rusticis sed magis in vrbanis.
- 2 Comment est entendu ce qui est dit des vignierōs & mercenaires à la iournee, estre tenus de besongner dès le Soleil leuē iusques au Soleil couchant.
- 3 Coustume susdite de la besongne à faire & trauailler dès le Soleil leuant iusques au Soleil couchant, introduite à la coust. & cōmun usage d'autre pays mōmemēt d'Aniou où à la retraite on frappe les Marres, pour faire le tintamarre qu'on appelle & sonner ainsi à la retraite.



**A**V dessous du meisme articie qui est le neufiesme  
 du titre des salaires, taxes & vacations du recueil du-  
 dict feu Papon nouvellement imprimé & augmen-  
 té auroit esté & assez à propos remarqué, que combien que  
 l'ordonnance & coustume priuent le mercenaire, ouurier,  
 & manœuvre de pouvoir apres les six mois demander le sa-  
 laire que cela toutesfois semble n'auoir lieu *in rusticis sed ma-*  
 1 *gis in urbanis*, & que par arrest de ladicte Cour à Paris du 4. de  
 Feurier 1583. fut debouté vn fermier de la fin de non receuoir  
 fondee sur ladite ordonnance qu'il alleguoit cōtre vn pauvre  
 manœuvre qu'il auoit mis en besongne: ce que par ce que  
 nous auons dit cy-dessus auroit lieu, & seroit receu en nostredicte  
 Cour à Tholose, quand bien l'ordonnance qui porte la  
 prescription desdits six mois, parlant apres les mestiers y spe-  
 cifiez generalement des autres, viendroit à comprendre les  
 mercenaires, ouuriers, & manœuvres, qui seroit fort malaisé  
 à faire entendre & receuoir en nostredicte Cour à Tholose:  
 car quant à nous, confesserons librement que si la susdite n'est  
 celle qui est entendue par ladite addition, n'en auoir veu n'y  
 appris d'autre: au demeurant le salaire desdits manœuvres &  
 ouuriers estans de telle faueur qu'ils font à payer & satisfaire  
 entierement sans remise, delay, ny autre diminution quelcon-  
 2 que, & touchant à ce que par l'article suiuant qui est le dixies-  
 me, auroit esté pareillement remarqué, vigneron, mercenai-  
 res à la journée, estre tenus besongner des le Soleil leué ius-  
 ques au Soleil couché continuellement, autrement que le sa-  
 laire à eux deu ne doit estre payé, comme auroit esté iuge par  
 arrest de Paris en l'an 1391. au ressort de la Cour de Parlement  
 à Tholose, cela se regle communément par la coustume des  
 lieux en aucun desquels tels & semblables manœuvres tra-  
 uailent iusques à la nuit close, laquelle suruenant donne fin  
 à leur journée comme à toutes autres actions appartenant à  
 icelle rapportee au iour, qui a esté par le vulgaire finy & di-  
 stingné avec la nuit le sentiment de la veüe & des gens, pre-  
 nans pour le commencement du iour quand le Soleil com-  
 mence à se leuer, & pour le commencement de la nuit  
 quand il est de tout poinct <sup>a</sup> fermé, non pas toutesfois  
 que s'ils sont sortis plustost de la besongne, ou autrement ils

a Plutare.  
 au liu des  
 demandes  
 des choses  
 Romaines  
 art. 84.

- 7 Par lequel furent preiugees deux maximes, l'une que la pluralité des liens ne passent les freres & fils des freres, & la reigle que dessus, *paterna paternis, materna maternis*, n'outrepasser les freres.
- 8 Et par la on peut cognoistre le reglement de la succession collaterale adiousté de nouveau au recueil dudit feu Papon à ladite Cour de Tholose, n'auoir verité, raison ny fondement aucun.

**E**u Monsieur du Luc a en son Recueil d'Arrests de la Cour de Parlement à Paris, rapporte vn Arrest en l'hypothese par iceluy iugee en mesmes termes qui s'ensuiuent *Titio per patrem, Mauiio per matrem, Sem-*

*a titre de heredes que ab intestato. Arrest.*

*pronio cognatis, de eius hereditate contendentibus, dicebat Titius saltem sibi deberi paterna, quo defunctum genere cōtingebat, tametsi uno gradu ab eo longius abesset: A Mauiio referebatur, regule paterna paternis, materna maternis tribuenti non esse locum: quod ipse quanquā materno genere uno tamē illo gradu proprior esset neque moribus Titio liceret, patris personam induere: curia clāssi ceteris casibus consultis ac conspirantibus placuit Mauium ex asse heredem esse; La datté dudit Arrest est en blanc, aussi auroit-il esté de mesmes traduit en François, & mis par feu Papon en sondict Recueil en ces termes en succession collaterale, celui qui est plus prochain en degré hors les termes de representation doit succeder pour le tout au defunctores qu'il soit du costé maternel, & n'a lieu la reigle *paterna paternis materna maternis*, sinon qu'il ait coustume au cōtraire. Et apres est adiousté audit Recueil nouvellement imprimé vne addition par laquelle est porté cest Arrest & semblables de prendre de la diuerse disposition des Coustumes en pays Coustumier, ce qui est veritable & fort bien à propos; Si par la mesme tradition dudit feu Papon apres ces mots hors les termes de representation, il y eust mis comme il deuoit sous correction, par & suiuant les Coustumes, appliquant au vray les mots de Latin dudit sieur de Luc contenu audit Arrest, que ledit feu Papon paraphrasoit & adioustoit avec les termes en ces paroles, *neque moribus li**



a Inl. de E-  
mancipatis  
vers. exceptis  
maternis. C.  
de legitimis  
haredibus.  
b DD. in d.  
l. de Emancip.  
authent. ita-  
que cōmun  
des success.  
C. et in l. quo  
satis C. de  
bo. quelib.  
c Titre de  
succession  
en ligne  
directe ou  
collaterale  
art. 326. &  
suiuans ius-  
ques à 331.  
d Glos. Bald.  
Sali. & aliij  
DD. in d. au-  
thent. itaque  
Carondas au-  
ditit. des  
success. en  
ligne direc-  
te ou colla-  
terale art.  
326. & sui-  
uans iusques  
à 331.  
e penultie-  
me dudiect  
titre.

*ceret patris personam induere;* Car à la verité lesdites Coustumes cest endrroiect pour le droit qu'on appelle François ne se reglent du tout selon la disposition du droit Romain, duquel nostre dicte Cour de Parlement à Tholose vse & se re-  
git & gouuerne, estant quāt à ce beaucoup different comme appert par la nouuelle Constitution 118. de Iustinian qui pre-  
fere les freres cōioints des deux costez à ceux qui ne sont que d'un costé & entre ceux d'un seul costé, il ne faiect distinctions des consanguins & des vterins, ny des biens paternels ou ma-  
ternels, où au cōtraire la Coustume de Paris entr'autres con-  
fere la descente des heritiers avec celle des biens propres & matrimoniaux, à fin qu'ils demeurent en la race & ligne dont ils sont procedez suiuant la decision de Iustinian, à laquelle bien qu'elle ne parle que des biens maternels est estenduë cō-  
munément par les interpretes du droit, & par mesme & pa-  
reille raison aux biens paternels & tant de ceux qui viennent de pere ou de mere que d'ayeul ou ayeule, bien qu'aucuns, b toutesfois ayent estimé que ceste distinction ne s'estendoit  
outre les freres & enfans des freres, ainli que le sieur de Charo-  
das a fort bien annoté & représenté sur la coustume de Paris, d'où nous l'auiōs voulu prendre & tirer pour conuaincre la  
vanité d'un reglemēt en la successiō collaterale pretenduë  
auoir esté faicte par plusieurs Arrests de ladicte Cour à Tho-  
lose, soy regissant & gouuernant par le Droit Escrit comme  
dessus est dict, qui auroit esté puis le deceds dudit feu Papon  
inseree en sondit Recueil soubs mesme tiltre que dessus Ar-  
rest vingt huit, c Et ce en la forme & termes que s'ensuiuent,  
par plusieurs Arrests du Parlement de Tholose comme i'ay  
veu (nous ne scauons qui parle pour n'y estre nommé) par  
memoire de Monsieur Bertrand) nous entendons qu'il par-  
le du Iuge maige du Puy de mesme nom) personnage digne  
de foy, a esté reglee la succession colaterale comme s'ensuit,  
le pere & la mere decedans laissent vn enfant, lequel apres  
auoir recueilly leur succession decedé sans enfans, & laisse  
pour ses successeurs Oncles & tantes viuans, & encōres en-  
fans d'oncles, & tantes decedez representans leur pere &  
merc, les oncles ou tantes ou enfans representans du

costé paternel, autre du maternel, aucuns ont tenu qu'ils  
doient succeder esgalemment, & les representans tenir lieu  
du pere ou de la mere, autres au cōtraire disans que les biens  
doient retourner en l'estoc dont ils sont sortis, ce que la Cour  
de Tholose a voulu suiure, laquelle & conclusion descouure  
assez que ceux qui en ont baillé les memoires ne sont pas du  
nombre des nostres, admis aux secrets mysteres de ce temple  
pour en parler comme sçauans & bien instruits<sup>a</sup>: car il n'y a  
rien plus asseuré & veritable que ladite Cour à Tholose sui-  
uant ledit Droiçt Escrit, par lequel elle se regit & gouuerne  
(ainsi que cy-dessus a esté souuérdit) par ladite nouuelle de Iu-  
stinia, *post fratres fartrūq. filios*, estans appelez, *quicunq. gradu sūt*  
*proximiores sublata differētia agnationis & cognationis*<sup>b</sup>, quelque  
chose qu'eust esté ordonnee ailleurs par autre nouuelle qui  
auroit esté changee & abrogee par la susdite, ceste regle vul-  
gaire, *paterna paternis, materna maternis*, n'est vñte en icelle-  
4 dite Cour à Tholose, & auroit vuidé le Palais long temps y a  
d'icelle si iamais elle y auroit entré, l'auteur moderne des  
Loix abrogees l'a nommément ainsi attesté en son second li-  
ure chapitre octante neuf, lequel encores pour confirmation  
de ce allegue vn edict du Roy Charles neufiesme donné à S.  
Maur au mois de May mil cinq cens soixante sept, & publié à  
Paris le dixseptiesme Iuliet au mesme an: vn Docteur mo-  
derne François<sup>d</sup>, des micux aduisez en la Iurisprudence, au-  
roit nommément escrit, que combiē par la coustume de Fran-  
ce la maxime susdite soit & fust vulgaire, *tamē id in regionibus*  
*Iuriscritto subiectis, locum nō habere*, il en amene les arrests du  
feu sieur du Luc & dudit Papon, & l'autre de monsieur Boyer  
ailleurs<sup>e</sup>, sur les coustumes de Bourges, & en outre explique  
5 ledit Droiçt Escrit & plus dernier, par lequel la distinction  
desdits biens auroit lieu, & a esté faite seulement, *inter gradum*  
*secundum*. Tellement que par iceluy n'y ayant point de freres  
des deux costez l'heredité du defunçt estoit deferé, sçauoir  
la paternelle à celuy qui se trouuoit conioinct du costé du pe-  
re, & la maternelle à celuy qui se trouuoit conioinct du costé  
de la mere, encores que celuy qui venoit du costé du pere fust  
plus loing & reculé en degré que celuy qui venoit du costé de  
la mere, ledit auteur mesmes en alle gue les textes cy-dessus

<sup>a</sup> Virg. lib. 6.  
Ænidos. m.  
fine.

<sup>b</sup> d. nouell.  
118. ca. 8.  
authē. post  
fratres. C.  
de legi. ha-  
red.  
c 84. ca. 1. §  
2.

<sup>d</sup> Hotto-  
mā en ses  
cōscils. 45

<sup>e</sup> titre des  
constitu-  
tions con-  
cernans les  
testamens,  
§. 2. j

a liu. 3. de  
ses respons.  
chap. 18.

par nous au marge cortez, & encores d'autres authoritez des Docteurs, que pourrōne voir ceux qui liront leurs traictiez sur les lieux communs de ceste reigle: & par là appert la question que ledit sieur Charondas ailleurs examine<sup>e</sup>, sçauoir si ceste loy ou coustume que dessus, *paterna paternis, materna maternis*, receüe en France auoit lieu, *in infinitum*, alleguant sur ce les arrests de la Cour de Parlement contraires, ne venir en aucū esgard au ressort dudit Tholose auquel ladite Cour souveraine d'iceluy n'a receüe ladite maxime apres la succession des freres & fils d'iceux cōme nous auons dit cy - dessus, par ainsi comme il fut aduenü different & procès, pour raison des biens & succession de feu Barthelemy de Ruppé entre Fortis Carriere au nom & comme ayant droit & cause de Peyrone de Ruppé, sœur germaine du pere dudit feu Barthelemy, & par consequēt tāt des deux costez d'iceluy Barthelemy decedé sans enfans & ab intestat, d'une part & Ieanne & Bourguigne de Villemurs sœurs vterines dudit feu pere, comme yssuës du mariage second de la mere dudit Barthelemy avec de Villemur apres, le decez dudit Ruppé, & par ainsi tant seulement dudit Berthelemy d'autre, disant ledit Fortis audit nom & du chef de ladite Peyronne, qu'elle estant tante des deux costez, sœur germaine des deux costez, sœur germaine dudit feu pere dudit Barthelemy: elle faisoit à preferer aux biens & succession d'iceluy ausdits de Villemurs qui ne luy estoient que tantes du costé de la mere qui s'estoit remariee apres le decez dudit de Ruppé avec de Villemur pere desdites de Villemurs & ce ny plus ny moins que les freres germains conioincts des deux costez faisant à preferer à ceux d'un costé seulement soit du pere ou de la mere: lesdits de Villemurs au contrainte soustenant que ceste consideration des deux liens de conionction, bien que introduite & ordonnee entre les freres & sœurs, ne passoit plus outre que desdicts freres, & leurs enfans suiuant mesmement la doctrine de Battol au lieu à la marge cotté<sup>b</sup>, confirmee & approuuee non seulement par les anciens<sup>c</sup>, mais des plus doctes de nostre temps<sup>d</sup>, sur quoy pardeuant le Seneschal de Tholose ou son Lieutenant, deuant lequel le procès auroit esté introduit, le procès appointé en droit les parties estant autrement d'accord du fait, sentence s'en seroit ensui-

Battol. inl.  
post consan-  
guineos. §.  
legitima de  
fuis & legiti-  
mis hered. D  
e Paul de  
Castres in  
auth. post.  
fratres l. 2.  
C. de legiti-  
mis heredib.  
Corn. Conf.  
219. lib. 6.  
num. 57.  
d Cuius in  
feud. Titu.  
§. 1. lib. 2.

nie par laquelle tant ladite tante des deux costez que les sus-  
 dits deux du costé maternel seulement, auroient esté decla-  
 rees auoir succédé esgalement ab intestat à leur dit nepueu,  
 ce faisant vne chacune d'icelles en la 3. partie les trois faisant  
 le tout de tous & chacuns les biés dudit feu Berthelemy, cho-  
 se dite ou alleguee au contraire non obstant par ledit Carri-  
 re au nom & comme ayant droit, & cause de ladite de Rup-  
 pé & sans despens, de laquelle sentéce ledit Furtis audit nom  
 & qualité auroit releué appel en la Cour où le procès porté,  
 conclud en iceluy lescrites de Villemur appellees, impetrent  
 lettres Royaux en separation de biens paternels & maternels  
 qui auoient esté recueillis par ledit feu Barthelemy, aux fins  
 en tout euenement pour le regard des maternels qui appar-  
 tiennent mesmes aux freres conioincts de ce seul costé, par la  
 reigle que dessus *paterna paternis &c.* ladite sentence dudit Se-  
 nelchal fut confirmee en leur faueur, & ce qui les concernoit  
 vne chacune d'elles, sur lesquelles lettres ayant esté aussi con-  
 clud s'en ensuiuit arrest au rapport de feu monsieur Iossé du  
 mois de Septembre 1584. par lequel sans auoir esgard ausdi-  
 tes lettres desdits de Villemur, l'appellation auroit esté mise  
 au neant, & ordonné que ce dont auoit esté appellé sortiroit  
 à effect & sans despens, par lequel susdit arrest avec meure &  
 grande deliberation de ladite seconde Chambre d'Enque-  
 stes nous y opinans furent preiugees deux maximes, sçauoir,  
*pluralitatem vinculorum*, des nouuelles de Iustinian & authen-  
 tique d'icelles inseré en son Code, *non porrigi ultra fratres fra-*  
*trumque filios*<sup>a</sup>, ny pareillement la reigle que dessus *paterna pa-*  
*ternis &c.* outrepasser les freres, suiuant la doctrine de Bartole-  
 cy-dessus alleguee n'ayant toutesfois besoin lescrites de Ville-  
 mur desdites lettres, par ce que la consideration du double lié  
 entre elles ostée, n'estant question que de la succession dudit  
 feu Barthelemy qui auoit le tout recueilly elles venoient à luy  
 succeder pour cottié en tous & chacuns biens esquels estans  
 incorporez lescrites maternels, n'y auoit raison d'aucune sepa-  
 ration d'avec les autres qui appartennoient audit mesme Bar-  
 thelemy au temps de son decez: fort à propos dont la Cour  
 auroit dit sans auoir esgard esdites lettres, l'interinement des-  
 quelles ne pouuoit apporter aucun profit aux impetrantes,

*a in authen.  
 itaq. cōmun.  
 de success.*



estans d'ailleurs & plus pleinement asseurees en leurs droicts par ce que dessus, ainsi que la Cour auroit monstré clairement par mesmeteneur & à suite de mesme arrest confirmant la sentence dudit Seneschal au profit desdites appellees & pour leur cottité en tous & chacuns les biens dudit feu Barthelemy, par là on peut cognoistre si le reiglement de la succession collaterale adiousté de nouveau au recueil dudit feu Papon par les memoires du personnage y nommé a aucune verité, raison ny fondement quant à ladite Cour à Tholose: & de combien abuseront les parties ceux des consultants qui s'y voudront arrester comme i'en ay delà veu les conseils de quelques vns ausquels au contraire auroient esté par nous & à la verité & pertinemment respondu de ce que dessus: dont s'ensuit que ce que par Iustinian auroit esté ordonné entre les freres des deux costez, & ceux d'un costé seulement s'entendre & auoir lieu és biens aduentifs & procedans d'ailleurs que du costé duquel lesdits freres quels qu'ils soient sont & attouchent à leur autre frere defunct de la succession duquel est question pour en cest endroit la constitution de Iustinian que dessus, dont auroit esté prinse la reigle *paterna paternis*, n'auoir esté autrement & pour ce regard corrigee ne changee, comme nostre Accurse suyuy presque de tous auroit ailleurs tenu & enseigné<sup>a</sup>, contre l'opinion de quelques vns qui auroient tenu & estimé le contraire, & à la verité ne peut estre trouuee aucune diuersité de raison quant à ce propos pour n'en estre faite vne mesme & pareille decision tant d'un costé que d'autre, n'estant au demeurant fort à propos quoy que soit nullement necessaire s'enquerir des raisons, & rechercher icelles pour lesquelles ladite distinction & separation que dessus desdits biens n'a lieu aussi bien és autres plus prochains & collateraux qu'aux susdits freres, pour autant qu'ainsi a pleu au legistateur, la volonté duquel doit estre prinse pour toute raison, & encores pour autres considerations qui peuuent estre princes sur l'inconuenient: de plusieurs differents & inuolutiōs de procès qui pourroient estre faites & princes sur les preuues & multiplication des diuisions des biens à la suite du progres qui s'en pourroit enlirer si telle distinction & separation que dessus estoient

<sup>a</sup> Nou:ll. 84.  
s. 9. l.

8.



faictes, & receues és degrez plus loingtains que des fufdits freres, ainfi que feu Fernand auoit accouftumé dire en fes leçons où nous renuoyérons les leéteurs fi bon leur femble les voir ayans entendu puis peu de iours en ça que lefdites leçons, concernans le fuccellions ab intefat font nouuellemét imprimee avec les autres œuures. & ainfi auoir eflé iugé de tout temps en & pour la faueur des freres conioincts d'un costé, quant aux biens procedants d'iceluy nous aurions apprins des plus anciës de ladite Cour lesquels nous en auroient cotez des arrefts desquels confefferons librement en auoir efgaré les memoires parmy nos papiers és troubles & remuemens de mefnage derniers audit Tholofe, nous eſperons s'ils tombent en nos mains les recouurer & les y mettre.

---

CHAP. XCI.

---

- 1 *La pluralité des liens qu'on appelle, nullement considerable outre les freres & ſœurs que deſſus.*
- 2 *La gloſe du ſtatut & conſtume de Tholoſe ſur l'interpretation diceux ſous le titre des ſuccellions ab intefat, examinee.*
- 3 *L'arrest de la Cour de Parlement de Tholoſe conforme à ce que deſſus amené, ſuiuy és derniers temps, par autre arrest de la meſme Cour.*

**A** Conſequence & à la ſuite que deſſus en ce que concerne le double lien ab intefat que nos Docteurs appellent vulgairement pluralité de liens ne ſera impertinent remarquer tel & ſemblable lien ne venir en aucun eſgard outre les freres & ſœurs que deſſus, & par conſequent entre oncles, tantes & autres collateraux freres germains & conſanguins n'eſtre & ne venir en aucune conſideration, comme deſdicts freres germains & conſanguins yſſus tous de meſme pere bien que vterins du costé ſeulement.

de la mere: qui fait que quand il est question en la ville & viguerie de Tholose de succeder ab intestat à quelque hōme ou femme, n'ayant pere par le statut & coustume de la ville & viguerie sa succession deuant demeurer appartenir & estre deuolue au plus prochain ou prochains de telle personne ainsi decedee *in gradu parentelæ ex patre patris*: s'il aduient que ce soit vn frere ou sœur lesquels ayent plusieurs autres freres ou sœurs qui soient germains du costé du pere ja decedé, encores qu'il en ait de diuerses femmes d'iceluy pour s'estre remarié vne ou plusieurs fois que sont dictz autrement consanguins, toutesfois lesdicts freres & sœurs y viennent tous egale-  
ment ab intestat, comme il seroit aussi de droit, tant pour succession dudit feu pere ausquels ils auroient esté suruiuans quant à eux & pour leur regard, n'y ayant quant à ce differen-  
ce au moyen & en vertu dudit statut par disposition de droit, autrement les deux costez venans à exclure ceux de l'un ou l'autre, & par ainsi quant le glosateur dudit statut, & inter-  
pretant iceluy pour ce regard auroit dict qu'il estoit clair & certain *quod si defunctus habebat frater consanguineum tantum, & fratrem vterinum tantum, quod frater consanguineus præferetur vterino tantum*, se seroit fort bien à propos restrainct & limité par ceste diction *tantum* trois fois repete pour faire euidant que ce qu'il auoit ainsi dit, & comme dessus indubitablement as-  
seuré se rapportoit aux germains & consanguins seulement, & aux vterins seulement donnant à entendre que c'estoit & seroit autrement quand en & parmy les germains se trouue-  
roit des vterins qui seroient tels, & les mesmes consanguins, par ainsi non seulement consanguins comme il appelloit pour autant que le statut au susdit article<sup>a</sup>, ayant dict  
nommément & qualifié, le plus prochain ou plus prochains du defunct en degré de paternelle de la part du pere, auroit  
signamment inclus les consanguins de cest endroict, bien que vterins de l'autre faisant la relation à la personne du pere, qui  
vivant par le mesme statut prenoit & recueilloit tout, & luy se trouuât decedé sās enfans encores que de diuerses femmes, à luy toutesfois l'une apres l'autre legitiment conioinctes, quant aux autres seulement vterins ainsi que dessus a esté dict de la decision y estant toute claire & manifeste, & ainsi &

a success. ab  
intestat cap.  
vniq.

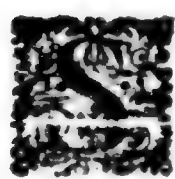
comme dessus auroit esté iugé par Arrest de ladiète Cour à Tholose, prononcé en robes Rouges par feu Monsieur le President du Faur és Arrests generaux de nostre-Dame d'Aoust 1563. comme il apparoitra quelque iour, s'il plaist à son heritier fauoriser le public du liure des Questios publi. quemēt traictees, & lequel preiugé auroit esté suiuy és derniers temps & en l'annee 1603. au rapport de Monsieur de Cadilhal en la secōde Chambre d'Enquestes departy en la la premiere, suiuant le preiugé duquel ledit feu sieur Malard auroit aussi faict mētion en sesdites Memoires, mais fort sommairement & cōme en passant, comme ie tiens d'un des Iuges ayans assisté audict procès: ce qui sera pour l'interpretatiō de la glose que dessus, & pour encores en passāt remarquer que la difficulté par la mesme glose mise audit article *super verbo ab intestato*, Sçauoir s'il s'y entēdoit proprement & estroitement par ceux qui auroiēt peu disposer & faire testament ou bien generalement & largement pour ceux qui n'en auroient peu faire & autrement disposer, diēts en quelque part du droict, tantost intestables, & tantost intestats, auroit esté vuydee & preiuee pour la significatiō large & generale dudit mot y cōprenant, par ce moyen, pupilles furiex & to<sup>9</sup> autres soit qu'ils puissent de droit faire testamēt ou non, par autre Arrest ancien de ladite Cour, duquel discourt fort amplement & à son accoustumee monsieur Benoist en sa reperiōn Canonique és lieux à la marge cottez, où le pourront voir ceux qui en desireront d'auantage.

a Incap.  
Ragynatus  
super verbo  
Et uxorem  
nomine A-  
delesianu.  
7. 8. 6. 10.  
en m seque.

CHAP. XCII.

1. Questions des plus agitees & controuersées en droit, laquelle concerne les reglements des portions appartenants aux successeurs, lors qu'enfans de plusieurs freres qui sōt diēts cousins sans y auoir aucun oncl., succedent ab intestat.
2. En fin les diuerses opinions quāt à ce accordees, le doubte resolu par ce moyen & comment.

- 3 Ladicte Cour à Tholose auroit suiuy exactement l'Arrest de ladite Cour à Paris, & és derniers tēps depuis iceluy & de mesmes la Cour de Parlement de Bordeaux, l'Arrest de laquelle est de plus près balancé & examiné.
- 4 Le sieur Chopin ayāt esté de ceste opinion, apres l'allegation des Arrests de la Cour de Parlement à Paris, la vient à confirmer par raisons & autorités, nonobstant ce que feu Fernand en ses leçons auroit accoustumé soutenir & respondre.
- 5 Les raisons & fondemens du party qui appelloit les cousins à la succession de leur oncle par souches auoir lieu, quand il interuenoit avec eux vn autre oncle & frere du defunct, de la succession duquel estoit question, par les propres paroles mesmes de Iustinian en ses Nouuelles.



Il y eut iamaïs question en Droit, agitée de tous costez, & à force de raisons d'vn & d'autre d'iceux controuersee & debatüe, nostre Accurse meisme n'ayant esté constant ny en l'vn ny en l'autre des partis, ce auroit esté celle qui cōcerne le reglement des portions apertement aux successeurs lors qu'enfans de plusieurs freres qui n'a laissé aucuns freres, mais seulement enfans de ses freres, qui est proprement le cas de la succession du cousin entre les cousins, sans qu'il y ait oncle : sur lequel Azo avec plusieurs autres de sa suite auroit tenu que telle succession se deuoit diuiser par testes également entre tous & à chacun pour sa portion virile; nostre dit Accurse auroit en quelque part tenu le contraire: A sçauoir que les nepueux succedent à leurs oncles par souches, qui est que les enfans de l'vn prennent autāt que leur pere eut fait s'il estoit viuāt & non plus, les raisons & fondemens d'vn & d'autre party avec les auteurs & partisans, sont nommez en passant par ledit feu Papon en sōdit recueil, Arrests 11. & 12. joinct l'addition nouuelle qui y auroit esté apposé audit recueil nouuellemēt imprimé & encores fort doctement & copieusement à son

accoustumée par feu M. Tiraqueau en ses commentaires du retraits lignager, & par le docte du Molin apres luy, lesquels en recitent des arrests, tâtost pour vne opiniõ, & tâtost pour l'autre, taschans à les accorder & les sauuer par diuersité de coustumes & icelles encores fort differêtes du Droiët Escrit en fin on est venu iusques là, que par autres Arrests de Paris, telles opinions ont esté accordees & le doute resolu, *secundum Azonianos esse pronunciandum*, quand les cousins succedent à leur cousin germain, pourueu qu'il n'y ait avec eux oncle viuant : & ce suiuant les arrests que feu Monsieur du Luc allegue avec les confirmations d'iceluy en son recueil Latin d'arrests, & où y auroit oncle suruiuant que lesdicts cousins succederoient avec luy par liës & fouches, suiuius l'autre & contraire opinion d'Accurse, tout ainsi qu'auroit esté iugé par arrest de Paris le dernier Iuin 1547. amené pareillement par ledit feu Papon en sondit recueil, ce que depuis & es derniers temps quelques arrests diuers & contraires qui peussent auparauât estre interuenus nostre dite Cour à Tholose auroit exactement & inuiolablement suiuy mesme au rapport de feu monsieur du Maynial, de Vezian, Iosse, & pareillement nostre, au procès d'entre Bon homme contre Zaret le 15. Ianuier 1585. à quoy se seroit conformee la Cour de Parlemēt à Bourdeaux par vn arrest adiousté audit recueil nouuellemēt imprimé dudit feu Papō sous ledit arrest adiousté que dessus, & par lequel ladite Cour le 8. Iuliet 1574. sur semblable questiõ & differēt d'être les Delbers nōmez sur vn appel d'aucūs d'eux du Seneschal de Perigord ou sō Lieutenāt au siege de Brageyrac auroit mis ledit appel & ce dont auoit esté appelé au neāt & maintenu diffinitiuement vn chacun desdits appelans en la possession & iouissance de la 12. partie le 12. faisant le tout de tous & chacuns biens delaissez par feu Maistre Charles de Bech leur oncle, comme luy ayant succedé chacun de son chef avec restitution de fruiës depuis le decez de feu Maistre Charles sans despens faits, tant pardeuant ledit Seneschal qu'en la Cour, & pour cause notamment par lediët arrest, ladiëte maintenüe a esté faite à chacun des susdits de son chef par ladiëte Cour ayant voulu donner à entendre qu'il n'y auoit lieu de



représentation pour la succession dudit oncle entre les seuls cousins sans autre oncle ny tante y succedants, comme il semble que l'Empereur Iustinian auroit voulu formellement représenter, quand en ladite nouvelle, il auroit decisi & ordonné les fils des freres par le mesme benefice de representa-

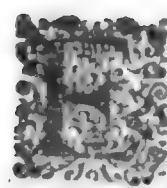
a lib. 3. de  
privileg.  
iuriscorum  
c. 8. in fine.  
de moribus  
Parisiens.  
lib. 2. tit. 4.  
num. 4. & 5.  
c. Fortu Gra.  
tian l. Gal  
lus §. idem  
crede. dim  
cum sequen.  
ff. de lib. &  
posth. Vidal  
vicus Za-  
xus en ses  
singuliers  
intellects  
& in epit.  
feud. parre 3.  
d. Can. in  
eula dicti  
Zaxi d. sei-  
pulus in pa-  
raphrasit.  
de legitimis  
success. inst.  
c. Cuius con-  
sulta 4. &  
lib. 2. feud.  
tit. 11.  
f. du Mo-  
lin en ses  
annota-  
tions. sur  
Alexandre  
lib. 4. conf-  
55. num. 4.  
Tiraquell.  
du retrait  
lignager  
§. 11. Glo-  
11. allegué  
par ledict du  
Moulin.

tion *ita demum personam patris sustinere, si cum patruis concurrerēt ad succedendum*, ainsi que le docte Chopin auroit remarqué<sup>a</sup>, & ayant esté de ceste opinion, il en auroit amené des arrests de la Cour de Parlement à Paris mesmes celuy dont nous aurions fait mention cy dessus, ce qu'ailleurs apres<sup>b</sup>, il auroit cōfirmé par raisons & autoritez prinſes des Iurifconsultes auxquels à la verité, il seroit fort malaisé à respōdre & estriuer au contraire, de telle sorte que bien que feu Fernād en ses leçons sur la matiere ab intestat & en interpretant ladite nouvelle, eust accoustumé respondre aux Docteurs & Interpretes du Droit<sup>c</sup>, lesquels quasi comme premiers auroient contredit l'opinion commune au contraire en alleguant des preiugez d'Alemagne & vne ordonnance quant à ce conforme de feu Charles cinquiesme Empereur: si toutesfois il eust veu & examiné les autoritez & raisons alleguees par ledict Chopin, nous assurons qu'il eust demeuré court, & se fust arresté là comme aussi aucuns doctes disciples des susdits<sup>d</sup>, auroit fait & iugee telle & semblable opinion plus droituriere & equitable, laquelle comme telle au cas susdit presque toutes les Cours de Parlements auroient suiue & receuë, comme auroient bien fait des plus doctes Modernes de nostre temps, & lesquels en alleguent vne ordonnance des Gots conforme à ceste decision<sup>e</sup> qui doit mettre fin à la controuerse & disputes qui estoient auparavant, pour admettre lesdicts cousins seuls en ce cas par fouches & *in stirpes* qu'on appelle au moyen dudit droit de representation qu'ils vouloiēt continuer aux enfans des freres, ce qui estoit tenu & estimé le plus communément par des plus anciens qui n'auroient eu defaut de partisans<sup>f</sup> respondans aux arrests pretendus au contraire aux derniers siecles: *attamen explosa huiusmodi sententia, & ad in- dem reuocata, Azonis & sequacium preualuit*, en cas en l'hypothese que dessus les nepveux surviendroient à la succession sans aucun oncle, & iceluy ou autres y interuenans: le susdit

d'Accurse, & de ses suiuaus approuuee, garde & entretenue sans aucune difficulté, les raisons & fondemets alleguez par ce party se rapportans & iugeans, *quando filij fratrum cum proprijs iudicantur Thus masculis & feminis siue paterni, siue materni sint*, qui sont les mesmes paroles de Iustinian ou plustost de soy. Tribonian au lieu susdit.

## CHAP. XCIII.

1. Entre l'ayeul paternel, & autre ayeul maternel, & ayeule maternel differant, sur la cote de la succession ab intestat, d'un frere decede sans enfans ab intestat, & une sœur germaine d'iceluy à luy suruiuant, avec le susdit ayeul & ayeule.
2. Fernand allegué en ses leçons, avec l'explication de la constitution de Iustinian y alleguee, suruant laquelle auroit esté iugé par arrest de ladite Cour à Tholose, en confirmant une sentence par nous donnee comme Iuge ordinaire de S. Cere, par laquelle auions declaré ladicte sœur succeder ab intestat audit son feu frere, comme luy attenant de deux costez à une quatriesme, & es autres deux troisiemes, ledit ayeul & ayeule à diuiser toutesfois en deux moitez, desquelles une autre quatriesme, & demie appartiendroit audit ayeul paternel, & autre quatriesme & demie au susdit ayeul & ayeule maternelle à partir entre eux esgalement.

 N la mesme succession ab intestat, Iustinian susdit auroit ordonne que les freres des deux costez ou estans decedez, leurs enfans par le benefice de representation d'iceux venoient à succeder par esgales parts & portions avec les proches ascendans fussent males ou femelles du defunct de la succession duquel seroit

*de Authem.  
defuncto  
C. ad Ter-  
tul. ex No-  
vel. 118. §.  
si uero cum  
ascendentibus*

questiō ita ut viriles portiones fiant<sup>a</sup>, surquoy il y a 40.ãs passez nous estans Iuge ordinaire de la Chastellenie de S. Cere, seroit interuenu differant, & procès sur iceluy introduict par-deuant nous, entre Laurent & Anthoine Coufis, Menſe de Coufi, & autres leurs personniers possedans & iouyssans tous leurs biens en cōmun, comme auroient fait leurs predecesseurs vn long temps, & ce sur la diuision d'iceux & droicts à chacun d'eux appartenans singulieremēt que s'agissant entre autres chefs d'vne succession d'vn frere decedé sans enfans, ab intestat vne sœur germaine d'iceluy à luy suruiuāt avec l'ayeul paternel, & autre ayeul maternel, & ayeule maternelle, estoit question entr'eux qui faisoient en nombre trois ascendans par le decez de leurs enfans pere & mere du dit frere defunct estans les plus prochains d'iceluy appelez par consequent avec ladite sœur germaine leur niepce à la succession ab intestat d'iceluy, ce qui n'estoit pas mis en cōtrouerſe par les heritiers & successeurs, tant dudit ayeul paternel que susdits ayeul & ayeule maternels : mais la cōte seulement de ladite succession estoit mise en difficulté entre lesdites parties, parce que lesdits ayeuls & ayeule disoiēt qu'ils estoient en nombre de trois, & par consequent à partir par viriles & esgales portions, les biens dudit feu defunct deuoit estre partis en quatre parties, l'vne desquelles apparteniroit à ladite sœur, & les autres trois aux susdits ayeuls & ayeule à chacun vne troisieme à quoy ladite sœur respondoit de son chef que l'ayeul maternel, & l'ayeule maternelle ne tenoient lieu que d'vne personne pour la succession maternelle, & que par ainsi n'estans que trois personnes succedans elle en deuoit auoir la troisieme, des autres deux troisiemes l'vne appartenant à l'ayeul paternel en seul, & l'autre aux susdits ayeul & ayeule maternels *diuidenda quippe hereditate inter eos secundum personarum numerum, uti & ascendentium & fratrum singuli, equalem habeant portionem* : comme veut & ordōne l'Empereur par ladite nouuelle constitution au lieu cy dessus cotté, & à ce adheroit l'heritier dudit ayeul paternel disant qu'il falloit necessairemēt par la mesme constitution qu'il en eust autant que les heritiers des successeurs desdits ayeul & ayeule maternels *ut medietatē quidē*

*successionis acciperet tanquam à parte ascendens medietatem vero reliquam à matre ascendentes quanto cumque inueniri contigeret*<sup>a in §. si iur defunctus.</sup>, ainsi qu'estoit porté nommément par la mesme constitutiō de Iustinian portant le reglement des cottitez de telles & semblables successions des ascendans avec les freres germains du defunct ou sœurs d'iceluy: & sur ce lesdits ayeul & ayeule maternels, s'arrestans au nombre des personnes & disposition pour le regard d'icelles du droit, par nostre sentence en l'an 1558. aurions déclaré ladite sœur germaine auoir succédé ab intestat audit defunct sondit frere comme luy attenant de deux costez, en vne quatriesme les quatre faisant le tout & és autres deux troisiemes, lesdits ayeuls & ayeule à diuiser toutesfois en deux moitez desquelles qu'estoit vne autre quatriesme & demie appartiendroit & auriōs adiugé audit ayeul paternel, & l'autre quatriesme & demie au susdit ayeul & ayeule maternels à partir entr'eux es-  
 galement aux fins de satisfaire à ladite cōstitution de Iust-  
 nian<sup>b</sup>, & ce qu'Accurse y auroit nommément enseigné & ex-  
 emplifié en la propre hypothese dont estoit question, ce que nous aurions appris apres ledit Accurse dudit feu Fernand en ses leçons faisant pour ce regard ceste maxime la constitution susdite de Iustinian és lieux que dessus, deuoir estre prise bien entendue qu'en telles & semblables successiōs la diuision en deuoir estre faite entre les y succedans suiuant le nombre des personnes & tous y auoir esgale portion, mais que c'estoit pour l'assignation, & liquidation de la cottité esgale & virile qui pouuoit appartenir au frere, ou freres des deux costez y succedans, mais ce qui viendrait à surmonter ladite cottité ainsi taxee & liquidee, viendrait à diuiser en deux moitez, de telle façon que l'ayeul paternel tout seul en auroit autant que l'ayeul & l'ayeule maternels: il auoit accoustumé d'induire à ce fort à propos pour monstrier cela n'estre nouveau en la Iurisprudence, ce que le Iuriconsulte auoir ailleurs amené des nouvellement substituez & comme adioustez, lesquels auenant l'ouuerture de la substitution y viendroient pour leur cote & virile portion, neantmoins les coheritiers diuiseroient entre eux pour leurs portions hereditaires<sup>c</sup>: les leçons quant à ce

*b in d. §. si igitur defunctus super verbo quāto cumq.*

*c in l. qui cum plures ff. de vol. par. c. p. in l. 3.*

dudit Fernand que i'auois deuers moy à la main , sont esté dernièrement à ce que i'entens imprimees qui me fera obmettre beaucoup de choses que i'auois delibéré escrire nous contentant du renuoy que nous auons toutesfois fait à sesdites leçons pour y auoir recours par ceux qui en desireront d'auantage: tant y a pour renenir à nostre propos que de nostredite sentence y ayant eu appel au Iuge d'appeaux, à present Seneschal du Viscomte de Turenne, duquel ladite Chastellenie depend par sentence d'iceluy nostre susdite sentence est infirmee, & reformant icelle la 3. adiugee à ladite sœur, & les autres deux troisiemes ausdits ayeuls & ayeule par esgales portions, dont encor' appel releué au Seneschal siege de Martel, & d'iceluy Seneschal en la Cour par arrest au rapport de feu monsieur Melet en l'an 1556. les appellations dudit Seneschal & dudit Iuge d'appeaux avec ce dont auoit esté appelé mises au neant, nostredite sentence auroit esté confirmee avec despens de la cause, ce que bien qu'il semble formellement decisi, toutesfois pour le doute que les Iuges subalternes & superieurs y auoient fait nous a semblé n'estre fort impertinent auoir mis & couché icy à la suite que dessus.

---

#### CHAP. XCIII.

1. *Les acquisitions faites par les tuteurs & curateurs, pendant & durant l'administration, ne peuuent entrer en condemnation, avec la reddition de compte, & prestation de reliqua de ladite administration, lesdits tuteurs & curateurs en rendant compte & prestations de reliqua de ladite administration, faisant ce dont ils sont tenus, & non autre chose.*
2. *Par arrest nostre sentence infirmee, avec celle des autres subalternes qu'i l'auoit cōfirmee, auroit esté declaré qu'il n'y auoit lieu de communication des acquisitions, relaxans pour ce regard l'ayeul & oncle, en tant que besoin seroit*



*Seroit, & en tout le surplus nostre sentence cōfirmee, qui auroit esté executee par autre toutes fois que nous qui l'auions donnee.*

3 *Ce qui demeure preiugé par ledit Arrest & consequence & les consequences d'iceluy.*



**O**NTINVANT laquelle nous adiousterons encores que sur l'execution de ladicte sentence ainsi que dessus confirmee, seroient suruenus autres differents entre lesdites parties & autres leurs parsonniers y nommez, & comprins entr'autres deux principalement, l'un qu'apres le decés du defunct frere germain de ladite sœur, & à laquelle la quatriesme partie de sa succession les quatre faisant le tout auroit esté adiugee, ledit ayeul maternel avec vn autre sien oncle de mesme costé auroit administrez & regis tous & chacuns les biēs estans entr'eux communs & par indiuis pour les cottitez à eux afferantes esdicts biens, soit par testament ou *ab intestat* de leurs predecesseurs; pendant laquelle administration s'estans appropriez les fruiets & autres commoditez, il auroit faites plusieurs acquisitions, esquelles par ce moyen luy appartenoit telle & semblable cottité qu'elle auoit esdicts biens, & neantmoins que du surplus ils estoient tenus luy rendre compte & prester le reliqua, à quoy ladite sœur auroit conclud, & pour defenses lesdicts ayeul & oncle disoiēt qu'ils accorderoient l'administration desdicts biens depuis le decés dudit frere defunct viuans ensemblement en commun & par indiuis, ayant faiēt & prinse ladite administration comme les plus aïsnez des parsonniers en mesme famille & maison, ainsi qu'estoit de coustume entre les plus proches voisins en telles & semblables occurrences, & que tout bien compté les charges tāt ordinaires qu'extraordinaires desdites avec sa nourriture & entretenement, seroit trouué la despence monter plus que la recepte, & que par ce moyen elle leur deura & sera reliquataire: Au demeurant quant à la communicatiō desdites acquisitions qu'il n'y auoit eu iamais aucune société, fust taisee ou expresse, pour laquelle lesdites acquisitions luy deussent estre communiquees, tant l'un que l'autre d'eux ayant

mestier pour gagner & du gain faire. lesdites acquisitions, l'un de Pipotier, & l'autre de Charpentier ainsi qu'estoit notoire & elle ne le pouvoit desnier ; la cōmunie pretendue ayant esté incidente & dans mesme maison & famille par les testaments, donations ou successions *ab intestat* de leurs predecesseurs, & desquels d'une mesme souche toutesfois ils estoient descendus, & à ce n'estant autre chose repliqué par ladite sœur, ains seulement persisté, le procès par nous appointé en droit par nostre sentence au mesme temps que dessus entre autres susdits chefs dont ils estoient en differant nous aurions condamnez, ledit ayeul & oncle à communiquer à leur dite niece les acquisitions qu'ils auroient faites pendant & durant l'administration qu'ils auroient eue d'elle, & de ses biens, & pro rata, & cote d'iceux, & au surplus condamnez à rendre compte & prester le reliqua de ladicte administration, & à ces fins accorder d'Auditeurs de comptes: De laquelle sentence lesdits ayeul & oncle en ce qui concernoit seulement la communication desdites acquisitions par icelle ordonnee, auroient releué appel audit Iuge d'Appeaux dudit Viscomté de Turenne & d'iceluy au Seneschal de Quercy au siege de Martel, par sentence desquels il auroit esté dict mal appelé & bien iugé avec despens, & de laquelle sentence dudit Seneschal, lesdits ayeul & oncle ayant releué appel en la Cour en icelle toutes parties assignees pardevant Commissaire à ce député auroient déclaré n'estre appellans de nostre sentence, & lesdits ayeul & oncle l'estre seulement pour le regard desdites acquisitions. Surquoy tout ioinct le procès clos & appointé en droit, par autre Arrest au rapport dudit sieur Melet au mesme temps que dessus, en ce que ledit Seneschal auroit confirmé la sentence dudit Iuge d'Appeaux portant confirmation de la nostre susdite pour la communication desdites acquisitions, l'appellation & ce dont auoit esté appelé, ensemble les sentences dudit Iuge d'Appeaux & nostre susdite auroient esté mises au neant & reformant le iugement déclaré qu'il n'y auoit lieu de communication desdites acquisitions, relaxant pour ce regard lesdits ayeul & oncle en tant que besoin seroit des fins & conclusions de ladicte sœur leur niece & en tout le surplus que nostre sentence for-

tiroit effect & seroit executee par autre toutesfois que nous qui l'aurions donnee & sans despens de l'appel. Par lequel arrest auroit esté & demeure preiugé, les freres ou autres descēdants retenans en commun l'heritage de leurs peres ou predecesseurs n'estre censez pour cela auoir cōtracté entre eux societé, pour venant à diuision apres en estre faite aucune communication <sup>a</sup>, singulierement quand aucun des parsonniers successeurs sont pupilles ou mineurs n'ayans aucune negociation, commerce, ny traffic, & par ainsi ne pouuans rien mettre ne adiouster à la société <sup>b</sup>, n'estant par ce moyen raisonnable qu'ils participent à ce qui n'est & ne peut estre, Par ainsi au fait susdit auroit semblé à ladiète Cour la redditiō de compte & prestation de reliqua suffire à ladiète sœur pour toute indemnité & autres droicts par elle pretendus, enquoy auroit paru •euidēment que nous & les superieurs subalternes qui en aurions iugé aurions mal examiné la verité & circonstance du fait, non toutesfois si extraordinairement que la Cour n'ayt trouué bon espargner aux appelez les despens & l'amende pour auoir soustenu nos sentences & iugemens.

a l. ex parte  
§. si filius ff.  
famil. ercuf-  
cun. l. cum  
duobus. §. si  
fratris ff. pro  
socio. l. ason  
in l. quam-  
quam. num.  
§. C. qui te-  
stam. face.  
possunt.  
b l. i. in fi. ff.  
pro socio d. l.  
si patrus  
C. cōmunia  
vtriusque  
iudicij.

## CHAP. XCV.

1. *Comment l'Empereur Iustinian, auroit restrainé & temperé le benefice de representation.*
2. *Entre les descendans soient pareils en mesme ordre & degrez, ou bien diuers & d'autre ordre, les plus prochains tousiours viendront à estre preferez & la raison particuliere de feu Fernand amenee.*

**N**E nous departans encores de la susdicte matiere ab intestat & droict de representation sur icelle, nous n'oublirons icy vne maxime qu'aucuns de ce qu'auons dit dessus, auroient voulu inferer generalement *representationem locum habere semper ac in infinitum in descendens: in ascendens numquam: in collateralibus ultra fratris filios non extendi* <sup>c</sup>; ce qui doit estre entendu quant au premier poinct concernant les descendants,

c Schulte ad  
Titu. in te-  
st. de hare-  
di. ab inte-  
stato ibi. de §.  
ordine succē-  
dendi num.  
12. referente  
Dion. Go-  
thofredi in  
eodem tit. in  
authen.

<sup>a</sup> in §. si i-  
gitur defun-  
ctus versic. si  
huiusmodi in  
fine.

<sup>b</sup> d. §. si i-  
gitur defun-  
ctus versic. si  
autem pluri-  
mi.

<sup>c</sup> in d. au-  
then. defun-  
cto.

en & dans les limites par les constitutions que dessus prescri-  
tes & ordonnées *ita filij filiorum fratrum utrinque coniuncto-  
rum excludantur*, l'Empereur Iustinian ayant ainsi nommément  
restrainct ledit benefice de representation par seldites nou-  
velles constitutions 118. & 127. par l'une & premiere d'icel-  
les ayant nommément protesté, *nulli alij omnino persone, quam  
solis fratrum masculorum & seminarum filijs aut filialibus, hoc ius ut  
in suorum parentum iura succedent, largiri*<sup>a</sup>, pour autant qu'estât  
vn privilege personnel ne doit & ne peut outre-passer les per-  
sonnes honorees & fauorisees par iceluy, nous sans difficul-  
té comme Iuge subalterne l'aurions ainsi iugé & ordonné  
souuent sans appel ny reclamation, Quand au second point  
sudit regardant les ascendans est certain & veritable la pre-  
rogatiue du degré venant à estre gardee exactement entre-  
eux, afin que le plus prochain du degré vienne à repousser le  
plus loingtain, le mesme Empereur l'ayant ainsi decisi quant  
au cas de plusieurs ascendans viuants, *hos (inquit) preponi iube-  
mus, qui proximi gradu reperiuntur, masculos & feminas siue pater-  
ni siue materni sint*<sup>b</sup>, ce qui vient à estre entendu soit qu'ils  
soient pareils en degré & mesme ordre ainsi que le pere &  
ayeul paternels mere & ayeule maternelles ou bien en diuers  
& autre ordre comme concurrens le pere avec l'ayeul mater-  
nel ou la mere avec l'ayeule paternelle: car le plus prochain  
toufiours viendra à estre preferé ainsi qu'Acurse auroit en-  
seigné<sup>c</sup>, & les nostres communément: la raison particuliere  
en estoit amenee par ledit feu Fernand en seldites leçons fō-  
dee sur l'ordre de nature la loy presumant le neveu viure,  
ou qu'il viura apres le fils son pere, par ainsi l'appellant au lieu  
dudit fils, sondit pere premourant: ce qui n'est vray semblable  
aux ascendans, à sçauoir que le fils viue plus que le pere, par  
consequent la Loy n'ayant voulu au lieu du pere predecédé,  
apres l'ayeul son pere, ordonner ny introduire aucune repre-  
sentation touchant au dernier qu'est des collateraux les tex-  
tes y sont formels & decisiōs si expressees que d'envouloir faire  
autre preuue que des arrests sur ce dessus amenez & alleguez,  
cela sembleroit vouloit apporter des flambeaux allumez en  
plein midy; venons au reste.

CHAP. XCVI.

I L'authentique mise au Code par Irnerius expliquée.

**L'** AUTEUR des insertions des authentiques qu'on appelle au Code, qu'on dit auoir esté *Irnerius*<sup>a</sup>, par paroles comme enonciatiues auroit adiousté à la fin de l'une desdites authentiques portant le reglement que dessus de la succession ab intestat entre les proches ascendants & les freres conioincts des deux costez ou leurs enfans, les mots suiuan *ubi nulla secundarum nuptiarum sit mentio*, quasi se rapportant à la nouuelle constitution de Iustinian d'où il prenoit & tiroit l'authentique, comme s'il vouloit dire le reglement que dessus y contenu ne faire aucune mentiō des secondes nopces, & par ainsi aucune distinction de proches ascendants fussent-ils mariez ou non, les secondes nopces n'introduisans ny venans faire aucune difference, tout ainsi qu'ailleurs y estoit pourueu & decisi par constitutiōs à ce formelles<sup>b</sup>, à la charge par consequent suiuan icelles que où les ascendants s'estans remariez auroient & viendroient à succeder ab intestat à vn leur descendant du premier mariage avec d'autres ses freres & sœurs enfans dudit premier mariage des susdits ascendants iceux venans apres à deceder delaissez suruiuans aucuns des susdits de leurs enfans, la cotte portion que lesdits ascendants auroient eue, & retiree de ladite succession pour par les secondes nopces n'en auoir eu que la seule possession de leur vie durant retournera & appartiendra ausdits enfans suruiuans<sup>c</sup>, au frere du defunct auquel avec les ascendants plus proches ils auroient succédé ab intestat, ce que n'auroit receu difficulté aucune, pour le regard de la mere conuolant à secondes nopces de laquelle lesdictes constitutions parlent nommément: mais quant au pere n'auroit point passé sans contradiction, quelque chose qu'Accurse en ait tenu & enseigné<sup>d</sup>, auquel se feroient opposez plusieurs des plus anciens qui auroient esté repoussez par des plus signalez desdits anciens en respondant aux authoritez & raisons au

<sup>a</sup> *Authen. defuncto C. ad Terryll.*

<sup>b</sup> *in l. familia. §. illud C. de 2. nuptijs l. fina. C. de bonis maternis.*

<sup>c</sup> *d. §. illud.*

<sup>d</sup> *in d. §. illud & in nouella. 22. §. hinc nos super verbo si autem intestatus.*



a de Rippe  
ind. §. illud  
math. Ma-  
the. de suc-  
cess. ab in-  
testato in 2.  
artic. prin-  
cipal. num.  
25. §. 16.  
bl. genera-  
liter C. de  
secundis nu-  
priis nouella  
2. cap. 2. d.  
nouella 22.  
cap. 23.  
c. d. nouella  
22. §. 6.  
hec com-  
munis.  
d. consilio 23.  
§. ibi. Mol.  
in additio-  
nibus.  
d. Math.  
Mathe ubi  
suprà num.  
27. 28. 29.  
§. 30.

contraire des susdits es lieux à la marge cottez <sup>a</sup>, & ce princi-  
palement pour autant que les peines de droit introduictes  
contre les secondes nopces en faueur des enfans, comme sont  
celles qui sont faites apres l'an du dueil regardent tant les pe-  
res que meres, les amendes pour ce regard des vns & des au-  
tres estant communes <sup>b</sup>, tout ainsi que plusieurs grands  
personnages en la Iurisprudence auroient sur ce cōsultez res-  
pondu <sup>c</sup>, nommément Philippe Dece au lieu à la marge cot-  
té <sup>d</sup>, qui en allegue d'autres & fort copieusement à son ac-  
coustumée, secondé par son appostilateur François iusques  
en estre venu là, que d'estendre les constitutions que dessus,  
les cas d'icelles aduenans non seulement aux peres & meres  
suruiuans: mais encores aux defaillants aux ayeuls & ayeu-  
les <sup>e</sup>, es biens toutesfois qui d'ailleurs par droit de reuersion  
ou autrement, ne seroient subiects à remonter en faueur des-  
dicts ascendans, ou l'un d'eux suyuant les traditions & reso-  
lutions que par les mesmes que dessus en sont faictes, surquoy  
ne nous arresteront plus longuement, la question principale  
que dessus, tant pour lesdicts pere que mere ayant esté preiu-  
gee par arrest de nostredicte Cour audit Tholose, au rapport  
de feu monsieur Donjac au procès des Messmes, contre la  
Viscomtesse de Larboust dont aurions fait mention en quel-  
que part des liures precedents.

## CHAP. XCVII,

- 1 *La coustume generale de France, par laquelle les plus prochains parens succedent au Prestre defunct, comme s'entend ¶ en quelle façon elle est gardee & practiquee.*
- 2 *Controuerse qui quelquefois suruiuent entre les successeurs & heritiers des beneficiers, & les titulaires apres pour-ueus de leurs benefices sur la cote des fruiets de l'annee du decez du beneficier.*



**P**AR la coustume generale de France le parens plus  
 proches succedent à leurs parens, Euesques, Prelats  
 Prestres & autres de ceste sorte n'ayans faict profes-  
 sion reguliere, iusques là que si tels auant que d'estre  
 Euesques, Prelats, & beneficiers ont faict profession de reli-  
 gion reguliere leur succession auroit esté adiugée à leurs pa-  
 rens pauures en partie, & l'autre partie employee à la repa-  
 ration de l'Eglise de leurs benefices par Arrests de Paris  
 dont l'un auroit esté recueilly par feu Papon, lequel en alle-  
 gue l'auteur dont il l'auroit prins, & l'autre est datté du sei-  
 ziesme Auiril mil cinq cens quatre vingts cinq au marge du  
 mesme recueil <sup>a</sup> nouuellement augmenté dont a esté faict  
 mention cy dessus: & bien que ledit feu Papon aye dit que le  
 susdit arrest par luy allegué auroit esté donné seulement pour  
 la succession des meubles, pour les immeubles doiuan appar-  
 tenir au Conuent duquel l'Euesque se trouuera profez, tant y  
 a que ladite coustume generale par laquelle les plus prochains  
 parens succedent au Prestre defunct ne s'entend seulement  
 des simples Prestres non beneficiers, mais encores des Curez  
 Prieurs, ou Euesques <sup>b</sup>, ores qu'il fust question des biens acquis  
 par les susdits des fruiets de leurs benefices & dignitez <sup>c</sup>, car  
 quelque chose qu'on puisse tirer du droict Canonique pour  
 ce regard, & tant des biens meubles qu'immeubles, non ob-  
 stant la distinction des Canonistes, par ladicte coustume non  
 seulement les proches parents y succedent: mais les beneficiers  
 mesmes en peuuent tester, ensemble des fruiets de leurs bene-  
 fices & despouilles comme de leurs autres biens propres ny  
 plus ny moins qu'autres personnes layes, & non autrement  
 empeschees ny interdites de droict, & à ce est allegué com-  
 munément vne glose de la pragmatique Sanction au marge  
 cotee <sup>d</sup>, qui n'a manqué d'usage certain par ladite coustume,  
 dont a procedé la dispute qui quelques fois suruiuent entre les  
 successeurs & heritiers desdits beneficiers, & les titulaires a-  
 pres pourueus de leurs benefices sur la cote des fruiets de  
 l'annee du decez du beneficier au pro rata du temps qui auroit  
 couru, & seroit passé du viuant d'iceux beneficiers, dont & des  
 arrests sur ce interuenus, est faite mention en quelque part par  
 vn docte Aduocat Parisien <sup>e</sup> & auparauant par le S. Presidēt de

<sup>a</sup> titre des  
 successions  
 Ecclesiasti-  
 ques arrest

5.

<sup>b</sup> cap. cum  
 in officijs ca-  
 pite relatum  
<sup>c</sup> 2. de testamē.  
<sup>d</sup> Glos. in cap.  
 fide offic. ordi.  
 lib. 6.

<sup>d</sup> in §. item  
 quod super  
 verbo acqui-  
 sitis Titu. de  
 Anna. Faber  
 in §. his vero  
 dere Divini-  
 sit.  
<sup>e</sup> Robert. lib.  
 3. rerum iudi-  
 cat. c. 42

a question  
110.

b in cap.  
Rayn. super  
verbo ex uxore  
rem nomine  
Adelafiam  
Decis. 264  
cum sequen.  
c Bald. in au-  
torem. omnes  
peregrini com-  
munis de  
succes. C.

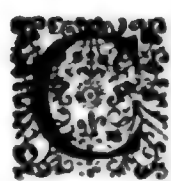
d titre des  
successions  
legitimes  
Arrest 6.

Grenoble en ses decisions <sup>a</sup>, où les appostillateurs modernes n'ont manqué amener aucunes choses des allegations communes & preiugees suivant icelles: monsieur Benoit aussi en sa repetition <sup>b</sup>, allegué communément par les autres n'y auroit rien oublié, & quant audit sieur President il fait aussi vne exception à ladicte coustume des Chanoines reguliers qui ne peuuent pas tester regulierement, ce que par d'autres <sup>c</sup> a esté esté du à tous clerics religieux en tous les biens lesquels deuiennent & appartiennent au conuent où ils sont, & ont fait profession: puis donc que tel est le droit ordinaire communément obserué par ceste France comme il est certain & asseuré, si au contraire les Euesques ou Abbez ont priuileges & indults par autorité du S. Pere ou de la Majesté du Roy, ou bien que par statuts deuëment approuuez & verifiez quelques compagnies de Clercs & Prestres particuliers en aient autrement entre eux statué & ordonné comme nous en aurions eu quelques memoires, toutesfois fort mal obseruez entre les Chanoines seculiers de Rodes, se sont autant de loix particulieres & priuees qui monstrent d'elles mesmes les communes & publiques estre au contraire, quelque coustume que autrement les superieurs puissent en cest endroit pretendre, & que l'on a essayé de pratiquer en quelques lieux en continuant l'abus ancien de telles successions, ainsi que ledit feu Papon auroit en passant & fort à propos glissé au lieu susdit <sup>d</sup>, au demeurant quant au susdit usage de ladite coustume est inseré audit recueil du mesme Papon nouuellement augmenté vn arrest de la Cour de Parlement de Paris du 25. Decembre 1568. confirmatif de la sentence du Baillif de Forest du 4. Feurier 1565. par laquelle auoit esté preiugé le prelat & superieur ne pouoir prendre aucune chose en l'heredité d'un Prestre seculier lors qu'il y a legitimes heritiers apparens conformément à quoy nous rapporterons les arrests de nostre Cour de Parlement à Tholose sur les differents interuenus entre les plus prochains successeurs *ab intestat* ou heritiers instituez par les Euesques, Recteurs, Chanoines, & autres beneficiers du ressort qui y sont & y interuiennent ordinairement, singulierement celui qui auroit esté donné pour les meubles leguez par feu Monsieur de Monsalez Euesque de Cahors

Cahors oncle du predecesseur dernier decedé, au profit & faueur de la feuë Dame du Monastere sa niepce, legataire desdits meubles.

CHAP. XCVIII.

- 1 *Estrangers mourans en France, sans enfans toutesfois, ont le Roy seul pour heritier, par le droict d'Aubeine.*
- 2 *Ceux-la toutesfois ne sont pour ce regard dictz estrangers qui poussez de zele & religion en faisant ou ayant faict profession, se retireroient en quelque lieu pie, comme à vn Hostel-Dieu, pour y viure en compagnie avec les pauvres qu'on y retire.*
- 3 *Arrest sur ce dessus de ladite Cour à Tholose.*



Ombien que par les Nouuelles de Iustinan<sup>a</sup> les biens des estrangers qui sont en icelles dits Pele-

<sup>a</sup> In Aueb. omnes peregrini. C. communia de success.

rins, soient cōseruez *ab intestat* à leurs plus proches parens en defaut d'en disposer par eux, comme il leur est par mesmes constitutions loisible & permis, en nostre France toutes fois vn eltranger mourant au Royaume sans enfās toute fois quelque chose que quelques-vns ayent pensé aucontraire contre la Loy de France sur l'Aubaine, ainsi qu'ailleurs ledit feu Papon auroit remarqué<sup>b</sup> ont le Roy seul pour heritier par ledit droict d'Aubaine. ceux-là toutesfois seront mis à ce rang, & moins tenus & reputez pour tels, qu'ēmeuz & poussez de zele & religion en faisant ou ayant faict profession se retireroient en quelque lieu pie, comme en vn Hostel-Dieu, pour y viure en la compagnie qui y est, & avec les pauvres y retirez & qui s'y retirent; par ainsi comme vn Prestre nommé Rouillet apres auoir quelque temps demeuré Hermite en Prouence se fust retiré en l'Hostel-Dieu des Pelerins saint Iacques à Tholose, s'estāt logé en vne chābre à loüage prochaine dudit Hostel-Dieu où il seroit decedé, luy ayant esté trouué six cēs trēte-neuf liures en mōnoye petite: la question fut entre ses prochains

<sup>b</sup> Titre du droict d'Aubeine Arrest 4.

QQ

2. Titre  
fusdic des  
successiōs  
Ecclesi-  
astiques.

parents & habiles à luy succeder d'une part, & le Syndic dudit Hostel Dieu d'autre, à qui telle successiō appartenoit, par arrest de nostredite Cour de Tholose du 12. Iuin 1567. furent les parents pauvres & presque mendians receus successeurs pour deux tiers par ladite Cour, ayant faict preiugé que par l'entree dudit Hostel Dieu ledict defunct s'estoit comme voüé, communiqué & donné aux pauvres y estans & s'y retirās, de la qualité desquels estās les parents succe- 3  
seurs *ab intestat*, lesdits deux tiers en ceste contéplation leur auroient esté adiugees & l'autre tiers audit Syndic, quasi comme par vne Canonique & congrüe portion & de grace speciale par vne presummee & coniecturee volonté religieuse du defunct. Nous aurions prins cest Arrest des Memoires du Recueil dudit feu Papon nouvellement augmenté<sup>a</sup> pour l'auoir trouué digne de nostredite Cour, & au zele qu'elle a tousiours porté aux cause pies, mesmemēt en faueur desdits pauvres.

#### CHAP. XCIX.

- 1 Le degré de prochaineté ou consanguinité, estendu communement iusques au dixiesme.
- 2 La cognation n'estant estendue si auant, pour ne passer le sixiesme degré autrement incognue du droit Civil.
- 3 Quant aux successions de Royaumes, les degrez s'estendent, in infinitum.
- 4 Et encores on est venu iusques là, qu'oultre & par dessus le dixiesme degré, ceux qui se trouuēt de la race & lignee du defunct sans autrement s'arrester au degré, sont & auroient esté preferez au fisque, par Arrest de la Cour de Parlement de Paris, & comment.
- 5 Il est aisé, à alleguer la prochaineté & proximité pour venir à la succession, mais fort mal-aisé à les prouuer & verifier, par le laps du temps, qui vray-semblablement a coule avec l'exemple d'un Hypothese iugee en ladite Cour à Tholose.





Vrce que dessus auroit autrefois esté faite difficulté iusques à quel degré de prochaineté ou consanguinité on peut & doit estendre la succession des intestats dont nous auons parlé ci dessus: sur laquelle semble que les Iuriconsultes en leur compte des degrez qu'ils ont fait en cet endroiect se sōt arrestez au dixiesme, cōme faisant lavraye borne & limite de la generatiō & cognoissance des hōmes és familles ayans en cest endroiect. Accurse pour cōducteur és lieux à la marge cottez <sup>a</sup> qui auroit dōné occasiō au glosateur & quelques autres Docteurs canoniques annoter *eos tantū dici consanguineos* qui sōt *intra decimum gradum* <sup>b</sup>, de telle sorte que bien par le droit Ciuil *agnationis iure ad successionē admitteretur aliquis ad hereditatē & si decimo gradu fuisset, proximitatis tamen nomine ijs solis pretor promittebat bonorum possessionem, qui v/que ad sextum gradum cognationis fuissent* <sup>c</sup>, l'agnatiō que dessus à ce moyen pl<sup>o</sup> estenduë que ladite cognatiō pour le desir qu'o auoit à la propagation du nom & de la famille, pour raison de quoy la loy des douze tables *deficientibus agnatis gentiles vocabat*, qu'estoiēt de mesme nom, encores que non pas de mesme famille, n'aiāt d'ailleurs esté besoin d'estēdre infiniment la cognatiō laquelle estoit autremēt incognuë du droit Ciuil ainsi que le docteur Cujas auroit fort bien & souuent remarqué <sup>d</sup>: dont est à recueillir que la difference de l'agnation & cognation ostee, ledit degré ne passe plus outre que les 10. & iusques là s'estendre la faculté de parētage & prochaineté pour succeder, sinō qu'il fust questiō des successiōs des Royaumes qui s'estendent *in infinitum*, ainsi que Balde ailleurs disoit <sup>e</sup>, cōme celle des Marquis, Comtes, & Ducs s'i l'est vray ce que Dece en cōsultant en auroit respondu <sup>f</sup>: & encores les choses pour ce regard seroiēt venues iusque là que outre, & par dessus ledit dixiesme degré ceux qui se trouuēt de la race & lignee du defunt sans autrement l'arrester au degré sōt & auroiēt esté preferez au fisque, qui ne succede autremēt sinon quand la succession est caduque & vaquante par faute d'heritiers & ainsi auoir esté iugé par arrests de Paris est attesté & rapporté par ledit S. Charōdas en sesdites responses de droiect <sup>g</sup>, dont & d'autres est fait mention en l'additiō du

ain §. fi. de  
success. co-  
gna. inst.  
& in au-  
then. in suc-  
cess. & ibi  
Bald. &  
Faber C. de  
suis & le-  
git. hered.  
& incertum  
& ibi Bald.  
c. unde co-  
gna.  
b Glo. in c.  
postremo &  
ib. D. D. de  
appellations-  
bus ex.  
d. §. fi. de  
successione  
cogna. inst.  
d. m. d. §. fi.

c consilio  
465. lib. 1.  
& consil.  
39. lib. 2.  
f consil. 39.

g lib. 4. ca.  
10. & lib.  
8. cap. 62.

dernier arrest qui se trouue maintenant audit recueil dudit feu Papon nouuellement imprimé, sous le titre des successions legitimes, ce qui s'entend la qualité des pretendans à la succession prouuee & veriffiee & dont la preuue n'en estre si difficile que l'on penseroit ledit S. Charondas es lieux que dessus auroit estimé par la verification de degré en degré, où en remontant ou en descendant de la commune souche, des moyens de la genealogie pour venir à la cognoissance de celui lequel on ne doute auoir esté parent & consanguin du defunct, & partant que ceux qui demandent la succession luy estans parens du mesme costé sont aussi parens du defunct, ce qui nous semble assez ayse de dire, mais par vn tel laps de tēps si difficile à executer & veriffier, comme il faict, qu'il semble estre presque impossible: par ainsi comme il fust question, entre Arnaud Cultiues pour la succession d'un de mesme nom de Cultiues defunct, duquel ledit Arnaud se disoit parent & de son nō cōtre certains autres qui nioiēt & cōtestoient à plat la qualité pretēdue dudit Arnaud & soustenoient qu'il estoit venu d'estrange pays, qu'ils appelloient de Gauacherie, demurer seruiteur avec le pere dudit feu Cultiues où cachant son nom, il se seroit acquis le nom de Cultiues, & pour leur regard ils estoient du pays & de mesme lieu, nommoient & veriffioient leurs peres, meres, ayeuls, ayeules, ou au contrai-  
 re ledit Arnaud n'en pouuoit nommer aucun, tant s'en faut de les prouuer, & veriffier, & pouuoir estre dit seulement de leur gentilité, comme aussi celui *qui neque patrem, neq. matrem neque auum ciere poterat*: le procès deuolu par appel en ladite Cour à Tholose à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes les defendeurs obtindrent contre ledit Arnaud demandeur en défaut de se prouuer tel qu'il se disoit, & encores d'alleguer les moyēs & degrez pour y paruenir & se faire persuader tel, car au demeurant iusques audit dixiesme degré, ladite Cour n'a fait difficulté adiuger lesdites successions en prouuant & veriffiant la qualité, degrez & moyens d'icelle.

CHAP. C.

- 1 Le mot plus prochain comment est prins & entendu, mesmes en succession ab intestat.
- 2 Hypothese quant à ce preiugee en ladite Cour à Tholose pour les plus prochains du temps que les donatiōs & autres dispositions du defunct, auroient esté declarees nulles par ladite Cour.

**B**ien qu'il y ait plusieurs degrez des parens prochains ab intestat aperiè tamē lex duodecim tabularum proximū vocat, & iacoit que par nombre singulier : tamen dubium non est, quin & si plures sint eiusdem omnes admittā<sup>a</sup>, ainsi qu'est expressement porté es institutions ciuiles de Iustinian, par lesquelles est aussi adiousté que combien que proprement le plus prochain soit entendu entre & de plusieurs degrez, n'y a toutesfois aucun doute quin licet unus sit gradus agnatorum pertineat ad eos hereditas, consequitiuement venant apres à declarer ce mot, plus prochain, il y vient à nommément remarquer *proximum*, si quidem nullo testamento facto quisquā decesserit, per hoc tempus requiri, quo mortuus est is, cuius de hereditate queritur, quod si facto testamento, quisquam decesserit, per hoc tempus requiritur, quo certum esse ceperit nullum ex testamento heredem existitum. Tunc enim proprie (ait ille) quisque intestato decessisse intelligetur, quod quidem aliquando longo tēpore declaratur, in quo spatio temporis saepe accidit, ut proximiori mortuo, proximus esse incipiat, qui moriente testatore non erat proximus: ce qui seroit aduenu, ramené & pratiqué en vſage par nostre dite Cour au faict que s'ensuit, auquel auroit esté meu procès & different entre Balthasar de Narbones S. de Puy launes demādeur & autrement defendeur d'une part, & François de Bye sieur de Fargues defendeur & autrement demandeur d'autre, & ce pour raison & cause des biens & succession de feu Loys de Capdenac quand viuoit S. & Baron de Felzin au moyen des donations par luy faites, tāt audit de Narbones que susdits de Bye deuenient insinuees, ventes, & autres dispositions entre-vifs que de mesmes il en auroit faites audit de Bye lesdites donations & ventes respectiuiement sōstenues, impugnees, aussi de

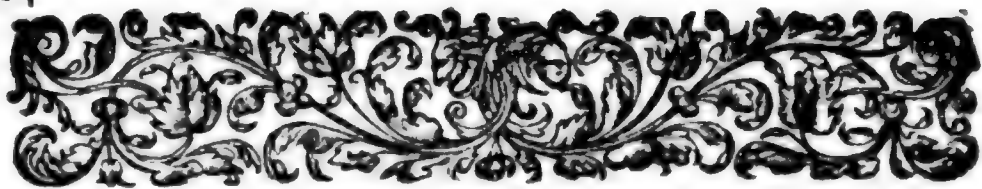
<sup>a</sup> §. & quib  
us singula  
ri cum se  
quent. in  
sit. de le  
git. agnat.

QQ. iij

mesme debatuës & cōtredites par chacune desdites parties à son profit & aduātage, & ce pardeuant le Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Figeac duquel appel releué par ledit de Bye en la Cour par arrest d'icelle du premier Iuillet 1565. ledit appel, & ce dont auoit esté appellé mis au neant auroit esté ordonné que les parties seroient plus amplement ouyes, & à ces fins viendroient en iugement au premier iour appelez les plus prochains & lignagers dudit feu Loys de Capdenac des biens duquel estoit question entre lesdites parties si point en y auoit, pour eux ouys estre fait droit & cepédant sans preiudice dudit droit desdites parties ledit de Narbones iouyroit des biens qui auoient appartenu audit feu Louys cōpris en l'instrument de donation y mentionné ensemble des biens retenus & reseruez, tant par ladite donation que par autres donatiōs au procès produites du penultiesme d'Aoust 1536. & 14. May 1545. situez au terroir & iurisdiction de Capdenac & ledit de Bye iouyroit pareillement des autres biens restans qui appartenoiēt audit feu de Capdenac au temps de son decez, ce qu'estant executé les plus prochains qui estoient pour lors, & nō les feus heritiers & successeurs d'autres estans de ladite qualité au temps dudit decez, appelez & ouïs, sçauoir Jean de Prud'homme sieur de la Bernardie François de Blauaut sieur de Bauze & Marguerite de Blauat femme à Guy de la Pese sieur dudit lieu par autre arrest du 8. Iuin 1565. ladite Cour sans auoir esgard à la requeste d'iceluy de Narbones mise au sac, ne ensemble aux lettres par luy presentees ny pareillement aux susdits instruments de donation par ledit feu Louys de Capdenac faites au profit respectiuemēt desdits de Bie & de Narbones, pere & fils ne aux susdits instruments d'achapts faicts des rentes y mentionnees par ledit de Bie dudit feu Louys de cession ou subrogatiō faite par icelui feu Louis au profit d'icelui de Bye ni aussi à ladite donation de feu Malry de Capdenac audit Bye & ratificatiō d'icelle n'i aussi à l'accord fait entre lesdits de Bie & feu Louis de Capdenac, & ce qui s'estoit ensuiui lesquels instrumēs & contracts, ladite Cour auroit cassez, reuoquez & annulez mettāt tant que besoin seroit lesdits de Narbones & de Bye, ensemble Maistre Jean Desplas dict de Valon assigné

pareillemēt en vertu du susdit premier arrest hors de procès & instance maintenāt & gardant lesdit de Prud'hōme, Frāçois & Marguerite de Blauat chacun pour vne troisieme partie en possession & saisine de tous les biens qui'auroient appartenu audit feu Louys de Capdenac mentionnez & cōprins tāt aux susdites donations qu'autres cōtracts & instruments d'achapts & cessions faits au profit dudit de Bye & de Narbones produits au procès, à la charge toutesfois par iceux de Prud'homme & de Blauat chacun pour sa cottité de rembourser audit de Narbones les frais par luy ou par Guillaume de la Perede sieur de l'Hospital exposez aux honneurs funebres dudit feu Louys de Capdenac, de payer & satisfaire tant audit de Narbones qu'à iceluy de Bye toutes & chacunes les sommes & autres choses qu'ils feront apparoir auoir baillez audit feu Louys de Capdenac & employees pour le rachapt & payement des douaires, legats, debtes & autres charges pour ledict feu Louys de Capdenac, acquit & descharge desdits biens desquels sera faicte verification deuant le Commissaire executeur du present arrest & sans despens & restitution de fruiets & pour cause, ce que comme notable & parlant autrement de soy mesme sans auoir besoin de truchement ni autre interpretation nous n'aurions icy autrement voulu oublier.





# LIVRE SEPTIESME

## DES SINGVLIERES ET

NOTABLES QUESTIONS  
de Droit Escrit.

*Decises ou preiugees par Arrests memorables de la Cour  
Souueraine du Parlement de Tholose.*

*Avec la conference des Iugements & Arrests interuenus  
sur mesmes subiects, és pais de Droit Escrit, & des au-  
tres Parlements & Cours Souueraines de ce  
Royaume de France.*

---

### CHAPITRE PREMIER.

- 1 *La Cour de Parlement à Tholose ne s'assubieEtit ayse-  
ment és formalitez de Droit Escrit, concernant les  
circuits qui ne portent aucun profit & utilité, ainçois  
une vaine & superflue longueur.*
- 2 *Ce que vient à remarquer en la restitution des fideicom-  
mis, & des legats mesmes particuliers, à prendre des  
mains de l'heritier. La Cour de Parlement de Paris  
n'ayant voulu il y a quelque temps, approuver que tels  
fideicommissaires ou legataires, se rinssent à pourvoir  
possejoirement*

posseffoirement, nonobstant la coustume generale de France.

- 3 Où au cōtraire ladite Cour à Tholose les auroit tousiours admis & receus posseffoirement comme aujour d'huy presque en l'une & l'autre desdites Cours, ils y sont receus de mesme, avec un Arrest de ladite Cour à Tholose pour preuue & manifestation de ce que dessus.
- 4 Autre Arrest contraire au susdict de la Cour de Parlement de Paris.
- 5 Restriction & limitation quant à ce que dessus en ladite Cour, mesme à Tholose.
- 6 Prudente prouision és derniers temps, de la Cour de Parlement à Paris.
- 7 La reservation que ladite Cour à Tholose a acoustumée au cas faire distracion de legitime & Trebellianique, se font communément apres le decés de l'heritier chargé sous condition de rendre apres son decés, ou autrement au cas il interuiendrait sans enfans.
- 8 Impudente effrōterie d'un quidam en passant remarquee.

**L**aduient souuent qu'au pays qui se regle par Coustumes, s'il est question de quelques formalitez, & ceremonies scrupuleuses, d'où les fonds du droit de l'une ou l'autre des parties, ne viennent aucunement à dependre, on obserue plus exactement & estroictement ce qui est de telles formalitez, qu'au pais où l'on vse de droit Escrit: ou quelques fois on passe par dessus icelles, comme ne seruāt que de pieges aux fins & malicieux, pour tromper les Innocens, & de pretexte pour retenir l'autrui, n'ayant au demeurant rien en elle que des figures & circonductions inextricables, dont on ne peut auoir aucun bon effect ny issuē raisonnable, afin que i'vsurpe ce que dit Iustinian parlant des formes & ceremonies a In C. de emam. libet.

RR

nies qu'on practiquoit anciennement es emancipations, & que ainsi soit nous en auons l'exemple en la restitution du fideicommiss, suiuant le Senatusconsulte Pegusian, laquelle se deuoit faire solennellement par l'heritier sans qu'il fust loisible au fideicommissaire de se saisir & emparer de soy-mesme de l'heredité, ou chose delaissee; lequel droit est gardé & entretenu audit pays Coustumier, où il n'est pas permis ausdits fideicommissaires ou legataires pour euitier le circuit & longueur interuenant à ceste occasion de se pourueoir possessorielement, nonobstant la Coustume generale de France le mort saisit le vif, où au contraire audit pays de Droit Escrit ils y sont admis & receus: Par ainsi comme en vne maintenue generale de tous & chacuns biens d'un testateur & qu'il tenoit & possedoit au temps de son decés, les legataires de certaines pieces particulieres d'un mesme testateur y fussent interuenues tendans à fins de non receuoir veu leur legat contenu testament, duquel mesme l'heritier s'aidoit pour fondement de sa maintenue, ledit heritier insistant au contraire, & que par ses mains il deuoit prendre les choses leguees; lesquelles par eux occupees & de leur autorité s'estans ingerees dedans il auoit interdit pour luy quant à ce expres, *quo quod quis legaturum nomine non ex voluntate heredis occupauit id restituere heredi debet*: <sup>2</sup> A quoy les legataires insistans au contraire, & qu'en vain estés saisis, ils les remettoient entre les mains pour la reprendre autresfois, par vn circuit vain & superflu, la seigneurie d'icelles & propriété leur appartenant droitement dès le decés dudit testateur, b l'incidunt pour ce regard joint à l'instance principale contre les autres opposans qui n'estoient legataires comme le susdit; par arrest donné à nostre rapport à la chambre de la Tournelle, entre Raissac contre Sabry & autres le 9. Decembre 1592. ladiete Cour auroit dit droit sur ladite maintenue au profit dudit heritier contre les susdits autres opposans, sans auoir esgard audit incident ne ce qui concernoit lesdits legataires, lesquels en tât que besoin seroit furent maintenus es pieces leguees, & le tout au contraire de l'Arrest de la Cour de Parlement de Paris, du Ieudy dernier iour d'Auril mil cinq cens septante quatre, par lequel auroit esté iugé que l'heritier seroit actuellement saisi de tous

a l. 1. D. quod  
legat.

b l. 1. Tit. de  
fidei. D.

& chacuns les biens meubles & immeubles, titres & enseignemēs demeurez, apres le decez dudit defunct & que toute audience seroit desnice aux legataires qui estoient aussi d'autre part demandeurs, iusques à ce qu'ils eussent baillé & deliuré à l'heritier tout ce qu'ils detenoient de la succession, tout ainsi que ledit S. Charōdas<sup>a</sup> en rapporte l'arrest disāt en auoir veu encores d'autres scēblables, laquelle rigueur n'a point esté que ie sçache pratiquée en ladite Cour à Tholose sinō que sur les legats des immeubles ainsi faits, l'heritier institué eust à prēdre ou retenir par l'expresse volonté du testateur ou autrement du droit quelque parcelle ou autre chose, aux fins que les legataires ainsi que dessus, demeurans saisis à son preiudice, il ne fust apres contrainct suiure son esteuf à la volée, luy estāt à ceste occasion plus profitable, *pignori incumbere quam rē persequi*, & voilà comme vne telle contrarieté d'arrests desdites Cours & autres de la France se peuuent sauuer & accorder, ioinct la resolution que sur le doute qu'auoient tenu lōg temps les Iuges de nostre temps en auroit esté faite, sçauoir qu'e droite ligne les substituez se pourroient pouruoir possessoiremēt, en ligne collaterale nō, que feu Papō auroit en quelque endroit de son Recueil, rapporté<sup>b</sup> en y adioustāt que c'estoit notablement aduise, ce que nous entendons quant aux autres Cours que celle dudit Parlemēt de Tholose, ou quāt à ce n'y est faite indifferēment aucune difficulté, mais encores ladite Cour de Parlemēt de Paris y auroit mieux pourueu, *qua ad sinuosas litium ambages tollendas fideicommissario cui mota fuerit possessionis questio, permisit obter fideicommissi restitutionē breui manu postulare*, tout ainsi qu'un des plus doctes Aduocats<sup>c</sup>, de la mesme Cour auroit à son accoustumee, grauemēt & subtilemēt remarqué *cōsilio Baldi expōsicia aequitate*, que nous aurios amenee ailleurs<sup>d</sup> alleguant à ces fins vn arrest de la susdite Cour à Paris du 13. Iuillet 1560. par lequel en la complainte des parties mises hors de Cour faisant droit sur la substitution fideicommissaire l'appellāt est condāné restituer à l'intimē heritier fideicommissaire de sa mere, ny en deduisant les quartes legitime & Trebellianique appartenāt au pere de l'appellāt à quoy le mesme viēt à suite à inferer s'approcher l'arrest du Parlemēt de Tholose que feu M. Benoit recite estāt par nous ailleurs allegué,

<sup>a</sup> liu. 7. c. scd. resp. cha. 179.

<sup>b</sup> Arrests 9. Titre des substit.

<sup>c</sup> Chopi. lib. 3. de morib. Paris. Tit. 1. num. 10. d liure 5. chap. 10.

& consequemment apres nous pouuons coniecturer que depuis ladite resolution que ledit feu Papon allegue lesdites Cours en seroiēt venues iusques là qu'entre toutes personnes indifferemment auroit esté permis se pouruoyans possessoirement demander & conclure à la restitution sommaire du fideicommiss qui est par mesme iugement faite à la charge des distractions à faire & poursuiure par mesme moyen, quelque restitution, meritant plus grand'cognoissance de cause qui puisse autrement, & par la rigueur du remede possessoire intenté y eschoir, & c'est ce que conformement ladite Cour à Tholose a accoustume en iuger laquelle en tel ou pareil cas 7 maintenant le substitué reserué par vn sauf ou autrement lesdites quartes, ou autres detractions au substitué ou heritier, & autres qu'il appartient contre ledit fideicommissaire pour en l'execution toute estre traité & vuydé par mesme moyen, & demesme elle le dit, & fait, où & quād le substitué est trouué mal fondé en sa substitution, en relaxāt l'heritier ou son successeur des fins & conclusions par le dit substitué contre luy pinces quelques fois sans despens, quelques fois avec despens suiuant les merites de la cause, qui est en effect ce que par le susdit arrest dudit Parlemēt de Paris du 13. Iuliet auroit esté dit, decis & ordonné; bien que nous accorderons que les Cours de Parlement pour l'autorité & preeminēces qu'elles ont pour les circonstances suruenants au procès & differents des parties, & *ex varijs causarum figuris*, se dispensent quelque fois sur ce aymāt mieux embrasser la rigueur du remede possessoire & restitution des choses mal prises & autrement deuës y appartenans, que non pas suiure ce qu'autrement regulierement elles font & ont accoustumé Pour laquelle raison, nostredite Cour de Parlement à Tholose, a tousiours denié le remede possessoire au donataire à cause de mort, & n'a iamaïs voulu qu'il aye demeuré saisi des biē & choses donnees par la mort du donateur, d'aduis a esté d'aduis qu'il en fust fait maistre & possesseur par les mains de l'heritier, comme soustenant la personne du defunct, ce qui n'est pas de mesme, si le donateur s'estoit reserué l'usufruit des biens donnez, par ce que lors il ne seroit pas besoin que l'heritier interuint, d'autant que le donateur par la reseruatiō de l'usufruit trans-



8 fere au mesme temps la possession au donataire, comme M. Coras a enseigné dans sa Centurie d'arrests, où pourront aller, ceux qui ne seront satisfaits de ce que i'en ay icy escrit<sup>2</sup>. Nous aurions esté contraincts nous eslargir; peut estre plus que besoin ne seroit pour ce regard, & comme en paraphrasant ce que le susdit docte Aduocat auroit sur ce principalement remarqué, pour remonstrer de combien ceste prudence est grande & effrontee de ceste pedenterie bauarde qui se feroit oubliee iusques là, au lieu de contredire & debattre ciuilement le contraire de ce que nous en auions dit ailleurs, s'estre venus attaquer à nostre personne sans l'auoir iamais offensé ny prouoqué, ne l'ayant veu ny parlé à luy iamais, sinon quelque fois en sollicitant à Tholose, dont Dieu soit loué du tout & le face mieux recognoistre à l'aduenir, car autrement & s'il s'y opiniastre d'auantage entreprenant par mesme moyé de se prendre audit sieur Aduocat Parisien que i'ay dessus souuent allegué pour en auoir prins vne bonne partie faisant la decision du poinct dont estoit question, il y a grand danger qu'on le renuoye au proverbe qu'on dit: va choisir vn arbre pour te pendre.

## CHAP. II.

- 1 Hypothese d'un testateur qui n'ayant qu'un fils masle, & deux siennes filles instituant heritier son dit fils l'auroit chargé que s'il decedoit sans enfans, il restituaist l'heredité à sesdites sœurs, & approchant de ses derniers iours ledit fils sans enfans, auroit institué heritiere l'une de sesdites sœurs, outre & par la substitution de son dit feu pere, à laquelle il ne vouloit estre aucunement derogé.
- 2 Apres le decez dudit fils, ladicte sœur heritiere de son dit feu frere, pretēd la legitime & Trebellianique d'iceluy, es biens de leur feu pere, commun, l'autre sœur l'em-

peschant & soustenât, qu'encores que ledit frere defunt, en eust peu faire distraetiō sadite sœur ne la pouuoit faire, veu mesmes le testament de leurdit feu frere.

3 Responses de ladite sœur heritiere de sondit feu frere, aux raisons & fondemens de son autre sœur, au profit de laquelle est amené vn arrest de la Cour de Parlement de Paris.

4 Et de mesmes est amené autre arrest de ladite Cour de Parlement de Tholose conformement au susdit, & en hypothese non gueres differente de la susdite.

5 Où se doit & peut rapporter, ce qu'on dit communement l'heritier chargé comme dessus, faire plus fidellemēt ex-cuter la volonte du testateur. quand il ne pretend ny de-mande aucune detraction.

**E**t Scertain cōmunément & ordinairement pratiqué singulierement audit Parlement & ressort d'iceluy, que les distractions de legitime & Trebellianique se font entre les enfans & descendans du testateur, & entre autres de lad. Trebellianique, si autremēt elle cōme il faut n'est prohibee avec autres qu'il appartient apres le decez de l'heritier chargé sous condition de rēdre apres son decez ou autrement, au cas il y contrenuiendroit sans enfans ou autrement, & ce par les successeurs ab intestat dudit heritier chargé, ou par les heritiers instituez par luy, s'ils sont autres en tout ou en partie qui sont que luy sont substituez pour lescdites detractions estre censees en & parmy ses droicts & biens transmissibles à lescdits heritiers. Par ainsi comme vn pere testateur n'ayant qu'un fils male & deux siennes filles, eust institué heritier sondict fils, le charge que s'il decedoit sans enfans il restituast l'heredité à lescdites sœurs, & qu'approchant de ses derniers iours sans enfans, par son testament il en institue l'une de lescdites sœurs son heritiere, & à l'autre legue certaine somme outre & par la substitution faite par feu son pere, à laquelle il ne veut estre aucunement desrogé, & ainsi avec ceste vo-

lonté decedé, voicy ladicte heritiere de sondit feu frere qui pretend la distraction de la legitime & de la Trebellianique ladicte autre legatresse l'empeschant & soustenant qu'encores que leurdict feu frere defunct en eust peu faire distraction, si est ce que nel'ayant fait il l'auroit remise *plenam fidem & debitam pietatem exhibitionis secutus*<sup>a</sup> qui est dit apres *magis si deliter restituere*, ce que ladicte sœur legataire venoit à prendre & colliger du testament de leur feu frere, par lequel il auroit nommément voulu la substitution faite par son pere valloir & sortir à effect entre seldites sœurs sans parler de la distraction desdites legitime & Trebellianique, tellement que par ce moyen il est censé les auoir quittez du tout au profit de seldites sœurs comme en hypothese non trop differente, auroit respondu Vlpian *in eo testamento in quo testator mandauerit, ut priores tabula valerent*<sup>b</sup>: car autrement la clause du testamēt de leurdit feu frere portant confirmation de ladicte substitution de leurdit feu pere seroit vaine superflue, & ne seruiroit de rien contre la volonté mesme de sondit frere, qui se seroit proposé pour toute loy la volonté de sondit pere suiuant laquelle il auroit déclaré qu'il vouloit & entendoit l'heredité de sondit pere sans aucune detractiō ny diminution paruenir & estre restituee esgalement: car combien que le droit desdites detractiōs soit transmissible à l'heritier, cela est vray & a lieu quand le defunct decede ab intestat, ou qu'autrement il n'a point déclaré sa volonté ce qu'estoit icy & fort expresse, par laquelle il n'auroit voulu estre desrogé ou distrait aucune chose à la volonté de sondit pere, de la quelle il faut prendre l'interpretation vraye des testaments des defuncts, mesmes aux fideicommiss<sup>c</sup>, à quoy ladicte autre sœur heritier de sondit frere, au contraire proposoit qu'estant sans doute comme aussi il n'estoit pas contesté que leurdit feu frere pouuoit distraire, & la legitime exempt de toute charge comme fils & la Trebellianique: il n'y auroit aucune prohibition pour ce regard au testament de leurdit feu frere pour empescher la transmissiō de tel droit de distraire en sa faueur cōme heritiere de leurdit feu frere, la clause que dessus quant à ce qu'il ne veut estre desrogé à la substitutiō faite par leur pere ne pouuāt estre aucunement tiree ny rapportee iusques à la detractiō par elle

a l. patrem cum sequent. D. que in frau. credito. multa l. si cui spons. §. si qui rogat. ff. de dona. inter vir & uxor.

b l. posthumus §. si. ff. de instit. rupto.

c l. ex facto §. rerum D. de here. instit. l. C. de libe. prate. multa. l. unum ex familia D. de legat. 2. l. Pamphilo D. de legat. 3.

*a in xta lege  
coheredi §.  
cum filia D.  
de vulgar.*

demandee & pretendue, qu'estoit par droit particulier ne pouuant preiudicier aucunement à ladite substitution<sup>a</sup>, pour autant que ladite distraction ne procede de la volonté & disposition de leurdict pere, ains du benefice & prouidence la Loy, sçauoir la legitime du droit naturel, & la Trebellianique des Senat consultes Trebellian & Pegasia, ne l'une ne l'autre par ce moyen estant cōprinse en ladite substitution, par ce que la legitime est due sans charge aucune des substitutions & fideicommis, & la Trebellianique n'a lieu que quand par condition & substitution ou fideicommis, les biens doivent estre substituez la distraction en consequent n'estantensee prohibee si par termes expresse la prohibition n'est<sup>b</sup> exprimee par le testateur, demandant donc comme heritiere de son frere, chargé de la restitution de l'heredité par feu son pere, elle ne fait rien contre l'intention d'iceluy en demandant comme heritiere susdite, ce que de droit luy appartient, & d'auoir recours à ce qu'autrement on pourroit dire telle prohibition faite par le dit feu frere de n'estre aucunement desrogé au testament de leur feu pere estre autrement vaine, superflue & ocieuse, contre toutes fois ce qui est escrit ailleurs<sup>c</sup> sera respondu que ladite substitution faicte par leurdit feu pere pouuoit estre impugnee de quelque defaut de solemnité, ce que ledit feu frere par ladite clause n'auroit voulu; mais & aucunes fois l'opiniastreté & obstinatiō des heritiers est telle qu'ils ne doivent impugner & debatre les testaments paternels, tant solemnels & parfaits qu'ils soient contre tout droit & bon officiers de pies & non ingrats fils, procurans & semans procès sur procès, débats sur débats, & incidents sur incidents, dont ledit feu frere auroit comme admonesté la sœur qu'il faisoit heritiere de ne s'oublier iusques là refuser tant soit peu obeyr à la volonté de leurdit pere & mere, & moins permettre que es fideicommis dont il auoit requis leurdit frere sa volonté fut en aucune de ses parties enfreinte, alteree, ny violee, parquoy estoit aysé à iuger que ladite heritiere dudit feu frere ne demandoit autre detraction que celle que la Loy luy donnoit & permettoit la substitution de leur pere demeurant en son entier, & le fideicommis y contenu sortant son plein & entier effect, & ainsi par arrest de la Cour de Parlement de Paris du

*b l. Marcel  
lus §. item  
Sempronius  
ad Trebell.*

*c l. si quando  
D. de leg. 1.*

premier



premier Iuin 1585. auroit esté dit plaidant ce docte Aduocat que i'ay cy dessus nommé pour Iean de Pierrefeu & Philliberte Faria sa femme appellans, gaignerent leur cause comme luy-mesme auroit remarqué en ses liures des choses iugees,<sup>a</sup> où il discourt les principales raisons pour l'une & l'autre des parties que nous aurions cy-dessus la plus grand' part empruntees, secondant ledit sieur Charondas qui en auroit faict comme nous pensons, de mesmes en ses dernieres Responses du Droit François<sup>b</sup> que nous n'aurions aussi voulu icy passer sous silence, pour encores y adiouster en pareille & semblable hypothese, & ou au testament de l'heritier chargé au lieu de la susdite clause y auoit seulement (sans preiudice autremét de la substitution faite par mon pere en son testament,) ladite Cour à Tholose à nostre rapport, en auroit iugé de mesmes en ladite seconde Chambre d'Enquestes, au procès en ouuerture de substitutiō des Ponts de saint Pourguier les Montauban, Contre le feu Greffier du Tournoir dont nous aurions fait mention ailleurs és liures precedents, en iugeant lequel ne fut oublié à remarquer que le brocard qu'on apporte l'heritier chargé faire plus fidellement & executer la volōté du pere *pleniore fidei officio*, se rapporter à l'heritier qui deuant le cas de restitution aduenu (*non expectata morte patris*) comme il y est dict nommément, obeit au fideicommiss, & en ce faisant luy-mesme restitue l'heredité prudemment & sciemment obmettant les detractions qu'il y pouuoit faire, scauoir vn debiteur l'entiere & totale heredité: Tout ainsi qu'il est nommément porté par les textes quant à ce cy-dessus alleguez, mais auant le cas aduenu l'heritier n'y ayant autrement pourueu tant s'en faut executé pour ce regard, la seule confirmation, que venant à ses derniers iours par son testament il faict de la volonté paternelle & substitutions par luy faictes ne peut produire aucun effect pour empescher ses heritiers ausdites detractions transmises en leurs personnes, & d'ailleurs à eux de droit appartenans & dont ils sont & demeurent saisis par la Coustume generale de France le mort saisit le vif ainsi qu'auons dict cy-dessus, & suiuant mesme laquelle quelque chose qu'on puisse tirer & prendre de la decision principale des susdits textes sous la Rubrique à laquelle

<sup>a</sup> Anne Robert. lib. 4.  
chap. 17.

<sup>b</sup> Lib. 9.  
chap. 5.



Charon-  
des liur. 9.  
chap. 18.

ils sont inferez en France, du droit dont nous vsons, il n'y fe-  
roit eu aucun esgard, & moins viennent en aucune considera-  
tion ainsi que pourra apparoir par les arrests sur ce ensuiuis, tant  
de ladite Cour de Parlement de Paris<sup>a</sup>, que de la susdite de  
Tholose & autres de la France dont nous aurions parlé cy-des-  
sus qui nous fera mettre fin à ce chapitre.

CHAP. III.

- 1 *De l'exclusion de la mere par la substitution pupillaire, comprinse sous la compendieuse, par renuoy aux autres liures precedens.*
- 2 *L'arrest donné és grands iours tenus à Ryon, inseré au recueil de feu Papon de fort pres examiné.*
- 3 *La resolution de ladite Cour à Tholose, ayant accoustu-  
mé ordinairement iuger par l'expresse substitution pupil-  
laire, la mere estre priuee mesme de sa legitime par la  
raisible & nommément contenue, en la compendieuse  
nullement.*



Es distractions que dessus presupposees en cas de  
l'ouuerture de la substitution compendieuse au-  
roit esté faite difficulté. Si la mere pouuoit estre  
excluse de la substitution pupillaire raisible & expresse telle  
qu'est comprinse sous ladicte compendieuse, quoy que  
soit au cas qu'il n'appert point que le testateur ayt vñe de ter-  
mes pupillaires pour sa legitime, & les legitimes heritiers pour  
la Trebellianique, surquoy nous en aurions és liures prece-  
dens amenez des arrests certains & indubitables de nostre-  
dite Cour de Parlement de Tholose que nous ne repeterons  
icy pour ne redire deux fois vñe chose, & ne traiter & discou-  
rir, ce que desia a esté traicté & discouru nous viendrons seu-  
lement à ce que feu Papon sur ladicte difficulté auoit laissé  
par escrit: sçauoir que la dessus se trouuoit vn arrest fort so-  
lemnel & notable donné és grands iours tenus à Ryon suiuant  
qu'estoit notté en la Loy en la marge cottée<sup>a</sup>, duquel arrest il

a. Item hie in  
re versic. sed si  
aliter ff. de vul-  
ga. & pupill.

y auroit inferé la teneur par vne despesche d'iceluy que en nostre dite Cour on appelle en forme, sçauoir par le Greffier narratiue sommaire de la procedure faite avec ce qui endespend & s'en est ensuiuy lequel peut estre veu & leu au Recueil dudit feu Papon sous le titre des substitutiōs arrest 6. lequel nous confesserons librement auoir leu, releu, & examiné en tous ses poincts, & ne l'auoir peu encores bonnement entendre, ny pareillement ledit feu Papon en ce qu'il l'auroit amené & recité, & moins la fin pour laquelle il auroit vſé de l'autorité de Modestin en la Loy par luy alleguee cy-dessus cotee : & qu'ainsi soit il est narré par ledit expedie, qu'il y auroit eu procès pendant pardeuāt le Bailly de Mascon ou son Lieutenant entre Ieanne & Magdelaine filles de feu Guillaume Bessard impetrans lettres de sauuegarde & demāderesses d'une part, & François vefue & Leonarde fille de defunct Pierre Bessard opposantes & defēderesses, d'autre part. Lesdites demāderesses disoient que par testament du 8. May 1542. ledit feu Pierre defunct auroit institué son heritiere vniuerselle Estiennete sa fille naturelle & legitime avec telle condition que au cas que ladite Estiennete allast de vie à trespas sans hoirs naturels & legitimes procreez en mariage, il substituoit à icelle Estiennete, lesdites Magdelaine & Ieanne demāderesses & les leurs de plain droit, en laquelle volonté ledit defunct estant decedé à luy suruiuant ladite Estiennete sa fille heritiere vniuerselle aagée d'un an ou environ seulement ladite Estiennete estant en tel aage de pupillarité seroit allée pareillement de vie à trespas, delaisſées lesdites impetrantes à elles substituees, & partant pretendans estre saisies & vestues de l'heredité & biens dudit feu Pierre Bessard, de laquelle hoirle ils auroient tousiours iouy depuis le trespas d'icelle Estiennete iusques à l'impetratiō d'icelles lettres de sauuegarde, auxquelles lesdites defēderesses s'estoient opposees. Pour ces causes & autres par elles alleguees lesdites impetrantes & demāderesses concludoient à la maintenue & que defēces fussent faites ausdites opposantes ne les troubler ou empescher. De la part desquelles estoit au contraire dit, que ladite François opposante auoit esté cōiointe par mariage avec ledit defunct Pierre Bessard, duquel en loyal mariage elle auroit eu lad. Leonarde & icelle

defuncte Estiennete, laquelle ledit defunct auroit instituée & faicte son heritiere vniuerselle semblablement apres decedé delaissee ladite Françoise sa mere & ladite Leonarde sa sœur opposantes par le decez de laquelle tous & chacuns ses biens competoient & appartenoient ausdites opposantes & en estoient en bonne possession & saisine, & quant à la substitution alleguee, disoit que quād ladite substitution auroit lieu, encores leur en appartenoit deux quartes parties faisant la moitié de ladite succession pour laquelle moitié elles soustenoient leur opposition pour le present concludoient estre maintenues en ladite moitié avec despens dommages & interests, surquoy parties ouyes appointees en droit & produire par sentence dudit Baillif, lesdictes impetrantes demanderesses sont maintenues en possession, iouissance & saisine de tous ou quasi de tous & chacū les biens & hoirie delaissez par le decez dudit feu Pierre Bessard fait deffenses ausdites opposantes de ne troubler lesdites demanderesses lesquelles auroient esté condamnées par mesme sentence és despens du procès, dommages & interests desdites demanderesses tels que de raison, de laquelle sentence de la part d'icelles opposantes auroit esté releué appel en la Cour de Parlement à Paris en laquelle parties ouyes, & le procès par escrit conclud & receu pour iuger suiuant l'appointement quant à ce ordinaire, finalement veu par ladite Cour des grands iours seant à Ryon, le procès avec la forclusion de bailler griefs & productions nouvelles par lesdictes appelantes: ladite Cour des grands iours par son arrest auroit dict qu'il auroit esté mal iugé par ledit Bailly de Mascon ou son Lieutenant, & bien appelé par lesdites appelantes & en emendant le iugement, auroit maintenu & gardé lesdites appelantes en possession & saisine de la moitié de tous & chacū les biens delaissez par le trespas, & succession de feu Estiennete Bessard fille de feu Pierre Bessard mary & pere desdites appelantes, respectiuement desquels biens ladite feüe Estiennete auoit esté instituée heritiere par le testament dudit Bessard son pere & auroient esté lesdites parties appelees condamnées és despens des causes principales & d'appel tels que de raison, dommages & interests procedants de ladite complainte, donné à Ryon esdits

grandsiours le 8. d'Octobre 1546. & voyla quant à ce l'arrest de ladite Cour qui vient à reformer tout au rebours & contraire la sentence & iugement dudit Bailly, lequel en effect auroit iugé ladite substitution compendieuse, au moyen & en vertu de laquelle lescdites Ieanne & Magdelaine auoient succedé à ladite Estiennette leur cousine, pour la substitution pupillaire partie expresse, sçauoir par parcelles generales & partie taïsee, sçauoir par paroles speciales telle que les Docteurs du droict les disent & appellent, neantmoins le mesme Bailly auroit maintenu lescdites Ieanne & Magdelaine en la possession & iouyssance de tous les biens & hoirie delaissez à ladite feüe Estiennette par le decez dudit feu Pierre Bessard son pere fruiets, profits, reuenus, & esmolumens de ladite hoirie & autrement avec les defences & condamnatiōs que dessus, faisant ledict Bailly par là iugement que par telle & semblable substitution pupillaire comprinse & contenue sous la compendieuse que dessus, telle que tousiours nostredite Cour à Tholose l'auroit iugee ainsi qu'auons dit ailleurs ladite mere venoit à estre forclosse de sadite legitime, tout ainsi & de mesmes que par la pupillaire expresse pour le testateur n'auoir point vñe nommément. & expressément de termes pupillaires, & par ainsi ladite mere n'y ayant rien de ce chef, moins ny elle ny Leonarde sadite fille aucune chose ab intestat ayāt esté succedé à ladite Estiennette par lescdites Ieanne & Magdelaine en vertu de ladite substitution pupillaire comprinse comme dessus en la susdire, & par ceste voye & moyen tous & chacuns les biens dudit feu Pierre Bessard appartenir & estre deuenus à icelles Ieanne & Magdelaine ainsi & comme dessus par ledit testament substituees dont seroit aduenü à ladite mere & fille qu'ayans laissē la droicte voye qu'elles deuoient & pouuoient pretendre qu'estoit ladicte mere se mettre seule en l'instance poursuiure & demander sa legitime n'en estant excluse par termes expres dits dessus pupillaires en rapportant les mesmes mots que feu Papon y auroit apportez, ladite Leonarde fille audit Pierre Bessard n'y pouuant rien pretendre de son chef vray-semblablement ayant eu d'ailleurs la legitime qui luy appartenoit ou equipolant d'icelle es biens & heredité de sondit feu pere n'estant autre-



ment demandee & moins en aucune façon contestee au procès, toutes deux en demandant chacune vn quart qui estoit la moitié du tout n'en auroient en fin rapporté aucune chose par la sentence dudit Bailly qui auroit iugé le point du droit que dessus, sçavoir par la substitution pupillaire comprinse taicement en la compendieuse la mere estre aussi biē priuee de sa legitime cōme presque tous sont d'accord en estre forclosé, & en ceste façon auroit esté verifié en elles l'apologue chien d'Esopé qui portant & faisi de la piece voulant prendre & se saisir de l'ombre d'icelle les perdit toutes deux, ou biē comme des chasseurs qui voulant prendre deux ou plusieurs lieures tous leurs eschapent sans en prendre aucun, mais toutesfois ayant eu recours à la susdite Cour par remede ordinaire d'appel sans autre grief & production nouvelle, elles en rapportent gain de cause, & font iuger telle ou semblable substitution, que dessus non compendieuse en aucune façon : mais oblique & purement fideicommissaire en vertu & au moyen de laquelle auroit esté faicte ouuerture de ladicte substitution ausdites substituees, sur les biens seulement qui venoient en restitution qu'estoit la moitié desdits biens, l'autre moitié venant à estre distraite au profit des succeſſeresses ab intestat comme estoient ladite Françoise mere & Leonarde sa fille pour la legitime & quarte Trebellianique de ladite feuë Estiennette leur fille, & sœur respectiuelement celle là n'ayant peu receuoir aucune charge par le testament du pere & volonté d'iceluy quelle, qu'elle fust au moyende ladicte fideicommissaire, & ceste cy venant à distraire par le benefice de droit à ce vulgaire, en quoy on ne peut nier que l'arrest que dessus ne fust fort solemnel & notable, mais toutesfois quant à nous fort singulier & paradoxé, par ce qu'en son lieu nous auons dit cy dessus, où nous nous remettrons pour ne faire ce qui a esté fait, & ne pourſuiurons le demeurant, nous suffisant pour le present auoir esclairey quant à ce, ce qui sembloit fort obscur & ambigu aud it Recueil dudit feu Papon auquel les appostillateurs en sa derniere edition auroiēt fort bien & à propos remarqué & ſuiuy, ce que nostredite Cour en a accoustumé iuger, que nous auons dit dessus: sçavoir par l'expresse substitution pupillaire la mere estre priuee mesme de



sa legitime par la taissible non ainsi appellant celle qui est contenue en la compendieuse, & par telle & semblable conception & formule de paroles que la susdicte estoit audit testamēt dudit feu Bessard: il y est allegué apres les autoritez pour le prouver & confirmer par nous mises en la marge \*, & y est en fin conclud en ces mots, Auourd'huy par les arrests de Bordeaux sa legitime luy est tousiours reseruee, ce que prenant autrement que par l'expresse pupillaire, pour la taissible & telle qu'estoit la susdicte, nous en pouuons dire de mesmes par les arrests de Tholose ainsi que nous aurions ailleurs remarqué.

*\* Matthe de  
affli. decis.  
38. du Mo-  
lin en ses  
annotatiōs  
sur Alexan.  
conf. 17. num.  
11. lib. 3.*

### CHAP. IIII.

- 1 *Hypothese de l'imputation du legat, fait à la mere en la legitime par elle pretendue es biens de sa fille, laquelle la substitution auoit esté faite par le pere.*
- 2 *Arrest de la Cour à Tholose, sur ladite question, par ren- uoy de l'auteur ailleurs.*

**E**T quāt à l'arrest de Bordeaux qui auroit esté de nouveau inseré audit recueil de feu Papon par les apostillateurs d'iceluy au bas, & apres l'arrest second du titre de legitime & supplement d'icelle portāt que le legat fait à la mere, doit estre preconté sur la legitime, cela generalemēt prins en la legitime deue aux ascēdās es biēs des descēdans, dōt estoit fait mention audit arrest second, n'y a aucune difficulté mesme au cas de fidei cōmis & que l'ascendāt vueille distraire sa legitime, car en cas non seulement le legat sera preconté sur icelle: mais encores les fruiēts que ledit ascendant heritier & greué, a prins en l'heredité par les textes mesmes de droit y alleguez, mais au faict du susdict arrest inseré apres

ledit second il y auoit autre question, Sçauoir de l'imputation du legat fait à la mere en la legitime par elle pretendue & demandee es biens de sa fille à qui la substitution auoit esté faite par le pere l'hypothese en estant telle; Anthoine Lambert dit Bardot, par son testament institue son heritiere vniuerselle Catherine sa fille, si elle decede sans hoirs, legue à Narde Boele sa femme & mere de ladicte Catherine, vne piece de terre & vne piece de vigne substituee à ladicte fille, (nous entendons sous la condition que dessus si elle decedoit sans hoirs iugee par ce moyen compendieuse en nostre dicte Cour & susdit Parlement à Bordeaux) Michel & Thomieu Lamberts, Jean Baysselance & Jeanne Lamberts conjoints & Jean Lambert; ladite Catherine decede en pupillarité, (& par son deceds est faite ouuerture de la substitution pupillaire raisiblement comprise en la susdite: Bien que principalement & par paroles generales) sa mere demande son legat (qui luy auoit esté laisse au cas mesmes de la substitution si ladicte fille decedoit sans hoirs, qui est autant de droit que sans enfans) & en outre son droit de legitime (dõt elle n'auoit esté priuee par la pupillaire taisee comprise en la compendieuse susdite à elle faite: ) Par sentence du Iuge ordinaire de Daumet, est dict suiuant l'aduis de certains Aduocats que les parties auoient promis de croire qu'elle precomptera le legat sur la legitime dont elle appelle au Seneschal de Perigord ou son lieutenant au siege de Bragerac, où il est dict bien iugé; de rechef elle appelle & releue au Parlement de Bourdeaux, où la matiere ayant esté plaidee en Audience le 11. May 1593. est ordonné que les parties escriroient leurs plaidez par tout le iour pour leur estre fait droit sur le Registre comme il appartiendroit par Arrest du premier de Iuillet, donné au rapport de Monsieur Grimard voidant ledit Registre, l'appel fut mis au neant sans amende, & ordonné que ce dont estoit appellé sortiroit son plein & entier effect sans despens de la cause d'appel; En fin apres adiousté au mesme lieu y auoit eu Arrest au contraire pour Anne Claude maisons, donné au rapport de feu Monsieur Boucher le 12. Iuillet 1571. Nous ne sçauons les motifs pour lesquels la Cour de Parlement à Paris en auoit peu ordonner  
au contraire,

au contraire & moins les circonstances qui y pourroient estre interuenues pour en faire vn autre & diuers iugement : Nous tesmoignerons toutesfois comme y ayans esté presens & opinans apres vne meure deliberation, allegué, debatü, & amené tout ce qui s'y pouuoit dire & apporter d'vn costé & d'autre: Nostredite Cour à Tholose pour l'imputation dudi& legat en euenement, & au cas susdict de la substitution & fideicommiss y contenu au profit de la mere, en & sur la legitime à elle adiugee és biens subiects à restitution de ses enfans decédez en pupillarité, auoir iugé comme nous auons dict ailleurs, & allegué en ces propres termes és lieux à la marge cotrez<sup>2</sup>, où le pourront veoir ceux qui en desireront d'auantage. 1 lib. 2. chap. 84.

CHAP. V.

- 1 *En chose douteuse ne peut estre induite ademption de legat ou fideicommiss estant autrement de soy odieuse.*
- 2 *L'hypothese iugee au contraire de l'Arrest allegué, aduenue en pays coustumier, portant exclusion des filles de la succession de leur pere, quand il y a des masles.*
- 2 *Et ne doit estre estimé nouueau qu'on iuge autrement en pays Coustumier & autrement en pays de Droit Escrit, auquel il est exactement gardé & obserué.*

**V**N pere testateur ayant vn enfant masle & deux femelles, par son dernier testament institue son heritier vniuersel son dit fils masle, legue à chacune de seldites deux filles pour tout dot de leur mariage, autre droit, soit legitime ou supplément d'icelle à vne chacune d'elles appartenant la somme de quinze c&liures payables comptant & à vne solution, avec les habillemens & ioya ux par luy ordonnez iusques à la somme par luy taxee, qui estoit de deux cens cinquante liures le iour de leur mariage d'une chacune. Il aduint qu'ayant vescu quelque temps ledit pere apres son testament, il marie l'aînee de seldites filles au contract duquel mariage il luy constitue & assigne la somme de

TT

mille liures qu'il luy paye comptant, & fait recognoistre à son dit mary avec les habillemens, ioyaux constituez & accordez, & dont lesdits mariez par la recognoissance se seroient contentez, & ce faict estant decedé & environ trois ou quatre ans apres ledit testament sans en auoir fait d'autre & moins changé en aucune façon & sorte de volonté : son dit heritier est conuenu par sadiète sœur sous l'autorité son dict mary en paiement dudit legat par son dit pere à elle faict en son dict testament, auquel en sa vie il auroit tousiours persisté sans aucune reuocation ne changement qu'il auroit peu faire s'il eust ainsi voulu & entendu : A quoy ledict frere heritier respondoit que sadiète sœur pour tout ledit legat se deuoit contenter dudit dot que son pere luy auoit payé & baillé, & qu'elle & son dit mary auoient recogneu, par lequel ledit legat estoit & demeuroit reuouqué la cause finale d'iceluy estat le mariage; Et par ainsi icelle cessant deuoir aussi cesser l'effect par les droicts à ce vulgaires, avec ce que le legat ayant esté accomply & executé du viuant dudit testateur pere, & par luy-mesmes, estoit censé auoir esté transferé en ladiète constitution de dot. Et par ainsi la derniere volonté considerable, par icelle ledict testateur s'estant departy de la premiere suiuant ce que plusieurs des Interpretes de Droit auroient estimé & enseigné en leurs lectures, dont faict mention ledict sieur Charondas en quelque part de sesdites Responses, <sup>a</sup> en allegant vn Arrest du Parlement de Paris du vingt-quatriesme May 1561. à ce conforme, & au profit du dict heritier: contre lequel en ladiète instance qui fut introduite par deuant nous, comme Iuge ordinaire de saint Cere en l'an mil cinq cens soixante soustenoit ladiète sœur que nonobstant ladiète constitution, ledict legat demeurant ainsi qu'il estoit, bien qu'il eust peu estre reuouqué, *nuda voluntate* ne l'ayant esté toutes fois faict par ledict pere taisement, ny expressément, il demeuroit en sa force & valeur <sup>b</sup> ne pouuant estre censé estaint, ny reuouqué, s'il n'appert de changement de telle & semblable volonté pour ce regard; <sup>c</sup> Singulierement *quod in dubio nō censetur ademptum esse legatū, vel fideicommissum* <sup>d</sup>, l'ademption estant odieuse & nullement fauorable, mesme au present fait tenant lieu de legitime à ladite fille, nullemēt par

lib. 8. ca. 17

bl. si iure. ff.

de legat. 3. l.

3. §. fin. de a-

dim. legat.

c. Aret. in l.

seruum filij.

§. si Specul.

§. 2. notab. ff.

de leg. 1.

d. l. 3. §. si duo

bus. ff. de a-

dim. leg. Bal.

in l. si pluri-

bus nu. 1. ff.

de l. 1. Alex.

conf. 169. nu

3. volu. 5.



ce moyen surchargeable, & qui fait au pis aller, que pour le moins icelledite fille estoit bien receuable à demander la somme de 500, liures dudit legat, esquelles il venoit à excéder ladite constitution de dot: principalement que ledit pere testateur n'auroit peu ignorer ledit mariage l'ayât luy mesme traité, accordé, & dote, & non obstant tout n'ayant chagé de volonté l'entier legat mesme estât deu, cōme si ladite fille n'eust esté mariee suiuant l'opiniō de plusieurs Interpretes du droit, dont *Mantica* fait mention en quelque part de son traité, des coniectures des dernieres volontez, à quoy pouuoit estre adiousté pour ladite fille, qu'au plus fort quād on voudroit prendre ledit legat luy auoir esté laissé pour cōpensation de sondit dot & mariage, cela ne pourroit estre fait n'y induit, sinon iusques à la concurrence de la somme à elle constituée en dot par sondit pere, & que par ce moyen elle estoit pour le moins receuable au surplus de ladite somme, pour laquelle ledit legat surpassoit ladite constitution, cōme par nostre sentence luy auroit esté adiugée, du surplus ledit frere heritier relaxé & sans despens: dont appel relevé au Seneschal siege de Martel nostre dite sentēce auroit esté confirmée avec despens de l'appel: dont derechef ledit heritier s'estant porté pour appellant en la Cour audit Tholose le procès y estant porté, & sur le point de conclure en iceluy, les parties en auroient compromis en poinct de droit, comme il estoit dit par l'arbitrage à l'aduis & iugemēt de feuz Messieurs de Babur, Trelon, & Borderia Aduocats des plus fameux pour lors en ladite Cour & de feu Ferdinand & Roussel Docteurs regens en l'Vniuersité dudit Tholose, par loy & sētence desquels parties au lōgs ouies par leurs Aduocats & Procureurs ladi te sentence dudit Seneschal portant confirmation de la nostre auroit esté confirmée avec despens, qui seroiēt taxez & moderez par les Procureurs des parties. Nous en auons vne copie deuers nous qui nous auroit semōds à en dresser ce chapitre icy pour sommairement en faire lediscours, & neantmoins remarqué que l'hypothese, au contraire iugée, remarquée par ledit S. Charōdas es lieux que dessus, auroit esté & seroit aduenue en pais coustumier, la coustume en estât par luy remarquée au cōmencement portāt exclusion des filles de la succession de leur pere, quād il y a des masles

a l. penult.  
§. qui fratres. ff. de adm. legat. l. Paul. Castre. in l. credito. in fine ff. de legat. 2. Et in l. si compensandi C. de hered. instit. A. consil. 132. num. 2. vbi lu. 2.



qu'il dit toutesfois auoir monstré ailleurs n'empescher que le pere leur puisse donner par testament, dont seroit aduenu au pays où telle coustume estoit obseruee que le pere saisi de maladie fait testament, par lequel il laisse à sa fille pour la marier certaine somme, depuis venu en conualescence marie sa fille, à laquelle il donne la moitié de la sōme qu'il luy auoit leguee & meurt peu de temps apres comme on dit sans parler, d'où peut estre tiree la diuersité de ladite hypothese avec la susdite & difference que sur le iugement d'icelle, on peut par la contrarieté pretendre, ioinct mesme que quand n'en y auroit aucune, ne seroit pas nouueau qu'on iuge autrement en pays coustumier & autrement au pays de droict Escrit, & où il est<sup>3</sup> exactement gardé & obserué.

---

CHAP. V.

- 1 La mere ayant eu pour agreable le testament de sa fille, s'estant consentee du legat qu'elle luy auoit fait en iceluy, non receuable à debattre le testament d'inofficiosité, & moins demander supplément de legitime.
- 2 L'Arrest amené par feu monsieur Benoit expliqué en toutes ses parties.
- 3 Difference des arrests de la Cour de Parlement de Paris, & de ladite Cour à Tholose.
- 4 Il y a grand difference sur la petition de la legitime de la mere, es biens de sa feu fille, qui auroit institué heritier vniuersel vn sien frere germain, & auoit accepté le legat par sadite fille fait en argent, en ayant apparu en ladite acceptation y auoir eu de l'artifice pour y faire condescendre la mere à son preiudice, avec vn preiugé quāt à ce de ladite Cour à Tholose.
- 5 Contre vn estrange institué heritier sans autre allega-  
tion que de l'acceptation & lezion la mere obtenant les

tres à ces fins, fort aysement releuez pour auoir sa legitime.

- 6 Par l'acceptation du legat en deniers, le fils ou fille ne peuvent agir en supplément qu'en deniers.

Ce qu'est entendu en supplément estant autre chose en repudiation dudit legat n'ayant rien prins d'iceluy, ny autrement accepté.

**L**A mention du legat que dessus duquel ledit sieur Charondas auroit apporté le iugement de la Cour de Parlement de Paris, nous auroit comme inuitez à discourir icy d'un autre hypothese sur vn legat en pays qu'il dit du Droiect Escrit fait par vne fille mourant sans enfans à sa mere par son testament, auquel elle auroit institué son heritier vn estranger, lequel legat sa mere autrement preterite, icelledite mere accepte & reçoit, apres elle veut & pretend debatre ledit testament d'inofficiosité, par lequel elle auroit esté preterite, non instituee ne desheritee: au moins soustenant sa legitime deuoir estre supplée, par ce que ledit legat n'estoit suffisant pour la fournir & supplir: à quoy bien qu'elle semblast receuable par constitution formelle de Iustinian par le mesme authieur alleguee <sup>a</sup>, toutesfois pour auoir recogneu & approuué le iugement & dispositiō de ladicte fille, ayant par ce moyen eu pour agreable sondit testament s'estant contentee dudit legat qu'elle luy auroit fait, notoirement elle estoit non receuable à debatre le testament d'inofficiosité, & moins demander supplément de legitime par les autoritez des loix qu'il allegue <sup>b</sup>, par arrest du 25. Decembre 1582. donné en l'audience que nous entendons à Paris l'appel venant de Lyon ressort dudit Parlement: le mesme susdit, auroit laissé par escrit la mere auoir esté deboutee de ses conclusions & ordonné qu'elle se contenteroit du legs à elle fait par sa fille suiuant sa premiere demande, & c'est l'arrest, duquel le docte Aduocat Chopin, dont nous auons si souuent fait mention cy-dessus, parle & entend de ladicte Cour de Parlement à Paris aux grands iours d'Auuergne,

<sup>a</sup> l. si quam-  
do. §. fin. C.  
de inoffi. te-  
stamen.

<sup>b</sup> l. Papinid-  
nus. §. si cō-  
ditioni. l. 10.  
§. 1. l. penul.  
ultima.  
D. de inoffic.  
testam. l.  
post legatum  
acceptū D.  
de his que in  
dignū.

a Chop. de N. Audi. lib. 3. tit. 2. num. 5. b in d. cap. Raynuchius super verbo duas habens filias. num. 254.  
*septimo calendis Octob. anno 1582.*<sup>a</sup> alleguant nostredite Cour à Tholose n'auoir autrement & diuersement prononcé ainsi qu'auroit esté rapporté par feu M. Benoit Cōseiller en ladite Cour au profit de Louys de Roquefel<sup>b</sup>, ce qu'estre vray peut apparroistre des lieux où ledit feu Benoit est allegué, en l'hypothese toutesfois qu'il traite nommément qu'est sur l'acceptation du legat fait par le pere en son testament à ses filles, qu'il decede estant en argent & accepté par lesdites filles, ne pouuoir estre pretendu ny demandé par elles leur legitime en corps hereditaires, bien qu'elles puissent demander l'argent legué & laissé avec vsure ou interests competant *ad instar fructuum corporum eis pro legitima debitorum, sicut si relictum pecuniarium non acceptassent, quæ quidẽ vsuræ etiam hodie peti possunt licitè, cum loco interesse succedant* : & apres en continuant il adioust l'arrest fusdit de nostredite Cour à Tholose contre toutesfois Louys de Roquefel Escuyer frere du S. Berenguier S. & heritier vniuersel de la maison de Roquefel & de Castelnau, de Mōtratier seneschauscee de Cahors, lequel auoit accepté & recogneu le legat à luy fait par le pere en sondit testament en prenant & receuāt vne partie d'iceluy & apres demādoit sa legitime en corps hereditaires, neantmoins auroit esté dit, *quod residuum haberet in pecunia, alter vero frater videlicet Astorgius, qui nihil de legato pecuniario sibi relicto receperat, suam legitimā haberet in corporibus hereditarijs*: Nous auons mis les propres termes de l'auteur pour faire ouuerture, cōme patente, de la diuersité qu'il ya des hypotheses iugees par ledit premier arrest du mois de Septēbre 1582. & le dernier de ladite Cour à Tholose: au premier estant question de l'acceptation d'un legat fait par la mere passée & pretenite par sa fille en son testamēt; & au dernier de l'acceptation d'un legat en argent, pour par ce moyen la cōtinuation en mesme argent estre faite à celuy qui l'auroit ainsi accepté: non pas toutesfois simplement de la somme cōtenuë audit legat, mais de l'estimation qui seroit faite de la legitime à luy anciēnemēt appartenāt adiugee par mesme arrest en corps hereditaire à l'autre frere qui n'auoit point faite telle acceptation & n'auoit rien receu en argent du legat à luy fait: Au premier biē que par constitution de Claude Cesar la successiō du fils intestat decedé sans enfans fust deferree à la mere



simplement *si modo ea quatuor filios peperisset*<sup>a</sup>, cela toutesfois a esté depuis abrogé, & la succession ab intestat par le Tertulian non seulement simplement & sans ladicte condition deferee à la mere, encores la legitime en cas de testat où le dict fils n'auroit d'enfans, voire par institution particuliere, où bien par exheredation en forme de droit, l'une & l'autre defaillante le testament venant à succomber, pour le moins quant à tous les chefs d'iceluy fors l'institution principale par le droit nouveau, la legitime tousiours & en tout cas reseruee à la mere, ainsi que nous aurions cy dessus discouru & traicté, & par là & ce que nous en auons desia dit est aisé à cognoistre de cōbien est differēte l'hypothese susdite de l'acceptation entiere du legat à exclusion de l'inofficioſité testamentaire, ou bien de la legitime, à l'autre que dessus de l'acceptation du legat en quantité & mon noye aux fins de la continuation d'ainſi prendre ladicte legitime avec les intereſts, toutesfois à raison des fruiſts és corps hereditaires d'icelle ſuiuāt ce que nommément ledit S. Benoiſt és lieux cy-dessus cottez rapporte. Et encores qu'en la premiere hypothese susdite, & arrest de ladite Cour ausdits grāds iours, il y auoit institution d'un eſtrāger qui n'estoit nullement fauorable contre la mere, qui auroit esté la cause que sur vne hypothese quant au principal, & petition, & demāde de la legitime de la mere qui auoit receu en argent vne partie du legat à icelle fait par ſadicte fille en son testamēt, auquel encores ſad. fille auroit institué heritier vniuerſel vn ſiē frere germain, pour auoir apparu par les actes du procès que telle acceptatiō de ladite mere n'auoit esté par elle faite sans artifice pour là y faire condescendre à son grand preiudice, ſadite legitime valant de beaucoup dauantage que fut la cause que ny l'acceptation ny ladite qualite d'heritier ne vindrent pour lors en aucune consideration. Ce que ladite Cour auroit iugé au mois de

- 4 Iuillet 1585. à nostre rapport au procès de Bernarde contre Bonet, contre ce toutesfois qu'elle auoit communément accoustumé iuger en faueur d'un heritier proche parent ou de la maison du testateur, tout dol, fraude ou suspicion cy-dessus a esté faicte en l'instance iugee par ledit Arrest desdicts grāds iours du mois de Decembre 1582. contre lequel ou semblable, n'auroit iamais faicte difficulte sans autre allegation, que ladicte acceptation & lesion en icelle fai-

fant de ladite mere à ces fins par elle obtenues lettres au cas requises pour en estre releuee, qui sont fort aisément à impetrer & interiner, ainsi que nous auons veu & entendu souuent iuger, tant en ladite seconde Chambre d'enquestes, que à la grand' Chambre au rapport mesmes des feus Messieurs d'Auzonne, Bonal, & sans à ce estre faict difficulté : ce que nous a semblé bon de toucher en passant pour la consequence generale que sembloit estre faicte de l'arrest de ladicte Cour de Tholose discouru en ses anciens termes par ledit feu Benoit au lieu cy dessus cotté, par lequel prins à son poinct, comme il faut & en ses propres termes, peut estre entendu le fils, qui suiuant le testament du pere ou de la mere, prend & reçoit des mains de l'heritier vniuersel vne somme certaine, qui luy a esté laissée par ses pere ou mere en leurs testaments pour sa legitime & hereditaire portion sans protester de pouuoir demander supplément, ne se faire preiudice à la poursuite d'iceluy, ainsi que suiuant l'opinion de Balde<sup>a</sup>, au lieu à la marge cotté auroit esté iugé par Arrest du Parlement de Grenoble du 4. Decembre 1455. entre les parties que le sieur President

a question du mesme Parlement recite en ses decisions, quelque chose que luy mesme aye voulu tenir au contraire en ses conseils, encores que par le mesme legat, les pere ou mere eussent expressement voulu ledict fils legataire se contenter de la somme leguée à la charge de ne pouuoir rien plus demander ne pretendre en ses biens<sup>b</sup>, pour autant que si ledit fils par paction & conuenance faite avec le pere, ne peut faire preiudice à sa legitime & moins icelle diminuer, à plus forte raison ne le peut faire la seule volonté du pere sans la volōté du fils<sup>c</sup>, vray est que combien qu'une legitime de fils ou fille luy soit deuee en fonds & corps hereditaires, quelque subtilie, philosophie que par des Modernes pour ce regard soit amenée<sup>d</sup>, si le pere toutesfois la taxe ou en faict legats en deniers, & que le fils ou fille ayant accepté tel legat ne se contentent, ils ne peuvent agir pour le supplément qu'en deniers, car le supplément estant accessoire doit estre réglé cōme son principal<sup>e</sup>, ainsi qu'auroit esté iugé par arrest de Grenoble en l'an 1460. entant que si le fils agist au supplément de ladicte legitime, par ce mot, supplément, est presuppōsee acceptatiō du surplus auquel

<sup>a</sup> 3.  
b int. si quā-  
do §. & gen.  
valitor C. de  
iust. testa-  
per legē quo-  
niam in prio-  
rib. C. eod. &  
in §. ceteri in  
nouell. & cum  
de appella.  
cognos.

<sup>c</sup> Hostoma.  
lib. 4. ca. 20.  
obser.

<sup>d</sup> Hostoma.  
obseruat. lib.

<sup>e</sup> 4. c. 19.

<sup>e</sup> Paponti-  
re de legiti-  
me arrest 3.  
en sondit,  
Recueil  
Guido Papa.  
quest. 93.  
487.

6



auquel cas cest Arrest procede , par ce qu'ailleurs Vlpian en auroit respondu , <sup>a</sup> mais aussi si le fils ne veut vser de ce mot, <sup>a</sup> *Int si non mortis. ubi aut si minus habet quod de est vrs boni arbit. replea sur. ff. de inof. testam.*

7 supplement, & repudiant le legat comme il peut faire, n'ayant rien prins d'iceluy ny autrement accepté, venant à la demande de sa legitime en corps hereditaires, en ce cas l'heritier ne peut empescher le legat en deniers repudie , que ledict fils n'aye sa legitime esdicts corps hereditaires: car le pere ny la mere n'auroient peu greuer leur fils en ce: & veu que de ladite legitime ils sont debiteurs de leurdict fils ou fille en fonds & substance hereditaire, ils ne peuuent payer contre le gré de leur creancier l'un pour l'autre, & suiuant l'opinion de Balde <sup>b</sup> *Int. Scimus § repletrone. C. de inoff. testam.*

& de la plus part de tous les autres interpretes du Droit es lieux à la marge cottez <sup>b</sup> suiuite nommément & en exprés & puits termes par le susdict Arrest de la susdite Cour à Tholose allegué par le susdict Benoist: auquel des deux freres esquels auoit esté allegué par leur pere certaine somme de deniers pour leur legitime & hereditaire portion; l'un ayant accepté le legat ayant commencé de prendre payement de la somme à luy leguee , & l'autre nullement par reception de partie de sōme ou autrement, à celuy-là le surplus de sadite legitime, iusques au supplément d'icelle, en est faicte adiudication, eu esgard à la liquidation & estimation en deniers qui seroit faicte d'icelle. A cestuy-cy ladite legitime entiere en corps & fonds hereditaires adiugee, qui n'est autre chose qu'une pure & legale execution de ce que de droit est regulierement & ordinairement decisi pour ce regard & ordonné.

## CHAP. VII.

- 1 Legat de cent escus à la charge de payer une dette de quatre-vingts, par le testateur, apres son testament icelle dette payee, venant apres à deceder sans rien chāger de sa volonte, deu entierement par l'heritier au legataire.
- 2 Nonobstant la volonte coniecturee du testateur, qu'on peut tirer du payement qu'il en auroit faict, & autres

*raisons de droit amenees.*

- 3 *Pour les legats augmenter & accroistre apres les testaments faicts, avec des exemples pour ce regard amenees.*
- 4 *Le testateur payant la somme contenue en ladite charge, en auroit fait descharge au profit du legataire, la charge qui luy en auoit faict comme imposee audit legat, & à iceluy adherante, & par le payement qu'il en auroit faict ostee.*

**A** S V I T E de cē que dessus n'aurions trouué fort impertinentement evoir le faict d'un legat & iugement d'iceluy du Parlement dudit Tholose, que ledict sieur Charondas n'auroit voulu oublier au  
 a Chap. 69. neufiesme liure & fin d'iceluy de seldictes Responſes, qui estoit en l'hypothese d'un mary, lequel entr'autres choses auroit au pays de Droit Escrit legué à sa femme par testament, entre autres choses cent escus, à la charge de payer vne debte de quatre-vingts escus, laquelle quelque temps apres le testament le mary paye & acquite & decede apres sans rien changer de sa volonté, il y eut procès & different entre ladite legataireſſe & l'heritier du susdict mary, sur les quatre-vingts escus payez par iceluy, ſçauoir s'ils diminuoient ledit legat de cent escus faict à sa femme, & deuoient estre deduits en iceluy: Pour l'heritier faisoit la volonté conjecturee du testateur: lequel pour la charge du payement de ladite debte sembleroit auoir voulu diminuer d'autant le legat pour releuer sondit heritier iusques à la somme deue, tellement qu'on en pourroit venir là que les termes du testateur estant clairement couchez portans la charge au legataire, & que pour iceux ne deuant estre faite difficulté, la question de volonté n'estoit aucunement receuable: D'où vient que tout le travail des Iurisconsultes sur la matiere des legats par le discours qu'ils font semble ne tendre à autre fin que de ſçauoir la volonté du testateur, laquelle trouuee semble ne rester autre chose que de l'executer. Or au fait que dessus l'heritier chargé ne peut tirer de la charge vne descharge, qui seroit autant

qu'un augment d'une diminution contre ce qui est ailleurs vulgairement escrit, surquoy & à ce propos le Jurisconsulte Sceuola<sup>a</sup>, semble auoir respondu le legataire de tout ce que le testateur auoit en la ville de Gades, sans exception de ce qu'il auoit possédé & iouy iusques à sa mort, ne pouuoir pretendre aucun droit en plusieurs & diuerses sommes, qui au-  
a l. uxorem. §. legatarius ff. de legat. 3.  
 roient esté leuees des debiteurs du testateur, & remises, & deposees es coffres qui estoient en ladite maison de Gades non plus que les obligations & debtes qu'il auoit dict auparauant n'estre deuës audit legataire pour n'estre vray semblable que le testateur l'ait ainsi entendu: quand donc au contraire il y a tant soit peu de verisimilitude l'auoir entendu, se presente ce que Modestin<sup>b</sup> en auoit ailleurs dit & respondu à celui  
b l. cui qua Roma. D. de legat. 3.  
 dit-il a qui est fait legat de ce que le testateur a en la ville de  
 3 Rome appartiennent comme y comprins tous les grains qu'il auoit en greniers hors la ville aux champs pour y estre gardez, & ce pour estre vray-semblable, telle, auoir esté la volonté dudit testateur: ce nonobstant & tout ce qui pourroit estre tiré des Jurisconsultes sur telles & semblables interpretations vient à estre considéré les legats receuoir augmentation & accroissement apres le testament fait: tellement que comme par l'alienation, d'une part de la chose leguee, l'autre partie vient à estre seulement deuë, de mesme si à la mesme chose est accreu & adiousté par le testateur, *augmentum legatario cedit*, pour autant que tout ainsi que la chose leguee, augmentee accroist<sup>c</sup> ainsi diminuee décroist en l'augment qu'ainsi est fait y ayant comme cause semblable,  
c l. si ex toto. D. de legat. 1.  
 & pareille à l'alluion<sup>d</sup>: en telle sorte qu'au fait que dessus, comme la charge apposee audit legat du paiement à un tiers desdits quatre vingts escus venoit ayant duré, & n'estant payee par le testateur, amoindrir & diminuer ledit legat, de mesme ayant defaillly par le faict du mesme testateur, elle seroit venue à l'augmenter, le legat par ce moyen rendu pur comme d'une condition defaillant, où plustost comme le legat de la debte, est reuocqué par la leuee & recepte de la mesme debte leuee du uiuant du testateur, le legat de mesme fait au debiteur de ce qu'il doit vient seulement sortir à effect si le  
d quod in rerum. §. si quis post. D. de legat. 1.  
e §. si autem corporales à la fin de lega. Inst. l. fin in principio de legat.

a l. non solū  
§. liberatio  
D. de libera.  
lega.

testateur creancier de son vivant ne se fait payer de sa dette: car s'il s'en fait payer il reuoque le legat, tout ainsi que Vlpian auroit ailleurs escrit <sup>a</sup>, pareillement le testateur payant ladite dette, du payement de laquelle il auoit chargé son legataire sans autre translation ny ademption vient à confirmer & descharger ledit legat pour en estre faite poursuite par le legataire, la charge par luy mesme à son profit & aduantage ostee: & ainsi auoit esté iugé entre Gorguion & Bertrand le dix-huictiesme Septembre 1593. par arrest dudit Parlement à Tholose, sçauoir que la femme auroit tout ce qui luy auoit esté laissé par le testament de son mary, auroit laissé par escrit ledit Charondas és lieux cy-dessus à la marge cottez, y adioustant à suite de la dispositiue par luy narree, que le mary payant auoit voulu augmenter le legat, ce que nous prendrons comme venant de luy mesmes & non qu'autrement, il fut ainsi couché audit arrest, ladite Cour n'ayant accoustumé rendre raison ny s'expliquer de la sorte en ses iugemens: à quoy nous adiosterons que le mary payant ainsi auroit deschargé le legataire de ce dont il l'auoit chargé. Comme il pouuoit faire ny plus ny moins qu'iceluy absoudre qui peut condamner & releuer qui peut abatre & surcharger, car d'alleguer que le mary, auroit faite ladite descharge plustost au profit de son heritier, auquel il est censé communement vouloir, & son intention estre pouruoir <sup>b</sup>, cela procederoit & auroit lieu quand telle & semblable charge que dessus n'auroit esté comme imposée & adherante audit legat, qui fait que par le payement qu'il en auroit fait, ostee, ledit legat non ailleurs transféré comme pur, auroit peu estre demandé & poursuiuy par ladite legatere esse, ce que nous n'aurions voulu en passant obmettre comme remarquable.

b l. si passū  
D. de pro-  
bat.

CHAP. VIII.

- 1 Diners iugements sur la question, si le creancier peut s'ayder, & à droicte voye, des droicts & moyens de son debiteur, qui patiente & soy retire de ce faire.
- 2 Pour l'affirmatiue, Arrest de la Cour de Parlement à Paris, donné toutesfois de grace.
- 3 A la rigueur la negatiue procedant de pur droict, pourquoy & comment, nonobstant toutes considerations au contraire.
- 4 Par la coustume de France, le mort saisit le vif sans autre solemnité, dès le decez du defunct.
- 5 La legitime tiree des biens paternels ou maternels, avec les fruiets ensembledement d'icelle, par le ministere du droict, au moyen dequoy n'y peut escheoir aucune recompence, dont il y est traicté.
- 6 Arrests contraires de la mesme Cour de Parlement à Paris pour les creanciers.
- 7 Remarques du docteur Robert Aduocat en la Cour de Parlement à Paris, sur telle & semblable question.
- 8 La resolution deqsuels ne receuroit aucune difficulté, en la Cour de Parlement à Tholose & par quel moyen, comme ne feroit pas aussi en la Cour de Parlement à Bordeaux, ainsi qu'auroit esté preiugé en icelle par Arrest solennellement prononcé.



Sur la question si le creancier se peut iustement & à droicte voye ayder des droicts & moyes de son debiteur qui patiente & soy retire de ce faire, seroient interuenus differents & diuers iugements des Cours souueraines de ce Royaume, car pouoir & pour



l'affirmatiue, nous pouuons lire la Cour de Parlement de Paris le vingt quatriefme Iuillet mil cinq cens quatre vingts quatre, par son arrest en confirmant vne sentence d'un Iuge subalterne qui l'auoit ainsi ordonné, auoir de grace toutesfois mis l'appellation au neant sans amende, & ordonné que ce dont estoit appellé, sortiroit son plein & entier effect: l'hypothese estant telle, qu'un pere par son testament ayant fait son heritier vniuersel un sien fils unique qu'il auoit, & faict legat à sa femme mere de sondit heritier de l'vsufruiet de tous & chacuns ses biens, estant decedé en ceste volonté, seroit suruenue un creancier dudit fils, lequel pour estre payé de ce que par ledit fils luy estoit deu, se seroit adressé sur les biens dudit fils son creancier qu'il auroit faict saisir, & à ladicte saisie, ladite vefue opposante par le moyen dudit vsufruiet à elle legué, parties pardeuant ledit premier Iuge sur ce ouyes, par sentence d'iceluy ladite vefue est declarée comme vsufructuaire à bonne & iuste cause s'estre opposée, & ordonné que main-leuee & deliurance luy seroit faite des fruiets saisis, & qu'elle iouyroit de son vsufruiet suiuant le testament dudit feu son mary, sauf au creancier de s'adresser pour sa debte contre ledit fils, sur la propriété des biens dont estoit question, & les faire adiuger par decret, à la charge de l'vsufruiet d'icelle vefue, dont ledit creancier auroit appelé, & releué en la Cour par arrest de laquelle ladite sentence est confirmée ainsi que dessus auroit esté dit, vray est que la confirmation se trouue rapportée en deux diuerses façons, l'une par le docte Aduocat Robert, qui la paraphrasant laconiquement toutesfois auroit dict, *Senatum vsufructu scie* (ainsi appelle-il ladite) *confirmato, creditorem à petitione tanquam iniqua & iniusta repulisse*: ce qu'il a faict escrire au marge en François. monstrant euidentement & par paroles expresses que c'est le mesme arrest qui a esté adioutté au Recueil de feu Papon dernièrement imprimé sous letitre d'vsufruiet, arrest second, qui est tel que l'aurons touché dessus, & en la conception duquel nous n'aurons voulu oublier les paroles precedents la dispositi-<sup>3</sup> ue, de grace, pour de là colliger qu'à la rigueur & autrement ladite mere estoit mal fondée en son opposition, tant

a lib. 3. veris  
iudicia. cap.  
71.

pour la debte auoir esté sans dispute & l'usufruit vniuersel  
 legué par ledict mary, ne se rapporter & pouuoir estendre à  
 l'usufruit de la portion legitime avec les fruits deue *prin-*  
*cipali prouidentia*, & par les nouuelles constitutions de Iusti-  
 nian à ce formelles & expresse<sup>a</sup>, dite ladite legitime à ceste  
 occasion par la loy *as alienum patris*<sup>b</sup>, parce aussi qu'il est  
 notoirement obserué en droit, que tous legats d'usufruit <sup>a in nouella.</sup>  
 de laissent à la femme ayant enfans doiuent estre restraincts & li- <sup>de triente, &</sup>  
 mités à la nourriture, & entretenement de ladite femme <sup>semisse. Et au</sup>  
 selon sa qualité le residu laissé au fils heritier, ainsi qu'au- <sup>then. nouissim</sup>  
 rions dit ailleurs cy-dessus, & ce sans s'arrester à ce qui e- <sup>ma C. de mos</sup>  
 stoit dict & allegué au contraire pour ladite usufructuaire, <sup>fic. testam.</sup>  
 fendé sur le deuoir de bon fils qui auroit mieux aymé plu- <sup>b l. Papinian-</sup>  
 tost vser de patience, & par ainsi honorer la volonté de <sup>us. §. si quis</sup>  
 son dict pere à la façon de ceste Romaine dont nous auons <sup>impubes ff. de</sup>  
 parlé en quelque part, que contreuenir audit testament, que <sup>inoffic. testa.</sup>  
 l'abolir, ou quoy que ce soit esbranler en iugement<sup>c</sup>, comme <sup>cl. qui quod</sup>  
 il pouuoit faire de droit, & lequel autrement entrant sur la <sup>per legem fal.</sup>  
 controuersie dudit testament, pour recouurer sa legitime <sup>ff. ad leg. fal.</sup>  
 avec les fruits pour en iouyr depuis le decez de son pere <sup>l. parentib. in</sup>  
 ou bien venir à la restriction rigoureuse, il eust comme <sup>fin. C. de mos</sup>  
 heritier esté tenu de recompenser l'usufruituaire, pour le <sup>testam.</sup>  
 legat d'usufruit estre à la charge de l'heritier, & ce suiuant  
 la doctrine de quelques vns de nos docteurs qui en auroient <sup>d in l. vxor.</sup>  
 escrit ailleurs<sup>d</sup>, & mesmes audit cas n'ayant esgard à l'aa- <sup>ma. ff. de usu</sup>  
 ge de l'usufruituaire qui estoit de soixante ans, l'usufruit <sup>fruct. legat.</sup>  
 dont est question ne pourroit estre trouué excessif, pour <sup>Et in d. aut.</sup>  
 le peu de duree, dont pourra estre ledit usufruit, suiuant <sup>nonissima.</sup>  
 mesme la computation de la Loy à la marge cotee<sup>e</sup>; & <sup>cl. l. heredita-</sup>  
 avec tout ce encores, quand bien ladicte legitime eusse peu <sup>tum computa-</sup>  
 estre demandee par ledit fils, & par luy mesme la reduction <sup>tionis. ff. ad le-</sup>  
 du mesme usufruit poursuiue, ne seroit veu ne censé ledict <sup>g em falcid.</sup>  
 fils auoir rien donné, mais seulement remis ce que peut estre  
*summo iure detrahi, vel exigipotuisse*. & iusques là que bien ledit  
 fils vint à relascher quelque chose du plus haut point de son  
 droit, ne pourroit estre dict donner ne relascher quelque  
 chose remettre, ou quitter son debte ou autrement, ce qu'il  
 pourroit acquerir n'estant proprement donation, suiuant ce

a l. Julianus  
ait D. de cons-  
uetud. & de-  
monstra.

b l. nō frau-  
dentur D. de  
regul. iur. l.  
E. si quis  
D. que in  
fraudem cre-  
ditor.

c l. substitutio  
E. lo acquir.  
ver. de min. l.  
profect. t. &  
si pater D. de  
iure dotum.  
d. l. in A. li-  
bus au com-  
mencemēt  
versic. potest  
eas D. de  
donat.  
e. l. i. C. com-  
muni de leg.  
l. à Tr. o D.  
de fu.

fl i. §. utrius  
D. si quid in  
fraudem pa-  
troni.

que le Jurisconsulte en auroit ailleurs decis<sup>a</sup> singulierement en ce que concerne le droit non acquis, qu'il n'est prohibé à aucun pouuoir repudier: n'estant autrement censé donné qui perd ou obmet l'occasion de gagner & acquérir<sup>b</sup>, le droit d'ailleurs non acquis n'estant encores censé estre en nosbiés<sup>c</sup>: n'y faisant rien, ce que sembleroit pour ladite mere plus pressé que tous ces eschapatoires & semblables susdites, qui ne sont que des chicaneries subtiles & intolerables; pour autant qu'à la verité celuy vient à certainement donner *qui senon petiturum promittit, quod tamen petere iure suo potest*<sup>d</sup>, & dauantage que par nostre droit & coustume de France, le mort saisit le vif, & sans autre solemnité, adition ny recognoissance dès le decez du defunct, nous sommes faicts seigneurs, maistres & propriétaires des choses par luy à nous delaissees, comme nous l'estiōs aussi du droit Romain, non seulement pour le regard des enfans & descendans en droicte ligne & pour le regard desquels estoit dite & censée la continuation de la seigneurie, mais en toutes autres personnes & cas des l'instant du decez du testateur, les legats estoient dits incontinent, estre nôtres à nous comme acquis appartenir<sup>e</sup>, & par mesme raison toutes autres choses estre acquises & apprehendees de droit: pour ceite fiction de la loy proceder & auoir lieu s'il n'y interuient repudiation, car alors il vient à presumer estre en arriere, & du temps dudit decez nostre, & laquelle repudiation toutesfois y interuenant vient à estre estimé n'auoir iamaïs esté nostre ny appartenu en aucun tēps: ce que par plusieurs paroles auroit remonstré Vlpian, quand il traite de celuy qui est dit auoir aliené quelque chose en fraude de son patron<sup>f</sup>, ce nonobstant par la mauuaise foy & trompeuse du debiteur ioincte la collusion du fils avec la mere pour la seule conionction des personnes, estoit aisé à cognoistre en ladicte hypothese, que tout ce qu'estoit allegné par ladite mere contre le creancier de sondit fils, n'estoient que des lieux ramassez pour abuser du creancier, & quasi comme se mocquer de luy pour delayer & prolonger ses iustes pretentions & demandes: car quand à la restitution pretendue rigoureuse telle qu'elle est, elle y estoit de droit & appartenoit audit fils, & quand à la recompense pretendue, de laquelle il estoit tenu à

ladite

5 ladite mere pour legat de l'entier vsufruidt auoir esté à sa charge: Cela est & demeure conuaincu par la disposition formelle, mesme du droit par lequel la legitime est tiree des biens paternels ou maternels, avec les fruidts ensemblement d'icelle: Ce qu'estant fait par le ministère du droit, s'il y a lieu de recompense les moins versez en la Jurisprudence en pourrout faire iugement, quelques fantastiqueries pour ce regard qu'il y ait de quelques-vns au contraire, dont non sans cause ladicte Cour auroit confirmé ladite sentence en faueur de la mere, de grace specialement, le droit commun estant au contraire, meue peut estre du vieux aage de ladite mere, bien qu'au prejudice du creancier tant auancé qu'il fut ou peut estre, quoy que soit par ces mots, elle auroit ouuertement déclaré qu'elle n'en vouloit ny pretendoit faire consequence: Comme elle
   
 6 n'auroit pas fait aussi apres par autre Arrest du 28. Mars 1589. ayant ordonné que les creanciers seroient receus à demander la legitime de l'enfant leur debteur au lieu diceluy, ne la voulant pourluiuere contre ses freres auantagez par leur pere, & de mesme par autre Arrest solennellement prononcé à Pasques 1596. ladite Cour auroit iugé que le creancier du debteur qui auoit repudié la succession à luy escheue se peut porter heritier pour luy, si mieux il n'aime ou ses coheritiers payer & acquiter les creanciers: Et ainsi quant ausdits deux Arrests l'auroit tesmoigné & laissé par escrit ledict Charondas, ou pour autres raisonnemens qu'il en ameine d'un costé & d'autre, nous renuoyons ceux qui plus à plein desireront en estre instruits: Ce que cognoissant bien ledit sieur
   
 Aduocat Robert auroit incontinent apres ledit Arrest dès l'an 1584. pour la susdite mere premier, y adioustee vne Question pareille ou semblable debatue comme dessus, & toutesfois diuersement iugee; sçauoir pour les creanciers contre les nepueux heritiers testamentaires de leur ayeule, mere de leur pere, endebté plus qu'il n'estoit de besoin enuers lesdits creanciers, qui demandoient audit fils faire distraction pour ses droits de la legitime qui luy estoit due es biens maternels, ou ne la demandant point estre permis la saisir, liquider & distraire, pour sur icelle faire execution en solution & payement de ce que leur deuoit & estoit iustement atteint:

a lib. 9. de  
 fides Respons.  
 ch. 18.

XX

<sup>a</sup> L. 3. §. cum  
ex caus. D. de  
pigno. l. 1. inf.  
ff. que in fran.  
creditor.

les nepueux au contraire que leur dit pere, s'il vouloit le pou-  
uoit faire: mais se taisant & ne s'en plaignant point qu'il s'en  
deust ou peut pleindre? A quoy repliquant les creanciers de la  
fraude & manifeste collusion du pere avec ses enfans, nonob-  
stant la generale obligation qu'il auoit faite de tous & chacuns  
ses biens ausdits creanciers, ayant tel effect qu'elle venoit à  
comprendre tous & chacuns ses droits ensemble toutes au-  
tres choses tant presentes & à la main qu'autremēt par quel-  
que titre que ce fust luy pouuoit competer & appartenir,<sup>a</sup> par  
ainsi ne se plaignans point lesdits creanciers de l'inofficiofité de  
la mere en sadite donation: mais accusant le dol & fraude du-  
dit pere en ce qu'il venoit à laisser & obmettre la legitime à luy  
certainement deuë; A quoy lesdits neueux respondans estre  
à louer pour eux & à remercier leur dite ayeule, qui ayāt pour-  
ueu sagement & comme elle pouuoit à leurs affaires, ne peut  
estre dite auoir fait fraude aux creanciers qu'elle n'auoit au-  
cuns, à ceux d'autrui, auxquels elle n'estoit nullement obligee  
ne pouuant estre dite auoir fait fraude aucune, dont les créa-  
ciers n'ont & ne peuuent auoir aucune plainte ne doleance  
contre elle, pour autant que s'ils auoient presté à sondit fils  
en contemplation de la succession d'elle à l'aduenir, ils auroiēt  
esté fort mal aduisez en leurs affaires, en ce qu'ils auroient  
pensé sondit fils pouuoir obliger les biens de la succession, en  
laquelle il n'auoit aucun droit punissables encores s'ils a-  
uoient induit vn fils de famille à entendre & penser tant soit  
peu à l'heredité de sa mere viuante; Car ce auroit esté la cause  
principale du Senatus-Consulte Macedonien: Et quant  
bien lesdits creanciers n'auroient aucunement entendu ny  
pensé à l'heritage maternel: mais auroient fait credit à son-  
dit fils, sous la fiance & assurance seulement de sa foy &  
biens que sondit fils tenoit, & possedoit comme siens  
propres au temps de l'obligation contractee, il n'y pour-  
roit auoir à present aucune fraude, & moins diminution  
d'assurance de biens, Sur laquelle controuerse le mesme  
sieur Robert rapporte y auoir eu grande controuerse, & icelle  
diuersement traittee, & encores diuersement iugee, apres il  
auroit remarqué au marge vn arrest solennel du mois de



- Decembre 15. 61 confirmatif de telle donation au profit des enfans du sieur de Taligny qu'il escrit, monsieur du Val auoir recité en son traité de *rebus dubijs*, toutesfois le mesme Robert adioust apres auoir entendu, que arrest prononcé en robes rouges par monsieur le President le Blanc-ménil le Mardy auant Pasques 1589. il auroit esté dit en pareille question que le fils demanderoit sa legitime: ou que les creanciers estoient subrogez pour la demander, ce qui ne receuroit en la Cour à Tholose, aucune difficulté, parce que nous en auons dit ailleurs de *iure creditorum*, contre les debiteurs & leurs successeurs, ores que particuliers & à titre onereux, comme ne l'auroit pas fait la Cour de Parlement à Bordeaux, par vn arrest qu'en pareille & semblable hypothese, nous aurions entendu qu'elle en auroit les derniers iours solennellement prononcé pour & au profit desdits creanciers.

---

CHAP. IX.


- 1 Diuersité du legat d'une dette ou action, & d'un legat de certaine somme, à prendre sur ce qui est deu au testateur par un sien debiteur.
- 2 Hypothese iugée par arrest de la Cour de Parlement de Paris, reformant le iugement du siege presidial de Lyon, & confirmant celuy du Bailly de Forests avec despens.
- 3 Remarque sur le recueil des Arrests de feu Papon en sa derniere edition, & d'un iugement presidial au siege de Quercy à Cahors, conforme au susdit arrest, iceluy mesme iugement confirmé par autre arrest de la Cour de Parlement à Tholose.



Vand vn testateur fait legat d'une debte qui luy est  
 due par vn tiers ou autrement du nom & action  
 qu'il a sur autrui, en ce cas son heritier doit estre  
 quitte & deschargé dudit legat en baillant & deliurant à tel  
 legataire, l'instrument d'obligation de la debte, cedulle; ou  
 autre promesse, ou bien s'il n'y a instrument ou autre obliga-  
 tion par escrit bien que le mesme legataire par tel legat aye a-  
 ction utile pour poursuiure & recouurer la debte, si est-ce  
 neantmoins l'heritier doit & sera tenu de ceder l'action qu'il  
 a & directe audit legataire contre tel & semblable debiteur  
 pour'en ce cas par tel legat, le testateur estre censé auoir fait  
 cession en testament de ses actions, tout ainsi que le Iuriscon-  
 sulte Scevola auroit respondu en quelque part <sup>a</sup>, Accurse en  
 mesme lieu annoté <sup>b</sup>, cela estant & valant autant & tout de  
 mesmes que si le legat estoit fait de la cedulle de l'instrument  
 ou obligation telle que doit vn tel <sup>c</sup>, mais autrement sera.  
 & diuersement si le dit testateur par sondit legat vient seule-  
 ment à leguer certaine somme à icelle prendre sur ce que luy  
 doit vn tel son debiteur, car en ce cas n'est pas au legataire  
 de la prendre ou poursuiure sur la debte denommée, ny a l'he-  
 ritier pour s'en acquiter, d'offrir à iceluy legataire de luy ce-  
 der ses actions, d'autant que telle denomination de la debte,  
 & indication du debiteur n'est faite à autre fin, que pour de-  
 monstrer audit heritier, d'où il pourroit aysement satisfaire,  
 & soy acquitter dudit legat sans astringre autrement le lega-  
 taire à ce qui est denommé & indiqué: & c'est ce que le Iuris-  
 consulte Paul auroit en quelque part dit en ces mots <sup>d</sup>, *placuit  
 imperatori, non videri, eius fidei commissum, sed demonstratum, unde  
 accipere posset, & ideo heredem Seueri hac prestare debere*, suiuant  
 laquelle resolution, comme il fut aduenu qu'un testateur eust  
 fait legat à sa chambriere de certaine somme à prendre sur v-  
 ne somme plus grande qui luy estoit due par vn sien debiteur  
 qu'il nommoit, fait & institué son heritier vniuersel y nommé,  
 lequel actionné par la chambriere pour auoir paiement du-  
 dict legat se defend & soustient y estre tenu, voulant ceder  
 à ladite chambriere, comme il cedit ladite cedule iusques à  
 concurrence de ladite somme dudit legat: laquelle au contrai-  
 re soustenoit qu'il deuoit payer & n'estre tenué accepter telle

*l. Lucius  
 Titio §. ci-  
 nib. de legat.  
 2. ff.  
 in dicto §.  
 super verbo  
 actiones.  
 l. qui Chi-  
 rographum  
 de lega. 3.*

*l. Paula  
 Callinico. §.  
 Iulius Seue-  
 rus. ff. de le-  
 gat. 3.*

cession, & moins s'adresser au debiteur de la cedula là mentionné, & adresse faicte d'icelle par ledit testateur en sondit testament, n'estant à autre fin que pour enseigner à l'heritier: dōt il pourroit recouurer ce qu'il falloit, & estoit besoin pour satisfaire audit legat, sans autrement incommoder les affaires de son heritier, & non pour y renvoyer la legataire suiuant ce que ledit Paul Iurisculte en auroit ditcy-dessus, & autre Iurisculte Julien confirmé<sup>a</sup>, à quoy repliquant le defendeur  que dessus auroit esté amené dudiect Scenola par sentence du Bailly de Forests, l'heritier auroit esté condāné au payement dudit legat & aux despens, qui en appelle, & pardeuant les gens tenans le siege presidial à Lyon qui reformat le iugé & ordonnent, que l'appelant demeurera deschargé du legat en cedant à la demanderesse ladite cedulle iusques à satisfaction d'iceluy avec despensesquels la demanderesse est condamnée, laquelle appelle & releue en ladite Cour de Parlement à Paris où par arrest du 13. Iuillet 1568. est dit mal & ineptement iugé à Lyon, & que le iugement du Bailly de Forests sortira son effect, l'inthimé condamné aux despens: dont peut estre colligé, que outre la somme de trente liures que <sup>3</sup> ceux qui ont adiousté ledit arrest au recueil dudit feu Papon <sup>b</sup> en la dernière edition d'iceluy y ont specifiee avec ces mots (& autre chose) par iceux auoir esté entendue chose excedāt la iurisdiction dudit siege presidial, de l'appel duquel ladicte Cour auroit recogneu, & écores dit non seulement mal, mais ineptement iugé, cōme qui diroit contre le droit escrit & decisiō formelle d'iceluy, par ce que cōme dessus a esté amené: Ce que n'auroit pas fait le siege presidial de Quercy à Cahors, qui cognoissant d'un appel dans les termes de la iurisdiction en dernier ressort d'une sentence du Seneschal de Quercy ou son Lieutenant, confirmatiue d'une autre nostre sentence portant condamnation que dessus contre l'heritier de la somme de cent liures leguée à prendre comme dessus, auroit confirmé de mesme ladite sentence avec despens, d'où dercheffe le condamné appellant en la Cour, sans auoir esgard audit appel quelque couleur qu'on pretendist, & on y voulcist donner par arrest d'icelle donné en audience au mois de Mars mil cinq cens soixante, le iugement dudit Presidial

<sup>a</sup> l. quidam  
testamen. ff.  
de legat. 1.

<sup>b</sup> titre des  
legs parti-  
culiers, Ar-  
rest. 4.

2 escriuant au Senat de Constantinople , auroit ordonné <sup>a</sup> ce qui s'entend & reçoit impetration , sinon au cas qu'il y eust par mesme testament vn ou plusieurs substituez à faute de l'heritier institué, lequel ou lesquels suruiuans au testateur entrent au lieu & droict de l'heritier institué , qui pourra ou pourront accepter l'heredité, & à ce moyen faire valoir & entretenir en son effect le testament , tant pour la substitution qui prend & entre au lieu de l'institution que aussi pour les legats & autres quelconques ordonnances y contenues , qui seront & demeureront vallables : à quoy ne prenants garde certains proches parents , successeurs ab intestat de certain defunct au pays de Velay , apres le decés d'iceluy son testament ouuert à l'heritier y par luy institué, se trouuant decedé avec substitution , toutesfois compendieuse en faueur d'un tiers, & dudit tiers sous la mesme substitution, s'il decedoit sans enfans à autre qu'il nommoit tous les susdicts substituez trouuez suruiuant audict testateur apres son decez & nonobstant la suruiue des susdicts les susdicts proches parents auroient formé instance deuant le Iuge & Bailly de Monfaucon à laquelle interuenant le premier institué , & concludant à la maintenue de tous & chacuns les biens dudit defunct en vertu dudit testament & substitution en sa faueur y contenuë, par laquelle iceluy testament comme du second degré auroit repris sa force & vigueur <sup>b</sup>, les susdicts autres demandeurs & proches, au contraire s'arrestans au predecez de l'heritier institué, qui n'estant trouué en vie pour lors du decez du testateur , auroit mis au neant, tant ledict testament que ce qui en dependoit & y estoit contenu , par sentence dudit Iuge , lesdits demandeurs venans ab intestat en sont forclos & deboutez , & ledit substitué maintenu, dont appel releué par les susdicts en la Cour audit Tholose , le procès porté & conclud sur le iugement d'iceluy les parties appellans par requeste remonstratiue se departent quasi de leur appel , s'en remettant à la discretion de la Cour , icelle suppliant toutes fois que ce fust sans amende despens, ny restitution de fruiets, sur laquelle requeste, parties renuoyees au Greffe pour y contester & conclure suiuant le stile , qui auoit esté estably n'auoit pas long temps par vne mercuriale en ladite Cour à Tho-

*a l. unica. §. in nouissimo. C. de caduc. tollen.*

*bl. 3. §. f. D. de lib. & post hum.*

lofe, ledit appellé en la conclusion ayant insisté à fins de non recevoir, le tout ioinct à nostre rapport au mois de Iuin 1584. La Cour par son arrest, auroit dit qu'il auoit esté bien iugé par ledit iuge & mal appellé par l'appellant, & ordonné que ce dont auoit esté appellé, sortiroit à effect, qu'estoit ladicte maintenue au profit dudit substitué, laquelle portoit de soy 3 restitution de fruiets, comme n'ayans esté par icelle reseruez avec despens & l'amende ordinaire, qu'estoit pour monstrier que comme du Droit Escrit les sentences donnees expressement contre iceluy sont & demeurent nulles de soy voire sans appel par les lieux à ce vulgaires, que de mesmes les donnees suuant, & selon iceluy, l'appel interuenant fait tellement à chastier que la peine des vns, doibt estre la crainte & terreur des autres.

---

#### CHAP. XI.

- 1 Legat fait à un sien enfant par le pere testateur pour ses droicts & legitime à la charge de ne pouuoir rien plus demander ny pretendre en ses biens, n'empesche tel & semblable legataire, à poursuiure le droit qu'il a ou peut auoir en tout ou en partie.
- 2 Distinction amenee par le seigneur de Grenoble, communemēt reiettee.
- 3 Resolution quant à la principale question.
- 4 Qui est le susdit enfant, non comme enfant susdit, mais comme creancier estranger & venant du chef de sadite mere pouuoir pour suiure ladite dot maternelle ou partie d'icelle, & pourquoy & comment.
- 5 Hypothese ainsi que dessus preiugee, par Arrest de ladicte Cour du Parlement de Tholose, au profit de feu monsieur du Pin Conseiller quād viuoit en ladite Cour.

. Puis



- P** Vis dōcq' qu'il est ainli que le pere par son testamēt ne peut preiudicier à ses enfans en leur legitime, encores qu'au moyen de ladite clause que dessus il les charge de ne pouuoir rien plus demander ny pretendre en ses biens: Nous a semblé qu'il ne seroit impertinant icy, y adiouster la decision de la Question que ledict sieur President de Grenoble <sup>Quest. 93.</sup> auroit traittee en mesme lieu que la susdite; <sup>a</sup> Sçauoir si en tel & semblable legat que dessus avec la mesme clause de prohibition ausdicts enfans & à vn chacun d'eux les sommes à eux & à vn chacun d'eux leguees excedans leurs legitimes. ils ou l'un d'eux, ou vn chacun en son droit, peuuent estre forclos ou empeschez au moyen de tels legats, pour suiure ne demander la dot maternelle apportee par leur feu mere, & par leur dit pere à elle reconnu, à laquelle les susdits ou l'un d'eux auroiēt succédé chacun d'eux, toutesfois en leur droit de legitime? Sur la diffinition de laquelle Question que quelques-vns & fort mal à propos auroient estimé ridicule & indigne du personnage qui la proposoit, <sup>b</sup> Il vient à faire vne distinction sur la formule de la conception de ladite clause, laquelle se rapportant aux biens il auroit pense n'y auoir moyen ny raison, à occasion de ce empescher lesdits enfans ou l'un d'eux à la poursuite du dot maternel comme debte que leur feu pere deuoit à leur dite mere, qu'est ce qu'on dict *tanquam es alienum* ainsi que Bartole en consultant auroit ailleurs respondu & déterminé. <sup>c</sup> Ce qui seroit autrement si par ladiete charge il auoit vsé de mots d'heredité & non de biens, pour tel & semblable mot d'heredité contenir debtestant actifs que passifs par les textes par eux alleguez & presupposez: lesquels toutesfois ne pouuans seruir à leur intention, la partie de ceste distinction auroit esté à bon droit communément rejettee, pour n'y auoir nulle ou peu de difference, soit qu'il soit dict de ne pouuoir plus rien demander ny pretendre en ses biens ou bien en son heredité: laquelle bien que vienne à comprendre tant ce qui est deu, que ce qu'on doit, tousiours toutesfois ceste prohibition viendra à receuoir interpretation, qu'on ne puisse rien pretendre ny demander, soit en ses biens ou biens es choses & droits comprins en iceux qui se

<sup>b</sup> Hostoma-  
nus lib. 4. Ob-  
seruation.  
cap. 20.

<sup>c</sup> In l. et in  
usufructu. §.  
si liberi. D. de  
operis liber.

YY

a l. bonorum.  
2. D. de verb.  
signific.

trouueroient en ladite heredité, par consequēt des autres qui n'y seront nyn'appartiendront au pere testateur ladite clause ne s'y pourra & deura estendre, à la verité le nom de l'heredité ne se pouuant rapporter à plus grand' chose que ce que le defunct auoit au temps de son decés! Et quāt à ce, & pour ce regard les biens importent autant que l'heredité: a faut donc quant à la principale Question se resoudre à ce que si par tels ou semblables legats il est satisfait précisément à la legitime les sommes à vn chacun leguees surpassans la legitime d'vn chacun en vain on demanderoit supplément de ce qu'il y a remplissement & parfournissement, si mieux en cas de repudiation où elle y escherroit & pourroit estre (qui est es cas & termes d'icelle, n'y ayant acceptation expresse ny taisee) tel ou semblable legataire aymeroit mieux sa legitime entiere en corps hereditaires, qui sont appelez en droit substance paternelle, non tant pour le regard des biens aduantifs du fils, comme quelques-vns auroient pensé, que pour tout le patrimoine, encores que consistast en argent & meubles du pere testateur, le tout mis en blot avec les immeubles, si point en y a, faisant la substance & corps hereditaire du pere en quelque sorte de biens, soient meubles ou immeubles qu'elle puisse consister. Dont les affaires reduits à tel point s'en ensuiura les enfans susdits ou l'vn d'eux, à qui auroit esté ainsi legué venans à demander la dot maternelle, non comme enfans ou fils de l'heredité de leur pere: mais leurs debtes comme estrangers creanciers & venans du chef de leur dite mere:

Bl. Fudus. §  
1. D. famil.  
hercif.  
cl. non possu-  
mus. Si pater  
heredit. petat.  
D.

*Ita ut tota haec res, per familiae hercis cuncta iudiciū disceptetur, b cum petitione hereditatis iuncta: c* Comme de mesme l'appendice de ladite Question sera decidee, pour l'excez plus que de la legitime interuenant audit legat, par lequel simplement tel excès suruenant accroistra à ladite legitime par libérale volonté & donation du testateur, au moyen dudit legat particulier Car si autrement ladite liberalité estoit faite par institution vniuerselle, & telle qui deust tremper aux debtes &

al. l. C. si cert  
petat. l. uide-  
bitum Et tot.  
et. C. de he-  
redit. Actio-  
nab.

autres charges, pour & à mesure des portions hereditaires, d tel semblable legataire & institué viendrait à estre diminué de la dot maternelle & pour sa contingente portion, ou n'y en auroit & pourroit pretendre qu'une partie, d'au-

tant que ladite portion hereditaire pourroit monter , & iusques à concurrence, ny plus ny moins que des autres charges hereditaires<sup>a</sup>, car autrement & hors ladite portion hereditaire, n'est faite confusion par la recognoissance de l'heredité, des debtes actifs au preiudice de ceux, à qui sont legitimement deus: en telle sorte, qu'audit principal cas susdict d'un simple legat, vn ou plusieurs, les enfans demandans les biens, ou dot maternels, ne sont veus, ny censez contreuenir à la volonté paternelle<sup>b</sup>: par ainsi & comme fut ainsi, que feu Benoist Ouurier marchand de Tholose par son dernier testament eust legué à vne des deux filles, qu'il auoit nommee Ieanne, apres auoir legué à l'autre ce que bon luy auoit semblé, la somme de dix mille liures tournois payables de comptant pour lors de son mariage, avec les meubles & ioyaux accoustumez, & par luy par mesme legat moderez & taxez, à la charge que moyennant ce ladicte Ieanne seroit tenue de se contenter de ses biens sans pouoir autre chose demander ny pretendre sur iceux, fait au surplus heritier vniuersel vn fils qu'il auoit en bas & infime aage, auquel il auroit pourueu de tuteurs, lesquels certain temps apres son decedz, traitent & accordent mariage de ladicte Ieanne avec feu Monsieur du Pin fils à Gaston marchand dudit Tholose, qui depuis fut Conseiller en ladicte Cour de Tholose, & en faueur & contemplation d'iceluy, constituent & donnent en mariage à ladicte Ieanne ledict legat de dix mille liures avec lesdits ioyaux & habillements, à la charge tant par elle que sondit mary ne pouoir demander ny pretendre aucune chose sur les biens dudit testateur, suiuant ledit legat par sondit pere fait en sondit testament, lequel y estoit nommement, & es termes susdicts specifie & coharté: & sur ce le mariage estant consommé, ledict dot payé, comme dessus, quelque temps apres ledit du Pin & ladicte femme ayant trouué que du dot maternel apporté par ladicte feüe mere de ladite Ieanne audit Ouurier sondit pere, & par luy reconnu, luy estoient à aduenir deux mille liures tournois pour la contingente portion de la succession de ladicte feüe mere, mettent en instance aux requestes du Palais à Tholose Macoau tuteur du susdit heritier, & ayât en main ses

<sup>a</sup> d. l. si cō-  
pēsandi. C.  
de hered.  
Inst. l. si ab eo  
C. de neg.  
gest.

<sup>b</sup> Iason. in  
authē. prate-  
res unde vir  
et uxor.  
Bald. in l.  
quoniam no-  
uella. C. de  
inoff. testa.

biens & cabal de grand & notable valeur en condamnation de ladite somme, de deux mille liures, en ait pour sa part du dot & succession des biens maternels, à laquelle demande ledit tuteur ne conteste autrement le fait de ladite succession ny cottité d'icelle, mais s'arreste aux fins de non recevoir veu ledit legat du pere, suivant lequel la constitution auoit esté par luy faite ausdits mariez qui en auoient fait reconnaissance & quittance en forme, lesdits Mariez au contraire soustenans, & disans qu'ils n'y contreuenoient aucunement, demandans ce qui leur estoit deu du chef de leur dite mere, & ne pretendans & demandans rien aux biens paternels, n'oublans en alleguer Bartole és lieux que dessus, avec les raisons que nous aurions touchees: à plein examinees & decises par ceux qui traitent la question, Surquoy s'en ensuit iugement desdites requestes, par lequel auroit esté ordonné que ledit Macrau tuteur defendroit plus amplement: dont appel releué par ledit tuteur toutes les parties à plein ouyes, ayants à toutes fins contesté en la Cour, par arrest d'icelle à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes en l'an 1583: l'appellation & ce dont auoit esté appellé mise au neant, la cause retenue, en laquelle le tuteur auroit esté condamné payer ausdits mariez ladite somme de deux mille liures, demandee pour la cottité de la succession de ladite mere dans quatre mois, en le recognoissant en forme par l'Edict du Pin à ladite Douurier sa femme sans interests & sans despens, & pour cause la Cour s'estant dispensée desdits despens & interests pour certaines & particulieres considerations resultans du procès, dont nous n'aurions voulu toucher aucune chose icy, pour ne seruir autrement à la decision de la matiete quât au principal, qui sembloit ne recevoir pas grand'difficulté de soy mesmes.

---

CHAP. XII.

- 1 *Legat laissé par vn voiturier à vn sien second fils de ses Mulets & cheuaux avec leurs bastz & harnois & tout attirail pour trauailler, comprend les cheuaux & Mulets, qui auroient esté trouuez n'auoir aucuns bastz ny harnois.*
- 2 *Arrest de ladite Cour à Tholose, apres les raisonnemens d'un costé & d'autre au profit du legataire, avec confirmation d'authoritez & raisons d'iceluy.*

**E**s legats nous auroient artesté y estans tombez sur la fin du liure precedent, nous sommes contrains en faire de mesmes icy pour la continuation où les matieres nous auroient acheminez, qui est entre autres legats d'un legat suiuant, faict par vn voiturier des environs de l'Isle en Iourdain en son dernier testament, auquel apres l'institution d'heritier d'un sien fils qu'il auoit de son viuant mis à mestier qu'il exerçoit de son viuant mesme, sans trauailler comme il faisoit au train & trafique de voiture. Venant audit legat, il vient à laisser à vn autre sien fils qu'il auoit & l'accompagnoit ordinairement à la voiture, à laquelle il sembloit l'auoir destiné & préparé ses Mulets & Cheuaux qu'il auoit iusques au nombre de six en ses propres termes.

- 1 *Je legue & laisse à Anthoine mon second fils mes Mulets & Cheuaux pour en continuer à voiturier, & traffiquer, comme j'ay faict avec leurs bastz & harnois, & estant decedé en ceste volonté suruiuent different entre ledit legataire qui demandoit audit son frere heritier lesdicts six Cheuaux & Mulets avec leurs bastz & harnois suiuant la volonté de leur dit pere, lequel susdit heritier, disoit au contraire que desdicts six Cheuaux & Mulets, il n'en y auoit que quatre qui eussent bastz & harnois, leur dit pere ayant achepté les autres deux n'auoit pas quatre mois, ne les ayant iamais fait trauailler employez*



à la voiture ne autrement, & que par consequent ne venoient audiect legat qui nommément estoit restrainct à ceux qui auoient baists & harnois, ledict frere legataire au contraire persistoit en ces fins lesquelles nonobstant luy deuoient estre adiugees, mettant en faict tant que besoin seroit, & non autrement que leur dit pere auant son decez, auoit donné charge à des ouuriers faire des baists & harnois pour lesdits deux Cheuaux par luy achetez, les ayant ja destinez, & preparez pour les mettre & employer à la voiture comme les autres, offrant de faire venir lesdits ouuriers qui en auoient eu la charge pour estre ouys sommairement, & autrement veu ledit legat concludoit à l'effect & iouissance entiere d'iceluy: Surquoy les parties appointees à bailler par escrit pardeuant le Seneschal dudit Tholose ou son Lieutenant de la sentence par luy donnée, portant certaine instructiue qu'il appelloit sommaire, ledit frere legataire releue appelle en la Cour, où le procès porté conclud, nous auroit esté distribué sur la fin du Parlement en l'an mil cinq cens quatre vingts quatre. Et apres aduenant les vacations, nous n'estans de la retenue pour estre iugé, pendant & durant icelles, de rechef le procès fut distribué à feu Monsieur de Gargas, Iuge entier & digne de recommandation à cause de sa vertu, lequel poursuuiuy d'en faire le rapport à ladicte Chambre de Vacations, il print la peine sçachant que l'auoy desia veu le procès d'en consulter avec moy pour se résoudre en son aduis. Je disois qu'on pouuoit alleguer contre le legataire, ce que le Iurifconsulte Iulian auroit dit en quelque part, *quasi taxacionis vicem obtinere hac verba, quod notumerit*, voulant inferer par là qu'audit legat, les baists & harnois auoient esté nommez par certaine limitation & restriction à iceux, ce neantmoins, que ie faisois beaucoup de moment, sur ce que le Iurifconsulte Paul <sup>a</sup> auoit respondu, que s'il estoit faict legat de tous les serfs du testateur avec leurs acquests peculiers, que ceux là estoient deus qui n'auroient point d'acquests, aux fins d'amplifier plustost les paroles du legat, que de les restraindre: le terme d'acquests peculiers, y estant adiousté pour augmenter ledict

<sup>a</sup> iul. f. cur  
ferm. vna. act.  
ff. de legat.

legat , & non pas pour le diminuer ainsi que i'estimois au-  
 dict legat desdicts Mulets & Cheuaux , venir à estre com-  
 prins , tant les harnachez que non harnachez , depuis il  
 noustestmoigna que les Iuges dudit procès auoient cuidoé  
 estre partis , parce qu'aux textes dessus alleguez , ce mot  
*omnes* , comprenant tout vniuersellement s'y trouuoit cou-  
 ché. Et par ainsi ne venoit à rien exclure , au contraire au legat  
 susdit n'y auoir rien dudit mot , & que parce moyen ne  
 venoit à estre entendu si generalement , comme estoit  
 couché au texte du Iurisconsulte Paul , nommément y e-  
 stant disposé de tous les serfs , & qu'en fin apres auoir exa-  
 miné la qualité du testateur , & celle où il auoit destiné  
 le legataire , & autres circonstances resultans pour ce re-  
 gard du procès , il auoit passé à la condamnation pour le  
 legataire de tous les six Mulets & Cheuaux , contre ledict  
 heritier son frere , & sans despens : ce que nous a semblé  
 non indigne de remarquer icy , sur ce nommement que  
 comme la mention des acquests peculiers comprise à  
 ladicte Loy de Paul tend à augment , & par ainsi ne pou-  
 uoit produire diminution en aucune de ses parties , que  
 tout de mesmes les basts & harnois nommez audit testa-  
 ment dont estoit question , & que par ainsi les mots dont  
 ledit testateur y auoit vsé ; bien que non conceus vniuersel-  
 lement , estoient toutesfois escrits par vne demonstration  
 des Mulets & Cheuaux , que le testateur auoit pour lors de  
 son testament : joint mesmes que cela pourroit estre con-  
 siderable es testaments , & autres dispositions escrits & di-  
 ctées par des plus sçauans docteurs & Iurisperites de droict &  
 formules d'icelles , quant à nos Notaires nullement , pour y es-  
 crire ce qui vient en leur entendement , & la plus-part y cou-  
 cher des paroles qu'ils ne sçauent , & moins entendent  
 si sont masles ou femelles , & moins , à quoy se peuuent  
 rapporter dont nous auons autres fois parlé , & dont se-  
 rons contents pour le present nous en remettre là , pour  
 ne remuer plus ceste Camerine. Depuis i'ay trouué a en ses no-  
taire au trai-  
té des le-  
gats parti-  
culiers.  
 feu Papon <sup>a</sup> traitant de la Responce dudit Paul sus-  
 dity auoir appliquee semblable hypothese , seulement en

cela differante que la diction vniuerselle estoit cōtenue au legat des seruiteurs dont il y'est faite mention, ce que n'estoit icy au legat desdits Mulets & Cheuaux, dont iugeront les plus clairs voyans, nous pourfuiurons le demeurant.

### CHAP. XIII.

- 1 Religieux Cordeliers ne peuuent tenir ny posseder regulierement rien de propre, soit en commun ou particulier.
- 2 Ceneant moins leur pere spirituel le peut le quel en fait les poursuites au nom du Procureur general prenant la cause pour leur Scindie, avec des arrests à ce conformes, de la Cour de Parlement de Paris.
- 3 Conformement auxquels est gardé & pratiqué en ladite Cour à Tholose non seulement en faueur des Cordeliers mais des autres Religieux mendians, quelques preiugez anciens au contraire.



La matiere des susdits legats en faueur des Religieux Cordeliers, nous aurions bieu voulu, adiouster icy outre & pardessus, ce que nous en auons dit 1 en liures precedents, que bien que regulierement ils ne puissent tenir ne posseder rien de propre, soit en commun ou en particulier, pour le vceu de pauuete & mendicité dont ils auroient fait profession, ce neantmoins leur pere spirituel, qu'on appelle, le peut auoir, le quel *officio iudicis* en fait les poursuites au nom du Procureur general prenant la cause pour leur Scindie, aux fins qu'ils ne tombent en mendicité extreme, & soient contraincts en fin de mourir de faim : & à ces fins se trouue vn arrest de la Cour de Parlement à Paris, par lequel vne maison & autres heritages ayants esté leguez 2 en fonds & propriété aux Cordeliers à certaine charge de faire celebrer certain seruice diuin selon la disposition du testateur, qui auoit fait acquisition desdits heritages, auroit esté ordonné

ordonné qu'ils seroient vendus, & les deniers employez en rente qui seroient baillez par chacun an à leur pere Spirituel, pour faire celebrer ledict seruice diuin. Et de mesme ledict sieur Charondas recite autre Arrest a prononcé <sup>alib. 5. cap. 10</sup> solennellement en robes rouges le 14. Aoust 1584. par lequel vn legat faict par vn vsufruit de certaine rente par la mere à son fils Religieux au conuent des Cordeliers de Prouins, auroit esté declaré bon & valable : Le mesme attestant qu'auparauant par autres Arrests, mesmes d'un qu'il datte donné en Audience le 30. d'Auril 1562. auroient esté adiugez, aux Religieux & Conuent des Freres Mineurs d'Angers, les grains vins, cire & deniers de rente à eux aumosnez pour la fondation du seruice diuin ordonné estre celebré en vne Chappelle de ladicte Eglise : & neantmoins le seigneur qui estoit chargé de ladite rente sur l'une de ses terres, fut receu pour la descharge d'icelle, à payer l'aualuation & estimation qui en seroit faicte par gens à ce cognoissans, pour les deniers estre employez en rente par le Maire & Escheuins de la ville d'Angers, & les deniers procedants de ladite rente estre baillez & aumosnez par chacun an au pere Spirituel desdits Religieux Cordeliers, pour faire & celebrer ledit seruice diuin & entretenir ladicte Chappelle: Ce qui se garde & pratique ordinairement en ladicte Cour à Tholose en faueur & au profit non seulement desdits Religieux Cordeliers, mais des autres Religieux mendiens, quelques Arrests & preiugez anciens au contraire qu'on puisse alleguer & mettre en ieu, & dont nous auons parlé es liures precedents, où nous renuoyons ceux qui en desireront sçauoir d'auantage : Nous contentans en auoir faict l'indication que dessus desdits Arrests que nous aurions prins & empruntez dudit sieur Charondas, auquel nous les rendons.

## CHAP. XIII.

- 1 De plusieurs pieces leguees par un pere testateur à un sien fils, lequel en son vivant en auroit vendues quelques unes pour satisfaire à quelques debtes dōt il estoit presse avec pacte de rachapt à certain tēps, dās lequel ledit testateur seroit apres decedé, si audit cas le legataire peut pretēdre ny demāder aucun droit lesdites pieces ainsi vendues.
- 2 Raisons & autoritez amenees, tant pour l'heritier que legataire.
- 3 Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, portant confirmation de la sentence du Seneschal, lequel auoit condanné l'heritier faire iouir des pieces entierement, ledit legataire son frere, avec despens de l'instance.
- 4 Les raisons pour lesquelles ladite Cour auroit espargné les despēs de l'appel audit appelār, avec les respōces apres à icelles.

**V**N paisant ayant trois enfans qu'il auoit eu de sa femme predecedee, fait & institue son heritier vniuersel l'aisné d'iceux, legue certaines terres & possessions de certaine mestairie qu'il auoit au troisieme & plus jeune desdicts enfans masles qu'il confronte & designe par tenans & aboutissans, pour faire claire & certaine demonstration de tout ce qu'il y vouloit inclure & comprendre: Seroit aduenu que pour auoir moyen de surdire & payer à vne ferme de certains biens & rentes d'un seigneur voisin, ledit paysant pere & testateur auroit vendu vne desdites pieces de sondict domaine & susdicte Mestairie leguee au susdict fils par sondict testament, avec toute sçis faculté de rachapt de cinq ans & avec louage pour ledit temps de la mesme piece pour le prix equipolant à l'interest ordinaire du principal: pendant lesquels cinq ans le mesme testateur vient à deceder sans autre disposition de volonté, suivant laquelle ledit fils legataire conuient en instance par deuant ledit Seneschal de Quercy au siege de Martel, ledit son frere heritier aux fins de le faire



iouyr des susdites pieces contenues audit legat, ce qu'il offre,  
 quāt à celle qui auoit esté vèdue par ledit feu leur pere en son  
 viuāt apres ledit testament avec faculté toutesfois de rachapt  
 à certain temps qui duroit encores, & dās lequel leurdit pere  
 seroit decedé, n'entendant autremēt que ledit legataire ne la  
 recouure en rendant à l'achepteur son prix principal & loyaux  
 cousts sans qu'autrement de son chef il y puisse tréper ny parti-  
 ciper en aucune chose pour leurdit pere testateur estre censé  
 auoir reuocé le legat par l'alienatiō de la chose leguée cōme  
 dit l'empereur en quelque part<sup>a</sup> procedant cela tellemēt que  
 2 l'alienation estāt faicte à titre lucratif ou onereux indifferem-  
 mēt & sans aucune distinctiō, telle & semblable reuocatiō  
 que dessus est induite, & tellemēt effectuelle, qu'ēcores que la  
 donatiō ou la munificēce du donateur se trouuast apres inua-  
 lable: le legat ne laisse pour cela de demeurer reuocé sans es-  
 poir de reuenir à iceluy, suffisāt seulemēt que par icelle la vo-  
 lōté du testateur ait esté declaree, qui est chose qui se peut au-  
 tant demōstrer & faire par acte nul, cōme par acte valable: &  
 quāt au legat fait à titre lucratif reiettee la partie de la distin-  
 ctiō qu'on a accoustumé d'y apporter de la necessité de la vè-  
 te de la chose leguée<sup>b</sup>, laquelle on estime communēmēt n'in-  
 duire reuocatiō du legat, attēdu qu'il n'en pouuoit auoir icy  
 par ce que dessus a esté dit de la cause de ladite vète qu'estoit  
 volōtaire & accordée par les parties du procès, en telle façon  
 que sans doute la reuocatiō estoit appertemēt visible pour e-  
 stre vray semblable que si le testateur eust voulu laisser ledit le-  
 gat en son estat, il n'eust voulu faire vente de la chose leguée  
 dont il n'estoit aucunemēt pressé, sans que l'heritier en ce cas  
 soit chargé d'aucune preuue de l'intentiō du testateur, qui de-  
 meurera à tous asseurée, & iusques à dire qu'encores qu'il ad-  
 uint apres que le testateur rachetast la chose leguée par luy  
 auparauāt vendue, le legat par tel moyen esteint ne seroit par  
 tel rachapt renouvelé ny repris, mais demeureroit tousiours  
 esteint, sinon que le legataire fist preuue que ledit testateur a-  
 uoit fait ledit rachapt pour auoir de nouveau prins volōté  
 de reprendre & renouveler ledit legat: à quoy ledit legat-  
 aire demandeur repliquant accordoit les termes de droit estre  
 tels que sondit frere presupposoit, mais que nous estions en

a in §. si rem  
 suam. Insti.  
 Legat.

b l. legatum  
 in si. ff. ad-  
 men. legat.

a in l. qui post  
testam. C. de  
legat.  
b in l. si ma-  
ritus C. de  
donationib.  
inter vir &  
uxor.  
c Novella.  
162. cap. 1.  
§. 1.

b l. 68. ff. de  
legat. 3.

a in l. cum  
manifest.  
§. si. super  
verb. genus.  
ff. de contr.  
empt.

autre hypothese, & en vne vente faite sous faculté de rachat par le testateur qui duroit encores, & venoit à induire plustost vn engagement ou hypothèque, qu'aucune vente purement & simplement prinse, & lequel engagement, vente ou hypothèque, ne faisoit aucune reuocation dudit legat, comme les Empereurs auroient nommément rescrit <sup>a</sup> quelque chose que puisse estre trouuée en vne constitution d'autre Empereur à la marge cotee <sup>b</sup>, laquelle par Iustiniā auroit esté, pour le regard de la reuocation y mentionnee, changée & corrigee en quelque part de ses nouvelles constitutions <sup>c</sup>, & par consequent au present fait, semble que l'heritier doit faire descharger la chose leguee, & la deliurer au susdit legataire son frere en la recourât de l'acheteur. A quoy seruoit beaucoup audit legataire, que ladite piece n'auoit esté vendue à iuste prix, & que celui que l'acheteur y auoit, n'estoit que pour son assurance, & quasi pour speciale hypothèque, qui demeueroit encores audit legat dudit frere, comme tenue par ledit acheteur, *ex causa pignoris, saluo scilicet iure debitoris*, qu'estoit icy l'etiere propriété audit feu testateur, l'ayant vendue sous ledit pacte <sup>d</sup>, & encores avec loüage passé au vendeur ayant affaire de deniers, & n'en pouuant recouurer autrement que par vente de ceste sorte, qui est assurement vraye hypothèque, & non vente de l'intention des parties, comme l'auroit ailleurs déclaré Accurse <sup>e</sup>, & là où Labeo ne peut (dit-il) sembler que celui ait entendu, qui en vendant retient droit de recouurer ce qu'il vend, & ne remet entièrement la propriété à l'acheteur, mais est plustost loüage ou autre contract, sçauoir pignoratif, comme Accurse là mesme tient: ce que nostre Cour à Tholose auroit par plusieurs preiugez, receu & approuué, y interuenant nommément deux choses, la modicité du prix, & la faculté de racheter, ores que la qualité de l'acheteur d'estre coustumier de faire tels contractz, & sous iceux de prester argent pour courir l'vsure sous le manteau d'interests, n'y interuenne, & ne soit prouuee ou verifiée comme elle deuoit: ainsi que la plus-part des autres Cours souueraines auroient requis du commencement, à present pour l'abus ordinaire & si frequent en cest en droit s'en estants avec nostre dite Cour dispensées: sur

quoy parties au long ouyes par sentence dudit Seneschal de l'an 1559. ledict heritier est condamné à faire iouyr desdictes pieces leguees entierement audit son frere demandeur, & pour cest effect recouuer de l'acheteur ladite piece, vendue sous ladite faculté de rachapt, & au moyen & vertu d'iceluy à peine de tous despens, dommages & intereets, neanmoins l'heritier condamné aux despens de l'instâce, dont il appelle & releue en la Cour audit Tholose, où le procès porté, conclud & distribué, iugé par mesmes actes au rapport de feu M. Melet ladiète sentence est confirmee sans despens, & pour cause, la difficulté que y auroit peu estre pour auoir esparagné les despens audit appellant, n'ayant peu proceder, que sur ce que le testateur vendeur, en vertu du retraict conuentionnel n'auoit recouree ladite piece, & rendu prix principal & loy aux cousts à son acheteur, auquel cas auroit esté certain le legat auoir esté deu & appartenir audit le gataire: mais ne l'ayât fait, sembleroit, *eo & debitor cessante*, au moyen & par ladiète

4 vente auoir esté reduite, *in proprium patrimonium emptoris*, par ainsi alienee, & ledit legat reuoké, suiuant ce que Sceuola en auroit dit ailleurs<sup>a</sup>: ce neantmoins tel & semblable doute demeueroit effacé en temps qu'il estoit accordé, & resultoit du procès, ledit testateur pere & vendeur susdit estre decedé dans le temps de pacte de rachapt, ou bien estant passé par la vilité du prix, l'heritier ayant peu venir au recouurement de la piece dans les trente ans, suiuant ce que nous auons dit ailleurs s'observer & garder en ladiète Cour de Parlement à Tholose & ressort d'icelle. Tellement que la cessation du debiteur dõt est parlé par Sceuola, *in luenda re pignolata*, se préd& doit interpreter, *si sit tali pretio pignolata ut nō sit spes eius amplius luenda*, laquelle esperant & durant comme au present faict, non tant reduction au propre patrimoine de l'acheteur en ce fait, qu'un engagemēt pour l'assurance de ses deniers & profit d'iceux, peut estre induit & presumé, & tel qu'on dict estre toleré & permis es choses mesmes, autrement inalienables<sup>b</sup>, quoy que soit sans la permission ou consentement d'autre que du vendeur mesmes ou des siens: mais sans s'y arrester plus auant quant au principal auroit esté preiugé comme dessus.

<sup>a</sup> l. qui habet  
bat D. de le-  
gati. 3.

<sup>b</sup> Argu. loci  
quo D. de pi-  
gno. cum ibi  
notat.

¶ *Vlpian explique en ces mots, Saluo iure debitoris:*


**V**tre chose seroit, si vntel acheteur que dessus avec pacte de rachapt ou autrement le temps d'iceluy passé pour la vilité du prix faict durable & prorogé iusques à trente ans, inclusiuement, venoit par son testament leguer simplement la piece à luy vendue sous ledit pacte separement & à part avec d'autres pieces à luy appartenans, à cest hypothese rapportant ce qu'Vlpian auroit escrit, & dont cy-dessus a esté fait mention ailleurs: presuppôsé (dit-il) qu'e d'v n pré que i'ay cōmē avec vn voisin mon debiteur, lequel m'auroit engagé sa part, i'estois possesseur pour le tout & propriétaire pour moitié ayant droit d'hypothèque sur l'autre moitié de mondit debiteur, ie legue apres tout ledit pré à vn mi en amy par ces mots vniuersels tout le pré, bien qu'il semblast que mon heritier fust tenu recouurer de mondit debiteur sa portion, pour en faire le legataire propriétaire du tout, comme ie luy aurois legué, Vlpian neantmoins dict la dessus, que combien non seulement ma moitié soit leguee, mais entierement tout le pré: si sera-ce, que quant à la moitié que i'ay engagée, n'y aura autre chose de compris que les droits que i'y ay, sauf tousiours le droit du debiteur au preiudice duquel n'y est riē touché: iusques là ledit Vlpian, de la decision duquel vient à estre colligé & inferé, que si quel qu'vn tient vn domaine vendu à faculté de rachapt d'vn autre, & durant la faculté, ou bien icelle passée y ayant quelque moyen de le recouurer par le vendeur, si en fait legat à vn autre son heritier ne sera pas tenu de le garentir ny faire cesser la poursuite, car tousiours sera dit, censé & estimé qu'il n'a faict legat d'autre chose que de son droit, & que puis qu'il a legué choses d'autrui, il n'a entendu leguer que son dit droit sauf le droit du propriétaire debiteur, comme ledit Vlpian l'auroit entendu en ces mots, *Saluo iure debitoris*, & ainsi en tels & simples termes que dessus, auroit esté iugé au procès de Solegre contre Pujol dont aurions cy-dessus fait mention

à in l. Julia-  
nus 68. ff. de  
leg. 3.

entre autres & plusieurs poincts qui venoient à y iuger, à nostre rapport en ladite Chambre d'Enquestes, qui fera que ne nous y arresterons d'auantage.

CHAP. XVI.

- 1 Legats faits à des confrairies ou autres congregatiōs, & assemblees interdites, conuertis & employez ailleurs, suiuant ce que Modestin en auroit respondu.
- 2 Le naturel des artisans & gēs mecaniques indocile naturellement.
- 3 Dont auroit procedé l'ordonnance du feu Roy Charles 9. aux estats tenus à Orleans article 10.
- 4 Police pour ceregard de ladite Cour à Tholose.

 Ombien qu'un legat de prestation annuelle ou autre reuenue par chacun an fait aux Cōsuls ou autres Scindics administrateur des villes, bourgs ou boutgades s'estende aux successeurs, soit dit & cēsē perpetuel, ores que le mot d'annuel ou autre equipolāt n'y interuiēne<sup>a</sup>, & que d'ailleurs telle & semblable prestatiō ne soit deue si la charge pour laquelle elle a esté leguee ou ordōnee n'est accōplie<sup>b</sup>, les legats toutesfois qui se trouuerōt faits ou autrement interdits & prohibez à des cōfrairies ou autres cōgregatiōs & assemblees interdites, ne laisseront d'estre deus, ains plustost conuertis & employez ailleurs suiuant ce que Modestin en auroit respondu d'un testateur qui auoit fait legat de prestation annuelle à la Cité dont il estoit natif pour icelle employer chacun an pour la memoire du defunct à certains : illicites & dissolus spectacles, qui estoit que jagoit que le defunct en ayt faicte destination à chose qui estoit reprouuee, si est-ce qu'il auroit voulu pourtāt qu'il fust payé, & par ainsi ce ne seroit pas la raison que l'heritier le retint, & en fist son profit, au moyen dequoy auroit esté d'aduis les apparans de la Cité se deuoir assembler & ledit heritier appellé & ouy, consulté & deliberé de l'employ & conuersion de telle prestation annuelle en quelque

<sup>a</sup> l. annua §. attia de annuat. legat. D.  
<sup>b</sup> l. libro. §. Lucius Titius D. eodem.



ad. legatum  
curato D. de  
usufr. n. lega.  
b. Art. 145.

autre acte honorable & licite, qui peut porter tesmoignage  
perpetuel de la memoire du testateur, la volonte duquel en  
ce faisant seroit obseruee, qui estoit de vouloir ordonner cho-  
se dont on se souuint de luy: qui est la cause que en nostre  
France, feu François le grand par ses ordonnances<sup>b</sup>, ayant  
voulue abolir toutes les confrairies, par ce qu'elles tendoient  
plus à quelque superstition exterieure, monopollies, desbau-  
ches & frais vains & superflus, qu'elles n'auroient forme de  
bonne & vraye religion. Le naturel toutesfois des artisans &  
gens mecaniques, n'ayant esté si docile que d'en pouuoir ve-  
nir à bout pour ce regard, pour iamaïs ne les auoir sceu ren-  
ger à l'observation desdites ordonnances, & moïstant & ius-  
ques là faire, que comme au desert avec les enfans d'Israel,  
ils n'ayent sauté, dansé, & banqueté, vuronné, le iour de la fe-  
ste de leur Sainct & patron particulièrement esleu sous cou-  
leur & ombre d'une deuotion, & zele d'une religion & serui-  
uice diuin; dont en seroient venus iusques là, que pour faire  
leurs festins, jeux & pompes sur leurs derniers iours par leurs  
testaments auroient laissé du reuenu sur leurs biens pour tel  
entretienement; voire y auoir eu aucuns qui pour celebrer  
telles baccanales, auroient faict espargner la vie à leurs en-  
fans vendans de leurs patrimoines, pour se faire braues &  
auoir de quoy se monstrier ce iour là sur tous ceux de sa trou-  
pe errante & effrenee en sotise. Pour obuier à quoy & les en  
destourner par autre chemin au lieu d'abolir le tout, & pro-  
hiber sous grosses peines & amendes, & pour en oster tout  
masque qu'ils en pourroient auoir & pretendre, le feu Roy  
Charles neufiesme en l'assemblee de ses estats à Orleans arti-  
cle 10. auroit ordonné que les deniers & reuenu de toutes  
confrairies (la charge de seruite diuin desdite & satisfaitte)  
seroient appliquez à l'entretienement des escolles & aumosnez  
és plus prochaines villes, bourgades, & villages où lesdites  
confrairies auroient esté instituees, sans que lesdicts deniers  
puissent estre employez à autre vsage pour quelque cause que  
ce fust, laquelle ordonnance n'auroit regard qu'au bien public  
aux fins que sous couleur de religion en cuidant faire bien on  
ne vint à commettre plusieurs maux & dissolutions non Chre-  
stiennes, ainçois plustost iniques & payennes, & les deniers  
conuertis

conuertis à vsages pito yables, religieux & de charité: & par  
 ainsi ce auroit esté à meliorer la fondation des testateurs: tant  
 s'en faut frustrer leur intention, laquelle nostre Roy n'auroit  
 sceu plus consultément faire entretenir, pour la conseruation  
 de la memoire desdits testateurs, qu'au lieu des choses dont  
 le reuenus s'employoit à danser, iouer, courir gourmander, &  
 autrement se débaucher, les conuertir à chose tant fauorable  
 & enuers tous recommandable comme est l'exercice des let-  
 tres pour pauures ieunes enfans, singulierement le droict  
 y assistant & consentant, <sup>a</sup> non pas toutesfois que pour cela  
 tous autres legats pies ne soient bons comme faicts aux pau-  
 ures, pour marier des filles, pour reparer les Eglises, pour ra-  
 chepter des prisonniers, pour rabiller les chemins & autres  
 semblables, mais ores & quand de tels & semblables legats  
 pourroit sourdre & naistre quelque mal aux fins de l'oublier <sup>a</sup> *D'ha. l. le-*  
 & de l'euter, <sup>b</sup> il n'y aura aucun inconuenient les conuertir à <sup>a</sup> *gati. & l. le-*  
 œuvre plus saine & vsage meilleur: Ce qui se deura faire à l'ar <sup>a</sup> *gati. ff. de*  
<sup>4</sup> bitrage du Prelat de l'Eglise & du Iuge des lieux, comme du <sup>a</sup> *administ. re-*  
 Chalard sur ladite Ordonnance auroit fort bien à propos re- <sup>a</sup> *rum ad ciuit.*  
 marqué & annoté: & nostre dite Cour à Tholose n'auroit ia- <sup>a</sup> *peruenit.*  
 mais oublié en dōner à cognoistre & faire paroistre les effects <sup>b</sup> *Roman. au*  
 de la police de ceste Ordonnance, proficts & reuenus que l'e- <sup>b</sup> *stet. similiter.*  
 xecution en apporte éstemps, caules, personnes, & lieux où <sup>c</sup> *Cad. legem*  
 l'occasion s'y seroit presentee, nous y ayans assisté & opiné sou- <sup>c</sup> *salut.*  
 uent, mesme à la grand' Chambre & à la Tournelle.

A A a

## CHAP. XVII.

- 1 Statut de la ville de Montpellier, pour les testaments, à trois tescmoins pour la legitime des enfans, pour la quelle suffit, vt quid minimum relinquatur.
- 2 Le sieur President de Montpellier pour la resolution dudict Statut, & doubtes que pour le regard de ce dessus en dependoient.
- 3 Les mots, quid minimum minus, aut modicum où rapportables.
- 4 Interpretation dudict Statut rapporté à la moitié de la vraye legitime d'où prinse.
- 5 Quād & cōment est besoing auoir recours au droit cōmun
- 6 Arrest interlocutoire de ladite Cour à Tholose, sur ce dessus, portant qu'estimation seroit faite de tous & chacuns biens du pere au temps de son decés.
- 7 Les Arrests interlocutoires, communément ne passent en force de chose iugee.

**D**Amoiselle de Bandinelly fille à feu Bādinelly President des Aydes à Mōtpelier, demādoit à vn sien frere fils & heritier institué par ledit feu Bādinelly Presidēt leur Pere, repudiāt le legat de deux mille liures que par mesme testamēt sōdit pere luy auoir fait, la legitime ou supplémēt d'icelle, qui luy appartenoit suiuant la disposition du droit en tous & chacuns les biēs de sōdit feu pere: A quoy le dit son frere heritier susdit insistoit à fins de non receuoir qu'il fōdoit sur le Statut de ladite ville de Mōtpelier, *Circa testamēta* <sup>1</sup> *vt scilicet, tres tantū sufficiāt, vt quæ filius pro legitima, quid minimū, relinqui possit:* A quoy ladite Damoiselle sa sœur repliquoit le dit Statut ne pouuoir auoir effect, & moins se pouuoir estēdre hors le distroict & enclaues des Statuans & susdicte ville de Montpellier où il auoit lieu, pour autāt que ledit feu Presidēt

leur pere estoit natif d'Agde bien loing de ladicte ville de Montpellier, & auquel lieu d'Agde, il auoit fait son testament bien qu'il demeurast & residast audit Montpellier, où il faisoit, & exerçoit sadite charge de President: à quoy estant respondu par sondit frere, que nonobstant tout le dit statut deuoit pouuoir & auoir lieu comme il auoit, contre la demanderesse poursuiuant le supplément de son droit legitime, outre & par dessus ce que sondit pere luy auoit laissé comme ledit statut concernant sa personne, & ne participant autrement de la realité, & lequel avec sondit testament dependant de sa volonté ambulatorie iusques au dernier soupir faisoit qu'elle venoit à s'estendre iusques dans les bornes & limites mesmes dudit statut qui pour ce regard venoit plus tost à regarder sadite disposition & volonté qu'aucune autre chose reale ou particuliere, & ce suiuant la distinction que communement par nos Docteurs & interpretes du droit y est apportee avec autres authoritez & raisonnemens qui peuuent estre prins d'un docte President des Aydes à Montpellier en ses responses de droit <sup>a</sup>, de la resolution duquel se <sup>a</sup> Respôs.

<sup>2</sup> craignans les parties passant outre, & quant au premier point <sup>13</sup> d'iceluy statut ne faisant autre, & plus grande instance, quant au second où ils s'ahurtoient & duquel estoit principalement en procès & controuerse pouuoit estre dit que de quelques mots tant feussent-ils precis & generaux dont ledit statut peut estre conceu, il les falloit prendre & interpreter ciuilement comme est dit communement de toutes autres choses, & non à la rigueur du plus haut point du droit, en telle sorte que par tels statuts ainsi conceus, & si generale-ment que l'on voudroit, ou pourroit par iceux, ne fust apportee excessiue & par trop grande lesion quoy que soit sans mesure, estant certain par la disposition du droit les paroles generales estre rapportables non pas à l'indiscrete volonté des hommes, ainçois *ad boni arbitrium*, & *ad id quod bonū & equum est*, singulierement en ces mots, *minus modicum aut* <sup>b</sup> *minimum*, comme Acurse a touché en quelque part <sup>b</sup>, & le <sup>c</sup> Jurisconsulte mesme n'auroit oublié quand en quelque endroit, il auroit interpreté ce mot, *modicum*, ce que *sine magno incommodo futurum erat* <sup>c</sup>, d'où vient à estre inferé prenant

b in l. ha-  
tenus &  
ibi DD. ff.  
de usufruct.  
l. in l. 3. §.  
cum igitur..  
ff. de us &  
us armata  
c Paulus in  
l. si peculium  
§. si ff. de  
statulib.

ainsi ciuilement les mots susdits dudit testateur & suiuant les constitutions & loix ciuiles ne les falloir là rapporter & entendre à ce qu'il fust permis & loisible aux parens laisser ce qu'ils voudroient, bien que petit & iusques comme l'on dict ailleurs à vn chapeau de roses pour le mariage de leurs filles, dots & legitimes d'icelles des autres enfans, cruels peut estre, seueres, iniustes & mal affectionnez en leur endroict: qu'auroit fait que tel & semblable statut auroit esté interpreté d'une sorte, sçauoir que pour le moins les enfans eussent la moitié de leur vraye legitime, ce qu'auroit esté prins de la doctrine des interpretes, par lesquels tels statuts diminuans la legitime aux enfans, estoient receus & approuuez, *ita de munus sic normis, & immodica non esset lesio*, l'argument prins de ce, *quod & immodicum & minus dicatur, quod dimidium eius quod est iustum, non aequat & attingit*, & quant à autre sorte auroit esté resolu iusques là, *si legitima nomine filio tantundem relinquatur, quod ad eius alimenta sat sit pro sua persona conditione, bonorumque patrum modo*, tout ainsi que fort amplement auroit discoursu, raisonné & autorisé quant à ce le susdit sieur President des Aydes audit Mōtpellier au lieu que dessus, où & iusques là, il atteste és publiques consultations auoir ouy & veu & estimé, le susdit statut faire à interpreter, moderer & temperer tousiours, car autrement le prendre indefiniment & generalement, & iusques à reduire les enfans, comme presque exheredez, ce seroit outre ce qu'en resulteroit vne grande indignité d'une plus grande encores iniustice: mais à ces deux sortes d'interpretation l'heritier se tenant aux paroles si generales & vniuerselles qu'elles estoient, ayant octroyé vne si grande puissance & autorité aux peres de laisser à leurs enfans pour leur legitime tant soit peu qu'ils voudroient iusques mesmes à vn chapeau de roses ainsi qu'ailleurs il est dit, comme par hyperbole en la coustume d'Auuergne, par tel & semblable statut, n'estant rien fait ny introduit de nouveau quant à la legitime, laquelle peut estre sinon du tout ostee, amoindrie toutesfois par iceluy: suiuant les lieux à ce vulgaires: à quoy n'adheroit entierement ladite demanderesse, laquelle sans se vouloir arrester ny contenter de mesmes aux moderations & interpretations d'une & d'autre sorte dudit statut, pressoit,




attendu comme elle disoit, la grande inequalité qu'il y auoit dudit legat, par fournissement & supplément de ladite legitime, qu'elle luy deuoit estre adiugee, baillee & deliurce toute solide pleine & entiere, telle que de droit luy appartenoit & estoit deuë, suiuant le nombre des enfans, & à ce le susdit President dit qu'il estoit comme poussé, induict & amené pour autant qu'en ce cas, tel & semblable statut que dessus ne venoit en aucune consideration, par ainsi estoit besoin auoir recours au droit commun qu'il allegue, par lequel est expressément ordonné qu'en ce cas de plainte des enfans  
5 ausquels les parens auroient laissé moins que leur legitime elle y vient à supleer & estre remplie pleinement & entierement, suiuant le nombre des enfans, tout ainsi qu'en la matiere de deception d'outre moitié de iuste prix le vendeur est receuable à agir au supplément du prix non particulier mais vniuersel & entier, vray & iuste entierement, la restitutio mesmes aux choses ciuiles se faisant avec toute fa cause: surquoy & autres raisons & authoritez qui en peuuent dépendre, le procès deuolu par appel en la Cour de Parlemēt audit Tholose au rapport de monsieur Bertrand en la seconde Chambre d'Enquestes plusieurs aduis courans sur l'une & l'autre des opinions que dessus, pour ne violer le statut pour peu de chose, & pour la consequence que cela pourroit traîner avec soy mesme audit Mōtpellier aux fins de ne troubler & dōner occasion de diorce à plusieurs familles qui se maintiennent en repos & paix entre elles s'en pourroient ressentir en remuant telle ou semblable pierre, apres auoir dit droit sur l'appel, la cause retenüe auroit esté ordonné qu'auant dire droit sur les fins & conclusions des parties seroit faite estimation de tous & chacuns les biens dudit feu pere au temps  
6 de son decez par probes experts, dont les parties conuiendroient deuant le Commissaire à ce député, autrement par luy en seroient prins d'office, pour le rapport que sur ce seroit fait sur ladite estimation veu, y estre fait & ordonné ainsi qu'il appartiendroit despens reseruez: par où on fait preiugé que si ledit legat des deux mille liures estoit moindre de plus que de la moitié de ladite legitime l'estimation d'icelle, par ce moyen la surpassant plus que ladite moitié, elle sera rem-

plie & parfournie iusques à icelle, autrement non, & l'heritier relaxé des fins & conclusions de ladite demanderesse, par lequel preiugé la Cour ne se seroit arrestee à l'exception de ladite demanderesse pour ce regard, par ladite instructiue ayant voulu passer pardessus, sçauoir & cognoistre *quid & quantum in bonis patris*, pour apres l'estimatiō veuë & cogneuë estre par elle iugé non si ledit statut pouuoit auoir lieu au fait dont estoit question: mais encores y ayant lieu qui estoit le moindre ou petit, qui suiuant le mesme statut on y deuoit regarder & attendre, ou bien en tout cas ou en partie pour ladicte 7 legitime & suplement d'icelle ainsi qu'a esté dit cy-dessus, bié qu'ordinairement les arrests interlocutoires ne puissent faire bresche à la droicture du principal, si la Iustice d'iceluy apres vient à estre plus certainement esclarcie, tellement que nous ne doutons s'il n'y a autre arrest secret entre les sieurs Iuges, ayans procedé au iugement dudit procès que pour la faueur de ladite legitime, qualitez & circonstances, que pour regard d'icelle on peut tirer du droict, & iceluy tant naturel que civil, il n'y puisse interuenir entre autres iugcās que les premiers quoy que soit plus grand nombre, autre arrest beaucoup plus auantageux pour ladite demanderesse pour la repletion entiere de ladite legitime, mesme si ledit legat n'equipoloit à la moitié d'icelle par vne telle disproportion les affaires venās à estre reduicts au droict commun, & suiuant iceluy ladite repletion faite, ce qui ne sera nouveau en telles & semblables matieres que dessus pour les arrests interlocutoires, ne faire iamais consequence preiudiciables, & telles que puissent adstraindre l'arbitre des Iuges contre le droict outre & par les formes, termes & bornes prescrites par iceluy, ce qu'apres par l'euement viendra à estre descouuert, & la Iustice de la cause certainement aduersee & preiugee.

---

CHAP. XVI.

- 1 *Religieux profes, mesmes es Monasteres des quatre mendians, tenus pour morts naturellement.*
- 2 *Arrest de la Cour à Tholose, par lequel la substitution compendieuse, par la profession que dessus du substitué, sous la condition s'il decedoit sans enfans, du vivant de l'heritier institué, & auquel il auoit esté ainsi substitué.*
- 3 *La Coustume de France quant à ce dessus par le generallement, tant ab intestat que par voye de testament.*

- 1  **I** St certain que par la Coustume de ceste France les religieux profez mesmes es Monasteres incapables de succession, comme sont tenus & reputez notoirement les quatre Mendians, pour la professiõ deue-  
ment & ainsi qu'il appartient faicte, estre tellement tenus & reputez pour morts, que les effectz de la mort naturelle viennent à estre parfaicts effectuez & accomplis en leur endroit en ce que les peuuent concerner & regarder, nous en auons discouru ailleurs les preiugez que ladiete Cour de Parlement de Tholose en auroit faicts pour le regard de la substitution compendieuse faicte à l'heritier sous ceste condition, s'il decede ou vient à deceder sans enfans, laquelle vient à estre accomplie & sortir à effect, l'institué Religieux estant faict profez eldits Conuens & Monasteres, & par telle profession la substitution ainsi conceue ouuerte au profit dudit substitué, tout de mesme en auroit esté iugé par ladite Cour au faict de la caducité de la substitution, ainsi & comme dessus conceue au mois de Decembre 1591. au rapport de monsieur Papus en la  
2 **seconde** Chambre d'Enquestes apres partage en icelle, departy en la premiere au procès de M<sup>e</sup>. Anthoine Morelon, contre le Scindic des Minimes auquel fut iugé que la substitution apposee au testament de feu Ieanne Rousse, en laquelle auroit substitué Iean Brassac à François Moreau par elle heritier institué, & s'il decedoit sans enfans ledict Iean Brassac substitué, telle & semblable substitution auroit

esté declaree faicte caduque par telle & semblable possession de Brassac auant le decez dudit Moreau heritier institué , & ce nonobstant que quelques vns ayent estimé ladicte Coustume de France, ne porter que les Religieux soient incapables par leur profession sinon ab intestat nullement par testament, au moyen desquels ils ne sont interdits par la mesme coustume de prendre & recueillir , ou bien le monastere par leur moyen: dont sembleroit estre autre chose, si estant Religieux profez , il estoit institué : car par ce moyen le Monastere sembleroit estre censé & auoir esté institué , comme nous 3  
toucherons cy apres, car quant à ce semble la coustume parler & estre entendue generalement & indifferemment par icelle , la profession faisant que les Religieux sont censez morts, & iusques là que par leur profession, leur testament est & demeure confirmé , ce qui ne receuoit aucune difficulté en l'hypothese que dessus, où le susdit substitué auoit faict sa profession, sinon en vn des Monasteres desdicts quatre mendiens à tout le moins en vn cinquiesme qui en approchoit de tout, fust en mendiant, vœu de pauureté , qu'autrement , tel qu'est le susdit des Minimés, & pour le regard desquels tous tels qu'ils sont & viuent, n'y a & peut auoir par ladicte coustume aucune difference d'aucune cause de testat à celle de ab intestat, & quant bien elle y pourroit estre , auoir raison & y interuenir es autres religions & Monasteres qu'on dict estre capables de succession , soit par testament ou ab intestat , la coustume parlant generalement & obseruee comme l'on dict indifferemment pourra garentir le contre droit & introduire pour ce regard vne Loy en France à garder & entretenir inuiolablement entre telle & semblable qualité de personnes religieuses & professes, telles toutesfois que nous auons dites & qu'estoient au faict desdicts arrests par nous amenez, d'où procede que quelques vns s'arrestans là, entendent ce que dessus si l'heritier institué ou substitué entre en Religion apres le testament, ou decez du testateur, car autrement disent-ils s'il estoit en Religion profez & la profession cogneue audit testateur, le Monastere au nom & pour iceluy profez pourroit recueillir l'heredité & legat , s'il estoit tel qu'il peut prendre ou receuoir par testament, & ainsi auoir esté preiugé  
autres fois

autrefois au Parlement de Tholose & ailleurs, nous aurions entendu de plusieurs personages dignes de foy & creance, nous en remettans toutesfois à la verité.

CHAP. XIX.

- 1 *La cause pie & celle des enfans esgalement fauorables, & iusques là que les testaments des fils de famille, comme ils sont soustenus en faueur de la cause pie, de mesmes faueur desdits enfans & de cedans.*
- 2 *Arrests quant à ce, de la Cour de Parlement à Tholose.*
- 3 *Autre Arrest portant confirmation d'un testament d'un prodigue tel déclaré en faueur de la cause pie.*
- 4 *Le doute qui sur ce pouuoit estre fait.*

**N**OUS estant souuenu de ce qu'ailleurs en mesme maniere testamentaire nous aurions dict & proposé, Sçauoir qu'un fils de famille quelque maxime & regle generale que soit au contraire; peut & a faculté de tester en faueur de la cause pie, comme de ce nous aurions amené vn Arrest de ladite Cour à Tholose pour vn testament d'un nommé l'agot: nous aurions esté semonds icy à comme additionner ce qu'en cet endroit nous aurions dict que procede tellement, que comme ainsi soit que la cause pie & la cause des enfans soient également & à mesme compoids & toutes-deux fauorables, parce qu'en est traité par les Docteurs du Droit es lieux à ce vulgaires, que par consequent & mesme raison, ce qui auroit esté dict de la cause pie, en faueur des testaments des fils de famille, & pour la conseruation & validité d'iceux, auroit esté de mesme dict en faueur des enfans descendans des testateurs, les testaments desquels bien que fils de famille pour leur regard & en leur faueur, auroient esté soustenus comme bons, fermes & valables par deux Arrests donnez en la seconde Chambre d'Enquelles au iugement des deux affaires y terminez, l'un d'Espéron cōtre Moncla, l'autre de Cardonne contre Carcasses au rapport de feu



Monsieur I. Ouurier pour la mesme faueur le testament d'un déclaré auparavant prodigue par la Iustice (cōme il faut qu'il soit) fut par Arrest déclaré valable aux memoires de Monsieur Malard du treiziesme May mil cinq cens septante neuf, entre Pelieres, contre le Syndic des Hospitaux, qui faict que par mesme consequence que dessus tel testament seroit soustenu entre les enfans descendans du testateur & au profit d'iceux, Si la disparité d'une raison ne l'empeschoit, qui est qu'estant de droit commun tel & semblable testament d'un prodigue nul & inuallable de droit, y ayant plusieurs enfans & descendans les vns auancez plus que les autres, ce passedroit viendrait à estre retorqué en haine de ceux qui seroient le moins auancez, & par ainsi à leur preiudice, ny plus ny moins que quelques vns ont voulu soustenir en matiere de testaments imparfaits entre lesdits enfans: mais que toutesfois leur opinion est communément rejectee en cest endroit, & le pourroit estre aussi au faict de tel & semblable testament que dessus aux fins que non tant la personne qui l'a faict, que ce qui a esté par luy disposé, pour qui, & comme, vint à confirmer & establir sa volonté, comme jadis nous lisons auoir esté faict d'un testament d'un insensé courant les ruës dans la ville de Rome, auecit de l'historien Valere le Grand: dont aurions parlé ailleurs.

---

## CHAP. XX.

- 1 *Martian allegué, avec l'autorité de Pertinax Empereur.*
  - 2 *Instance de testament cassé par Arrest de ladite Cour, en ce que concernoit la clause, par laquelle la Maïesté auroit esté instituee en sa moitié, sous la condition & à la charge y contenue.*
- Testament imparfait ne peut produire effect, nullement considerable, pour la faueur des Rois & Princes.*

**D**igne & memorable est-ce qu'ailleurs le Iuriconsulte Martian auroit escrit, sçauoir *lites donatas se non suscipere, Diuum Pium rescripisse*, conformément <sup>a l. res que s. lites donatas ff. de iura</sup> à ce que l'Empereur Pertinax auroit dit & exprimé *non admissurum se hereditatem eius, qui litis causa principem reliquerit hsc. heredem, neque tabulas non legitime factas, in quibus ipse ob eam causam (quod tabula sex non essent legitime factae) haeres institutus erat probaturum, neque ex nuda voce heredis nomen admissurum, neque ex ulla scriptura, cui iuris auctoritas desit, aliquid admissurum* : & ce pour ce que tant luy que la majesté des autres regnants cōme ils doiuent & appartiennent, font, escriuent, & ordonnent les loix, mais ils les suiuent, & comme en leurs personnes les executent toutesfois, ainsi qu'un d'entre eux, & parlant de leur estat auoit accoustumé de dire & prononcer en cet endroiect. Aquoy se rapportant vn autre Iuriconsulte auroit fort bien à propos dit & quasi sententié <sup>b</sup>, *Imperatorem litis causa heredem instituere inuidiosum esse, ne calumnia facultatem ex principali maiestate capi oportere* ; ce que quelqu'un de nos docteurs auroit fort bien à propos appliqué <sup>c</sup>, contre ceux lesquels instituent l'Eglise Romaine heritiere vniuerselle ou en partie aux fins que par ce moyen & sous les priuileges & autorité d'icelle, soit fait comme vn contre-carre & boulleuart à tous autres qui pourroient empescher ou auoir droit tant soit peu en l'heritage dont seroit question, & ainsi cela prins en qualité d'heritiers instituez par argument & à semblable de la susdite nommément comprise en ce que dessus, sçauoir des Empereurs, Roys, Princes, & autres Potentats, le fera en leurs personnes plus à propos accommodé & quasi à son propre fondement & subiect rapporté : qui auroit esté la cause, qu'en certaine instance d'appel deuoluë en ladicte Cour à Tholose, s'estant presentee la question d'un testament, par lequel vn tiers certain auroit esté institué heritier vniuersel en tous & chacuns les biens du testateur à la charge & condition que où il luy seroit faict debat litige ou controuerse en l'heritage par procès, voye de faict, où main armee, il instituait & nommoit son heritier le Roy en la moitié de sondict heritage, à la charge aussi de prester pour sa Majesté main-forte à sondict heritier, le

<sup>a</sup> l. penult. ex lib. s. s. c. c. t. i. arum ff. de heredib. instituend.  
<sup>b</sup> Bald. in d. l. penult.  
<sup>c</sup> Bald. in d. l. penult.

defendre & soutenir pour l'autre moitié, ladite Cour n'approuuant ceste condition ny institution sans auoir esgard à icelle le testament pour ce regard déclaré nul, le surplus d'iceluy auroit esté confirmé au rapport de feu monsieur Reynyes en la seconde Chambre d'Enquestes apres partage fait départy à la premiere Chambre en Feurier 1573. d'où vient à noter, que tout ainsi qu'un testament fait en faueur du Prince ou quelqu'autre grand Potentat, pour de sa puissance mespriant les voyes de la Iustice en estre pour l'exécution & effect abusé, n'est & moins doit venir en aucune consideration; de mesmes est vn testament autrement imparfait suiuant ce qui en est ailleurs par l'Empereur Alexandre ordonné<sup>1</sup>, & nommément par vn Edit au peuple de la ville de Constantinople que les Empereurs Honorius & Theodosius, auroiēt d'autres fois publié<sup>2</sup>; prins ledit arrest des mesmes Memoires que dessus dudit sieur Berail.

al. 3. C. de  
gestam.

bl. nolimus  
C. cod. & ibi  
DD.

## CHAP. XXI.

- 1 Arrest de ladite Cour, touchant la matiere ab intestat, & succession en icelle de la mere, ses petits nepueux exclus, sans concours d'aucuns oncles, ny tantes qui peussent faire part en ladite succession avec eux.
- 2 La constitution nouuelle de Iustinian, alleguee, remarquee, & interpretee.



Ependant auant mettre fin pour le present à ce qui est & despend des testaments & dispositions de dernieres volonteiz nous voudrons quasi comme à vn recoin à la matiere ab intestat en ce seul & sommaire Chapitre pour y rameneuoir vn autre arrest que ledit sieur Malard n'auroit oublié en sesdites Memoires, par lequel il y est remarqué au mois de Septembre 1597. au rapport de feu monsieur Topinion, la mere ayant suruescu à vn sien fils, & ledit fils ayant laissé seulement des enfans des freres & siens predecedez, qui estoient ses nepueux sans aucun concours

pour lors de son decez d'aucuns freres ny sœurs, & par ce moyen sans aucuns oncles ny tantes de ses neveux qui peussent faire part en ladite succession avec eux, auroit esté declarée icelle dite mere seule & solidairement auoir succédé ab intestat en tous & chacuns ses biens de la succession de son dit fils defunct, lesdits nepveux exclus qui toutesfois auroient fait part esgale en ladite succession, où il y auroit eu aucun des freres lesquels eussent succédé & fait concours avec iceux, ce qu'est notable & remarquable, conforme toutesfois à la nouvelle de Iustinian<sup>a</sup>, par laquelle *ad similitudinem fratrum, & premortui fratris filij, ad hereditatem vocantur, paternum ad ingredientes gradum, & illius ferentes portionem*: ce qu'il continuë & confirme en la mesme constitution apres, où il appelle seulement les enfans des freres decedez quand ils viennent à faire concours avec d'autres freres viuants leurs oncles, *ita ut tantam accipiant portionem quantam eorum futurus erat pater accipere si vixisset*: & en cela par ladite Nouuelle & autre generale de ledite matiere ab intestat<sup>b</sup>, semble n'y estre & n'y pouuoir auoir aucune difficulté, quelque chose qu'en aye peut estre dit. <sup>a 127.</sup> <sup>b 118.</sup>

te ny alleguee par aucuns

CHAP XXII.

- 1 Les fils pour le pere, & au contraire regulierement, non contraignables ny responsables.
- 2 Sinon es cas y exprimez, puisez du Code de Iustinian, & Pandectes du droit.
- 3 L'arrest qui se trouue en la derniere edition du Recueil de feu Papon rapporté à la Cour de Parlement de Tholose examiné.



'EST vnereigle toute certaine en nostre droit ciuil *filium pro debito patris conueniri non posse*: l'obligation <sup>c l. ne contra iustal. patris nomina. C. ne fil. pro patre.</sup> estant tellement personnelle qu'elle ne passe point de la personne obligee à autre non obligé quelque conionction qu'il y puisse auoir entre-deux, d'où vient que le mary

a l. cum te  
possessiones  
C. ne uxor  
pro mari.

b Titu. 12.  
13. 14.

c l. 1. de filiis  
pro Pat. C.  
d d. l. de te  
possessiones.  
e l. ff. quod  
suffit.

f Tit. du  
droict & e-  
stat des per-  
sonnes au  
deffous  
de l'arr. 4.  
g l. 3. §. ff.  
de peculio l. 1.  
§. ff. de  
magist. con-  
ven. l. 2. §.  
penult. ad  
municipa.  
h l. 1. C.  
quod cum eo.  
i lib. 13. cap.  
34.

mesmes ne peut estre conuenu pour l'obligation de sa fem-  
me: *quia certissimum sit ex alterius contractu neminem obligari* <sup>a</sup>,  
les rubriques y sont à ce expresse l'une apres l'autre, voire  
d'elles mesmes en portant la resolution l'une apres l'autre,  
au quatriesme liure du Code de Iustinian <sup>b</sup>, en pouuant  
toutesfois estre tiré cela s'entendre proceder, *nisi pater con-*  
*tractui consenserit* <sup>c</sup> *aut tam ipse quàm mater pro filio esse obnoxios* <sup>2</sup>  
*fererint* <sup>d</sup>: & par ainsi soient fidejusseurs ou cautions de  
leurdit fils, ou bien luy eussent commandé donné charge  
ou fait procuration pour s'obliger <sup>e</sup>, ou bien autrement les  
sommes deues par le fils eussent esté employées *in rem patris*,  
ou bien le mesme pere *peculium eidem filio concessisset*, ausquels  
cas iceluy pere *in rem verso aut quatenus esset in peculio, tene-*  
*tur*, par les textes à ce vulgaires, & lesquels peuuent estre  
vus & leus, tant es Pandectes que susdit Code de Iustinian  
• és titres particuliers à ce dressez & autres propres & vulgai-  
res y appartenans. Ces fondemens donc ainsi iettez nous  
ne nous pouuons assez esmerueiller des arrests qui se treu-  
uent quant à ce adioustez & comme appostillez au Recueil  
des arrests dudit feu Papon, & derniere edition d'iceluy,  
dont nous auons cy-dessus fait souuent mention, mesmes  
en ce que regarde nostre dite Cour à Tholose, par arrest de  
laquelle comme semble se rapporter à icelle y estant datté  
du vingt-sixiesme Nouembre mil cinq cens cinquante neuf,  
est rapporté auoir esté dict feu monsieur Papus Conseiller  
dudit Tholose, auoir esté condamné à payer les despens pour  
son fils en vn procès de benefice que ledit feu son fils auoit  
perdu <sup>f</sup> y estant par là inferé que bien que le pere ne puisse  
estre condamné pour le delict du fils, *alias tamen tenetur in*  
*solidum* pour ledit fils: ils en sont alleguez pour fondement  
& autorité des textes du droict Ciuil, tant des Iuriscon-  
sultes que d'Empereurs vne partie de ceux là mesmes,  
toutesfois <sup>g</sup> remarquez comme contraires à vne partie de  
ceux-cy <sup>h</sup>, que monsieur Cujas a voulu concilier & fort do-  
cument *ex iure Romanorum* à son accoustumee en quelque  
vne de ses obseruations <sup>i</sup>, reuenant toutesfois là que sans le  
consentement du pere expres ou taifé l'obligation ou con-  
tract du fils ne le charge, ou astraint aucunement, sinon



és cas susdicts, ou qui en consequence en peuuent dependre : nous laisserons d'autres arrests cottez au mesme lieu respondans aux susdicts, que nous ne penserons iamais estre de ladite Cour audit Tholose, non plus que le susdit dudit feu Papus que nous semble y estre attribué, & de fait il nous souuiet & est fort veritable que depuis le temps de la datte y specifiée, & que nous feusmes receus en la compagnie, il y eut vn fils dudit sieur Papus qui eut vn procez en la seconde Chambre d'Enquestes, où il fut iugé au rapport de feu monsieur Vinhaux pour vne Chanoinie de S. Sernin, contre vn nommé Segala qu'il perdit, nous y estans presens & opinans, mais ce fut sans despens, enuers lequel arrest, de la part dudit fils y eut impetration de requeste ciuile, laquelle ne fut iugée pour les parties en estre venuës d'accord apres, par lequel ladite Chanoinie auroit demeuré audit Segala, lequel en iouyssoit pour lors que dudit Tholose, nous nous serions retirez chez nous en ce pays : au demeurant de nostre temps eust esté chose nouvelle de contendre le pere sans son fait, consentement express ou taillé, estre tenu pour l'obligation de sondit fils, *nisi quatenus in peculio, aut de in rem verso*, ou autrement de son propre fait directement ou indirectement ainsi qu'aurions dit dessus, & quant à present nous pensons qu'on n'y changeroit rien, que le Droit Escrit demeureroit en cest endroit sain & sauue en son entier, sans y estre fait bresche non plus qu'aux autres parties d'iceluy qui ne seroient abrogees ou derogées par les coustumes generales de la France, ordonnances & decretz temperez & modifiez ainsi & comme il appartient par autres d'icelle.

## CHAP. XXIII.

- 1 Cas exorbitans des reigles generales & communes, appelez simplement cas par le Jurisconsulte Caius.
- 2 L'autorité d'un Chancelier en France bien grande & signalee, & quelle.
- 3 Les Parlemens de ce Royaume quant au criminel examinent les causes du crime contre le fils, auant contraindre le pere à aucune aduance en son viuant, n'ayant autrement iceluy aucune portion ny demande de sa legitime, durant la vie du pere.
- 4 Arrest de Paris, quant à ce allegué.
- 5 Coustume ou pluystost stile de ladite Cour à Tholose.

**P**OUR-autant toutesfois que mal-aisément on peut tirer reigle si generale & vniuerselle quelle qu'elle soit *que per exceptionem aliquam non subuertatur, quam-*  
*que (ut Quintilianus dicebat) <sup>a</sup> asseuerare possumus sine periculo,* le Jurisconsulte mesme Caius l'ayant ouuertement fait paroistre, *toio libro singulari, quem de casibus inscripsit,* d'où les loix à la marge cotees, auroient esté prinse<sup>b</sup>, esquelles & autres semblables sont amenez & rapportez certains cas exorbitans des reigles generales & communes, comme anomaux, & quasi par enigmes qu'on appelle, lesquels le mesme Jurisconsulte dit simplement cas, dont peut estre colligé que Bartole auroit assez à propos, & fort doctrinalement parlé quand il escriuoit *aliud verum esse posse regulariter, aliud casualiter,* tout ainsi qu'est & sera trouué en la question mesme que dessus du precedant chapitre. procedant & ayant lieu regulierement & ordinairement par maxime certaine de droit laquelle on auroit limitee & restraincte par vne exception entre autres, par laquelle on auroit enseigné, decis, & raisonné *vno certe casu viuum parentem cogi, legitimam quandam aris summam filio prerogare, si inops iste capitis discrimen reus incurrat ni accusatori eam*

<sup>a</sup> l. l. c. 14.  
<sup>b</sup> l. ei qui  
 a uendo ff. de  
 heredi insti.  
 l. Neratius ff.  
 de codict. &  
 de monstra. l.  
 satis constat.  
 de iure patro-  
 nat. ff.

- eam pecuniam appenderit, pater enim, ut filium alere, filiūque dota-*  
*re, ex iuris præscripto cogitur, sic eius caput multo magis redimere te-*  
*neretur, aut eum aliter à carceribus liberare:* <sup>a</sup> Ainſi que de nos  
modernes les vns auroient & fort doctement à leur accouſtu-  
mee & en meſmes ou ſemblables termes eſcrit, par les autres  
2 fort ſerieuſement & exactement annoté, <sup>b</sup> Tous les deux  
rapportans feu Monsieur Benoit Conſeiller en ladite Cour  
à Tholoſe, auoir laiſſé par eſcrit l'auoir ainſi veu & ouy tenir  
à feu Monsieur de Rochefort Chancelier du feu Roy Loys  
douzième, tenant la Chancellerie à Nantes, ſur l'expédition  
de certaines lettres en l'année 1500. & au mois d'Octobre, <sup>c</sup>  
par où peut eſtre colligé que bien que l'autorité d'un tel & ſi  
ſigné perſonnage, meſme en noſtre France, fut telle qu'il  
ſeroit malaiſé d'y en trouuer de pareilles & ſemblables, non  
3 pas toutesfois iuſques là, *ut aut rationem vinceret, aut legem* en  
ce qu'il en auroit dict ſur l'expédition & ſeau d'une lettre  
& non ſeant comme ſouuerain au lieu & forme qu'il appar-  
tient, arreſté, delibérény autrement prononcé: Singuliere-  
ment que les Parlemens ſouuerains de ce Royaume n'ont  
accouſtumé prendre la theſe que deſſus ſi crument, ſim-  
plement & indifferemment que par les Docteurs & inter-  
pres du Droit tant Ciuil que Canonique, auroit eſté  
prinſe & appliquee: ſçauoir au Ciuil, s'arreſtant commu-  
nément à ce qui en a eſté dict & rapporté au commence-  
ment du precedent Chapitre: & quant au Criminel la plus  
part examinant les cauſes du Crime à occaſion & pour puni-  
tion duquel la condamnation contre le fils s'en ſeroit enſui-  
uie, contre qui, comment & en quel lieu, avec autres circon-  
ſtances qui puiſſent aider à ce la cauſe du fils pour y contrain-  
dre le pere à l'aduance de ſon viuant, n'ayant autrement ledit  
fils aucune portion ne demande de ſa legitime, *tantiſper dum*  
*parens viuit, ac ſpirat,* <sup>d</sup> iuſques là qu'eſtant queſtion d'un fils  
marié du vouloir & ſous l'autorité de ſon pere, ou quoy que  
ſoit iceluy ſouuent interpellé en aage competant de ce faire  
<sup>e</sup> l'ayant conuenu ledit fils apres ſon mariage pour auoir telle  
& ſemblable portion de biens, & de ſa ſubſtance qu'il auoit  
donnée & auancée à ſes autres ſœurs qu'il auoit mariées, bien  
que de prime face ledit fils ſemblait eſtre fondé ſur la cauſe

<sup>a</sup> Authen. ſi  
captiu. C. de  
Epiſco. & /  
cleri.

<sup>b</sup> Chopi. l.  
3. de legib.

<sup>c</sup> And. ſu. 5.  
num. 22.

<sup>d</sup> Fernand. in  
l. in quartam  
ſecundam

<sup>e</sup> præſat. nu.  
11. D. ad l.

<sup>f</sup> Falcid.  
c In cap.

<sup>g</sup> Raminus  
ſuper verb. in

<sup>h</sup> eodem teſta-  
men. relin-  
quens. l. nu.

<sup>i</sup> 215.

<sup>j</sup> d l. 1. §. ſi  
impubere ar-  
rogato. D. de  
collat. bonor.

<sup>k</sup> Les An-  
nac Roberto  
lib. 3. ver. in-  
dicata. ca. 6.

<sup>a</sup> Inter filios  
C. famil.  
heredit.

<sup>b</sup> lib. 6. con-  
trouer. 1.  
<sup>c</sup> Declama.  
375.

<sup>d</sup> Robert  
ubi supra.  
les 2. passa-  
ges susdits  
toutesfois  
auparauant  
qu'il mît son  
œuvre en  
lumière,  
par nous a-  
mes d'au-  
tres d'ail-  
leurs re-  
marquez  
sur mesme  
ou pareil  
sujet, ne  
luy ayant  
rien voulu  
de Robert.  
toutesfois  
en cest en-  
droit ne  
autre dont  
nous puis-  
sons ap-  
percevoir.  
c. L. 10. Con-  
trouer. 3. cō-  
trouer.

pressante & necessaire de ses aliments & entretenement, & encores sur la faueur d'une equalité tant recommandee au pere entre les enfans, <sup>a</sup> *Senasui tamen displicuit filij querela, qui verecundia obsequio ac reuerentia sanctioris tenebatur*: Ainsi que le mesme susdict Aduocat en termes expres és lieux susdits auroit disertement & facondement rapporté, y adioustant encores obidque non modo actione summatius est iste, verum & à patre <sup>4</sup> *erat veniam petere iussus: salua paterna in eum benignitatis gratia, quam libero parentis arbitrio curia reliquit*, Par Arrest donné à Paris en la troisieme Chambre des Enquestes le 23. Decembre 1583. que peut estre le iour de la prononciation, l'Arrest & deliberation en pouuant auoir esté faits le 9. Decembre precedent: Entre pierre Rousseau appellant & Guy Rousseau intimé, suivant la datte que le susdit Aduocat Robert en rapporte au lieu cy-dessus cotté: & ce afin que iustement, le pere estant autrement contrainct n'eust occasion de se plaindre, en s'escriant tout ainsi & de mesmes paroles que cest autre pere dans Senecque, <sup>b</sup> *vinio (inquit) & iam patrimonium meum diuisum est*, & encores comme cestuy dans Quintilian <sup>c</sup> contre les fils le voulans comme le susdict contraindre: *fateor non possum lusus arguere, qui donari etati possum, non es luxuriosus, sed contumax haec minus ferenda sunt vitta quicquam tibi me vinio tuum est?* <sup>d</sup> Sans qu'il puisse estre fait argument ayant aucune apparence de necessité sur les donations auparauant par le pere mesme faites à ses autres enfans & sœurs du susdict, pour autant qu'il les auroit faites liberalement de son bon gré, pure, franche & liberale volonté, qui ne doit seruir que de contentement & d'une satisfaction suffisante pour ce regard audit fils, auquel appartient *mores suos patri approbare, non patris regere*, suivant ce que cest ancien auoir dict en Senecque <sup>e</sup> rapporte le mesme susdict Robert és lieux que dessus, & ce en attendant qu'apres la mort du pere aux fins de retrancher toute inegalité pretendue il ait moyen faire conferer à sesdits freres & sœurs en tant que de droit: ce qu'ils auroient à cause des nopces ou occasion du dot emporté & tiré des biens de leur dit pere: qui auroit esté la cause que ladite Cour à Tholose quand il auroit esté question de ladite limitation à ladite regle gene-

5 rale, auroit tousiours accoustumé faire sonder la volonté  
 des peres, pour à ce les inciter & semondre par Commissai-  
 res à ce par elle de leur compagnie deputez, entre lesquels est  
 communément le sieur Rapporteur du procès, & où il ne les  
 y peuuent flechir ou faire condescendre lesdits peres sur ce  
 ouys ainsi qu'il appartient recouir leurs excuses pour si peu  
 d'apparence qu'elles ayent, resultant ie ne sçay comme quel-  
 que impudence, *in eo, qui de viui hereditate sollicitus & videtur*  
*& dicitur* : & à la verité toute apparence ou pretexte qu'on  
 puisse ou sçache amener pour ce regard s'en va à esmier &  
 briser en l'exemple qu'en c'est endroit est communement  
 apporté par les Docteurs & interpretes du Droit ayant trai-  
 té la question <sup>b</sup>, sçauoir, *in filio pœna mortis damnato: nisi soluat*  
*centum*, : car qui pourront estre les Iuges qui s'oublieront ius-  
 ques là, qu'e de faire eschapper de leurs bouches iugemens  
 es consiltoires de Iustice de telles condamnations, ou l'ayant  
 fait que les Cours souueraines de ce Royaume ne les cas-  
 sent, annullent, & mettent au neant : & quant aux au-  
 tres condamnations d'amendes si elles procedent de contract  
 ou autre fait Ciuil, le miserable refuge de cession de biens,  
 sera tousiours prest aux condamnez, ou bien si c'est pour  
 crime, telle amende par ceux à qui il appartient pourra e-  
 stre conuertie en peine corporelle aux fins qu'apres auoir  
 demeuré quelque temps en prison, chargez de la crasse &  
 ordure d'icelle, *plenam admissi sceleris & commissæ fraudis pe-  
 nitentiam agant* : ce qui sera beaucoup plus tollerable, que  
 comme pour quelque rage estre brouté & mangé : par  
 ceux qu'on a mis au monde, nourris, esleuez, & entrete-  
 nus <sup>c</sup>; nous ne voudrions pas toutesfois reuoquer en doute  
 qu'ils pourroient suruenir quelques cas, tels que le Iurif-  
 consulte Cajus en son liure, *De Casibus*, les appelle, ainsi  
 qu'a esté dict cy-dessus, esquels pour les circonstances y in-  
 teruenues en faueur & contemplation, principalement du  
 fils ainsi condamné, tombé en cest inconuenient, *magis*  
*fato quodam, aut fragilitate ætatis: quàm dolo, aut lata culpa*, le-  
 dict pere, pourroit estre contrainct equitablement & hu-  
 mainement à telle aduance avec grand'cognoissance de  
 cause, toutesfois comme la dite Cour à Tholose auroit fait

a l. §. inter-  
 du m ff. de  
 vulg a. &  
 pupil

b Bene dict.  
 ubi supra  
 num. 215.

c Sene. lib.  
 2. de ira cap.  
 8.



à nostre rapport à la Tournelle en l'exécution de l'arrest par elle donné le neufiesme Ianuier 1593. sur le procès de suite de Bax, contre Planeses & autres au procès nommez, nous ayans esté presens & opinans autresfois, quant au rapport des feus Messieurs Ferrier & Vinhaus, elle en auroit dit & iugé tout le contraire, *par des circonstances qui resultoient du procès, & actes d'iceluy.*

---

CHAP. XXIII.

*1 Arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux au long inseré, pour le fait par iceluy pouuoir estre entendu.*



E qu'elle auroit fait singulierement quand il apparoissoit tant peu d'aucune contumace, rebellion & desobeyssance du fils condamné contre ses pere & mere ou autres ascendans, & dont il y en eust eu vne plainte ou autre doleance, tout ainsi que la Cour de Parlement de Bordeaux voisinant de fort pres tousiours la nostre mesmes és temps derniers, sous la conduite de monsieur le premier President d'Aphis, appelé & esleu à ceste charge des plus principaux membres de ladicte Cour, en auroit dict & ordonné par arrest que s'ensuit, lequel nous aurions trouué bon d'inserer de mot à mot icy par ce que de sa forme & teneur. Le fait pourra estre entendu avec le iugement que par iceluy en auroit esté clairement & manifestement publié: la teneur donc en est telle Entre maistre Jean du Bois lieutenant particulier au siege de Martel demandeur en l'enterinement de certaines requestes, & autrement intimé d'une part. Et maistre Aymar du Bois sieur de Rin hac & des Maynardes son pere defendeur, & appellant de certain appointement, donné par maistre François d'Alesme Conseiller du Roy en la Cour, Commissaire par elle député en ceste partie, d'autre. Veu ladicte requeste du quatorziesme d'Aoust mil six cens deux, tendant aux fins pour les causes y contenues, condamner ledit du Bois pere payer dans six mois en son propre & priué nom, à maistre Leonard le Sage Receueur

du taillon en l'eslecliō du bas Lymosin, ce qui se trouuera luy estre iustement deu, ou à faute de ce, luy faire commandement & inionction de poursuiure ledit Sage suiuant ses premiers errements, son opposition & ses direz & protestations, si mieux la Cour n'ayme condamner ledit du Bois pere payer ledit Sage sur le supplément de legitime que le demandeur pretend contre luy, ou en tout cas de permettre audict demandeur de vendre des biens à luy donnez par sondit pere, iusques à la concurrence de la somme due audit Sage, fauf à luy de les garder ou en prendre pour le mesme prix, & où il ne se trouueroit aucun qui en voulust acheter, ordonner que ledit Sage en prendra & se desistara vexer de formais ledit demandeur en son office, & aussi luy pourvoir pour son entretien honnestes, & de son fils sur les biens du defendeur, tant donnez que reseruez, au pis aller en diminution appartenant au demendeur du droict de nature ayant esgard aux grandes richesses du pere, peu de nombre d'enfans, qualité, charge, & paureté du demendeur fils aîné, requeste pour ouyr les parties, sur laquelle requeste maistre François d'Alesme Cōseiller du Roy en la Cour a esté commis, lettres d'attache de luy obtenues le mesme iour, & exploict d'assignation faict en vertu d'icelles du cinquiesme de Septembre ensuiuant appointement du vingtsixiesme de Nouembre audit an, par lequel a esté ordonné que ledit du Bois pere defendra à ladite requeste, ou dira ce qu'il appartiendra dās trois iours signifiee dans trois iours à Lalon Procureur dudit defendeur qui auroit respondu estre appellant dudit appointement, requeste dudit defendeur, par laquelle il a esté tenu pour releué audit appel en payant les droicts du Roy, & donne delay de trois iours pendant lesquels sursoiront les comminations du neufiesme Decembre dernier passé, autre requeste par ledit demandeur presentee le mesme iour tendant aux fins pour les causes y contenües le receuoir opposant à la reception de sondit office poursuiue par maistre François Seguin, & faisant droict d'icelles sur la reuocation que ledit demandeur faict de la resignation dudit office, ordonner qu'il demeurera en la possession d'iceluy en payant audit Sage la iuste valeur des estoifes par luy prinsez, & autres choses qui seront

iugees luy estre legitiment deuës, & le descharger de la somme de cent cinquante escus qui doibuent estre payez par ledit Sage à maistre Pierre Barriere Aduocat audit Martel pour les causes contenues audit contract contenant ladite pretendue resignatiõ, en s'emble ce que iustifiera auoir esté payé aux parties casuelles pour obtenir la pretendue prouision dudit Seguin qu'il ne veut empescher estre le tout emboursé audit Sage, & condamner ledit du Bois pere payer & rembourser audit Sage les susdites sommes à la descharge du demandeur sur & tant moins de sa pension des années qui ont couru depuis l'an 1590. iusques en l'an cinq cens nonante six, qui ne peut estre moindre que de sept cens cinquante liures par an, attendu les grands moyens & richesses de sondit pere qui n'a qu'un autre fils & vne autre fille, & laquelle fille il veut constituer trente mille ou quarante mille liures de dot, requête du defendeur du dixiesme Ianuier au present contenant que les parties en viendront en la Chambre, arrest de remise du vnzieme dudit mois, autre arrest du quatorziesme du mesme mois à mettre par deuës la Cour, dire & corrigé dudit defendeur, acte du treziesme iour de Feurier an mil cinq cens nonante faicte par deuant le Lieutenant general dudit siege dudit Martel, par lequel & pour les causes y contenues ledit du Bois pere declare qu'il exherede ledit du Bois son fils. Lettre missiue du septiesme dudit mois de Feurier audit an mil cinq cens nonante signee de Chainejoux adressant audit du Bois defendeur, procuration baillee par iceluy à maistre Aymar du Bois pour s'opposer au mariage dudit Iean son fils dudit iour treiziesme Feurier, & apres plusieurs pieces y specifiees non libellees y inferrees & da ttees, & entre autres information faicte à la requête dudit maistre Aymar du Bois par autorité de la Cour, contre ledit demandeur par Tournier & Longueuille Notaire & Sergent Royal, & procès verbal de la faction du vingts septiesme & vingt-huictiesme Decembre mil six cens deux, requête dudit maistre Iean du dixiesme du passé aux fins de la cassation de ladite information requête par ledit defendeur presentee le dixhuictiesme du mois passé

aux fins d'estre mis sous la protection & sauuegarde du Roy, autre requeste dudit demandeur à mesmes fins du premier de ce mois, & autres leurs pieces & productions avec la requeste contenant appointement en droict, ledict maistre Aymar du Bois pere appelé en la Chambre du Conseil apres auoir entendu ce que luy a esté remonstré par Ordonnance de la Cour, a dit que iacoit qu'il ne soit tenu ny obligé bailler aucune chose audit maistre Iean du Bois son fils ne payer aucunes sommes pour luy, toutes-fois de grace & misericorde esperant que Dieu fera la grace audit maistre Iean se recognoistre, & sans tirer à consequence ny se departir aucunement de l'exheredation & protestations mentionnees és actes du troisieme, vingt & sixiesme Mars mil cinq cens nonante, second de Septembre mil cinq cens nonante trois, & dixneufiesme de Feurier, mil cinq cens nonante huit, ausquels il n'entend desroger, & pour tous les droicts part & portion que ledit maistre Iean ou les siens, pourroient auoir ou pretendre ores & à l'aduenir en & sur tous ses biens, & de feuë François de Champagnac Damoiselle sa mere, tant en vertu du contract de mariage, d'entre luy & sa feüe femme du seiziesme iour d'Auril mil cinq cens soixante six receu par Bedelin qu'autrement lequel contract de mariage il a présenté, ensemble pour tous droicts de legitime, & supplement d'icelle a offert bail-ler & fournir de ses debtes actifs iusques à la somme de dix-huit cens liures vne fois payees, pour estre employees au payement de la somme que ledit maistre Iean peut iuste-ment deuoir audit Leonard le Sage & Leonard Bryuasac mar- chands de la ville de Tulle, & sans preiudice audit maistre Iean son fils, de pouuoir debatre le sdicts contracts, comme il verra estre à faire suppliant tres-humblement la Cour, de pouruoir à ce qu'il ne soit desormais inquieté par sondit fils, & estant ledit maistre Aymar du Bois pere sorti, ledict maistre Iean a esté mandé venir, auquel a esté remonstré l'offre que sondit pere auoit fait, en esperance qu'il se recognoistra, & qu'il se contentera de ladite somme de dixhuit cens liures tournois pour tous les droicts que luy & les siens pourroient

pretendre ores & à l'aduenir soit tant en vertu du contract de mariage qu'autrement sur les biens de sondit pere & de sa feuë mere, & aux protestations faites par sondit pere qui luy ont esté donnees à entendre, laquelle offre a esté acceptee par ledit du Bois fils. **DIT A ESTE** que la Cour a mis l'appel, & ce dont a esté appellé au neant, & faisant droit au principal a debouté & deboute ledit maistre Iean du Bois fils, de l'effect & enterinement des requestes par luy presentees, & autres fins & conclusions par luy prinſes contre ledit maistre Aymar du Bois son pere, & neantmoins ayant esgard à l'offre dudit du Bois pere, qui a protesté icelle faire de grâce & misericorde seulement & sans qu'il en soit tenu & obligé, & sans aucunement le tirer à consequence à l'adueuir ny se departir aucunement de l'exheredation cy-deuant faite par luy de la personne dudit maistre Iean son fils pour s'estre marié à son desceu & contre sa volonté, de laquelle exheredation ladicte Cour luy a permis & permet s'ayder suiuant les Edicts & Ordonnances du Roy, & sans preiudice aussi des protestations & reseruations faites par ledit maistre Aymar du Bois pere, contre ledit maistre Iean du Bois & autres, le tout contenu & mentionné es actes des 3. de Feurier 26. Mars 1590. 2. de Septéb. 1593. & 18. de Feurier 1598. ne aussi de la sentence & arrest confirmatif d'icelle, par lesquels silence perpetuel est imposé audit maistre Iean du Bois fils & aux siens, a ordonné & ordonne que pour tous les droicts & pretentions qu'iceluy maistre Iean du Bois & les siens pourroient pretēdre ores ne à l'aduenir, soit par vertu dudit contract de mariage d'entre ledit maistre Aymar du Bois & feuë Françoisē de Campagnac Damoiselle ses pere & mere, que autrement en leurs biens & successions droit de legitime & supplemēt d'icelle, iceluy maistre Aymar du Bois baillera & fournira en bōnes debtes & obligations actiues, iusques à la somme de dixhuiēt cēs liures, pource qui se trouuera veritablement & iustement deu audit Leonard le Sage & Leonard Briuesac freres, par le contract du 10. Nouembre 1591. receu par Charmels Notaire Royal, & en consequence d'iceluy contract & ce dans deux mois apres que ledit debte aura esté debatū & liquidé entre ledit Sage & ledit maistre Iean du Bois fils, à laquelle liquidation



tion ledit Maistre Aymar du Bois pere, pourra assister si bon luy semble, pour impugner & debatre ladite obligation pour euitier aux fraudes & intelligences qui pourroient estre entre lesdits Sage, Briuefac & du bois fils, & ce sans tirer à consequence pour le paiement d'aucuns debtes qui pourroient auoir esté cy-deuant ou seront cy apres contractez par ledict du Bois fils, du paiement desquels ladicte Cour a déclaré & declare ledit Maistre Aymar du Bois pere n'estre tenu, & où il ne seroit deu aucune chose ausdits Sages & Briuefac, ou que le debte ne reuint à ladite somme, audit cas ladite Cour a déchargé ledit Du Bois pere, & neantmoins pour aucunes considerations à ce mouuans : A ordonné & ordonne que dans trois iours apres la signification du present Arrest ledict M. Iean du Bois fils deliurera & mettra entre les mains dudit Maistre Aymar du Bois pere les sacs pieces & procedure sur laquelle le present arrest est interuenu pour en disposer & faire à sa volonté: Faisant inhibition & defense audit Maistre Iean du Bois fils, à peine d'estre procedé extraordinairement contre luy, de prouoquer ny offenser son dit pere de faict ny de parole, ny inquieter & molester sa famille & ses biens, luy enjoinct obeir, seruir, honorer & respecter ledit Maistre Aymar du Bois son pere sur semblables peines & autres que de droit. Fait aussi inhibition & defense audit Maistre Iean du Bois fils, de despouiller ses biens ains iceux gouuerner en bon pere de famille sans despens, & pour cause. Dict aux parties à Bordeaux en Parlement le douziesme iour de Mars 1603. M<sup>rs</sup>ieur Daphis President: de Gaufreteau, Rapporteur.

D D d

## CHAP. XXV.

- 1 Paris soustenu la Rome de France.
- 2 Dont comme à Rome le nombre des enfans regulieremēt excusent de la charge de tutelle, de mesmes dans la ville de Paris, & encores de Tours, pendant que le premier Parlement de France y estoit seant.
- 3 Comte de Languedoc vny à la France & comment
- 4 Dans Tholose & son ressort cinq enfans requis & necessaires, pour l'excuse de la charge de tutelle, & suivant le droit commun.

**E**s Parisiens qui font mention des coustumes de France venans à interpreter & declarer aucuns articles d'icelles singulierement en, & dans la ville de Paris, auroiēt trouué bon soutenir icelle par son excellēce pouuoir à bon droit estre dite & censée la Rome de France, iusques à amener & alleguer des preiugez de la Cour de Parlement audit Paris; par lesquels les passedroits & priuileges octroyez du droit Romain aux seuls bourgeois & Citoyens de Rome priuatiuemēt, ou autres leurs Prouinciaux de l'Italie mesmes, estoient de mesmes gardez & entretenus audit Paris, à l'aduantage & en faueur des Citoyens & Bourgeois, habitans & residens: & par ainsi comme à Rome le nombre de trois enfans suruiuans que l'Empereur Iustinian en ses Institutions<sup>a</sup> appelle *Superstites*, & Seuer & Antonin ailleurs disoient ledit nombre *numerus Trium liberorum incoluminum*,<sup>b</sup> regulierement excusast de la tutelle en Italie quatre & es Prouinces cinq, *Exemplo ceterum numerum*, ainsi que dit au mesme lieu le mesme Iustinian, & dont parlant vn Autheur signalé, & y conjoignant autre excuse pour l'aage escrit pour vn sien amy & parlant d'iceluy, à vn autre ayant de de ce charge & cognoissance, *huic per impressionem nequaquam patior fratris sui liberorum tutela onus imponi: Duobus enim priuilegijs amolitur iniuriā maturitate eius, & numero filiorum: Ea res publicis designata monumentis, nec dū à proposita obstinatione, deducit peruicacē*

<sup>a</sup> §. 1. de ex-  
cusa. tuto.  
Iustin.  
<sup>b</sup> l. 1. quinu.  
lib. secon.

*petitionem*, par lesquelles dernieres paroles, il est assez apparu de la certaineré de ladite maxime que le mesme auteur appelle apres & aux derniers mots prerogative de droit, de laquelle rapportent les susdits pour ledit nōbre de trois enfans (quant audit aage prefix par le mesme droit n'y ayant difference ny difficulté) de mesme iouyr seulement lesdits habitās & residans dans Paris, mais la ville mesme de Tours en auoir aussi iouyés derniers troubles le premier & souuerain Parlement de France, qui est comme l'ame de la Cité tenāt le lieu de Paris & de la Rome de France, tant qu'il y auroit esté & demeuré, y ayant esté transferé & par mesme moyen transporté avec iceluy les priuileges & faueurs qu'elle auoit en la ville où depuis il auroit esté estably, ne plus ne moins que dans la ville de Poictiers du regne du Roy Charles 7. y ayant esté transferé tant qu'il y auroit esté les habitans d'icelle auroient iouy de mesmes priuileges & faueurs que ladite ville de Paris au lieu de laquelle elle estoit & demeuroit cependant subrogee, & ainsi les mesmes recitēt par arrest dudit Parlemēt seant à Tours le 18. May 1589. Au 11. 92. entre les parties qu'ils nōmēt auoir esté iugé que l'excuse de trois enfans pour les habitās de Tours pour lors que ledit Parlemēt y estoit venoit à estre suffisante pour la descharge de tutelle: Ce qu'estant nommé mēt par les susdits rapporté & principalemēt à la seance dudit Parlement & en son ressort, sembleroit la ville de Tholose pour la mesme seance de son Parlement, premier & chef de son pays & ressort (bien que le second quant à son ordre & établissement de la France) deuroit iouyr des mesmes faueurs & priuileges comme vne autre & seconde Rome, & laquelle sondit Parlement auroit fait esleuer *quantum lenta solent, inter viburna cupressi*, neantmoins la grauité & droicture constante dudit Parlement vraye protectrice du Droit Escrit n'auroit voulu en cest endroit tollerer ny permettre y estre fait tant soit peu de breche, & moins les habitans & bourgeois d'icelle l'auroient poursuiuy requis ne demandé voulans estre regis & gouuernez par le mesme droit, tout ainsi que leurs predecesseurs & deuanciers en auroient faiete expresse reservation aux articles de l'acquisition du Comte à la France sans autre vnion ny accession dont nous aurions aux prece-

DDd ij

dents liures en quelque part discouru : ioinct d'ailleurs que l'acquisition ainsi que dessus faicte en faueur de nos Roys, pour leurs Majestez estre dites & Roys de France, & Comtes de languedoc, n'auroient peu faire dresser ne establir comme vne autre seconde Rome apres la premiere & plus grande Paris en la France, en la ville Metropolitaine de la prouince telle que Tholose audit Comté n'estant autrement ioincte, respondant ny despendant à la France, au moyen & en vertu de ladite acquisition, outre ce que ledit Comte de Tholose, comme il a esté dit, se reigle par les loix escrites, où Paris & les Pays circonuoisins, ne les ont receues qu'en defaut des coustumes qu'ils recognoissent pour Loix, car Cesar n'y peut pas prescrire les reigles de la Iustice selon le droit Romain pour le peu de seiour qu'il fit en ses parties de la Gaule, à cause de son ambition qui le portoit à vn second Consulat à Rome, où au contraire le Languedoc où le ville de Tholose est situee avec la Prouence, le Dauphiné & la Sauoye auoient esté desia long temps auant l'arriuee de Cesar reduict en forme de Prouince, de sorte qu'on y enuoyoit tous les ans ainsi qu'és autres Prouinces subiectes à l'Empire Romain des Magistrats avec puissance & autorité souueraine de vie & de mort, pour les gouverner selon les Loix Romaines n'vsant plus des siennes, par ce que, *Iure & legibus commutatis, securibus subiecta perpetua premebatur seruitute*, ainsi qu'il peut apparoir, parce que le mesme Cesar en auroit discouru en ses Commentaires, & iusques là que depuis non seulement le Languedoc auroit recogneues Loix pour lors qu'il fut & demeura tributaire de l'Empire: mais encores estant reuenue en sa pristine liberté, quoy que soit ayant changé de main, il desira de ne changer point aussi de façon de viure en ceste partie tant le temps luy auoit descouuert & faict toucher au doigt la naturelle equité des Loix ciuiles des romains & police, pour ce regard entre eux introduite en ce qu'elle pouuoit toucher & appartenir aux seigneuries & puissances qu'ils auoient recontreces, mœurs & façons autrement de viure : tellement que venant à clore la question de ladite hypothese pour la descharge de tutelle, il ne suffit dans Tholose & son ressort le nombre de trois enfans comme a Paris, de quatre comme en

Italie, mais il y en faut cinq comme aux autres Prouinces anciennes des Romains suiuant le droict commun, & sous les modifications & declarations par les Iuriconsultes & Em<sup>pe</sup>reurs y apportees.

CHAP. XXVI.

- 1 *L'argument de tutelle à l'education & nourriture bon & valable.*
- 2 *Mais au contraire non.*
- 3 *Le parastre peut estre tuteur nourricier & educateur de son filiastre pourueu qu'il soit esleu, & vueille exercer la tutelle autrement non.*
- 4 *En cas toutesfois des parens plus proches, suffisans & capables qui veulent & desirent la charge, viendront à estre preferez audit parastre, bien qu'il soit esleu & nommé le tout quant à ce toutesfois, estant remis à l'arbitrage du Iuge.*
- 5 *Arrest pour ce regard interuenu en ladite Cour à Tholose.*

**E**st certain de droict qu'un beau pere peut estre tuteur de son beau-fils & filiastre, & par consequent chez le mesme ledit filiastre pouuoir, estre nourry & entretenu<sup>a</sup> tout ainsi que nous lisons en Dyon, Caius Octauius mesme auoit esté nourry & entretenu *apud*

*a l. 1. C. ubi pupill. edu. l. f. C. de cōtra iudic. tut. l. nonnūquā f. D. de ado.*

- 1 *vitricum*, l'argument de la charge de tutelle des enfans mineurs & pupiles à l'education & nourriture d'iceux estant bon & valable, contre toutesfois l'opinion commune des nostres, bien que non toutesfois au contraire de ladite education à ladite tutelle, ainsi que des plus doctes modernes auroiēt fort bien & suiuant le droict Romain à leur accoustumée, estimé & enseigné<sup>b</sup>, ils remarquent sur ce les passages communs du droict, en ce qu'il est permis par iceluy l'education des enfans à la mere sur ceste condition si elle ne se remarie point,

*b Caius obserua. l. 1. b. 6. cap. 29.*



d'où l'on vient à fauement colliger la nourriture des enfans n'estre permise par consequent au second mary de ladite mere qui est le parastre, ce que toutesfois est & demeure faux par ce que dessus a esté dit & amené de droit : la conclusion donc disent ils est bonne, *ut quicumque dari tutor potest, videatur etiam pupillum educandum suscipere posse*, comme il est dessus dict du parastre dudit Octavius : mais tout au contraire à quiconque ladite nourriture & education est permise ne se pouoit ensuiure pour cela la tutelle estre permise, car de mesmes le temps passé par le droit ancien, la tutelle n'estoit permise à la mere, si par le benefice elle ne l'obtenoit du Prince mais s'asice luy, & de droit commun l'education, nourriture & entretenement par les lieux de droit à ce communs, outre lesquels est amenee l'autorité d'un graue historiën Romain, lequel auroit laissé par escrit <sup>a</sup> *non posse fidelius liberos educari, quam apud matrem*, & au mesme propos Seneque est aussi amené en ses termes <sup>b</sup>, *pupillus (inquit) relictus sub tutorum cura usque ad decimum quartum annum, fuit sub matris custodia semper*: le parastre donc peut estre tuteur, nourrisier & educateur de son filiastre, ce qui s'entend s'il est esleu & veut exercer la tutelle: car faire le peut: mais non pas autrement estre contrainct d'accepter ladite tutelle contre sa volonté, par ce qu'il n'est parent ny personne capable de succeder audit filiastre, & ainsi auroit esté plaidé & iugé par arrest des grands iours à Poictiers le troisieme de Octobre mil cinq cens septante neuf, est rapporté par quelques vns des modernes es lieux à la marge cottez <sup>c</sup>, & quant à nous l'aurions veu souuent iuger en nostre dicte Cour, tant en ladite seconde Chambre d'Enquestes que grand'Chambre, principalement entre les enfans pupilles des riches marchands de Tholose, desquels les veufues apres leurs decez espousoiēt les facteurs principaux de leursdits feus maris, qui cōme entédans les affaires de la boutique & de la maison prenoient apres la charge de la tutelle desdits enfans, & y regissoient & administroient tout cōme leursdits feus M. en leur viuant en attédant la puberté ou maiorité desdits enfans: nous en pourrions exprimer le nom de quelques vns du procès & different desquels sur la redditiō des cōtes ou prestatiō de reliqua avec

<sup>a</sup> Titus Livius lib. 39.

<sup>b</sup> de consolatio. ad Marc. cap. 24.

<sup>c</sup> l'Aduocat Chenu en ses quest.

lesdits enfans faicts maieurs & hors par ce moyen de leur charge, nous aurions esté iugez mesmes au rapport de M. Ambes en la grand' Chambre és années mil cinq cens nonante  
 4 trois & mil cinq cens nonante quatre : Mais aussi s'il ya des parents plus proches desdits enfans suffisans, autrement & capables, lesquels desirent estre preferez à ladicte charge pour les biens des pupilles, conseruation de leurs droicts, & pour beaucoup de soupçons vray-semblables & probables qu'ils peuuent auoir contre leursdicts parastres pour mieux venir à leurs desseings, & plus aysementy faire leur main, s'estans ioincts par mariage avec leursdites meres, tant s'en faut qu'ils y doibuent estre preferez comme on allegue par preiugé de la Cour de Paris du dixhuitiesme Decembre mil cinq cens soixante cinq, auoir esté preiugé en faueur de la maison de Gyury <sup>a</sup>, qu'au contraire pour le bien des pupilles qui vient d'ailleurs plus estre en recommandation que la mesme volonté des testateurs leurs peres <sup>b</sup>, les plus prochains parents idoines & suffisans & hors de toute suspicion & reproche, & tels qu'on pourroit dire maieurs de toute exception, viendroient iustement à estre preferez audit parastre bien que esleu & nommé acceptant la charge, le tout quant à ce estant remis à l'arbitrage du Iuge, *in pectus personarū qualitate & varijs causarum figuris*; & ainsi auroit esté iugé à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes par arrest donné entre certains parents des enfans pupilles de la tutelle desquels estoit question appellans du Seneschal du Puy ou son Lieutenant, & la mere & parastre desdits enfans mariez appelée d'autre, par lequel l'appel apres la creation de tuteur, ordonnée de la personne dudit parastre ausdits enfans, dont lesdits parents estoient appellans, & ce qui en estoit ensuiuy mis aueant, les parties auroient esté renuoyees par deuant le Iuge ordinaire pour à la diligence desdits parents assemblez tous autres paternels, maternels & autres  
 5 voisins les plus proches: estre par eux aduisé & deliberé sur le plus vtile, expediât & commode pour le bien & profit d'esdits pupils sur de la personne dudit parastre ou d'autre desdits parents plus capable & suffisant pour de leur aduis & deliberation estre procedé le plus diligemment que faire se pourroit

<sup>a</sup> le dit Ad-  
uocat au lieu  
que dessus  
en la secon-  
de partie.  
<sup>b</sup> l. utilitatē.  
D. de confir-  
man. Tutor.

ad l. 1. C. v-  
bi pupilli e-  
ducar. debe-  
et in nouell.  
22. §. 32.

à la prouision de la tutelle aux susdicts, sans despens de l'appel  
les autres reservees en fin de cause: par ainsi appert ladite Cour  
auoir en cest endroit estendu, ce qu'ailleurs est dit de l'edu-  
cation, à ladicte charge de tutelle, bien que la consequence  
n'en soit en tous endroits receuable comme dessus a esté dit.

## CHAP XXVII.

- 1 Si la condition si sine liberis, se purifie auant la mort de l'heritier institué, sçauoir pour lors qu'il seroit fait Pre-  
stre.
  - 2 Cuias sur ce allegué & expliqué avec l'arrest de Bor-  
deaux sur ce amené.
  - 3 La Cour de Parlement à Tholose auroit receue la trans-  
mission de l'esperance de la substitution conditionnelle,  
au profit & en faueur des descendans, en droicte ligne  
du testateur.
  - 4 Et au contraire entre les estrangers, nullement telle trans-  
mission considerable.
  - 5 Cuias bien entendu & expliqué tout au contraire de ce  
dont il auroit esté allegué.
  - 6 En telle & semblable substitution conditionnelle, que  
dessus la seule mort de l'institué, comme l'entiere & fi-  
nale extrimite de la condition, vient à estre considera-  
ble & à entendre.
  - 7 Si autrement par transmission les enfans & heritiers  
des substituez n'y sont appelez ny inuitez, comme par les  
arrests de ladite Cour à Tholose, ils le sont ordinairement
- Dela

**D**E la matiere ab intestat, ie retourneray icy à celle du testat, pour ramenteuoir que nous aurions par cy deuant sous la question en laquelle estoit demandé, si ceste condition *si sine liberis*, apposee ordinairement es substitutions compendieuses ou fideicommissaires, qui sont par les testaments faites aux heritiers instituez, se purifioient auant la mort desdits heritiers: Sçauoir pour lors qu'ils se font Prestres? Nous en aurions amené des Arrests de la Cour de Parlement de Paris pour la negatiue, & vn Arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux pour l'affirmatiue apres feu Papon en son recueil, & sur le commencement du titre des substitutions. Et parce que depuis nous aurions trouué les appostilateurs modernes audit feu Papon y auoir annoté le dit Arrest de Bordeaux auoir esté confirmé par l'opinion de Theodore, *in nouel.* 22. qu'il y est dit M. Cuias auoir recité & dit estre veritable, nous aurions esté comme semonds à ne passer cela à pied sec sans l'enfoncer & sonder plus auant pour bien entendre, & faire voir oculairement ce que ledit Cuias au lieu où il est allegué en auroit voulu entendre & soustenir, tout au contraire de la confirmation pretendue: & pour paruenir à ce nous cōmencerōs par l'hypothese preiugee par iceluy dict Arrest de Bordeaux, qu'estoit d'un pere ayant vn fils & vne fille, institue le fils heritier luy substitue sa fille, s'il deuoit sans enfans procrez de luy en loyal mariage: Seroit aduenue qu'apres la mort du pere en ceste volonte le fils & heritier se seroit fait Prestre, apres cela la fille seroit decedee laissant enfans à elle suruiuans: finalement le Prestre seroit aussi decedé apres auoir fait testament, & par iceluy institué vn heritier, autres que ses nepueux enfans de sadiete sœur, lesquels pretendoient lesdicts biens leur appartenir, & disoient que ledit feu heritier leur oncle deslors qu'il s'estoit fait Prestre il auoit accomplie la condition, fait lieu certainement à icelle *sine liberis*, & par ainsi faite ouuerture de la substitution à sa sœur qui estoit pour lors en vie: Au conttaire l'heritier du Prestre soustenoit que par l'ordre de Prestise n'auoit esté rien acquis à sa sœur, d'autant qu'il estoit capable de recevoir & retenir l'heredité, & n'estoit encores rien aduenue du principal, mesme de la condition qui estoit de la suruiuāce

de ladite sœur : tellement qu'elle estant morte deuant le cas de la substitution aduenu , n'auoir peu transmettre aucun droit d'icelle & demande à ses enfans. Surquoy apres partage en la Chambre des enquestes ledict Arrest s'en seroit ensuiuy en la grand Chambre, où le doubte fut departy au profit desdicts enfans de ladicte sœur demandeurs , veu (y adiousté ledit feu Papon) que du viuant de ladicte sœur il s'estoit fait Prestre, qui est vn motif pour soustenir & fonder ladite affirmatiue, concernant ladicte purification de ladicte condition auant le decés de l'heritier, du temps & deslors qu'il s'est fait Prestre, pour en rendre l'attente certaine, biē que du viuant dudit heritier , encores que Prestre , elle ny les siens n'y peussent rien demander, comme le mesme Papon n'auroit oublié, à remarquer, & nous en auons aussi amené vn Arrest de Congé de l'aduis des plus doctes & fameux Aduocats dudit Tholose contre vn substitué, qu'audit cas de la mesme hypothese pretendoit es biens subiects à restitution du viuant de l'heritier, qui en eust autrement rapporté l'amende du fol appel & sans doubte. Et quant à ce que dessus pour le principal qui estoit du pere testateur entre ses enfans instituez & substituez, & par ainsi entre les descendans en droite ligne du testateur. Nostre dite Cour à Tholose ayant receue & preiugee par plusieurs Arrests la transmission de l'esperance de la substitution conditionnelle au profit & en faueur desdits descendans, trouueroit & iugeroit tousiours ledit Arrest droiturier & de Iustice, conformément à ce qu'elle en a accoustumé iuger suiuant ce que nous en auons dict & raisonné en quelque part : mais aussi de prendre ledict Arrest donné à Bordeaux sur la purification simplement de la condition du viuant du substitué l'heritier s'estant fait Prestre : & par ainsi sans s'arrester à ladicte transmission singuliere & priuilegee, en faire vne maxime generale , & y comprendre lesdicts enfans & descendans comme par ledict Arrest au- 4  
roit esté fait, ensemble tous autres estrangers , elle le feroit fort mal-ayseement , tenant au contraire ceste maxime ferme & stable entre lesdicts estrangers & hors ladicte transmission, esperans desdicts fideicommiss conditionnelle n'estre transmissible , & ne se pouuoit transmettre au



profit & faueur des substituez estrangers suivant les reigles vulgaires & expresse de droict, & suivant & selon lesquelles est vray-semblable le partage qui interuint sur ladite hypothese en la Cour de Parlement de Bordeaux és Chambres des Enquestes y estre interuenue, qui auroit donné occasion à plusieurs de la Chambre de la Tournelle en murmurer tous tenans le contraire comme se pouuoit soustenir *summo iure*, ainsi que le mesme Papon auroit touché, & dont aussi s'en seroient ensuiuis d'autres partages sur la mesme question en ladite Cour de Tholose auparauant que ladite transmission en faueur desdits descendans y fust receüe & certainement preiuee par arrest prononcé en robes rouges dont auons fait mention ailleurs: & pour ce regard & entre lesdicts estrangers, l'arrest de la Cour de Paris allegué par Papon, par lequel il dit auoir esté iugé tout le contraire en semblable cas que par ledit arrest dudit Bordeaux, est iuste equitable & droiturier, sans ce qu'on se puisse ou doie arrester à la confirmation pretendue dudit arrest de Bordeaux par l'opinion de Theodore & du susdit sieur Cujas le recitant, car lisant bien & comme il appartient, ce que ledit Cujas en s'auroit dit & recité, il s'y trouuera tout vn contraire pour autant que au lieu où il est allegué, il vient à resoudre que és choses laissées apres la mort d'un tiers, sous les conditions y mentionnées soit par institution ou legat, n'y a aucun lieu de l'interposition de ladite caution donty est question: il en allegue les exemples & textes d'iceux formels: mais adioute-il, ne fera pas ainsi sous ceste condition si derechef il ne se marie, car alors y interuiendra ladite caution, bien que du viuant du legataire, comme il est monstre en la Nouuelle 22. elle puisse estre accomplie *puta* (dit-il) *si legatario sacerdotium obueniat, ita, ut nulla nuptiarum spes supersit qua ratione & hanc conditionem, si sine liberis decesserit, sacerdotio expleri verissimum est, ut & Theodorus in eadem nouella notauit*: ce qu'estant prins cruëment & simplement, pourroit donner quelque lustre à la confirmation dudit Arrest pretendu: mais il faut aduiser comme il l'explique, modere & interprete immediatement, & consecutiuelement apres en ses mots: *sed ille casus non expectatur*,  
EEe ij

*a obscura.  
lib. 5. ca. 2.  
& Nouell.  
123. infra.*

*quia solum legatarij mortem, non etiam eum casum testatorem expectasse constat:* qu'est en effect comme s'il eust dit bien le cas de l'accomplissement de la condition si sans enfans peut aduenir du viuant de l'heritier ou legataire par la promotion aux ordres de Prestries pour n'y auoir aucune esperance de nopces, & que par ainsi il semblast par les maximes quant à ce certaines de l'interposition de ladicte caution n'y auoir lieu en ladite condition, si derechef il ne se marie ou espouse femme de l'interposition d'icelle, & que de mesme soit tenu ceste susdite condition s'il decede sans enfans, venir à estre accomplie deslors que l'institué heritier auquel il auroit esté sous ceste condition substitué est & se fait Prestre, tel & semblable castoutesfois de Prestrie ne vient en aucune consideration 6 pour estre certain, le testateur auoir eu seulement esgard à la seule mort de l'institué ou legataire & nullement au cas susdit: ce qu'estant en l'hypothese que dessus, il appert euidemment ledit Cujas declarant & se rapportant à la mort de l'institué venir à estre d'accord avec nous, & ensuiuant ce qu'en auons dit & discouru apres le defaut d'enfans, le decez de l'institué, & auquel le testateur rapporte l'entiere & finale extremite de sa condition estre considerable & à attendre, avant laquelle le substitué decedant le principal du reste defaut, qui vient à faire defaillir tout ce qu'estoit proiecté & basti dessus, si d'ailleurs il n'y est pourueu, & par ainsi le substitué decedant plustost que le Prestre, la substitution n'auoir point de lieu comme de nos modernes<sup>a</sup> auroient asseurement soutenu & conclud si autrement par transmission singuliere priuegee & fauorable, les enfans & heritiers des substituez n'y 7 sont appelez & inuitez comme par les arrests de ladicte Cour à Tholose, ils le sont ordinairement sans difficulté par vn passe-droit, à eux fauorable, dont en aurions touché les fondements & motifs ailleurs.

<sup>a</sup> Francis.  
Mantica.  
lib. 11. tit.  
7. in fi. con-  
sect. ultim.  
volunta.

---

CHAP. XXVIII.

- 1 *Hypothese d'un fideicommiss particulier.*
- 2 *Instance d'iceluy sommairement discourüe.*
- 3 *Arrest de la Cour de Parlement de Tholose sur le iugement donnè en ladite instance.*
- 4 *En fideicommiss particulier ne peut escheoir detraction de Trebellianique auec des preiugez quant à ce tant de la Cour de Parlement de Paris que de Grenoble.*
- 5 *Ladite Cour de Parlemēt à Thol. tiēt pour certaine ceste maxime de droict de Trebellianique n'appartenir, nisi hæredi directo & qui quasi hæres rogatus est nulla tenus legatario fideicommissario competere.*
- 6 *Responſes au contraire de ce qu'estoit alleguè de Martian & autres lieux semblables.*

**V**N Gentil-homme du pays de Quercy (que ie ne nōmeray point & pour cause ) ayant vn assez beau & ample patrimoine du mariage qu'il auroit contracté auec vne femme de bas lieu, sage & honneſte : toutesfois de laquelle il ſe ſeroit agreé, bien qu'assez aduancee en aage comme luy meſme l'eſtoit auſſi, auroit eu deux enfans l'vn maſle & l'autre femelle, & venant à ſes derniers iours, ſadite feuë femme eſtant decedee quelque temps auparauant fait ſon teſtament & par iceluy inſtituë ſon heritier vniuerſel ledit ſon filſ' maſle, legue & donne à ſadite fille par inſtitution particuliere, & pour trouuer bon & ſortable party en mariage la ſomme de trois mille eſcus, à la charge toutesfois que où elle viendroit à deceder auant eſtre mariee ou l'eſtant, ſans enfans apres legitimes & naturels, qu'audit cas ladite ſomme à elle par luy leguee vint & appartint à ſondit heritier ſans aucune contradiction, & eſtant decedé en telle volonré quelque temps apres ladiçte fille ſœur dudit heritier ſe ſeroit mariee à ſon plaisir auec vn personnage auſſi que luy

auroit agréé, & qui de sa qualité estoit tenu pour homme de bien sans aucune reprehension, auquel mariage ils auroient demeuré quelque tēps sans en auoir eus ny procreez enfans, & tellement que ladite sœur du susdit heritier ainsi mariee & n'ayant aucuns enfans venant à deceder, luy fait seulement vn bien petit legat qu'estoit d'vn escu, & au demeurant faict son heritier vniuersel sondit mary, lequel en ladite qualité apres le decez de sadite femme, poursuit ledit heritier sō beau-frere en payement de ladite somme de trois mille escus à sadite femme leguez par le testament de leur dit pere, dont il n'auoit rien encores payé, bien qu'il en eust esté souuent interpelé & requis, s'estant excusé sur quelques affaires particuliers qu'il auoit, & qui le pressoient beaucoup en ayant toutesfois payé quelques interests du viuant de sadite femme sa sœur qui n'auroient peu monter au plus haut du denier quinze, & pour cest effect ledit mary heritier comme dessus de sadite femme auroit approché en iugement deuant le Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Figeac sondit beaufrere en condamnation de ladite somme avec les interests depuis le decez pour le moins de sadite femme & qu'il n'en auroit payez ny receus interests, à laquelle ledit sō beau-frere auroit proposee la substitution contenuë au susdit testament de son feu pere, le demandeur au contraire repliquoit que telle & semblable substitution ne se pouuoit rapporter & moins auoir lieu en la legitime, que sadite femme auoit en tous & chacuns biens paternels, qui reuenoit pour le moins à vn sixiesme les six faisant le tout d'iceux, ledit heritier dudit pere & beau-frere du demandeur soustenant & disant au contraire, & que ladite somme excedoit de beaucoup la legitime à sadite feuë sœur deüe, & que au surplus & par en sus d'icelle l'ouuerture de la substitution, au pis ailer le cas d'icelle estant aduenü pour sadite sœur estre decedee sans enfans ne luy pouuoit estre deniee, ledit demandeur insistant au contraire demandant en outre la Trebellianique appartenant à sadite feuë femme à raison du fideicomis : sur ce & parties ouyes le procès appointé en droit, par sentence dudit Seneschal ou son Lieutenant, est dit & ordonné qu'auant dire droit sur les fins & conclusions des parties, seroit

faite estimation en deniers de ladite legitime sur tous & chacuns les biens paternels & maternels, au temps du decez des pere & mere dudit defendeur, & de ladite femme dudit demandeur, & par experts dont les parties conuiendroient dans certain temps, autrement seroient prins d'office : de laquelle sentence, toutes les deux parties se rendent appellans en la Cour où le procès porté est conclud en leur appel : & en fin  
3 par arrest au rapport de feu monsieur de Luc l'appellation, & ce dont auoit esté appellé, mis au neant retenant la cause, declare la substitution que dessus ouuerte au profit & en faueur dudit fils aîné dudit testateur pere au par en sus & surplus de ce que ladite somme de trois mille escus excéderoit & surpasseroit la somme à laquelle reuiendrait ladicte legitime due & appartenant, en & sur tous & chacuns les biens dudit pere testateur, & qu'il tenoit & possédoit au temps de son decez, dont seroit faite estimation par experts, desquels les parties accorderoient par deuant le Commissaire, qui à ce seroit député, autrement en seroient prins d'office, ce que seroit fait dans le mois, & ledit defendeur heritier de sondit pere condamné à payer la somme à quoy se monteroit ladicte legitime dans quatre mois apres audit demandeur, lequel estoit & demouroit relaxé des fins & conclusions pour ledit en sus, & par en sus contre luy princes par sondit beau frere sans detraction de Trebellianique, & sans interests ny despens, ce que sembleroit ne receuoir difficulté, tant pour la legitime ne pouuoir estre chargée d'aucun delay, fideicomis ny autre surcharge par les reigles de droit vulgaires, que par ce que la detraction de la Trebellianique ne pouuoit escheoir ny tomber en legat ou fideicomis particulier tel qu'estoit ledit legat de ladicte somme de trois mille escus, ainsi qu'en propre termes sembloit auoir esté preiugé en pleine audience par arrest de la Cour de Parlement à Paris le septiesme Mars 1548. que feu Papon n'auroit oublié en son Recueil<sup>a</sup>, comme aussi vn autre pareil & semblable de la Cour de Parlement de Grenoble suiuant ce qui est & se trouue decisi par le sieur President d'icelle en ses decisions<sup>b</sup>, le preiugé toutesfois de ladite Cour à Thol. sur le

<sup>a</sup> Titre de substitution.

Arrest 3.

<sup>b</sup> Question 466.



a l. si quis po-  
steriore ff. ad  
Trebell.

b l. mulier §.  
fi. ad Treb. ff.  
cl. lex falcidi-  
cia §. fin. &  
l. Lucius Tre-  
tius §. heres  
ff. ad Treb.

d l. cogi. §.  
generaliter ff.  
ad Treb. Bal.  
in authent. sed  
cum testator  
C. ad leg. fidei-  
com.

iugement de l'hypothese susdit n'auroit passé sans difficulté en ce que quelques vns des sieurs y opinans opposant à la commune opinion sur ce mise en auant ce que le Jurisconsulte Martian auroit escrit en son 4. liure d'institutions, sçauoir l'heritier institué en certaine chose & chargé de rendre l'heritage pouuoir suppleer à la quarte<sup>a</sup>, & par consequent l'heritier susdit paternel le pouuoir faire de mesmes, singulierement que ladite legitime estoit dite cotte des biens, & par ce moyé *quid vniuersale, ex quo Trebellianica deduci debeat*, mesme au fait que dessus où ladite somme se trouuoit leguee par titre d'institution particuliere, & pour cause de dot de la legatereffe, qui venoit par ce moyen à importer quelque vniuersité bien esloignee de la particularité, pour laquelle on vouloit forclorre ledit heritier & frere de ladite Trebellianique, ce neantmoins la Cour trouua bon soy conformer aux preiugez susdicts des autres Cours souueraines & poser ceste maxime pour certaine, sçauoir le droit de detraire la Trebellianique ne competer ny appartenir *nisi heredi directo, & qui quasi heres rogatus est*, sicque nullatenus legatario aut fideicommissario competere, d'où procederoit qu'un heritier vniuersel pource qu'il peut distraire la quarte peut estre contrainct du droit Ciuil, *adire hereditatem & restituere<sup>c</sup>*, bien que s'il y est contrainct *eandem quartam non detrahat*, ou au contraire le legataire fideicommissaire particulier chargé ne peut estre contrainct *quum nullam detrahat quartā*, sans qu'il soit besoing s'arrester à ce que la legitime est vne cotte des biens, & que par ainsi comme le dot doit estre quelque chose vniuerselle<sup>d</sup>, car cela dépend & s'entend d'vniuersité si restraincte que comme toute en soy-mesme elle represente plustost quelque droit total, qu'autrement vniuersel, quoy que soit tel qu'il est besoin & necessaire pour la detraction de la quarte, & autres effects procedents d'une telle & si diffuse Vniuersité dont la quarte procede: & quant à ce qu'estoit allegué de Martian que sembloit estre le plus pressant, sera remarqué qu'en l'hypothese y traitée, le Jurisconsulte Martian parle de *testamento secundo facto, in quo certarum rerum heres scriptus erat*, qu'il respond là mesmes *iure valere perinde ac si rerum mentio facta non esset*, pour autant que n'ayant coheritier *quemadmodum qui ex fundo heres solus instituitur*,

*instituitur, valet instituteo, detracta fundi mentione* a, l'heritier al. i. §. si en fundo l. quor- res §. fiduoff. de hered. i. n. j. b. ainsi institué *ex asse institutus, intelligitur*, & par ainsi à bon- b l. quorier C. de her. i. n. j. m. neraison en ladite hypothese dudit Martian *quartam supplere* potuit: Ce qu'il n'auroit peu faire s'il eust eu autre coheritier vn ou plusieurs: car alors il eust esté prins & censé comme legataire & fideicommissaire particulier, <sup>b</sup> forclos par con- b l. quorier C. de her. i. n. j. m. sentement de pouuoir vser d'aucune detraction, par ce que nous en auōs dit, allegué & amené cy dessus. Il y auidit grief au faict que dessus de l'heritier paternel, en ce que le Seneschal auoit comprins en ceste sentence les biens maternels desquels n'estoit question, & n'en estoit autrement debatue ne cōtrouersé par les parties: Auquel grief estoit respondu que ledit Seneschal l'auoit faict sans requisition ny conclusion aucune, consentant pour ce regard que les maternels en fussent tirez pour certaines causes qu'eux-mesmes sçauoient & qu'ils desduiroient en temps & lieu, qui fut la cause que la Cour en reformat le iugement n'en fit aucune mention par son dit Arrest.

CHAP. XXIX.

- 1 Hypothese d'une substitution ouuerte, & apres l'ouuerture par acte contraire quittee par consentement presté par l'heritier ayant suruescu à la constitution, avec promesse de n'y contreuenir, de la moytié de tous & chacuns biens faicte par le predecedé à vne sienne fille unique en contemplation de mariage.
- 2 Responses à ce qu'estoit allegué contre ladite donation & consentement par ledit heritier presté.

**N** pere testateur ayāt deux enfans masles de sa femme predecedee, par son testament institue heritier vniuersel son fils aîné, & luy substitué son autre fils second au cas qu'il viendroit à deceder sans enfans masles, & estant decedé en ceste volonte son dit fils aîné n'auroit eu de son mariage qu'une fille unique, au mariage de laquelle ledit pere fils du susdit testateur & heritier susdit, luy

constitue en dot & occasion d'iceluy la moitié de tous & chascuns les biens que sondit pere luy auoit laissez, & qu'il posséderoit & tiendrait au temps de son décès, l'autre & second fils dudit testateur frere audit pere constituant y estant present & consentant, avec promesse & serment de n'y contreuenir en aucune façon: ce que ledit frere ne fait pas en son viuant, mais estant decedé quelque temps apres ses heritiers & successeurs viennent à inquieter & vexer tant le mary de ladite fille sa niepce, qu'elle mesme sur l'ouuerture de la substitution contenuë audit testament de l'ayeul, qui auoit eu lieu en la personne nommément dudit second frere, le cas d'icelle estant aduenü, l'autre sondit frere aisné l'heritier estant à luy predecédé sans enfans masses. A quoy lesdits mariez respondent que ladite constitution leur auoit esté faite present & consentant sondit oncle, & ayant iuré n'y contreuenir, qui faisoit que ses heritiers & successeurs n'estoient receuables à y venir: ledit heritier au contraire nonobstant tout ce qu'ils pourroient alleguer, qu'il n'auoit esté faite aucune mention en ladite constitution de dot, dudit testament, portant ladite substitution & moins aucunement d'icelle: tant s'en faut que ledit testament eust esté veu, leu, ny entendu, singulierement en la dispositiue comme il estoit requis: Et sur ce encores n'estoit oublié ce que nous aurions discouru ailleurs aux liures

*a. lib. 5. c. 96.* precedents. <sup>a</sup> A quoy estoit respondu en vn mot que nous n'estions icy en la Question auparauant traictee touchant les <sup>2</sup> quictances & renonciations des fideicommiss, substitutions ou aucune esperance d'icelles, mais seulement & simplement d'une cession, remission, & donation d'un droit à acquerir des biens dont estoit question au cas susdit par ledit second fils, qui le pouuoit aliener, vendre & iotier comme bon luy auroit semblé, ce qui se pouuoit faire par pacte & conuention expresse, mesme y interuenant serment vne partie de nos Docteurs & Interpretes du Droit auroient tenu, & auroit esté preiugé par la Cour de Parlemēt à Grenoble, suiuant ce qu'en est rapporté par le sieur President d'icelle, & les apostillateurs modernes y auroient assez amplement raisonné: <sup>b</sup> Et de mesmes, & tout ainsi pour lesdits mariez pour la confirmation de leur contract de mariage & donation y contenue: fut iugé au

*b. Quest. 132.*  
où il allegue *De ser-*  
*uarii titulo*  
*forma libel.*  
*quo agit. ut*  
*pact. seruau-*  
*tur in glos.*  
*super verb.*  
*proprio iura-*  
*mento forma-*  
*tum, & alios*  
*de quibus ibi*  
*de adduon.*

rapport de feu monsieur Iosse par ladite Cour à Tholose en la seconde Chambre d'Enquestes le 25. Iuillet 1575. apres le procès auoir esté party és deux Chambres d'Enquestes & de party en la grand'chambre, feu monsieur Malard l'ayant ainsi remarqué en sesdites Memoires que nous n'aurions trouué impertinent adioulter icy.

CHAP. XXX.

- 1 Decret d'Empereur fort remarquable avec l'abus introduit par plusieurs creanciers aux siecles suiuaus.
- 2 Arrest du Parlement dudit Tholose, portant cassation des executions venans dudit abus, appelez communement par gäst & garnison.
- 3 Sans deue toutesfois & entiere cognoissance de cause, autrement & comment telle execution qu'on appelle des mangeurs permise.



Peine pourra on trouuer en & parmy les liures de la Iurisprudence vn decret d'Empereur plus remarqué, repeté, & comme inculqué<sup>a</sup>, que celuy  
 1 là par lequel on lit Cesar auoir respondu à celuy qui aduertit que s'il pretendoit auoir quelques petitions & demandes contre sa partie, pour le plus expediant & meilleur qu'il eust, qu'il poursuiuent & par Iustice ses actions, auroit vsé d'excuse, *se vim nullam fecisse: tu vim putas esse solum si homines vulnerentur: vis est extunc, quoties quis id, quod deberi sibi putat, non per iudicem reposcit*, qui auroit donné occasion à l'inhumanité & cruauté de plusieurs creanciers des siecles suiuaus, lesquels auroient prins au poit les mots dudit decret (*per iudicem*) en fraude, & contre l'intention d'iceluy, & cuidans par ce moyen s'exempter des priuations de leurs droicts qui y estoient non seulement cōminees, mais encores declarees pour peine par le mesme decret introduite, d'auoir

a l. extat. ff. quod vi aut metus caus. l. pen. ff. ad l. Iuliam de vi priuat.

FFF ij

& à ce que apres on metés maisons des debiteurs les mangeurs pour debtes, toutesfois le mesme susdit atteste & rapporte cela n'auoir lieu en cas de crime, & pour subterfuges du debiteur, ce que nous entendons tousiours par autorité des Iuges à qu'il appartient avec cognoissance de cause, ce que le susdit mesme dit du susdit Empereur, porter nominément en ces mots *per iudicem*, qu'est autant à dire avec deüie & entiere cognoissance de cause par sentence ou autre prouision & decret, dont on veoid que nostredite Cour n'auoit que suiuy les traces & vestiges de la droicte & equité dudit Parlement de Paris: & quant à ce qu'il est dit du crime & subterfuges des debteurs, le mesme autheur Chopin en allegue les Registres de ladite Cour à Paris du 22. May. 1402. premier Iuin 1416. 2. Octobre 1418. du dernier desquels il rapporte les mesmes mots suiuaus, deux Conseillers & vn Huissier enuoyez en garnison en la maison du general des Finances, pour le manger, par faute qu'il n'auoit payé les gages de la Cour, il allegue quant à ce apres vne Loy Françoisse de Charles le Grand du 23. Mars 1189. parlant ainsi *ut si Vuassus noster Iusticias non fecerit, tunc & comes, & missus, ad ipsius causas sedeant, & de suo viuant, quon/que Iusticias fecerint*: surquoy nous ne doutons pas que sur les occurrences que quand à ce pourroïent suruenir ladite Cour à Tholose n'y pourueust & ordonnast de telle sorte qu'en conseruant son autorité la Majesté qu'elle represente n'y fust apportee avec toutes marques qu'il y appartient, contre la desobeyssance & contumace de ceux qui plus luy doiuent de subiection & d'obeyssance.

---

## CHAP. XXXI

- 1 *Hypothese sur la coustume du retraict lignager.*
- 2 *Le terme donné de payer est comme vne diminution de prix.*
- 3 *Raisons de l'opinion pour les acheteurs en ladite hypothese contre les lignagers.*



**D**E V x personnages de robbe longue, que ie ne nommeray point & pour cause, auroient achete en l'annee 1561. de Antoine du Lyon & Beraude de Bauze mariez S. & Dame de Bel-castel certaines pieces de vigne & pré, pour le prix de 1200. liures dont furent payes<sup>1</sup> aux vendeurs six cens liures tournois en deniers contens, & pour les autres six cens liures, donne terme à payer à la charge que cepédant pour le profit d'icelles, lesdits acheteurs feroiēt de rente & pension annuelle à iceux vendeurs soixante liures tourmois qu'ils auroient assigné à leuer & prendre annuellement ausdits vendeurs iusques au payement entier de ladite somme de six cens liures sur tous & chacuns leurs biens avec obligations precises & accoustumees, dans l'an & iour apres dudit contract passé, & iceux acheteurs estants en possession reale & actuelle desdits biens, François de Blauat, qu' auparauant auoit espousé en premieres nopces Anthoinette de Bauze sœur à ladite Beraude, & dont y auoit enfans descendants dudit mariage fait sommer & requerir les mesmes acheteurs, pardeuant Notaire & tesmoins, luy vouloir faire reuente desdits biens, presente & consigne à ces fins realement ladite somme de six cens liures payees par eux de constant, & quant aux autres six cens liures restans, offre resumer l'obligation sur soy, & à ces fins affecter & hypotheker les biens dont estoit question, & ce comme proches parens, ainsi qu'il se disoit desdits vendeurs, & au moyen de la coustume de retraict lignager qu'il alleguoit & soustenoit es lieux où lesdits biens estoient assis, ce que luy estant refusé par lesdits acheteurs, il fait consignation en leur refus de ladite somme de six cens liures es mains de Guy de Bonefons sieur de Presques, qu'il amenoit avec luy avec le Notaire qui receust l'acte: & bien tost apres il fait assigner les mesmes acheteurs deuant le Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Martel par exploit libellé contenant les fins que dessus, defendant auquel en iugement sans autrement contester, pour n'entrer plus auant en procès avec personnage si chatouilleux qu'il estoit cogneu, fut fait offre par l'Aduocat desdits acheteurs assisté de leur Procureur, de luy faire la reuente desdits biens en payant l'entiere somme

de douze cens liures, attendu que pour les six cens restans ils estoient entrez en credit avec les vendeurs, & que tous leurs biens y estoient & demeuroident affectez & hypothequez à iceux, tant pour le payement du principal que rente cependant accordée: à quoy il replique qu'il offroit resumer en soy, & sur tous & chacuns ses biens presens & aduenir lesdites obligations & hypotheques, venue laquelle offre chose dite ou allguez au contraire nonobstât, les fins luy faisoient à adiu-ger avec despens: sur ce le procès appointé en droit, par sentence dudit Seneschal lesdits acheteurs son condamnés suiuant leur mesme offre à luy faire reuente desdicts biens en payant l'entiere somme desdites douze cens liures contenue au contract de vente, dans le mois autrement en defaut de ce, estoient relaxez des fins & conclusions d'iceluy avec despens: dont il releue appel en la Cour, où il bailla griefs fondez sur quelques pretendues nullitez concernât la faute des Iuges, qui n'estoient comme il pretendoit en nombre competent & requis par les ordonnances, & au principal outre les raisons qu'il alleguoit, venant toutes là, que par les offres que dessus qu'il auoit faites deuant ledict Seneschal, il satisfaisoit à toute indemnité & descharge des acheteurs, il pouuoit aussi desduire ce que ceux qui sur le point du droit, dont estoit question, auroient ailleurs amené pour ses intentions, sçauoir que le terme donné à payer estoit reputé pour partie du prix avec la charge de ladite rente cependant conuenue, comme toute autre conuention apposee au contract de vente<sup>a</sup>, & que par ainsi il n'estoit tenu rembourser & rendre le prix à termoyé, & que lesdits acheteurs n'auoient pas payé & desboursé: tellement que s'il estoit contrainct comme lignager, à payer toute la  
2. somme, il payeroit plus que lesdits acheteurs n'auoient fait, & luy toutesfois venant à estre subrogé en leur lieu, droit & place seroit fait, & se trouueroit de pire condition qu'eux pour autant que le terme donné de payer, est comme vne diminution de prix, les choses estans iugées moins vendues & à meilleur marché qu'on dit, pour les delais de payer<sup>b</sup>: & que au demeurant les susdits estoient comme autres acheteurs en pareil & semblable cas sans interets & aucune incomodité

*a* *Glo. in l. 1. ibi Cynus & Bald. C. de Cont. & empt. & per ea que not. à Traquell. in tracta. ret. ligna. §. 1. Glof. 18. num. 32. cum sequent. c. l. circa in quantitate §. in diem. l. quadraginta. §. ult. ff. ad l. falcid.*

a l. ex his l. si  
post perfecti  
C. de penul.  
in l. habita-  
tionem §.  
ante pretiū  
ff. de per. &  
cōmo. res vñd  
b l. in fidei-  
commissarijs  
ad sena.  
Trebell.  
cl. & vñd in  
2. responso de  
con lict. iur.  
l. si ignore ff  
famil. her.  
d Consil.  
caus. tram  
c. xlii. 46.  
Charondas  
esd. anno-  
tations es  
lieux cy  
dessus cot-  
tez sur les  
coustum.  
de Paris  
art. 10.  
cl. 2. in prin.  
cip. D. qui  
satisf. cogit.  
f Barr. Paul.  
Cast. &  
Francif.  
Aret. in l. si  
quis stipula-  
tus sit §.  
si quis stipu-  
latus D. de  
ver. oblig.  
§ sed & si  
per prætorem  
§. si scire D.  
ex quibus  
causs. maio. l.  
si servus D.  
quod vi aut  
clam.  
h l. si quis  
dñum §. id  
querit D.  
locat. l. si cre-  
ditores D. de  
prim. l. si redit.

le prix n'estoit rendu pour le tout, de ce que les biens ven-  
dus, pour la vendition desquels les mesmes acheteurs estoient  
& demeueroient encores obligez, estoient ostez & comme  
euincez sur eux, par necessité de la coullume<sup>a</sup>, & en conse-  
quence deliurez & deschargez de ladite obligation, pour la-  
dite somme restante dudit prix pour ladite vente, & que tout  
ainsi que l'heritier chargé de rendre par necessité de la Loy,  
est tenu ce faire & en rendant demeure deschargé de toutes  
debtes & charges qu'à raison de l'heritage on luy eust peu de-  
mander, lesquelles sont<sup>b</sup> transferees *in fideicommissarium*, au-  
tant en pouuoit estre dit au cas present, où les choses vendues  
par la necessité de la coustume estoient ostees aux acheteurs  
& transportees au lignager, qui entroit en la place d'iceux,  
& lesquels pour telle contrainte<sup>c</sup> ne deuoient souffrir dom-  
mage : qui sont en somme les principales raisons pour les li-  
gnagers en ceste question que Messieurs Tiraqueau & du  
Molin y auroient apportees, contre lesquelles & d'autres à suit-  
te d'icelles, lesdits acheteurs s'aydoient de l'opinion contraire<sup>3</sup>  
pour eux contre les lignagers, confirmans & soustenans l'opi-  
nion de Cepole<sup>d</sup>, en quelques-vns de ses Conseils Civils: se  
fondans principalement, qu'estoient obligez personnelle-  
ment pour le paiement du prix restant que dessus aux ven-  
deurs, & encores realement par l'hypothèque generale sur  
tous & chacuns leurs biens & qu'ils n'en pouuoient estre ac-  
quitez & deschargez par le retraict lignager, quoy que soit  
sans ouyr ny appeller lesdits vendeurs, qui auroient quant à  
ce le principal interest, quant ne seroit qu'au lieu des ache-  
teurs qu'ils auoient choisis, relléans & solubles, on les veut  
contraindre auoir pour debiteur<sup>e</sup>, vn lignager plaideur, pau-  
vre & de difficile conuention, dont leur dette en sera moin-  
dre & faict pire : nous scauons bien qu'on repliche à cela  
que les vendeurs en faisant la vendition deuoient auoir pre-  
ueu qu'elle estoit subiecte au retraict lignager, qui seroit sub-  
rogé en la place des acheteurs & fait leur debteur, & se de-  
uoient imputer telle faute<sup>g</sup>, pour raison de laquelle lesdits  
vendeurs ne pourroient empescher le retraict<sup>h</sup>, encores que  
eux mesmes interuinsent en l'acte d'iceluy, par protestation  
qu'ils

qu'ils n'entendent recevoir le lignager & debiteur: mais à cela pouvoit estre dupliqué que pour l'examen exact de ce, il faudroit tousiours ouir les vendeurs, mesmes où le differant se vuideroit par offres des parties sans autre cognoissance de cause, si autrement le lignager estoit de la qualité requise où bien l'estant si la coustume du retraict estoit telle és lieux où les biens dont estoit question estoient assis: Pour raison de laquelle ils puissent estre contraincts par ce qui sera dit cy apres & encores lesdits achepteurs passoient plus outre, qui estoit que les choses qui leur auoient esté baillees pour la cause de l'obligation, estant, à eux ostées, il ne demeuroit qu'une obligation vers ledit de Blauat preté du lignager, pour estre dechargez & indemnez, que ne suffisoit pour les inconueniens & accidens de procès, mesmes enuers luy, qui estoit assez chatouilleux, les deniers presens ayans beaucoup plus de force que l'action pour les recouurer: Et où les cautions telles<sup>a</sup> que aucuns ont esté d'aduiz en ceste hypothese estre baillees par les lignagers aux achepteurs ne suffiroient, d'autant qu'il faut<sup>b</sup> que ces achepteurs soient du tout indemnez: & toutesfois demeurans obligez, la caution ne les en deschargeroit, <sup>c</sup> leur estant beaucoup plus assésuré & commode de recevoir l'argent s'estans les vendeurs assésurez à iceux achepteurs, que d'auoir recours à la caution. Et ainsi auoir esté iugé par diuers Arrests de la Cour de Parlement à Paris, Atteste ledit Charondas és lieux cy. dessus à la marge cottez:<sup>d</sup> Outre ce dessus les Coustumes chargent & obligent les lignagers, voulans retirer, rendre le prix des venditions sans distinctions, si le prix est payé ou non, dont nous n'y deuons y adiouster ne faire telle distinction: Comme en cas pareil <sup>e</sup> la loy dict que nous ne pouuon chercher si le prix est payé ou non: Mais encores ayans esté aduertis lesdits achepteurs que ledit de Blauat demandeur n'estoit de la qualité requise, & par luy preté du de proche lignager desdits vendeurs, en la quelle de son chef il procedoit, & qui estoit encores plus qu'és lieux où les biens dont estoit question estoient assis, on n'auoit iamais entendu ny sceu que la Coustume du lignager eust eu lieu ny eust esté gardee ny pratiquée, iceux achepteurs auroient impetré lettres venans en cause pour estre restituez en entier enuers les offres susdictes

*a Masuer. in*
*tit. & vñ. in*
*§. si aliquis*
*b Iuxta. l.*
*debet & cum*
*aut. §. Qua-*
*re. ff. de E-*
*del. edict.*
*c. l. si cui legi-*
*tur. §. ff. de*
*l. §. l. cogn. §.*
*si Pater ad*
*senat. Trib.*
*l. qui ita in-*
*stitut. §. 1.*
*D. cod. tit.*
*d. Esdites*
*annotatio*
*art. 20. sur*
*les Cou-*
*stumes de*
*Paris.*
*e. l. de Pro-*
*rio. D. de pu-*
*blic. in rem*
*actio.*

GGg

par eux faictes, & receus à cōtester lesdites qualitez & coustumes esdits lieux: Sur lesquelles venans en ladite cause d'appel auroit esté conclud & la clausiō surce ioincte au principal qui auoit esté appoincté en droit cōme en procès par escrit quelque temps auparauant: & en fin par Arrest du 1562. au rapport de feu Mr Raugouze, sans auoir esgard ausdictes lettres, l'appellation & ce dont auroit esté appelé mis au néant lesdits acheteurs auroient esté condamnez à faire la reuente audit Blauat des biens susdits dont estoit question, en payant la somme de six cens liures payee de cōptant & loyaux cousts pour l'autre somme restante & non payee; iceux biens vendus declarez affectez & hypothequez; ensemble pour ladite rente ce pendent accordée, & iusques au payement d'icelle à ceux qui estoit deuë & appartenoit. Et en outre auroient esté condamnez aux despens de la cause: Si cest Arrest peut & doit estre tiré en consequence avec les circonstances que dessus, & sans ouir ny appeller les vëdeurs principaux iugeront ceux à qui il à partiendra.

---

#### CHAP. XXXII.

- 1 *Autre hypothese en matiere dudit retraiēt lignager.*
- 2 *Sentence premiere du Iuge ordinaire sur ladite hypothese pour le demandeur, contre le defendeur.*
- 3 *Les Iuges subalternes ne peuvent mettre requestes ny autres pieces au sac.*
- 4 *Autre sentence du Seneschal confirmative en effect de ladite premiere sentence.*
- 5 *Fils de famille peut agir & conuenir en retraiēt lignager. & les causes & raisons pourquoy, & comment.*
- 6 *Renuoy à Monsieur Tiraqueau.*
- 7 *Resolution dudit Tiraqueau avec la response aux fondemens au contraire.*
- 8 *La procedure cassable faicte contre vn mineur non pourueu de curateur, mais non pas si elle tend au profit dudit mineur.*



**I**EAN Cabanes Bourgeois de la ville de saint Cere au Viscomté de Turéne en Quercy, le dixhuitiesme Mars mil cinq cens nonante, tant en son nom que de Ieanne de Coudamine sa femme à laquelle promet faire ratiffier toutes & quâtesfois qu'il en sera requis, vend & transporte à perpetuité à Iean Breu, dit Brardou du Puy du Chasteau dudit saint Cere present stipulant & acceptant vn pré assis au terroir de Cantesperp autrement Darraqui à plain designé & confronté en l'instrument sur ce passé prins & receu par main de Notaire publique, sauf audit Cabanes venditeur sur ledit pré douze deniers tournois de rente annuelle, moyennant le prix de quatre vingts deux escus à raison de trois liures pieces illec payees realement, avec les obligations & autres clauses accoustumées, apres lesquelles y estoit dit que parce que ledit pré estoit des biens appartenans à ladite de Coudamine iceluy Cabanes son mary, l'en voulant recompenser au lieu d'iceluy pré luy subrogeoit 20. iournees de vigne à les prendre sur vne sienne vigne, y aussi entierement designee & confrontarion desquelles 20. iournees ledit Cabanes venditeur promet luy en faire la distraction & reale deliurance, & où ladite de Coudamine ne se voudroit contenter desdites 20. iournees de vigne au lieu dudit pré, iceluy Cabanes auroit voulu que lesdites mesmes susdites 20. iournees de vigne soient & appartiennent audit Breu à perpetuité au lieu du pré dessus limité, & ce sous mesmes deuestitions & autres clauses accoustumées, ladite vente estant ainsi faite, ledit Breu acheteur iouyst dudit pré au moyen du susdit achapt sans autre ratification, consentement ny declaration de ladite de Coudamine, laquelle quelque long temps apres & en l'an 1597. pardeuant ledit Iuge ordinaire dudit S. Cere ou son Lieutenant, approche en iugement ledit Breu en vendication de sondit pré cōme tanancier & occupateur d'iceluy, lequel allegue engarieur ledit Cabanes son mary qui le luy auoit vendu, au fins qu'il fust tenu faire ratiffier sa femme cōme il s'estoit obligé, ou biē faire cesser l'action d'icelle en la rēdant taisante, ou biē en tout cas qu'au moyē de l'actiō de sadite femme il fust tenu faire delaissement dudit pré, qu'iceluy Cabanes au lieu d'iceluy luy laissast la possēssiō vui de desd. 20.

iournees de vigne, qu'au lieu dudit pré, il luy auroit venduës, lequel Cabanes se cognoissant lezé & deceu outre moitié du iuste prix en faisant ladite vente, auroit eu recours à la Chancellerie de Tholose, & d'icelle obtenu lettres aux fins que ledit Breu fust tenu luy rendre ledit pré, en luy rendant le prix principal porté par ladite vête, si mieux il n'aymoit supplier le iuste prix desdites lettres en datte du 14. May 1597. auxquelles ledit Breu cōtestoit la lesion, & par ainsi tendoit à fins de non recevoir, & où receuable seroit, qu'ils deuoient estre appointez en leur faits contraires, ainsi ledit Iuge l'ayant ordonné, & au surplus que ledit Cabanes auoit promis en faisant ladite vente, faire ratifier ladicte de Coudamine sa femme, ce qu'il n'auroit fait, qui auroit esté cause qu'il auroit aussi requis qu'il fust condamné la presenter pardeuant Notaire & tefmoins aux fins de ladite ratification, surquoy narré simplement ce que dessus, & presque en mesmes termes le 14. d'Auril 1598. lesdites parties & ladite de Coudamine deuëmēt autorisée de sondit mary dudit procès & differant, seroient venus à tel accord qu'il prendroit fin, & que ladite de Coudamine ratifieroit & approueroit comme auroit ratifié, & approuué par mesme acte ladicte vente par ledit Cabanes sondit mary faite du susdit pré, & que ledit Cabanes consentiroit comme auroit consenti qu'il fust desmis de son impetration & sans despens, & que de tant que ladite de Coudamine demouroit aduertie que sondit mary auroit vendu audit Breu au lieu dudit pré ladite vigne dessus confrontee, à ce moyen declaroit ledit Cabanes qu'il vouloit & entendoit que ladite vigne appartint en propriété à ladite de Coudamine, laquelle s'en seroit contentee, & ladite vigne acceptee comme equipolant audit pré & dauantage: & en outre que le susdit pré appartiendra & expectera à perpetuité audit Breu & aux siens, & que lesdits de Cabanes & de Coudamine vendront, cederont comme par mesme acte, vendent & cedent audit Breu toute plus valluë, droit & action qu'ils auoient & pouuoient auoir audit pré, moyennant la somme de quarante escus fol, reuenants à six vingts liures tournois, que lesdits Cabanes & Coudamines ont receu realement, tout ainsi qu'il estoit porté par le contract sur ce passé, les an & iour.

fusdits, avec les obligations, renonciations & autres clauses accoustumées, & au cas requises, seroit aduenu apres que Pierre Cabanes fils des fusdits, maieur de vingt ans, mineur toutesfois de vingt cinq, auroit approché en iugement ledit Breu tenancier & acheteur dudit pré, pour en vertu de la coustume de retraict, lignager, obseruee & gardee comme il estoit notoire en la Chastellenie de saint Cere, dans laquelle ledit pré estoit assis & venant dans an & iour, dans lequel il estoit, pour l'assignation donnée à ces fins audit Breu tomber au troiziesme d'Auril 1599. auquel pardeuant ledit Iuge, ledit Cabanes en default dudit Breu, auroit prins ses conclusions audit retraict, & consigné realement la somme de six vingts deux escus vn tiers, tant pour le prix principal que loyaux cousts, es mains du depositaire duquel il luy auroit esté pourueu par ledit Iuge, & ledit Breu assigné pour la secōde fois auroit prins delay à deffendre à la demande par ledit Cabanes baillee, non seulement vn mois mais deux ou trois, & en fin il auroit tendu à fins de non receuoir par ledit demandeur n'estre venu dans l'an & iour du premier contract pour le dernier n'estre autre & nouveau, ainçois confirmatif d'iceluy, & s'il y auoit retour d'argent, ce auroit esté aux fins qu'il se rachetast de vexation & procès, debatant au surplus l'assignation à luy donnée de nullité, de ce mesmement que n'auoit esté faite à personne ou à domicile, ce qu'estant conuaincu au contraire par ladicte assignation par notorioté de stile de la Cour ordinaire dudit Iuge trouué bonne & soustenable, y a ordonnance dudit Iuge du second de Iuin 1601. que sans auoir esgard aux nullitez desdites par ledit Breu ny à ces fins de non receuoir desquelles il estoit desmis, qu'il defendroit dans la huiétaine, aduenant laquelle ledit Breu auroit produit ses deffences, & icelles ledit Cabanes apres ses repliques: tellement que le procès clos & appointé en droit par sentēce diffinitive dudit Iuge du 29. de Mars 1602.

2. ledit Breu est condamné faire la reuente du susdit pré audit demandeur en luy rendant la somme principale, & decoustemens dans huiétaine avec despens & restitution de fruiſts depuis le iour de la consignation intimee ledit iour, par Jean la Borie Sergent, qui sont les mots en propres termes de la

dispositiue de ladite sentence de laquelle appel releué pardeuant le Seneschal du Viscomté de Turenne ledit Breu à faute de porter le procès se laisse aller par congé, & de l'appel d'iceluy dudit Breu au lieu d'en demander le retraictement pardeuant ledit Iuge Seneschal, il y a instance introduite pardeuant ledit Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Martel, en laquelle ledit Breu est dit appellant dudit Iuge ordinaire de saint Cere & dudit Seneschal de Turenne d'une part, & Pierre Cabanes appelé d'autre, où tant procedé, qu'estant conclud en l'appel, ledit appellant produit griefs, & ledit appelé responses à iceux: iceluy appellant presente requeste le neufiesme d'Aoust mil six cens deux, tendant à ce qu'attendu que ledit Cabanes estoit mineur & fils de famille toute la procedure qui auoit esté faite fut cassée, & iceluy Breu relaxé des fins & conclusions contre luy prinſes, laquelle requeste auroit esté responduë qu'elle seroit mise au sac, appointment extraordinaire par vn Iuge subalterne appartenant seulement aux Cours souveraines, pour en iuger & ordonner ainsi, & encores par le reiglement des mercuriales de ladite Cour à Tholose, quand il y a pertinence de faits, les parties renuoyables pour les contester pardeuant le Greffier, ladite pertinence cependant avec les iugemens sur ce de ladite requeste en demeurant & appartenant à la Cour, toutesfois l'erreur commune quelquesfois faisant le droit & vne erreur aussi cōmun passant la plus-part par ne ſçay quelle passade de donner au principal visant au but pour ne plonger les parties en plus grand procès, par sentence dudit Seneschal du mesme iour neufiesme que dessus, que ladite requeste auroit esté presentee, auroit esté dit sans auoir esgard à la cassatiō requise par ledit Breu (il eust esté plus tollerable sans auoir esgard à ladite requeste pour la formalité seulement) qu'il auoit esté bien iugé par lesdits Iuges, mal & sans grief appelé par ledit appellant, ordonné que ce dont auoit esté appelé sortiroit son plein & entier effect avec despens de l'appel neantmoins en tant que besoin seroit aussi ordonné que ledit Cabanes se fera autoriser à son pere de la poursuite ja faite ou qui reste à faire au present procès, autrement à faute de ce, tenu pour authorisé qu'e-

estoit vne clause telle que la derniere qui venoit à mal examiner l'action intentee par ledict appelle deuant le Iuge *quo*, & comme confondre & quasi corrompre la condamnation sur ce ensuiue, toutesfois n'en y auroit eu appel pour ce regard dudit appelle, le seul appellant portant tousiours visage de mal content, en auroit releué appel & exploicté en iceluy, où le procès porté, ledict Breu se seroit rendu impetrant lettres Royaux pour estre receu à conclure comme appellant de la sentence dudit Iuge du second de Iuin 1601. & demander la cassation de toute l'entiere procedure faicte par ledit Iuge, tant par voye d'appel qu'autrement, sur lesquelles lettres conclud ensemble sur ledit appelle avec d'Ardalhou Procureur en la Cour, & curateur donné aux causes dudit Cabanes appelle & defendeur sur le iugement, venoient à estre examinees les difficultez suiuant que les Aduocats & conseil des parties, auoient proposees & à pleine voyle mises au vét, l'une sur la personne dudit Pierre Cabanes appelle, à scauoir mon si estant mineur d'ans, fille de famille, & en puissance de pere, il pouuoit agir audict retraict lignager & recouurer par ce moyen les biens vendus par ses pere ou mere, sans l'authorisation de sondict pere, ou pour le moins provision de curateur en la cause, surquoy bien qu'il semblast tel & semblable fils de famille, ne pouuoir aucunement agir audict retraict, pour les biens ailleurs vendus par son pere, pour de droit tout ce qu'il acquiert ou peut acquerir venir & estre acquis au pere, les biens par lequel vendus & alienez tombez par ce moyen derechef en ses mains, puissance & seigneurie: toutesfois par ce que le susdict fils de famille est admis & receu de son chef & droit propre audict retraict, il vient par consequent acquerir les biens pour luy au moyen dudit retraict, recouurez à son profit & aduantage: car venant de son droit propre, il peut faire casser & rescinder le faict du pere<sup>a</sup>, ne venant pas seulement comme fils, mais encores comme plus prochain<sup>b</sup> & ores que de l'argent & deniers propres du pere les biens soient racheptez, nonobstant ce les biens estants &

<sup>a</sup> l. si fundum  
 suum C. de  
 rebus alien.  
 non aliena.  
<sup>b</sup> Argu. l. si  
 coheredi §. si  
 lius non solus.  
 ff. qui erdo in  
 bono poss. ser.



appartenans au fils <sup>a</sup>, ainsi qu'au retraict dont est question l'auroient nommément escrit & tenu plusieurs, & des plus signalez Interpretes du Droit amenez par monsieur Tiraqueau és lieux à la marge cottez, le pere mesme achepteur au nom de son fils estant censé luy donner les biens ainsi acquis au nom d'iceluy dict fils, luy estre & appartenir comme *precipus in iudicio familie heriscunde* <sup>b</sup>, iusques à ne pouuoir estre pretendu vsufruit par le dit pere, lesdicts biens n'estans auentifs pour <sup>c</sup> iceux tel, & semblable vsufruit au profit du mesme pere pouuoir escheoir & moins profectifs, ores qu'on puisse presupposer & pretendre estre venus audict fils de la substance faict & poursuite du pere, le fils les pouuant auoir, eux d'ailleurs non comme fils seulement, mais comme autre plus prochain lignager <sup>d</sup>, d'où vient que les heritages ainsi retirez par retraict lignager au nom de l'enfant luy sont propres & patrimoniaux, ainsi qu'auroit esté iugé par plusieurs arrests de la Cour de Parlement à Paris, & iusques là, que le pere n'en peut disposer au preiudice de son dit fils, qui sera bien receuable à les vendiquer de ceux qui les auront achetez de son pere, comme ledict Charondas ailleurs <sup>e</sup>, atteste par arrest de la Cour de Parlement de Paris du quinziesme Iuillet 1578. & de mesme auoir esté dit par autre arrest de Paris du 7. Septembre 1579. lesdits Charondas <sup>f</sup> & Chopin <sup>g</sup>, rapportent en quelque part tellement que par là, est communément inferé que le fils sabstenât de l'heredité paternelle peut neantmoins retraire les choses par son pere vendues & subiectes audict retraict <sup>h</sup>, soit qu'il soit en puissance dudit pere, ou bien emancipé <sup>i</sup>, qu'auroit faict que l'acte d'emâcipatiō qu'on disoit auoir esté faict en ladite instance par le pere dudit Cabanes demandeur, fust-il deuant ou apres la sentence dont estoit l'appel, ne venoit en grande consideration pour le iugement de l'hypothese dont estoit question, de laquelle ledict sieur Tiraqueau entre autres auroit commis *in indiuiduo* és lieux que dessus traictee & examinee la question <sup>k</sup>, ce qu'il auroit faict doctement & copieusement à son accoustumee non sans s'aignir en passant contre monsieur Chassance, lequel en ses Cōmentaires sur la coustume de Borgoigne l'auroit conclud

à la

a l. si ex ea C. de uindicta l. i. l. mancipia l. multi C. si quis alteri vel sibi. b Ludo. Roma. in auth. ex testamento Et in l. illud C. collat. & consi. 469. Paul. Cassr. in l. cum oportet in prin. C. de bo. qua liberis copiose Tiraqu. de re tract. ligna. §. 1. glo. 9. nu. 61. l. filiacius C. fam. l. heris. d Arg. l. pro fectus. §. si pater ff. de inue dor. e sur les coust. de Paris art. 139. f Charondas liur. 3. chap. 101. de scilicet resp. g Chopin sur les coust. d'Anjou liu. 3. tit. 5. art. 13. h Arg. l. filij hereditate ff. de iur. patrō. i l. ut iuris inuad. §. ff. de oper. lib. k d. Glo. 9. num. 58. l. Tit. de re tract. §. 1. Glof. 2. penul. quasto.

à la negative, abbatant par mesme moyen le principal fondement d'iceluy, parlant seulement du fils de famille, sur lequel tant pour iceluy que fils emâcipé, ledit Sr Chassanee venoit à appuyer son fondement, & par là cōclure que le fils de famille quand il seroit bien emâcipé, n'ayant ny possédant aucuns biens: parce que ses pere & mere vivent encores, & ne luy est obuenu d'ailleurs autre chose, & peut-estre qu'il est encores enfant & impubere: mais le pere comme son administrateur, ou bien le mesme fils, ou autre à son nom, veut retraire l'heritage par ledit pere vendu, ainsi que se fait ordinairement, & pouuoit estre pretendu & presuppōsé au faict que dessus, comme nous cognoissans les parties n'en doutons pas, ne le pouuoir toutesfois faire, d'autant que par ce moyen le fils n'ayant d'ailleurs pour suppleer au prix principal & loyaux cousts, moyēs d'y satisfaire sondit pere s'opposant, son nom aux fins que indirectement & le nom d'autrui emprunté face & pour-  
suiue: ce qu'il ne peut directement & à son nom faire contre ce qui est ailleurs de Droit Escrit, & inferé de droit és lieux à la marge cotez <sup>a</sup>, Ce que pour resolution ledit Tiraqueau dict pouuoir proceder si l'acquisition au moyen de ladiete

7. Coustume estant faicte par le fils des deniers de son pere, estoit & venoit totalemēt & solidairement ainsi que de droit commun, <sup>b</sup> au profit & patrimoine d'iceluy pere: mais qu'au moyen de ladiete Coustume n'est aucune chose acquise audit pere, tout le profit & aduantage en appartenant audit fils, au nom, fortunes & peril duquel ladiete acquisition est faicte, ainsi que nous auons cy dessus touché, marquez & annotez les Autheurs au marge: A quoy peut estre adiousté quant aux deniers, au moyen desquels ledit retraict est faict, encores que donnez par ce moyen par le pere à sondit fils, n'estre toutes-  
fois du pere, & moins luy estre acquise aucune somme, ny aucune autre chose y appartenant, parce <sup>c</sup> qu'Accurse auroit en quelque part enseigné: Sçauoir que quand l'obligation descend immediatement du pere au fils ne peut estre reac-  
quise audit pere, bien qu'autrement fust quand seroit proce-  
dee d'ailleurs: Ce qui seroit approuué & cōfirmé par la com-  
mune doctrine & approbation des Interpretes du Droit: & ainsi sçauoir le fils de famille, ou son pere à son nom, pouuoir

<sup>a</sup> L. qui in  
seruitutē. ff.  
de bo. libert.  
& Glo. not.

in l. Diui  
fratres in  
princip. super  
verb. fuisse.  
ff. de iure  
patro.

<sup>b</sup> L. cum o-  
portet in  
princ. C. de  
bo. qualibet.  
Corneli cō-  
sil. 235. li. 1.

<sup>c</sup> G. o. in l.  
frater à fra-  
tre in Glo.  
mag. ad fide-  
cond. iudic.

H H h

retraire les biens par le mesme pere vendus nommément, & en l'hypothese où nous sommes: ledict sieur Tiraqueau rapporte vn docte personnage qu'il nomme auoir tenu en vn sien Conseil mis entre les Conseils dudit Chassanee, & apres celuy qui est cotté en nombre 23. où il reprend signamment ledit Chassanee, ayant consulté & enseigné le contraire au lieu cy dessus cotté, attestant particulieremēt que le mesme Chassanee auoit esté de son aduis & suiuy iceluy: mais qu'apres en faueur d'un sien amy il vint à consulter & deliberer au contraire: neantmoins qu'apres venant à mettre au iour seldicts Commentaires sur lesdites Coustumes, ne se seroit osé desdire, & auroit eu comme crainte suiure la plus vraye & asseuree partie, pour laquelle ledit Tiraqueau és lieux que dessus vient puis apres à conclure<sup>a</sup> le pere administrateur de son fils, encore qu'impubere ou en sa puissance, ou bien autre son curateur en son nom, & encores luy-mesmes pouuoit retraire par ladiēte Coustume les biens par le mesme pere vendus ou autres leurs prochains & parents, & que de mesme est porté par la Coustume de Bordeaux: <sup>b</sup> Et par là semble estre & demeurer satisfait quant à ce à ladite premiere difficulté: Car pour le regard de la prouision de curateur, bien que le Seneschal y eust voulu tellement pourueoir par la queuē de sadiēte sentence, en ordonnant que le pere l'autoriseroit. Cela de soy-mē n'estoit suffisant, si d'ailleurs il eust esté besoing & necessaire, mais il ne l'estoit point, parce que la procedure, dont estoit demandé la cassation pour defect de curateur, tendoit au profit dudit Cabanes demandeur, & par ainsi non subiette de chef à cassation, comme il eust esté si elle eust tendu contre luy & à son defaduantage, & si ledit retraict eust esté pretendu & demandé contre luy, n'estant nouueau és affaires & instances qui se demenent, contractent & poursuyuent avec pupilles & mineurs de leur costé, & à leur profit tenir & valoir, contre eux nullement: Tellement qu'en contract d'achapt & vente celuy qui achapte leur demeure obligé, eux au contraire nullement, suyuant ce qu'on dit communement les contracts faits avec pupilles & mineurs boiter & clocher: <sup>c</sup> Mais c'est assez pour ce Chapitre, nous reseruerons le reste au suyuant.

<sup>a</sup> num. 73.

<sup>b</sup> Tiltre de  
retrait arti-  
cle 10.

<sup>c</sup> Iulianus  
si quis à pu-  
pillo. ff. de  
actio. exēpt.

C H A P. XXXIII.

- 1 Si en ladicte hypothese ledit demandeur estoit receuable à retraire n'estant venu dans l'an & iour du premier contract, ains seulement dans l'an & iour du dernier portant ladite ratification.
- 2 Differences entre le mandat & ratification d'iceluy.
- 3 Statuts ou coustumes sont & viennent à interpreter à la verité & proprement.
- 4 La contrariété des arrests alleguez en passant examinee.



- O I C Y vn autre & aussi grand' difficulté, & qui semble à la verité auoir mise la coignée à la racine, scauoir si presupposee l'habilité dudit Cabanes demandeur, pour pouuoir retraire le pré dont estoit question, n'estant point venu toutesfois dans l'an & iour du premier contract, ains seulement neuf ans apres iceluy, il pouuoit & estoit receuable à y venir dans l'an & iour dudit dernier contract portant la ratification faicte par ladicte mere? surquoy il sembleroit que le temps du premier & principal contract viendroient seulement en esgard & consideration par ceste reigle vulgaire, par laquelle redigee au corps du Droit, il est dit la ratification estre portee en arriere, & estre equiparee au mandat & procuration, par ainsi venir à regarder la datte d'icelle <sup>a</sup> & que d'alleguer cela se faire par fiction, & non à la verité, nous pouuons dire avec vn docte personnage cela appartenir, *ad minutias iuris, nihilque interesse, quantum ad efficaciam & rei consecutionem, quis vel ex mandato vel ex* a l. licet ff. de iudic. c. rati-  
habitione de  
regul. iur. li.  
6. late Tira-  
quell. tracta-  
de retract. 5.  
1. Glos. 102.  
num. 61.
- 2 *ratificatione obligatus sit*: toutesfois bien que ce dernier puisse estre veritable en plusieurs points & endroiets, en d'autres plusieurs il y a grand & beaucoup de difference entre le mandat & la ratification d'iceluy, qu'ainsi soit la ratification n'est retiree où rejettee en arriere iusques audit mandat au preiudice d'un tiers tel que nous pouuons en l'hypothese cy dessus

**a** Arg. l. si dire estre le dit Cabanes demandeur <sup>a</sup>, & cela est comme vni-  
 versel & general, *ut cum aliquid retrotrahitur, intelligatur in preiu-*  
*dicium eorum qui actum faciunt, non aliorum*, comme il est pleine-  
 ment specifié par le sieur mesme Tiraqueau, és lieux que des-  
 sus, & dauantage la ratification n'estoit portee en arriere que  
 par fiction, & non par la verité, ainsi qu'a esté dict dessus,  
 & la plus grand part de nos Docteurs & Interpretes de Droit  
 tenans & assurens, & semblable fiction n'auoir lieu, *nisi ubi*  
*adeſt equitas* <sup>b</sup>, qui pourroit nier icy, qu'au lieu d'equité il n'y  
 interuiſt vne grande & patente iniquité, si quand peut estre  
 le Seigneur propriétaire, au nom duquel les biens sont ven-  
 dus, venant à ratifier le contract qu'auparauant auoit esté  
 passé, vn iour seulement auant l'an d'iceluy le plus prochain  
 lignager n'auoit qu'un iour tant seulement, ou bien l'autre  
 suiuant aux fins de son retrait pour les biens vendus, car de-  
 uant il ne l'eust peu, tant parce qu'il n'auoit encores vendu,  
 que parce que la demande du retrait l'eust peu retirer de ra-  
 tifier, ou bien s'il l'eust voulu & fait apres l'an, il seroit par ce  
 moyen en sa puissance faire fraude à la coustume, & en esclor-  
 re entierement le retrayant: joint que ce seroit vne ouuer-  
 ture pour frayer le chemin à mille fraudes & tromperies, tant  
 contre ladite coustume que les prochains lignagers, voulans  
 iouir du benefice d'icelle: dont ils seroient frustrez & priuez  
 par ces moyens obliques & indirectes, n'ayant par consequent  
 aucun fondement de raison & Iustice, principalemēt & pour  
 autant que les statuts ou coustumes sont & viennent à Inter-  
 preter à la verité & proprement, & par ce moyen fiction en  
 aucune chose n'y peut escheoir, la pure verité des choses y e-  
 ſtant considerable <sup>c</sup> toute impropriété secluse qu'autrement <sup>3</sup>  
 par fiction est induite <sup>d</sup>, d'où vient à estre inferé qu'en ma-  
 tiere, dont nous agissons iceux parlans & s'entendants d'une  
 vente ou equipolant à icelle faite par vn autre, pour les plus  
 prochains lignagers y estre admis, deuoir estre entenduë pro-  
 prement, ou plustost rapportez veritablement, eu esgard au  
 temps que par ladite ratification, la vente vient à sortir son  
 plein & entier effect, & non à autre temps auquel ladite ratifi-  
 cation est ie ne ſçay par quelle fiction reculee & comme re-  
 jettee en arriere, dont non sans cause feu monsieur Ferron

**e** Barto. in  
 l. si u. qui pro  
 emptore ff. de  
 usucap. in 3.  
 quast. prin-  
 cip. Tiraq.  
 ubi supra  
 num. 70.  
**d** l. lege.  
 Cornelia ubi  
 Bald. ff.  
 C. de testa.



en ses Commentaires, sur les Coustumes de Bordeaux en passant, & comme n'y faisant doute vient à cōclure en ces mots, *porro vendita re nomine alterius, qui ratam emptionem debeat habere, eo post mensem ratum habente, ab eo tempore, quo ratum habuit, retrahitur locus dicendum* <sup>a</sup>, & par là peut estre claire & tresparrent la droicturiere Iustice des arrests de la Cour de Parlement à Paris, l'un à l'autre prononciation solemnelle du premier iour d'Auril avant Pasques 1560. par lequel auroit esté dit en mesme hypothese que dessus, la vendition ne pouuoir estre estimee parfaite & irreuocable, sinon du iour du consentement de la femme, & sadite ratification: & partant quelque temps qu'il y eust que la vendition fut faite, le lignager bien receuable dans l'an de ladicte ratification, parce que seulement dudit iour est reputee faite, & lequel arrest ledit Charondas n'auroit oublié <sup>b</sup>, ny aussi ceux qui dernièrement auroient augmenté le Recueil dudit Papon, arrest 33. l'autre dessusdit donné en audience le 4. Decembre 1578. en confirmant la sentence du Seneschal d'Anjou, ou son Lieutenant à Angers, & par lequel entre les parties y nommees aussi rapporté par ledit Charondas <sup>c</sup>, attesté & tesmoigné par le docteur Chopin, entre les parties mesmes qu'il nomme sur les coustumes d'Anjou, par lequel, dès l'an 1555. il rapporte qu'un mary ayant vendu l'heritage de sa femme, à la charge de la faire ratifier, l'achepteur ayant iouy, tant du viuant du mary que depuis son decez, sans faire poursuite pour ratifier ledit contract & sans estre aucunement inquiet iusques en l'an 1576. que les enfans dudit vendeur voyans ne pouuoir rentrer audit heritage, à cause de la longue possession de l'acheteur, font ratifier ledit contract par leur mere, & signifier ladite ratification à l'acheteur, lequel lesdits enfans font incontinent adiourner en retraict lignager, qui sembloient n'estre receuables, tant parce qu'ils estoient heritiers de leur pere, & par ce moyen garents de la vendition & promesse par luy faite, que à cause de la longue iouissance de plus de 20. ans dudit acheteur, qui n'auoit poursuiuy ladite ratification, d'autant que elle n'estoit necessaire, parce que leur mere n'eust peu apres dix ans entre presens, & depuis le decez de sondit mary faire poursuite pour la propriété dudit heritage. ce neantmoins

<sup>a</sup> Arg. l. si pupilli. §. idē aut si Titii ff. de neg. gest. Accurf. in l. si pecuniam super verbo actionē circa finem & ibi Bald. Salicet C. de neg. gest.

<sup>b</sup> liu. 2. de ses respōses ch. 76.

<sup>c</sup> liu. 7. de feld. resp. chap. 35.

<sup>d</sup> lib. cap. 81. num. 1. in fi. au marge.

lesdits enfans par le mesme arrest auroient esté declarez bien receuables à ladite demande, fins & conclusions au susdit retraict lignager, & ce d'autant comme le mesme Charondas raisonne que la ratification qui estoit promise par ledit mary dependoit de la volonté de la femme, qui la pouuoit faire quand bon luy sembleroit, mais parce que l'heritage luy appartenoit, & non à sondit mary, l'acheteur qui sciemment auoit acheté chose d'autrui, & à cause de ce stipulé ladite ratification ne pouuoirestre dit vray sieur & incommutable, sinon du iour de ladite ratification, & consequemment l'an du retraict lignager n'auroit peu courir que dudit iour, & ce sans auoir esgard à ladite prescription, tant par ce que dessus, que parce que les actions personnelles, comme est celle de retraict lignager n'estoient subiectes à telle prescription, tout ainsi que le mesme Charondas auroit, & fort bien à propos, remarqué es lieux cy dessus cottez, pour l'euidence de la Iustice dudit arrest, contre laquelle toutesfois tout au rebours en l'hypothese susdite par arrest, la Cour de Parlement à Tholose le 27. de Iuin 1603. faisant droit sur ledit appel & lettres auroit mis l'appellatiō, & ce dont auroit esté appelé au neant, relaxé ledit Breu des fins & conclusions par ledit Cabanes contre luy prinſes & sans despens: nous n'auons pas fait doute de la reformation de la sentence dudit Seneschal pour quelques formalitez cy dessus remarquees, mais quant au principal, voila des arrests diametralement contraires de la premiere & seconde Cour des Parlemens de nostre France, & ceste-cy encores au pais du Droit escrit où elle sied, dite & nommee communement la protectrice d'iceluy, mais 4  
 quelles des deux en cet endroiect, auroit mieux & plus equitalement rencontré, ceux à qui il appartient en feront le iugement: tant y a que les hypotheses sur lesquelles ils seroient interuenus, n'auroient pas esté peut estre si pareilles & esgalles en leur individu qu'on appelle, qu'il n'y ait eu quelques circonstances en l'une qui ne se trouuoient & rapportoient en l'autre, tout ainsi qu'en ceste cy qu'auroit esté iugée en dernier lieu par nostredite Cour quelque defect d'assignation, venant à escheoir le iour mesme de l'an de ladite signification sur lequel on pourroit auoir incliné à la decisiō d'iceluy.

sans auoir esgard à la purgation dudit defaut, qu'on faisoit sur le stile ordinaire de la Cour du Iuge, pardeuant lequel l'action auoit esté intétée, à laquelle purgation n'auroit esté eu aucun esgard, bien qu'au plus fort & au fonds de la cause, la question susdite & principale debatue à plein fonds par le conseil de l'une & l'autre des parties: tant y a que s'il falloit iuger la question en termes generaux, nous suyurions le preiugé de la Cour de Parlement de Paris.

---

C H A P. XXXIII.

---

- 1 *Autre hypothese en laquelle l'an & le iour, court sans doute du iour & contract passé par le mary, sçauoir quand comme Procureur de sa femme par procuration inseree en l'acte il auroit contracté & sadite femme longuement apres, & hors l'an & iour susdit ratifié.*
- 2 *Fondements de ce dessus.*
- 3 *Renuoy faict à Chopin & Robert, doctes Aduocats de Paris.*



I toutesfois lescites Cours demeurēt, & sont trouuees contraires sur le point susdict de l'an & iour dudit retraict lignager à les prendre, sçauoir du iour de ladite vente, ou bien & plustost de la ratification, lescites deux Cours (qui faisoient dés le commencement tous les Parlements de la France) ne seront trouuees & moins demeureront telles, au iugement & decision de l'hypothese en laquelle le mary, tant pour luy que comme Procureur de sa femme par procuration par luy apportée & inseree en l'acte (encores qu'icelledicte femme moindre de vingt cinq ans) auroit & se trouueroit auoir vendu, & apres sadite femme ratifié hors le susdit an & iour, voire long temps apres, car c'est alors que du temps de ladicte vente, faut prendre & conter ledit an & iour, comme l'on peut pretendre que nostredite Cour à Tholose auroit fait par le susdit arrest dernier, & ce pour n'auoir esté loisible à ladite femme de refuser

ladiete ratification comme au cas premier & susdit de ladiete hypothese au susdit precedent chapitre contenuë, mais precisement y pouuant estre contrainte pour deuant ladiete ratification celluy seul demeurant obligé par la loy qu'auroit faite ladite procuration, & donné le mandement en icelle contenu 2 à son Procureur y nommé, & iusques là que l'action descendant dudit contract ainsi, & en vertu de ladiete procuration faiet, ne s'adresse ny appartient contre la personne de celuy qui auroit ainsi contracté, mais plustost contre la personne de celuy mesmes au nom de qui le cōtract auroit esté passé <sup>a</sup>, la reigle outre ce de droit portant la ratification estre portee en arriere, & estre comparee au mandement & procuration, par lesdits derniers mots, faisant paroistre assez & ouuertement qu'il ne faut reuoquer en doute la retraction ou reculement en arriere, en autre cas qu'à ceux-là seulement, que celuy qui contracte n'a point de mandement ny commission sans icelle s'estoient fait fort & promise ladiete ratification: ayant donc vendu cōme Procureur de sa femme, soit que d'icelle la ratification en soit faite ou non faite, elle sera toutesfois toujours cēsee auoir fait la vête par Procureur, & par ainsi le iour d'icelle, venir à considerer cōme deslors le contract ayant pris force valu & subsisté, tout ainsi que vraye & legitime alienation: par ainsi dès le mesme tēps fait ouuerture à l'an & iour du retraiet coustumier de lignager <sup>b</sup>, cōme au cas susdit nostredite Cour à Tholose auroit preiugé, bien qu'en differente hypothese, comme dessus a esté remarqué, ayant relaxé ledit Breu des susdites fins & conclusions dudit Cabanes, & nommé en la mesme hypothese que dessus au present chapitre proposee ladiete Cour de Parlement de Paris, la cause plaidée en audience, & appointée au Conseil, Chopin ayant doctement plaidé pour le retrayant, & Robert pour l'acquerer, 3 ainsi que ledit Chopin mesme atteste <sup>c</sup>, ledit Robert aussi tesmoignant que depuis la cause fut definitiuelement iugée par arrest du premier de Iuin 1585. par lequel le retrayant lignager perdit sa cause, & fut debouté, l'un & l'autre des susdicts Aduocats nommans les parties, entre lesquelles auroit esté donné, & lequel le mesme Robert n'auroit voulu oublier en ses doctes liures des choses iugées <sup>d</sup> avec les raisons, fondemens

<sup>a</sup> l. si pupilli  
§. item si pro-  
curator ff. de  
negot. gest.

<sup>b</sup> Bald. in l.  
observare ff.  
de offici. pro-  
curator. l. quid  
ergo, qui no-  
da in fam. ff.

<sup>c</sup> sur les  
coustum.  
d'Anjou.  
lib. 3. tit. 5.  
num. 2.

<sup>d</sup> lib. 3. c. 17

&c

& autoritez d'un costé & d'autre, où nous renuoyerons les lecteurs, pour y pouuoir voir & apprendre de fort bons & singuliers fondemens pour seruir à la droicte & Iustice des vns & des autres preiugez susdits en l'une & l'autre hypothese que dessus, mesme pour la circonstance qui se trouuoit en la derniere de la minorité de la femme qui auoit faite ladicte procuration pour ladicte vente, l'ayant toutesfois ratifiée en l'aage de sa minorité, & à quoy ne fut eu aucun esgard au profit dudit lignager pour l'instance de la femme n'auoir non pas demandé restitution en entier pour ce regard, moins à ces fins obtenu lettres du Prince: mais encores par plus grand' assurance avec vne solemnelle ratification, elle auroit voulu confirmer, & par nouveau consentement comme fortifier & renforcer ladicte vente par elle faite: Ceux qui en voudront sauoir dauantage y pourront auoir recours, où ils trouueront pour le subiect dequoy & fort souuerainement se contenter. Tant y a qu'en mesme & pareille hypothese nostredite Cour à Tholose en auroit fait pareil & semblable iugement confirmatif en effect d'une sentence donnée par le Seneschal de Quercy, ou son Lieutenant, au siege de Martel, qui estoit aussi confirmatiue d'une autre sentence donnée par feu nostre pere Maistre Iean du Menard, Iuge ordinaire de la Chastellenie de saint Cere, & entre les parties habitantes de la ville de sainte Esperie, lez ledit saint Cere, pour raison d'une vigne dont au procez estoit question: Ledit Arrest donné en ladite Cour au mois de Mars mil cinq cens cinquante & cinq.



## C H A P. XXXV.

- 1 L'Arrest de Montelon expliqué.
- 2 Gens de peine & travail sujets à la pince, pour pouuoir auoir quelque prinse sur eux.
- 3 La iustice dudit arrest examinee.
- 4 Vn acheteur par tous moyens peut obuier sans autre dol ny fraude à soy pouuoir contre le retraict lignager, iusques à pouuoir poursuiure contre le retrayant toutes pactions, ou autres moyens par luy moyenez avec des tierces personnes contre luy pour ledit retraict.
- 5 Retraict lignager n'a lieu en permutation, tout dol & fraude seclus des presomptions desquels il est traicté.

<sup>a</sup> Tiltre de  
retraict li  
gnager.



Ev Papon en son laborieux & penible Recueil <sup>a</sup> au-  
roit remarqué entr'autres auoir trouué bon mettre  
& inserer l'Arrest qu'on dict de Montelon, pour  
monstrer & prouuer, cōme il auroit mesme noté au  
marge, retraict lignager pouuoir estre empesché par cautele,  
& lequel Arrest il auroit prins de feu monsieur de Luc, <sup>b</sup> ice-  
luy feu Papon ayant trouué ce qu'il y auroit dict à la fin en ces  
mots, *placitum à Riantio, de Iure respondente citatum prid. Calend. Iul.*  
*M. D. L.* en ceste sorte. Par Arrest de Paris, souuent allegué  
par monsieur l'Aduocat Ryant, & mesmes en consultation,  
present monsieur de Sainct André Marechal de France, le  
dernier iour de Iuin 1550. seroit aduenue apres que comme  
les gens d'esprit & de travail sont sujets à la pince, & qu'on ne  
cherche que de petits & menus pointillons, pour auoir prinse  
sur eux, quelques-vns de telle & semblable humeur en vne  
edition qu'ils auoient puis apres fait faire dudit Recueil à la  
fin dudit Arrest, en iceluy auroient apostillé l'Arrest mes-  
me supposé pour la datte, parce que ledict sieur Montelon  
mourut l'an 1542. joint que ses heritiers ne scauoient que  
c'estoit de tel Arrest: Le mesme & susdict Chopin adherant  
quant à ce à eux, <sup>c</sup> l'ayant iugé non seulement supposé, mais  
du tout friuole & d'aucune valeur, estat d'accord neantmoins  
que cet Arrest peust estre celuy de M. Jean Versoris, en son vi-  
uant Aduocat au Chastellet, qui obtint en cas semblable 1325.  
contre Jean de Miramont, & Radegonde Iacqueuille sa fem-  
me, sieurs directes. A quoy ledit feu Papon en autre & poste-

<sup>b</sup> In libro  
placit. lib. 9.  
Titul. 3.  
Arrest. 7.

<sup>c</sup> De priui.  
Rustic. lib. 3.  
cap. 5. m. fr.

ieure edition , auroit fait respondre & soustenu l'Arrest estre  
 vray, & non cōtrouué, & qu'il n'auoit iamais esté veu par luy,  
 ains seulement en vne deliberation & consultation, où presi-  
 doit ledict Ryant, personnage digne de croire, au faict d'un  
 Marechal de France, où il auroit rapporté la datte qu'il au-  
 roit fait escrire audict Arrest, bien que ledit sieur de Monthe-  
 lon mourust mil cinq cens quarante trois, & par ainsi les sus-  
 dits se seroient mescontez prendre ladieste consultation, qui  
 fut l'an mil cinq cens cinquante, au lieu de celle dudit Ar-  
 rest, ledict sieur Ryant l'ayant allegué sans aucune datte de  
 iour, & an, & quant aux heritiers dudit feu sieur de Mon-  
 thelon, qui n'auoient ouy ny entendu vent ny voix de cest  
 Arrest, ledict feu Papon auroit creu qu'il auoit peu adue-  
 nir, que pour le peu de consequence qu'auoit en sa maison  
 ledict Arrest (asseuré non par iceluy, mais puis ledict ac-  
 quest, ) ils en peuuent estre ignorans, ce qu'il disoit, com-  
 me il estoit aussi estrange de s'estre voulu informer si a-  
 uant pour prendre occasion de calomnier l'Autheur d'a-  
 uoir supposé apres fauslement telle chose : mais quoy ? il n'y  
 a remede, ceux qui communément trauaillent pour le pu-  
 blic sont subjects à telles occurrences. Quoy que soit, nous  
 ne nierons qu'il ne soit fort dangereux de se fier tellement  
 sur le dire d'autrui, quelque dignité, foy, experience, &  
 integrité, dont il puisse reluire, & apres l'esuenter au pu-  
 blic au deuant des Argus si oculez qu'ils ont à la teste, esto-  
 mac, pieds, & mains, autant d'yeux, que le Paon en a en  
 la queue, toutesfois venant à estre presumé pour la foy &  
 integrité dudit feu sieur Ryant, du Luc, & Papon qu'il au-  
 roit allegué, & encores les autres susdits estans d'accord y a-  
 uoir eu pareil & semblable Arrest de la Cour de Parlement  
 3 à Paris, au profit & faueur dudit Versoris, resteroit qu'à exa-  
 miner de la droicture & iustice d'iceluy, qui semble consister  
 en ce que par l'hypothese sur laquelle seroit interuenu n'a-  
 uoir esté fait autre chose, ne procuree par l'acheteur, que pour  
 assurer son acquist; la replique contre la fraude de la Cou-  
 stume par le lignager alleguee reuenant & consistant en ce,  
 qu'il luy auroit esté loisible faire & procurer par tous moyens  
 honnestes, permis, & licites, *ut quod sibi comparare vellet*

*perpetuo haberet* : car autrement , & à la verité tel & semblable acheteur n'a tendu là que d'acheter ou faire autre contract en fraude de la coustume : mais premieremēt n'auoir voulu vendre son fonds , & apres vouloir employer le prix qu'il en recouurerait en l'achat de l'autre , qu'est celuy qu'on veut retenir , car ainsi il pouuoit tomber en cet inconuenient d'estre frustré de tous deux , & n'auoir l'un ny l'autre , n'ayant deliberé ny aucune intention toutesfois d'alienier ny vendre le sien , sinon que celuy dont estoit question demeurast & fust à loy à perpetuité : combien qu'en faisant ainsi , il vint à repousser le lignager , il ne faisoit toutesfois cela *nec callido, nec maligno animo* , comme en semblable le Jurisconsulte dict en quel-

a. l. si obstru-  
m 9. prator.  
ff. de acquir.  
hered. ff.

b. l. si pupil-  
lus post prim-  
cipio de ac-  
quir. hered.  
ff.

c. l. cū pater  
9. Titio. ff. de  
legat. 2.

d. l. 4. §. si  
quis autē ff.  
de fidei commiss.  
liber.

e. l. an pra-  
tor. 9. 1. ff.  
qui in frau-  
credi. l. si ser-  
uus ff. de ac-  
quir. hered.  
Traquet. in  
tracta in fi.  
f. audit tir.  
de retraiet  
lignager  
arrest 10.

g. dicto lib.  
placit. Titul.  
3. Arrest. 8.

que part <sup>a</sup> , ou bien à intention & dessein de tromper & frauder aucun , mais seulement pour pouruoir à luy & à son indemnité , tel & semblable ne pouuant estre veu *voluisse fraudare edictum, qui sibi prospicit, nec oneribus statuti implicaretur* <sup>b</sup> , ainçois plustost auoir fait fort soigneusement d'auoir preueu & obuié ce que luy pouuoit aduenir , n'estant d'ailleurs pour ce regard assez par l'euenemēt , la caution & prouidence auoir esté telle que le retraiet lignager n'eust lieu , & le prochain lignager en fust exclus <sup>c</sup> , si quant & quant il n'y a du conseil , dessein , & intention pour tromper , & de ce faire ainsi qu'il est dict par le Jurisconsulte en quelque part <sup>d</sup> , tous les deux & le dessein & euenemēt estans ailleurs requis <sup>e</sup> , à quoy se rapporte autre arrest inseré par ledit feu Papon en son Recueil d'un lignager ayant fait conuenir à fin de retraiet l'acheteur qui accorde la qualité , & offre reuēdre , pourueu que le lignager iure que c'est pour luy & de ses deniers , en fraude le prix & frais remboursez , & le retraiet depesché le lendemain , ce lignager retrayant vend l'heritage à vn autre : quoy voyant le premier acheteur , fait appeller le retrayant , & remonstrant le dol , requiert restitution de l'heritage , offrant les deniers , surquoy ledit retrayant confesse la verité dès le lendemain auoir vendu , mais dit qu'il en a eu cent escus plus qu'il n'en a baillé. Par arrest de Paris souuent allegué en consultation par monsieur Ryant , fut le premier acheteur debouté , ainsi que le mesme Papon atteste , qui l'auroit de mesme pris de monsieur du Luc & , lequel à la fin rapportât ledit arrest , finit

en ces mots: *Placuit emptorem petione summoneri, rem enim ita facere quid verat, adducebat Riantius de iure respondens*: il en dit de mesme dudit sieur Ryant à l'autre & suiuant arrest, surquoy nous lairrons à conjecturer aucuns entendus & versez aux affaires, si à tels & semblables arrests pretendus auoir esté alleguez en consultation dudit sieur Ryant, le susdit sieur du Luc & le susdit feu Papon y pouuoient auoir esté tous deux ensemble, ou bien sans l'autre, quel & de qui l'un le pourroit auoir appris del'autre: dont laissant ceste digression, nous viendrés à conclure vn acheteur par tous moyens, voire de supposition, sans autre dol ny fraude qu'il ne soit peu ny iugé faire en icelle, pouuoir obuier & soy pouruoir à ce qu'il ne tombe aux filets & chasse du retraict lignager, *aut potius ne aliqua actione teneatur*, & pour le dire en vn mot, aux fins de faire la condition meilleure, hors laquelle si l'acheteur peut monstrier que la poursuite que fait le lignager, est sous-paction faite à autre de luy remettre apres la chose vendue quand il l'aura retiree, & que cet autre aourny les deniers conaignez des siens, ledit lignager en sera & deura estre debouté; ainsi qu'auoir esté iugé par arrest de Paris du 4. Iuin 1543. auoit escrit Papon en sondit Recueil<sup>a</sup>: tout de mesme si le lignager qui auoit retiré auoit emprunté de l'argent auparauant que retraire & retirer, & apres se trouue auoir vendu ce qu'il auoit ainsi retiré à celuy qui luy auoit presté ledit argent à plus grand prix qu'il n'auoit esté vendu auparauant, d'autant que par ce moyen on vient à transporter indirectement ledit droit lignager à qui ne seroit du lignage: ce qui n'est permis, ainsi que pareillement auroit esté iugé par arrest que dessus<sup>b</sup>, & par là ce que dessus venant à estre entendu, à telle charge & condition qu'il n'en puisse apparoir ny resulter d'autres coniectures, indices & presumptions de dol & fraude, tout ainsi qu'en apres telle & semblable permutation & vente, les biens eschangez & permutez sont tenus & possédez par les changeans & permutans<sup>c</sup>, & non par les acheteurs, ausquels apres ils sont vendus, ou bien si le mesme en a fait veritablement deliurance, & l'acheteur ou les siens les ont iouys par quelque temps, apres lequel ils ont esté recouurez par celuy qui les auroit ainsi deliurez, tellement qu'il puisse estre vray-semblable ainsi auoir esté conuenu & arresté

<sup>a</sup> Tit. susdit de retraict lignager Arrest 5.

<sup>b</sup> Imbert en son brief Recueil & Enchiridiō du retraict lignager. c. Iura nota. <sup>c</sup> Barto. in l. post contractum ff. de Donat. Et in l. si quis su-peruacuum ff. quibus modis pig. vel hyp.

à in §. 29. in  
 princip. in  
 consuetud.  
 Burdig.  
 b. 1. si ventri  
 §. ff. de pri-  
 vileg. credi.  
 & l. sed lu-  
 lianus §. sed  
 si filius ff. ad  
 Senatus C.  
 Macedo.

dés le commencement, estant autrement certain le retraict n'auoir lieu en permutation par les raisons que feu monsieur Ferron en quelque part <sup>a</sup>, tout dol & fraude seclus, lesquels viennent & sont à presumer es choses eschâgées & apres vendues, recourees par le changeant dans l'an, <sup>b</sup> ou bien quand autrement il est & demeure conuenu entre parties que celuy qui baille & deliure les choses ainsi par luy permutees, le fait avec condition de rachapt, en rendant le prix ou autre certaine somme accordée en tous lesdits cas, les dol & fraude y estàs presumez tout ainsi qu'aux fufdits, quand le recouurement en est fait dans l'an, moyennant certain prix accordé, ou bien autrement & dans tel temps que par l'aduis ou opinion & iugement du Iuge dit, *arbitrium boni viri*, on puisse presumer & coniecturer dès le traict du principal contract auant & apres, en faisant iceluy auoir esté ainsi traicté, conuenu & arresté entre les parties & ainsi, & contre la permutation frauduleuse, tant pour les lignagers que pour les parties mesmes, au cas qu'elles preuent la fraude desdites permutations, auroit esté souuent preiugé, tant par ladite Cour de Parlement à Paris, dont Charondas fait souuent mention en sesdites Responses, que par la nostre audit Tholose, singulierement par l'arrest donné pour feu Vernhol, contre les Fargues de Saint Cere, dont nous auons fait mention en quelque part des liures precedents.

#### CHAP. XXXVI.

1. La simulation du contract pretendue par le lignager, pendant & durant la poursuite qu'il fera pour verifier & faire ouuerture d'icelle l'an & iour du retraict lignager ne luy pourra courir avec les raisons, pourquoy.
2. L'Arrest de Courbefos aux fins que dessus alleguè.
3. La preuve & descouuërie que le lignager pourra faire pourra profiter au Seigneur feodal & directe, pour ses droicts seigneuriaux qu'il perdrait autrement si le contract demenroit en l'estat.



**L** faut donc que contractz d'eschâge, ou autres feints, desguisez & simulez, qui sont véritablement en effect & substances vrayes ventes ou equipolans à icelles, l'affection & simulation soient prouuees & verifiees, tant par les moyens que dessus, desquels auōs parlé au chapitre precedent, & de plusieurs autres pareils & semblables, que ceux qui en ont parlé & discouru, auroient amenez & assemblez, notamment Barthelemy de Cepola en vn traicté qu'il a expressement escrit de la simulation des contractz, laquelle estant presupposée & pretendue par le lignager pendant la poursuite qu'il en fera l'an & iour du lignager, ne pourra courir, non tāt pour venir par nullité, & que par ce moyē l'exception d'icelle telle qu'est celle de simulation & desguisemēt que dessus s'entendre bien auāt, & apres le terme & delay donné par le statut cōme aucuns auroiēt pensé <sup>a</sup>, que par ce que celuy n'est point cēsē estre en demeure de faire quelque chose, que pour raison d'icelle est en procez, ne plus ne moins qu'iceluy pendant & tant qu'il dure sur l'officiosité ou inofficiosité du testament, la faculté de le pouuoir impugner de faux, ne se pereroit point <sup>b</sup>, d'oū viēt qu'il se trouue le lignager auoir esté receu au retrait dans l'an que l'eschange auroit esté déclaré frauduleux, ores qu'il y eust dix ans que le contract eust esté enfaïsiné pour échange, ainsi que ledit Charondas auroit ailleurs rapporté <sup>c</sup>, par ce dit-il que plustost il n'a esté reputé vēdition par les textes du Droiēt par luy alleguez, & iceux en argumēt prins <sup>d</sup>, venant quant & quant à conclurre paroistre qu'en ce cas l'an du retrait ne court que du iour de la sentēce, par laquelle la fraude a este descouuerte, ainsi que luy-mesme atteste auoir veu iuger en vne cause d'appel, par luy y mentionnee, & ailleurs aussi y auoir des arrests de la Cour, par lesquels le mesme auroit esté iugé que ledit retrait auoit lieu dās l'an de ladite fraude descouuerte, encores que long tēps auparauant le contract eust esté enfaïsiné <sup>e</sup>. *Et ideo* (disoit Chopin ailleurs) *patrono litigante ad patefaciendam simulationem permutationis, sufficit consanguineo agere intra annum à die sententia pro patrono lata à qua fuerat appellatum, ut patronus ab agnato excludatur*, l'arrest de Courbesosse, du 1. Decembre 1569. Brisson & Chauuelin plaidās, en est par lē mesme allegué, cōme aussi ledit sieur Charondas ne l'auroit oublié és lieux que dessus, prenant toutesfois l'hypothese par

<sup>a</sup> Ferron

Titu. de retract. §. 15.

sur les Coustumes de Bordeaux.

<sup>b</sup> Imbert en son Enchiridion

là où il traicte du retrait li-

gnager sur vente à pa-

cte de rachapt.

<sup>c</sup> liure 3. chap. 15.

de scldites Responf.

<sup>d</sup> Arg. l. si qui §. si ab

ignoto ff. de manumif. l.

cū à se pecuniam l. Et

elegantier §. si. de dolo. l.

nuda ff. de contraempt.

l. imagina-ria ff. de re-gul. iur.

<sup>e</sup> liu. 9. des Respon-

ses ch. 572.

ledit Chopin y proposee és pays coustumiers, ou par coustume receue, le proche lignager est preferé au sieur feodal contre ce que le droit estre gardé & obserué entre nous, sçauoir ledit sieur feodal estre preferé audit lignager, nous aurions touché & traité ailleurs: par cōtraire sens toutefois, & à mesme & pareille raison pouuans inferer que la preuue & descouuerte que ledit lignager pourra faire pour son extrait, pourroit profiter & tourner à l'aduantage dudit sieur feodal & directe pour ses droits de lods & autres seigneuriaux qu'il perdroit autrement si le contract demeueroit en l'estat, & la fraude d'iceluy ne venoit à estre manifestee, declaree & iugee: & ce dessus auroit esté preiugé par la Cour de Parlement à Bordeaux en l'an 1569. sur la confirmation d'une nostre sentence par nous donnee comme Iuge Seneschal au Viscomté de Turenne, sur l'instruction, preuue & verification du dol & fraude pretendus par le lignager venant au moyen de ladite fraude & simulation pretendue dans trois ou quatre ans apres la date de l'eschange pretendu, ce que n'ayant voulu suyure és derniers temps le Lieutenant du Seneschal de Quercy au siege de Martel en vne autre & pareille hypothese venant par appel deuant luy du Iuge ordinaire de Saint Cere, nous aurions donné conseil au lignager d'en releuer appel en la Cour, comme il auroit fait pardeuant iceluy, parties venuës en accord, le tenancier des biens dont estoit question, au moyen d'un échange en auroit fait reuente audit demandeur lignager prenant prix principal & loyaux cousts, lesdites parties par ce moyen amiablement en ayant accordé sous le mesme iugement des preiugez que dessus, desquels, pour la fin de ce chapitre, nous nous contenterons icy en attendant les decretz qu'il plaira à nostre Cour, les cas y aduenans, interposer.

CHAP.

---

CHAP. XXXVII.

1. Oñ se rapporte l'opinion de Charondas sur les Coustumes de Paris, estimant ce que dessus proceder pour le regard de l'action quant au principal, & non pour le remboursement ou consignation, s'entend & se rapporte à la descouverture de sa fraude, quant au prix & autres accessoires du contract, autrement subiet audit retraits.
2. Mal-aisément se pourroit practiquer la susdicte opinion dudit Charondas és Cours de Parlement de Tholose & Bordeaux, où l'article de ladite Coustume de Paris ne s'estend.

**E**dit sieur Charondas sur ce que dessus, & sur les doctes Cōmentaires qu'il auroit faicts sur les Coustumes de Paris, & nommément sur l'article du retraits lignager d'icelles, par lequel le retrayant auquel l'heritage est adiugé par retraits est tenu de payer & rembourser l'acheteur des deniers qu'il a payez au vendeur pour l'achapt dudit heritage, ou cōsigner les deniers au refus dudit acheteur, iceluy deuëment appellé à voir faire ladicte consignation, & ce dedans vingt-quatre heures apres ledit retraits adiugé par sentence, & que l'acheteur aura mis ses lettres au greffe partie presente ou appellee, & outre qu'il aura affermé le prix s'il en est requis, ne le faisant le temps passé, tel retrayāt estant decheu dudit retraits, auroit, disons-nous, ledit Charondas accordé que l'opinion de ceux qui auroient estimé l'an du retraits ne courir que du iour de la fraude descouuerte procedoit & auoit lieu pour le regard de l'action: toutesfois que pour le remboursement ou consignation il luy auroit semblé qu'il estoit besoin y satisfaire dās leśdites vingt-quatre heures sans preiudice du debat du prix & de la fraude: parce, dit-il, que l'acheteur auroit mises ses lettres au greffe & affermé le prix, a satisfait à la Coustume & le debat qui survient pour raison du prix est vne nouvelle instance. Il dit ainsi

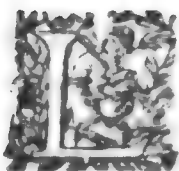
KKk

l'auoir veu iuger contre le retrayant par faute d'auoir remboursé ou consigné le prix porté par le contract, nonobstant qu'il alleguast la fraude par arrest du 10. Decébre 1569. mais par son discours, & sur ce mesme qui est prescript & ordonné par ledit art. il peut paroistre que cela s'entend & se rapporte à la descouuerture de la fraude quant au prix & autres accessoires du contract dont est question autrement subiect audit retraict, ledit art. en presupposant nommémēt l'adiudication d'iceluy par sentence, & nullemēt à la fraude dont nous auōs parlé cy-dessus de contract à contract, qu'on appelle, dont la descouuerte seroit & demeureroit tousiours preiudiciable à ladite action, pour raison de laquelle luy-mesme est d'accord l'an susdit du retraict ne courir que du iour de la descouuerte & declaration qui en est faicte : Dont appert que malaisémēt 2 cela se pourroit practiquer entre nous & au ressort de nostredite Cour à Tholose, non pas mesmes en celuy de la Cour de Parlement à Bordeaux, où l'art. de ladite Coust. ne s'estend, & deuant la sentence d'adiudication de decret, il faut necessairemēt cognoistre de la qualité du cōtract pour estat prouué & auéré tel qu'il soit subiect audit retraict, proceder à l'adiudication d'iceluy ainsi qu'il appartient: sinon n'estant tel de foy-mesme comme en eschange n'y ayant fraude aucune descouuerte, en desmettre & debouter le retrayant, comme n'y ayant eu subiect pour agit à ce & moins paruenir à ses intentions: Et c'est ce que nous semble se pouuoir accommoder & appliquer à nostre vsage, tant au ressort dudit Parlement à Tholose que celuy dudit Bordeaux.

---

#### CHAP. XXXVIII.

- 1 *D'où ledit retraict lignager auroit pris commencement.*
- 2 *Au ressort du Parlement de Tholose la matiere de retraict lignager fort rare & biē peu usitee & pourquoy.*
- 3 *Si celuy qui n'est né ny conceu au temps de la vente dōt est question peut comme lignager retraire le bien vëdu.*
- 4 *Arrests quant à ce dessus contraires, avec leurs raisons & authoritez differentes.*



1

E mesme Charondas auroit laiffé par escrit qu'il auroit remarqué en vn ancien praticien qu'il auoit, escrit à la main, que le fufdit retraict lignager auoit prins commencement sur l'exemple du retraict feigneurial afin que les heritages ne fortiffent de la ligne quant ils feroient vendus, & que les proches parents euffent autant de droit à les retraire que les Seigneurs à retenir ce qu'estoit mouuant & tenu d'eux<sup>a</sup>, le mesme ayant ailleurs b comme il tesmoigne descouuert le fondemēt dudit retraict en quelques anciennes coustumes de Flandres qu'il dit auoir escrites à la main où il atteste auoir trouué escrit que ce droit appelé Premesse, estoit vn beau priuilege que les bonnes villes auoient par la cōcession de leurs hauts Sires, cōme du Roy en France, & des Comptes en Flandres, pour auoir par droit ce qui estoit sorti de la ligne & coste, dedans l'an & iour de l'achapt, y estant apres à suite dit qu'à l'exēple des villes, ceux des bourgs & plat païs en auroient vſé dont en seroit venu par tout vne grande coustume, ce que nous pouuons dire & asseurer au pays de Guyenne & ressort du Parlement de Bordeaux où les coustumes sont escrites, singulierement la fufdite dudit retraict lignager commentee par monsieur Ferron Conseiller en ladite Cour à Bordeaux fort doctement, & des Commentaires duquel peuuent estre tirees plusieurs singulieres & notables resolutions qui peuuent suruenir & suruiennent ordinairement en la matiere, laquelle toutesfois quant au ressort de nostredite Cour à Tholose, n'est pas fort frequente, ainçois fort rare & bien peu vſitee, non tant pour audict ressort n'y auoir pour ce regard aucune coustume escrite, icelle y estant locale & particuliere, & en certains lieux fort serrez estroicts & particuliers, en aucun desquels comme dans quelques certaines & particulieres villes aux Archifs des priuileges & libertez d'icelles, il est & demeure en passant generalemēt & sommairemēt remarqué, le reste comunemēt & ordinairement du pays en demeurāt libre & exēpt, sur lequel ayāt esté decis & pris pour fondement nō seulemēt vn moindre & fils de famille, mais encores vn enfant estant au berceau, voire mesme dans le ventre & au nom d'iceluy, l'action du retraict lignager pouuoir estre intētee & poursuiuie a esté

a sur leſd. coustum. de Paris tit. de retraict lignager art. 1. biē que y corréarticle 189. en esgard au corps deſd. coustum. b liu. 9. ch. 57. de ſeſd. Respōses.

2

KKk ij



mis en difficulté, & encores non du tout asseurement & certainement resoluë, sçauoir si celuy qui n'estoit né, ne conceu au temps de la vente du retraict de laquelle estoit question. pouuoit comme lignager retirer le bien vendu, comme estât du nom & armes du vendeur? Surquoy ledict Charondas mesme auroit incliné à l'affirmatiue, & en ce faisant tenu qu'encores que l'heritier soit enfant ou autre qu'nefust né lors de la vendition, soit qu'il fut conceu, ou non, pourueu que lors de l'action du retraict il soit né, il est bien receuable audit retraict, parce qu'il suffit (dit-il) qu'il soit viuant au temps que le droit est acquis, & ainsi adiousté apres, auoir esté iugé par plusieurs arrests de la Cour & entre autres du

a Boyer sur  
les coustumes de  
Bourges §.  
2. ledit Fer-  
ron aume-  
me titre §.  
9. qui alle-  
gue le §.  
proximus de  
legi. agn. suc-  
cess. Inst. l.  
qui in utero.  
ff. de stat. ho-  
mi. suivant  
ce qu'e au-  
roit esté  
Alberic in  
d. l. qui in u-  
tero §. lib.  
de statutis  
quest. 136.  
b. tit. dudit  
Recueil  
Arrest 1. de  
retrait li-  
gnager.  
c du Val en  
sô liure de  
Reuindubys.  
traicté 4.  
Tiraque au  
au traicté de  
retrait li-  
gnager. §. 1.  
Glos. 9. num.  
95.

mois de Mars auant Pasques 1541. & du 9. Iuin 1558. il en al-  
legue apres les auteurs <sup>a</sup>, que nous auons icy à la marge cot-  
tez & du premier desquels susdits arrests fait mention feu Pa-  
pon en sondit Recueil <sup>b</sup>, où il vient à conclure n'estre besoin  
s'arrester à la distinction & limitation qu'en auroient fait les  
autres <sup>c</sup> mal entendans comme il dit la maxime du retraict,  
lesquels toutesfois ne sont pas de si petite estoffe & authori-  
té que la Cour de Parlement à Paris plaidant Matras contre  
Chopin en vne cause pareille d'Angers, n'appointast les par-  
ties au Conseil contre toutesfois ledit Chopin qui s'arrestoit  
fort & ferme à la susdite opinion pour ledit retrayant, enco-  
res que non conceu au temps de la vendition toutesfois, ne  
dans le temps prescrit par iceluy retraict: sur ce principale-  
ment que bien qu'un neveu postume conceu apres la mort de  
son ayeul ne puisse pretendre aucun droit à ses biens & suc-  
cession legitime comme heritier sien qu'on appelle de droit  
c'est pource que la Loy des douze Tables, appelloit seule-  
ment à ladite heredité celuy qui pour les lors du decez du de-  
funct, des biens duquel est question, estoit viuant & en natu-  
re, ce qu'auroit pleu aux Iurisconsultes Iulian & Marcel sur  
l'interpretation de ce mot *horum*, qu'on appelle en droit,  
mais d'auoir tiré cela à consequence quant audiect retraict li-  
gnager par ce droit de parentage & prochaineté ordonné  
par la coustume n'y auoir raison ny apparence, pour autant  
que par la mesme coustume, ce benefice auroit esté octroyé  
à vn chacun desdits proches parents qui dès le iour de sa nais-

3

4

fance vient a rencontrer les portes d'un tel retrait ouuertes & patentes <sup>a</sup> *quippe* (dit le mesme) *quum in pendentis semper habeatur venditio quo ad lap/a sint tempora familiaris redhibitionis in ius deducenda*; & combien que le mesme auteur au mesme lieu, atteste semblable difficulté en pareille matiere suruenant auoir esté preiugee en alleguant Mathieu Chartier vn des plus principaux & fameux Aduocats de ladite Cour, lequel toutesfois il confesse n'auoir dit ouuertement *utramuis in partem procliuiores fuissent iudices*, mais parce qu'il en amenoit & discouroit, il estoit aysé à coniecturer & cognoistre qu'il auoit passé suiuant son aduis & opinion <sup>b</sup>, d'autres fois ayant voulu soustenir le contraire, comme faisant pour vne partie pour laquelle il plaidoit, sçauoir *municipales constitutionesque venditoris agnato redhibitorium fundi ius tribuant, intelligit de agnato uiuo spirante que die ipso rei vendita.* <sup>c</sup>, apres luy-mesme confesse ingenuëment que sçachant qu'il se iugeoit autrement en la Cour contre ce que Monsieur Tiraqueau en auroit dit & estimé, se departant de ce chef & l'ayant allegué comme en passant il auroit repris l'autre second qu'il allegue <sup>d</sup> traité & enfoncé plus auant en ce seul ayant appuyé & fondamenté le gain de sa cause, laquelle ce neantmoins d'un costé & d'autre avec apparat plaidee, la Cour auroit appointé au Conseil à Paris le 13. de Iuin 1583. à quoy le mesme rapporte ce que feu monsieur Benoist & autres plusieurs ayant traité la matiere en auroient escrit amené & resolu <sup>e</sup>, dont ne faut nullemēt douter que ceste question apres auoir esté examinée d'un costé & d'autre, qu'elle à la fin n'aye preualu en ladite Cour à Paris par les arrests apres diffinitiuement sur ce interuenus, & qu'en fin à Bordeaux, elle auroit obtenu comme nous auons entendu: quant audit Tholose au rapport de feu monsieur Gillebert semblable hypothese interuenue sur vne appellation du siege principal de Quercy à Cahors en la seconde Châbre d'Enquestes au mois de Iuillet 1579. le procès party & déclaré aux parties le conseil de l'un & de l'autre d'icelle en doutant l'euénement ayant compromis à d'arbitres sur les lieux l'affaire auroit demeuré en l'estat iusques à ce que sur autre occurrence ou en puisse entendre le vray & certain preiugé de ladite Cour: messieurs qui tenoient le

<sup>a</sup> Chopin. de  
privileg. Ru-  
tico. lib. 3. ca.  
6. num. 5.

<sup>b</sup> dicto. lib. 3.  
de privile. ru-  
tico. cap. 6.  
in fi.

<sup>c</sup> Decius, cō-  
fi. 222. Cor-  
neus confi.  
151. lib. 3.

<sup>d</sup> Chopin.  
lib. 3. dell.  
Andrium tit.  
5. nu. 8.

<sup>e</sup> in capite  
Raynautius  
super verbo  
Et sibi  
quam gesta-  
bas in vtero  
num. 38. 39.  
cum sequent.  
et alib.

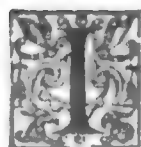
a *Argu. l. Titius in sequent. ff. de suis & legi. hered.*  
 b *Boyer. de. eis. 13. num. 22. qui citat Masuerum in sua praxi. tit. de re tract. Ferrô. sur les coust. de Bord.*  
 Article 10. l'article 10. e. stas. exptes.

contraire party aux susdits preiugez, se fondans au contraire d'iceux principalement sur ce que comme extraordinairement il estoit permis à vn enfant & fils de famille agir & poursuiure audit retraict, & plus estoit encores d'y vouloir admettre celuy qui n'estoit conceu au temps de la vendition & non seulement animal imparfaict: mais encores n'estât en nature contre ce qu'ailleurs estoit escrit en succession ab intestat <sup>a</sup>, à laquelle tous presque ceux qui ont escrit dudit retraict lignager le reglent & conformément <sup>b</sup>, ne faut toutesfois dissimuler les choses bien & en point de droit examinees le parti des preiugez que dessus, estre de beaucoup plus pressant & authorisé & fondamenté que l'autre susdit.

### CHAP. XXXIX.

- 1 Si choses mobilières peuvent tomber en retraict.
- 2 Mesmes s'elles sont vendues avec les immeubles.
- 3 Arrest de Paris prins de monsieur du Luc pour l'affirmative quant à ce qui seroient & se trouueroient vendus ensemblement & à mesme prix par une vente.
- 4 Arrest de la Cour de Parlement à Tholose au contraire pour les droicts des lors demandez par le Seigneur, au contraire ausquels le droit de retraict vient à symboliser & estre accompagné.

c Article 144. titre de retraict lignager.



Il y a vn article desdites coustumes à Paris conceu nommément en ceste sorte <sup>c</sup>, choses mobilières ne cheent en retraict, que le dit sieur Charondas auroit déclaré de tous meubles quelques precieux qu'ils soient, par ce dit il qu'ils n'ont assiete de fonds pour faire patrimoine en la famille & parenté, & jaçoit que les precieux soient tant estimez qu'ils sont veus estre egaux aux choses immeubles & peuton veoir quelquesfois aucunes pierres precieuses estre plus cheres & estimees que beaucoup de possessions de grand & notable reueñu, ainsi que nous lisons des perles de Cleo-

- patra, dont appartenans aux mineurs ou aux Eglises en cas d'alienation la vente en seroit subiette au decret & solemnitez ordonnees pour les immeubles, ce neantmoins ce qu'auroit esté ordonné <sup>a</sup> en cet endroit à ce que ne fut fait aucun preiudice aux mineurs & Eglises en la vente des choses de si haut prix, ne doit appartenir & s'estendre à tels meubles pour estre iugez immeubles, <sup>b</sup> à cause de leur differente qualité qui est de se pouuoir mouuoir & de produire fruit, mais si on vend des meubles avec les immeubles, à sçauoir si le retraits s'estendra aux vns & aux autres, il dit sur ce qu'il auroit leu en vn vieil Practicien, qu'il auoit escrit à la main, que les meubles suyront les immeubles s'ils ne sont separez de prix, parce que le tout n'est reputé qu'une mesme vendition, & partant que ledit retraits fera pour le tout, dont estant aduenue qu'un vendeur d'un sien fonds eust par mesme moyen vendu & à mesme prix les arrerages des fruits de certaines années qui luy estoient deubz, un proche parent du vendeur venant dans an & iour, demandoit & pretendoit le tout par retraits lignager, l'achepteur ne faisant difficulté quant au fonds & principal, restoit seulement le differend entre parties, quant aux fruits & arrerages d'iceux qui auoient esté par le mesme contract vendus, parce que venoient à estre comprins & contenus soubz le nom desdictes choses mobilières, auxquelles ne pouuoit escheoir retraits, tant par ladite coustume que autrement par disposition de droit, auquel icelle coustume est conforme, par la mesme raison que dessus, de n'auoir assiette de fonds, pour fonder souche en la famille & lignage. Monsieur du Luc toutesfois rapporte par arrest de la Cour de Parlement de Paris auoir esté iugé que les fruits ainsi vendus venoient & estoient subiects audit retraits *fundum enim ac fructus vno pretio emptos fuisse: & fundo fructus accedere, ceteraque cum eo vendita omnia* <sup>c</sup>: il n'apporte point de datte audit arrest ny autre autheur que le susdit Ryant Aduocat en consultation deuant Monsieur le Marechal de Saint André du dernier de Iuin 1550. que nous entendons de la datte de ladicte consultation, aux fins de de ne tomber à la prinse que sur l'arrest susdit de Monthelon quelques-vns auroient voulu faire sur feu Papon ayant fait

<sup>a</sup> *Gla. in capite tua super verbo tractatu de iis quafunt à prelat. sine consensu capitul. Et ibi Papon mit.*

<sup>b</sup> *l. ex qua tutor. Cod. de admitt. tutor.*

<sup>c</sup> *Lucius, placitorum lib. 9. tit. 3. art. 4.*

semblable & pareille allegation: & quant à nostredite Cour de Parlemēt à Tholose à nostre rapport en la seconde Chambre des Enquestes sur vne telle & pareille vente des fruiets avec le fonds & certains meubles auroit esté ordonné estimation d'iceux à part & dudit fonds aussi à part eu esgard au prix qui regardoit le tout, contenu en ladite vente, aux fins de sçavoir à quoy le droit de los demandé par le sieur direct dudit fonds pourroit monter eu esgard au prix qui le cōcerneroit, duquel lesdits droits de lods font vne cote, & non de celui qui pouvoit concerner lesdits fruiets & meubles, esquels ne peuvent escheoir droits de lods: mais quāt audit retraict lignager n'en auoir ouy ny entendu autre preiugé certain de ladite Cour, venāt à presumer par le preiugé quant audit droit de lods, ausquels ledit droit de retraict vient à symboliser & estre accomparé, que ladite Cour feroit difficulté d'en iuger tout autrement, & au contraire en matiere pareillement dudit retraict, en laquelle le susdit Choppin sembleroit ailleurs incliner à cet aduis en alleguant Mōsieur Tiraqueau de mesmes <sup>a</sup>.

a aud. trait.  
été de re-  
traict li-  
gnager.  
Glos. 7. super  
verbo, ou  
autres cho-  
ses nu. 101.  
102.

## CHAP. XL.

- 1 *Comme en terre vendue au Roy ne peut escheoir droit de lods ny retraict lignager pareillement.*
- 2 *Ville ou cité non seulement mise au nombre & rang des prochains parens lignagers, mais encores preferee à toute autre priuee & particuliere en ce qui concerne le benefice dudit retraict.*
- 3 *Raisons & fondements quant à ce amenez prins de Monsieur Choppin sur les Coustumes de Paris.*
- 4 *Cessant toutesfois l'interest public, le retraict lignager aura lieu au profit du plus proche.*
- 5 *Ce que semble pouuoir proceder en ladite Cour à Tholose sans difficulté, & pourquoy.*

Ce que



**E** que nous venonstout maintenant de dire pour le droit de lods paragonnez & equiparez audict retraict lignager, nous fera souuenir de ce que nous aurions dict aux liures precedents: Sçauoir qu'il n'y auoit lieu d'aucun droit de lods es choses acheptees & vendues pour le public, nous en aurions alleguez les preiugez qui fait que nous dirons icy; Que comme ainsi soit qu'en terre vendue au Roy n'y peuteschoir droit de lods, retraict lignager pareillement n'a lieu. Iugé par Arrest de Paris au Parlement de la Toussaincts en l'an 1583. pour la Comté de Guyennes<sup>a</sup> qui de mesmes & pareille raison en terre & fonds vendus à la Communauté d'une ville, ainsi qu'est attesté par des plus doctes auoir esté iugé par Arrest de Paris donné pour les Escheuins de Chartres le 17. Iuliet 1571. b où nommément à ceste occasion ils viennent à dire vne ville ou Cité non seulement deuoit estre mise ou couchee au nombre & rāg des prochains parents lignagers: mais encores preferee à tout autre priué & particulier lignager en ce que concerne le benefice dudit retraict: Tout ainsi que de mesmes par Arrest de Bordeaux du 6. Septembre 1591. pour les Iurats de la ville de Bordeaux achepteurs de la Baronnie de Monferrand, forteresse prochaine de ladite ville, & de grande importance à icelle pour sa garde & conseruation pendant & durant les guerres ciuilles, de Gedeon de Monferrand vendeur contre Iean Achard sieur de Maucōseil demādeur en retraict lignager: Et le mesme auroit esté dict par autre Arrest du Grand Conseil du 21. Iuliet 1595. sur le plaidoyé & appoinctement au Conseil du 11. May precedant, le susdit Chopin de mesme l'attestant: c Il en ameine en graue mots au lieu de Preface sa raison, pour autāt que cōme d'une necessaire & publique vendition les droits de lods ne sont aucunemēt deus, les particuliers mesmes pour le bien du public estans contraincts à la vente de leur propre & particulier, ainsi que le mesme auroit allegué ailleurs, & confirmé par authoritez à la marge cottez<sup>d</sup>, à mesme & plus forte raison les fonds & proprietiez acheptees par vne Cité au profit & vsage du public, singulierement les chasteaux & forteresses qui sont voisines & presque ioignans à la ville, ou

<sup>a</sup> Papō au  
mesme til-  
tre des sub-  
missions ar-  
rest 11 qu'il  
auroit pris  
d'entre les  
arrests de  
Mōsieur du  
Coq, au rap-  
port de Mō-  
sieur Tira-  
queau, aud.  
tiltre de re-  
traict. §. 1.  
glo. 13. nu.  
38.

<sup>b</sup> Au recit  
de Mōsieur  
Chopin li.  
3. de Doma-  
nio Franc.  
tit. 23. nu 8.

<sup>c</sup> Sur les  
coustumes  
de Paris lib.  
2. titul. 6.

num. 14.  
d Vēl. or. §.

si constā. ff.  
commun. pra  
d o. l. si quis  
sepulchrum.

§. 6. ff. de re-  
li. 10. & som-  
pt. §. 1. Cho-  
pin. li. 1. §. 1.  
3. sup. nu. 4.

bien viennent comme ioinde & aborder les confins & limites de la Prouince, que les sieurs & possesseurs mesmes peuvent estre contraincts aliener & vendre, soit à la Majesté du Prince ou aux communautéz des villes pour affermir & asseurer le repos du peuple, obuier & escheuer les incômoditez & rauages des malheurs que les troubles ciuils plus que malheureux apportent, est humain & raisonnable & equitable, Telles proprietéz, fonds, Chasteaux & forteresses, estre exemptes du retraict lignager & susdit benefice d'iceluy qui regarde seulement l'interest priué & particulier, le susdict public, general & vniuersel, parce moyen de beaucoup plus preferable.<sup>a</sup> D'où vient que cestuy-cy cessant ceste exemption aussi comme la cause finale d'icelle, viendra à cesser & n'auoir lieu contre ledit lignager, & parce on peut veoir par article des coustumes de Paris<sup>b</sup>, les loges, boutiques, estaux, places publiques acheptees du Roy, & venans à succession estre subiectes à retraict. Ce que de mesmes nous pourrons dire quand se trouueront acheptees deuëment des villes, communautéz & vniuersitez d'icelles, la raison est par le sieur Charondas admenée sur le susdit article, parce, dit-il, que sôt choses immeubles faites rendues priuees pour le regard des achepteurs au moyen & en vertu de l'allienation qui leur en a esté faicte, suiuant ce que luy mesme allegue, feu Monsieur Tiraqueau auoir traité au lieu par luy indiqué,<sup>c</sup> Et de ce aussi qu'en trouue escrit *de agris vectigalibus rei publice, qui cēsentur in privato colono ni perpetui dominio*,<sup>d</sup> Dont il dity auoir arrest du 21. Iāuier 1595. qu'il dit auoir esté recité par Monsieur Chopin auquel nous nous remettrons & dirons seulement icy que nostre dite Cour à Tholose ne feroit grand' difficulté de se cōformer aux susdits preiugez pour le zele qu'elle a tousiours montré & fait paroistre à la manutention & conseruation des droicts du domaine du Roy & du public, & iceux preferez à tout autre, & l'interest quāt à ce cessant du deuoir où elle s'est employee, & employe ordinairement à la Iustice distributue & droicturiere des droicts d'un chacun des particuliers.

<sup>a</sup> Authen. rei  
qua commū.  
de lega.  
<sup>b</sup> Article.  
148. desdites  
Coustumes.

<sup>c</sup> §. 32. titre  
de retraict  
lignager.  
<sup>d</sup> L. item pro  
dia D. famul.  
herc. l. cōmu-  
ni. D. cōmu.  
dini. l. sciendū  
ff. qui satis. co  
gont. l. ei qui.  
D. de serui-  
tut.

## CHAP. XL I.

- 1 *Pourquoy le iour est communement adiousté à l'an en matiere de retraict lignager.*
- 2 *Lettres Royaux non receuables contrel'an & iour passé de retraict lignager, à raison & cause de la minorité & absence avec les arrests sur ce interuenus.*
- 3 *Ce que procede encores que le demandeur eust faict ad-iourner le deffendeur en retrait, pour dans l'an n'y auoir eu aucune instance ny contestation.*

**I**L faut donc venir dans an & iour pour iouyr du be-  
nefice dudit retraict lignager pour raison de quoy  
quelques vns auroient demandé pourquoy le iour y  
auoit esté adiousté, & que nommément on dit en telle ma-  
tiere an & iour, surquoy ledit sieur Charondas respondant en  
quelque pa. auroit dit qu'il auoit trouué dans vn ancien pra-  
ticien qu'il auoit escrit à la main qu'en Premesse ainsi dit-il, le  
presme ou proëme, c'est à dire le prochain lignager, a an &  
iour, l'an entier, & le iour par dessus, parce que le iour du con-  
tract n'est compté, & qu'on n'y va sans respit de moment  
en moment, nous y pourrions adioster que se font des fan-  
taisies & comme quelques formules du temps que les sta-  
tuans ou introduisans la coustume auroient ordonné sui-  
uant ce qu'Acurce auroit ailleurs escrit par autre ou sem-  
blable consideration<sup>2</sup>, & qu'encores le iour y est donné com-  
me pour vn surcroist, & par en sus de la iuste mesure aux  
fins d'oster & retrancher aux poursuiuans, & lignagers enco-  
res que mineurs d'ans, l'esperance de pouuoir estre releuez du  
laps du temps dudit retraict lignager comme odieux & à re-  
straindre, quand mesmes tel demandeur & poursuiuant se-  
roit vn enfant: l'arrest de la Cour de Parlement de Paris en  
est souuent allegué sans datte pour M. le Duc de Montmo-  
renci Conestable de France contre vn mineur requerant

*2 iul. l. 1. §.  
pueritiam.  
in verbo ra-  
tus. ff. postu.*

a Lucius  
placito. lib.  
9. tit. 3. ar.  
tic. 9.  
b Arr. 121.  
c l. *Est sine*  
*habe. de. §.*  
Lucius &  
ib. Bart. ff.  
de adminif.  
Tuto  
d Guido Pa-  
pa que §.  
257. ex Ol-  
drad. in l. fi.  
C. in qui  
cau. in inte.  
restit. nō est  
necesse ex  
ea. consti-  
tutus de re-  
stitut. in in-  
reg. ex. qui  
parle non-  
mément  
contre le  
temps du  
retrait cō-  
ventionel  
passé.

d Livre 2.  
des edictes  
Responf.  
chap. 77.

e liu. 2. de  
desd. resp.  
chap. 77.

l'enterinement des lettres Royaux par luy ausdites fins impe-  
trees, & ce que la bouche de feu M. Ryant (*cum aliquando hoc de  
iure responderet*) ainsi que monsieur du Luc tesmoigne, disant  
le mesme pour raison dudit arrest *eius generis causas captatorias,*  
*morosas, & in quibus casus formularis causa est internicio, & anni-*  
*culum eremodiciū etiam litem ad rabiē perducit: ideoque ijs minori,*  
*non secus ac maiori, semper est ad vigilandum,* & quant à ce sans  
autrement douter dudit arrest cōme dessusdit qu'on presup-  
pose ledit S. Ryant auoir souuēt allegué en consultation il y a  
article expres esdites coustumes de Paris <sup>b</sup> par lequel est nō-  
mément porté l'an de retrait courir tant contre le maieur,  
que le mineur pour cestuy-cy estant subiect à la coustume &  
vlsant du droit cōmun, il ne peut estre reputé de ceu, & lezē <sup>c</sup>  
quelque chose, qu'au contraire quelques vns aient voulu di-  
re, sçauoir que le mineur en pouuoit estre restitué <sup>d</sup>, cōtre ce  
toutesfois que le mesme sieur Charondas dit auoir esté iugé  
par arrest de Paris du 12. Iuillet 1567. pour vn nommé Go-  
dard, sçauoir que le mineur ne pouuoit estre restitué par la  
reigle vulgaire de droit qui empesche la concurrence & cu-  
mulation de diuers droits singuliers, luy mesmes aussi atte-  
stant auoir recité en ses responses l'arrest donné contre Gen-  
ton, Par lequel l'absent hors du Rōyaume pour la republique  
& seruice du Roy auroit esté debouté de l'enterinement des  
lettres Royaux par luy obtenues pour estre restitué contre  
vn arrest, par lequel il auoit esté exclus & debouté du retrait  
pour n'auoir s'atisfait à la coustume dās le temps introduit  
par icelle: lesdites lettres fondees, sur ce qu'il disoit que ledit  
arrest auoit esté donné pendant son absence pour le seruice  
du Roy, qu'il estoit hors le Royaume au pays d'Allemagne à  
la suite de sa majesté <sup>e</sup>, & encores vn autre arrest donné en  
semblable espeece contre le sieur de Curton qui auoit esté pris  
prisonnier à la bataille de Dreux estant du party du Roy, & <sup>3</sup>  
nonobstant qu'il monstraist que dans l'an il auoit fait adiour-  
ner le deffendeur en retrait, toutesfois en auroit esté debouté  
par autre susdit arrest donné à la prononciatiō solennelle de  
nostre Dame de Septembre 1566. par ce qu'apres l'an il n'a-  
uoit fait readiourner le deffendeur iur ledit defaut, & dans  
l'an du retrait n'y auoit en aucune instance ny contestation <sup>f</sup>

duquel fufdit meſme arreſt, feu Papon en auroit fait mention en ſondit Recueil <sup>a</sup>, & conformement à iceluy, & fuſdits pre-  
iugez nommément à l'article 32. de- couſtumes de Bordeaux, <sup>a Titre du retraits li- gnager ar- reſt 32.</sup>  
& ce que monſieur Ferron y traite & amene deſſus par arreſt de noſtre dite Cour à Tholoſe, vne ſentence du Senefchal de Quercy au ſiège de Martel, portant confirmation d'autre noſtre ſentence par nous donnee comme iuge ordinaire de ſainct Cere, par laquelle nous aurions deſmis vn lignager impetrant, bien que ſoy diſant mineur de telles & ſemblables lettres de relief en l'an 1559. au rapport de feu monſieur Percinauroit eſté confirmee avec deſpens au procès de feu M. Pierre Cauteloube Preſtre demandeur en retraits lignager, contre Raoul du Bois ſauuegardien pour raiſon & à cauſe d'une vigne par iceluy du Bois achetee d'un frere dudit M. Pierre vn ſien neveu fils dudit vendeur y interuenant & ſ'eſtant rendu impetrant deſdites lettres que nous aurions trouué bon inferer icy generalemeut & ſommairement pour la fin de ce chapitre.

CHAP. XLII.

*Hypothèſe en laquelle contre vne ſentence par le Preuoſt de Paris, vn mineur auroit eſté reſtitué & les lettres retenues en matiere de retraits interinées.*

<sup>2</sup> *Mineur ſe peut repentir de n'uſer de ſa reſtitutiō en entier, pourquoy & comment.*

**D**E PUIS il nous ſeroit ſouuenu que le meſme ſieur Charondas en quelqu'un des lieux cy deſſus cottez auroit rapporté auoir veu interiner par arreſt les lettres Royaux par vn mineur obtenues, lequel auoit eſté debouté du retraits par ſentence du Preuoſt de Paris par faute d'auoir faiēt offre à vne iournee de la cauſe, ſuiuant la couſt. du lieu, par ce qu'il auoit offert aux precedentes iour-  
ne <sup>a</sup>, & que c'eſtoit la faute de ſon procureur qui ne luy de-  
uoit nuire <sup>b</sup>, & qu'ailleurs le meſme autheur auroit nommé-  
<sup>b liur. ſuf- dit 1. cha- 77:</sup>

LLI iij



a liure 9.  
cha 8. de  
seldictes  
Responf.

ment remarqué<sup>2</sup> par disposition du droit escrit estre loisible & permis au mineur *panitentia acta, non uti in integrum restitutione, quia unicuique licet contemnere, quæ pro se introducta sūt*, qui est vne raison generale qui se peut rapporter à toutes especes de restitution, singulierement en quelques accidents & accessiories prescrites par la coustume non gardez exactement quant aux formalitez que le mineur lesquelles il sembleroit comme en tous autres endroits où il se trouue deceu & lezé deuoir estre restitué mesmes entre nous par benefice du Prince suiuant le doute que monsieur du Val (lequel ledict Ferron avec toute preface d'honneur appelle son collegue & compagnon à l'office) en faisoit, ainsi que luy mesmes rapporte aux susdicts lieux<sup>b</sup>, toutesfois luy mesmes en faisant resolution au contraire contre les mesmes raisons qu'il auoit auparauant alleguees, voulant demeurer aux choses iugees iusques à ce qu'il en fust plus certainement instruit & certifié, il se faut & est de besoin, tellement pour ce regard arrester ausdits preiugez, que soit au principal soit aux accessiories il n'y soit ny puissè estre fait aucune bresche, quelque arrest singulier pour ce regard que ledit Charondas en puissè amener, & de fait ladite Cour l'auroit preiugé par ledit arrest confirmatif de ladite sentence, où le mineur estoit impetrant en relief, non seulement de n'estre venu dans an & iour: mais de n'auoir assigné ou fait l'exploit de la consignation en iugement, mais deuers le Greffier tant seulement, ainsi qu'il appartenoit, neantmoins il en auroit esté & demeuré desmis & debouté: car quant à ce qu'est amené, que le mineur se peut repentir de n'vser de sa restitution en entier pour estre permis à vn chacun de renoncer & mettre sous<sup>2</sup> les pieds ce que pour luy a esté introduit, cela procede & est veritable en vne hypothese telle qu'est par le Iuriconsulte amence, en laquelle il sera tousiours loisible au mineur n'vser de la restitution en entier par luy obtenuë, par condamnation de la restitution de son fonds en remboursant le prix principal à l'acheteur, & en ce faisant renoncer par ce moyen au priuilege qui luy est oëstroyé par texte expres à la marge corté<sup>c</sup>, & par la doctrine des Canonistes confirmé<sup>d</sup>, mais que cela passe plus outre que du mineur duquel il est que-

b en seld.  
Comme-  
taires sur  
les coust.  
de Bor-  
deaux tit.  
de r. tractu.  
§. 12.

l. si iudex  
g. de minor.  
d. Glof. in  
Clemen. cō-  
stitutionem  
super verbo  
nolle vis de  
electiane.  
Favor. &  
aliq. in capi-  
tu ex con-  
questione de  
rescrip. spoli.

sion qui estoit encores mineur , apres la sentence donnee  
 comme il y est declare , & en cas special & priuilegé , il n'y  
 auroit aucune raison ny apparence , le faict que dessus de  
 ladite restitution contre le statut & coustume de retraict  
 lignager tendant proprement contre le droict commun , <sup>a Bald. ind. l.</sup>  
 duquel ne se peut departir qui l'auroit obtenu , *cum non sit* <sup>si index & in</sup>  
*penitentia locus* <sup>l. 2. C. de fide-</sup> , ce que ledit Charondas monstre ouuerte-  
 ment en la principale question qu'il y traite & resout , à sça-  
 uoir que celuy qui a obtenu sentence d'interinement de let-  
 tres Royaux de rescision à cause de deception d'outre moi-  
 tié de iuste prix ne s'en peut departir , & moins empescher  
 que le defendeur en poursuiue l'execution ainsi qu'il atteste  
 auoir esté iugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris  
 du vnziésme Iuin mil cinq cens cinquante , pour (dit le mes-  
 me) la sentence estre commune , & dont chacune des par-  
 ties pouuoit demander l'execution de droict estant par icel-  
 le acquis à toutes les deux parties , & autant du defendeur <sup>b Ar. l. licet</sup>  
 que au demandeur <sup>§. idem scri-</sup> , par ainsi en cas de ladite coustume de  
 retraict lignager , nous serons & demeurerons tousiours en <sup>bit. ff. de pe-</sup>  
 & suiuant lesdits preiugez , suiuant lesquels comme par le  
 mesme arrest susdit du vnziésme Iuin mil cinq cens cinquante  
 fut iugé le peril de la chose de laquelle estoit question  
 sans autre faute du defendeur que de son fermier ou ses gens  
 (contre lequel ledict defendeur auoit intenté son action ,  
 laquelle il offroit ceder au demandeur , ) tomber du tout  
 sur ledict demandeur & impetrant , de mesme auroit esté  
 iugé contre le retrayant , lequel sous ce pretexte ne se <sup>c Charond.</sup>  
 pouuoit apres departir dudit retraict <sup>lib. 6. ca. 8.</sup> , ledit fermier tou-  
 tesfois condamné à faire reparer & rebastir ladicte maison , <sup>de feldit.</sup>  
 & ce enuers ledict demandeur en lettres de rescision , dont  
 est monstre euidentement ledict defendeur ne s'estre peu  
 retirer & departir de l'effect de sa sentence ; qui portoit  
 condamnation contre ledict defendeur en interinant les  
 lettres Royaux , par luy impetrees à se desister & departir  
 de la detemption & occupation de l'heritage vendu en  
 luy rendant le prix si mieux il n'aymoit luy supplier le  
 iuste prix , ce que luy qui ne tendoit qu'à vn supplement  
 de quelque somme de deniers voyant que le defendeur

luy laissoit l'heritage ne le vouloit faire, ainçois se departir de l'effect de sadite sentence, ce qu'auroit preiugé & iustement ne pouuoir faire & moins le retrayant en cas qu'il vienne obtenir audict retraict apres la sentence pour iceluy contre sa partie donnee: nous viendrons au reste.

## CHAP. XLIII.

- 1 *Bien que l'an de retraict lignager se commence à prendre aux pays communement coustumiers du temps de la saisine & inuestiture de l'acheteur, toutesfois par les coustumes des Prouinces de ce Royaume, où celle du retraict lignager est gardee y a diuersité de temps, qu'il faict suivre & prendre des lieux où les heritages sont assis.*
- 2 *D'où vient à estre prins au ressort dudit Parlement de Tholose la coustume n'estant escrite, ou bien l'estant n'en faisant autrement mention, elle a esté tousiours interpretee que l'an & iour vient à courir du temps de la vente accordee & passee.*

a tit. susdit  
de retraict  
lignager.  
Arrest 12.

**E**u Papon, sous mesme titre que dessus auroit laissé par escrit<sup>a</sup>, l'an de retraict lignager se commencer & prendre du temps de la saisine & inuestiture de l'acheteur, & ainsi auoir esté iugé par Arrest de Paris en l'an 1269. ce qu'il faut rapporter au pais coustumier & art. 130. des coustumes de Paris, par lequel il est expressément porté que le temps du retraict lignager ne court sinon depuis l'inféudation ou saisine faits ou prins par l'acheteur: car tout ainsi que fort doctement & bien à propos ledit Charondas auroit annoté sur ledit article par les coustumes des Prouinces de ce Royaume, où celle de retraict lignager est gardee, y a diuersité de temps pour commencer le cours de l'an & iour du retraict, aucunes le commencent du iour de contract, les autres de la tradition & apprehension du fait qui est la prinse de possession: Mais en telles matieres & autres semblables estre de

de besoin suyure la coustume des lieux où les heritages sont situez & assis, il dit & rapporte auoir esté iugé par arrest du 28. May 1574. Ce qu'estant veritable, le susdit premier arrest ne se peut rapporter aux lieux esquels en ce ressort de ladite Cour de Parlement à Tholose la coustume du retrait est gardee & entretenüe, parce la pluspart n'estât escrete, ou bien l'estant n'en faisant aucune mention, ladite Coustume a esté  
2. tousiours interpretee que par icelle l'an & iour vient à courir du temps du contract de vente, accordee & passee entre l'acheteur & vendeur; & suyuant ceste interpretation & declaration, la plus grand part des Arrests donnez en telle & semblable matiere en ladite Cour, ont esté entédus, reiglez & rapportez, comme est notoire, non seulement entre les praticiens, & gens de robe longue du pais, mais d'autres manans & habitans en iceluy. Ce que nous n'aurions voulu oublier icy, pour depuis la publication des Arrests dudit feu Papon auoir veu plusieurs de robe longue y faire doute, voulu & tasché soustenir le susdit an & iour ne courir aux lignagers que dés le iour de la saisine & inuestiture que l'acheteur en auroit faite & prinse du sieur directe, mal-entendans le sujet, & moins prenans garde à iceluy, sur lequel ledit premier Arrest de Paris auroit esté donné, & moins au pais Coustumier, auquel il seroit interuenu, qui par ses Coustumes ne nous peut adstraindre, & moins faire preiudice au Droit Escrit, suyuant lequel nous sommes regis & gouuernez, sinon en tant que par Coustume escrete & particuliere, ou bien non escrete, & autrement que nous appellons locale, par l'vsage vray truchement d'icelle, il y soit autrement desrogé.

## CHAP. XLIIII.

- 1 Iours & nuicts separez & diuersement prins.
- 2 Dont faut conclure & par l'usage est receu que l'adiournement en retraict baillé deuëment la nuict du dernier iour de l'an, & auparauant la minuiet, sera trouué bon & valable, en quoy le iour intercalaire sera compris.



EST donc en & parmy nous, singulierement au pays de Quercy, qu'és lieux où telles & semblables Coustumes se gardent, qui sont fort rares au regard des autres qui en sont exempts, qu'il faut venir dans l'an du contract, le iour d'iceluy non compris, qui est comme l'on dict, & parlé en ladiete Coustume dans an & iour: Tellement que bien que quelquesfois le iour soit separé d'avec la nuict, comme au commencement du Genese Moysé auroit dit, parlant de Dieu; Il auoit diuisé la lumiere iour, & les tenebres nuict, (dont les Thraces auroient prins l'occasion de la machination de leur fraude <sup>a</sup>, quand rompant les treues accordees pour quelques iours avec leurs ennemis: neantmoins la nuict ils rauageoient leurs champs, & sur la plainte de ce, ils auroient respondu les auoir accordees pour le iour & non pour la nuict) & qu'en ceste signification, par le iour vient estre entenduë la lumiere entre le Soleil, Orient & Occident, appellee iour naturel, prins en ceste signification par le vulgaire; <sup>b</sup> & ainsi estant besoin de l'entendre és Statuts & loix, faisans difference entre les delicts & forfaits commis le iour & la nuict, au lieu où le iour ciuil se compte pour vingt. & quatre heures, au dedans lesquelles le Solcil fait sa reuolution au Ciel. <sup>c</sup>, & se prend de moment en moment, & au mesme poinct qu'il a commencé il acheue; <sup>d</sup> Toutesfois nous mesurons le iour diuersement, suyuant & selon ce que les peuples en auroient vsé, tout ainsi que les Romains qui l'auroient commencé à la minuiet, <sup>e</sup> l'Eglise Romaine à

<sup>a</sup> liu. 7. des Offices.

<sup>b</sup> Plutar. cap 84. des demandes Romaines. Plin. ca. 72. lib 2.

<sup>c</sup> Bald. in Margari. super verb. dies. Barto. Bald. Et reliqui in l. Titius. §. Lucius ff. de lib. Et post. d. l. 3. §. minore. ff. de minor. l. 1. §. dies vers. quid ergo. ff. quando appelladum sit. e. l. more. ff. de ser.



l'exemple des Hebreux à Vespres, <sup>a</sup> entre les parties selon leurs accords & conuentions, dont és pactes, transactions & stipulations, esquelles les parties auroient conuenu faire quelque chose, s'il n'est rien dict du iour auquel elles se seroient voulu rapporter <sup>b</sup>, le iour sera prins selon l'vſance Romaine de vingt-quatre heures, qui comprend la nuit: tellement que si quelqu'un est obligé faire quelque chose dedans certain iour, & il le fait la nuit du dernier, il sera dit auoir obey à l'obligation <sup>c</sup>, & de mesmes que si les parties ont accordé la nuit, & que le Notaire rapporte le contract auoir esté fait le iour, l'instrument ne peut estre argué de faux <sup>d</sup>, pour ce que la nuit fait partie du iour, & par là faut conclurre, & nostre vſage quant à ce auroit inuiolablement receu, que l'adiournement en retraits baillé deuëment la nuit du dernier iour de l'an, & auparauant la minuit sera dict & trouué bon & valable, en quoy le iour intercalaire sera comprins: ainsi qu'auroit esté iugé par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, du dixiesme Decembre, mil cinq cens soixante neuf, & ainsi estre practiqué & iugé en toutes Cours subalternes desdicts lieux en telles & semblables matieres nous l'aurions tousiours veu, apprins & entendu, voire iugé souuentefois les Cours de Parlement de Tholose & Bordeaux, les instances venant eux par appel n'y faisans pour ce regard aucune difficulté.

<sup>a</sup> D. Chry-  
sostomus h. a.  
mil. 81.

<sup>b</sup> l. cum qui  
certarum in  
princip. ff. de  
verbor. obli-  
ga.

<sup>c</sup> Bald. in  
ca. Ego Ni-  
cola. ex. de  
iureiur.  
Domini Et/  
Deci. in ca.  
Consuluit.  
de iureiuram  
ex.

<sup>d</sup> Innoc. Et  
alij post eum  
ind. ca. con-  
suluit Bald.

Imo. Et/  
Francis. A-  
retiml. qua  
atate ff. de  
testam.

e Charon-  
das sur les  
Coustum.  
130. com-  
me il est  
couché.

## C H A P. XVI.

- 1 Hypothese sur une promesse faicte au lignager par l'acheteur de le recevoir au retraict, si elle peut auoir lieu apres l'an & iour du retraict escheu.
- 2 Monsieur Tiraqueau allegue soustenant telle & semblable promesse ne passer lesdits an & iour.
- 3 Sentence par nous donnée suyuant l'aduis dudit sieur Tiraqueau, confirmee par le Seneschal de Lymosin au siege de Briue, pareillement confirmee par Arrest du Parlement de Bordeaux.



**M**ais voicy sur ce autre difficulté sur le fait que s'en-  
 suit. Vn Laboureur du pais de Lymosin au Viscoté  
 de Turène auoit achete vn beau domaine d'un sien  
 voisin sous esperance, ainsi qu'il disoit, de faire recou-  
 urer à vn sien lignager, tel comme il nommoit quelquesfois  
 vn sien fils, qu'il estoit prest à marier, estant son aîné dans la  
 maison, & lequel susdit fils dans l'an & iour en auoit souuent  
 parlé audit acheteur, qui luy promettoit tousiours de le re-  
 ceuoir audit retraict, toutes & quantesfois qu'il vouldroit, &  
 sous ceste promesse l'an & iour dudit retraict lignager passe:  
 apres lequel ainsi passé, le susdit fils lignager conuient parde-  
 uant nous, comme Iuge Seneschal pour lors au Viscoté de  
 Turenne, le susdit acheteur aux fins de luy en faire reuête en  
 vertu dudit retraict, & suyuant & selon la promesse qu'il luy  
 auoit tousiours faite, à l'entretienement de laquelle par mes-  
 me moyen il concludoit contre ledit acheteur, lequel au con-  
 traire insistoit à fin de non receuoir, accordant qu'il luy  
 auoit faite ladicte promesse, qu'il entendoit tousiours comme  
 se deuoit entendre en venant & agissant dans le temps pres-  
 crit par la coustume, à quoy il estoit secondé par son conseil  
 de l'aduis de monsieur Tiraqueau, soustenant telle & sembla-  
 ble promesse ne passer l'an & iour donné aux lignagers de re-  
 tirer <sup>a</sup>, comme aussi telle & semblable promesse durant la

<sup>a</sup> Tiltr. de  
 retraict li-  
 gnag. §. 1.  
 Glof. 10.  
 num. 33.

grace du fonds vendu à pacte de rachapt, le mesme <sup>a</sup> auroit  
 dit & soustenu n'exceder & passer le temps du contenu en i-  
 celuy <sup>b</sup>, pour autant que par promesse generale de payer, ou  
 de faire quelque autre chose, n'est iamais renocé à prescriptio  
 introduite selon la nature de la chose dont est question, <sup>c</sup> &  
 par ce n'a force de perpetuer le temps outre iceluy, qui autre-  
 ment est definy par le Droit, alleguant en outre que de mes-  
 mes ces mots tousiours, toutesfois & quantes, à volonté, per-  
 petuellement, ne venoient & pouuoient exclure les prescri-  
 ptions ordonnées suiuant la qualité des matieres <sup>d</sup>, selon les-  
 quelles telles dictions se doiuent entendre. <sup>e</sup> : à quoy ledict  
 demandeur ne respondoit autre chose, fors qu'il insistoit sur  
 la dictée promesse, & venoit sur ce à discourir l'importance &  
 effect d'icelle, & que si autrement il ne se fust fié à la parole  
 dudit acheteur, il y eust sans doute pourueu de bonne heure,  
 & dans le tēps prescrit par la Coustume, qui estoit vne voye  
 ouuerte à fraude & tromperie, pour retenir iniustement ce  
 que de droit appartenoit à sa famille & maison : surquoy eu  
 & prins aduis de certains Aduocats fameux & experimentez  
 à Briue, par nostre sentence nous aurions relaxé ledit ache-  
 teur defendeur, suiuant l'aduis dudit sieur Tiraqueau, des fins  
 & conclusions dudit demandeur, & sans despens de laquelle  
 sentence ledit demandeur se seroit porté pour appellant au  
 Seneschal de Lymosin, au siege dudit Briue, lequel auroit cō-  
 firmé nostredicte sentence, avec despens de l'appel : dont &  
 autresfois le demandeur appellant auroit releué appel en la  
 Cour de Parlement à Bordeaux: par arrest de laquelle au rap-  
 port de feu monsieur Dalis, en l'an 1570. ladicte sentence au-  
 3 roit esté confirmee avec despens de l'appel, & sans amende, &  
 la cause renuoyee pardeuant nous, pour proceder à l'execu-  
 tion, ainsi qu'il appartiendrait.

<sup>a</sup> de retrait  
 conuent.  
<sup>b</sup> 1. Glo. 2.  
 num. 25.  
<sup>c</sup> Roma.  
 conf. 27. in  
 4. Et vlti.  
 dubio.  
<sup>d</sup> Angel. Et  
 Imo. in l. cū  
 stipulatus  
 sum mihi à  
 Proculo ff.  
 de verbo. o-  
 bliga. arg. l.  
 si decē cū pe-  
 tito ff. eodē  
 l. tita hered.  
 ff. de cōditio-  
 nibus Et de-  
 monstratio-  
 nibus.  
<sup>e</sup> Alex. cōff.  
 170. Col. 2.  
 lib. 7.  
<sup>f</sup> l. in cogni-  
 tione in prin-  
 cip. cum Glo.  
 super verbo  
 semper ff. ad  
 Senatus Sil-  
 lania. Bald.  
 in l. 1. ff. so-  
 lu. matrimo.

## C H A P. XLVI.

- 1 En matiere dudit retraits lignager és lieux où elle est seulement receüe par vsage, celuy des lieux plus proches est certainement obserué.
- 2 Comme en la delation de serment au demandeur pour se purger s'il veut retirer les biens vendus.
- 3 Quant aux Juges du ressort le serment moderé suiuant les circonstances du fait, qualité des parties dont peut resulter par les actes du proces, & quantité du prix.
- 4 Purgation par serment ordonnee par ladicte Cour à Tholose, sçauoir si le demandeur en retraits vouloit les biens & les poursuiuoit pour luy, & à son profit, de ses deniers ou prouenus de ses biens.



VANT à ladite Coustume, s'il y en a aucune autre qui soit diuerse, & encores diuersement traictee, bien qu'accordate presque par tout de l'an & iour, c'est la susdite, & tant és articles sur icelle prestés, où elle est escrite, qu'ailleurs où elle est seulement receüe par vsage, lequel toutesfois n'estant certain & indubitable aux faits & occasions occurrentes, Les Iuges en ce cas ont accoustumé le plus qu'ils peuuent suiure & s'approcher de ce que és lieux plus proches où telle coustume est garde, soit par escrit, ou vsage, est certainement & indubitablement obserué; entre autres exemples se presente souuent celuy par lequel l'acheteur & defendeur en retraits defere le serment au demandeur pour iurer & se purger, s'il veut retirer les biens vendus pour soy, & de ses deniers, à quoy par plusieurs coustumes ledit defendeur est & se trouue receuable, singulierement par le cinquiesme article de la coustume de Poictou, & le 17. article des coustumes de Bordeaux, sous le tiltre dudit retraits, où l'on pourra voir ce que monsieur Ferron fort doctement à son accoustumee auroit annoté & rapporté: cepen-

dant nous dirôs que de mesmes en ce pais de Quercy, qui est en partie de la Guyenne, bien que hors le ressort dudit Parlement de Bordeaux, & par ainsi non sujet ny cōpris ausdites coustumes du pais d'iceluy, le defendeur en retraict a esté tousjours admis & receu à faire iurer & purger par serment ledit demandeur en retraict, s'il veut les biens qu'il demāde par ledit retraict pour luy, & si les deniers qu'il auroit à ces fins offerts ou consignez sont de ses propres deniers: quoy que soit prouenus de ses moyēs & substāces, & quelquesfois ledit defendeur defere le sermēt solēnellement sur le *Te igitur*, & autel, préparé de la Croix, ou reliques de quelque saint, tout ainsi que de S. Antoine, ou S. Fort, ausquels *periuria maxime esse cordi vulgo traditur*, dit le mesme Ferron és endroiets que dessus: & lequel sur la mesme delation auroit estimé suffire la forme de serment vulgaire & accoustumee, & n'en requerrir d'autre: ce qu'il dit Paul de Castres, & Zazius auoir ailleurs enseigné par la raison de la loy, mesmes sur la lecture de laquelle ils l'escrivent <sup>a in l. air</sup>, ce neantmoins les Iuges de nostre ressort és cas oc-<sup>prator. §. iu-</sup>  
currens de ladite coustume, ordonnent quelquesfois le ser-<sup>ra. ff. de iure-</sup>  
ment vulgairement, & sur les saintes Euangiles, quelques-<sup>iurand.</sup> fois sur le *Te igitur* & Autel préparé de la Croix, & d'autres fois sur les Reliques S. Antoine, ou d'autre S. auquel sur les lieux les sermens ont accoustumé d'estre prestez & deferez, & ce suiuant les circonstances du fait, qualiré des parties, comme sentiment & cognoissance par les actes du procez, & autres dependances & qualitez dont ils peuuent auoir, & quantité du prix, pour lequel les biens dont est question, & que le demandeur veut retraire, ont esté vendus: ce que nostre dicte Cour à Tholose, preiugeant au procez du sieur de Clairmont, Seneschal dudit Quercy, demandeur au susdict  
4 retraict, pour raison de la place de S. Project vendue par le Sr d'icelle son nepueu, au Sr qu'on appelloit de S. Martin de Las Olas, à la requisition d'iceluy auroit ordonné que ledit demādeur se purgeroit par sermēt sur lesdits faits, s'il vouloit & poursuiuoit lad. piece pour luy, & à sō profit, de ses deniers ou prouenus de ses biens & de sa substāce, ce qu'il auroit fait auant obtenir l'adiudication dudit retraict, & effect de ladite coustume, non toutesfois que le sermēt luy fust deféré cōme



a c'est en  
 l'addition  
 qui a esté  
 faite de  
 nouveau es  
 apostilles  
 dudit Re-  
 cueil dudit  
 feu Papon,  
 sous le tit.  
 de retraict  
 lignager,  
 Arrest 10.

## CHAP. XLVII.

*Distinction commune amenee sur le supplément du prix  
baillé par l'acheteur au vendeur ou lignager.*

b Argu. l.  
Authore C.  
de iust. l.  
Papinianus  
§. si ex causa  
ff. de inoffi.  
testam. An-  
gelus Imol.  
Et Rapha. in  
l. filiusfami-  
li. §. diui. ff.  
de legat. i.

c Bald. Et  
Bartol. in l.  
Herennius  
ff. de emul.  
Bald. in l.  
emptor. Et in  
l. si cum qua-  
litas C. eodem.  
d. Pet. An-  
thar. consi.  
§ 9. Colum.  
2. Et Fracis.  
Aret. Consi.  
24. per l. no-  
nissime §. 1.  
quod falso  
tutore Auth.  
prohib. Bald.

lesion d'outre moitié de iuste prix, il ne peut repeter tel supplément volontaire, lequel il n'estoit cōtraint à faire, ne pouvant auoir lieu, & au preiudice du lignager & du droit à luy acquis, ainsi que feu Monsieur Tiraqueau auroit nommémēt decidé, <sup>a</sup> sans ce que pour l'achepteur on puisse alleguer que nul n'est prohibé cognoistre bone foy: <sup>b</sup> Car telle recognoissance ne se peut faire au preiudice d'un tiers; sinon en tant & comme il apparoiſtra qu'elle se doit faire; Ce qui demeure confirmé par le mesme susdit, par plusieurs raisons & autoritez à son accoustumee: nonobstant lesquelles, & tout ce que pour ce regard il y apporte, & autres à suite pourroient apporter, la verité est telle que comme quant à ce qui est baillé par l'achepteur à un lignager, aux fins de ne retraire les biens vendus, & faire cesser la poursuite, ne peut estre aucunement repeté par le mesme acheteur contre le retrayant, pour autant qu'il ne faut qu'il rembourse que ce qu'il aura payé à son vendeur à cause de la vendition, & tout ainsi que dit Vlpian: *Quod emptionis causa erogatum est, hoc autem ita demum de iudicatur, si ex voluntate venditoris datur,* <sup>c</sup> mais au cas susdit l'achepteur l'a baillé à la volée, & à son plaisir, non qu'autrement il y fust obligé & tenu par le contract fait avec le vendeur. Aussi pareillement, & tout au contraire, tout ce que l'achepteur aura supplée au vendeur pour le iuste prix, s'il l'a baillé & payé deuant l'action de retraict, & sans fraude, ledit lignager y sera tenu, & luy devra rendre, comme l'ayant desboursé à cause de la vendition, & pour supplémēt dudit iuste prix: Pour lequel l'achepteur qui a recogneu la bonne foy, ne deuoit estre de pire condition, ains plustost meilleure, qu'un Chicaneur plaiderau, qui auroit voulu estre contraint par sentence au supplément du iuste prix: *Quod quàm sit & improbum & absurdum nemo non videt,* auroit dit en quelque part desdictes Coustumes, & sur ce propos le mesme Ferrô. <sup>d</sup> Mais aussi depuis l'action en retraict, l'achepteur n'auroit peu riē faire au preiudice du lignager, ainsi que le mesme sieur Charondas n'auroit oublié, & fort à propos représenté en quelque part desdictes Responses.

<sup>a</sup> §. 1. Cle.  
18. dudit  
retraict.  
<sup>b</sup> l. emptorē  
in princip.  
Et ibi Glo.  
Et D.D. ff. de  
act. empti. l.  
Quintus ff.  
mandati.

<sup>c</sup> Ferrô sur  
lesdictes  
coustumes  
de Bor-  
deaux, Tit.  
45.

<sup>d</sup> Titre de  
retraict. §.  
§. 6. in fin.

<sup>e</sup> Liure 5.  
ca. 56. à la  
fin.

## C H A P. XLVIII.

- 1 Questions sur les fruits de l'année que les biens sont retirez.
- 2 Et iceux deuoir estre partagez entre l'acheteur & le lignager, quelques-uns auroient equitablement estimé.
- 3 Les autres auroient eu recours à la difference des Iuriscultes entre les contractz de bonne foy, & ceux qui sont dictz stricti iuris.
- 4 Qui auroit esté l'occasion que la plus part des Coustumes y auroient apporté l'oblation & consignation reale des deniers principaux & accessoires.
- 5 Entre le retraict lignager & le retraict conuentionnel ne peut estre pour ce regard aucune difference, & comment.
- 6 La difference desdictes actions de bonne foy, & de droit estroit entre tous bons & vrais Chrestiens, doit estre reiettee, mesmes par l'ordonnance y alleguee.
- 7 Pour obuier à frais & despens les Iuges occulez & experimentez par mesme sentence ont accoustumé ordonner que lesdits fruits puis la consignation, seront partis & diuisez esgalement entre les parties, sans aucune deduction.
- 8 Et quelquesfois est par eux dict sans restitution des fruits.



à l. i. C. de  
pactu inter  
empto. &  
vendo.

L'aduient souuentefois en la mesme matiere different & question sur les fruits de l'année que les biens sont retirez, lesquels le demandeur lignager pretendait pour le tout, ainsi qu'en pareil cas est dehy par la loy en retraict conuentionnel, à l'ache-

2. teur au contraire, en demandant pour le moins la moitié, les  
 droiëts en pareil cas, quand ils ont parlé du fonds baillé en  
 dot pour la femme à son mary, ayans diët que lors de la disso-  
 lution du mariage quand il conuiendra rendre iceluy fonds,  
 que les fruiëts pour l'annee seront partagez entre l'homme  
 & la femme <sup>a</sup>: dont semble resulter vne equité qui com-  
 mande pareil droiët deuoir estre gardé entre l'acheteur & le  
 lignager <sup>b</sup>: car bien que les fruiëts se cueillent seulement  
 par vne fois, & à vne saison de l'annee, toutesfois la nourri-  
 ture necessaire au croistre, perfection & matiere des fruiëts  
 se rapporte, & est deuë à l'an entier <sup>c</sup>, en partie duquel l'a-  
 cheteur a esté seigneur, & durant son temps les fruiëts mis  
 en terre produiëts, vegetez & nourris, mais il n'a peu les  
 recueillir pour l'immaturité, & la cueillette en estant re-  
 seruee iusques à ce qu'ils soient meurs, ceste attente ne doit  
 estre cause que l'acheteur soit priué des fruiëts, en tant qu'ils  
 ont creu, & esté produiëts de son temps <sup>d</sup>, partant estre  
 fort equitable que les fruiëts à la cueillette soient diuisez, &  
 en soit laissé portion à l'acquerer, à raison & pour cot-  
 tité du temps qu'il en a esté sieur & propriétaire: qui sont  
 3. des raisons qui ont quelque apparence: contre lesquelles feu  
 monsieur Ferron sur lesdictes coustumes <sup>e</sup>, auroit eu re-  
 cours à la difference que les Iurisconsultes Ethniques au-  
 roient mise entre les contrats de bonne foy & de Droiët  
 estroit, duquel il auoit censé & estimé l'action du retraiët  
 lignager estre & proceder, toutainsi que venant d'une mes-  
 me condition qu'on appelle *ex lege*, laquelle est certaine estre  
 dudict Droiët estroit, pour n'estre nombré entre les actions  
 de bonne foy: & au demeurant, quand il est question de  
 Droiët estroit en la chose qui n'a esté iamais és biens du  
 demandeur, comme sont les biens demandez par le-  
 dict retraiët, les fruiëts n'y entrent, & moins n'y peuuent ve-  
 nir que du temps de la contestation en cause <sup>f</sup>, laquel-  
 le peut estre lors en ceste matiere par le refus seul de l'a-  
 cheteur qu'il fait au prochain lignager pour ledict retraiët:  
 qui auroit esté l'occasion que la plus-part des Coustumes y  
 ont rapporté entre autres solemnitez pour y paruenir,  
 l'oblation & consignation realle des deniers principaux

<sup>a</sup> l. diuortio  
 l. fructus ff.  
 solu. matri.  
<sup>b</sup> Raphael.  
 Cuna. in l.  
 qui Romo  
 ff. de verbo.  
 obligat.  
<sup>c</sup> l. si fundus  
 §. i. ff. solu.  
 matri.

<sup>d</sup> Alexand.  
 in d. l. qui  
 Romo, cō-  
 bien qu'il y  
 dise ceste  
 equité ne  
 se pouoir  
 bōnement  
 soutenir &  
 defendre  
 cōme con-  
 traire à la  
 Loy cy des-  
 sus cōtee  
 parlant du  
 retraiët cō-  
 uentionel.  
<sup>e</sup> artiel. de  
 retraiët li-  
 gnager 22.

<sup>f</sup> l. videamus  
 ff. de usur.

a l. quidam  
ff si certum  
pes.

b Thermo  
pro pratori.

c l. 2. C. de  
pact. inter  
empt. Et  
venditor.

& accessoires, pour par ce moyen constituer en deniers aux fins de la restitution desdits fruiets, l'acheteur ainsi dilayant 4  
& escheuant <sup>a</sup>, tout de mesmes que les plus anciens Romains auoir fait, peut resulter de l'epistre 56. de Ciceron, entre les epistres du liure 13. qu'il auroit escrites à ses familiers, à l'un desquels <sup>b</sup> parlât du debte des Cauniens, il dit ces mots: *Caunij præterea debent sed aiunt se depositam pecuniam habuisse, id velim cognoscas, & si intellexeris eos neque ex edicto, neque ex decreto depositam habuisse, des operam, ut usura Clunio, instituto tuo conseruentur:* & par là retournans d'où nous sommes sortis, vient à estre inferé qu'en telles & semblables coustumes que dessus, où la consignation est requise & necessaire, par ce moyen semble estre pourueu à ladite restitution de fruiets, au moyen d'icelle l'acheteur en estant & demeurant condamnable: qu'est ce que la loy ( bien qu'en retraict conuentionnel entre lequel & le susdit lignager ne peut auoir pour ce regard aucune difference ) dit formellement, & en exprés termes, quant à la fin elle y vient adiouster, *habita ratione eorum, quæ post oblatam ex pacto quantitatem ex eo fundo ad aduersarium peruenerunt:* <sup>c</sup> la consignation donc viendra à adstraindre & obliger l'acheteur à la restitution des fruiets par luy puis icelle prins & perceus des biens vendus, & desquels par ledit retraict sera question, & par ce moyen ne restera à l'acheteur que la retétion des fruits qu'au moyen de son achapt, comme sieur il aura pris & cueillis des biens par luy achetez auant l'action, au pis aller dudit retraict intenté, & susdite consignation deuëment faite, iusques que pour defect de ladicte consignation, és lieux où la coustume particuliere ne la porte pour formelle solemnité, est suffisant d'offrir verbalement, & consigner ainsi que par acquit vne piece d'or ou d'argent, sous l'offre d'y suppléer ou diminuer quand besoin sera: tout ainsi qu'il se fait au pays de Quercy, & autres lieux circonuoisins, où n'y a de ce coustume escrite spécialement & à dessein d'empescher le cours de l'an prefix, ne tendant par cela nullement aux fruiets, à la restitution desquels quand ils scauent fort bien consigner l'entiere somme, & quelque chose pour les loyaux cousts à suppléer ou augmenter, quand plus ample liquidation en sera faite, & se faire la plus part audit cas, bailler bonnes & suffisantes



cautions a, quand donc la condamnation sera faite de ladite restitution de fruiets en adiudication dudit retraiet, cela ne sera & peut estre que du iour de ladite consignation, que par

a l. statulib.  
rationem ff.  
de statu li-  
ber.

mesme adiudication, comme bien & deuement faite sera permise audit acheteur prendre & leuer des mains du depositaire, & desdits fruiets seront tousiours distraits les frais de l'entretènement & culture qu'auront esté employez par l'acheteur auparauant à l'entretènement vegetation, & croissance desdits fruiets, que seront distraits d'iceux & baillez à l'acheteur, estimez communement à ladite moytié, telle qu'un mestayer ou fermier qui a accoustumé labourer & cultiuer à moytié, qu'on dit autrement parsonnier, a accoustumé prendre, qui fera que cela reuiendra à ladite moytié de fruiets, & par ce moyen en sera fait partage d'iceux, comme de mesmes audit cas, & pour obuier aux frais des liquidations de ladite culture & entretènement, où les semences és biens vendus ensemenséz seront & viendront estre comprises, sans autrement s'arrester à ce qu'a esté amené dudit Ferron, sur la difference des actions de bonne foy & de droict estroit pour denoir estre reiettee par nous qui sommes tous imbus de la religion Chrestienne: tellemēt que tous contrāts & actions doiuent estre de bōne foy, sans aucune fraude ou tromperie, combien que les vns soient plus frequēts que les autres: ioint que par les Ordonnances Royaux, publiees en l'an 1539. article 49. auroit esté dit & ordonné qu'en tous iugemens personnels ou reels ou petitoires, les fruiets sont deus depuis le temps de la demeure & mauuaise foy, non seulement apres contestation en cause, mais aussi auparauant, ce qu'est vray droicturier & raisonnable, mais tousiours il y faudra sur la liquidation des fruiets, y faire les deductions que de droict, qui n'estans que d'une annee audit cas de retraiet, cousteront ce qu'ils vaudront, & peut-estre encores dauantage: donc pour obuier à ne poursuyure exactement ce à quoy les frais pourroient surpasser le principal, nous aurions veu des Iuges oculēz & experimētez par mesme sentence d'adiudication dudit retraiet, ordonner au lieu de la condamnation de restitution de fruiets que la cucillette d'iceux pendāt en la terre, ou bien autrement prinse & cueillie, puis ladite consignation seroit

NNn iij

partie, & diuisee esgalement sans aucune deduction entre les parties, qui est vn abregé de Iustice fort droiturier & equitable pour chacune d'icelles, mais aussi où n'y a consignation pour n'estre requise, & la coustume particuliere des lieux ne la porte, le demandeur s'estant contenté d'une simple offre & d'un depost leger par acquiet, afin seulement d'empescher le cours de l'an & iour estant ordonné par la sentence, que le demandeur est & demeure condamné, au moyen & en vertu dudit retraict faire delaissement & remettre es mains dudit demandeur les biens vendus, en luy payant prix principal & loyaux cousts dans le terme prefix, il est dit quelquefois sans restitution de fruiets, & quelquefois qu'ils seront partagez & diuisez pour la cueillete prochaine ou pendant, auquel dernier l'acheteur & defendeur demeure comme greué, pour outre les frais qu'il y a faiets pour le labour & culture luy auoir esté au surplus & entierement acquis, comme en ayant esté seigneur & propriétaire, iusqu'au iour de la reuente, qu'au moyen de son principal receu & loyaux decoustemens satisfaiets, il en demeure priué, & le lignager fait sieur & paisible possesseur, que seruira pour accorder les opinions que dessus par nous proposees au commencement: surquoy & pour la condamnation desdicts fruiets, depuis la reale & deuë consignation contre l'acheteur, nous aurions entendu la Cour de Parlement de Bordeaux ne faire aucune difficulté, comme aussi quand la consignation ne seroit entiere de tout le prix principal & loyaux cousts, encores qu'il en fust deuëment certifié par article expres desdites Coustumes <sup>a</sup> en refus dudit acheteur d'admettre ledit demandeur au retraict, si apres le demandeur obtient gain de cause au principal, il doit auoir les fruiets du temps de l'offre de la piece d'or ou d'argent qu'il aura faite, quelque article au contraire desdites coustumes qu'on puisse pretendre & alleguer <sup>b</sup>, interpreté & accordé avec le susdit fort à propos par monsieur Ferron, en ses Commentaires susdits, mais quant à nostredite Cour à Tholose, n'y seroit aussi faite difficulté, si la mesme coustume y estoit produite, alleguee & soustenuë, parce qu'elle parlant ainsi, deuroit estre entendue & prise de mesme, & n'en y ayant point, comme en certain procez de

a artiel. 22.  
desdictes  
Coustum.  
de Bor-  
deaux.

b artiel. 15.  
desdictes  
Coustum.

deux païsans voisins, pour raison du retrait lignager devant nous, comme iuge ordinaire de saint Cere, en l'annee mil cinq cens soixante, le demandeur dans le temps eust fait faire la consignation entiere du prix principal, & encores d'une piece d'or pour loyaux cousts, & ce pour recouurer les fruits, & prendre la cueillette pardevant d'iceux, parties au long ouyes par nostre sentence, eussions adiugé le retrait au lignager, demandeur contre le defendeur, & par mesme moyen permis audit demandeur, pour le remboursement de son principal & loyaux cousts sommairement liquidez, leuer la somme consignée par ledit demandeur des mains du depositaire, lequel à ce faire seroit contrainct la luy bailler & delivrer par toutes voyes deuës & raisonnables, & par corps si besoin estoit, neantmoins ordonné que les fruits de la cueillette pendant, seroient partagez entre les parties à chacune par moytié, sans aucune distraction ny deduction: de telle nostredite sentence ledit demandeur auroit releué appel en ce que lesdits fruits ne luy auoient esté adiugez depuis sa consignation trouuee bonne & vallable, & ce pardevant le Seneschal de Quercy au siege de Martel, qui auroit cassé nostredite sentence, & reformant icelle condamné ledit defendeur audit retrait, & appellé devant luy, à la restitution des fruits depuis ladite consignation dont appel releué par le condamné en la Cour, se faschans de tant plaider, s'en seroient remis au dire & aduis de Messieurs de Babut & Borderia leurs Aduocats, feu monsieur Trelon aussi Aduocat prins pour tiers, lesquels parties ouyes par leur sentence arbitraire, dont aurions trouué vne copie entre nos vieux & anciens papiers, sans auoir esgard à la sentence dudit Seneschal, auroient ordonné que nostredite sentence sortiroit effect, & seroit executée, suyuant sa forme & teneur, comme apres auroit esté fait entre leurs Procureurs, mesmes de ce païs en ladite premiere instance.

## CHAP. XLIX.

- 1 Hypothese sur la question des fruiçts de l'annee du re-  
traiçt, sçauoir si à la raison du temps que l'acheteur de-  
fendeur auoit tenu & iouy, les biens luy appartiennent,  
encores que du temps de la vente il eust par icelle acquis  
le fonds, au temps & saison que les fruiçts d'iceluy estoient  
prests à cueillir & prendre.
- 2 Par sentence du Iuge ordinaire, ou Lieutenant d'iceluy,  
la question terminee au profit dudit acheteur premier en-  
tre autres chefs.
- 3 Par sentence du Seneschal ladicte sentence confirmee,  
comme de mesme icelle-dicte sentence par arrest de la  
Cour au Parlement de Tholose, confirmee avec despens,  
& sans amende.



E que nous venons tout maintenant de dire prins  
en ces propres & purs termes estoit assez fauorable  
& plausible: mais voicy vne autre difficulté sur le  
mesme subiect, en vne instance pendant deuant  
nous, comme Iuge ordinaire de Ganhac, au Viscomté de Tu-  
renne, entre vn praticien demandeur en retraiçt, contre vn  
pauvre laboureur defendeur, qui ne luy faisoit difficulté le re-  
cevoir au retraiçt, mais pretendoit les fruiçts à la raison du  
temps qu'il auoit tenu les biens luy appartenir: ce que ledict  
demandeur empeschoit, d'autant qu'il disoit, & autrement  
aparoissoit par actes, que ledit acheteur auoit acquis le fonds  
au tēps & saison que les fruits d'iceluy estoient prests à cueil-  
lir & prendre, & que cest aduantage deuoit estre compensé  
avec les fruiçts de l'annee de son temps. Sur ce ledict defen-  
deur repliquoit qu'il estoit vray qu'il les auoit cueillis la  
premiere annee: mais c'estoit comme Seigneur, luy appar-  
tenant au moyen de l'achapt qu'il en auoit fait <sup>a</sup>, partant  
n'estre tenu en faire compensation avec les fruiçts de l'annee  
suyuante

a l. Iulianus  
§. si fructi-  
bus ff. de  
actio. empe.  
l. §. si fructus  
ff. qua in  
fran. credit.

fuiuant lesquels pareillement luy appartiennent , d'autant que compensation ne se peut faire de son bien à autre sien: mais se doit faire de ce que l'on doit à ce qui est deub.<sup>a</sup> Ce

2

qui n'estoit au cas present où il ne debuoir rien audit demandeur. Parquoy seroit iniquité grande faire vne telle & semblable compensation que dessus , que ledit demandeur pretendoit & demandoit. Surquoy le procès appointé en droit par nostre Lieutenant sur les lieux, de l'aduis du Conseil qu'il en auoit prins, en vuidant par sentence le principal d'adiudication dudit retraict au profit dudit demãdeur, il est & demeure desmis & debouté la compensation desdicts fruiets par luy requise, & fait droit au surplus sur les autres fruiets depuis la consignation, ainsi & comme dessus: Sçauoir qu'ils se partiroient par moitié entre lesdites parties, sans aucune deduction ny detraction , dont appel releué au Iuge Seneschal du Viscomté de Turenne, & de certain appointement par luy donné au Seneschal de Quercy siege de Martel, par ledict demandeur Practicien, (où la sentence susdicte arbitraire entre lesdites parties mentionnee au Chapitre precedent , auroit esté produicte de la part du defendeur ) par sentence dudit Seneschal: Celle de nostredit Lieutenant est & demeure confirmee avec despens de l'appel: dont aigry ledict demandeur en auroit releué appel en la Cour , en laquelle parties ayant conclud sur iceluy par arrest d'icelle, au rapport de feu Monsieur Sabatier sieur de la Bourgade en la Chambre des Vacations au mois d'Octobre 1565. Ladite sentence dudit Seneschal portant confirmation de la susdite auroit esté confirmee avec despens & sans amende: Ce qui est entierement de l'aduis & opinion de feu Monsieur Tiraqueau, qui auroit esté suivy par lesdites sentences & Arrest.<sup>b</sup>

<sup>a</sup> *Toto titu. de compen.*

<sup>b</sup> *Titul. de retract. conuentione. §. 5. 1. Glo. 4. nu. 11.*



## CHAP. L.

1. Sur les Coustumes permettant le retraiet aux plus loingtains parens sans dol & fraude.
2. La faculté donnée à ceux d'une famille pour le retraiet des choses immeubles mises hors d'icelle doit estre prise & entendue, n'y ayant autre expression, subordonnement & degré par degré, & par ordre de distribution.
3. A la charge que les plus lointains venans à poursuivre le retraiet ils y doivent estre receus, s'il ne se trouue de plus prochains qui les empeschent par une reigle vulgaire de droit.
4. Tout dol & fraude seclus, dont la disquisition sera préalable.

**I**l y a des Coustumes en quelques pays, comme en Anjou & au Mayne, concernant les lignagers, auxquels par icelles est permis aux plus lointains parens & prochains preuenir les plus proches, pouruen que cela se face sans dol & fraude & ce d'autant que les Autheurs desdictes Coustumes auroient iugé que cela seul suffisoit qu'au moyen de la susdite du retraiet le fonds vendu & aliéné fut retraiet & retiré<sup>a</sup> en la famille: & en ce faisant auroient voulu fauoriser la diligence des plus lointains contre la paresse & negligence des plus prochains, lesquels neantmoins quand ils seroient trouuez concurrens auroient voulu estre preferez aux loingtains: comme ils sont bien hors lesdictes Coustumes, ainsi escrites & gardees en autres endroits & pays, où elles ne sont ainsi conceues, & ne le portent autrement par escrit ny par vsage quant à ce receu ny approuué: Par ce que la faculté donnée à ceux d'une famille de reuoquer la vendition de chose immeuble aliénée & mise hors icelle, se doit de Droit prendre que par la diligence & comme precipitation du plus loingtain ne soit fait bresche

*Lexum ex  
amilis in  
princip. §. l.  
Iuncta gl. in  
princip. ff. de  
leg. 2.*

ny autrement preiudicié aux plus prochains <sup>a</sup>, par ce que quand quelque chose est octroyee non entierement ou solidairement à plusieurs, entre lesquels y a degrez differents (ainsi que le droit de retraict donné à tous ceux d'une famille) cela doit estre prins & entendu non que tel droit appartienne à tous également, mais le faut prendre par ordre de distribution, en telle sorte que les premiers & plus prochains soient preferez aux plus loingtains, & que pendant le temps prefix par la coustume <sup>b</sup>, ils puissent retraire & recouurer desdits plus loingtains sans restitution des frais & mises par eux faits, fors de ce qu'ils ont deboursé aux acquereurs, qu'eux mesmes eussent esté contraincts de payer s'il eussent retiré <sup>c</sup>, & ce pour autant que telle hastiueté des plus loingtains ne doit porter aucun preiudice aux plus prochains, & la perte des frais leur doit tomber sur eux pour peine de leur precipitation, à cause qu'ils ont deu preuoir que la chose pouuoit estre retiree au moyen & en vertu de ladicte coustume <sup>d</sup>, par les plus prochains & precedens en degre: à la charge toutesfois que quand les plus loingtains viendront à demander & poursuiure le retraict il y doiuent estre receus, s'ils ne se trouuent de plus prochains qui les empeschent par ceste reigle qui veut <sup>e</sup> que quand vne chose est deferee à plusieurs par ordre qu'on appelle de distribution, si les premiers & precedents ne la demandent, les autres & suiuaus la peuuent auoir, ce qu'est & procede sans aucune difficulté tout dol & fraude seclus, ainsi qu'auons dit dessus, & de ce sont tesmoins oculaires & maieurs de toute exception, les iugemens quand à ce des Iuges subalternes de ce ressort ou arrests tant confirmatifs d'iceux que autres disposans d'eux mesmes, donnez quant à ce sur telles & semblables matieres, par lesquels les plus loingtains prochains ayans preueny y estās interuenus de plus prochains pour les y empescher, iusques aux enfans mesmes des vendeurs, par les plus loingtains, estant le plus souuent alleguee fraude & dol contre les fudits plus prochains ainsi interuenants, & apostez comme ils pretendent par les vendeurs ou autres à leur nom, ainsi que la plus-part du temps aduient, est

<sup>a</sup> l. c. solus  
ff. de acqui.  
hered.

<sup>b</sup> l. maritus  
§. si. de a.  
dult. l. peto.  
§. ultimo D.  
de legat. 2.  
Oldradus  
confi. 178.

<sup>c</sup> l. à la fin  
de natu.  
success. seu.  
c Chassa. in  
commeta.  
consue. Bur-  
gun. Titu.  
de retraict  
lignager  
§. 3. versie.  
sed quaro an  
iste.

<sup>d</sup> Argu. l. si  
domu. §. itē  
quarit. D.  
locu. l. quib-  
bus discibus.  
§. 1. D. de  
codit. & de-  
monstru. l.  
bona fide. §.  
cū inter D.  
de Dan. inf.  
c. l. 3. §. sed  
ad plures.  
D. de sepulc.  
violat.

ordonné certaine instructiue pour la preuue & verifiatiō du-  
dit dol & fraude auāt dire droit diffinitiuement sur les fins &  
cōclusions des parties qu'est vn preiugé certain de la cognoif-  
sance & disquisition du dol & fraude estre prealable & faire  
tel preiudice que prouuez & verifiez les plus loingtains obtie- 4  
dront n'ayant contradicteurs legitimes de bonne foy, & tels  
qu'il faut en la cause ou au contraire n'estans verifiez, les plus  
prochains viendront à obtenir & emporter gain de cause cō-  
me preferables de leur chef par la coustume.

---

CHAP. LI.

- 1 Les conditions communément sont personnelles & par  
ainsi la demande en retraits lignager se deuoir intenter  
deuant le Iuge de l'achepteur, bien que d'autres fois aye  
esté dit pouuoir estre poursuiue par deuant le Iuge ordi-  
naire du lieu où les biens dont est question seroit assis.
- 2 Aucuns ayans estimé ladite action estre personnelle,  
sed rem scripta.
- 3 Prelats & Iuges Ecclesiastiques incompetans de cognoi-  
stre d'action de retraits, hypotheques interdits, ou cau-  
ses possessoires.
- 4 Maintenant quelque contrariété d'arrests qu'il y ayt eu  
retraits lignager est reputé plus personnel que reel, par  
ainsi qu'il faut suiure le domicile du defendeur.
- 5 Le tout sans preiudice des coustumes ou statuts des lieux  
particuliers qui eussent autrement défini des Iuges par-  
deuant lesquels seroit besoin aller pour la poursuite des-  
dites causes de retraits.

Chassain  
cōsue. Bur-  
gun. §. i. su-  
per verbo  
le peut ra-  
cheter.



Ue la qualité du retrait qui doit regler les Iuges de-  
uant lesquels elle se doit poursuiure & demander<sup>a</sup>, 1  
aucuns l'ont estimée personnelle comme vne cōdi-  
tion qu'on appelle ex lege, & par ce moyen les conditions estans

personnelles la susdite comme toutes autres se deuoir inten-  
 ter deuant le Iuge de l'acheteur, principalement que quand  
 l'on propose demande en resolution de contract (\* tout ainsi  
 que fait le lignager en demande de retraits) faut que le de-  
 mandeur le propose pardeuant le Iuge du defendeur <sup>a</sup> & ainsi  
 auoir esté iugé par arrest du Parlement de Paris du 10. de  
 Mars 1557. auroit rapporté feu Papon en sondit Recueil sous  
 le mesme titre <sup>b</sup>: contraire toutesfois à autre & precedent  
 arrest que le mesme aussi rapporte audit Recueil <sup>c</sup>, par le-  
 quel auroit esté dit ladite action de retrait coustumier pou-  
 uoir estre intentee pardeuant ledit Iuge de l'acheteur, ou  
 bien pardeuant ledit Iuge ordinaire du lieu où l'immeu-  
 ble du retrait duquel est question, sera situé tout ainsi  
 qu'en toutes actions purement reelles: ledit arrest datté du  
 23. Decembre 1545. auparauant par consequent le susdit &  
 donné suiuant l'aduis de ceux <sup>d</sup> qui auroient estimé que l'a-  
 ction de retrait estoit reelle, suiuit la chose & tous posses-  
 seurs d'icelle, par ainsi se deuoir intenter pardeuant le Iuge  
 au territoire duquel elle est assize <sup>e</sup>: il y en a toutesfois d'au-  
 tres qui auroient esté d'auis que ladite action estoit person-  
 nelle *sed in rem scriptam* <sup>f</sup>, ce que asemblé approcher de la veri-  
 té pour ne descendre de contract comme les autres actions  
 personnelles <sup>g</sup>, & que si elle estoit pure personnelle elle ne se  
 pourroit proposer contre vn singulier successeur & tiers pos-  
 seur <sup>h</sup>, n'estant donc aussi pure reelle s'ensuiroit l'arrest  
 susdit premier auoir esté de droicturiere Iustice, pour, tant  
 le Iuge de l'acheteur que le Iuge du territoire, auquel les cho-  
 ses sont assises, estre cōpetant pour la cognoissance de la cause  
 du retrait <sup>i</sup>: tout ainsi que nous disons es cas pareils des cau-  
 ses d'hypotheques <sup>k</sup>, exhibitions & interdits <sup>l</sup>, d'où vient à  
 estre inferé qu'attēdu que la cognoissance des causes reelles,  
 est interdite aux Prelats & Iuges Ecclesiastiques <sup>m</sup>, ils ne  
 pourront cognoistre de l'action de retrait ny pareillement  
 d'hypotheques, interdits ou causes possessoires, ainsi que fort  
 doctement & copieusement monsieur Tiraqueau, duquel  
 nous auons emprunté la plus-part de ce dessus auroit es lieux

a l. 2. & ibi.  
 glo. & DD.  
 C. ubi &  
 apud quem  
 Sacer. in l. 1.  
 C. de sum.  
 trinit. & f.  
 b Arr. 27.  
 de la der-  
 niere ad-  
 dition.  
 c Arr. 26.  
 d Jan. du  
 Fau. in §. ex  
 non scripto  
 Col. 3. vers.  
 circa quar-  
 tum. Instit.  
 de iur. natu.  
 gentium &  
 civil.  
 e l. ult. C. v-  
 bi in rem a-  
 ctio. & l. 1.  
 ubi de ha-  
 red. agi op-  
 portet.  
 f Cepola.  
 consi. 43.  
 causa. c. uil.  
 & consi. 65.  
 g §. 1. & ibi.  
 notat. Instit.  
 de actio.  
 h l. cum qui.  
 C. de actio.  
 & obliga. l.  
 cogi. §. unde  
 queritur. ff.  
 ad Treb.  
 i Bald. &  
 Innoc. in c.  
 dilectus l. 2.  
 de rescript.  
 ex. & in l.  
 ult. col. 2.  
 versic. bene  
 nota. C. de  
 praescript.  
 longi tēpo.  
 k Glo. in §.  
 l. super ver.  
 hypotheca  
 de interd.

OOo iij

in authen. ut omnes, obed. iudici. l. 1. C. ubi de possess. agat. & in l. 2. & ibi. Glo. & Bald. C. de interdi-  
 ct. in Jan. du Fau. in §. item seruiana instit. de actio.

à deretraict.  
lignaz. §.  
est auo glo.  
§. num. 15.

à la marge cottez remarqué<sup>1</sup>: mais quant au present quelque contrariété d'arrests qu'on puisse quand à ce remarquer en & sur ce que nous venons de discourir, le dernier arrest auroit preualu depuis, & suiuant iceluy maintenant tenu pour resolu en ladite Cour de Paris que retraict lignager est reputé plus personnel que reel, par ainsi qu'il faut suiure le defendeur, & le lieu du domicile non de la possession, & en signe & marque de ce les sieurs tenant les Requestes du Palais en cognoistre, ainsi que par l'apostile mise audit dernier arrest au susdit Recueil dudit feu Papon auroit esté nommément noté & additionné, & encores adiousté quant au retraict conuentionnel estre sans doute que c'estoit vne action personnelle, & que *forum rei sequatur*: à quoy & en l'un & l'autre desdits retraicts nous n'auons iamais veu faire difficulté en nostre dite Cour de Parlement à Tholose, que les actions pour ce regard intentées pardeuant les Iuges du deffendeur & de son domicile ne feussent trouuees bonnes & valables, voire non pas seulement contredites ou debatuës par les parties, leur conseil faisant estat assure & certain de ce sans vouloir autrement mouuoir ce que long temps y a esté comme assis & planté pour le repos & soulagement des parties, & sans ce que par ce dessus on vueille ou entende preiudicier aux lieux, où il y auroit statuts ou coustumes particulieres qui eussent diffini les Iuges pardeuant lesquels conuient aller pour lesdites causes de retraict, comme à Aniou article 382. & au Mayne 392.

## CHAP. LII.

- 1 Encontraict contenant seulement promesse de vendre ne tombe retraict.
- 2 Si cela a lieu à la vendition d'un fonds, auquel n'y a grace de rachapt, mais seulement promesse de la donner dans certain temps, ce qu'il n'est fait dans iceluy.
- 3 Quelques uns des docteurs plus signalez auroient esté



d'aduis telle & semblable promesse que dessus se deuoir  
resoudre en octroy & concession de grace de rachapt.

- 4 Mais l'autre & contraire aduis qui fait pour un pur  
& franc rachapt au moyen duquel tel promettant fait  
à condamner à la reuente, auoir esté preiugé par arrest de  
Paris, est amené du sieur Tiraqueau, lequel Papon en son  
Recueil, n'auroit voulu obmettre.
- 5 Ledit Arrest de ladite Cour à Paris comme tres-equita-  
ble louangé.
- 6 Et par l'auteur suiuy en une hypothese tombee entre  
ses mains qui y est specifiee & circonstanciee, en fin ac-  
cordée entre parties par leurs Aduocats.
- 7 Mais c'estoit auant l'ordonnance de Moulins, & si ce-  
la peut proceder depuis au moyen du contenu en icelle,  
l'auteur ne peut certainement iuger.

**E**ST certain qu'en contract où il ya seulement promes-  
se de vendre n'y a lieu de retrait pour par icelle les  
biens n'estre mis hors de la famille, & la coustume  
ayant nommément disposé & tendant là, retrait auoir lieu  
en venditions ou contracts sonnans venditions & autrement  
equipolans à icelles: seroit suruenue toutesfois en ceste ma-  
tiere vne question amplement & de tous costez disputee par  
feu M. Tiraqueau au lieu à la marge cotté<sup>a</sup>, sçauoir si par  
la vendition d'un fonds l'acheteur n'ayant donné au ven-  
deur grace de racheter: mais faire promesse de la luy don-  
ner de trois ans, ce qu'il ne faict, l'on demande, si au moyen  
& en vertu de telle promesse le vendeur pourra retraire son  
fonds & contraindre l'acheteur à le luy reuendre, en luy rem-  
boursant son prix & loyaux cousts, comme si la grace promise  
luy auoit esté donnée & accordée, ou bien seulement pou-  
voir agir à ce que la promesse soit accomplie, en ce faisant  
la grace promise donnée & instrumentée ce qu'il sembleroit  
pour de telle susdite promesse le vendeur auoir seulement.

<sup>a</sup> A la fin du  
traicté du  
retrait con-  
ventionnel  
question. 3.  
num. 25.

a Decius in l.  
cum fudius §.  
seruam tuū in  
prudēs Arg. l.  
nō omnis. D.  
si cert. petat.  
b l. si quis sti-  
pulat. sit sti-  
chi §. si. de  
verb. oblig.  
c Bal. Aresi.  
Et Ange. in  
l. i. C. de pass  
d l. nepos. D.  
de fund. in-  
struc. & Bal.  
per eam l. in l.  
si. C. ad l. fal.  
e lib. i. de Ar

*Pollicitis Dines quilibet esse potest.*

re anan. l.  
f Alex. Soc.  
Iafon. & Puer  
pura in d. §.  
feruētū m  
prieles & ide  
Iafon. inl. do-  
mus tefta. D.  
da cond. in de-  
biti & inl. f. f.  
fideius. §. me-  
minus. D. de  
leg. Mart. de  
Afflic. decis.  
Neapoli. 61.  
& Chaffan  
confi. §6.  
Zazius confi.  
10. n. 39. li. 2.  
g Confi.  
32. lib. 2.  
h Conf. 184  
in 1. dub. li. 1.  
i in Glo. in l.  
nulli in §. 1.  
fup. verb. ac-  
quiratur. C.  
de Sacr. Ecc.  
h inl. ultim  
ibi. dederit v  
promiss. r. C.  
de dot. pro  
miss. & in  
ex. morte

le statut ou paſte, deſerans le gain du dot au mary, a lieu en ſemblable & pareille dot qu'auroit eſté promiſe ſeulement: <sup>a</sup>

<sup>a</sup> l. ſi dona-  
tus. §. 2.  
iunſta glo.  
ibi et Paulus  
Caſ. Et A-  
lexan. Et la-  
fon. ff. de co-  
ditionibus in.

- 4 Pour leſquelles raiſons & authoritez, debatues à pleine voile celle de l'autre party, le ſieur Tiraqueau au lieu que deſſus, viêt à reſoudre par vn prejugé certain & fort equitable de la Cour de Parlement à Paris, ſur pareil & ſemblable doute, entre deux Citoyens de la Rochelle: deſquels l'un eſt demâdeur, & faiſant preſentation de ſes deniers, propoſoit & prouuoit comme le defendeur luy auoit promis paſſer titre de faculté de reméré, pour tel temps qu'ils aduiſeroient enſemble, & requeroit que ſuiuant ce, il luy fiſt reuente ſans autrement paſſer titre de faculté de reméré: le defendeur au cōtraire, diſoit que premierement il eſtoit neceſſaire qu'il le fiſt conuenir ſur l'accompliſſement de telle promeſſe, & non pas d'entree, & de plein droit vol recourir à l'exécution d'icelle, qui n'eſtoit iugee ny receuë, par ſentence du premier Iuge le defendeur eſtant abſous avec deſpens, ſans preiudice de la promeſſe pour laquelle il pourroit agir, & le defendeur y defendre: ledit defendeur appelle & releue en Parlement à Paris, où par arreſt dit mal iugé, & bien appellé, & le defendeur condamné à recevoir ledit demandeur audit retraiët, & à luy reuendre en receuant le prix & frais, & reſtituer les fruiëts depuis la conteſtatiō, ledit arreſt ſans an & datte toutesſois, que feu Papon en ſon Recueil n'auroit voulu obmettre <sup>b</sup>, cōme certes notable & remarquable, & lequel il auroit prins dudit feu ſieur Tiraqueau, comme nous auſſi la plus grand part du contenu en ce chapitre, & lequel apres vn grand & copieux diſcours, d'un coſté & d'autre, aduertit les lecteurs, les choſes & conſequences qu'il y traite par ſon diſcours eſtre fort douteuſes, parce qu'en peut eſtre veu & cogneu de ce qu'il y allegue & amene, toutesſois pour la principale queſtion de ladite promeſſe de reméré, il aſſeure ſçauoir ledit arreſt & hypothèſe, ſus laquelle il ſeroit interuenu qu'il rapporte comme deſſus, & venant à louer ledit arreſt, dit que ladite Cour equitable ſur toutes, auroit auſſi ſuiuy la plus equitable ſentence, tout ainſi qu'elle a accouſtumé faire en toutes autres choſes, en alleguant des auteurs qui l'auroient ainſi eſcrit & attéſté.
- 5 Singulierement vn entr'autres, parlant des ambages & cir-

<sup>b</sup> Titu. de re-  
traſt. cōue-  
tionnel, ar-  
reſt 7. en la  
derniere e-  
dition.

<sup>c</sup> Frāciſcus  
Rippa, in 1.  
centurio nu.  
77 ff. de vul-  
gar. Et Bu-  
den, incōti-  
nent apres  
le cōmen-  
cemēt des  
premieres  
annotatiōs  
des Pande-  
ctes.

a *Sepp. Bertradi. cōf. 48. col. 2. lib. 1.*

b En les Decisions, q 29. & encores 483. & la mesmesamplemēt par les apostillateurs modernes.

c *lib. distus Bertradi cōf. 178. à la fin lib. 2.*

euits qui ne seruent qu'à chiquaner & broüiller les parties en procès, lesquels (dit-il) <sup>a</sup> les Cours souueraines ont accoustumé retrancher & rejeter toutes subtilitez, ambages & chiquaneries, suiure la verité, & iuger sur icelle, dont le sieur President de Grenoble auroit en quelque part parlé: <sup>b</sup> & le mesme susdit ailleurs en passant remarqué <sup>c</sup>: Quāt à nous, nous confesserons ingenuēment que nous aurios eu pareil & semblable different en nos mains entre deux, non seulement proches voisins, mais encores parents à vn certain procès, pour raison de semblable hypothese, entr'autres chefs qu'ils auoient ensemble deuolu par appel du Seneschal de Carcassonne, ou son Lieutenant en la Cour, & à nous en la seconde Chambre d'Enquestes, distribué sur le iugement, duquel nous estans préparé, veu, & examiné ce que tant ledit sieur Tiraqueau, que autres qui en auoient escrit, y auroient dit & apporté: Nous estans resolu, en attendant comprendre & entendre les voix & opinions de Messieurs qui deuoient assister au iugement, au prejuge de ladite Cour à Paris: Singulieremnt qu'il apparoissoit par les actes du procès le pacte de rachapt promis & accordé auoir esté de trois ans, que le defendeur & cōuenu quant à ce auoit delayé pendant & durant lesdits trois ans, par fuites & broüilleries d'autres choses que les parties auoient ensemble à demesler, ne fut toutesfois passé par nous iusques au rapport, pour en voir vn iugement d'iceluy, les parties s'en estans auant accordees, tāt pour ce regard qu'autres susdites choses, au dire de leurs deux Aduocats, appelé vn tiers que bon leur sembleroit, qui les auroient accordez du tout, & dont ils nous auroient apporté vne transaction instrumentee pour y donner arrest d'autorisation d'icelle, ce que nous aurions fait, & par mesme moyen obtenu taxe de nostre breuet, ainsi que de coustume: C'estoit auant l'Ordonnance de Moulins, dont ne pouuōs certainemēt iuger sur telle & semblable hypothese suruenant apres: si au moyen & en vertu d'iceile, es matieres excedans cent liures, comme la susdicte faisoit, & beaucoup plus outre, ladite Cour en eust fait autre & contraire prejuge.

6.

7.

---

C H A P. LIII.

---

- 1 *Priuilege du dot de la femme, avec celuy des mineurs pour leur reddition de conte, & prestation de reliqua, & administration des biens & facultez de leurs administrateurs.*
- 2 *En concurrence des susdits leurs allegations, d'un costé & d'autre sommairement examinees.*
- 3 *Par arrest prononcé en robes rouges à Tholose, tant la femme pour son dot, que les moindres & pupilles, pour leur reliqua declarez alloüables ensemble à mesmes, & pareils pacs au sol la liure.*

**N** Ous auons dit ailleurs en & pour le regard de la restitution du dot d'une femme, ladite Cour de Parlement à Tholose, la priuileger & fauoriser iusques là, que de la preferer à tous creanciers precedents, ores qu'ils ayent & soient pourueus d'hypothèque expresse par instrument public, autrement appelé par quelques-uns garantigé, & d'ailleurs est certain les mineurs & pupilles pour la reddition de contes, & prestation de reliqua en & sur les biens de leurs tuteurs, curateurs, ou autres administrateurs estre de mesmes fort fauoris & priuilegez, puis toutesfois le temps de leur charge & administratiō, qui semblent pour ce regard ne pouuoir estre iustement deuācez par le dot de la femme, quelque priuilege qu'autrement il aye, mesme celuy de la faueur publique, laquelle regarde pareillement en mesme ou plus grand grade, celle desdits pupilles qui sont comme en la protection & sauuegarde de la republique, principalement de foy-mesme, & sans autre respect, parce que nous en pouuons lire ailleurs és liures mesmes profanes <sup>a</sup>, qui fut la cause que en certaine distribution de biens d'un tuteur, dont le procès pendoit en la Cour audit Tholose, la femme distributionnaire pour son dot, & le pupille pour sō reliqua, s'estas trouuez cōcurrans en l'allocatiō de ce qui leur estoit respectiuemēt deu,

<sup>a</sup> Gellius lib.  
3. c. 15. Plu-  
tarc. in vita  
Demosth.



en & sur les biens dudit mary & tuteur, y eut vn merueilleux  
 conflict de raisons, alleguees d'un costé & d'autre, chacun des  
 susdits alleguât & employant leur faueur & priuilege, autant  
 ou plus grands en d'autres cas occurrâs, qu'au susdit mesme, 2  
 ledit pupille alleguant que c'estoit vn extraordinaire, singu-  
 lierement approuué par ladite Cour, & nullement practiqué  
 par les autres: mesmes par la souueraine & premiere de Fran-  
 ce, que d'attribuer hypothèque à la femme pour son dot, cō-  
 tre ceux qui auoient auparauant expresse hypothèque, rejet-  
 tee l'opinion de quelques-vns anciens glosateurs, & quant à  
 la sienne, elle estoit si ainsi le falloit dire, autant ou plus qu'ex-  
 presse & priuilegee contre son tuteur, des restes qu'il auoit  
 pris, & s'estoit réduit redeuable & obligé quasi par corps, pen-  
 dant & durant son administration: Car bien que pour lors, &  
 tant qu'elle dure, ils ne soient prohibez d'aliener leur patri-  
 moine & biens propres; cela s'entend toutesfois, *cum sua causa*,

*a l'onuie C. & suo onere* <sup>a</sup>, estant certain, *alienationem fieri cum sua causa*  
*rem alienam* *qua esset futura, si apud alienantem res mansisset* <sup>b</sup>, & notamment  
*gerentib.* quant à ce dessus, que la femme estât tutrice auroit accoustu-  
*b. l. alienatio* mé renoncier au Velleyen, & par ainsi au remede de droit en  
*ff. de contrah.* la faueur introduit pour n'en pouuoir vser, & s'en aider con-  
*unpt.* tre ses enfans pupilles, & à leur ruïne, preiudice & diminutiō  
 de leur propre substance: tellemēt que sur ce, par arrest gene-  
 ral à la saincte Croix 1572. fut dit que tant ladite femme pour  
 son dot, que les pupilles pour leur reliqua, iroient ensemble à  
 mesme & pareil pas, & seroient alloüez, *in tributum*, qu'est au  
 sol la liure, ledit arrest donné au rapport de feu monsieur May-  
 nier, prononcé par feu monsieur le President Mansencal der- 3

nier, suiuant les mesmes Memoires susdits dudit sieur Berail,  
 qui vse au marge de réuoy aux auteurs à la marge cotez <sup>c</sup>,  
 pour les voir sur ce, que nous n'aurions voulu obmettre aux  
 fins de ne frustrer ceux és mains de qui lesdites Memoires ne  
 seroient tombez, ou bien l'estans n'auroient eu moyen de les  
 voir & lire.

*de Rippe:*  
*Socyn. in l.*  
*ou ff. de pri-*  
*uilegijs cre-*  
*dit. in l. pri-*  
*uilegijs ff. de*  
*quint. credit.*

CHAP. LIIII.

- 1 Comment en contractz d'achapt les droictz d'accroissement peuuent auoir lieu.
- 2 La iouyssance comme avec l'habitation & communication iointes ensemble, faire que l'expres & le taisé sont de mesme vertu & efficace.



BIEN que nous lisons en quelque part en contract d'achapt les droictz d'accroissement auoir lieu quand le promettant y a interest, qui est-ce que Bartole dit en ces termes, *quando promissoris hoc interest*<sup>a</sup>, ce qu'il auroit prins & tiré de l'hypothese du Iurisconsulte, quand il auroit respondu en la question, si vn fonds estant vendu à celui qui l'achete, & à vn autre tiers par luy nommé, tel achapt pouuoit consister en tout, ou bien *nihil actum esset*: la personne dudit tiers comme superflüe, nullement considerable, & par ce l'achapt de tout le fonds entierement appartenir à celui qui contractoit & l'acheroit, à quoy peut appartenir ce qu'ailleurs le Iurisconsulte Paul auroit de mesme laissé par escrit, sçauoir l'ayeul maternel sembler en la personne de sa niepce, *inutiliter stipulationem concepisse, quoniam auus maternus & stipulatus proponeretur*<sup>b</sup>, & *quidem principaliter, quia si posteriore loco pro adiecta haberetur*<sup>c</sup>, ce neantmoins comme il fust question en vn procez deuolu par appel en ladite Cour à Tholose entre deux freres dits de Monteule, sur ce que par vn desdits freres, auoit esté prins vn bail à demy fruiets, rât pour soy que pour l'autre sien frere, avec promesse portée par mesme bail qu'il prenoit, de faire ratifier sondit frere, ce qu'il n'auroit fait autrement & expressément, sinon qu'estans cōmuns en tous & chacuns autres biens, qu'ils auroient iouis ensemblement, l'auroit ratifié taisément, ledit bail, *ipso facto*, labourant & cultiuant le bien contenu en iceluy, communément & ensemblement avec les susdits autres, & iusques à ce que venant à diuision & partage, le susdit frere qui auroit prins à

<sup>a</sup> in l. sum-  
du ff. de com-  
tra. empt.

<sup>b</sup> l. Caim ff.  
sol. matr.

<sup>c</sup> l. quires  
§. si seruus  
de solut. §.  
plan de mu-  
ti. stipula.

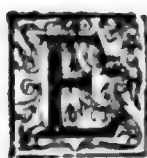
a l'ex parte  
§. ff. fam.  
heriscum.  
Barto. in l.  
Titium §. al-  
tero ff. de ad-  
ministr. tut.

bail, & promis faire ratifier iceluydit autre frere, pour defaut de la ratification, & que celuy duquel il auoit prins, l'auoit & tenoit en seul obligé, en vouloit tirer & forclorre le susdit autre, pour encores qu'ils demeurassent ensemble, & cōmune-  
ment au temps du contract dudit bail, *non per hoc videbatur contrahi societas*<sup>2</sup>, à quoy l'autre frere respondoit sans s'arrester à telles scrupulositez de Droit, que sondit autre frere alleguoit le contract susdit de bail, ayant esté fait & par sondit frere pris, tāt pour luy que pour luy mesmes sondit frere, n'estoit besoin d'autre ratification que de celle qui resultoit du fait, trauail & labeur qu'il auoit employez en la culture des biens qui parloient d'eux-mesmes, taisément & avec telle approbation, qui venoit à equipoler à l'expresse, singulierement que bien que pour demeurer ensemble, la société des biēs ne soit induite ne presumee, cela s'entend simplement, *nullo alio actu extrinsecus adhibito*: mais où il y a d'autres circonstances venans à confirmer la société, cōme nommément celle de la iouissance commune, & par indiuis, il ne peut estre dissimulé<sup>2</sup> que l'habitation & communication iointe ensemble, avec le trauail & industrie en mesme biens, ne facēt qu'en cet endroit l'expres & le taisé ne soient de mesme vertu & efficace: & ainsi auroit esté iugé par arrest donné par ladite Cour à Tholose le 18. Nouembre 1569. à la premiere Chambre d'Enquestes, au rapport dudit sieur Berail, prins en ses susdites Memoires.

---

CHAP. LV.

- 1 *Constitution imperiale sous le tiltre de secondes nopces examinee.*
- 2 *Si ce qui est dit de la mere en ladite constitution se doit ¶ peut rapporter au pere.*
- 3 *Et si deuoir rapporter, est tenu ¶ raisonné, voire par authorite & confirmé.*
- 4 *Et apres en est allegué preiugé à ce conforme de la Cour dudit Parlement à Tholose.*



**L** N T R E autres constitutions imperiales qu'on lit & ordinairement on aliegue sous le titre des secondes nopces, est celle <sup>a</sup> par laquelle les Empereurs Gratian, Valentinian, & Theodose, se trouuent auoir ordonné en la succession *ab intestat*, des enfans du premier mariage, d'une femme qui auroit conuolé à secondes nopces, les autres freres & sœurs y succeder egalemēt avec leur dite mere, bien quē remariee, sçauoir en v'sufruit, pour en iouir sa vie durant, la propriété de sa contingēte & deuē portion demeurant ausdits enfans par egales portions, toutefois & sans ce qu'il soit permis à ladite femme en disposer autrement en faueur de l'un ou de l'autre desdits enfans, tout ainsi qu'il y est adiousté apres du Droit nouueau <sup>b</sup>, par lequel aussi auroit esté desrogé à mesme constitution, en ce qu'elle parloit de la succession, par testamēt de ladite mere, des biēs desdits enfans, en laquelle icelledite constitution procede y succedant leur dite mere, bien que remariee, tout ainsi qu'un autre estrangier.

<sup>c</sup> Or ne parlant ladite constitution que de ladite mere nommément & en propres termes, voicy le differēt sur ce entre plusieurs, si ce qui est dit illec de la mere se pouuoit estēdre & rapporter au pere, à cest effect qu'iceluy remarié perdist la propriété de la succession susdite, cōme la mere, les vns ayās tenu que la Loy ou autre constitution, quand elles ont voulu en telles & semblables matieres y comprēdre le pere, ils l'ont dit & exprimé nommément <sup>d</sup>, & qu'autrement n'est trouué bon priuer aucun de son droit, sinon qu'expressēmēt il soit dit & ordonné, ioint que telle & semblable constitution que dessus est penalle, par ainsi comme odieuse, faisant à restraindre singulieremēt qu'ailleurs l'Empereur fait ceste cōparaison correlative & negative des maris aux femmes en correction, cōme semble de ladite cōstitution <sup>e</sup>, de telle façon qu'ailleurs apres, bien que le mesme Empereur viēne à amender le mesme que dessus, s'en remettant à ladite cōstitution desdits Empereurs, c'est en ce que concerne les meres, sans y particulariser ny faire aucune mētion des peres, pour le regard desquels les droiēs anciens n'estans corrigez, la raison semble y estre patente qu'ils doiuent demeurer tels & en l'estat, au contrai-

<sup>a</sup> l. *femina*  
§. *illud C. de*  
*secund. nupt.*

<sup>b</sup> *Authen.*  
*lucrum C.*  
*eodem.*

<sup>c</sup> *Authen.*  
*ex testam. C.*  
*eodem.*

<sup>d</sup> l. *genera-*  
*liser l. hacc-*  
*dictalis C. eod-*  
*dem.*

<sup>e</sup> l. *at si quis*  
§. *diuus ff. de*  
*Rel. Et sum-*  
*pti fune.*

<sup>f</sup> in §. *opti-*  
*mum de non*  
*elig. 2. nubē*  
*in Authen.*

re les autres, & des plus signalez Docteurs & Interpretes du Droit, ont esté d'avis contraire, opiné, soustenu, & raisonné, ce que par ladite constitution, est dit & ordonné de la mere deuoir estre entendu & rapporté par mesme & pareille raison du pere, pour autât que les peines introduites du Droit contre les secondes nopces, au profit & en faueur des enfans du premier mariage, estoient communs contre le pere & la mere, comme d'une amende contre eux communément indite, *ut hæc sic communis mulieris & viri multa*, comme ailleurs par l'Empereur est dict de telle façon, que comme en la succession *ab intestat*, de leurs enfans & filles, *ubi nulla secundarum nuptiarum fit mentio*, il n'y a aucune difference entre les pere & mere respectiuellement, de mesme n'y en doit & peut auoir en l'hypothese susdit, pour priuer les enfans de leurs premiers mariages de la pleine propriété des biens de la succession de leurs freres & sœurs, apres le decez d'un chacun desdits peres ou meres, l'usufruit pendant la vie leur demeurant, à la charge par le predecez de tous, à leursdits mesmes peres & meres, ou l'un d'eux d'estre consolidé avec la propriété, en ce que chacun d'eux concernera, suyuant la mesme constitution & teneur d'icelle, & ce que Accurse en auroit premierement sur icelle dit, suiuy des plus notables & signalez des autres, desquels vne partie sont à la marge cottez <sup>a</sup>, dõt en pourra estre prins le reste, par ceux qui en seront conuoiteux & desireux: tant y a que suiuant ladite opinion, comme la plus iuste, commune & equitable, contre le pere auroit esté jugé par arrest de ladite Cour à Tholose, au rapport de feu monsieur Roquier le ieune, comme nous aurions trouué esdites Memoires dudit feu sieur Berail, d'où nous l'aurions simplement prins & tiré, ne l'ayans voulu oublier icy à ce semonds, par vne hypothese à nous, pour consulter du bas país de Quercy apportee avec plusieurs conseils des consultans dudit pays & de Languedoc mesmes, *pro & contra*, dont ils auroient tiré les raisons d'une partie des susdits, ledit arrest apportant la coignée à la racine pour en arracher autrement tous les autres troncs, espines & difficultez.

C H A P.

<sup>a</sup> Ludom.  
Roma. consi.  
182. & ibi  
Oratius  
Mado. Boë-  
rius Decessio.  
187. Ioan.  
de Gara. in  
d. §. illud d. l.  
famima Ol-  
dra. consi. 33.



---

CHAP. LVI.

- 1 *Cedule portant promesse de vendre du mineur à un tiers avec arres qu'il prend de luy, quelle foy & auihorité peut auoir.*
- 2 *Autre chose est des arres baillees à une vente, lesquelles quittant l'acheteur demeure quitte du surplus, autre chose d'une somme baillee en commencement de paye, auquel cas l'acheteur peut estre contraint acheuer & parfaire le contract.*



N mineur ayant enuie de vendre vn sien domaine pour trouuer del'argent, duquel il auoit besoin, fait cedulae escrite & signee de sa main, contenant promesse de le vendre à vn tiers, avec arres qu'il prend de luy, sous condition toutefois, si bon semble audit tiers, & il trouue & peut trouuer la vente asseuree, lequel apres bien conseilley, & pour euitier le danger qui luy pendoit sur la teste au moyē de la nullité de Droiēt, à laquelle seroit sujette ladite vente, & tout ce qu'au moyen d'icelle sans decret & cognoissance de cause, il pourroit passer & contracter avec ledit mineur, luy declare hors iugement qu'il ne veut ny entend s'ayder de ladite promesse à luy faicte, se departant d'icelle pour auoir trouué que la vente promise ne luy pouuoit estre asseuree à cause de sa minorité, pour raison de laquelle il ne pouuoit faire aucun acte qui peüst valoir ny subsister, sinon avec decret & cognoissance de cause, qui ne pouuoit aussi tomber valablement & iuridiquement en ladite vente pour estre asseuré, que les principaux fondemens y manquoient. A quoy ledict mineur ne voulant entendre, s'ahurtant ausdites arres baillees, & offrant encores bailler bonnes & suffisantes cautions, pour toute garentie & indemnité, il conuiēt en iugement le susdit tiers aux fins de ladite vente, & moyen nāt icelle il fut tenu luy payer & satisfaire le prix accordé, ledit tiers insiste cōme dessus, sans auoir esgard à ladite offre de

QQq

bailler cautions, & que quant ausdites arres, il concluoyt à la restitution d'icelles, lesquelles n'auroient peu irreuocablement solider & confirmer ladite vente, si autrement elle eust esté asseuree, parce qu'en les perdant & quittant audit vendeur, il estoit & demeuroid quitte du surplus, autre chose estant d'une somme baillee en commencement de paye, & autre chose estant les arres: Celle-là comme les choses n'estans entieres, contraignant l'acheteur à accomplir & parfaire le contract: Ceste-cy non à autre chose qu'à la perte pour l'acheteur, & au doublement par les vendeurs refusans. Surquoy le procez deuolu par appel en la Cour, au rapport de feu Monsieur Gillebert, le 7. Juillet 1569. sans auoir esgard aux cautions presentees par ledit mineur, pour ladite garentie & indénité, ou bien de ratifier & approuuer ledit contract quand seroit paruenue en aage de majorité, en reformant le iugement qui l'auoit ainsi ordonné, condamne ledit mineur à rendre les arres, en cassant & annullant par mesme moyen la cedulle contenant ladite promesse, sans despens: prins pareillement des Memoires dudit sieur Berail.

---

CHAP. LVII.

- I. *Priuilege octroyé par ladite Cour à Tholose, & Constitution de Iustinian alleguee pour la preference de la femme, à tous creanciers precedens, encores qu'ils eussent expresse hypothecque, contre les creanciers du pere du mary precedens encores en hypothecque, pour le dot que ledit pere auroit receu, ou son fils de son consentement de sadite femme.*



O v s souuenans qu'aux precedens liures nous au-  
rions amené vn Arrest de ladite Cour de Parlement  
à Tholose, concernât le priuilege de la femme, pour  
la repetition de son dot raporté par ledit sieur Cha-  
rondas en sesdites Responses: <sup>2</sup> & par lequel ladite Cour à  
Tholose, auroit esté due la Constitution de Iustinian y men-  
tionnee & autres Arrests suyuant icelle, pour la preference  
à tous creanciers precedens, encores qu'ils ayent expresse  
hypothecque, contre les creanciers du pere du mary, en-

<sup>2</sup> Tom. 3.  
lib. 9. cap. 7.

cores que precedents en hypotheque, pour le dot que ledit pere auroit receu, ou son fils de son contentement de sadite femme, & depuis estans tombees entre nos mains lesdictes Memoires dudit sieur Berail, nous aurions trouué qu'il auroit en icelles laissé par escrit, ladite Cour en auoir preiugé de mesmes, le vingt-sixiesme Nouembre 1588. au rapport de feu monsieur Melet pour Roch, cõtre Noaut & Godal, pour lequel & en telle & semblable question sur icelle, ladicte Cour entr'autres choses auroit faite l'adiudication au creancier precedent & anterieur, à la charge de payer au prealable le doüaire de la femme du fils receu par le pere, en & sur les biens d'iceluy, dont estoit question au procez, & lequel arrest ie n'ay voulu oublier icy, pour n'en auoir iamais plus ouy ny entendu plus parler, non plus que de celuy que nous aurions allegué dudit sieur Charondas, lequel soit il diuers, comme il semble par la datte, ou soit le mesme pour y auoir peut estre erreur en icelle, comme il aduient souuent par la seule allegation qu'en est faite la resolution, que sur ce ladite Cour en auroit prinse, tenuë & resoluë de tout temps, suyuant l'opinion de cest ancien glosateur Martin, en demeurera plus amplement confirmee & authorisee, pour n'y estre quant à ce faict aucun doute ny difficulté.

CHAP. LVIII.

- 1 *Indication que les tiers & premiers possesseurs font en & sur les derniers, sur lesquels comme tels & posterieurs acquereurs, ils pretendent auoir euiction & indemnité.*
- 2 *Arrest de ladite Cour à Tholose fort notable quant à ce.*



**Q**UAND il auroit esté question és matieres de saisies & executiõs de l'indication que les tiers & premiers possesseurs font, en & sur les derniers, sur lesquels comme tels & posterieurs acquereurs, ils ont & pretendent auoir euiction, ou quoy que soit indemnité, il y en a plusieurs qui auroient estimé que bien que telle & semblable indication puisse auoir lieu par Droit commun &

*Titulo de  
execu. num.  
II.*

ordinaires aux perils & fortunes toutesfois de l'indiquant, & que pour ce regard soient alleguez des Arrests mesmes de la dicte Cour, conformément à ce que Masuer en auroit escript en la pratique <sup>a</sup>, l'entendant toutesfois quand telle indignation se fait dès l'introduction de l'instance & commencement du procez, combien qu'il die en passant que cela n'est conforme au Droit, ce neantmoins d'autres l'auroient contesté & nié à plat en la personne des femmes qui poursuivent par hypothecques les possesseurs & detēpteurs des biens de leurs maris pour leurs biens propres par eux vendus & alienez, pour autant qu'en semblable elles poursuivans par saisie & execution leurs dots sur les biens de leursdits maris, & qu'ils tenoient & possedoient aux temps des recognoissances d'iceux, elles ne sont tenuës à faire aucune discussion suyuant les prejugez que nous aurions es precedents liures proposez & alleguez: Mais quoy que soit y ayant bien difference entre l'une & l'autre hypothese, comme il fut question en vn procez deuolu par appel en la Cour d'une femme, par l'hipothecque contre les detempteurs du bien de son mary, à cause des biens propres d'elle par luy vendus, les premiers acheteurs à leurs perils & fortunes, ayans indiqué des derniers acheteurs suffisans & capables, quelle insistence que ladite femme fist n'estre tenuë d'accepter ladite indication, quoy que soit n'y auoir lieu d'icelle, par arrest de ladite Cour, donné au rapport de M. Daphis premier President à Bordeaux, & dont nous auons avec tout honneur parlé ailleurs, donné pour Gayand, <sup>2</sup> contre les heritiers de Pierre Boyer, le 21. Iuin 1569. fut prejuge qu'aux perils & fortunes de l'indiquant ladite femme s'adresseroit & poursuuroit les derniers acheteurs indiquez, lesquels à ces fins seroient appelez ensemble les heritiers du debiteur, pour eux ouys y estre fait droit, & ordonné ce qu'il appartiendrait, & qu'à ces fins & pour cest effect, l'indiquant consigneroit au Greffe, la somme de septâte cinq liures tournois, sauf plus si besoin estoit, & sans preiudice audit indiquant de les repeter sur qui & comme il appartiendrait: cela semble estre contre la disposition du Droit escript à la marge cotte, ainsi qu'on la pourroit prendre & entendre <sup>b</sup>, mais toutesfois à bien le prendre & examiner, sera trouué tout plein, tant

*e. Moschij  
vbi Bar. ff.  
de iure fisci.  
l. si. Et que  
ibi notatur  
C. si vnus  
ex pluribus  
hered. debet  
to. ca. exli-  
bris de Pi-  
gno. ex.*

d'humanité & equité, que de droicturiere Iustice, & ainsi ledit sieur de Berail en sesdites Memoires, desquelles nous aurions prins ledit arrest, tesmoin la plus-part de Messieurs, assistans au iugement d'iceluy, auoir rapporté ladite Cour en auoir iugé souuent en telles & semblables occurréces, comme nous mesmes ne pouuons dissimuler auoir ouy & entendu des plus anciens & experimentez de ladite Cour.

---

C H A P. LIX.

- 1 *De la prescription de cent ans donnee aux Eglises, nommément d'Orient & d'Occident.*
- 2 *La constitution pour ce regard de Iustinian ailleurs corrigee & introduite la prescription de quarante ans, & de la correction faite pour ce regard.*
- 3 *Les Nouuelles de Iustinian portans la correction de la Nouvelle y mentionnee estant derniere.*
- 4 *Depuis les actions priuees des particuliers tenuës prescriptibles par trente ans, & celle des Eglises par quarante.*
- 5 *Aduis de Theodore en la Nouvelle y alleguee.*
- 6 *Arrest de la Cour à Tholose, portant cassation des contrats d'alienation des terres & biens de l'Hospital, avec restitution des fruiçts, sur iceux precontez les deniers des arrearages des rentes y mentionnees, ores que la prescription y fust plus grande que dessus.*
- 7 *Bien que les priuileges des Eglises soiēt tels que leurs heritages & droicts ne se peuuent prescrire que par quarante ans, & que de mesmes soit és Hospitaux, Maladeries, & autres lieux pies; est besoin toutesfois qu'en l'alienation des biens d'iceux semblables solemnitez soient gardees qu'en celles des biens de l'Eglise.*





Mais il est temps de changer de matiere, & en ce fai-  
 sant nous prendrons premierement icy les prescrip-  
 tions, & ramenteurons sommairement que les ac-  
 tions octroyees aux particuliers s'en vont à vau-  
 l'eau, & sont prescrites par l'espace de 30. ans qu'est dit & ap-  
 pelé de Droit, tēps tres-long, ladite prescription pour iceluy  
 introduite par Theodose le Grād, & dont Synodius fait mē-  
 tion en quelque part, ayāt lieu; ou celle de long tēps qu'est de  
 dix ans, entre presens, & de 20. entre absens, aagez & non pri-  
 uilegez, n'estoit suffisante, mais les actions qui sont données &  
 octroyees aux Eglises, Citez ou autres lieux venerables, ou  
 qui sont deuës pour le rachapt des prisonniers, dōt l'exactiō  
 la plus part du temps, & le plus souuent appartient aux Eues-  
 ques, ne viennent à estre forcloses & prescrites, sinon par le  
 laps de cent ans, par la Loy de Iustiniā à la marge cottee <sup>a</sup>, la-  
 quelle regarde & appartient aux Eglises d'Oriēt, cōme la Nou-  
 uelle neufiesme <sup>b</sup> à celles d'Occident: & à la verité à toutes,  
 non seulement à l'Eglise Romaine, ainsi que peut paroistre  
 clairement par la translation Latine, la Grecque forme de-  
 faillant, & n'estant trouuee aux Basiliques, ainsi que monsieur  
 Cujas auroit en ses Observations doctement & de l'usage du  
 Droit Romain à son accoustumee remarqué <sup>c</sup>, adioustant <sup>2</sup>  
 en outre tous estre d'accord par la Nouvelle 111. <sup>d</sup> ladite Loy  
 de Iustinian auoir esté corrigee, par icelledite Nouvelle, ayāt  
 esté introduiēte es actions competans aux Eglises; & autres  
 lieux deuots & pieux, voiez à la pieté, & consacrez à Dieu la  
 prescription de quarāte ans, tirce du milieu celle de cent ans,  
 combien que deuant ladiēte Nouvelle 111. ladite prescriptiō  
 de quarante ans eust esté desia introduiēte par la Nouvelle  
 cent trente & vne <sup>e</sup>, celle toutesfois de cent ans n'auoit  
 esté nommément abrogee, dont semble que tout de mesme  
 faut qu'accordant par ladiēte Nouvelle neufiesme auoir aus-  
 si esté corrigee la susdite 111. estant derniere, & n'y ayant au-  
 cune raison ny apparence de fauoriser plus l'Occident que <sup>3</sup>  
 l'Oriēt en cet endroit, & ainsi il est escrit par plusieurs des In-  
 terpretes, & entre les anciens, Iulian l'antecesseur Constanti-  
 nopolite l'auoir censé & estimé, l'opinion rejettee par conse-  
 quent de Irnerius, & autres Canonistes à luy adherans: depuis

<sup>a</sup> l. ut inter  
 C. de sacro-  
 sanct. Eccle-  
 siis.

<sup>b</sup> Tit. etiam  
 Ecclesia Ro-  
 manā cētum  
 annis tam  
 deat prescrip-  
 tione.

<sup>c</sup> s. obseru.  
 ca. 5.

<sup>d</sup> hac cōsti-  
 tutio inno-  
 uat constitu-  
 tionem qua  
 prescriptionē  
 centū anno-  
 rum venerabi-  
 libus bonis  
 dederat.

<sup>e</sup> ca. 6. un-  
 de Authen.  
 quas actio-  
 nes C. de sa-  
 cro. Eccl.

donc que soit par l'astuce & fausseté d'un *Priscus* Prestre ( s'il  
 est vray ce qu'aucuns en auroient apporté ) ou autrement , la  
 centenaire fut reuouee par Iustinian par lesdictes ses Nou-  
 uelles Constitutions 111. chapitre premier, & 131. chapitre 6.  
 les actions des priuez & particuliers auroient esté tenuës &  
 reputees prescriptibles par trente ans , & celles des Eglises  
 par quarante ans , ainsi que le mesme Cujas n'auroit oublié,  
 singulierement sur lesdictes Nouvelles : ce que nostredicte  
 4 France auroit receu , en laquelle la centenaire n'auroit lieu  
 mesmes pour l'Eglise Romaine : & quant à ce qu'il est amené  
 du Droit Canonique qu'un possesseur de bonne foy ne peut  
 prescrire , s'entend seulement selon ce que celuy qui pres-  
 crit est possesseur en faueur duquel la prescription court,  
 d'icelle faueur estant indigne le possesseur de mauuaise  
 foy par les reigles à ce vulgaires , sans qu'elles ny leur suite se  
 puissent rapporter aucunement aux prescriptions susdictes  
 introduites par le grád Theodose, pour le regard des actions  
 personnelles, pour le regard desquelles la prescriptiõ ne por-  
 te point qu'il y ait bonne ou mauuaise foy , pour autant que  
 le prescriuant ne possede rien , & ne faiët aucune chose en sa  
 faueur : mais le tout procede en haine du creancier , lequel  
*in tam longo prolixoque spacio* , n'ayant poursuiuy ou retiré son  
 droit , *sera penitentia ad pristinum ius reuerti desiderat* , comme  
 disoit l'Empereur en quelque part <sup>a</sup> , & ainsi auoir esté iugé  
 par arrest de Grenoble, le huiëtiesme Mars 1459. auroit laissé  
 par escrit Papon en son Recueil , qu'il auroit prins du sieur  
 5 President de Grenoble, és lieux à la marge cottez <sup>b</sup> , & bien  
 que telle correction par lesdictes Nouvelles Constitutions,  
 quelques-vns ayent pensé n'appartenir à la cause du rachapt  
 des prisonniers & captifs fideicommiss , & legats faiëts pour  
 payer leur rāçon pour par ladite Nouvelle 111. n'en auoir e-  
 sté rien dit , & moins aucune chose ordonné au contraire de  
 la prescription centenaire d' auparauāt, Theodore mesme In-  
 5 terprete Grec en ladite Nouvelle, ayant esté de cest aduis : ce  
 nonobstant tant luy que les susdits se trompent, l'abrogation  
 en ayant esté faiëte en autre endroit que ledict Cujas auroit  
 pareillement ailleurs remarqué <sup>c</sup> , & par ainsi sembleroit  
 & de mesme en deuroit estre dict pour l'alienation des

<sup>a</sup> in l. si. C.  
 de seruitut.  
 & aqua.

<sup>b</sup> en ses de-  
 cif. q. 36. ff.  
 q. 161. ff.  
 169.

<sup>c</sup> 3. Basili.  
 5. ca. 3. vide  
 Cujac. ca.  
 34. de pre-  
 scrip.

biens des Hospitaux & prescription pour icelle de 40. ans, ce neantmoins les biens des Hospitaux qui appartiennent aux pauvres, ne se pouuans & deuant aliener pour la charité Chrestienne, ne permettre que les detempteurs en iouissent de bonne foy, & consequemment ne pouuans prescrire, s'estant presentee vne cause en nostredite Cour à Tholose, entre le Scindic des pauvres de l'Hospital de la Ville S. Mathan en Gascoigne, & maistre Iean Mathon & consors, combien qu'il fust allegué de la part des defendeurs qu'il y auoit plus de quarante ans qu'ils iouissoient des heritages dont estoit question paisiblement, au veu & sceu de tous les Scindics dudit Hospital, qui auroient esté depuis ledit temps, & que l'alienation en auoit esté faite par deliberation de tout le Conseil de la Ville, & en publique assemblee, & par icelle auroit esté faite meilleure la condition des pauvres, d'autant que pour les biens vendus, ils en faisoient & payoient annuellement rentes foncieres, & certaines ausdits pauvres, lesquels par ce moyen, & apres ledit laps de quarante ans demeureroient exclus d'en pouuoir faire aucune plainte, petition ny demande, l'Eglise mesme en semblable predicament en demeurant forclosse avec tous les autres lieux pieux & religieux consacrez & vouiez à Dieu de quelque sorte & façon qu'on les peut nommer, suiuant & selon ce que dessus a esté dict & amené: toutesfois par arrest de la Cour furent cassez les contrats d'alienation des terres & biens dudit Hospital, & les defendeurs condamnez à en laisser la possession vuide audit Scindic, avec restitution des fruiets sur iceux precontez les deniers des arrerages desdites rentes: car comme tres-doctement nous dirons disertement & secondement, remonstra lors monsieur Daphis, tres-eloquent & excellent Aduocat du Roy audit Parlement, les nullitez desdicts contrats estoient patentes & visibles, venans à se descouurir par la lecture mesmes d'iceux, faits sans cause & sans obseruatiō d'aucunes solemnitez requises par le Droit Ciuil & Canonique, joint que par la lezion y apparente apparoissoit les Scindics & Administrateurs qui en auoient faite alienation auoir plustost prodigué & dissipé lesdits biens, que mesnagé & conserué iceux, & par consequent s'estans monstrez au lieu de vrais & bons

& bons bergers cognoissans leurs brebis & troupeaux, de  
grands & rauageans Licaons, les ayant comme deuorez & en-  
gloutis en leur propre & principale substance : ledit Arrest  
donné en Audience le 28. iour de Feurier 1585. que nous con-  
fesseront ingenuëment auoir prins & tiré dudit fleur Charon-  
das en sesdites Responses, <sup>a</sup> & lequel nous n'aurions voulu ou-  
blier icy tant pour le subiect que nous traictons, que pour  
faire entendre qu'en faueur & contemplation des pauvres, la  
dite Cour a esté si exacte & curieuse à la manutention & con-  
seruation de leurs droicts qu'elle ne se seroit voulu arrester à  
vne detemption & vsurpation si iniuste qu'elle deust & peust  
estre ouuerte par le laps de quarante ans voire de cinquante,  
les fondemens sur lesquels estoit appuyee, portant sur le front  
leur iniquité & iniustice patente, qui venoient à crier & inter-  
peller tousiours les defendeurs qu'ils rendissent aux pauvres  
& par mesme moyen à Dieu, ce qu'ils luy deuoient & tenoient,  
& au surplus qui eussent le maniement & la cueillette desdits  
biens, qui comme la poix viendroit à l'aduenir leur infecter  
le reste qu'ils iouïssent & possedoient de leur chef propre,  
7 tant en eux que leurs heritiers & successeurs à l'aduenir. Et  
en outre pour ledit Arrest venoit à considerer que bien que  
les priuileges des Eglises soient tels que leurs heritages &  
droicts ne se peuuent prescrire que par quarante ans, & que  
de mesmes priuileges vsent les hospitaux, maladeries & au-  
tres lieux pies, qui tiennent de la qualité des Eglises: il faut  
toutesfois qu'en l'alienation des biens d'iceux semblables so-  
lemnitez soient gardees qu'en celle des biens de l'Eglise, <sup>b</sup> les  
quels defaillans oculairement en l'hypothese que dessus, le  
laps de quarante ans n'auroit peu empescher la cassation d'un  
titre si visiblement nul & preiudiciable ausdits pauvres.

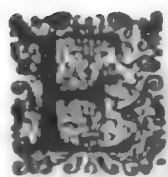
<sup>a</sup> Lib. 7. cap.  
65.

<sup>b</sup> Nota in au-  
then; hoc ius  
perfectum &  
l. illud. C. de  
sacro sanct.  
Eccl. l. omnia  
priuileg. C. de  
episc. & cler.  
Charon. sur  
les Coustu-  
mes de Paris  
Tit. de pres-  
crip. arti 113.  
14. 15. 16.

R R r

- 1 Qu'est-ce que peut estre dict en matiere de prescription iuste tiltre & bonne foy.
- 2 Arrest du Parlement de Paris, allegué par le sieur Charondas.
- 3 Si en nostre France ceux du party de la Religion pretendue peuuent estre dits & sensez exēps du cours du tēps de la prescription, à raison de l'Ordonnance: par laquelle ils sont tellemēt fauoris, qu'il est dict, qu'aucune prescription ne pourra auoir lieu contr'eux & à leur preiudice.
- 4 Temps de cinq ans retranché, du temps des prescriptions ordinaires par la Cour de Parlement de Paris & autres du ressort, & le tesmoignage de ce entr' autres de Monsieur Chauu President Presidial au bas pais d'Auuer-gne, siege d'Aurillac.

a Articles  
1. 2. 3. & sui-  
uans du til-  
tre de Pres-  
cript.



N pais de Droit Escrit encores qu'on tienne que prescriptiōs de 10. ans entre presens & 20. ans entre absens sont practiquees, comme aussi elles auroient esté remises sus par articles exprés des Coustumes de Paris:<sup>a</sup> Toutesfois pour autant que par les mesmes Coustumes & autres semblables conformément à la disposition du droit pour lesdites prescriptions iuste tiltre & bonne foy sont requis, & entr'aagez & non priuilegiez, disputes & questions qu'és cas occurrens sur telles & semblables prescriptions sont faictes & meuës, nous ne dirons pas broüillees sur ce que pour ce regard peut estre dict iuste & vallable tiltre avec bōne foy dont ledit S. Charondas a fort à propos & doctemēt discouru sur lesdits articles desdites Coustumes, ont fait qu'on ne s'arreste pas fort ordinairement & precisement ausdites prescriptiōs de dix ans & 20. ans celle-là qui est de 30. ans & dictē d'un long temps par les Empereurs, c'est celle-là qu'on tient & garde exactement, tellement qu'estant parfaicte la plus grande part



de nos Docteurs & praticiens tient qu'aucun ne peut estre restitué contre icelle, soit à cause d'absence, ignorance ou autre, entre maieurs toutesfois & non priuilegez : car autrement la restitution estant receuë, seroit du tout renuerfer les loix qui ont introduict la prescription pour le bien public, rendre les domaines incertains & faire que ce qui auroit esté fait ne seroit fait, *quod rerum naturam non pati*, le mesme Charondas auroit raisonné és lieux que dessus en cest endroit, où il atteste auoir veu vn arrest du seiziesme Feurier mil cinq cens soixante trois au profit & en faueur d'un nommé Gautier, lequel par iceluy sans auoir esgard aux lettres Royaux obtenues par sa partie aduerse fondees sur l'absence de plus de vingt ans hors le Royaume pour ses affaires toutesfois, il auroit esté absous des fins & conclusions petitoires contre luy prinſes, adioustant en outre que ce auroit esté l'opinion de Balde<sup>a</sup> discouruë amplement & confirmee par vntres docte Iurisconsulte qu'il nomme<sup>b</sup>, qui monstre qu'encores moins la restitution doit & peut auoir lieu contre la longue & treslongue prescription de trente ans ou quarante ans, toutesfois pour les absens à cause de la republique, par commandement de leur Prince, prisonnier de guetre, gens-d'armes estans hors le Royaume, pour le seruice du Roy & autres semblables qu'à bon droit on peut tenir pour priuilegez en ceste partie, la restitution aura & pourra auoir lieu<sup>c</sup> mais si tout bien pesé & examiné avec deuë cognoissance de cause ceux du party de la religion pretendue reformee peuuent en nostre France estre dictz & cenſez tels ; c'est vne difficulté où nous sommes tombez à present, par ce qu'en leur faueur les Edicts du Prince pour le repos & pacification des troubles & tumultes ciuils, & vne bonne & asseuree pacification entre les deux parties pour la religion, les susdicts de la pretendue reformee ont esté & sont tellement fauoris qu'il est dit pour iceux qu'aucune prescription, soit legale, conuentionnelle ou autre ne pourra auoir lieu ny courir contre eux & à leur preiudice, ce que toutesfois les Cours de Parlement bien que ayant receus & verifiez lesdicts Edicts, ont fait & font difficulté de recevoir & admettre, singulierement

<sup>a</sup> in l. 1. C. qui admissi ad bona poss. se.  
<sup>b</sup> Arrius Pinnellus in authent. nisi triennale. C. de Bon. mater.

<sup>c</sup> iuxta l. 1. §. 1. l. 4. 14. 15. 31. & sequen. ff. ex quibus cau. maior.

la Cour de Parlement à Paris en la Chambre de l'edi& n'auroit releué de telle & pareille prescription le sieur de d'Yolet, contre le sieur de Cardalhaguet & damoiselle de Brach sa niepce, dont il auroit impetré lettres en forme de requeste ciuile enuers l'arrest surce interuenue, fondees principalement sur ce que formellement contre les Edi&ts, on ne l'auroit releué & restitué en entier, contre les prescriptions par luy alleguees, dont il estoit autrement releué par lesdits Edi&ts, verification & publication d'iceux, l'instance en pend encores & en attend-on le iugement: Nous auons toutesfois depuis esté aduertis que pour toute finale resolution de ceste controuerse, & oster pareils & semblables differents qui semblét regarder les particulieres commoditez au preiudice des republiques & droicts d'icelle, ladite Cour à Paris & à son exemple les subalternes du ressort, soit par registre secret ou autrement de la volonté du Prince a fait signifier ausdits subalternes de leur ressort, le temps desdictes prescriptions, soit par coustumes ou autrement de Droit introduites estre augmenté, & si ainsi est loisible de dire allongé par l'espace de cinq ans, outre & par dessus le cours ordinaire des temps prefix, soit par leldites coustumes ou par disposition de droit, & desquels temps sont tirez & retranchez lesdits cinq ans, pour comme nous a esté rapporté par gens d'honneur & dignes de creance estre tiré du cours desdictes prescriptions, le temps depuis que nostre Roy vint à succeder à la Couronne par l'assassinat inhumainement & cruellement attenté contre la personne du Roy son predecesseur qui fut au mois d'Aoust 1589. iusques en l'an 1594. qu'il entra d& Paris & fut reconnu pour Roy en toute la France par tous ses subiects qui s'vnirent & rangerent à son pouuoir & obeyssance, dont auparauant ils estoiet diuisez & separez par vn malheur fatal d'eux mesmes & de leur fidelité de tout temps accoustumee à leurs Roys, & Princes: Nous tenons principalement ce que dessus (sans autrement en auoir peu scauoir encores les occasions & principaux fondements, que nous estimerons tousiours n'auoir esté sans le sceu, vouloir & mandement du Prince) de monsieur Chaumel President Presidial au bas pays d'Auuergne au siege d'Aurillac, & apres luy de plusieurs officiers du res-

fort qui nous en ont asseuré & attesté de mesmes, & qu'ils le gardoient & asseuroient ordinairement ainsi, & viuans en ceste assurance & en l'opinion que dessus viuons en esperance que nostredicte Cour de Parlement à Tholose sine la esté iusques au iour en sera bien tost aduertie, & qu'elle ne fera difficulté suyure en cest endroiect ladicte Cour de Parlement à Paris pour le zelle & affection qu'elle a eu tousiours au seruice du Roy, bien du public, repos & salut du peuple, & à la Iustice distributive & particuliere d'un chacun: nous asseurons par mesme moyen que l'autre party qui est des Catholiques y aura part, ainsi que nous entendons auoir à Paris & ressort d'iceluy aux fins que la Iustice soit examinee par esgale balance entre tous, & que se pourroit faire contre eux soit de mesme tourné pour eux & un droit egalelement ou à mesme raison & fondement estably.

---

CHAP. LXI.

---

1. *Hypothese speciale.*
2. *Instance sur icelle introduite.*
3. *Fins de non receuoir consistent en prescription est dite ne pouuoir courir à celuy qui est empesché d'agir par fins de non valoir.*
4. *Sentence du Seneschal de Figeac ayant reformé la sentence du Viguiier.*
5. *Resolution de la Cour de Parlement à Paris, sur la controuerse ambigue & diuersement traictée avec un sommaire progres de ce qui s'en seroit ensuiuy.*
6. *Article des coustumes de Paris renforçant & validant la prescription dont y est traicté.*

**V**N bourgeois d'une bonne maison de la ville de Figeac en Quercy pressé toutesfois par quelque cas fortuits & inconueniens à luy suruenus, faiet vente en l'an 1540. de six sestiers de bled froment, de rente & pensio

annuelle à vn autre marchand son voisin dudit Figeac , pour le prix entre eux conuenue & accordé, avec assignation expresse de ladicte rente payable au iour saint Iulian annuellement en la maison dudit acheteur, en & sur vne belle Mestairie que ledit vendeur auoit , tenoit , & possédoit au lieu de Gramat dans la mesme Viguerie dudit Figeac , toutesfois distâte de ladicte ville de quatre bonnes lieues ou enuiron , & laquelle dicte Mestairie pour l'assurance & paiement de ladicte rente, il auroit obligé & hypothéqué expressement audit marchand acheteur d'icelle , & de laquelle rente iceluy marchand auroit esté payé en ladicte maison annuellement & paisiblement sans aucun delay , refus ny contredit par l'espace de vingt - quatre à vingt-cinq ans ou enuiron continuels & consecutifs , pendant & durant lesquels sur le commencement du cours d'iceux & enuiron deux ou trois ans apres ladicte vente de ladicte rente avec assignation que dessus , ledit bourgeois vendeur pressé plus auant en ses affaires au desceu dudit marchand acheteur de ladicte rente , son voisin auroit vendu ladicte Mestairie sur laquelle ladicte assignation par luy auoit esté faicte à vn autre marchand de Gramat pour certain autre prix aussi entre eux conuenue & accordé, tout ainsi & par la forme ordinaite que communément est contenuë à vn contract d'achapt & vendition, puis lequel & vingt deux ans ou enuiron se passent que ledit acheteur de ladicte Mestairie au moyen & en vertu de son dit contract iouyst & posséde franchement paisiblement & sans aucun contredit publiquement , & au veu & sceu de tous ladicte Mestairie, sans y estre troublé ny empesché par aucun, payé rente ny demie, ny auoir eu aucun vent ny voix d'icelle, & moins de l'hypothèque dont ledit premier contract de vente estoit chargé pour le paiement de ladicte rente iusques qu'apres lesdicts vingt cinq ans dudit contract premier & 22. ou enuiron dudit second contract ledit Bourgeois acheteur vient à deceder les heritiers & successeurs duquel delayans & refusans le payemens de ladicte rente & l'ayans renuoyé sur ladicte Mestairie , qu'ils ne tenoient ny possédoient, & luy ayant fait monstrer le contract de vente , qui en auoit esté fait par leur feu predecesseur iusques à luy

indiquer & nommer le tenancier qui la tenoit & iouïssoit à present sans autrement luy exprimer ny donner à entendre la clause, à leur indication ledit marchand de Figeac acheteur de ladicte rente, conuient ledit marchand de Gramat acheteur & tenancier de ladicte Mestairie pardevant le Viguiier dudit Figeac ou son Lieutenant, aux fins de luy payer les arrerages de deux années ja escheuës puis le decez dudit feu vendeur : autrement qu'en defaut de ce tous & chacuns les fruits de ladicte Mestairie luy fussent declarez affectez & hypothéquez pour sur iceux faire saisie & execution pour le payement de ladicte rente & arrerages d'icelle ainsi qu'il appartiendroit, à quoy le susdit acheteur de la susdite Mestairie auroit insisté aux fins de non recevoir pour n'auoir iamais sceu ny entendu ladicte assignation & hypothèque pour ladicte rente sur ladicte Mestairie à luy vendue, & laquelle par le mesme contract de vente ledit feu vendeur luy auroit baillee & deliuree quitte & franche de toutes hypothèques & autres charges, fors de quelques rentes foncières qu'elle deuoit à quelques sieurs directs d'icelle, qu'il auoit payees & acquitees enuers lesdits sieurs qui ne luy en demandoient ny pretendoient aucuns arrerages estant d'accord au surplus de leurs droicts avec eux, & sur ce ayant esté répliqué par ledit demandeur, qu'il n'estoit besoin ny necessaire qu'à chacun an il conuint les possesseurs ou autrement interpellast & les sommast de payement aux termes escheus, & moins qu'il en fist passer condamnation suivant ce qu'ailleurs estoit escrit en Droit<sup>a</sup>, nonobstant la prescription pretendue, enuers laquelle il pouuoit & seroit toujours releué de Droit, par le conseil mesmes d'aucuns des Docteurs & Interpretes du Droit signalez & experimenterz és pratiques de la France, secondez encores de ceste reigle de Droit, par laquelle la fin de non recevoir consistant en prescriptiō est dite ne pouuoir courir à celui qui est empesché, d'agir par fins de nō valoir b, laquelle estoit, contre luy pertinente de la part dudit tenancier & possesseur contre lequel le principal vendeur payant ladite rente, il ne pouuoit agir par recours ny autrement cōtre ledit tenancier & possesseur

<sup>a</sup> l. male agitur C. de prescrip. 30. vñ 40. an.

<sup>b</sup> Ioannes Faber. in l. 2. C. de bo. mater.



parce qu'estant ledit demandeur payé, le creancier ne pou-  
 uoit estre dit en demeure, & n'auoir aucune action pour arre-  
 rages contre son debiteur, iusques là que comme à iceluy qui  
 est empesché d'agir, prescription aucune ne peut courir,  
 de mesme à iceluy qui agissant seroit enuoyé par exceptions  
 & fins de non receuoir<sup>a</sup>, comme le susdit creancier de ladicte  
 rente ayant esté tousiours payé, & par ainsi son obligation  
 solüe pour les termes escheus, il ne pouuoit auoir aucune a-  
 ction pour les arrerages, & par ainsi en agissant il eust esté re-  
 poussé pour auoir esté payé de ce que luy estoit deu & il pou-  
 uoit demander, & sur ce dupliquant ledict defendeur & te-  
 nancier de ladite Mestairie que nonobstant les paiements  
 ainsi faicts par le premier vendeur n'y auoit aucunes fins de  
 non receuoir qu'il eust peu proposer cõtre ledit creancier, qui  
 deuoit faire poursuite contre luy qui possedoit notoirement  
 la piece hypotheeue, pour recognoistre l'hypotheeue, à tout  
 le moins luy en faire & passer declaration ou condamnation,  
 estant plus expedient & assure auoir en fonds assure des  
 hypotheeues, que se fier en cautions & obligations de per-  
 sonnes<sup>b</sup>, par ainsi ne luy pouuoir estre imputé à negligence  
 s'il n'auoit poursuiuy autrement, & il se seroit contenté du  
 paiement sans dresser ne poursuiure contre le tiers qu'il di-  
 soit luy mesmes auoir ignoré iusques apres le decez dudit feu  
 vendeur son creancier que ses heritiers & successeurs luy auoient  
 monstré le contract portant ladicte hypotheeue, car s'il l'eust  
 sceuë & entenduë mesmes pour lors de sondit secõd cõtract  
 il y eust bien autrement pourueu, & la consequence de  
 tout ce dessus, parties ayant desduit, allegué contredit, souste-  
 nu, & apres respectiuelement produit icelles appointees en  
 droit par sentence dudit Viguiier ou son Iuge & Lieutenant  
 ledit tenancier & possesseur de ladite Mestairie est relaxé des  
 fins & conclusions dudit demandeur sauf à luy son recours à  
 poursuiure ainsi & comme il appartiendroit & sans despens,  
 de laquelle sentence ledit demandeur & acheteur susdict de  
 ladite rente auroit releué appel au Seneschal dudit Quercy  
 siege dudit Figeac, conclud en iceluy avec ledict defendeur  
 tenancier de ladite Mestairie, appellé par autre sentence du-  
 dict Seneschal auroit esté dict mal iugé & bien appellé, & le  
 manteau

<sup>a</sup> Felinus in  
 ca. ex trans-  
 sa. ex. de pres-  
 cri. qui allega  
 Per. de An-  
 cha. in conf.  
 s.

<sup>b</sup> Specul. in  
 §. nunc a-  
 loqua de lo-  
 cato post Vi-  
 prium in l.  
 Pomponius  
 ff. quibus  
 mo. usus fr.  
 amitt.

manteau, tourne iceluy tenancier de ladite mestairie, con-  
 damné au payemēt desdits arrerages dans certain delay pre-  
 fix, autrement en defaut de ce, tous & chacuns les fruiets de  
 ladite mestairie declarez affectez & hypothequez audit de-  
 mandeur pour ladite rente & arrerages, pour le payemēt des-  
 quels, il en pourroit faire saisie & execution, iusques à cōcur-  
 rence d'iceux, ainsi qu'il appartiendroit, & condamné ledit  
 appellé es despens de l'appel, enuers ledit appellant. De la-  
 quel'e sentence ledit tenancier de ladite mestairie ainsi con-  
 damné, auroit releué appel en la Cour, en laquelle le procez  
 porté & conclud, comme en procez par escrit, distribué à feu  
 Monsieur Caumels, en l'annee 1583. en la seconde Chambre  
 d'Enquestes, sur le iugement dudit appel, veu ce qui estoit de  
 nouveau escrit & contredit, par les Aduocats des parties, qui  
 sembloient n'auoir rien oublié, de ce qui pouuoit appartenir  
 à la question. La Cour se seroit représentee, qu'il ne falloit  
 pas trouuer estrange, si les Iuges subalternes, d'où venoit l'ap-  
 pel, se seroient trouuez non seulement diuers, mais diame-  
 tralement si contraires qu'ils auoient esté en leurs sentences  
 dont auroit esté appellé, l'vne pour le defendeur, & l'autre  
 pour le demandeur: parce que la Cour de Parlement de Pa-  
 ris, qui tient le premier & souuerain degré es Cours Souue-  
 raines de ceste France, se seroit trouuee pour ce regard, en di-  
 uers & contraires iugemens, & en fin resoluë, comme nous  
 dirons cy apres, peut estre & plus d'equite, que de subtilité de  
 droit, ainsi qu'elle peut & a accoustumé faire, parce que nous  
 en auons dit ailleurs, & amené du susdit sieur Charondas, au  
 lieu en la marge cotté: <sup>a</sup> Et au demeurant quant à nostre hy-  
 pothese, nous dirons avec ceux qui en ont enseigné le pro-  
 grez clairement, veu & entendu la matiere, que du commen-  
 cemēt & deuant l'an 1580. & quatriesme Mars, que les Cou-  
 stumes de Paris furent confirmees & arrestees, la dispositiue  
 de ladite sentence dudit Viguiier estoit receuë & gardee en  
 ladite Cour: Tesmoin en est l'Arrest del'an 1549. au mois de  
 Feurier, que feu Papon auroit inseré en son Recueil, <sup>b</sup> & de  
 mesme l'autre suyuant apres, qui dict le mesme, sans datte,  
 toutefois par ledit sieur du Luc datté du melme mois de Fe-  
 urier 1549. Si les deux ainsi alleguez ne peuuent estre dicts

<sup>a</sup> liu. pre-  
 mier, cha-  
 pitre 62.

<sup>b</sup> Au Title  
 des prescri-  
 ptions Ar-  
 rest 8. & 9.  
 Et là mes-  
 me les apo-  
 stillateurs  
 modernes.

qu'un, le dernier toutefois raisonné par le mesme S<sup>r</sup> du Luc pour l'acheteur de la rente, deuoir auoir esté plus vigilant, & encores mieux auoir pourueu à ses affaires, & plus diligemment, pour mieux l'asseurer en tout cas: Depuis seroit suruenue l'art. 115. desdites Coustumes de Paris, Titre des Prescriptions, qui auroit réforcée & validée ladite prescription, supposé que la rente soit payee par celuy qui l'a cōstituee ou autre au desceu du tiers detempteur, ledit article en ce fondé sur le susdit Arrest ou Arrests, sans qu'il faille estimer que l'acheteur ou autre creancier de ladite rente fust receuable à se faire releuer par lettres du Prince, cōtre ladite prescription, *ex clausula si qua mihi iusta causa videbitur*: Encores que Papon & d'autres en soient d'avis, en alleguāt l'Arrest du 23. Feurier 1543. aussi allegué par Chopin en quelque part: <sup>a</sup> car comme remonstre fort bien & à propos ledit Charondas sur ledit article, restitution ne peut auoir lieu, contre la prescription complete & accomplie, mesmement quand la iouissance du tiers possesseur est apparente, avec iuste tiltre & bonne foy, non faite clandestinement & par actes artificiels, qui peuuent oster aux creanciers la cognoissance d'icelle, d'autant qu'il est au pouuoir du creancier de poursuyure le detempteur quand il vouldra, <sup>b</sup> & partant ne peut alleguer excuse ny empeschement: <sup>c</sup> ainsi auoir esté iugé par Arrest de la cour de Parlement de Paris (adiouste apres ledit sieur Charondas) contre un nommé du Mont, qui auroit esté debouté de l'enthernement des lettres Royaux, par luy à ces fins obtenues, du cinquiesme Iuillet, mil cinq cens soixante huit: Et par ainsi l'opinion de Jean du Faur rejettee, ladite Cour auroit reprins la decision de sondit Arrest du mois de Feurier 1549. lesdites Coustumes à present tenans lieu de ladite Nouuelle, ainsi que ledit Chopin mesme auroit ailleurs remarqué: <sup>d</sup> Dont à present sembleroit ne rester rien, quelque raisons que pour le party du vendeur & creancier, contre la prescription de la susdite hypothèque du debiteur & tenancier, puissent estre alleguees & amenees par Chassanee, & suyuant son aduis & opinion en ses Cōmentaires, sur les Coustumes de Bourgonne: <sup>e</sup> Nonobstant laquelle & d'autres à suite proposees par les tenans mesmes aduis & opinion, apres partage ensuiuy

<sup>a</sup> lib. 2. de  
privileg. ru-  
stico. parte 1.  
cap. 4.

<sup>b</sup> l. 1. Par. 5.  
si. de Dol. ex-  
ceptione.

<sup>c</sup> l. qui po-  
test facere ff.  
de regu. iur.  
l. quib. die-  
bus ff. de con-  
dict. Et de-  
monstra.

<sup>d</sup> lib. 2. de  
morib. Pari-  
sio. Tit. 3.  
num. 6. in  
fin.

<sup>e</sup> Titre des  
Cens. § 2.  
du. 36. ius-  
ques à la  
fin.

en ladite seconde Chambre d'Enquestes, departy apres en la premiere, en l'an 1587. au rapport de Monsieur Vinhaus, nous contreteneans ladite Cour se seroit conformee aux derniers preiugez pour la prescription de l'hypothèque, de ladite Cour de Parlement à Paris, & par mesme moyen preiugé ledit article 115. desdites Coustumes estre du tout quant à ce, conforme au Droiët, & encores beaucoup plus humain & equitable que l'autre, & contraire opinion contre ladite prescription, joint que tels achapts & ventes de bleds & pensions n'estoient à lors, & moins le sont à present grandement fauorables.

CHAP. LXII.

1. *Comment s'entendent les dix ans par lesquels est dit l'hypothèque se prescrire par vn tiers possesseur.*
2. *Après les trente ans n'en faut attendre d'autre plus grand pour la prescription, tant en principal qu'accessoire.*
3. *Par arrest de Paris l'hypothèque du pupille sur les biens de son tuteur, fut iugée prescriptible par trente ans après toutesfois sa matorité.*



ELA donc que dessus demeurant preiugé conformémēt au droiët commun, par lequel l'hypothèque se prescrit par vn tiers possesseur, en & par l'espace de dix ans, qui s'entendent entre presens<sup>a</sup>, & à com-  
mencer du iour & datte de son acquisition, ainsi que par arrest de ladite Cour de Paris, auoir esté iugé, rapporte ailleurs le mesme Charondas<sup>b</sup>, quant au debiteur principal la prescription ne pouuant courir par moindre temps que de quarante ans<sup>c</sup>, non pas mesmes en l'hypothese que dessus, ou le debteur, ou son heritier, seroit detenteur & tenancier de l'heritage hypothéquē à la rente, car à lors que par disposition de Droiët, tel debteur ou son heritier ne se peut ayder contre le creancier de prescription de moindre temps que de quarante ans, ( ainsi ayant esté ordonné par les

<sup>a</sup> l. 1. § 2.  
C. si aduers.  
credit.

<sup>b</sup> ca. 57. li.  
7. de seld.  
Respones.

<sup>c</sup> l. cum no-  
tissimi C. de  
prescrip. 30.  
vel 40. ann.

Empereurs Romains, pour plus asseuree & entiere conseruation du droit des creanciers) toutefois en France, nommément par l'article 118. desdites coustumes, conforme à la disposition quant à ce du Droit <sup>a</sup>, & suyuant iceluy en nostre ressort mesmes du pais de mesme de droit, ayant esté trouué estrange que l'action hypothequaire dure apres la personnelle, ainsi qu'ailleurs se trouue, mais en cas special & extraordinaire (& encores rapportable à la precedente constitution du titre, où il est inseré au Code de Iustiniā, & faisant à estendre pareillement à autres cas de mesme especiaux & extraordinaires, suyuant ce que monsieur Cujas en a <sup>b</sup> ailleurs doctement, & du Droit Romain à son accoustumee, annoté <sup>c</sup>) attendu qu'elle prend sa naissance de la personne, & n'est que accessoire d'icelle apres lesdits 30. ans, il n'en faut attendre autre plus grād, tant pour les personnes que pour les choses, & par ce moyen recourir à ladite prescription de 40. ans, sinon pour le regard de l'Eglise & autres lieux pies & privilegez, dont nous auons fait mention cy dessus, ains se contenter de celle de trenteans, pour lesquels on dict communément qu'en France toutes choses sont prescriptibles : & bien qu'on puisse rapporter audit article 118. desdites coustumes, au parauant toutefois par arrest de ladite Cour de Paris, du 19. Avril 1559. prononcé solennellemēt en robes rouges, & dernier Feurier 1595. auroit esté dit sur vn appel du Preuost de Paris, l'hypothèque du pupille sur les biens de son tuteur se prescrire par 30. ans apres la majorité, suyuant ceste Loy ancienne des François, pour la prescription des 30. ans, dont parle cest Euesque d'Auergne en quelque part, & nous l'auons rapporté ailleurs <sup>d</sup>, & dont auroit preualu, tant par plusieurs autres coustumes, vsage receu & approuué par toute la France, iusques au pais de Droit Escrit, & contre iceluy en ladite hypothèque mesme, pour autant que l'action personnelle perit par la prescription des 30. ans, l'hypothequaire par les principes mesmes dudit Droit viēt à estre prescrite contre le creancier, mesme par le debteur ou ses heritiers <sup>e</sup>, pour la mesme prescription de 30. ans n'auoir seulemēt effect pour prescrire l'action, mais aussi la chose mesme & corps d'icelle, de telle façon qu'il ne reste plus aucun moyen à celuy contre

*ain l. fleur Et  
l. omnes C.  
eodem.*

*b l. x. C. de  
luto pig.  
c obsequis.  
23. ca. 15. Et  
5. obsequis.  
cap. 32. Et  
in d. l. 2.*

*d led. Cho-  
pin. lib. 2 de  
moribus Pa-  
ris. cap. 51.  
art. 3.  
e Masuer.  
Tit. de pra-  
scrips. § nem  
Et cōsequen.  
M. Boyer. de-  
cis. 328.  
num. 41.  
Copin. li. 2.  
de morib. Pa-  
ris. Tit. 8.  
num. 3.*



lequel la prescription a couru, pour reuenir à la chose par luy pretendue, & consequemment son hypothèque est perie. Ce que le mesme Chopin remarquant, auroit annoté audit article *in verbo*, rente ou autre chose prescriptible, ce qui est adiousté par la Nouuelle à la vieille Coustume, estre comme ordonné & prescrit, *nullam Tricena longiore tempore prescriptionem in posterum expectandam*, dont ladite Cour à Paris auparauant en auroit aussi fait le prejugé que dessus, pour l'hypothèque du pupille, & iusques là que pour les choses subiectes à substitution, le tiers detenteur, voire celuy qui est tenu de restituer à son heritier, peut prescrire par trente ans apres la substitution ouuerte <sup>2</sup>, & ainsi par arrest à nostre rapport incidamment toutesfois entre autres chefs, auroit esté iugé en la Chambre de la Tournelle, au procez des Buyssons, & Bureles, dont par nous ailleurs <sup>2</sup> esté faict mention, que nous n'aurions icy voulu oublier, pour confesser ingenuement que nous en aurions apprins la decision, & vne bonne partie de ce que nous y aurions apporté cy dessus, du labeur & trauail dudit sieur Charondas, sur lesdits articles desdites Coustumes de Paris, auquel nous voulons estre rendu de fort bon cœur, comme toute autre chose qu'en cest œuvre nous pourrions emprunter de luy pour le bien du public, & qui nous pourroit eschapper, sans le nommer, comme nous desirons tousiours, & de cœur & d'affection, avec tout tel tesmoignage que ses merites, sçauoir, labeur & trauail peuuent requérir & demander.

<sup>2</sup> Bart. l. as.  
C. alij in l. si-  
lus familias  
§. de leg. 1. l.  
si §. penult.  
c. cornu. de leg.  
C. Cornu  
conf. 38. §.  
117. l. 1. §.  
conf. 294.  
lib. 3.

C H A P. LXIII.

- 1 Prescription d'un tiers possesseur contre le creancier.
- 2 Differences des actions reelles, avec les personnelles.
- 3 Exception de l'article 115. des Coustumes de Paris.
- 4 Ce que le docteur Aduocat Parisien a voulu inferer en matière de prescription n'est perpetuel, ny generalement asseuré, & moins la reigle qu'il en inferoit, colligee.

SSS iij



**L** de là, nous prendrons occasion d'un autre arrest dont nous allôs toucher à l'hypothese, à la suite de la susdite, touchât la prescription d'icelle, d'un tiers possesseur contre le creancier, qui sera à l'endroit du mesme tiers possesseur, qui tiendra l'heritage vendu à la charge de la rente, pour laquelle il est hypothecqué: surquoy ledit Charôdas à suite de ce dessus, n'auroit fait aucun doute: parce, dit-il, que tel acheteur seroit de mauuaise foy, s'il l'a refusoit payer après ledit temps mesmes, d'autant qu'il y est obligé, & doit estre estimé de pareille qualité que la personne du débiteur mesme, joint aussi que telle charge fait part du prix, duquel la repetitiô ne se prescrit par moindre temps que de trente ans, comme les autres actiôs personnelles, en quoy elles sont differentes des reelles, l'usage, & iouissance de long temps perimans & esteignans l'action réelle: mais, en la personnelle n'y auoir aucun usage du débiteur qui la perime, & ainsi l'atteste le mesme sieur Charondas l'auoir veu iuger par arrest du 14. Ianuier 1565. pour vn nommé Carré, enuers lequel vn possesseur de plus de 28. ans auroit esté condamné à recognoistre, payer & continuer la rente, à la charge de laquelle il auoit acquis l'heritage qu'il detenoit: & à la vérité cela demeuroit comme prejugé, par l'exception de l'article 115. desdites Coustumes, où il est nommémēt porté, que si le creancier de la rente a eu iuste cause d'ignorer l'alienation, parce que le débiteur de ladite rente seroit tousiours demeuré en possession de l'heritage, par le moyen de location, retention d'usufruit, constitution de precaires, ou autres semblables, pendant ledit temps la prescription n'a cours, & ainsi au moyen, & à cause de ladiète constitution de precaire, l'hypothèque s'en estant allée par le laps du temps, le precaire demeure, d'où procede après la condition appelee *ex lege*, octroyée par la cōstitution de Iustinian à la marge cōtée <sup>2</sup>, & par là le sacré Conseil de Naples auroit baillé par son iugement souuerain l'hypothecaire cōtre vn tiers possesseur, qui par dix ans passez auoit iouy & possédé le fonds du débiteur, auquel le creancier auoit permis iouyr realement & naturellement des biens hypothecquez par ladiète constitution de precaire, l'auteur qui comme Conseiller estoit present &

<sup>1</sup> in l. si. C.  
de acquir.  
possess.

<sup>3</sup>

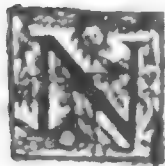
assistant audit iugement, le rapporte en ses Decisions <sup>a</sup>, & <sup>a</sup> *Duif* les raisons duquel apportees au contraire, ne peuuent faire <sup>119</sup>. qu'en la France coustumiere, au moyen de ladite exception audit article, le susdit prejudgé ne soit de droicture & Iustice, & moins quant à nostre ressort & pais de Droict Escrit, des principaux Interpretes, duquel ont notamment remarqué, <sup>4</sup> *sublata principali præscriptione, non esse sublatum accessorium* <sup>b</sup>, quel- que chose que le susdit docteur Aduocat Barisien ait voulu cō- me douter <sup>c</sup>, & penser estre certain & resolu, *solutis tempore* *hypothesis & pactis, accedens precarium simul resolu*, qui n'est per- petuel, ne generalement assure, & moins la reigle qu'il en in- feroit colligee, qui bien prinse & entendue avec tout ce que le mesme Conseiller Neapolitain auroit au contraire dudit prejudgé amené, se rapporte & dresse ailleurs, qu'aux purs & simples termes de nostre hypothese, comme sera aisé à voir en & parmy les liures de ceux qui auroient prins la peine de la bien examiner & faire entendre.

<sup>b</sup> *Pet. An- chæ. in regu. accessorii li. 6. Cynus in l. 2. C. de liti- sis pig. Ra- phael. Fulgo- cōf. 214. Frā- cis. de Crema in suis caute- lis causis. 62.*  
<sup>c</sup> *Chopin. d. lib. 2. de ma- ribus Pari- sis. titu. 8. num. 3. in fi.*

C H A P. LXIII.

- 1 Pour les choses sujettes à substitution, le tiers possesseur & autre charge de substitutiō se peut aider de la prescription de trente ans apres, toutesfois la substitution ouuerte.
- 2 Encores que la substitution soit insinuee & publiee en iugement publiquement.
- 3 La prescription fauorie pour non seulement abbreger les procez, mais oster & destraciner du tout toutes especes & racines de chicanerie.
- 4 S'enrichir au dommage d'autrui, est plus contre nature que la mort mesme.
- 5 Arrest du Parlement de Paris, rapporté par du Molin en la cause de Pompadour.
- 6 Nonobstant toutesfois la resolution dudit de Molin est & demeure abatuë.

7 Et confirmé par Arrest de Tholose la prescription ne pouuoir courir que du iour de l'ouuerture de ladicte substitution.



O v s aurions au chapitre precedēt le susdit en discourant, & inferāt à la maxime que nous y teniōs, que pour les choses subiectes à substitution le tiers possesseur, voire celuy qui estoit chargé de substitution, ou son heritier, pouuoir s'aider de la prescription de trente ans apres toutesfois la substitution ouuerte: ce que nous auriōs asseuré estre, & proceder de la dispositiō de droit que nous alleguions, & encores le tenāt dudit sieur Charondas, duquel nous auriōs pris & amené les auteurs en la marge cottez, ce que le docte Chopin auroit escrit, les plus doctes & sages Iuges de la France, embrasser fort fauorablement, ores que la substitution dont est question, fut insinuee & publiee en iugement publiquement, que pour cela neantmoins l'acheteur des choses fideicommisses, *prescribet Tricena possessione continua* <sup>2</sup>: car (dit-il) tout ainsi que la donation, de

Chopin.  
d. lib. 2. de  
morib. Paris.  
sior. Titul. 8.  
p. 8.

mesme la substitution, que pour defect d'insinuation est subiecte à nullité, par la mesme insinuation est faicte & reduēte par faicte, toutesfois comme toutes autres pactions que par le consentement des parties viennent à estre conuenues, accordees & contractees, telle insinuation n'empesche les effectz ciuils & deus de la detemption & possession d'autrui, *res quippe (inquit) restitutioni subiectas triceno capere vsu licet*: & à ces fins il

cite les mesmes auteurs que dessus, & encores apres adioute la naturelle possession d'autrui, d'une chose non litigieuse continuee par 30. ans, venir à vaincre & surmonter la formule ciuile & ordinaire qu'on a accoustumē faire par le susdict acte d'insinuation: il en allegue pareillemēt les loix à la marge

l. 1. C. de  
prescrip. lōgi.  
tēpo. Barte.  
in l. quamuis  
ff. de acquir.  
posseff. l. Pō.  
ponius qui-  
bus mod. v-  
sufsufruct. a-  
m. 11.  
c. ex Math.  
de afflic. de-  
cis. 325.

cottez, pour confirmation de ce <sup>b</sup>, & encores *Neapolitana summa curia placitū, quo, is cui civilis possessio fundi locatione aderat, vitus est ab alio naturaliter incumbente rei, eius quæ fructus percipiente,*

tellement que bien qu'il semble qu'à bonne & iuste raison, & encores plus equitable, on vienne à fauorir la prescription d'une longue & paisible possession, pour non seulement abbreger les procez, mais encores les oster & desraciner du

tout,

tout, comme par ce moyē venans à estre prinſes, empoignees  
 & comme balices toutes les eſpeces de chiquaneries pour l'a-  
 mendment deſquelles il n'y auroit autre action : Tout ainſi  
 que Ciceron auroit en quelque part dict d'autres eſpeces de  
 chiquaneries, tromperies & dol : & que le meſme doct̃e Ad-  
 uocat diſcours ſur ce propoſ, non guieres loing apres, ſoit de  
 Budee ou de Caton, & de noſtre temps de Philippes de Co-  
 mines, quand il parle du feu Roy Loys X I. en ſon Hiſtoire.

*a Chas. 225.*

Toutesſois comme ce que deſſus procede des progres &  
 effets ciuils, auſſi de meſmes il doit eſtre prins & entendu  
 avec toute ciuilité, à celle fin que la procédure ne tourne que  
 ciuilement & humainement au preiudice de qui il appartient,  
 & que ſans cauſe ne raiſon ſubſiſtante aucun ne ſe vienne en-  
 richir au preiudice & dommage d'autrui, que le meſme Ci-  
 ceron diſoit ailleurs eſtre plus contre nature que la mort  
 meſmes : Par ainſi nommément nous aurions dict ce que

4 deſſus proceder, & ladite preſcriptiō d'un tiers auoir lieu con-  
 tre un ſubſtitué du iour que la ſubſtitutiō luy eſtoit ouuerte,  
 l'action luy eſtant dès lors parée pour agir, & en pourſuiure  
 avec effet l'ouuerture :

*b D. l. cum  
notiffimi. §.  
illud. C. de  
praſ. 30. vel  
40. anno. l.  
1. in ſi. C. de  
Anna. ex-  
cept.*

Sçauoir qu'un tiers poſſeſſeur, avec titre & bonne foy puiſſe  
 preſcrire à tout le moins par 40. ans de droit, reduits quāt à  
 nous à 30. ans (par ce que deſſus auons dict) ſeroit non ſeule-  
 ment iniuſte, mais encores cruel & inhumain, quelque Arreſt  
 du Parlement de Paris, en certaine cauſe de Pompadour que

*c Conſil. 26.  
num. 23.*

5 ſes propres raiſons & allegations il ſoit contraint limiter &  
 reſtreindre

*d d. conſi.  
num. 38.*

d cōtre les ſubſtituez, autres que les heritiers uni-  
 uerſels perſonnellement obligez, contre leſquels il eſt con-  
 traint de cōfeſſer ladite preſcription n'auoir peu auoir cours,  
 ſinon du iour de l'ouuerture de la ſubſtitution, auant icelle  
 les ſuſdits ſubſtituez, & autres dont il parle, ayās eu les moyēs  
 qu'il touſtient par tout le diſcours qu'il fait, interrompre la  
 preſcription, entre autres qu'il leur auroit eſté loiſible, en-  
 cores qu'ils ne puiſſent demander ou vindiquer des biens  
 ſubſtituez, qu'ils pouuoient agir à les faire declarer tenus par  
 eſtrangers poſſeſſeurs, ſujets & hypothequez au fideicom-  
 mis, le cas aduenāt d'iceluy, ny plus ny moins que l'oppoſant

TT:



aux crieés d'un bien, apres la mort de celuy contre qui en est faicte la saisie & execution, bien qu'il n'en puisse demander separation & distraction, peut toutes fois demander son droit de fideicommiss apres la mort du debiteur luy estre sauf & reserué; & en ce faisant ledit bien n'estre adjudgé par decret, qu'à la charge que l'adiudicataire en puisse iouir, tant que le debteur sur lequel la saisie est faicte viura, & avec ceste condition qu'apres son decés luy soit rendu & restitué, ainsi que Monsieur le President le Maistre auroit ailleurs remarqué.

¶ Traicté  
des crieés  
chap 43.  
num. 2.

¶ Ce neantmoins & toutes ces considerations, nonobstât il est certain qu'un tiers possesseur avec titre & bonne foy ne se peut ingerer par protestations, declarations, ou autrement es biens où il n'a aucun droit, voire qui sont en tout & par tout hors les siens, comme sont les subjets au fideicommiss, esquels la condition y apposee peut estre & non estre, aduenir ou defaillir, & autrement estre faicts caduques, pour en rendre & faire à l'aduenir l'heritier chargé sieur incommutable d'iceux, & qu'estant ainsi & sans action quelconque d'agir & protester, seroit chose nouvelle sur un fondement qui est encores à esperer, & dont pour l'esperance il ne peut auoir aucun remede present, sinon qu'une mauuaise opinion contre celuy ou ceux à qui il est substitué, de s'enquerir & estre soigneux deuant le temps de leur santé, & temps de leur vie: On peut au contraire alleguer tant de semblables qu'on voudra: mais il s'y trouuera n'y auoir aucune conformité, & moins correspondance qu'y puisse iustement le tout compassé & examiné s'y esgaller & respondre, & en consequent nous accorderons estre vray que si les biens subjets à restitution estoient prins, saisis & criez cōtre l'heritier chargé de les rendre, qui seroit le debiteur executé, qu'alors pour la conseruation du droit à l'aduenir des substituez, leur opposition seroit trouuee bonne & soustenable, suiuant ce qui a esté apporté cy dessus dudit sieur le Maistre, President, & ce aux fins que l'autorité iudiciaire du decret apres les proclamations & solēnitez des crieés requises: Singulierement par nos Ordonnances, & suiuant icelles, ne vint à l'aduenir frapper coup irreparable: mais autremēt soit du propre mouuement

des substituez, ou quelque ombre d'un chien d'Esopo, pour attraper ce qui n'estant point, ne se peut encores saisir, on les en pourra enuoyer tousiours avec des fantaisies & fumees qu'ils se seroiēt forgees en leurs cerueaux, comme des fils de Zebedee qui ne sçauoiēt qu'ils demandoient: dont non sans cause le mesme du Molin pour l'opinion susdite, de pouuoir estre agy par les substituez à la susdite declaratiō, bien qu'autrement ils ne puissent demander ou vendiquer les biens, & par ainsi interrompre toute prescriptiō, & que s'ils ne le font pour ceste negligēce par un tel & si lōg temps, pour le moins par quarante ans, où ils viendront à estre exclus, *etiam à futura successante*, en alleguant les Autheurs qui auroient esté de ceste opinion <sup>a</sup>, il en allegue entre autres un <sup>b</sup>, qui dit quelque chose que pour confirmation, il en allegue qu'il ne s'y ose asseurer encores, & moins arrester ny affermer ce que luy mesmes auroit dict pour son regard, encores qu'il fust souuenant d'autresfois auoir esté ainsi iugé par la Cour de Parlement de Paris, sinon que comme il diroit apres comme il auroit fait, alleguant arrest susdit de Pompadour, & les declarant & restraignant comme auens dit dessus, tant y a que au contraire, & pour le prejugé que ladite prescription, voire par tel temps si long & tres-long qu'on peut pretendre, ne peut courir en l'hypothese que dessus, que du iour de la substitution ouuerte, ledit sieur Charondas en auroit rapporté autre certain arrest de la mesme Cour de Parlement à Paris, du sixiesme d'Auril 1500. entre les parties y par luy nōmees au lieu à la marge cotté <sup>c</sup>, en & suiuant lequel nostredite Cour à Tholose, auroit fait tousiours en l'hypothese susdicte mesmes & semblables prejuges pour les substituez, cōtre les tiers tenanciers quelque prescription, & quelque tēps qu'ils puissent alleguer & pretendre, & entre autres à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes pour les Arbans, contre certains tenanciers au procez nommez au mois de Ianuier mil cinq cens septante quatre, & pour les Galauues contre Flotte & autres, au procez nommez au mois de Septembre 1585. & desquels prejuges nous nous contēterons pour le present, sans en enfoncer d'auantage les raisons & autoritez contraires que nous asseurons que nostredite Cour

<sup>a</sup> *Cornutus*  
*conf 304.*  
*lib. 3. l. si. cō-*  
*sentat. ubi*  
*Bart. & aliq*  
*ff. de fideiuss.*  
*Molinus d.*  
*cōf. num. 23.*  
<sup>b</sup> *Aymo.*  
*Granaet cōf.*  
*67. inf.*

<sup>c</sup> *en scld.*  
*responf. lib.*  
*4. ca. 47.*

ne pourroit bonnement tant soit peu goûster, non pas mesmes souffrir que ses aureilles en fussent importunées, & la prions nous excuser si nous y sommes arrestez, plus peut estre qu'il n'estoit de besoin & necessaire, à ce y ayant esté, & comme contrains & semonds pour esclaireir & conuaincre ce que de nouueau a esté escrit & adiousté audit Recueil de la derniere edition dudit feu Papon, & au dessous de l'arrest 14. inferé sous le titre des prescriptions.

## C H A P. LXV.

- 1 *Par l'exception de l'article cent quatorze desdites coustumes de Paris, la prescription de long temps n'auoit lieu contre ceux qui n'auoient atteint l'age de vingt cinq ans, & autrement quant à ce priuilegez.*
- 2 *Quelque chose que ce soit, toutesfois de droit au ressort du Parlement de Tholose, il y faut tousiours impetration de lettres Royaux en restitution.*
- 3 *La Majesté du Roy en cest endroit s'estant rendue de pire condition de celle de ses subjects, avec la raison de ce sommairement amenee.*
- 4 *Arrest quant à ce de la Cour de Parlement de Paris amené & allegué.*



**E** DIT sieur Charondas sur la declaration de l'article 114. desdites coustumes de Paris, sous le titre des prescriptions, a fort bien à propos entre autres choses annoté que ces mots y estans, *agez & non priuilegez*, emportoient vne exceptiō que ladite prescription de long temps, n'auoit lieu contre ceux qui n'auoient atteint l'age de 25. ans, & ceux qui auoient priuilege de droit que leurs biens sont imprescriptibles, pour le moins ne se peuvent prescrire par si briebs temps que de 10. à 20. ans, & quant ausdits mineurs, est certain pendant leur minorité ne courir le temps de prescription, tellement que bien que le mesme

- ait escrit, que sans restitution ils peuuent debatre la prescription, puis que le Droit ne la permet pour leur regard <sup>a</sup>, & encores que telle prescription ait commencement contre vn majeur, si toutefois le mineur luy succede, son cours vient à cesser, pendant & durant la minorité <sup>b</sup>: toutefois comme nous en vsons & le pratiquons, au ressort dudit Parlement à Tholose, quelque chose que ce soit de Droit, quād ne seroit que pour la formalité accoustumee, il y faut tousiours impetration de lettres Royaux en restitution, comme entre nous & audit ressort ne pouuant proceder & venir d'ailleurs que du Prince, la Majesté duquel toutefois en cest endroict s'est renduë de pire condition que celle de ses sujets, en faueur desquels le temps de la minorité, & sous son benefice vient à distraire, & à sa Majesté non: l'on en allegue la raison, sçauoir, que les suiets sont empeschez de Droit & obseruance commune, de pouoir conduire & administrer leurs biens, autrement que par tuteurs & curateurs, en la puissance desquels ils sont & demeurent iusques à l'âge de 25. ans, si apres l'an 18. ou 20. de leur âge, ils n'obtiennent & font verifier lettres de grace de ladite Majesté dudit Prince, laquelle au contraire peut d'elle mesme avec les Princes de son sang tousiours ses Procureurs & Officiers luy assistans, conduire, regir & administrer son Domaine, & de ce qui en despend, avec ses autres affaires, pour le reiglement & conduite desquels il ne peut manquer d'adresse ny conseil, & encores ses mesmes affaires & qui le concernent, ou son patrimoine & domaine rendans sa Majesté par ladite exception dudit article desdites coustumes, non entre les âgez, mais entre les priuilegez, autant ou plus fauorables, par tāt de passe-droits qui luy sont octroyez plus qu'à tous autres de ses suiets, de quelques priuileges qui soient ou puissent estre dictz, garnis & fauoris, & ainsi pour la computation dudit temps de prescription à l'endroit du Prince, auroit esté iugé par arrest de Paris, du quatriesme
- 4 May 1551. que feu Papon n'auroit oublié en sondit Recueil <sup>c</sup>, & nous aurions trouué bon de passade en faire ce Chapitre.

a l. 3. C. qui-  
bus non obij-  
cit lon. tem-  
po. prescri. l.  
3. C. de pra-  
scrip. 30.  
uel 40. l. si  
C. in quib.  
can. in inte-  
rest. non est  
necessa.  
b l. interdum  
ff. de minor.

c sous ledict  
tit. de prescri.  
Arrest. 39.

## CHAP. LXVI.

- 1 Hypothese d'Ulpian amenee.
- 2 Instance narree, pour l'explication de ladite hypothese.
- 3 Raisons d'une & d'autre des parties en ladite instance.
- 4 Sentence sur ladite instance du Seneschal de Rouergue.
- 5 Arrest sur ladite instance de la Cour de Parlement de Tholose.
- 6 Arrest de Paris quant à ce amené dudit Charondas, examinee avec autres arrests, par luy mesmes amenez, conformes au susdit.

in l. 1. §.  
circa ff. de  
dol. mal. ex-  
cepti.

**E** Jurisconsulte Ulpian<sup>a</sup> parlant de celuy qui sans cause auroit tiree promesse ou stipulation de quelqu'un en venant apres à agir par ce moyen, que celuy qui a ainsi promis s'en pourra defendre par l'exception du mauvais dol, car jaoit qu'en stipulant ainsi du susdit, *nihil dolo malo admiserit, tamen dicendum est, cum, cum litens contestatur, dolo facere qui perseneret ex ea stipulatione pesere*: surquoy le mesme Jurisconsulte adiouste, qui est encores malaisé à comprendre, que si celuy qui a ainsi stipulé, pour lors de la stipulation, avoit iuste cause, en agissant toutesfois au moyen & en vertu de mesme stipulation, *nullam idoneam causam habere videtur*, qui est vne philosophie du Droit Ciuil & Romain, & entre des Philosophes purement & simplement Ethniques, & laquelle se rapportoit formellement aux iugemens & contrats, qu'ils appelloient d'estroit droit, comme estoit l'obligation de paroles, telle que ladite stipulatio, beaucoup differens des contrats, & actions de bonne foy, tels que tous deuoir estre, & cōme tels iugez & censez entre nous qui sommes Chrestiens, nous auons dit & touché cy dessus en quelque part: parce cōme fut ainsi qu'un Gentil-homme vendant un cheual à un autre, pour le prix d'iceluy eust fait une cedulle, par laquelle il confessast simplement deuoir à



l'autre susdict Gentil-homme qu'il nommoit, la somme de  
 tant, à payer dans six mois, ainsi ladite cedula simplement  
 conçue, & sans autre cause & promesse, la datte estant apres  
 simplement aussi mise, il se passe vn long temps que le susdit  
 Gentil-homme qui estoit comprins en ladite cedula ne fait  
 conte de payer, à celuy à qui il l'auoit faicte, ladiette somme  
 qu'excedoit cent escus & d'auantage, & tellement qu'ap-  
 proché en iugement pardeuant le Seneschal de Rouergue  
 ou son Lieutenant, il auroit recogneuë ladiette cedula, qu'il  
 appelloit yne chanson nouuelle, veu laquelle sans aucune  
 cause ny promesse, il s'arrestoit au relaxé avec despens, par la  
 fin de non receuoir, *per exceptionem doli mali*, qui venoit à com-  
 prendre toute autre exception en general, par laquelle vn  
 demandeur vient à estre repoussé de son action, pour n'a-  
 uoir moyen ny fondement d'icelle, ou plustost déclaré non  
 receuable, pour le fondement d'vne si mauuaise cause, la-  
 quelle quand il n'auroit eu pour lors, qu'il faisoit & escri-  
 uoit ladiette cedula, maintenant en poursuyuant payement  
 du contenu en icelle, il l'auoit ouuertement par la te-  
 neur de la mesme cedula descouuerte & manifestee, par  
 ce que dessus a esté dict & tiré dudiect mesme Jurisconsulte  
 Vlpian formellement, quant à ce en sa responce: à quoy le  
 susdict Gentil-homme à qui la susdicte cedula auoit esté fai-  
 cte mettoit en auant la vente & prix dudiect Cheual, & qu'il  
 deliberoit luy-mesme s'en fier soubs la simple parole dudiect  
 Gentil-homme, mais pour assurance, luy disant que les  
 morts estoient communes, car ce furent ses propres termes,  
 il luy bailla en main ladiette cedula, qu'il ne regarda pas, &  
 moins fit regarder autrement, s'en reposant sur sa foy &  
 creance, & que par ce moyen fil y adu défaut en la mes-  
 me cedula, & telle qu'il presuppole, il en est luy-mesme  
 cause, le dol qu'il y pourroit auoir si point peut estre dict  
 en y auoir, venant de sa part, & non de son costé, qui n'a  
 iamais pretendu ny demandé que le sien, surquoy le faict  
 que dessus de ladiette vente, contesté par le susdict, singu-  
 lierement de celuy du prix accordé, restant & deu audict  
 demandeur, estoit nommément repliqué du mesme fonds  
 & de la susdite philosophie prinse, comme dessus, en ce qu'il

estoit dit à la fin de la mesme response d'Ulpian, que si celuy qui veut bailler à credit de l'argent, comme le susdit demandeur pretendoit qu'il vouloit faire ledit prix, ne l'ayant point fait, & moins stipulé, encores que la cause de la stipulation fust certaine, laquelle toutesfois ne s'en seroit ensuiuie, ou bien auroit esté finie & esteinte, *dicendum erit nocere exceptionem* de telle façon que de toutes parts ledit demandeur venoit à estre pris aux filets, cōme il disoit de la Loy, dont il ne sepouuoit despestrer, sans suiuant la decision d'icelle perdre sa cause: ce qui auroit estonné tellement l'Aduocat & conseil dudit demandeur, que sans autre chose dire ny alleguer à ce dessus, il se seroit arresté à poser & articuler le fait de ladite vente & prix à cause d'icelle dudit Cheual, offert le verifier, & par defect de ne le faire suffisamment, parce qu'il n'y auoit que deux tesmoins, desquels l'un seroit decedé depuis, attendu le fait dont est question, & susdite cedula aussi simplement & à la bonne foy recouë, comme cautelement & doulousement auoit esté faite & escrite, & cependant insistant à la garnison prouisionnelle du contenu en icelle & autrement pertinemment: sur le tout par ledit Seneschal les parties appointees en Droit, sauf à escrire & produire dans trois iours iceux passez, & les forclusions deuement faites, par sentence dudit Seneschal, les parties auroient esté appointees contraires, & cependant ledit defendeur & debiteur condamné à garnir la somme contenuë en ladite cedula, par prouision, entre les mains du creancier, à qui ladite cedula respondoit, en baillant par luy bonnes & suffisantes cautions de la rendre: si ainsi estoit dict en la fin de cause, despens reservez, dont ledit defendeur & debiteur, qui auoit faite & escrite la cedula, s'en seroit porté pour appellant en la Cour, où le proces porté & à nous distribué, en ladite seconde Chambre d'Enquestes, pour la premiere distribution qu'apres nostre reception nous fut faite, aurions trouués les griefs & contredits des parties tous farcis & remplis d'interpretations apportees d'un costé & d'autre, à ce que du susdit Ulpian auroit esté apporté, l'appellé en soustenant l'abrogation en France, l'appellant au contraire l'observation entiere; celuy-là l'acomparant à une ruine d'un bastimēt, sans aucun fondement, ou bien

ou bien de sable, & si leger qu'au moindre rauage estoit sub-  
 ject tomber en terre, & en outre impugnant toute telle &  
 semblable decision d'iniustice patente où elle seroit gardee  
 & obseruee, comme il y est decisi & respondu: l'appellant au  
 contraire la soustenant d'une iustice ouuerte pour à l'impour-  
 ueu ne surprendre la simplicité de beaucoup de gens sans au-  
 cun subject ny occasion quelconque de l'ombre, comme  
 l'on dict de l'asne. Surquoy en fin tout veu & à plus près exa-  
 miné: la Cour faisant preiugé qu'il ne se falloir arrester à tel-  
 les subtilitez que dessus du droit Romain, ainçois considerer  
 la qualité & maniere d'vser & faire des personnes qu'auoient  
 faictes & faisoient telles cedules: Singulierement entre Gen-  
 tils-hommes auxquels les armes estoient plus seantes que les  
 formules & conceptions des actes d'estroit droit & de bon-  
 ne foy prescrites, accoustumees & ordonnees par les anciens  
 Romains en leur vieille & ancienne Iurisprudence, auroit  
 dict à nostre rapport au mois de Feurier 1574. qu'il auoit esté  
 bien iugé par ledit Seneschal ou son Lieutenant, & mal appel-  
 lé par ledit appellant; & ordonné que ce dont a esté appelé  
 sortira effect, condamné l'appellant aux despens de l'appel,  
 par là ayant monstré qu'iceluy appellant n'auoit que tenir  
 lequel nous pouons asseurer auoir couru de bien pres l'ha-  
 zard de l'amende ordonnee contre les fols appellans: & de-  
 puis nous aurions veu ledit S. Charondas en ses Commentai-  
 res sur lesdites Coustumes, <sup>a</sup> ou sur la demande si la cedula  
 n'est causée encores qu'elle contienne promesse de payer, à  
 sçauoir si elle est valable pour emporter hypothèque, garnisse-  
 ment & payement, il respond qu'on alleguoit vn arrest, que  
 faut entendre de ladite Cour à Paris du 18. Mars 1586. par le-  
 quel telle & semblable cedula auroit esté declaree nulle, tou-  
 tesfois apres & consecutiuelement il vient à attester par Arrest  
 en l'audience du 12. Ianuier 1567. que luy-mesme auoit ouy  
 prononcer le debiteur d'une cedulle contenant confession  
 de deuoir, & promesse de payer, auoir esté condamné à garnir  
 par prouision: parce qu'au principal, il alleguoit des faicts &  
 auroit obtenu lettres Royaux pour faire casser la cedulle: car  
 apres & suyuantment, il dict que la recognoissance de de-  
 uoir emporte vne cause de prest, ioincte avec la promesse de

<sup>a</sup> Article  
 107. des  
 actions per-  
 sonnelles  
 & d'hypo-  
 theque.

V V u

*a Iuxta. §.  
scriptum  
de immut.  
p. pu. insti.*

payer qui tient de la stipulation<sup>a</sup> bien que ladite cause fort generale & incertaine comme nous semble, toutesfois en fin il rengrege qu'il luy ressouuient que semblable cause se presentant à l'audience de la Cour : Feu Monsieur de Thou premier President tenant icelle, le quatriesime Feburier mil cinq cens quatre vingts deux : Pour vne cedula faite par vn Gentil-homme qui contenoit ces mots ? *Je confesse de uoir cent escus, à celuy qui estoit dénommé en ladite cedula*, sans autre cause & promesse, dict, qu'il ne se failloit comme dessus arrester aux subtilitez du droit Romain, ains auoir en consideration la qualité & maniere d'vser des personnes qui faisoient telles cedules: Nous y adiousterons & à qui elles estoient faictes, & que partant fut par Arrest l'heritier du débiteur qui estoit en instance condamné à garnir par prouision, qui nous auroit fait souuenir du susdict, donné à nostre rapport, pour conferer ensemble, & les rapportant l'un à l'autre honorer & admirer tels oracles si conformes, & avec vne telle harmonie respondans ensemble des premieres & principales Cours souveraines de ce Royaume, lesquelles estâs plus anciennes & de leur temps faisoient seulement premiere & seconde de la France : mais nous nous arresterons icy pour ce regard, & pouruiurons le demeurant.

## CHAP. LXVII.

- 1 *Regle generale examinee.*
- 2 *Constitution de Iustinian, l'ayant ouuertement ostee.*
- 3 *Hypothese sommairement alleguee.*
- 4 *Instance introduicte pour ce regard.*
- 5 *Cedula de payer, Prestre, mort ou marié, qu'elle vertu & efficace peut auoir.*
- 6 *Arrest de ladite Cour à Tholose, portant condamnation au moyen & en vertu de ladite cedula.*
- 7 *Si les parties eussent esté mineurs, fils de famille, ou de*

quelque autre qualité considerable, ladite Cour y eust peu faire plus grand difficulté.



Ly auoit és temps plus anciens vne reigle ou plu-  
 tost definition qu'ils appelloient de droit confirmée  
 par les Iurisconsultes d'un commun accord, par la-  
 quelle estoit dit & porté les actions qui n'auoient competé  
 & appartenu au défaut de pouuoir commencer & prendre  
 fondement de leurs heritiers ny pareillement contre leurs  
 heritiers mesmes <sup>a</sup>, & laquelle reigle Iustinian auroit non  
 seulement corrigee, mais encores comme estouffee & tiree du  
 milieu, *ut liceat & ab heredibus & contra heredes incipere actio-  
 nes & obligationes*: il en amene la raison par la mesme consti-  
 tution & à la fin d'icelle <sup>b</sup>, *ne propter nimiam subtilitatem verbo-  
 rum, latitudo voluntatis, contrahentiū impediatur*, qu'auroit seruy  
 à mettre aual l'eau tant de difference de paroles pour lesquel-  
 les és plus anciens temps il y auoit tant non seulement de con-  
 trouerses, mais encores tant de brouilleries & scrupuleuses  
 disquisitions, que le mesme Iustinian par autre constitution  
<sup>2</sup> auroit ouuertement ostees <sup>c</sup>, & en ce faisant nommément or-  
 donné toute stipulation legat, ou fideicommiss cōceüe & fait  
 apres la mort ou en la mort, ou quād il mourroit ou l'auātiour  
 auant qu'il mourust qui sont exprimees en Latin *post mortē cū*  
*moreretur, vel pridie quā moreretur*, estre bōs & vallables: que fut  
 la cause qu'en l'ypothese suiuant en nostred. Cour à Tholo-  
 se ne fut pas fait telle difficulté que quelques vns pensoient,  
 & dont mesme le Conseil respectiuelement des parties dou-  
<sup>3</sup> toit & estoit en peine, au faiēt que s'ensuit: deux marchans  
 du pays d'Armagnac & ressort du siege de Laytoure auoient  
 eu plusieurs affaires ensemble, & en fin comme lassez de  
 la trafique, & negociation qu'ils auoient eu & trafiqué en-  
 semble principalement en negociation & achapt du bestiaill  
 ils en viennēt & font vn conte resolu & finé, par lequel vn des  
 susdits se trouuant reliquataire d'environ 60. escus, l'autre, il  
 luy en fait vne cedula par laquelle causee de & pour conte fi-  
 ne de leursdites affaires, dattee & signee comme il faut, il pro-  
 met à l'autre son compaignon de luy payer & satisfaire ladite

a l. *dubium*  
 de *diuers.*  
 rescrip C.  
 Theodo.

b l. *unica C.*  
 ut *actio &*  
*ab heredi. &*  
*contra her-*  
*incip.*

c *scrupulosi*  
 C. de *contrah-*  
*& committ.*  
*stipula.*

VVu ij



homme Prestre, mort, ou marié, laquelle susdite cedula retiree par celuy des susdits à elle doit esté baillee par assurance, il a beau attendre pour en estre payé que son debiteur se marie ou se face Prestre, car huit ou neuf ans se passerent sans se resoudre à prendre l'un ny l'autre party, bien que comme il estoit dit au procès, faisant ladite cedula, il eust assuré & promis à sondict debiteur dans un ou deux ans se marier comme il esperoit d'un party mesmes que desia on luy auoit traité, & qu'il auoit dilayé encores pour un temps attendant cependant de pourvoir à ses affaires, cependant le temps se passe & iusques à ce passez environ sept ou huit ans de ladite cedula, qu'il a debat avec un sien voisin lequel le tua & meurdrit, & par ainsi des susdites trois conditions il vient à clore les deux qu'il pouuoit fuyr & eiter & faire ouuerture de la troisieme qui luy estoit certaine & il ne pouuoit escheuer. Apres son decez ledit creancier au moyen & en vertu de sadite cedula, conuient les heritiers & successeurs de sondit debiteur en recognoissance d'icelle, & icelle recogne en condamnation de la somme y contenue pardeuant le Seneschal dudit Laytoure ou son Lieutenant, deuant lequel lesdits heritiers ne font pas grand difficulté de la recognoistre, mais quant à la condamnation requise du contenu en icelle, ils insistoient à fins de non recevoir & disoient & soustenoient la promesse y contenue non seulement estre nulle de droit, mais encore derisoire & de tout point ridicule, au pis aller telle sur laquelle ne pouuoit estre assize aucune cōdemnation singulierement après la mort du creancier pretendu dès l'instant de laquelle & l'obligation & la cause de ladite cedula demeueroit & estoit comme esteinte & finie, ledit debiteur mesme pour la mesme cedula ayant donné credit à sondit debiteur en se iouant avec luy & qui plus est *pejimo exemplo*, comme un autre Macedon voulant introduire un moyen pour *credendo nominibus interitis debitoris etiam bonum nomen, expectata eius morte facere*, surquoy les parties euyes & appointees en Droit par ledit Seneschal iceluy par sa sentence auroit mis hors de Cour les parties & sans despens, de laquelle sentence le creancier à qui ladite cedula respondoit se porte pour appellant en la Cour, en laquelle le procez porté & con-

al. i. in prin-  
cip. ff. de  
Senat. M. u.  
cedo.

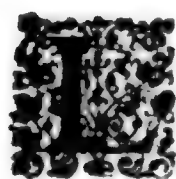
clud & ioint à autre instance de distribution de biens dudit feu debiteur, dont feu monsieur Donjac est rapporteur, à son rapport en la seconde Chambre d'Enquestes l'appellation pour ce regard mise au neant & en reformant, lesdits heritiers condamnez au payement de la somme y contenuë & avec despens moderez par mesme moyen, & de laquelle somme & susdits despens l'alocation apres en fut faite au profit dudit creancier en son ordre & rang ainsi qu'il appartenoit: si les parties eussent esté mineurs fils de famille ou de quelque autre qualité qui peut faire balancer la cause desdits heritiers contre la cedula & semblable promesse que dessus y cōtenuë, ladite Cour y eust fait plus grand' difficulté, mais apparoissant que toutes les parties que dessus estoient maieurs, ayans traffiqué longuement ensemble estans à eux mesmes & *sui iuris*, qu'on appelle, ladite Cour ne pouuoit moins ordonner que d'en faire la cōdamnation cōme de trois termes y cōpris celuy de la mort qui ne pouuoit estre euité, aduenü, de telle façon que la partie l'ayant ainsi promis & accordé & l'autre s'y estât arrestee, iceluy n'auoit moyen outre ce que le mesme Iustinian auroit preüeu & raisonné, venir à contraindre au plus estroit & serré, ceste volōté desdites parties, qu'ils auoient solemnellement si auant & en plein champ eslargie.

---

CHAP. LXVIII.

- 1 *Reconnoissance de cedules à faire par deuant le Iuge seculier autre que le Iuge d'Eglise.*
- 2 *Arrest de Paris, par lequel les Clers auroient esté, contrains reconnoistre leurs seins par deuant les Iuges Royaux sur peine de saisie de leur temporel.*
- 3 *En cause d'appel l'instance euoquee, les Cours de Parlement de Paris & Tholose euoquant le principal, ont accoustumé adinger la prouision, la cedula recognüe par deuant Commissaire, bien qu'autres fois recognüe, mais par deuant Iuge incompetent.*

- 4 Cédule reconnue par un curateur baillé aux biens vacquants, n'est de pareille qualité & condition que la susdite.
- 5 Arrest de ladite Cour à Tholose au faict spécialement allegué.



A mention des cédulés és chapitres susdits fera que nous remarquerons comme en passant icy l'ordonnance du feu Roy François premier parlant de la<sup>1</sup> reconnaissance d'icelles par le nomément par deuant le Iuge seculier<sup>2</sup>, pour autant que si telle ou semblable reconnaissance estoit faite par deuât le iuge d'Eglise, elle n'exporteroit effect d'hypothèque par ce qu'il n'est Iuge des biens & que ses sentences n'ont execution sur iceux, d'autant qu'il n'a territoire tout ainsi que ledit sieur Charondas auroit fort à propos remarqué en ses Commentaires sur lesdites coustumes<sup>b</sup>, y adioustant encotes que c'est pour cela que ladite ordonnance fait expresse mention du Iuge seculier & qu'il auroit esté jadis iugé par arrest de la Cour de Parlemēt de Paris<sup>2</sup> qu'il datte du quatriesme Iuillet 1357. que les Clercs sont contrains de reconnoistre leur seing pardeuant les Iuges Royaux sur peine de faisie de leur temporel : il allegue pour autheur Rebuffe auquel du surplus nous renuoyons ceux qui en voudront entendre d'auantage : nous en poursuyuant adiouterōs icy que bien que ce qu'auons dit cy dessus, sçauoir que la garnison ne se puisse iuger par Iuge incompetent, & encores moins sur acte de reconnaissance d'icelle pardeuant le mesme Iuge, que toutesfois en cause d'appel la Cour de Parlement à Paris s'il appert de la debte mettant l'appellation au<sup>3</sup> neant, neantmoins auoir accoustumé d'euoquer le principal & adiuger la prouision comme auoir faict le 18. Iuin 1565. est contenu en l'apostille du 2. arrest du Recueil dudit feu Papon en la derniere edition<sup>c</sup>, & de mesmes nostre dite Cour en iuger és instances des distributions generales des biens des debtors sur l'occurrence des créanciers chirographaires apres les hypothecairés, nous ponuons tesmoigner asseurement, apres toutesfois pour satisfaire à toutes formalitez auoir fait

a Article  
91. des pu-  
bliques 1539.

q titre des  
actions  
personn. &  
d'hypothé-  
que.

c sous le  
titre des  
cedules &  
reconnois-  
sances di-  
celles.

de nouveau entant que besoin seroit recognoistre la cedula, bien qu'autresfois recogneuë, mais pardeuât Iuge incōpetant & ce pardeuant vn Commissaire qu'est à ces fins deputé sur requeste à ces fins presentee par la partie, ou bien sur l'aduoi-  
ation, denegation, ou confession du debte, sans preiudice de  
ses exceptions & defences, & lequel Commissaire ioint le  
tout apres à l'instance principale, iugeant laquelle on faiet  
droiet sur ladite prouision qui y est le plus souuent &, où la  
matiere s'y trouue disposée adiugée & ordonnée, & ainsi par  
nostre dite Cour à Tholose auoit esté fait és instances des di-  
stributions generales de Durand Fajac contre Paucy & d'au-  
tres, & des Galaubes contre Flotte, & encores de Buiffon  
contre les Burelles, dont cy dessus auons fait quelque part  
mention, cela ne receuant en ladite Cour difficulté, sauf tou-  
tesfois en cedula recogneuë par vn curateur baillé aux biens  
vacquans qui n'est de pareille qualité & condition que celle  
dont nous auons parlé cy dessus, par ce que ledit curateur est  
au lieu de tous les creanciers & ne peut rien faire & moins  
gratifier l'un au preiudice de l'autre<sup>a</sup> ainsi que par Chopin  
a esté annoté par autre appostille inferee audit Recueil dudit  
feu Papon sur le titre huietiesme & dernier desdites cedules  
& recognoissance d'icelles<sup>b</sup>, & ainsi en la distribution gene-  
rale dudit feu Fajac les creanciers suruenans apres les hypo-  
thecaires, ayants la plus-part faiet recognoistre leurs cedules  
pendant l'instance & apres la mort dudit Fajac, avec le cu-  
rateur donné à ses biens vacquans furent reiglez & appointez  
tellement que sans auoir aucun aduantage l'un sur l'autre  
pour lesdites recognoissances fussent premieres ou dernieres,  
ils auroient esté allouéz au sol la liure pour concurrence de  
leurs debtes & à proportion & mesure d'iceux: qu'est à la des-  
confiture qu'on appelle, autrement de droiet *in tributum* ainsi  
que nous aurions ailleurs touché en quelque part des liures  
precedents.

<sup>a</sup> l. ff. de  
curat. bon.  
dandis.

<sup>b</sup> Chopin  
sur les cou-  
stumes  
d'Anjou  
lib. 1. cap.  
73. num. 6.  
à la marge.

## CHAP. LXIX.

- 1 Si telle hypothèque & garnison pourra & deura auoir lieu en une cedula sans datte.
- 2 Tout ce que pouuoit estre introduit d'un acte sans an & iour ne pouuoit proceder & auoir lieu pour le regard des parties qui escriuoient & faisoient les actes ou leurs heritiers & successeurs.
- 3 La Cour de Parlement à Paris n'a iamais voulu recevoir la foy des quitances, compositions ou promesses, dont on monstre seulement par cedules & escritures priuees, sinon en ce où il s'agit de l'interest des debiteurs & contre eux-mesmes.
- 4 Ce que la Cour de Parlement à Tholose garde de mesme fort exactement.
- 5 Qu'auroit occasionné Iustinian avec d'autres inconueniens qui s'en ensuiuoient abroger les precedentes constitutions qui approuuoient les testaments sans datte.
- 6 Et ainsi en estoit vsé du temps des premiers Empereurs mesmes.
- 7 Edict du feu Roy Henry es estats à Blois, quant à tout ce dessus portant expresse prouision & ordonnance.
- 8 Pour les particuliers des faisants & contractans les antedates, il y pourra bien aller comme ils auroient voulu, escrit & accordé, mais nullement quant au moindre preiudice des autres tiers n'y ayants esté presens ny consentans.
- 9 Cedula sans datte recogneüe par le curateur donné aux biens vacquans du creancier, apres les creanciers hypothecaires alloüiez & payez, & les Chirographaires aussi  
au sol la



au sol la liure, ledit creancier pour son regard seul restant, & soustenant l'effect du debte de ladicte cedula veritable, fust receu à en verifier, & partie au contraire, tant ledit curateur que susdit creancier, demeurans seuls en l'instance.



¶ A I s encores avant sortir des questions incidentes, & qu'ordinairement peuuent suruenir sur le fait desdites cedules, garnison d'icelles apres l'hypothèque declaree suiuant ladite ordonnance, peut estre reuoké en doute: Si telle hypothèque & garnison au moyen & vertu d'icelle pourra & deura auoir lieu en vne cedula sans iour & consul, c'est à dire sans aucune datte: Ce qui sembleroit pour en l'escriture priuee, telle qu'estre ladite cedula la datte de l'an & iour pour sa validité n'estre necessaire, ainsi que cōmunément est colligé & prins du texte du droit Ciuil à la marge cotté <sup>a</sup>, par lequel & par autres qu'à ces fins peuuent estre prins & alleguez: il peut paroistre simple cedula nō recogneue auoir emporté hypothèque <sup>b</sup>: Cedula entendons-nous, par laquelle simplement il y est remonstré, & voire encores respondu l'hypothèque estre constituee, qui n'est en nostre France iusques à la recognoissance faicte, ainsi & par la forme, & suiuant lesdites Ordonnances, comme dessus. D'où vient le doubte que nous auons prins à examiner en ce chapitre: Sçauoir si la recognoissance que dessus sur telle & semblable cedula, sans aucune datte l'hypothèque peut estre declaree pour produire l'effect de ladite garnison, & autres accoustumez, au moyen d'icelle: Pour la resolution duquel peut venir en consideratiō que de droit commun, n'estant requise telle solemnité en escritures priuees des parties, que nous ne la deuons aussi y desirer, l'Ordonnance parlant simplement, doiuent de mesme simplement, & suiuant le susdit droit commun estre entendue, singulierement que telle obmission de datte d'an & iour ne venoit anciennement empescher que les testamens faicts sans an & iour, ne sortissent à effect, comme fermes & valables de droit, iusques aux testamens mesmes des peres, qui sont autrement dictz Holo-

<sup>a</sup> L. cū tabernam. §. I. D. de pigno.  
<sup>b</sup> L. fideius. §. pater. D. eod. l. ultim. §. latinus. D. de excep. re iudic.

XXX

graphes: <sup>a</sup> Ce neantmoins quelque chose qu'il aiesté du droit ancien des Romains, tout ce qui pouuoit estre introduit & tiré sans datter d'an & iour, ne pouuoit proceder & auoir lieu que pour le regard des contractans seulement, ou plustost des parties qui escriuoient & faisoient lescrites & promesses particulieres, & leurs heritiers & successeurs: Tellement que quant aux autres, principalement pour la priorité, cedula n'emporte aucune hypothèque, sinon du iour qu'elle auroit esté recogneuë, <sup>b</sup> iusques là qu'un creancier chirographaire ne vient en ordre, avec autres creanciers opposans, qui ont instrumēt d'hypothèque, estant seulement la debte personnelle, qui ne concerne les heritages saisis & criez, & à ce estre expresse l'ordonnance de l'an 1539. & le texte Canonique <sup>c</sup> à la marge cotté. Feu Papon en sondit Recueil auroit fort à propos annoté, y adioustât encores que la Cour souueraine de Paris, pour empescher les fraudes & surprises qu'un debteur peut faire, afin de trôper ses créanciers par antedates, & autres subtilitez supposees, n'a iamais voulu recevoir la foy des quictances, compositions, promesses, ou autres choses qui se monstrent seulement par cedules & escritures priuees, sinon en ce où il est seulement question de l'interest des debiteurs, & contre eux-mesmes, & rien du tout, où il s'agit de l'interest d'un tiers: Ce que nostredicte Cour à Tholose garde & entretient de mesme fort exactement, preuoyant bien qu'autrement n'y auroit rien d'asseuré, & que tant sainct & sacré qu'il peust estre, ne fust subiect à la profanation des priuez & particuliers, lesquels ne feroiēt doute de changer le carré en rond, & au contraire, suiuant leurs desseins & fantasies: & ce qu'ils cognoistroiēt plus y venir mieux à propos & à souhait. Ce qu'ayant long temps auparauant cogneu l'Empereur Iustinian avec d'autres incōueniens que la malice des hommes croissant de iour à autre, & empirant de fieure en chaud-mal y auroit apportez, par la nouvelle Cōstitution auroit abrogé les precedentes, qui auroient voulu soustenir les susdits testamens des peres, & autres ascendans, entre leurs enfans & descēdās, escrits & signez de leurs mains, ou au contraire, il auroit voulu que si quelqu'un des susdits sçachant escrire vouloit faire son testament & disposition en-

<sup>a</sup> Hieron.  
Modest. l. 3.  
des Reigles  
à la fin du  
Code Theo-  
dosien.

<sup>b</sup> Scripturas  
cum authen.  
que equitur,  
C. l. cū tibi.  
C. qui potio-  
res in pigno-  
hab.

<sup>c</sup> In ca. si  
cautio. de fi-  
de Instrumē.  
mch.

3

4

5

tre ses enfans, qu'il declarast premierement par sa subscriptio  
le temps, qui n'est autre chose, sinon y mettre la datte d'an &  
iour, *ἡμεῖς μὲν αὐτοὶ περὶ ἡμεῖς & ἡμέραν, &c.* (dit-il) en ladite Con-  
stitution <sup>a</sup>, & ainsi auoir esté accoustumé d'en estre vsé an-  
ciennement, & du temps des premiers Empereurs mesmes,  
peut paroistre du commencement du testament d'Auguste,  
que Suetone Tranquille auroit mis aux derniers chapitres de  
sa vie, cōmençant par la datte qui estoit des Cōsuls y nōmez,  
6 troisieme des Nones d'Auril, vn an & quatre mois deuant  
son decez: ce que Vlpian mesme auroit voulu cōme represen-  
ter d'ailleurs <sup>b</sup>, quād il disoit qu'à l'ouuerture du testamēt,  
dont il y parle, le Preteur par & deuant qui elle se faisoit ne  
permettoit le iour & Consuls estre leus, extraicts ou veus, *id-*  
*circo* (dit il) *ne quid falsi fiat: namque (ait) etiam inspectio materiam fal-*  
*so fabricando instruere potest*, pour par ce moyen auoir occasion  
la datte sceuë & cognuë de faire vn autre posterieur testamēt  
contraire, aux fins que par iceluy le premier & precedent fut  
reuoqué <sup>c</sup> qui est le plus dāgereux artifice à craindre en tel-  
les & semblables matieres: pour raison dequoy, & dont en ge-  
neral le mesme Vlpian se doutoit és aētes où la datte de l'an  
& iour estoit apposee pour leur fermeté & validité, quand il  
disoit: *editiones sine die & consule fieri debere: ne quid excogitetur ē*  
*die & consule, & prelato die fiat*: d'oū procede le venin des anti-  
dotes, tombans en crime de faux, faites au preiudice, & cōtre  
le droit des tiers <sup>d</sup>, qui seroient trouuez tousiours tomber  
d'escot en cest endroiēt, si les escritures priuees sans aucune  
datte estoiet ainsi receuës, pour raison dequoy, & pour mieux  
tenir en bride, & contenir au deuoir de leur office, les Notai-  
res & personnes publiques, receuans en France les contracts,  
7 testamens & aētes par Ediēt du feu Roy Henry, és Estats à  
Blois, de l'an mil cinq cens septante six <sup>e</sup>, ils sont tenus met-  
tre & declarer par mesmes contracts, testamens, & aētes, non  
seulement la qualité, demeurance, & parroisse des parties, &  
des tesmoins y denomez: mais la maison où les contracts  
seront passez, & pareillemēt le tēps de deuāt, ou apres midy,  
qu'ils auront esté faits, par laquelle specificatō du tēps viēt  
à estre inferé que la plus generale n'y peut estre obmise com-  
me necessaire, la declaration d'vne partie du temps venant

<sup>a</sup> in athen.  
de testamen.  
imp. c. 1.

<sup>b</sup> l. 2. §. 35  
autē ff. quē-  
ad. testam.  
ap. p.

<sup>c</sup> Cujas. ob-  
ser. l. 3. ca. 7.

<sup>d</sup> l. si à debi-  
tore ff. de  
fals. y lisant  
prelato die,  
suiuant la  
leçon des  
Pandeſtes  
Florētines,  
& ce que  
monſieur  
Cujas en  
auroit re-  
marqué,  
obser. lib. 3.  
ca. 7.  
c. Art c.

167.

a. l. 5. ff. de  
fideiinstrum.

b. *Edm. non  
prestat. de  
regul. iur.  
lib. 6.*

necessairement à conclure & presupposer la generalité d'ice-  
luy, qui ne peut estre autrement exprimee ny comprinse, que  
pour le moins l'an & iour n'y soient specifiez. Or comme ain-  
si soit, que pour le regard des parties, & pour leur seul interest  
quand les antidattes interuiennent en leurs escritures priuees,  
bien que ne deussent estre faictes, le crime de faux toutesfois  
n'y puisse eschoir, quant à ceux qui se trouuerot y auoir con-  
senty, la chose ayant esté faite entre presens & conuenans, &  
en faisant le debteur plus que le creancier en coulpe <sup>a</sup>, de là  
prealablement s'en vient ensuiure que pour le particulier des  
ainsi contractans, escriuans, moyennans, & practiquans, il y 8  
pourra bien aller comme ils aurót voulu, escrit, practiqué, &  
accordé, mais nullemēt, quant au moindre preiudice des au-  
tres tiers, n'y ayant esté presens, conuenans, ny accordans, &  
par ainsi és escritures priuees, où la datte defaudra, les mes-  
mes tiers n'y pourront tremper, ny aucunement estre preiu-  
diciez, ne leur pouuoir estre donné aucun destourbier, ny  
empeschement de ce que le droit n'a, & ne peut auoir aucun  
empeschement, suiuant la reigle vulgaire du Droit Canoni-  
que <sup>b</sup>, & ainsi, & pour le regard d'une cedula portant pro-  
messe d'une certaine somme, sans aucune datte toutesfois  
produicte par vn des creanciers, contre Durand Fajac, en l'in- 9  
stance des distributions de ses biens, encōres que recogneue  
apres son decez, avec le curateur donné à ses biens vacquās,  
auroit esté iugé par arrest de ladite Cour, dont nous auons  
souuent fait mētion cy dessus, & par lequel les creanciers hy-  
pothecaires alloüiez, & apres vne partie payez és biēs mesmes,  
les chirographaires aussi au sol la liure, ledit creancier pour  
le regard de ladite cedula, sans datte seul restant & soustenāt  
le faict du debte de ladiēte cedula veritable, fut receu contre  
ledit curateur seulement, à verifier & prouuer dudit faict, &  
partie au contraire, demeurans en l'instance, tout le surplus  
vuidé, tous deux seuls pour ce regard: par là, ladite Cour fai-  
sant prejugé tel que dessus, & lequel par le narré qui en a esté  
fait, se peut aisément comprendre.

• CHAP. LXX.

- 1 Si les despens faicts par vn creancier, viennent en pareil ordre d'alocation que le principal du debte.
- 2 Il n'est aucunement raisonnable qu'aucun paye l'amende ou autrement porte la peine de la temerité ou contumace d'autrui.
- 3 Arrest de la Cour de Parlement de Paris, par lequel les seconds creanciers, prefereZ aux despens apres adiugeZ aux premiers creanciers, qui furent declarez n'estre contents en la mesme cause des premiers hypothèqueZ.
- 4 Ce que comme plus iuste & equitable, ladicte Cour à Tholose a accoustumé de iuger, & comment.
- 5 Nonobstant autre & contraire arrest dudit Parlement de Paris, qu'on puisse alleguer ou amener, y estant peu interuenir quelque circonstance, pour laquelle ladite Cour se seroit dispensée.



La esté souuent controuersé & mis en dispute, si les despens faicts par vn creancier venoient en pareil ordre d'alocation, que le principal du debte, par ce qu'il sembleroit que par l'Edit de Moulins <sup>a</sup>, l'hypo- <sup>a Arriol. 53.</sup>theque, sur les biens du condamné auoir lieu & effect du iour de la sentence, si elle est cōfirmee par arrest, ou bien que d'icelle n'y ait appel, & que par ainsi lesdits despēs n'ēportent hypothèque que du iour qu'ils sont adiugez, & consequemment doiuent venir apres les autres creanciers, qui ont obligations & hypothèques, precedentes à l'adiudication desdits despens, bien que faictes & contractees pendant l'instance, quoy que soit apres le debte principal des susdits, qui auroiēt obtenu contre leur debiteur, & par le mesme moyen l'auroient fait condamner aux despens, lesquels comme accessoirs, doiuent suyure le principal, quand ne seroit que par la



clausule vulgaire, accoustumee & contenue es obligations qui en sont receuës par main de Notaire publique, sçauoir, & à ce faire tenir & accomplir, à peine de tous frais, despēs dommages & interets, ont obligé & hypothéquē tous & chacuns leurs biens, &c. par laquelle clause ordinaire & accoustumee, comme dessus il appert, tant pour le principal, que frais, dommages & interets, à mesme droit & de mesme an iour l'obligation estre faite pareille & semblable que du principal deu, & ainsi & pour le creancier à cause desdits despens, ledit sieur

*a lib. 7. de  
fideiuss. Ref-  
ponf. c. 182.*

Charondas atteste auoir esté dit <sup>a</sup>, par arrest de la Cour de Parlemēt de Paris, du quatorziēme Feurier 1579. par lequel auroit esté iugé, que les precedens creanciers seroient mis les premiers en ordre, tāt pour le principal & arrerages, que pour les despens à eux adiugez (comme estans accessoiēs dudit principal & faits pour obtenir icelui) encorēs que lesdits despens eussent esté adiugez depuis la datte des obligations & hypothèques des autres creanciers, ledit Chopin toutesfoi

*b lib. 1. des  
coustumes  
d'Anjou.  
Titul. 3.  
num. 22.*

auroit esté d'auis contraire <sup>b</sup>, se confiant & faisant fort sur ceste reigle de Droit, par laquelle est porté, qu'il n'est aucune-ment raisonnable aucun payer l'amende, ou autrement porter la peine de la temerité, ou contumace d'autrui, la restitution des despens faits en la cause, contre ceux qui n'auoient que tenir en icelle, estant comme penale, & comme telle venant à tomber sur le chef d'une republique mesme, ainsi qu'auroit

*c l. qui soli-  
dumq. etiam  
ff. de legat.  
2. iuncta l.  
cum quem  
semper ff. de  
indie.*

respōdu Papinian, au lieu en la marge cotté <sup>c</sup>, pour raison de- quoy, & autres considerations qu'il touche fort doctement & à propos à son accoustumee, il amene vn autre arrest de la mesme Cour du 14. Aoust 1581. donné en vne Chambre des Enquestes, de la mesme Cour à Paris, sur l'appel du Preuost à Paris, concernāt la discutiō de l'ordre d'entre plusieurs creanciers hypothecaires, en faueur des autres seconds creanciers preferez aux despēs, apres adiugez ausdits premiers creanciers, qui furent declarez n'estre contenus en la mesme cause de l'hypoteque premiere, ce que comme plus iuste & equita-ble, & autrement fondé de Droit nostredite Cour à Tholo-se accoustumē de iuger en telles & semblables matieres ordinairement, n'alloyant ny mettant les despens que du iour de la condamnation passēe en forme de chose iugee, & encorēs

où elle est par mesme arrest, au lieu tout dernier des cōdam-  
 nations & allocations y portees, & c'est ce que Monsieur  
 Ferron disoit, *primum debitum pro expensis subhastationum & in-*  
*dicij non præferri secundo creditori passim indicatum, quamquam illo*  
*dissentiente*, voire iusques là, que lors que l'on iuge le decret &  
 allocation principale, bien qu'elle ait accoustumé d'ordon-  
 ner distraction avant toutes allocations des frais & despens  
 des crieés, en faueur de qui elle les aura exposez, elle entend y  
 comprendre seulement les despens de la faisie, & de la pour-  
 suite encores des crieés qui auront esté faites par le poursuy-  
 uant, à quoy se conforme vn arrest de la Cour de Parlement  
 de Paris, du 13. d'Aoust 1504. qu'auroit esté amené par feu  
 3 Papon en sondit Recueil <sup>b</sup>, où il le raisonne & en allegue vn  
 autre tout contraire de la mesme Cour à Paris, du 4. Aoust  
 1500. par lequel auroit esté dit, que en frais de crieés seroient  
 compris les frais & despens faits par le poursuyuant des  
 crieés, pour respondre aux causes d'opposition des oppo-  
 sans, mais l'arrest susdit premier, est le general & de conse-  
 quence, & que nostredite Cour suit, & garde ordinairement,  
 quant à l'autre dernier y estant peu interuenir quelque cir-  
 constance, pour laquelle ladite Cour auroit en cet endroict  
 franchy les limites & bornes, auparauant & depuis elle pres-  
 crites & ordonnees.

a ff. 1. de  
 subhastat. in  
 consuet. Bur-  
 deg.

b titre des  
 crieés ar-  
 rest 24. en  
 la Nouvel-  
 le & der-  
 niere im-  
 pression de  
 Foüet.

CHAP. LXXI.

- 1 Les dommages & interests adiugez, suyuent le rang & ordre du principal.
- 2 Ce que ladite Cour à Tholose n'auroit receu, ayant abrogé en cela ledit escrit.
- 3 Sauf en certains cas speciaux & extraordinaires qui y sont sommairement declarez.
- 4 Le Droit Escrit receu comme vne Police equitable, raisonnable & droituriere à nos mœurs & façons de viure.



*int. si qui  
ab alio §. si.  
ff. de re iu-  
dic. l. stipula-  
tiones nō di-  
uiduntur ff.  
de verbo o-  
bliga.*

*b int. Lu-  
cius Titius  
ff. qui pot. in  
fig.*

O V T autrement qu'és susdits despens par disposi-  
tion de Droit estre decis & ordonné és dommages &  
interests adiugeables au créancier, pour la chose pro-  
mise, retardee, accordée, & non payee, & baillee, ou  
bien autrement, pour la fin de la conuention n'auoir esté ac-  
complie, disçourt en mesme lieu, & consequemment apres le  
mesme susdit Aduocat Parisien, & ce pour autāt qu'à la con-  
uention & obligation pour icelle accordée est enclose, &  
cōme inherente & attachee, l'estimation de l'interest & dom-  
mage qu'on vient à mettre au lieu d'icelle, iusques à tant que  
la partie peut estre interessée, pour l'obligation n'auoir esté  
effectuée, & les pactes y contenus accomplis: il en allegue les  
authoritez de Droit <sup>a</sup>, soustenant & en vray Iurisconsulte,  
quō cōbien que l'interest ne soit deu d'une somme mutuelle-  
ment prestee, par l'usage de nostre France, & nommēmēt par  
nos Ordonnances d'Orleans, qu'il cōtte auparauant que de-  
mande en soit faite en iugement, par exploit libellé, ou bien  
par contestation en cause, le fait toutesfois des hypotheques  
estre diuers, si nommēmēt & comme il est accoustumé pour  
la clause ordinaire que dessus, les debiteurs y soient adstrains  
& obligez, par les obligations qu'ils en font, à peine de tous  
frais, despens, dommages & interests, n'oubliant en cet en-  
droit, ce que le Iurisconsulte Scevola en auroit expressément  
ailleurs respondu <sup>b</sup>, & Bartolē de là nommēmēt colligé, sça-  
uoir, que celuy qui est & se trouue premier pour le principal,  
est entendu l'estre aussi pour les interests & vsures, & ainsi le  
mesme rapporte auoir esté iugé par arrest de Paris en audien-  
ce, le 13. Feurier 1586. ce que nostre dite Cour audit Parle-  
ment à Tholose n'auroit approuué ny gardé, & moins voulu <sup>2</sup>  
suyure ny garder en aucune façon, pour son regard, ayās mi-  
ses les Loix allegues cy dessus, avec toutes autres, & decisōs  
à icelles cōformes de nos Docteurs, entre les Loix Abrogees  
& Droit, non gardé ny obserué quant à elle: sauf en certains <sup>3</sup>  
cas speciaux & extraordinaires, esquels autrement de Droit,  
les interests entrent au lieu du principal, ou bien tant iceux  
interests que susdit principal, sont & tiennent lieu d'iceluy  
principal, joints avec iceluy, y tellement incorporez, que de  
l'un & de l'autre, le mesme dommage soit en pareil & sembla-  
ble

ble predicament, cōme és deniers pupillaires & autres payez par vne caution, & ce en vertu d'une sienne obligation contrainte au creancier de son débiteur, pour lequel il luy auroit cautionné, qui ne peut apres en poursuyuant sadite caution contre luy son indemnité, faire separation desdicts interets payez dans le principal, pource que tout viēt sur son indemnité, la cause de laquelle seroit ainsi venue en multiplication de sa nature mesme: Ce qui n'est pas rapportable à autres interets payez à soy-mesmes ou par autre que le débiteur, suyuant ce que nous en auons ailleurs dit & discouru és liures precedens: la raison en est en ladite Cour amenee en ce que quand tous les biens du débiteur sont & se trouuent suffisans pour payer & satisfaire à les creanciers, tant en principal que dommages & interets; il n'y va del'interest d'aucun desdicts creanciers, parce que tous seront payez, soit auant & apres en mesme instant des distributions des deniers, & encores sans faire aucune consequence au cas qu'il seroit trouué non soluable du tout: Auquel cas ladite Cour auroit estimé qu'equitablement & humainement contre la disposition, pour ce regard du Droit Escrit, outre ce que les vsures ou interets au lieu d'icelles, & qui en auroient couuert le nom de soy-mesmes odieux, ne seroient aucunement fauorables; il est beaucoup plus equitable & droiturier entre Chrestiens & gens de bonne foy, faire en sorte que le principal soit payé aux creanciers suyuant leur ordre, qu'au moyen des interets acumulez avec ledit principal, faire que les derniers au moyē de ce y entrent en perte de leur principal mesme: lesquels par consequent comme y allant de leur dommage & perte, sont à preferer en cest endroit aux premiers qui pour lesdicts interets de leurdit principal, *certare dici possunt de lucro captado*: Et dont bien qu' auparauant nous l'eussions discouru, toutes fois comme en passant nous l'aurions bien voulu repeter icy, & encores y adiouster ce peu que dessus, pour contéter quelques uns qui nous auroient souuent par lettres communiqué qu'ils s'esmerueilloiēt fort que ladite Cour ne suyuoit en ceste partie le Droit Escrit, comme en toutes autres elle en estoit l'exacte obseruatrice & protectrice, comme nous mesmes l'aurions souuent és liures precedents dit & tesmoigné:

Ausquels j'aurois tousiours fait respõse outre ce que dessus, que comme la France, mesmes es autres pais singulierement du Droit Escrit n'auoit receu en tout & par tout, ce que par iceluy estoit decisi & ordonné, pour ne sy pouuoir bonnement & iustement accommoder, & comme desia repugnant & contraire à nostre foy & religion Chrestienne, Police droituriere, & reigles, & mœurs, esquelles selon icelle nous viuons: & d'ailleurs ledit droit n'y estant receu, sinon comme vne police equitable, raisonnable & droituriere à nosdictes mœurs & façon de viure, que de mesmes ladite Cour l'auroit fait, & fort iustement à l'endroit que dessus, pour ne laisser courir & glisser si auant les matieres & occasions d'vsurassier, qui ne sont que trop frequentes en la France, ou comme disoit ce Poète vulgaire & comme du Coq-à-l'asne, s'en jouant & mocquant, on ne preste plus à l'vsure, mais tant qu'on veut à l'interest: Tellement bien que ceste caution que dessus soit petite, eu esgard à l'ardeur & malice de la maladie; toutesfois ce sera en attendant d'autres ioinctes ensemble, quelque remede pour garder plus grand excez à l'ayde de Dieu, auquel nous prions y vouloir pourueoir par sa sainte grace & misericorde.

---

#### CHAP. LXXII.

- 1 *L'heritier du defunct sous benefice d'inventaire mis en ordre de priorité pour le regard des droicts cedeZ qu'il auroit eus des precedens creanciers.*
- 2 *Ce que la Cour susdite audit Tholose auroit non seulement gardé en l'hypotheque que dessus: mais encores pour le regard de tous biens & droicts appartenans audit heritier, de son droit propre d'ailleurs.*
- 3 *Preingez quant à ce dessus de la Cour dudit Parlement à Tholose.*



**L**E mesme Charondas en quelque-part de sesdictes  
 Responses, & au lieu mesmes que l'aurons allegué  
 cy dessus<sup>a</sup>, apres auoir allegué des arrests de la cour  
 de Parlement de Paris, singulierement le susdit 14.  
 Feurier 1579. atteste par iceux auoir esté iugé entre autres  
 chefs que l'heritier par benefice d'inuentaie du defunct, les  
 biens duquel auoient esté saisis & mis en crie, à la requeste  
 & poursuite de ses creanciers, seroit mis en l'ordre de priorité  
 pour le regard des droicts cedez, qu'il auoit des precedents  
 creanciers, ce qu'il dit estre tiré de la raison des loix qu'il alle-  
 gue, en la bien accommodant à celle del'hypothese que des-  
 sus<sup>b</sup>, car (adiouste-il) encores qu'il semble que par droit de  
 confusion l'heritier qui a le droit des precedens creanciers,  
 ne puisse estre mis en ordre, d'autant que luy mesmes est de-  
 biteur, si est-ce que ladite qualité de benefice d'inuentaie fai-  
 sant qu'il est releué, & n'est tenu des debtes du defunct, que  
 iusques à la concurrence des biens comprins & contenus  
 audit inuentaie, si d'ailleurs luy estoit deu par le defunct,  
 ou qu'il eust acquis des droicts des precedents creanciers,  
 il est raisonnable, que comme creancier il soit mis en son  
 ordre: ce que sans aucune difficulté nostredite Cour auoit  
 toujours receu, gardé & pratiqué, non seulement es debtes  
 cedez ou autres droicts acquis des precedents creanciers,  
 mais encores de ceux que de son chef propre d'ailleurs luy  
 appartiendroient, comme par succession de sa mere ou au-  
 trement, pour autant que ledit benefice d'inuentaie, non  
 seulement le releue de n'estre tenu des debtes du defunct  
 & autres droicts par luy acquis des precedents creanciers,  
 mais encore l'exempte de faire confusion de ses droicts pro-  
 pres & particuliers d'ailleurs à luy appartenants: tellement  
 que tout ainsi que ce que l'heritier deuoit au defunct son te-  
 stateur, est censé des biens d'iceluy testateur, & compté en  
 son patrimoine pour y venir à mesme raison & proportion  
 qu'à ses autres biens<sup>c</sup>; de mesme ce que le defunct deuoit  
 à sondict heritier ou autres, desquels il a droit & cause,  
 doit venir & estre censé es biens propres & patrimoine par-  
 ticulier dudit heritier, tous lesquels au moyen dudit bene-  
 fice d'inuentaie luy estans sauuez & reservez, à cause

<sup>a</sup> esdictes  
 Responses,  
 lib. 7. cap.  
 121.

<sup>b</sup> l. quod de  
 bon. §. quod  
 auus ff. ad  
 l. falc. l. 1.  
 §. si debita  
 ff. eodem.

<sup>c</sup> l. Maritus  
 ff. ad falc.

YYY ij

qu'au moyen d'iceluy n'en est faite aucune confusion, estant par ce moyen ledit heritier hors d'icelle, iustement il doit estre alloüé en son rang, & pour ce que luy est deu & appartient, tant de son chef que des cessions à luy faites, & successions à luy d'ailleurs escheuës, les biens du defunct en estant d'autant augmentez, & par la confusion au moyen de la recognoissance de l'heredité d'iceluy heritier vnis & incorporez, icelledite confusion n'ayant lieu & venant à estre tiree du milieu, & ladite recognoissance comme non faite en cet endroit par le mesme benefice d'inventaire, les mesmes droicts & biens d'iceluy heritier quels qu'ils soiēt, & de quelque part & endroit qu'ils luy soient venus & acquis, faut qu'en soiēt distraits, en vertu & au moyen de l'alocation que sera faicte en ordre, au profit dudit heritier, & ainsi la Cour l'auroit toujours accoustumé garder en interinant cōmunément les lettres Royaux qu'à ces fins & en telles matieres & occurrences, le susdit heritier a accoustumé d'impetrer pour satisfaire à la formalité requise, tout ainsi qu'elle auroit nommément fait en la distribution de feu Lombard Sacrestain de Rhodes ou de Dampare mesmes, qui estoit par luy institué heritier, n'ayant voulu accepter l'heredité sans benefice d'inventaire, auroit esté alloüé pour sesdits droicts, tant de ses debtes propres que cedez, par arrest à nostre rapport en l'instance de distribution de biens dudit feu Lombard, à laquelle comme jacente en fin & du consentement dudit heritier, pour n'y pretendre autre chose que le seul recouurement de ce que luy appartenoit de son chef, fut pourueu de curateur, avec lequel l'execution dudit arrest & alocation par iceluy ordonnee par nous, comme Comntissaire executeur ainsi qu'il appartenoit, & dont nous auons fait mention en quelques endroits cy dessus: de mesme en fut iugé au rapport de Monsieur Caumels Chancelier en l'Vniuersité de Tholose, par l'arrest interuenu sur la distribution des biens de feu François Raou, marchand dudit Tholose, & par lequel Jean Raou son nepueu & heritier vniuersel d'iceluy, sous toute fois ledit benefice d'inventaire fut alloüé pour ses debtes & droicts particuliers qu'il auoit, tant de son chef que d'ailleurs à luy obuenus & acquis en son ordre: nous en pourrions alleguer plusieurs autres,

mais cela est si certain & indubitable en nostre Cour, & ainsi que nous semble aussi l'estre de Droit, qu'il n'est besoin d'autre & plus ample demonstration, à la charge toutesfois qu'il apparaisse ladite qualité d'heritier estre telle qu'elle doit, & avec les solemnitez qu'un heritier qui se veut porter & rendre pour tel doit garder, entretenir, & observer: singulierement dudit inuentaie bien & deuëment fait, appelez ceux qui sont à appeller, & autrement, comme il est prescrit & ordonné de Droit, & l'usage & pratique receus en ladite Cour à Tholose, le demandeur & requerant.

C H A P. LXXIII.

- 1 *Bien que par la Loy ciuile auant proceder par saisie sur immeubles l'on doie exploicter sur les meubles d'un debiteur, l'ordonnance toutesfois en ceste France y est au contraire, par laquelle on peut d'entree sans autre perquisition ny disquisition s'adresser aux immeubles, encores que non seulement generalement.*
- 2 *Mais si par ladite ordonnance la perquisition des meubles des mineurs est ostee, c'est là où gist le doute & different.*
- 3 *Par ce que quant aux praticiens François, Cour & ressort du Parlement de Paris, & preiugez d'icelle, ladite perquisition auroit lieu, & se pratique.*
- 4 *Ladicte Cour toutesfois à Tholose a tousiours estenduë la dispositiue generale de ladite ordonnance, aussi generalement comme elle parle.*

**L**A Loy ciuile en quelque part, auroit ordonné<sup>a</sup> que auant proceder par saisie sur immeubles, l'on de-  
 uoit & estoit tenu exploicter sur les meubles d'un  
 debiteur, & en quelque autre endroict que par l'election d'une voye, on se venoit forclore de l'autre<sup>b</sup>, ce qu'auroit

<sup>a</sup> in l. A. Di-  
 no Pio. §. in  
 ueditions ff.  
 de iudic.  
<sup>b</sup> l. quod in  
 heredem §.  
 eligere ff. de  
 iudic.

esté abrogé, & n'auroit lieu en France pour l'exécution d'obligations personnelles, plusieurs auroient laissé par escrit, alleguans pour fondement de ceste abrogation, & tout au contraire l'ordonnance du feu Roy François premier, des publices 1539.art. 74. par laquelle l'on peut d'entree sans autre perquisition ny discussion s'adresser aux immeubles, le motif principal de laquelle auroit esté pour obuier és fraudes de ceux qui latitoient leurs biens meubles, & autres les celoient, cachoient & desroboient <sup>a</sup>, dont nous est loisible & permis cōmencer l'exploit par la saisie des immeubles, sans aucune autre perquisition ne discutiō de meubles: & qui plus est peut le creancier prendre & saisir les immeubles à luy généralement, & autres spécialement hypothéquez, & par mesme moyen peut saisir les meubles, droicts, noms, & actions, & avec iceux la personne du debiteur, prendre le charretier, le foïet & la charrette, & cumuler plusieurs executiōs ensemble, ou bien l'une apres l'autre, & ne cesser iamais, ny laisser sō debiteur, sa personne, ses biēs meubles, immeubles, & par soy mouuās qu'il ne soit payé, afin par ces moyēs de le contraindre à payer plustost <sup>b</sup>, & ainsi attestēt auoir esté iugé par infinis arrests de la Cour de Parlemēt à Paris <sup>c</sup>, ce que ne reçoit quant à soy comme il est prins, traité, & moderé grand' difficulté, mais si par ladite ordonnance la perquisition des meubles des mineurs, auant s'attacher aux immeubles est ostee & abrogee *hoc opus hic labor est*, non pas quant aux praticiens, & escriuains François, qui sont presque vnanimemēt tous d'accord, ladicte ordonnance ne desroger point, à ce que par disposition de Droit commun auroit esté nommémēt ordōné sur alienation des immeubles des mineurs, & par ainsi comme chose obmise demeurer à la disposition, dont est faite mention en la Loy, à la marge cottee <sup>d</sup>, & ainsi par arrest de ladite Couf à Paris du mois de Ianuier 1545. & autre arrest en la grand Chambre, du mois de Decembre audit an, auoir esté dit & iugé: feu Papon. auroit nommément laissé par escrit en sondit Recueil <sup>e</sup>, Mr du Luc mesmes l'ayant en ces mots suiuaus, & dignes de luy grauelement rapporté, *nempe anxiam illam, in lege agendo, mobilium excussionem, Francisci Valesij primi constitutione sublatam, ad pradia minorum distrabenda non per-*

<sup>a</sup> Mōsieur le Maistre President, chap. 27. de son traité des criees.

<sup>b</sup> Barto. in l. cōsentancū C. quomodo Et quād. iud. inf. Paul. de Castro in l. 4. §. ait pra-tor. ff. de re iudic. Xebuff. incommēta. ordina. Glos. 3. artic. 11. num. 12. de lise obliga.

<sup>c</sup> Papon en sondit Recueil, titre d'executiōs, arrest 43. de la derniere condition de Foïet. d. in l. magis puto §. no passim ff. de rebus eorum. e. aud. Recueil titre des criees arrest 6.

2.

3.

*finere, ideoque minoris prædium, noua formula captum, plurimòque licenti, solemnibus etiam programmatibus omiffis addictum, auferri placuit,* & par lequel arrest ladite Cour auroit declaré (ainfi que feu Papon en le paraphrafant, l'explique plus particulièrement) que ladite ordonnance ores que generale, ce neantmoins ne se rapportoit & n'estoit entenduë des mineurs, & ce faifant à la fin dudit arrest, ladiète Cour auroit ordonné qu'ès pays de Droit Escrit, au ressort d'icelle feroient doresnauant en matiere de Criees obseruees les solemnitez que l'on auoit accoustumé d'obferuer en pais coustumier, notamment contre mineurs, à fçauoir qu'apres le commandement de payer fait à tuteur qui declare n'auoir argent pour payer ny meubles du mineur dont il est tuteur, sera enjoint par le Iuge du lieu audit tuteur d'apporter vn estat fommaire de la recepte & despenfe qu'il aura iufques alors faite pour son mineur, pour apres cela veu par le Iuge, ordonner fi l'on procedera par faifie des immeubles du mineur, & ce pour par ce moyen faire difcution des meubles equiualamment, en faifant apparoir par telle & semblable reddition de recepte, ou par autre aète n'en auoir ny tenir riere foy aucuns, que nous auons bien voulu inferer au long pour la solemnité qu'en ladiète Cour de Parlement à Paris est obseruee & gardeë, pour ee regard pour la perquifition & recherche des meubles des mineurs, laquelle n'est abrogee par ladiète ordonnance: il y est tenu indubitablement, feu monsieur Bourdin l'attestant sur ledit article, Imbert le confirmant par chapitre exprés, en alleguât pour Autheur Rebuffe au premier Tome sur les Commentaires des ordonnances Royaux <sup>a</sup>, le fieur President de Grenoble en a auffi parlé en quelque part <sup>b</sup>, & fans aller plus loing Bugnion en fes Loix Abrogees ne l'auroit oublie <sup>c</sup>, & fignamment ledit feu Papon remarqué au 3. poinët des 15. principaux, concernans la forme que l'on doit obferuer és criees qu'il auroit mis & expliquez au lög en foudit Recueil, <sup>d</sup> & par lequel 3. nonobftât ladite ordonnance ayant abrogé fimplement ladite perquifitiõ des meubles, pratiquee cõtre majeurs, requiert contre les mineurs ladite perquifition estre faite de fait, & par diligēces fuffifantes, ou biẽ par l'equiualât que dessus, & qu'on auroit pratiqué cõtre feu la Valette Sr de

a ensõ En-  
chiridion  
où il parle  
des mi-  
neurs &  
discutiõ de  
meubles a-  
uât que fai-  
fir leurs he-  
ritages im-  
meubles.  
b question  
281.  
c 1. liu. art.  
141. liu 3.  
ch. 122.  
d titre des  
criees, ar-  
rest 29. de  
ladite der-  
niere edi-  
tion.



CHAP. LXXIII.

- 1 Non pas toutesfois que quant au fonds , iugement & Arrests de decrets , ensemble restitution en entier enuers iceux. La Cour n'est accoustumee d'y faire difference.
- 2 Es decrets contre majeurs ils n'y sont receuables en la dite Cour à Tholose, à venir par requeste ciuile sous ombre de deception & lesion , quelle qu'elle soit, avec une hypothese quand à ce iugee en ladite Cour, dont l'instance & l'Arrest y sont sommairement declarez.
- 3 Quelque Arrest de Paris qu'on puisse alleguer au contraire contre ce comme il dit qu'autrement & regulierement on a accoustumé iuger.
- 4 Ce neât moins n'estre nouveau, & moins extraordinaire en l'appel où il escheoit ou peut eschoir, recevoir les appellans avec les Royaux , rabatre les decrets en payant le prix principal, loyaux cousts & frais raisonnables, & comment.

1 **N** On pas toutesfois que quant au fonds , iugements & Arrests des decrets , remedes de restitution en entier enuers iceux, quoy que soit pour recouurer les biens decretez en rendant indammes les adiudicataires d'iceux par le remboursement de leur prix principal, frais, loyaux cousts, reparations & meliorations si point en ont faictes, ladicte Cour ne face difference entre les majeurs & mineurs pour autant que ceux-là ne sont receus à venir par requeste ciuile, sous ombre de deception , non seulement enorme, mais encores enormissime contr'un decret interposé par Arrest de la Cour sur criées des choses immeubles : ainsi que Papon l'auroit confirmé par deux Arrests de la Cour de Parlement de Paris qu'il allegue & datte en sondit Recueil,<sup>2</sup> conformémēt ausquels, comme soit ainsi que pour la somme

<sup>2</sup> Autltre des criées. Arrest. 2.

ZZZ

de 59. liures, en vertu d'un executoire de despens pour la partie de feu Ioseph d'Estang marchand de Saint Cere en Quercy, eust esté faicte saisie contre Mengusse de Valadou habitant de ladite ville, d'une piece de vigne à elle appartenant confrontee & designee aux exploits sur ce faits, qu'on estimoit valoir à commun prix la somme de cent escus sol pour le moins, les criees parfaites & rapportees en la Cour de Parlement à Tholose d'où l'executoire dependoit, apres l'appointement ordinaire à mettre les exploits de saisie & in-quants, & à bailler nullitez; Par Arrest de ladite Cour du 20. Feurier 1571. le decret est interposé, sauf la quarantaine & quinzaine en forme accoustumee, la derniere enchere leue ledict decret despeché & executé, ledict de l'Estang y ayant sur dict outre ladicte somme en payement & solutiō d'autres executoires y mentionnez, iusques à la somme de cent vne liure dixneuf sols huit deniers, la principale susdicte comprise le decret luy auroit esté despeché le dernier de Iuin audict an. Apres lequel executé, ladicte de Valadou auroit impetré lettres Royaux en forme de Requeste ciuile pour estre restituee en entier à l'encontre dudit Arrest de decret, fondees principalement lesdictes lettres sur ce que la vigne saisie & audict de l'Estang adiugee par ledit Arrest estoit de valeur de plus de quinze cens liures. Sur lesquelles lettres ayant esté conclud par les parties, neantmoins par ladicte du Valadou produit vn acte de depost fait par Ioseph la Case son fils le huitiesme Mars mil cinq cens septante deux, la somme de cent deux liures deux sols qui auoient esté offertes audict l'Estang pour son indemnité & remboursement. Ladite Cour ce neantmoins par Arrest du vingt-huitiesme Iuin 1572. sans auoir esgard ausdites lettres, auroit ordonné que ledict decret sortirait à effect, permettant à ladicte de Valadou leuer le depost par elle ou Iean la Case son fils fait de ladicte somme, & sans despens; Parce que vray-semblablement ladite Cour les compensa avec les despens de l'appel dudit de l'Estang, du Commissaire deputé nommé, ayant pour ce regard & par mesme Arrest dit, sans auoir esgard audict appel, & mis lesdictes parties hors de procès & instance, & non pour autrement auoir fait difficulté à la confirmation dudit decret, nonob-

stant ledit depost de ladite somme deuë, les maieurs n'ayant point cest aduantage en France, en fournissant le prix & les frais, & autrement rendant indemnes leurs creanciers pouuoir venir à l'encontre d'un arrest & decret adiugé par iceluy apres l'adiudication, duquel par arrest & iugement souuerain en termes tant fauorables que puissent estre les seconds creanciers offrans aux premiers ne sont ouys ny receuables, le droit de payer ou d'estre payé audiect cas cessant entre les creanciers, contre ce toutesfois qu'on en peut pretendre & dire autrement du Droit ciuil pour ce regard à la marge cotté <sup>a</sup>, ainsi que le mesme Papon auroit annoté au susdit lieu mesme & adiousté encores autrement, & en autre cas ledit Droit ciuil estre obserué & gardé: & voilà en cest endroit regulierement quand aux maieurs entre lesquels bien qu'il se trouue escrit audit Recueil dudit feu Papon <sup>b</sup> vn appellant du decret interposé de son immeuble vendu par criées auoir esté de grace par arrest de Paris du dixneufiesme Novembre 1523. receu à fournir le prix & les frais pour le recouurement de sondit immeuble y estant apres adiousté combien que regulierement on n'ait accoustumé ouyr telles requestes quand ils viendroient bien à offrir le double <sup>c</sup>, ce-  
<sup>4</sup> la estant vray & ayant lieu quand les decrets sont donnez par arrests & iugements souuerains, lesquels par ce moyen sont tenuës pour choses iugees, ce neantmoins n'est nouveau & moins extraordinaire en la dicte Cour à Tholose & ressort d'icelle admettre & receuoir les appellans des decrets dōnez par Iuges subalternes, & qui n'en peuuent cognoistre en dernier ressort & sans appel receuoir & admettre les appellans avec lettres Royaux à ces fins par eux en cause d'appel presentees à payer ou deuëment consigner le principal prix, loyaux cousts & frais raisonnables, en quoy faisant le decret est accoustumé d'estre rabatu, interinant lesdictes lettres par eux impetrees par le Iuge d'appel deuât qui la cause sera deuolüe, ou bien en la Cour si ledit appel en vient iusques à elle, avec condamnation toutesfois des despens de la cause, pour par ce moyen pouuoir à la totale indemnité du creancier ou autre qui auroit poursuiuy ledit decret, chastier & punir

a. l. 1. §. 6.  
C. de his qui  
in prior. cre-  
di. loc. succ.  
et l. 2. C. de  
pignor.  
b titre des  
criées ar-  
rest 3.


c l. non est  
probabilis  
C. de res-  
cind. vend.

la demeure du débiteur iusques à ladite consignation & paiement au moyen desquels elle est & s'en va purger *ante rem iudicatam*, & ce quant ausdicts maieurs, & pour le regard des mineurs nous allons en parler au chapitre suiuant.

---

CHAP. LXXV.

- 1 *Bien que l'efficace des criees soit grande, ce neantmoins se trouue par plusieurs preiugez, les mineurs receus à requérir & poursuiure restitution en entier contre les criees où ils auroient esté lezez & deceus, encores qu'ils y eussent expressement donné leur consentement.*
- 2 *Hypothese particuliere quant à ce, & ce que s'en peut ensuiure preiugee par arrests de la Cour de Parlement de Tholose y sommairement narrez.*
- 3 *Par lesquels peut paroistre de combien ladicte Cour auroit fauorisé le mineur y nommé.*

 VANT ausdits mineurs d'ocques esquels pour la fragilité de leur aage, on ne peut veoir la lumiere de leur preuoyance & iugement que obscurément & comme à demy, bien qu'assistez de leurs curateurs, qui le plus souuent trop embesongnez à leurs propres affaires ne se soucient que bien peu des affaires d'autrui, & encores moins de leurs mineurs & autres qu'ils ont en charge, n'est pas de merueille si on ne va si précisément & exactement avec eux qu'avec les maieurs, lesquels en leur fait propre peuuent mieux pouruoir, tant par eux mesmes avec leurs diligences, que par leur conseil avec son experiēce & capacité: d'où vient que bien que l'efficace des criees soit grande, & qu'ils n'en y ait d'autre plus asseuree, soit contre l'Eglise, contre les mineurs, ou contre tous autres residents en la prouince où elles sont faites ayant tous la bouche close par le decret qui s'en ensuit, iusques à y auoir des plus signalez Docteurs du Droit qu'auroient tenu mineurs ne pouuoir & deuoir cōtre

ce estre restituez. ce neantmoins par plusieurs preiugez des Cours souueraines de ce Royaume, notammēt de Bordeaux, se trouue auoir esté preiugé le contraire, & le mineur rece-  
a Blad in l. si C. de in integr. resti- tut.

uable à requerir & poursuiure restitution en entier cōtre les crieés où il auroit esté lezé & deceu, & ce ores que non seulement il y ayr esté appellé ou present, mais encores qu'il y eust expressément donné son consentement, ne laissant nonobstant tout d'estre sur ses pieds, s'il y a dol ou deception, faux ou leziō enorme qui bonnement ne peut estre sans dol, tout ainsi que fort bien auroit remarqué feu Papon en sondit recueil <sup>b</sup>, où il en allegue les authoritez & datte les arrests dudit Bordeaux, conformément ausquels nostredite Cour à Tholose en auroit faict le preiugé fort clair & patent au faict que s'ensuit.  
b titre susdit des crieés arrest. 7.

<sup>2</sup> Bernard Farfal bourgeois de sainct Cere, d'autorité de la Cour & par permission expresse d'icelle, pour la somme de trois cens trente trois escus & vn tiers, faict execution & saisie contre les heritiers & successeurs de Pierre Castanet heritier avec benefice d'inventaire de feu Anthoine de la Pierre en & sur le Chasteau, seigneurie, rentes, oblies, moulin à vent, mestairies, & autres biens compris & designez és exploits des saisies, & crieés pour sur lesquels interposer le decret lesdits heritiers auroient esté assignez en la Cour, en la personne de Damoiselle Helaine du sainct Projet mere tutrice de ses enfans & dudit feu Castanet, laquelle ayant faict défaut, ledict Farfal sur le profit & vtilité d'iceluy baille demande, mises & produites deuers la Cour ses pieces & productions par arrest du 16. Ianuier 1590. le decret est interposé en & sur lesdits biens prins & inquantez à plein ausdits exploits, limitez & confrontez au profit dudit Farfal, sauf la quarantaine & quinzaine en la forme ordinaire & accoustumee, enuers lequel arrest de decret deüment intimé à ladite de S. Projet en consequence de certain incident en cassation desdits exploits de saisie & inquants, pardeuant le commissaire à ce député impetré lettres en forme de requeste ciuile tendans à restitution en entier enuers ledit arrest de decret & apres autres lettres pour estre receüe à opposition, sur lesquelles conclud par les parties & apres productions respectiuement par elles faictes en fin par autre arrest du 26. Iuin 1592. ladicte de



sainct Projet auroit esté desmise de son opposition & sans auoir esgard à icelle ny ausdictes lettres en forme de requeste ciuile, est ordonné que ledit arrest de decret du 16. Ianuier 1590. sortira à effect sauf que pour certaines causes & considerations, à ce mouuans la Cour qu'il seroit surcis à l'expedition & execution dudit decret par trois mois, à compter du iour de l'intimation de l'arrest, & iceux passez à faute de payement des sommes pour lesquelles ledit decret auroit esté adiugé seroit procedé à l'execution d'iceluy & auroit cōdamné ladiète de S. Projet aux despens desdites lettres & opposition enuers ledit Farfalla taxe reseruee : & ledit arrest intimé ladiète de S. Projet n'ayant satisfait dans le temps en iceluy contenu ny depuis ledit decret auroit esté expédié & deliuré en forme audit Farfal le quatriesme Nouembre mil cinq cens nonante trois executé realement sur les lieux l'an susdict douze & treiziesme Nouembre : tellement qu'estant par ce moyen ledict Farfal en possession & iouyssance des biens decretez qu'on estimoit estre de la valeur de dix mille escus pour le moins, & à la verité en valant à bon prix plus de six mille y a du trouble & empeschement donné audit Farfal par Antoine de Castanet, & autres enfans & agens de ladite de saint Projet lesquels emportent vne partie des fruiets par force & violence, sur laquelle & voyes de fait commises par les susdites y a plusieurs inquisitions decretees d'adiournemēt personnel cōtre les y nommez & comprins entre autres contre ledit Antoine Castanet qui se presentant dict les biens luy appartenir auoir esté decretez sans l'appeller sadiète mere y estant appelee n'ayāt point esté la tutrice, & qu'au surplus les biens saisis & decretez sont de valeur à commune estimation d'environ dix mille escus, & qu'à tel prix il ne les voudroit laisser ny vendre cependant, & d'autre part ledict Farfal poursuiuant la liquidation des fruiets emporrez, puis qu'il estoit en possession au moyen de ladiète execution pardeuant le Commissaire à ce député, voicy ledit Antoine qui se voyant pressé de tous costez sous l'autorité de Mariane Oliquier Procureur en la Cour, & curateur par elle à luy és causes donné, qui se rend impetrant trois lettres Royaux, les premieres en opposition & les autres en forme de requeste ci-


uile & restitution en entier enuers les susdits arrests y mentionnez & autres fins y contenues contre ledit Farfal defendeur, sur lesquelles ayant esté conclud par arrest du septiesme Iuillet mil six cens vn sans auoir esgard ausdites lettres, auroit esté ordonné que lesdits arrests sortiroient leur plein & entier effect, sauf que pour certaines causes & considerations à ce mouuans ladicte Cour, & demeurant ledict Farfal possesseur des biens decretez par ledict arrest auroit permis audit Castanet pouuoir recouurer iceux biens dans vn an apres l'intimation de l'arrest, en payant realement & prealablement audit Farfal la somme principale, pour laquelle auoient esté decretez, despens, loyaux cousts, reparations & meliorations si point en y auoit, ensemble les interests de ladite somme principale, à raison du denier quinze depuis l'execution dudit arrest de decret, pour les annees seulement esquelles ledit Farfal n'auroit iouy desdits biens decretez pour lesdits interests tenir lieu des fruiets desdites annees adiugees audit Farfal, par l'arrest du sixiesme Feurier dernier sans despens desdites lettres & pour cause, & par lequel arrest peut estre cogneu de combien ladite Cour auroit fauorisé ledit Antoine mineur, attendu les suites & subterfuges qui estoient interuenues auparauant ladite Cour deuement certifiée de la lezion si grande qui y estoit interuenue par trois cens & tant d'escus, auoir adiugé & decreté vn bien de plus de six mille qu'estoit fort auant & contre la dispositiō du Droit Escrit portant, *iuxta menfuram debiti declarati* : ce que bien ne soit obserué ne gardé en France pour les creanciers ne desirer qu'estre payez, & autrement contraincts soy restraindre à proportion & mesure de leur debte, ils n'auroient iamais faict, & leur foy & creance viendroît à leur ruine au lieu d'argent qu'ils auroient presté ayant tantost vn tronçon de terre tantost de vigne ou de pré, & quelques eschantillons de bois deçà & delà escartez, au grand preiudice du commerce qui s'en iroit comme perdu, charbonné & troublé, dont non seulement le priué mais le public y seroit & plus principalement interessé: à quoy la droicturiere police & bonnes mœurs de la France, ont voulu pouruoir par le relaxe qu'elle auroit faict

aux creanciers de se pourvoir & saisir comme ils verroient & bon leur sembleroit , non toutesfois iusques là qu'ils se puissent comme iouër des biens d'un mineur subiects à regir & gouverner par tierces personnes & auant l'aage qu'ils puissent estre dits maistres d'eux mesmes & de ce que leur appartient, sans pour le moins leur estre donné relasche suffisant pour auoir moyen de se recognoistre & s'en repentans reuenir comme à eux mesmes, ainsi que nostredite Cour à Tholose auroit faict en l'hypothese du susdit arrest en ce mesme qu'elle auroit moderé les fruiets adiugez, & qui ne pouuoient faillir audict adjudicataire aux intersts au denier quinze , ladicte somme principale estoit petite les biens decretez de plus grand valeur, mais il y auoit des fuites , rebellions & desobeyssances durant & pendant le terme de dixsept ans que la poursuite en auroit duré, le procès ayant commencé le 6. Auiil 1584. qui compensoit vne partie de la valeur desdicts biens à la petitesse du prix pour lequel ils auroient esté decretez : ce que nous confesserions ingenuement , nonobstant tout estre vne pure & droituriere Iustice, dont le fonds principal tendroit à contregarder le plus qu'on pourra les mineurs & leurs biens de toute embusche, fraude , lezion, & circonuention : mais quant apres tout on void que les malades gifans au lit mesprisent les Medecins & leur santé mesme, c'est alors qu'on y doit auoir extreme regret & desplaisir d'auoir si mal employé la medecine qu'elle ne sert que comme de risée & mocquerie en l'endroit de ceux en faueur & guarison desquels elle est, & se trouue employee, comme nous pouuons dire hardiment du mineur susdit, lequel apres ledict terme d'un an passé auroit bien osé presenter requeste à la Cour en autre delay & fins contenues en la requeste du 28. Nouembre 1603. & contrainct en presenter vn autre audict Farfal pour l'en faire desmettre du 19. Decembre audit an, ce que la Cour auroit faict en desmettant ledit Castanet de sadite requeste & le cōdamnant aux despens de l'incident par arrest du 23. Decembre audit an, ce que encores nous nous doutons que ne sera pas le dernier catastrophe , comme à la verité nous conseillerons tousiours audit Farfal prendre honnestement son principal loyaux cousts, reparation & melioration si point en a faictes ausdicts

ausdits biens plustost que de demeurer tousiours ainsi en suspens, & n'ignorant point la condition de la partie à qui il a affaire, & la valeur des biens qu'aux moyens que dessus il tient & possède.

CHAP. LXXVI.

- 1 Les criees, faut que soient certifiees & par deuant qui.
- 2 Feu Papon allegué en un Arrest quant à ce qu'il allegue du Parlement de Paris, par lequel quelques-uns pretendent certification des criees, ne se deuoir faire ailleurs qu'ès sieges Royaux.
- 3 Ce qui n'est garde audit Parlement à Tholose, où suffit qu'elles soient faites par deuant les Iuges ordinaires des lieux où les biens saisis sont assis, soient Royaux & non Royaux.
- 4 Suffisant quant à ce ladite certification estre faicte par tous les practiciens qui seront trouuez assister aux plaidez en Audience encores qu'en moindre nombre de dix.
- 5 Iusques à faute d'autres à l'audition & rapport d'un sergent par un exploit seul d'iceluy.
- 6 Dont est aisé à cognoistre ce qu'est dict les certifications se deuoir faire es sieges Royaux se deuoir entendre quand les biens saisis sont assis au dedans le distroict d'iceux, & non quand ils sont assis ailleurs & es sieges non Royaux, où ladite certification peut alors estre faicte.

1  N T R E les susdicts poincts que feu Papon auoit traictez au susdict 29. Article de sondit Recueil, tiltre des Criees; il auoit nommément pour vn cinquiesme remarqué que pour obtenir decret sur les criees, il estoit besoin de les certifier au siege Royal des lieux où elles auroient esté faictes, & auparauant sous mesme

tiltre il auroit notamment laissé par escrit la Cour (s'entend de Paris, ) par arrest du quatriesme ou vingtiesme de Ianuier <sup>2</sup> auoir ordonné que desormais quand crieés seroient presentées à aucuns Iuges pour estre certifiées, ils seroient tenus les faire lire en iugement à iours de plaids & durant leur audience, & icelles leuës par l'aduis des Practiciens estans en iugement, certifier si elles sont bien & deuement faictes selon les vs & coustume des lieux, ou non, & que de tout ce sera faicte mention en l'acte, & par là quelques-vns pretendent certifications de crieés ne se deuoir faire ailleurs qu'és sieges Royaux: & en alleguēt vn arrest de Paris du dixseptiesme iour de May, mil cinq cens septante & sept, <sup>a</sup> Disans & soustenans au surplus qu'auparauant & par nos precedentes Ordonnances Royaux des annees mil cinq cens trente neuf & mil cinq cēs cinquante & vn, article 5. *nullus certus habebatur eius fori delectus, in quo solemnis preconiorum testatio fieri deberet*: Comme à present au ressort de ladite Cour de Parlement à Tholose, où telles certifications sont faictes vn iour de plaids ou d'audience, & dont l'acte en doit nommément estre chargé par deuant les Iuges des lieux où les biens prins & saisis sont assis, soit Royaux ou non Royaux, quand mesmes les executaires descendroient de la Cour de Parlement ou quelconque autre subalterne <sup>b</sup>, pour estre le lieu propre, auquel soit faicte l'assurance & certification du stil & coustume d'iceluy: ainsi que s'observe & garde communément en ladicte Cour à Tholose & ressort d'icelle; & iusques-là que bien qu'en certains sieges inferieurs n'y aye le nombre de dix Practiciens pour estre ouys, & certifier lesdictes crieés, desquels les noms & surnoms ont estimé deuoir necessairement estre escrits en l'acte, par vn Arrest de Paris qu'on ameine du cinquiesme iour de Mars mil cinq cēs trente-trois: <sup>c</sup> Toutesfois suffit que ladicte certification soit <sup>4</sup> faicte par tous les Practiciens qui seront trouuez assister aux plaidez en audience, encores qu'en moindre nombre que de dix iusques au nombre de cinq, six, ou sept pour le moins, esquels à faute de Practiciens du siege, on peut ouyr & nommer Sergens & Notaires: ledit feu Papon pour ce regard en allegue l'arrest d'Abraham du treiziesme iour de Nouembre mil cinq cens, & d'Alpin du vingt-sixiesme iour d'Auril 1530.

<sup>2</sup> Choppin.  
tracta. de  
comu. galli-  
ca. consuet.  
præcep. part.  
1. q. 3.

<sup>b</sup> Monsieur  
le Maistre  
au traité  
des crieés,  
c. 25. in fi.

<sup>c</sup> Papon en  
son dit re-  
cueil tître  
susdit des  
criées arr.  
18.



- 5 <sup>a</sup> mais quant à nous ladite Cour esdicts sieges inferieurs ne s'y trouuans quelque fois plus haut que de deux praticiens qui font tout le consistoire, & du demandeur & du defendeur vn Sergent avec eux suffira pour ladite certification, & encores quelque fois à faute d'autres, la certification, seule par exploit dudit Sergent comme en quelques endroits du ressort, viendra à estre receue, suiue & approuuee singulierement
- 6 quant ladite certification n'est point impugnee ne debatue, ne tendant qu'à tesmoigner ce que ce se peut tousiours veoir & cognoistre apres, dont nous semble que quand il est dit les certifications se deuoit faire és sieges Royaux, que cela se doit rapporter & entendre és sieges Royaux non autres, ordinaires des lieux des biens saisis & criez, & ceux qui l'ont ainsi entendu & prins l'auoir fort bien iugé & declaré comme il faut: nous allons au reste.

a audit ar-  
rest 29. au  
suisdit Re-  
cueil.

## CHAP LXXVII.

- 1 *Etablissement des Commissaires auant la premiere crie requise auant les ordonnances & pourquoy.*
- 2 *L'ordonnance de Blois par laquelle nul laboureur peut estre estably Commissaire és biens du seigneur duquel il est subiect en passant expliqué, avec les raisons & fondements quant à ce du laboureur.*
- 3 *Temperament & moderation sur ce dessus apportee, par aucuns des Iuges mesmes sauuerains des Parlements de France.*
- 4 *L'arrest de la Cour de Parlement de Tholose rapporté conformément à ce dessus dudit Recueil de feu Papon, avec l'explication sommaire d'iccluy.*

**E**n Papon encores entre lesdits poincts principaux pour la forme qu'on doit garder esdites criees y adiouste l'establissement des Commissaires auant la premiere crie, suiuant l'ordonnance de l'an 1551. article 4.

AAAa ij

a l. sepe cōsi-  
tutum ff. de  
re iudic.

b Artic. 4.  
ca. 16. 17.  
c 18.

c Guenois  
sur la Con-  
seruée des  
ordonnan-  
ces titredes  
saisies &  
crites art.  
penult.

conforme à autre précédente de l'an 1539. & encores plus ex-  
presse en l'article 77. & ce aux fins par l'exécution & saisie  
soient dictes & censées reelles & avec effect les biens prepa-  
rez pour vendre iudiciairement à inquanter & subhafter  
comme mis par ce moyen és mains tierces hors de celles du  
debiteur executé, aux fins qu'estant ainsi depossédé, il soit  
contrainct interuenir en l'instance, ou par opposition s'il a  
moyen de la soustenir & autrement se defendre, ou bien  
n'y pouuant paruenir par ceste voye s'il tient ledit bien d'au-  
truy par asserme, louage, ou autrement le signifier & faire  
entendre au propriétaire, lequel de fait est priué de la pos-  
session par le susdit establissement desdicts commissaires  
au moyen dequoy il sera contrainct parler sur peine que l'ad-  
iudication que s'en ensuiura de decret sur lesdits biens saisis  
luy nuira & portera preiudice, d'autant que les crieées seront  
paruenues à sa notice ayant ainsi esté tiré de sa possession sans  
opposition toutesfois ny autre poursuite de ses droicts par  
la reigle de la Loy cotee à la marge<sup>a</sup>, au moyen donc du-  
dict establissement ceux qui en seront tenanciers, & ainsi  
depossédez seront tellement aduertis & intimez ausdictes  
creees qu'il ne restera pretexte quelconque pour de quelque  
costé que ce soit pouuoir estriuer contre le decret qui s'en en-  
suiura, comme estoit fait le temps passé auparauant ledit esta-  
blissement ordonné par les debiteurs executez auoir esté pre-  
tendu n'auoir esté appelez, & auoir tousiours demeuré en pa-  
cifique & quiete possession desdits biens, & celui contre le-  
quel ledit decret s'en seroit ensuiuy n'auoir eu aucun droit,  
& moins en auoir esté possesseur eu aucune façon, tout ainsi  
& par la forme que monsieur le President le Maistre auroit  
remarqué en ses annotations sur le titre des creees<sup>b</sup>, ce qu'e-  
stant ainsi posé & ietté quasi pour fondement est souuent sur-  
ueni que comme il soit tenu & receu communément l'esta-  
blissement desdits Commissaires se deuoir tousiours faire des  
plus prochains des biens & lieux saisis ainsi qu'il en est amené  
vn arrest de la Cour de Parlement de Paris du quatriesme  
Feurier mil cinq cens septante cinq<sup>c</sup>, & que d'autre part par  
les ordonnances aux estats de Blois nul laboureur puisse es-  
tre estably Commissaire és biens du seigneur duquel il estoit

subiect<sup>a</sup>, voicy souuent interuenir different entre ceux qui <sup>a Art. 176.</sup>  
 sont establis sequestres, & le Sergent qui les y a establis, ou  
 plustost la partie mesme à requeste de qui ils en sont & de-  
 meurent chargez, iusques à tantost se pourvoir par requ-  
 ste deuant les Iuges dont les contrainctes descendent, &  
 quelque fois par appel deuant eux mesmes, principalement  
 quand par la violence & force des debiteurs executez &  
 és biens desquels ils sont establis sequestres, ils desesperent  
 auoir aucun moyen de paisiblement & quietement faire leur  
 charge, & neantmoins au moyen d'icelle y estre apres vexez,  
 poursuiuis, & inquietez, qui viendrait comme ils presu-  
 posent à leur totale ruine & destruction, n'oublions quant  
 à ce employer l'Edict de Constantin, par lequel il auroit  
 defendu de donner aucunes charges aux laboureurs du-  
 rant le temps qu'ils sont employez aux semences, moissons <sup>cl. 1. de Agric.</sup>  
 & vandanges<sup>b</sup>, singulierement que laboureurs bons mes- <sup>Exc. sit. lib.</sup>  
 nagers, ne scauroient auoir si peu de bien qu'il n'en y aye <sup>11. C.</sup>  
 assez pour les employer, & que iamais on ne les a contrains  
 d'abandonner ce qui est de leur propre pour s'adonner aux  
 affaires d'autrui: au contraire estoit remonstré que c'estoit  
 le temps passé que la rusticité estoit dicte sainte & loian-  
 gee à ceste occasion de tous<sup>c</sup>, se disant communement & pu-  
 bliquement qu'icelle *omnia palam habebat*,<sup>d</sup> à ceste occasion  
 les Empereurs Gratian, Diocletian & Maximian les ayant  
 fort fauorisez par les constitutions à la marge cottez<sup>e</sup>, mais  
 ç'auroit esté au bon temps & pour les bonnes gens du temps  
 passé, à present tout estant changé n'y ayant fraude, do-  
 losité, astuce, ou callidité, qui ne soit en & parmy nos  
 villageois & rustiques, lesquels à ceste occasion en sont  
 taxez & reprins aigrement par Anthonin Euesque des  
 Florentins<sup>f</sup>, leur orgueil & superbe estant venu iusques  
 là, que vn des Saincts Peres en quelque part ne nomme  
 l'orgueil & superbe que du nom de rustique<sup>g</sup>, qu'auroit  
 faict en nostre temps, qu'au lieu de s'amender va tous-  
 jours en empirant, que le different que dessus auroit em-  
 pesché les Iuges, principalement souverains, vne par-  
 tie desquels y auroit apporté tel temperament que si le

c D. Hiero-  
 nymus ad  
 Pau.  
 d Glo. in 9.  
 e. Seruiana  
 super verb.  
 Coloni, de a-  
 ctio. Insti.  
 e de despo.  
 ciuit. C. Et l.  
 1. ne rustica-  
 ni ad vllū ob-  
 seq. lib. 11. C.  
 f in 3. part.  
 suma tit. 3.  
 ca. 13. notat.  
 diserte Cho-  
 pinus de pri-  
 uileg. rustie.  
 part. 1 ca. 6  
 g ca. de ligu-  
 ribus 23.  
 quest. 3.

a Guenois  
en la cōfe-  
rence de l'd.  
ordonn.  
rit, fufdit.  
des faifies à  
la fin.  
b titre des  
cries ar-  
rest 45.

sieur dont il est parlé en ladite ordonnance ne demeroit sur le lieu, le subiect ne pourroit estre exempt de ladite charge de sequestre, ainsi qu'il est attesté auoir esté iugé par la Cour de Parlement à Paris le premier d'Octobre 1575. contre les habitans appellans de ce qu'ils auoient esté establis Commissaires des biens de leur seigneur avec defence à iceluy de les troubler à peine de quatre mille liures <sup>a</sup>, à quoy se peut comme conformément rapporter ce que ledit feu Papon auroit escrit <sup>b</sup> en sondit Recueil du sieur de Tournecoupe, lequel estant condamné en la somme de cinq cens liures enuers sa mere pour ses nourritures & entretenement en refus ou delay de payer, sa terre faisie, ils sont nommez & establis Commissaires qui appellent le l'establissement, & releuent en nostre-dit Parlement de Tholose, pour leurs causes d'appel remonstrans que ledit sieur de Tournecoupe est homme fascheux, cruel, & rebours & contre qui ils ne pourroient sans danger de leurs personnes & des leurs y donner ordre & mesmes que sa mere ne pouuoit auoir raison de luy, laquelle il deuroit toutesfois respecter: par arrest donné en audience le 20. Iuin 1568. l'appellation mise au neant fut ordonné par ladite Cour que l'establissement & sequestre tiendrait, interdit & defendu audit Tournecoupe de par luy ou intreposees personnes donner & faire empeschement esdits Commissaires establis, autrement deslors en cas d'empeschement ladite seigneurie declaree confisquee au Roy & vnue à son domaine, en payant ladite somme de 500. liures à ladite mere sans despens, d'où nous venons à coniecturer si tel est l'arrest que dessus, comme nous n'en doutons, que ledit sieur de Tournecoupe n'estoit habitant & residant ordinairement sur les lieux desdits biens saisis, ou bien que lesdits Commissaires establis n'estoient ses hommes en taille, en Iustice, ou autre telle condition pour laquelle ils fussent grandement redevables, & comme attachez & asservis audit sieur, sur lequel la faisie estoit faite, car autrement nous en auons veu preiuger tout au contraire pour la descharge desdits Commissaires establis es biens de leurs seigneurs ainsi saisis, & ausquels ils estoient subiects & taillables en Iustice, quatre cas: & autre redevance plus grande, singulierement si à la mercy, comme ils le sont en quelque part, soit par titres ou soit par coustumes.

CHAP. LXXVIII.

1. Comment ce qu'est dit par les Ordonnances s'entend touchant l'establissement des Commissaires, sur peine de nullité desdites crieés.
2. Par lesquels mots semble telle formalité ne pouuoir estre obmise comme d'une forme substantielle & essentielle d'icelles sans la nullité entiere desdites crieés, ainsi qu'en est amené un arrest des grands iours à Rion.
3. Ce que comme trop exacte ladite Cour à Tholose n'auroit voulu garder & entretenir si cruement, & comme elle y auoit prouue & procedé, avec ce qu'elle y auroit suppléé & ordonné, mesmement quant à la contenance en qualité & quantité des biens & heritages saisis.

1. **I**L est dit notamment par nosdictes ordonnances que  
 2. incontinent apres la saisie, & auparauant de faire la  
 premiere crie lesdits Commissaires seront establis,  
 & ce sur peine de nullité d'icelles crieés, qui semblent estre  
 des mots expres pour monstrier ledit establissement estre de  
 la forme substantielle & essentielle desdictes crieés, & telle-  
 ment qu'elle ne peut estre obmise ne delaissee sans la nullité  
 d'icelles, & ce par ceste vulgaire Theorique, par laquelle est  
 porté & nos Docteurs ont enseigné que quand certaine for-  
 me ou solemnité par la loy ou statut sont requises, & que la  
 mesme loy ou statut vient à passer outre annullant l'acte au-  
 trement fait comme au cas susdit, ledit acte est de tout poinct  
 nul & de nul effect & valeur, & par ainsi sembleroit que  
 par defect dudit establissement lesdictes crieés & tout ce que  
 s'en ensuiuroit apres seroit & demeureroit nul que la fau-  
 te de sequestre esdictes crieés seroit vne patente & euidente  
 nullité, & ainsi auoir esté dit & preiugé par arrest aux grands

a l. 2. in l. 1.  
 l. statutis  
 vers. hinc  
 ad eum.  
 C. de senten.  
 ex parte, reci-  
 tan. & ibi  
 Cynus Bald.  
 & Salic.



accoustumé d'ordonner qu'auant dire droict sur les fins & conclusions des parties demeurant la saisie, les inquants seront refaits, au premier desquels sera mise la contenance en qualité & quantité telle que se trouuera defaillir, & de mesmes où il s'y trouuera defaut en l'establissement des Cômmissaires, & sequestres, en est autant dit qu'au mesme premier, & auant iceluy ils y seront establis ainsi, & comme il appartient, pour apres le tout continué & parfait, & apres rapporté y estre fait Droict. Ce qui est vn moyen fort ciuil & droicturier pour reparer les obmissions & fautes cômises par le Sergent, mal-entendant son mestier, & les despens desquelles viennent à tomber sur le poursuiuant, & celuy qui l'aura employé, par ce que bien qu'apres en l'adiudication du decret il y ait condamnation de despēs, comme il est ordinaire en telles & semblables matieres; il est dict nommément toutes-fois autres que des inquants refaits, pour ne faire payer & aualler au debiteur ce que luy mesmes n'auroit broyé.

C H A P. LXXIX.

- 1 *Vn sergent establisant sequestres ne peut obliger l'un d'iceux sans parler, & faire l'exploict à luy mesmes en personne, ou autrement deuement au domicile.*
- 2 *Hypothese quant à ce alleguee d'un pauvre paisant sommairement expliquée, avec ce qu'à Tholose apres s'en seroit ensuiuy.*



VR le propos & fait que dessus, quant à l'establissement des sequestres, principalement les sergens failir souuent, combien que leur leçon leur soit fort ouuertement & claiement dictée par les Ordonances, ledit sieur Charondas auroit fort bien à propos en quelque part de ses Responses <sup>a</sup> dict & asseuré: Et ce sur l'hypothese d'un Sergēt qui auoit estably deux Commissaires à vne terre par luy saisie, en parlant à l'un d'iceux seulemēt, auquel

<sup>a</sup> Lib. 7.  
cap. 22.

BBBb

il auroit laissé l'exploit, & iceluy mesme promis d'en aduertir l'autre, & le luy signifier: Et depuis ces Commissaires poursuivis en reddition de compte, & prestation de reliqua, ils y sont condamnez par Arrest de ladiète Cour à Paris, par autorité de laquelle, & en vertu d'une commission en descendant ladiète saisie auoit esté faite, & à faute de ce faire, à payer en leurs propres & priuez noms, enuers lequel Arrest l'autre prétendu Commissaire que ledièt Sergent n'auoit veu & moins parlé, obtient lettres en forme de requeste ciuile, soustenant n'auoir estably Commissaire & moins rien administré de ladiète commission: & par consequent tout ainsi que Monsieur Brissou lors Aduocat du Roy, remonstra qu'il n'auoit peu estre obligé par vn Sergent sans auoir parlé à luy, & ne l'auoir fait signer, n'ayant ledièt Sergent non plus de pouuoir qu'un Notaire. Surquoy par Arrest du sixiesme Feurier mil cinq cens septante six, il auroit rapporté qu'en interinuant ladiète requeste ciuile ledièt demandeur fust absous, & ledièt establissement déclaré nul. Conformément à quoy, & en l'an mil cinq cens octante huit, comme vn pauvre payfant fust poursuuiuy pour semblable charge de sequestre de certains biens saisis à luy baillee, parlant à vn autre sien compagnon, auquel l'exploit auoit esté laissé, & qu'il ne luy en auoit iamais rien dièt qu'il apparust, ains seul & sans compagnon administré, dissipé, & despendu ce qu'il en auoit prins & retiré, iusques à n'auoir moyen ny faculté d'y satisfaire. Sur ceste defense & exception pertinente le Seneschal de Tholose ou son Lieutenant, l'ayant relaxé, & sans despens, le demandeur qui le poursuivoit ayant acquiescé, le susdièt en releue appel de ce que les despens ne luy auoient esté adiugez ce qu'ils luy coustoient comme il pretendoit beaucoup: Dont appel releué & exploité en la Cour, conclud en l'appel, & le procez à nous distribué sur l'intervention de leurs Aduocats, attendu la matiere dont estoit question, nous les auons accordez & fait payer dix escus, vallant trente liures, pour tous despens audièt appellant, qui s'en seroit contenté, & moyennant ce rendus amis, retirans les pieces

du procez, pour n'en estre plus parlé, & dont l'apostille qui auroit esté de nouveau mise au Recueil dudit feu Papon en la dernière édition, nous ayant fait souuenir par l'allegation qui y est faite, de ce que le sieur Charondas en auoit dict, nous ne l'aurions voulu laisser passer icy sous silence, nommément par ce que nous aurions sceu, veu & cognu des officiers subalternes de ce pays, qui se promettent toutesfois beaucoup d'eux y faire doute, & pancher plus du costé gauche que du droit, comme il leur aduient souuent, & cecy comme j'espere leur seruira d'advertissement.

C H A P. LXXX.

*1 En criees nommément obserué & gardé ne vendre point plusieurs meubles ensemble, mais à part & séparément.*

*2 Qu'est la cause que par ladicte Cour à Tholose est ordinairement ordonnée la vente des biens saisis mis en criees, tant en blot que parcelles, pourquoy & comment.*

**L**E susdit feu Papon que ie suis & talonne au plus près qu'il m'est possible, avec les nouuelles apostilles qu'on y a mises au dessous en la dernière édition qu'en auroit esté faite, auroit nommément

*2* ment escrit <sup>a</sup> qu'en criees, on deuoit nommément obseruer de ne vendre point plusieurs immeubles ensemble, mais à part & séparément, car (dit-il) de plusieurs acheteurs l'un veut & desire acheter vn fonds, & ne desire ny pretend à l'autre, chacun affectant ce qui luy est plus propre, voisin, & commode <sup>b</sup>, à quoy nous adiousterons que le mesme qui veut l'un, ne veut pas l'autre, & veut

<sup>a</sup> Titre des criees, art. 16.

<sup>b</sup> L. si cui sit de ff. de leg. 2.

BBBb ij

*2. Argu. l.  
adiles §. si  
forte usque  
ad finem de  
adil. l. adito.  
ff.*

mesurer comme quelquefois il y est contraint, non seulement les courtoyes, mais les fonds de sa bourse, & ainsi ledit feu Papon atteste auoir esté iugé par arrest de Paris, en l'an 1388. vray est (dit il apres) que si c'est vne piece qui ne vaudroit mieux à la separer de fonds, il la faut vendre entiere, & sans la desmembrer, <sup>a</sup> amenant quant & quant vn autre arrest des grands Iours de Moulins, du 25. d'Octobre 1540. pour à quoy pourvoir, & donner vne certaine & asseuree temperature, nostre dite Cour accoustumée ordinairement disposer, & ordonner la vente des biens saisis mis en criées & distribution, tant en blot qu'en parcelles, pour prédre & choisir apres la plus aduantageuse, tant pour le profit des debiteurs que des creanciers, ce que sera fort aisément à voir, & cognoistre par les susdites qu'en seront faites, qualitez & conditions d'icelles, de telle façon que si les particulieres sont telles & plus profitables seront suiuiues, sinon celles d'en blot conferees les vnes aux autres, ce que nous a semblé sur ce sujet que dessus, ne deuoir estre oublié, quand ne seroit seulement que pour faire paroistre la prouidence ordinaire & Iustice droituriere en tout & par tout de nostre dite Cour.

---

## CHAP. LXXI.

1. Sauf, accoustumée le temps passé mettre aux decrets, non seulement de quarante iours, mais encores de plus long & arbitraire, avec l'hypothese sur ce interuenue & iugée.
2. Seigneur direct interuenant en l'instance, supposé comme l'on pretendoit par le mesme demandeur & creancier.
3. Acquiescemens receus, & l'expedient prins au iugement de ladicte instance.



**L**N l'annee 1560. est faite execution & faisie, contre vn debiteur & paisant du haut pais de Quercy, d'autorité du Seneschal dudit pais ou son Lieutenant au siege Presidial de Cahors, au moyen & en vertu d'un executoire en descendant en & sur certains bois & terre joignans, pour la somme de quatre cens soixante & tant de liures, & tât procedé, que les criees faites, rapportees & certifiées, s'en ensuyuit bien tost apres vne sentence du decret dudit Seneschal ou son Lieutenant audit siege, avec le saufaccoustumé, non pas de 40. iours, mais de six mois, cōme en ce temps s'y dispensoient de ce faire, iusqu'au moindre des Iuges subalternes, depuis au moyen de l'Edict des criees, bien toutefois que procedant ladite Cour à Tholose, l'ayât gardé & fait garder & entretenir exactemēt, suyuant la verification que par elle en auroit esté faite, dont au cas susdit seroit aduenue, que ladite sentence intimée & lesdits six mois passez, à compter du iour de ladite intimation le demandeur, & ayât poursuiuy ledit decret, entre en quelque pourparler d'accord avec ledit defendeur executé, qui estoit tousiours apres comme il disoit, à payer & satisfaire ledit demandeur, ne voulant lascher & perdre les pieces à luy saisies, pour valoir comme il pretendoit beaucoup d'avantage, & en fin ne s'en estans peu accorder, le demandeur poursuiuât ledit decret luy estre despesché, environ vn an apres iceluy, ledit defendeur executé ayant cherché ses remedes ailleurs, fait tant qu'il trouue deniers cōptans pour payer & satisfaire sondit creancier & demandeur susdit de son principal, & despens à luy adiugez, & de fait, il fait donner assignation deuant ledit Seneschal à iceluy demandeur, pour prendre son principal & susdits despēs, & en defect de ce, en faire consignation deuers le Greffe, ou autrement en mains tierces, seures & responsables: ainsi qu'il appartiendroit, & ledit Seneschal ou sondit Lieutenant ordonneroit: à laquelle assignation ledit demãdeur ayant comparu, insisté, veu le terme à recouurer passé, que ledit defendeur n'estoit receuable à recouurer les pieces saisies, & faire par ce moyen rabattre le decret, surquoy interuiēt vn Procureur à ce specialement fondé pour le sieur directe desdites pieces saisies, lequel suppose, commel'on pretendoit pour le



mesme demandeur & creancier, veu les delais passez demande à estre receu à recouurer lesdites pieces par droit de prelation, qui luy cōpetoit & appartenoit, tant par coustume que titres, desquels il offroit promptement communiquer, ou en tout euenement les droits de lods & ventes luy estre payez à raison de la Tersane, suyuant la coustume, à quoy ledit adiudicataire & demandeur au principal, s'estant remis à ce que ladite Cour en ordonneroit, offrant & estant prest y obeyr, ledit defendeur & executé ayant prins delay à deliberer venant au iour assigné auroit dit, que sans auoir esgard à ladite demande dudit sieur directe, qui ne tient que la main à sondit creancier, qu'il disoit ne desirer que luy raurir & emporter le sien, se seroit arresté que luy relaxé des fins & conclusions dudit sieur directe, en tant que besoin seroit, ledit demandeur & creancier deuoit prendre son prix principal & despens, lesquels luy mesme auoit fait taxer & moyennant ce, & la consignation qu'il en faisoit promptement és mains du Greffier à bourse ouuerte & deniers clairs & patens, qu'il consentoit estre prins & leuez des mains dudit Greffier par ledit demandeur, chose dite ou requise, au contraire nonobstant ledit decret faisoit à rabatre les pieces de l'execution à luy rendues, & au surplus main leuee faite de son bien à pur & à plein, surquoy ledit adiudicataire ayant persisté, comme dessus le procez appointé en Droit, apres productions respectiuelement des parties, il s'en ensuit sentence, par laquelle ledit defendeur & executé est relaxé des fins & conclusions prises, tant contre luy que ledit demandeur son creancier par ledit sieur directe, sauf à luy pour le surplus de ses droits de rente & autres qu'il appartiendroient: neantmoins ordonné que ledit decret rabatu, moyennant la somme principale, & celle à laquelle lesdits despens auoient esté taxez, qu'il estoit permis audit demandeur, & ayant poursuiuy ledit decret prendre & leuer des mains du depositaire, lequel à luy bailler & liurer lesdites sommes en payement de sondit principal & despens, sera contraint par toutes voyes deuës & raisonnables, & par corps si besoin estoit & sans despens: de laquelle sentence ledit sieur directe en auroit releué appel en la Cour, & ledit defendeur & executé auroit impetré lettres pour estre receu à

conclure comme appellant de ladite sentence, en ce que les despens de l'instance, pour ce regard ne luy auoient esté adiugez, tant contre ledit sieur directe que contre sadite partie principale qui l'auoit supposé & supposoit encores en l'appel, venant à conclure, auquel ledit sieur directe par l'avis de son conseil, declare qu'on a releué ledit appel à son desceu, & que au demeurant il veut & entéd acquiescer à ladite sentence, & encores pour obuier à tout procez avec sadite partie son paisant, il offre luy payer les despens de ladite instance, en ce qui le concerneroit, à l'esgard de son Procureur & de celuy de sa partie, veu les pieces du procez qui estoit apporté, & quant audit demandeur & poursuiuant veu la declaration du susdit sieur directe il offroit de mesme obeyr, voire auroit déclaré qu'il auroit prins son prix principal des mains du depositaire, & moyennant ce il ne luy demandoit rien, & consentoit que la sentence dont auoit esté appellé sortist effect, & s'il y auoit aucuns despens pour ce regard, il offroit les payer à l'esgard mesmes de sondit Procureur & celuy de partie aduerse, surquoy par vn expediant entre parties, les acquiescemens receus & ladite sentence confirmée quant au principal, & en ce que concernoit lesdits despens mis au neant, tant ledit sieur directe que susdit demandeur & poursuyuant auroient esté condamnés ausdits despens faits depuis l'interuention en cause dudit sieur directe, qui auroient esté apres taxez & moderez par les Procureurs des parties, sur les pieces du procez porté, payez & satisfaits incontinant audit executé, les parties sur ce incontinant apres s'estans departies & retournent chacune chez soy en bonne paix: & à la verité c'estoit vne trauersé extraordinaire dont ledit demandeur & poursuyuant essayoit de vexer & trauailler ledit pauvre defendeur executé par le moyē & entremise dudit Sr directe qui n'auoit nul fondemēt ny aucun pretexte en ses actiōs & demandes, le tout pratiqué par ledit principal demādeur pour engloutir le biē dudit defendeur executé, fust à vn prix ou autre, car biē que la questiō dōt s'agissoit pour le regard dudit Sr directe qui venoit cōme à empescher & preiudicier aux fins & conclusions dudit executé, & demandeur soit esté menee, & en passant cōme traitée par feu monsieur Ferron en ses Cōmentaires sur les Constu-

CHAP. LXXXII.

- 1 Le dot appartient en propriété à la femme, & les fruits au mary pendant leur mariage.
- 2 Authorisation simplement de la femme par le mary, quel avantage peut porter à la partie.
- 3 Qui est presque de nul effect pour donner droit à ladite partie s'en prévaloir pour aucune condamnation, en & sur les biens & droits du mary, notamment sur la dot pendant leur mariage.
- 4 Quelques fondemens qu'on puisse alleguer ny pretendre.
- 5 Qui peuuent auoir lieu & estre pratiquez en pais coustumier, auquel entre les mariez y a communauté ordinairement d'acquests & conquests.

a L. date ancillam. C. de rei vend. l. Peponius §. in dotem cum similo. D. de acquir. posse. b Accurf. Bart. Bald. Salices Et alij l. in rebus C. de iur. dot. cum Areti. & Porcus in §. 1. per quas pers. nob. acquir. in insti. c L. praenoti. bus C. de iur. Do. l. in mfo. lam. §. Fruct. l. de iust. ne D. solut. ma. tri. d Panormi. in cap. cum Bercolitas & ibi glo. per uerb. Patroni ex de re iudi. c. a. Roch. Curia in lib. de iure Patrona.

**L**n'y a maxime plus certaine en droit que celle-la par laquelle il est dict & porté la seigneurie des choses dotales estre & appartenir au mary: mais si c'est de droit naturel de gens ou ciuil qu'il appartient à iceluy mary ou à la femme.

nous les renuoyons à ceux qui l'ont amplement & copieusement traicté & disputé: b Et ce pendant nous viendrons à ce que nous lisons certainement estre decisi & ordonné: Sçauoir les fruits des mesmes choses & biens dotaux appartenir & estre au mary pour les charges de mariage & pendant & durant iceluy: c Et iusques là qu'un droit de patronat estant en & parmy lesdicts biens dotaux de la femme venant suiuant iceluy à y estre pourueu, ledit mary pourra & deura presenter, la presentation estant nombree & comptee aux fruits: d Bien qu'autrement pour cela la presentation de la femme si elle auoit esté faite deuant, ne soit & fust rendue nulle ou autrement inuallide de droit: Ce qu'estant ainsi, il aduient qu'il y a procès entre quelques parties contre la femme d'un tiers, lequel en l'instance est poursuiuy

CCCc

d'autoriser sa femme : Ce qu'il faict simplement sans autrement se rendre partie au procès , pour , comme il disoit souvent de ce n'y auoir aucun interest , les droicts dont estoit question appartenans quoy que soit concernans sadite femme en pleine propriété , outre & par son dot qu'il luy auroit recogneu, & il en iouyssoit comme il deuoit pendant & durant leur mariage , & duquel dot il n'y auoit differant ny question : Soubs ceste authorisation & declaration que dessus , il est tant procedé au procès contre ladite femme ainsi autorisée, qu'apres vn long traict d'iceluy elle pert sa cause, avec despens, esquels elle demeure condamnée enuers sesdites parties qui les font taxer à certaines & notables sommes, pour le paiement desquelles & en vertu de l'executoire que sur ce ils auroient leué, ils font executer le mary en & sur la dot de sadite femme, qu'il auoit comme dessus autorisée : à laquelle execution ledit mary se rend opposant , pour ladicte dot & fruiçts d'icelle luy appartenir & competer pleinement & entierement pendant & durant leur mariage , nonobstant ladite authorisation qu'il auoit faicte à ce semonds & cōtraint pour obeir à Iustice , & non pour luy autrement assister en cause, dont il auroit nommément protesté, & moins faire preiudice en aucune partie à ladite dot & fruiçts d'icelle , tant qu'ils demureroient ensemblément mariez. Au contraire estoit remonstré que l'ayant autorisée il ne se pouuoit plaindre de l'execution qui dependoit comme de la principale instance en laquelle sadite femme auoit esté assistée de luy-mesme au moyen & en vertu de sadite authorisation. Surquoy le Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Martel, duquel descendoit ledit executoire, & la condamnation y contenue au moyen de laquelle elle auroit esté despeçee , auroit en interloquant ordonné qu'il seroit faicte plus ample discussion, & encores perquisition d'autres biens que de ladite femme, preiugeant par là que n'y en ayant point d'autres, ladicte dot y viendroit à tremper, qui auroit esté cause que ledit mary en auroit releué appel en la Cour où le procès porté & conclud en l'appel au mois de Feurier 1574. à nostre rapport en la seconde Chambre d'Enquestes , l'appellation & ce dont auoit esté appelé mis au neât, la cause retenue en icelle ledict mary

fut declaré faire bien à receuoir comme opposant à ladicte execution faite sur la dot de sa femme, & laquelle ladicte Cour auroit declaré nulle, cassée & reuocquée, sauf aux pourfuyans ladite execution pour les despens à eux adiugez contre ladite femme de se pouuoir pouruoir sur les autres biés que dotaux de ladite femme, & lesquels appelez & pourfuiuans ladite execution par mesme arrest sont condamnez és despens de la cause, moderez toutesfois à vingt escus sol: le conseil desdits executer faisants, parties de ladicte femme, se fondeoit principalement sur ladite authorisation, laquelle simplement faite soit par le mary mesme ou autrement en son defaut y suppler par l'office du iuge, ne fait rien au pays de Droit Escrit pour enueloper le mary, soit au principal ou aux accessoiress directement ou indirectement en la cause, condamnations & despens d'icelles, comme fait bien à autre pays coustumier où les mariez la plus-part sont & demeurent communs en biens, acquests & conquests, au moyen de laquelle communauté, & pour autres coustumes entre les mariez de la France, il faut necessairement que les maris authorisent non seulement leurs femmes pour habilitier leurs personnes ainsi qu'au pays de Droit Escrit, mais encores pour assister en la cause, ioindre & defendre communément avec leursdictes femmes, tant pour leurs biens & droicts communs par indiuis, qu'autrement pour leur interest particulier où il escheroit & pourroit eschoir, ce que ne preuoyans les parties qui auroient faite ladicte execution sur le dot de ladicte femme contre ledit mary auroit moins preueu, ce que feu Papon en auroit ailleurs recité, sçauoir vn arrest pareil & semblable que ladicte Cour à Tholose auroit auparauant donné du 13. Iuin 1567. que pourront veoir & lire ceux qui le voudront & desireront és lieux à la marge cottez<sup>a</sup>, cependant nous poursuiront le demeurant.

<sup>a</sup> Papon  
en son dit  
Recueil  
titre d'ex-  
cutions  
d'arrest 44.  
en ladicte  
derniere e-  
dition.



## CHAP. LXXXIII.

- 1 Les reiglements & constitutions de l'Eglise primitive ayant prins leur cōmencement des saints Apostres, auroient voulu & ordonné cōme apres il fut tenu & gardé, qu'en chaque Eglise y eust son Prestre & pasteur & comment.
- 2 Jusques à tant que la necessité & pauvreté auroit reduit les Prestres en un gain vil & deshōneste, & contrains aux œuvres mechaniques, & du progres depuis quant à ce.
- 3 Si le titre Sacerdotal introduit par le Canon cinquiesme du Concile de Latran sous Alexandre 3. peut estre aliené & vendu iustement & irreuocablement.
- 4 Responce à ce qu'estoit allegué & amené de la creation de l'administrateur des choses appartenants à la communauté d'une ville ou Cité.
- 5 Certain arrest prouisionnel de la Cour de Parlement de Paris pour un benefice y mentionné en passant touché & examiné.
- 6 Quelques grands personages auroient tenu, raisonné, & autorisé conformemēt au susdit arrest prouisionnel tel titre Sacerdotal que dessus pouuoir estre aliené, vendu & hypothequé.
- 7 Toutesfois quant au titre qui tiēt lieu de legitime, sçauoir s'il est imputable à icelle ou non, y en auroit eu plusieurs qui l'auroient nié imputable.
- 8 Ce qu'aucuns auroient estimé auoir lieu, quand l'edit titre est & se trouue constitué en certaine & viagere pension, mais non quand en immeuble.

- 9 Hypothese particuliere amenee, discourue & raisonnee  
 sommairement.
- 10 Appel de la sentence par nous donnee en ladite hypo-  
 these releuee par defendeurs & tenanciers.

**E**ST chose certaine qu'on ne pourroit assez admi-  
 rer & loüanger les reiglemens & constitutions de  
 l'Eglise primitive, qu'ayans prins leur commence-  
 ment & source des saints Apostres <sup>a</sup>, auroient voulu & or-  
 donné, comme apres il fut tenu & gardé, qu'en chasque E-  
 glise eust son Prestre ou Pasteur, non autrement créé & or-  
 donné que quand il estoit de besoin, sçauoir l'Eglise vaquan-  
 te par le decez de son Prestre ou Pasteur y en commettre &  
 ordonner vn autre en son lieu <sup>b</sup> sous le Pape Anaclete ayant  
 ainsi esté constitué, & l'ordonnance & installation renuoyee  
 & attribuee aux Euesques: *singuli tamen per singulos titulos suos* <sup>c</sup>,  
 dont auroit esté par Euariste successeur d'Anaclete, faicte la  
 premiere diuision des titres dans la ville de Rome, iusques à  
 ce que les Empereurs Chrestiens ayans doüez de plusieurs  
 immunitiez & grands priuileges, les clers, leurs richesses &  
 prerogatiues auroient fait conuoiter & desirer le Clericat  
 & promotion de la Prestrie, sans aucune necessité ny vacca-  
 tion d'aucune Eglise, comme auparauant il en estoit de be-  
 soin & de coustume, de telle façon que pour reprimer vne tel-  
 le & debordee licence le 6. Canon du Concile de Calcedoi-  
 ne seroit suruenü, par lequel auroit esté prohibé & interdit  
 n'ordonner aucun Prestre, sinon que specialement il fust cõ-  
 mis & designé à quelque Eglise, qu'est ce qu'on appelle estre  
 ordonné avec titre, que nous pouons à ceste occasion fort  
 bien à propos interpreter & declarer vne deuote fonction &  
 charge de lieu certain au ministration del'Eglise, ainsi que l'Ad-  
 uocat Robert doctement à son accoustumee auroit en quel-  
 que part remõstré & paraphrasé au lieu à la marge cotté <sup>d</sup>, dõt  
 il trouuera bon s'il luy plaist que nous ayõs emprunté & brief-  
 uement ce dessus pour venir à la tourbe & infinie promotion  
 de la multitude des Prestres dont il parle apres, laquelle se fe-  
 roit entretenue sans aucun opprobre du Clergé tant que la

<sup>a</sup> Act. Apo-  
 stol. cap. 14.

<sup>b</sup> Can. Ec-  
 clesias 13.

<sup>c</sup> Cano. E-  
 piscopi 8. di-  
 stinct.

<sup>d</sup> lib. 3. vers  
 iudic. cap. 2.

<sup>a</sup> cap. Episcop-  
pus de pre-  
bend. ex.  
<sup>b</sup> cap. i. lib.  
2.

piété & intégrité des mœurs les auroit contenus en leur office & que par mesme moyen la religion & deuotion des gens de bien les auroit nourris & entretenus : mais aduenant le refroidissement de la deuotion, la necessité & pauvreté les auroit reduits en gain vil & deshoneste, & contraints iusques aux œuures mecaniques, non sans grand deshonneur & quasi infamie de l'ordre Ecclesiastique, par le Canon <sup>2</sup> cinquiesme du Concile de Latran sous Alexandre troisieme, auroit esté defendu que doresnauant aucun Euesque n'eust à ordonner aucun en Diacre ou Prestre sans certain titre duquel il se peust commodément & honnestement nourrir & entretenir, par là le titre jadis requis en contemplation d'office, & occasion de la charge auroit commencé à estre rapporté à vn reuenu & profit annuel, & de là (voilà où nous tendons) a prins son fondement l'abus venu iusques à nous, sçauoir que le titre Sacerdotal ne soit seulement entendu de certain titre de benefice, mais encores & le plus communément rapporté au patrimoine temporel, comme si le sainct Caractere de Prestrie, ne demandoit autre titre sinon que celui qui y estoit ordonné eust suffisant reuenu de son temporel patrimoine pour s'en nourrir & entretenir <sup>a</sup>, d'où mesme seroit procedé l'erreur de Gratian, dont nous aurions parlé en quelque part des liures precedents <sup>b</sup>, & encores plus que le titre qu'est requis en la promotion d'un Prestre abusiuement se rapporte au patrimoine temporel, & que plus abusiuement nous regardons au titre le seul reuenu & annuel profit & commodité suffisante aux aliments, estant à present la discipline primitive de l'Eglise à val l'eau en consideration seulement que le Prestre ne soit pauvre : qu'il ait assez pour s'entretenir & viure grasement & tout à son aise en son oisiveté : ce que seul faiet paroistre les mœurs & façons corrompues de ce siecle, auquel mesmes tel qu'il est, a esté mis en difficulté si tel & semblable titre ordonné au <sup>3</sup> Prestre pour estre promu aux sacrez ordres, lequel au temps de sa promotion & au nom & à cause de titre Sacerdotal, il a monstré & faiet apparoir auoir par constitution que son pere ou autre à ce suffisant & capable luy en auroit faiet, pouuoit estre vendu & aliené iustement & irreuocablement.

ce que sembleroit auoir esté nommément decisi & vuidé en nostre France par les Edicts & Ordonnances du Roy Charles neufiesme, sur la plainte des trois Estats à Orleans <sup>a</sup>, par <sup>a</sup> *Artic. 12.* lesquels il est defendu à tous Prelats promouuoir aucun aux <sup>b</sup> *Artic. 13.* ordres par lettres dimissoires sans grande & iuste cause, & à l'ordre de Prestrie qui n'ait attainct l'aage de trente ans, ayant aussi bien temporel ou benefice suffisant pour se nourrir & entretenir, lequel reuenu temporel sera certifié sans fraude comme il y est contenu, & ledit reuenu temporel déclaré inalienable & non subiect à aucunes obligations & hypothèques creées depuis la promotion du Prestre & durant sa vie, l'Archeuesque ou Euesque qui contreuiendra à ceste ordonnance sera tenu de nourrir à ses despens celuy qu'il aura promu à l'ordre de Prestrie, & y sera contraint par saisie de son temporel, iusques à ce qu'il l'aura pourueu de benefice competent: ce qu'a faict que plusieurs suiuant ladicte ordonnance auroient tenu l'immeuble pour tel titre baillé ne pouoir estre saisi, crié, & vendu pour les debtes du Prestre, car autrement seroit directement contreuenir à ladicte ordonnance si fauorablement & à cause de la religion, deuotion, & reiglement de l'ordre Ecclesiastique faicte: laquelle nommément par le bien temporel ou benefice suffisant, aux fins que le Prestre ainsi promu ne soit contrainct deshonnêtement mendier au mespris & contemaement de tout l'ordre Ecclesiastique, & moins transiger sur les fruiets aduenir non escheus aux fins qu'ayant tout despendu ou ioué tout à vn coup, il ne tombe par apres à vne necessité honteuse & miserable <sup>b</sup>, sans ce qu'on puisse faire consequence en cest endroit de ce qu'est allegué & amené de celuy qu'est créé & ordonné administrateur des choses appartenants à la communauté d'une ville ou Cité, pour laquelle Iuriconsulte auroit ailleurs respondu suffire si du temps de creation à ladicte administration, il est & soit trouué capable, idoine & suffisant sans attendre ny considerer si apres tombé en disette ou pauvreté ou autre necessité il auroit vendus & alienez ses biens <sup>c</sup>, pourtant que ceste cause est bien differante de la susdicte, en laquelle les aliments viennent comme pour subiect, & n'estants & demeurants

*b* *Arg. eorum*  
*que noscuntur in*  
*l. de alimentis.*  
*C. de trasact.*

*cl. 2. si eo tem*  
*pore ff. de ad-*  
*minis. rer. ad*  
*ciuita. pertin.*  
*l. sciendum §.*  
*si. ff. qui sa-*  
*tisda. cogan.*

pour la nourriture & entretenement *alimenta sic accipere debemus ut alimenta durent*, que ne peuuent sans que le fonds sur lequel ils doiuent estre prins soit & demeure inalienable tout ainsi que le Iurifconsulte ailleurs auroit dit *versum sic accipimus ut duret versum*<sup>a</sup>, au lieu qu'en la cause susdite desdits administrateurs leur capacité est seulement considerable au temps de leur charge & administration, leur cheute & disette d'apres viennent à estre imputez à des cas fortuits qui ne peuuent estre preuenus par les plus occulez & pouruoyas aux affaires<sup>b</sup>, au demeurant l'ordonance y est toute claire & si ouuerte & euidente que sans directement y contrecuenir on ne la peut<sup>c</sup> bonement escheuer, & si la Cour de Parlemēt de Paris en vn benefice baillé au Prestre pour la nourriture & entretenemēt aux fins de la promotion portee par la mesme ordonnance en a fait iugement prouisionnel au contraire, & tel que ledit Robert amene au lieu cōté cy-dessus outre ce que telle prouisiō se peut reparer en diffinitue il y peut auoir eū au surplus des circonstances qui auroient meu ladite Cour en passer par là, & sur lesquelles l'appointement de contraires qu'auroit esté donné au principal fondees & verifiees comme il faut, ne faut douter aucunement que ladite Cour n'y pouruoye en fin de cause, & pour le bien public & pour la Police Ecclesiastique, & autrement comme elle deura & verra estre à faire suivant, & selonc ladite ordonnance decretz & Canons Ecclesiastiques suivant icelle : sans ce qu'on puisse dissimuler des plus grands & signalez personages auoir tenu, raisonné, & autorisé, & conformément au susdict arrest prouisionnel, scauoir pour l'alienation & hypothèque du fonds baillé & constitué en titre singulierement, que comme ils presupposent les ordonnances n'ont priuilegié les Prestres & Ecclesiastiques que pour raison des meubles, quant aux immeubles & temporels de leurs benefices nullemēt, & que par ainsi il auroit esté prentiz par inlinis arrests, obserué, & gardé ordinairement en pratique, qu'ils les peuuent vendre aliener, hypothéquer, voire estre pris & saisis sur eux pour en estre pouruis par leurs creanciers adjudications de decretz & ventes iudiciaires, mais tout nonobstant leurs raisons & autoritez & rapportans ailleurs qu'à la susdite ordonnance qui est & nommément

a. l. si pater  
§. versum  
de m. rē vers.

b. l. x. d. §. si  
eo tempore.

c. Monsieur  
le Maistre  
Président,  
traicté des  
criées cha-  
pitre 23.



nommément toute expresse, les priuileges des susdits pour leurs meubles estans prins, & venans d'ailleurs, toutes leurs autres raisons & autoritez ayans eu lieu deuant ladite Ordonnance, en vain on employe contre la dispositiue d'icelle, ce que par sa dispositiue, elle auroit non seulement desrogé en partie, mais abrogé du tout. Nous en attendrons plus certaines & asseurees responses des saints Oracles des Temples, tant de ladicte Cour à Paris, que nostre susdite à Tholose, & autres souueraines de ce Royaume, qui tenās en leurs mains la puissance souueraine des iugemēs, qui est le temple d'equité, & l'Oracle d'un tres grand & tres bon Prince, ainsi que des modernes les auroient decorez, <sup>a</sup> nous en pourront donner tel & certain, qu'il n'en faudra plus douter ny autrement superficiellement disputer. Cependant pour l'agencement de ce Chapitre, nous dirons icy, laissant à part les Constitutions faites en tiltre par estrangers, ou liberalitez de tels autres, qui ne deuoient & n'estoient tenus à ce, soit par Droit de legitime, supplément d'icelle ou autrement, qu'il y a eu pour le regard du tiltre, qu'on appelle presbyteral, constitué par le pere à son fils, ou bien par le predecez du pere par son ayeul, es biens duquel il auoit legitime, diuersité d'opinions entre nos Docteurs. Sçauoir, si telle constitution est imputable à ladite legitime ou non, & ne l'estre par ainsi, les deux pouoir estre demandez; du Faur auroit estimé en quelques endroits, <sup>b</sup> pourautant (dit-il) que tel tiltre ne peut estre vendu ny en estre faite transmission par le Prestre, à qui il est constitué à ses heritiers & successeurs, qui est contre la nature de ladite legitime, par les reigles vulgaires du droit, & lequel susdit du Faur a eu des suyans & adherans, mais la pluspart ont trouué fort estrāge vne telle surcharge de tous les deux, sur tel & semblable constituant que dessus, mesme qu'on a accoustumé, le tiltre n'estant constitué au Prestre, que pour sa vie tant seulement, le faire plus grand & large que ladite legitime, laquelle demeure à celuy à qui elle est constituee, & à ses heritiers & successeurs perpetuellement: au contraire ledit tiltre apres le decez de celuy à qui il est constitué, retourne aux heritiers du constituant, l'usufruit baillé en tiltre pour ce regard plus grand, ne leur estant que comme un retranchemēt

<sup>a</sup> Peleus en  
ses Actions  
Foranfes lib.  
8. Act. 2.

<sup>b</sup> In §. fi. de  
moffi. Testa.  
et in si. mā-  
capau. C. de  
collat.

DDDD

ou à leurs heritiers & successeurs de passade : qui auroit esté cause que d'autres & biẽ versez, tãt au Droit Canonique que 8  
 Ciuil, auroient estimé que l'opinion susdite pourroit auoir lieu, quand ledit tiltre est & se trouue cõstitué par le pere ou autre ascendant en certaine & viagere pension: mais quand il est constitué en immeuble, ainsi qu'a accoustumé ce faire aujourd'huy communément, tel tiltre venir à estre imputé à la legitime, & peut-estre vendu & aliéné, suyuant vne glose Canonique communément à ces fins alleguee, <sup>a</sup> nommément par feu Fernand, <sup>b</sup> où il atteste auoir veu en la Cour du Iuge d'Appeaux ciuil de Tholose, auant qu'elle fust vnice au Seneschal, comme elle est à present, les alienations & venditiõs des immeubles constituez en tiltre approuuees & confirmees, quelque chose qu'autremẽt la constitution dudit tiltre pour ce regard portaist, mais c'estoit toujours deuant ladite ordonnance, qui semble nommément & expressement porter reiglement & police tout au cõtraire: Ce que presuppolé, cõme fust ainsi qu'un païsant du païs du haut Quercy, dans la Chastellenie de S. Cere, au Viscomté de Turenne, en l'an 1562. eust constitué tiltre Presbyteral, à vn sien fils qu'il vouloit faire pourueoir à l'ordre de Prestre, cõme il fit apres, l'ayãt pourueu sa vie durant de certains immeubles, qu'il auroit presque tous vèdus & alienez, apres plusieurs & diuers creanciers enuers lesquels il se seroit endebté, le pere predecédé audit Prestre, & iceluy Prestre mort apres, voicy contètion & different entre les heritiers & successeurs du pere, freres dudit Prestre, contre les tenanciers & possesseurs desdits biens immeubles vendus, lesdits freres les vendiquẽt, comme à eux aduenus & appartenans, par le decez de leur feu frere, qui n'en estoit que fructuaire sa vie durant: Au cõtraire lesdits tenanciers & possesseurs excipãt que leurdit feu frere tenoit & iouissoit lesdits biens, cõme vray seigneur & propriétaire d'iceux, luy tenant lieu de legitime telle qu'il auoit és biens dudit constituãt leur pere, & sur ce faite contestation deuant nous, cõme Iuge ordinaire de S. Cere, que nous estions pour lors, singulierement sur ce que lesdits heritiers posoient & mettoient en fait, que lesdits immeubles valoient & montoient beaucoup plus que la legitime que leurdit feu frere auoit és biens paternels, qui

<sup>a</sup> Glo. in ca.  
 tuis questio-  
 nibus de pre-  
 ben. ex.

<sup>b</sup> In repeti-  
 tis quartan  
 articu. 3. de  
 legit. num.  
 23. in fi. ff.  
 ad leg. falsc.

n'estoit que de 12. parties vne, attendu le nōbre de quatre enfans que leur dit feu pere auroit au tēps de son decez, lesdits tenanciers repliquans quant à ce que nonobstant tout ils faisoient à relaxer, s'arrestans seulement à l'imputation de ladite legitime, surquoy le procez appointé en droit & produit respectiuelement par les parties, aurions ordonné, qu'auant dire droit, seroit faite estimatiō de ladite legitime, sur tous & chacun les biēs dudit feu pere, compris lesdits immeubles baillez en tiltre audit feu Prestre, & ce qu'autremēt faisoit à comprendre en iceux, au temps du decez dudit pere, & ce, par experts, dont les parties conuiendroient, autremēt par nous en seroiēt prins d'office, par lesquels aussi seroit faite estimation de la valeur desdits immeubles, constituez en titre par lesdits defendeurs tenus & possedez, pour apres de ladite estimation de legitime desduites les charges que de droit, dont lesdits demandeurs pourroient faire apparoir, & à ces fins remettre & produire ce que bon leur sembleroit dās le delay à eux donné, estre dit droit, despens reseruez: de laquelle sentence lesdits defendeurs & tenanciers auroient releué appel au Iuge Seneschal du Viscomté de Turenne de certain appointemēt, duquel sans autremēt toucher au principal appel, releué par lesdits heritiers & successeurs dudit feu pere deuant le Seneschal de Quercy, au siege de Martel, tant procedé deuant luy, que par sa sentence il auroit cassé nostredite sentence, & retenu la cause, en laquelle il auroit relaxé lesdits tenanciers & defendeurs des fins & conclusions desdits demādeurs, & sans despens iugeant par là que le titre Presbyteral, constitué en immeubles, par le pere ou autre ascēdāt tenu pour legitime, à celuy au profit duquel ladite cōstitution est faite, estoit imputable à ladite legitime, & par ainsi inalienable, nō seulement iusqu'à concurrence de ladite legitime, comme nous auions desia preiugé par nostre sentence, mais encores entierement, ores que les immeubles excédassent la valeur & estimation de ladite legitime, de laquelle sentence dudit Seneschal lesdits heritiers & successeurs auroient releué appel en la Cour, où le procez porté sur le poinct de cōclure en iceluy, les parties auroient compromis, au dire de leurs Aduocats, és mains desquels ayant remis le procez, se trouua par apres perdu

*a in l. No-  
fencius ff. de  
Negot. gest.*

& esgaré, tellement que sur les lieux les parties par accord auroiēt esté contraintes à ceste occasion faire diuiser le bien contentieux par moytié, à la façon vrayement des rustiques, telle qu'en quelque part Accurse l'appelle <sup>a</sup>, & voila comme l'affaire est demeuré indecis, que ien'auroy voulu oublier, en attendant l'occasion d'en voir & entendre vn iugement definitif, ce que nous en auons dit suffisant, pour le present, à la fin de ce Chapitre.

CHAP. LXXXIII.

- 1 *Donations en absence des donataires, les Notaires stipulans pour eux, commencent d'auoir leur effect du temps qu'elles auroient esté acceptees.*
- 2 *Surquoy se trouuent plusieurs opinions & arrests en ce sur ce qui en despend, contraires, que feu Papon auroit tasché d'accorder, & comment.*
- 3 *Qu'est le propre & naturel suiet d'un iugement de Legislateur.*
- 4 *Neque deditionem, neque donationem sine exceptione intelligi posse.*
- 5 *Difficulté de Charondas, touchee, raisonnee, & examinee en l'hypothese par luy mise & narree.*
- 6 *Comment nous aurions tousiours estimé deuoir auoir lieu & proceder l'ordonnance de l'acception des donations y mentionnee, avec les circonstances sur ce dessus y amenees.*



*b François  
1. des pu-  
blices 1539  
artuel. 133.*

1 *Si* ladite ordonnance concernant le tiltre Sacerdotal des Ecclesiastiques sur l'observation & entrete-  
nement d'icelle auroit engendrees des difficultez:  
de mesmes, & non moindres, en auroit apportees  
celles-là qui concerne les donations en absence des dona-  
taires, les Notaires stipulans pour eux <sup>b</sup>, qui est dit commen-

cer leur effect du temps qu'elles auront esté acceptées par les-  
 dits donataires, en la presence des donateurs & des donatai-  
 res & insinuees, comme il estoit dict au precedent article au-  
 trement, dict la mesme ordonnance, elles seroient reputées  
 nulles, encores que par les lettres & instrumens d'icelles y eust  
 clause de retention d'usufruit, ou constitution de precaire,  
 dont ne s'ensuiura aucun effect, sinon que depuis lesdites ac-  
 ceptations, ou insinuations auront esté faites comme dessus:  
 c'est vne Loy viue, & si claire & parfaictement exprimée, &  
 laquelle, comme disoit Aristote en quelque part <sup>a</sup>, vient à <sup>lib. 2. Re-</sup>  
 expliquer en sa dispositiue, tout ce qui se pouuoit & deuoit <sup>thoric. ad</sup>  
 expliquer pour icelle, & s'il en y a aucune qui ait laissé moins <sup>Theod.</sup>  
 à suppléer aux Iuges, on peut iuger que c'est la susdite: il estoit  
 question auparavant icelle, à sçauoir mon si la donation faite  
 à vn absent le Notaire stipulant pour luy, pourroit estre reuo-  
 quée deuant l'acceptation faite par le Notaire mesme, les  
 vns penchans d'un costé, & les autres de l'autre: estoit aussi te-  
 nu pour vne maxime & Theorique vniuerselle aprouuée par  
 la pratique de tout le monde, le Notaire pour raison de son  
 office, pouuoir stipuler pour autrui, & en l'absence & ignorā-  
 ce d'iceluy, auquel par ce moyen il acquiert droit & action  
 sans aucune cession <sup>b</sup>: mais tout cela demeure vuidé par la-  
 dite ordonnance, qui en parle clairement & ouuertement, met-  
 tant la coignée à la racine, pour ce regard: en sorte que d'estri-  
 uer au contraire, raisonnant & amenāt les authoritez des an-  
 ciens, auparavant ladite ordonnance: cela semble approcher  
 quasi comme à vne dispute de *principali iudicio*, qui vient à tom-  
 ber en crime de sacrilege <sup>c</sup>, dont non sans cause se trouuent <sup>b Barto. Et</sup>  
 2 & lisent des arrests sur ce cōtraires, non seulement de la Cour <sup>omnes in l.</sup>  
 de Parlement de Paris, mais encores de nostredite Cour à <sup>stipulatione</sup>  
 Tholose, & autres souueraines de ce Royaume. Feu Papon en <sup>ista §. si sti-</sup>  
 son dit Recueil en auroit apporté trois, qu'il tasche d'accor- <sup>puler. ff. de</sup>  
 der & concilier ensemble sur la qualité de l'age des donatai- <sup>verba obli-</sup>  
 res, à sçauoir majeurs & mineurs, pour ceux-là procedāt l'ar- <sup>ga. Bald. in</sup>  
 rest solemnel par luy allegué <sup>d</sup>, par lequel vne donatiō faite <sup>l. Cajus 30-</sup>  
 entre vifs à vn absent, sans acceptation de Procureur & No- <sup>ius ff. de v-</sup>  
 taire, auroit esté declarée nulle, pour ceux cy autre arrest en la <sup>sur. late Mo-</sup>  
 tierce Chambre des Enquestes audit Paris <sup>e</sup>, par lequel vne <sup>lineus Conf.</sup>  
<sup>60. num. 9.</sup>  
<sup>10. 11. Et</sup>  
<sup>sequer.</sup>  
<sup>c l. 3. C. de</sup>  
<sup>crimi. sacri-</sup>  
<sup>le.</sup>  
<sup>d en son dit</sup>  
<sup>Recueil de</sup>  
<sup>l'an 1601.</sup>  
<sup>arrest 10.</sup>  
<sup>c arrest 8.</sup>  
<sup>audit titre.</sup>



a audit Re-  
cueil, ar-  
rest 12.

b *Argu. C.*  
*Continuus*  
*§. cum is aff.*  
*de verbo*  
*oblige.*

c *l. absent.*  
*ff. de dona.*

donation faite à vn absent, le Notaire stipulant & acceptant pour luy, auroit esté iugée bonne & valable, & que par la retention du susdit frui& faite par ledit donateur, pour lors de ladite donation, le Notaire stipulant & acceptant pour le donataire absent, estoit transferee la possession à iceluy, encores qu'il n'eust rié sceu d'icelle donatiō, sinon apres le decez dudit donateur, neantmoins que tel donataire pouuoit dans l'an & iour apres le decez dudit donateur intercomplain- te par le moyen d'icelle possession ainsi transferee: apres lesquels deux arrēsts il en allegue vn autre, circonstrātié toutes- fois en la personne desdits majeurs, comme l'on pourra voir & lire <sup>a</sup>, & de là pourra estre colligé, iusques à quoy se peut estendre & rapporter ce que le mesme susdit Philosophe dit en autre endroi& du mesme liure, entre autres choses celle- là estre des plus grandes, que le iugement du legiflateur a son 3  
propre & naturel subiet, *non de singulis, nec de presentibus, sed de vniuersalibus & futuris*, ou au contraire les Iuges & Magistrats quels qu'ils soient font iugement des presens & affaires, pour leur regard certains & determinez, d'où vient (non pas comme le mesme auroit conclud & inferé, que par ce moyen pour aimer & hayr, la propre volonté ou douleur vienne à ombrager & offusquer le iugement): mais comme nous as- seurons & resoluons en nous mesmes que les circonstances singulieres resultans des affaires singuliers, & d'un chacun d'iceux, font que le mesme iugement n'est fait si delicate- ment & exactement, qu'il doie estre subiect à reprehension, *sed habita ratione temporis, etatis, sexus, valetudinis* <sup>b</sup>, au demeu- rant tendant au principal tousiours-là, qu'il soit fait & trai- cté meurement, approchant le plus prés qu'il est possible des fins & intentions des legiflateurs: & qu'ainsi soit, est cer- tain de Droit Ciuil & plus ancien, la donation n'auoir peu autrement estre faite à vn absent, que si le mesme eust receuë & prins la chose à luy enuoyee, ou bien la sçachant deuers luy, & qu'en tel estat luy ayant esté donnee, il auroit reconnu la liberalité du donateur <sup>c</sup>, pour autant que donation ne peut estre dite sans acceptatiō d'icelle, qui est ce que les Grecs auroient entendu & voulu dire, sçauoir *donationem factam non ualere*, tout ainsi que Cujas auroit doctement à

son accoustumee discouru en quelque part <sup>a</sup>, & par là Ciceron auroit laissé par escrit la cause dont il parle de ce Mancin Romain se pouuoir defendre <sup>b</sup>, *Quod deditus non videtur, quoniam non esset receptus: nam (inquit) neque deditioem, neque donationem, sine acceptione intelligi posse*, ce qui estoit gardé & entreteu auparavant ladite ordonnance en toutes donations, lesquelles n'estoient valables deuant l'acceptation, ainçois de nul effect & valeur, pour autant qu'il y estoit requis & necessaire que l'absent à qui auoit esté donné pour estre fait seigneur des choses à luy donnees, sceust icelles luy auoir esté donnees, ce qui ne se pouuoit faire sans ladite acceptation, qui estoit expressement induite, ou par fiction, constitution de precaire, ou autrement imaginaiement par clauses translatiues qu'on appelle de possession, & iusques-là qu'il n'y a pas manqué de Docteurs & Interpretes du Droit civil, lesquels auroient tenu que la donation faicte à l'absent venoit à estre esteinte & esuanouye, si le donataire mouroit auant que l'accepter, tout ainsi que le sieur Charondas en quelque part auroit annoté en seldites Responses <sup>c</sup>: pour à quoy obuier, seroit suruenue entre nous ladite ordonnance, qui auroit comme mis fin à toutes altercations & controuerfes que pour raison de ce s'en pourroient ensuiure, cōme il peut estre veu & cognu par la lecture de la dispositiue d'icelle en propres termes, lesquels auroient esté suiuis par quelques-vns des arrests susdits qu'on a voulu interpreter entre majeurs, entre lesquels ce nonobstant a esté faite la difficulté que le susdit Charondas au susdit mesme lieu auroit touchée & raisonne en l'hypothese qu'il y met & narre, sçauoir d'un qui auoit donné à son frere absent, le Notaire stipulant pour luy avec les clauses de retention d'usufruit & constitution de precaire, & faict insinuer la donation, depuis il auroit fait & constitué plusieurs debtes & rentes, & ledit frere en presence du donateur, & des mesmes Notaires, accepté la donation, & ratifié l'acte d'insinuation, à laquelle auroit comparu un Procureur, se disant auoir charge de luy, cōbien qu'il n'en eust aucune, ny mandement & procuratio, le donateur mort, le frere estant entré en la possessio & iouissance des heritages donnez, & poursuiuy en action personnelle & hypothecaire

<sup>a</sup> obser. lib. 12. ca. 28.

<sup>b</sup> in topic.

<sup>c</sup> lib. 6. artic. 47.

à la requeste des créanciers, enuers lesquels le donateur s'estoit obligé auant l'acceptation faicte par le donataire: il allegue pour defenses que la donatiō à luy faite precede l'obligation des demandeurs, & mesmes l'insinuation d'icelle, & quant à l'acceptation, ores qu'elle n'ait esté par luy faite expressement auparauant lescdites obligations, toutesfois qu'elle a esté taissiblement faite par son Procureur, present & assistât à l'insinuation que le donateur son frere en auroit fait faire: tellement que par la ratification qu'il en auroit faite, portee en arriere, au tēps de ladite donation, cōme s'il y auoit eu procuration expresse, il semble estre, & demeurer satisfait à ladite ordonnance ciuilemēt & humainemēt entēduē & interpretee, bien qu'autrement la prenant à la lettre, vient à abatre tout ce que pourroit estre dit & allegué, d'autant que par icelle l'acceptation estant necessaire pour la validité de la donation, il la faudroit tousiours iuger estre de l'essence d'icelle, pour y estre deux parties, le donateur & le donataire, afin que la donation soit parfaite, & quant à l'insinuation, ladicte ordonnance jointe avec la precedente, requiert non seulement l'acceptation, mais encores l'insinuation, à laquelle seroit subiecte ladite acceptation, aussi bien que la donation: ce qui n'auroit esté fait audit cas & hypothese susdite, sans autrement s'arrester à la presence du pretendu Procureur du donataire, tant pour ce qu'il n'auoit procuration ne charge de luy, que parce que l'acte qu'il faisoit estoit limité, à sçauoir pour vne insinuation faite à la requeste du donateur, & non pour faire l'acceptatiō pour le donataire, qui sont les principaux fondemēs pour lesquels ledit sieur Charondas auroit estimé ce differēt se vuidier par la susdite ordonnance, par laquelle sont declarées nulles telles donations non acceptées, ores qu'il y eust clause de retētion d'vsufriūt, ou de constitutiō de precaire: ce que nous aurions tousiours estimé deuoir auoir lieu, & proceder en l'hypothese simple & pure au mesme chapitre, & que nous auons expressement cy dessus en ces propres termes prescrite, en laquelle nommément s'agissoit contre des singuliers tenanciers & possesseurs, ayans droit & cause du donateur, ou autrement ses creanciers auant ladite acception, & encores icelle non insinuée, & l'insinuation procuree par le donateur

donateur mesme, celuy qui y auroit assisté pour le donataire n'ayant charge, mandement, ny procuration d'iceluy. Car c'estoient vrayemēt des nullitez qui ne pouuoient estre couuertes ny dissimulees, pour supplier & induire vne acceptation, telle que la susdite Ordonnance requiert & demande contre les susdits, *qui certabant de damno vitando*, contre vn donateur qui auoit fait luy-mesmes insinuer au desceu mesme du donataire, quelque Procureur qu'on eust supposé pour luy, & encores contre le mesme donataire, qui auoit monopolé, & qui colludoit ouuertement avec le mesme donateur, à la ruine des pauures creanciers, qui estoit vn vray & pur affrontement de tous les deux. Car autrement & en la mesme hypothese le donataire en sa presence, ou par procureur spécialement fondé eust fait ladite insinuation, & qu'il eust apparu de ladite presence d'iceluy donataire, ou de procuration & charge expresse d'iceluy à sondit procureur, on ne pourroit nier ny dissimuler que par ceste insinuation il n'y eust taillible acceptation, & encores tailliblement insinuee par la demande & poursuite du donataire, ou de sondit procureur à ce expressement fondé, & que du iour & datte de ladite insinuation, la donation ne vienne à prendre son fondement & validité parfaicte. Si qu'apres en l'acceptant pardeuant Notaires & tesmoins, si iamais la ratification ou autre acte equipolant fut iugé retourner arriere, au commencement de l'acte, & auoir esté present à iceluy, c'est au cas susdit, ainsi que nous l'auons circonstancié, l'Ordonnance pour ce regard faisant à entendre, que sans l'acceptation la donation faite à vn absent est nulle, mais apres ladite acceptation, elle prend telle force, qu'il conuient retourner au temps d'icelle, pour son effect dépendre principalement de la volonté & disposition du donateur, iointe l'insinuation faite auparavant lesdites obligations, qui est plus requis, tant par ladite Ordonnance, que celle de Moulins, pour la fermeté & validité des donations, ioint mesmes que comme auons dit és liures precedens, l'insinuation est faite principalement pour par ce moyen publiant les donations, ceux qui auroient ou voulu auoir affaire avec le donateur, en estre aduertis & certifiez, pour & aux fins de negocier plus auiséement, cautement &

sagement avec luy, & s'y garder d'envelopper plus avant qu'il ne faut: Ce que lesdits creanciers pour ladicte insinuation deuement ainsi que dessus faite, peuuent auoir sçeu & preueu, & par ainsi rendus inexcusables par ce moyen, d'une telle folle-enchere, qui vient iustement à tomber sur leur teste, n'ayant moyen d'opposer audit donataire le defect d'acceptation, comme au cas susdit & premier, que le donataire auroit faicte valablement, & suyuant l'intention de ladite Ordonnance, s'estant gardé par ce moyen d'estre prins & envelopé es rets & filets d'icelle: & ainsi à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes en l'hypothese susdit, & comme elle est en dernier lieu coërtée, auroit esté iugé au mois de Septembre 1595. que ie n'ay voulu oublier icy, pour y auoir esté quasi comme semonds par ledit Charondas, discourant le faict que dessus, comme il auoit esté par luy posé.

---

CHAP. LXXXV..

1. *Les Cours de Parlement les ames du Conseil publique, les merueilles du monde, & les ports asseurez de la liberté.*
2. *Donation faicte à un enfant, ne pouuant parler ny entendre l'acte qui se fait pour defect d'acceptation, non sujette à nullité.*
3. *Ce qui auroit esté estendu par ladite Cour à Tholose iusques aux mineurs de 25. ans, qu'elle auroit accoustumé releuer tousiours de tel & pareil defect, en entherinant les lettres à ces fins impetrees.*
4. *Ce qui reçoit declaration, pourueu que les donations soient faictes serieusement de bon gré, franche & liberale volonté des donateurs, & comment.*





**P**AR ce que nous aurions dict & touché au chapitre precedent, touchant plusieurs & diuerses circôstances, au moyen desquelles les Iuges où elles tombent & viennent à escheoir se peuuent dispenser & releuer de la rigueur & subtilité d'un droit trop exacte & prefix, singulierement les Cours de Parlement, qui sont les ames du conseil publique, les merueilles du monde, & les ports assurez de la liberté cômune, si nous est loisible d'attribuer auidites Cours generalement ce qu'un des modernes auroit dit de ladite Cour à Paris, premiere & principale de ce Royaume <sup>a</sup>, nous en amenerons vne hypothese en ce mesme chapitre concernant ladite ordonnance, sçauoir de la qualité d'un enfant, auquel la donation auroit esté faicte, ne pouuant parler n'entendre l'acte qui se faict, & lequel partant ne l'auroit peu accepter, laquelle donation au susdit enfant, contre la rigueur de ladite ordonnance, par vne humanité & equité singuliere ne sera sujette à la nullité d'icelle: ains trouuee bonne & valable, ladite Cour à Paris l'ayant ainsi prejugé par arrest vulgairement appellé l'arrest de Croset, que ledit Charondas mesme recite au lieu en la marge cotté <sup>b</sup>, pour ce regard nostredite Cour à Tholose, n'y ayant iamais fait difficulté, ainsi que nous aurions veu & entendu en la grand Chambre, mesmes au rapport de feu monsieur Sabatery, Sr de la Bourgade, de Cargas, & d'Aufonne, Conseillers en icelle, & ce non seulement pour vn enfant qui est nay au temps de la donation: mais encores en faueur de celuy qui n'est pas nay, car bien que de droit donation faicte à vn qui en est ignorant & lequel n'y consent, ne puisse valoir, suffit toutesfois par vn tel enfant que dessus, nay ou à naistre, qu'il y ait quel qu'un qui la face pour le donataire, comme pour vn enfant le Notaire qui peut stipuler & accepter à sa contemplation, bien qu'en faueur d'autre & generalemēt, cela ne soit releuant ny suffisant par ladite ordonnance, à ce propos estant prins ce que l'Empereur Constantin auroit ailleurs rescrit à vn Proconsul d'Afrique <sup>c</sup>, qui vouldra (dit-il) donner à vn enfant qui ne peut consentir, ny auoir cognoissance de ce qui luy est commode, doit despescher cela deuant vn Notaire, & par

<sup>a</sup> Peleus eas  
les actions  
Forenses  
liu. 8. act. 1.

<sup>b</sup> liu. 6. ch.  
88. de scld.  
Resp.

<sup>c</sup> l. si quis in  
emâcipatum  
C. de donat.

ladite donation, laquelle n'auroit valu, encores que le donataire n'ait pas voulu estre heritier, parce que telle donation, *clandestinitate affectata suspecta est*, & à plus forte raison, il dit y ayant coustume, par laquelle donner & retenir ne vaut, s'en remertant à ce qu'il en auroit dict sur les Coustumes de Paris, où le pourront voir ceux qui en desireront dauantage.

---

CHAP. LXXXVI.

- 1 *Prejugé contre la cause pie, au fait de la fondation d'une Chapelle de ladite Cour de Parlement à Paris.*
- 2 *Ce que mal-aisément pourroit estre obtenu, semblable prejugé, suivy en ladite Cour de Parlement, audit Tholose, pour les raisons, en passant sommairement y amenees.*



Ov s adiousterons à ce dessus, que bien que les faueurs des mineurs soient grâdes, gardees, & practiquees esdites donatiōs, en leurs faueurs faites cōtre toutesfois la susdite ordonnance, se rapportant aux majeurs, ce neantmoins bien que les faueurs del'Eglise es causes pies, la concernās ne puisse deuoir de reste aux susdits, ainçois icelles seconder pour le moins, se trouuant toutesfois (si ce que des plus modernes ont rapporté est veritable <sup>a</sup>) la dite Cour de Parlemēt de Paris en auoir fait prejugé tout au contraire, au fait de la fondation d'une Chapelle en vne Eglise, fondee par vn oncle, en cōsideratiō de deux nepueux qu'il vouloit en fussēt pourueus successiuemēt, pour leur seruir de titre: & pour dotter ladite Chapelle, auoir donné quelques siēs heritages, & apres auant toutesfois que ceste donation fust acceptee, reuoque partie de ses heritages donnez qu'il auroit transferez par autre donation à quelques pauvres parēs, entre lesquels estoit vn qu'il nomme Galesson, lequel se seroit porté pour appellant du decret & emologation faite par l'Euesque pour le tout, à la poursuite d'un Chapellain, & par ces moyens disoit que le defunct donateur auroit peu reuoquer

<sup>a</sup> Peleus, li-  
ure 2. des  
Actiōs Fo-  
renses.  
Act. 5.

EE Ec iij

la donation auparavant qu'elle fust acceptee par l'Eglise, estât certain que telle & semblable donation estoit imparfaite auparavant l'acceptation, parce que nous auons cy dessus touché, que quand il y auroit eu aucune obligation du defunct deuant l'acceptation, ce que non, telle obligation auroit esté personnelle, & nullement réelle, pour concerner ses heritages, lesquels ayant esté donnez à ses pauvres parens, & acceptez par eux leur deuoient demeurer au moyen de telle & semblable acceptation, leur ayant esté acquis droit irrevocable en iceux. Au contraire, par ledit Chapelain estoit remonstré qu'il y auoit grand difference entre vne donation ordinaire, faite à des priuez & particuliers, quelque pauvreté que ils puissent prétendre, & vne donation faite à Dieu, autheur & donateur de tous biens, auquel ce qui est vne fois promis & voué doit sortir effect, la seule & simple volonté de donner à Dieu, se deuant effectuer sans repétance, retractement ou reuocation <sup>a</sup>, sans qu'à ce peut estre mis en jeu le susdit défaut d'acceptation, laquelle en cest endroit n'estoit nullemēt considerable, d'autant que Dieu estant par tout, & voyant toutes choses, fait aussi tost l'acceptation des bones volontez de ceux qui le seruent & honorent, qu'ils les ont publiques & declarees: à quoy estant repliqué que cela auoit lieu en la conscience du donateur, pour icelle obliger enuers Dieu, & par ainsi, *iure poli, non iure fori*, comme il est dit ailleurs, pour le regard duquel dernier vne donation parfaite & accomplie faisoit tousiours à preferer à vne simple pollicitation faite à l'Eglise, sans aucune autre acceptatiō, laquelle faut qu'elle interuienne par forme expresse, pour le moins taicce, ou equipolante comme dessus: conformément à quoy est rapporté par arrest de ladite Cour à Paris, du 23. Decembre 1598. la reuocation de ladite donatiō en partie auoir esté declaree bonne & valable, & les parēs legataires maintenus: ce que mal-aisémēt pourroit estre obtenu de nostredite Cour de Parlemēt à Tholose: tant par la faueur de l'Eglise que du vœu, comme faict en icelle à Dieu par le defunct, l'obligation duquel auroit esté telle & si entiere, qu'il l'auroit & pouuoit trāsmettre à ses heritiers <sup>b</sup>, le fondateur mesme que dessus, tant s'en faut qu'il peust reculer de sadite volonté, qu'il auoit peu estre cōtraint

<sup>a</sup> l. 2. ff. de pollicita.

<sup>b</sup> l. 2. in fi. ff. eadem.

à l'accomplir, suiuant ce qui en est ailleurs decisi<sup>a</sup>, & encores<sup>a l. 3. ff. codic.</sup>  
 és choses nō tant fauorables, que la susdite fondatiō de Cha-  
 pelle, voire autant reculees & distātes que la terre du Ciel: ce  
 que nous remettrons avec tout le surplus aux iugemens de  
 la consciēce d'un chacū, aidez de la cōstitution de Zenon<sup>b</sup>, <sup>b l. si qui  
 donauit C.  
 de Sac. Eccl.</sup>  
 aux cas de laquelle est telle, ou semblable fondation que des-  
 fus, la faueur de laquelle faict que la donation ou promesse  
 faicte, *donandi animo κατὰ νόμον valeat*<sup>c</sup>, par tant & tant de<sup>c Cuiac. lib.  
 12. obs. c. 28.</sup>  
 beaux lieux qu'on pourroit apporter des sacrees Escritures,  
 & des saints Docteurs qui les ont expliquees & interpretees,  
 nous contentant pour le present en auoir dit & touché com-  
 me en passant ce que dessus.

C H A P. LXXXVII.

- 1 Offres faites à receuoir toutes & entieres, sans les ciZail-  
 ler & diuiser en aucune façon.
- 2 Raisons & authoritez y amenees.



OVT ainsi qu'és affaires des parties, quād elles vien-  
 nent à entrer en offres, il les faut suiure toutes & en-  
 tieres, ou bien les refuser & rejeter de mesmes, sans  
 les diuiser aucunement, & ce faisant en prendre vne  
 partie, & laisser l'autre<sup>d</sup>, ainsi que par arrest de Paris auoir  
 esté prejugé. Feu Papon en sondit Recueil auoit rapporté<sup>e</sup>, <sup>d l. cū queri-  
 tur ff. de ad-  
 mino. tuto.  
 e tit. d'of-  
 fres & d'ac-  
 ceptations,  
 arr. 1. & 2.</sup>  
 dattant leldits arrests du 7. Mars 1529. & 2. d'Octobre  
 1582. de mesme en est-il des acceptations susdictes de dona-  
 tions qu'il faut que soient acceptees du tout, ou repudiees  
 entierement, & par ainsi cōme vne mere eust fait à son fils do-  
 nation d'un Chasteau de 400. liures de rente, & de tous ses  
 meubles, le fils donataire voyāt qu'acceptāt leldits meubles il  
 se chargeoit des debtes qui mōtoiēt plus que leldits meubles  
 ne valoiēt, pour le regard d'iceux, qui faisoient le 3. chef de la-  
 dite donatiō, viēt à repudier icelle au reste l'accepter, ce qu'e-  
 stant debatū par ceux à qui il appartenoit, & que tel & sembla-  
 ble donataire ne pouuoit en partie accepter, & en partie non, f titre des  
 donations,  
 par arrest de Paris, du 1. de Decembre 1538. fut dit qu'il seroit  
 tenu l'accepter ou repudier de toutes parts: ledit feu Papon  
 ainsi l'attestāt en sondit Recueil<sup>f</sup>, à quoy nostre dite Cour à  
 eueil.

a ff. de  
Iure patro.

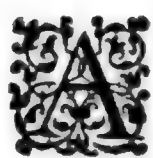
b Argu. l. cū  
qui s. ff. de  
his que ut in-  
dig. Aufe.  
c titre de  
euctiō, ar-  
rest 3.  
d titre des  
garandies  
& euctiōs  
arrest 16.

Tholose nous presens & assistās, se seroit cōformee plusieurs  
& diuerfes fois, mesmes pour lesdites offres, au rapport de feu  
monfieur Donjac, au procès de Laynadier, contre Solaneto,  
& au nostre au procès de Velhard contre Velheres, dont aux  
liures precedens auons fait en quelque part mention, nous  
n'y ayās veu iamais faire difficulté, quelque chose qu'on peust  
amener, & que par l'appellation d'une sentence, laquelle con-  
tient plusieurs chefs, en peut estre appellé d'un & acquiescé  
de l'autre, & par mesme moyē confirmer en partie, & en l'au-  
tre partie infirmer <sup>a</sup>, pour autant qu'il y a grand difference,  
entre vne sentence & vne appellation d'icelle, qui sont actes  
iudiciaires, interuenans en iugement contradictoire, & in in-  
uitos; & les donations qui dependent de la volonté des dona-  
teurs, qui fait la Loy entiere & inseparable de la donation qui  
s'en ensuit, avec l'acumulation de tels chefs que bō leur sem-  
ble, des vns la plus-part, pour releuer, aider & supporter les  
autres, qu'il faut qu'ils soient acceptez ainsi, & cōme ils y sont  
disposez, par le mesme donataire, ou autrement entierement  
repudiez, la raison du Droit ne pouuant induire en cest en-  
droit, & moins tollerer ny permettre aucune diuision de vo-  
lonté <sup>b</sup>, joint ce qu'on peut tirer pour ce regard quant aux  
sufdits offres de feu monfieur du Luc en son Recueil, où il en  
amene arrest, prejugant le mesme que les sufdits, que pour-  
ront voir ceux qui en voudront prendre le loisir <sup>c</sup>, si mieux  
ils n'aiment auoir recours audit feu Papon, qui auroit para-  
phrasé entieremēt l'arrest dudit du Luc, en sondit Recueil <sup>d</sup>.

## CHAP. LXXXVIII.

- 1 Hypothese particulier narree, avec la sentence sur icelle  
intervenue, & arrest de la Cour de Parlemēt audit Tho-  
lose, confirmatif d'icelle.
- 2 Arrest de la Cour de Parlement de Paris, semblant con-  
traire au susdit, de plus pres raisonné & examiné.





N bon homme vieux d'Eglise, & vray preud'homme du temps passé, ayant assez bien de quoy, mesmes en cedulles, obligations, rentes volantes, & autres papiers & traficques des biens de ce monde, n'ayant qu'une sœur ja aagée de mesme que luy & vefue, n'ayant point d'enfans, la fait son heritiere vniuerselle, & luy substitué apres son deceds en tous & chacuns ses biens, droicts, noms & actions, vn sien nepueu propre qu'il auoit, fils de feu son frere, qu'en son viuant il tenoit la plus-part du temps avec luy: Si auroit par mesme testament defendu tout inuentaie, reddition de compte, prestation de reliqua, & tout autre caution qu'on luy pourroit demander: A occasion de quoy seroit aduenü que le testateur decede en ceste volonté, ladicte heritiere iouyssant au moyé de ladite institution de tous & chacuns les biens d'iceluy testateur, elle se seroit mise à leuer les debtes, prendre argent du prix des rachapts, & autrement en vser & disposer sans aucune description comme bon luy sembleroit: Dont aduertý ledict nepueu substitué, la fait conuenir par deuant nous comme Iuge ordinaire de Sainct Cere: aux fins qu'elle fust tenue faire inuentaie ou description generale de tout, & à ce qu'elle fust tenue bailler par declaration tout ce qu'elle auoit receu des rachapts, du principal des debtes leuez & où elle auoit le tout employé: neantmoins aussi bailler caution suffisante du remploy ou de les rendre: A quoy elle auroit insisté veu les prohibitions pour ce regard audit testament contenues, ausquelles elle se tenoit & fondoit son relaxe. Surquoy les parties ouyes appoincté en droict par nostre sentéce chose dicté ou alleguee au contraire non obstant, auroit esté par nous ordonné que ladicte heritiere bailleroit par declaration, & en feroit comme description generale de tous & chacuns les meubles de l'heredité, droicts, noms & actions du feu testateur, ensemble de tout ce qu'elle en auroit receu, leué & exigé, & où elle l'auroit employé, le tout sans preiudice de ses droicts & sans rien desplacer, & à la charge de bailler bonnes & suffisantes cautions au cas que de droict, aux despens toutesfois du demandeur, lequel ayant appellé de nostre dite sentence n'y eut plustost acquiescé, que ladite partie en releue appel au Seneschal parti-

a Titre d'in  
ventaire, Ar  
rest 4.

culier siege de Martel, où le procès porté & conclud nostre dite sentence auroit esté confirmee avec despens. De rechef appel en la Cour où de mesme le procès porté & conclud, Arrest de l'an 1561. au Rapport de feu Monsieur Merlet, nostre dite sentence auroit esté confirmee avec despens & sans amende & pour cause : le quel susdit Arrest bien qu'il semble contraire à autre de la Cour de Parlement de Paris, qu'en telle & semblable hypothese pour lesdites cautions, auroit deferé à l'Ordonnance du testateur, dont l'observance estoit privilegee comme chose due pour le dernier soupir par les lieux assez vulgaires, & encores à la peine qui y estoit apposee, sous laquelle inventaires & cautions se peuvent interdire, ainsi qu'est plus à plein raisonné & autorisé par feu Papon qui en auroit fait recit en son Recueil : <sup>2</sup> Toutesfois bien que contre les pauvres, l'hypothese en estoit differente par ce qu'en celle-là y avoit substitutiō seulement des immeubles qui ne pouvoient perir, & que les biens immeubles ainsi que l'on pretendoit, consistoient en rentes rachetables, & qui journellement se rachetoient, ladite heritiere au testament y mentionné, recevant l'argent sans le remployer; Ladite Cour à Paris par son Arrest auroit pensé y avoir assez suffisamment pourueu, en ordonnant qu'elle seroit tenue bailler par declaration les immeubles de l'hoirie, & remployer dans l'an ce qu'elle auroit receu desdicts rachapts sans autre chose pour la peine y apposee, que n'est autrement exprimée l'avoir empesché, joinct la grand' difficulté que la veuve eust peu avoir à bailler caution comme le testateur avoit preueu, & qu'en ce cas la juroire suffiroit : mais en l'autre hypothese que dessus y avoit institution vniuerselle de tous & chacuns biens : & d'en faire autre relasche que la Cour n'auroit fait par ledit arrest quelque prohibition qu'il interuint, c'eust esté donner occasion de desrober & piller l'heritage à ladite heritiere, & rendre le fideicommissus iusques là que de le vouloir restreindre & limiter à ce qui auroit resté & demeuré de reliqua à ladite heritiere, sans avoir esgard à la retention de la quarte en cest endroit à detraire par le substitué ainsi & comme il appartient : Ce qui n'est permis ny tollerable tendant directement contre la volonté du testateur qui meü de

bonne foy auroit recouru ausdictes prohibitions ausquelles la Loy contre la mesme volonté que dessus ne peut & veut assister, ce que comme en passant sera dit & remarqué.

CHAP. LXXXIX.

- 1 *Hypothese amenee du sieur Charondas vuidée par ladite Cour à Tholose au moyen de l'instance y interuenue & arrest apres sur icelle donné, qu'est aussi à plus pres raisonné & examiné.*

**E**T par ce que nous s'il estoit possible ne voudrions laisser à remarquer ce que principalemēt fait à noter & cōme seeler de ladite Cour de Parlement à Tholose n'aurions icy voulu oublier que ledit sieur Charondas<sup>a</sup>, dont nous cy-deuant si souuent aurions fait mention, en recite vne autre hypothese vuidée par ladite Cour à Tholose par l'arrest cy-dessous, aussi moderne que l'autre susdite-  
a lib. 9. de  
Jesdit. Res-  
ponses. ca. 6.  
 stoit ancien, qu'estoit qu'un frere non marié, ayant frere & sœurs fait testament par lequel il instituē son frere heritier:  
 1 deux ans apres il se trouue auoir fait donation à cause de mort à l'une de ses sœurs absente & nul pour elle stipulant & acceptant, de tout ce qu'il pouuoit disposer excepté quelque peu, & par mesme moyen reuoque son testament: au moyen duquel & de la susdite donation, il y a procès & differant entre ledit frere heritier, & ladite sœur donateresse apres le decez de leur dit frere, ledit heritier disant contre la susdite sœur que la donation n'estoit valable faite à un absent sans acceptation, singulierement qu'il n'y auoit en icelle aucune clause codicillaire ny equipolant, & partant ledit testament deuoit demeurer en sa force, à quoy ladite sœur alleguoit la solemnité de ladite donation deuant Notaire & cinq tesmoins, & encores qu'elle ne vaulcist comme telle és termes propres qu'elle estoit conceüe, elle toutesfois deuoit auoir effect par le droit de fideicommiss, ioint qu'en donations entre coniointes personnes aucunes des solemnitez requises

en celles qui se font, entre autres estoient remises, tout ainsi que plus amplement y est allegué & authorisé pour la confirmation de ce dessus par ledit Charondas au susdit lieu où le pourra voir qui en aura le loisir: suffira aussi rapporter ce que luy mesme dict à la fin par ledit arrest dudit Parlement du dixseptiesme Feurier mil cinq cens nonante quatre, donné entre les nommez de la Croix auoir esté iugé que ladite donation ne valoit comme donation, & que partant l'institution d'heritier estoit demeuree & neantmoins ledit heritier condamné à rendre à sa sœur, ce que luy auoit esté donné, distrait toute fois la quarte Trebellianique, comme ayant ladite douation force de fideicommiss, encores qu'il n'y eust clause codicillaire, ce que s'il est vray comme il a esté mis & posé. pourroit receuoir difficulté pource que nous auons dit ailleurs<sup>a</sup> de la donation à cause de mort acceptee & stipulee par nos Notaires dont nous auons parlé cy-dessus & encores sur les difficultez qui pourroient estre dites sur la detraction de ladite quarte d'un fideicommiss pur & non conditionnel, tel qu'il pourroit resulter dudit testament reuoké, à puiser & prendre des lieux mesmes par le susdict autheur pour la confirmation dudit arrest & autres vulgaires, amenez & alleguez, mais nous passerons outre admirant plustost lesdicts arrests de ladite Cour, & les honorant & embrassant avec le respect que nous leur devons, que tournant à l'entour du pot, vouloir esbranler ny tant soit peu reuokuer en doute leurs Oracles & sacrez mysteres, joint que nous nous doutons de l'obbreption & subreption des memoires qui en peuuent auoir esté donnez à l'Autheur, comme souuent en d'autres endroits par nous cy-deuant remarquez.

<sup>a</sup> To. I. lib.

5.

CHAP. XC.

- 1 *Achapt d'action comme fort odieux & iniustes interdits & defendus tant par les decrets des Papes, que constitutions des Empereurs auparauant iceux.*
- 2 *L'Ordonnance de nos Roys y interuenue, non pas tant expresse & generale que la constitution Imperiale y mentionnee.*
- 3 *Au cas d'achaps d'actions litigieuses, le vice de litige corrompt le cōtract, comme au cas des constitutions Imperiales dont il est parle, mais non en vente d'immeuble, ores qu'il soit litigieux, la rigueur desdites constitutions n'a point lieu en France, nonobstant l'ordonnance du Roy Charles cinquesme laquelle ne se rapporte point aux cessions des choses immeubles.*
- 4 *Les six exceptions mises par Anastase en la constitution avec la generale y adioustee, touchez en passant.*
- 5 *Ceux là se seroient beaucoup fouruoyez du droict chemin & de la verité de nostre usage, qui auroient pensé, assurez, & escrit lesdites constitutions des Empereurs Anastase & Iustinian n'auoir lieu en France pour y estre abrogees.*
- 6 *Preiugé quant à ce de la Cour de Parlement de Paris.*
- 7 *Autre preiugé à mesmes fins.*
- 8 *Autre & dernier preiugé, qui met l'affaire hors de toute doute de la Cour de Parlement de Paris.*



a capit. nulli. §. si non  
 Et alij &  
 ibi glos. su-  
 per verbo  
 mercimonij  
 & capit. fin.  
 Et ibi glo.  
 Et ca. sedes  
 Aposto. Et  
 ibi glo. su-  
 per verbo sed  
 & nœ licet  
 de rescript  
 b l. per di-  
 uersas C.  
 manda.  
 c l. ab Ana-  
 stas. eodem.

**E**st certain les acheps d'action comme fort odieux & iniustes & ne tendants communément qu'à oppression & vexation d'autrui, auoir esté interdits & defēdeus tant par les decrets des Papes <sup>a</sup>, & cōsti-  
 tutiōs des Empereurs auparauant iceux, entre lesquels l'Em-  
 pereur Anastase en auoit autant defēdu par vne siēne Loy à la  
 marge cotee <sup>b</sup>, depuis reprise mise en pratique & interpretee  
 par l'Empereur Iustinian en vne siēne constitution à la mar-  
 ge aussi cotee <sup>c</sup>, surquoy l'ordonnance de nos Roys seroit in-  
 teruenue, mais non pastant expresse & generale comme est  
 ladite cōstitution Imperiale, laquelle sans exceptiō defend à  
 toutes personnes de racheter ny se faire subroger pour plai-  
 der du droit d'autrui, au lieu que ladite Loy de France, non <sup>2</sup>  
 pas ainsi, mais specialement defend à quelques personnes cō-  
 me plus puissantes de faueurs, richesses, estats, moyens & pri-  
 uileges d'estre conuenus & de conuenir pardeuant Iuges cō-  
 seruatoires, cōme Escoliers, Gentils-hommes ou Officiers qui  
 ont leurs causes cōmises aux Requestes du Palais & ailleurs,  
 qui vient à cōprendre plusieurs & diuers interdits entre autres  
 & principal d'achepter & accepter actiō pour trauailler & ve-  
 xer autrui par procès sous la poursuite de l'action achetee, &  
 lequel interdit bien qu'il ne porte de soy nullité de l'achet, si  
 est-ce qu'il est iugé par ladite Loy odieux & infame, la peine  
 ordonnee à l'acheteur de telles actions par lesdites Loix &  
 constitutions estant telle qu'il doit estre contrainct de laisser  
 & rendre paisible enuers luy & son cedant & vendeur & ayāt  
 cause d'eux du droit & action dōt est question celuy contre  
 qui ladite action se doit dresser, en receuant d'iceluy ce qu'au  
 vray & sans dol & fraude il a payé du prix avec les iustes in-  
 rests dudit prix sans autre chose, en telle sorte que le defen-  
 deur voyāt qu'il a vne partie s'en peut despescher par ce moyē,  
 ayant l'option de se defendre, ou biē de le rembourser, le cef-  
 sionnaire apres cela n'estāt receuable, qui est vn expedient &  
 remede fort prompt & soudain pour obuier à procès & cuiten  
 fatigue: surquoy vient à considerer qu'au cas d'achets d'actiōs  
 litigieuses le vice de litige corrompt le contract comme est le <sup>3</sup>  
 cas desdictes Loix & constitutions Imperiales, mais si c'est  
 vente d'immeuble, ores qu'il soit litigieux, la rigueur desdites

Loix ciuiles n'a lieu en France, & peuuent tels immeubles estre vendus, soient litigieux ou non, & ainsi l'ordonnance du Roy Charles 5. article 4. parlant de debte ou action ne s'entendre point de cessiōs des choses immeubles, comme fonds, heritages, maisons, & autres, auoir esté iugé par arrest de Paris du 18. Feurier 1543. auroit rapporté feu Papon en son Recueil<sup>a</sup>, où il adioust l'interpretation ou plustost quelque chose appartenante à icelle desdites loix & constitutions Imperiales, desquelles ailleurs<sup>b</sup>, il reduit les exceptions par l'Empereur Anastase mises en icelle à six en nombre, en y adioutant encores vne generale, quand par donation & titre gratuit ou par recognoissance d'amitié, parenté, alliance & autrement en contract de mariage, ou sans ce, & à part, telles actions sont remises, & esquels sept cas le mesme autheur dict cesser ladicte constitution dudit Anastase, qu'auroit voulu qu'alors on reuiēne à l'obseruance du droit ancien indifferement permettāt toutes telles ventes & remises<sup>c</sup>, ce qu'auroit esté déclaré par Iustinian apres, sçauoir que les cessiōs sous ombre de quelque peu de deniers nombrez qui se faisoient par donations de la partie de la debte & action, & l'autre partie par vente, par ce moyen ainsi meslees fussent iugees simulees, feintes & nulles, sans plus en debattre & enquerir, subiectes par ce moyen à l'interdict dudit Anastase, à sçauoir qu'il faut necessairement vendre du tout, ou donner du tout autrement l'acheteur & cessionnaire s'en doit aller du tout, en receuant ce qu'il aura fourny par la vente de partie, & sans pouuoir quereller ny se plaindre de ce qui est donné, tout de mesme deuant estre obserué & pratiqué si la cession est faite entierement par titre de donation, & qu'il se trouue que sous nom de prix ont esté secrettement & à part nombrez deniers, c'est ce que pour ce regard est pratiqué, obserué, & gardé en nostre France, que ledict feu Papon auroit entre autres choses remarqué au premier de ses Notaires es lieux cy dessus à la marge cottez que nous luy auons voulu humainement rendre comme à luy appartenant, & par nous de luy emprunté, pour monstrier de combien se sont foruoyez du droit chemin & de la verité de nostre vsage en cest endroict ceux qu'auroient pensé, assuré, & escrit lesdictes Loix desdits

a titre des  
cessiōs &  
transports  
arrest 1.  
b Tome 1.  
deses 3. No  
taires titre  
de ventes &  
achepts.

c d. l. per de  
uersas vers. si  
autem per do  
nationem.

a Rebuffe  
au commé-  
cement de  
ses Cōmen-  
taires des  
ordonnances  
Royaux.  
Imbert en  
sō Manuel  
sous le cha-  
pitulé pei-  
nes pecu-  
niaires, Ba-  
gnō au trai-  
té des Loix  
Abrogees  
liv. 2. ch. 48.  
b Cujas, l. 6.  
observ. 10.  
ca 3.

a Charod.  
lib. 7. c. 91.  
desd. Ref.  
pons.

Empereurs Anastase & Iustinian n'auoir lieu en France pour y estre abrogees, car par ce qu'a esté discouru cy-dessus pour-  
ra paroistre du contraire, sçauoir y estre en vsage & pratique, avec les exceptions toutesfois que dessus, familièrement ap-  
portees & expliquees par le mesme Papon en l'endroit sus-  
dict, qu'auroit fait que telles & semblables exceptions les oc-  
currences desquelles estoient les plus communes & ordinai-  
res, bien qu'elles confirmassent au demeurant la dispositiue  
formelle desdites constitutions, auroient donné occasion  
aux susdits & autres les ayans suiuis, penser, & estimer lesdites  
Loix & constitutions n'estre pratiquées, & moins en vsage  
de la Frâce, tout au rebours de ce que Cujas ailleurs en auroit  
escrit, bien que comme sous vne nue & en obscur<sup>b</sup>, & qu'ail-  
leurs ouuertement le sieur Charondas auroit publié la Cour  
de Parlement de Paris en auoir preiugé le 6. de May 1536. en  
l'hypothese qu'il narre, sçauoir quelque vn ayant vendu vn  
droict successif qu'il auroit depuis cédé à vn autre avec tous  
droicts rescindants & rescisoires, moyennant certaine som-  
me de deniers: celui auquel auroit esté fait tel transport pour  
faire casser & rescinder ladite vendition, le defendeur ayant  
eu communication de la cession & transport offre le rembour-  
ser de la somme qu'il auroit payee, & de ses frais & loyaux  
cousts, suiuant laquelle offre auroit esté iugé par ledit arrest<sup>c</sup>,  
suiuant lesdictes constitutions, tant s'en faut qu'elles soient  
tenues pour abrogees en France, singulierement que depuis  
par autre arrest de la mesme Cour du 14. Feurier 1566. le fils  
ayant fait cession d'une debte contre le pere à vn tiers, iceluy  
pere pardeuant le Iuge à *quo* ayant offert audict tiers le prix  
par luy desboursé en cause d'appel fut déclaré l'offre valable,  
comme auroit esté apostillé audict Recueil de Papon nou-  
uellement imprimé sous ledit titre des cessions, arrest susdict  
premier: bien est vray qu'il semble que l'apostillateur eust son-  
gé à ladiète abrogation quand il auroit voulu raisonner l'ar-  
rest que dessus estre interuenu *in odium* du fils presupposant  
qu'autrement ladite offre du pere n'eust esté receuable, ce que  
demeure conuaincu par le susdict autre arrest precedant, &  
par la vraye & pure interpretation desdictes constitutions re-  
duictes & ramenees à leur vsage ainsi qu'il appartient quelque  
chose

chose que quelques vns des bonnes gens les vns suiuant les autres en ayent voulu dire & asseurer au contraire. Dont ne faut nullement douter à present par l'arrest sur ce interuenu, puis vn an en ça, en la Cour de Parlement à Paris; Entre le seigneur de Castelnau & Clermont, d'une part, & le seigneur d'Acher d'autre par lequel ledict d'Acher ayant acquis par cession & subrogation du seigneur de Culan certaines parts & portions de quelques seigneuries & terres tenuës au demeurant par ledict seigneur de Clermont, de son patrimoine, auparavant adiugees par ladiete Cour audit de Culan: ledict d'Acher auroit esté condamné à les laisser & remettre audit de Clermont, en luy payant & remboursant le prix principal, qu'il auroit payé audit de Culan, avec les interets au denier seize, dans le terme porté par le mesme Arrest: qui sert d'un preiugé certain & fort remarquable quant à ce.

CHAP. XCI.

- 1 Si es biens saisis, vendus & estrouffez à des tiers qui les atheptent venans apres à estre euincez, les creâciers à la poursuite de qui telles venditions sont faictes, peuuent estre tenus & obligez à l'euiction des choses vendues & à plus forte raison quand les creanciers se trouuent auoir vendu.
  - 2 En nostre France, en tous cas escheoit euiction contre le debiteur, qui est censé & mis ordinairement vendeur, le payement qui en est fait luy profitant à luy seul.
  - 3 Comme tel censé est tenu d'euiction aux surdisans & encherisseurs, les deniers desquels auroient esté employez & conuertis à leur descharge.
  - 4 Ce qui est dict à ceux-là seuls, pouuoir estre faicte repetition de sommes payees & baillees, se rapporte seulement aux sommes surpayees & indeues entierement.
- que le debiteur est non soluable, les acheteurs
- G G Gg

sur-disans & derniers encherisseurs peuvent auoir d'e-  
uiction aucun recours contre les creanciers qui auroient  
pris & receus.

6 Ce que non, contre lesdits achepteurs & sur-disans auoir  
esté preiugé par Arrest de la Cour de Parlement de  
Tholose y est rapporté.

7 Et bien qu'en l'instance les creanciers n'eussent esté appel-  
lez, bien que ce fust un défaut grandement considerable,  
non toutesfois tel qu'eust peu ou deu donner gain de cause  
ausdits tiers achepteurs.



A distinction qui est faicte & par des doctes de no-  
stre temps comme ouuertte, & en les parties claire-  
ment expliquee, <sup>a</sup> Sçauoir qu'en distractiōs & alie-  
nations faictes par auctorité iudiciaire, le creancier

<sup>a</sup> D. Anto.  
Fab. Decad.  
<sup>3</sup> Erro. 20.

poursuivant des biens du debteur saisis & mis en criées. Si  
apres tels biens viennent à estre euincez, le creancier à la  
poursuite de qui telles venditions sont faictes, peut estre te-  
nu & obligé à l'euction des choses vendues ? Et de mesmes  
& à plus forte raison quand le creancier se trouue auoir ven-  
du, comme se faisoit le temps passé *Iure creditoris* ? Mais en tout  
castes alienations sont censées & estimees estre faictes au  
nom & pour le debiteur, afin d'estre satisfait à son creancier  
qui presse & poursuit le payement de ce qui luy est deu :  
Dont le fait du iuge estant le fait de la partie ; il paroist autre  
que le debiteur n'estre peu & ne deuoir estre tenu d'eui-  
ction, <sup>b</sup> à laquelle on ne peut estre adstrait n'obligé, que  
par achapt ou stipulation : <sup>c</sup> Par ainsi ne pouuant estre agy  
pour icelle, contre celuy qui n'a point vendu & moins contre  
celuy qui n'auroit rien promis : dont est apres procedé autre  
disquisition : laquelle concerne la bonne foy du creancier,  
dol ou fraude d'iceluy. A quoy les Emperours pour le regard  
du dernier qui auroit vendu *iure creditoris*, auroient voulu  
pourueoir à ce qu'il ne peust estre tenu d'aucune euction s'il  
ne l'auoit expressement conuenue, <sup>d</sup> ainçois seulement  
strer & faire apparoir de la priorité d'hypothèque.

<sup>b</sup> l. si ob cau-  
sam. Cod. de  
euct.  
c. l. 5. l. in ve-  
datione de e-  
uictio.

d l. 1. C. cre-  
dito. euct.  
p. non debe.



- de la potiorité qu'il auoit pour icelle, sans qu'autrement il y aie eu de sa part dol ny fraude: ce que n'a & ne peut auoir lieu en nostre France pour en tout cas y escheoir euiction contre le debiteur qui est censé & mis ordinairement vendeur & en ladite qualité misés instances des decrets au nom du defendeur & executé, sauf la quarantaine & quinzaine, qui montrent encore plus de la qualité dudict debiteur vendant par autorité du Iuge, repuree son faict propre, ses biens pour satisfaire à ses creanciers, par ce moyen le payement qu'en est faict des deniers en prouenant luy proffitent à luy seul, comme il est nommément dit par la constitution cy-dessus à la marge cotee <sup>a</sup>, ce qu'estant general pouuoit estre generalement entendu en toutes les parties de ladicte distinction mesme ancienne, le debiteur vray vendeur, estant tousiours tel censé & réputé y estre tenu d'euiction aux sur-disans & encherisseurs, les deniers desquels pour le prix des choses vendues auxquelles ils auroient surdit, auroient esté employez & conuertis à leur profit & descharge, & iusques là que quand il n'en escherroit ou seroit pretendue que la restitution du prix contre les creanciers qui l'auroient receu en solution & payement de leur debte, n'ayant toutesfois receu que le leur n'y ayant par consequent aucune repetition pour ce regard contre eux *licet alius soluerit quàm qui debuit* <sup>b</sup>, il faudra necessairement qu'au lieu de telle repetition contre le susdict on s'adresse tousiours contre le debiteur ou ses heritiers vendeurs susdits & comme tels tenus & reputes, pour autant que le payement leur a profité & a esté tourné à leur descharge, nonobstant ce qu'on peut pretendre d'ailleurs à ceux là seulement pouuoir estre faicte repetition des sommes payees auxquelles elles ont esté payees & baillies & non à ceux auxquels le payement auroit esté tourné à profit & deschargé <sup>c</sup>, car cela se rapporte seulement aux sommes sur-payees & indeues entierement, ce que ne sont celles que du prix sont baillies au vendeur, ou payees à sa descharge, bien que pour chose d'autrui vendue & apres euinee estant certain la chose d'autrui se pouuoir vendre <sup>d</sup>, le vendeur

<sup>a</sup> d. l. si ob  
causam.

<sup>b</sup> l. repetitis.  
de con dict.  
indebit.

<sup>c</sup> l. his solis.  
ff. de codict.  
indebit.

<sup>d</sup> l. rem alie-  
nam. ff. de  
contrah.  
empt.

a l. exempla  
in princ. ff.  
de actio.  
empti.

n'estant à autre chose obligé qu'à bailler & deliurer la chose vendue, mais l'acheteur à faire & rendre maistre & sieur du prix, celui qui le prend & reçoit, sauf à luy apres son action d'euiction si la chose est euincee à poursuiure contre qui & comme il appartient<sup>a</sup>: mais voicy toutesfois la difficulté sur ce que peut aduenir & est communément comme suruenant, & par ce moyen en vſage, qu'est quand le debiteur est non soluable ayant fait distribution de biens qu'auroient esté estroissement & entierement vendus, à ſçauoir si en ce cas les acheteurs qui se trouuent surdisans & derniers encherisseurs ayants conſigné les sommes de leurs ſusdites, & d'icelles les cranciers ſatisfaits, peuuent auoir en cas d'euiction aucun recours pour la repetition des deniers payez ausdits creanciers qui n'auroient receu que le leur pour leur indemnité, ou bien que n'en ayant point ils ſoient contraints à prendre sur eux la perte du prix: ce qui auroit esté preiugé par arrest de ladite Cour à Tholose en la premiere d'Enquestes, & departy en la ſeconde au rapport de monsieur Prohengues au mois de Iul-<sup>6</sup> let dernier 1603. contre les acheteurs & surdisans, lesquels apres quelques annees de leurs ſurdites ayans esté en poſſeſſion & ſaisine des choses vendues au moyen du decret & executio d'iceluy à eux adiugé certaines pieces comprises en iceluy au moyen de certaine ſubſtitution, auroient esté euincees par les ſubſtituez, cōtre lesquels leſdits acheteurs auroiēt conteſté, & en fin perdu leur cauſe ſans y faire interuenir ny appeler, ny le debiteur qu'estoit notoirement nō soluable, ny les creanciers qui auoient esté payez du prix par eux baillé & conſigné, & lesquels apres les choses ainſi euincees, il auroit fait appeller aux fins qu'ils euſſent à rendre & remettre les ſommes qu'ils en auroient reprinſes & retirees pour leur indemnité, à quoy ils auroient inſiſté par fins de non receuoir, tant pour n'auoir receu que le leur, que pour n'auoir esté appelez ny ouys en la cauſe d'euiction, en laquelle leſdits acheteurs, bien que tiers, auroient ſuccombé: en fin par ledit arrest leſdits creanciers auroient esté relaxez des fins & conſlutions deſdits acheteurs & tiers surdisans, cōtre lesquels bien que le défaut d'auoir ap-<sup>7</sup> pellez en icelle leſdits creanciers fuſt grandement conſiderable, quant cela toutesfois n'eust esté, bien qu'on peut imputer

ausdits creanciers d'auoir contracté avec vn debiteur notoirement non soluable, sans pour le moins comme les plus leurrez de ce temps font, lesdits creanciers estants payez du prix par luy consigné, ou à eux mesmes peut estre payé, soy reseruer & tirer obligation en forme desdits creanciers, au cas les biés vendus & à eux decretez leur seroient euincez en tout ou en partie de les pouuoir contraindre à leur rendre & remettre le prix quoyque soit iusques à concurrence des choses euincees, toutesfois en pareille coulpe seroit tousiours trouué plus equitable, presumer & iuger contre les demandes & prentions des demandeurs tels qu'estoient lesdits acheteurs sans aucune repetition contre lesdits creanciers qui n'auroient que receu le leur, & ausquels auroit esté loisible de procurer & poursuiure tous moyens pour trouuer & chercher d'acheteurs aux fins de recouurer le leur, seclust tout dol & fraude de leur costé, où au contraire les acheteurs deuoient plus diligéments s'enquerir des facultez & moyens de leur debiteur, lequel ils scauoient deuoir estre tenu de l'euiction cōme vendeur & nullement leurs creanciers qui ne poursuiuoiet comme est dit que le leur.

---

## C H A P. XCII.

- 1 *Hypothese d'un faict concernant une donation assez au long expliquée.*
- 2 *Sentence du Seneschal de Tholose ou son Lieutenant pardeuant lequel l'instance auoit esté introduite.*
- 3 *Autre sentence dudit Seneschal en interpretation de la susdite.*
- 4 *Fondements & nullitez de ladite donation*
- 5 *Autre raisons & fondemens pour les susdits pour la validité de la donation.*
- 6 *Arrest de la Cour de Parlemēt de Paris, auquel la cause auroit esté euoquée, prononcé en robes rouges.*

GGGgiiij.

- 7 *Le iugement des lettres impetrees par les appellans de-  
faillant & obmis audit arrest.*
- 8 *A quoy pouuoit seruir la reservation contenue esdites sen-  
tences confirmees par ledit arrest.*
- 9 *Ledit arrest fort droiturier & equitable, conforme  
quant à ce àux preiugez de ladite Cour à Tholose, ain-  
si qu'il y est monstré et sommairement raisonné & dis-  
cours.*

**L**'An 1573. feu Messire Charles du Faur President en la Cour de Parlement à Tholose dont nous auons parlé cy-dessus en quelque part seroit decedé ab intestat delaisié & à luy suruiuant Dame Ieanne de Mausencal fille de Feu sieur de Mausencal premier President audit Tholose, & M. Iaqués du Faur Aduocat à present en ladite Cour leur fils masle & vniue aagé pour lors de 3. ou 4. ans avec quatre filles tous lesquels n'eurent autres tuteurs que ladite de Mausencal leur mere, laquelle en ceste qualité auroit eu l'administratiõ de leurs personnes & biens mariees, & dottees lesdites filles, quant audit du Faur fils amené fort ieune en la ville de Paris pour y estudier, cependant & en son absence auât que de luy faire pourvoir d'aucun autre tuteur sans auoir fait inuentaie ny rendu cõpte, ladite Dame de Mausencal se remarie avec le sieur de Pujos, & par leur cõtract de mariage du 20. Aoust 1580. iceluy sieur de Pujos faict donation entre vifs pure, simple, & irreuocable en faueur de mariage, de la moitié de tous ses biens presens & aduenir au premier enfant masle qui naistroit dudit mariage en defaut du premier au second, du second au tiers, ainsi des autres, & aduenant qu'il n'y eust que filles, il ne veut point qu'elles succedent, ains qu'elles soient seulement dottees selon la faculté de ses biens: & en defaut d'enfans mäsles dudit mariage ou si ledit S. de Pujos venoit à deceder sans enfans masles, en ce cas il donne audit du Faur son fillastre & cousin germain portant son nom & ses armes la susdite moitié de tous & chacuns ses biens presens, & aduenir, affectee & destinee pour l'un des

enfants masles eſpererez dudit mariage, la donation ſtipulee & acceptee par ladite de Maufencal, laquelle toutesfois n'a eu ſoin de la faire inſinuer comme ſon deuoir l'y obligeoit eſtant ou tenant lieu de tutrice audit du Faur ſon fils : de ce mariage ſeroient ſeulement deſcendus deux filles, Françoïſe, & Jeanne du Faur, ladite Françoïſe mariee avec Iacques de Verdusan ſieur de Miran, en faueur duquel mariage iceluy ſieur de Pujos pere, ne ſe ſouuenant ou faiſant ladicte donation en contract de mariage avec ladicte de Maufencal, fait donation de tous ſes biens preſens & aduenir à ladicte Françoïſe ſa fille, avec retention d'vſufruct ( fors de quelque partie de laquelle il luy auroit cedé la poſſeſſion ) & reſeruation de la legitime de ſa fille puisnee, enſemble de cinq cens eſcus pour en diſpoſer & faire à ſon plaisir, la donation inſinuee & acceptee dans le temps de l'ordonnance : ſur ce ledict du Faur eſtant aduertty de ceſte ſeconde donation, & d'ailleurs que le contract de mariage de ladite Dame ſa mere avec le ſieur de Pujos contenant donation d'iceluy en ſa faueur, n'eſtoit point inſinuee, le ſixieſme Mars mil cinq cens nonante huit obtient lettres aux fins d'eſtre releué dudit default d'inſinuation en conſideration de ſa minorité & faiſt appeller ledit ſieur de Pujos ſon beau pere pardeuant le Seneschal d'Armaignac à Laytoure pour interiner leſdites lettres, & en ſe faiſant veoir inſinuer ladite donation, à quoy eſt inſiſté par ledit ſieur de Pujos, qui remonſtre ledit default d'inſinuation, la ſuruenance & la faueur de ſes enfans, & que bien qu'il y euſt eu lieu de reſtitution pour cauſe de minorité, ledict du Faur deuoit ſ'eſtre pourueu dans les quatre mois apres ſa promotion au Doctorat es droicts, quoy que fuſt dans les quatre mois apres ſa maiorité, neantmoins interuiennent les Sieur & Damoiſelle de Miran qui adiouſtēt autre default, qu'eſtoit d'acceptation en ladite donation dudit du Faur, & encorès ladite donation à eux faiſte par contract de mariage, ſans l'eſperance de quoy ledit ſieur de Miran n'auroit recherché l'alliance de ladite Damoiſelle, diſans en outre qu'en vain ledit du Faur pouſſuiuoit ceſte inſinuation au preiudice d'une donation acceptee, inſinuee & parfaicte & en partie executee, attendu que quand bien l'inſinuation ſ'en enſuiuroit, elle ne



pouuoit auoir effect retroactif le droit leur estant acquis , & par ainsi *media non amplius habilia* surquoy le procès appointé en droit par sentence du 16. Iuillet 1598. ledit Seneschal au-  
 roit ordonné en interimant les lettres , que ledit sieur du Pu-  
 jol dans huietaine apres l'inthimation , constitueroit pro-  
 cureur pour consentir l'insinuation requise par ledit du Faur,  
 autrement le contract tenu pour insinué , sauf le droit du  
 Roy, des Sieurs & Damoiselle de Miran mentionné en leur  
 donation & d'autrui, sans despens, laquelle reseruation au-  
 roit donné subiect audit Sieur & Damoiselle de Miran , de  
 presenter sans preiudice de leur appel, requeste en interpreta-  
 tion de iugement , sur laquelle parties autresfois ouyes par  
 autre sentence du 10. Septembre audit an, ledit contract de  
 mariage des Sieur & dame de Pujol , tenu pour insinué sans  
 auoir esgard à l'interpretation requise, les Sieur & Dame de  
 Miran sont declarez non receuables en leur requeste & sans  
 despens, dont ils se portent encores pour appellans , & parce  
 moyen la Cour de Parlement de Tholose saisie de la cause,  
 auroit esté apres euoquee & renuoyee en la Cour de Parle-  
 ment à Paris où la cause pendant, lesdicts Sieur & Damoiselle  
 de Miran obtiennent lettres du 6. Iuillet 1601. tendant à ce  
 qu'en iugeant lesdites appellations, il fust tout d'un train fait  
 droit sur la pretendue inualidité de la donation dudit du  
 Faur comme estant par icelle exheredez les propres enfans,  
 pour gratifier & enrichir vn estrange, outre ce qu'elle estoit  
 & demeuroid nulle par faute d'acceptation & insinuation,  
 contre lesquelles lettres ledit du Faur auroit insisté à fins de  
 non receuoir pour lesquelles & defences remonstrent com-  
 me prematurement contre le deuoir & les bonnes mœurs on  
 le vouloit attirer en vne dispute illicite de la succession d'un  
 viuant, pour captieusement & par moyens obliques, le rendre  
 indigne de sa liberalité, & pour donner vn autre air à la cause  
 où il est seulement question de iuger si ledit du Faur a peu ou  
 non estre releué dudit defect d'insinuation , de maniere que  
 d'entrerau fonds de la donation c'estoit vne dispute d'au-  
 tant plus inutile & vaine que l'euement en estoit incertain,  
 & qu'il pouuoit aduenir que ceste donation n'auroit point  
 de lieu: & en fin sur les appellations, les parties appointées au  
 Conseil

Conseil, & sur les lettres en droict, & joint bien que ne s'agist au principal que du relief & restitution contre le défaut de ladicte insinuation: Si est-ce que les appellans par leurs discours & moyens d'appel traictoient & dispuoiēt le fonds comme s'il y en auoit ouuerture de la donation, & le lieu & cas d'icelle fussent aduenus, à raison de quoy l'inthimé auroit protesté que s'il estoit contrainct en respondāt apporter quelques raisons qui entraissent au fonds & substance de ladicte donation, qu'on ne luy peut imputer d'auoir querellé les biens dudit sieur de Pujos durant sa vie, qu'il luy souhaittoit de forr bon cœur longue, heureuse & pleine de contentement: Dont les appellans bien qu'ils eussent separément baillé leurs griefs & causes d'appel, se seruoient toutesfois en commun de quatre principaux moyens pour impugner & debatre la donation faite audit du Faur pour la nullité par eux presuppōsee, & apres de la suruenance des enfans, & là dessus de la faueur d'iceux à l'exclusion des estrangers, ainsi qu'ils qualifioient ledit du Faur: & en dernier lieu de la reuocation pretendue faite de ladicte donation dudit du Faur par le moyen de la subsequente en faueur de la Damoiselle de Miran, pretendant qu'il aiesté loisible de ce faire au sieur de Pujos *re integra* n'estant encores la donation faite, acceptee ny insinuée, & par ce moyen imparfaite, & telle que n'y pouuoit donner aucun empeschement. Quant au premier la generale maxime estoit accordee, mais nié formellemēt par ledit du Faur qu'il y eust défaut soit de stipulation, soit d'acceptation, estant expressément porté par le contract de la donation, de l'insinuation de laquelle il s'agissoit, que le sieur de Pujos a donné par tiltte de donation pure & simple & irreuocable à iamais entre vifs à Jacques du Faur fils legitime & naturel desdicts Mausenchal & du Faur Presidēt, ladite de Mausencal sa mere pour luy presente, stipulante & acceptante: Sçauoir ladite moitié de tous & chacuns ses biens presens & aduenir donnee cy dessus à vn des enfans masles de ce mariage, la stipulation ny acceptation ne pouuant estre plus claire ne plus expresse, pour autant que si l'esclaue peut stipuler & acquerir à son M<sup>e</sup>. absent & ignorant, le Notaire à qui que soit, <sup>à Guido. Pap 7. 49. 221. 267.</sup> à plus forte raison en cest endroit la mere & tutrice, quoy que soit,

HHHh.

qui estoit au lieu d'icelle, n'y en ayant point d'autre, a peu stipuler & accepter pour ledict du Faur son fils, absent & mineur, l'Ordonnance mesme qui annulle les donations non acceptees ne parlant point des mineurs, ainsi que nous auons dict, authorise & raisonné cy-dessus, outre qu'en ce faict le donateur est encores viuant : ce qui n'estoit en la cause de Maistre Thomas Martin Aduocat, en faueur duquel les lettres obtenues en cas semblable dudit defect d'acceptation, auroient esté interinees par Arrest qui estoit produit au procès en l'annee mil cinq cens septante cinq. Et quant à ce qui estoit dict que ledit sieur de Pujos auoit voulu faire vn acte du tour inutile. C'est l'accuser de fraude & mauuaise intention que ledit du Faur ne pourroit croire, & le mettre en termes d'ouir la respõce telle que font les Empereurs ailleurs :

<sup>a</sup> Touchant le defect d'insinuation, estoit respondu que par les maximes du Palais & de l'equite, le donateur ny son heritier ne pouuoit alleguer le defect d'insinuation, (y ayant preiugé quant à ce prononcé en Robes rouges) le donateur n'estant receuable à alleguer son ignorance ou venir contre son faict propre. D'ailleurs estant certain que la minorité fournit de cause legitime pour estre restitué contre la defectuosité d'insinuation : <sup>b</sup> Et aprestout, la Cour y auroit passé par plusieurs Arrests, non seulement *in quesitis aut querendis*, mais encores contre tous actes preiudiciables : & quand en ce faict ledict defect d'insinuation preiudicieroit audit du faur, les appellans seroient eux-mesmes tenus le garantir de ce defect, d'autant que ledict sieur de Pujos espou-sant la mere dudit du Faur & sa tutrice, quoy que soit, se portant telle auant qu'elle luy eust faict pourvoir de tuteurs, faict inuentaire & rendu compte, deuint obligé & tenu de sa negligence : de laquelle au cas que la defectuosité d'insinuation luy portast preiudice, il deuroit aucunement la garentir, quoy que soit ses biens en seroient responsables & chargez suiuant la decision formelle de la Constitution à la marge, cotee <sup>c</sup>, sans qu'il puisse seruir de dire que ledit du Faur de-uoit poursuiure l'insinuation bien-tost, apres auoir acquis le degre de Docteur en Droit, ou du moins dans les premiers quatre mois de sa majorité : car pour le regard du degre il

<sup>a</sup> l. cum pro-  
fessis. C. de  
Reuer. donat.

<sup>b</sup> Rebuffe  
sur l'Ordo-  
nance des  
donations  
Art. 7. Glos.  
ult. num. 72.  
Alexan. Cõf  
65.

<sup>c</sup> l. 2. C. quid  
muli. Tutel.  
officio fungi.  
per.

estoit lors encores mineur, Nerua le fils respondit de droit en l'aage de dixsept ans, il ne s'ensuit pas pourtant qu'il n'eust peu estre restitué comme mineur s'il eust faict quelque acte du contract à son preiudice: quant au surplus ledict du Faur ayant tousiours estimé qu'il estoit assez à temps d'insinuer estant ledit sieur de Pujos plein de vie & de vigueur, lequel & moins le sieur & damoiselle de Miran ses heritiers, quoy que soient donataires vniuersels ( cela equipole ) ne seroient receuables à luy obiecter ledit defect d'insinuation & qu'au surplus si tost qu'il a sceu la defectuosité difforme en son contrat, aupauiant à luy tenu caché, il en auroit recherché le remede: au surplus quand au priuilege de reuoker les donatiōs octroyé aux peres pour la suruenance des enfans il n'auroit point de lieu au fait qui se presente, par ce que *cogitatum erat de liberis, quia pietatis coniectura in eo cessat, quam satis apparet, extraneum preferre liberis*, suiuant la resolution de tous les Docteurs & Interpretes qui en auroient traicté & touché la question: apparoissant donc euidentement ledict sieur de Pujos *cogitasse de liberis*, nommément par ladiete donation faicte audict du Faur auoir voulu preferer iceluy à ses propres filles, s'ensuit qu'il n'y a lieu d'estimer que l'effect de la Loy octroyant le susdit priuilege aux peres apporte ou cause quelque nullité en ceste donation, & quant au dernier fondé sur la reuocation faicte par la donation, postérieure en faueur de la damoiselle de Miran il estoit soustenu n'en y auoir aucune fust expresse, tacite, ou cachee, tellement que de presupposer la donation dudiect du Faur n'estant encores par luy ny acceptee ny insinuee, les choses estoient en leur entier, & que par consequent il luy auroit esté loisible en s'en repentant la reuoker, c'estoit se flatter en son opiniō, pour le regard de l'insinuation ayāt esté representé cōme n'estoit ny necessaire ny requise pour la validité d'une donatiō en ce que cōcernoit le donateur & ses heritiers, & quant à l'acceptation par les Docteurs & Interpretes qu'ils alleguoient tant anciēs que modernes, auroit esté resolu *nomine absētis stipulāte notario, etiā ante ratihabitionē, ius ita queri absenti, vt donatio reuocari nō possit sola voluntate donatoris*, ainsi les choses n'estāt plus entieres, ainçois le droit acquis aud. du Faur au moyen de l'acceptatiō faire par sa.

HHHh ij

mere tutrice ledit sieur de Pujos n'auroit peu la reuoker: dont & de tout ce dessus se peut recueillir la response à ce que le sieur & damoiselle de Miran alleguoient en particulier touchant la poursuite qu'ils pretendoient en vain estre faite par l'edit du Faur, de l'insinuation de ladicte donatiõ puis qu'elle ne pourroit donner effect retroactif à icelle obstant le milieu inhabille de la leur acceptee, insinuee, & executee, estant eux desia en possession d'une partie des choses donnees, & au surplus creanciers non donataires, au preiudice desquels la donation precedente non insinuee ne peut valoir ny se rabiller aujourdhuy par l'insinuation, outre qu'ils estoient enfans naturellement preferables es biens du pere, & que leur donation auoit esté la cause sans laquelle le mariage ne s'e seroit ensuiuy, car à tout cela respondoit ledit du Faur que sa donation prece doit de 17. ans celle de ladicte damoiselle de Mirã qu'il estoit creancier aussi bien cõme elle, ceste donation luy ayant esté faite en faueur de mariage, & de ce que sa mere tutrice conuoloit en secondes nopces sans luy en rendre cõpte, sans faire inuentaie, & moins luy faire pourvoir de tuteurs: tellement qu'elle se peut appeler remuneratoire, & s'il faut ainsi dire aucunement à titre onereux: ceste donation estoit parfaicte auãt celle des appelãs, puis que pour leur regard elle n'auroit point besoin d'insinuation, & qu'au preiudice & en fraude d'icelle ledit S. de Pujos ne pouuoit plus donner: ioint que le sieur & damoiselle de Miran pretendãs vne donation vniuerselle, ils tiennent lieu d'heritiers, non de creanciers: estoient & sont consequemment tenus de la donation dudit du Faur, selon ce que son conseil pretendoit estre formellement decidé au lieu à la marge cotté <sup>a</sup>. Et ores qu'ils fussent creãciers, ledit du Faur ne delaisseroit pas d'estre restitué cõtre le defect d'insinuation, ainsi qu'il a esté iugé par les arrests pour cause de minorité, & qu'au demeurant ils estoient de vray en possession d'une partie des choses donnees, mais cela n'arriuoit pas à la moitié des biens dudit S. de Pujos, qui leur auroit donné ce qu'il pouuoit & qui luy restoit à donner sans preiudicier à la donation auparauant faicte audit du Faur, de sorte que s'ils se veulent contenter l'une & l'autre donation, peut subsister: la Cour par arrest prononcé en robes rouges

a l. omnes §.  
Lucius Ti-  
tius ff. que  
in frau. cre-  
dior.



par monsieur le President de Harlay à la prononciation de Noël 1602. mit l'appellation au neant, & ordonna que ce dont auoit esté appelé sortiroit son plain & entier effect. Voilà en somme le discours de l'hypothese & arrest d'icelle, cōbien que le deffailant & mal pris & entendu comme est vray-semblable, par ceux qui en auroient retenu les memories en ce que le iugement des lettres venans en causes impetrees par  
7 lesdicts sieur & damoiselle de Miran du 6. Iuillet 1601. iointes au principal n'y seroit contenu, par lequel vray-semblablement, ils en auroiēt esté desmis expressement ou pour le moins taisement en disant, sans auoir egard à icelles, la dispositiue apres suiuant le montrant assez ouuertement, outre ce que vray-semblablement, la requeste en interpretation de iugement, par les mesmes presentee au Iuge duquel ils auroient appelé, ne pouuoit contenir autre chose, ny tendre qu'aux mesmes fins desdictes lettres, qui venoient par consequent estre iugees, quand & de mesmes que l'appellation qu'ils en auoient releuee, n'y pouuant auoir fondement d'un ny d'autre costé quant à ce : car apres auoir confirmé en acte & iceluy purgé d'une nullité pretendue comme estoit ladite donation dudit du Faur au moyen de l'insinuation ordonnée, prétendre renoueler la playe ja consolidée, & en mesme instant de la consolidation tascher à l'empirer & rengreger, c'estoit vne vraye fantaisie d'un malade & encores bien auant febricitant sans que la reservation apres cōtenuë du droit desdits sieur & damoiselle de Miran mentionnée en leur donation y peust rien pour l'augmenter & fortifier, en effet pourtant que la donation faite au profit dudit du Faur declarée valable, l'autre qu'auroit esté faite posterieurement ausdits sieur & damoiselle de Miran l'estoit aussi, l'une s'estendant à la moitié, & la dernière à l'autre moitié que faisoient tous les biens du donateur, distraicte de l'autre moitié, qu'il auoit auparauant donnée aux charges y contenues & autres que de droit, il n'y auoit rien donc pour le present à iuger pendant & durant la vie du donateur, que pour ladite reservation ne demeurast & fust iugé, pour en poursuiure l'executiō en temps & lieu, quand il appartiendrait, & le cas de ladite premiere donation faite audit du Faur escherroit tel, qu'il la pourroit apres le decez

dudit donateur demander & pretendre, quant au demeurant du principal appel qui appartenoit naturellement à nostre dite Cour de Parlemēt à Tholose, euoqué toutesfois & renuoyé en la Cour de Parlemēt à Paris à la poursuite & diligence des appellans, cuydās par ce moyen y trouuer meilleur air pour la guerison de leur maladie, que nō pas au propre & naturel: en quoy ils se feroient trouuez frustrez comme aussi leur maladie n'estoit autrement guerissable, ladite Cour à Tholose n'y ayāt peu vray semblablement apporter, que ce que ladicte Cour à Paris y auroit fait & apporté, le dit Arrest eust fort droiturier & equitable cōforme à ce que lad. Cour à Thol. auroit és questions y incidentes, & chacunes d'icelle tousiours tenu & preiugé, & touchāt le defect d'acceptation en peut estre respondu de mesmes quand elle y seroit defaillante, comme l'ō presupposoit, mais y estant suffisante ladite de Mausécal comme mere dudit du Faur, & que luy tenoit pour le moins lieu de tutrice, l'ayāt pour luy stipulee & acceptee, l'acceptatiō pour ce regard n'y pouuāt estre plus expresse, és termes principalement où nous sommes, sçauoir en la personne d'un donataire mineur, l'ordonnance portant annulation des donations non acceptees en parlant & moins s'entendant & rapportant aux mineurs, ainsi que du Moulin auroit tenu en quelque part<sup>a</sup>, & quand le seroit en seroit fort aisément & facilement releuee ainsi qu'a esté en tēps que besoin seroit par ladite sentēce dudit Seneschal confirmee par le dit arrest & autres arrests, tant de la mesme Cour de Parlement de Paris, que ladite Cour à Tholose à ce cōformes, & pour le regard du defect d'insinuation les mineurs en estre releuez paroistra par ce qu'ailleurs és liures precedents en aurions escrit cōtre les donateurs toutesfois ou leurs heritiers: & pour cōfirmer les donations contre eux, & nullement au preiudice des creanciers, acheteurs & autres leurs successeurs particuliers à titre onereux, & dont nous en aurions amenez les arrests ailleurs<sup>b</sup>, la restitution quand à ce en cest endroit n'estendant son pouuoir és choses passees, non plus que ces Dieux fantasques dont parle Plin en quelque endroit<sup>c</sup>, l'auroient pour le moins comme il dit d'iceux mesmes<sup>d</sup> sur l'oubli, pour en faisant ce dont elle porte le nom, restituer en entier, rayant & tirant cōme par vn trait

<sup>a</sup> Gouss. 60.

<sup>b</sup> lib. 2. cap.

54.

<sup>c</sup> De Nat.

histo. lib. 2.

cap. de Dico.

<sup>d</sup> lib. 2. ca.

Deo.

de plume, les années qu'auroient couru pendant la minorité & ramenant les choses iusques dans le temps prescrit pour ladite insinuation: & pareillement au temps oportun & habile pour ladite acceptatiō, dās lequel tels donataires puissent cōtraindre le donateur à l'insinuatiō, cōsentir à icelle en personne ou par Procureur spécialement fondé, cōme par ledit arrest demeure preiugé, & la disposition quāt à ce du droit, se peut aujourdhuy rapporter <sup>a</sup>, sans ce que la qualité d'Aduocat qu'on retorquoit contre ledit du Faur fist aucun empeschement à sadite restitution qu'il poursuivoit: car estant lezevoire tellement preiudicié qu'il auroit esté par l'obmission de ladite insinuatiō, le degré encores que de Docteur régent & qualité que dessus, voire de Magistrat Royal n'eust empesché ladite restitution à son profit, parce que nous en auons discoursu en quelque lieu de nosdits premiers liures que nous ne repeterons icy pour ne nous y arrester plus que de besoin, touchant à la reuocation pour la suruenance d'enfans, il y estoit respondu par ladite donatiō mesmes estāt faite au lieu de masles dudit donateur defaillans: *(atis pour ce regard cogitatū de liberis,* pour n'y pouoir escheoir ladite reuocatiō pretēdue, dōt & de tout ce dessus viēt, resulter la responce que peut estre faicte au dernier, par lequel estoit presuppōsé les choses auoir esté entieres & en tel estat pour le moins qu'il auroit esté loisible audit donateur se repentir de ladite donatiō par luy faite audit du Faur, & en ce faisant la reuoquer, d'autāt que par les moyēs que dessus pour la perfection entiere, d'icelle, il ne restoit que son consentement à l'insinuer par le bénéfice de l'aage le laps du temps à faire ladite insinuation ayāt esté cōme enseuely, & ledit donataire remis en & dans iceluy qu'estoit prescrit par l'ordonnance quoy que soit habilité & rendu oportun, & de faison pour ladite insinuation, d'ailleurs acceptee des lors d'icelle par ladite mere qui tenoit lieu du tutrice audit du Faur comme a esté dit sans que par ce moyen ledit sieur & damoiselle de Miran se puissent dire tenāciers dudit Pujos donateur n'estans que donataires de tous & chacuns ses biens qui reuenoient au tēps de ladite donatiō que leur estoit faite à la moitié d'iceux, la moitié auparauant dōnee distraicte, & par ainsi autrement ne pouuāt estre dits & censez creanciers ayans vers eux ce qu'ils pouuoient demander & pretendre au moyen de

*a l. si quis ar-  
genū §. sed si  
quidem vers.  
sin autem C.  
de donat.*

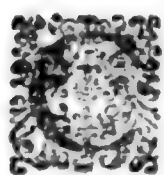
<sup>a</sup> L. omnes. §  
Lucius Ti-  
tius, que in  
fraud. credi.  
§.

ladite donation & encores en iouyssant en & sur leur dite co-  
tité, à laquelle ledit Pujos n'entendoit les empescher sans pre-  
judice de sadite donation à l'euersion de laquelle & en frau-  
de d'icelle ledit donateur n'auoit pouuoir ny moyē plus don-  
ner ny faire autre acte quelconque: ioinct que pour ladite do-  
nation, derniere estant vniuerselle lesdits de Miran donataires  
tenoient lieu d'heritiers & successeurs vniuersels nullement  
de creanciers, & par consequent tenus à ladite donation du-  
dict du Faur suiuant la disposition de droit au lieu à la marge  
corté <sup>a</sup>.

### CHAP. XCIII.

- 1 La raison portant le defect d'insinuation par maxime du Parlement de Paris ne pouuoir estre alleguée par le donateur ny son heritier debatue & contredite, suiuant ce que ladite Cour à Tholose en a accoustumé iuger & decider.
- 2 Parce que le donateur estant demeuré en ceste Volonté, sans autre reuocation ny plainte telle & semblable donation, comme vne destination vient à estre infirmee par mort en faueur du donataire.
- 3 Oū il y a plusieurs raisons d'une constitution, suffit que l'une en demeure pour l'assurance & establissement d'icelle.
- 4 Les ordonnances quant à ce semblent y estre claires sans auoir recours ailleurs.
- 5 Les arrests qu'on pretend alleguer au contraire fondez sur quelques particulieres circonstances y incidētes pour lesquelles le titre dont estoit question approchoit plus d'un titre onereux que de liberalité.
- 6 Il n'y a faiēt qui, soit toutes fois nulle de droit qui puisse obliger ny a straindre le donateur.

- 7 Arrest quant à ce, & à suite allegué de ladite Cour à Tholose, avec autre amené de feu Papon.
- 8 Car autrement en purs & simples termes le donateur pouuoit alleguer defaut d'insinuation contre le donataire & est amené autre Arrest de ladite Cour à Paris, par les Appostillateurs au Recueil dudit feu Papon.
- 9 Et quand à ladite Cour à Tholose, n'y auroit iamais fait aucune difficulté.



E que dessus estant conforme aux vsages & communes obseruances de nostre France, Arrests & preiugez des Cours souueraines d'icelle : ledit du Faur estoit & demeueroit bien fondé en sa cause, tât pour les raisons & fondemens susdicts que d'autres, qu'à suite d'iceux en auroient esté amenez & jettez par ce docte & diligent Aduocat de Paris, <sup>a</sup> qui auroit faict le discours de l'hypothese susdict, apres la narratiue d'icelle : vray est que nous souuenants de ce que nous aurions dict & apporté ailleurs, <sup>b</sup> entr'autres raisonnemens par ledict Aduocat faicts ne pourrions passer par dissimulation ny conniuece, celui par lequel il soustient par les maximes du Palais & de l'Equité le donateur ny son heritier ne pouuoir alleguer le defaut d'insinuation, ayant esté ainsi iugé par la Cour de Parlement à Paris solennellement & en Robbes rouges : Et ce pour autant que l'insinuation a esté introduicte en faueur des creanciers ou autre tiers, & pour obuier aux fraudes, qu'il a dict ne pouuoir auoir lieu pour le regard du donateur, lequel n'est receuable à alleguer son ignorance, & venir contre son faict propre, par les textes à la marge cottez : car à la verité ce sont des motifs qui ont de l'apparence, s'ils estoient vrais, comme ils sont asseurez, & nos Ordonnances publiees és Cours souueraines de ce Royaume <sup>d</sup> n'y resistoient, voire estoient diametralement contraires pour estre nommément porté par icelles les donations n'auoir effect ny prendre aucune force que du iour de l'insinuatiō, au moyen de laquelle viennent à estre coronees de leur entiere & irreuoçable perfe-

<sup>a</sup> Peleus en ses Axiōs, lib. 7. ar. 30.  
<sup>b</sup> Cha. 54. §. 60. du 2. liure.

<sup>c</sup> Athen. & decem sum. C. de donat. l. cū proficemur. C. eo. l. post mortem. ff. de adop. de François I. 1539. autre 132. Henry. II. 1548. 1549. Charles IX. 1566. art. 58.



tion, & en défaut de ce nulles & de nul effect & valeur, ce qu'estant ainsi, qui pourra iuger le donateur ou son heritier, n'auroit moyen propre de ce défaut contre vn acte qui comme de tous poincts nulle, ne luy peut apporter aucun empeschement, ny obstacle. Nous accorderons en cest endroit toutesfois, & encores par vne equitable & humaine interpretation que non obstant ce défaut, le donateur n'en ayant faicte plainte, opposition, ne doleance, ainçois estant demeuré en ceste volonté sans autrement le reuoquer, que ceste donation, comme vne destination, viendra à estre confirmee par mort en faueur du donataire. A l'exemple de la donation faicte au fils estant en puissance du donateur, laquelle dite aussi &ensee destination, vient à estre confirmee par le deceds dudit donateur, l'heritier duquel à ceste occasion sera contraint y acquiescer & tenir ceste confirmation taiee dudit donateur : mais qu'autrement il en sont viuant n'y puisse contreuenir & opposer ledit défaut d'insinuation, si bon luy semble, ce seroit autant que d'abolir lesdictes ordonnances, & l'insinuation par icelles requises, concernant principalement ledit donateur, les fraudes pour obuier ausquelles nommément elles auroient esté introduites regardans nommément le donnant & donataire.<sup>b</sup> entre lesquels *tanquam inter personas nedum coniunctas, sed & coniunctissimas, quales sunt parentes & liberi*, lesdictes donations sont principalement subiectes à insinuation, la raison apres de la cōstitution le demōstre ouuertement quand il est dit, *c si quidē clādestinus ac domesticis fraudibus facile quibus pro negotij oportunitate confingi potest, vel id quod vere gestum est aboleri* : que sont des mots qui bien rapportez ensemble font paroistre non seulement en faueur des creanciers & autres vrais possesseurs à titres onereux, les insinuations estre introduittes, *velut per quasdam consequentias*, mais directement & principalement en faueur & à l'occasiō des donateurs *ne emere in tantā effusione proromperent*<sup>d</sup>, aux fins qu'en estās venus là, le delay passe à insinuer pour le moins, reuenus à soy ils eussent moyen d'y mieux penser, y perseuerans, leur volonté confirmee ainsi qu'auons dit cy-dessus, autrement non, leur reuocation & cōtraire volonté deuēment infinuee : comme aurions rapporté ailleurs,<sup>e</sup> où il y a donc plusieurs raisons<sup>2</sup>

<sup>a</sup> l. cum de bonis. C. de donat. iun. Et l. donationes quas parentes. C. de donat. inter virum & uxorem.

<sup>b</sup> l. data. C. de donat.

<sup>c</sup> Ex. l. lio. Haluand. In d. l. data.

<sup>d</sup> Alciat. in cap. cum contingat. de iureiur. ex. & in l. pact. que contra. C. de pact.

<sup>e</sup> Cha. 53. du 2. liu.

d'une constitution, vne d'icelles cessant suffit que l'une en demeure pour ladicte constitution au moyen d'icelle estre toujours en sa force & vigueur<sup>a</sup>, & d'alleguer que ce seroit vn moyen aux donateurs, *quibusdam veluti excogitatis artibus suaproposita defraudare tamque indeuotionem, quibusdam quasi velamentis protegere*, qu'est ce que l'Empereur Iustinian<sup>b</sup> auroit tant craint, à ces fins ordonné les contraintes & necessitez portees par ses constitutions: pour autant que tout cela auroit quelque pretexte & couleur, sans nosdites ordonnances, qui l'ont precisement & au contraire entre nous establi & ordonné, ioint mesmes que ladite constitution du susdit Empereur demandoit toujours éscas par luy ordonnez & iusques à la quantité prescrite, ladite insinuation en ces mots qu'il y lit apres: *monumentorum obseruatione (in his modis) secundum quod specialiter à nobis, in huiusmodi casibus, predictum est, obseruanda*: que sont comme des mots ablatifs importants condition, sans l'accomplissement de laquelle, l'acte s'en vadu tout, par opposition d'icelle menace de ruine<sup>c</sup>, sous l'incertain d'icelle estant desia comme preueüe, ce que quant à nous est & demeure clair & fortifié ouuertement par nosdites ordonnances nonobstant toutes cautions qu'on pourroit prendre & bailler au contraire, de telle façon que les arrests qu'on pretend au contraire, par lesquels les donateurs auroient esté contraints à insinuer apres quelque temps que ce fust, sans pouuoir alleguer ledit defaut d'insinuation ny s'ayder pour ce regard de la nullité portee par nosdictes ordonnances: outre & par le relief qu'a accoustumé en estre baillé par le benefice d'aage ou autre cause de restitution en entier equipolant, sont fondez sur quelques particulieres circonstances y incidentes pour lesquelles le titre dont est question approcheroit plus d'une descharge d'obligation, & par ainsi titre onereux, du donateur, qu'aucune recognoissance de liberalité, que le donateur ait fait, ou bien autrement pour empescher que la negligence d'autrui auquel la charge proprement appartenoit de faire insinuer la donation, ne tombe sur iceluy qui l'auoit en sa puissance, & auquel & à laquelle de droict en appartenoit, tout ainsi

a §. affinitatis de nupt. Inst.

b d. l. si quis argētum. §. sed si quidē versic. fin. autem. C. de donat.

<sup>a lib. 3. de legib. And. tit. 4. art. 10.</sup> qu'en l'hypothese recitee par ledit docte Aduocat Chopin <sup>a</sup>,  
 preiugee quant à ce par arrest de la Cour de Parlement de  
 Paris du 12. May 1581. à quoy se peuuent rapporter tant les ar-  
 rests que l'Aduocat Chenu en ses questions <sup>b</sup> qu'autres, dont  
<sup>b quest. 58. c lib. 4. c. 5. desdites Responf.</sup> en passant Charondas <sup>c</sup> seul auoir fait mention de les auoir  
 veus iuger, & ensemble autre qu'il allegue auoir esté iugé par  
 la mesme Cour en robes rouges à la prononciation de la Pen-  
 thecoste 1581. en ce que concerne l'heritier du donateur, qui  
 seul en cause dit n'estre receuable à debatre la donation à fau-  
 ted'insinuation, que nous entédons esdits cas extraordinaires  
 & occurrés comme dessus, non plus que le donateur des faits  
 & promesses duquel son heritier seroit tenu, que nous enten-  
 dons pour ce regard & és susdits cas, car autrement il n'y a fait,  
 comme estant nulle qui le puisse obliger ny astringre, & <sup>6</sup>  
 par consequent moins sondit heritier sinon que pour ne s'e  
 estre plaint, & autrement laissé les affaires de la donation en  
 l'estat par & à son nom fait, y vienne à astringre son heritier  
 à ne faire pas comme luy, qu'est de ne la reuoyer ny faire au-  
 tre acte quelconque au contraire & de mesmes à ce dessusdit  
 aussi & autres pareilles & semblables occurrées, par lesquel-  
 les la donation pretendue peut estre dite charge contrainte, <sup>7</sup>  
 paiement de debte, ou autre titre onereux, plustost que titre  
 deliberalité qu'elle porte, se peut rapporter comme nous pen-  
 sons l'arrest qu'on dit estre interuenu en nostredite Cour à  
 Tholose en ladite seconde Chambre, au profit d'un Chirurgien  
 d'Alby contre vn sien beau-pere condamné par ledit ar-  
 rest à faire ou prester consentement à vne donation qu'il auoit  
 trois ans passez faite à vne sienne fille par contract de maria-  
 ge d'elle & dudit son gendre, auquel arrest se peut rapporter  
 autre & semblable, circonstantie comme il est inseré audict  
<sup>al titre des donations arrest. 40.</sup> Recueil par ledit feu Papon <sup>d</sup>, car autrement & en purs & sim-  
 ples termes estre certain que le donateur peut exciper du de-  
 faut d'insinuation contre le donataire, auoir esté preiugé par <sup>8</sup>  
 arrest de Paris le 20. Aueil 1575. l'auteur de l'appostille au  
 Recueil dudit feu Papon, au lieu à la marge cotté auroit laissé  
<sup>le titre sul- dit au des- sous de l'arrest 28.</sup> par escrit <sup>e</sup>, & quant à nostredite Cour de Parlement à Tho-  
 lose en plusieurs & diuers procès à nostre rapport mesmes, où <sup>9</sup>  
 se trouuoient telles & semblables donatiōs que par les ordon-

nances estoient subiectes à insinuations non insinuees dans le temps porté par icelles, contredites & debatues entre maieurs, ou autres qui n'en pouuoient estre releuez, nous aurions tousiours veu sans difficulté les adiudications des biens dont estoit question faites en vertu & au moyen d'autres titres que lesdites donations, au profit & aduantage de ceux qui sans auoir esgard ausdites donatiōs que la Cour estimoit tousiours nulles à la seule impugnation quant à ce lesdits donateurs, il appartenoit, & à ce n'auons iamais veu faire difficulté, & si à present on y en faiet, il n'y a remede, le temps roule & nous nous en allons, comme feront les autres & consecutiuelement apres nous.

---

CHAP. XCIII.

- 1 *Sur la controuerse de la succession ab intestat d'un frere ou sœur meurtris par un autre leur frere, entre le Procureur general du Roy ou autre des Seigneurs iusticiers, & les plus proches parents du meurtri, diuerses & contraires opinions amenees.*
- 2 *La loy auroit trouuë bon & equitable que tels & semblables fratricides si execrables apres la condamnation, la succession fast ostee & arrachee des mains de tels homicides, comme de personnes indignes, & ainsi iugé par arrest de Paris allegué.*
- 3 *D'autres auroient estimé, & presque unanimemēt accordé, les enfans & descendans du meurtrier exclus, le fisc aussi soit de la Maiesté ou du Seigneur, les autres plus prochains ab intestat, y font & doiuent estre appelez pour leur en faire l'adiudication avec les raisons sommairement alleguez.*
- 4 *La femme meurtrie par le mary, iceluy pour son forfait priuë du gain de mariage, l'action acquise aux he-*

*ritiers & successeurs legitimes nō point au fisc, les enfans du for faisant tousiours exclus.*

5 *Arrest du Parlement de Tholose es derniers temps avec d'autres alleguez & amenez à suite.*

6 *Les anciens arrests au profit du fisc non suivis à present, iugez non seulement iniques, mais de mauuais exemple.*

7 *Monsieur Ferron à ces fins allegué avec feu Papon & Charondas.*

**S**UR la controuerse de la succession ab intestat d'un frere ou sœur meurtris par vn autre leur frere, entre le Procureur General du Roy au pays où la confiscation appartient à sa Majesté : ou Procureur Fiscal au pays où la mesme confiscation appartient au sieur iusticier, & les plus proches parents soient les fils & descendants, ou bien autre plus proches du meurtry, ya eu le temps passé, non seulement diuerfes & contraires opinions : mais encores diuers preiugez, les premiers & plus anciens ayants estimé vn tel meurtre bien que abominable & execrable, non toutesfois tel que deuant l'accusation & sentence de condamnation sur icelle ensuiue, il peut apporter au condamné aucune incapacité ou infamie, pour laquelle il peust & deust estre exclus de la dite succession de laquelle il auroit esté capable, mais toutesfois la vigueur de la discipline publique, ne permettant point que d'un tel sien forfait il puisse & doieue rapporter gain & profit, la Loy auroit trouué bon & equitable que à tels & semblables fraticides si execrables & mal-heureux, apres la condamnation, l'heredité & succession que dessus fust ostee & arrachee de leurs mains comme de person-

nes en estant indignes, & ainsi en auoir esté iugé par arrest<sup>2</sup> de Paris en l'an mil trois cens quatre vingts vnze, pour les biens de Rabe comme est rapporté es questions de maistre Iean le Coq<sup>a</sup>, dont Papon auroit fait mention en sondict Recueil<sup>b</sup>, & encores rapporté par le President Aufrery en

a question  
266.  
b au titre  
des succes-  
sions legi-  
times ar-  
rest 2.



quelque part de ses arrests <sup>a</sup> : les autres au contraire les en- <sup>a 4. parte.</sup>  
<sup>arrest. 130.</sup>

3. ns & descendants du meurtrier exclus à ce presque vnanimement tous s'accordans & consentans aux fins que par for-  
 fait & meschanceté si grande, il ne fust en la puissance des plus meschans & ouuriers des meschancetez, hazardant leur vie & honneur, enrichir par ce moyen les leurs, & qui pro-  
 uieroient de leurs corps, le fisc exclus, soit de la Majesté ou du Seigneur, y appellans ab intestat les autres plus prochains, pour leur faire adiudication des biens & successions des ainsi meurtris, pour autant que bien que regulierement <sup>b Quintil.</sup>  
*in cede spectanda sit donatio* <sup>b</sup> au fraticide toutesfois vien- <sup>declam. 324.</sup>  
 nent à considerer que la voix du sang du frere crie à Dieu <sup>c Gen. c. 4.</sup>  
 de la terre <sup>c</sup> aux fins de vengeance d'un tel forfait que le droit du sang, de la nature, des communes entrailles maternelles, la mesme cause de vie, bref les mesmes & premiers commencemens, n'ont peu empescher ny destourner <sup>d Quintil.</sup>  
<sup>d</sup>, & iusques là que la peine en est tellement capitale <sup>declam. 321.</sup>  
 le qu'elle ne vient pas seulement à l'affliction du corps du delinquant, mais à la priuation totale de ses biens, pour les appliquer aux legitimes successeurs du meurtry, autres  
 4. toutesfois pour les raisons que dessus que desdits enfans & descendants d'iceluy meurtrier : ce qu'est comme vulgaire en Droit, en l'hypothese, en laquelle la femme meurtrier par le mary, ores qu'iceluy suruiuant à elle par conuentions matrimoniales à ce accordees il semblast qu'il deust gagner la dot; toutesfois par l'aduis & sentence des Iuriconsultes ledit mary par son forfait est priué dudit gain, & l'action est acquise aux heritiers & successeurs legitimes non point au fisc <sup>e l. si ab. ho.</sup>  
<sup>e</sup>, lescits enfans en forfaisant tousiours <sup>ff. de bonis</sup>  
 exclus, tout ainsi qu'es portions mesmes, reseruees par la <sup>vir. ff. solut.</sup>  
 Loy à iceux des biens de leur pere condamné, n'y trempent aucunement en aucune partie les biens quels qu'ils soient que seroient obuenus & appartiendroient audit condamné, raison & cause de son crime <sup>f</sup>, de mesme tel & <sup>f l. cū ratio.</sup>  
 semblable gain n'estant seulement aupres du crime, mais <sup>ff. de bonis</sup>  
 en & parmy iceluy meslangé & brouillé <sup>g Seneca.</sup>  
 certain de Droit, tout ce que par le pere a esté acquis <sup>Epist. 87.</sup>

par forfait & meschanceté estre osté & ravi à ses enfans<sup>a</sup>, car pour destourner & diuertir entierement les peres de tels semblables forfaits, la Loy auroit commandé en plusieurs cas, veur & entend les enfans estre priuez de tout esmolument & profit de la substâce paternelle<sup>b</sup>, d'où auroit procedé que le vassal delinquant enuers son Seigneur le fief est osté au fils, mais les plus prochains parents ne sont priuez d'iceluy<sup>c</sup>, comme tres-bien auroit annoté le susdit Robert aduocat en amenant vn arrest contre le sieur de Nemours du 7. Septembre 1566. & avec iceluy vn autre à ce en effect conforme du 12. Feurier 1590. que pourront estre veus dans son liure des choses iugees es lieux à la marge cottez<sup>d</sup>, dont nous confesserons ingenuement auoir tiré en substance vne bonne partie de ce dessus pour l'agencement de ce chapitre, ne tendant ailleurs qu'au mesme preiugé desdicts arrests & exclusion des enfans du meurtrier, amener l'arrest qu'en nostre dite Cour à Tholose ces annees passées fut prononcé solennellement par monsieur le Presidēt Berthier, au profit & faueur des plus prochains du meurtry, les enfans du meurtrier exclus contre le Procureur general du Roy & Procureur d'office du sieur iusticier, ce qu'encores est conforme aux autres arrests alleguez par M. Boyer en ses decisions à la marge cottees<sup>e</sup>, où nous renuoyons ceux qui pour ce regard en desireront sçauoir d'auantage. Et pour la fin remarquerons seulement que les anciens arrests cy-dessus alleguez par lesquels le fraticide estoit déclaré capable de la succession de son frere par luy meurtry, mais que de ses mains comme indigne les biens luy estoient ostez au profit du fisque, n'auroient esté suiuis es derniers temps, comme aussi quelques vns de nos modernes<sup>f</sup> les auroient iugez non seulement iniques, mais de mauuais exemple, par lequel les autres plus prochains seroient retirez de la poursuite & accusation du meurtre, qui viendroit à interest à la republique pour se soin & diligence appartenir à l'heritier & tous autres ausquels le desir & dueil dudit defunct touche & appartient, & ausquels plustost qu'au fisc *solumen hereditatis iure proximitatis debetur*: ce que & au point dont estoit question en ladite hypothese preiugée es derniers iours par Arrest à Tholose, feu monsieur Ferron sur les Coustumes de Bordeaux<sup>g</sup>, auroit

a l. si quis in  
falsi. ali. Cor  
ne. de falsi. ff.  
l. cum falsi. ff.  
eod.  
b l. i. C. de  
naturalib. l.  
si quis ince.  
stus. C. de  
incest. nupt.  
c ad. m. i.  
casibus sen.  
d. p. m. i.  
d. ob. j. c. 7.

e de decis. quest.  
25.

f Molin. ad  
dit. quest.  
Gall. 267.

g Tra. de te.  
p. 9. l.

5

6

7

auroit nommément tenu, raisonné & confirmé à l'exclusion des enfans dudit meurtrier, lesquels auroient esté faicts indignes quant à ce, par le forfait du pere, par les decisions du Droit à la marge cotez <sup>a</sup> : autant en auroit dict & respondu le sieur Charondas, qui en allegue les Arrests aux lieux à la marge cotez <sup>b</sup>, ledit feu Papon aussi ne l'auroit oublié, tant au lieu cy dessus cotté, qu'autre en la marge indiqué. <sup>c</sup>

<sup>a</sup> l. *Lucius ff. de iur. fisc. d. l. si quis cum falso. glo. in l. ff. si quis aliquo testis. prohibue.*  
<sup>b</sup> lib. 2. de ses Respons. cap. 80.  
<sup>c</sup> En son dit Recueil tit. des indignes à succeder.

CHAP. XCV.

- 1 Par Arrest du Parlement de Paris auoir esté preingé par prouision des biens d'un frere, ou autre parent absent & presumé mort, deuoir estre partagez en baillant caution, est de feu Papon amené.
- 2 Ce que conceu generalement peut receuoir plusieurs exceptions prises de plusieurs circonstances qui y peuuent interuenir, comme en l'hypothese apres suyuant.
- 3 Sentence du Viguiier de Figeac ou son Lieutenant, pardeuant lequel l'instance auroit esté introduite.
- 4 Sentence du Seneschal dudit Figeac confirmatiue de la susdite, & sans despens.
- 5 Grieffs du frere aîné en la Cour, en laquelle se seroit porté pour appellant desdites sentences.
- 6 Responce ausdits grieffs des appellez.
- 7 Arrest de ladite Cour à Tholose, par lequel le manteau tourné la cottité des biens du frere absent, est baillee en iouissance & administration iusques à ce qu'autrement il feust apparu de la mort dudit absent, ce que les appellez pourroient faire, si bon leur sembloit, dans trois mois, declarant cependant tous & chacuns les biens dudit appellant affectez & hypothequez pour la reddition de compte, & restitution au surplus de ladite cottité.

KKKK

8 La procuration seruit de beaucoup pour ledit Arrest, avec ce qu'il apparoiſſoit par actes produicts au procez s'estre de beaucoup endebtez, & par consequent obliger, & hypothéquer leurs parts & portions.

9 Euenement par lequel le susdict Arrest & autres à ce conformes, la droicturiere Iustice auroit esté cogneüe & auerree.



a En sondit  
Recueil  
derniere-  
ment im-  
primé par  
Foliet Tit.  
de Partage  
Art. 6.

O v b s le tiltre des partages Arrest 6. feu Papon au-  
roit laissé par escrit en s<sup>o</sup> Recueil, de l'an 1601. par  
& datte <sup>a</sup>, auoir esté preiugé & dit, par prouision les  
biens d'un frere ou autre parent absent, & presumé mort, de-  
voir estre partagez, en baillant cautions: Ce que conceu &  
pris si generalement & indifferemment comme il est escrit;  
peut receuoir comme toute autre generalité, tât vniuerselle  
qu'elle soit, des exceptions qu'on appelle prinſes de plusieurs  
& diuerſes circonstances, qui peuuent interuenir au fait, com-  
me de celuy qui s'ensuit. Il y auoit au haut païs de Quercy  
quatre freres, deux germains, & autre deux vterins, qui te-  
noient & possedoient esgalement & par indiuïs vn beau te-  
nemēt dans vn village de la Viguerie de Figeac, que leur pere  
qui estoit rustique & laboureur decedé *ab intestat*, leur auoit  
laissé en l'an 1548. que leur dit pere seroit decedé, depuis le-  
quel temps, iouissans ainsi lesdits freres dudit tenemēt & sus-  
dits biens, communément & par indiuïs, le dernier & plus  
jeune d'iceux, ayant desir comme il disoit, de voir le monde,  
auroit prinſe deliberation de s'en aller en Espagne, pris & em-  
prunté de son frere aîné, cinquāte liures tournois, pour fai-  
re son voyage, desquelles il se seroit rendu debiteur audit son  
frere, auquel il auroit en s'en allant faite procuration, par la-  
quelle luy auroit donné charge & puissance de prédre, iouyr  
& perceuoir la quotité, & quatriesme partie de leursdits biēs,  
& generalement de tous autres ses affaires, comme il eust fait  
& peu faire s'il eust demeuré en ce païs, vescu & demeuré en-  
semblement, avec leurs autres freres, comme il auoit fait iuf-  
ques au iour: Sur ce estant departy, & acheminé; où bon luy

auoit semblé, ledit frere aisné iouyssant de sa part & portion au moyen & en vertu de ladite procuration, il n'est sçeu ny entendu aucunes nouuelles dudit frere absent, de dix ne de douze ans apres son depart, au bout desquels les autres deux freres puisnez prouoquent à diuision & partage desdits biens leur frere aisné, & à ce qu'en venant à diuision & partage, la portion de leur frere absent y vint & trempast à chacun pour vne troisieme, avec reddition de compte pour cottité de l'administration qu'en auoit eue des biens de leurdit frere absent à present trespaslé, quoy que soit pour tel tenu & réputé, & mesme dès lors de son partement, depuis lequel ils n'en auoient ouy vent ny voix, estant par ce moyen à presumer n'auoit vescu long temps apres; eux par ce moyen y deuant participer pour leur cote-part, à tout le moins par prouision, & iusques à ce qu'ils en aurent apprins plus amples & certaines nouuelles, offrans pour des-interesser leurdit frere aisné, luy bailler cautions bonnes & solubles de ce que leur aduiendroit de la part dudit leur frere, & par mesme moyen l'acquiter de ladite reddition de cōpte enuers luy, au cas qu'il retourast en ce pays, ce qu'ils disoient deuoir suffire, outre ce que leurdicte portion ne consistoit la pluspart qu'en immeubles qui portoient d'eux-mesmes, ne pouuant estre esgarrez, leur caution & assurance, & qu'ils consentiroient demeurer affects & hypothéquez quant à ce. Ledit frere aisné au contraire, disant qu'il n'apparoissoit de la mort dudit leur frere, & qu'il auoit procuration de luy en son absence, en vertu de laquelle il auoit iouy & possédé iusques au iour, cōme il le deuoit & pretendoit encores, iusques à auoir sçeu nouuelles certaines de la vie ou mort de leurdit frere, & au demeurant alleguoit contre seldits freres, qu'ils auoient assez affaire à gouuerner leurs cottitez & part de leur chef, sans s'emparer de celle de leurdit frere, parce qu'ils n'estoient que des vagabonds, ne tenans le cœur aux affaires comme il falloit, mais puis qu'ils vouloient la diuision, pour iouyr mieux à leur aise de leurs parts & portions, ne le pouuant autrement empêcher, il y consentoit pour leur cottité, & quatriesme pour vn chacun, au demeurant n'estre tenu leur rien communiquer ny participer pour le present de la quatriesme, & cottité de



leurdit feu frere, de laquelle il deuoit demeurer cependant iouissant & possesseur, & laquelle soit en principal ou accessoi- res ne se pourroit perdre ny esgarer entre ses mains, comme pourroit bien entre les mains de seldits freres qui n'estoient pas plus sages qu'il estoit de besoin, car ce sont les termes dont il vsoit : surquoy & ce qui en dependoit, les parties ouies pardeuât le Iuge & Vignier de Figeac, où la cause estoit introduite, par sentence d'iceluy, ledit frere aîné est cōdamné à rendre compte de ladite administration depuis l'an passé, apres le depart dudit frere absent, que ladite procuration auroit expiré, neantmoins venir à diuision & partage de tous biens incluse, la portion dudit absent, à la charge de bailler bonnes & suffisantes cautions respectiuelement par lesdits freres l'un à l'autre, de rendre ce qu'au moyen de ladiete di- uision pourroit escheoir à vn chacun d'eux des biens & droicts d'celuy dit frere absent de soy indemniser, pour ce regard respectiuelement, au cas qu'iceluydit frere absent retourneroit, & sans despens. De laquelle sentence ledit frere aîné releue & exploite l'appel au Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege dudit Figeac, au iugement duquel y auroit eu diuerses opinions, en fin celle passa, par laquelle ladite sentence estoit confirmee, & sans despens, pour la difficulté comme l'on pretendoit qui estoit en la matiere, & de ladite sentence, pareillement ledit frere aîné auroit releué appel en la Cour de Parlement à Tholose, où le procès porté & conclud estoit par grief representé par ledit appellant qu'il n'y auoit aucune preuue certaine, par où il peut paroistre au- cunement du decez dudit feu frere absent, & partât qu'il estoit à presumer qu'il estoit viuât, ainsi que la Loy mesme presume iusques au centiesme an de son âge avec telle presumption, qui estât de Droit elle vient à charger l'aduersaire de preuue contraire \*, alleguoit en outre des arrests, tant de la Cour de Parlement de Paris, que de la susdite de Tholose, par lesquels auroit esté iugé qu'on ne se pouuoit porter heritier d'un absent, & par ce moyen occuper ses biens quelque long temps qu'il y eust de son absēce, sans qu'au prealable il apparust certainement de sa mort, & que l'administration de ses biens seroit cōmise à vn des plus suffisās & capables qui seroit trouué

à Glo. in l.  
2. §. si du-  
bitur ff.  
quemadmo-  
desta. ap. r.  
Alciatus de  
presump. re-  
ru. l. 44.  
Vincench. lib.  
de presump.  
c. ca. 583.

entre ceux qui se pretēdroiēt plus proches heritiers, à la charge d'en rendre compte, & en baillant par luy bonnes & suffisantes cautions, ce qui se trouuoit en ce fait, auquel l'appelāt auoit charge par procuration de son frere absent, continuee depuis pour n'auoir esté reuoeuee par taise consentemēt d'iceluy fait pour le temps de son absence, qui duroit encores, tellement que veu ladite procuration, & que d'ailleurs la cogitation & sollicitude de la succession du viuāt ou de la mort duquel on doute, estoit detestee, comme de mauuais exemple, suiuant ce qu'est dit ailleurs, & dans Tite Liue, *Vino & spiritante me hereditatem meā ambo & spe & cupiditate improba creuisti*,<sup>a</sup> consequemment telle succession ne pouuant estre apprehendee, elle ne pouuoit pareillement estre diuisee, par ce que de droit l'heredité peut estre seulement diuisee, qui peut pareillement estre demandee, à quoy estoit respondu par lesdits freres appelez, que la lōgue absence de treize ans, lors de la sentence de laquelle y auoit appel, & à present de quinze faisoit à presumer ledit frere absent mort, la presumption de laquelle estoit terminee par Bartole<sup>c</sup> à cinq ans, l'opinion duquel en cest endroit à la Decision de la question par vn Docteur ancien amenee, *si per mundum, vagari cepit iuuenis, & tunc ab eo tempore de eius vita cœperit dubitari*, proferoit que si apres cinq ans sont passez sans en sçauoir aucunes nouuelles, moins de sa santé, alors sa mort estre prouuee suffisamment, <sup>d</sup> singulierement és choses de peu de consequence, & desquelles le fait seroit trouué reparable comme estoit icy au moyen de la caution ordonnee par le Iuge à quo, comme en ce cas par simples presumptions, la mort venant à estre verifiee, & desquelles il y en auoit assez au present fait par vne absence si longue, sans en auoir receu nouuelles d'aucun qui fust allé là où il s'estoit acheminé, bien que plusieurs y fussent allez & retournez depuis: & quant à ce qui estoit allegué des cent ans, iusques ausquels l'homme estoit à presumer viure, estoit respondu que cela se deuoit entēdre de la possibilité de l'aage de l'hōme, *secundum naturam*, mais que pour cela il ne falloit pas inferer que tout homme viue cent ans, mais qu'il est possible, & se pouuoir faire iusques à tel temps: sur ce la Cour par son arrest du mois de May 1564. en la premiere Chambre

<sup>a</sup> l. ultima C. de pactis l. nec nos C. de postlim. reuers.

<sup>b</sup> l. per familia ff. fami. hanc.

<sup>c</sup> in tract. de testamento, in ca. mortuum hominem.

<sup>d</sup> Boyer Decis. 88. qui allegue en semblable aucto. corset. in suo reperi. torio ad abba. fient.

des Enquestes, auroit mis l'appellation, & ce dont a esté appelé, ensemble la sentence dudit Juge de Figeac, dont auoit esté appelé audit Seneschal au neât, retenu la recognoissance de la cause, en laquelle auroit ordonné qu'il seroit fait partage & diuision de biens communs entre parties de leur chef seulement, suiuant les offres quât à ce qu'en auoient esté faites par les parties, & au demeurât & pour le regard de la cottité & biens de l'absent que ledit frere aîné, Procureur à ce constitué par ledit absēt pour lors de son depart, iouyroit & administreroit la susdite cottité dudit absent, cōme il auroit fait depuis qu'il s'en seroit allé, iusques à ce qu'autrement il fust apparu de la mort d'iceluy absent: ce que lesdits appelez pourroient faire, si bon leur sembloit dās trois mois, rēuoyant à ces fins la cause & parties pardeuāt le Juge de Figeac, autre que celui dont auoit esté appelé, declarant cependant tous & chacuns les biens dudit appellant affects & hypothéquez pour la reddition du compte de l'administration & charge d'iceluy frere aîné, & restitution au surplus de ladite cottité, quand & à 8  
qui il appartiendrait: en quoy ladite Cour s'arresta principalement sur ladicte procuration & qualité dudit frere aîné, en ayant eu meilleure opinion que desdicts freres puisnez, qu'il apparoissoit par actes produicts au procez, s'estre de beaucoup endebtez, & par consequent obliger & hypothéquer leurs parts & portions. L'Aduocat Chenu en amene en ses Questions de Droit, de semblables & pareils prejuges, que ie n'ay voulu oublier à suite du susdit, & cōfesser ingenuēmēt que pour l'agencement de ce chap. i'en aurois emprunté vne bonne partie de ce dessus, dont ie ne l'auroy voulu frustrer ainsi que pourra estre veu par ceux qui lirōt ce qu'il y rapporte <sup>a</sup>. Nous n'oublions toutesfois pour la fin, qu'après ledit arrest du Parlement de Tholose, & ayant lesdits freres faicte la diuision suiuant iceluy, estans au surplus en peine lesdits deux freres derniers de prouuer & verifier le decez de leurdit frere absent, voicy qu'en propre personne il les en vient releuer, & d'absent de son long & grand pelerinage qu'il auroit fait, comme il disoit outre mer, & autres pais plus loingtains, és mains des Payens & Sarrafins, par lesquels il auroit esté detenu yn fort long temps, Dieu luy ayant fait ceste gra-

*a quest. 62.*

ce que de le tirer de leurs mains, & s'en venir en ce pays, où il estoit à present graces à Dieu, la venue duquel auroit mis lesdits freres hors de procez & different qu'ils auoient pour son regard: de fait il se seroit retiré avec sondit frere aîné, vesçu  
 9 quelques iours en sa maison, & y seroit decedé sans iamais se marier, apres auoir faict testament, & par iceluy institué heritier vniuersel sondit frere aîné, auquel par ce moyen tout demeura comme il en iouïssoit & possedoit auparauant, & par cest euenement vint ouuertement à estre cognu la droicturiere Iustice de cest arrest dudit Parlement à Tholose, & autres à ce conformes par ledit Chenu, au mesme lieu que dessus amenez & alleguez.

---

C H A P. X C V I.

- 1 *Paroles d'Abraham donnant le choix du partage à son nepueu.*
- 2 *D'où auroit procedé la coustume aux partages des choses terriennes, que le plus grād fait le partage, & le moindre a le choix.*
- 3 *Ce qu'a lieu entre freres, ou leurs descendans, diuisans entre eux les biens paternels, car autrement la diuision en doit estre faite au sort, & par office du Iuge, & comment.*
- 4 *Hypothese y singulierement exprimee.*
- 5 *Sentence sur l'instance pardeuant le Iuge ordinaire de S. Cere, conformément à ladite coustume.*
- 6 *Arrest de ladicte instance interuenu, par lequel estant question entre autres personnes que freres & descendans, les appellations, & ce mis au neant, auroit esté ordonné que la diuision seroit faite à l'esgard des probes experts, & autrement comme il y est narié & contenu.*
- 7 *Autre arrest à ce conforme.*

a lib. c. 20.



b lib. ca. 8.

c Seneca.  
lib. 6. con-  
trouers. con-  
trouersia 3.

d in decis.  
quest. 281.

AINCT Augustin parlant en quelque lieu des li-  
ures de la Cité de Dieu, du departemēt d'Abraham  
& de Lot, fils de son frere, pour garder & entrete-  
nir entre eux la paix & charité fraternelle, iceluy A-  
braham, dōnāt le choix audit Lot, luy vint à dire par sembla-  
bles paroles en substance <sup>b</sup>, qu'il n'y ait point de debat entre  
moy & toy, & entre mes pasteurs & tes pasteurs, pour ce que  
nous sommes hommes freres, toute la terre est elle pas deuāt  
toy? Depars d'auec moy si tu vas à la fenestre, i'iray à la dextre,  
ou si tu vas à la dextre, i'iray à la fenestre D'icy paraduventure  
adiouste le mesme S. Augustin, s'est fait ceste paisible coustu-  
me entre les hommes, que quand il faut departir quelque  
chose des choses terriennes, le plus grand part; & le moindre  
eslit: & laquelle coustume auoir esté anciennement entre les  
hommes: les Loix des declamateurs le signifiēt aucunement  
quand elles disent, *maior frater diuidat patrimonium, minor eligit*,  
<sup>c</sup> où notamment faut remarquer le mot de *frater*, comme de  
mesme en l'exemple proposé d'Abraham & Lot: iceluy Lot  
estoit fils du frere dudit Abraham, & que de mesme à suite,  
est raisonné pour vne partie des deux, entre lesquelles ladi-  
te controuersie estoit que la Loy par la susdicte auoit eu crain-  
te, *ne minor circumscriberetur*: d'où vient à estre remarqué, qu'o-  
res qu'il n'y ait chose plus vulgaire entre probes partageurs,  
mesmes au haut pays de Quercy où nous sommes, que ce  
brocard ancien, qu'ils tiennent pour vne reigle & maxi-  
me indubitable, qui en deuissant & partageant, faut que  
le majeur parte & diuise, & que le mineur & plus ieune  
choisisse, & que pareillement entre plusieurs personniers le  
plus aîné face les lots & parts d'un chacun, & apres que les  
autres choisissent du plus moindre au plus grand, ordre par  
ordre l'un apres l'autre, du plus petit au plus grand, & ainsi  
en montant d'aage par aage, ce neantmoins cela a, & peut a-  
uoir lieu entre freres diuisans entre eux les biens paternels:  
car autrement quelque chose que le S<sup>r</sup> de Grenoble en puisse  
auoir rapporté de l'ancienne coustume par luy alleguee &  
obseruee <sup>d</sup> de Droit quand il est queſtion de telles diuisions  
& partages, soit de biens paternels, materuels, ou autres  
quelconques, la diuision en doit estre faicte au sort, & par  
l'office



l'office du Iuge, par lequel il cōmettra d'arbitres partageurs pour faire la diuision des biens dont sera question : & icelle faicte, le choix pourra estre mis au sort par Cartels de diuision, qui seront meslez & broüillez ensemble, pour estre prins l'un apres l'autre, de ceux à qui il appartient, tel que viendra à sa main & y rencontrera, & en telle sorte deuoir estre faictes & se faire cōmunément la diuision & partage, cōme attestent

en plusieurs parts les Docteurs & interpretes du Droit : <sup>a</sup> sans que ce qui est dit des sorts puisse porter scandale à aucun, <sup>a</sup> *Barto. in l. 1. de his qui se deforunt n. 10. C. Iason. in l. 3. num. 7. commu. de lega C. Benedictus in ca. Rainu- cius super verbo. in co- de testamen- to in l. num. 211. Bald. in l. si duobus C. commu. de lega. b* <sup>b</sup> pourueu qu'ils soient faits sans superstition, y ayant plusieurs façons de sorts humains qui n'ont aucun vice ny diuination, & le gardent par les loix,

- 4 comme obseruance & vsage d'icelles. Par ainsi comme il fut question entre certains habitans, manans & bien tenans du village de Fenartugues, dans la Chastellenie de saint Cere, au Viscomté de Turenne en Quercy, vne diuision & partage de plusieurs & notables biens, esquels consistoit la plus grād part dudit village, paternels, fraternels, aduentifs & autremēt acquis par les parties, ou plus grand partie d'icelles : les plus ieunes pretendans les majeurs & plus vieux deuoir faire la
- 5 diuision, & apres le choix leur en estre deferé âge pour âge, du plus petit iusques au plus grand : Instance sur ce meüe en l'an 1559. pardeuant ledit Iuge ordinaire dudit Saint Cere, par sentence d'iceluy auroit esté ordonné, que le plus aîné d'eux feroit la diuision, pour icelle faicte les plus ieunes en montant d'âge en âge auoir le choix des portions ainsi diuisees : l'aîné des parties estans pour le moins septuagenaire en auroit releué appel au Iuge d'Apeaux, qui estoit pour lors au Viscomté de Turenne, au lieu duquel à present y auroit Iuge Seneschal, & dudit Iuge au Seneschal de Quercy au siege de Martel, & le procez porté & conclud, ladite sentence auroit esté tousiours confirmee, vray est qu'il auroit esté dit par ledit Seneschal audit Martel, sans despens de l'appel, d'où de mesme releué appel en la Cour, par le mesme appellant plus aîné desdits parsonniers, le procez porté & conclud en iceluy, ledit appellant auroit fait remōstrer par ses griefs, que c'estoit la ruyne de faire la diuisiō, & qu'apres parties en feis-

LLL

sent l'election âge pour âge de leur minorité, & encores vne  
 confusion intollerable, pour tant & tant de parcelles qu'il y  
 conuenoit faire en plusieurs & diuerses sortes de biens, à oc-  
 casion dequoy il n'y auoit raison de telle & semblable diui-  
 sion entr'autres personnes que freres ou fils de freres, qui n'e-  
 stoient icy la plus grand part, ainçois que lescdites parties pour  
 y proceder deuoient accorder d'expers, comme de sa part il  
 offroit, pour par eux estre procedé à la diuision, & apres pour  
 le choix, cartels baillez respectiuellement aux parties, ou bien  
 entr'elles entrer en licitation sur les parties, qu'une chacune  
 d'elles voudroit choisir, & autrement comme il seroit per-  
 mis & loisible de droit. A quoy pour les appeller n'estoit au-  
 tre chose respondu, sinon que la Coustume estoit que le plus  
 aîné deuoit partir, & apres les plus ieunes choisir, & en pro-  
 duisoient d'attestatoires, quant à ce où plusieurs estoient ouïs:  
 mesmes des partageurs & diuiseurs, entre lesquels quelques-  
 uns disoient & deposoient qu'ils l'auoient veu garder quel-  
 quefois, & quelquefois non, & deposoient en fin pour leur  
 conclusion qu'és diuisions grandes, & où il estoit question de  
 plusieurs & diuers biens entre parties, il estoit fort mal-aisé &  
 difficile que les majeurs & plusieurs s'y peussent sauuer en ce  
 faisant, sans encourir grands dommages & preiudices. Sur-  
 quoy s'en seroit ensuiuy Arrest, en l'an 1564. à la seconde  
 Chambre d'Enquestes, par lequel les appellations, & ce dont  
 auoit esté appellé: ensemble les senténces du Iuge d'Appeaux  
 au Viscomté de Turenne, & Iuge ordinaire dudit Saint-  
 Cere mis au neant: auroit esté ordonné que la diuision dont  
 estoit question entre lescdites parties, seroit faicte à l'esgard de  
 probes experts, dont elles accorderoient, autrement en se-  
 roient prins d'office, pour apres le choix estre fait au sort des  
 Cartels qui seroient respectiuellement baillez, si mieux elles ou  
 l'une d'icelles à qui appartiendroit, n'aimoit mieux encherir  
 & surdire aux partis qu'ils voudroient & pretendroient, & qui  
 plus leur plairoient, pour estre baillez à celuy qui plus y sur-  
 diroit & offriroit meilleure & plus aduantageuse condition:  
 les parties à ces fins renuoyees pardeuât ledit Iuge de S. Ce-  
 re, autre que celuy auoit donné ladite sentéce dont auoit esté  
 appellé, & sans despens: & de mesme en auoir esté prononcé 7

par arrest du premier Iuin 1579. entre les parties y nommees, l'apostillateur Pisard auroit notamment escrit & recité sous ladite question dudit sieur President de Grenoble, où il remarque, *diuersam facti speciem*, pour y auoir esté differant, à raison d'une successiō & heredité à diuiser & partir entre estrangers, nullement aux termes premiers & susdits d'une paternelle entre freres, l'aîné desquels deuoit diuiser il dit estre de droict, pour tel frere aîné pour son âge auoir la notice des facultez de l'heritage par dessus les autres freres, & encores il adioust que l'arrest susdit entr'autres que les susdits freres, portoit que la Cour l'auroit ainsi ordonné pour des iustes cause à ce la mouuans, qui viennent comme par ce dessus, à estre quasi descouvertes.

---

CHAP. XCVII.

- 1 *Prinileges octroyez par les Papes aux Religieux de Cisteaux.*
- 2 *Entre autres de l'exemption des dixmes, pour les terres qu'ils cultiuoient ou faisoient travailler & cultiuer.*
- 3 *Laquelle exemption fut confirmée par le second Concile de Latran, pour les terres acquises auparauant le Concile, & quant à celles qu'ils acquerroient apres, qu'ils payeroient les dixmes aux Curez, dans les parroisses desquelles les terres estoient assises, avec une exception, qui auroient depuis occasionné les Abbez & Religieux moyenner plusieurs concordances avec lesdits Curez.*
- 4 *Hypothese particuliere.*
- 5 *Instance sur ladite hypothese, avec les raisons particulieres à suite d'un costé & d'autre.*
- 6 *Arrest du Parlement de Paris portāt semblable preiugé.*
- 7 *La retention sur le terroir dont estoit question, reseruee par la composition, auroit empesché toute prescription.*
- 8 *Arrest sur ladite instance de ladite Cour à Tholose.*



E zele, bonne & sainte vie des Religieux de Cisteaux auroit inuité les Papes à leur octroyer plusieurs beaux & singuliers priuileges, & entre autres l'exemption des dixmes, pour les terres qu'ils cultivoient ou faisoient trauailler & cultiuer par leurs gens & valets, dont ils se preualeurent tellement à leur auantage, qu'ils firent tant d'acquisitions, que les Ecclesiastiques à ceste occasion souffroient vne notable diminution de leurs reuenus, en firent plusieurs plaintes au Sainct Siege: de maniere que par le second Concile de Latran, tenu sous Innocent 3. il fut & demeura ordonné que l'exemption des dixmes octroyées auparauant aux Religieux de Cisteaux, tiendrait pour les terres acquises auparauant le Concile, & quant à celles qu'ils acquerroient apres, qu'ils payeroient le dixme d'icelles aux Curez, dans la parroisse desquels les terres estoient assises: le Concile y adioust vne exception fort remarquable: *nisi cum ipsis Ecclesiis aliter duxerint componendum*: qui auroit depuis donné occasion aux Abbez & Religieux, traiter & moyenner plusieurs concordances avec les Curez des parroisses pour la conseruation de ce priuilege, qui rend cest ordre fort illustre, & dont il est parlé en quelques parts du Droit Canonique, entre autres en auroit esté accordée vne pour les fruiets des dixmes du terroir de l'Oraison-Dieu dans la paroisse saint Hilaire pres l'Abbaye d'Aunes, entre la Dame Abbessse du monastere des Religieuses de l'Ordre de Cisteaux, qui estoit pour lors audit terroir d'Oraison-Dieu, & le chapitre, par laquelle il auroit esté conuenu & accordé, que lesdites Religieuses iouyroient des dixmes & caruelages croissans dans ledit terroir, à la charge de payer annuellement 30. sols audit chapitre, dont suiuant ce, lesdites Dames auroient iouy desdites dixmes, tant qu'elles auroient esté & demeuré audit monastere estant en pied sur les lieux, & iusques à ce que ladite Abbaye desdites Religieuses auroit esté vnée à celle d'Aunes, ledit monastere par ce moyen ruiné, depuis consecutiuelement l'Abbé & Religieux d'Aunes, ayant pareillement iouy desdites dixmes, comme estans au lieu & droit par ladite vnion de ladite Abbessse & Religieuses, & ce cōtinuellemēt & cōsecutiuemēt, paisiblement & sans cōtredit iusqu'à tant & puis 7. ou

2. cap. 2. de  
transact. ca.  
sugg. sum. de  
decimis ex.

8. ans, en ce que ledit Abbé d'Aunes ayant esté cōtraint pour la subuētion accordée au Roy vēdre ledit terroir d'Oraison Dieu avec sa grange, & par ainsi se deniettre d'iceluy avec ses droiēts & dixmes que dessus, qu'il auoit & tenoit par le moyē de la susdite vnion, au moyē de ladite concorde faite avec ledit chapitre: ç'auroit esté M. Raymō Carmen, Recteur dudit S. Hilaire, ensēble ses fermiers, qui cōme reprenās les droiēts anciens dudit terroir, deuenu entre mains d'estrāgers, & nullemēt priuilegez, auroit voulu iouyr & s'emparer desd. droiēts de dixmes, & à ces fins formé instance sur trouble & empeschement à eux de ce fait contre certains sequestres, és mains de qui lesdits fruiēts auoient esté saisis à la requeste de M<sup>r</sup> le Cardinal de Joyeuse Abbé d'Aunes, prétendant en ladite qualité auoir droiēt de prendre lesdites dixmes, lequel auroit fait euoquer aux requestes l'instāce que les susdits pour ce regard auoient introduiēte deuant le Seneschal de Tholose, ou son Lieutenāt, avec certaines informatiōs par autorité d'iceluy contre lesdits sequestres, faites ou apres ladite euocation, auroit esté tant procedé, que le Chapitre, Curé & fermiers deuēment appelez, il s'ensuit appoinctement en Droiēt, & à mettre & bailler par escrit où ledit sieur Abbé representoit ledit acte d'accord, la ratification d'iceluy qui s'en estoit ensuiuie, & la iouyssance consecutiue depuis de main en main, ensemble les priuileges de l'ordre sur l'exemption des dixmes que dessus, cela veu & la prescription qui s'en estoit ensuiuie, surpassant deux cens ans pour le moins, persistant en ses conclusions: au contraire les Prieur & Curé respondants qu'ils estoient en possession de prendre les dixmes sur la parroisse saint Hilaire, tel droiēt n'appartenant à autre qu'à eux, lediēt Abbé d'Aunes, n'ayant iamais prins ny perceu aucun dixme, estans par ce moyen eux fondez de droiēt, suiuant lequel ils concludoient & persistoient en la maintenue par eux requise desdits fruiēts: surquoy par iugemēt desdites Requestes, auant dire droiēt diffinitiuement, les parties sont appointees contraires dans certain delay, dans lequel ledit Abbé remettroit la transaction mentionnee dans l'acte de ratification au procez produite; cependāt sans preiudice du droiēt des parties ordonné que ledit Carmē & Grangier iouyroient



des fruits decimaux de ladite grange de l'Oraison-Dieu, autres toutesfois que des prez & vignes, à la charge de les tenir sous la main du Roy & de la Cour, iusques à ce qu'autremēt en fust ordonné, dont ledit Abbé appelle, & verifie en la Cour, & lesdits Prieur & Curé impetrent lettres pour estre receus appelans du mesme iugement, en ce que le procez & different des parties n'auoit esté iugé diffinitiuemēt, comme ils soustenoient se deuoir & pouuoir faire, attendu principalement que la composition mentionnee dans l'acte de ratification produict au procez, estoit indubitablement faicte à dessein par lesdictes Abbesses & Religieuses, aux fins qu'au moyen de ladicte exception dudit Concile, elles peussent subuenir à leurs intétions, qui estoit de s'attribuer ledit dixme dudit terroir, au grand preiudice desdits Prieur & Curé, contre ce qui auoit esté ordonné & decreté audict Concile, par ce qui en seroit apres iceluy fait, moyéné, traité, & accordé, ce qu'on pouuoit recueillir de la datte de ceste ratification, qui est vn siecle ou plus apres ledit Concile, & plus particulièrement de ces mots qu'on y lit couchez, *super facta decimarum, terrarum per monasterium, vel per ipsius gentes, cultarum*: & c'estoit la pretention de l'Abbé que les Religieux de Cîteaux ne payent dixmes des terres qu'ils traouillent, ou par leurs mains, ou par leurs gens & valets: tellement qu'à ceste occasion le chapitre ayant cédé le dixme contentieux audict Abbé, & luy en ayant iouy par temps immemorial, ils auroient à tout rompre, par ce moyen, acquis par prescription legitime ce droit, qui estoient les principaux griefs dudit Abbé, quant à l'original dudit acte de concorde, n'ayant peu par ledit Abbé estre reconuré, quelques diligences qu'il y ait sceu faire, & apportant l'acte de ladite ratification pour son antiquité, seul suffisant quant à ce, & ne pouuant nullemēt pour ce regard estre reuoqué en doute: surquoy estoit respondu, & en outre opposé par le Chapitre la determination du Concile de Latran là dessus interuenue, ladicte composition, & à suite ladicte ratification d'icelle, dont resultoit vne maxime que telle & semblable composition que dessus, auroit esté vn titre suffisant pour exēpter l'Abbé & ses Religieux de payer dixmes de ce terroir, pendāt & durant le temps qu'ils le pos-

sèdoient, mais non pour leur donner aucun droit de le-  
 uer sur les nouueaux acquereurs, en ayant vuidé leurs mains,  
 cela estant hors, & contre l'intention des contractans, mesme  
 du Curé, qui auroit pensé de gratifier les Religieux, en ne  
 leur ostant pas le priuilege, joint d'ailleurs que estendre vn  
 cas à vn autre, ce seroit ouuertemēt contre la nature des trās-  
 actions, sç auoir l'exemption de ne payer point de dixmes à la  
 faculté d'en leuer & prendre: deux droits en cause, facultez,  
 & effects tous differents, au surplus & pour presser plus auant  
 ledit Abbé, il luy seroit necessaire, que pour auoir la faculté  
 de leuer dixmes sur la parroisse de saint Hilaire, ou bien que  
 le Prieur & Curé fussent vnis au monastere d'Aunes, ce que  
 n'est pas, ou bien qu'il monstraist auoir de son chef exigé le  
 droit sur ses parroissiens, ce qu'il ne faut pas, ne se pouuant  
 ledit Abbé au reste fonder sur ceste cōposition: d'autāt qu'e-  
 stans des actes de grace accordez pour le temps qu'ils posse-  
 doient & tenoient le fonds tout à suite & à consequence de  
 leur priuilege, comme ils en ont vuidé les mains, telle & sem-  
 blable composition a prins fin & cessé, & le Curé recouré  
 son droit, *mutata rei conditione*, tout ainsi qu'ailleurs se trouue  
 decisi *in fundo dotali* <sup>a</sup> & *in Balnei Vsfu* <sup>b</sup>, & nommément  
 l'Aduocat du Molin auoit tenu pour axiome certain, *muta-*  
*tione personæ mutari conditione rei* <sup>c</sup>, comme le feu est charbon  
 en matiere terrestre, & en l'air est flamme, selon diuers sujets,  
 par lesquels il est receu, à quoy formellemēt sēble se rappor-  
 ter ce que Charôdas auroit escrit en quelque part de ses Res-  
 pōses auoir esté parvn arrest de Paris, pronōcé en robbes rou-  
 ges 1586. par lequel l'acheteur auroit esté condāné à payer la  
 censue, ou deuoir, & prestation annuellement recogneüe &  
 deuë au Roy, laquelle auoit esté dōnée & aumosnee à l'Eglise,  
 & depuis en a obtenu admortissement du Roy, & iouy dudit  
 heritage deux cēs ans, sans rien payer de ladite cēsue, & pre-  
 station, ledit heritage suiuant l'Edict de l'alienation du tem-  
 porel des Ecclesiastiques, vendu purement & simplement,  
 sans la charge de ladiēte censue & prestation annuelle, pour  
 autant que aisément & facilement la chose seroit retournee  
 à son premier & ancien estat, l'admortissement ayant fait  
 cesser & dormir la continuatiō de ladite prestation, pendant

<sup>a</sup> l. fundū ff.  
 de fundo do-  
 tali.

<sup>b</sup> l. sicut  
 Balnei. ff.  
 quib. modis  
 vsufr uo-  
 mita. Gui-  
 do. Pa. p.

quest. 382.  
<sup>c</sup> du Molin  
 sur la cou-  
 stume de  
 Paris, *super*  
*verbo tenus*  
 nobles.

*a. Argu. l. si  
ei. ff. comu.  
predio l. 2. cū  
quis dīsequit.  
ff. de hered.  
vel actio.  
vendi.*

qu'il a duré <sup>a</sup>, mais iceluy n'ayant plus d'effect, le droit qui y estoit confus auroit esté remis & restitué, sans qu'autrement il eust esté besoin au Procureur du Roy de s'opposer pour vn tel droit de cēsiue & prestatiō deuē à son domaine, & moins que ledit droit aye esté peu prescrire, quelque laps de temps qui fust passé, cōme n'auroit peu faire au cas principal & susdit desdites dixmes, cōtre lesdits Prieur & Curé qui en estoient & demeueroient fondees de droit commun: & en outre, venant à y estre consideré que telles & semblables concordes susdites, entre lesdites Abbeſſes & Religieuses, & le mesme susdit Prieur & Curé, ou le Chapitre, d'où ledit Prieuré dependoit nommé en ladite ratification estoient personnelles d'une part & d'autre, sçauoir des Prieur & Curé comme n'estans leurs successeurs obligez à les garder, mesmes que l'autorité des superieurs n'y estoit point interuenue <sup>b</sup>, & quāt

*b. Notat. in  
ca. 2. de trasf.  
act. § ibi  
Glo.*

aux Religieux, pour autant que les mesmes cōcordes & compositions auroient leur principal appuy & fondement sur les priuileges de l'ordre de tous points personnels, c'est à dire, reſtraint aux maisons de l'ordre de Cisteaux, & non plus outre: partant quand le contract de ladite concorde seroit produict & original par extraict, ou autrement en forme, tout ainsi que la ratificatiō en estoit produite, le Prieur & Curé susdit pourroit dire que telle & semblable composition est tellement preiudiciable à leurs Eglises, qu'estant autrement destitué des solemnitez de droit, ils ne la veulent, & moins sont tenus la garder & entretenir, & que quand bien l'obligation eust esté perpetuelle & passée iusques à eux, & leurs successeurs, cessas toutefois l'Abbé & Religieux de posseder ce terroir par l'alienation qu'ils en ont faite, ceste composition ayant son effect terminé en la personne aduenu en cōtemplation desdits Abbé & Religieux, auroit pareillement quant & elle cessé, comme admortie & prins fin, qui auroit fait que lesdits Prieur & Curé auroient à l'instant de ladite alienation, & qu'au moyen d'icelle lesdits Abbé & Religieux en auroient vuidé les mains, recouuré ledit droit de dixme que le priuilege auoit confus avec la propriété, pendant que lesdits Religieux tenoient en leur main, & possedoient ledit terroir, tout ainsi qu'il est ordinaire en droit, & fut aussi en effect prejugé par  
autre

autre Arrest de ladicte Cour de Parlement à Paris, du septiesme Septembre 1582. par lequel les dismes estans retournees à l'Eglise, lesquelles auparavant auoient esté possedees par gens laics, comme infeodees, auroiēt esté preiugees pour Ecclesiastiques, & non pour seculieres: comme retournees à leur premier ancien, & tel qu'estoient auparavant estat: tout ainsi que ledit Charondas auroit en quelque part recité <sup>a</sup>. Et <sup>a</sup> *Lib. 2. cap. 104.* quant à la prescription qu'estoit pretendue, la verité est telle, les Ecclesiastiques par longue possession pouuoir prescrire les vns contre les autres, & comme de droict, & n'estre reuocqué en douté que l'Abbé & Religieux pendant qu'ils ont eu main, iouy & possédé ce terroir, n'ayent de mesme iouy de la liberté & exemption des dismes, mais que l'Abbé & Religieux ayent par ce moyen prescript la faculté de prendre les dismes sur les nouueaux acquereurs & possesseurs de ce terroir, n'y peut eschoir conclusion pertinente, non plus qu'en deux droicts diuers & differents, tels que sont, ne payer point dismes pour raison des terres que l'on possède, ou bien prendre ce droict, & iouir de la faculté d'iceluy sur autrui, l'un ne venant estre inclus dans l'autre, & ce d'autant, que pour auoir prescript la faculté de percevoir & leuer le disme sur ses nouueaux acquereurs & parroissiens, il faudroit que l'Abbé fist voir comme par temps immemorial il auroit prins ce droict, tant par luy que ses Religieux & predecesseurs, sur les iouyssans & possesseurs de ce terroir, ce qu'il n'auroit point, n'y ayant vingt ans qu'on a aliéné iceluy terroir, la possession desdits Religieux leur pouuant auoir seruy pour la prescription quant à eux de la liberté de ladicte exemption, non pour acquérir autre droict sur ceste parroisse, joint qu'ayant le Prieur, ou le Chapitre dont il dependoit, composé avec l'Abbesse & Religieuses, avec la retention pour marque de superiorité sur ce terroir, ceste retention auroit empesché toute prescription, & quant à ce qu'estoit dit que les Religieux de Cisteaux iouissoient des dismes des terres qui leur appartiennent, la responce en est bien aisée qu'ils n'en iouissoiēt pas absolument *iure parrochiali*, mais entant que priuilegez: & pour ne payer point dismes de leurs terres, encores faut-il distinguer des terres acquises deuant ledict Concile, & des

M M M m

de cap. com-  
missum &  
delecti cap.  
licet. de  
Decimis.

terres acquises après iceluy, & avec tout cela le mesme priuilege est mis en jeu, comme allegué en vain icy, d'autant que lesdits Prieur & Curé n'inquietent & ne trauaillent lesdits Abbé & Religieux, comme tenanciers & possesseurs dudit terroir, auquel cas ils pourroient se defendre dudit priuilege: mais ils soustiennent auoir droit de prédre le dixme sur les nouveaux acquereurs, auxquels ceste exemption est inutile pour estre personnelle, propre & particuliere ausdits Abbé & Religieux seulement, estant chose certaine que les fermiers qui tiennent leurs terres ou à ferme, ou à deniers, ou à partie des fruits, ne iouyssent pas de tel & semblable priuilege<sup>a</sup>, qui auroient esté des principaux motifs, par lesquels la Cour, au rapport de nostre fils Maynard, en ladite seconde Chambre d'Enquestes, au mois de Decembre 1602. interinuant les lettres desdits Prieur & Curé, les auroit releuez des fins de non receuoir de desertion, amende, & au surplus mis les appellations, & ce dont auoit esté appelé au neant, retenu la cognoissance de la cause & instance principale, en laquelle auroit maintenu & gardé lesdits Prieur & Curé, en la possession & iouissance des fruits decimaux, excroissans audict terroir, dont estoit question, & tels qu'ils, ou leurs predecesseurs y prenoient & perceuoient auparauant, & au moyen, & en vertu de ladite concorde, de laquelle la ratification estoit au procez produicte, avec restitution de fruits qui en auroient esté prins & perceus, puis l'alienation dudit terroir és mains des nouveaux & tiers successeurs & acquereurs, & condamné lesdits Abbé & Religieux, és despens de la cause, le susdit Arrest avec la pluspart de ce que dessus, nous auroit esté baillé par nostredit fils, que nous n'auons trouué impertinant, pour estre inseré icy avec d'autres precedens, donnez depuis nostre absence de ladite Cour, que nous tenons vne bonne partie de luy.



## C H A P. XCVIII.

- 1 *Hypothese narree d'un faict aduenu.*
- 2 *Vouloir auoir gain sur gain ne semble raisonnable.*
- 3 *Arrest portant adiudication de l'augment de cinq cens liures, constituees par les freres à leur sœur, outre & par dessus le principal constitué en dot par le pere.*
- 4 *En dot promise non payee, le mary gaignant la dot par le predecez de sa femme, de mesmes icelle par le predecez du mary gaigner l'augment.*



V Mariage de damoiselle Marie Iuliane avec Iean Gisson, sont constituees en dot par le pere cinq cēs liures tournois, iceluy mariage contracté en & suivant les coustumes de Tholose, par lesquelles en cas de predecez de la femme, la dot augmente d'un tiers au profit d'icelle, cōme nous auons cy dessus és liures precedēts discouru & traicté, & en outre par les freres de ladite Iuliane sont cōstituees autres 500. liures en dot, payables toutesfois icelles 500. dans deux ans trois mois, apres lesquels le mary estant decedé apres les troubles, ayāt demeuré malade cōme estoit verifié pendant & durāt lesdits trois mois, seroit apres survenu different entre ladiète Iuliane, contre les heritiers de sondit mary, ausquels elle demandoit l'augment desdictes 500. liures à elle constituees par lesdits freres, non toutesfois payees, bien que sondict mary fust decedé trois mois apres le terme escheu à les payer & satisfaire, pendāt & durāt lesquels n'en ayant faict poursuite ne demande, c'estoit à ses perils & fortunes, & nullement à son preiudice, n'y pouuant tremper autrement en aucune façon, à quoy lesdicts heritiers remonstroient qu'il estoit vray que sondit mary estoit decedé trois mois apres le terme escheu du payement de ladiete somme, mais il estoit certain & notoire, & monstroient & verifioient par actes du procez que pendant & durant lesdicts trois mois, & quelque temps auparauant encores

MMMm. ij

pendant & durant ledit terme, il auroit tousiours esté & demeuré malade en sa maison, qui luy seruoit d'excuse patente pour n'auoir voulu ny peu conuenir seldits freres, & autres obligez à ladite somme en cas de restitutiō, & par ainsi ne luy pouuoit estre rien imputé pour ce regard, mesmemēt si estāt en l'estat, il auroit voulu auoir respect à seldits freres, suiuant l'argument qu'on peut tirer des lieux à la marge cottez <sup>a</sup> : & qu'au surplus formellement, & en la question estoient alleguez des arrests à ce conformes de ladite Cour à Tholose, singulierement pour monsieur de la Terrace, contre la vefue de feu monsieur de S. Helys, & autres arrests pour la damoiselle du Puy, au rapport de monsieur F. Sabatier, se conformans & rapportans à ce que des plus signalez Interpretes du Droit en auroiēt decisi & traité aux lieux à la marge cottez <sup>b</sup>, & adioustoit encores que lesdits cinq cens liures auoiēt esté donnees en dot par lesdits freres, à titre par consequent lucratif, & que pour suiure & pretendre augment d'iceluy, c'estoit autant que vouloir auoir gain sur gain, qui ne seroit raisonnable, attendu mesme que la difficulté d'agir, ou plustost la iuste cause qui auroit empesché le mary à ce faire, le venoit excuser, quoy que soit releuer à *mora agendi*, par ce que dessus en auroit esté dit & noté, ce neantmoins la cause deuoluē par appel en la Cour, par arrest d'icelle du 4. d'Octobre 1571. par ainsi en vacations, ledit sieur Berail auroit laissé par escrit en seldites Memoires, à son rapport l'augment desdites cinq cens liures auoir esté adiugé à ladite vefue contre les heritiers du dit feu son mary: il allegue quant à ce vn arrest donné contre Elotté, sans autrement le datter ny specifier, & pour la raison que puis que *in dote promissa non soluta lucratur dotem maritus vxore præcedente*, soit par paëte ou coustume de Tholose <sup>c</sup>, <sup>4</sup> *ita debet lucrari vxor augmentum*: nous n'y dirons ny adiousterons autre chose pour le present, pour en auoir ailleurs parlé & discouru suffisamment comme nous semble.

<sup>a</sup> l. ob res §.  
si extraneus  
de iure dot. l.  
supra & l.  
Menia ff. so-  
lu. matrimo.

<sup>b</sup> Guid. Pa-  
pa decif. 565  
Mathe de  
affict/Bene-  
dict. in rept.  
c. Raynutus  
super uetito  
& vxorem  
num. 785.

<sup>c</sup> Alexand.  
Conf. 64.  
volu. 4.

CHAP. XCIX.

1. L'Epistre decretale du Pape Innocent troisieme amenee.
2. Arrest de la Cour de Parlement à Tholose, portant que l'imposition de la rente en monnoye qu'auroit depuis l'imposition augmenté de valeur, & deuoit continuer en mesme espece de monnoye, mesmes aujourdhuy, & pourquoy & comment.



1. L se lit vne Epistre decretale du Pape Innocent 3. par laquelle il est nommément dict, que les cens & rentes annuels <sup>a</sup> doiuent payer en premiere & ancienne monnoye, qu'ils auroient esté imposez ou constituez, ou bien en leur valeur & estimation, sinon qu'il soit prescrit en payement & solution d'autre monnoye, bien que de plus petite & moindre valeur <sup>a</sup>, suyuant ce qu'en est amplement discouru, allegué & raisonné par de nos Modernes, au lieu à la marge cotté <sup>b</sup>, où nous renuoyons ceux qui en voudrôt sçauoir dauantage, & nous contéterons icy auoir trouué esdites Memoires dudit sieur Berail, auoir esté iugé par arrest general de la Cour, auant les festes de Noël 1571. que la rêge qu'estoit payable dès sa constitution & imposition en escus sol, qui ne valoient pour lors que trente sols tournois, se deuoit cōtinuer & payer en escus, bien qu'augmentez en valeur au double, contre ce toutesfois qu'aucuns de nos Docteurs auroient tenu <sup>c</sup>, & suyuant ladite decretale, parce que nos Docteurs Canoniques communement y est dit & appor-  
 2. té, sans s'arrester à ce qui est dit & amené de *mutatione bonitatis extrinsece, & intrinsece monete soluenda*, parce qu'entre nous & parmy l'vsage de la France, en ceste sorte & pour ledit arrest, ne faut douter que tout allant tousiours en empirant, singulierement quant aux monnoyes & cours d'icelles, l'escu sol en poids & matiere, bien que de moindre prix par autorité publique & cours suyuant icelle qu'il auoit, ne fust de plus grand prix & valeur, pour le moins pareils & equiualeus, que

<sup>a</sup> ca. olim  
causam de  
censibus, ex.  
<sup>b</sup> Anst.  
Gabriel.  
Roma. con-  
clus. lib. 3.  
tit. de solm.

<sup>c</sup> Iason. in  
l. 2. num.  
100. C. de  
iure Emphi.

a cap. cum  
 Canonici  
 de censib. ex.  
 b Bars. in l.  
 Paulus ff de  
 solut. D. idac.  
 Coier. ve-  
 ter. numis  
 colla. cap. 7.  
 §. unic. Ti-  
 raquell. de u-  
 troq. retr. §.  
 1. Glo. 18.  
 cum sequen.  
 Carol. Mo-  
 li. in tract.  
 de contract.  
 quast. 100.  
 c Tom. 3.  
 lib. 2. cap. 8.

l'escu qui se forge, met, & a cours aujourdhuy à telle valeur, qu'il soit aprecié, aualué, & estimé par nos ordonnances, au lieu de pure & simple matiere, n'y eût en la fabricatiõ apporté que toute meslange adulterine, & en vn mot toute corruption, dont le seul aspect avec tât soit peu qu'il y ait en frotât du maniemment en porte vray & clair tesmoignage, venans par ainsi à cesser toutes les difficultez, avec tant de reigles & conclusions que plusieurs y ont quant à ce essayé de mettre, principalement pour l'intellect & conciliation de ladite decretale, avec autre de Gregoire au mesme titre <sup>a</sup>, que pourront voir ceux qui en auront le loisir, & en desirerõt dauantage <sup>b</sup>, depuis nous sommes souuenus que l'arrest susdit, c'est le mesme que le sieur Charondas auroit allegué en seldites Responses, au profit du sieur de Cardelhac, cõtre les Guirals <sup>c</sup>, où il en discourt plusieurs authoritez, raisons & fondemēs, avec autres arrests à ce conformes, du Parlement de Paris, qu'il dit auoir ailleurs recitez, & où nous renuoyons ceux qui en voudront apprendre & sçauoir dauantage.

## CHAP. C.

- 1 *Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, portant que la somme donnee par l'ayeul à sa niepce, pro dote ob bene merita, bien que fust mis en faict qu'elle n'auoit pour lors que trois ou quatre ans, non imputabatur in dote postea datam à patre.*
- 2 *Autre arrest par lequel en meubles & ventes de fruiets auroit esté iugé, n'y auoir lieu de remede de la lezion du iuste prix.*
- 3 *Autre arrest portant droit de lods n'estre deu d'immeuble ou autre chose vendue par l'heritier, pour le payement des dots ou legitimes.*
- 4 *Autre arrest portant preiugé le temps declaré par la prescription feodale ne courir, sinon du iour de l'intimation & notification de la vente & requisition d'investiture*

au seigneur dominant & directe.

- 5 Autre arrest par lequel auroit esté preiugé le voisin n'estre tenu de donner passage par son pré ou autre possession en payant, si celuy qui le demande peut passer ailleurs en quelque façon que ce soit, encor qu'avec grande difficulté.
- 6 Autre arrest portant preiugé que l'ayeul promettant faire heritier son fils, ou petit fils, telle donation estoit de telle valeur & effect, comme si elle auoit esté conceüe par paroles de present.
- 7 Autre arrest par lequel en faueur de l'Hospital auroit esté iugé, que le Legat laisse aux pauvres filles à marier, n'estoit deue payable, insqu'à ce qu'elles fussent prestes à marier.



OVR la fin de ce liure, clorre & fermer iceluy, nous aurions estimé, qu'il ne seroit trouué impertinēt par les plus doctes du meilleur, sain & entier iugement, que comme vn surcroist & parensus, nous y vinssiōs adiouster les ampliatiōs, restrictions, & moderatiōs suy-uans aux arrests par nous proposez & amenez en aucuns endroits de nos liures précédents, par nous prinſes & cueillies des mesmes & susdits Memoires, que nous n'auīōs pour lors que nosdits liures furent mis en lumiere, & ce par l'ordre, forme & teneur que l'ensuit. Et premierement nous estans memoratifs auoir inferé, & comme en passant tenu au lieu en la marge cotté <sup>a</sup>, que ce qu'auoit esté donné par l'ayeul paternel à son nepueu, & fils de son fils, estoit cēsē aduentif & propre audit nepueu, aurions depuis trouué esdites Memoires à suite & consequence de ce, par arrest en audience auoir esté iugé, que la somme dōnée par l'ayeul à sa niece, *pro dote obbene merita*, bien que fut mis en fait qu'elle n'auoit pour lors que 3. ou 4. ans, *nō cōputabatur in dote m datā postea à parre* ledit Sr. Beraif n'en allegue aucune datte, bien que ladite Memoire soit incontinant apres vne autre d'vn arrest y mētionné du 6. May 1571. qui nous fait cōiecturer le susdit arrest auoir esté de la



a lib. 3. cap.  
62.

b lib. 4. ca.  
29.

c l. à Dino  
Pio §. si post  
addictum ff.  
de re iudic. l.  
cum prator.  
ff. de iudic.  
d lib. 4.  
cap. 46.

mesme année & non guieres loin du susdit : pour vn second nous aurions soustenu, raisonné, & authorisé par autre arrest<sup>a</sup> les affermes à temps de reuenu ou fruiets temporels n'estre<sup>2</sup> sujctes au remede de lezion, d'outre moytié de iuste prix, ce qu'estre vray, & n'auoir lieu pareillement en meubles & vête de fruits, nous aurions trouué depuis estre confirmé par autre arrest de ladite Cour, du 6. May 1570. comme est cotté par lesdits Memoires, pour vne Nausete contre Fabrol, suyuant autres arrests, comme il est dit, donnez par ladite Cour & par feu Papon, cotté en son Recueil : troisièsmement nous aurions aussi discouru, bien que sommairement & nommémēt authorisé par arrest, tant de la Cour de Parlement de Paris,<sup>3</sup> que dudit Tholose, que droicts de lots n'estoient deus, & immeubles baillez pour dot, droict de legitime ou autre porttiō hereditaire aux enfans, & descendans en droite ligne, fussent ils estimez ou non estimez<sup>b</sup>, nous dirōs icy que par autre arrest de ladite Cour à Tholose, au rapport de mōsieur Cauanges nous aurions leu esdites Memoires auoir esté iugé tout de mesmes, & passé encorē plus outre, sçauoir lesdits lots n'estre deus d'autre bien immeuble ny autre chose vendue par l'heritier, pour le payement desdits dots ou legitime, pour ceste vente estre subrogee au mesme lieu droict & faueur, au desous quant à ce desdites Memoires, estāt escrit faire pour l'arrest, & confirmer iceluy les droicts à la marge cotté<sup>c</sup> : En<sup>4</sup> quatriesme lieu parlant de la retention feodale, nous l'aurions tenue prescriptible<sup>d</sup> par trente ans, & encores sans distraction d'aucun temps de minorité en alleguant les arrests, tant de ladite Cour de Parlement à Paris, que de la susdite à Tholose, pour la moderation & temperature desquels, en discourant les mesmes Memoires que dessus, aurions trouué vn arrest de ladite Cour à Tholose, donné au rapport de mōsieur Vezian, le 5. Aoust 1570. entre de Cambuissou & Dauid, par lequel presupposée la prescription dudit droict de trente ans, auroit esté tousefois déclaré telle & semblable prescription, ne courir sinon que du iour de l'intimation & notification de la vente & requisition d'investiture, au sieur dominant & directe, que semble contenir vne vraye & pure interpretation de Droit, pour oster tous moyens de latitation de contractz, simulation

simulation & fiction d'iceux aux vassaux & emphyteotes, lesquels y sont autrement, & comme naturellement sujets & addonnez : singulierement que où par les contrats des vendeurs, ils sont aduertis du sieur de qui les choses vëduës sont mouuantes, & à quelles charges, comme ils sont tenus par les ordonnances, auquel cas ils ne peuuent de moins faire que la notifier audit sieur, & en demander inuestiture, s'ils veulēt pour le moins acquerir aucun droit par prescription à l'aduenir, laquelle autrement, iustement & avec bonne foy, ne peut & doit courir contre ledit sieur : ou bien par ledit contrat ledit sieur est taillé & supprimé, n'en estant rien dict pour ce regard, auquel cas aussi, *per huiusmodi reticentiam*, il y auoit plustost droit d'un commis pour le sieur, que forclusion de retention, contre iceluy auparauant ladite notification, iceluy sieur toutesfois faisant autrement & deuëment apparoir de ses droits, ioint que le vassal ne demandant inuestiture dans l'an, est en mauuaise foy, & ainsi & de mesmes auoir esté iugé le 13. Mars, 1575. en la 2. Chambre d'Enquestes auroit rapporté M. Malard en sesdites Memoires. Pour vn 5. nous aurions ailleurs parlé des reparations des chemins publiques, & à qui elles apartenoient <sup>1</sup>, & à suite de ce, <sup>2</sup> *lib. 4. cap. 19.* si vn particulier n'ayant chemin pour aller à son fonds pour le seruice d'iceluy, pouuoit contraindre son proche voisin à luy bailler chemin, & comment. Et depuis és Memoires que dessus, nous aurions trouué autre arrest donné cōme il y est porté au rapport de feu M. Vesian, en la premiere d'Enquestes, où il auroit esté party, departy apres en la seconde pour Badens contre Cussone, par lequel auroit esté dict, le voisin n'estre tenu de donner passage par son pré en payant, si celuy qui le demande peut passer par ailleurs, en quelque façon que ce soit, encores qu'avec grandissime difficulté, la disposition de droit qu'on pourroit pretendre au contraire, parlant en choses priuilegees, cōme est la faueur de la Religion, & non autrement és choses communes & ordinaires qui n'auroient point telle faueur, les arrests au contraire se pouuant entendre quand le voisin est à ce contraint par necessité, luy estant impossible de passer ailleurs, sans que pour ce regard la difficulté, qu'autrement il y pourroit auoir, quelle qu'elle fust,

NNNn

*a l. conti-  
nuit §. illud  
ff. de verbo.  
obliga.*

*b cō. ad au-  
res & simi-  
lib. de reb.  
Eccle. non a-  
lienam. au-  
then. si quas  
ruinas. C. de  
Sacrofan.  
Cano. Ter-  
rulas l. si §.  
Lucius ff. de  
donat. De-  
cius 239. &  
251.  
c cap. 88.  
d Cardinal.  
Cens. 51.*

puisse estre dite ny censee impossibilité, ainsi qu'en quelques autres cas de Droit, ailleurs touchez & traitez <sup>a</sup>. Pareillemēt & en sixiesme lieu nous sommes memoratifs, que nous au- rions ailleurs traité des pactions de succeder, faire & instituer heritiers par contract admises & receuës par la coustume de la France, iusques là que cōceuës par clauses & paroles à l'ad- uenir, comme par promesse de faire heritier, sortent tel & si entier effect, comme si elles auoient esté conceuës & ordon- nees par clauses & paroles de present, nous en aurions ame- nez des arrests, ausquels nous adiousterons vn autre arrest qu'aurions aussi pris desdites Memoires du mois de Decem- bre 1570. par lequel auroit esté dit au rapport dudit S<sup>r</sup> Be- rail, ainsi que luy mesmes escrit que l'ayeul promettant faire heritier son fils ou petit fils, telle donation estoit de telle va- leur & effect, comme si elle auoit esté conceuë, ordonnee & disposee par paroles de present, & ce neantmoins qu'il pou- uoit bailler en emphyteose des biens donnez, nonobstant la- dite donation, & d'un agrier le conuertir & mettre en bail emphyteutique par les textes y alleguez, à la marge cotez b: finalement nous aurions vers la fin du dernier liure <sup>c</sup> traité & raisonné l'effect du legat fait aux filles à marier, ou bien quād se marieroient, en ayant amené vn arrest quant à ce de ladite Cour de Parlement à Tholose, auquel nous adiousterons ce- luy que ledit S<sup>r</sup> Berail auoit escrit en sesdites Memoires, par lequel pour & en faueur de l'Hospital, au rapport de feu M. Papus au mois de Feurier 1573. en la grand' Chambre auroit esté iugé que le legat laissé à pauures filles à marier n'estoit deu ne payable, iusques à ce qu'elles fussent prestes à marier, qu'il renuoye sur ce à vn Conseil cotté au marge <sup>d</sup>. Et pour nostre regard en matiere de pauures, & en contemplation de l'Hospital & maison où ils habitent, nous trouuerons tous- iours l'arrest pour ce regard fort singulier, humain & equita- ble: & voila pour le present le fruit de nos labeurs en der- nier lieu entrepris & commencez, en attendant qu'il plaise à Dieu nous en donner les moyens de continuer de mieux en mieux, pour son honneur & sa gloire, salut, & soulage- ment du public.

6

7



# HVICTIESME LIVRE

## DES NOTABLES ET SINGVLIERES

### QUESTIONS DE DROICT ESCRIT.

*Decidees & iugees par Arrests memorables de la Cour  
souueraine du Parlement de Tholose.*

Auec la conference des iugemens & Arrests interuenus sur  
mesmes subjects, tant es pays de Droict Escrit que des  
autres Parlements, & Cours souueraines de  
ce Royaume de France.

#### CHAPITRE PREMIER.

- 1 *Narratiue du fait du Procez.*
- 2 *Fins & conclusions du demandeur.*
- 3 *Defenses par fins de non receuoir de la defenderesse.*
- 4 *Repliques dudit demandeur.*
- 5 *Responces à la Nouvelle de Iustinian alleguee.*
- 6 *Sentence du Seneschal dont estoit l'appel en faueur dudit  
demandeur, au moyen & en vertu de la substitution dont  
estoit question.*
- 7 *Appel & griefs de ladite defenderesse.*
- 8 *Le different des parties resolu en deux poincts.*
- 9 *Les raisons & fondemens du premier poinct des susdits.*
- 10 *L'autre & second poinct où gist la principale difficulté,  
examiné.*

NNNn ij

654      *Notables Questions de Droit Escrit.*

- 11 *Vraye hypothese de la Nouvelle de Iustinian.*
- 12 *Avis des plus doctes & mieux versez en la Jurisprudence sur ladite Nouvelle.*
- 13 *L'opinion que quelques uns des plus doctes & Modernes ont eu de ladite Nouvelle.*
- 14 *Le doute plus grand en l'ordonnance, sur le conte des degrez ou par souches & generations, ou selon les personnes qui auroient recueilly.*
- 15 *Fondemens pour conter suyuant lesdites personnes.*
- 16 *Autres fondemens & meilleurs pour conter suyuant lesdites souches & generations.*
- 17 *Termes generaux de l'ordonnance.*
- 18 *Inconueniens qui suruiendroient interpretant ladite ordonnance autrement que par degrez de souches & generations.*
- 19 *L'intention de nos Rois bien loin d'introduire les disproportions & inegalitez.*
- 20 *Ladite Nouvelle retorquee contre les premiers qui auroient estime la computation desdicts degrez deuoir estre faite par les personnes substituees ayans recueilly.*
- 21 *Mot de *dispositio*, au vray explique.*
- 22 *Les degrez des substitutions en l'ordonnance, reduisables desormais à quatre generations.*
- 23 *Comme les substitutions infinies odieuses, aussi les proportionnees, moyennes & non trop estenduës, fauorables.*
- 24 *Arrest portant confirmation de ladicte sentence dudit Seneschal, portant en effect les quatres degrez de ladicte ordonnance, countables par generations, & non par le nombre des personnes ayans recueilly.*





I

ROCEZ a eſté meu pardeuant le Senefchal de Tholoſe, entre Sebaſtien Delpech, ſieur de Carmond demandeur d'une part, & Anne Delpech defendereſſe d'autre. Sur ce que le demandeur diſoit que Pons Delpech ſon biſayeul eſtoit decedé, ayant laiſſé quatre enfans maſles, Remond, Guy, Antoine, & autre Antoine, & autant de filles: apres avoir fait ſon teſtament, par lequel il inſtituë Remond ſon premier fils, ſon heritier vniuerſel, & où il viendroir à deceder en pupillarité, ou en tout autre aage, ſans enfans maſles, ou iceux maſles ſans maſles, luy ſubſtituë Guy ſon ſecond fils, veut que ſ'il n'y a que des filles elles ſoient dottees ſelon la faculté des biens. Et où Guy pareillement viendroir à deceder ſans maſles, ou iceux maſles ſans maſles, ſubſtituë Antoine, ſ'il n'eſt Preſtre ny Religieux; repete les meſmes ſubſtitutions & conditions en la perſonne de ſes autres fils. Et au cas que tous ces enfans maſles decederoient ſans maſles, ou iceux maſles ſans maſles, veut en ce cas que ſes biens appartiennent au ſecond fils de ſa fille aiſnee, à la charge de porter ſon nom & armes, & du ſecond aux autres à meſme charge, excluant les femelles, qu'il ne veut pouoir ſucceder en ſes biens, ny par droit de legitime, ny de quarte Trebellianique, ny en quelque autre ſorte que ce ſoit. Et où il y auroit aucuns enfans maſles de la premiere fille, appelle les maſles de la ſeconde à ſemblable charge, faiſt les meſmes ſubſtitutions ſous meſmes conditions, en la perſonne de ſes autres filles: & où les ſubſtitutions conceuës en ceſte ſorte n'auroient point de lieu, ſubſtituë Falcon & Pons de Verniquier, ſes deux nepeux, ſ'ils ſont en vie, ou en leur deſaut leurs enfans maſles, à meſme charge de porter le nom & armes de la maiſon. Diſoit le demandeur que Pons ayant finy ſes iours en ceſte volonté, il ſeroit aduenu que Remond auroit apprehendé l'heredité de ſon pere, & decedé ayant delaiſſé vn fils nommé Guy, que ce Guy auroit pareillement recueilly ceſte heredité, & puis decedé, ayant delaiſſé deux enfans maſles, Antoine & Paul, qu'Antoine ſemblablement auroit perceu ceſte heredité, & laiſſé apres ſoy trois enfans, François, Remond & Anne, que François ſeroit premierement decedé, ſaiſi des biens dont eſt

question, Remond apres luy : tous deux sans enfans, delais-  
sans suruiuans Anne leur sœur, qui est la defenderesse, & Paul  
leur oncle, pere du demandeur. Et bien que par le decez de  
ce Remond dernier decedé, la substitution contenuë au  
testament de Pons, soit ouuerte en faueur de Paul, pere du  
demandeur, & que l'intention du testateur ait esté d'appel-  
ler tousiours, & perpetuer les masles descendans en droicte  
ligne, & par ainsi qu'il ne deust estre empesché en la posses-  
sion & iouyssance des biens qui auoient appartenu à Pons: ce  
neantmoins il y est troublé par la defenderesse, partant con-  
cluoit à l'encontre d'elle, afin de maintenue & de despens.  
Par la defenderesse estoit accordé le testament de Pons, les  
substitutions apposees en iceluy, les conditions & euene-  
mens d'icelles, ainsi qu'il estoit proposé par le demandeur:  
disoit neantmoins pour ses defenses qu'il estoit ainsi, que  
Pons auoit institué Remond son fils, auquel il auoit substi-  
tué Guy son autre fils, au cas que Remond viendrait à dece-  
der sans masles, ou iceux masles sans masles, quoy faisant il  
auoit limité ceste substitution en la personne des derniers  
masles. Or estoit-on d'accord que Remond n'auoit pas  
laissé Guy seulement, mais iceluy encores delaisé d'autres  
masles : sçauoir Antoine & Paul, & partant que l'existence  
des enfans masles de Guy, au temps de son decez, auoit en-  
tierement aneantie & consumée ceste pretendue substitu-  
tion, sans qu'on la puisse estendre à autre cas, ny à autre per-  
sonne; veu qu'en fait de substitutions l'extention de cas en  
cas, ou de personne à personne, n'est point receüe. Disoit  
bien plus, que quand l'on voudroit estendre & produire plus  
auant ces substitutions, sçauoir à tous les masles, descendans  
de Pons, ce neantmoins qu'ayant icelles sorty à effect en qua-  
tre diuers degrez, premierement en la personne de Guy, puis  
en celle d'Antoine, apres en celle de François, consecutiue-  
ment & successiuelement en celle de Remond, elle deuoit s'ar-  
rester là, & ne pouuoit passer plus outre, attendu qu'en ma-  
tiere de fideicommiss, composez de plusieurs degrez, le qua-  
triesme heritier ou successeur ferme la porte à ceux qui vien-  
nent apres, suiuant la Nouuelle de Iustinian, de laquelle le  
contenu se manifeste par son titre. *ὅτι τὰς ἐπὶ τῷ κτῆματι μὴ ἔστι*

Paulus I. 1. 1. Ioinct l'ordonnance d'Orleans & de Molins, qui  
a retrainct les substitutions, celle d'Orleans à deux degrez,  
& celle de Molins à quatre, pour raison dequoy concludoit  
4 afin de maintenuë, & demandoit despens. Au premier  
chef de ceste defense, le demandeur replique qu'au contrai-  
re, il est tout euident que le testateur a faict ses substitu-  
tions, non en faueur de son fils, ou des enfans masles qui  
descendroient de luy seulement; mais en consideration de  
la ligne & race masculine, pour le genre plustost que  
pour l'induidu: d'où sont des argumens certains & neces-  
saires, la vocation perpetuelle des masles en tous les de-  
grez, l'exclusion des femelles: celle des masles qui se trou-  
ueront Prestres ou Religieux; à l'ouuerture de chaque sub-  
stitution, la vocation des masles, des femelles, à la char-  
ge de porter le nom & armes, celle des nepueux, ou de leurs  
masles à mesme charge: tellement que c'est en vain qu'on  
se traueille de restraindre ceste substitution aux enfans mas-  
les de Guy, estant certain en droict que la condition inseree  
en contemplation de certain genre de personne, comme  
pour exemple tiré de ceste cause, en contemplation des mas-  
5 les, appartient generalement à tout ce qui est du testament,  
& ne peut estre rapporté à certaine partie d'iceluy <sup>a</sup>. Et res-  
pondant à l'autre, dit que la liberté des testateurs quant aux  
substitutions & fideicommiss, ne reçoit point de borne ny  
moderation, qu'elle n'a peu estre retranchée par la Nouvelle  
de Iustinian, de laquelle la decision est particuliere & prohi-  
bitiue d'aliener hors de la famille, non generale, ny regar-  
dant le fait des substitutions & fideicommiss: & passant  
plus outre, dict que quand il y seroit desrogé, ou par ceste,  
ou par l'ordonnance de Molins, qui a corrigé celle d'Or-  
leans, ce neantmoins que le conte des degrez se doit fai-  
re selon les souches & generations, & non selon les person-  
nes, qui ont recueilly, suivant lequel il se trouue que Paul,  
du chef duquel il demande l'ouuerture de la substitution, es-  
toit au quatriesme degré: & ce d'autant que François &  
Remond freres, n'auoient tous deux constitué qu'un degré,  
par ainsi qu'il estoit bien fondé en la demâde, aux fins & con-  
clusions de laquelle persiste. Sur ceste cōtrouersie le Seneschal

a l. quæ con-  
ditio. ff. de  
cond. & de-  
monst.

donne la sentence, par laquelle il declare la substitution con- 6  
 tenuë au testament de Pons, ouuerte au profit de Sebastien,  
 & ce faisant le maintient en la possession de tous & chacuns  
 les biens qui auoient appartenu audit Pons, & dont ils estoient  
 maistre & possesseur au temps de son decez, detrecte la legi-  
 time telle que de Droit & quarte Trebellianique, dont Re-  
 mond premier institué auoit peu disposer, laquelle legitime  
 & quarte, le Seneschal adiuge à ladite Anne, sans despens ny  
 restitution de fruiets. De ceste sentence Anne a releué appel 7  
 en la Cour, auquel les parties ont conclud respectiue-  
 ment les moyens de l'appel, sont les mesmes que la defenderesse a  
 employé pour les defences deuant le premier Iuge: sçauoir  
 que la substitution dont est question, à prins fin par l'existēce  
 des enfans masles de Guy au temps de son decez, & en outre  
 que depuis le decez de Remond, premier institué, il y a eu  
 quatre ouuertes de substitutiōs, de maniere que Sebastien  
 n'est point receuable auiourd'huy à demander l'ouuerture  
 de la cinquiesme, contre l'ordonnance conforme à la dispo-  
 sition du Droit. Tout different donc des parties se resoult à  
 ces deux poinets: le premier, sçauoir si le fideicomis dont est 8  
 question, se rapporte aux enfans masles de Guy seulement,  
 ou à toute la race masculine de Pons: l'autre si les degrez des  
 substitutions, soit par le Droit, soit par l'ordonnance, se doi-  
 uent conter selon les souches & generations, ou selon les per-  
 sonnes qui ont recueilly. Quāt au premier le testateur a don-  
 né tant d'argumens & de tesmoignages de sa volonté en cet 9  
 endroit, qu'il ne nous a laissé aucun subiect de douter que  
 ce fideicomis ne soit perpetuel & successif, entre tous les  
 masles descendans d'iceluy. Premièrement, Pons institué  
 Remond, & où il viendrait à deceder sans enfans masles, ou  
 iceux masles sans masles, il institué Guy, & ce qui suit: esplu-  
 chons succinctement ces paroles, il dit sans enfans, ce terme  
 est d'aussi longue duree en nostre langue que le mot de *libert*,  
 en Latin, celuy de *πάντων* parmy les Grecs, comprenant tous  
 les masles en ligne directe, *in infinitum*: il adioust masles, afin  
 de faire voir qu'il a eu esgard à la propagation & perpetuité  
 de la famille, dont la masculinité selon les Iuifs, au rapport de  
*Procopius* sur Esaye, en est le symbole: & à la verité la splendeur  
 & estenduë

& estenduë de maison consiste aux masles, & non aux femelles, qu'un de nos Jurisconsultes a dit estre, *caput & finem familie sue*: à quoy se rapporte l'etymologie du nom de *soror*, assez commune & vulgaire, *soror, quasi seorsum nata*: c'est pourquoy le testateur exclud par expres les femelles en tous les degrez de ses substitutions, & en toutes les parties de son testament, tant il a à cœur la conseruation de son nom, faut noter ces paroles, & au cas que tous ces enfans masles viendroient à deceder sans masles qui equipolent à celles-cy, *exsistentibus & non deficientibus liberis*, lesquelles estant indefinies, marquent diuers temps & diuerses ouuertures de substitutions, suiuant les vulgaires Decisions Interpretes de nostre Droit. Faut noter aussi en second lieu, qu'il appelle le second fils de sa fille aisnee & non le premier, lequel estant chef du nom & armes d'une autre maison eust sans doute fait difficulté de porter les siennes, & encores qu'il les appelle l'un apres l'autre, & non plusieurs à la fois pour conseruer sa famille en son entier, & ne la diuiser point: ce vers du Poëte Hesiodé, *μονογονε* ὃ παῖς *ὅστις πατρίαν οἶκόν*, qu'un seul heritier conserue la maison paternelle a esté marqué par toute l'antiquité pour un precepte salutaire donné aux peres jaloux de la conseruation de leur maison, sur lequel Platon semble auoir tiré sa loy de l'institution d'un seul heritier. Ce testateur impose aux enfans masles de ses filles la charge de porter son nom & armes, laquelle selon l'opinion de nos Decisionnaires a effect de perpetuel fideicommiss, & non sans cause: veu que par cest artifice pratiqué par les Grecs, par les Romains, voire par quelques barbares, l'on rend comme immortelles les familles. A quoy comme il m'a semblé a regardé le Medecin Arabe, escriuant de l'interpretation des songes, quand il dit, que c'est un presage certain à celui qui songe porter un bouclier où son nom est graué & empreint, de laisser apres soy une longue & genereuse posterité: telle estoit la pensee d'Ouide, descriuant la destinee d'Auguste:

● ---- *Inque futuri*

*Temporis ætatem, venturorumque nepotum*

*Prospiciens, prolem sanctam de coniuge natam*

*Ferre simul nomenque suum, curisque inebunt.*

○○○○



que peut excogiter vn testateur, pour tesmoigner qu'il avou-  
lu substituer, non à vn cas, nō à vn tēps, nō à vne persōne; mais  
generalement à tous ses masles qui descēdroient de luy, que  
cestuy-cy n'en ait réply son testament? Il appelle les masles en  
tous ces degrez, exclud en chacū d'iceux les femelles, avec ce-  
ste exageration de paroles, qu'il ne veut point qu'elles puissent  
succeder, ny par droit de legitime, ny de quarte Trebelliani-  
que, ny autremēt. Le récōtre de quelque ordre Ecclesiastique  
en la persōne d'un de ses enfans, pouuoit arrester le cours  
perpetuel de l'abolōté, il y pouruoit, excluāt ceux qui se trou-  
ueront Prestres ou Religieux, à l'ouuerture de chasque sub-  
stitution. Ce fideicommiss pouuoit deschoir par le defect de  
masles en ligne directe, il y remedié appellāt deux de ses nep-  
ueux, ou en leurs defauts leurs enfans masles. Lesquelles cir-  
constances mettēt ce premier poinēt hors de toute cōtrouer-  
se, la principale difficulté gist en l'autre, à la Decisiō duquel est <sup>10.</sup>  
fait icy rapport de l'arrest cy dessous prononcé en robes rou-  
ges, cōme sera dit apres: afin que les iusticiables de ce ressort,  
& tous ceux principalement qui assistoient au lieu, pour y re-  
cevoir les oracles de ce Senat, sceussēt ce qu'ils deuoient croi-  
re de la certitude de la resolution d'une question importāte,  
& de laquelle nous auons douté, cōme en quelques endroits  
de nos precedēs liures, par cy deuāt <sup>a.</sup> Nous auōs remarqué,  
& venant pour ce chef à cōmencer, dirons que le droit Ro-  
main n'a point prefix de terme, ny de mesure aux substitutiōs  
& fideicōmis, ains par iceluy il a esté tousiours loisible aux te-  
stateurs, de faire autāt de degrez de substitutiōs que bon leur  
a semblé. Ce qui nous est tesmoigné par Appian; au second  
des guerres ciuiles, ἰδὼς Ῥωμαίους, dit-il, παραχρᾶν τοῖς κληρονόμοις, ἰπ-  
ποῖς, ἑμὴν κληρονομήν οἱ παρέτερι. Nous en auōs aussi quelques exem-  
ples en nos liures, βούλομαι διὰ τὴν ἡμετέραν οἰκίαν μὴ εἶναι ἀκέραια εἰς τὸ ἄπαντα κρό-  
νον <sup>b.</sup> En quelques autres endroits, aucuns ont estimé que ce  
droit auoit esté changé par la Nouvelle de Iustinian sur ce  
sujet. Hierius auoit deux enfans, Alexandre & Constantin, & <sup>12.</sup>  
de Constantin vn petit fils nommé comme luy Hierius, faict  
certaines substitutions de l'un à l'autre, & par son codicille  
laisse à ceste Hierius vne maison de plaisance qu'il auoit au-  
pres de Constantinople, voulant qu'elle demeurast à iamais

<sup>a.</sup> Lib. 5.  
c. p. 86.

<sup>b.</sup> Lucius.  
instit. de  
legat. 2. ff.

en sa maison, & qu'elle n'en peust estre alienee pour quelque occasion que ce fust: & où il decederoit en pupillarité, ou en tout autre aage, elle reuint à Constantin son pere, à la charge de la laisser perpetuellement en sa famille, & aux siens. Hierius ayeul finit ses iours en ceste volôté, apres luy decede Constantin; & puis le ieune Hierius, laissant vn fils nommé Constans: ce Constans se marie, mourât il fait son heritier le posthume que sa femme portoit, & où il decederoit en pupillarité, luy substitué sa femme nommee Marie, & autre Marie sa mere: le posthume qui fut vne fille, estant nay meurt en pupillarité: apres son decez il se meut vne grande controuersé entre Alexandre, fils du premier Hierius, & ses deux femmes substituees à la pupille, sur ce qu'Alexandre disoit qu'il estoit du nom, & de la famille du testateur, & par consequēt que ceste maison luy deuoit estre adiugee. Les femmes au cōtraire, soustenoient qu'elles auoient succedé à la pupille par double droit, & *ab intestat*, & par la substitution pupillaire du pere: ceste cause auoit esté traittee au conseil de l'Empereur, ces femmes sont maintenues en l'heredité de la pupille. C'est l'abregé de la Nouuelle de Iustiniā, qui semble de vray auoir reduit les substitutions & fideicōmis libres & infinis auparauāt à quatre degrez, l'institution de l'heritier contee. Ce neant-  
12 moins les plus doctes & mieux versez en nostre Iurisprudence, ont estimé que par icelle il n'estoit point desrogé au pou-  
13 uoir & liberté des testateurs quant aux substitutions & fidei-  
commis, ou s'il y est desrogé, que c'est aux fideicōmis, où pareilles circonstances se retrouuent, sçauoir en prohibitions d'aliener hors la famille: le quatriesme successeur estant impubere, ces deux concurrans, qu'il est loisible de transferer hors de la famille, ce dont l'alienation estoit prohibee, & non autrement. C'est l'opinion de Iulianus Antecessor, qui requiert nommément ceste qualité d'impubere en la personne du quatriesme successeur, conformément aux paroles de Iustinian, qui conjoint ces deux, prohibition d'aliener, & rencontre du pupille entre les successeurs. Ce qui aide encores, & fauorit leur intention, est qu'en ceste Nouuelle, (outre ce qu'il en y a de nos modernes, & plus doctes, & estimez qui au-  
13 roient pensé icelle estre du nōbre d'icelles, qu'Harmenopule

auroit estimé Tribonian avoir dressé obscurément & ambigüement corrompu par argent,) tout autrement y est particulier, premierement le sujet de la substitution entre particuliers, & de chose priuée, & le commencement d'icelle le montre & descouvre assez. En second lieu, les raisons d'icelle fondees sur des circonstances particulieres, cōme sur la commiseratiō des deux meres affligees de la perte de leur enfant, le rencōtre de deux successions legitimes & testamētaires en la personne d'icelles, & en dernier lieu la decisiō qui en resulte si conjointe avec les particularitez de son hypothese, qu'on ne peut donner à ceste constitution, ny le nom, ny le titre de loy publique & generale, pour diminuer ou restraindre quelque chose de la liberté des dernieres volōtez, fondement principal du Droit Romain, il falloit vne loy plus authentique & plus expresse. L'ordonnance est bien plus claire, 4 pour ce regard, c'en sont icy les mots: Toutes substitutions en quelque dispositiō que ce soit, & sous quelles paroles soiēt conceuēs seront restraintes à quatre degrez outre l'institutiō & premiere disposition. Ce qui fait le doute en l'ordonnance, c'est le conte des degrez: sçauoir si l'on les doit conter selon les fouches & generatiōs, ou selon les personnes qui ont recueilly: les contant selon les generations, le demandeur se trouue au quatriesme degre, au contraire il en est exclus, si 5 l'on les cōte selon les personnes qui ont recueilly. & ce d'autant que depuis Remond premier institué, il y en y a quatre qui ont effectuellement apprehendé & recueilly ceste succession, sçauoir Guy, Antoine, François & Remond. Pour le conte des degrez suiuant les personnes, fait premierement le Droit des substitutions, suiuant lequel il semble qu'on se doit conduire en l'interpretation de l'ordonnance, puis que c'est les substitutiōs que l'on y reigle, qui est tel que les degrez des substitutions se content selon l'ordre & entre-suite des personnes qui ont recueilly. Ceste interpretation peut estre aidee de la Nouvelle, dont nous auōs parlé cy dessus en l'hypothese, de laquelle s'il y est bien prins garde au fait que dessus, chasque personne fait son degre, celuy qui se trouue au quatriesme fermant le fideicommiss: d'ailleurs que ces paroles, διαδοχαι τῶν περιλαμβανον, qui en la Nouvelle font la dispo-

sition & definition de la question, marquēt vn ordre personnel, vne succession de personne à personne, en laquelle signification le mot de διαδοχαι se prend chez les auteurs Grecs, comme Harpocracion le monstre, in *Lexico decem Rhetorum*: d'où viennent ces façons de parler ordinaires en ceste langue, *en διαδοχαι, & διαδοχαι* successiuement & à suite. Et venant au fait particulier de cest affaire, il est fort considerable que ses biens n'ont pas passé seulement par les mains de quatre ou cinq diuers heritiers, mais encores demeuré en la maison & famille du testateur trois generations entieres, il semble que ce terme doit suffire pour l'accomplissement de la volonté du testateur, c'est assez donc à celuy qui n'est plus ny le maître, ny le seigneur de ses biens: les descendans du testateur en ligne droicte sont fort fauorables, & nos loix ont introduict plusieurs priuileges en leur faueur: toutesfois la loy *Papia*, concernant la caducité des hoiries & des legs, n'exempte point les enfans du testateur de son ordonnance que iusques au troisieme degré en ceste loy vnique, *de cad. toll.* ce mesme terme a esté estably en plusieurs autres reiglemens en la succession des meres se remarians dedans l'an du dueil en la preference des parens sur les biens des condamnez <sup>a in l. i. c. de secund. nupt.</sup>, pour cause d'adultere pardessus le fisc, en la Nouvelle cent trente-quatrieme: & nous apprenons du Nomocanon de Photius que par les constitutions des Empereurs, que l'injure du tēps nous a fait perdre, les Moynes estoient capables de toutes successions, *ως πρὸς ἐξέταμιν*, iusques au troisieme degré. Au contraire, il faut considerer ce que l'on a accoustumé d'observer en l'interpretation des loix obscures & ambiguës, qui est de suyure le sens qui se conforme d'auantage aux droicts & libertez du peuple qui les reçoient. C'est ce que dit Platon qu'il faut accommoder les loix aux conditions & habitudes du pays & des prouinces où l'on les veut establi. Quel autre Droit observe-on dans le ressort du pays de Languedoc que le Romain? quelles sont ses libertez, quels priuileges, quelles libertez & priuileges du citoyen Romain? ne constituera-il pas comme luy, la premiere & principale gloire en ceste puissance absolüe, qu'ils ont de disposer de leurs biens à leurs plaisirs & volonte? Quelles autres formes, quelles

solemnitez gardee en leurs testamēts, que celles que le Droit Romain leur a prescrit, & qu'ils puissent dans ces liures, qu'on lit tous les iours publiquement es escolles du Droit, avec tant de soing, de travail & de diligence? Il semble donc que le conte des degrez, selon les personnes, soit plus accommodé aux paroles de l'ordonnance. Il faut aussi qu'on accorde que celuy des generations a plus de rapport, & de conuenance avec le Droit Romain, c'est à dire avec nos mœurs & nostre vsage, en tant qu'il estend & produict plus auant & à l'endroict de plus de personnes, la volonté des testateurs, que l'autre opinion, qui les reduict à quatre personnes tant seulement. Les mœurs donc & les coustumes de ce pays à qui nos Rois ont oëtroiyé l'vsage du Droit Escrit, requierent que nous interpretations l'ordonnance des degrez des generations, en sorte que chascue generation face son degré, *ix αὐτῶν γένεσιν ἐν ἀποθήμῳ*, comme il s'observe aux successions, *ab intestat*, & aux mariages. Et encores ceste interpretation ne s'esloignera ny du sujet, ny des paroles de l'ordonnance, pour ce qui est des paroles, l'ordonnance dit en termes generaux que toutes substitutions seront reduites à quatre degrez. Or si en l'obscurité & homonimie des paroles, il est loisible d'auoir recours à ce qui est du propre du lāgage, l'on trouuera que le mot de degré conuient beaucoup plus proprement aux parentez & alliances qui se font, par les fouches & generations, plustost que par les personnes substituees l'une à l'autre: quāt au sujet, le but de nostre legislateur, ou plustost de nos Rois, est de reduire les substitutions vagues & infinies auparauant à quatre degrez, ce qui se fera par l'un & par l'autre conte, & ce que nous estimons, que la suputation s'en doit faire, selon les generations, est fondé sur le conte de quelques Iuriscultes mesmes, lesquels ont reiglé les volōtez des defuncts es substitutiōs & fideicommiss aux degrez de la succession *ab intestat*, cōme Vlpian <sup>a</sup> & Papinian en quelque part <sup>b</sup> ioint que quand & le sujet & les paroles de l'ordonnance receuroient, <sup>8</sup> ceste autre interpretation, elle se trouueroit sujette à tāt d'absurditez & inconueniens, qu'il faudroit en fin la rejeter. Premièrement il aduiendroit que le 6. du fils du testateur substitué au 5. se trouueroit frustré de la succession de son pere. Et

<sup>a</sup> in l. sed  
iud. §. fi.

<sup>b</sup> l. Peto. de  
leg. 2. ff.



en outre que les premiers enfans substituez, ordinairement plus aimez & plus chers, seroient de pire condition que les derniers, se trouuans chargez de rēdre & restituer l'heredité, où les autres pourroient en disposer à leur plaisir; & bien souvent comme les affections des hommes sont desreiglees en faueur des estrangers, ceux de la maison en demeurās priuez. Et pour ne sortir de nostre sujet, auquel on ne peut coter de pareils inconueniens, qui donnera lieu au conte des degrez selon les personnes, l'appellāte forclorra Paul son oncle petit fils du testateur, bien qu'elle soit en degré plus esloigné que luy: & qui plus est, & ce que la Cour a particulierement pesé en la decision de cest affaire, que Paul soit comprins en la substitution, & appellé nommément comme petit fils de l'heritier institué: ce qui seroit du tout contraire à la volonté du testateur, bien que paraduanturē conforme & accommodé aux paroles de la loy. Nous auons toujours iugé singulier & fort remarquable, ce que le Iuriscōsulte Modestīn escrit ailleurs<sup>a</sup>, *a in l. i. de* interpretant l'Edict de *Diuis Marcus*, lequel prins à la lettre *de uai ff. de excus. Tur.* semble donner plus de temps au citoyen, qui habite dans la ville de Rome, pour proposer les excuses au Magistrat, qu'à ceux qui en sont esloignez par vne lōgue distāce: il dit qu'on doit presumer contre les paroles expresses de l'Edict, que l'intention de l'Empereur a esté de proportionner le tēps: de façon que ceux qui sont à cent lieues de Rome, ayent autant de tēps franc & libre pour les venir proposer, que ceux qui habitent dans la ville. Il ne faut non plus estimer que l'intētion de nos Rois ait esté d'introduire les disproportions & inēgalitez, & faire que le fils soit priué de la successiō du pere, & que ceux qui sont en degré plus reculé, ayent plus d'auātage que ceux que la nature a plus auācez, & autres telles iniustices qui en resulteroient. Pour la Nouvelle de Iustinian, nous en retorquerons & les paroles, & l'hypothese à l'encōtre de ceux qui l'implorent pour principal fondement de la supputation, selon les testes des personnes: on dit que chacun des substituez y fait son degré, il est veritable; mais aussi les personnes qui ont remply ces degrez, sont bien à considerer, c'est vn pere, vn fils, vn petit fils, vn arriere-nepueu, chacun desquels fait la branche: Voila doncq' quatre generations consecutives:

c'est aussi sur ceste consideration, que la decision de ceste Nouvelle est fondee, comme il appert par ces paroles. Ce seroit, dit l'Empereur, flatter la curiosité des personnes, & leur donner moyen de fouiller dans les secrets des maisons, que de permettre que telles disputes fussent produictes au iour apres quatre generations, *πέντε γενεών μετὰ ταύτας*, paroles qu'il repete encores plus bas, il vse à la verité sur la fin de la Nouvelle de ces autres mots, *διαδοχαὶ τῶν οὐκ ἐκείνων παρὰ δὲ τῶν*, qui ont donné sujet au Sénateur Parisien qui a escrit, de *rebus dubijs*, & à quelques autres apres luy, de penser qu'il suffisoit pour exclurre le fideicommissaire, que la substitution eust esté ouuerte par quatre fois: mais rapportant ces paroles à ce qui est de la volonté du testateur, qui se collige par tout le discours de ceste constitution, il est evident que Iustinian a entendu parler de la succession de generation à generation, & non de personne à personne. Et ce qui a fait tomber en cest erreur ceux qui ont mis en auant le contraire, est qu'ils ont estimé que le mot de *διαδοχῆς* ne pouuoit conuenir ny se rapporter aux races ny generations. Bien que saint Iean Chrysostome qui ne fut pas fort esloigné du siecle de Iustinian, en eust vse en ce sens, appellant *διαδοχῆς* en la genealogie du Sauueur, ce qu'il auoit dit auparauant *μετὰ τὸ Δαβὶδ*: auquel sens aussi le mot de succession se prend par tout le tiltre de *successorio edicto*, & en plusieurs autres endroicts de nostre Droit. C'est donc du vray sens de ceste Nouvelle, que l'ordonnance doit prendre son iour & sa clairté, puis que c'est d'elle que ce grand & prudent Chan- celier a tiré ce beau & tant vtile reiglement, duquel comme on croit, il fut luy mesme l'auteur, suyuant lequel nous reduirons desormais les degrez des substitutions à quatre generations, sans qu'il soit plus loisible de douter sur ce sujet. Il me souuient icy de ce que Platon dit en quelque part, que la ville qui va tousiours croissant, en fin se trouue n'estre plus ville: il y a certaine grandeur à laquelle elle doit estre bornee & limtee. Il en est de mesmes des substitutions, il y a vn terme iusques auquel elles retiennent le nom de substitutions, passé lequel, ce n'est que confusion, que trouble, que desordre dans les familles. Mais comme les substitutions infinies & sans arrest sont odieuses, voire croiray-je cōtraires à la nature qui

re qui rejette tout progres à l'infiny , aussi telles qui se trou-  
uent proportionnees au pouuoir & volonté des testateurs ny  
trop restrainctes ny trop estenduës sont fort fauorables. Or le  
nombre de quatre degrez selon les generations, establit com-  
me vn milieu entre le trop & le peu , quatre personnes se-  
roient trop peu, il n'en y a pas assez pour faire vne famille en-  
tiere: quatre generations sont & constituēt vne maison de la  
plus grande estendue. Ce qui a donné occasion à Ptolomeus  
Hephestien en la Bibliotheque de Photius , de dire que les  
Demons ou Dieux domestiques , presidans aux familles ne  
viuoient que ce terme là. La nature comme dit le Iurisconsulte  
Modestin , recognoist la consanguinité iusques à quatre  
degrez tant seulement , & se peuuent marier *duorum fratrum  
vel sororum filij* pour ceste raison, *quia in quarto gradu sunt*. Les  
Atheniens estendoient les recompenses de ceux qui auoient  
bien merité du public iusques à quatre generations. Et l'Es-  
criture prend ce mesme terme pour la punition des mauuais.  
Lesquelles raisons bien & meurement pesees & considerees  
par la Cour à son accoustumée , elle auroit dit qu'elle auroit  
4 mis, & mettoit l'appellation au neant , ordonne que ce dont  
a esté appelé sortiroit effect sans despens & pour cause: & le-  
quel susdit arrest avec le discours & progres qui en despen-  
doit, que nous confesserons libremēt tenir en partie du Con-  
seiller à Tholose nostre fils qui mo l'auroit enuoyé : nous au-  
rions bien voulu icy mettre en teste, comme le principal con-  
ducteur & porte-enseigne de ce liure pour suppleer , corriger  
& amender ce qu'en quelque part de nos liures precedens,  
sur la nouuelle y examinee , nous aurions touché laissant à la  
fin <sup>a</sup> comme en suspens les lecteurs de la resolution vraye &  
solide qu'en auroit esté faite par ledit arrest , prononcée com-  
me auons dit, solemnellemēt aux arrests generaux de la feste  
de Pasques, qui furent le 12. d'Auril 1604. pour seruir de rei-  
gle , & comme maxime generale à tous habitans du ressort,  
mesmes aux gens de robe longue & de iustice, pour n'y estre  
fait apres par eux aucune difficulté : nous allons au demeu-  
rant en estant l'heure.

a susd. cha.  
26. liure, s.

PPPP

## CHAP. II.

- 1 Dieu par son législateur Moÿse n'auroit appelé les filles qu'en défaut des masles, & pourquoy.
- 2 Raison tirée de Iosephe sur ce que Moÿse n'auoit déclaré au peuple au 25. du Deuteronomie.
- 3 Loy de Solon par laquelle vouloit & commandoit que les masles & enfans d'iceux fussent tousiours preferez.
- 4 Coustumes des Catabres esprouuee, par laquelle les maris bailloient dots aux femmes, & les filles instituees heritieres
- 5 La loy Voconia à Rome, & qu'est ce qu'elle contenoit.
- 6 Fait narré.
- 7 Arrest sur iceluy, par lequel les masles auroient esté preferez.
- 8 Ce que n'auroit lieu, où l'expresse volonté par les paroles mesmes du testateur, y interuiendroict.

<sup>a</sup> Num. 27.b §. ceterum  
de legat. a-  
gna succes.c Deutero.  
25.d Ioseph. 4  
anteq. Iu-  
dæc. ca. 6.

**D**IEU tout puissant traitant en quelque endroit, par son législateur Moÿse des liens, pour la succession des enfans es biens & succession de leurs peres, n'auroit appelé en iceux les filles, sinon qu'en défaut des masles <sup>a</sup>, pour nous donner à entendre, & politiquement & theologiquement, si ainsi est loisible de parler, la dignité des ordres & familles par ce moyen estre conseruee & entretenue, que les seuls masles vrayes colonnes de la famille gardent & retiennent <sup>b</sup>, ce que le mesme Moÿse ordonnant les loix au peuple, auroit en passant déclaré: car quand il commanda que le frere du decedé sans enfans suruiuant, print à femme celle qu'iceluy frere auroit laissée vefue sans enfans, & & que le premier enfant masle qu'il auroit d'elle portast le nom de son feu pere, afin que son nom ne fust effacé d'Israel; <sup>c</sup> auroit laissé ceste raison que Iosephe apres auoir adiousté: *Hoc (inquit) publicis utilitatibus proderit, domibus minimè destitutis & cognatis possunt substantiæ conseruari, & mulieribus releuatio calamitatis auferri, quando priorum maritorum proximis coniunguntur* <sup>d</sup>.

- Pareillement Platon descriua nt les degrez de la succession ab intestat, auroit dict qu'il y falloit tellement proceder gardant la prochaineté, qu'en mesme lignee les masles fussent preferez aux femelles, & que tousiours le testateur laissast vn de ses enfans masles seulement, pour successeur & heritier de sa maison. <sup>a Plat. lib. 5. & p. 1. de lo- s. b.</sup> Qu'auroit esté vne loy de Solon, si Demosthene
- 3 est croyable, quand il dit en quelques endroits, en substance, la loy de Solon, dit-il, veut & commande que les masles & enfans d'iceux soient tousiours preferez <sup>b</sup> les masles, disoit Euripide <sup>c</sup>, sont les colonnes de la maison, *qui bella gerūt, sacra faciūt, munera publica obeūt, vt nemoprobeignorare possit, multo amplius Reip. masculos prodesse.* Dont est qu'anciennemēt il estoit
- 4 escrit en 12. tables, *vt si pater familias intestatus moreretur, eius specunia agnatorum gētiliumq; esset*, & par ainsi vn bon autheur en sa Geographic <sup>d</sup>, ne peut approuuer comme inciuile de tous poincts ceste coustume des Cātabres qu'il appelle, par laquelle les maris baillent dōts aux fēmes, & les filles sont instituees
- heritieres: & quant à Rome il y eut des anciens temps vne loy qu'on disoit *Vocoria*, *qua cautum erat, ne quis census<sup>i</sup>, pecuniosus, heredem feminam faceret, nec quidem unicam filiam<sup>c</sup>*, *Quā legem Cato apud M. Ciceronē refert, se magna voce & bonis lateribus suasisse*, Parquoy cōme il fut aduenu, qu'vn testateur, ayant instituez ses enfā masles qu'il auoit, plusieurs en l'vniuersel de ses biēs
- 5 & vne fille qu'il auoit en certaine somme d'argent, heritiers venant à la substitution, il l'eust ainsi conceuē qu'aucun des susdits par ces mots, *(si quis eorum)*, venant à deceder sans enfans, que la portion d'iceluy deuint au plus prochain de la race: vn desdits enfans decedē, la cause venuē par appel en la Cour à Tholose. Par arrest d'icelle, conformément au Droit
- 6 diuin & humain, ladite Cour la fille excluse, appella à la succession au moyē de ladite substitutiō les seuls masles suruiuās <sup>f</sup>, comme iceux seuls ayans esté plus aymez & plus cōioincts en l'institution par le testateur, entendus par le mesme seuls appellez & inuitez au fideicommiss <sup>g</sup>. Ce que sera pris & entēdu, *ratione recti sermonis id patiente & tolerāte, aliqui secus<sup>h</sup>*, comme quād 2. masles seulement seroient instituez heritiers vniuersels & la fille en certaines choses, & si aucun d'eux decedoit sans enfans, les suruiuās eussēt esté substituez, car alors vn desdits

<sup>a</sup> Plat. lib. 5.  
<sup>b</sup> p. 1. de lo-  
s. b.

<sup>b</sup> morat. cō-  
tra Maca-  
r. m. C. m. o.  
rat. cōtra  
Leucarem.  
<sup>c</sup> in Iphige-  
nia.

<sup>d</sup> Sgrab. lib.  
3.

<sup>e</sup> Cicer. A-  
ctio 3. in Verr.  
Gell. lib. 20.  
<sup>c</sup> 21. Au-  
gust. de Ci-  
uilitat. Desca.  
21. Cicer. de  
Senect.

<sup>f</sup> Bart. in l. si  
E. ad Tre-  
bell.

<sup>g</sup> l. Coheredi  
§. qui disce-  
ras. D. de  
vulg.  
<sup>h</sup> l. Lucius  
§. Pater.  
puerum. D.  
ad Trebell.  
l. 1. C. de im-  
pub. & aliq  
authē. hoc  
amplius. C.  
de fide.



masses descendant, parce que le participe, suruiuant, ne peut estre verifié en la personne du seul fils suruiuant, il semble le testateur par expresse volonté par luy declaree, auoir voulu cōprendre la fille au fideicommiss, <sup>a</sup> & par consequent en l'un & l'autre cas, il faut que les suiuanes paroles du testament, prennent fondement & coniectures de volonté des precedentes, pour euitier toute difformité, ou plustost absurdité <sup>b</sup>, ainsi que le feu sieur Coras auroit amplement discouru en ses censurées, auquel pourront recourir qui en desireront apprendre dauantage.

<sup>a</sup> Bart. d. l. si.  
b l. qui mili-  
tabat. §. i.  
ff. de hered.  
Inst. l. simili  
§. in legat. D.  
de leg. 1. l. le-  
gat. cum. §.  
1. D. de leg.  
2. l. quoties.  
C. fami.  
herc.  
c cap. 59.

## CHAP. III.

- 1 Par la prouision des Ecclesiastiques acquierent titre, mais nullement possession, qui est acquise par la prinse de possession, & est necessaire pour l'effect requis, & que le beneficier puisse estre dit auoir & tenir benefice.
- 2 L'Euesque ou autre beneficier, bien qu'il ait resigné auant la prinse de possession de son resignataire, n'est exclus de faire & exercer tout ce qu'il pouuoit & deuoit auant ladite resignation, iusques à l'aduenement par ladicte prinse de possession de son successeur.
- 3 Bien que cela ait esté iugé par l'arrest allegué en eschan- ges, a toutesfois lieu es autres prouisions octroyees en autres benefices.

<sup>a</sup> cap. au-  
thoritate de  
cōstitut. ca.  
more de q's  
qua sunt a  
mai. parte  
capit.

<sup>c</sup> cap. pro illo-  
rum de prob.  
cap. cum no-  
stris de cōces.  
prob.  
§ l. quemad-  
modum D. de  
acq. poss.



EST vne maxime certaine & indubitable entre les Canonistes qu'en benefices Ecclesiastiques, combien qu'un resignataire par la prouision que nostre S. Pere le Pape luy en auroit faicte il ait acquis titre quant à la possession toutesfois nullement <sup>d</sup>, ne l'ayant que du iour que corporellement & naturellement, il se trouuera l'auoir apprehendee & prinse <sup>e</sup>, pour autant que pour acquerir telle & semblable possession, ne suffit auoir titre & encores intencion & volonté, si l'acte naturel y defaut, lequel nommément pour ce regard y est requis <sup>f</sup>: dont vient que l'on dit

communement les cleis estre censez auoir & tenir benefices, apres en auoir obtenu la paisible & pacifique possession d'iceux<sup>a</sup>, & ainsi comme il fut question entre deux Ecclesiastiques d'un beau & opulent Prieuré qu'auroit vacqué apres la resignation admise en Cour de Rome de l'Euesque diocésain qui pour lors tenoit & possédoit l'Euesché, *ex causa permutationis*, auant toutesfois la prise de possession du resignataire. Le susdit Euesque par ce moyen estant encores en possession, l'auoit conféré à vn des susdicts. L'autre en ayant obtenu prouision de nostre Saint Pere debatant la collation du susdit Euesque par defect de puissance apres ladicte resignation cōme dit est admise, nonobstant tout ce qu'en cest endroit fut allegué & deduit. Par arrest de nostre dite Cour à Tholose au rapport de feu M. Berail, celui des susdits qui auoit prouision dudit Euesque resignant fut maintenu au plain possesseur dudit Prieuré: & ce principalement pour les maximes que dessus, l'auteur & predecesseur pourroit tout faire, *vsque in aduentum successoris*<sup>b</sup>: ioint que ledit Euesque ayant resigné, *ex causa permutationis*, par la reigle de la Chancellerie, *nō designabas possidere, priusquā natus fuisset uterq. possessionem*<sup>c</sup>, *cum permutatio ex mutuarum traditione viresumat*<sup>d</sup>, estant au demeurāt certain la collatiō des benefices appartenir au possesseur<sup>e</sup>, estant mise & nombree entre les fruits d'un Euesque, tout ainsi que la faculté de preséter entre les fruits du Droit de patronat<sup>f</sup>, & la voix en vne eslection entre les fruits d'un Canoniat<sup>h</sup>, & est vulgaire les fruits suiure le possesseur i: & jaçoit que cela regarde notamment les eschanges & ce qu'est accoustumé traicter sur iceux, ce neantmoins en autres prouisions octroyees en autres benefices purement & simplement nostre dite Cour n'a iamais fait difficulté faire & iuger de mesmes, pour autant que la resignation de soy, n'estant rien au resignant iusques à l'approbation du superieur, par l'admission d'icelle, la catastrophe en dependant de son autorité<sup>k</sup>: & l'effect de son approbatiō par le titre qu'il en baille, de la prise apres de possession, qui rend effectuel & qualifie titulaire le promeu pour rendre du tout incapable son predecesseur resignant, a n'y pouoir rien faire, executer ny pretendre, la possession luy estant ostée, transferee & acquise à son succes-

a cap. si tibi concessio. cap. licet Episcop. de prebend. lib. 2. Glo. In §. 1. in sup. per de collatio in pragm. bl. memmi. ff. de off. procor. l. si forte. D. de off. prae. l. Tribunus D. de milit. test. c. Regul. Cancellaria. de public. d. l. 1. §. item emptio. D. de Re. permu. c. inter cetera de preb. ca. penult. de Re. permu. c. cap. cum olim. de cam. poss. & prop. cap. quarela de elect. cap. consuetudine l. i. patr. f. Glo. in ca. cu olim de ma. & ob. g. Glo. in ca. cu Bartoldus de re iudic. h. l. Innoc. in c. literis de test. spol. i. l. qui fecit. §. praeerea. D. de usur. l. certum. C. de Rei vindica. Keap. quod in dubijs de Rennuc. & que ibi notantur.

a en la cen-  
turie cha.  
65.

seur, autrement non, iusques à l'aduenemēt d'iceluy, par l'ap-  
prehension de la possession par luy ou procureur deuēment  
fondé faite ainsi qu'aurions touché cy-dessus. où la pluspart  
de ce que y auroit esté aduenü, auroit esté emprunté des cen-  
turies dudit feu M. Coras, <sup>a</sup> que ie luy ay biē icy voulu redre.

## CHAP. III.

- 1 *Collation des benefices appartient ordinairement à l'Euesque diocesain.*
- 2 *Quāt aux prebēdes & dignitez d'une Eglise Cathedra-  
le la collation en appartient à l'Euesque & Chap. ensēble.*
- 3 *Coustumes quant à ce en quelques endroiēts introduite.*
- 4 *Deuolution par la negligence des deux sujdits au pro-  
chain superieur.*
- 5 *Possession de couferer par la coustume preuaut, & est seu-  
lement considerable.*

b cap. 78.

c cap. cum ve-  
nissent cap. ex  
frequentibus  
de Instit. can.  
cumes Basi-  
lica. 16. 17.

d cap. cū ex  
inuncto &  
barese.

e Panor. in  
cap. cū cele-  
st. Mulcrana  
de elect.

f d. cap. nouit  
g cap. quāto  
de q̄s que  
finnt à mai

parte cap. idē  
Corras. par-  
te. 1. Sacer-  
dos. cap. 4.

g d. cap. cum  
Ecclesia.

h cap. 3. de  
cōsuetud. lib.

6. Panor. in  
cap. nouit.



E que nous auroit fait souuenir de ce que le mesme  
sieur Corras traite & ameine ailleurs en mesme li-  
ure <sup>b</sup>, quāt à la collation des benefices, & de la cou-  
stume de conferer iceux: pour le regard de celle là,  
disant de Droit commun appartenir à l'Euesque diocesain,  
e si la faculté de telle collation par Droit singulier n'apparoist  
clairement appartenir à qu'elqu'autre <sup>d</sup>: & quant à la colla-  
tion des prebendes & dignitez d'une Eglise Cathedrale, la  
collation par la commune doctrine & opinion des Docteurs  
appartient à l'Euesque & au Chapitre ensemble: il estime  
toutesfois ayant suiuy quelqu'un des anciens auoir ailleurs  
assez proué & verifié appartenir au seul Euesque, avec le  
conseil du Chapitre <sup>f</sup>, ce nonobstant neantmoins par les  
coustumes dont nous vsons auroit esté introduit, telles  
& semblables collations appartenir, ou au seul Euesque,  
ou au seul Chapitre <sup>g</sup>: car par la coustume peut estre in-  
troduit, que l'Euesque peut exercer ce qu'on appelle & dit  
estre de la Iurisdiction & autres semblables, sans le con-  
sentement du Chapitre. <sup>h</sup> Or si l'Euesque ou le Chapitre en

seul soustient & pretend à luy appartenir, & l'Euesque vient à conferer à vn & le chapitre à l'autre, & n'en soient parties d'accord dans le temps prescrit à y pouruoir, <sup>a</sup> est faite deuolution par la negligence de tous deux, au prochain superieur, <sup>b</sup> & ainsi auoit esté dit par arrest de nostredite Cout., est attesté par le mesme suidict autheur. Au demeurant où l'on doute de la validité des collations, on ne s'enquiert point quel des collateurs a le droict, & auquel appartient de conferer, mais seulement qui est en la possession de conferer, <sup>c</sup> où nous auons recours comme à vne Coustume, <sup>d</sup> & iugeons preualoir en c'est endroit de droict commun, qui est induite en ce que nous traictons par vn seul acte, <sup>e</sup> au moyen duquel quasi possessionem seruitutis atque ducenda, satis est probare quem vna, die vel vna nocte, usum fuisse: <sup>f</sup> quod ipsum & Senatui placuisse præd. Author loco prædicto commemorat: & nous auons veu ce dessus iuger souuent entre l'Archeuesque de Tholose conferant les dignitez vacans d'un costé & le chapitre sainct Estienne conferant les vacans de l'autre, ainsi ayant esté preiugé de tout temps au rapport des plus anciens de la compagnie.

<sup>a</sup> Cap. 2. de concess. præbend.

<sup>b</sup> D. c. sp. 2. c. postul. de concessio.

<sup>c</sup> præb. Panor. in d. cap. cum Ecclesia.

<sup>d</sup> Cap. quere lam de elect. cap. cum ecclesia.

<sup>e</sup> Sutr. na. c. cap. fin. de cap. session. cap.

<sup>f</sup> consultatio. mb. de iur. patr.

<sup>d</sup> Cap. cum ecclesia ubi Panor. cap. ea.

<sup>e</sup> Nescitur. de in que sunt à prelat. cap.

<sup>f</sup> Abbate sano de verb. sig.

<sup>c</sup> Cap. cum de beneficio de præb. li.

<sup>d</sup> Glof. in d. cap. cum Ecclesia Sutr. na.

<sup>e</sup> l. 1. §. quod autem ubi Bar. ff. de a-

<sup>f</sup> qua quond.

CHAP. V.

- 1 Les benefices censez vacans non du iour de la resignation mais du iour de l'admission d'icelle.
- 2 Pourueu que le tout sorte son plein & entier effect de la volonté des contractans.
- 3 Dont resignation, respectiue de deux benefices ex causa permutationis, qui n'a point d'effect apres le benefice pour lors ne vacque point en Cour de Rome, & cômêt.

**A** MESME suite ne pouuât estre iustement oubliée que de mesme autheur on peut recueillir ailleurs en mesme lieu, <sup>a</sup> que sera que cōbien celuy-là in libertate sit, aut moretur qui possessione libertatis ex voluntate domini consequitur <sup>b</sup> qui absenti seruo nihilominus scribit ut in libertate moretur, nō cam

<sup>a</sup> D. centur. na. cap. 14.

<sup>b</sup> l. non videtur. ff. de libert. caus.

*mentem habet ut statim velit serui possessionē dimittere, sed magis destinationē suā in id tēpus conferre, de quo seruus certior factus fuerit*  
*si Iulian. e credendum sit,*<sup>a</sup> ce qui est tiré en probable argument  
 aux benefices ecclesiastiques : lesquels ne se perdent incon-  
 tinent ou bien sont dictz & censez vacants, là mesmes qu'est  
 fait & constitué Procureur, à les resigner : mais seulement  
 ils sont dictz & censez vacants, au lieu où est faite & admise  
 ladite resignation, <sup>b</sup> *nam neque solemus data potestatis tempus,*  
*sed executionis negotij mandati spectare.* Ce qu'il faut enten-  
 dre pourueu que ladite resignation de la volonté des contra-  
 ctans sorte son plein & entier effect. Qui auroit esté le motif  
 par lequel nostre dite Cour de Parlement à Tholose auroit  
 preiugé qu'en resignation respectiue de deux benefices, *ex*  
*causa permutationis*, qui n'a point d'effect apres le benefice pour  
 lors ne vacquer point en Cour de Rome, <sup>c</sup> comme la resi-  
 gnation en ayant esté faicte *sub modo, quo non sequito perinde ha-*  
*beretur ac si nunquam facta fuisset.*<sup>d</sup> Ainsi l'atteste le mesme au-  
 theur que dessus, qui ne reçoit aucune difficulté, estant cela  
 certain & indubitable en ladite Cour, où l'aurions veu iuger  
 souuent *nemine reclamante.*

a l. Qui ab-  
 sentis non p-  
 ep. ff. de  
 poss.

b vbi al.  
 DD. in  
 Clem. 1. et  
 hic pendet  
 te.

c Innoc. in  
 cap. inter ce-  
 tera de prob.  
 d L. licet. D.  
 de iur. dot. l.  
 si quis ac-  
 cept. D. de  
 condit. cau-  
 sas.

## CHAP. XVI.

- 1 Les benefices venans à vacquer en Cour de Rome, ne  
 peuuent estre conferez par autre que nostre saint Pere  
 le Pape, dans le mois.
- 2 Et si autrement la deuolution s'en faict à nostre dit saint  
 Pere n'est loisible à l'ordinaire, par quelque temps que ce  
 soit apres, ou par autre moyen en faire collatiō ny aucune  
 autre prouision: Et pourquoy.
- 3 Arrest sur ce de la Cour de Parlement à Tholose, avec un  
 vœu d'un Docteur ancien.
- 4 Pour lequel n'y a remede, estant ainsi vescu.



ONTINUANT encores la mesme matiere nous di-  
 rons icy du mesme autheur que dessus, les benefices  
 qui viennent à vacquer en Cour de Rome, autre que  
 nostre saint Pere, n'auoir puissance de les conférer, ny au-  
 trement



trement s'ingerer pour la prouiſiō d'iceux<sup>a</sup>, à la charge toutes  
fois de pouuoir vſer de ceſte faculté dans vn mois à cōpter du  
iour de la vacation, autrement iceluy paſſé telle & ſemblable  
puiſſance de conferer retourner à l'Eueſque ou autre col-  
lateur ordinaire, <sup>b</sup> toutainſi que ſi noſtre dict S. Pere venoit  
à deceder auant la collation faite <sup>c</sup>, ce qu'a lieu pour ladicte  
moderation d'un mois és benefices ſeulement vacquans  
<sup>2</sup> en Cour de Rome <sup>d</sup>: car ſi autrement la deuolution de con-  
ferer ſe faiſt à noſtre dict S. Pere, toutainſi que par la coulpe  
des inferieurs, leſquels auroient meſpriſé, ou bien dilayé à  
conferer dans le temps à ce preſcrit du Droit <sup>e</sup>, ne ſeraloi-  
ſible à l'ordinaire par quelque temps que ſoit apres, ou par  
quelque moyen qu'y puiſſe interuenir, en faire collation ny  
aucune autre prouiſion <sup>f</sup>, & ce d'autant que le Droit Ca-  
nonique (*præterquam in vna atque altera Bonifacij & ſpecie*,) n'au-  
roit iamais preſcrit à noſtre S. Pere aucun temps pour confe-  
rer, & moins à ſon executeur, comme tenant ſon lieu & re-  
preſentant ſa perſonne <sup>h</sup>. Et deſlors qu'il eſt faite en autre  
cas que le premier ſuſdict deuolutiō de la puiſſance ordinaire  
à noſtre dict S. Pere<sup>i</sup>, elle ne retrograde plus pour retourner  
à l'ordinaire, & d'ailleurs les Auditeurs de ladite Cour de Ro-  
me prouuent & monſtrent *Sacerdotia ſemel Papæ reſeruata, per-  
petuo ei debere cōſeruari, licet forte reſervationis iuramentum annuatim*<sup>k</sup>. Ain-  
<sup>3</sup> ſi que le meſme ſuſdict rapporte auoir eſté iugé par ladicte  
Cour à Tholoſe, amenant vn vœu ſur ce d'un docteur ancien  
qui ſouhaitoit le meſme eſtre ordōné en benefices vacquans  
& deuolus à noſtre ſainct Pere par la negligence des infe-  
rieurs, *ut ſcilicet poſt menſem reuerteretur eorum collatio ad Ordina-  
rios*, pour ceux à qui ſont conferez par noſtre dict S. Pere eſtre  
des curiaux qu'il appelle, qui conuoient plus le profit & re-  
uenue: qu'ils ne penſent à la reſidence ſur les lieux pour ſeruir  
à Dieu & au peuple. mais il n'y a remede *ſic viuitur*: & d'al-  
ler au contraire ſembleroit regimber contre l'eſguillon, que  
n'apporterait qu'une conſuſion entre les ſuperieurs & infe-  
rieurs & ordre tant de temps obſerué en l'Egliſe.

<sup>a</sup> C. 2. de pre-  
b. end. in 6.

<sup>b</sup> cap. Statu-  
tum de preb.  
lib. 6.

<sup>c</sup> cap. ſi Apo-  
ſtolica eodem  
tit.

<sup>d</sup> d. cap. Sta-  
tutum.

<sup>e</sup> cap. ne pro  
deſectu de o-  
lect. cap. licet  
de ſupp. ne-  
glig. prelat.

<sup>f</sup> cap. 2. cap.

<sup>g</sup> quis de com-  
ceſſ. prebend.

<sup>h</sup> d. cap. 2. de  
preb. in 6.

<sup>i</sup> d. cap. ſi A-  
poſtolica. &

<sup>j</sup> d. cap. Statu-  
tum.

<sup>k</sup> Glo. in Cle-  
menti. de be-  
neficiis pre-  
bend. Com.

poſtell. cap.  
capitulum de  
reſcript. col.

<sup>l</sup> cap. ut no-  
ſtrum de ap-  
pellat.

<sup>m</sup> Rota Deci-  
ſio. 181. in

No.

<sup>n</sup> Petr. An-  
chara. in d.

cap. statu-  
tum.

## CHAP. VII.

- 1 Les secondes nopces ne priuer point le pere de l'usufruiet qu'il a autrement és biens maternels appartenans à ses enfans.
- 2 Fait sur ce narré.
- 3 Fins de non receuoir du pere contre son fils luy demandant l'ouyissance d'une bonne partie des biens maternels estés à luy, fondees sur ledit usufruiet audit pere en iceux appartenant.
- 4 Arrest de ladite Cour à Tholose, avec un autre de la Cour de Parlement à Bordeaux.
- 5 Refutation de l'opinion de ceux qui auroient pensé en certains cas de Droit l'administratiō ostee au pere, l'usufruiet toutesfois luy demeurer & estre conserué, & par quelles raisons.
- 6 Cas esquels l'usufruiet que dessus n'est acquis au pere dis-couru par Iustinian au lieu à la marge cotté.
- 7 Ausquels auroit ladite Cour à Tholose adiousté celuy - la quand le fils demurerait separement d'iceluy pere : car alors l'usufruiet vient entre le pere & le fils estre communiqué & pourquoy.

à l'f. C. de  
bonis matr.

**E**st certain & desny de Droit, les secondes nopces ne priuer point le pere de l'usufruiet qu'autremēt luy appartenēt és biens maternels, appartenans à ses enfans fils & heritiers de sa premiere femme: c'est la formelle cōstitutiō de l'Emp. Leō<sup>3</sup> par laquelle nōmēmēt il prohibe quāt à ce aux enfans ou autres quelcōques de leur chef ou personne, toutes demādes qu'il appelle *voces improbas*, ou accusatiōs cōtre leurs dits peres; *legibus an* surplus, *que de maternis bonis late sunt, suam habētibus firmitatē*: ce que mesme auroit ordōné d'ailleurs l'Empereur Cōstātin bauec les modificatiōs dōt seray apres parlē Par quoy cōme ainsi fut qu'un pere se fust remarié apres le decez de

bl. l. C. 100.  
dem.

la premiere femme, du chef de laquelle il iouiſſoit pluſieurs &  
 notables biens, eſquels en ſon viuant elle ſauoit fait & inſtitué  
 heritier vn ſien fils maſle, lequel apres les ſecondes nopces de  
 ſon dit pere ſe feroit auſſi marié du conſentement d'iceluy,  
 tellement que ne pouuans en meſme maiſon ſe comporter  
 enſemble (où y a deux femmes communement, y en y ayant  
 trop d'vne toute entiere.) Ledit fils n'ayant moyen d'ailleurs  
 bonnement ſ'entretenir approche en iugement ſon pere, aux  
 fins de luy bailler & laiſſer iouyr leſdits biens maternels à luy  
 appartenâs pour ſon entretenement, ou quoy que ſoit vne bõ-  
 ne partie d'iceux comme en excroiſſans & venans du ſien pro-  
 pre ſans aucune controuerſe. A quoy par fins de non receuoir  
 3 le dit pere oppoſe leſdites conſtitutions deſdits Empereurs,  
 & ce que d'icelles eſtoit inuiolablement gardé au lieu de  
 la propriété que le pere auoit pleinement auparauant <sup>a</sup>, le  
 ſeul vſufroiſt luy ayant eſté conſerué, pour raiſon & occaſion  
 duquel, l'entiere & pleine adminiſtration luy eſt tellement  
 baillee <sup>b</sup>, qu'il en eſt deſchargé de toute reddition de comte  
 & preſtation de reliqua <sup>c</sup>, ſingulierement d'en faire inuen-  
 taire, qui aſtraint ſeulement ceux là leſquels ſont ſubiects  
 de Droit à ladite reddition & preſtation de reliqua <sup>d</sup>. Et ja-  
 çoit qu'il en y ait eu quelques vns, qui ayēt eſtimé que le pere  
 en ce cas ſ'acquitteroit pluſ honneſtement, & feroit mieux ſõ  
 de uoir ſ'il en faioit faire inuentaire, eſtant tenu fidelement  
 & la bonne foy garder & conſeruer à ſes enfãs les biens qu'il  
 leur detient comme garde & ſequeſtre legitime <sup>e</sup>, cela ſe  
 peut & doit entendre comme eſt quelque fois pratiqué vne  
 deſcription publique & generale, dont puiſſe apparoir par  
 inſtrument public & authentique aux fins que le pere ve-  
 nant apres à deceder, il puiſſe paroître & les enfans eſtre  
 aſſeurement informez deſdits biens, facultez & qualitez  
 d'iceux <sup>f</sup>, nommement quand le pere viendrait à eſtre ſoup-  
 çonné de fraude pour prodiger, ou diſſiper les biens, ou au-  
 trement pour ſ'eſtre remarié, tout ainſi qu'en hypothèſe  
 ſuſdite <sup>g</sup>, dont feu Monsieur le Preſident Boyer en amene  
 vn arreſt de Bordeaux en ſes deciſions <sup>h</sup>: car combien que  
 pour les ſecondes nopces le pere ne perde l'vſufroiſt eſ  
 biens maternels de ſon fils, ſi toutesfois il appert de la

<sup>a</sup> l. ſ. C. de  
 patr. pet. l.  
 Places. ff. de  
 acq. hered.  
<sup>b</sup> d. l. i. C. de  
 Bonis mater.  
<sup>c</sup> l. cum opor-  
 ter. §. ne autē  
<sup>d</sup> l. ſ. §. ſin au-  
 tē. C. de bon.  
 qua lib.  
<sup>e</sup> l. orphanor.  
 trophos. C. de  
 Ep. & Cler.

<sup>e</sup> in l. i. §. re-  
 ſte ff. vſufr.  
 quē admo.  
 cau.  
<sup>f</sup> l. nō ſolū  
 l. ſed ut pro-  
 bari ff. de no-  
 ui operis nunc  
 cap. 2. de pro-  
 bat.  
<sup>g</sup> Glo. in in l.  
 ſi quis prioris  
 §. ſi in ſi. C.  
 de ſecund.  
 nupt.  
<sup>h</sup> Deciſ. 61.

dissipation d'iceux par ledit pere comme hōme mal sage, non  
 mesnagé, peu caut & mal aduisé, l'administration luy en sera  
 ostee, sauf a luy tant seulement ses alimens <sup>a</sup>, *nec enim lex hoc*  
<sup>al. Imperator ff. ad l. rebell. l. si cū dote m</sup> *ei concessisse videtur ut filius spoliatus, & substantiam illius laceret, &*  
<sup>§. si vero dote ff. Sol. matr. profundat.</sup> Et ainsi auoir esté iugé par nostre dite Cour à Tho-  
<sup>l. si. C. de Sēt. lose, l'auteur mesme que dessus auroit attesté en mesme</sup>  
<sup>poss. & restit. b l. 4. ff. ad Centuic</sup> <sup>b</sup>, conformément à ce que ladite Cour à Bour-  
<sup>Maced. l. si pater. ff. quā in fructu i. cred. c. 12. 25. d. lib. 14. Tit. 2.</sup> deaux en auroit preiugé feu M. Papon auroit rapporté en son 4  
<sup>c Bart. l. ff. de stante 9. q. 2. par. D. Sol. matr.</sup> Recueil <sup>d</sup>, & quant à ce qu'aucuns sont en ceste opinion,  
<sup>f. d. l. Imperatorato.</sup> qu'en tels cas & semblables bien que l'administration soit o-  
<sup>g l. 2. D. ad l. 3. C. de Castren. p.</sup> stee, l'usufruit toutes fois est & demeure conserué au pere : 5  
<sup>an.</sup> car cela vient manifestement & quasi diametralement cōtre-  
 dire aux paroles de Papinian au lieu à la marge cotté <sup>f</sup>, par  
 lesquelles est nié formellement le pere, pendant & durant la  
 vie du fils, y auoir aucun droit, & lesquelles parangonnent le  
 fils au gendarme, & au pere indigent & souffreteux, ordon-  
 nant necessaires alimens du reuenu desdits biens, & ce d'au-  
 tant que si le pere n'y doit auoir aucun droit, si le fils de famil-  
 le en ce cas est comparé au gendarme, lequel tient lieu de  
 pere de famille <sup>g</sup>, qui n'a aucun droit és biens Castrenses  
 dudit fils <sup>h</sup>, Si encores dauantage la loy ordonne au pere in-  
 digent & qui n'a d'ailleurs soy nourrit & entretenir les choses  
 qui luy seront necessaires pour ses alimens & nourriture: il  
 s'ensuit donc par consequent, ledit Papinian auoir entendu  
 au pere dissipateur & prodigue, non seulement l'usufruit,  
 mais encores l'administratiō venir à oster & arracher d'entre  
 ses mains, c'est donques du deuoir du pere, s'il veut garder  
 l'usufruit, *omnem, ut Constant. ait, tuenda rei diligentiam adhibere,*  
<sup>ad l. l. C. de Bon. matr. §. 1. ubi Accurf. ut li. ceat matr. & auie Coll. 8. Authē. exci. pitur & auie. Item hereditas. Authē. Idē est C. de bonis qualib.</sup> *quod filijs debetur fideliter poscere, & litem inferentibus fortiter re-* 6  
<sup>§. 1. ubi</sup> *sistere.* Mais d'autant qu'il n'y a reigle si generale qu'il n'y ait  
 ou n'y trouue quelque exception, il ya aussi plusieurs cas  
 esquels l'usufruit desdits biens ne demeure & n'est acquis  
 au pere, qui sont discourus par Iustinian diligemment <sup>k</sup>, ou-  
 tre lesquels nostre dite Cour à Tholose apres meure & lon-  
 gue deliberation au iugement de l'hypothese susdite, & pour  
 ledit fils contre le pere ayant conuolé à secondes nopces, y  
 auroit adiousté celuy là, *ubi filius seorsum à patre habitat*, par  
 arrest ayant ordonné, *tunc usufructum inter patrem, & filium*

*communicandum eſſe.* Car autrement toutenuë & inutile ſans fruit ſeroit & demeureroit audit fils la propriété , principalement ſ'il venoit predecéder le pere, & encores pourroit aduenir que le pere abondant tant des ſiens que des propres du fils, iceluy fils tomberoit en diſette & pauueté , auquel toutesfois le pere par le droit meſme de nature, doit de ſon propre fournir aliments & nourriture; ce que de meſmes en cas de ſecondes nopces ladite Cour auoir autresfois ordonné <sup>244 Cen-  
117. cap. 25.</sup> rapporte ledit feu ſieur Corras au lieu cy deſſus remarqué , dont nous confeſſons ingenuëment auoir tiré & emprunté la plus grande partie de ce que deſſus, n'ayant mérité d'y eſtre aucunement oublié.

---

CHAP. VIII.

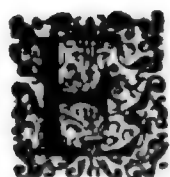
- 1 *Testament entre les enfans, moins ſolemne ſouſtenu & defendu.*
- 2 *Par ainſi y venans à ſuffire deux teſmoins , encores que non priez ny maſles.*
- 3 *Ce qu'eſt eſtimé proceder eſ testaments imparſaiſts par défaut de ſolemnité, autrement en imparſaite volonté, que ne peut eſtre entre les enfans meſmes ſouſtenue ny defendue, encores que la cauſe codicillaire y fuſt appoſee. voire expreſſement declaree.*
- 4 *Partage toutesfois pour ce regard en ladite Cour à Tho- loſe où monſieur le Contretenant ſouſtenoit telle imparſaite volonté quant au tout, ſouſtenable quant à ce qu'elle y ſeroit & ſe trouueroit parſaiſte en aucun de ſes chefs.*
- 5 *Le texte formel quant à ce allegué, avec l'autorité de Bartole conforme en iceluy.*
- 6 *Sans qu'il y ait aucun inconuenient, qu'à l'exēple de gen- darme le pere decede teſtat par la partie qu'il aura parſaiſte, & inteſtat pour l'imparſaite, & qu'il n'aura eu*

QQQq iij



le loisir de declarer absolument.

- 7 Quant à ladite clause codicillaire, ce dessus cōtraire aux textes de l'Empereur Theodose & du Iuriconsulte leguez.
- 8 Cela aussi qui en est dit dessus cōmunement ne se rapportant es cas où ladite clause est adioustee par ceux auxquels particulièrement est permis & loisible de faire entretenir autrement une volonté moins parfaite.
- 9 Ledit partage interrompu par l'accord precedent iceluy des parties, en attendant que sous la volonté de Dieu il puisse quelque autres fois estre decisi & vuide.



S testamens entre les enfans qui viendroient autrement succeder, *ab intestat*, *Quoniam testati causa fouetur à legitima succession*, la crainte de fausseté n'est pas si grande qu'entre autres personnes, d'où

al hac con-  
sultissima §.  
ex imperfecto  
C. de testam.

<sup>b</sup> Accurs. l. §.  
C. famul. her-  
cis. & auth. h.  
quod sine C.  
de testam.

<sup>c</sup> Accurs. l. in  
§. C. de codi-  
cil.

<sup>d</sup> Accurs. §.  
& quod sepe  
de trien.

semi. coll. 3.

<sup>e</sup> lib. proble-  
mar. sectione  
19.

19.

viét qu'un testament moins solemne y est defendu & souste-  
nu, comme nous auons dit au liure cinquieme precedent <sup>a</sup>,  
& auquel les formules ciuiles, ny autres solemnitez d'ailleurs  
y introduictes, ne viennent à estre considerees & examinees,  
mais seulement le pur & simple droit des gens qu'on appel-  
le <sup>b</sup>, & par ainsi y viennent à suffire pour le prouuer comme il  
faut & il appartient, deux tesmoins encōres que non priez,  
<sup>c</sup> ny masses. <sup>d</sup> Ce que semble Aristote auoir voulu en quelque  
part <sup>e</sup>, quand en iustice il disoit, *ideo à indicibus, familie  
& potius, quam testamenti, in ferendis sententiis rationem quādo que  
haberi, quod de familia e mentiri fas nō sit, sed vera fateri necessū cū  
tamen testamēta plerūque in suspicionem veniant, atque adeo falsi  
nonnumquā coarguantur.* Ce qu'est dit & tenu cōmunemēt pro-  
ceder, ainsi qu'auons dit dessus es testaments imparfaicts par  
defaut de solemnité, car en imparfaite volonté tōme quand  
le pere qui testoit, n'auroit peu parfaire & accomplir le  
testament qu'il auoit commencē, c'est à lors qu'il est de-  
cis cōmunement : telle & semblable disposition, enco-  
res qu'entre les enfans, ne pouuoit estre soutenue ny

1

2

3

defendüe, *a quod tum videatur defunctus magis testamentum facere  
voluisse, quam fecisse:*<sup>b</sup> iusques là que de ne pouuoir prendre  
force, valeur, ny vigueur de la clausule codicillaire<sup>c</sup>, laquelle  
vient à supplir le défaut de solemnité, & faire que ceux qui au-  
tremēt succederoient *ab intestat*, soient censez chargez de ren-  
dre l'heritage aux heritiers escrits & instituez<sup>d</sup> & és testamēts  
entre les enfans encores que ne soit exprimee, est taisémēt sup-  
pleée & entēdue par les lieux assez vulgaires. Au demeurāt soit  
elle expresse, ou biē supplée & entendue ne peut toutesfois  
supplir la volonté retenue en l'intention & cōceptiō du dispo-  
sant, que fut la cause que comme ce doute interuint en ladite  
Cour audit Tholose, apres vne lōgue altercation le procès fut  
party en deux Chambres d'Enquestes, Mōſieur le Rapporteur  
tenāt pour la cōmune qu'est la dessus, & Mōſieur le cōtreenāt  
pour la cōtraire en faueur de telle volōté & disposition entre  
enfans fondee sur la constitution de l'Empereur au lieu à la  
marge cottée<sup>e</sup>, où nommément il est parlé, *sive captum neque  
impletum esset testamentum:* & ne se trouuera iamais que nos Lu-  
risconsultes concluans *ex incompleta voluntate nihil deberi*,  
<sup>f</sup> parlent des dispositions entre les enfans, esquelles la loy af-  
ferme singulierement auoir esté ordonné que la volōté com-  
mencee, non toutesfois parfaiete en faueur desdicts enfans,  
soit soustenue & defendue, estimant en leur faueur suffire  
*de testantis voluntate quoquo modo constare.* g à quoy sembleroit  
s'accorder Bartole<sup>h</sup> qui consulte pour le regard de celuy qui  
auoit commencé de faire son testament, au commencement  
duquel il auroit cōmandé l'edification d'un temple en certain  
lieu, legant à ces fins certaine somme d'argent, & apres non  
parfaict ledit testament seroit decedé, auroit respondu, *cogi-  
nihilominus heredē p̄e causae fauore (qui sanē minor est quā liberorū)*  
<sup>i</sup> iam declarata voluntatē implere, qua satis ex imperfecto testā-  
<sup>k</sup> mento probatur. Ac proinde Caligulā constet legata testamēto Tibe-  
rij quamquam abolito, fideliter representata persoluisse, exemploque  
<sup>m</sup> militis pater pro parte testatus decedet, nempe quatenus iam voluntatē  
suam expressit, & pro parte, quā nō patefecit, intestatus. Et quand  
à la clausule codicillaire, cela qu'en est pretendu dessus est &  
demeure directement cōtraire à ce que l'Empereur Theodose

<sup>a</sup> Accus. tit. fin. qui D. de testam. Or in l. fin. C. fam. her. cise.  
<sup>b</sup> D. l. fin. qui l. ex ea D. de testam. l. fidei commiss. §. 1. D. de leg. 3. l. fin. C. de codicill.  
<sup>c</sup> Bartol. in l. 1. qu. est. 3. D. de iure codicill.  
<sup>d</sup> L. generaliter. §. ex testa- ment. D. de fideicom. lib. bartat. l. qui autem. D. si quis omis. caus. l. codicil. l. 5. fin. D. de leg. 2. l. ex his C. de testa- ment. mi- lit. l. ex testa- ment. C. de fi- deicommiss. lib. c D. l. fin. C. fam. her- cise.  
<sup>e</sup> L. si quis D. de testa- ment. l. fidei- commiss. §. 1. D. de leg. 3. l. fin. C. de codicill. §. ex co- quib. mod. testament. infirm. instit. g D. l. fin. C. fam. l. her. cise. h L. in testa- ment. D. de fideicommiss. lib. i Canos. 17. quast. 4.

k L. fin. D. de reb. eorum. l Suet. in Caligula. m L. si miles. D. de testam. milit.

<sup>a</sup> L. fin. §. il-  
lud quoque.  
C. de Codicill.  
lex eo autore-  
tendo fin. in  
princip. ff. de  
testam.

<sup>b</sup> Cap. 11.

en a escrit ailleurs, <sup>a</sup> ensemble le Jurisconsulte respondu, dont ne faut estre meu au contraire de ce qu'est allegué, d'une imparfaicte volonté n'estre rien deu, quand cela ne s'entend & moins se rapporte au cas, où la clausule codicillaire est ad-ioustee par celui auquel *peculiariter lex indulget, ut minus perfe-ctam alioquin voluntatem foueat*: surquoy le procès party comme dit est, esdites Chambres des Enquestes, comme il fut question d'entrer en la grand' Chambre par lesdits Rapporteur & contretenant, les parties viennent à declarer qu'elles estoient d'accord en produisant l'instrument de transaction entre-elles passé, avec toutes clauses necessaires que fut la cause que le partage interrompu, & le proces fini, l'affaire demeura en l'estat, en attendant que par autre occasion il puisse quelque iour s'il plait ainsi à Dieu, estre vuidé, decisi & terminé; feu monsieur Berail en faict mention en sesdictes memoires, feu monsieur Corras aussi en sa Centurie <sup>a</sup>: d'où i'aurois emprunté la plus grand' partie de ce que dessus; que ie luy rends ingenuement de fort bon cœur, bien qu'il ne face nulle mention dudit partage.

## CHAP. IX.

- 1 L'ingratitude descrie & bannie d'entre les hommes.
- 2 Les causes d'icelle touchees de Seneque en passant.
- 3 Pourquoi nos Iuriconsultes n'auroient introduicte action contre les ingrats.
- 4 Et de quoy pour ce regard se seroient-ils contentez seulement.
- 5 Reuoqué en doute en la Cour dudit Parlement à Tholose par combien de temps la faculté pour causes d'ingrattitudes, pouuoir par le donateur reuoquer les donations, pouuoit estre prescrite.
- 6 Diuersitez d'opinions pour ce regard.
- 7 Sur lesquelles ladite Cour se seroit arrestee à la distinction des causes d'ingratitude.

8 Raisons

3 *Raisons que ladite Cour principalement en auroit eues.*

6 *Le sieur Corras indignement traité es derniers troubles*

1 **L**'Ingratitude auroit esté tellement descrite voire <sup>a. Aufe. in Epig.</sup>  
bannie d'entre les hommes, qu'un de nos Poëtes  
auroit disertement dit, que sur la terre ne pouuoit <sup>b. cap. 16.</sup>  
estre créée chose pire ne plus odieuse<sup>a</sup>: or dontel-  
le procede Senèque en son second liure des bienfaits<sup>b</sup>, en  
auroit amenees trois principales causes qu'il dit, ou la trop  
grande opinion qu'on a de soy, & le vice que les hommes ont  
naturellement de se priser eux mesmes, & ce que leur appar-  
tient, ou la conuoitise & les mauuais desirs d'auoir des ri-  
chesses, ou l'enuie qu'on porte au bien d'autrui: il vient a-  
prestant au mesme Chapitre que suiuaus à en bailler de  
plus amples raisons & fondemens, & encores de fort beaux  
& notables exemples: qu'auroit esté la cause que plusieurs  
se feroient esmerueillez que nos Iuriscultes se feroient  
oublier iusques là que de n'auoir introduict action contre les  
ingrats pour auoir chastiment & reparation de l'ingratitude  
par ceux que par icelle tant soit peu se trouueroient offen-  
sez: à quoy les Atheniens & Macedoniens les pouuoient a-  
uoir semonds, & comme leur porter le falot & esclairé de-  
uant, ainti qu'il appert par plusieurs traces & vestiges des au-  
theurs & historiens Romains<sup>c</sup>. Toutesfois est à considerer  
que voyant nos Iuriscultes la frequency d'un tel vice &  
la multitude du brouillis que les actions que pour ce regard  
on pourroit introduire pourroient apporter, laissant cela à  
la prudence & discretion des offenses, & d'y estre plus sages  
& discrets à l'aduenir enuers & à l'endroit d'iceux qui vou-  
dront gratifier se sont contentez seulement de permet-  
tre aux peres l'exheredation de leurs enfans pour cause d'in-  
gratitude, la denegation des aliments à occasion d'icelle, &  
si par aduantage il les auoient parauant emancipez, la reuo-  
cation en leur puissance: de mesmes auroient ils permis aux  
seigneurs & maistres priuer leurs vassaux & cliens de leurs fiefs  
qu'ils tiendroient d'eux<sup>d</sup>, & pareillement aux donateurs  
annuler & reuoker leurs liberalitez pour les ingratitudez

<sup>c</sup> Quint. lib. 7.  
Cic. lib. 8. ad  
Attic. Xenoph.  
lib. 1. de Inst.  
Cyr.

<sup>d</sup> cap. 1. §. poma  
que sunt poma  
causa ca. de for-  
ma, 22. quest. 5.

R R R

a l. pnal. &  
 f. C. de reuoca.  
 dona. cap. fin.  
 de donat. extra.

b l. si non cen-  
 suet C. de iniur.

c l. si quis fidei  
 C. de iust. iur.

d l. lex cornelia  
 in princip. &  
 §. illud D. de  
 iniur.  
 e. L. in honorarij  
 D. de off. & o-  
 bligat.  
 f l. nō solum §.  
 3. de iniur.  
 g chap. 3.  
 h Arist. 9.  
 Ethicor.

Grac. 44. 45.  
 46.

enuers eux commises par leurs donataires a mais surcé point  
 auroit esté reuocqué en doute en la Cour de Parlement audit  
 Tholose par combien de temps la faculté de telle reuocation 5  
 contre les donataires pour lesdites ingratitudes pouuoit estre  
 prescrite contre lesdits donateurs, les vns entendans telle  
 & semblable reuocation proceder, à cause & pour iniure fai-  
 te ausdits donateurs, auroient estimé telle faculté se prescrire  
 par vn an comme toute autre action d'iniures b; les autres à  
 l'exemple de la querelle d'inofficiosité auroient pensé telle  
 faculté demeurer perimee & esteinte par le laps de cinq ans  
 c d'autres & les troisiemes auroient esté en ceste opinion que  
 telle faculté de reuocation par ingratitude de la seule loy, la  
 condition par icelle introduite durer & auoir effect par tren- 6  
 te ans, par tel & non moindre temps, les actions person-  
 nelles venans à estre esteintes & perimees. Surquoy ladite Cour  
 se seroit arrestee à la distinction que la plus grand & meilleure 7  
 part faisoit sur la cause de l'ingratitude, pour laquelle telle  
 & semblable faculté estoit pretendue, car si pour iniure cor-  
 porelle, *veluti ob mansillas in donatorem*, alors l'action en es-  
 tant ciuile la poursuite d'icelle, & à ceste occasion ladite fa-  
 culté, en seront & demeureront perpetuelles, c'est à dire du-  
 rables à trente ans: mais si autrement par quelqu'autre espee  
 d'ingratitude ladite faculté de reuocation est poursuuie,  
 par ce qu'alors l'action d'iniures est dite pretoire d'iniures,  
*anno perimetur de vscatera penales actiones* e, estant autrement  
 certain par la seule dissimulation l'action d'iniures estre tol-  
 lue & abolie f, & ainsi auoir esté preiugé par arrest de ladite  
 Cour à Tholose auroit rapporté feu monsieur Corras Con-  
 seiller en icelle g, en sa Centurie rendant la raison de l'arrest  
 en ce que la Cour par iceluy autoit iugé que c'estoit du de-  
 uoir du bon Chrestien patienter plustost en cest endroit que 8  
 autrement s'acheuer à vne haine pour auoir recompense de  
 l'iniure, h ainçois plustost volontairement mettre en oubly  
 & sous les pieds les plus griefues iniures du monde, & par ce  
 moyen bien faire aux mal-faisans, suiuant en cela Ioseph  
 qui ayant mis en oubly vne des plus griefues iniures du  
 monde, *plura fratribus bona contulit, quam benefactoribus debe-*  
*rentur* i. Ledit feu auteur en allegue d'autres exemples &



auteurs, & en fin il ſ'arreſte à ce que ſouloit dire *Antistenes*  
*Athenienſis*, qu'eſtoit *ingratitude hominum non deterri à*  
*ſtudio bene merendi de omnibus* <sup>a Lantius lib. 3</sup>. Ce que i'ay bien voulu en ce <sup>cap. 1.</sup>  
 lieu prendre dudit feu ſeigneur de Corras que i'ay allegué  
 ailleurs pour ſon honneur & memoire, bien que indigne-  
 ment traité en ſes derniers iours és troubles ciuils & mal-  
 heureux qu'ont cy deuant rauagé ſur ce pauvre Royau-  
 me.

# CHAP. X.

- 1 Pour la validité de l'exheredation pour iniures du
- 2 pere contre les enfans, eſt beſoin trois choſes concurren-  
tes.
- 4 La loy deſnie à l'heritier *morum coercionem*.
- 3 Comment ſe doit entendre, & en quels termes prendre.
- 4 Où apres la mort vient à naiſtre la cauſe de l'improbi-  
té & iniure, il appartient à l'heritier en pourſuire la re-  
paration ſans en pouuoir eſtre repouſſé, & comment.
- 5 Arreſt ſur ce de ladite Cour de Parlement à Tholoſe.



E que deſſus touchant l'exheredation des peres  
 pour les ingraticitudes contre leurs enfans, a lieu &  
 procede à ce que le fils ſoit forclos de la ſucceſſion  
 paternelle par ingratitude, trois choſes concurrentes : la  
 premiere que la cauſe de ladite ingratitude ſoit vne de cel-  
 les qui ſont nommément portees par la conſtitution nouuel-  
 le, ou pour le moins auſſi grieſues & atroces, ſi plus ne le ſont  
 b l'autre que telle marque d'infamie ſoit prouuee & veri-  
 ficee, & la derniere & troiſieſme, qu'elle ſoit nominément  
 inferree dans le teſtament paternel ; car autrement ceſte  
 faculté de reuoquer par ingratitude les choſes donnees  
 ne peut eſtre tranſſeree [aux heritiers], ſi l'offence, & in-  
 iurié n'en diſmot & patiemment ſe raiſe, par ce que  
 celui-là qui eſt ainſi offenſé, & ne ſ'en plaint point,

b. cap. §. p. v. v. v.  
 que ſoit. l. 1. §.  
 cauſa benef.  
 §. cauſa ve cum  
 de app. agnos.  
 coll. 8.

d l. omnimodo  
 §. 1. C. de inoff.  
 teſtam. §. aliud  
 quique ut cum  
 de app. agnos. in  
 autem.

a l. generaliter est censé avoir du tout remis & quitte la cause de l'ingratitude  
 C. de donat. ainsi dissimulee <sup>a</sup>, tellement que estant comme desia ense-  
 n. si. de donat. uelle, en poursuiure apres par l'heritier punition & vengean-  
 b l. si. in si. C. de ce, ne seroit aucunement decent, & moins digne d'un homme  
 reuoc. donat. Chrestien & Catholique <sup>b</sup>, dont non sans cause, & fort ius-  
 tement la loy auroit desnié à l'heritier, *morum coercionem*,  
 c l. Re. §. 1. ff. ainsi qu'est dit en mesmes termes ailleurs <sup>c</sup>, ioint que ceste  
 Sol. matr. faculté appartient & est donnee au pere pour l'iniure à luy  
 faite par son fils. Or il est certain l'action d'iniures s'en aller  
 d l. si eum §. 1. finir & esuanouyr par la mort de l'iniurié <sup>d</sup>, sans que les actiōs  
 ff. si quis causio. *quæ ex delictis proficiuntur, ad heredem transeant* <sup>e</sup>, & ainsi au-  
 l. l. iniuriarum ff. roit esté souuent preiugé par ladite Cour à Tholose, cela e-  
 de iur. d. l. ff. stant comme vne maxime certaine & indubitable en la Chā- 3  
 bre de la Tournelle. Quant à ce toutesfois que nous venons  
 de dire *heredem non habere coercionem morum, de ijs moribus*  
*accipiendum venit, quos maritus viuens dissimulauit: iniuriam quip-*  
 f l. si cum §. pe conuincendo, eandem remisisse, & iniurianti quodammodo peper-  
 si. l. i. ff. de pro- cisse videtur. <sup>f</sup> Tout ainsi que nous disons en matiere de fiefs,  
 mar delict. esquels l'heritier du sieur ne priuera point du fief le vassal,  
 pour la felonnie ainsi qu'on dit par luy commise contre son  
 g Accus. cap. seigneur, si iceluy en son viuant ne s'en est autrement plaint <sup>g</sup>,  
 l. §. in super de & de mesmes nous en auons dit dessus és donations : mais  
 prohib. sud. où apres la mort, *nascitur improbitas & offensa, ad estimatio-*  
 alien. per Frider. *nem heredis spectat, quæ defuncto irrogetur iniuria* : ny pareille. 4  
 Et in d. l. om- ment l'heritier pourra estre repoussé par la loy, de ce que  
 nmodo. par icelle la vesue ayant perdu ce dont elle auroit esté pri-  
 h l. at si quis §. uuee, comme indigne & en ladite qualité, luy auroit esté  
 index ff. de Re- uue, comme indigne & en ladite qualité, luy auroit esté  
 lig. l. i. §. Et si osté & arraché d'entre ses mains, en consequent auroit esté  
 forte ff. de iniu- porté & deferé au fief <sup>i</sup>, lequel seul est dit capable d'ob-  
 rius. jicer ladite indignité <sup>k</sup> : car d'autant que *ob offensos mariti*  
 l. l. Papinianus *manes*, la femme vient à estre priuee de tels & semblables  
 §. memuisse D. emolumens, la cause des successeurs doit preualoir & estre  
 de in off. testam. preferree au fief, *qui lacepsa quadammodo defuncti fama, of-*  
 l. cum fisco D. ad fensi quoque ipsi principaliter, ut aiunt, intelliguntur <sup>m</sup>, dont à bon-  
 Syllan. ne & iuste raison ladite Cour à Tholose par son arrest auroit 5  
 x l. his consequē priué vne vesue, ayant maluersé & forfait en son honneur,  
 ter §. l. D. famul de l'augment de sa dot outre les autres liberalitez que  
 herose. ne & iuste raison ladite Cour à Tholose par son arrest auroit  
 l. l. C. de se- priué vne vesue, ayant maluersé & forfait en son honneur,  
 cund. nupt. de l'augment de sa dot outre les autres liberalitez que  
 m §. si. de resti- son feu mary luy auoit donnees & departies, sans auoir vou-  
 tutio. & ea que parit. coll. 4.

lu repouſſer l'heritier, qui hanc mulieri notam inurebat & exprobrabat<sup>2</sup>, par les raiſons cy deſſus touchees.

a l. fideicom. l. C. fideicom. l. fororem C. de iis quib. indig. & vtrubiq. Accur.

CHAP XI.

- 1 Sila femme pour auoir adulteré perd ſa dot au profit du mary.
- 2 Balde ſur ce auroit preualu, ſçauoir la dot eſtre perdue & adiugée au mary lors que la femme n'a enfans du premier liēt : car autrement l'accuſateur eſtant ſecond mary, ne peut eſtre adiugé à iceluy ſinon ce que peut mōter la ſimple legitime de l'un des enfans.
- 3 Repliques à ce qu'eſt allegué au cōtraire contre ledit Balde, pour raiſons & fondemens d'iceluy.
- 4 Au ſecond mary adiugeable audit cas tout ce qui procede de ſa part & liberalité, & au reſte l'opinion dudit Balde ſuiuie.
- 5 Iugement quand à ce cōforme d'un Commiſſaire Royal pour iuger en dernier reſſort, dix officiars du Roy & Aduocats du Bailioge de Foreſts appelez.
- 6 Quant le mary toutesfois deuant les nopces eſt aduertiy & certifié de l'impudicité de ſa femme, ne peut rien quant à ce deſſus pretendre ſuiuſant un iugement tres-ancien y allegué.

**M**Ais de là vient à dependre la queſtion ſi la femme pour auoir adulteré pert la dot au profit du mary, qu'elle a ſi grieuſement offenſé : & iacoit qu'il y ait de contraires pour ce regard opinions, celle de Balde auroit toutesfois preualu<sup>b</sup>, & les ſingulariſtes diſent<sup>c</sup> en auoir bien fait leur profit & qu'eſt la dot eſtre perdue

b in l. hac de ſtali C. de ſecond. nupt. c Franciſc. de Crema ſingula. 86.

R R R r iij

*al. viro & l. si  
mulier. ff. Sol.  
mar. cap. ex libe  
ris cap. signific.  
de duort.*

*b l. imperator ff.  
de fides libersat.*

*c Archidiaconus in  
cap. aut non 34  
quest. 3. Bal. in  
promissio, Decre-  
torum.*

*d l. unic. § si ve-  
ro ubi Accusf.*

*C. de imp. lucra.  
desusp. lib. 10.*

*e l. ex promissio-  
ne D de act. 27*

*obligat. l. si § si  
à socero D. que  
in fraud. cred.*

*f Decis. 338.*

*gl. Consensu. §  
vix quousque post  
Authens. C. re-  
pud. § cap.  
plenomque de  
aduat. un. vir.  
& vxor.*

par l'adultere, & adiugée au mary, lors que la femme n'a d'en-  
fants du premier liēt : ils en sont alleguez à ces fins les textes à  
la marge cottez a. Mais si elle a enfans du premier mariage,  
& l'accusateur est second mary, elle ne perd point sa dot, &  
ne peut estre adiugée au mary sinon ce que peut monter la  
simple legitime de l'un des enfans. Ce que semble estre fort  
raisonnable, d'autant que par la Loy le mary ne peut prendre  
profit sur les biens de sa femme ayant enfans du premier liēt,

plus que celui d'iceux enfans qui a le moins pourueu que ce  
moins vienne à vne legitime. Or l'argument est bon, que si  
cela par conuention ne se peut faire, à plus forte raison ne  
se pourra-il faire par malefice, ainsi que par adultere, l'aliena-  
tion interdite en vn cas n'estant permise en l'autre. b Et bien

que ceux qui auroient tenu le contraire respondent à ce que  
ladite Loy s'entend à titre lucratif, & que ceste adjudication  
procedant d'adultere est onereuse au mary, & que ce qu'il en  
rapporte, luy est plus cher vendu que les biens de la femme ne  
peuvent valoir, à raison de la grande infamie & iniure qu'il  
est contraint en porter, que l'on estime patricide : toutes-

fois suiuant ladite opiniō dudit Balde peut estre repliqué & à  
bon droit, *Dotem apud maritum titulo quidem oneroso esse quam-  
diu onera sustinet nuptiarum, dirempto autem matrimonio per adulte-  
rium, aut facta thori, d vt aiunt, separatione, quia cessat onerum  
ratio, recte dici posse dotem marito ad lucrum verti.* Dont à bon-  
ne raison feu monsieur Boyer se seroit resolu à la susdite pre-  
miere opinion : mais il y enclost le douaire de mesme sorte  
que la dot, & semble son iugement soustenable en entendant  
du douaire procedant du premier mariage, estant de besoin  
que ledit doüaire fut mesuré avec la dot, & encores de plus  
grande raison, car il est par disposition de la Loy affecté aux  
enfans du premier liēt, qui en sont propriétaires, & la femme

seule usufructuaire, Car autrement s'il a voulu comprendre le  
doüaire procedant de la liberalité du mary accusateur, se ble-  
roit biē que pour ce regard n'y auroit apparence de vouloir ius-  
ques là amplifier l'opiniō dudit Balde : car il est plus que  
raisonnable de priuer la femme de ce dont elle s'est rendue  
indigne enuers celui qui a donné. g Par ainsi doit au second  
mary estre adiugé le tout, qui procede de sa part & de sa libe-

ralité. Et au reste l'opinion de Balde, comme de grande equité auroit esté receue, & nommément suiue par nostre dicte Cour audit Tholose, & par le iugement d'un Commissaire par lettres patentes commâdees de certaine science du Roy pour en cognoistre en dernier ressort. Dix Officiers du Roy & Aduocats du bailliage de Forest appelez qui furent tous de cet aduis, horsmis deux qui tindrent pour ladite derniere opinion pour le mary, le vingthuiëtiefme Mars mil cinq cens cinquante quatre, feu Papō l'attestât ainsi en son recueil, a ce toutesfois nous auons dit cy dessus le mary pour l'adultere de la femme gaigner la dot, & encores ses biens paraphernaux, b reçoit ceste modification si deuant les nopces le mary n'estoit aduerty & certiffié de l'impudicité de sa femme : car alors il n'ypourroit quand à ce rien pretendre suiuant ce iugement si ancien & approuué de C. Marius qui condamna *Ticinius* rendre la dot à sa femme, ayant maluersé ainsi que deuant l'espouser il estoit aduerty qu'elle en estoit coustumiere; *præfatus sibi liquere, Ticinium impudica Fannia*, tel estoit le nom de la femme, *coningium expetisse, quo eam dote spoliaret.*

*Lib. 22. tit. d'Adult. & fornication. Arrest. 5. b. c. plerumque de donat. inter. xiv. & uxor. ubi Glos. c. L. mariti D. de Adult. cap. quemadmodum de iur. d'Val. Maxim. b. 8. cap. 1.*

## CHAP. XII.

- 1 Si vne femme viuante lubriquemēt peut estre accusée par les heritiers du mary, & faire perte de sa dot & douaire
- 2 L'opinion negative preiugee par arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux par deux fois.
- 3 Par les arrests toutes fois de ladite Cour à Tholose en ses derniers tēps le cōtraire pour l'affirmatiue auroit esté iugé. pour si peu, qu'il y interuient des circōstāces agrauās le fait.
- 4 Notāment quā d la maluersation auroit esté faite dās la maison du defunct, ou bien dans l'an du dueil.

**M**ais si tout ainsi qu'une femme accusée par son mary & cōuaincue d'adultere perd sa dot & sō douaire vne femme viuante lubriquemēt peut estre accusée par les heritiers du mary, & faire perte du douaire, il y a beaucoup de difficultez & opinions diuerses & cōtraires : aucuns

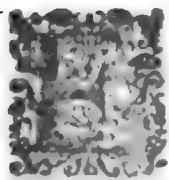


a Paul. Ca- ont tenu l'affirmatiue <sup>a</sup>, ayans estimé *viduam per stuprum amit-*  
 stren. in l. Soro- *tere dotem* <sup>b</sup>: *cum adhuc in priore matrimonio durare censetur e quod*  
 rem per Glos. *Valeriam Messalorum sororem respondisse, memoria prodictū est, iis qui*  
 ibid. C. de iis *post Seruū mariti mortem, ad repetēdas nuptias eam hortabantur, sem-*  
 quib. ut indig. *per maritum sibi Seruium viuere dicens.* Dont il y a presque autāt  
 idem conf. 147. *de raison d'offense à vn defunct pource regard qu'au viuant*  
 vol. 2, Barr. *& par consequent à ceux qui sont du sang, & qui succedent*  
 conf. 23. vol. 2. *au defunct, & ainsi que Bartol auroit raisonné en quelque*  
 Et 37. volum. 3. *part.* <sup>d</sup> La cōtraire & negatiue est tenue par plusieurs, <sup>e</sup> lesquels  
 b L. 1. ff. de iis *entre autres en amenant le texte à la marge cōté* <sup>f</sup>, prins  
 quib. ut indig. *toutesfois à contraire sens, argument fortissime & vallable*  
 l. penult. vbi *en droit. Et à la verité, la disposition du droit commun fai-*  
 Bartol. C. de *sant mention de telles peines* <sup>g</sup>, ne touche que femmes ma-  
 Adult. Accus. *riees sans aucunement parler des vefues, & ne doit com-*  
 & Castrenf. in *me penale estre ampliee,* <sup>i</sup> outre ce que *mulier pariens ex*  
 D. l. Sororem. *stupro, intra annum luctus, vsu fructu dumtaxat antenuptialis do-*  
 c L. femina ff. *nationis priuatur:* <sup>k</sup> & suyuant ceste opinion negatiue d'Ale-  
 de Senat. l. filii *xandre monsieur Boyer rapporte auoir esté preiugé par la*  
 §. i. ff. ad muni- *Cōur de Parlement à Bordeaux par deux fois, nommant*  
 cip. l. fin. C. de *les parties, & cōtant la dāte en deux arrests* <sup>l</sup> que feu  
 bo. mat. *Papon n'auroit oublié transcrire en son recueil,* <sup>m</sup> que pour-  
 d D. l. penult. C. *ront veoir ensemble la decision dudit sieur Boye* <sup>r</sup>, ceux qui  
 de Adult. *en desireront d'auantage, où ils trouueront de quoy pour ce*  
 e per Alexand. *regard se rassasier sans en requerir d'auantage: iusques*  
 in d. l. Sororem. *qu'il en y a qui auroient estimé les authoritez & fondemens*  
 f Cap. 2. de fend *de ceux qui tenoient le contraire de ce que s'estoit passé aus-*  
 sine culpa, non *dicts arrests pour lādite affirmatiue,* <sup>n</sup> estre plus veritables, &  
 amor. *soustenables de droit. Qu'auroit fait que nostre dicte*  
 g l. 1. §. huius *Cōur à Tholose, bien qu'au commencement eust donné*  
 rei D. de officio *des arrests conformes aux susdits de Bordeaux, & pour lādi-*  
 eius cui mand. *te negatiue, és derniers temps toutesfois estant besoing d'e-*  
 iuris. *xemple multis grassantibus, elle a incliné pour si peu qu'il y in-*  
 h L. consensio. e. *teruienne des circonstances agrauans le faict à l'opinion*  
 de repud. cap. *des susdits de l'affirmatiue, notamment quand la maluerfa-*  
 Plorum. que. de *ction a esté faite dans la maison du defunct ou bien* *intra an-*  
 Donat. int. vir. *num luctus in cineres defuncti:* à lors l'accusation d'adultere pou-  
 Et vxor. ex. *uant estre intentee par l'heritier, ainsi que nous lisons*  
 i l. fin. C. de in- *auoir esté iugé par arrest de Paris le vnzieme iour d'auril*  
 terd. matr. & *mil*  
 cap. responis de *4*  
 Reg. iur. lib. 6.  
 KL fin. de resti-  
 tu. Et ea qua  
 part. col. 2. l. 1.  
 Et sequen. C.  
 de 2. nuptiis.  
 l Deciso 348.  
 m D. ut. A-  
 dul. & fornic.  
 Arrest 5.  
 n Corras. d.  
 centur. cap. 69.  
 in fin.

mil cinq cens septante & vn, additionné au nouveau Recueil <sup>2 au des-</sup> dudit feu Papon. <sup>fous de l'ar-</sup>  
<sup>rest 16. d'a-</sup>  
<sup>dultere &</sup>  
<sup>fornic.</sup>

CHAP. XIII.

- 1 Les charges principales d'un tuteur enuers son pupille consistent en la bonne foy, & comment.
- 2 Singulierement en l'inventaire de l'autorité du magistrat, & qu'il n'y soit rien descript qu'à la verité.
- 3 Ce que s'entend proprement des choses meubles, par les preingez de ladite Cour à Tholose.
- 4 Quant aux immeubles le tuteur quelquesfois excuse.
- 5 Et aussi faut que le tuteur soit sage & aduise, qu'estant creancier il ne se charge point volontairement de l'administration des biens du pupille sur peine de priuation de son action.
- 6 Si toutesfois il n'est proche parent & allié du pupille, ainsi qu'auroit esté preingé par la mesme Cour audit Tholose.
- 7 Et de mesmes cela s'estend aux creanciers du pupille, qui par testament auroient esté donnez tuteurs ou curateurs par ceux qui scauroient & ne pouuoient ignorer estre creanciers.



Ntre autres charges qui sont d'un tuteur voulant administrer la tutelle & s'acquiter du deuoir d'icelle enuers son pupille, sont celles qui consistent en la bonne foy d'iceluy, touchant le manimēt des biens & choses appartenans à son pupille, en telle sorte qu'il s'empare du regime & gouuernement d'iceux, non à cachette ny autrement temerairement, mais ouuertement & publiquement, ce que principalement se fait par inventaire d'autorité du magistrat & publiquement fait <sup>1</sup>. Pour le regard duquel il est besoin d'une grande prudence & circonspection du tuteur, singulierement qu'il n'y soit rien descript ny

<sup>b l. tutor, qui</sup>  
<sup>repertorium</sup>  
<sup>D. de admio-</sup>  
<sup>nistr. tut. l. tu-</sup>  
<sup>tores C. cod.</sup>  
<sup>l. de creatio-</sup>  
<sup>nibus E. de</sup>  
<sup>Episcop. au-</sup>  
<sup>dient.</sup>

SSSf

inventorié que ce qu'à la verité se trouuera estre & appartenir au pupille, car autrement suffoqué par sa propre confession, ne seroit apres receu ne ouy en presupposant le contraire: <sup>a</sup> ce que ce deuoit entendre des choses meubles, que aysement & facilement se peuuent receler & cacher <sup>b</sup>, nostre-dite Cour à Tholose auroit preiugé par plusieurs arrests: mais quant aux immeubles *veritati semper locum fore*, <sup>c</sup> qu'auroit esté la cause que par mesmes arrests ladite Cour auroit excusé le tuteur qui auroit mis & souffert estre mis certains immeubles à luy appartenans & qui luy estoient aduenus n'auoit gueres par fideicommiss, dans l'inventaire qu'il faisoit faire des biens de son pupille & comme à luy appartenans, nonobstant telle insertion imprudemment y faite, le droit propre dudit tuteur luy ayant esté conserué, & ce faisant lesdits immeubles distraicts & à iceluy adiugez <sup>d</sup>: car aussi ce qu'est dit ailleurs communement *aduersus presumptionem iuris & de iure (quam vocant) non admitti probationem*, <sup>e</sup> *non obtinet, ubi colligeretur probatio, vel per confessionem partis*, <sup>f</sup> *vel per facti euidentiam*. <sup>g</sup> Car au fait que dessus il estoit clair & euident que lesdits immeubles appartenoient au tuteur, & partie ne l'osoit ouuertement contester, combien qu'elle pretendit & soustint subtilement & opiniaistrement par la description qui en auroit esté faite audit inventaire luy auoir esté & demeurer acquis, en telle sorte qu'à bonne & iuste cause nostre-dite Cour auroit preiugé en vne des hypotheses des susdits arrests, *rigidam illam iuris presumptionem quæ oritur contra heredem non conficientem inuentorium, tolli per confessionem legatariorum* <sup>h</sup>: il faut d'auantage que le tuteur soit sage & aduisé quant à ce que s'il est creancier, qu'il ne se charge point volontairement de l'administration des biens du pupille, autrement par la nouuelle de Iustinian, il seroit & demeureroit priué de son action <sup>i</sup>, si toutesfois il n'estoit proche parent & allié du pupille <sup>k</sup>, à raison dequoy l'affection de ce parentage & alliance vint à oster & effacer toutes les presomptions de dol, fraude & callidité: sainctement par ainsi nostre-dite Cour auroit preiugé l'oncle & le frere du pupille n'auoir perdu le droit de fideicommiss à eux appartenant

a l. fi. C. arbit. tut.  
b l. lex que tutores C. de administ. tut.  
c l. cum falsa C. de iur. facti ignorat.

d Bald. d. l. fi. e. d. l. fin. cap. is qui desponsat lib.  
f Accur. ant. then. sed iam necesse C. de donat. ant. nupt. & in §. aliud de equ. dot. coll.

g DD. in c. quanto de presumpt. & on d. c. is qui.  
h Alexand. l. fi. C. de iur. delib.

i §. 1. vbi qui oblig. perhib. coll. 6. authen. minoris e. qui dar. tuto. pos. sunt.

k Authen. ad hac. C. quando tutor.

l. non solum §. 1. ff. de iur. nupt.

4

5

6

- és biens iouys & possédez par le pupille, à cause que volontairement ils auroient prinſe la charge de sa tutelle<sup>a</sup>: moins<sup>a d. auth. ad h. et.</sup>
7. aussi le creancier du pupille, qui par testament a esté ordonné tuteur ou curateur par celuy qui ſçauoit & nullement ignoroit estre creancier, tombera és rets de la peine de ladite Nouvelle<sup>b</sup>, *tanquam fides eius & diligentia, satis superque attestata*<sup>c</sup> *ſciente eum creditorem fuerit probata*<sup>c</sup>: *quicquid è diametro aſtruit* *Maſuerius*<sup>d</sup> *alibi ſatagat.*
- <sup>b</sup> Cyn. & Bart. d. auth. minor. Guid. Pape quaſt. 149. <sup>c</sup> §. 1. de ſent. iud. r. <sup>d</sup> tit. de intro. & corat.

CHAP. XIII.

- 1 Qu'eſt ce qu'alluuiou.
- 2 Quand eſt-ce qu'elle a lieu.
- 3 Le fonds par icelle augmenté vient au profit du ſeigneur haut iuſticier, & à iceluy qui a droit d'y prendre & leuer les decimes des fruicts y excroiffans, avec la ſolution de quelques raiſons au contraire.

**L** n'y a ſorte ou façon d'acquiſition, qui n'ayt beſoin de noſtre peine, trauail ou induſtrie, fors le Droit qu'on appelle d'alluuiou, qui à cachette & volontairement s'offre & preſente à nous, que peut eſtre dict vn accroiffement ſecret & caché procedant d'un ragas ou rauine d'eau, qui batant contre vne poſſeſſion de terre, petit à petittire d'un champ proche & voiſin, il vient à adiouſter au noſtre<sup>f</sup>. Par ainſi donc ce que l'eau battant contre oſte, le poſſeſſeur pert & non ſans cause, *adcoercendam nimirum eius negligentiam, qui tueri & munire ripam ſuam aduerſus vim aquarum diligentius debuit, quemadmodum A. Gennius Urbicus alibi ſcribit:* tellement que ce que par ce moyen eſt detraiſt du champ proche, nous eſt acquis par le Droit appellé des Gens, & accreu au noſtre pour

<sup>a</sup> l. adeo. §. 1. <sup>b</sup> cū quis ff. de acq. rer. dom. <sup>c</sup> §. praterea de Rei iur. <sup>d</sup> l. 1. C. de allu.

SSSf ij

l. 3. D. de  
acq. re. do.  
al. quod iu-  
geris §. 1. ff.  
de leg. 1. d. l.  
adeo. §. pra-  
terea.

autant que n'estant à aucun, ainsi tiré dudit champ, naturelle-  
ment est fait d'iceluy qui l'occupe le Poëte Lucain chantant  
ainsi.

*Illos terra fugit dominos his rura colonis,  
Accedunt, donante Pado.*

l. 1. 2. & 3.  
de alluvio. C.  
et si ego §.  
penult. ff. de  
publ. in rem  
act.

l. 1. Irē sūm-  
d. §. hinc vi-  
cinus. ff. de  
usufr.  
et si fundus.  
D. de pigno-  
rib.

l. ergo. §.  
alluvio D. de  
acq. redom.  
gl. 2. forma.  
§. 1. D. de  
censib.

cap. ad A-  
postolica. cap.  
cum sint de  
decim.

l. Martius.  
D. de acq.  
Re. do. alias  
Attus.

l. numerum  
§. iudicandi.  
D. de mu. et  
hono.

l. cap. parvo-  
bianos. cap.  
tua nobis de  
decim.

l. d. l. Mar-  
tius.

l. 1. viam l. ff.  
D. de viapu-  
blic.

ol. sed Celsus  
D. de corrah.

empt.  
p. 2. §. hoc  
interdictum.

D. nequit in  
loco publi.

l. 1. §. ius

Cest accroissement doncq' qui vient & procede de l'alluuiion,  
appartient à celuy à qui est & appartient le champ auquel il  
est adiousté, suiuant la mesme nature & condition<sup>a</sup> : soit-il  
que ledict champ appartienne au propriétaire par droit  
qu'on appelle de propriété<sup>b</sup>, ou bien qu'il soit à luy comme  
quasi seigneur<sup>c</sup>, ou encores par vsufruit<sup>d</sup>, ou Droit de gaige  
& hypothèque: *quippe flumina & alluuiiones censitorum vice fun-  
guntur, ut ex publico in priuatum addicant, & ex priuato in publicū  
quoties scilicet subest equitas alterutram partem.*<sup>g</sup> Ce que nostre  
dite Cour auroit estimé si veritable, & iusques là proceder,  
qu'elle par arrest auroit preiugé que par alluuiion ainsi nostre  
fonds augmenté, non seulement estoit augmenté au sieur iu-  
sticier la iurisdiction profane, mais encores au Curé de la pa-  
roisse ou autre y prenant & leuant dismes, la leuee & cueillet-  
te des dismes en iceluy<sup>h</sup>. Et ne fait à ce rien, que par l'alluuiō  
sot transferees les choses publiques, & que la Iurisdiction soit  
du Droit public<sup>k</sup>, tout ainsi que le disme<sup>i</sup>: car outre ce que  
le Iuriconsulte au lieu allegué<sup>m</sup>, y traite d'une rue publique  
& par ainsi des choses publiques, lesquelles sont en public vsa-  
ge, & ne peuuent par fait quelconque estre faites ny rendues  
de Droit priué & particulier<sup>n</sup>. Cela ne peut auoir lieu és au-  
tres choses publiques, qui sont en l'usage des priuez & parti-  
culiers, & moins ce qu'est allegué dessus<sup>o</sup>, *quot ea velut priuata  
patrimonia iudicantur*<sup>p</sup>, & en outre vient à examiner la iuridi-  
ctiō estreensee du Droit public pour le regard des subiects  
& des magistrats qui sont en l'exercice, & ausquels appartient  
la distributiō de la Iustice<sup>q</sup>, *respectu quorū ideo dici potest nec au-  
geri, nec minui iurisdictionē.* Mais quand la iurisdiction est cō-  
sideree comme Droit priué, portant profit & vtilité au supe-  
rieur son maistre, sçauoir pour les peines, amendes confisca-  
tions & bans, elle est augmentee & diminuee sans doute  
*tributorum exemplo, quae decrescunt & augentur*<sup>r</sup>. A quoy l'on

publicū. D. de Iust. Et

intra. Tab. Taberia. §. acquirunt. l. 2. C. de alluuiō.



peut adiouster la iurisdiction pour le regard de son essence ne recevoir augment; mais pour le respect de la matiere, des personnes & lieux, auxquels elle peut estre estendue & amplifiée<sup>a</sup>. ainsi auroit esté statué & ordonné par ladicte Cour.

*a Barr. & alij in l. si con-  
uenerit l. 9.  
finuda. D. de  
pigno. Bal.  
& Salic. in l.  
eti am. C. de  
iurdot.*

CHAP. XY.

- 1 *Vn fonds vendu par deux par indiuis avec pacte de rachapt, l'un d'iceux ne peut racheter la moitié au desceu de l'autre, avec vn preiugé de ladicte Cour à Tholose.*
- 2 *Toutesfois le venant racheter entierement, vn d'iceux y sera receu pour le tout, le pacte de rachapt contenant en soy vne obligation indiuidue.*
- 3 *A quoy ladite Cour à Tholose auroit inclinè, à la charge toutesfois que celui des vendeurs qui fera poursuite du tout, sera tenu bailler bonnes & suffisantes cautions de releuer indemnè l'acheteur, de ce qu'il retire outre & par dessus ce que de son chef luy appartenoit envers son compagnon, & autrement comme il y est expliqué.*
- 4 *Ce qu'auroit esté prins d'une cautelle de Cepolle, dont est faite mention par feu Papon en quelque part.*

**A** Vroient esté deux, qui auroient vendu vn leur fonds par indiuis à vn tiers, & pour cent escus à pacte de rachapt, toutesfois de dix ans pour semblable prix: il aduient apres qu'un des susdits seul dans ledit temps prescrit de dix ans veut racheter sa part en payant & offrant realement cinquante escus, qui faisoient la moitié dudit prix: sçauoir s'il y estoit receuable: & si l'acheteur estoit tenu en faire la reuente par parties, & n'estre tenu, auroit esté preiugé par arrest de ladicte

al. quod sino-  
br. §. Mar-  
collus. de ed.  
edict. &  
Bart. in l. cui  
usufr. de usu-  
fr. legat.  
bl. fistulas §.  
qui fundus ff.  
de act. empt.  
cl. si usufructus  
in princip. &  
§. quasi. hac.  
D. de man.  
reft. D.  
dl. quod. fru-  
no. D. de in-  
dic. addict.  
cl. tut. §. cur.  
D. de minor.  
l. si quis alius  
vbi Bart. D.  
de solut.  
f. D. l. quod si  
noluit. §. si  
plures.  
gl. si non fore.  
§. sicut. D.  
de condic. in-  
deb.  
h. l. nemo ex  
sociis. D. de  
deservit. Ru-  
stic. D. D. in l.  
de pupill. §.  
si plures per  
illius tex. D. de  
no. oper. nūc.  
K. l. qui alius.  
§. si. D. de  
neg. gest.  
l. si mandat.  
C. ille sit.  
ml. de her. C.  
de fid. lib.  
n. D. l. quod  
si noluit. §. i-  
de Marcell.  
D. de ed. c-  
dict. d. §. qui  
fund. r. resp.  
ol. i. §. sed  
ex quibus. D.  
ad Treb.  
pl. i. l. expe

Cour<sup>a</sup> & fort iustement, *ita quod contractum es alienum, ut ait Labeo, diuidi non possit,*<sup>b</sup> & collata in personam duorum facultas, aut *conditio ab altero pro parte impleri nequeat:*<sup>c</sup> dauantage en ce fait tout le fonds & entierement auroit esté vendu,<sup>d</sup> & n'est vray-semblable en aucune façon que l'achepteur eust achepté autrement,<sup>e</sup> & à present le vouloir contraindre en rendre vne partie, & retenir l'autre, seroit comme estrange & au grand preiudice & comme iniure de l'acheteur.<sup>f</sup> Car par ce moyē contre son vouloir & malgré luy on le traineroit en vne communion & societé, & de là à mille contentions & discordes, qu'elles ont accoustumé d'apporter, & en cela sembloit n'y auoir point de difficulté: mais quelque temps apres suruint sur ce autre question, sçauoir que si l'un desdits vendeurs, l'autre n'apparoissant point, en vertu de mesme pacte veut racheter toute l'etiere piece en payāt & offrir l'entier prix de tout le rachapt, avec tous legitimes frais & deoustemens, il y sera receu, & à ce l'achepteur contrainct suiuant ledit pacte par luy donné & octroyé aux deux, car d'un costé & pour l'achepteur pouuoit estre representé, *sociū sine socij mandato de re cōmuni disponere, aut experiri non posse,*<sup>h</sup> n'estant censé estre procureur de son compagnon & moins de luy auoir charge ny procuracion: <sup>i</sup> tesmoing en sera ce que se trouue ailleurs decisi sçauoir, *utiliter gerēt in negotiū cōmune legē tribuere actionē negotiorū gestorū, quæ solet dari vbi mandati, cōperit actio* & encores seroit grandement preiudicier à l'autre compagnon n'apparoissant, auquel sans son sceu n'estant appelé le pacte de rachapt pour sa part à luy donné & appartenant seroit comme osté & rauy, lequel biē qu'à present n'en vueille vser en racheptāt sa part le pourra toutesfois en quelque autre tēps faire.<sup>m</sup> Ce nonobstant de l'autre part estoit considéré & examiné l'hypothese semblable d'un heritier chargé de rendre l'heritage à deux fideicommissaires, lequel la loy contrainct rendre<sup>n</sup> à vn d'iceux demandant le total & vniuersel d'iceluy, <sup>o</sup> ledit pacte de rachapt contenant en soy, *obligationem rem tradi*, qu'on appelle, <sup>p</sup> laquelle est indiuidue. <sup>q</sup> Or en telles & semblables obligations indiuidues est certain que les actions sont si solidaiement acquises à vn chacun des compagnons <sup>r</sup> de de act. empt. q. l. si stipul. non ducunt. D. de verb. oblig.

associez<sup>a</sup>, iusques là qu'à celuy qui agit & conuient le premier est donnee & baillee la demande entiere & solide du tout,<sup>b</sup> tellement qu'entre compagnons associez y ait lieu de preuention & quasi occupation, sçauoir qui premier agira il l'emportera ainsi preuenant tout :<sup>c</sup> & à ceste opinion nostre dite Cour par arrest autoit incliné, avec toute modification toutes fois que celuy des vendeurs qui veut & poursuit ainsi rachepter le fonds total & entier, sera tenu bailler bonnes & suffisantes cautions de releuer indemne l'achepteur de ce qu'il retire & rachepte outre & par dessus ce que de son chef luy appartient enuers son compagnon associé, & qu'au mesme aussi dans le temps du rachapt venant il rendra & reuendra la portion qu'il y auoit & luy appartenoit<sup>d</sup> suiuant la cautele de Cepolle, dont fait mention sur le subiect Papon en quelque part<sup>e</sup>, notamment il y est dict dans le temps du rachapt que fut à l'execution expliqué ou dans le temps nommément y prescript, ou bien en cas de lesion dans le temps qu'à cause d'icelle a ordinairement accoustumé estre octroyé à ceux qui demandent & poursuient semblables rachapts qu'est de trente ans pour le moins, ainsi qu'auons dit ailleurs és liures precedents: soit veu Papon en sondit Recueil, Arrest susdict second.

<sup>a</sup> L. haredes §. An ea. ff. fam. herc.  
<sup>b</sup> L. 1. §. ex his. ff. de verb. oblig.  
<sup>c</sup> L. 2. d. m. b. res. in fin. D. de gat. 1. l. fideicom. §. penult. D. de leg. 5.  
<sup>d</sup> l. 1. §. si p. cum. in fin. D. deposit. l. duo fratres. D. de acquir. l. hared. d. l. fideicom. penult.  
<sup>e</sup> En son recueil tit. de retraict conventionnel artic. 2.

## CHAP. XVI.

- 1 *La fin de la vie humaine terminee à cent ans.*
- 2 *Combien que selon David à septante, ou huitante pour le plus.*
- 3 *Les vers de des-Portes sur ce alleguez.*
- 4 *Ce qu'au contraire l'on recite d'un homme auoir vesce beaucoup plus d'auantage, ressentant sa fable plus qu'à son histoire.*
- 5 *Distinction nommément apportee sur la preuue de la mort,*
- 6 *Limitation quand à ce sur la mort de celuy qu'on dit estre deceédé biē loing de sa maison, auquel cas la preuue n'en est*

si exacte, suffisante en enseigner, par le bruit commun  
rumeur & autres coniectures.

7 La preuue du temps de la mort requiert vn peu plus  
certaine & asseuree preuue, avec des preiugez de la-  
dite Cour à Tholose surce amenez.

a L. Actor.  
C. de probat.

l. 2. §. si du-  
bitatur quem  
ad test. aper.

b L. An. v-  
suffr. D. de  
suffr.

c L. fin. §. 1.  
C. de sacr.  
eccl.

d Psalm. 90

e De Portis  
in sa trau-  
sation.



VEL Q' VNN'estre mort est vne oraison negative &  
priuatiue, de difficile parce moyen preuue & verifi-  
cation, a car aussi la fin de la vie est terminee au  
cours & laps de cent ans, b auant lesquels ne soit  
presumé aucun estre decedé & sorti de ce monde: combien  
que si nous croyons au Prophete Daud ou plustost à Moysse  
qui auroit fait & baillé l'argument du pseaume 90. les plus  
longs iours de nos annees se viennent finir à septante ans ou  
au plus haut octante, en ceux qui sont plus forts & vigoureux,  
ce qu'est du surplus n'estant que labeur, peine, trauail, & dou-  
leur, d ainsi qu'heureusement auroit châté ce Poëte François.

*Car à la fin, Seigneur, sept dizaines d'annees  
Rendent des iours humains les bornes terminees,  
Ce sont de nos trauaux les cours accoustumez,  
Quelques plus vigoureux & qui mieux se maintiennent  
Iusqu'à quatre vingts ans aucunes fois paruiennent:  
Encor ceste vigueur  
Et le mieux de leur temps n'est rien que fascherie,  
Car nostre ame s'enuolle, & ceste humaine vie  
Est promptement couruë, & n'a point de longueur.*

Et quant à ce qui est rapporté de nos Annales y en auoir eu  
qui auroient vescu trois cens soixante dixsept ans, f ressent plus  
à sa fable qu'à son histoire, pour autant que c'est vn aage qui  
surpasse de beaucoup la vie de l'homme, & qui conuient seu-  
lement aux seules corneilles, cerfs, corbeaux & autres oyseaux  
d'Inde, desquels est parlé en quelque part par Erasme sur ce  
qu'il auroit trouué par escrit dans Hesiod.

f Ioannes de  
temporibus.  
Apud Ro-  
bert. gaz. in  
vil. Eud.  
Grosu.

*Tertia secla hominis transmittit garrula cornix,  
Quatuor at peragit cornicis secula ceruus;*

*Cornic um*

*Cornicum atatem coruus ter preterit, at ter  
Coruinos annos nouies agit indica Phœnix.*

Toutesfois quand il est question de la preuue de la mort on a communement accoustumé y apporter vne distinction, par laquelle il est & soustenu, que où il s'agist des choses qui ne sont de grand moment ny importance, par ainsi de leger preiudice, comme d'ouurir vn testament qu'il n'est loisible de faire sinon apres la mort du testateur, soit suffisant alleguer & prouuer la mort, par le bruit & fame publique du voisinage, ou par coniectures<sup>a</sup>, sçauoir qu'ils auroient veu de son decez estre fait du cil & porter vestemens d'iceluy par ses plus proches<sup>b</sup> : mais en ce qu'autrement viendrait apporter grand preiudice & seroit de consequence, soit quant à la vie, ou l'honneur de la personne, comme en cause criminelle, renommee, estat ou bien controuersé de quelque riche & opulente heredité, il est communant & constamment resolu, la mort en ce cas faire, approuuer & verifïer *recte & cludenter, ut aiunt*, tout ainsi que par tesmoins qu'auroient veu mourir celuy duquel seroit question, ou qui auroient assisté à ses funerailles & sepulture<sup>d</sup> : sinon peut-estre qu'il s'agist de la mort de celuy qui delà la mer, ou en autre lieu bien loing de sa maison seroit decedé : auquel cas, pour la difficulté de la preuue, suffira par bruit commun, rumeur & coniectures enseigner de la mort<sup>e</sup>, d'autant qu'alors ce que ne peut estre prouué & verifïé clairement & liquidement, suffit qu'il soit montré & representé par argumens, signes & indices : & de là vient qu'on dit vulgairement, que là où la preuue est difficile, ou pour delaps du temps, ou pour la distance des lieux vne preuue presumee vient à suffire. Au demeurant quant à la preuue du temps de la mort, il y est requise vn peu plus certaine & asseuree preuue<sup>h</sup>, pour autant que quand le temps est posé pour fondement de l'action & intention de quelqu'un, il doit estre alors certainement & liquidement prouué<sup>i</sup> & ainsi souuentefois es cas occurrens auroit esté preiugé par plusieurs arrets de nostre dite Cour à Tholose sans difficulté quelconque, attestant ledit sieur Corras<sup>k</sup> es endroits que dessus, que pourront veoir qui auront le loisir & son liure en la main.

a d. §. si dubite  
cur. vbi Acc. &  
Bartol.  
b l. 3. ff. de cou-  
dict. m. deb. l. fin.  
ff. de hered. Inst.  
c l. inde Nera-  
tius. §. si. D. ad  
l. Aquil.  
d l. si quidē. vbi  
Accur. & D D.  
C. sol. matr. ca.  
vbi periculū. §.  
si. de elect. in 6.  
e l. moles. §. mu-  
lier. D. de adule.  
authen. hodie.  
C. de Repud. l.  
quoties C. de  
nauis. lib. 10.  
f l. moles. §. à  
Barbatus. D. de  
re. milit. Glos.  
in cap. quomans  
§. porro ut lice  
non contest.  
g l. qui ex liberis  
D. de bono. poss.  
secund. trib.  
Bald. in auth.  
quas actiones  
c. de S. ier. Eccl.  
in fin.  
h l. m. vrem. c.  
de probat.  
i l. empore. D.  
de probat. l. cum  
actio. D. de neg.  
gest. B. ut in l.  
non fin. §. si l.  
ut probat. D. de  
nom. op. nunc.  
k d. centuria.  
cap. 72.

TTTt



## CHAP. XVII.

- 1 Sur l'incertain des pere & fils ensemblement decedez, la presumption de la loy estre, le pere estre premierement decedé, & de mesmes d'un vieillard accablé d'ans & de sa vieillesse.
- 2 De mesme de la femme, au cas qu'elle & son mary seroiēt morts ensemble & à la fois, & pareillement du fils impubere que la loy pour son tendre aage, presume estre predecédé.
- 3 Ce qui vient à estre entendu si le pere & le fils viennent pareillement & comme à pareil & mesme instant deceder par bruslement, ruine ou naufrage.
- 4 Par ainsi ou en diuers lieux, ou en diuers temps ils seroiēt decedez, la coniecture cesse.
- 5 Singulierement quand celuy qui ainsi l'asseure, seroit possesseur des biens, dont seroit question.



A mention que nous auons cy-dessus faicte de la mort, sera cause, que nous mettrons apres & icy ceste question, *de pariter mortuis*, que ledict lieu

*ad centum. cap. 87.*

Corras en l'endroit que dessus auroit sommairement traittee, & commencerons par où il auroit faict <sup>a</sup>, que sera que lors qu'il est incertain des pere & fils ensemblement de

*b l. qui duos §. cum in Bello l. cum puberem. ff. de reb. dub.*

*cl. nam est ff. de inof. test. l.*

*l. hereditas. D. ad l. falcid. l. ii*

*qui D. de fidei. commat. liberr.*

*d l. inter socerū D. de pact. dora.*

cedez, qui des deux premierement auroit finy ses iours, la loy presumer le pere predecédé <sup>b</sup>: parce que comme vn ieune homme robuste de forces, & fleurissant en son aage est creu viure plus longuement, de mesme le vieillard accablé d'ans & de sa vieillesse, mourir & terminer ses iours plustost <sup>c</sup>: à quoy peut estre adiousté que le pere comme desia cassé de son vieux aage, est beaucoup plus debile, & que la loy vient tousiours à presumer le plus robuste auoir suruecu, & le plus foible & debile auoir passé deuant d. D'où pro-

cede que tout ainsi que la fême est beaucoup plus debile que le masle<sup>a</sup>, de deux mariez ensemble & à la fois morts, la presumption de la loy vient iusques là que de presumer & coniecturer la femme auoir premierement & auant le mary finy ses iours<sup>b</sup> : & auquel cas le fils pour son tendre aage, est censé plus foible & debille que le pere, par ce qu'il n'a qu'un an ou autrement impubere, la loy presume en ce cas le predecez d'iceluy fils<sup>c</sup>. Ce que vient à estre entendu & interpreté si le pere & le fils sont pareillement & comme à pareil & mesme instant decedez par bruslement, ruine ou naufrage : d'autant qu'il n'est pas vray semblable qu'un petit ieune & tendre enfant aye si virillement & constamment resisté à vn tel si vtolent & defastreux inconuenient, tout ainsi que le pere : mesmes Ciceron en quelque part<sup>d</sup> disant la vieillesse estre beaucoup plus forte & robuste que l'adolescence. Par ainsi là où en diuers lieux & diuers temps ils seroient decedez, il n'y a le- gale ou naturelle coniecture, qui ne vienne à pancher là que le pere seroit predecedé, comme plus vieux & cassé par le lōg nombre de ses ans; <sup>e</sup> singulierement quand celuy qui ainsi l'asseure & pose, seroit possesseur des biens dont il seroit question<sup>f</sup>. Et ainsi l'ayant sousteuu ledict sieur Corras en ladicte Cour à Tholose, il atteste ladite interpretation auoir esté infiniment agreable à toute la compagnie, & comme ne nous desplaisant, l'aurions bien voulu inserer icy, pour vn accroist à ce qu'en semblable question nous en aurions dict aux liures precedents, traitant de l'arrest interuenu en la Cour, sur le procez des Messemes au rapport de feu monsieur Donjac.

TTTij

<sup>a</sup> l. si fuerit.  
<sup>g</sup> ff. de reb.  
dub.

<sup>b</sup> l. si posses-  
sor. ubi Glo.  
D. de Relig.  
et sumpt.  
fun. d. l. qui  
duos. §. si  
maritus.

<sup>c</sup> d. l. inter so-  
cios in prin-  
cip. d. l. qui  
duos. §. si.

<sup>d</sup> Cicero. de  
Senect.

<sup>e</sup> d. l. haredi-  
tatis d. l. in qui  
f. Barro. l. si  
inter. D. de  
reb. dub.

## CHAP. XVIII.

- 1 Efficace de la confession d'un emphyteote censier dans un instrument publicque.
- 2 Attestation de l'auteur pour les confessions faictes es fiefs ou autres rotures, nonobstant icelles, l'original ou plus anciennes recognoissances faire à examiner & considerer.
- 3 Nonobstant confession oultre & par les anciens titres la-dite Cour à Tholose prend tousiours cela pour une surcharge induë & extraordinaire qu'elle punit, comme par l'arrest y amené en propres termes.

d. Centur.  
cap. 33.



Our ne nous esloigner encores des discours faits au meisme lieu par ledit sieur Coras <sup>a</sup>, n'aurions icy voulu obmettre ce qu'il remarque touchant l'efficace de la cōfession, laquelle faite par vn emphyteote ou censier dans vn instrument publicque de plus grande pension qu'à la verité n'estoit deuë, venir à obliger celuy qui l'aura faicte enuers le sieur directe comme prouuee & deuë par ladicte confession, il atteste auoir esté preiugé par arrest de la dite Cour à Tholose, pour autant, dit-il, que bien qu'une profession censuelle, qu'on appelle, ne puisse nuire ny preiudicier, cela obtient & a lieu quand elle se trouue faicte par vn estranger: car autrement faite par le seigneur & vray propriétaire, vient à nuire & preiudicier <sup>b</sup>, dont il vient apres à conclure, *recognitioe dominium directum probari a, licet illud non transferat* <sup>c</sup>: à quoy il adiouste ce qu'on dit & tient communement, que confession hors iugement faicte qui ne peut induire obligation, preuue & verifie toutesfois assez suffisamment vn debte <sup>f</sup>: ce que nous pour l'auctorité du personnage ne voudrions autrement correfter, quand ne seroit que pour les raisons meismes qu'il en alle-

b Censualis.  
vbi Bald. C.  
de donat.  
cl. confessio-  
nib. l. si is cu-  
ius. §. ff. de  
inter act.  
d. a. l. Censualis.  
l. i. si quis §.  
differentia.  
ff. de acq. p. s.  
f. l. Public. §.  
ff. de pos.

gue au contraire, au commencement du mesme Chapitre, prinſes des authoritez par luy meſme amenees & cotees <sup>a l. nec ſi vo- les l. liberes l. interrogata C. de lib. cau. l. cū ſer- mus. C. de a- gr. Et cē. lib. II. C. d. ſi. preſer. C. de don.</sup> entre autres celle par laquelle il dit & veritablement, *oportet re veritatem magis attendi quam ſcripturam* <sup>b.</sup> Ce neantmoins nous pouons icy aſſeurer & atleſter qu'en matieres de fiefs, ou autre roturiere ſubiecte à cens ou rente, y interuenants pluſieurs titres & recognoiſſances, dont les vns ſont plus chargez de rentes & autres preſtations annuelles que les autres, ladite Cour accouſtumé ſuiure le bail original s'il ſe trouue eſtre produit, & en deſaut d'iceluy les plus anciennes recognoiſſances, pour la moderation & reiglement de ce qu'eſt deu, & faut annuellement preſter & bailler par l'emphiteote, ou cenſier, quelque confeſſion au contraire, qu'il y ait en augmentation d'icelles par les derniers, que noſtre dite Cour iuge & preſume touſiours pour vne ſurcharge indeuë & extraordinaire, ſi autrement il n'interuient nouuelle cauſe ou occaſion pertinente, pour laquelle telle confeſſion ſ'en ſoit enſuiuiue, & dont apparoiſſe par le meſme contract, autrement, *ſola confeſſione non mutatur perſonarum aut rerum ſtatus, ſi non alijs adminiculis roboretur: & profeſſio cenſualis ſimulare facta non nocet* <sup>a</sup> : & ainſi nous auons touſiours veu preiuger par ladite Cour, comme auſſi quant aux derniers les preſtations que deſſus ſe trouuoient moindres, les premieres en pareil ou eſgal nombre preualoir, ce que n'eſt ſans bonnes & iuſtes conſiderations prinſes meſmes de la doctrine des Docteurs, reſolutions & deciſions d'autres Interpretes du droit tant Canoniques que Civils : nous ne voulons toutesſois diſſimuler auoir veu vne ſemblable queſtion eſ reſponſes du ſieur le Caron <sup>c</sup>, decise par arreſt du Parlemēt de Paris du 6. Iuille 1560. portant que ſans auoir eſgard aux recognoiſſances faiçtes au nouveau terrier du ſieur demandeur, les deſendeurs ne payeroient autres ne plus grandes cenſues ne redevances que les portees par les anciens baux & cōceſſions, & que pour ce regard le terrier ſeroit reformé: & apres il y adiouſte que par arreſt du Parlement de Tholoſe du 10. Avril 1571. le ſemblable auroit eſté iugé, mais plus ſeueremēt pour vn nommé Bernard de l'Eſtang, & par le meſme arreſt qui fut prononcé ſolemnellement deſenſes furent

TTTt iij



faites à tous sieurs d'vser enuers leurs subiects d'aucunes surcharges ou actions indeues sur peine de priuation de leurs proprietéz: mais non seulement plus seuerement, mais encores plus exemplairement quant à ce enouroit esté iugé par ladite Cour par le dit mesme arrest au rapport de M. Sabatier, lequel par ce qu'il parle de soy mesme l'ayât fait tirer sur son original ne nous a semblé fort mal à propos l'inserer icy de teneur. Entre Bertrand Destaing du lieu du Fossaret appellant du Seneschal de Tholose ou son Lieutenant d'une part, & Jean de Marties S. de Gessac appelle d'autre. Il a esté que la Cour a mis & met l'appellatiō, & ce dont a esté appellé au neant, a retenu & retiēt la cognoissāce de la cause & instāces principales, en laquelle a déclaré & declare les recognoissāces faites pour raiō du terroir cōtentieux, tāt en l'an 1506. & 24. Iuin par feu Antoine Destaing à feu François de Marties S. de Gessac, ou biē M. Bernard Destaing Prestre sō tuteur en l'an 1532. par le dit Bernard Destaing appellāt audit Jeā de Marties S. de Gensac appellé, aussi l'article d'une paire de poulles par iceluy de Gessac additiōné en son liure de recognoissances, cōtenir surcharge & cōme telles les a cassées & cassē, a ordōné & ordōne que serōt cācellees tāt es cedes & prothocolles des Notaires qui les ont receus, que sur le liure des recognoissances dud. Gessac, dōt l'extrait produit au procès auroit esté tiré, & par mesme moyē le dit art. des poulles y additiōné sera rayé: si a condāné & condāne iceluy de Marties rendre audit Destaing tout ce qu'au moyen des dites recognoissances tāt luy que ses predecesseurs auroiēt pris & leuē pl<sup>us</sup> que n'estoit porté & cōtenu en l'instrument d'inféudation dudit terroir de l'an 1496. aussi produit au procès. Et en outre ladite Cour pour certaines causes & cōsideratiōs à ce la mouās a déclaré le dit terroir cōtentieux estre frāc & allodial durāt seulement la vie dud. Bertrād Destaing appellāt, apres laquelle a condāné les heritiers & successeurs leur recognoistre mouuoir de la directe dudit de Marties & autres qui serōt en son lieu & place, & sous la cēsue seulement mētiōnee audit instrument d'inféudatiō de l'an 1496. faisāt defence tāt aud. de Marties que tous autres sieurs soiēt directes iurisdictionels vser à l'endroit de leur emphyteote ou vassaux d'aucunes surcharges indeues sur peine de priuation de leurs proprietéz, & a condāné le dit de Marties es despens de la cause



CHAP. XIX.

- 1 *L'effect du droict de prelation, avec les raisons & fondemens d'iceluy.*
- 2 *Deux sieurs directes d'un mesme fonds l'un peut retenir par droict de prelation, l'autre inuestir à la charge que celuy desdits sieurs qui desire y estre preferé, vueille retenir le fonds entier, ne pouuant autrement vser dudict droict pour sa part seulement.*

**N** T R E autre droicts appartenans aux sieurs directes  
 és biens par leur emphyteotes ou censiers tenus &  
 d'eux mouuans, est tenu & cōpté des plus principaux,  
 le droict qu'on appelle de prelatiō, par lequel le sieur  
 directe a ceste prerogatiue que son emphyteote ou censier ven-  
 dant le fonds deluy mouuāt en directe, il puisse & luy soit loisi-  
 ble retenir le fonds pour pareil & semblable prix,<sup>a</sup> pour autant  
 que ledit fonds ayant procedé de luy, avec tout le droit que le-  
 dit emphyteote auoit en iceluy en cas de vete & alienation du  
 mesme emphyteote ou cēsier, le mesme sieur fait à preferer iu-  
 stemēt à tous autres, sauf le droit dudit emphyteote par le rem-  
 boursement du prix que luy en est fait, & avec indemnité dont  
 il pourra auoir conuenu,<sup>b</sup> la chose autrement aysément & fa-  
 cilement retournāt à son premier point & nature.<sup>c</sup> Par ain-  
 si s'ils sont deux seigneurs directes d'un mesme fonds, l'un des-  
 quels veut retenir par droict de prelation, l'autre inuestir l'ac-  
 cepteur, celuy là le pourra faire en remboursant le prix, l'autre  
 ne pouuant empeschē le droit du susdict, vn des sieurs ne pou-  
 uant aucune chose au preiudice de l'autre son cōpagnō,<sup>d</sup> à la  
 charge toutesfois que celuy desdicts sieurs qui desire y estre  
 preferé au moyen dudict droict de prelation, vueille retenir le  
 fonds entier ne pouuant autrement vser dudict droict pour  
 sa part seulement<sup>e</sup> par les raisons mesmes qu'auroient esté cy-  
 dessus amenees en pareille & non grandement differente hy-  
 pothese<sup>f</sup>, quelque chose qu'en cest endroit ledict sieur Cha-  
 rondas en ait amené ailleurs pour ce regard.<sup>g</sup> Mais si plusieurs  
 pieces ont esté acheptees ensemble, si le seigneur par mesme

<sup>a</sup> l. si. C. de  
 iur. Emphy.  
<sup>b</sup> l. i. C. de  
 metall. &  
 metall. lib.  
 11. vbi Bar.  
<sup>c</sup> l. si vnus  
 §. Pactus ne  
 peteret. D. d  
 pact. & ibi  
 DD.  
<sup>d</sup> l. Sabinus  
 D. commun.  
<sup>e</sup> diuid. l. per  
 fundum. D.  
 de seruit.  
<sup>f</sup> rust. prad.  
<sup>g</sup> l. quod si  
 lno. §. si. D.  
 de in diem.  
 addit. 1.  
 quod. si no-  
 lis. §. si plu-  
 res & §.  
 Marcellus ff.  
 de ed. edict.  
 Guid. Papa  
 quest. 411.  
 & 508.  
<sup>h</sup> Chap. 26.  
 gliu 3. de  
 ses respons.  
 chap. 226

moyen en peut retenir vne d'icelles seulement les autres delaissees, faudra examiner & considerer si le prix de l'achapt a esté conuenu, constitué & accordé pour toutes lesdites pieces vniuersellement, indifferemment & confusément, comme de cinq cents escus pour toutes, ou bien si chaque piece est vendue à part, separement, & pour certain prix chacune : d'autant qu'en ce cas *cum in singulis pretium definitum est, plures venditiones sine dubio contracte intelliguntur*, au cas toutesfois premier & susdict on n'y peut remarquer qu'une seule vendition, laquelle par consequent au preiudice de l'achepteur par le sieur qui vient vser de son droit de retenue, ne peut estre diuisee <sup>a</sup> & moins faicte separation des vnes pieces particulièrement d'avec les autres en blot par mesme moyen vendues, au grand interest & dommedu mesme achepteur, lequel ayant constitué pris general & vniuersel sans aucune difference, a manifestement faict paroistre qu'il ne les eust acheptees que toutes ainsi ensemblement. <sup>b</sup> *Sed & interdum (inquit Africanus) quamquam in singula capita constitutum sit pretium, una emptio est, cum videlicet appareat, quem non nisi simul empturum fuisse, quod forte non nisi omnes simul habere illi expediebat.* Et ainsi auoir esté iuge par ladicte Cour à Tholose ledict sieur Corras au mesme lieu que dessus atteste, à quoy nous ne faisons aucune difficulté fors quand au dernier prix dudit Africain, que nous entendons avec cognoissance de cause deuë, & en apparouissant ouuertement de l'intention pretendue & presuppsee de l'achepteur à laquelle nommément la restriction & moderation est faicte.

<sup>a</sup> L. quod si nolet. §. si plures. D. de adit. edict.

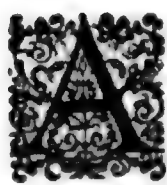
<sup>b</sup> L. Tutor §. corras. D. de minor. l. cum em. l. l. pluramque. l. si plures. D. de adit. edict. l. si duorum. D. de act. empt. l. si in quod. §. si ex decem. D. de donat. inter vir. & uxor. c. d. l. cum em.

## CHAP. XX.

- 1 Droit de prelation pour les causes à raison desquelles il a esté introduict, non cedable, avec les preingez de Grenoble quand à ce.
- 2 D'où procede le prealable qu'aucuns conseillent, aux vassaux ou emphyteotes contre leur seigneur qu'il est tenu iurer, si c'est pour reünir à sa table, qu'il demande la retenue

la retenue, estans aduertis qu'il en fait poursuite pour  
tiers.

- 3 Arrest de Paris sur ledit prealable, avec autres arrests  
de ladite Cour à Tholose, s'en estant depuis plus auant  
dispensee.
- 6 Autre arrest de Paris portant validation d'un trans-  
port fait par la mere, si son fils escolier portant donation  
à iceluy du droict de certaine chose vendue en son fief, ou  
d'icelle retirer, par puissance de fief.
- 5 Opinion contraire de du Molin examinée par laquelle la  
susdite commune est restrainte, au transport dudit  
droict de retenue & autres dont il parle à perpetuité,  
& qu'autre chose seroit d'un transport d'un seul emo-  
lument de fief qui seroit tousiours trouué bon & Valla-  
ble, ainsi que le susdit arrest de Paris sentend avec tout  
ce qu'en amené communément par d'autres modernes,  
& les raisons pourquoy.



Suyte de ce dessus, ne sera impertinent discourir  
sommairement icy de ce que quelques vns, & en-  
cores le plus communément auroient tenu, tel &  
semblable droict de prelation susdite estre tellemēt  
personnel, adherant, ainsi qu'ils disent *ossibus* du sieur dire-  
cte qu'il ne le peut transposer en aucune façon ou à vn tiers &  
estranger, ayant esté introduit pour ses profits & commodi-  
tez, notamment pour la reunion des pieces vendues à son  
domaine, a pour l'accroissement de la maison & famille de  
laquelle il depend, mais nullement pour autrui, & en faueur  
& contemplation d'iceluy, tel & semblable droict ne pouuāt  
estre cedé: & ainsi se iuger à Grenoble, *Guid Pape* auroit rap-  
porté en ses decisions, <sup>b</sup> & Ranchin son apostillateur claire-  
ment expliqué, iusques à tenir, que si le seigneur directe  
vendoit tel droict de prelation à autrui, l'achepteur ne pour-  
roit & n'auroit moyen en vertu d'un tel achapt retraire de

*al f. C. de iura  
emphyte.*

*b quest. 411.  
Franc. Marc. 2.  
part. decis. 2.*

l'emphiteote pareille & semblable chose vendue *iure domini directi*, parce que ledit droit de prelation est vn certain droit special dont le seul seigneur directe peut iouyr, comme à luy seul appartenant: il en allegue l'auteur, que pourront voir

*a Chassaneus in consuetu. Burg. tit. des Cēses ca. l. super. verbo etenuēs in princip.*

ceux qui en auront plus de loisir & desireront s'en esclaircir d'avantage. a Et de là procede ce prealable qu'aucuns conseillent à ceux de qui le sieur veut retenir la piece vendue par retenue: sçauoir qu'il est tenu iurer, si c'est pour reünir à sa table, estans aduertis qu'il en fait poursuite pour vntiers, à quoy ilstiennent qu'ils sont bien fondez, par ce que nous en venons de dire; ce nonobstant se peut dans le recueil de feu Pa-

*d Papō en son recueil tit. de retraits de re. tenuē, arr. 7.*

pon lire contraire arrest de la Cour de Parlement à Paris du mois de Iāuier 1519. par lequel <sup>d</sup> l'Euesque de saint Lis voulant retenir par puissance de fief, disoit que c'estoit pour reünir à sa table: partie empeschant la retenue, & demandant qu'il iurast si c'estoit pour reünir à sa table. La Cour auroit dit qu'il ne seroit tenu de iurer là dessus, ains seulement que c'estoit sans fraude & de ses deniers: & depuis quelque raison que l'authgur mesme puisse amener dudit arrest, nostre dite Cour à Tholose s'est dispensée en cet endroit iusques là, que lors que telle purgation est demandee, elle n'y a aucun esgard, faisant contester & passer outre aux parties, ou bien en estant formé incident & la plus part du temps ioinct au principal, iceluy iugeant diray-ie sans auoir esgard à iceluy. Et comme le contraire de la susdite opinion, ayant depuis preualu, signāment par arrest de la Cour de Parlement à Paris, laquelle auroit déclaré bon & valable vn transport fait par la mere à son fils escolier, par lequel elle donnoit le droit & faculté de prendre les ventes & honneurs de certaine chose vendue en son fief, ou d'icelle retirer par puissance de fief, & opta ledit fils prendre ladite chose par prelation feudale, ainsi

*Imbert. in suo. Enchi. super verbo cedent.*

que monsieur Imbert en son manuel auroit laissé par escrit avec vn autre & pareil arrest en effet & substance, combien qu'apres il soustienne du Molin estre d'opinion contraire & telle estre la commune opinion des Docteurs, qu'apres il dit le mesmes du Molin limiter & restreindre au transport qui est fait dudit droit & autres dont il parle à perpetuité, comme quand on transporte le droit de saisie feudale, &



qu'autre chose seroit si on faisoit transport d'un seul emolument de fief, comme de prendre certaine chose par puissance de fief, ou pour vne fois seulement, en quoy il dit s'accorder l'arrest suldit: & en telle sorte faut aussi prendre ceux que nous auons alleguez de ladite Cour de Tholose avec tout ce que pour ce regard le sieur Charondas auroit allegué & amené es lieux à la marge cottez a: comme aussi ce que Chopin b, Tiraqueau c, & Ferron d en auroient ailleurs dit & allegué. Parce que le retrait feodal en cest endroi est vn fruit separable du fief, du quelle seigneur peut à meilleure raison disposer que du fief mesme, encores que d'iceluy come de son autre patrimoine il ait toute libre disposition: mais on n'a jamais douté que le sieur ayant fait la retenue feudale ne puisse transporter son droit, sans que l'acheteur s'en puisse plaindre, pource qu'il n'y a aucun intereste: aussi que telle retenue est vne espece de fruits du fief, dont le sieur peut librement disposer, tout ainsi que le sieur Charondas auroit ailleurs remarqué f. Et par là peuuent estre conciliees & accordees les opinions quand à ce contraires ou plustost diuisees, suiuant le subiect qui se presentera & dont il sera question, dont l'un sera particulier & pour vne fois seulement, & l'autre vniuersel & à perpetuité à iamais, en celuy là n'y ayant aucun doute pour la cession, en cestuy-cy gisant la difficulté, le transport de tel droit perpetuellement n'en pouuant estre fait sans le droit du fief ou directe dont ladite retenue depend.

a sur les coust. de Paris tit. des fiefs art. 20. en ses respons. liu. 3. ch. 22. lib. 7. chap. 104. & 198.  
b Traicté du domaine de France, liu 3. tit. 23. num. 5. inf. & sur les coustu, d'Anglou liu. 2. part. 1. cap. 2. art. 7.  
c au traicté de retrait lignager. §. 26. gloss. 1. num. 41.  
d sur les coust. de Bordeaux tit. de feuds. §. 7.  
e arg. l. ff. ad l. Flau. de Plag.  
f sur lesdites Coust. de Paris art. 10. desdits fiefs.

## CHAP. XXI.

*Premierement le retrait lignager ne peut estre cedé, & pourquoy.*

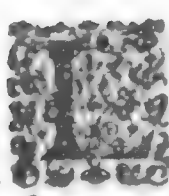
2. Ce qu'est & demeure limité en trois sortes qui y sont spécifiées, entre autres quand le cedant n'a encores aucun Droit acquis en la chose dont est question: car apres le Droit acquis par l'offre, consignation ou autre moyen, il peut ceder son Droit acquis.

VVVu ij



3 Preiugez quand à ce dessus de ladite Cour de Parlemēt à Bordeaux avec une annotation prinse d'ailleurs & arrests de ladite Cour à Tholose y interuenue.

• Tiraqueau  
 Tract. de ret. li.  
 gnag. § 26. gl.  
 l. m. 36. & 37.  
 b Ioh. Fab. in §  
 ex cōtrario inst.  
 de legat.  
 & per Ioh. Ign.  
 in l. dudum. C.  
 de contrah. empt.  
 d Arg. l. Pater.  
 §. fundum Tura  
 ff. de leg. 2. l. li-  
 bertu D. de cōd.  
 & demo. l. u  
 qui cum plures  
 idius cederetur  
 extraneo. Parquoy  
 n'y a aucun incon-  
 uenient,  
 D. de leg. 3. Ioh.  
 Fab. in §. l. inst.  
 de empt. & uel  
 e ubi supra. nu.  
 42. iusques à  
 la fin dudit §.  
 f Arg. l. si usus fr.  
 D. de iur. dot. ca.  
 1. §. jēb etiam  
 res. & ibi glo. 1.  
 & Bald. per  
 quos sic inuest.  
 ca. l. de alienat.  
 pat. feud. & in  
 l. unic. post. prin.  
 cip. de imp. lucra  
 de scrup. li. 10. C.  
 § Tiraq. ubi su-  
 pra §. ex assē ff.  
 per tot.  
 b Iac. de sancto.  
 Geor in l. si mu-  
 lier. §. ex assē ff.  
 Arg. l. si. C. ad.  
 de iur. dot.  
 R. de Plagia.



A meisme difficulté susdicte auroit esté faicte au droit de retraict lignager, pour ce regard duquel est communement tenu<sup>a</sup> qu'il ne peut estre cedé principalement au profit & faueur d'un estranger tel droit n'appartenant & n'estant acquis à occasion & contemplation de la chose, mais seulement de la personne, la qualité de laquelle qu'est la consanguinité pour laquelle, il compete, ne pouuant estre cedee, tellement disent aucuns que ce droit ne peut passer à l'hetitier estranger b: & entre autres raisons qui sont plusieurs apportees<sup>c</sup>, celle là est tenuë pour des principales que la raison fondamentale dudit retraict depend, *peres exeat de genere, siue familia*,<sup>d</sup> *quæ cessaret, si qui cum plures idius cederetur extraneo*. Parquoy n'y a aucun inconuenient, ainçois plustost yne iustice droituriere, que tel droit de retraict ne puisse estre cedé à vn estranger, singulierement y ayāt plusieurs choses que pareillement de droit ne peuuent estre cedees, qu'au mesme lieu que dessus mōsieur Tiraqueau auroit & fort doctement & copieusement à son accoustumée assemblees<sup>e</sup>. Ce qu'auroit esté retrainct & limité en trois sortes. La premiere est quand le cessionnaire est & seroit trouuë parent, dont pour ce regard nous aurions dit dessus & pre-supposé que la cession fut faite à vn estranger: car autrement estant parent, telle & semblable cession vaudra cōtre les autres parens<sup>f</sup>, de l'opinion de quelques vns, qui n'auroient toutesfois passé sans contradiction.<sup>g</sup> La seconde s'entend la reigle susdicte, au preiudice des parens qui peuuent seulement reclamer.<sup>h</sup> Autrement si les parens ne se presentent pour empescher telle cession, elle a lieu, sans que le premier acheteur puisse proposer rien contre icelle, n'y ayant aucun interst, soit le parent, ou cessionnaire estranger qui retire de luy. i Tertiò, s'entend ladite maxime lors que le cedāt n'a aucū droit acquis en la chose du retraict, de laquelle est question: mais apres l'offre & consignation, ou au moyen d'icelle y a droit acquis, il peut ceder sondit droit acquis, parce

que Iean du Faur auroit noté ailleurs sur les Institutes, & ainsi & comme dessus auroit escrit Papon auroit esté iugé à Bordeaux pour le seigneur de la Chapelle<sup>b</sup>: de mesmes ceux qui l'ont appostillé auroient annoté, vn quidam ayant acquis le droict de quelques retrayans lignagers, la fraude decouverte par l'indemnité stipulee par les cedans, le cessionnaire fut debouté dudit retraits & condamnés despens & en douze escus d'amende, ores qu'il fut intimé, par arrest de Paris du 13. Feurier 1589. & pareillement nostredite Cour à Tholose n'auroit eu esgard à semblable cession, en faueur d'un autre lignager, que le cedant bien que plus proche, & auquel lignager, poursuiuant le retraits fut adiugé avec despens contre ledit cessionnaire appellant. Et ce en confirmant vne sentence du Seneschal de Beziers & autres, & pareille sentence du Seneschal de Roergue, qui l'auroient ainsi ordonné, & ce au mois de Iuillet 1578. au rapport de feu monsieur Vinhaus, qui n'oublia rien de ce que pouuoit appartenir à la matiere.

<sup>a</sup> in §. c. enas  
<sup>scripto. de im.</sup>  
<sup>nat. gentium &</sup>  
<sup>rim.</sup>  
<sup>b</sup> en son Re-  
<sup>cueil tit. de</sup>  
<sup>retrait ligna-</sup>  
<sup>ger, arrest 4.</sup>

CHAP. XXII.

- 1 *Temps du retrait lignager court au mineur, sans esperance de restitution cōtre ce qu'on lit ailleurs auoir esté establi par le Droit Canonique, & pourquoy.*
- 2 *Coustume de retrait lignager n'est generale en France.*
- 3 *Mineur desmis des lettres du Prince par luy obtenues pour estre releué de quelques solemnitez en retrait lignager par luy obmises, par arrest du Parlement de Tholose*
- 4 *Arrest de Paris conforme aux susdits pour monsieur de Mont-morency Conestable de France, nonobstant autre arrest de la mesme Cour au contraire allegué.*



I y a & se trouuent parmy nos liures de Droit & discours sur iceluy des Docteurs & Interpretes tant Canoniques que Civils, certains & determinez cas esquels nō memēt est pourueu & ordonné restitution en entier estre desnice à pupilles mesmes ou adultes despourueuz



- Cour autant ou plus que d'autre matiere qui se presente ou peut preseter. Nous y en auons toutesfois veu entre autre vn venant d'un appel du Seneschal de Rouergue, auquel vn mineur demandeur en retraict lignager auroit obmis quelques solemnitez à faire suiuant la coustume locale du lieu, desquelles il auroit eu lettres du Prince pour en estre releué, dont il fut desmis contre l'opinion de quelques vns qui vouloient fauorir le mineur en des choses qu'ils disoient legeres, estant venu au demeurant dans le temps prefix par la coustume & l'obmission qu'il auoit faite ne regardant le principal d'icelle. Lesquels toutesfois ne furent suivis, l'arrest ayant passé comme dessus suiuant vn arrest de Paris donné pour M. de Mont morency Cōestable de France, contre vn mineur, & dont fait mention feu Papon en son dit recueil <sup>a</sup>, & ce nonobstant autre arrest de la Cour audit Paris allegué par Charondas en ses responses <sup>b</sup>, par lequel furent interinees les lettres Royaux obtenues par vn mineur, qui auoit esté debouté du retrait par sentence du Preuost de Paris, par faute d'auoir fait offre à vne iournee de la cause suiuant la coustume dudit lieu: par ce qu'il auoit offert aux precedentes iournees, & que c'estoit la faute de son Procureur qui ne luy deuoit nuyre.

<sup>a</sup> Arrest 23. au dit tiltre de retrait lignager.  
<sup>b</sup> lib 2. cap. 27

#### CHAP. XXIII.

- 1 *La premiere Clementine de vita & honestate clericorum, publiee souuent contre les Clercs du Diocese, suiuant les enonctions à ce faites à l'Official de Tholose, par arrest de la Cour dudit Parlement de Tholose.*
- 2 *Autre arrest de la mesme Cour contre ledit Official, ayant fait icetter plusieurs excommunications contre le Iuge Mage & autres Officiers de la Seneschaussee, qu'il est par le mesme arrest condamné à reuoquer tout, & redro ledit Iuge, Mage & Officiers absous.*
- 3 *Erreur de celui qui auroit marqué dans le recueil de feu Papon le susdit arrest au marge, au lieu de s'adresser aux Officiers de ladite Seneschaussee y ayant mis la Cour.*

- 4 Bien que ne faut douter que la mesme Cour n'en eusse fait autant ou plus, si l'entreprisse eust esté faite contre elle & ses officiers & Iuges souverains.
- 5 Ladite Cour Composee de Clercs & de lays, capable par ce moyen dès son institution de la correction des abus par appel dont elle porte le nom.
- 6 L'haine contre la prosolypsie de l'auteur, cause de grâdes enuies contre luy.

a de vita & honestate Cleric.



A premiere Clemētine sous le tiltre à la marge cot-té<sup>a</sup>, veut que chacun Prelat admoneste ses diocessains clercs & voulans iouyr du priuilege clerical, de viure honnestement & n'exercer mestier de tauer-nier, boucher & autres vils & des-honestes, & aussi de ne porter habits dissolus & que s'ils continuent, apres telles monitions en leur vie, ils sont declarez priuez du priuilege & dignité de Clercs, soient mariez ou non mariez : ladite Cour voyant iournellement fautes sur ce aduenir, donna arrest le 22. d'Aoust 1453. par lequel fut enjoint à l'Official de Tholose de publier souuent ladite Clementine contre les clercs de son diocese, à peine de saisie du temporel de l'Archeuesché, ce que suffist seul pour monstrier le zeile, affection & religion de ceste compagnie à l'endroit des Ecclesiastiques & de leur decence & deuoir : iusques là que ne se contentans de leur charge, & que en mauuais cordóniers ils entreprennent, cōme l'on dit, de passer la pantofle, elle ne les espargne pas, pour les contenir dans les bornes & limites qu'ils sont tenus & qu'ils doiuent religieusement & en bons Clercs & Catholiques tenir & suiure, estans comme des estoilles au firmament pour esclairer & donner lumiere aux autres : & tellemēt que l'Archeuesque de Tholose ayant par sondit Official fait ietter plusieurs excommuniemēs à l'encontre des Iuge Mage, Aduocat & Procureur du Roy, Greffier en la Seneschausee de Tholose, pour le refus qu'ils faisoient de rendre vn prisonnier Clerc tonsuré nommé Raymond Boisse. Par autre arrest de ladite Cour du 22. Decembre 1457. est condamné à reuoquer



à reuoquer & retracter tout & rendre les sus nommez absous,  
& outre à effacer entierement de ses papiers & registres de  
l'Officialité les noms surnoms desdicts Officiers temporels,  
& faire en sorte qu'à l'aduenir on ne les puisse lire, cognoistre  
& sçauoir qui c'est, & entant que les fueillets ne se puissent  
arracher autrement qu'ils seroient arrachez, pour l'abolition  
de la memoire de tels exploits, & qu'à ce faire il seroit con-  
trainct par saisissement de son temporel : celui qui a marqué  
le marge du recueil dudit feu Papon où cest arrest est rap-  
porté<sup>a</sup>, la prins pour vne forme de reuoquer ce qu'est fait

3

par vn Official contre vne Cour souueraine : mais fort mal,  
sous correction: car c'estoit contre les Officiers du Seneschal  
qui ne sont de ceste qualité, <sup>b</sup> bien que par ce qu'auroit esté  
fait par ladicte Cour en puisse du moindre au maieur droi-  
ctement & asseurement inferer qu'elle en eust autant fait

<sup>a</sup> Titre de  
Jurisd. Ec-  
clesiastique  
arr. 9.

<sup>b</sup> *Aufre. in  
style Parlam.  
arrest. parso*

4

ou plus, s'il eust esté en cest endroiect par des Iuges souuerains  
où l'Official ou autre Prelat Ecclesiastique, eust entrepris  
de telle façon sur eux, ainsi qu'elle auroit fait és derniers  
temps par l'arrest que nous auons inferé dans nos precedents  
liures<sup>c</sup>: à occasion & pour le regard duquel nous sommes  
marris infiniment que quelques vns des seigneurs Ecclesia-  
stiques s'en seroient si fort offensez & cholerez contre nous  
iusques à menacer de la censure nos liures, qui ne contien-  
nent autre chose que les vrais Oracles d'une compagnie si  
sainte, deuote, Chrestienne, Catholique & religieuse, que  
celle dudit Tholose, & laquelle censurer appartient à ceux à  
qui il est donné de Dieu, & non à ceux qui seruants à l'autel  
doient estre respectez & honorez comme tels, & au demeu-  
rant obeyr à leur superieur, saints Decrets, Canons, & con-  
stitutions, & à ladite Cour mesmes, que representât le Prince  
tres-Chrestien leur chef & Roy, elle est & se trouuera com-  
posée, partie de Clercs, partie de lays, qu'on dit, par ce moyen  
capable des son institution de la correction des abus par appel  
qui en porte le nom qui ne pourroit estre plus grád, que celui  
dont nous auons fait mention cy-dessus : & si ils son tombez  
aux rets de la prinse, nous les prierons pour l'honneur & de-  
voir que nous leur deuons, ne l'imputer à ladicte Cour, mais  
à eux mesmes, & au demeurant nous excuser, si n'auons peu

<sup>c</sup> liur. i. arr.

XXXx

en cest endroit forcer nostre naturel qui est entre autres choses auoir en horreur & abomination la profopolypsie, qui non seulement en cest endroit, mais en d'autres *magnam nobis confasse inui diam didicimus.*

---

### CHAP. XXIII.

- 1 Inhibitions de ne vendanger sur le tēps proche des vendanges, précipitees quelques fois, & d'autres fois mal à propos faites.
- 2 Procédure cassée contre quelques vns preuenus d'y auoir contreuenu dans le temps porté par icelles.
- 3 Appel de/dits preuenus en la Cour sur ce principalement que lesdites inhibitions pretendues auroient esté faictes sans y auoir information precedente supercommodo, aut incommodo.
- 4 Et pour ce regard sans auoir esgard à icelles par arrests les parties mises hors de Cour & sans despens, avec inhibition au Iuge de n'y proceder, sans au préalable estre informé sur la commodité ou incommodité des temps & saison desdites vendanges à peine de nullité.
- 5 Long temps auparauant ladite Cour de Parlement à Paris y auoit de mesme pourueu & ordonné.
- 6 Diefference dudit arrest avec celui des tāneurs de Beauuais, & marchands drappiers.



L n'y a lieu, bourg ou bourgade, où il y ait tant sit peu vniuersité d'habitans & Eglise parrochiale, & où il y ait pareillement quelques territoires de vignes, qu'aduenant & approchant le temps de vendanges, on n'aye accoustumé pour obuier à la precipitation d'icelles de ne vendanger & d'attendre iusques à certain temps pareux limité, aux fins que vendangeant deuant au lieu de bons vins purs on ne face du vinaigre, & si verds qu'on n'en puisse

boire ou les debiter commodément: ce qu'estant fait en  
 la ville de ſainct Cere, lieu comme i'ay dit ailleurs, de noſtre  
 naiſſance, en l'an 1561. quelques vns des habitans nonobſtant  
 leſdites inhibitions auroient vendangé, & par leurs Syndics  
 apres fait informer de telle contrauention par autorité du  
 Iuge ordinaire, auquel la police & toute Juſtice appartient,  
 adiournez à cōparoir en perſonne, ſe preſētent, & apres eſtre  
 2 faits ouyr & examiner, accordēt auoir vendangé parce qu'ils  
 en auoient beſoin, & que leur vëndange ſe gaſtoit: ſur certaine  
 ſommaire procedure contre eux faite, par ſentence dudit  
 Iuge, ils ſont condamnez chacun en cent ſols d'amende, moi-  
 tié aux pauvres & moitié au fiſc du ſeigneur: dont ils rele-  
 uent appel au Senefchal, & de certain appointment d'icel-  
 3 luy Senefchal en la Cour, en laquelle ouys avec les Syndics  
 appelez, & le ſieur Viſcōte de Turenne, ſeigneur iuſticier de  
 ladite ville prenant la cauſe pour ſon Procureur d'office en i-  
 celle ioint en l'instance, eſtoit principalemēt oppoſé que leſ-  
 dites inhibitions auroient eſté faites & ordonnees ſans cauſe,  
 ſingulierement ſans auoir eſté informé, *ſuper cōmodo, aut incom-*  
*modo*, ainſi qu'il eſtoit requis & neceſſaire. Auquel grief par les  
 appellā n'eſtoit autre choſe dit ny reſpondu ſinon qu'il auoit  
 eſté touſiours ainſi accouſtumé de faire leſdites inhibitions,  
 ſuiuant ce que les plus principaux de ladite ville cognoiſſent  
 le temps y eſtre propre & de ſaiſon. Tout ce neantmoins non-  
 obſtant l'appellation & ce dont auoit eſté appellé avec toute  
 la procedure, & ce que ſ'en eſtoit enſuiuy mis au neant, les  
 4 parties furent miſes hors de Cour & ſans deſpens, inhibé au-  
 dit Iuge & autres du reſſort, de ne faire & proceder à telles  
 & ſemblables inhibitions ſans au prealable eſtre informez  
 ſur la commodité ou incommodité des temps & ſaiſon deſ-  
 dites vendanges à peine de nullité: ce que depuis auroit ſeruy,  
 de loy inuiolable, y faiſant paſſer des probes experts eſleuz  
 par tous les quartiers qu'ils appellent du vignoble pour apres  
 ſur ce enquis, & l'information faite, leſdites inhibitions eſtre  
 ordonnees comme il ſont apres ſuiuāt ce que reſulte du con-  
 tenu en l'audition deſdits commis & eſleuz; & à raiſon de ce  
 leſdites inhibitions ne ſont generales comme elles eſtoient  
 auparauant, ains faiçtes quartier par quartier à certains

& diuers temps comme les saisons y font par les susdites trou-  
 uées disposées, & de mesmes en est fait & procédé és autres  
 lieux du ressort circonuoisins: suiuant ce qu'au parauant &  
 long temps y auoit, la Cour de Parlement de Paris en l'an  
 1534. y auoit pourueu & ordonné par arrest d'icelle ayant  
 esté déclarées nulles, les defences faites de ne vendanger  
 iusques à certain temps sans autre information ny solemnité,  
 telle chose ne deuant dependre de la volonté & opinion d'un  
 seul magistrat ou quelques autres particuliers le luy venans  
 denoncer sans autre commission ny procedure, & sans aussi  
 qu'est le principal, d'en prendre aduis & opinion par forme  
 de preuue & information, & apres deliberer ce qu'en doit e-  
 stre ordonné avec les tenanciers, & selon la pluralité des  
 voix, ainsi que feu Papon auroit remarqué en son Recueil<sup>a</sup>,  
 que nous n'aurions voulu oublier icy, pour la reformation  
 qu'au moyen de ce en auroit esté faite en ladite ville. Et quât  
 à ce qu'est de nouveau annoté sous l'article contenant ledit  
 arrest, que quand on ne peut du premier coup iuger de tel  
 affaire diffinitiuement, du moins on ordonne par prouision  
 pendant que l'on informe de la commodité ou incommodi-  
 té, comme il aduient en reiglant les tanneurs de Beauuais a-  
 uec les marchands drappiers, où il fut dit, que l'arrest proui-  
 soire, qui preferoit les laueurs de la ville aux estrangers, se-  
 roit obserué le vingt-troisiesme Ianuier mil cinq cens soi-  
 xante trois. Cela pourroit auoir lieu en son hypothese, &  
 autre pareille en police: mais au cas desdites inhibitions de  
 ne vendanger, nullement; parce ce qu'il est besoin d'y proce-  
 der du iour au l'endemain, l'affaire ne receuant delay ny de-  
 meure sans autrement gaster le tout: tout ainsi que le plus  
 hebeté de sens pourra luy mesme cognoistre & certaine-  
 ment veoir.

<sup>a</sup> Tit. de la  
 chose pu-  
 blique, arr.  
 12,

CHAP. XXV.

- 1 *Requête refusee en vne Châbre de ladite Cour à Tholose, non presentable en autre, à peine d'amende arbitraire quand aux parties, & priuation des Estats quât aux Procureurs.*
- 2 *Autre arrest quant à ce & longs temps auparavant de ladite Cour à Tholose.*
- 3 *Autre arrest de mesme de la Cour de Parlement à Paris.*

**L**A chiquanerie des Procureurs & Solliciteurs est si grande & desbordee, qu'il n'y a rien qu'elle n'essaye & attente, pour brouiller & renuerfer sans dessus dessous en ce qu'elle peut y paruenir & atteindre: tellement que nous estant en exercice de nostre estat en ladite Cour à Tholose, ayant trouué plusieurs & diuerses fois des requêtes appointees en autre Chambre, apres auoir esté refusees en la seconde des Enquestes où nous estions, à laquelle aussi elles appartenoint, à nostre rapport mesmes nous nous serions saisis desdites requêtes, entre autres d'une qu'estoit d'importance, signee par vn Procureur, que ie ne nommeray point & pour cause, & apres rapportees en ladite seconde Chambre, en laquelle ledit Procureur mandé, auroit desaduouïé son seing & chargé le Solliciteur, de luy auoir apres le refus qu'en auroit esté fait de ladite requête en nostredite Chambre & à nostre rapport, l'auoir faite presenter à la premiere desdites Enquestes par vn des sieurs qu'il nommoit, lequel l'auroit renduë appointee comme elle estoit. Surquoy ladite Cour en ladite Chambre sans autrement vouloir enfoncer l'affaire, & pour y pouruoir à l'aduenir condamna ledit Procureur en l'amende de dix liures applicables aux prisonniers de la Conciergerie, avec inhibitions & defenses de ne faire ny commettre, souffrir de faire ou cōmettre à son nom telles & semblables façons de faire qui ne tendoient qu'à surprinse, dol & circonuention, à peine de priuation de leurs



a Tit. des  
Aduocats  
& Procureurs, arr.  
11.

estats quant aux Procureurs, d'amande arbitraire quant aux parties: & long temps auparauant ladite Cour y auroit de mesme ordonné le 21. Nouembre 1538. ayant inhibé à tous Procureurs & parties presenter à vne Chambre les Requestes<sup>2</sup> auparauant refusees à vne autre, à peine de prison quant aux parties, & aux Procureurs d'estre rayez de la matricule, qu'estoit tenu alors pour vne grande note d'infamie, comme par les memoires de feu monsieur Malard il appert nommément, cela estant tout de mesmes que la Cour de Parlement à Paris en auroit fait le 10. May 1475. ainsi que l'on peut lire audit Recueil dudit feu Papon<sup>a</sup>, que i'ay voulu icy remarquer, & desirerions de bon cœur qu'il fut gardé & entretenu pour mille<sup>3</sup> & mille inconueniens, que la dissimulation & conuiuece sur ce peuuent apporter, les contreuenans encores merita beaucoup plus grande & griefue punition, iusques mesmes à suspension ou priuation d'estat au lieu de la conuiuation cy-dessus faite quant aux Procureurs, & quant aux parties en grosses amendes, voire priuation de leurs droicts si besoin estoit, & le cas le requeroit.

#### CHAP. XXVI.

- 1 Deux arrests attribuez à la dite Cour de Tholose, à l'un ayant esté desrogé par les ordonnances Royaux, & l'autre par non vsance & stil au contraire abrogé.
- 2 Ladite Cour à Tholose n'a pas accoustumé faire grand cas de la deposition d'un seul tescmoin, comme de nul.
- 3 Et à ceste occasion les ordonnances modernes y auroient autrement pourueu, & comment.
- 4 Et encores sur ce faut aduiser à la qualité du Sergent qui rapporte & l'exploit qu'il fait de son seing, & des tescmoins qu'il y auroit mis, pour entirer vne vraye & solide Iustice.
- 5 La prouidence sur ce de ladite Cour à Tholose pour l'equitable moderation de l'ordonnance..

6 *La recusation d'estre parent de partie aduerse, receue en ladite Cour à Tholose à present en y adioustant proche, parce que comme il y est tenu telle & semblable prochaineté, concluditur quarto gradu.*

- N**ous en allons en ce chapitre faire mention de deux arrests qu'on attribue à nostre dite Cour à Tholose, pour à l'un auoir esté desrogé par les ordonnances
- 1 Royaux, & l'autre abrogé par stil' & v'sance au contraire. Le premier dōc sera celui par lequel auoit esté dit que bien qu'un sergent pour chose qui cōcerne son office soit creu de ce qu'il a exploicté, s'il estoit toutesfois question de force & violence cōtre eux cōmise, il estoit besoing avec luy, ainsi iugé par arrest de Tholose en l'an 1279. comme il se trouue inseré audict recueil dudit feu Papon<sup>a</sup> : pour le regard duquel outre ce que
  - 2 ladicte Cour puis qu'elle auoit esté establie sedentaire audict Tholose, que fut en l'an 1445. n'auroit pas fait grand cas de la deposition d'un seul tesmoing comme de nul, quelque Docteur qu'on ait accoustumé d'alleguer en cest effect<sup>b</sup>. Et à ceste occasion nous n'en dirons autre chose sinon que les ordonnances modernes y auroient autrement pourueu, par
  - 3 lesquelles il est & demeure ordonné que sur un tel exploit, signé toutesfois & deuement tesmoigné peut estre decerné adiournement personnel contre les chargez de faire violence ou autre rebellion commise au sergent, dont sondit exploit seroit chargé: ce que vient à estre bien pesé & examiné, requerant vne acte discretion & circonspection des iuges, aux fins que sur un exploit d'un des sergents autrement appellez Cefurians, il ne soit abusé d'une telle ordonnance à la
  - 4 grand foule & oppression des innocens, que par ce moyen pourroient estre vexez & inquietez induement, sur tout aduiser à la qualité de celui qui apporte, de l'exploict qu'il fait & du seing, des tesmoins qu'il y auroit couchez pour en tirer vne vraye & solide iustice. Que fait qu'en ladicte Cour où l'on void pareils & semblables exploits chargez des cas
  - 5 graues & atroces, pour lesquels vne prinse de corps seroit requise, elle a accoustumé d'ordonner que sur le

<sup>a</sup> titre des huissiers & sergens arr. 9. prins du sieur Aufre. en ses assemblees d'Arrests.  
<sup>b</sup> Jacob. Rebus. in l. prohibitum in princip. & in additio. ad eundem super verbis cognoscatur, de n. refici lib. 10. C.

a Papon au  
dit recueil  
tit. des recu-  
sations, ar-  
rest 12.

contenu sera enquis & informé pour veue l'information y estre pourueu & ordonné & cependât que le chargé ou chargez seront adiournez à comparoir en personne, qu'est vne sainte & equitable interpretation & moderation de telle & semblable ordonnance. L'autre arrest est celuy par lequel l'on presuppose auoir esté dit<sup>2</sup>, recusation de iuge pour estre parét sans dire en quel degré, n'estre receue, & ainsi auoir esté iugé par arrest de Tholose és grâdiours du Puy, le 25. Octobre 1548. Car au contraire telle recusation est ordinairement receue en ladite Cour quelque chose que puisse auoir esté dite ny faicte esdits grand iours, & par les sieurs tenans iceux, le corps de ladite Cour seant audit Tholose, admettant à present ladite recusation, pourueu qu'on y adioulte ce mot de proche, & qu'on soustienne le recusé proche parent d'aucune des parties, parce que comme il y est tenu, telle & semblable prochaineté *concluditur quarto gradu*, iusques auquel inclusiuement la recusation est trouuee & iugee pertinente: & ainsi nous l'aurions veu iuger, & obseruer & garder soustenir & raisonner, pendât & durant le temps que nous y auôs esté en l'exercice de nostre estat veu & ouy tenir aux plus anciens de la compagnie, qu'ils l'auroient ainsi veu tenir & preiuger. Nous yrons au reste.

6

---

### CHAP. XXVII.

- 1 Pareatis d'une Cour à autre, sans que celui du iuge inferior y puisse seruir de rien.
- 3 D'auoir pensé que ladite Cour à Tholose n'en baille point ny pour le passé, ny pour le present, est entierement ignorer le stil & pratique de ladite Cour.
- 3 Laquelle est bien vray qu'elle ny procede sans cognoissance de cause, comme en toutes choses doit estre faict, les gens du Roy principalement ouys.
- 4 N'est faicte difficulté dans la ville au ressort de Tholose d'arrester la personne d'un sergent besoignant sans pareatis

*reatis, quelque chose qu'on presuppõe en auoir esté dit par arrests de Paris.*

- 1 **H**uissier ou autre executeur, pour l'exécution dans le ressort d'un arrest d'autre Parlement faut qu'il obtienne pareatis du Parlement dudit ressort duquel est le lieu sans autrement s'arrester au pareatis du Baillif ou Seneschal du mesme lieu, qui ne luy seruiroit de riē pour ladite exécution: & ainsi auoir esté iugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris du 2. Iuliet 174. auroit escrit ledit feu Papon en quelque part. Il y adioust que la Cour de Tholose n'e baille point & les refuse tous, disant qu'il y a contract avec le Roy de ne les transporter par quelque occasion que ce soit hors leur ressort ausquelles fins & pour ceste occasion le 10. Feurier 1454. auoir esté par arrest dudit Tholose defendu au Iuge mage dudit
- 2 Tholose de plus bailler placets ny pareatis pour adiourner les subjects dudit Parlement & de la iurisdiction dudit Iuge, hors les limites du Parlement sans en parler à la Cour le mesme Papon auroit aussi escrit au mesme lieu, y venāt à mettre apres que telle difficulté est obseruee iusques à present, pource que l'on n'en peut auoir, & autant dit-il apres leur en fait-on, non pas par iustice, mais pour leur rendre le semblable: ce qu'estant veritable seroit vne pauvre & dangereuse harmonie entre les Cours souueraines de ce Royaume, qui doiuent seruir d'un vray Phare partoute la France pour esclairer & illuminer le tout aux fins de la vraye & solide fonction de la iustice. Et à la verité ceux qui auroient tant soit peu cogneu comme en cest endroit lesdictes Cours y procedent, trouueront tout le contraire, & qu'elles n'ont iamais accoustumé se rendre le deuoir l'une à l'autre en ce qu'elles peuuent iuger, que Messieurs les gens du Roy qui conduisent le gouuernail de la Nauire, ouys. Et par ainsi les memoires pour ce regard qu'en auroient esté baillees audit feu Papon ou autres qui ont mis la main à son dit recueil, sont manques quant à la vente de tous poincts fors qu'en ce que peut estre vray qu'auant octroyer tels placets ou pareatis, ladicte Cour aduise de fort press'ils font à bailler & octroyer pour ne preiudicier

Y, Y Y y

ny faire bresche à son autorité, & ne donner occasion de vexation indeue ausdicts subiects du ressort enquoy faisant n'vse que de ses droicts & autoritez, mais autrement s'y comporte comme elle doit & est tenuë, tesmoins les pareatis qui procedent d'elle ordinairement pour l'execution des arrests & autres prouisions des autres Parlements, pour ayde & suffrage de la iustice: surquoy en passant nous dirons que bien que par arrests de Paris l'on ne doive arrester vn sergent besongnant sans pareatis, bien que trouué soustenable de luy arrester son cheual, ainsi que le mesme Papon rapporte au susdit endroict; n'y est toutesfois faict diffioulté par ladiete Cour à Tholose dans la ville ou ressort, par ce principalement que tels sergens executeurs sont prins de plus vils, & abiects qu'on peut trouuer, faisans les exploicts à cachettes & si clandestinement qu'on n'en peut auoir apres vent ny voix: & pour dire en vn mot, de vraye canaille, qui faict par consequent à chastier de l'entreprinse par eux faicte au mespris & desdain, & comme malgré la Cour & son autorité.

## CHAP. XXVIII.

- 1 *Plege en premiere instance, tenu en la cause d'appel.*
- 2 *Faict notable iugé par arrest de la Cour de Parlement à Tholose.*

a *Tract. de  
diuiduo & in  
diuiduo 2.  
part. num  
538.  
bl. & in po-  
test. fideiussor-  
um ff. de Ar  
bitr.*

**P**lege en premiere instâce estre tenu en la cause d'appel, du Molin en quelque part auroit tenu<sup>a</sup> en allegant deux arrests, l'un de Rouën du penultiesme de Ianuier & l'autre de Paris du quatriesme de Mars mil cinq cens vingt-huict. Car par là seroit ouuert vn chemin à vn accusé de se rendre plege pour appeller & entrer en nouuelle instance, ce qui n'est raisonnable: & par ce moyen cessent les raisons que feu Papon auroit voulu mettre ausdicts arrests par luy amenez au second article des



certificateurs, ioint mesmes que quand le cas pareil ou semblable aduient par les clauses que luy mesme à la fin conseille opposer és obligations des cautions, y est & demeure par les parties assez expressement & suffisamment pourueu, sans autre disquisition & recherche, qu'auroient esté faites au fait suiuant. Jean Ouurier fils de Guillaume Ouurier de Puycournet lez Montauban en quercy, est detenu prisonnier, accusé auoir violé de nuit vne fille dans vne Eglise, & aussi d'auoir volé vne iument de Bertrand de l'Isle: le pere susnommé ayant esté aduertty de l'emprisonnement de son fils, & ayant sceu qu'il estoit detenu dans les basses fosses, trouue moyen de le faire eslargir de ses liens, & le fait pleger par Cabanes, par son obligation de caution, iceluy Cabanes ayant promis de lu y faire tenir l'arrest aux prisons, de le représenter tousiours & de payer le Iuge, enuers lequel Cabanes iceluy pere promist toute indemnité: le procès fait & instruit audit prisonnier sans bouger de la prison où il auoit esté remué, en fin il est & demeure condamné à estre decapité, & apres son corps mis en quatre quartiers, ses biens confiscuez & en vne bonne amende, & aux despens enuers ledit de l'Isle qui sont a prestaxez. Pour iceux & pour ladite amende ledit de l'Isle fait executer Cabanes caution susdite, qui ayant appellé à garand ledit Guillaume pere qui s'estoit obligé enuers luy d'indemnité, iceluy Guillaume prend la cause en main & s'oppose, & dit que l'obligation de la caution prestee encores qu'il y soit nommement couché de payer, le iugé se doit entendre & rapporter à la principale obligation, qu'estoit en tant qu'il fallust représenter le condamné estant eslargy, ou par sa fuitte, euasion, ou autrement hors de prison; ce qui n'auoit esté ayant tousiours demeuré prisonnier, & tenu par consequent prison iusques à l'exécution de ladite condamnation, les termes par ce moyen mis à la fin de ladicte obligation de caution de payer le iugé, s'entendans subsidiairement à faute de representation du prisonnier, n'estant question pour lors d'icelle d'autre chose que vint en consideration, à raison & à l'occasion de l'eslargissement des basses fosses, où il

YYYy.ij

estoit detenu , & pour raison duquel par ledit pere lesdites cautions estoient baillees, ioinct que ce sont des termes, que l'on a accoustumé comme ordinaires & accessolres à mettre sans y penser, pour le moins qu'ils soient entendus. Surquoy les parties ayans plaidé, produit le procès iustruit , par arrest de la Cour audit Tholose le sixiesme d'Auril 1566. ladite execution fut declaree nulle , & en tant que besoin seroit fut dit auoir esté bien opposé par ledit pere , ayant prins la cause pour ledit Cabanes, & tant ledit pere que Cabanes caution, relaxez des demandes, fins & conclusions dudit de l'Isle, & sans despens, nous auons cest arrest dans nos memoires , que d'autres l'y ayant de mesmes, auroient enuoyé l'Imprimeur ou autre, par le moyen duquel la derniere edition dudit feu Papon de sondit Recueil en auroit esté augmentee ; lequel ce meantmoins nous n'auons icy voulu oublier , pour ne laisser chose quelconque notable que nous puissions cognoistre & apperceuoir appartenir à l'autorité de ladite Cour , nos labeurs & trauaux ne tendans à autre fin & subiect.

a Ar rest. 7.

---

#### CHAP. XXIX.

- 1 *Bourgeois ayant escrit à un précepteur lettres de simples bien qu'affectionnees recommandations.*
- 2 *Conuenu par icelles à payer ou procurer le payement, est condamné par sentence du Seneschal.*
- 3 *Appel de ladite sentence en la Cour audit Tholose par arrest d'icelle l'appellation & ce au neant, ledit appellant qu'estoit le conuenu est relaxé.*
- 4 *Telles & semblables lettres de recommandations n'in-  
duire aucune obligation, me/mes quand elles sont dres-  
sees à & pour la personne.*
- 5 *Arrest de Paris prononcé en robes rouges conforme au  
susdit.*

**V**N bourgeois homme de bien de Leytoure, ayant  
 vn sien voſin qui auoit trois enfans eſtudiâs à Tho-  
 loſe ſous vn meſme maiſtre & Pedagogue, pour l'aſ-  
 fection qu'il auoit ausdits enfans & de les voir quel-  
 que iour gens de bien, comme il faiſoit dire en ſolicitant, eſ-  
 criuit & ſigna de ſa main des lettres de recommandation deſ-  
 dits enfans à leurdit Pedagogue, portans icelles lettres apres  
 leſdites recommandations autrement generales, que le pere  
 eſtoit ſon amy & au demeurant homme de bien, & qu'il paye-  
 roit bien: il aduint quelques iours apres que ledit pere deſ-  
 dits enfans decede, ledit Pedagogue n'ayant peu eſtre payé  
 de la plus part des quartiers qui luy eſtoient tombez & à venir  
 pardeuant le Senefchal dudit Leytoure; iceluy Pedagogue  
 ſ'adreſſe audit Bourgeois qui auoit eſcrit ladite lettre, & re-  
 cōmandé comme deſſus leſdits enfans, & conclud contre luy  
 2 à ce qu'il fuſt aueration faite de ſadite lettre ſubſidiairement  
 condamnée à procurer le payement, ou bien payer, ſurquoy  
 inſiſtant l'aſſigné à fin de non receuoir, apres auoir accordé  
 & auéré ladite lettre par ſentence dudit Senefchal, ledit  
 bourgeois eſt & demeure condamné à procurer ledit paye-  
 ment dans certain delay, lequel paſſé eſt condamné à iceluy  
 avec deſpens moderez à huiſt eſcus. De laquelle ſentence le-  
 dit bourgeois ainſi condamné, releue appel en la Cour, en la-  
 3 quelle les parties ouyes par griefs & reſponſes à iceux: à no-  
 ſtre rapport en la ſeconde Chambre d'Enqueſtes le 8. Mars  
 1574. l'appellation & ce dont auoit eſté appellé fut mis au  
 neant, & reformant le iugement, ledit bourgeois appellant  
 relaxé des demandes, fins & conſolutions dudit appellé, faut  
 ſon recours contre qui & cōme il appartiendra, qu'eſtoit con-  
 tre les heritiers du pere deſdits enfans avec deſpens de la cau-  
 ſe. En quoy ſans doute l'amende luy fut eſpargnee à cauſe de  
 ſa qualité, pour autant que telles & ſemblables lettres de re-  
 commendations generales ne portent & moins induiſent  
 aucune obligation, ſingulierement quand elles ſont dreſſées  
 4 à & pour la perſonne, par les textes à ce formels du Droit,  
 tant aux Pandectes <sup>a</sup>, qu'au Code <sup>b</sup>, ausquels il eſt decisi qu'il  
 ne conuient tirer iuſques là telles lettres, par leſquelles les  
 abſens ont accouſtumé d'eſtre recommandez: par ce que

*al. ſi veron  
 remunerâs  
 §. cum qui-  
 dam. ff. mâr-  
 dat.  
 al. ſi verſicu-  
 neque. C.  
 quod cū eo.*

a sous l'ar-  
rest 12. du  
tit. susdit  
des pleges  
certifica-  
teurs.

b in l. ult. D.  
de consti.  
pecu.

*commendandi magis hominis* (ainsi qu'il y est dit expressement)  
*quàm mandandi causa scripta sunt.* Nous ne faisons pas grand  
conte de cest arrest pour n'y auoir esté faite grand' difficulté  
par Messieurs, qui auoient assisté au iugement, mais en der-  
nier lieu ayant trouué les appostillateurs du nouveau Re-  
cueil dudit feu Papon y auoir couché vn arrest en effect sem-  
blable donné, comme ils disent, és arrests generaux de Noel  
à Paris le 25. Decembre 1575. prononcé par M. le premier  
President de Thou <sup>a</sup>, nous n'aurions peu moins faire si nous  
semble, que le seconder du susdit, bien qu'on y puisse remar-  
quer ceste difference qu'au fait du susdit de Paris en la cause  
d'appel, l'appellant auoit fait cognoistre, que le Pedagogue  
estoit entré en conte avec le pere, qui n'apportoit autre mo-  
ment en la cause, sinon pour la rendre plus aisee & facile, au-  
trement & sans ce fait la cause estant subiecte à en faire & di-  
re de mesmes, comme ladite Cour à Tholose eust aussi fait & <sup>5</sup>  
dit quand tel ou semblable fait auroit esté dit, allegué, & ve-  
rifié deuant elle: voire & peut estre en ce cas l'appellant en  
eust emporté l'amende. Quant au demeurant en ce que con-  
cerne le texte amené <sup>b</sup>, par les appostillateurs susdits pour la  
confirmation de la mesme raison qu'ils alleguent, la décision  
d'iceluy n'y appartient aucunement, & est entierement di-  
uerse & differente, comme est aysé à voir à ceux qui le regar-  
deront & l'examineront de pres, voire de si loin qu'ils vou-  
dront & desireront.

### CHAP. XXX.

- 1 Iudicatum solui stipulatio tres clausulas in vnum  
collatas habebat.
- 2 Caution de iudicato soluendo, n'auoir lieu en France.
- 2 Par arrest de Paris, vn demandeur en telles & sembla-
- 3 bles cautions debouté, des fins & conclusions quant à ce  
requis.
- 4 Autre & pareil arrest en effect de ladite Cour à Paris

5 De meſmes à Tholoſe.

6 Quand aux arreſts pretendus contraires, examinez, ne faiſans aucune conſequence.

- I**ndicatum ſolui ſtipulatio tres clauſulas in vnum collatas habebat de re iudicata, de re defendenda, de dolo malo<sup>a</sup>: dabantur autem ſiue inſſores indicatum ſolui, vt res iudicio facto prorata recte eſſet, vt ex Cicerone pro Quintio, colligere licet: <sup>a</sup>Indicatum ſolui 6. ff. iud. ſol.
- 2 à preſent en France ne ſ'en faut pas grandement peiner & trauailler, ſi par le commun accord preſque des modernes qui en auroient parlé, elle auroit vuy dé la France, & ſorty hors l'vſage d'icelle<sup>c</sup>. Et combien qu'il y en ait aucuns qui contraires à eux meſmes ayent penſé telle caution pouuoir eſtre interpoſée in ciuilibus, non autē in criminalibus, les autres enſeignent ad eam cautionem hodie tantū adſtringi eos, qui alieno nomine conueniuntur ſine mandato<sup>d</sup>. Ce neantmoins comme Thibaud Duſſon euſt requis en l'an mil trois cens quatre-vingt cinq, que ſon demandeur, qui eſtoit Lombard, baillaſt caution de iudicato ſoluendo, par arreſt de Paris il en fut debouté, ainſi que feu <sup>e</sup>Tir. des pleges certiſicateurs arreſt 8. prins de la 4. partie des arr. du ſtil du Parlement du ſieur Auſſe.
- 4 Papon auroit laiſſé par eſcrit en ſon dit Recueil<sup>e</sup>. Pareillemēt vn Diepois condamné de bailler caution, indicatum ſolui, appellant de telle condamnation l'appellation, & ce par arreſt de ladite Cour à Paris miſe au neāt avec deſpens, fut déclaré que l'appellant ne ſeroit tenu bailler caution du iugé, encores qu'il fut d'autre Parlement le 4. Ianuier 1575. conformément aux quels arreſts, noſtre dicte Cour à Tholoſe à ordinairement accouſtumé en deſmettre les requerans & demandeurs en telles & ſemblables requestes, meſmes en criminel à la Tournelle, comme nous aurions veu ſouuent exerceans noſtre charge tant en la ſeconde Chambre d'Enqueſtes, que grand' Chambre, & Tournelle ſuſdictes, où il eſt tenu aujour d'huy pour certain & reſolu, telles cautions en France n'eſt en vſage: contre ce toutesſois qu'on dict auoir eſté iugé par ladite Cour à Paris le vingt-troiſiesme d'Aouſt



a lib. 4. rerū  
iudicatar. ca.  
11.

b Arrest der  
nier sous le  
titre des de-  
mandes de  
plus ou  
moins.

1571. entre Emanuel d'Arouges d'une part, & Antoine Vuaſt d'autre, ainſi qu'auroit rapporté & doctement diſcouru à ſon accouſtumee M. Robert Aduocat<sup>a</sup>, où le verront ceux qui en deſireront dauantage, avec vn autre arreſt du 20. Decembre 1595. qu'il dit auoir eſté donné à la Tournelle à huis clos, qu'il auroit mis au marge avec la cote du ſuſdit, qui nous auroit fait penſer l'autre ſuſdict eſtre interuenu *ex varijs cauſarū figuris*, & ſans conſequence, comme peut bien eſtre vn autre donné en audience le 13. Iuillet 1568. <sup>b</sup> portant limitation de la caution à la ſomme de cent eſcus, inſéré au ſuſdict Recueil nouveau de Papon, arreſt 7. & dernier ſous le titre des demandes de plus ou moins.

## CHAP. XXXI.

- 1 *De la clauſule, & cætera.*
- 2 *Abregee dans vne minute ne peut valablement eſtre eſtendue dans la groſſe.*
- 3 *Faiet narré.*
- 4 *Ladiete clauſe ne s'eſtend & rapporte à ce dont la renonciation eſt d'importance, & induict vn nouveau & particulier effect.*
- 5 *Sentence du Senefchal, qui nonobſtant l'extraction au groſſoyé de ladite clauſe, diſcuſſion requiſe ſeroit faiete.*
- 6 *Confirmation par arreſt apres de ladiete Cour à Tholoſe de ladiete ſentence ſur l'appel d'icelle du creancier.*
- 7 *Autre & pareil arreſt de meſme ſubſtance de ladiete Cour à Paris.*

**L**n'y a clauſe plus accouſtumee par les Notaires, & par eux tiree & trainee à tous vents & quartiers que le, & cætera, qu'ils appellent, qu'ils abregent encores en l'eſcriuant, &c. Ce qu'ils font dans leurs minutes & ſcedes qu'on dit, & en leurs groſſes apres, qu'ils font & deſpechent aux parties, l'eſtendant ſi auant qu'elles à leur aduantage veulent & deſirent, & iuſques à des

a des clauses, lesquelles tant s'en faut qu'ayent esté passées & entendues, que non pas mesmes pensées par les parties, quoy que soit aucune d'icelle, & contre laquelle elles y sont & demeurent audit grossoyé couchees. Par ainsi comme il fut ainsi qu'un Bourgeois de Narbonne se fut obligé enuers un marchand de Limous, de la somme de mille escus, & iceluy marchand debiteur eust baillé un autre son voisin & amy, pour caution, lequel auroit promis audit Bourgeois payer ladite somme, au cas que defaut y auroit de paiement par ledit principal debiteur, aux termes contenus en l'obligation, lesquels passez ladicte caution est executée en ses biens, sans discussion dudit principal, laquelle caution s'oppose, & dit qu'il n'a point esté fait discussion dudit principal, qui ne peut estre osté par le laps du terme, singulierement qu'il n'y a point de renonciation à icelle: & bien qu'elle soit expresse par la grosse que le notaire en auroit depeschée & expediee à la partie, ce neantmoins par la note il n'y a autre chose que renonçant &c. le notaire n'ayant peu faire telle extension au gré & poursuite seule de la partie, & sans qu'il ait iamais entendu y renoncer, & moins luy fut iamais donné entendre par ledit Notaire ny autre, qu'il y renonçoit. Par consequent le principal deuoit estre discuté, & rendu non soluable, quelque chose que ledit Notaire, outre & par la volonté & consentement de partie ait chargé & augmenté esdites obligations qu'il faisoit comme cautions susdites, notamment que telle & semblable diction *& cetera*, ne peut estre extendue *ad hunc casum dependentem ex unius contrahentium voluntate*<sup>a</sup>. Car bien qu'il soit vulgairement dit & tenu que le Notaire soit tousiours censé auoir esté prié & chargé de mettre & apposer les clauses accoustumées en tels & semblables contrats qu'il passe<sup>b</sup>, & en outre qu'il les doit y mettre & apposer encores qu'il n'en fust rien dit ny exprimé par les parties: toutesfois cela s'entend<sup>c</sup> & doit estre prins, *de his que respiciunt executionem, vel clariorem elucidationem duntaxat, non autem de his que dispositionem, vel nouum effectum, qui alius non veniret, inducunt: unde licet alicubi mos regionis sit ut in locationibus conductores periculum sterilitatis recipiant; tamen si illud non fuerit expressum, non subintelligitur, nec Notarius apponere potest, nisi*

<sup>a</sup> Arg. eorum qui notat So-  
ci. in l. Gallus  
§. ad creden-  
dum, §. ff. de  
lib. & post. et  
Alciar. in l. 1.  
§. si quis ita  
no. 7. de arb.  
oblig.  
bl. §. C. de si-  
derat. for.  
<sup>c</sup> d. l. §. C. per  
Bald. in l. cū  
consuetudine  
ff. de legibus  
facit l. si prima  
§. 1. & quod  
ibi nos. Bar.  
ff. de aqua  
plu. arc.

ZZZZ

ain l. licet. &  
ibi Angel. C.  
de locat.  
b Bald. in  
Rub. & l. fi.  
C. de his que  
in fraud. cre-  
dit.

*de hoc etiam fuerit rogatus<sup>a</sup> sic idem Notarius rogatus de fiduciione,  
non potest apponere clausulas renunciationum epistola vel discussio-  
nis, licet hoc sit solitum, nisi de hoc rogatus sit<sup>b</sup>.* Ce que n'est pas

entendu par ceste diction &c: qui ne s'estend & rapporte  
à ce dont la renonciation est d'efficace grande & notable; &  
& induict nouveau & particulier effect, ainsi que dessus a esté  
dict, & par ainsi requiert nommee & speciale expression, au-

e Arg. l. item  
apud Labro-  
nem §. prate-  
rio ff. de m-  
ort.

trement n'est entendue *tanquam specialis nota digna<sup>c</sup>*. Surquoy  
parties ouyes par sentence du Seneschal, il est ordonné que la

discussion requise sera faicte, pour apres &c. despens reser-  
uez: dont appel par le creancier executant, le procez party  
à nostre rapport au mois de Ianuier mil cinq cens septante  
quatre, en la seconde Chambre d'Enquestes, de party apres en  
la premiere, la sentence dudit Seneschal fut confirmee, & sans  
despens, les vns des Messieurs y opinans voulans instruire le  
procez sur moyens de faux contre ledit grossoyé, où pour les  
escritures subsidiairement, l'appellé estoit entre, & à ces fins  
ouyr les tesmoins du contract, qui estoient dits estre encores  
en vie: les autres sans auoir esgard à ce, estimans le procez  
iugeable diffinitiuement, les vns au profit d'iceluy appellé  
caution susdite, les autres au profit dudit appellant: & apres  
passa à la confirmation que dessus, suiuant autre arrest que la  
Cour de Parlement de Paris en auroit donné l'an mil cinq  
cens vingt-huict, en mesmes termes escriuant & plaidant  
pour l'appellant du Molin pour Sanguin caution, qui gai-  
gna sa cause, comme il est aisé à voir par ce qu'il en a laissé par

d Confl. 18.  
lib. 2. & au  
traicté des  
vsures.  
quest. 7. sur  
la fin.

escrit és annotations sur les conseils d'Alexandre, <sup>d</sup> & ail-  
leurs en son traicté des vsures, où nous renuoyons ceux qui  
en desireront dauantage.

---

CHAP. XXXII.

- 1 *Narratiue du fait preingé.*
- 2 *Le procès euoqué du Parlement de Bordeaux au grand Conseil avec l'arrest d'iceluy, portant reuocation de la donation faite en faueur de mariage par des enfans suruenans apres icelle, legitimes par suiuant & subsequent mariage.*
- 3 *Arrest de mesmes & en plus forts termes de ladite Cour à Tholose.*
- 4 *L'ordonnance des transactions entre maieurs ne comprend aucunement les mineurs.*

**E**N traittant le mariage d'entre Guillaume Pelegreue, & damoiselle Jeanne de Caumont fille du Barō de Laufun; Bertrand Pelegreue protonotaire & frere de l'espoux, fait donation à son frere en faueur dudit mariage, & au cas que d'iceluy y eust enfans, de la part, portiō & tout le droict qui luy pouuoit competer & appartenir pour lors & à l'aduenir és biens, succession & heredité de leur feu pere; apres ce à ladite Damoiselle future espouse fut assigné, constitué & accordé pour doüaire, cas aduenant qu'elle suruesquit, vne terre & seigneurie assize en Agenois estant desdits biens, ensemble l'vsufruiet du reste d'iceux biens. Ledit Bertrand de ce temps auoit deux bastards d'une concubine qu'il retenoit en sa maison: & encores six mois apres ratiffia ladite donation, & tout le contenu audit contract. Ce mariage est consommé, & en sont yssües deux filles: iamais du viuant de son frere, Bertrand ne donna semblant de venir contre ladite donation: ledit Guillaume, ainsi s'appelloit le dit frere, decedé, Bertrād est tuteur pour quelques annees de ses deux niepces, voyant apres qu'il estoit substitué à son frere à faute de masles, espouse la concubine, & par là sont legitimez les deux bastards: il vient lors contre les deux niepces

ZZZz ij

a l. si in qui  
C. de reuoc.  
donat. &  
Bald. in l. si  
ad si C. de in-  
off. donat.

Quest. 157.  
159. 160.

& leur mere, & demande tant de son chef pour sa legitime & sans auoir esgard à ladite donation, que du chef de la substitution de son pere les biens, sans auoir lettres, l'on luy oppose ladite donation qui comprend tout, tant legitime que substitution: il respond que par le moyen de ses enfans, *quos sibi ex co matrimonio, & legitimatione agnosci contigit*, ladite donation est reuocque<sup>a</sup>. La dessus remonstrez à plein fonds les grands faueurs & priuileges du mariage qui s'estoit ainsi fait en consideration de ceste donation, le procez conclud au Parlement de Bordeaux, fut depuis euoque au grand Conseil, où par arrest du neufiesme Feburier mil cinq cens quarante cinq, feurent les defendeurs condamnez à rendre audit Bertrand les biens qui estoient du pere, subiects à substitution, & la legitime d'iceluy demandeur, la legitime d'iceluy defunct laissée & distraite aux filles, & les fruiets perceus apres la contestation de plaid, comptez pour la trebellianique, que deuoient estre grands ou pour le moins equipoller à ladite trebellianique, où pour icelle y auoir autre raisons que nous ne voyons pas, ou qui auroient peu mouuoir le conseil d'ainsi ordonner, la matiere n'estant au surplus des plus fauorables pour ledit demandeur: feu Monsieur Boyer en fait ample mention, avec vn discours beau & long à son acoustumee en ses decisions<sup>b</sup>, que pourront veoir ceux qu'en auront desir & le loisir ensemble. Auparauant toutesfois & le treiziesme May mil cinq cens vingt-huit en nostre Parlement de Tholose auroit esté donné semblable arrest quand au principal, & encores plus notable, pour autant que sur le doute de la reuocation de donation auroit esté transigé au fait que s'ensuit. Iean Iouber en faueur de mariage auoit donné à Marcellin de Crozet le vingt-septiesme Mars mil quatre cens quatre vingt quinze, tous & chacuns ses biens: ce donateur se marie avec Marguerite Tardiue, & de son mariage sont nais Pierre & Estienne leurs enfans: le pere decede, & pareillement le donataire, qui delaisse Iean son fils contre luy, la vefue presente lettre à faire pratiquer la Loy *si unquam. C. de reuoc. donat.* contre ladite donation comme inofficieuse, & outre plus allegue la denegation d'alimens faite au defunct donateur contre ce que luy auoit esté promis



& accordé. Le Bailly de Velay au siege de Mont-faucon ayant aucunement esgard és lettres, condamne le defendeur à relascher des biens donnez iusques à la legitime des enfans du donateur, la vetue & mere n'appelle point, Crozet appelle & releue audit Tholose, la vetue apres cōseilliee obtient lettres pour estre receuë appellante de ce que la donation n'auoit esté du tout reuocquee : elle le gaigne par arrest, avec restitution de fruiçts *à lite contestata*, & despens de la cause, le tout sans auoir esgard à la transaction faite contre ladite reuocation, qui fut annulée; enquoy on peut voir que n'ayant ledit Crozet que tenir en son appel, la legitime ne pouuant en aucune façon estre desniee ausdits enfans, de quelque costé qu'il le peut & sceust prendre, qu'ayant entrepris outre ce qu'il ne pouuoit, qui luy mesaduint plus qu'il n'eust voulu & desiré, & la pierre qu'il auoit remuee iustement l'accabla & tomba sur luy : & quand à la transaction outre ce qu'il ne s'arrestoit formellement là, attendu la qualité de ladite mere quand bien l'ordonnance des transactions entre maieurs que nous auons depuis, y eust esté pour lors, lesdits mineurs n'y pouuoient estre aucunement comprins, qu'est vn exemple qui doit seruir à plusieurs de se contenter de ce qui leur est deu & iustement appartient, & n'entreprendre sur le droit d'autrui, comme ledit Crozet auroit essayé faire au moyen dudit appel, pour lequel soustenir fut grand merueille pouuoir auoir trouué Conseiller ou aduocat en Tholose, principalement en ce temps là, où la chiquanerie n'estoit en si grand vogue, & où les gens de robe longue estoient plus simples, zelez & amateurs de la Iustice & de leur deuoir, qu'à present. Nous poursuurons le demeurant.

ZZZz iij

- 1 Donation faite avec clause de reuersion au donateur, les donataires decedans sans enfans, l'un d'iceux venant à deceder sans enfans apres le decez du donateur, sa part retourne aux heritiers & successeurs d'iceluy donateur sans accroistre aux donataires.
- 2 Par arrest de ladite Cour à Tholose, la sentence du Seneschal preferant l'heritier du donateur à celuy du donataire, confirmee.
- 3 Papon allegué amenant un autre arrest semblable entre personnes du pays de Droit Escrit.

**V**N oncle au pays de Quercy, donne à vn sien nepueu qu'il auoit *ex sorore*, la moitié de tous & chacuns les biens presens & aduenir, avec retention nommement faicte de l'usufruit sa vie durant, & que au cas que sondit donataire viendroit à deceder sans enfans, ladite moitié donnee retourneroit au donateur pour la posseder & iouyr comme aupatauant la donation & nonobstant icelle, & ce sans faire mention des siens en ladite donation & retention: dont aduient que le donateur predecédé audit donataire, & iceluy donataire apres sans enfans, est meu procès entre l'heritier dudit donateur qui pretendoit nonobstant le defect de ce mot siens, ou autre equipolant, ladite retention auoir esté reelle, contre les heritiers & successeurs dudit donataire qui pretendoient au contraire auoir esté personnelle, par ainsi le donateur mort, auât que la condition d'icelle retention fut aduenue, n'auoir peu transmettre aucune chose de ce qu'estoit & pouuoit appartenir à ladite retention du tout personnelle comme il disoit. Ledit heritier d'iceluy donataire soustenant le contraire avec plusieurs allegations d'un costé & d'autre qu'on peut lire parmy les Docteurs en leurs lectures, sur faits semblables, ou equipolens<sup>a</sup>, la verissimilitude estant telle qu'estant l'extention soustenable des enfans iusques aux enfans d'iceux<sup>b</sup>, ledit donateur par telle retention

<sup>a</sup> Bald. Et  
Cynus in l.  
fi. C. de he-  
red. Inst. A-  
lexand. &  
Sal. inauth.  
sed & si quis  
C. de secund.  
nupt.  
<sup>b</sup> l. Gallus  
§. & quid si  
tantum D. de  
liber. & post.

ait voulu preferer les enfans du donataire à soy mesme, & aussi qu'à faute d'eux, il ait voulu que ladite moitié fust affectée au retour, & non pour estre transmise à personnes estranges, sous ceste volonté qu'on presume ladite extension seulement probable : quoy que fust en ladite hypothese n'y ayant point eu d'enfans, & par ainsi la condition estant aduenüe, dont ladite retention nommément estoit conceüe, l'heritier du donateur faisoit à preferer à l'heritier du donataire du tout estranger : ce que fut en effect iugé par le Seneschal de Quercy au siege de Lauserte, confirmé par apres à nostre rapport en la Cour sur l'appel de l'heritier du donataire au mois de Ianuier 1574. qui est la premiere année que nous dès le 5. du mois de Decembre au parauant dernier, entraimes en l'exercice de nostre charge audit Parlement de Tholose: feu Papon<sup>a</sup> auroit escrit ce dessus auoir esté iugé par arrest entre personnes du pays de Droiët Escrit sans autrement le coter, comme nous en auons fait vn cy-dessus.

<sup>a</sup> Tit. des donations  
arr. 38 en  
sondit Re-  
cueil.

### CHAP. XXXIII.

- 1 Cessionnaire dernier d'un pacte de rachapt, l'ayant acquis premierement preferable au cessionnaire premier d'iceluy pacte, la disposition du Droiët au contraire n'ayât lieu en telle & pareille cession.
- 2 De deux cessionnaires d'un droiët de retraiët cōuentiōnel, le plus diligent ores que posterieur en date preferable.
- 3 Sentence du Sen pour l'acheteur premier, cōtre le dernier.
- 4 Appel d'icelle du dernier acheteur en la Cour audit Tholose, en laq. le proces fut party en deux Chābres d'Enq<sup>m</sup>.
- 5 Pendant le partage, parties viennent d'accord, qui mist fin pour lors audit different.
- 6 Arrest de Paris, portant cōfirmation de la reuente faite par l'acheteur premier, au second acheteur dudit pacte, tout au rebours de ladite sentence.
- 7 Le Carō est ailleurs de cet aduis, cōme l'auteur de mesmes en estoit pour lors dudit partage, auquel il estoit rapporteur.



N vendeur d'un beau & ample domaine franc & noble, s'estoit retenu & réservé pacte de rachapt de dix ans, quelque temps apres vend ledit pacte & faculté de racheter ledit domaine à deux l'un apres l'autre & en seul, sans faire mention au contract du dernier de ce qu'il auoit fait avec le premier, lequel dernier en estant aduertty d'ailleurs s'aduanee & se rend tellement diligent, qu'ayant plustost conuenu l'acheteur & detenteur dudit domaine, & iceluy racheté, il contraint le premier acheteur dudit domaine venir apres, & faire la poursuite contre le principal acheteur qui declare ne le tenir, & l'auoir reuendu à celuy qui l'auoit racheté, qu'il tenoit & possedoit au moyen du rachapt qu'il en auoit de luy fait, qu'il fait toutesfois appeller en cause, pour l'indemniser & garentir, & lequel ainsi assigné prend la cause en main, soustient & dit que bien qu'en Droit incorporel la cession vaille deliurance  
 a: ce neantmoins de deux cessionnaires d'un Droit de retrait  
 2 conventionnel, que communement on appelle de Reméré, celui qui est le plus diligent, & se trouue auoir preoccupé, ores qu'il soit posterieur en datte de ladite cession, est & doit estre tousiours preferé à celui, bien que premier qui n'auoit fait diligence, soustenant que la constitution imperiale qui parle de chose corporelle, n'auoit lieu en ceste espee, en laquelle estoit question d'un Droit incorporel, lequel *possideri non intelligitur*,<sup>b</sup> aussi qu'il auoit les contracts par la tradition desquels il iouyssoit, & estoit en la possession reale & actuelle, telle que ladite constitution requiert & demande: au moyen & en vertu de laquelle non seulement il auoit preoccupé & preuenue en ladite faculté le premier acquereur, ains aussi en la possession du domaine dont estoit question, les droits incorporels estans possédez *cum ipsis corporibus*. Sans que peust seruir d'aucune chose pour ce regard la traditiō qu'aussi il alleguoit des contracts, par ce que par ladite constitution estoit requise vne possession actuelle dudit domaine vedu sans que puisse preiudicier au possesseur le defect de la deliurance des contracts, comme il est expressement porté par la mesme susdite constitution. Surquoy parties ouyes deuant le Seneschal de Quercy au siege de Gourdon l'an 1575. par sentence, il est ordonné

a Not. Glo. in  
l. ult. C. qui  
f. vel primat.  
C. in l. ult. in  
pr. super ver.  
bo portionib.  
D. de donat.

b l. sequitur  
§. si viam D.  
de usura. C.  
usucap.  
c l. 1. D. de  
don.

ordonné que ſans auoir eſgard à la prinſe de cauſe faiſte par ſecond & dernier achepteur dudit droit, ny au rachapt par luy fait, il eſtoit condamné ſoy departir dudit domaine, tant luy que le premier achepteur, pour lequel il auoit prinſe la cauſe, condamné en faire reuente audit premier achepteur dudit pacte, en payât prix principal & loyaux couſts, ſans preiudice des dommages & intereſts dudit dernier achepteur dudit pacte, par lequel parties furent appointees à plus à plain  
4 eſtre ouyes dans quinzaine ſans deſpens, quant au principal les autres reſeruez en fin de cauſe. De laquelle ſentence ledit dernier achepteur de ladiſte faculté de retrait conuentionnel releue appel en la Cour, où le procès apporté & conclud par eſcrit à noſtre rapport en l'an 1578. au mois de Ianuier, le procès fut party, tant en la ſeconde Chambre où nous eſtiōs, qu'en la premiere des Enqueſtes, feu Monsieur Donjat contretenant, & nous preparans pour l'aller ſuiuât le ſtile de departir  
5 en la grand' Chambre. Les parties font preſenter vn accord qu'elles auoient fait entr'elles, chacune ſe doubât de ce que luy pouuoit aduenir, & par requeſte y attachee demâdoient l'authoriſation dudit accord, à laquelle fut procedé, le principal demeurant à iuger iuſques à autre occaſion pareille & ſemblable. Il y auoit eu Arreſt de la Cour de Parlement de Paris prononcé ſolennellement en l'annee 1549. à la Pentecoste, portant cōfirmation de la reuente faite par l'achepteur premier, au ſecond achepteur dudit pacte, tout au rebours  
6 du Seneschal, dont fait mētion feu Papō en ſon dit recueil <sup>a</sup>, & que le docte Charondas n'auoit pas oublié en ſes reſponſes <sup>b</sup>, où il eſt notamment de l'aduiſ d'iceluy Arreſt de Paris, duquel auſſi nous confeſſerons ingenuēment que nous eſtiōs  
7 & ſerons encores iuſqu'à ce que l'hypotheſe ſe iugeant quel-  
que iour, la Cour en ait autrement ordonné.

<sup>a</sup> Titre de  
retrait cō-  
uentionnel,  
arreſt 9. &  
dernier.

<sup>b</sup> lb. 3. c. 6.



## CHAP. XXXV.

- 1 Prescription d'heredité n'a lieu cōtre vn substitué, sinon du iour de l'ouuerture de la substitution.
- 2 Quelque opinion au contraire d'aucuns qui auroient tenu, vn tiers possesseur, avec titre & bonne foy, pouoir prescrire à tout le moins par quarante ans, avec la raison principale d'iceux.
- 3 Du Molin auroit doubté de ceste resolution qu'il amene, & Charondas de mesmes qui en allegue vn arrest de la Cour de Parlement à Paris au contraire.
- 4 Auquel ladite Cour à Tholose, se seroit arrestee.
- 5 Nonobstant la declaration que quelques vns auroient requise, qui n'a pas au fait grande apparence, & pourquoy.



Egulierement de droit prescription d'heredité n'a lieu contre vn substitué sinon du iour que la substitution luy est ouuerte, *quia tunc demum cum effectu agere potest*<sup>a</sup>. Toutesfois il en y a eu<sup>b</sup> qui auroient tenu vn tiers possesseur avec tiltre de

<sup>a</sup> l. cum notissimi. §. illuc. Cod. de prescript. 3. vol. 4. ann. l. 1. in princip. & §. ult. C. de annali exceptione. l. pure. §. ff. D. de dol. mal. & mer. except.

<sup>b</sup> Philip. Corne. Cōsil. 304. n. 19. lib. 3.

<sup>c</sup> Cōsil. 26.

bonne foy pouoir prescrire, à tout le moins par quarante ans, sans aduiser à ce si la substitution est ouuerte ou non, & pretendent ainsi auoir esté iugé par arrest de Paris en certaine cause de Pompadour, comme du Molin fort au long & doctement à son accoustumee, l'auroit rapporté en quelque part de ses conseils<sup>c</sup>. La raison principale qu'il en amene est, *quia licet interea temporis substituti non possent petere, vel vindicare, tamen poterant agere ad declarationem, videlicet ut bona per extraneum possessa declararentur subiecta & hypothecata fidei commissio in casum & euentum dictarum substitutionum, & sic interrumpere omnem prescriptionem: quod si neglexerint, in negligentia fuerunt: & sic saltem longissimo tempore 30. vel ad summum quadraginta ann. spacio exclusi sunt, etiam à futura successione*. Il en allegue le Docteur dessus à la marge cōté, & encor vn texte qui

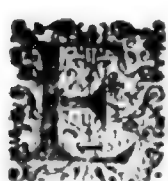
- est pareillement à ce marge notté<sup>a</sup>, & vn autre interprete de  
 3 Droi&t pareillemēt en ses conseils<sup>b</sup>, *vbi, inquit, non audeo firmare, nec ego, etiā si meminerim alias in supremo senatu iudicatū Parisiis:*  
 qu'auroit fait à penser qu'il auroit douté en ceste resolution,  
 comme auroit bien faict le docte Charondas, & d'auantage  
 raisonné & amené pour ce regard vn arrest du mesme Parle-  
 ment de Paris au cōtraire du 6.d'Auril 1550.<sup>c</sup>, auquel nostre-  
 dite Cour à Tholose se seroit arrestee, & vnanimement con-  
 4 clud au mois de Mars 1367. au rapport de feu M. Resseguier,  
 ainsi que nous aurions entendu de sa bouche mesme, & les  
 raisons de Droi&t en sont apparentes, & vulgaires à ceux qui  
 sont le plus mediocrement versez en la Iurisprudence, lectu-  
 res & cōseils des interpretes de Droi&t. DuMoulin au lieu sus  
 à la marge cōté en discourt & raisonne fort amplement, que  
 pourront voir ceux qui en desireront dauantage, en exami-  
 nant de plus pres les fondemens & autoritez qu'il amene,  
 & qui en peuuent despendre par consequence ou autrement,  
 les appostillateurs dudit feu Papon en sondit Recueil l'au-  
 roient remarqué, que ie n'ay voulu oublier icy pour aduertir  
 les lecteurs du preiugé de nostredite Cour, & à ce qu'ils ne  
 choppassent si lourdement en cest endroit sous l'autorité de  
 ladite Cour à Paris, de laquelle nous auons allegué preiugé  
 cōtraire. Car quant à la raison principale qu'estoit alleguee à  
 5 l'encontre, la declaration que par icelle quelques vns auroiēt  
 demandé n'auroit pas grand'apparence, par ce que par ce  
 moyen il sembleroit que le substitué deuant le temps *inquire-*  
*ret in annos*, de l'heritier chargé, & que d'ailleurs iceluy substi-  
 tué à sa substitution parlāt tousiours d'elle mesme, pour auoir  
 lieu le cas d'icelle aduenant, mesmes auourd'huy qu'il faut  
 que telles & pareilles substitutions soient insinuees, l'insinua-  
 tion tenant lieu d'vne publication authentique, & telle que  
 en tout cas pourroit suffire pour ce regard; quelque chose  
 qu'aucuns ayent voulu estimer au contraire.

AA Aaa ij

<sup>a</sup> in l. si con-  
 tendat. vbi  
 Bartol. & alij  
 D. de fide-  
 iuss.  
<sup>b</sup> Aymo,  
 Crauea cō-  
 sil. 67.  
<sup>c</sup> liu. 4. de  
 ses Respō-  
 ses cha. 47.

## CHAP XXXVI.

- 1 Ce qu'est dit en droit des mineurs & restitution en entier d'iceux, n'appartient aucunement à l'aîné des Messieurs les enfans de France.
- 2 Parce que le subiect mineur est empesché de droit de conduire, regir & gouverner son bien autrement que par tuteurs ou curateurs & de leur autorité : la Majesté du Roy le peut d'elle mesme avec les Princes de son sang, & ses Procureurs & Officiers.
- 3 Et ainsi auroit esté iugé par arrest de Paris y mentionné.



*A que de rebus à minoribus sine tutoris, vel curatoris auctoritate non garendis, à maioribus tradita sunt, ad Francorum Regum filios natu maximos, aliosue designatos reges, quos nostri Delphinos appellat, nihil omnino pertinere placuit:* disoit feu monsieur du Luc en quelque part<sup>2</sup>, & ce d'autant que par la loy de France publiee en Parlement l'an 1407. le Roy mineur d'ans succedant à la Couronne, peut soy faire consacrer sans aucune limitation d'aage, & gouverner son Royaume de l'aduis & conseil des Princes de son sang. Bien qu'auparavant par autre loy publiee par le Roy Charles le Quint, nommé le Sage, peut estre tel sacré seulement fait & célébré au quatorziesme an & non plustost: qui auroit esté cause, qu'il ne doit sembler estrange de dire que nostre Prince & Roy est de pire cōdition que son subiect, pour la computation du temps de prescription, d'autant qu'au subiect l'on distraict le temps de minorité, au Prince non: de ce dessus en paroissant la raison euidente, consistant principalement là, que le subiect est empesché de droit & commune observation de conduire, regir, administrer, & gouverner son bien & autrement conduite ses affaires, que par tuteurs & curateurs, & de leur autorité: au contraire la Majesté du Roy le peut d'elle mesme avec les Princes de son

<sup>2</sup> Placit. lib.  
3. tit. 1. in  
princip.

2.

- 3 sang, & a tousiours ses Procureurs & Officiers qu'on estime le Prince successeur, pour son profit & de la chose publique approuuer, & leur seruice, iusques à ce qu'il y ait autrement ordonné, au pouuoir & main desquels est tousiours *quando a-* a de prescri-  
prio. arrest  
30.  
b ad tie. de  
princip. lib. 3.  
inter v. & vi.  
cap.
- 3 *gant.* Et ainsi auoir esté iugé par arrest de Paris du 5. May 1551. auoit rapporté le mesme feu Papon en sondit Recueil au lieu à la marge cotté <sup>a</sup>, qu'il auoit prins dudit feu du Luc en ses additions qu'il auoit faites à son liure <sup>b</sup>, que nous auons mis à part & au dernier du nostre.

CHAP. XXXVII.

- 1 *Pere & mere peuuent exhereder les filles comme ingra-*  
*tes, qui se seront mariees à leur desceu, au deffous l'aage*  
*de 25. ans.*
- 2 *Par Edict expres du Roy de France, le vieux Droiēt*  
*quant aux mariages reprins en vne bonne partie, consi-*  
*stant non en la nullité, mais par proposition & necessité*  
*de griesues peines.*
- 3 *Arrest quant à ce de la Cour de Parlement de Tholose.*
- 4 *Depuis autre arrest sur semblable subiect de la Cour de*  
*Parlement à Paris.*

- 1 **E**s diuersitez ou plustost contrarietez qui se trou-  
uoient entre le Droiēt Ciuil & Canonique tou-  
chant les mariages contractez entre les enfans de  
famille, sans lesceu & consentemēt de leurs peres,  
& n'estant demeuré par iceluy Droiēt Canonique du vieux  
Droiēt autre reste, sinon que le pere & mere pouuoient exhe-  
reder comme ingrates leurs filles, qui s'estoient ainsi mariees  
à leur desceu au deffous l'aage de vingt cinq ans <sup>c</sup>, cela auoit causē. fed. si  
post. C. de i  
noff. testam.
- 2 apporté mille desplaisirs aux peres & meres contre tout bon  
exemple, iusques à ce que par Edict expres du Roy publié &  
verifié par arrest de Paris du premier Mars 1556, (dont les pro-  
messes de mariage d'entre deux personnes signalees & de

grande maison furent cause) iceluy vieux Droit fut repris, non toutesfois du tout formellement par la nullité, ainsi qu'iceluy vieux droit vouloit: mais par propositiō & necessité de grieues peines, tant contre les enfans que contre les mediateurs, aydes ou plustost maquignons de tels mariages, & lequel Edict auroit esté receu par ladite Cour à Tholose, & trouué de tous apres, bon, sainct & salutaire. Auparauant & le 8. Iuin 1552. la mesme Cour à Tholose: en ayant fait comme vn preiugé par vn arrest qu'elle auroit donné contre Iean fils d'Odet de Benga, lequel fils enrichy par le moyen d'une donation que luy auoit faite son pere de la plus grand' partie de ses biens, se maria à son plaisir & contre le gré de son pere avec vne sienne allice, qui donna occasion à ladite Cour par ledit arrest, dire & declarer, que nonobstant ladite donation qu'elle pour les causes que dessus & ingrattitudes en resultans de sondit fils auroit reuquee & annulee, iceluy pere pouuoit librement disposer des biens donnez, en deboutant ledit fils de l'effect d'icelle donation <sup>a</sup>. Et depuis il y a eu autre arrest remarquable de ladite Cour à Paris contre le ieune Marilhac, & le Procureur Chore du 22. May 1572. auquel en consideration dudit rapt pretendu, commis en la personne d'iceluy, fut le principal appointé au Conseil: & cependant ordonné que l'Huissier se saisiroit dudit Marilhac pour le rendre à son tuteur, & que les Notaires Chore, & le Prestre seroient prins au corps: & par là sont notees deux choses <sup>b</sup>, l'une que le pere se peut autant ressentir contre son fils soy remariant contre son gré, que de sa fille <sup>c</sup>: l'autre pour tels & semblables mariages clandestins, vn rapt se peut dire & nommer d'vn ieune homme, encores qu'il le vueille & consente, comme d'une fille: ce qu'auroit & demeureroit preiugé par plusieurs & diuers arrests, tant de ladite Cour de Parlement à Paris que dudit Tholose, le rapport desquels ne rempliroit que le papier dauantage.

<sup>a</sup> per Glo. in d. l. unica de rapt. Virginie C. super verbo sponsa.   
 <sup>b</sup> Par feu Papon qui auroit amené ledit arrest en son dit Recueil tit. des nopces tant premieres &c. Arrest 4. au dessous duquel auroit esté par les appostillateurs adiousté de nouveau ledit arrest de Paris.   
 <sup>c</sup> Accurf. in d. l. unica super d. verbo sponsam.

3

4



CHAP. XXXVIII.

- 1 *Narrative du fait.*
- 2 *L'usufruit eſteint par le bruſlement de l'edifice, & iceluy par ce moyen entierement ruiné.*
- 3 *Le ſol plus grande partie de la maiſon.*
- 4 *Sentēce ſur ce deſſus du Senefchal, par laquelle la vefue demāderesse pour l'usufruit de la maiſon bruſlee perdit ſa cauſe.*
- 5 *Diſtinction que ſur ce on a accouſtumé porter.*
- 6 *Circonſtance au fait de l'arrest par feu Papon allegué, ſçauoir que le tout n'eſtoit pas bruſlé, mais qu'il eſtoit demeuré un celier & un puits exempts du feu & combustion d'iceluy: qui fut la cauſe de l'addition miſe audit arrest pour l'eſtimation du reuenue dudit celier & puits.*

**L**y auoit dans Tholoſe vne maiſon, & au deſſous d'icelle vne boutique en laquelle la vefue d'iceluy à qui elle auoit appartenu, par ſon teſtament, auoit droit

- 1 d'usufruit, & les heritiers du meſme teſtateur de propriété; & laquelle maiſon & boutique avec tout ce qui en depēdoit par cas fortuit vint à eſtre bruſlee, laquelle apres leſdits heritiers mirent ſus, & firent entierement reparer, qu'auroit donné occaſion à ladiſte vefue demander l'usufruit d'icelle ſa vie durant, offrant contribuer aux frais & deſpens de la reparation, & ce pardeuant le Senefchal de Tholoſe: à laquelle demande leſdits heritiers inſiſtent, ſouſtenās par telle & ſuſdite
- 2 combustion, *neque area, neq; cæmentorum vſum fructū deberi* <sup>a</sup> l'usufruit eſtant par ce moyen eſteint & perdu <sup>b</sup>: d'où fort à propos diſoit Ciceron en quelque part <sup>c</sup>, *ſi ades eæ corrucrint, quorum vſufr. legatus ſit, hæres reſt: tuere non debet, non magis quam ſeruum ſi is, cuius vſufruct. legatus eſſet, periſſet.* Ce que de meſme ſembloit auoir eſté decider par Africain expreſſement quād il auroit reſpondu, *ſi in ſule vſufructu legato, & deſtructa domo,*

<sup>a</sup> l. repeti. §. r. mutatione. D. quib. mod. vſufr. amittat.  
<sup>b</sup> l. ſeruitutem. §. ſublatum. D. de ſeruitut. lib. præd.  
<sup>c</sup> Cicero in Topicis.

*area remaneat, ac deinde in sola facta sit, ususfructus extingui (ait Africanus) idemque esse ait, si cyphorū ususfructus legatus sit, deinde massa facta & iterum scyphi: licet enim (inquit) pristina qualitas cyphorum restituta sit, non tamen illos esse, quorum ususfructus le-*

a l. si quis domū. §. hic subiungi. ff. loc. l. qui usufructus in princip. ff. de usufruct.

b l. qui ea men. §. 1. ff. quib. mod. usufr. amittat.

c l. si habitatio. §. utrius autem. ff. de usu. & hab. l. solum. ff. de rei vind. l. qui res. §. aream.

D. de solut. d l. venditor. in fi. D. de hered. vel act. vend.

*gatus est<sup>a</sup>, idque etiam Vlpianus confirmat<sup>b</sup>, si ades (inquit) ad aream redactæ sunt, ususfructus extinguitur, verum etiam si demolitis aedibus testator aliis nouis restituerit.*

A quoy ladicte vefue demanderesse disoit que bien que ladicte maison eust esté bruslee, n'auoit toutesfois esté du tout consumee & ruinee, le sol d'icelle ayant demeuré, qu'est dit par les Iuriscōsultes vne partie, & encores la plus grāde de la maison<sup>c</sup>: par ainsi le sol ayant esté restably & reedifié, nous pouuons hardimēt dire au moyen de la reigle vulgaire du droict, *edificiū solo credere debere:*

dont s'ensuit qu'au mesme edifice que les heritiers ont fait bastir, le mesme droict de la demanderesse est encores durāt & demeure, *quemadmodum domo post contractam venditionem exusta, emptor petere potest, ut area quæ superest sibi, à venditore tradatur<sup>d</sup>.* Ce nonobstāt par sentence dudit Seneschall la vefue perdit sa cause, lesdits heritiers la gaignerent, & sans despēs:

Ce qu'à bon droict seroit interuenue, car quelques opinions contraires ou diuerſes qui puissent en la questiō estre ramassees d'un costé & d'autre, s'en vont estre resolues par vne distinction que les plus oculez y auroiēt apportees: sçauoir que où il est question du droict, qui concerne la chose mesme & propriété d'icelle, ou bien du droict qui regarde la superficie tant seulemēt, ou comme la face d'icelle avec la commodité d'en vſer & exploieter: s'il est different d'une vendition, d'un engagemēt, d'un emphyteose, & autres pareils ou semblables cōtracts, ils regardent seulement la chose mesme, & cōsistent enuers icelle, & la propriété du fonds qui y est leur appartient, tellement que par consequent en ce sol demeurant ainsi qu'il est resté encores vne partie, & comme fondemēt de la chose mesme pour le regard de laquelle demeure & s'arreste l'effet & la force de l'obligation: mais lors qu'il est question non de la propriété, mais seulemēt de l'vſage & exploiēt de la susdite chose, il faudra autrement conclurre, pour autant qu'on ne pourroit nier la cōmodité de l'habitation & vſage de la raison consister seulement en la superficie, & nullemēt au sol & fondement

dement d'icelle: qu'est la raison pour laquelle nous lisons la maison bruslee ou autrement ruinee, tant l'usufruit qu'habitation d'icelle s'en aller à va l'eau ; *adeo ut nec in area quidem, & cements ususfructus remaneat* ; ainsi qu'a esté dit dessus, le sieur Robert<sup>a</sup> docteur Aduocat de Paris en auroit plus ample-  
ment discouru en son liure des choses iugees, & fait recit d'un arrest du Parlement de Paris du 24. d'Auril 1584. où nous renuoyons les lecteurs pour en lire & apprendre d'auantage, dirons icy seulement que feu Papon en auroit allegué vn autre arrest en effect semblable dans son dit recueil, auparavant, comme il est vray semblable du susdit, combien qu'il y soit rapporté sans date, & auquel il y auoit autre circonstance, parce que ladicte veufue ou autre de sa qualité y alleguoit, que le tout n'estoit point bruslé, mais qu'il estoit demeuré vn celier & vn puy exempts de feu outre la place & sol où estoit la maison : ayant à ceste occasion esté dict que du celier & du puis le reuechu seroit estimé à certaine somme, qui seroit annuellement payee à la veufue pour son douaire & usufruit, & quant au reste deboutee : & voila comment ladicte Cour s'en seroit despechee, & la nostre aussi conformément à icelle, au rapport dudit feu sieur Berail au mois d'Aoust 1570.

<sup>a</sup> lib. 4. Reu<sup>o</sup>  
indicatarum  
cap. 8.

• C H A P. XXXIX.

- 1 Obligation solidaire cū entre autres clauses y est sans diuision.
- 2 Si prenant de l'argent d'un des obligez solidairement & pour sa part seulement sans autre clause ny declaration, le creancier est censé renoncer pour les autres obligez à ladicte obligation solidaire.
- 3 Raison. & fondemens pour l'affirmative.
- 4 Autres raisons & fondemens meilleurs pour la negative,
- 5 Pour laquelle fut iugé par arrest de ladicte Cour à Tholose en confirmant la sentence dudit Juge ordinaire, qui l'auoit ainsi ordonné.

6 Arrest semblable de la Cour de Parlement à Paris.

7 Autre & semblable arrest de la mesme Cour à Paris avec la remarque sur ce faicte par le Caron.

**V**N marchand de Lymoges preste à cause de prest & compte finy fait à trois marchands de saint Cere en Quercy & où nous escriuons cecy, la somme de trois cens liures tournois, lesquels s'obligent enuers luy solidairement & sans diuision de debte à certains termes par eux conuenus & accordez, & ce en l'an 1557. Lesquels termes dès long temps passez, le marchand creancier enuoye son facteur & agent qui prend d'un des debiteurs cent liures pour la troisieme partie du debte, la quictance d'iceluy facteur nommément portant qu'il prenoit ladicte somme pour luy faire plaisir, & pour le gratifier d'autant, sans autre retention ny reservation: il vient à quelque temps après à poursuiure deux cens liures de reste contre vn des autres deux obligez iusques à faire saisie & execution sur les biens d'iceluy, lequel offre payer cent liures de sa part, le paiement auparauint receu pour vn tiers de son compagnon qui l'auoit payé, ayant induicte vne diuision de debte entre les debiteurs, pour vn respect esgal de tous, surquoy le procez introduict pardeuant le iuge ordinaire dudit saint Cere, par sentence il condamne le debiteur poursuiuy à payer ladicte somme de deux cens liures, restante dans vn mois sauf ses actions contre son autre compagnon debiteur, autrement à faute de ce faire que l'execution contre luy faicte seroit continuee avec despens de laquelle sentence appel releué au Seneschal au siege de Martel, il y a quelques appoinctemens donnez en la matiere, desquels est releué appel par ledict marchand demandeur en la Cour, où le procez porté & conclud comme en procès par escrit fut douté, *an vno ex correis ad partibus sue solutionem admissio, debiti diuisio aliorum respectu induceretur.* Pour l'affirmatiue & contre la sentence dudit iuge faisoit grâdemment qu'au commencement il apparoiſſoit auoir esté trois debiteurs solidaires, mais que l'humanité du creancier, ou plustost courtoisie d'iceluy, par laquelle il auroit deliuré de

L'obligation par le payement receu celuy, qui le luy auoit fait, & par meſme iugement fait la loy au reſte de l'obligation, *ut*

*aquo iure, ceteri conuenirentur, & taciti pacti exceptione tuti fuiſ-* a Argum. l. 1. C. de pact. b l. f. C. de duob. reis.

*ſent*<sup>a</sup>. A quoy eſtoit reſpōdu & à autres raiſons en deſpēdans,

que ce qu'eſt dit, *inter correos, vnius factum ceteris quicque pro*

4 deſſe, <sup>b</sup> auoit lieu *in ijs quæ ad obligationis ipſius ſubſtantiã ſpectat, nō autē in ijs, quæ ad perſonas correorum, aut debitores ſingulos parti-* c l. ſi vnius. §. ante omnia D. de pact.

nent. S'il eſtoit queſtiō de cōſeruer, perimer, ou preſcrire l'o-

gation, tant que vous voudrez : mais ſi quelque choſe a eſté

procuree ou faite en faueur de grace ſpeciale d'vn des conde-

biteurs, cela nē ſe peut rapporter aux autres : *ante omnia enim*

*animaduertendum eſt, (inquit Paulus) c ne conuentio in alia re facta*

*aut cum alia perſonā, in alia re, aliaue perſona noceat.* La reigle vul- d l. ſi debitor §. 1. D. quib. mod. vel hy-poſol.

gaire y eſt de droict, *actus agentium ultra eorum intentionem ni-*

*hil operari*: ſingulierement en ce fait eſtant expreſſemēt decla-

rē par la quittance du payement fait au tiers, que c'eſtoit pour

le gratifier qu'il prenoit de luy ſeulement ſa part, qui fait que

tout ainſi, que qui *ſalua pignoris ſui cauſa, contractui accedit, ſibi*

*non præiudicat,* <sup>d</sup> *ſic etiam expreſſa hac ſingularis gratificationis re-*

*ſtatio, impedit ne vnius liberatio creditori, quo ad ceteros, obſit: nihil*

*enim iniquius eſſet, quàm ſi vnius correorum electione, vel ſingulari*

*liberationis beneficio, ceteris, de quibus actum non eſt, prærogatiua*

*vlla, vel ius, aut commodum aliquot acquireretur.* Et ainſi fut iugé

par ladite Cour en l'ā 1559. à la première d'Enqueſtes en met-

5 tant l'appellation & ce dont auoit eſté appellé dudit Senef-

chal au neant, & euoquant l'instance, confirmant la ſentence

dudit Iuge, & ordonnant que ce dōt auoit eſté de luy appellé,

fortiroit effect avec deſpens en l'hypothèſe, attendu la decla-

ration & proteſtation faite en ladite quittance, ladite Cour

n'y ayant trouué grand'difficulté: depuis aurions trouué pa-

reil & ſemblable arreſt en effect de la Cour de Parlement de

Paris du 25. May 1584. diſcours & raiſonné par ledit ſieur

6 Robert és lieux à la marge cotez e, où nous renuoyons e liu. 4. des ch. ofes iuges art. 7.

ceux qui auront deſir de le voir. Nous nediſſimulerons pareil-

lement auoir trouué és Reſpōſes du ſieur de Caron la deciſiō

7 de pareille & ſemblable queſtion, qu'il confirme par autre

atreſt de ladite Cour de Parlement à Paris du 27. Nouembre

1570. <sup>f</sup> en remarquant nommement qu'en la quittance eſcrite au f lib. 4. cap. 24.



a l. si credito-  
res C. de  
pact.

dos de l'obligation y auoit seulement reception de la somme: laquelle montoit la cottité de celuy qui la payoit purement & simplement sans autre chose, n'y estant point dit que ladicte somme fut receuë pour la part de celuy qui en faisoit ledit payement, qu'il dit estre la vraye interpretation de la loy par luy alleguëe & à la marge cotee<sup>a</sup>.

---

CH AP XL.

- 1 *Fait & narrative d'iceluy.*
- 2 *Requête des creanciers à ce que leur debiteur eust à demander & pour suiure la legitime à luy due es biens de sa feue mere, autrement, à défaut de ce leur fut permis pour & en deduction de ce que leur estoit deu, la saisir & faire prendre par execution comme des biens de leur dit debiteur.*
- 3 *Defences à ladicte requête des enfans dudit debiteur, ne-pueux & heritiers vniuersels de leur ayeulle, mere à iceluy debiteur.*
- 4 *Les creanciers n'impugnent autrement le testament de la mere dudit debiteur, mais ils accusent la fraude d'iceluy, avec la responce qu'à ce desdits enfans defendeurs*
- 5 *Arrest de ladicte Cour à Tholose, par lequel auroit esté dit que ledit fils dumanderoit ladicte legitime, ou biẽ que les creanciers estoient subrogez pour la demander, & en pour suiure saisie & execution sur icelle, en payement de ce que leur estoit deu par ledit fils, & iceluy appellé.*
- 6 *Arrest pareil & semblable prononcé iudiciellement de ladicte Cour à Paris, nonobstant autre & cõtraire arrest de la mesme Cour auparauãt par icelle donnẽ contre les creanciers, & en faueur des enfans du sieur de Theligny.*

**I** NE bonne femme vefue de Narbonne ayant  
assez biē de quoy, & vn fils qui deuoit beaucoup &  
aux vns & aux autres, venant à ses derniers iours  
& craignant, comme il estoit vray-semblable, la  
distraktion & alienation de ses biens au profit des creanciers  
de sondit fils, par testament fait ses heritiers vniuersels &  
generaux deux petits nepueux qu'elle auoit de sondit fils,  
auquel elle laisse dix escus pour droit d'institution & here-  
ditaire portion, à la charge de ne demander autre chose en  
sesdits biens; icelle decedee en cest<sup>2</sup> volontés les creanciers  
presentent requeste au Seneschal, à ce que ledit fils leur de-  
biteur eust à demander & pourſuiure la legitime à luy deuē  
2<sup>2</sup> es biens de ladite vefue sa mere, où à defaut de ce qu'il leur  
fut permis pour & en deduction de ce que leur estoit deu, la  
saisir & faire prendre par execution comme des biens de leur-  
dit debiteur. A quoy par lesdits nepueux heritiers appelez  
estoit dit, que bien qu'à leur dit pere fut loisible pourſuiure  
& demander la legitime, qui reuiendroit attendu qu'il estoit  
3<sup>3</sup> vnique à la troisieme partie des biens: mais qu'à autres que  
luy qui ne s'en plaignoit point, moins en faisoit instance, il  
n'estoit permis & moins pouuoient de droit reuoker en  
doute la volonté de la defuncte, ſuiuant laquelle ils oſtroient  
conſigner les dix escus par elle audit leur pere en sondit testa-  
ment laissez: & sur ce lesdits creanciers se plaignoient, que  
par inuenaions & fraudes clandestines & domestiques, il  
n'y auoit rien qui ne peust estre feint, conuié & dissimu-  
lé<sup>4</sup>. La collusion de leur debiteur estant icy apparente,  
ayant pour frustrer ses creanciers & fauoriser ses enfans, re-  
cuse demander & pourſuiure la legitime à luy deuē, & que  
4<sup>4</sup> lesdits enfans mesmes luy accordent, & quāt à eux ils n'impu-  
gnent point autrement ledit testament de sadite mere, mais  
ils accusent la fraude de leur debiteur, qui luy auant obligez  
tous & chacuns ses biens presens & aduenir, laisse à present  
pour les tromper à demander sadite legitime, en laquelle il  
est mesme saisi dès le decez de sadite mere par la coustume  
generale de France, que les praticiens appellent, Le mort  
saisit le vif. Mais à ce repliquoient lesdits nepueux, que la  
prouidence de leur ayeulle auoit esté si grāde en leur faueur,

qu'elle ne pouuoit estre reprise ny entachee de fraude enuers aucun de ses creanciers qu'elle n'auoit point, aux autres auxquels n'estoit aucunement obligee n'en ayant peu faire aucune, par consequent ayant eu en recommandatiō sesdits petits nepueux apres son decez, & à ce qu'ils ne fussent disetteux & miserables, au moyē de la folle prodigualité de leur pere, leur auroit voulu nommément reseruer ses biens aux fins d'oster les moyens ausdits creanciers de sondit fils de les emporter, sans ce que ceste volonté puisse estre dite ny aucunement pretendue approcher de fraude ou dol aucun: car de quoy se peuuent plaindre à present lesdits creanciers; car ou bien ils ont presté à leur debiteur en contemplation de l'heritage de ladite mere à luy aduenir, & en cela ils se monstrent n'auoir pas esté fort sages, ayant pensé leurdit debiteur auoir peu obliger les biens de ladite sa mere, esquels il n'auoit encores aucun droit, voire ils seroient de droit autrement punissables, ayant induit & poussé vn fils de famille à penser tant soit peu à l'heredité de sa mere encores viuante, estant cela de mesme chose, qu'auroit donné occasion & suppedité la cause du Senatusconsulte Mac edonien: & si lesdits creanciers n'auoient eu esgard à ce, mais de prester à credit à leur debiteur sous l'obligation & assurance des biens seulement qu'il tenoit & possedoit au temps des obligations par luy contractees enuers eux, il n'y peut estre trouué fraude aucune & moins diminution d'assurances ny des biens. Sur ceste question & differēt la cause deuolue en la Cour par appel de certains appointemens dudit Seneschal, de la cause instruite en icelle, parties ouyes pour estre iugee, apres auoir dit droit sur les appellatiōs par arrest d'icelledite Cour à Tholose au rapport de feu monsieur Caumels en la seconde Chambre d'Enquestes en l'ēn 1579. il est dit, que ledit fils demanderoit sa legitime, ou bien que les creanciers estoient subrogez pour la demander & en poursuiure saisie & execution sur icelle, en payement de ce qui leur estoit deu par ledit fils & iceluy appellé, & ce nonobstant vn arrest solennel qu'on alleguoit de la Cour de Parlement de Paris, confirmatif d'une donation de tous biens faite aux neueux comme dessus, enfā du sieur de Theligny du mois de Decembre 1561.<sup>a</sup> Depuis la mesme

<sup>a</sup> Nicoll.  
Vall. de reb.  
dubij.

Cour s'estant retractee & ayant donné mesme arrest que ladi-  
te Cour à Tholose prononcé en robes rouges le Mardy a-  
uant Pasques mil cinq cens quatre-vingts neuf, où il se faut par  
cōsequent arrester comme lesdits arrests assiste de toute droi-  
cture de Iustice, tout ainsi qu'on trouuera & pourra lire au li-  
ure des choses iugees dudit Robert, duquel nous aurions sous  
son credit emprunté vne bonne partie des raisons & fonde-  
mens que dessus <sup>2</sup>.

liu. 3. chap.  
12. à la fin.

CHAP. XLI.

- 1 Prestre accusé deuant son Official, relaxé avec despens,  
dommages & interests.
- 2 Les mœurs & coustumes de la France ne permettent  
point le Iuge Ecclesiastique cognoistre d'autres causes que  
des purement spirituelles, ou appartenans aux Sacremēs.
- 3 Responces dudit Prestre aux griefs de partie.
- 4 Arrest de ladite Cour de Tholose, par lequel auroit esté  
dit qu'il auroit esté abusiuemēt iugé par ledit Official en ce  
que cōcernoit la cōdānatiō desdits dōmages & interests.
- 5 Ce que depuis en mesme hypothese ladite Cour de Parle-  
mēt à Paris auroit suiuy par autres quatre arrests d'ice-  
le amenez.

**V**N Prestre de Quērcy est accusé par vn laye deuant  
l'Official de Cahors, lequel par sa sentence absout  
ledict Prestre & condamne celuy qui n'estoit pas  
Prestre & s'estoit rendu instigant es dommages & interests,  
liquidez à trente escus & par corps, dont le condamné appel-  
le comme d'abus en la Cour, soustenant son appel, que  
quoy que ce fust, qu'on peust rapporter du droit Canonique,  
comme quand il y est decisi, *lute super fœdere matrimony mota in  
consequentiam questionis principalis, ipsam dotis restitutionē cete-  
raque alia in Ecclesiastico foro peti & adiudicari debere* : estant tou-  
tesfois quant à nous du Droit dont vsons autrement gardé &  
entretenu, le Iuge Ecclesiastique ne pouuant cognoistre

d'autres choses que des purement spirituelles, ou appartenā aux Sacrements: car autrement des choses seculieres, commerces, negotiations, & trafiques ledit iuge Ecclesiastique n'a aucune Cour, Jurisdiction ny cognoissance, *et ita diu/sum cum Ioue imperium Caesar habere mereatur* Parquoy par les arrests & droit dont nous vsons, on est venu iusques là qu'ēs choses qui ont diuers droits & cognoissances, le Iuge competent de la cause principale soit incompetent & ne puisse cognoistre de l'accessoire: ainsi bien qu'en matiere de mariage, ores que la question de l'estat & capacité d'iceluy y soit intrinsequement contenue, & que de la legitime continuation & iugement de l'estat, le droit de la succession contentieuse despende: toutesfois celuy qui cognoist & est competent de la cause de mariage, ne peut cognoistre & est incompetent de la cause de la succession, par ce que *diuersi fori cognitio est*<sup>a</sup>. Et par mesme raison, combien que l'Official de l'Euesque peut cognoistre de l'absolution du crime ce neantmoins apres l'absolution d'iceluy, restoit la seule question des dommages & interets purement ciuile & nullement spirituelle: A quoy estoit respondu par ledit Prestre appelle, qu'il n'y a nul inconuenient, si le Iuge competent du principal cognoist & est cōpetant de l'accessoire: car ainsi le Iuge criminel, quād il est question de crimes & malefices, semble pouoir cognoistre des causes ciuiles, si aucunes en la cause viennent incidentes<sup>b</sup>: ainsi qu'au contraire le Iuge ciuil si la criminelle y vient aussi incidemment, pourra d'icelle iuger & cognoistre<sup>c</sup>: dont non sans cause s'esmeruilloit ce saint Pere de l'imprudence de ceeiuge là, 'qui ayant prononcé sentence de diuorce, à cause de la consanguinité des parties, n'auroit toutesfois daigné prononcer aucune chose sur la restitution de la dot<sup>d</sup>: *nam & inter ciuili quoties questio status, de ceptioni bonorum occurrit, nihil prohibet (inquit Alexander Imperator)<sup>e</sup> quo minus apud eum quoque, qui alioquin super causa status cognoscere non possit deceptatio terminetur*. En ceste doncques controuerse celuy qui estoit Iuge du principal, a peu & deu iustement prononcer sur l'incident & accessoire<sup>f</sup>, singulierement pour conseruer son autorité & punir celuy qui calomnieusement & temerairement auoit ainsi deferé vn innoçēt & comme tel relaxé de son

a cap. twā de  
ord. cog. it.

b l. 4. si dicatur.  
D. si. re-  
gnd.  
c l. nullum C.  
de testib.

d cap. de pra-  
dentia de do-  
nat. inter vir.  
& uxor. ex-  
tra.  
e l. quoties C.  
de iudic.  
f Argum. l.  
non distingue-  
mus. §. de li-  
berali. D. de  
arbit. ca. cau-  
sa extra de in-  
qns. resus.



de son accūſation: car quand à ce qu'eſt dit de l'introduction des appels comme d'abus en France, ſeroit & d'importance & de grand' conſequence les admettre & recevoir indiffere-  
 4 remment és choſes de nulle ou petite importance, telle que la ſuſdite, ains les faut rapporter & mettre en vſage comme le *labarum* des Empereurs de Cōſtantinople qu'ils faiſoiēt porter, *non in velitationibus aut leuibus pugnis, ſed magnis in prelijs laborante, atque periculiſſime exercitu*,<sup>a</sup> Sur ce parties au long ouyes par ladiète Cour à Tholoſe, au mois de Mars 1582. auroit eſté dit mal & abuſiuemēt iugé en ce que l'Official auroit eſté cōdā-  
 5 né és dommages & intereſts, & par corps, & pour ce regard les parties renuoyees par deuant le Senefchal, Iuge criminel à Cahors, avec deſpens de l'appel, & l'amende de quatre eſcus. Ce que depuis en meſme hypothèſe ladite Cour de Parlement de P. cis auroit ſuiuy le Samedy vingt ſeptieſme iour de May 1595. au recit dudit ſieur Robert aduocat, qui en diſcours & en  
 6 raiſonne vne autre en matiere ſéblable du 27. Iuillet 1584.<sup>b</sup> du quel ie ne voudrois nyer auoir empruntees quelques raiſons que ie luy rendray de fort bon cœur en ceſt endroiēt, en attendant qu'il puiſſe emprunter de nous pareille ou ſemblable monnoye: de meſme auoir eſté dict par la meſme Cour à Paris le 12. d'Aouſt 1536. auroit rapporté feu Papon en ſon dict  
 7 recueil c & ſon appoſtillateur, vn autre pareil & ſemblable du 6. Ianuier 1581. & encores vn autre pour dommages & intereſts de defloration, du 7. Iuillet 1580. Leſquels tous viennent à confirmer & tenir pour reſoluë par leſdictes Cours ſouueraines la maxime que deſſus, certaine & aſſeuree, pour par les autres Cours ſouueraines de la France n'y eſtre faiēt autrement doute, ny difficulté.

<sup>a</sup> Eufeb. in  
vita Conſta-  
tini & lib. 9.  
hiſt. Eccleſia-  
ſtic. lib. cap. 9  
Nſcep. l. 7.  
hiſt. eccl. cap.  
29. & ca. 30.  
& l. 5. c. 1.  
35. Soxom. li.  
1. cap. 4.

<sup>b</sup> in. 3. liu.  
des choſes  
iugees ca. 5.

<sup>c</sup> de iurisdic-  
tion eccle-  
ſiaſtique ar-  
reſt 4.

CHAP. XLII.

- 1 *Faiēt narré.*
- 2 *Lequel par appel iugeant ladite Cour à Tholoſe en ce que l'Official auroit permise la quotiſation des ſommes dont y eſtoit queſtion ſur les biens tēporels des Preſtres, qu'il y auoit abus, & qu'au ſurplus ſa ſentence ſortiroit effect.*

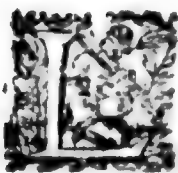
CCCC

donnee. Et au ſurplus que ſa ſentence ſortiroit eſſect & ſans deſpens. Par où il eſt donné à cognoiſtre le iuge d'Egliſe ne pouuoir riẽ ſoit par principal preparatoire, ou autre acceſſoire ſur les biens ſeculiers & temporels des Eccleſiaſtiques meſmes, tout ainſi qu'a eſté plus amplement diſcours cy-deſſus.

---

CHAP. XLIII.

- 1 *Enquoy eſt dit conſiſter l'abus, pour ledit appel comme d'abus que deſſus.*
- 2 *Noſtre S. Pere ne peut par preuention ou concurrence, au preiudice de l'ordinaire ou collateur Patron, conſerer benefices in partibus Regni Francia, & de celles & ſemblables prouiſions eſt receuable l'appellatiõ cõme d'abus.*
- 3 *Comme fut dit par arreſt de ladite Cour à Paris en la cauſe d'un Regaliſte.*
- 4 *Appel du Pape au futur Concile, non receu & moins uſité à preſent en France, & pourquoy.*



Es appellations comme d'abus nous arreſteront encores en ce Chapitre pour dire l'abus eſtre & conſiſter, ſi les prelats ou Iuges d'Egliſe ordonnẽt ou entreprennẽt aucune choſe au preiudice de la Iuriſdiction Royale, ou laye, ou bien contre l'ancienne immunitẽ & libertẽ des ſubieçts du Roy en ce Royaume, cõtre les ordõnances du Roy & arreſts des Cours ſouueraines cõtre les ſainçts Decrets des Conciles, meſmement de celui de Baſle, Canons des Papes & cõſtitutions des Prelats: & encores y'a il abus, ſi les Iuges ou Officiers Royaux ou autres les reçoient, ordonnent, ou entreprennent quelque choſe au preiudice & diminution de la Iuriſdiction Eccleſiaſtique, & de la libertẽ, priuilege, & authoritẽ du Clergẽ, eſquels cas les Cours ſouueraines ont accouſtumẽ de receuoir leſdites appellations cõme d'abus, & nõ autres cõme ſouuent a eſté iugẽ par arreſts meſmes deſdits Parlemens de Paris & Tholoſe, en ceuãt ou reietãt les appellãs qui ne ſe peuuent pour l'abus ad-

a Tit. d'appellation d'abus arrest. 1.

b l'Apostolat dudit Recueil dudit feu Papô sous l'arrest 3. audit titre d'appellation cômme d'abus.

c Titre susdit arrest 4.

dresser ailleurs qu'és Cours souueraines de ce Royaume, ainsi que feu Papon auroit doctement remarqué en sondit Recueil<sup>a</sup>. Par ainsi nostre S. Pere ne peut par preuention, ou cōcurrēce au preiudice de l'ordinaire ou collateur pattō cōferer benefice, *in partibus Regni Frācie*, ainsi qu'il fait *in partibus obedientie*: & de telles ou semblables prouisiōs est receuable l'appellatiō comme d'abus, comme on dit<sup>b</sup> qu'il fut prononcē en la cause d'un regaliste par arrest de Paris le 15. de Iuin 1564. dont s'ensuit que si nostredit saint Pere commet ou attente quelque chose contre les saincts decrets, concordats, ou iurisdiction & cognoissance temporelle, dès long temps & à present le commun remede est d'en appeller comme d'abus: biē que nous trouuons qu'au temps passé on y procedoit d'autre sorte, ainsi que ledit feu Papon auroit notté au lieu que dessus iusques d'autres fois auoir esté appellé en telles ou semblables matieres du Pape au futur Concile, ainsi que fist Philippe Auguste du Pape Innocent troisiēme, qui fauorisoit le Roy d'Angleterre pour le recouurement de Normandie, Vienne, Touraine & l'Vniuersité de Paris auroit appellé de Leon dixiēme au futur Concile: mais ce sont actes des plus grands & plus fauorisés matieres de plus grand' importance, 4 traynans avec eux des consequences irreparables qu'on auroit en ce temps trouué bon arrester par ce moyen, sans le pouuoir tirer en exemple ny autre suite à l'aduenir, singulierement à present où il n'est plus nouuelles de ceste façon de faire, qui ressent à ie ne sçay quoy de mauuaise odeur entre les Catholiques & vrayes Apostoliques & Romains.

### CHAP. XLIII.

- 1 *Encas d'appel comme d'abus, apres les inhibitions en uertu d'iceluy faites l'Euesque & son Official ont les mains liees, ainsi que fut dit par arrests de Paris y amenez.*
- 2 *Pratique ordinaire, pour auoir absolution de lexcommunication des Officiaux.*

**I**N cas d'appel comme d'abus releué en la Cour des procedures de l'Euesque ou son Official, apres les inhibitions faictes on ne doit passer outre, soit par excommunication ou autrement, ayans les fuidits Euesque & son Official, les mains liees <sup>a</sup>: & à ceste raison fut par arrest à Paris de l'an 1394. condamné l'Euesque du Mans à faire deterrer vn homme que son Official auoit excommunié sur pareilles inhibitions, & qui auoit esté mis à raison de ladite excommunication en terre profane; & de le faire absoudre & mettre apres en terre sainte: de mesmes nous auons entendu en auoir esté dit par ladite Cour à Tholose contre l'Archeuesque de Narbonne ou son Official, non qu'autrement en ayons peu rien veoir ny sentir que de l'ouye. Bien lisons-nous audit Recueil dudit feu Papon <sup>b</sup>, vne appellation comme d'abus de l'Official du Puy, ayant fait excessiuelement questionner vn Prestre contre les saincts Canons, Decrets & Conciles, & pour ce regard & autres maluerfations en ce faict, fut déclaré en receuant l'appellation pour ce regard comme d'abus, ledit Official auoir abusé, suiuant les remonstrances de monsieur l'Aduocat du Roy en sa plaidoyerie du 13. Septembre 1548. Et sur ce ie n'oublieray pour lesdites appellations comme d'abus, l'arrest de la Cour de Parlement de Paris du 2. de Iuillet 1494. amené par le mesme Papon <sup>c</sup> audit lieu, par lequel auoit esté iugé qu'un emprisonné à la poursuite d'un autre ne seroit eslargy de la prison où il estoit, que premier il n'eust fait mettre au neant l'excommunication faite à sa requeste contre sondit poursuiuant & rendu à iceluy son absolution, chose dont l'exemple a amené vne pratique ordinaire d'appeller des Officiaux comme abusans par lesdites excommunications de la Iurisdiction spirituelle, & par le relief d'appel faire mettre clause par laquelle est mandé au Iuge lay, que parties ouyes & le fait cogneu, il face absoudre par prouision & à cautelle l'excommunié: & à ceste fin sont contraincts, à sçauoir les lays par prinse de leurs biens & emprisonnement de leurs personnes, & les Clers par saisissement de leur temporel, ce qu'estoit mesmes au ressort de ladite Cour de Parlement à Tholose fort pratiqué & presque ordinaire. Mais depuis ayant cogneu que ceste voye par la

<sup>a</sup> Paul. de  
Castre. in  
rubric. de re  
iudic. à la  
fin.

<sup>b</sup> Tit. fuid.  
arrest 7.

<sup>c</sup> Titre q. u.  
de flus ar-  
rest 5.

chiquanerie des parties en auoit esté faite trop longue, & encores comme mal fondée sur vne simple lettre de relief, l'on s'est aduisé incontinent apres le relief d'appel en presenter requête à la Cour pour à ces fins auoir Commissaire, lequel est aisement obtenu, & par lequel parties sommairement ouyes ou en défaut de l'une d'icelles, l'incident est ioint au principal, & cependant pourueu à l'absolution, ou bien enuoyé au Iuge lay pour la faire faire ainsi qu'il appartient : que semble estre pour ce regard vne voye plus courte & aisee, & à laquelle les Iuges Ecclesiastiques obeiront plus aysément, & plustost, que venant d'autre part & des Iuges lays subalternes, au cas que les Commissaires l'ordonneront ainsi qu'ils ont accoustumé ordinairement de faire.

---

CHAP. XLV.

- 1 *Qui n'a point en deniers, faut qu'il paye & patisse au corps, comment s'entend.*
- 2 *Ce que se fait avec cognoissance de cause, quelque espace de temps passé apres la condamnation, six mois apres pour le moins.*
- 3 *Telles commutations de peines arbitraires, les Cours de Parlement quelques fois les reiettent.*

**I**Out ainsi que les condamnez à cause de prest ou en vertu d'obligation d'autres contracts estants non soluables, contraincts par emprisonnement de leurs personnes, ont recours à la cession miserable des biens, de mesmes ceux qui par crime & malefice commis sont condamnez en quelque amende n'ayants moyen d'icelle payer, & moins s'ayder d'amis & moyens qu'ils ayent, ils ont pour toutes restes ce seul & vniue rsal remede, c'est celuy qu'on dit par lequel qui n'a point en deniers, faut qu'il le paye & patisse au corps. *Qui non habet (dit on) in ere, luat in corpore* : sçauoir que les ainsi condamnez ne pouuans payer l'amende en leurs biens, soient punis pour le payement d'icelle



punition corporelle, au moyen de laquelle & icelle execu-  
 cutee, ils puissent estre eslargis & sortir de prison: il est donc de  
 coustume supplier en cest endroit à defauts de moyens, par  
 2 coups de fouets, ou autre semblable peine, mais c'est avec  
 cognoissance de cause & non pas indifferemment ne tousiours:  
 dont on attend auant que receuoir quelque vn à ce remede  
 extraordinaire, quelque espace de temps apres la condamna-  
 tion, à icelle fin que | cependant le condamné ayant enduré  
 & passé par les ennuis, trauaux & incommoditez de la pri-  
 son, il face penitence comme pleniére du crime & malefice  
 par luy commis & perpetré. Et par ainsi par les arrests des  
 Cours souueraines de ce Royaume l'eschange & commuta-  
 tion qu'on appelle de la peine pecuniaire en la corporelle, le  
 plus souuent n'est receuë, sinon apres les six mois de ladite con-  
 damnation, apres lesquels & quelquesfois l'an entier atten-  
 du n'est refusée communément telle commutation, *vt qui non*  
*habet in ere, luat in corpore*: ainsi que par plusieurs arrests de la-  
 dite Cour de Parlemēt à Paris, entre autres du 12. de Iuin 1593.  
 3 auroit este preiugé, combien qu'en ceste cause il s'agist d'un  
 qui auoit esté condamné pour vn furt & larcin fort qualifié.  
 Toutesfois à ce qu'en dit mōsieur Robert<sup>a</sup>, telles commu-  
 tatiōs de peines sont arbitraires, & la Cour quelquesfois les  
 reiette, & *ex qualitate facti*. deboute ceux qui les demandent  
 comme il dit auoir esté iugé par arrest donné par ladicte Cour  
 le 29. d'Auril 1595. & ainsi nostre dicte Cour à Tholose en fai-  
 re & iuger ordinairement, nous l'aurions appris exerceans  
 nostre charge en la Tournelle singulierement au rapport de  
 feus Messieurs de Ferrier, de Gargas, & de S. Pierre, des plus  
 anciens de ladicte Cour, & mesmes en vn fait suiuant, confor-  
 me à autre & pareil iugé par ladicte Cour de Paris, dont nous  
 traiterons au chapitre suiuant.

a en son li-  
 ure des cho-  
 ses iugees  
 liure 2. cha-  
 pitre 15.

## CHAP. XLII.

- 1 Condamnation de ieuner au pain & à l'eau tous les iours par six sepmaines & les Dimanches d'icelles aller à genoux, la teste nue, avec vn cierge à la main à la grande Messe de saint Sernin à Tholose, est faicte par le Iuge criminel de Tholose, au lieu de commutation de peine.
- 2 Y en ayant eu appel en la Cour audit Tholose reformee par arrest d'icelle, apres plusieurs grandes raisons & fondemens quant à ce y touche.
- 3 Demesmes dit par arrest de Paris y datté.
- 4 Quelque arrest qu'on puisse d'icelle au contraire alleguer & pretendre.

**V**N debteur prisonnier par condamnation d'amende à cause de delict qualifié, auroit présenté requeste au Seneschal Iuge criminel dudit Tholose aux fins qu'attendu sa longue detemption, de laquelle estoit vn an passé, & qu'il n'auoit amis ny moyens pour payer ladicte amende, non pas la plus moindre part d'icelle; estant tous les iours au pain querât, il pleust audit Iuge commuer ladicte amende en peine corporelle. A quoy ledit Iuge inclinât attendu la notoire pauvreté du suppliant le condamne à ieuner au pain & à l'eau tous les iours par six sepmaines, & les Dimanches d'icelles aller à genoux & teste nuë avec vn cierge à la main à la grande Messe qui se diroit & celebreroit à S. Sernin: de laquelle sentence la partie dudit prisonnier & en faueur de qui la condamnation de ladicte amende en seroit ensuiuie, releue appel en la Cour disant que la commutation faicte par ledit Iuge n'estoit peine corporelle ou temporelle, & moins aucune de celles esquelles la commutation se puisse ou doie faire à quoy pour le prisonnier estoit remonstré que sa partie estoit sans interests, ne luy pouuant de rien profiter si demeurant tousiours enfermé dans vne perpetuelle & horrible

horrible prison il est contrainct miserablement avec ennuy & fascherie y finir ses iours n'estant autrement detenu, non pas pour la peine du malefice, mais par ce seulement que deniers luy defaillent. Le sage Salomon auroit constitué contre vn condamné de larcin; *vt deprehensus redderet septuplum at si omnem substantiam domus sue tradat, liberabit se*<sup>a</sup>. L'a-

mende adiugee à partie, si elle se peut prendre & satisfaire de ses biens il ne refusoit point qu'elle ne fut payee, & en-

a Prouerb.  
cap. 6.

cores il estoit content de ieusner comme il a esté ordonné, le ieusne estant peine ecclesiastique & encores corporelle; pourautant qu'entre les peines ecclesiastiques il y en y a des spirituelles, ainsi que l'excommunication; & y en y a aussi des corporelles comme le ieusne: dont nous lisons entre les loix anciennes de Charlemaigne la peine semblable par le

ieusne repetee<sup>b</sup>, *Quot diebus post placitum condictum venisse probatus fuerit, tot diebus abstineat à carne & vino: sic etiam ad hordenū*

b cap. Carol.  
ma. ni. lib. 3.

*4 Vextium*,<sup>c</sup> *sicque Suetonius de Augusto dicebat*<sup>d</sup>, *Cohortes si que tes-*

cap. 69.

c lib. 1. de ro  
malit.

d cap. 2.

*sissent loco, decimatas hordeo paut.* Il n'y a donc rien de nouveau, & inaccoustumé en commuant la peine pecuniaire en corporelle. Si ledit Seneschal auoit cōmandé le ieusne, avec la supplication y adioustee qui equipole à vne amende honorable: car mesme l'Eglise quand elle vient à commander le ieusne, avec mesmes supplications ne l'a accoustumé faire, pour consideration qu'à ce que le corps par telle absolution

*5* fort affligé & vexé vint à s'amaigrir & extenuer; par consequent patir & endurer en soy mesme: au pis aller que quand il n'y auroit à la rigueur commutation de peine, & qu'on n'ait compassion ny aucun esgard à l'extreme pauureté du prisonnier, qui n'a de quoy payer l'amende, en laquelle il auroit esté condamné, que sera-ce autre chose à l'appellant qu'un renouvellement de la cruauté de cest Empereur daquel *Aliud audiebatnr horrendum* (disoit Ammian Marcellin en quelque part<sup>e</sup>) *quod ubi debitorum aliquem egestate obstrictum nihil reddere*

e Lib. 27.

*posse dicebatur, interfici debere pronuntiabat.* A quoy ledit appellant respondoit que la charité & humanité estoit de grande recommandation, mais qu'on s'y trompoit sous couleur & pretexte d'icelle fort aisément: & à ceste occasion Tertu-

DDDD

a in Apolo-  
get.

lian en quelque part disoit les biens de l'Eglise estre des de-  
posts de pieté<sup>a</sup>, *quæ non epulis aut dissolutis conuiuiorum potatio-  
nibus dispensari debent,, sed egenis alendis, & senibus atate domitis  
subleuandis.* Adiouste encores le mesme : *Item naufragis, & si  
qui in insulis vel incustodijs, dumtaxat ex causa dei, scēta alumni  
confessionis sue fiunt.* Dont est ayse à cognoistre l'Eglise n'a-  
uoir eu soing ny cure d'autre captifs, que de ceux qui souste-  
nans viuement la foy & creance Chrestienne, ne refusoient  
souffrir les incommoditez des prisons, ny les ennuys de la cap-  
tiuité, & moins les afflictions & tourmēs du martyre: mais que  
ceux se trompent grandement, qui veulent estendre ceste hu-  
manité & commileration à ceux qui par leurs delicts & male-  
fices mis és prisons, leur procès instruiet & parfaict; par autho-  
rité de iustice auroient esté condamnez. Tout ainsi que l'ap-  
pellé indigne par ce moyen de toute faueur, il n'est pas plus  
que Demosthenes auroit esté, *qui cum multa sibi irrogata satis-*

b Plutar. in  
Demosthene.

*facere non posset, in carcerem detrusus, tandem in carcere euasit, multa  
pecuniaria in exilijs pœnam decreto publico commutata.* <sup>b</sup> Or en ce  
faict icy, au lieu de commutation de peine il n'y a qu'une plei-  
ne absolution d'icelle : car de ieufner ce n'est pas peine  
ciuile, mais, Ecclesiastique, ou bien espee de penitence plu-  
stost que de peine, & laquelle penitence n'a rien de commun  
avec le payement & satisfaction de l'amende dont estoit que-  
stion. Tellement que la reigle que nous auons dit, que qui n'a  
de quoy en biens ou deniers, faut qu'il l'a supplisse sur son corps  
& aux despens d'iceluy, ne veut en ceste partie auoir lieu. A  
quoy se peut rapporter ce que l'Empereur ailleurs disoit,

c l. l. C.

Theodos. qui  
bonis ex l. lu-  
lia cadere pos-  
sunt, lib. 4.  
d l. i. §. gene-  
raliter ff. de  
pœnis.

o placito. sum-  
me apud  
Gall. Cur.  
lib. 1. tit. 3. ar-  
rest 5.

*debitorem, nisi debita quantitati satisfaciat, cogi posse, congrua atque  
dignissima suppliciorum acerbitate, ne scilicet inopia sue confidentia  
fretus, quasi impunitatis illecebra, vel ad bonorum decoctionem, vel  
ad audacius delinquendum inuitetur.* <sup>c</sup> Itaque generaliter placet (in-  
quit Vlpianus <sup>d</sup>) in legibus publicorum iudiciorum, vel priuatorum  
criminum, qui extra ordinem cognoscunt, praefecti, vel praesules, ut eis  
qui pœnam pecuniariam egentes eludunt coercionem extraordinariā  
indicant. Ce que s'entend d'une corporelle castigation, car  
ainsi que disoit feu monsieur du Luc, <sup>e</sup> (*sed quæ so*) *anūmaria  
pœnam, quæ si ex rei facultatibus redigi possit, irroganda est: ad*

*eum genij fraudationem descendere, est ne corpus affiere? est ne eum qui are, (quod dicitur) nequit cogere, ut cogere luat* Esse quidem videri potest. Sed (ut interim omittamus, quod & Canonica est capanna) ita est afficere ut potius reficere sit intelligendum, siue corpus, siue animum spectes. Ille prouue & autorise apres monstrant par les autoritez Grecques de Philon & de Basile le grand, tels ieufnes & abstinences estre des vrays antidotes & preseruatifs pour la santé du corps, & des vrais conseruatifs pour le salut de l'ame; que pourront veoir qui en auront le loisir. Il est besoin donc au fait où nous sommes, d'autre castigation corporelle, que de l'amaigrissement par le ieufne : dont se lit ailleurs dans Seneque<sup>a</sup>, *de corio Castij satisfecit*, & dans Plaute,<sup>b</sup> & Ciceroni, *ut oportuit, collo rem solutam iam omnibus*, & outre ce qu'Ulpian auroit ailleurs respondu<sup>c</sup>, est notable ce que Cassiodore<sup>d</sup> auroit dit, *aut decem librarum auri dispendio feriat, aut si facultas vindictæ non sufficit, per fustuaria supplicia laceretur, & reddat debitum panis, quod non potuit compensare pecunijs*; & le mesme ailleurs<sup>e</sup> *iriginta librarum auri mulctæ feriat, quod si ad hoc damnum idoneus non potuerit inueniri, corporaliter supplicio pœnam luat, qui non potuerit in (supradicta percussione) sufficere*. Il est du tout seulement permis au Iuge de moderer & téperer la seuerité de la condemnation, & non pas d'entièrement luy pardonner & remettre la peine, ce que seroit fait icy, si au moyen du ieufne & quelque legere ceremonie fort briefue & aisée à ordōner, il venoit à eslargir ledit appellé prisonnier sans autre plus pleniére satisfaction ou griefue castigation : ce qui fut preiugé par arrest l'an 1589. par lequel ladite Cour à Tholose auroit mis l'appellation, & ce dont auroit esté appellé au neant, & reformant le iugement n'y auoir lieu de la commutation ordonnée, renuoyant au surplus la cause & parties pardeuant ledit Seneschal, autre que celui dont auoit esté appellé pour faire droit sur ladite commutation, ainsi qu'il appartiendroit, sans despens. Et pour cause de mesmes en effect auoit esté dit par arrest du Parlement de Paris du quatorziesme Ianuier 1586. rapporté par Robert en son liure des choses iugees<sup>f</sup>, dont vne partie & autoritez que dessus auroient esté prises, que serions marris<sup>2</sup>.

DDD dd ij

<sup>a</sup> in sua for.  
<sup>b</sup> in Pænulo.  
<sup>c</sup> circa si.  
<sup>d</sup> l. si quis iniuriæ ff. de iniur.  
<sup>e</sup> lib. 9. v. a. viarum Epist. 2.  
<sup>f</sup> lib. 10. v. a. riarum Epist. 28.

<sup>f</sup> cap. 15. lib.



ne les luy rendre, comme faisons icy de bon cœur nous ayant soulagez d'autant de peine & trauail, bien que longs temps auparauāt le dit sieur du Luc eust rapporté par l'arrest de la mesme susdite Cour de Parlement à Paris qu'il datte du mois de Mars 1427. auoir esté dit en pareille requeste d'un prisonnier: *reum scilicet antequam bonis cederet, custodia non esse liberandum*: par ainsi fut par ladite Cour reiettee ceste sentēce vulgaire, *Qui non habet in .ere, luat in corpore*. Mais sçauons de bonne part toutesfois qu'avec cognoissance de cause elle auroit esté par ladite Cour pratiquée, comme il faut & appartient, & que après la nostre dudiēt Tholose en auroit faict & pourueu de mesmes avec toute la discretion humaine qu'il est besoin, comme nous auons veu & assisté souuent pour lors de nostre exercice en la Tournelle avec des gēs sçauans, & experimenter, s'il y en auoit en toute la cōpagnie, à la plus part desquels desia morts Dieu vueille faire mercy.

---

#### CHAP. XLVII.

- 1 Si le seigneur peut demander à l'acheteur autres droiēt's Seigneuriaux que de son acquisition.
- 2 Aucuns auroient estimé que non.
- 3 Les autres au contraire, & pour l'affirmatiue en venāt hypothecairement, en cedant par le seigneur ses aētions.
- 4 Dont est procedé ce que pour ce regard est dit se garder au pays de Poictou, sçauoir de contraindre le possesseur à luy payer le tout: & de mesmes la pratique du ressort du Parlement de Tholose, en ce que concerne la voye hypothecaire, pour laquelle le sieur est reccu à poursuiure & demander tous devoirs à luy deuz, tant par le tenancier que ses predecesseurs & aucteurs.



**S**UR ceste question si le seigneur peut demander à l'acheteur autres droicts Seigneuriaux que de son acquisition, a esté par ceux qui en auroient parlé, traité & decisi diuersément, les vns s'arrestans au droit Parisien, par lequel les ventes & amendes se poursuivent par action seulement, <sup>a</sup> qui pour par ce moyen tels droicts estre tenus & repetez pour personnels, auroient estimé ne pouuoir estre demâdez par ledit sieur autres que de son acquisition audit nouveau acquereur, qui est singulier successeur <sup>b</sup>. Ce qu'ils auroient nommement tenu & iugé, leur iugement acquiescé pour vn acheteur par decret de iustice n'estant autrement astraint payer au seigneur autres droicts que ceux qu'il pourroit deuoir à cause de son acquisition, à quoy s'accordent du Moulin & autres praticiens <sup>c</sup>, mais ils estiment (& c'est l'opinion des autres) qu'il peut estre contraint hypothecairement à payer les lots & ventes deuz par son autheur & predecesseur, les vns y adioustent en luy cedant par le seigneur ses actions, les autres ne se contentans de la simple affirmatiue, sauf à l'acquireur se pouruoir ainsi & comme il appartiendra. Ceux de ceste opinion ayans estimé que le seigneur pouuoit faire proceder par voye de saisie & arrest sur l'heritage vendu, estant en sa sensue pour les lots & ventes comme pour les arrerages des cens qui luy sont deuz par ce qu'il ya vne mesme raison: car tout ainsi que le seigneur feodal peut faire saisir le fief tenu de luy pour deuoirs deuz & nõ payez; le censier & roturier le peut faire aussi pour son regard, à cause qu'il est vray sieur du fonds: enquoy gist la responce qui peut estre faicte à ceux <sup>d</sup> qui ne sont de ceste opinion, & taschent d'introduire difference en cest endroit entre les fiefs & rotures, où à bien examiner de pres la matiere, on n'en scauroit trouuer de pertinente pour ce regard. Dont est procedé ce que le mesme sieur Tiraquel <sup>e</sup> dit estre obserué au pays de Poictou, scauoir le seigneur contraindre le possesseur de luy payer le tout, & pareillement la pratique qu'on garde en ce ressort qui est où l'on se pouruoit par actiõ, <sup>e</sup> pouuoir seulement pretendre par ledit sieur les deuoirs à luy deuz par l'acquisition seulement de celuy qu'il conuient, & si autrement par saisie & hypothecairement ledit sieur receu.

<sup>a</sup> Art. 3. des  
coustumes  
de Paris.

<sup>b</sup> Charondas sur lesdites coustumes art. 73. en ses Responf. liur. 3. chap. 11.

<sup>c</sup> Charondas au lieu que dessus Tiraquellus traicté de rerar. ii. gnager. §. 19. Glo. 2. num. 8. qui inter alias citat Guid. Pap. Consil. 46.

<sup>d</sup> audit Charondas sur lesdites 73. article desdites coustumes

<sup>e</sup> Au fufdit lieu. §. 29

à luy demander & pourfuyure ou il s'opposera, tous autres deuoirs à luy deuz par ses auteurs & predecesseurs, & c'est ce que le vulgaire des praticiens en ce ressort appelle voye de faisie & hypothèque : car aussi à la verité elle y est, & par laquelle tous droicts & deuoirs deuz sont & doiuent estre representez audit sieur, quelque ordonnance qu'on puisse alleguer au contraire : & ainsi nommement fut iugé à nostre rapport au procès de Valette seigneur de Iustraret, contre le sieur Doniens en ladite seconde Chambre d'Enquestes : dont de l'arrest contenant autres & plusieurs chefs, nous aurions fait mention cy dessus en quelque part de nos liures premiers precedents.

---

CHAP. XLVIII.

- 1 *Droit d'aubeine appartient au Roy seul, & pourquoy.*
- 2 *N'a lieu en Languedoc par priuileges & exemptions de la Maiesté du Roy.*
- 3 *Ny ausse par mesmes priuileges en la Vicomté de Turenne, & cōfirmez & approuuez par la Maiesté à present regnant.*

**I**L est en plusieurs endroicts fait mention du droit d'aubeine, qui n'appartient aucunement au haut iusticier, ains au Roy seul, priuatiuement à tous les sieurs<sup>1</sup> hauts iusticiers de ce Royaume, en sorte que si vn estranger demurant en France decede au Royaume, tous les biens, tant meubles qu'immeubles demeurez par son trespas appartiennent au Roy, encores que tous lesdits biens soient situez au dedans de la haute Iustice d'un seigneur subalterne, que le defunct ait demeuré au dedans de la haute Iustice dudit sieur par long espace de temps, & qu'il y soit decedé, & ce pour autant que le Roy, comme Bacquet auroit doctement discouru,<sup>a</sup> se seroit reserué le droit d'aubeine comme souverain, regal, & honotifique sur tous les Pairs, Ducs, Marquis, Comtes, Barons & Iusticiers de son Royaume, & ce deslors

<sup>a</sup> en son s.  
traité des  
droits du  
domaine  
de la Cou-  
ronne de  
France,  
chap. 22.

de la creation desdits Pairs, Ducs, Marquis, Comptes, & Barons: comme ce droit estant vn des fleurons de sa Couronne; tout ainsi que le droit de regale, ainsi que ledit Baquet au lieu à la marge, atteste nommément estre porté par mots expresés deuxiesme, quatriesme, & neuuesme articles de l'extraict du Greffe de la Chambre des Comtes, transcrit au 3.  
 Chapitre du droit d'aubeine, par ledit Baquet mis en lumiere: il en discourt amplement les raisons, entre les loix du droit commun à la marge cottees, <sup>a</sup> & les auteurs & Interpretes du droit qui en auroient escrit, lesquels disent que *Rex Francie bona extraneorum occupat per aubanam, vel iure Albinagij siue Albinatus* <sup>b</sup>: non content de ce il en amene plusieurs & diuers arrests avec leurs raisons & fondemens, partie d'iceux assemblez par feu Papon en sondit Recueil, où ils pourront estre veu sà loisir: sur lesquels ne nous arresterons dauantage, pour aduertir icy les lecteurs, tel & semblable <sup>b</sup> droit d'Aubeine n'auoir lieu en Languedoc: & ainsi auroit esté iugé es derniers temps par ladite Cour à Tholose au mois de Septembre 1580. en faueur d'un nommé Guiraudet, contre le Procureur General du Roy à nostre rapport, où la matiere fut bien & copieusement examinée, & sur tout ladite exemption suffisamment & authentiquement prouuee, verifiée & autorisée par priuileges, lettres & panchartes de la Majesté de nos Rois, laquelle comme elle ait gratifié ledit pays de telle & semblable exemption, le sieur Duc de Bouillon Mareschal de France & Viscomte de Turenne pretend auoir esté gratifié & honoré entre autres beaux Priuileges, qu'il a & dont il iouyst à occasion & dans sondit Viscomté, dudict droit d'Aubeine, duquel il en auroit obtenu confirmation & approbation par la Majesté à present regnant: & es derniers temps par plusieurs & diuers arrests, tant de la Cour de Parlement de Paris que dudict Tholose & Bordeaux: qui sera assez pour se regard. Nous iurons au demeurant.

<sup>a</sup> in l. *Diuus*  
 & l. *sed* & *se*  
 accepto *usu*  
 roge ff. de *iur*  
 re *ff. l. unica*  
 non licere *ha*  
 bit ante *Me*  
*tro. bo. sua ad*  
*ext. transf.*  
*lib. 11. l. 1. G.*  
*de hered. Inst*  
*b Guil. Bene*  
*dict. in cap.*  
*Rainutius su*  
*per verbo* &  
*uxorem no*  
*mine Adela*  
*siam, num.*  
*1402. Boer.*  
*in decif. De*  
*cif. 13. Chaf*  
*san. tit. des*  
*confisca*  
*tions. §. 15*  
*Firm. Cona*  
*nus lib. 9. cap.*  
*qui testa. fa*  
*ce. poss.*

## CHAP. XLIX.

- 1 Droit de Bastardise appartenant aux hauts iusticiers trois cas concurrens ensemble.
- 2 Vn des quels defaillant les biens du feu bastard appartiennent entierement au Roy.
- 3 Bastards peuuent faire testament aussi librement & assurement que ceux qui sont ne en loyal mariage, le Roy quand ils ont enfans & ont disposé de leurs biens n'y pouuant rien pretendre
- 4 Enfans naturels seulement ne succedent point à leur pere bastard, comme est l'usage de France que le bastard ne succede ny à pere ny à mere ny à autres parents, ainsi qu'iceux pere & mere & autres parens neluy peuuent succeder.
- 5 Arrest quant à ce de ladiete Cour de Parlement à Tholose.
- 6 Arrest de Paris au contraire allegué, au plus pres discouru & examiné.
- 7 Conciliation & accord desdicts deux arrests.



Ombien que ledit droit d'aubeine n'appartienne aucunement & ordinairement aux sieurs hauts iusticiers, ains au Roy seul, ou à ceux à qui il a esté octroyé de grace speciale, pleine puissance & autorité Royale par sa majesté: ce neantmoins on a receu en France que le droit de bastardise appartient ausdits sieurs hauts iusticiers, trois cas concurrens ensemble, la naissance du bastard en leur terre, sa demeure & residence, & pour le troisieme son decez: car alors ses trois cas concurrens & le bastard decedant intestat sans heritiers procreez de son corps & loyal mariage, le haut iusticier se peut vendiquer les biens tant



- tant meubles qu'immeubles, delaissez par le trespas du bastard, ceux toutesfois qui seront au dedans des fins, limites & enclaves de sa haute iustice. Et defaillant vn des susdicts trois cas, les biens que ledit bastard aura ainsi delaissez par son decez
- 2 appartiennent entierement au Roy, tant meubles qu'immeubles, en quelques hautes iustices qu'ils soient assis, & puissent estre trouuez. Et ce suiuant vne ancienne ordonnance enregistree au greffe de la iustice du thresor, & ce qu'est contenu au grand Coustumier de France & instruction de pratique, au titre des droicts appartenants au Roy, article dernier, dont fait mention Bacquet en sondict traicté des droicts de la couronne de France<sup>a</sup>: & pose que tous lesdits biens demeurent par le decez du defunct bastard ne soient situez en la
- 3 doctement remonstré<sup>a</sup>. Dont vient à estre colligé que les bastards peuuent faire testament aussi librement & assurement que ceux qui sont naiz en loyal mariage, le Roy en deux cas, à sçauoir quand ils ont enfans, & ont disposé de leurs biens, n'y pouuant rien pretendre, ainsi qu'auoir esté iugé par arrests de la Cour du Parlement de Paris, auroit rapporté feu Papon en son dit recueil<sup>c</sup>: & de vray ne se trouuent les bastards au nombre de ceux qui sont intestables,<sup>d</sup> & audiſt bastard non naturalisé succedent ses enfans nez en loyal mariage, comme semblablement il succede à ses enfans naturels & legitimes; & s'ils sont naturels seulement, il ne luy succedent point, attestant dit Bacquet, <sup>e</sup> par l'vsance de France le bastard ne succeder ny à pere, ny à mere, ny à aucuns parents, comme les pere & mere & parents du bastard ne luy peuuent succeder, ainsi qu'il est amplement desduict par le mesme Bacquet, és sixiesme & huiſtiesme chapitres du droit de bastardise. Ce que la cour de Parlement de Tholose auroit nommement preiugé en la personne d'vne nommee Marie Maillet, fille bastarde de Claudine du pré, laquelle insti-

<sup>a</sup> Chap. 23.

<sup>b</sup> chap. 80.

<sup>c</sup> tit des succ.  
cess. des bastards.  
arr. 5.  
<sup>d</sup> ex gloss. §.  
si. quib. non  
est perm. fac.  
re j. inst.  
<sup>e</sup> au mesme  
lieu que des  
sus. m. fin.

E. E. E. e

tuee heritiere vniuerselle par testament de ladicte sa fille s'adresse à celuy qui auoit faict la constitution, qui estoit le frere du pere de ladicte bastarde, d'autant que de la dot constituee n'auoit rien esté payé; lequel frere faict refus, & là dessus ladicte Cour à Tholose par son arrest du 21. d'Auril 1581. ordonne que Iacques Maillet frere bastard de ladicte testatrice bastarde sera appellé; & y estant apres interuenu, soustient qu'il doit estre maintenu es biens delaissez par ladicte sœur, comme auroit esté iugé par ladicte Cour, à la forclusion de ladicte mere le 29. de Iuin 1583. au rapport de feu Monsieur de Massas; au contraire duquel par argument prins des correlatifs, sembleroit que la Cour de Parlement de Paris par arrest prononcé en robes rouges le 27. de Mars 1584. auroit 6  
 déclaré bonne & vallable la donation faite par la mere n'ayāt enfans legitimes, à vn sien fils bastard, comme peut estre veu par le docte discours d'une partie & d'autre, qu'en auroit faict à son accoustumee Monsieur l'Aduocat Robert en ses liures des choses iugees, <sup>a</sup> ayant apres conclud en ses paroles *Nam si quod crimen natalibus heret, id non filio obijci, sed parentum libidini imputari debet.* Nonobstant laquelle conclusion, & ce que taïsement on pourroit inferer d'icelle en haine de l'impudicité des peres & meres, ladicte Cour auroit generalement passé outre, ayant confirmé ladicte donation & adiu-gé les choses donnees au bastard: ce que le docte Chopin au-roit mieux specifié <sup>b</sup>, & comme coarté, quand il disoit parlant dudiect arrest, *alendo naturali filio perque obligari certam matrem locupletem, ac minus certum patrem; Quocirca (ait ille) Senatus Parisiorum maternam in nothum liberalitatem comprobauit, quā. tam maximam externum quemque conferre licuerit, Senatus consulto in ea cognitione prolato, sexto Kalendas Apriles 1584.* Et par là nous venons à colliger qu'il auroit apparu à la Cour dudiect Parle-mēt à Paris, les choses dōnees par ladite mere à son fils bastard n'auoir excédé ce qu'il luy estoit besoin & necessaire pour ses alimens & entretenement, suiuant ce que prins du droit Canonique auroit esté traduit & trāferé *in vsum, ac morem summo- 7*  
*rum Gallie tribunalium.* Ce qu'ainsi entendu apportera comme vne conciliation & accord ausdits arrests desdites deux Cours souueraines & premieres de la France, parce qu'en l'hypo-

<sup>a</sup> chap. 14.  
 lib. 2.

lib. 3. tit. 4.  
 art. 15. de le-  
 gib. And.


theſe traittee, & decife à Tholoſe eſtoit queſtion de la fille baſtarde, & de tous & chacuns biens d'icelle enuers & au profit de ladite mere, & en l'autre iugee & terminee par ledict arreſt de Paris de la mere & d'une partie des biens non excédans les alimens & entretenement enuers & au profit de ſon fils baſtard. N'y a donc par ce moyen meſme en pareille raiſon des correlatifs, ainçois vne bien grande & notable difference, laquelle auroit fait & cauſé en ceſt endroit vne telle diſparité que leſdits arreſts tels & diuers s'en ſeroient enſuiuis; & quand bien telle ou ſemblable diſpute n'y ſeroit en telles & ſemblables matieres, où l'vſage de la France auroit receues pluſieurs & diuerſes interpretations, ne ſera inconuenient ſi les Cours ſouueraines, ſingulierement les ſuſdites, ſ'acommodans aux couſtumes, lieux, obſeruances & façons plus conuenables du pays, où elles regiffent & commandent en Juſtice, en font diuers & contraires iugemens, tenans la balance és mains, & par icelle gouuernans non ſeulement le milieu, mais encores toutes les extremitéz, *ex æquitate illa boni & æqui, quæ quod æquius, melius.* Mais c'eſt aſſez pour ce coup: paſſons outre.

---

CHAP. L.

- 1 Testament d'un mineur de 25. ans.
- 2 Autre & ſecond poſterior testamēt au ſuſdit, par lequel la fille de ſon tuteur eſt inſtituee heritiere, ſa prochaine parente, non pas ſi proche toutes fois que les deux couſins germains qu'il auoit inſtituez audit premier testament.
- 3 Raiſons & fondemens des ſucceſſeurs ab inteſtat.
- 4 Autres raiſons & fondemens deſdits premiers heritiers.
- 5 De meſmes autres raiſons & fondemens de ladite der-niere heritiere.
- 6 Arreſt prononcé iudiciellement en ladite Cour à Tholoſe, par laquelle testament dernier déclaré nul, leſdits couſins en vertu dudit premier testament ſont maintenus avec reſtitution de fruiſts & deſpens.

7 *Response à ce qu'estoit tiré de Papinian.*8 *Arrest de la Cour de Parlement à Paris.*

 N moindre de 25. ans sous puissance de tuteur & curateur, apres l'aage de 14. ans passez, fait son testament, par lequel il institue ses heritiers vniuersels deux de ses cousins germains, les qualifiant nommement tels par son institution, avec les clauses ordinaires & accoustumées: quelque temps apres environ deux ou trois ans, il se trouue qu'il auroit fait vn autre second & postérieur testament, par lequel il nomme & institue son heritiere vniuerselle la fille de son tuteur aussi sa prochaine parente, nō pas toutesfois si proche que les susdits ses cousins: & en ceste volonté il decede, apres son decez, voicy different desdits biens & heredité entre lesdits cousins, premierement heritiers instituez les successeurs ab intestat; & ladite fille heritiere audit second & dernier testament. Et apres auoir plaide sur ce quelque temps pardeuant le Seneschal, d'iceluy appel releué en la Cour, en laquelle lesdits successeurs ab intestat soustiennent que par ledernier testament le premier auroit<sup>3</sup> esté rompu, & en consequent la voye ab intestat ouuerte, à laquelle par consequent ils sont & doiuent estre declarez biē fondez, alleguans sur ce les autoritez assez vulgaires<sup>a</sup>, & ce qu'on a accoustume d'amener de Quintilian: *si non est testamentum, quia nou iure factum, nihil obstare priori potest.* Ce qu'estant cōtesté par lesdits cousins heritiers du premier testamēt,<sup>4</sup> en accordant avec l'autorité du mesme Quintilian, qui faisoit entierement pour eux, ledit dernier testament ne pouuant donner aucun empeschement au premier, tant s'en faut y apporter aucune rupture<sup>b</sup>, iceluy premier tient comme n'estant ledit dernier fait de droit, c'est à dire par iceluy appellez ceux qui faisoient à appeller, ainçois incapables du tout & que par l'ordonnance viue loy en ce Royaume, tel & pareil testament auoit esté declare nul & de nul effect & valeur, *non præstabat ergo impedimentum, quod de iure non sortiebatur effectum.* Au contraire par ladite fille heritiere audit second &<sup>5</sup> dernier testament estoit remonstré qu'il n'y auoit rien à dire en sondit testament, en vertu duquel elle auoit peu recognoi-

*a* *§. posteriori*  
*re Inst. quib.*  
*mod. test. in*  
*fr. l. cum in*  
*secundo C.*  
*de q's que ut*  
*indign.*

*b* *l. l. cōse-*  
*ciōdo ubi neq.*  
*superius te-*  
*stamentum*  
*impetuit.*

estre l'heredité du defunct, l'ordonnance ne la cōprenant point, alleguant pour ce regard tout ce que nous en auons amené ailleurs,<sup>a lib .2. c. 4 95</sup> & par ainsi *ex testamēto posteriore, quia in hereditatē adire potuerit, nullam dubitationem recipit*: dōt sans doute le premier testament s'en est allé par iceluy auant l'eau, suiuant la commune doctrine des interpretes du droict assez vulgaire, & par  
6 ainsi iustement elle auroit demādé, comme demande encor' la pleine maintenuë en tous & chacuns biens dudit defunct. Surquoy le procès appointé en droit par arrest de ladite Cour à Tholose prononcé es arrests generaux de Noel 1579. sans auoir esgard au testament dernier, que la Cour auroit déclaré nul & de nul effect & valeur, lesdits cousins heritiers au moyen dudit testament premier auroient esté maintenus en tous & chacuns biens dudit moindre d'ans avec restitution de fruiets & despens, quant à ladite fille heritiere instituee par ledit dernier testament, & sans despens quant aux successeurs ab intestat. Enquoy peut estre veu que la Cour n'a pas fait  
7 grand moment à ce qu'est tiré de Papinian, disant que lesdits premiers heritiers au moyen dudit premier testament, *non habebant supremā voluntatem*, & par consequent d'eux comme indignes, l'heritage deuoir estre osté & appliqué au fisc<sup>b</sup>: par ce qu'outre ce que la loy dont cela est prins, se lit & interprete diuersement, & par ce moyen n'en peut estre colligee bonne & asseuree decision, ne peut quant à nous estre veüe ny pourpensee aucune indignité meritant punition d'iceux premiers heritiers, *qui nihil commeruerunt*. En faueur du fisc, representée en ce Royaume par la Majesté du Roy, le Procureur General, duquel bien qu'en estant aduerty n'auroit autrement contesté ny insisté qu'il ne fust fait droict aux parties comme la Cour aduiseroit: car autrement où elle y eust trouué fondement pour sa Majesté, elle y auroit par son accoustumee prouidence pourueu, & le fait entendre à sondit Procureur pour y prendre telles conclusions qu'il appartient: mais elle auoit & iustement passé outre, n'ayant veu raison ny apparence d'oster heritage ausdits cousins premierement instituez, l'institution faite au second & dernier testament ne valant rien, & par icelle le precedent & dernier testament n'estant rompu, comme il est dit là mesmes: tellement que  
EE Eee iij

b d. l. cum in secundo.



a l. 2. §. fra-  
gis. ff. quis  
aliquē test.  
prohib. l. Lu-  
cius ff. de iur.  
fisc.  
b tit. des  
testamēts  
art. 292.  
293. 294,  
295.

pour cec regard la raison de la mesme loy prinse & accommo-  
dee à nostre vſage ſuiuant ladite ordonnance, le ſurplus au-  
roit eſté reietté comme du tout contraire, & ne pouuant eſtre  
gardé bonnement en ceſte France, & tellement qu'au pays  
couſtumier d'icelle, où les institutions ſont tournees en l'e-  
gats, iceux faits à vn incapable à ce qu'il en ſoit indigne, ou  
pour autre cauſe d'incapacité retournent à l'heritier, & non  
confisquez, ſans diſtinction telle que traite le droit Ro-  
main<sup>a</sup>; ains differemment: comme auoir eſté iugé par<sup>8</sup>  
arrest de ladite Cour à Paris du cinquiesme Mars mil cinq  
cens cinquante huit, & du premier Auriſ mil cinq cens ſe-  
ptante deux, rapporte le Caron ſur les couſtumes dudit Pa-  
ris<sup>b</sup>, qui ſera aſſez pour ce coup. Nous continuerons le ſur-  
plus.

## CHAP. LI.

- 1 Testament d'un François à Barcelonne.
- 2 Confirmé par arrest de ladite Cour audit Tholoſe, par le-  
quel la ſentence du ſeneſchal fut confirmee, par laquelle  
les parties appointees contraires, la iouiſſance prouiſion-  
nelle auoit eſté adiugee aux neueux heritiers instituez  
par ledit testament.
- 3 Deux teſmoins ſuffiſent en un testament, ſi la couſtume  
du lieu ainſi le porte.

**D**OMINIQUE du Chen eſtant hors le Royaume &  
dans Barcelōne, ſurpris d'une maladie, de laquel-  
le bien toſt apres il ſeroit decedé, en ſes bons ſens &  
parfaicte memoire, pardeuant Notaire & deux teſmoins,  
ſuiuant la couſtume qu'eſtoit atteſtee du lieu, faiſt ſon te-  
ſtament que luy meſme ſigne, par lequel il fait ſes heritiers  
vniuerſels deux de ſes nepueux qu'il auoit, fils à ſeu Raymōd  
ſon frere, tant en tous & chacuns biens qu'il auoit en la prin-  
cipauté de Cataloigne, qu'ailleurs, & nōmement au Royau-  
me de France, à condition toutesfois, que s'il aduenoit que

Raymond ſon fils, qui eſtoit allé avec l'armée des Galeres Eſpagnolles pour ſe joindre avec celles de la ſaincte Ligue, reuenoit, que ſeſdicts nepueux luy euſſent à rendre l'entiere heredité, exceptez les fruiſts qu'ils auroient prins & perceuz, & ſi cas eſtoit qu'eſtant de retour, vint à deceder ſans enfans, auroit voulu qu'il rendiſt ladite heredité à ſeſdicts nepueux: & eſtant quelques iours apres decedé en ceſte volonté, Ieanne du Chen de la Senefchauffee de Tholoſe: pretendanſt ledict teſtament eſtre nul, comme faiſt hors du Royaume, & le fils du teſtateur preterit, preſuppoſant qu'elle eſtoit niepce en meſme degré que les inſtituez & ſubſtituez, comme fille d'un autre frere du teſtateur. Forme maintenüe ab inteſtat, & pour ſa cottité deuant le Senefchal dudit Tholoſe, où les parties auroient longuement debatue ledit teſtament, eſtant d'ac-cord que le fils du teſtateur n'eſtoit point reuenue, par ſenten-ce dudit Senefchal elles ſont appointees contraires, & ce pen-dant la iouyſſance par prouiſion auſdicts nepueux inſtituez heritiers par ledict teſtament, de laquelle ladite Ieanne eſtant appellante en la Cour, le procès y porté, cōclud & preſt à eſtre iugé, les productions reſpectiuemēt faiſtes apres que le procès eut eſté party en la 1. Chambre d'enqueſtes au rapport de feu M. Veſian, party apres en la ſeconde, la ſentence fut cōfirmee. Et quant il y eut eu appel deſdits heritiers, en ce que le procès n'auroit eſté iugé diffinitiuement, & eux auſſi maintenus dif-finitiuement, ladiſte Cour en euſt faiſt de meſme, pour audit teſtamēt n'y pouuoir auoir autre difficulté que de ce qu'il n'y auoit que deux teſmoins ſignez avec le Notaire, & ledict teſta-teur ſuiuant la couſtume atteſtee du lieu où il auoit eſté faiſt, que ſuffit: par ce qu'on peut remarquer de ce que Guid. Papæ en a eſcrit, & ſes apoſtillateurs annoté au lieu à la marge cot-té, <sup>a</sup> notamment en un docte praticien diſcours & amplifié <sup>b</sup>: tellement qu'il ſemble la queſtion ne receuoir difficulté, par ce que ſingulierement & d'abondant auroit remarqué Cho-pin en ſes commentaires ſur les couſtumes de Paris <sup>c</sup>, où il a-mene un reſcrit des Empereurs Valerian & Gallien <sup>d</sup>, qui ſemble eſtre fort à propos bien entendu.

<sup>a</sup> Guid. Papa  
queſt. 262.  
<sup>b</sup> Peir. de  
Ferra. in for-  
ma libelli  
quand. per.  
hered. ab in-  
teſt. ſuper  
verbo valla-  
tum.  
clib. 2. tit. 4.  
num. 1. Et.  
<sup>c</sup>  
<sup>d</sup> l. 2. C. quē-  
admodum te-  
ſtamenta a-  
perian.

## CHAP. LII.

- 1 Legat de certaine somme à prendre sur autre somme plus grande, que deuoit au testateur vn tiers qu'il nommoit.
- 2 Controuerſe sur ce entre l'heritier & le legataire, & les fondements d'icelle.
- 3 Repliques de l'heritier.
- 4 Responses du legataire.
- 5 Sentence du Iuge ordinaire, pour ledit legataire contre ledit heritier.
- 6 Arrest de ladiete Cour à Tholose portant confirmation de la sentence dudit Iuge d'Appeaux au Viſcôté de Turēne, confirmant ladite sentence dudit Iuge ordinaire.
- 7 Decision communément receue & approuuee par arrests de dictes Cours à Paris & à Tholose.

**V**N maistre (que ie ne nommeray point, & pour cause) par son testament legue à vn seruiteur qu'il auoit & aimoit la somme de cent escus à prendre sur vne somme plus grande que luy deuoit vn autre qu'il nommoit par instrument publicque, duquel il nomma le Notaire qui l'auoit receu, institue, & fait son heritier vniuersel, n'ayant autrement enfans, vn sien nepueu fils d'vne sienne ſœur avec les clauses accoustumees : ledict testateur decede apres en ceste volonté, l'heritier huit ou neuf mois apres est approché en iugement par ledict legataire pour le payement desdicts cent escus leguez, il defend à ce & soustient n'y estre tenu, offrant ceder audit legataire, comme il ce doit, l'action & droit qu'il auoit moyen dudit instrument publicque obligatoire mentionné audit testament, iusques à concurrence de ladite somme de cent escus contenue audit legat: ledit legataire demandeur soustient qu'il doit payer & qu'il n'est tenu d'accepter telle cession, & moins se dresser au debiteur mentionné

mentionné audit testament, & que la mention & addreſſe faite en iceluy, ne tendoit à autre fin que d'enſeigner à l'heritier d'où il pourroit recouurer ce qu'il faudroit pour ſatisfaire audit Legat, & nullement pour y renuoier le legataire : pour autant que tel & ſemblable Legat dont le payement ſ'assigne ſur certain debiteur, ou autre endroiſt & lieu, eſt touſiours à la charge de l'heritier, ce que demonſtre ouuertement Iulien le Iuriſconſulte en quelque part<sup>a</sup>, & plus encores clairement Paul en vn autre endroiſt<sup>b</sup>, quand il reſpondit ainſi: Seuerus apres auoir faiſt ſes heritiers legue à vn nourriſſon cinquante eſcus, qu'il veut luy eſtre payez ſur les deniers de ſa ferme de tel lieu, & par Iulius Maurus qui en eſt fermier. Apres la mort, l'heredité eſt faiſie & miſe à la main de iuſtice, Iulius Maurus fermier pendant ceſte faiſie eſt contrainſt de payer tout ce qu'il doit de ſa ferme par autorité de Iuſtice l'heritier ſ'oppose à la faiſie & pourſuit ſi bien qu'il obtient mainleuee diffinitive de toute l'heredité. Le nourriſſon legataire apreſtouts'adreſſe audit heritier, & luy demande les cinquante eſcus qui luy ſont leguez, l'heritier luy diſt que ce n'eſt pas à luy à qui il faut qui ſ'adreſſe, veu que le teſtateur auroit voulu que ledit Legat fut payé par le fermier, ſur les deniers de ſa ferme, ce qu'il n'empêche pas. Ceſte queſtion playdee & examinee deuant l'Empereur, ledit heritier fut condamné audit payement ſans le remettre au fermier, & que l'adreſſe que ledit teſtateur auoit faiſte ſur iceluy fermier, n'eſtoit pas pour neceſſairement charger le fermier, mais ſeulement pour monſtrer où & de quoy le legataire pourroit eſtre mieux & plus promptement payé : iuſques là Paul en vn cas qui eſt décidé d'vne ſorte, qui ſeroit autrement pour la deciſion du faiſt dont eſtoit queſtion, & en vne infinité d'autres & pareils, & touſiours pour monſtrer ainſi que pretendoit ledit legataire, que les paroles d'vn teſtateur ne ſe reſtraignent contre le legataire, mais ſ'amplifient pluſtoit. A quoy repliquoit ledit heritier, que ce qu'auoit eſté allegué eſtoit vn faiſt particulier & ſpecial, qui ne pouoit par ce moyen eſtre tiré à conſequence, eſtant autrement décidé ſormellement par Scæuola c, que l'heritier ſe deliure & ſatisfait à tels pareils Legats en cedant ſes actions directes, ſans eſtre

<sup>a</sup> *Liquidem  
testamento,  
de leg. 1.*

<sup>b</sup> *L. Paula  
Callimacho.  
§. ſiſſ. de leg.*

<sup>c</sup> *Lucius Titius  
§. Cuius  
de leg.*

tenu à ce que les debiteurs soient solvables, ou non, & d'au-  
antage rescrit par les Empereurs. *Dioclet. & Maxim. ex lega-*  
*to nominis, actionibus ab his, qui successerunt, non mandatis directas*

*al. ex legato* *quidem actiones legatarium habere non posse, vtilibus autem suo no-*  
*C. delegat.* *mine experiri posse<sup>a</sup>, vtilibus (inquam) ex mente b, & ideo sine ces-*  
*bl. 47. §. 1.* *sione, quemadmodum & in dote c si nomen insolutum datum sit, d em*  
*ff. de neg. gest.* *priori hereditatis<sup>e</sup>, vel nominis<sup>f</sup>, aut pensionis g.* Ce neantmoins  
*cl. 2. ff. de* cela s'entendant, quand le testateur a fait legat de la debte  
*oblig.* ou du nom & action qu'il a sur aucun, en ce cas certainement  
*dl. p. C. quod* l'heritier doit estre quitte, en deliurant au legataire l'instru-  
*do fidei vel* ment de la debte, cedula, chirographe, promesse ou obliga-  
*privat.* tion: & où il n'y auroit instrument, encores que le legataire  
*cl. 5. de he-* pour tel legat ait action vtile pour recouurer la debte, si est-  
*red. vel act.* ce que l'heritier sera tenu de ceder l'action directe audict lega-  
*vend. C.* taire, & c'est ce que Scauola auoit dict & entendu au lieu cy-  
*El. 7. de ha-* dessus allegué. Pour autant que par tel legat le testateur au-  
*red. vel act.* roit fait cession en testament de ses actions, comme est dict,  
*vend. C.* & tenu par la glose du Chapitre en la marge cotte, <sup>h</sup> cela estant  
*gl. 20. ff. de* de mesme que si le legat estoit fait du chirographe, de l'in-  
*pnor.* strumēt de la cedula, ou obligation telle que doit vn tel <sup>i</sup>. Au-  
*h Cap. ex par* tre chose & bien diuerse sera, si le testateur par son legat dict,  
*te super verbo* qu'il legue à son legataire cent liures, ou autre somme, à pren-  
*actionis de a-* dre sur ce que luy doit vn tel son debiteur: car en ce cas il n'est  
*lien. ind. mn-* pas au legataire de les prendre sur la debte denommee, ny à  
*tandi eam fa* l'heritier pour s'en acquitter, d'offrir audict legataire de luy  
*cta.* ceder ses actions, d'autant que telle denomination de la deb-  
*il. qui chiro-* te, & du debiteur n'est faite à autre fin, que pour demon-  
*graphum ff.* strer audict heritier d'où il pourroit aisément satisfaire & soy  
*de leg. 3.* acquiter dudit legat sans altraindre le legataire à ce qui est  
denommé & à ce rapportent ses mots dudit Paul au lieu  
susdit, *placuit Imperatori nō videri eius fidei commissum, sed demonstratiū*  
*vnde heres posset acipere, & ideo heredem Seueri hec prestare debere.*

Et ainsi conformémēt à ce auroit esté iugé par le premier Ju-  
ge, qui estoit l'ordinaire de S. Cereau Vicomté de Turenne,  
pardeuant lequel l'instance auroit esté intentee par ledict le-  
gataire, contre ledit heritier, qui est condamné au payemēt du  
dit legat avec despens, de laquelle sentence iceluy heritier re-  
leue appel en la Cour des Appeaux dudit Vicomté qu'estoit  
pour lors, à present transferee en Seneschal, qui confirme ladite



ſentence avec deſpens: dont de rechef ledit heritier appelle au Senefchal du Reſort, qui eſt celuy de Quercy au ſiege de Martel, où le procès porté & cōclud, il y eſt tant ſolicitē d'un coſté & d'autre, qu'en fin la chance tournée au rebours, il eſt dit mal iugé par l'un & l'autre Iuge, & bien appellé, & ordonné que l'appellant ſera quitte en cedant audit demandeur le dit instrument & obligation y contenue iuſques au payemēt & ſatisfaction de ſon legat & ſans deſpens: de laquelle ſentēce le demandeur legataire ayant releué appel en la Cour par arreſt du mois de Iuin 1555. eſt dit mal & abuſiement iugé par ledit Senefchal, & que le iugement dudit iuge d'Appeaux cōfirmant la ſentence dudit Iuge ordinaire ſortiroit effect avec deſpēs de la cauſe, eſquels l'appellé qui eſtoit ledit heritier, eſtoit condāné enuers l'appellāt qui eſtoit le legataire, auquel ayda grandemēt au gain de ſa cauſe outre la deciſion formelle que deſſus qu'il ſouſtenoit le debiteur nommé audit legat ſinō inſoluable, à tout le moins de ſi difficile cōuention, qu'il aymeroit mieux perdre ſon legat que de ſ'attaquer avec procès contre luy: qu'eſt pour remonſtrer la cōſideration qu'aucuns auroient voulu apporter & adiouſter, que ſi le debiteur demonſtré eſtoit notoirement ſoluable, & ayſé à cōuenir ſans aucune difficulté, ſembleroit que ledit legataire ſ'en deuſt contenter, comme mis hors d'intereſts. N'auoir toutesfois au fait grand'apparence, manquant en vne partie du ſi, par eux y mis, outre ce que c'eſt vne deciſion communemēt receue & approuuee, de laquelle ne ſe faut legerement departir, & qui plus eſt *iudicatum placito ſumma apud Tholoſate curia*, & depuis ſuiuy & confirmé par autre arreſt de la Cour de Parlement de Paris du 13. Iuillet 1568. inferé au dernier recueil dudit feu Papō au titre des legſparticuliers<sup>3</sup>, qui m'auroit fait ſouuenir du ſuſdit arreſt dudit Tholoſe par le memoire que i'en auois trouué ſur l'infortiat vieux de feu M. Iean Menard mon pere, qui eſtoit Iuge ordinaire dudit S. Cere, & auoit donné la dite ſentence qui fut confirmee par ledit arreſt, auquel Dieu face mercy, pour ſa memoire, reſpect, deuoir & honneur que nous luy deuons, ne l'ayāt voulu oublier icy & l'agēcer' cōme no<sup>9</sup> auons peu, que ie prieray aux lecteurs beneuoles prédre en auſſi bōne part, qu'il auroit eſté offert & préſenté au public.

<sup>3</sup> Arreſt 4.  
& dernier.

FFFF ij

## CHAP. LIII.

- 1 *Fait narré.*
- 2 *Faits & remonstrances de l'aîné des enfans.*
- 3 *Responſes au contraire des autres enfans puisnez.*
- 4 *Sentence du Seneschal ayant maintenu les quatre freres esgalemment.*
- 5 *Arrest de ladite Cour à Tholose confirmatif de ladite sentence.*
- 6 *Autre arrest pareil & semblable de ladite Cour à Paris en robes rouges.*

**V**N pere ayant de sa femme encores en vie quatre enfans masles tant seulement, venât à ses derniers iours par son testament fist heritiere vniuerselle sadite femme à la charge qu'apres son decez, ou biẽ en son viuant quand il luy plairoit, elle eust à rendre & restituer son heritage à vn de leursdits enfans masles, qui mieux la seruiroit & qui luy plairoit, autrement voulant nommement que celuy qui seroit ainsi par elle esleu & choisi, fust son heritier vniuersel estant decedé en ceste volonté sadite femme ayant suruescu, regy & administré des biens de sondit mary, quelque temps apres surprinse d'vne maladie soudaine qui l'emporta sans auoir moyen de faire testament, ou autre disposition valable, singulierement quant à l'eslection qu'elle estoit tenuë faire de sesdits enfans par ledit testament, voicy incontinent apres different & procès entre lesdits freres, l'aîné desquels pretendoit fideicommis de l'heredité en sa faueur, les autres trois au contraire, pretendans & soustenans fort & ferme par default d'eslection, tous quatre y estre appelez, nommement & par esgales portions. Sur ce l'instance introduicte pardeuant le Seneschal du Puy ou son Lieutenant, pardeuant lequel l'aîné desdits enfans remonstroit qu'au fideicommis qu'il pretendoit de son chef l'on ne pouuoit pretendre aucunes paroles de priere de son feu pere testateur, ainçois precises

& comme de contrainte & coaction qu'on appelle par ces mots, à la charge, apposez audit testament, & quant bien elles eussent esté telles que dessus, & qu'on les voudroit dire & pretendre, *constat rogantis verba fideicommissum inducere*<sup>a</sup>, estant certain *in fideicommissis voluntatem testatoris ideopravallere*, *ut non tam verba, quàm mentem spectari oporteat*.<sup>b</sup> Mais antem testatoris hac fuit, *ut unus non plures hereditatem haberent: unum enim eligi voluit*. Et ce qu'aucunes fois on trouue decisi & respondu de la distribution & diuision esgale, cela procede *in liberis, ceterisque quorum equalis est conditio, si quidem unus ex libertis non magis defuncti libertus est, quàm ceteri alij*: mais entre les enfans il y a grand difference, & distinction, & degrez d'affection, amitié & bien-vueillance, ce que procede non tant par aucune inegalité de cœur, que par vne naturelle inclination, qu'en faueur du premier né, la condition d'iceluy ne soit reputée & censée egale avec celle des autres enfans: de tous temps & entre toutes nations perpetuellement & du consentement presque de tous, les premiers nez ayans tousjours esté preferez, chers & plus honorez & aduantagez que les autres suiuaus, ainsi que nous auons cy-dessus touché en quelque part<sup>c</sup>. Et encores au testament que dessus appert de l'expressissime volonté du testateur, que quand il auoit parlé de l'eslection d'un, est censé auoir nié de plusieurs<sup>d</sup>: l'heredité dont ne peut estre adiugée à quatre, que contre & mal gré la volonté du testateur: iusques là qu'il s'emble la question de ceste hypothese n'estre sur la diuision de l'heredité, mais seulement estre question entre deux freres, quand non tous deux, mais vn d'iceux est appelé, qui sera celuy qui deura obtenir seul l'heredité laissée. Et sur ce il appert en droit vne clause indefinie, si la dispositiue se dresse seulement à vn, tousiours estre entendue du premier<sup>e</sup>, tout ainsi que par l'ordre de l'écriture le premier, c'est à dire l'aisné y doit estre admis & receu f: & à la verité les premiers nez ont esté en tout & par tout estimez les meilleurs, plus principaux, & plus dignes. Philon Iuif seul tesmoin g, quand il disoit εν ταῖς συνενόμοις ὁ ἀρεστότατος παῖς τῆς γένεως ἐστὶν ἀρεστότερος ἐπὶ τῷ τοῦ πατρὸς καὶ τοῦ μητρὸς ὀνόματι οὐκ ἐφίμνηται. Voire ancienne-  
ment la paternelle benediction leur estoit deüe, double por-

a l. plane. §. qui rogatus. ff. ad Trebell.

b l. heredes mei §. cum ita D. ad Trebell. l. unum ex famil. §. cetera D. de leg. 2. l. ubi pure. §. Rago. D. ad Trebell.

c 2. cha. de ce present liure.

d l. cū prator. D. de iudic.

e l. bonis. §. hoc sermone. D. de verb. si gnif. l. cū qui Kalendis D. de verb. si gnif. l. haec conditio. D. de cond. & demonstr. f. l. quoties D. de usufr. l. 1. D. de opt. legat. §. de legat. ad Caium.

a Genes. ca. 27. & 49. Deute. cap. 21. Paralip. lib. 2. cap. 3. *super verbo Regni tradidit eorum, quod esset primogenit.* b And. l. sermo in cap. 1. §. prater a ducatus, in princip. ut. de prohib. feud. abe. per Feder. & in ca. 1. §. hoc quoq; de success. feud. mat. de Afflict. Decis. Neapoli. 119. cl. Labros. fi. D. de statu libe. l. si qui. Titio. §. si haeres D. de leg. 2. l. cum quidam in princip. D. de leg. 2. cl. sciendum D. de verbo. signif. l. qui liberis D. de vulg. & pup. e Arg. l. vel singulis D. de vulg. & pupil. f Apud Iulianum §. iero. D. de leg. 1. l. in bell. §. meo ipse D. de cap. & post. re uers.

tion aussi des biens paternels, cōmandement & puissance sur leurs freres & la prerogative pour obtenir les dignitez<sup>a</sup>: & en ce mesme Royaume de France cela n'a pas seulement passé iusques là, mais il y en a qui ont escrit & tenu en ceste disposition qui contiēt, que les enfans succedent *iure Francorum*: les sens & paroles de telle & semblable disposition deuoir estre prins & entendus, que le seul premier né, les autres secluz, suc-<sup>3</sup>cede<sup>b</sup>. Mais au contraire il estoit allegué & defendu, à ce que bien que les aînez soient les premiers, qui coustumierement & ordinairement sont aux bonnes graces, & singuliere recommandation de leurs peres & meres il n'est besoin inferer toutesfois en cest endroit à raison de leur aînesse contre les trois freres, aussi bien appelez que leur aîné, ayant peu aussi bien estre choisis que luy, quand leur dite feu mere l'eust voulu & ainsi desiré. Au demeurant n'y ayant rien de plus fauorable entre freres, *quā ut equalis iungat gratia, quos equalis iunxit natura*, pour faire court le iugement de la question dependant des pures & formelles decisions du droit à la marge cottez<sup>c</sup>: au demeurant quant es substitutions & fideicommiss, s'il n'en y a preuue & n'apparoist autrement de la volonté du testateur, la loy des substitutions & fideicommiss, aysément & facilement s'esuanouist & s'en va aual l'eau, & tellement que la substitution soit entendue ne passer le degré, moins la personne, *neque ijs verbis haeres heredis qui incertus est, contineatur*<sup>d</sup>. Parquoy en ce fait, la femme chargée, n'ayant fait eslection aucune & moins nommé aucun de sesdits enfans, entre lesquels elle auoit peu choisir l'un d'iceux, vient à presumer son intention auoir esté telle que de vouloir esgallemēt par son silence pouruoir à sesdits enfans, aux fins que par l'inegalité de son iugement, & comme qui diroit trop parlant, en ayant chery & honoré l'un il semblast qu'elle vint à offencer & faire iniure aux autres: & quant audit testateur pere il faut estimer qu'il auroit laissé ainsi le choix & eslectiō à sadite femme, de nommer librement ou n'eslire pas<sup>e</sup>, aux fins de ne l'astraindre par vne necessité par luy prescrite, d'auoir à l'aduenir des successeurs des biens de son heredité, qu'elle n'eust voulu, ou bien autrement qu'elle n'eust desiré & contre son intention, pure & franche volonté<sup>f</sup>. Il a donc esté en la puissance de ladite

femme qu'en l'ainfi volant , & faifant, l'eflection d'un, elle  
 eleuft celui-là & en ce faifant le fift heritier, ou bien ne vou-  
 lant point nommer aucun, faire heritiers par efgales portions  
 feldits enfans, fçauoir chacun pour vne quatriefme partie, *nam*

*& in focietate cum partes dictæ non fuerint, æquales cenfentur<sup>a</sup>.* Sur-  
 quoy ledit Senefchal par fa fentence auroit maintenu lefdits

*a l. si non fue-  
 rint. D. pro  
 soc.*

4 quatre freres en la poffeffion & iouyffance de la quatriefme  
 partie chacun defdicts biens & heredité, avec les charges pour  
 cottité y appartenans fans despens & restitution des fruiçts;  
 dont l'ainné defdicts freres auroit appellé & releué en la Cour  
 où le procès porté, & conclud au rapport de feu M. Benoift en  
 la premiere Chambre d'Enqueftes, l'an 1577. l'appellation au

5 roit esté mife au neant, & ordonné que ce dont auroit esté appe-  
 lé fortiroit effect & fans despens. Ce que n'eut pas grand' dif-  
 ficulté, attendu les preiugez anciens qui en eftoient alleguez  
 & tenus pour certains & indubitables par les plus doctes , ex-  
 perimentez & anciens de la compagnie: & depuis j'ay veu fou-  
 uent fuiure tels preiugez, où la queftion venoit à estre iugee  
 principalement ou incidément, fondez fur ce que Papiniã en  
 auroit refpondu ailleurs, *nam si dixerit testator, rogo fundum cum  
 mortuis restituas, ex liberis cui voles: defuncto eo prius quã eligat, pe-  
 tent omnes, adiouste Papinian: itaque eueniet, ut quod uni datum est,  
 vniis pluribus, unus petere non possit, sed omnes petant, quod non om-  
 nibus datum est.* Ladiçte femme donc eſtât decedee fans nōmer  
 & eſlire cōme elle pouuoit, elle ſe trouue decedee ab inteſtat,  
 & par ainſi y ſuccederont ſeldits enfans eſgalement & chacun  
 pour ſa quote virilement , & ainſi eſt tenu , gardé & obſerué  
 communément<sup>b</sup>. Qui ſemble mettre la coignée à la racine

ſans autre recherche ny diſquiſition, & ſans ce que les parties  
 eſtoient ſi prochaines cōme ils eſtoient, l'ainné fuſt eſté cōdam-  
 né aux despens, cōme il y auoit grand' apparence, M. Robert  
 en auroit amené vn faiçt qu'eſtoit en beaucoup plus forts ter-  
 mes, ſçauoir en vn legat d'un fonds particulier, preiugé confor-  
 mément par Arreſt de Paris en Robbes rouges le 15. May 1592.

*b l. utrum §.  
 l. D. de reb.  
 dub. l. cum  
 quidã l. vñ  
 ex familia §.  
 rogo. l. cum  
 patet. §. rogo.  
 D. de leg. 2.*

que pourront voir ceux qui n'auront le loisir, où trouuerōt de  
 fort bōnes & notables reſolutiōs de droit quant à ce, & dont  
 ne nyerons nous eſtre ſeruis d'une bonne partie , nous aſſeu-  
 rans qu'il ne le prēdra à mauuaife part ſi eſſayons de ſes labeurs  
 porter, où l'occafion ſ'y preſente, quelque profit au public,



## CHAP. LIIII.

- 1 *Narratiue du faict.*
- 2 *Different des parties avec les principaux fondemens d'iceluy.*
- 3 *Response des filles contre leur frere.*
- 4 *Sentence du Seneschal, par laquelle sans auoir esgard au fideicommiss pretendu par ledit fils masle, toutes parties sont maintenues esgalement en la possession de tous & chacun: biens de leur feu oncle.*
- 5 *Arrests de ladite Cour audit Tholose confirmatif de la-dicte sentence.*
- 6 *Autres & pareils arrests de ladicte Cour à Paris.*

**V**N Chanoine de Narbonne ayant assez bien dequoy en tēporel, venant à ses derniers iours par son testament institué heritiere vniuerselle vne sienne sœur qu'il auoit à marier avec ses paroles, veulx & desirer que où madite heritiere auroit enfans de son mariage, & qu'elle en voudroit faire aucun d'iceux tel que bon luy sembleroit son heritier vniuersel, iceluy ait à porter mon nom & mes armes, & avec ce tous & chacuns mes biens audit cas luy soient rendus; il decede apres en ceste volonté, ladite sœur & heritiere se marie, & de son mariage a vn enfant masle & trois filles, lesquels tous suruiuans, quelque temps apres vient à deceder sans faire autre testament ny disposition, laquelle de mesme est bien tost suiuite par son feu mary pere desdicts enfans, qui leur succedent ab intestat. Reste la question des biens dudict feu leur oncle au moyen desdictes paroles, qui se trouuent audict testament, occasion duquel parties entrent en different & procès pardeuant le Seneschal, par ce que le fils masle pretendoit luy seul y estre sublitué & appellé par fideicommiss, qui peuuent estre faicts & conceus par quelques paroles que ce soient, & fussent elles de priere, autrement rogatiues & supplicatiues;

supplicatiues<sup>a</sup> : tellement que bien que le testament soit ainsi conçu, si madite heritiere auoit enfans de son mariage, & qu'elle en vouldroit faire heritier aucun d'iceux, tel que bon luy sembleroit, ne le faut point toutesfois rapporter à vne libre & absolue volonté de l'heritier, ains seulement à vne necessaire obligation commise à l'arbitrage de l'heritier, *tanquam ad viri boni arbitrium, vinculo eiusdem necessariae obligationis, manente.*<sup>b</sup> Car le testateur ayant voulu celuy qui seroit heritier de sadite sœur porter son nom & ses armes, il semble que par le mesme testament il ait voulu faire vne adoption comme fit Iules Cesar, *qui testamento Octauium, qui postea Augustus fuit, in familiā nomēque adoptauit*<sup>c</sup> sic & Galba Pisonē *testamento in bona & nomen ascinit.*<sup>d</sup> En telle sorte que la nature mesme ayant produit vn enfant masle, trois filles, auroit assez déclaré, qui estoit celuy entre lesdits enfans qu'estoit fait & rendu capable par le testateur de telle & pareille adoption par luy faite. Les filles sont hors la famille de porter le nom & armes, le fils reste seul qui peut porter le nom & armes de la famille, ses sœurs pour ce regard excluses. Or ceste disposition contient en soy substitution sous condition de porter le nom, & les armes, ayant en soy adioincte vne charge de fideicommiss<sup>e</sup> en faueur du masle, qui par consequence des armes, & du nom, dont les filles sont tout'incapables, auroit esté rendu heritier des biens dont est question, que le testateur n'auroit voulu laisser sans ladicte charge. A quoy lesdites filles au contraire respondoient que la volonté de leur oncle testateur n'auroit esté autre que de laisser sadite sœur en pleine liberté de faire heritier, ou non ne l'ayant chargée, qu'au cas qu'elle voulust instituer heritier & sur ce les paroles du testament sont claires & patentes, sans qu'il soit besoing recourir à aucune interpretation ny autres coniectures.<sup>f</sup> Car quiconque rapporte l'effect de sa disposition & volonté au plaisir & vouloir de son heritier, il faut iuger celuy là ne vouloir point que sadite disposition soit regardée ny considérée, mais seulement celle de son heritier, auquel il se remet<sup>g</sup>, ayant esté son intention telle, que si par aduenture sadite heritiere auoit ceste deliberation que de faire vn de ses enfans heritiers, il desiroit que celuy là

<sup>a</sup> Plane §. qui rogatus ff. de leg. 1. l. & commod. ff. ex fam. l. unum §. si de leg. 2. l. ubi poge rogo ff. ad §. Senat. Trebell. l. si. C. si mancip. res fuerit aliena l. Lucius §. fin. ff. de leg. 3. l. epist. §. mulier ad Senat. Trebell. <sup>c</sup> Suet. in Iulio cap. 83. <sup>d</sup> Suet. in Galba cap. 17. <sup>e</sup> Guid. Pap. q. 251. l. si quis filium de lob. prateritis ff. l. facta §. sub. conditione verfic. si mandanda ff. ad Trebell. l. si ita legitim §. illi si vult Senat. §. Marcellus verfic. legati ff. de leg. 1. l. Quintus §. autoritate ff. de annuis leg. l. unum ex fam. l. a §. rogo ff. de leg.

GGGgg

a Ainsy par  
le Guid.  
Papz en la  
question  
que dessus.

arg. l. mulier.

§. si quis heredi-  
dit arum ser-  
uum. ff. de  
condit. inst. ff.

b l. ita tamē.  
§. si per ff.

ad Trebell. l.  
inter socrum

§. cum inter.  
ff. de pact.

detraibus..

c Suet. in Au-  
gust. cap.

101.

d l. quammis  
et l. sequen.

ff. ad Trebell.

e l. si sub con-  
ditione ff. si  
quis omitta

causam ff. l.  
si. in fin. C.

comm. de le-  
gat. l. 1. §. itē

l. ita ff. de  
penn. legat.

l. l. Lucretius ff.

si quis Sem-  
pronius ff.

de herod. inst.  
f cap. 4. arr.

2. lib. 4. rerū  
iudi.

g lib. 3. cap.

45.

portast ses nom & armes. Or c'est autre chose que de recom-  
mander en priant, autre chose enioindre à son heritier quel-  
que chose avec vn lien de contraincte necessaire, ou bien ex-  
primer vn fideicommiss nommément à la charge de porter son  
nom & armes, <sup>a</sup> l'heritier n'ayant autrement faicte election,  
aux fins de tesmoigner qu'elle vouloit ses enfans luy succe-  
der egalemt, auquel cas n'y a lieu d'aucun fideicommiss <sup>b</sup>: na-  
ture ne porte pas moindre affection enuers les filles, qu'aux  
masles, voire encores ostee du milieu la difference du sexe, les  
femmes peuuent porter & le nom de l'adopté & de l'adoptāt  
& sont faites heritieres, *nō minus factorū & nominis, quā bonorū*.  
Ainsi Auguste commāda à sa femme Liue par testamēt por-  
ter son nom, comme Tybere de mesmes <sup>c</sup>. Et ont pareillemēt  
accoustumē d'estre appellees & inuitees par le fideicommiss,  
tout ainsi & de pareil droit que les masles. <sup>d</sup> Il appert donc  
qu'icy l'heritier si aucun en eust esté institué par ladite femme  
estoit en la condition, mais nullemēt en la disposition <sup>e</sup>. Sur-  
quoy le procès appoincté en droit par ledit Seneschal, iceluy <sup>4</sup>  
par la sentence sans auoir esgard au fideicommiss pretendu par  
ledit fils masle, auroit maintenu esgalemēt iceluy fils masle, &  
ses susdites sœurs en la possesiō de tous & chacuns biēs dudit  
oncle à partager & diuiser entre parties; comme les autres  
biens de leur ditte feuē mere, & sans despens: de laquelle sen-  
tence ledit fils masle se rend & porte pour appellāt en la Cour  
laquelle veu le procez, au rapport de feu Monsieur Babut en  
la 1. Chābre des Enquestes au mois de Mars 1577. auroit mis <sup>5</sup>  
l'appellation au neant, & ordonné que ce dont auoit esté  
appellé sortiroit à effect & sans despēs: & depuis i'aurois trou-  
ué ledit sieur Robert discourir & rapporter vn autre arr. pareil  
& conforme prononcé en robes rouges en la Cour de Parle-  
ment à Paris du 16. d'Auril 1585. <sup>f</sup> qui m'auroit fait souuenir  
du susdit, que i'aurois agensē d'vne partie du discours dudit  
sieur Robert, y ayant suffisammēt & doctement dit & raison-  
né d'vne part & d'autre à son accoustumée; cōme de mesme au-  
roit fait le Caron en sesdites responses, & en allegant vn au-  
tre & pareil arrest de ladite Cour à Paris du 5. Septēbre 1558.  
& encores vn autre conuenant aux deux precedents du 15.  
May 1592. que pourront veoir ceux qui desireront à plein en-  
estre instruits & en apprendre dauantage.

CHAP. LV.

- 1 Donation faite par preciput & aduantage emporte prohibition de rapport.
- 2 Different & procès sur ce introduicts.
- 3 Sentence du Seneschal pour ladite prohibition en faueur de l'aîné.
- 4 Arrest de ladite Cour à Tholose confirmatif de ladicte sentence avec despens de l'appel.

**V**N bourgeois ayant quatre enfans masles & deux filles, apres le decez de sa femme mere d'eldits enfans, donne à l'aîné d'iceux en faueur & contemplation de son mariage, la moitié de tous & chacuns ses biens, & ce par preciput & aduantage : il vient apres à deceder ab intestat: sur la succession & partage des biens duquel il y a different & procès entre lesdits freres & sœurs, sur ce que ledit fils aîné donataire veut prendre sur l'autre moitié desdits biens, en laquelle ledit leur pere est decedé intestat, la sixiesme partie, les six faisant le tout; que reuient à vne legitime, en laquelle il vouloit succeder en icelle moitié, avec ses autres freres & sœurs. L'instance sur ce introduite pardeuant le Seneschal de Quercy siege de Lauserte, lesdits freres & sœurs remonstrent qu'au pays de Droit Escrit, auquel ils estoient & viuoient, le rapport entre freres succedans à leur pere ab intestat comme ils estoient, se trouuoit & iugeoit fauorable & ordinaire, *quocumque relicti titulo*, l'un deux eust esté aduantage, sinon que, nommement il ait esté interdit & defendu par le pere en donnant, la constitution de Iustinian le portant expressément ainsi, *ita demum, si parens hoc expresse designauerit* tellement que combien que l'on dise le rapport fauorable, à cause de l'esgalité entre les enfans, & par consequent la forclusion d'iceluy rapport odieuse, doit à tout le moins pour l'effect de ladite forclusion estre exactement tenuë la forme de la loy qui la permet, laquelle veut qu'expressément le pere

a §. illud  
quoq. de tri-  
ta & semiss.  
authen. ex  
testamento  
C. de collat.

a §. si vero  
expressum de  
heret. & sal-  
cid. in auth.

donnant le defféde par les mots cy-dessus en propres termes rap-  
portez, & que le terme preciput ne deuoit comme taissi-  
blement venant à la defence, induire ladicte forclusion : &  
ainsi nous disons de la Trebellianique, laquelle peut estre de-  
fenduë expressément<sup>a</sup>, qui s'entend par paroles en portans  
nommee & expresse prohibition, entre les enfans toutesfois  
comme nous en vsons, & nullement sur paroles equipolen-  
tes, si ce n'est entre les estrangers, ainsi qu'auons touché en  
quelque part des premiers liures precedents : par ainsi con-  
cluoient lesdits freres & sœurs, iceluy leur dit frere aîné se de-  
uoit contenter de la moitié qui luy auoit esté donnee en con-  
templation de sondict mariage, qu'il estoit autrement tenu  
rapporter, sans que le terme de preciput, dont ladite donation  
est chargée, puisse exclure ledit rapport non plus que cester-  
mes, auant tout partage, outre son partage, sans rapporter, ou  
sans estre tenu de rapporter, & autres semblables. Mais à ce e-  
stoit defendu par l'aîné donataire de ladite moitié, que ledit  
rapport est assez & suffisamment defendu si le pere en donnât  
à déclaré vouloir, que son fils donataire eust la chose dōné en  
preciput & aduantage, le terme de preciput venant à exclor-  
re le rapport : & à ce moyen les Empereurs Diocletian & Ma-  
ximien disoient parlans d'une fille qui ne vouloit rapporter  
comme estoit tenue, certain fonds, *cum precipuum habere cōtra*  
*ius postulare*<sup>b</sup>. Sur le tout appoincté en droit ledit Seneschal  
par sa sentéce auroit iugé pour l'aîné, ce faisant l'auroit admis  
à succeder ab intestat avec les autres sans auoir esgard au rap-  
port requis, que ledit aîné estoit déclaré n'estre tenu faire &  
sans despens : de laquelle sentence lesdits oncles, freres, &  
sœurs, auroient releué appel en ladite Cour à Tholose, laquel-  
le à nostre rapport au mois d'Auril 1584. en la seconde Cham-  
bre d'Enquestes auroit confirmé ladite sentence, & en ce fai-  
sant mis l'appellation au neant, & ordonné que ce dont estoit  
appellé sortiroit effect avec despens de l'appel, esquels les ap-  
pellans auroient esté condamnez sans amende, & pour cau-  
se : c'estoit vn poinct où la Cour n'auoit iamais fait difficulté,  
quelque conflict d'opinions de Messieurs de Paris que puisse  
estre par quelques vns allegué<sup>c</sup>, & de telle façon que cela pas-  
sa courant, & sans s'y arrester en ladite compagnie, non seu-

<sup>c</sup> Papō en  
son Re-  
ueil, tit.  
du rapport  
entre heri-  
tiers, arrest.  
7. au com-  
mence-  
ment.



lement en ladite hypothese, mais en plusieurs autres à nostre mesme rapport, en ayant deuant & apres fait plusieurs & diuers preiugez, dōt est fait maxime & reigle generale en tout le ressort.

CHAP. LVI.

- 1 Venalite d'offices, chose detestable & abominable.
2. Ladite venalite interdite par nos Roys, sur les remonstrances des Estats, iusques aux diuisions des troubles & mal-heurs ciuils de la France.
- 3 Qui auroient apporté avec les affaires suruenus, une telle enchere, qu'on peut voir & oculairement cognoistre.
4. Se gardent les Aduocats & encores les plus fameux, de quelque se couſſe, voyans leurs plus prochaines murailles brusler.
- 5 L'arrest dit de Fauier de la Cour de Parlement à Paris par lequel la ſœur demandant à son frere le rapport de l'office qu'il auoit eu par la resignation de leur ſeu pere, fut deſmiſe de ſa requeſte & ſins que deſſus.
- 6 Les choses venues en l'estat qui ſont & qu'on les voit en attendant un meilleur, il est beſoin y mieux aduiſer & examiner de plus pres les affaires ſuyuant les occurences d'iceux.

**L**n'y a chose plus detestable & abominable meſmes en la iuſtice diſtributiue, que la venalite des offices y appartenans, qu'on appelle de iudicature, ſi indigne qu'elle auroit eſté reſprouee des plus vicieux, ne s'eſtant iamaſ trouué Prince ſi effronté, qui n'ayé voulu couurir ſous quelque pretexte ſon vice en ceſt endroit: qu'on regarde bien à toutes les lettres de prouiſion, on y trouuera touſiours

ceste clause, quelque argent qu'on aye financé. nous confians des preud'homies, suffisance, literature &c. Nous à ces causes & autres à ce nous mouuans &c. On trouuera toutesfois que cela n'est que fard : car disoit Bartole, quand le Sieur du fief prend argent pour inuestir le vassal, c'est vne pure vente, quoy que l'inuestition porte que le sieur luy a donné entiere de fief la terre de tel lieu, & en cōsequence le vassal n'en pourra plus estre despouillé sans grāde occasion <sup>a</sup>. Dire & faire sont deux,

<sup>a</sup> l. curiales  
nu. 1. tit. de  
præd. iis decu-  
rio. lib. 10. C.  
<sup>b</sup> Calvus  
Rhodig. lib.  
24. cap. 6.

<sup>b</sup> ainsi que tres-bien Duret n'auroit, oublié de remarquer en ses Commentaires sur l'Edit de Blois. A suite de quoy nous dirons ainsi, que comme ainsi fut, que nos Roys ayants ceste intention de faire cesser du tout la venalité desdits offices, laquelle à leur tres-grād regret, auroit esté soufferte, par l'extreme necessité des affaires du Royaume, y auroient pourueu <sup>2</sup> & ordonné sur les remonstrances que leur auroiēt esté faites par les Estats, tout ainsi que des bons & droicturiers Princes deuoient & pouuoient faire, & encores par particuliers Edicts defendu & interdit ladite venalité, & encores les resignatiōs si legeres & temeraires qu'en estoient faictes ordinairement, iusques à ce que les diuisions & troubles de ce Royaume suruenus nous auroiēt fait tomber de fieure en chaud mal, & reduits iusques là que pour l'extremité extreme des affaires suruenus, en auroit reprinses les premieres erres de ladite venalité, & icelles continuās venues à telles encheres, qu'il n'y a pour les prouisions desdites offices que les marchans, & autres plus grosses & enflées bources qu'y puissent supplier pour esleuer <sup>3</sup> en dignitez & hōneurs leurs enfans, parens & successeurs, qui voyans les prouisions balancees à l'argent, y court qui peut & prend peine d'attraper deniers à toute heurte, en intention cōme est à presumer, de se recompēser sur le peuple : l'auarice cependant & la corruption regnans, les sciences & la vertu demeurans tellement acculees, qu'on peut dire à ceux qui en sont doüez & pourueuz, qu'ils cōme de bons & aueugles Homeres peuuent prendre le dehors pour leur giste & retraitte, fors quelques vns d'entre eux, qui ayans rencontré l'heur du barreau, paroissent & font leur profit entre les autres, en danger toutesfois de quelque secousse de la mesnagerie qui court, dōt on en voit l'essay & experiēce iusques aux barbiers, <sup>4</sup> hostes, tauerniers, & autres plus vils & mecaniques artifices :

ce qu'e presuppofé, il est fait grand cas touchant le dit rapport dont parlions au Chapitre precedet, d'un arrest de la Cour de Parlement de Paris prononcé en robes rouges le 7. Septembre 1582. entre M<sup>e</sup> Nicolas Fauier fils & heritier en partie de defunct M. Nicolas Fauier, <sup>2</sup> luy viuant Conseiller en la cour de Parlement à Paris, d'une part, & Marie Fauier Damoiselle sa sœur defenderesse, d'autre. Contre laquelle ladite Cour au-  
 5 roit déclaré qu'elle deboutee de ses fins, requestes & conclusions, en ce qu'auroit requis, que ledit Fauier son frere fut tenu rapporter son estat de Cōseiller en ladite Cour, ou moins prendre en la successiō de son dit feu pere, que la prouisiō qu'auoit esté faite audit Fauier par la resignation de feu leurdit pere, n'estoit aduantage, prohibé par la coustume sans despēs, attendu la qualité des parties. Dont on fait & tire vne cōsequence que resignation faite par le pere à vn de ses enfans d'office de Conseiller à la Cour, ou autre office de iudicature, n'est subiect à rapport, mais aduantage & preciput permis de droit & de coustume : à quoy adiousté en quelque part le docte Chopin, *sub id tēpus, nēpe die 23. Iulij, anni 1582. promulgatū esse in Curia Parisien. Francorū Regis edictū, publica iudicādi munera minimē ampli<sup>9</sup> vanū, nec resignatū iri* <sup>b</sup>. Ce que si eust esté gardé & entre-  
 tenu, cōme il est saint, droiturier & de Iustice, nous eussions esté en beau chemin : sçauoir demesme garder & entretenir en  
 6 sō entier le dict arrest, tāt sain, iuste & equitable audit cas; tout ainsi que nostre dite Cour à Tholose auroit tousiours fait quant à la venalité & susdit rapport : mais à present les choses sont venues à tel estat, qu'on le voit & apperçoit, en attédant que Dieu face grace au Roy, deschargé de tāt d'affaires qu'il a eu sur ses bras, & son estat entierement assuré, y pouruoir d'un parfait & entier reglement, & reprēdre les erres que les feuz Rois ses predecesseurs auoient entreprises & cōmencees; il est besoin à y mieux aduiser, non seulement à ce que si l'estat n'a riē cousté à la maison, que celui qui a receu cest auancement, en rende *certain quid arbitrato boni viri*, cōme quelques vns des fameux Aduocats de Paris auroient en cōsultāt esté d'aduis, mais aussi à regarder & examiner les sommes employees par le pere resignāt pour auoir l'estat, & neātmoins pour le faire passer & admettre au profit & en faueur de sōdit resignataire aux fins que le tout cōpensé, & mis à la balāce, vn n'ēporte tout, & les autres

a au recueil de Papon dernière édition tit. de rapport entre heritiers article 9.

b sur les coustumes d'Anjou lib. 3. cap. 1. tit. 3. nu. 7. § 8.

gissent sur le carreau priez de tous moyens, qui consisteront parfoi& le plus souuent la plus grand' part, en ce qu'aura cousté l'office: à qu'oy s'il leur plaist & le trouuent bon, pourront plus à plein deliberer & penser à qui il appartiendra.

---

CHAP. LVII.

- 1 Rapport entre heritiers ou successeurs ab intestat de droit ancien introduict, dont on peut lire quelques traces en ¶ parmi les liures des Iurisconsultes, pour ce regard par le droit nouveau ¶ dont nous vsons.
- 2 De faire extention des mots particuliers à d'autres trop loingtains de la prohibition requise, si roit entierement abolir le droit nouveau, & reprendre les arremens precedents d'iceluy.
- 3 Procès & diferent sur le fait y narré.
- 4 Le frere coheritier soustenant la prohibition du rapport de sa cottité par la declaration dudit pere en faisant la donation dicelle, au moyen de laquelle il auroit voulu & en eüdu, que le residu fust diuisé, suiuant son testamēt
- 5 Raisons & fondemens au contraire d'autre frere coheritier insistant le dict rapport deuoir estre fait nonobstāt ladite declaration.
- 6 Procès sur ce introduict.
- 7 Compromis des parties pendant l'appel en la Cour au dire de leurs Aduocats des plus fameux & experimentez en la Cour.
- 8 Lesquels par leur lods & sentence arbitrale confirment la sentence dudit Iuge ordinaire, portant que ledit rapport seroit fait par l'aîné.
- 9 Arrest du Parlement de Paris conforme à ladite sentence arbitrale & du Iuge.

Le

**E** rapport entre les heritiers ou successeurs ab intestat dont nous auons parlé cy dessus, estoit de droict ancien introduict, faict & executé *tacita nec palam diuulgata parentis voluntate*, dont nous pouuons lire quelques traces ésresponces des Iurifconsultes, <sup>a</sup> pour ce regard abregees par le droict nouueau & dont nous vsons, par lequel, soit-il par testat, ou ab intestat: *quoniam incertum est, ne forsan oblitus datorum, aut praetumultu mortis angustiatu, huius non est memoratus, omnino esse collationes, & exinde aequalitatem, secundum quod olim dispositum erat, nisi expresse designauerit ipse se velle non fieri collationem, sed habere eum qui cogitur ex lege conferre, & quod iam datum est, & ex iure testamenti.* <sup>b</sup> Ce qu'auroit esté mis & inferé au Code, par les paroles de mesme substance & effect, telles que nous aurions rapportees cy dessus: où nous auons parlé de ces mots; preciput & aduantage avec semblables, pour sçauoir s'ils emportoient prohibition expresse ou equipollente pour le moins, telle que ledit droict nouueau desire: nous en auons dit ce qu'en auoit esté preiugé pour le regard des susdits mots: mais d'en faire extention à d'autres vn peu trop loingtains de ladicte prohibition requise y estre expresse, encores qu'on en puisse inferer vne taisee, ce seroit entierement abolir ledict droict nouueau, & reprendre les errements precedens d'icelle. Parquoy comme il fut ainsi qu'un bourgeois de S. Cere en l'an 1554. eust trois enfans Gabriel, Iean & Iacques, par son testament qu'il fait en pleine santé & bien disposé de son corps apres le decez de sa femme, mere desdits enfans, il en institue deux ses heritiers vniuersels Gabriel & Iean, & legue certain domaine audit Iacques son tiers & dernier enfant pour son droict d'institution & hereditaire portion: quelque temps apres il marie sondit fils aîné nommé Gabriel, & en faueur & contemplation dudit mariage il luy donne la quatriefme partie de tous & chacuns ses biens, les quatre faisans le tout, & par mesme moyen declare qu'il veut & entend que le residu de son bien soit diuisé suiuant sondit testament, sçauoir entre ses deux heritiers également, le domaine qu'il a legué à sondit tiers fils nommé Iacques, à luy delaisé & demeurant, iceluy pere decede sans autrement disposer. Apres

<sup>a</sup> l. Pöponius  
Philadelphus  
ff. famil. her.  
cise. l. 14. in  
fi. ff. de  
dot. prelegat.

<sup>b</sup> illud quo-  
que in authen  
de triente &  
semisse.

HHHhh



son decez il y aprocez & different entre lesdits deux heritiers, sur la diuision & partage des biens & heredité paternels, par ce que le frere coheritier demandoit tous les biens venir en diuision & partage, l'aisné soustenoit que le quatriesme du bien à luy donné en deuoit estre tiré, & luy demeurer par pre- ciput comme en ladicte qualité luy ayant esté donné, offrant venir à partage pour le residu, & suiuant l'intention de leur feu pere, dont il resultoit par la declaration qu'il en auoit faicte, luy faisant ladite donation. Au contraire ledit frere coheritier susdit obiice que si son frere veut partager, il est tenu faire rapport de ce que luy a esté donné, & que n'y ayant prohibition expresse, il est tenu de le faire, estant necessaire que ceste prohibition soit expresse, *quod expressi & taciti eadē non sit ratio; expressa enim pupillari excludit matrē, tacita nō excludit.* L'aisné dupliquoit que la prohibition estoit assez expresse tant en ses mots du residu des biens, qu'en ce qu'ailleurs il est respondu par le Iurisconsulte, *dotis collationem cessare ex coniecturata mente defuncti, qui nihil indiuisum reliquit.* Et sur ce instance introduite pardeuant le Iuge ordinaire dudit sainct Cere au mesme an, par sentence d'iceluy est ordonné que le rapport, sera faict par l'aisné & qu'avec ce le partage sera duntout faict également, sauf du domaine legué à l'autre leur frere qui luy demeurera pour en iouyr & disposer comme à luy legué par leur dit pere & sans despens: de laquelle sentence de la part dudit aisné, il y a appel releué en la Cour du Seneschal de Quercy siege de Martel, & des appointemens interlocutoires d'iceluy Seneschal respectiuellement par les parties en la Cour, en laquelle le procez porté, les parties auroiēt cōpromis au dire de leurs Aduocats appelé vn tiers: lesquels des plus fameux & experimentez de la Cour par leurs lods & sentence arbitrale auroient mis l'appellation dudit Seneschal, & ce dont auoit esté appelé au neāt: & au surplus confirmé la sentence dudit Iuge ordinaire avec restitution de fruiets respectiuellement & sans despens, ce qu'auroit esté fort iuste & raisonnable: tout ce que l'aisné pour euitier ledit rapport pouuoit alleguer prins des Pandectes & responce des Iurisconsultes, & autres constitutions à icellès conformes au Code, estant tiré d'un droit abrogé par les Nouvelles de

a l. ex parte  
§. intestato  
ff. famili.  
hered. c.

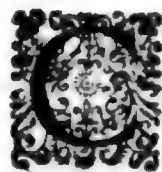
Iuſtinian, ne venant pour ce regard par conſequent en aucune conſideration , ſuiuant icelles eſtant beſoin aujourd'huy d'une pure ou quaſi pure expreſſion , telle que les mots par preciput & aduantage, viennent à induire, comme nous auons cy deſſus monſtré ouuertement , toute taiſee ou quaſi taiſee expreſſion reiettee. Depuis il y a eu arreſt de la Cour de Parlement de Paris , conforme audit iugement & ſentence ſur ſemblable & pareille hypothèſe du 14. d'Auril 1574. iugeant vne appellation d'un Iuge du pays du Droit Eſcrit , qu'auroit eſté mis de nouueau audit Recueil <sup>a</sup> dudit feu Papon dernièrement imprimé, où le verront ceux qui auront le vouloir & loifir de le voir.

a tit. du rap-  
port entre  
heritiers  
art. 10.  
qu'eſt le  
penultieſ-  
me.

---

CHAP. LVIII.

- 1 *Imputations à faire par les nepueux ſuccedans en ſouches avec leurs oncles & tantes és biens de leur ayeul, meſmes venant du chef de leur mere redecēdee.*
- 2 *Ce qu'a lieu & procede en cas de repudiation de l'heredité maternelle.*
- 3 *Pour ne pouuoir nier qu'ils ne ſoiēt oncles en ſon degré & en ſon lieu, iuſques à ſucceder tous enſemble in ſtirpes*
- 4 *La cauſe originelle, encores que directement ne procede de l'ayeul, plus conſiderable que celle qui ſuruiuent apres.*
- 5 *Ce qu'auroit eſté touſiours preiugé par ladite Cour à Tholoſe, parce qu'autrement ſeroit fort iniuſte, que les plus prochains d'un degré fuſſent faits de plus pire & dete-  
rierieure condition.*



**E**ſt vne reigle & maxime cōme generale, les nepueux ſuccedās par ſouches, qu'eſt *in ſtirpes*, que l'on dit, avec leurs oncle & tantes és biens de leur ayeul deuoit imputer en leurs droits de ſucceſſion, venant du chef de leur mere predecēdee, tout le dot maternel & autres choſes à occaſion d'iceluy par elle en ſon viuant receuës, <sup>b</sup> tant parce que tout cela luy eſtoit obuenu non ſeulement

<sup>b</sup> Bart et in  
quartam ff  
ad l. ſalcid



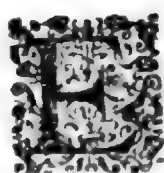
raison ny apparence , que la mere estant tenuë d'imputer  
ses enfans, qui sont entrez en son degré , & tiennent le lieu  
de la mesme personne, puissent reculer, ou bien icelle refuser  
pour essayer d'auoir beaucoup plus que leur dite mere , de la-  
quelle ils tiennent le lieu qu'eust peu auoir si elle eust esté en  
vie. Et de dire qu'esdits cas speciaux sans repudiation de l'he-  
redité de la mere, ils puissent obtenir ce qu'à elle appartenoit  
d'ailleurs , sans estre adstrains à aucune imputation , cela  
pourroit auoir lieu quand cela n'obuiendroit à l'occasion,  
ou pour le fait de l'ayeul pere de leur dite mere : mais estant  
autrement comme en l'hypothese desdits cas speciaux , es-  
quels par la volonté de l'ayeul constituant la dot , icelle doit  
demeurer en certain cas propre & peculier à la fille <sup>a</sup> mere  
desdits nepueux, s'ensuit que la cause originelle encores que  
directement ne procede de l'ayeul <sup>b</sup>, est plus à considerer que  
celle qui suruiuent apres : <sup>c</sup> qu'auront esté la cause que nostre-  
dite Cour a Tholose auroit tousiours suiuy & iugé suiuant ce-  
ste opinion quand les nepueux viennent & se trouuent fai-  
re concours avec les oncles ou tantes , principalement par  
ceste raison qu'il seroit fort iniuste, voire inique de tous points  
que les plus<sup>1</sup> prochains d'un degré fussent faits de pire  
& deterieure condition<sup>a</sup>, ainsi que nommément auroit le-  
dit sieur Corras en quelque part remarqué<sup>c</sup> où nous suffira  
pour le present renuoyer ceux qui en desireront dauantage :  
à quoy nous adiousterons en matiere du rapport, où il y a mes-  
me & pareille raison quant à ce , en auoir esté fait conforme  
preiugé par la Cour de Parlement à Paris au mois d'Aoust  
mil cinq cens soixante quatre par arrest inseré audit Recueil  
dudit feu Papon dernièrement , imprimé au lieu à la marge  
coteé<sup>f</sup>

<sup>a</sup> l. 2. l. quoties  
l. post dot. ff.  
sol. matr. l. a.  
C. de Inoff. do  
nat. Acc. in l.  
qui aliena. §.  
interdū. ff. de  
acq. hered.  
bl. omnimodo  
§. imputar.  
C. de inoff. te-  
stam.  
Castren. i. n. l.  
illa in fi. C. de  
collat.  
<sup>b</sup> l. quid quod  
ff. de donat. l.  
1. §. si de im-  
pon. lucrari  
descript. lib  
10. C.  
<sup>c</sup> d. l. si vna  
cha. dernier  
de ladicte sen-  
torie.  
<sup>f</sup> tit. de rap-  
port entre he-  
ritiers art. 10.  
qu'est le pe-  
nultiesme.

HHHhh iij

## CHAP. LIX.

- 1 Volonté iuste & parfaicte des testateurs requise en leurs testaments, & telle que ne despende que des mesmes testateurs.
- 2 Testaments faits avec signes & interrogatoires du Notaire ou autre, bons & valables, & comment.
- 3 Approuvez par ladite Cour à Tholose, quād les tesmoins y assistants ont esté enuoyez querir, & priez par les testateurs d'y assister, & encor es quand les mesmes testateurs ne sont point moribons & à l'extremité de leurs iours.
- 4 Conclusion docte & fort propre pour ce regard du seigneur le Caron.



a l. Captato-  
rias. ff. de ha-  
red. Instit. l.  
tam n. §. 1.  
ff. de donat.  
Can. inolet.

b Val. Maxi.  
cap. 1.

c lib. 5. c. 6.

ETRE autres choses requises aux testamēts, pour la ferme & solide validité d'iceux, c'est la volonté iuste & parfaite des testateurs telle appelée, celle qui ne depend d'autres que d'iceux mesmes testateurs & disposants<sup>a</sup>. Qui fait qu'aujourd'huy & du droit dōt nous usons, ne seroit approuvé ny receu ce testament de ce Roy, par lequel il auroit cōmandé à sa femme & ses enfans, qu'ils prissent pour Iuge & arbitre de la diuision de son Royaume, Scipion Æmilian, & que ce qu'il en ordonneroit fust gardé cōme ferme & stable entr'eux, tout ainsi que si par sō testamēt il l'auoit nommément & expressémēt ordonné<sup>b</sup>. Et de là seroit procedé le doute qu'on auroit fait sur le testament fait par quelqu'un avec signes & interrogatoires d'un Notaire ou autre tiers à ces fins interposé, s'il est ou seroit bon & valable de droit comme fait suyuant iceluy. Surquoy bien que nous en ayons discouru & raisonné en quelque part des liures precedents c: c'estoit toutesfois cōme en passant & en vne hypothese, sur laquelle plusieurs autres circonstances venoient fondre autres que la susdite question; pour laquelle nous dirons icy que la commune opinion a esté, qu'elle auroit creu



l'institution d'heriter, & autre quelconque partie du testament bonne & valable à l'interrogation d'autrui, à laquelle il seroit respondu, ouy, ou pourquoy non? que les Latins disent *quid no?* & autres semblables, ils en font alleguez les textes à la marge cottez <sup>a</sup>. L'argument prins des stipulations, esquelles telles ou pareilles paroles viennent à induire disposition <sup>b</sup>: à plus forte raison es testamens, qui reçoivent plus ample & pleniere interpretation <sup>c</sup>. On amene pour exemple le testament d'Alexandre le Grand, qui venant à ses derniers iours, & ja défaillant, interrogé par les assistans, qu'il vouloit qui luy succedast en son Empire, il auroit respondu, que le plus digne: mais apres la parole luy ayant failly & ne pouuant parler, par signes & gestes voulant donner à entendre sa volonté, tirant de son doigt vn anneau, qu'il y portoit, en saisit Perdicas qui estoit aupres de luy, par ce geste & raisé iugement le nommant pour son successeur: pour autant que les moribonds se voyans à l'extremité de leurs iours, auoient de coustume par la tradition des anneaux de signer pour leurs heritiers ceux à qui ils bailloient ainsi, si autrement toutesfois il n'y auoient pourueu & ordonné, jaçoit qu'aujourdh'uy *nomen heredis exprimi, vel voce vel literis à testante debeat* <sup>f</sup>, Ce dessus donc procede de la commune opinion presue de tous, principalement quand il y a vn Notaire appelé, & ores qu'il soit prouué que le testateur n'ayt respondu qu'ouy, ou au pays de Guienne au Notaire l'interrogeant, le testament pour cela n'en estre moins valable, & presumé estre tel, & par ce moyen estre solemnellement fait sans qu'il conuienne disputer de la validité d'iceluy. Ce neantmoins nostre dite Cour à Tholose a receues & approuuees telles & semblables dispositions, si premierement les tesmoins y assistans auroient esté enuoyez querir, & nomément priez d'y assister & en porter tesmoignage, encorres & principalement *si non à moribundo & in discrimine vite constituto, ea verba prolata proponantur, alioqui defunctus crederetur magis mortis cogitatione turbatus, quam ex voluntate sic respondisse* <sup>1</sup>. Car outre ce que les responses qu'il fait, disent seulement, o, ou ouy demontrent assez l'infirmité de l'esprit, qui le rend incapable de tester <sup>m</sup>: il n'appert par escrit ne par tesmoins que le testateur ait eu intention de faire tel testament, & cōme de luy mesme enuoyé querir le Notaire, moins déclaré à luy aucuns des tesmoins, ou à autres

<sup>a</sup> l. Pamphilo §. propositum ff. de leg. 3. D. in l. 1. §. si quis ita ff. de verb. obligat. b l. blanditus. C. de fide commissa. c l. in testam. ff. de reg. iur. cap. cum dilecti de donat. d 2. Curt. lib 10. Plutarch in Alexandro e Val. Maxim. lib. 7. cap. 9. f l. Iulianus C. de testam. § Glo. ind. Iulianus C. de testam. D. d. ibid. C. iul. ha redes palat. ff. qui test. fac. poss. b l. si postdationem, C. de Bart. C. de iur. & fact. igne. l. cū precibus C. de proba. l. Diuus. ff. de test. milit. d. § propositum & § si quis ita. k DD. ind. § si quis ita. l. hac cōsultiss. ma §. at cum humana C. quā testam. fac. poss. m Cyn. ind. l. iubemus ver. d. in l. 2. C. qui testam. fac. poss.

*a Ioan. Andre. in addit. ad Speculat. de testam. §. 1. versic. quod si is qui b cap. 85. d. cent.*

*c lib. 5. cap. 45.*

que sa volonté fut telle qu'est porté par ledit prétendu testament: tellement que sa responce si simple procedant d'un homme affoibly de maladie, & infirme d'entendement, ne peut valoir en aucune sorte de disposition testamentaire <sup>a</sup>: & ainsi nostredite Cour esdits cas a tousiours accoustumé le iuger, ainsi qu'elle fist en l'hypothese cy-dessus mentionnee, & comme ledit sieur Corras l'auroit escrit & expliqué <sup>b</sup>, & le Caron nōnement n'y auroit rien oublié en sesdites Respōses <sup>c</sup>, concluant & doctement, que bien que l'homme proche de la mort puisse tester, que toutesfois il faut qu'il ait volonté de ce faire, & dicte, où pour le moins, declare icelle au Notaire en la presence de tesmoins, pour valoir testament, pour les raisons & autoritez cy dessus alleguees, que pourront voir és lieux que dessus ceux qui en voudront & desireront sçauoir dauantage.

#### CHAP. LX.

- 1 Testament d'une fille moindre de 25. ans, aagée seulement de 18. à 20 marice soubs puissance de pere, & à son desceu sans enfans, impugné de droit.
- 2 Raisons pour la nullité dudit testament.
- 3 Responce à ce que peut estre allegué au contraire.
- 4 N'y a incōueniēt que la femme soit en la puissance du pere & du mary pour diuers respects, se rapportans ensemblement à une mesme fin d'honneur & deuoir
- 5 Arrest quant à ce de ladite Cour à Tholose, par lequel tel & semblable testament auroit esté déclaré nul, & le pere comme plus proche appelé ab intestat.
- 6 Autre arrest de la Cour de Parlement à Paris tout au cōtraire, bien que la femme ayāt testé fust de Lyon, pays de Droit Escrit.
- 7 Memoires aux liures precedens remarquez, qu'audit mesme Lyon la maxime que dessus du Droit Escrit pour la nullité dudit testament, estoit gardee & obseruee.

V N

**V** Ne femme mariee ayant encores son pere, aagee de dixhuit à vingtans, fait testament à l'Isle en Iourdain, par lequel elle fait certain legat à son pere, & au demeurant institué son heritier vniuersel son mary: ledit lieu est pres de Tholose & au pays de Droit Escrit, comme est notoire: il y a procès pour raison dudit testament entre ledit pere de ladite fille qui seroit decedee sans enfans, & son dit mary: pource qu'iceluy dict pere impugnoit ledit testament de nullité comme fait par sadite fille estât soubs la puissance, nonobstant ledit mariage suiuant la disposition du droit Romain, qu'il faut suiure en ceste cause comme donnant loy & reglement au pays, le commandement de Dieu par lequel l'homme & la femme mariez doiuent abandonner peres & meres pour adherer ensemble, ne tendant à renuerser ou diminuer la reuerence que doiuent les enfans à leurs peres & meres, & la puissance que les peres ont sur eux, ains pour venir l'amitié de l'homme & femme mariez, & les faire viure ensemble en concorde, & lien de mutuelle amour. Aussi entre les moyens que Iustinien Empereur Chrestien recite pour dissoudre la puissance paternelle, il n'y comprend le mariage, comme si par iceluy elle n'estoit solue, ainsi qu'à la verité elle en semble estre, cōme peut apparoir de plusieurs lieux & autoritez prinsestant de Iuriscultes, que constitutions des Empereurs au droit ciuil, <sup>a</sup> outre la doctrine des Docteurs y apportees, dont peut estre apparu tant de la puissance que le pere a sur sa fille mariee, que du consentement qu'elle doit prendre de luy, à cause de telle puissance fondee sur le droit diuin contenu aux Tables du Decalogue, droit naturel & des Gens. <sup>b</sup> Et nobste en rien d'alleguer que puis que le droit Romain n'auroit decidé en termes expres ceste question, si par le mariage la puissance paternelle est soluë, il faut auoir recours au droit vniuersel des Chrestiens, qui veut suiuant la parole de Dieu, que la femme quitte pere & mere pour adherer à son mary, & estre avec luy vne mesme ame, mesme chair & volonté, luy estant maistre & seigneur: car à tout cela & qui en peut dependre sera respondu qu'il a lieu en ses termes, concernans l'estroict & indiuiduelien de ce grand mystere du mariage, mais non pas autrement pour auoir force de

a l. i. §. ff. de iniur. l. patri, ff. d. adul. l. i. §. filia. ff. de liber. ho. ex lib. l. si. C. de edem. §. sed illud. Nouell. 97. decognat. dot. Bald. in rubric. & l. i. C. de bo. que lib. & l. si uxorem. C. de condit. m. fert. b l. i. & 2. ff. de iust. & iur. l. 9. de obseq. par et. & par tro. praest.

retirer la femme hors la puissance du pere , pour la mettre sous celle du mary, hors outre par ledict mariage, comme nommément à faire testament qu'une fille ayant pere, & à iceluy sujette pour ce regard n'a moyen & ne peut faire, sans qu'il y ait inconuenient en cest endroict & pour diuers respects, que la femme soit sujette à deux maistres, la puissance des deux tant s'en faut qu'elles soient incompatibles, qu'au contraire elles se rapportent ensemblement à vne mesme fin d'honneur, de buoir, reuerence, amitié, affection, & con corde respectiues, singulierement la puissance paternelle empeschant qu'au moyen de l'autre les mariez ne soient despouillez de leur amour respectiuelement, *profusa erga se facilitate, donationibus non temperantes* : mesmes pour le regard de la femme qui à ce faire retenuë par la puissance paternelle, ainsi qu'est aisé à presumer & coniecturer, ne prodiguera si facilement son bien, faueur de son mary ny d'autre, & contre les siens, enuers lesquels elle est de tant & tant re deuable. Dont seroit aduenue que ledit procès pour raison dudit testament deuolu par appel en la Cour au rapport de feu monsieur Berail, ledict testament auroit esté déclaré nul, & ledict pere comme plus proche appelé ab intestatés biens & droicts de ladicte fille, sauf à son dict mary les hypotheques & aduantages qu'il pouuoit auoir sur iceux à poursuiure ainsi qu'il appartiendroit. Nous sçauons bien qu'il y a vn arrest de la Cour de Parlement de Paris du mois de Iuin 1593. tout contraire, estant nommément dict par iceluy apres en auoir esté communiqué à toutes les Chambres, que ceste femme auroit peu tester comme par le mariage deliuree de la puissance paternelle, bien que ladicte femme fust de Lyon, pays de Droit Escrit notoire, ainsi qu'auroit escrit, apres les raisons & autoritez fort doctement discourues d'une part & d'autre, le sieur Caron en ses responses, où il allegue encor vn autre & semblable arrest au rapport d'un sieur qu'il nomme, qui estoit Lyonois, du 14. Aoust 1555. mais il n'y a remede d'un party & d'autre, y a assez de circonstances pour mouuoir vne Cour à tenir l'un & l'autre à tenir le contraire : mesmement ladicte de Tholose pour le Droit Escrit duquel elle en porte le nom & malaisement se depart des traditions & maximes d'i-

celuy expresse ainsi que la susdite : ladite Cour de Paris n'estant despourueüe de ses bonnes raisons & fondemens assurez au pays coustumier où elle est assise ; nous auons toutes-  
 7 fois remarqué aux liures precedents <sup>a lib. 5. ca. 2.</sup>, des memoires par le discours desquelles sera apparü à Lyon mesme telle & semblable maxime que dessus dudit Droit Escrit, auoir esté gardée, entretenue & obseruee.

CHAP. LXI.

- 1 Bourgeois n'ayant enfans courtoisanné par un galland.
- 2 Moyens d'iceluy & procedure de faire pour paruenir à son dessein.
- 3 Misiue du susdit galland pour induire ledit bourgeois à ce qu'il vouloit, comme en fin il auroit fait.
- 4 Ledit bourgeois decede apres auoir fait heritier le susdit, telle & semblable institution debatue comme captatoire par les successeurs ab intestat dudit feu bourgeois.
- 5 Soustenemens de l'institution que dessus par le susdit.
- 6 Remonstrances au contraire des successeurs ab intestat.
- 7 Enemon se plaignant entre les morts.
- 8 Sentence du Seneschal, par laquelle le dit testament est déclaré nul, & sans auoir esgard à iceluy les successeurs legitimes maintenus.
- 9 Arrest de ladite Cour audit Tholose confirmatif de ladite sentence avec despens.
- 10 Autre arrest pareil & semblable en effect de ladite Cour à Paris.





V pays de Droit Escrit où nous sommes & escriuons cecy, y eut vn bourgeois qui n'ayant point d'enfans, bien qu'il eust d'ailleurs plusieurs proches parens & alliez, estoit courtisanné hanté, & fréquenté ordinairement par vn Galland qui sçauoit plus que luy, & qui auoit assez bien de quoy : lequel sur l'occasion d'une petite maladie qui le surprint, ou peut estre luy mesmes se l'estoit procurée, feignant estre à l'occasion d'icelle bien malade dans son liét, enuoye querir vn Notaire avec destemoins iusques à sept pour faire son testament; auant lequel<sup>2</sup> declarer il pria ledit Notaire vouloir aduertir le susdit bourgeois de s'en venir le trouuer, car il luy vouloit tenir parole, sans plus attendre, de ce qu'ils s'estoient promis l'un à l'autre long temps y auoit : à quoy inclinant ledit bourgeois s'en va avecq le Notaire chez le susdit, qu'il trouue desolé, affligé, & tourmenté de sa maladie, comme il en faisoit le semblant, & s'estants salués & apres quelques paroles communes ensemble, il luy dit, vous soyez le bien venu, ie vous veux tenir ce que ie vous ay promis, à la charge que vous en faciez de mesme, comme i'espere, pour autant que les morts sont communes, & ne faut attendre que l'heure qu'il plaira à Dieu nous appeller : surquoy ledit bourgeois ne repliquant autrement, le susdit commençant son dessein, va faire vn grand signe de la Croix & apres disposer pour son ame, & consecutiuellement ordonner quelques legats particuliers qui n'excedoient pas grand'somme, & venant à l'institution il s'escria en telles paroles, *à à mon amy*, tendant la main audit bourgeois c'est vous que ie fais mon heritier vniuersel sans autre, pour faire & disposer de tous & chacuns mes autres biens à vostre plaisir & volonté, sans vous charger d'autre chose, viuant encor' en esperance de vous veoir dauantage, & que vous n'oubliez ce que vous m'avez promis ; apres il fait & acheue son dict testament, receu par ledit Notaire en presence des susdits en bonne & deüe forme : on se retire apres, & voyla le malade susdit testateur qui sort de son liét le lendemain, en aduertit ledit bourgeois pour le venir veoir, comme il fit, & entre autres paroles qui luy dit, il l'assura qu'incontinent apres auoir fait ledit testament, il se commença à porter mieux,

& qu'il le deuoit faire ainſi: car il en viuroit plus gaillarde-  
ment & ioyeuſemēt, ce que ledit bourgeois luy promiſt faire:  
mais dilayāt trop comme il ſembloit au ſuſdit, quelque temps  
apres ledit bourgeois qui eſtoit beaucoup plus auācé en aage  
que le ſuſdit ſe trouuant vn peu mal, le ſuſdit Gallant luy eſ-  
crit vne miſſiue, par laquelle il luy ramenteuoit l'inſtitution  
qu'il ſçauoit qu'il auoit faite en ſa faueur, & le ſemond ſui-  
uant les promeſſes qu'ils auoient long temps faites enſemble,  
executer ce qu'eſtoit de ſon coſté, ce faiſant faire teſtament,  
& par iceluy l'inſtituer heritier cōme de ſi a long temps auoit,  
il auoit fait de ſa perſonne, ce qu'à la fin ledit bourgeois fait,  
& quelque temps apres ledit bourgeois decede ſans faire au-  
tre diſpoſition. L'inſtitution faite du ſuſdit par le teſtament  
dudit bourgeois eſt debatüe par les ſucceſſeurs legitimes &  
ab inteſtat du defunct, comme eſtant captatoire & reprouuee  
par le droit Ciuil és lieux aſſez yulgaires, entre leſquels  
demandeurs ab inteſtat en maintenüe, l'heritier inſtitué op-  
poſant & demandeur en ſemblable maintenue, au moyen &  
en vertu dudit teſtament ſouſtient ſon inſtituion, n'eſtant  
telle qu'on la veut depeindre, & moins aucunement reprou-  
uee *cum duo mutuis affectionibus indicia pronocauerunt*<sup>a</sup>, ſingulier-  
remēt quand la captation pretēdue ne ſe peut rapporter qu'au  
paſſé, *quia tunc inſtitutiones in preteritum concepte, captatoria  
non habentur, neque in ſententiam Senatu conſulti incidunt*<sup>b</sup>. Ayant  
eſté donc ladite inſtitution pure & ſimple, comme auoit bien  
eſté celle que l'heritier auparauant auoit faite du meſme te-  
ſtateur, ayant precedé la ſuſdite & de longs tēps, par laquelle  
le defunct l'auroit inſtitué: tants'en faut qu'elle reſſente au-  
cunement ſa captation qu'on appelle, que c'eſt pluſtoſt vne  
inſtitution au paſſé, procedant d'vne amitié & mutuelle affe-  
ction & beneuolence. Au contraire dequoy eſtoit remonſtré  
par leſdits ſucceſſeurs ab inteſtat, que pour iuger tel & ſem-  
blable different, faut principalement regarder à la<sup>c</sup> forme &  
eſcriture des deux teſtaments, moyens procurez & executez  
pour y paruenir, par leſquels paroitra que le defunct auoit eſ-  
té guetté par le pretendu heritier pour l'inſtitution que deſ-  
ſus, qu'il en auoit en fin obtenue par tous moyens poſſibles à  
le ſurprendre pour le faire tomber aux rets, lacs, & fillets par


a l. captato-  
rias. ff. de ha-  
red. inſt.  
b l. illa autē.  
D. cod. l.  
mu. ier. §. ſi.  
D. de cod.  
inſt.

a Apud Lu-  
cianum in  
Dialog. mor-  
tuum.

luy à ces fins & expressement tendus. Ce que demonstrent ouuertement les façons dont l'heritier susdit prétendu auroit usé en faisant son testament, les aduertissemens de sa reconualescence apres donnez au defunct, les exhortations par luy faites des promesses qu'ils auoient dès long temps ensemble, qui faisoient voir ouuertement, qu'il y auoit vn secret entre le defunct & son prétendu institué, que par le moyen de l'institution de l'un, l'institué de mesmes en feroit & institueroit l'autre: ce qu'estoit assez suffisamment courtisanné pour attraper l'heredité dont est question, bien loing d'une mutuelle 7 institution cy-dessus alleguee: tesmoin ce pauvre Cnemon trompé<sup>a</sup>, comme le susdit meritoit, lequel entre les morts en fait ses plaintes ailleurs, auxquelles il fait mention de semblable testament, qu'il auoit fait aux fins pareillement que celuy qu'il auoit par iceluy institué heritier en tous & chacuns ses biens, en fist de mesmes, & respectiuement; ce qu'il ne sçait si apres il auroit fait, luy cependant par cas fortuit qu'il exprime estoit decedé. Surquoy procès introduit au Seneschal de Carcassonne apres vne ordonnance d'appointement de contraires, & les Enquestes faites par les parties, dont resultoit la verité des faits alleguez par lesdits successeurs legitimes, qui estoient en partie les susdits, par sentence dudit Seneschal 8 ledit testament fut déclaré nul, & sans auoir esgard à iceluy lesdits successeurs legitimes maintenus diffinitiuement en tous & chacuns les biens dont estoit question, avec despens & restitution de fruits. De laquelle sentence appel releué en la Cour audt. Tholose, par arrest du mois de Mars 1574. au rappore de feu Monsieur Berail, ladite sentence au- 9 roit esté confirmée avec despens. Le sieur de Caron fait mention d'un pareil arrest, qu'il date du 4. Feurier 1559. de la Cour de Parlement de Paris, sur vne hypothese non gueres 10 differente de la susdite: & confesserons ingenuement, qu'à son recit & discours qu'il en fait, nous aurions fait insertion icy du susdit de nostre dite Cour, duquel aussi nous aurions emprunté quelques raisonnemens, que nous aurions bien luy voulu rendre, en attendant qu'il ait le moyen de s'en recompenser sur nous, ne luy ayant voulu cependant desrober ce qu'il merite.

# CHAP. LXII.

- 1 *Legat fait par le fils à la mere.*
- 2 *Lettres de ladite mere pour nonobſtant l'acceptation dudit legat eſtre receue à debatre le teſtament fait par ſon dit fils, auquel elle auroit eſté preterite.*
- 3 *Fins de non receuoir de la part de l'heritier inſtitué.*
- 4 *Repliques de ladite mere auſdites fins de non receuoir.*
- 5 *Sentence du Seneſchal portant condānation contre lediſt heritier, à bailler & deliurer à ladite mere le ſupplēmēt de legitime par elle ſubſidiairement demandee.*
- 6 *Arreſt de ladite Cour portant confirmation de ladite ſentence.*
- 7 *Autre arreſt & contraire de ladiſte Cour à Paris.*
- 8 *Conſtitution formelle expreſſe pour la deciſion du Droit dans le Code.*

- 1  N fils mourant ſans enfans apres le decez de ſon pere fait teſtament, & par iceluy inſtitué heritier vniuerſel vn eſtranger, & legue à ſa mere qu'il auoit encores certaine ſomme de deniers, la paſſant autrement ſans l'inſtituer ou exhereder, & decede en ceſte volonté: apres ſon decez la mere reçoit ſon legat, qui luy eſt
- 2 payé par l'heritier de ſon dit fils apres elle impetre lettres Royaux adreſſantes au ſiege de Cahors & principal de Quercy, pour nonobſtant l'acceptation dudit legat par elle fait, mal conſeillée & inſtruite de ſes droits, eſtre receue à debatre & impugner le teſtament de ſon dit fils, ſur lequel elle auoit eſté preterite non inſtituee, ny deſheritee, à tout le moins à demander le ſupplément de ſa legitime, par ce
- 3 que le legat n'eſtoit ſuffiſant pour la fournir à quoy eſt inſiſté par fins de non receuoir de la part dudit heritier,

pour autant qu'elle auoit reconnu & approuué le iugement & disposition de son fils, qu'elle ne pouuoit par apres impugner & debatre, par telle approbation & recognoissance ayant demonsté ouuertement qu'elle auoit eu pour agreable le testament de sondict fils, & se feroit contentee du legat qu'il luy auoit par iceluy fait: quoy veu notoirement, elle ne faisoit à receuoir à l'interinement des lettres par elles impetrees, & aux fins & conclusions par elle pour ce regard prises. Et sur ce ladite mere ayant respondu en vn mot qu'elle estoit femme, & de tel sexe qu'infirmé de foy, elle auoit merité cest allegement & soulas, que d'estre releuee par le Prince & les Seigneurs de la Iustice, à qui le rescrit obtenu s'adressoit de cest insigne affront, qu'un estrangier auoit pratiqué enuers elle, pour l'approbation d'un acte simul de sondict fils moyennant le payement de tel quel legat, qui ne reuenoit pas à la troisieme partie de ce que de droit luy appartenoit, quand ne seroit que sa legitime mesme, & encores telle approbation n'auoit esté sans menées & pourchats tels qu'approchans d'une subornation frauduleuse, caute, de mauuaise foy, & dol, ledict estrangier se seroit rendu indigne d'en rapporter aucune commodité ny profit. Surquoy & plusieurs raisons prises des bons auteurs & liures du Droit tant Ciuil que Canonique, ledict Seneschal par sa sentence ordonne que ledict heritier defendra à toutes fins, ce faisant pour defenses il persiste & autrement pertinemment. De recherche le procès appoincté en droit, par sentence diffinitive lesdites lettres sont interinees, & ledit heritier condamné à bail-  
ler & deliurer le supplement de legitime à ladicte mere; eu esgard à ce que les biens seroiēt estimez au temps du decez dudit fils par experts, dont parties accorderoiēt dans trois iours, autrement en seroient prins d'office, avec restitution de fruiets & despens esquels ledict heritier est pareillement condamné. De laquelle sentence iceluy heritier appelle & releue en la Cour audit Tholose, par Arrest de laquelle du mois d'Auril mil cinq cens cinquante sept, l'appellation mise au neant, la-  
dite sentence est confirmee en ordonnant que ce dont auoit esté appellé sortiroit effect, & sans despens. Le sieur le Caron rapporte arrest tout contraire du 25. Septembre 1582.  
de la



de la Cour de Parlement à Paris<sup>a</sup> par lequel la mere auroit esté deboutee de ses conclusions, & ordonné qu'elle se contenteroit du legs à elle faict par sa fille, car du testament d'icelle estoit l'hypothese ensuiuant la premiere demande. Nous ne pouuons coniecturer si la mere auoit impetré lettres Royaux, pource qu'il n'en y est faicte mention, ayans aussi opinion qu'elle se fondoit sur le defaut de renonciation nommément & spécialement audit supplément, par le texte formel du droit y allegué,<sup>b</sup> que semble decider en propres termes cest affaire: mais: quoy qu'il soit, nostredite Cour en auroit iugé autrement, n'y faisant ordinairement aucune d'ifficulté en telles & semblables renonciations, quelques autres clauses generales, qui  
8 contiennent si la susdite dudit supplément expressément n'y est escrete, suiuant en cela ladite constitution à la marge cotee,<sup>c</sup> qui auroit esté estéduë par ladite Cour à Tholose *ad ascendentes*, quelque chose au contraire que fust du Droit ancien & des Pandectes,<sup>d</sup> par la mesme constitution abrogé, suiuyte toutes-  
fois comme il semble par ladicte Cour à Paris au susdict arrest par elle donné, allegué par ledit Caron: & encores y pourroit auoir eu és hypotheses par lesdicts arrests iugees telles & si di-  
uerfes circonstances, que nous ne voyons point autrement qu'auroit meu les Iuges, encores qu'au mesme pays de Droit  
Escrit, en faire ainsi diuerfes & contraires iugemens.

<sup>a</sup> En sesdites respon-  
ses lib. 8.  
chap. 77.

<sup>b</sup> l. si quādo  
§. Equatiter  
C. de inoff.  
Test.

<sup>c</sup> Coras. D  
Centur. cap.

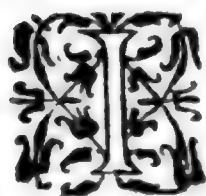
<sup>d</sup> L. Parenti-  
bus in fi. C.  
de inoff. testā.  
l. nihil in ter-  
esset. eod.

## CHAP. LXIII.

- 1 Legat où & en quel lieu demandé.
- 2 Aux personnes de qualité noble ou autrement constituées en dignité de legat payable, au lieu & habitation ou residence du legataire.
- 3 Si les heritiers sont tenus payer solidairement le legat de-  
laissé par le defunct en faueur de mariage, & encores  
l'intérêt du iour de la poursuite.
- 4 Arrest de la Cour de Parlement à Paris pour l'affir-

KKKkk

matine avec un autre pareil & semblable de ladicte  
Cour audit Tholose, & sans despens.



a L. si fidei-  
comm. ff. de  
iudic. l. unic.  
C. ubi de fidei-  
comm. ff.

b D. l. si fidei-  
comm. ff. 2.  
Rij.

c l. quod leg.  
D. de iudic.

d Chap. 86.  
de ladicte  
Centurie.

L'n'y a chose plus vulgaire és maximes de droit  
que celle la par laquelle est nōmément porté, vn  
legat deuoir estre demandé ou poursuiuy, là où  
est & consiste la plus grand part de l'heredité du  
testateur qu'il a fait & laissē,<sup>a</sup> sinō que le mesme  
testateur par son testament y eust pourueu autremēt en ordon-  
nant la poursuite & demāde à certain & arresté lieu, par luy à  
ces fins designé,<sup>b</sup> ou biē que par desistat, qu'on dit en ce pays,  
ou par rei vendication qu'on appelle en Droit, & autre actiō  
realle, il en fallust faire demāde, auquel cas non seulemēt là où  
la plus grād' part de l'heredité consiste, mais au lieu encore où  
la chose est assise la poursuite en deura estre faite.<sup>c</sup> Mais quād  
au payement du legat, est tout certain qu'il est payable là où le  
testateur auoit ordonné, & voulu, soit expressement ou taife-  
ment, comme quand il auroit disposé qu'il fut payé dans la  
ville de Tholose, ou bien qu'il eust legué certaine quantité  
de bled, ainsi que cent septiers ou autre quantité d'un certain  
fonds par luy designé, ou biē, qu'est encorés singulier, qu'il eust  
faict legat des petites sommes & autres choses de petite im-  
portance à des personnes de qualité & marque nōble, ou au-  
trement constitues en dignité, lesquelles font à payer & satisf-  
faire à tel lieu, que l'habitation ou residence du legataire, en-  
corés qu'il ne contienne la plus grand' part de l'heritage: com-  
me auoir esté ordonné pour le legat de cent escus faict à vn  
des seigneurs Conseillers de la Cour dudit Parlement à  
Tholose par arrest d'icelle, ledit sieur Corras que nous auons  
nommé si souuent, auroit en passant remarqué au lieu à la  
marge cotté.<sup>d</sup> Mais le plus fort gist en la questiō si les heritiers  
sont tenus solidairement chacun pour le tout payer le legat  
de laissē par le defunct en faueur de mariage: & encorés l'inte-  
rest du iour de la poursuite, comme au faict que s'ensuit, vn  
testateur laisse par testament quelque somme de deniers à  
quelque fille autre toutesfois que sienne, le mary de laquel-  
le poursuit les heritiers qui estoient trois du defunct, à fin d'e-  
stre condamnez solidairement vn seul, & pour le tout au

payement dudit legat qu'ils offrent chacun pour sa part & portion, tant par la disposition de la loy à la marge cotee <sup>a l. 1. §. ult. C. comuni, de legat.</sup> que par ce que la chose leguee eût de sa nature diuidue, & peut aysément estre payee par parties, singulierement chacun desdits heritiers estant soluable, à quoy le susdit mary & legataire insiste, s'arrestant tousiours à ladite condamnation solidaire. Et pour le different & debat, que lesdits heritiers y mettent faite demãde de l'interest de la sôme leguee, du iour de l'introduction de l'instance, allegant au surplus les actions personnelles & hypothecaires qui sont donnees au legataire, pour le faire payer de son legat, & que les heritiers estoient tenus solidairement des debtes de defunct b. Surquoy le sieur le Caron c, ( duquel i'aduoiray librement auoir prinse la question,) dit auoir respondu que la faueur du mariage faisoit que lesdits heritiers deuoient estre condãnez à payer solidairement la somme leguee par le defunct & l'interest, à cõmencer du iour de la poursuite: par ce que depuis iceluy ils auoient esté constituez & mis en demeure sauf à eux leur recours respectifs l'un à l'encõtre de l'autre, comme il atteste auoir esté iugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris du 14. May 4 1581. & depuis à nostre rapport en auroit esté preiugé le mesme en la seconde Chambre d'Enquestes de ladite Cour de Tholose au mois d'Auril 1577. sur vne appellation du Seneschal de Quercy au siege de Martel; lequel par sa sentence auroit dit tout le contraire, que la Cour infirma & mist au neant & en amendant le iugement ordonna le mesme que par ledit arrest de ladite Cour à Paris, toutesfois fut dit sans despens pour la difficulté que quelques vns de Messieurs y assistants y auroient faite, principalement sur ce qu'il estoit apparu par le procès que lesdites parties estoient trois bien solubles, ayant offert chacun leur part & sans difficulté, il n'y manquoit qu'une consignation de leur part entre main tierce, ou de la partie mesme s'elle l'eust voulu prendre, comme elle eust fait estant bien conseillée, pour esuiter à plus grand procès & different.

b l. malier.  
ff. qui per. in  
pign. habe.  
c en feld.  
Responces  
lib. 6. cap.  
33.

KKKkk ij

## CHAP. LXIII.

- 1 *Donation du mary ayant enfans du premier mariage, à une sienne seconde femme par contract de leur mariage.*
- 2 *Ladite seconde femme poursuiuyte par l'heritier dudit mary, pour contribuer par cottité aux debtes dudit feu son pere, second mary d'elle.*
- 3 *Quant aux debtes estoit le plus fort de la question.*
- 4 *Arrest de la Cour de Parlement à Paris, avec un de mesme & pareil de la dite Cour à Tholose, par le Caron rapporté.*
- 5 *L'opinion de l'auteur touchant ledit arrest de Tholose.*



Le mary par contract de mariage donne à sa future espouse le tiers de ses biens presens & aduenir, il auoit enfans d'une autre mariage: par son testament il institue heritier vn fils qu'il auoit de sa seconde femme, legue à ses autres enfans & à quelques autres ses parens, quelques certaines choses de ses biens, tant des meubles que des heritages, & decede apres chargé de debtes. Le fait aduenu au pays de Droit Escrit, les creanciers & le tuteur de l'enfant institué poursuient la vefue aux fins de contribuer vn tiers aux debtes, aux legats, obseques & funeraillies, & aux legitimes des enfans, qui ne se contentoient de leurs legats, lesquels aucuns nombrent entre les debtes, *eo quòd filij debeatur legitima*. Mais quelque allegation qu'on puisse faire de *legato bonorum*<sup>a</sup>, les termes du different estant d'une donation entre vifs, & que les legats, despeses des frais funeraux, & la legitime commençoient à estre deuz seulement apres la mort, auroit esté iugé par les arrests cy-apres recitez, que ladite vefue donataire n'y contribueroit aucunement, pour prendre mesmement ladite legitime sur sadicte cottité, sauf la recompense pour icelle sur le reste des biens

<sup>a</sup> Ls quis  
seruum §. fi.  
¶ l. si quis.  
D. de leg. 2.  
l. si. D. de v-  
sfruct. leg.

toutesfois pour le regard des debtes elle pretendoit, aussi n'y estre tenuë, par ce que sa donation les precedoit, & qu'elle  
 3 estoit faite à cause de mariage sans aucune charge de debtes. luy estant à ce respondu, que bien qu'elle eust donation du tiers des biens, *bona tamen non dicebantur, nisi deducto a re alieno*<sup>a</sup>; & par ainsi qu'elle deuoit contribuer au tiers des debtes, comme pouuoit estre colligé des loix à la marge cotees<sup>b</sup>. Autre chose seroit si ladite donation luy eust esté seulement faicte de certaines choses ou biens: car en ce cas elle ne seroit tenuë de contribuer aux debtes, ainsi qu'il est distingué ailleurs,<sup>c</sup> & qu'ainsi falloit entendre la loy à la marge cotee<sup>d</sup>. Par arrest (dit le Caron<sup>e</sup>, duquel ce dessus a esté tiré) sur vn appel du Seneschal de Lyon ou son lieutenant du 17. Iuin 1559. la  
 4 vefue a esté condamnée à cōtribuer aux debtes pour vn tiers, & du surplus absoute: le semblable (adiouste-il), a esté iugé par arrest de Tholose du 14. Decembre 1594. entre Anne de Regaignac d'une part, & Ieanne de la coste, d'autre. Nous estions en ce temps dans Tholose à l'exercice de nostre charge à la grand'Chambre, n'en estans departis qu'à la fin du mois de Septembre 1576. que nostre fils y fut receu & installé en nostre lieu: & n'aurions rien iamais plus entendu de cest arrest, comme aussi il est vray semblable qu'il auroit esté donné aux Chambres des Enquestes: nous doutons toutesfois que ceux qui on ont donné l'aduertissement audit sieur le Caron, se seroient trompez eux mesmes, & qu'est à plus estimer donné entendre faux audit sieur, pour autant qu'obmise la question du retranchement qui pouuoit escheoir entre les  
 5 enfans du premier mariage, & ladite vefue seconde femme de celuy, des biens duquel estoit questiō, par ce peut estre que parties en estoient d'accord, quoy que soit n'e estoit disputé ny controuersé, ce qui auroit esté dit de la contribution ou tiers de debtes, se deuoit prendre pour le regard des debtes qu'estoient au temps de la donatiō; mais d'autres, non les allegations amenees au contraire, ainsi s'entendans, & nommément se rapportans à la donation vniuerselle de tous biens, ou d'une heredité, en laquelle est hors de doute, les debtes estre enclos & comprins. Et de restreindre la constitution des Empereurs<sup>f</sup>, ainsi que dessus n'y a subiect, raison, ny appa-

a l. subst. gnarū §. bo. de verbo. signific. b l. mulier. D. de iur. dot. l. hered. D. de donat. l. nō poss. D. de iur. fide. c l. ult. D. de usu & usufr. legat. d l. aris aliē. C. de donat. e en feld. Responf. liu. 8. chap. 56.

f d. l. aris alieni.



rence, la raison d'icelle estant fondée sur ceste maxime, *quòd personalis actio non sequatur donatariũ. i. singularẽ successorẽ*<sup>2</sup>. Et si *quãdo sequatur*, c'est *tum demũ, quũ donatarius loco heredis est, puta quia vniuersalis aut donatarius hereditatis*. Dont nous doutons à la verité du susdit arrest, ou bien qu'estant interuenu tel, les debtes soient restraincts à ceux qui estoient au temps de ladite donation, combien que la vefue donataire en ladite hypothese contestast, nommément qu'il y en eust aucuns audit temps, par ce qu'elle soustenoit que la donation precedoit tous lesdits debtes: par consequent que de la vouloir charger d'iceux qui estoient contractez apres pour sa cottité, c'estoit autant que de reuoker & annuller la donation, autrement de foy valable & irreuocable, que certainement seroit de consequence. Nous essayerõs d'en apprèdre la verité sur les registres pour à quelque occasion en aduertir par cy-apres le public, & autres qui pour ce regard en pourroient estre en peine: cependant poursuiurons le reste.

---

#### CHAP. LXV.

- 1 Fuyars & rebelles à l'ustice chastiez, & comment.
- 2 Arrest de ladite Cour à Tholose, à l'effect susdit du chastiment des susdits.
- L'euesque de Constance trouué desobeyssant à la Cour de Parlement à Paris, par arrest d'icelle condamné en grandes amendes, & par autre arrest enuers la vefue du Comte d'Alsinois, un gentil-homme de Poictou.
- 4 De mesmes un prisonnier pour ne vouloir prononcer les paroles d'une simple amende honorable, en laquelle il auoit esté condamné, remis en prison & depuis pillorié par quatre Samedis.

**L** se trouue aucuns, qui bien que debiteurs, redevables & reliquataires en toutes les façons du monde, quelques condamnations & contrainctes qu'on puisse obtenir, se monstrent toutesfois si rebelles, violents ou plustost temeraires, qu'ils ne font nul doute par toutes voyes

- de faict empescher les Commissaires establis en leurs biens saisis, iusques à n'en pouuoir tirer obeyssance, quelques comminations de peines qu'on leur puisse faire ainsi que iournellement aduient. A ce propos le seigneur de Tournecoupe, estant condamné à fournir à sa mere la somme de cinq cens liures pour soy nourrir & entretenir: l'on n'a autre remede que de faire saisie sur sa terre, & au moyen d'icelle nommez & establis Commissaires qui appellent de l'establissement & releuent au Parlement de Tholose: pour leurs causes d'appel remonstrent que ledict sieur de Tournecoupe est homme rebours, violent, & si terrible qu'ils ne peuuent contre luy sans danger de leurs personnes, & des leurs y pouruoir & dōner ordre, & de mesmes que sa mere ne peut auoir raison de luy, laquelle toutesfois il deuoit honorer & respecter. Par arrest de
- 2 ladiete Cour à Tholose donné en audiēce le 20. Iuin 1566. l'appellation fut mise au neant sans despens, & ordonné que l'establissement de sequestre tiendroict, interdict & defendu audict Tournecoupe, de par luy ou personne interposée faire empeschement és Commissaires establis, autrement fut deslors en cas d'empeschement ladite seigneurie confiscuee au Roy & vnie à son domaine en payant ladite somme de 500. liures à ladiete mere. C'est la façon qu'on doit tenir contre tels contumax & rebelles à Iustice, *ut litis damno mulctentur*<sup>a</sup>: que i'interpreteray icy pour la priuation des droicts de la piece saisie, & encores *grauioribus pœnis*, iusques à ce qu'on en tire vne vraye, deuë & entiere obeyssance à la discretion des Iuges, principalement souuerains, & qui ont le glaue en main pour retrancher ses
- 3 parties si pourries & corrompues, *ne pars sincera trahatur*, cōme disoit le Poëte. D'où nous lisons<sup>b</sup>, l'Euesque de Constance trouué desobeyssant & rebours à la Cour de Parlement à Paris, par arrest d'icelle du 26. Iuillet 1548. auoir esté condamné en grandes amendes l'une enuers le Roy & l'autre enuers partie ciuile: ainsi, par la vesue du Cōpte d'Alsinois le 24. Mars 1583. contre vn gentil-homme de Poictou fut donné arrest, par lequel deux mil escus furent declarez acquis & adiugez à la partie pour les contrauentions aux arrests, & au surplus le
- 4 desobeyssant condamné par corps; & de mesmes par autre arrest du 4. Auril mil quatre cens quarante deux vn prisonnier pour ne point obeyr à l'arrest, & ne vouloir prononcer les

<sup>a</sup> L. contumacia ff. de re iud. c. 1.

<sup>b</sup> Papon en son Recueil tit. d. la force des iugemens arr. & la les apostilla-teurs modernes.

a chap. 77.  
du liure 7.  
precedent.

paroles pour simple amende honorable, fut condamné à estre remis en prison & depuis pillorié par 4. Samedis : & à ce peut rapporter, & fort à propos autre arrest de ladiète Cour à Paris que feu Papon n'auroit oublié en son recueil, arrest 24. sous le titre des executiōs, lequel prenans ceste peine que de le voir, trouueront digne de la Majesté de ceste Cour, & entierement conforme à ceux de la nostre. Nous aurions fait mention cy-dessus du susdict arrest contre Tournecoupé : mais c'estoit à autres fins, comme peut estre veu par le susdict Chapitre qui en fait mention<sup>a</sup>.

## CHAP. LXVI.

- 1 *Condamnation de deux sequestres à rendre cōpte & prester le reliqua, dont l'un n'auoit rien administré, & moins parlant à luy prise aucune Charge de sequestre faicte seulement à l'autre qui estoit avec luy, avec enuionction de luy faire sçauoir, ce qu'il n'auroit faict en aucune sorte.*
- 2 *Arrest de ladiète Cour audièt Tholose portant reformation de ladite condamnation contre le susdit, qui fut mis hors de Cour & de procès.*
- 3 *La principale faute venoit du sergent qui auoit faict l'establissement qui fut espargné quant aux despens, & pour cause.*
- 4 *Arrest pareil & semblable de ladiète Cour à Paris.*
- 5 *De ce dessus faict mention ailleurs & depuis l'arrest y mentionné, reconuré, allegué apres au mesme Chapitre.*

**L'** Arrest que dessus nous auroit fait souuenir d'un autre sur telle & semblable matiere d'establissement des sequestres, qui sera en l'hypothese qu'un sergent en le faisant, y met & establit deux, entre les mains de qui il sequestre la piece par luy faisie, & ce parlant à l'un d'iceux

d'iceux seulement, auquel il laisse l'exploict, avec enionction d'en aduertir l'autre qui estoit absent, & le luy signifier. Ce que le susdit promet, sans toutesfois en faire rien: tellement que depuis lesdits deux commissaires & sequestres ainsi establis, poursuiuis en reddition de comptes & prestation de reliqua, y sont condemnez par sentence du Seneschal de Quercy au siege de Montauban, la faisie ayant esté faicte en vertu de la commission & autorité d'iceluy, & à faute de ce faire, à payer en leurs propres & priuez noms, bien que celuy qui n'estoit present pour lors dudit establissement, & auquel n'auoit esté parlé, soustint tousiours n'auoir oncques esté estably commissaire, & moins iamais auoir rien sceu ny entendu, tant s'en faut qu'il se fust meslé d'aucune chose, moins rien administré de ladite commission, qui auroit esté la cause que le mesme susdit auroit releué appel en la Cour audict Tholose de ladite condamnation: où le procez porté & communiqué aux gens du Roy, qui adheroit à l'appel du susdit pour le sergent ne l'auoir peu obliger, ny autrement altraindre à ladicte charge, sans auoir parlé à luy, ny le faire signer quelque charge que l'autre present, à qui auoit esté baillé l'exploict, eust prise pour luy & de l'en aduertir, le sergent n'ayant plus de pouuoir qu'un Notaire. Par arrest du mois de Iuillet, 1580. l'appellation & ce dont auoit esté appellé mis au neant, l'appellant fut mis hors de Cour & de procez, sans auoir esgard audit establissement pour son regard, & renuoyee la cause & parties pardeuant ledit Senechal, autre que celuy dont auoit esté appellé pour proceder à l'execution de la sentence de condamnation contre l'autre, à qui ledit exploict auoit esté baillé, ainsi qu'il appartiendroit, & sans despens: la principale faute venoit du sergent qui auoit faict l'establissement qu'on ne voulut point rechercher pour les despens. La partie en sollicitant, disant que ce seroit autant & dauantage perdu pour elle, n'ayant pas cinq sols vaillant, outre ce que s'estoit un chiquaneur, de fort difficile par ce moyen conuention, qu'il aimoit mieux laisser là & quitter au surplus le tout.

4 Le Sieur<sup>a</sup> Caron recite sur semblable faict, un pareil & semblable arrest en effect de la Cour de Parlement de Paris du 6. li 7. ch. 22. <sup>a En sesdictes Resp.</sup> Feurier 1576. que pourront veoir ceux qui en serot enuieux, &

2 ch. 79. liu.  
sufdit 7.

aurôt le loisir : par son recit nous ayans esté semonds à insérer le susdit icy pour ne desdaigner aucune chose qui puisse seruir au public, comme nous auroiét semblé lesdits arrests pour l'abus ordinaire que les sergens, combien qu'ils ayent leur leçon par l'Ordonnance, y commettent ordinairement, ainsi que ledit sieur le Caron auroit remarqué au cōmencement de son Chapitre, duquel nous aurions fait mention ailleurs; n'ayant recourré pour lors le susdit arrest dudit Tholose qui nous auroit esté enuoyé depuis, & ne l'aurions voulu taïser au public.

#### CHAP. LXVII.

- 1 *Execution tortionnaire d'un sergent cōtre un laboureur.*
- 2 *Arrest de Paris pour ce regard.*
- 3 *Autre arrest de Tholose pareil & semblable.*
- 4 *Bien que quelques Ordonnances contre les debiteurs ne s'observent point, il y est toutes fois par les Cours souveraines suiuant les occurrences, tellement pourueu, que les peines des uns doiuent seruir d'exemple aux autres.*
- 5 *Le laboureur favorable non seulement quāt au fait de la iustice, mais en tous autres endroiets d'humanité & ciuilité, à l'exemple de ce grand Capitaine Belisaire.*
- 6 *Ceste faueur toutes fois non rapportable à la leuee des deniers des tailles, & autres impositions Royaux.*
- 7 *Où le laboureur n'a autres gages que les aratoires, alors perquisition au prealable deuëment faiëte, n'y a autre remede que d'accorder ou payer & comment en cest endroiët ladite Cour de Parlement à Tholose a accoustumé d'y proceder.*



Ceste suite d'abus des sergens, nous viendrons à noter icy qu'un bō & simple laboureur, debteur de certaine somme, par obligation sous seël Royal, auroit esté executé par vn sergent, lequel en vertu d'une lettre executoire prinse sur ladite obligation, luy faiët commandement de payer: auquel commandement le laboureur auroit



respondu qu'il n'auoit point d'argent: à quoy le sergent res-  
 pond qu'il saisira ses meubles, desquels il luy enioint à peines  
 faire l'exhibition. Le laboureur luy monstre qu'il a du grain  
 suffisamment, & que si bon luy sèble il le peut saisir & exploi-  
 ter: neantmoins il laisse lesdits grains & se dresse à tous les  
 meubles, dont ce pauvre laboureur se pouuoit seruir en son  
 estat, comme bœufs, arables, araires, focs, charettes & autres: il  
 s'oppose & demâde la coppie des exploits au sergēt qui refuse  
 tout. Le laboureur appelle & releue la cause auoir esté plaidee  
 en la Tournelle à Paris, comme auroit rapporté feu Papon <sup>a</sup>,  
 & par arrest dit le 12. Septēbre 1551. que le tout declaré nul &  
 tortionnaire, le creancier estoit cōdamné en tous les despens,  
 2. dōmages & interests dudit laboureur appellāt, & aussi es des-  
 pens de l'instance de cōpulsoire formé contre le sergent pour  
 auoir la coppie desdits exploits, sauf sō recours cōtre ledit ser-  
 gēt, lequel en viēdroit en personne, avec enionction à tous les  
 sergēs de bailler coppie de leurs exploits d'executions sur pei-  
 ne de suspension de leurs estats. Nous n'aurions point faite dif-  
 ficulté transcrire icy ledit arrest, pour attester ladite Cour à  
 Tholose en auoir donné vn pareil & semblable en vne non  
 fort differēte espee, & cōtre la procedure d'vn sergēt, qu'ou-  
 3. tre les meubles ordinaires, qu'il auoit pris plus que suffisants  
 pour le payemēt de ce que le laboureur deuoit, ainsi que resul-  
 toit du procès & inuētaire sōmaire des meubles saisis, auoit de  
 mesmes comme par vn rauage pris & saisi tout bestial aratoire  
 avec tous les instruments seruans au labourage qu'il auoit peu  
 rencōtrer: jaçoit que ledit pauvre laboureur executé offrit vn  
 sien voisin pour cautionner de faire valoir les meubles autres  
 que les aratoires pris, somme & tiers qu'on appelle; ce que ne  
 voulant accepter, ledit pauvre laboureur ayās recours au Se-  
 neschal de la commission duquel ledit sergent procedoit, de  
 certain appointemēt interlocutoire, d'iceluy appel releué en  
 la Cour: & parties ensemble le sergent pris en partie formelle  
 à plein ouyes, nostredite cour en auroit ordōné de mesmes que  
 ladite Cour à Paris au mois de Iuillet 1565, & en outre condā-  
 né le Sergēt en cēt liures d'amēde enuers ledit pauvre labou-  
 reur, & qu'il tiendrait prisō iusques à satisfactiō tāt pour ladi-  
 te amēde que réplacemēt des meubles aratoires par luy pris,

a en son  
 Recueil  
 titre d'ex-  
 cutions  
 arr. 40.

LLLll ij

faisis, emportez, & amenez, où bon luy auroit semblé, qu'el-  
 que establisement de sequestres qui fu st contenu en son pro-  
 cès verbal, & sauf à luy pour les recouurer son recours con-  
 tre qui & comme il appartiendroit : & par là lesdites Cours  
 premieres & principales de ce Royaume auroient voulu fai-  
 re par effect paroistre, que bien que l'ordonnance faicte aux  
 Estats d'Orleans en faueur des laboureurs & mercenaires,  
 pour la condamnation du double cõtre leurs debiteurs, pour <sup>4</sup>  
 la somme de laquelle ils se trouueroient redevables, sans que  
 les Iuges la peussent moderer soit hors d'usage, quoy que soit  
 n'ayt esté iamais pratiquee : & d'ailleurs que pour n'auoir esté  
 le laboureur executé en ses personne, bœufs & instruments  
 aratoires, *nōdum qui/quam in quadruplum ablata restituere coactus*  
*aut infamia macula per sententiam notatus fuerit*. Tout ainsi que  
 auroit esté annoté par les modernes <sup>a</sup>. Cōme aussi que quant  
 à ce on ne suit point l'ordonnance du Roy François premier,  
 establie sur la reformation de la Iustice du pays de Norman-  
 die, publiee le 8. Iāuier 1540. nonobstant toutesfois il y est par  
 elles suiuant les occurrences, autremēt & tellement pourueu  
 que les peines des vns doiuent seruir d'exemple aux autres, sin-  
 gulieremēt où il en est de besoin *multis grassatibus* : elles ont les  
 constitutions des Empereurs <sup>b</sup> pour elles : & dauantage les  
 ordonnances de nos Roys à icelles conformes, singuliere-  
 ment celle d'Octobre 1571. approuuee & publiee par ladite  
 Cour à Paris au mois de Feurier apres suiuant. <sup>c</sup> Et par les-  
 quelles non seulement les instruments aratoires, soient-ils  
 animez, comme Plutarque appelle en quelque endroit : mais  
 inanimez & tous autres qui y seruent, ne sont subiects à la ca-  
 ption de leurs personnes pour hypotheque ou pignora-  
 tion, & moins à aucune saisie & execution, tout autrement que les  
 Grecs legislateurs en auoient dit & ordonné, *qui aratrum qui-*  
*dem prohibuerant ob fœnus addici creditori, seu aliud quoduis operi*  
*necessarium, sed corpora his videntia nec tibi permiserant* <sup>d</sup>. Il faut donc  
 aymen, cherir, & fauorir le laboureur ensemble le laboura-  
 ge & tout ce qui appartient, non seulement quant au faict <sup>5</sup>  
 de la Iustice distributiue que dessus, mais en tous autres en-  
 droicts d'humanité & ciuilité, à l'exemple de ce grand Capi-  
 taine Belusaire, *qui in agricolas tanta fuit & abstinentia & proui-*

<sup>a</sup> Bugnyō  
 liure des  
 Loix A.  
 brogees  
 ch. 9. & 5.  
 liure chap.  
 7.

<sup>b</sup> l. executio-  
 res et l. p.  
 gnorum. C.  
 qua respici-  
 oblig. poss. &  
 authen. a-  
 griculatores.  
 C. eodem.  
<sup>c</sup> cap. de pri-  
 uilegijs rust.  
 lib. 1. parte.  
<sup>d</sup> cap. 7.

<sup>a</sup> Diodor.  
 lib. 2. cap. 3.  
 ex Chop. v.  
 de supra.

*dentia, ut eo duce, ullo eos damno aut iniuriis affici numquam acciderit: que enim y vanalia proponcbant, ex eorum estimatione de ijs sic mebantur, & quo tempore fruges producte vigeant, diligentissime cauebat, ne ab equis depascerentur; fructus vero in arboribus penderes, militum nemini decerpere, atque ad eo attingere licebat: ainsi que dudit Belisaire escrit ailleurs Suidas Grec en substance. Non toutesfois que ceste faueur se doieue estendre à la leuée des deniers des tailles & autres impositions Royaux, par la mesme constitution de Constantin, & ordonnances Royaux susdites. Ce que ne receuoir point difficulté le sieur Chopin auroit laissé par escrit au lieu cy-dessus à la marge cotté, que pourrôt voir ceux qui auront le liure en main, où ils pourront de beaucoup apprendre & s'instruire en cest endroit, nommémēt sur la question qu'en fin il decide par vne distinction qu'il fait, qui avec l'apparence n'est pas despourueuē d'autoritez: mais en fin nostredite Cour à Tholose se resout simplemēt à l'opinion*

7 d'Accurse, sçauoir que où le laboureur n'a autres gages oubiēs pour saisir, que les aratoires, alors perquisition au prealable deuēment faite, n'y a autre remede que d'accorder ou payer. Et de là procedent les appointements ordinaires donnez en ladite Cour, principalement par les Commissaires à ce par elle deputez sur la cassation ou opposition de telles saisies, qu'elle reigle comme il faut au principal, ou bien quelquesfois l'incident ioint au principal la recreance des instrumens aratoires, & bestail saisi est baillé à l'executé & opposant, en subrogeant par luy d'autres meubles iusques à concurrence qui nous semble suffire pour ce coup en cest endroit.



## CHAP. LXVIII.

- 1 Accord de deux freres plus aînez, interuenant & consentant leur pere qui fait quelques retentiōs entre autres des fructs sa vie durant.
- 2 La dispositiō formelle de droit alleguee cōtre ledit accord.
- 3 Ladite disposition accordee, mais alleguee au contraire la coustume generale de France, qui portoit desrogation en partie & au principal d'icelle.
- 4 Arrest pour ce regard de ladite Cour à Tholose.
- 5 Ce qu'est dit du serment par un des feuz Presidents de ladite Cour hors d'usage à present, le demeurant de sadite decision demeurant en son entier, avec un arrest de ladite Cour de Paris à ces fins alleguē.
- 6 Sentence du Seneschal confirmatiue dudit accord & transaction.
- 7 Arrest de ladite Cour à Tholose portant confirmation de ladite sentence.
- 8 Autre & semblable arrest de ladite Cour à Paris, sur une hypothese toutesfois un peu differente & comment.

**D**E V x freres plus aînez, faisant accord & transaction entre eux de l'heredité paternelle donation, & aduanrages qu'ils en auoient au viuant du pere receus, ou de leur ayeul & ayeule, leur dit pere y interuient qui preste & donne son consentement tel qu'il appartient, soy retenant fructuaire sa vie durant, comme auparauant & certaines sommes pour les droicts de legitime des autres enfans freres des susdits: aduiēt apres qu'il s'en repēt, & reuoque tel consentement, disposant autrement entre lesdits enfans & autres leurs freres, qu'il n'estoit porté par ledit accord & transaction. Surquoy procès introduiēt apres le decez dudit pere entre lesdits enfans pardeuant le Seneschal de Quercy au siege principal de Cahors, entre lesdits freres & quelques

vns, eux predecédez de leurs enfâs, contre lesdits freres com-  
 2 prins audit accord: estant alleguee la disposition formelle de  
 droit, par laquelle tels & semblables pactes sont appelez  
*contra bonos mores*, & comme tels reiectables, & les pactions  
 en iceux contenues nullement adstraingantes, *nisi ipse forte*  
*de cuius hereditate pactum est, voluntatem suam eis accommodauerit,*  
*& in ea usque ad extremum vite sue spatium perseverauerit.* Car alors  
*sublata acerbissima spe*, luy sçachant, present, voulant & consen-  
 tant, voire le commandant; les ainsi contractans seront obli-  
 gez à les garder & entretenir, ainsi que Iustinian formelle-  
 ment auoit decidé en sa constitution à la marge cottee, <sup>a</sup> sui-  
 uant les constitutions precedentes, <sup>b</sup>, lesquelles le portoient  
 de mesmes, bien que plus clairement & ouuertement par luy  
 introduit, ainsi qu'il atteste luy mesme: *Cum (inquit) in alienis*  
*rebus, contra domini voluntatem aliquid fieri vel pacisci, secula tempo-*  
*rum nostrorum non patitur:* & cōbien que le pere mesme semble  
 3 n'y estre obligé quand il est question de la dimission ou trans-  
 lation de son heredité <sup>c</sup>, toutesfois celuy qui en nostre hypo-  
 these y consent, ne promet & moins accorde absoluëment de  
 sadite heredité, pour pouuoir changer de volonté deuant sa  
 mort, ainsi que le susdit auroit faict. Mais au cōtraire estoit res-  
 pondy par lesdits freres transigeans, que leursdits freres se de-  
 uoient cōtenter de ce que leur auoit esté laissé & reserué par  
 leur mesme transaction, ou en defaut de le vouloir accepter  
 de leurs legitimes qu'ils leur offroient promptement, & que  
 quant au surplus, ils accorderoient la decision formelle de Iusti-  
 nian: mais que par la coustume generale de France il y auoit  
 esté defrogé, iusques là que combien qu'heredité ne puisse e-  
 stre transmise par contract entre vifs <sup>d</sup>, ce neantmoins suivant  
 l'opiniō de quelques vns nos coustumiers <sup>e</sup>, l'on obserue le cō-  
 traire; & sont iournellement tāt en pays de Droit Escrit que  
 de coustume, institutions d'heritiers legitimemēt faictes, d'ail-  
 leurs en contracts de mariage, societé de tous biēs & autres.  
 Et ainsi auoir esté souuent iugé par Arrest de Tholose, est rap-  
 4 porté par vn feu President d'icelle es endroicts à la marge cot-  
 tez <sup>f</sup>, pourueu toutesfois, dit il, que ce soit par serment, le-  
 quel il faut suiure: ce que teutestoies à present pour le regard  
 d'iceluy est hors d'vsage, le surplus demeurant en son entier:  
 & de mesmes pareillement en auoir esté iugé par Arrest

<sup>a</sup> l. fin. Co. de  
pact.

<sup>b</sup> l. 2. Cod.  
Theo. fami-  
lie heretice.

<sup>c</sup> l. pact. quod  
dotal. C. de  
pact. l. hered.  
C. de pact.  
conuent.

<sup>d</sup> l. hereditas.  
C. de pact. cō-  
uent.

<sup>e</sup> Masuer. tit.  
de Socio. §.  
nam licet de  
hered. inst.

<sup>f</sup> Aus. q. 452.



*a. l. pactum  
dotali d. l. he-  
redum &  
d. l. pactum  
quod dotali.  
C. de collat.*

*b. l. u. 5. de  
ses loix A-  
brogees c.  
58. & aupa-  
rauant au  
mesme liu.  
ch. 15. & au  
premier li.  
ch. 126.*

*c. En ses liu.  
secôde par-  
tie du  
Droit  
d'aubaine  
chap. 27.*

de Paris, & notamment entre nobles, sans soy arrester aux loix du Droit civil, disposant le contraire <sup>a</sup>, telle estant la coustume de France, *nempe ut valeat & admittatur in solidum heredis institutio, in contractu matrimonij facta, vel societate contracta, dummodo reliquis liberis, iura legitime integra supersint, his quippe detractis, reliquum, quod donatione collatum est inter viuos, aut alio contractu communicatum, penes donatarios remanet.* Tout ainsi que Bugnyon, auroit nommément remarqué en quelque part, <sup>b</sup> & attesté auoir esté iugé souuent à Paris en la Chambre du thresor, alleguant Bacquet Aduocat en la Chambre dudit thresor qui l'auoit ainsi rapporté <sup>c</sup> : & sur ce parties ouyes il y a sentence dudit Senechal, par laquelle la transaction est cōfirmee sans preiudice des droits acquis par icelle aux autres freres puisnez, ou bien de leur legitime & sans despens : dont appel releué par lesdits freres en la Cour, à nostre rapport la sentence auroit esté confirmee, & sans despens, attendu la qualité des parties, & ce au mois d'Auril 1577. Le sieur le Caron en fait recit d'un autre & semblable arrest de Paris du 14. Fevrier 1586. sur vne hypothese vn peu differente, qu'estoit d'un contract entre le frere aîné & les puisnez, lesquels vendoient & quittoient à leurdit aîné la succession future de leur pere, moyennant que l'aîné leur promettoit à chacun d'eux deux cens liure de rente, & ce en la presence & du consentement du pere, qui se desaisit des lors de tous ses biens à la reseruation de ses nourriture & aliments : l'un des puisnez commet vn homicide, à cause duquel il est condamné & executé à mort, & reparation ciuile adiugee au poursuiuant. Le pere reuoque le consentement qu'il auoit donné à la vente & quittement de sa succession future par les moyens que dessus : sans auoir esgard à laquelle reuocation, ladite rente de deux cens liures appartenant au condamné, auroit esté declaree affectee & hypotheequee à ladire reparation, il allegue pour son aduis que le pere n'y auoit interest, s'estant reserué ses nourriture & aliments. Mais en nostre fait susdit il en y auoit moins, parce qu'il s'estoit retenu les fructs sa vie durant, qu'estoit plus que sesdits nourriture & aliments. Venons au reste.

CHAP.

CHAP. LXIX.

- 1 Legat de mille escus laissé par le pere à la fille pour son dot & mariage.
- 2 Laquelle est par luy apres marice moyennant le dot de six cent escus deux tieres, sans autrement parler dudit testament ny d'autre droit quelconque.
- 3 Apres le deceds d'iceluy pere, qui fut cinq ou six ans apres sondit testament, sans toutesfois y rien changer ny alterer, ladite fille faiet poursuite pardenant le Seneschal de ladite somme leguee, à tout le moins de ce qui luy restoit pour icelle parfaire contre l'heritier son frere.
- 4 Lequel au contraire tendoit veu ladite constitution aux fins de non receuoir par des raisons par luy alleguees.
- 5 Responce à ce de ladite fille demanderesse.
- 6 Sentence dudit Seneschal portant condemnation contre ledit frere heritier de mille liures tournois restans dudit legat en faneur de ladiete demanderesse / a saur.
- 7 Ladite Cour à Tholose par appel dudit heritier, iugeant le procez confirma ladite sentence & sans despēs, le principal motif fondé sur la confession des parties, dont resultoit ledit testateur pere auoir suruescu apres ledit mariage & susdit testament, dans son liēt sans aucun inconuenient à luy suruenue, sans toutesfois faire autre & contraire disposition.
- 8 Arrest de la Cour de Parlement de Paris tout contraire au susdit, fors que la demanderesse n'vsoit point du raisonnement susdit, pour lequel principalement ladiete demanderesse auoit gaigné sa cause.

MMMmm



N pere par son testament, ayant des enfans & trois filles à marier, laisse à vne chacune desdites filles la somme de mille escus pour leur dot & mariage, avec ladite somme les instituant heritieres particulieres, à la charge de ne pouuoir rien plus demander en ses biens & heredité: institué au demeurant l'aîné de ses enfans avec legats, substitutions aux autres, dont à present n'est question. Il vient qu'apres trouuant party à luy agreable pour sa fille aînée il la marie,, luy constitue & paye dot de six cens soixante six escus deux tiers faisans deux mille liures, de laquelle somme recongneue par le mary en forme elle fait quittance à son dit pere, sans autrement parler dudit testament ny dautre droit quelconque. Il aduient que le pere demeure suruiuant apres quelques cinq ou six ans, apres lesquels il decede sans changer aucune chose à son dit testament, & moins faire autre disposition. Apres son decez la fille demande à son frere heritier de son dit pere, pardeuant le Seneschal de Quercy siege del'Auferte, ladite somme à elle leguee audit testament d'iceluy, attendu qu'il n'auoit reuoké son testament fait cinq ou six ans auparauant son decez, ny pareille-

al. cum tale

g. fals. caus.

ff. de cond.

& demon.

b Lepistol. in

princip. ff. ad

Trebell. Soci

senior. in l. si

quis cum in

verbis ext.

D. de condit.

& demonst.

ic. l. si ego &

bi Bartol.

D. de iur.

dot. & scr. b.

Tiraquell. in

tract. de pri-

uileg. pro

causa in ult.

privilegio.

d Bald. in l.

l. nu. 12. C.

de falsa cōf.

adecta. leg.

celuy legat surpassoit le dot que leur dit pere luy auoit donné 3 en la mariant qu'estoit la somme de mille liures, qui estoient

pour accomplir entierement ledit legat avec lescdites deux mille par luy cōstituees & par son mary receües. A quoy estoit defendu par ledit heritier son frere, qu'elle auoit occasion de se contenter du dot que leur dit pere luy auoit constitué par icelle constitution de legat qu'il luy auoit auparauant 4

fait estant reuoké, & estoit certain *cessante causa finali legati, legatum cessare* <sup>a</sup> & *propter defectum causa futura legatum deficere.* <sup>b</sup>

Tellement que bien que *regulariter presumatur causa impulsua que commodum respicit accipientis tantum*, tamē fauore dotis *presumitur causa finalis*, par les authoritez à la marge cottees. <sup>c</sup> Dōt

à bonne raison disoit Balde en quelque part, la cause finale aux legats estre par ce cogneue, quand icelle cessant, l'effet du legat vient aussi à cesser, *quemadmodum*, dit-il, *in legato pro dote, vel pro sepultura.* <sup>d</sup> Ce qu'estant ainsi & communement par les interpretes du Droit tenu, ladite demanderesse

ayant ceste dotee & mariee apres tout bien payee, demâder  
 aujourd'huy ce que luy a esté laiffé par son dot & mariage,  
 n'est autre chose que demander ce qu'elle meſme à eu & em-  
 porté, & encores iouyt & poſſede chez ſon mary. A quoy la-  
 dite demanderſſe reſpondoit, que les termes pris par ſondit  
 frere heritier eſtoient veritables, *quod ſi teſtator legauerit certam*  
*quantitatem pro puella maritanda, & ea nupſerit, uiuo adhuc teſtato-*  
*re, legatū quidam extinguitur, ſed ſi teſtator ſciuerit eam eſſe nuptam*  
 (comme au preſent fait il ne pouuoit ignorer ſon fait) & po-  
 ſuerit mutare teſtamentum, ainſi qu'il auroit peu faire par 4. ou 5,  
 ans qu'il auoit pour le moins veſcu apres ſondit mariage, *nec*  
*mutaueris, intelligitur uoluiſſe decedere cum eadem voluntate: & per*  
*inde legatum debetur, ac ſi nupta non fuiſſet.*<sup>b</sup> Par ainſi vient à con-  
 ſiderer principalement icy ſi le teſtateur auoit eu temps pour  
 y pouruoir aux fins de la colliger, ce que pourroit auoir eſté  
 de ſa volonté, eſtant fort aifé à recueillir & inferer d'icy que  
 ayant & fort facilement peu changer ſon teſtament, ou quoy  
 que ſoit reuoquer ledit legat; n'ayant fait ny l'un ny l'autre,  
 l'auroit en conſequent approuué & comme ratifié & confir-  
 mé<sup>c</sup>. Iuſtement donc *& ex voluntate paterna*, ladite demande-  
 reſſe auroit mis en action ſondit frere heritier de ſondit pere  
 en condamnation dudit legat, pour le moins de la ſomme reſtât  
 d'iceluy, pour le parfaire avec les deux mille liures receuës,  
 qu'elle accordoit & concludoit aufdites fins, au payement pour  
 le moins deſdites mille liures reſtantes avec deſpës & intereſts  
 puis le decez de ſondit pere. Sur le procès appointé en droit  
 par ſentence dudit Senefchal ledit frere heritier eſt condâné  
 6 payer à ladite ſœur demâderſſe ladite ſomme de mille liures  
 reſtante dudit legat dâs trois mois ſans intereſt & ſans deſpens.  
 Dont ledit frere heritier appelle & releue en la Cour, laquelle  
 à noſtre rapport en la ſeconde Chambred'Enqueſtes cōfirme  
 ladite ſentence & ſans deſpës: ce ne fut pas ſans quelque diffi-  
 culté, laquelle paſſa attendu le tēps qu'il apparoiſſoit par la cō-  
 feſſion des parties, ledit teſtateur pere auoir ſurueſcu apres le-  
 dit mariage & ſuſdit teſtament, ſingulierement qu'il eſtoit de-  
 7 cédé dâs ſon liēt, ſans aucun inconueniēt à luy ſuruenue, par le-  
 quel il euſt eſté empesché faire autre & contraire diſpoſition,  
 ſi telle euſt eſté ſa volonté. Ledit ſieur Caron ſur le meſme

MMMmm ij

<sup>a</sup> Bartol.  
poſt Dynum  
in l. Lucius.  
<sup>1</sup> ff. de leg. 2.

<sup>b</sup> Iuxta  
Gloſ. in l.  
Athlet. §.  
dat remiſſio-  
nē. ff. de ex-  
cuſat. tit. &  
in l. retra-  
ctabat ſu-  
per uerboni-  
hil noui. D  
de teſt. milit.  
Paul. Caſt.  
in cōſil. 234.  
in ſi. vol. 1.  
& 148. in ſi.  
vol. 2.  
<sup>c</sup> Decius  
Cōſ. 490.  
num. 7. de  
R. pa. in l. ſi  
unquānum-  
40. de reuoc.  
donat. & ibi  
Tiraquel. in  
illis uerbis  
ſuſcepit libe-  
ros num.  
171. ad ſi.

fait, ou bien approchant d'iceluy, apres auoir en passant raisonné d'un costé & d'autre auroit amené vn arrest de la Cour de Parlement à Paris du 24. May 1561. tout contraire au susdit: vray est que la demãderesse n'vsoit point du raisonnement susdit, pour lequel au mesme fait susdit ladite demãderesse, comme aurions dit, auoit gagné la cause. Quoy que soit il est impossible, à tout le moins mal aisé que les Cours souveraines se rencontrent en tout & par tout, & qu'elles mesmes en leurs Châbres soient tousiours de mesme aduis, *nō omnium horarum, aut temporum*, ainsi que nous auons touché en quelque part des liures precedents.

---

C H A P. LXX.

- 1 Visite d'amy à vn autre.
- 2 Lequel signe vne vente que l'autre faisoit à vntiers, mesme d'une piece qui luy estoit hypotheeue pour l'assignation de certaine rente, sans autrement l'aduerir ny en parler en aucune sorte.
- 3 Le susdit apres demandant ladite rente à l'acheteur susdit, il luy oppose la vente qu'il auoit faite du fonds par luy assigné pour icelle & à son veu, sceu & consentement, & veu icelle tend à fins de non recevoir, attendu mesmes son seing apposé en icelle, & autres clauses en resultans.
- 4 Repliques dudit tesmoin demandant ladite rente.
- 5 Sentence du Iuge ordinaire où l'instance auoit esté introduite, par laquelle ledit defendeur sans auoir esgard à ladite signature presupposée comme dessus, est condamné à recognoistre & payer ladite rente avec despens.
- 6 Arrest de ladite Cour à Tholose confirmât ladite sentence.
- 7 Autre & pareil arrest de ladite Cour à Paris.





**Q**uelqu'un eſtant venu voir vn ſien voifin, lequel entre autres choſes luy auoit hypothecqué vne ſienne piece de terre pour certaine rente, laquelle il auoit feudalement assignee ſur ladite piece franche & noble, comme il ſouſtenoit de tout autre cens & rente, dont toutesfois ne fut parlé en ceſte viſite en aucune façon, luy fut toutesfois dit par ledit voifin qu'il auoit fait vente de certaines pieces à vn qu'il luy nomma, qu'il auoit enuoyé querir pour paſſer l'inſtrument des conuentions duquel ils eſtoiēt  
2 d'accord, & qu'il l'attendoit d'heure à autre, eſtant bien aiſe qu'il fuſt venu ſi bien à propos pour leur ſeruir de teſmoin: & n'eſt pluſtoſt aduerty le ſuſdit que voicy venir le Notaire, qui paſſe ledit inſtrument de vente deſdites pieces, entre leſquelles eſtoit la ſuſdite, ſur laquelle le ſuſdit auoit l'hypothèque que deſſus de ladite rente, dont il ne s'apperceut, n'y fuſt autrement parlé, ne tenant le cœur qu'à ladite vente & clauses d'icelle qui pour lors ſe paſſoit: quelque temps apres ledit teſmoin fait appeller l'acheteur pardeuant le Iuge ordinaire de ſainct Cere, tel qu'eſtoit pour lors en l'an 1555. noſtre feu pere, pour comme tenancier de ladite piece à luy par le ſuſdit recogneuë affectée & hypothecquée la venir recognoître,  
3 payer & continuer la rente, qui luy auoit eſté ſpecialement vendue & conſtituée ſur ladite piece. L'acheteur tend à fins de non receuoir fondees ſur la preſence dudit demandeur audit contract de vendition qu'il auroit ſigné, & par ce moyen approuué tout le contenu en iceluy contract, & entre autres, la clause en iceluy contenue, pour laquelle le vendeur promettoit de garentir leſdites pieces, franches & quitres de toutes charges & hypothèques, ayant par ce moyen taſiblement renoncé à l'hypothèque & rente qu'il auoit ſur ladite piece y comprinſe: car combien qu'un creancier ne ſoit point veu conſentir à la vente de ſon debiteur, encores  
a l. ſicut. §. qu'il ayt eſté aduerty, ſçachant d'icelle, *cum ideo paſſus eſt non videtur*.  
vanire, quod ſciebat ubique pignus ſibi durare, ſi tamen forte ſub-  
ſcripſerit in tabulis emptionis, conſeſſus eſſe videtur<sup>a</sup> tellement que  
cum ſua manu, au faiēt propoſe, *prædia libera eſſe ſubſcripſerit*,  
conſenſum ei obligationi dediſſe manifeſtum eſſe, Iuriſconſultus Mo-  
deſtinus reſpondit<sup>b</sup>. Or ſi conſenſit venditioni creditor, liberatur ſig.

a l. si consens.  
si. D. eod.

b l. Titius.  
Sépronius inf.  
D. quib. mo-  
dis pig. vel  
hypoth. sol-  
uit. Et d. §.  
non videtur  
et §. 1. de  
fideiuss. in-  
sti.

c l. Calus D.  
de pign. act.

*hypotheca*<sup>a</sup>. Et par ainsi tel consentement estant icy par le moyen que dessus, sembleroit ledit tescmoin se trauailler en vain pour ce regard, *quum obtinendi spem non habeat*. A quoy ledit tescmoin & demandeur respondoit que c'estoit vne frauduleuse surprise, non seulement de l'acheteur mais du vendeur encores, l'ayant à bonne foy persuadé signer ledit contract, sans luy parler aucunement de son droit, comme tescmoin, & non autrement en tout ny en partie principale ny accessoire contractant: & que s'il eust sceu la piece qui luy estoit hypothecuee y estre comprinse il se fust bien gardé signer ledit contract, quoy que soit sans protester de son dit droit & hypothecue: au dameurant que ce qu'auoit esté allegué, procedoit en sa propre & particuliere hypothese, quand la subscription est faite *in suo negotio principaliter*. Car alors est induit & iustement vn consentement de l'escruiant<sup>b</sup>, ou soubscruiant: ce qu'est colligé de ce qui est prins & tiré de Martian, que nous auons cy-dessus amené, en ce qu'apres le consentement par luy presuppposé de la subscription faite *in tabulis emptionis*, il adioust ceste exception, *nisi (inquit) manifestè appareat deceptum esse, quod obseruari oportet, & si sine scriptis consenserit*: ausquels termes on ne pourroit nier, tout considéré, ledit tescmoin estre au present fait: & encores dauantage, *in negotio alieno* comme tescmoin, ledit contract de vente n'estant passé que pour le fait du vendeur, & de l'acheteur seulement, n'y allant rien du fait de celuy qui signe, pour ce qu'il n'estoit question de l'hypothecue & rente à luy deuz, appellé seulement pour tesmoigner par sa signature de ce qui se passoit entre le vendeur & l'acheteur, & non pour contracter ny quasi de son hypothecue: & pour ceste raison le mesme Modestin auroit respondu ailleurs, *contractum pignoris non obesse, quod debitor testamentum creditoris, in quo se emisit pignus expressit, signasse proponitur*<sup>c</sup>. Qui auroit esté cause que par sentence du dit Iuge, sans auoir esgard à la dite signature presuppposée, ledit acheteur comme detenteur de la piece, auroit esté condamné recognoistre icelle, payer & continuer la rente deüe, avec despens de l'instance: dont l'acheteur auroit releué appel en la Cour du Iuge d'Appeaux à present erigé en Seneschal au Viscomté de Turenne, lequel confirme, & depuis aussi

le Senefchal de Quercy au ſiege de Martel, deuant lequel au-  
roit eſté derechef appellé, comme encores en la Cour où la  
matiere d'un coſté & d'autre examinée: l'achepteur touſiours  
appellant auroit eſté trouué en fort mauuaife foy, non fans  
ſoupçon de quelque intelligence en ceſt endroit, avec ſonvê-  
deur, qui auoit retenu ledit teſmoin en ſa maiſon, pour luy  
faire ce plaifir d'humanité & courtoyſie qu'un autre auſſi pou-  
uoit faire, & apres vouloir que cela luy tournast à preiudice  
6 & diminution de ſes droicts, *de quibus nihil erit actum, nec qui-*  
*dem cogitatum.* Parquoy par arreſt du mois d'Auril 1554. ladite  
Cour auroit mis l'appellation au neant, & ordonné que ce dôt  
auoit eſté appellé ſortiroit effect avec deſpens. Le ſieur le Ca-  
ron<sup>a</sup> en allegue autre arreſt conforme au ſuſdit de la Cour de <sup>a en ſeld.</sup>  
Parlement à Paris, du dernier May 1582. que ie confeſſeray li- <sup>Reſponſes</sup>  
brement, m'auoir fait ſouuenir du ſuſdit, & donné occaſion <sup>liu. 7. ch.</sup>  
7 de l'inſerer & faire mention icy. <sup>117.</sup>

---

## CHAP. LXXI.

- 1 *Le teſtament du pere trouué nul au procès d'entre deux  
freres, la voye ab inteſtat entre eux ouuerte.*
- 2 *L'acheteur d'un domaine de l'un des ſuſdits, conuenu  
en delaiſſement pour la moitié d'iceluy.*
- 3 *L'autre frere vendeur appellé à garand par ledit ache-  
teur impetre lettres en caſſation de tout le cōtraict de ven-  
dition à luy faite, en cas que la moitié demandee luy fuſt  
euincee.*
- 4 *Le frere aîné vendeur d'iceluy domaine dit ne vouloir  
plaider, offrant garantir l'acheteur de la moitié, & pour  
l'autre qui eſtoit la demandee, rendre la moitié du prix  
avec les loyaux couſts, ſi point en y auoit, & au ſurplus  
contre ledit impetrant n'eſtre receuable.*
- 5 *Remonſtrances de l'acheteur contre ſon vendeur.*

- 6 Arrest de ladite Cour à Tholose portant confirmation de nostre sentence comme Iuge de Ganhac, qui auoit esté aussi confirmee par le Seneschal.
- 7 Autres deux ¶ pareils arrests en pareille & semblable hypothese de ladite Cour.

**A** Mesme occasion nous aurions esté comme semonds icy au recit d'une autre hypothese preiugee comme dessus, qui est telle. Vn fils d'icelle famille aîné de la maison de son pere, n'ayant qu'un autre sié frere puîné, pre-supposant leur feu pere par son testament l'auoir institué héritier, apres son deceds se portant & gerant pour tel, vient à vendre un domaine de l'heritage paternel à un sien voisin pour le prix de mil escus sol, & estant l'achepteur en possession & en jouissance d'iceluy, ayant payé le prix à son vendeur & passé instrument de vente en forme, quelque temps apres les deux freres estans entrez en different & controuerse pour raison de l'heritage de leurdit feu pere, il y a grand procez entr'eux, auquel finalement l'aîné succombe, & le testament pretendu de leurdit pere trouué nul, la voye ab intestat ouuerte à un chacun des susdits freres est adiugee la moitié de tous & chacuns les biens de leurdit pere; & par ce moyen audit puîné, la moitié du susdit domaine par luy vendu, en delaiement & depart de laquelle moitié, ledit puîné conuiert l'achepteur pardeuant nous, qui estions Iuge de Ganhac pour lors, qu'estoit en l'an 1565. aux fins de se despartir & luy laisser la possession vuide de la moitié dudit domaine à luy appartenant par les moyens que dessus & susdite adiudication, lequel acheteur apres auoir eu communication des pieces dont ledit frere puîné se vouloit ayder, & voyant n'auoir autre remede que d'appeller à garand son vendeur, il se somme & apres obtient lettres requises aux fins de cassation pour le tout du contract de vendition, en cas que la moitié demandee luy fute euinee. Ledit frere aîné vendeur dit ne vouloir plaider, & offre la garantie de la moitié, & pour l'autre moitié qu'estoit celle qui luy estoit controuersée, luy rendre la moitié du prix, avec les loyaux cousts, si point

ſi point en y auoit, deſpens, dommages & intereſts, & au ſurplus pour la caſſation de toute la vendition, l'impetrant n'eſtre receuable, & qu'il deuoit eſtre relaxé de ſes fins & conſolutions avec deſpens: d'autant que par le droit ciuil dont nous vſions eſtans au pays de Droit Eſcrit, l'achepteur ne peut auoir recours contre le vendeur, qu'à proportion & au prorata de la partie euincee, ſi icelle eſt ſeulement euincee ores que la vendition fuſt faiſte pour vn ſeul prix, comme la ſuſdite, Vlpian ayant nommément eſcrit, *compars euincitur, ſi quidem pro indiuiſo euincatur, reſreſſum habet, nempe emptor in venditorum pro quantitate euicta partis.*<sup>a</sup> D'où procede que ſi tu achepthes de moy deux tierces parties d'un fonds, & vn autre de Titius, la troiſieſme reſtant les trois faiſans le tout, par ainſi de diuers auteurs: ſi apres diuiſion faiſte entre les achep-  
teurs & ſuſdit Titius, vient vn tiers à euincer la moitié dudit fond entier, ſi telle moitié eſtoit demandee deſdits deux tiers, ledit tiers qui poſſede la troiſieſme n'y ſera tenu: & moins ſon auteur. *Si verò triens quem Titius tibi traderat, & ſextans ex beſſe quem à me acceperas, petitus fuerit, Titius quidem pro triente, ego pro ſextante euictionem tibi præſtabimus*, dit le Iuriſconſulte en quelque part:<sup>b</sup> par où il appert l'euiction n'eſtre deuë par le garend, qu'à la meſme & pour quotité de ce que ſera  
5 & ſe trouuera euincé. Au contraire l'achepteur remonſtroit que ſon intention n'auroit eſté d'achepter la moitié dudit domaine, & entier en communauté avec homme de qui il n'auroit iamais penſé, & partant que le vendeur luy eſtoit tenu pour le tout garentir ladite vendition, faite pour vn meſme & ſeul prix, & par ainſi le faire iouir de tout ledit heritage, eu par le défaut de ce, la vendition pour le tout caſſee & annulée.<sup>c</sup> Ceſte exception eſtant ailleurs faite par Scæuola *niſi ſemptor à toto contractu velit diſcedi, quòd partem emptoris non eſſet.*<sup>d</sup> Ce que procede nommément *in ſpecie*, *exieris ſpeciebus coheret*:<sup>e</sup> n'y pouuant auoir au demeurant plus grande coherence ou à mieux dire vnion & entretènement, que de moitié à moitié par indiuis venans à faire & cōpoſer vn meſme corps. Dont à bonne raiſon & fort iuſtement la vendition ayât eſté faiſte principalement à meſme prix & d'un meſme corps vny non à diuers, & en parcelles ſeparees, l'achepteur perſiſtoit

<sup>a</sup> l. 1. D. de euictio.

<sup>b</sup> l. Minor. 2. §. annis ſi à me beſſ. D. cod.

<sup>c</sup> l. quod ſi vnus D. de in diem addi. dl. tutor. §. 1. D. de minor. e l. etiam ſi. §. 1. D. de minor. per argumentū contrariū. ſeſu.



en ses conclusions & à l'interinement de fcsdites lettres cōme ciuiles & de iustice. Surce le procez appointé en droit par nostre sentence aurions interiné les lettres dudit acheteur, & en defaut de garentir par ledit frere aisné ladite moitié, ledit contract de vendition entieremēt resolu, le vendeur condamné à rendre ledit prix de mille escus audit acheteur dans trois mois avec despens de l'instance desdites lettres & sans autres despens : de laquelle sentence de la part dudit vendeur releué appel au iuge d'Appeaux, à present Seneschal du Viscomté de Turenne, & d'iceluy au Seneschal de Quercy siege de Martel, & dudit Seneschal en la Cour. Par arrest d'icelle au mois d'Auril, 1577. nostredite sentence auroit esté confirmee & sans despens; depuis i'aurois trouué ledit sieur le Caron auoir amené en pareille & semblable hypothese, & sur la mesme question deux arrests de la Cour de Parlement de Paris cōformes aux fcsdits de nostredite Cour du 10. Mars 1565. & du 23. Decembre 1587. à l'occasion & pour la conference desquels ie n'aurois voulu obmettre le fcsdit, en son espeece remarquable comme les autres fcsdits.

---

CHAP. LXXII.

- 1 *Donation d'un fonds particulier faicte à trois à la charge & condition que si lesdites donataires venoient à deceder sans enfans nez en loyal mariage, ledit fonds retourneroit audit donateur, ou à ses hoirs & successeurs.*
- 2 *Vn desdits donataires decede sans enfans auparauant le donateur; à sçauoir - mon si la cottité retourne audit donateur, suivant la retention cōtenue en ladite donatiō, ou biē demeure accreue & appartient aux autres donataires.*
- 3 *Raisons & fondemens alleguez par les donataires suruiuans à l'autre donataire predecédé.*
- 4 *Raisons au contraire du donateur suruiuant.*
- 5 *Sentēce du Seneschal par laquelle la cottité du predecédé est adiugee par reuersion audit donateur, avec restitution*

de fruits depuis le deces dudit predecédé.

6 Arrest de ladite Cour à Tholose, par lequel ladite sentence demeure confirmée.

7 Autre arrest & pareil de ladite Cour de Parlement à Paris.

**N**Ous adiousterōs encores à ce dessus, ce que s'ensuit. Vn bon bourgeois, du pays de Rouergue, donne vne sienne terre qu'il auoit, l'ayant acquise par son industrie, à trois qui estoient quelque peu ses alliez, & au demeurant intimes & grands amis, sça uoir à Anthoine la moitié de ladite terre, & à Jacques, & à Ieā l'autre moitié, à la charge & condition que si lesdits donataires venoient à deceder sās enfans nez en loyal mariage, ladite terre retourneroit & appartiendrait audit donateur, ou ses hoirs & successeurs. Ledit Anthoine donataire de ladite moitié decede sās enfās auparauant le donateur, qui par ce moyen pretend la reuersiō de ladite moitié qu'il luy auoit donnee: mais Jacques & Ieā soustiennent icelle leur estre accreue & appartenir, tant par ce qu'en la condition de la reuersiō stipulee par le donateur, y a clause coniōctiue, comprenant tous les donataires, s'ils decederoient sans enfans, que par ce aussi qu'il y a autre clause vniuerselle, par laquelle seroit dit que ladite terre retourneroit & appartiendrait audit donateur: dont appert l'intentiō dudit donateur auoir esté telle, que la part defaillant accreust aux autres, & n'y eust aucun droit de reuersiō, sinon pour toute la terre, quand tous les donataires seroient decedez sans enfans, & non pour les parts d'un chacun d'iceux: car ils estoient compris d'une mesme clause, & en nōbre pluriel. Tellemēt que *videntur verbis coniuncti*<sup>a</sup> & *plurali numero omnes continetur*, à l'exemple des substituez, qui non censentur vocati, nisi cū omnes instituti decesserint<sup>b</sup>: ioint que les termes dont le donateur auoit vlé, auoient tel effect comme s'il eust dit, si le dernier d'iceux decedoit sans enfans, qu'est vne clause entre autres qui a la force d'induire vn fideicommiss<sup>c</sup>, & est presque autāt de dire generalement, ou indiffinitiuement s'ils decedent, ou parlant de tous ensemble, ainsi qu'au present fait, ou bien de dire le dernier mourāt<sup>d</sup>. Le donateur au contraire remonstre, que no<sup>s</sup> ne sommes és termes du droit d'accroistre, pour

a l. Recon-  
mēt. ff. de la-  
ga. 3. ubi  
Bartol.  
b l. quid. te-  
stamento. ff.  
de uig. &  
pupill.  
c Arg. l. Ti-  
tia Sero. §.  
Sera. libert.  
D. de leg. 2.  
d l. Codicill.  
D. de usufr.  
lega. Paul.  
Castren. in  
l. penult. C.  
de impub.  
& al. subst.

NNNnn ij

n'auoir lieu és donations & contracts entre vifs, les loix en parlans, ne faisans aucune mention desdits contracts & donations susdites: Iustinian mesme en sa constitution de *caducis tollendis*, n'en disposant aucunement, y ayant grand diuersité pour ce regard entre les contracts & les testaments, *cum ultimas voluntates plenius interpretemur*<sup>a</sup>, Et quand il faudroit argumenter des vns aux autres sembleroit estre sans doute, que Iacques & Iean ne sont conjoincts à Antoine, ains du tout disjoincts, & partant la part deficiente dudit Anthoine ne leur peut accroistre d'autant qu'on ne pourroit les comparer qu'aux legataires, entre lesquels s'ils sont disjoincts de toutes parts, droit d'accroistre n'a point de lieu<sup>b</sup>, *eo quod non solum partes, sed etiam res separata ab initio donatae sunt*. Dauantage la substitution faite en tout l'vniuers d'un heritage apres la mort de plusieurs, s'ils venoient à deceder sans enfans, vn d'iceux decedans sans enfans, le substitué audit cas vient à recueillir sa portion, comme y estant appelé par la conception de ladite substitution ainsi que dessus, à plusieurs desquels le predecédé estoit vn fait<sup>c</sup>: par ce qu'il y a grand difference, *inter substitutionem factam ultimo morienti, & post mortem plurimum*. Et quant aux termes desquels la donation estoit conceüe, ne fait rien pour les donataires suruiuans, pour ce qu'entre Anthoine, Iacques & François, ne s'y trouue aucune copulative, & touchant la diction du pluriel nōbre se venant resoudre aux singuliers, pour auoir effet encores qu'il n'en y eust qu'un qui decedast<sup>d</sup>: au surpl<sup>e</sup> & en ce qui concerne d'autres textes formels alleguez<sup>e</sup>, ils procedent & ont lieu en leur cas expres seulement, sçauoir *in substitutione facta ultimo morienti*, qui n'estoit au fait que dessus. Pourquoy le Seneschal de Rouergue pardeuant lequel l'instance auoit esté introduite, veu & examiné le tout par sa sentence du mois de Feurier 1574. auroit adiugé par reuerfion, la moitié de ladite terre audit donateur, par la mort dudit Anthoine donataire, decedé sans enfans, avec restitution de fruiets depuis le decez d'iceluy Anthoine: & sans despens: dont appel releué par lesdits deux donataires en la Cour au rapport de feu Monsieur Babut en la seconde Chambre d'Enquestes, apres partage y fait & departy en la premiere nous contre-

a l. in testa-  
mentis. ff. de  
reg. iur.

b l. 1. ff. de  
substit. l. 1.  
Et Proculo.  
ff. de test. l.  
h. n. mod.  
§. quib. ff. de  
leg. 1.

c l. si. §. filius  
ff. de leg. 2. l.  
Lucius. §.  
Caia. D. ad  
Senat. Tre-  
bell. Barr.  
Et alij in l.  
heredes mei.  
§. cum ita  
D. eod.

d iuxta l.  
falsa D. de  
codit. & de-  
monstrat l.  
non est sine  
liberis cum  
sequen. D.  
de verbo. si-  
gnific.  
e d. l. Titia  
Sci. §. liber-  
is.

tenans, ladicte sentence auroit esté confirmee au mois de Aoust 1578. nous en auons leu depuis l'arrest de la Cour de <sup>ali b. g. cap.</sup> Parlement de Paris du 18. Iuin 1558. que le Caron en auroit amené en ses responses<sup>2</sup>, duquel nous aurions emprunté la plus part des raisonneméts que dessus, qui ne furent toutesfois oubliés audit partage ; sans pour lors auoir veu ce que en a doctement allegué ledit le Caron, n'estant encores en lumiere, mais en ayant perdu les memoires pour ce regard, ce qu'il en auroit escrit depuis, m'a seruy comme à m'esueiller, tant pour ledict arrest que pour vne partie de ce qu'il y fut allegué, ne l'ayant trouué indigne de tenir compagnie aux autres susdits.

---

### CHAP. LXXIII.

- 1 *Vn pere auerty que son aîné se vouloit marier à son plaisir & par amourettes, (comme l'on dit) le fait appeller en iugement & proteste contre luy où il le feroit, de l'exhereder comme il l'exheredoit pour lors.*
- 2 *Ce neantmoins ledit fils passe outre audit mariage.*
- 3 *Auquel ledit fils ayant vescu enuiron deux ans entiers vient à deceder, son dit pere suruiuant, & quelques enfans descendus dudit mariage.*
- 4 *Après le decez dudit fils, ledit pere fait son testament, & par iceluy n'arratine faite de l'exheredatiō de son feu fils en continuant l'exheredation, il exheredoit davantage sesdits enfans procreez dudit mariage, voulant & declarant qu'il n'entendoit point qui fussent tenus & reputés pour ses nepueux, descendants de son dit feu fils.*
- 5 *Estant decedé en ceste volonte, au nom desdits enfans est pouruiue la succession de leur ayeul, nonobstant l'exheredation pretendue comme nulle, & cōtre tout droit interuenue.*

- 6 Et laquelle leurs oncles fils à leur dit ayeul & héritiers par luy instituez soustenoient par des raisons & autoritez par eux alleguees.
- 7 Responses à ce qu'on pouuoit amener au contraire de la personne desdits enfans.
- 8 Raisons par lesquelles ladite exheredation desdits enfans estoit debatue & impugnee.
- 9 Nemo ex alterius facto ex hæredari potest, mesmes icy où l'effect de l'exheredation venoit à cesser apres la mort du fils.
- 10 Arrest de la Cour de Parlement de Paris, par lequel lesdits enfans au roiët esté receus avec leurs oncles à la succession de leur ayeul sans s'arrester à l'exheredation qu'il auoit faite d'iceux, ny auoir esgard à icelle.
- 11 Le mesme arrest recité ailleurs sur une hypothese fort differente, & qu'elle.
- 12 L'auteur contrainct sur le doute par luy amené se remettre à ce qui en est & peut estre de la verité des actes.

**V**N pere ayant plusieurs enfans, auroit esté aduertie que son aîné se seroit rendu amoureux d'une ieune fille, iusques à la pourchasser en mariage qu'il voulut à son deceu contracter avec quelle: dont iceluy pere esmeu, le fait appeller en iugement, & en son absence non comparant, & ayant fait défaut, le pere proteste de ce que son dit fils sans son sceu & contre son vouloir, veut & tasche se marier; declarant par mesmes protestations, qu'audit cas, & que son dit fils épouse celle qu'il pretend à son deceu & contre son vouloir, que deslors comme dès maintenant, & dès maintenant comme pour lors, il l'exheredoit. Ce neantmoins ledit fils passe outre audit mariage avec son amoureux, non obstant & sans auoir esgard à la prohibition & protestation de son pere, dont il fut tres-bien aduertie, par la



signification qu'iceluy ſondit pere luy en auoit fait faire : & ayant duré ledit mariage deux ans entiers , ledit fils ainſé vient à deceder , apres le deceds duquel le pere irrité encores contre ſon feu fils , fait teſtament , par lequel il declare qu'il auoit exheredé ſondit fils en ſon viuant pour s'eſtre marié à ſon plaifir , à ſon deſceu & contre ſa volonté : par ainſi à cauſe du mariage par luy contracté , à raiſon duquel il auroit violé l'honneur , reuerence & tout deuoir , le deſdaignant & meſpriſant de la ſorte , qu'eſtoit la cauſe , qu'il ne vouloit & n'entendoit point que les enfans qui auroient eſté procreez de ce mariage , & qui en eſtoient deſcendus , fuſſent tenus & reputez pour ſes nepueux deſcendants de ſondit feu fils : mais continuant l'exheredation qu'il auoit faite de luy-meſmes , il les exheredoit dauantage. Les autres ſes enfans heritiers par luy instituez , eſtant iceluy pere decédé en ceſte volonté , ſes petits fils , enfans fuſdits de ſondit fils , ainſi deſheritez luy veulent ſucceder avec ſes autres enfans leurs oncles , ſouſtenants l'exheredation d'eux faiſte par leur ayeul nulle & contre tout droit interuenu. A quoy leurſdits oncles reſpondoient , que la queſtion qui ſe preſentoit eſtoit decife nouuellement par Vlpian au lieu à la  
<sup>al. j. §. ſi ea</sup>  
<sup>manipatus.</sup>  
<sup>ff. de bon. poſ.</sup>  
<sup>contra tabn.</sup>  
marge cotté <sup>a</sup>. D'où peut reſulter l'ayeul pouuoir exhereder ſes petits fils , & eſcauſes & cognoiſſance de telle exheredation venir à conſiderer & examiner le delict du pere , *qui indignas nubente patre nuptias contraxit , imò & ignominioſas* : puis que telles eſtoient iugees par ledit pere. Par ainſi contre eux peut à bon droit eſtre retorqué ce qu'un ancien diſoit , *in iſtis pueris , neſcio quid ſit indignius , utrum patris origo , quod eſt dubia , an matris origo , quod certa eſt.* <sup>b</sup> Car tout ainſi que la loy ne reprime pas ſeulement les nopces inceſtueuſes & illegitimes ; mais encores priue de tout droit de ſucceder les enfans en deſcendants <sup>c</sup> : de meſmes ceux qui ſe trouueront nez de telles nopces , au deſceu & contre la volonté du pere contractees , en eſtre priuez & repouſſez ſemble eſtre fort iuſte & conuenable : auquel propos l'Empereur Alexandre auroit ſainctement reſcrit : *ſi , inquit , pater mariti quondam tui . cognitis nuptiis veſtris non contraxit , vereri non debes , ne ſuos nepotes non agnoſcas* <sup>d</sup> : *ſi non*  
<sup>si quis inceſti & auct. inceſtis. C. de inceſt. nupt.</sup>  
<sup>d l. ſi ut proponis. C. de nupt.</sup>

ali. i. de cle-  
mentia. c. 13.

*contradixit (inquit.) At verò pater contradixit, & quidem apud in-*  
*dicē, ostendens (ait) Seneca<sup>a</sup>, quàm inuictus aspero remedio manus ad-*

*mouerit, in cuius animo nihil hostile, nihil asperum erat: & ne seruita*  
*de dire, & qu'est-ce que les petits ont failly pour estre*

*traitez de la sorte? car on peut par mesme raison respondre.*  
*Qu'est-ce que peut faillir vn posthume, qui n'estant nay est*

*encores dans le ventre de sa mere? Et toutesfois en certains*

*cas est permis au pere exhereder le posthume par son testa-*

*ment<sup>b</sup>, & souuentefois la peine est tiree & estenduë iusques*

*aux enfans, cum pater aliqua violati pudoris macula, aspersus est: c*

*dont non sans cause Ciceron auroit ailleurs escrit<sup>d</sup>: Non me*

*fugit, quàm sit acerbum parentum scelus, filiorum pœnis lui, sed hoc*

*præclare legibus comparatum est, ut charas liberorum, parentes ami-*

*ciores Resp. redderet. Dont ne se faut esmerueiller, s'il est per-*

*mis à l'ayeul d'exhereder la posterité d'un fils ingrat & re-*

*bours: la contumace du pere ayant esté en son mariage, du-*

*quel au desceu & contre la volonté du pere, lesdits petits fils*

*sont procreez & descendus, lesquels si au inuito adnascuntur,*

*inanis certè erit filiorum exheredatio, nisi etiam in perpetuū a hæreditatis*

*monumentum exheredationis pœna ad nepotes extendatur: le fils ne*

*craindra nullement estre des-herité, s'il espere que sa poste-*

*rité y succedera, les peres n'ayans autre soucy, soin, ny trauail,*

*que d'acquérir à leurs enfans descendans, & posterité, riches-*

*ses & moyens, leur souciant d'eux-mesmes pour ce regard,*

*aussi peu que rien. Mais au contraire lesdits enfans d'ice'uy*

*fils respondoient, que presuppsee l'exheredation de leur*

*pere bonne & soustenable, qu'ils n'estoient toutesfois sans*

*raison pour l'impugner & debatre, quand ne seroit que le-*

*dit pere leur ayeul seroit decedé, nulla post nuptias facta exhe-*

*redatione, quia ante filius exheredari non potuit, ut ne ante commi-*

*sum crimen quisquam puniri potest. Il l'auroit bien peu exhere-*

*der apres les nopces, mais il ne l'auroit voulu, la coulpe du*

*fils pouuant bien estre reprinse: mais non pas par apres*

*corrigee & amendee, & par ainsi auroit mieux aymé, tes-*

*moigner par patience & dissimulation, l'indulgence & affe-*

*ction du pere, que non pas se monstrier trop seuer, austere,*

*& nullement reconciliable enuers son sang, la force d'ice-*

*luy l'ayant contrainct, & la pieté vaincu. Pietas vincit (ait*

*Saluianus)*

b l. si posthu-  
mos. ff. de lib.

c l. posth. s.  
posth. de ex-  
hered. lib.

d l. 2. D. de  
Marco. C.

e l. 2. D. de  
questio.

f l. 2. D. de  
Epist. ad  
Brutum.

Saluianus <sup>a</sup>) *vis sanguinis cōpulis: natura ipsa quasi amoris manu in  
ius suum traxit.* Et à ceste occasion saint Ambroise louë gran-  
dement quelque Sisynius, lequel auoit pardonné à son fils  
qui s'estoit marié contre son gré & vouloir <sup>b</sup>: *honeste enim pro  
reconciliandoparentum affectu, cuncta tentantur* (inquit ille) <sup>c</sup> Tou-  
tesfois laissant ceste proposition, & que la protestation du  
pere contre son fils fust plustost vne commination que pei-  
ne laquelle ne pouuoit deuaner la faute, luy donnant bien  
faculté de la punir estant commise, mais ne l'ayant faite, toute  
iniure venant à censurer estre remise par vne taisee dissimula-  
tion d'un an, equitablement en ce faict faudra estimer le de-  
funct, *offensam clementia sua flexisse*: <sup>d</sup> *nihil enim*, dit ailleurs Sal-  
uian <sup>e</sup> *de vltione perdis filio innocens pater, quia felicius multo est  
& laudabilius suis aliquē etiam immeritō ignoscere, quā in suos etiā  
meritō vindicare.* Nous viendrons à ce que faict le plus fort  
contre lesdits petits fils, lesquels auoient raison de soustenir  
ledit mariage de leurdit pere avec leurdicte mere auoir esté  
iuste & legitime, leur mere femme aussi iuste & legitime, pa-  
reillement iustes & legitimes les enfans & descendans, n'ayāt  
esté de besoin pour ce regard par la disposition du Droit Ca-  
nonique dont nous vsons, que du seul consentement de leur-  
dict pere & mere conioincts, & par mesme raison sont &  
doiuient estre censez legitimes lesdits petits fils dudict feu  
ayeul, lequel par ce moyen n'auroient peu estre exheredez  
par leurdit ayeul en sondit testament pour leur pere prede-  
cedé, auoir succedé à leurdit ayeul *iure suo*, & *iure sanguinis*:  
auquel cas, *ita nepotes iure suo & adnascuntur & succedunt, ut  
nec patris exheredatio eis nocere, aut pra iudicium afferre possit. Hinc  
illud rescriptum duorum fratrum, quo cautum legimus neque verbis  
neque sententia legis, aut edicti praetoris, nepotem ex nota, aut perso-  
na patris sui excludi à bonis aut liberti posse.* <sup>f</sup> Ce que le mesme  
Iustinian semble auoir voulu <sup>g</sup> en semblable qu'estion d'un  
fils exheredé, *ut & passim in iure, quotiescumque filium seu natura-  
liter, seu civiliter decessit, nepos aucto adnascitur, quia filij locum sub-  
intrat.* <sup>h</sup> Atque huius questioniconuenit quod Vlpianus alibi respon-  
dit: <sup>i</sup> *Si quapæna* (inquit) *pater familias fuerit affectus, ut vel ciuita-  
tem amittat, vel seruus pæna afficiatur, sine dubio nepos filij loco succe-  
dit.* Touchant ce qu'est proposé de l'exheredation faicte par

<sup>a</sup> lib. 3. ad ec-  
cl. Casbo.

<sup>b</sup> Epist. 45.

<sup>c</sup> Salinauus  
in Epistol.

<sup>d</sup> l. in ipsius  
C. fam. l. her  
cis.

<sup>e</sup> in Epist. ad  
Hypat. &  
Quinctum.

<sup>f</sup> l. diuisi fra-  
tres ff. de iure  
patro.

<sup>g</sup> No. cell. 22.  
de nuptiis. §.  
soluto cum §.  
sequen.

<sup>h</sup> l. cum aucto  
ff. de condit.

<sup>i</sup> demonstr.

<sup>j</sup> l. cum qui. D.  
de interd. &  
relega. Bald.

<sup>k</sup> D. D. in l.  
quos superstitis.

<sup>l</sup> D. de acq.  
hered.

<sup>m</sup> l. l. §. filium  
D. de bono.

<sup>n</sup> poss. contra  
tab. l. si §. si

<sup>o</sup> deporatus ff.  
de bo. libert. l.

<sup>p</sup> si. & ibi gla.  
C. und. liber.

○○○○

a l. si qua pæ-  
na D. de his  
qui sunt sui  
vel alie iur.  
b l. pat. fa-  
milias D. de  
hered. inst. l.  
si quis in suo  
§. legis autē  
C. de iuss. se-  
sum.  
c lib. 3. de na-  
tura deorum.  
d Luca. lib. 2.  
e Ouid. in E-  
pist. Car.  
Macar.  
fin Epistol.  
ad Hypat. &  
Quintum.  
g Declamat.  
279.

le pere en sondit testament, est certain de Droit, *neminem ex alterius facto posse exheredari: itaque non potuerunt nepotes ex facto patris exheredari*: mais encores non seulement la cause, mais encores l'effect de l'exheredation, venoit à cesser apres la mort du fils <sup>h</sup> *Sancimus (inquit Imperator) bibi esse pænam ubi & noxia est peccata suos teneant authores, nec ulterius progrediatur metus quam reperiat delictum*. Dauantage pour le regard desdicts enfans & petits fils, qui seroit autheur d'i celle loy, ainsi que disoit Ciceron c, *ut condemnaretur filius, aut nepos, si pater aut auus deliquisset: quidenim commeruerunt paruuli? isti nepotes qui exheredantur, crimine quo parui crimen potueremereri? singulieremēt qu'au fait present le plus viêux estoit dict n'auoir à peine passé deux ans, au temps de l'exheredation.*

*Quid puer admisit, d tam paucis editus horis?*

*Quo læsit facto, vix bene natus anum? e*

Dont bien à propos disoit Saluian en quelque part, <sup>f</sup> *Infelix prorsus & miserranda eorum conditio, quæ auos suos ex parentum primū reatu cepit agnoscere & encores ailleurs Quintilian: g Quid inquit, hæc ætas committere potuit, tanta animaduersione dignum? lex abdicationis aduersus ferociam iuuenum constituta est: hæc vero infirmitas adeo nocentis nomen non recipit, ut vix recipiat innocentis.* Aquoy inclinant la Cour de Parlement à Paris par arrest prononcé en robes rouges le Samedy vingt-deuxiesme Decembre, mil cinq cens quatre-vingt quatre, auroit receus lesdits petits fils avec leurs oncles à la succession de leur ayeul, sans s'arrester à son exheredation qu'il auoit faite d'iceux, ny auoir aucun esgard à icelle. Ledit sieur le Caron <sup>h</sup> recite ledit mesme arrest, toutesfois sur vne hypothese fort differente, pour ce qu'il presuppse par celle qu'il y donne à entendre, qu'apres le mariage du fils sans le sceu & vouloir de sondit pere, iceluy pere auoit fait testament, & par iceluy le desherite, pour les causes qu'il exprimoit, & que depuis le fils exheredé predecédé à sondit pere, ayant laissé quelques enfans: & depuis iceluy pere decede sans changer sa volonté, il y a procez pour sa succession, entre ses petits fils enfans de son fils desherité qui vouloient succeder, avec ses autres enfans leurs oncles, lesquels soustenoient iceux n'estre receuables; par ce que l'exheredation de leur

h lib. 7. de  
feditis res-  
pōses, chap  
105.

9

10

11



pere, qui l'auoit rendu indigne de la succession du defunct,  
 les venoit à excludre d'icelle, sans autrement alleguer aucune  
 autre exheredation desdits petits fils, par là à la fin venant à  
 conclure qu'ils auoient obtenu gain de cause: ainsi qu'à la  
 fin il escrit auoir entendu d'un Conseiller qui estoit au iu-  
 gement, qui luy auoit descouvert la Cour s'estre principa-  
 lement arrestee sur ce que le fils estoit decedé deuant son pe-  
 re, lequel n'auoit desherité les petits fils enfans, qui sont ap-  
 pellez par les Latins *nepotes*, & par la mort du fils l'exhereda-  
 tiō estoit esteinte & couuerte: ce qu'il marque estre expres-  
 sement decidé en la loy à la marge cottee <sup>a</sup>. Ce qu'estant ain-  
 si, n'y auroit eu grande difficulté en ladite hypothese, pour le  
 moins pour en auoir prononcé vn arrest general, tel qu'estoit  
 digne & meritoit la premiere susdite, que nous aurions prise  
 avec vne partie des raisonnemens que nous y aurions ame-  
 nez du sieur Robert en ses liures des choses iugees <sup>b</sup>, auquel  
 nous croyons & adherons en cest endroit, luy mesme ayant  
 laisse par escrit, qu'il estoit Aduocat pour la mere & tutrice  
 des enfans, qui obtindrent gain de cause, & que l'arrest fut  
 donné au rapport de Monsieur Spifame, & prononcé en rob-  
 bes rouges l'an & iour que dessus, au lieu que ledit le Caron  
 auroit dit audit arrest de Noel 1584. que pour ce regard est la  
 mesme datte qui m'auoit destourné de mes premieres con-  
 ceptions: sçauoir que ce fussent deux diuers faits, & deux di-  
 uers arrests: car nous n'y pouuions voir en cest endroict ap-  
 arence aucune, & cuiderions que ledit le Caron auroit e-  
 sté trompé & descegu, comme d'autresfois en des memoires  
 fausses, quoy que soient obreptices & subreptices, qui luy en  
 auroient esté enuoyces par quelques vns mal instruits du fait.  
 sans l'aduertissemēt que luy mesme allegue dudit S. Conseil-  
 ler qui auroit assisté au iugement, qui fera que nous nous en  
 remettrōs à ce qu'en a esté, & peutestre de la verité des actes:  
<sup>12</sup> tant y a que l'arrest susdit rapporté par ledit S. Robert a plus  
 d'apparece sur ledit par luy proposé, au iugement duquel &  
 sur l'exheredation faite desdits petits fils par leur dit ayeul, e-  
 stoit toute la difficulté, n'en ayāt autremēt aucune sur l'autre  
 fait & hypothese pretendue; & conformement au susdit arrest  
 dudit S. Robert, nostre dite Cour à Tholose auroit prononcé

a l. non tantū  
 §. si emāci-  
 patus filius  
 uxore ff. de  
 bo. poss. cōtra  
 tab.  
 b cap. 9. du  
 2. liure



arrest au mois de Mars 1570. au rapport de feu monsieur Berail à la grand'Chambre, comme nous aurions trouué en sesdits memoires, & n'aurions voulu oublier icy à l'ayde de ce que ledit sieur Robert nous auroit secouru & aydé.

---

CHAP. LXXIII.

- 1 *Empeschants les Notaires & tesmoins de venir prendre & assister aux testaments que les testateurs veulent faire. -*
- 2 *Fait narré d'un des que dessus, chargé de l'empeschement tel & semblable que dessus par luy donné.*
- 3 *Sentence donnée prouisionnellement en la faueur des coheritiers du susdit chargé tout seul seulement dudit empeschement.*
- 4 *La cause deuolue par appel en la Cour où Le Procureur general du Roy ioint à icelle, les parties & susdit Procureur sont reiglez à articuler & verifier plus amplemēt.*
- 5 *Et ce fait les enquestes rapportees resultant clairement dudit empeschement par ledit seul donné, ne fut doute à la portion des coheritiers, le fait dudit coheritier ne leur ayant peu preiudicier.*
- 6 *Quant à la portion du chargé susdit fut arrachée d'entre ses mains comme d'un indigne, au profit & faueur du fisc, comme estoit ledit Procureur general auquel fut cōfisque.*
- 7 *Arrest de ladite Cour à Tholose, par lequel la part du susdit chargé seul comme dessus dudit empeschement donné à faire testament, qu'estoit la moitié de l'heredité, fut confisque au profit de qui il appartiendroit, detraite la somme de cent escus, qui furent adiugez aux demandeurs qui auoient faite la descouuerte: & les autres deux*

*coheritiers maintenus esgalement en l'autre moitié avec despens de la cause, esquels leur autre/susdit coheritier auroit esté condamné enuers lesdits demandeurs successeurs ab intestat, & sans autres despens.*

8 *Parquoy en l'arrest estoit dit que ladite cōfiscation estoit faite au profit de qui il appartiendroit.*



L aduient souuent que lors que quelqu'un a fait son testament, ou bien que n'en ayant point fait, ses plus proches ab intestat desirent qu'il n'en face pas: sa volonté toutesfois tendant au contraire, & enuoyant ou demandant un Notaire & tescmoins pour le faire & passer, qu'il en ya iusques là, qui empeschent le Notaire d'y venir, & encores les tescmoins d'y approcher, ne permettant aucunes personnes parler à luy, sinon sa garde, & ceux qui domestiquement le seruent: & tellement qu'il decede sans disposer comme il entendoit faire. Surquoy le fait estant aduenu à Leytoure en Armagnac, il y eust procès pardeuant le Seneschal ou son Lieutenant, entre les successeurs ab intestat & heritiers instituez à un premier testament qu'il auoit fait, un desquels & des plus principaux, estoit chargé de l'empeschement par luy donné au susdit, à faire un dernier testament, quoy que fust à donner entree au Notaire & tescmoins pour voir ledit feu defunct & parler à luy. Lesdits successeurs ab intestat disoient qu'attendu la voye de fait & empeschement donné par le susdit un desdits heritiers au premier testament, iceluy demeurant cassé & annullé, ils deuoient estre maintenus en tous & chacuns les biens du defunct, ce que les heritiers instituez audit premier testament empeschoient, entre lesquels estoit le susdit: contre lequel estoit alleguee ladite voye de fait, l'institution d'iceluy faite par moitié des autres deux, estant trois, pour l'autre moitié, par ainsi pour un quatriesme chacun seulement, & disoit que leur dit testament estoit en bonne & deuë forme, & qu'il n'en y auoit d'autre, fust par escrit, verbal, ou nuncupatif. Et quand bien le defunct puisse auoir eu volonté d'en faire aucun: toutesfois auroit depuis icelle changé, & les susdits pource regard n'en

peuvent presupposer ny rapporter auantage, le susdit chargé de ladite voye de fait le niant ouvertement, accordant qu'il auoit assisté souuēt audit defunct en sa maladie, cōme il estoit tenu, & gardé plusieurs fois qu'on ne le vint point destourner de son repos, & moins broïiller en son entendement & esprit: mais qu'il n'auoit point veu de Notaires ny autres pour luy seruir de testmoins à disposition qu'il voulust ou pretendit faire: & au demeurant lesdits heritiers s'arrestoient chacun pour cottité, en laquelle ils estoient instituez par ledit testament à la iouissance prouisionnelle: laquelle ordonnance en leur faueur, & au surplus appointez cōtraires en leurs faits, 3 de la sentence y auroit eu appel en la Cour, où le procès porté auroit esté communiqué aux gens du Roy, & apres le Procureur general de sa Majesté ioint au procès, auquel il requeroit la portion dudit heritier chargé de l'empeschement que dessus, estre confisquée, quant à la portio des autres n'entendant empescher la iouissance qui en auoit esté donnée par ledit Seneschal. Surquoy la cause retenue auant dire droit diffinitiuement sur les conclusions des parties, auroit esté dit par arrest, que tant ledit Procureur general qu'elles, articu- 4 leroient plus amplement, & veriferoient de leurs faits pour les enquestes faites & rapportees y estre fait droit, & apres ce fait & les enquestes rapportees, resultant clairement de ladite voye de fait & empeschement donné par le susdit heritier institué pour la moitié audit testament au susdit defunct, à faire declarer autre testament qui vouloit faire: fust douté premierement si le fait du susdit heritier pouuoit 5 nuire & preiudicier aux autres deux quant à leurs portions, bien que tous deux freres du susdit, fussent exempts de ladite charge d'empeschement, ou autre voye de fait pour ce regard quelconque: & à ce ne fut grādement insisté, le texte y estant formel & tout expres, par lequel demeueroit decis, &

2. l. 5. a. D. *respondi* en cest endroit *fratris factum, fratri non nocere* 2. Et si quis alicuius rebus prohib. cela presuppōse fut encores controuersé, si la moitié en laquelle le susdit chargé comme dessus estoit institué, venoit accroistre aux autres deux, *qui nihil commuerant*. Surquoy aussi ne fut faite grande difficulté, par ce qu'outre le defaut de conionction suffisante, telle moitié n'auroit peu estre dite

- vaquante pour accroistre ainsi qu'il est requis : ainçois plu-  
 stost arrachée des mains, l'autre susdit comme indigne de la  
 tenir & garder au profit & faueur du fisc, suiuant la disposition  
 de droict<sup>2</sup>, gardée & obseruée en France, & nommément
- 6 au pays de Droict Escrit, où le faict que dessus estoit aduenü;  
 quelque chose que le Caron ait voulu comme glisser en cest  
 endroit<sup>b</sup> ailleurs: & tellement que par arrest du mois d'A-  
 uril 1570. au rapport de feu monsieur Bonail, ladicte moitié au-  
 roit esté confisquée avec restitution de fruiçts, au profit de qui  
 il appartiendroit, dont seroit detraite la somme de cent es-  
 cus qui furent adiugez aux demandeurs qui auroient faicte
- 7 la descouuerte, & les autres deux maintenus esgallement en  
 l'autre moitié, avec despens de la cause, esquels leur autre  
 coheritier auroit esté condané enuers les demandeurs succes-  
 seurs ab intestat, & sans autres despens. Où faut noter qu'il  
 y est dit nommément à qui appartiendroit, par là estant faict  
 preiugé par ladicte Cour que ladicte confiscation appartenoit
- 8 au Roy de Nauarre, comme Compte d'Armaignac, d'où le-  
 dit Leytoure despend, auparauant qu'il fut venu à la Cou-  
 ronne de France, où il est à présent, & Dieu par longs iours  
 le vueille conseruer avec sa posterité, en tout heur, prosperi-  
 té & accroissement de grandeur. Nous aurions prins c'est ar-  
 rest des Memoires de feu Monsieur Berail: mais fort simple-  
 ment par luy recité, nous l'ayans accommodé & agencé au  
 moins mal qu'il nous auroit esté possible.

al. 1. in prin-  
 c p. ff. eod. l. 2.  
 C. eod.  
 b En les res-  
 ponses. l. b.  
 7. cap. 65.

---

CHAP. LXXV.

- 1 *Donation faicte par le pere à son fils aîné de trois qu'il en  
 auoit pour lors en faueur de mariage de la cote part &  
 autant qu'à un autre de ses enfans, de tous ses biens pre-  
 sents & aduenir.*
- 2 *Desdits trois enfans en decede un, suruiuant ledit pere do-  
 nateur, lequel decede apres sans autres enfans, ayant tou-  
 tes fois faict testament, & par iceluy institue l'autre fils*

dernier, entre lequel & sondit frere aîné donataire susdict, est meu procès apres sur la taxation de ladicte cotee donnee appartenant à l'aîné au moyen de ladite donation.

- 3 Pretentions d'iceluy fils aîné, sadite donation apportable au temps de la mort de leur pere, pour le moins au temps de son testament, auquel ils n'estoient que deux.
- 4 Et ainsi auroit esté iugé, & ce faisant ladite cotee taxee à la moitié, par arrest de ladite Cour à Tholose.

**D**Esmesmes Memoires dudit feu sieur Berail, nous rapporterons icy qu'un pere ayant trois enfans, en mariant l'aîné d'iceux luy donne en faueur & contemplation de mariage, la cotee part & autant qu'à un autre de ses enfans, de tous ses biens presens & aduenir; car c'estoit sans y rien changer les mots de la dispositiue, la donation insinuee en forme: aduient qu'apres un desdicts autres enfans decede, par ainsi ne restoit que deux, compris le donataire susdict, apres le pere decede sans autres enfans, ayant toutesfois fait testament, & par iceluy institué heritier l'autre fils dernier, entre lequel & sondit frere donataire est meu procès & different sur la taxation de la cotee, au moyen de ladicte donation appartenant à l'aîné, qui veut la moitié, & sondit frere au contraire la taxoit & restraignoit à la tierce, eu esgard au nombre des enfans du temps d'icelle, qui estoient trois, ainsi que dessus a esté dict. La dispositiue de la donation estant rapportable au temps d'icelle, au contraire le fils aîné soustenoit que c'estoit au temps sinon de la mort, à tout le moins du testament qu'il l'a falloit rapporter suiuant ce qu'ailleurs est decis en semblable par Vlpian<sup>a</sup>: ioinct ce qu'en auroit respondu le Iurisqueulte Marcel au quatorziesme de ses digestes, touchant la mesme raison de la succession en partie que du tout, es choses donnees, & que pro parte prestat possunt<sup>b</sup>: & ainsi auroit esté iugé, en ce faisant ladicte cotee donnee taxee à la moitié en faueur dudit fils aîné donataire; telle que l'autre enfant son frere en tiroit au moyen dudit

<sup>a</sup> l. si cognat.  
ff. de reb. di.  
bys.

<sup>b</sup> l. penult. ff.  
de iure co. ob.  
est.



dudit testament: par arrest donné au rapport de feu Monsieur Raynier au mois d'Aoust 1569. ainsi que lesdictes memoires portent; qui a esté simplement tiré d'icelles.

CHAP. LXXVI.

- 1 Arrest de la Cour de Parlement à Paris par lequel les premiers creanciers auroient esté alloüez premiers en ordre tant pour le principal, arrerages que despens à eux adiugez, encores que lesdicts despens fussent adiugez despuis la date des obligations & hypotheques des autres creanciers.
- 2 Ce qu'ils n'obtiendroient pas en ladiete Cour à Tholose, où les despens ne viennent en allocation qu'apres les creanciers, qui ont la date de leurs obligations & hypotheques precedente à l'adiudication d'iceux.
- 3 Quant aux arrerages est faicte une distinction entre les arrerages fauorables, & les arrerages odieux.
- 4 Jusques à estre faicte pour ce regard difficulté sur les arrerages des rentes volantes.
- 5 En fin passa qu'ils seroient allouez an par an, comme ils pouuoient estre poursuuis & demandez par arrest dict aux parties au mois de Septembre 1569.



Auroit esté douté sur la distribution des deniers entre les creanciers, si les despens faicts par l'un d'iceux venoient en pareil ordre que la somme & debte principale, pourauoir semblé que tels & pareils despens n'emportoient hypotheque que du iour de l'adiudication d'iceux, & par conséquent deuoient estre mis & allouez, apres les autres creanciers qui auroient obligations & hypotheques precedentes l'adiudication desdicts despens: pour le regard de quoy le sieur Caron allegue vn arrest de la Cour de Parlement de Paris, du quatorziesme Feurier mil cinq cens soixante &

allu. 7. de  
ses respon-  
ses chap.  
182.

PPPP

Feurier mil cinq cens soixante & dixneuf, par lequel auroit esté iugé que les premiers creanciers seroient mis les premiers en ordre tant pour le principal & arrerages, que pour les despens à eux adiugez, comme estans accessloires dudit principal, faicts pour obtenir iceluy, encores que lesdits despens eussent esté adiugez depuis la datte des obligations & hypotheques des autres creanciers. Ce que n'obtiendroient pas en ladicte Cour de Parlement à Tholose, où les despens ne viennent en allocation, qu'apres les creanciers qui ont la datte de leurs obligations & hypotheques precedentes à l'adiudication d'iceux. Et quant aux arrerages dudit principal, y est faite distinction entre les arrerages fauorables & deuz comme vray & naturels fruiets d'iceluy principal & les autres arrerages odieux & nullement fauorables, comme sont les vsures & interests, qui ne viennent qu'en dernier lieu & iusques apres toutes obligations & hypotheques garentigees, qu'on appelle: voire quand seroient & procederoient des cedules auerees, qu'importeroient par ce moyen hypotheque suiuant l'Ordonnance, quelque disposition du droit qu'il y ait au contraire, qui n'est gardee, ny obseruee en ladicte Cour à Tholose, ainsi que nous semble auoir dit ailleurs: & iusques là qu'il a esté autresfois fait difficulté en ladicte Cour, sur les arrerages des rentes, qu'on appelle volantes, en quel rang & ordre deuoient estre allouez, en ce qu'ils peuuent estre poursuiuis & demandez suiuant les Ordonnances. En fin par arrest ayant passé là au rapport de Monsieur de Haut Pol, au procez entre la Dame de Maufeucal, Carriere & autres, au mois de Septembre mil cinq cens soixante neuf, que lesdits arrerages seroient allouez an par an, comme ils seroient escheus, & à la commune estimation dudit temps, ne pouuans suiure l'obligation en mesme datte du principal, parce que le temps de la solution en tels accessloires non fauorables vient à considerer: d'autant que les debiteurs auoient en leurs mains puissance soy rachepier de telle obligation & multiplication d'icelle on payant annuellement, & par ainsi *tempus quo cedit, & venit de obligationis, inspicitur*. Au contraire de ce qu'il est decidé *tempus conuentionis inspicitur, si non fuerit in potestate debitoris, an debitum contraheretur*.

xl. Lucius.  
ff. qui pocio.  
in pign. h. a.  
l. u.

*vel conditio impleveretur*<sup>a</sup>: ioint que *tot videntur stipulationes, quot anni*, pour le regard desdits arerages. Mais quoy que soit, il a esté vne fois preiugé<sup>b</sup>, suiuy & gardé depuis. *ita vt nullus apud nos dubitationis locus relinquatur*. Ledit feu sieur Berail nommement le remarque en sesdites Memoires, que comme notable nous n'aurious voulu oublier.

*al. penult.  
D. quæ res  
pig. obligar.  
poss. l. qui  
Balneū. D.  
qui pot. in  
pign. vel.  
hyp. habe.  
b d. l. sicut in  
annos D.  
quib. modis  
usufr. amit-  
tatur l. si ser-  
uus cōmunis  
D. de stip. ser-  
uorum.*

CHAP. LXXVII.

- 1 Legat de la troisieme partie des meubles, & tous ses acquests qu'importe.
- 2 Procès contre ledit legataire qui soustient les biës depuis le testament fait par le susdit, portant ledit legat donné au mesme testateur par vn sien parent, y venir comme estants acquests.
- 3 Responses à ce par les heritiers du defunct.
- 4 Compromis pour ce regard au dire de deux Aduocats en Tholose, qui unanimement prononcerent en faueur de l'heritier contre ledit legataire.
- 5 Dont appel releué en la Cour par ledit legataire, il en tombe, ladiue sentence ayant esté confirmee avec despens moderez à douze escus.

**Q**uelqu'un donne & legue par son testament la troisieme partie de ses meubles & tous ses acquests à vn sien cousin, longs temps apres lequel testament vn autre parent dudit testateur, donne à luy mesme par donation entre vifs, la plus grand' & meilleure partie de ses biens. Et ce fait iceluy susdit testateur & donataire sans rien changer, ny autremēt alterer en sondit testamēt, ny faire autre disposition ou plus ample, ou cōtraire declaratiō, decede. Advient qu'estāt ainsi le susdit testateur decedé, entre ses heritiers & successeurs y a procès & differēt cōtre ledit legataire pour raison & à cause des biës, que deslors ledit testateur

PPPP ij

auoit eu & acquis par ladite donation de sondit parent, soustenant estre acquests: lesquels ledit defunct luy auoit laissez & leguez par sondit testament, & qu'il possedoit au iour de son decez, auquel falloit rapporter la disposition du defunct; pour autant qu'il estoit mort en ceste volonté. A quoy estoit respondu par lesdits heritiers dudit defunct qu'il n'estoit besoin ainsi prédre & interpreter la disposition d'iceluy, ains selon ce qui se trouue escript en cas de biẽ moindre apparence: car puis qu'il auroit esté respõdu par les Iuriscõsultes romains, en cas de meubles: que si le testateur legue son or, ou son argent, que lors il ne possedoit, ores qu'il luy fust deu & eust action pour le demander<sup>a</sup>: toutesfois il n'estoit estimé estre par luy legué, moins appartenir au legataire, d'autant qu'il n'estoit encores fait sien. A plus forte raison il faudroit estimer que quand le testateur a donné & legué ses acquests, il n'auroit entendu d'autres acquests que ceux que lors il possedoit, & partant que ces mots acquests, ne signifient riẽ pour le temps futur, & ne se peuuent estendre ny rapporter aux biens qu'il auroit depuis acquis, ainsi que Scauola auroit ailleurs respondu<sup>b</sup>, *eo quod verba generalia referri debcant ad tempus testamenti*<sup>c</sup>, iusques là que *in liberatione relicta debitoribus intelligitur de ijs, qui erant debitores tempore testamenti*<sup>d</sup>. Autre chose seroit si le testateur auoit dit, qu'il donnoit & leguoit tout ce qu'il acquerroit<sup>e</sup>: car alors sa volonté y seroit toute expresse, pour ce que ce seroient paroles du futur, lesquelles sans doute seroient estédues au temps futur ausquel elles se rapportoient<sup>f</sup>. Tellement qu'icy toutes coniectures de la volonté du defunct avec la qualité des choses donnees audit defunct, faisoient pour les heritiers contre le legataire, lequel se doutant bien de ce qui luy pouuoit aduenir, auroit trouué moyen d'en compromettre avec lesdits heritiers & successeurs au dire de deux Aduocats dans Tholose, avec puissance en cas qu'ils ne s'en peussent accorder, d'en eslire vn tiers tel que bon leur sembleroit. Mais ils ne furent en ceste peine, par ce que vnaanimement ils furent de l'aduis susdit contre le legataire, qui auroit esté celuy du sieur le Caron consulté sur semblable fait, tel qu'il auroit rapporté en sesdites Responses<sup>g</sup>; duquel nous aurions assemblé vne partie des raisons que dessus, &

a l. scribit D.  
Mutius ff. de  
aur. Et ar-  
gent. legat.

b l. uxori sue  
§. uxori sue  
D. de leg. 3.  
c l. si ita D.  
de aur. Et ar-  
gent. legat.

Barr. in l. fi.  
§. 1. de leg. 2.  
d l. uxore §.  
in statu D.  
de leg. 3.

e l. Aurelius  
§. 1. D. de li-  
berat. leg. &  
late R. i. ph. vel  
Fulg. Cõfil.

37.  
f l. nuper. cõ-  
st. in D. de  
leg. 3.

g l. filii. D. de  
aur. Et argent.  
legat. Barr.  
ind. l. si ita in  
prin.

g lib. 2. cap.  
39.

employées pour les parties au procès susdit, qu'elles en auoient ensemble. Desquelles ce fut le legataire qui se hazarda iusques là, que d'en faire dire vn arrest en ayant releué appel en la Cour, contre ce que tousiours il protestoit, & en fin il l'obtint mal à son aduantage la sentence desdits Aduocats arbitres ayant este confirmee avec despens moderez, toutesfois à douze escus: & ce au mois de Mars 1578. en la secōde Chambre d'Enquestes au rapport de feu Monsieur du Luc, à qui Dieu face mercy.

CHAP. LXXVIII.

- 1 *Faut suiure vne offre de toutes parts, sans en prédre vne partie & laisser l'autre, ou autrement la corriger & changer.*
- 2 *Arrests de la Cour de Parlement à Paris conformes à ce dessus.*
- 3 *Autre arrest de la Cour de Parlement à Tholose, pareil & semblable au susdit.*



- 1 V and le Iuge donne iugement sur quelque offre sans aucun autre moyen ny subiect de fonder iceluy que sur ladite offre, il est necessaire qu'il la suiue de toutes parts sans en prendre vne partie & laisser l'autre, ou bien la corriger & changer. Tout ainsi qu'entre les parties, *si quid oblatum sit, in eo modo prorsus agnoscendum, aut reijciendum*<sup>a</sup>: & ainsi auoir esté iugé par arrest du 7. Mars 1529. auroit laissé par escrit feu Papon en sondit Recueil<sup>b</sup>: auquel en auroit esté adiousté vn pareil & semblable de la mesme Cour du 2. Octobre 1582. que ledit sieur le Caron auroit rapporté en sesdites responses<sup>c</sup>: où il dit qu'il seroit interuenu en vn procès de retraict lignager, où apres plusieurs faits alleguez de la part du demandeur: il accordoit neantmoins congé estre donné au defendeur de l'instance, pourueu que ce fust sans despens, autrement soustenoit les faits par luy alleguez qu'estoient fondez en la coustume du pays, & les vouloit verifier.

<sup>a</sup> l. cū queritur. D. de admiss. l. i. tit. d'offices & acceptions arrest 1.

<sup>c</sup> lib. 7. cap. 102.



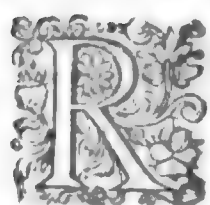
Surquoy le defendeur auroit requis absolution avec despens, attendu la declaration dudit demandeur: & ainsi ayāt esté iugé par les premiers Iuges, attendu que les offres ne se deuoient diuiser, & que les faits estoient pertinents & receuables; fut dit par ledit arrest qu'il auoit esté mal iugé, & que les parties articuleroient leurs faits & informeroient. Ausquels arrests comme ainsi fut que sur la demande en reuente de quelque piece faite par vn demandeur contre vn sien parent deuant le Seneschal de Quercy siege de Martel, iceluy parent defendant eust dit, qu'il auoit pertinemment defendu pour empescher les requisitions, fins & conclusions dudit demandeur: toutesfois ne voulant plaider avec luy pour certaines considerations qu'il auoit dans son cœur & qu'il estoit contraint taire pour le present, il offroit luy faire la reuente requise de la piece qui luy demandoit se purgeant par serment, qu'il la vouloit pour luy, non pour autre, & qu'il la recouuroit de ses deniers & sans despens. Ledit Seneschal reiettees lesdites qualifications de ladite offre, eust condamné ledit defendeur à ladite reuente avec despens, iceluy defendeur en ayant releué appel en la Cour à Tholose: icelle par son arrest du mois de Iuin 1577. auroit mis l'appellation, & ce dont auroit esté appellé au neant, renuoyé les parties pour proceder en la matiere ainsi qu'il appartiendrait pardeuant ledit Seneschal, autre que celuy duquel auroit esté appellé, avec despens de l'appel<sup>3</sup> esquels l'appellé fut condamné enuers ledit appellant. Qui fait que sur ladite maxime susdite de suiure vn offre de toutes parts & ne les diuiser, nous deuons inuiolablement tenir & garder ce que par les Cours souveraines & premieres de la France auroit esté preiugé, arresté & ordonné, & encores avec toute Iustice.

---

CHAP. LXXIX.

---

- 1 *Heritier par benefice d'inventaire , cessionnaire pour les droicts cedez, mis & allouez en ordre d'allocation des cedans/adite qualite empeschant la confusion qu'autrement de Droict y pourroit estre.*
- 2 *Quant aux dommages & interests conuenus par contract, allouables par ladite Cour audit Tholose en dernier lieu apres toutes autres obligations & hypotheques ainsi que par arrest qui est allegué, au lieu que les autres Cours les allouent du temps & d'acte des obligations principales.*



Euenant encores à l'allocation des creanciers que nous auõs laiffée, nous dirons icy que ce que ledit le Carõ auoit amené es lieux que dessus, touchât l'heritier par benefice d'inuetaire, pour estre mis en ordre de priorité pour le regard des droicts ce-

a en ses Res-  
ponces lib  
7. cap. 182.

dez, qu'il auroit des precedents creanciers, & au lieu & rang qu'ils tiendroient si eux mesmes agissoient & poursuyuoient, est sans difficulté gardé, obserué, & pratiqué en nostredite Cour à Tholose; sa qualite empeschant la confusion, qu'autremēt de Droict y pourroit estre conseruant ses droicts en particulier soient cedez, ou par luy acquis des precedents creanciers. Mais

- 2 *quant aux dommages & interests conuenus par contract pour l'allocation d'iceux, nostredite Cour est differente des autres compagnies souueraines: par ce qu'au lieu que celles-cy les allouent du temps de l'obligation & contract, la susdicte à Tholose les met en ordre & rang derniers apres toutes autres obligations & hypotheques quāt au principal, ainsi que nous auons dit dessus; quāt aux interests, & vsures, où le cas escheoit, qu'elles y puissent interuenir. Et ainsi apres partage faict en deux Chābres d'Enquestes de party en la grād' C hambre auoir esté iugé par ladicte Cour audit Tholose au rapport de feu M. Marion, le dernier Ianuier 1590. entre Valruiere & Fontez; au roit laiffé par escrit feu Monsieur Malard en ses Memoires:*

ainl. Lucius  
ff. qui por. in  
pign. habe.

que nous auons voulu oublier icy comme notable au ressort de ladite Cour, & contre ce que nous lisons auoir esté respondu aux liures du droit<sup>a</sup>, ainsi que par nous ailleurs auroit esté remarqué.

## CHAP. LXXX.

- 1 Moindre compromettant de ce seulement qu'il compromet est dit & censé de Droit Escrit lezé, par ce qu'il n'en pouuoit estre appellé de mesme droit.
- 2 Ce qui ayant esté abrogé en France, a esté aussi abrogée la nullité qu'on prenoit du seul compromis sans autre le-  
zion

Arrest de ladite Cour audict Tholose portant preingé de ce dessus expressement.

b. l. si minor.  
§. 1. D. minor.  
r. b. l. non dis-  
tinguimus  
§. cum quid.  
D. de recept.  
arbit.  
c. l. si pupillus  
D. de recept.  
arbit. glo. in  
d. l. si minor.  
§. 1.  
d. Bart. in d.  
§. 1.  
c. l. 1. C. de re-  
cept. arbit.  
f. Demosthen.  
nos contra  
Midiam &  
Lucianus in  
Audicatio.

**N** moindre de vingt-cinq ans ne pouuoit valablement compromettre, sans esperance pour le moins de restitution en entier, ores que son curateur inter-  
uint<sup>b</sup>, est decisi de droit : car autrement tel & semblable compromiseroit de soy nul<sup>c</sup>, *ipso iure*, qu'on dict, dont on collige qu'un mineur compromettant, de ce seulement qu'il compromettre est censé deceu, & lezé<sup>d</sup> : & la raison de ce estoit tirée sur le rescrit de l'Empereur Antonin fondé sur autres rescrits d' auparauant, par lequel estoit porté<sup>e</sup> : *Ex sen-  
tentia arbitri ex promisso iure perfecto aditi appellari non posse  
sepe rescriptum fuisse.* Comme à la verité c'est la vraie raison & nature de l'arbitrage, que la loy des Grecs approuuoit, comme se peut lire en quelques bons auteurs en partie à la marge cottez<sup>f</sup>. Quoy que soit, toutesfois cela a esté abrogé en France, l'usage d'icelle ayant permis & permettant ordinairement l'appellant de la sentence arbitrale que compromis, mesmes ou besoin est ainsi que l'experience & veüe oculaire & ordinaire le monstrent euidentement ; & un de nos doctes Modernes l'auroit en ses leçons & consultations remarqué.

- remarqué. <sup>a</sup> Ce qu'estant ainsi presuppposé estant question en nostre dicte Cour d'une sentence arbitrale donnée contre <sup>a Cuiacius ad Nouell. 8. in fi. V. com. sult. 12.</sup> vn moindre, pour lequel elle estoit debatue de nullité, par les raisons prises du Droit, notwithstanding toutesfois & sans auoir esgard ausquelles, qu'auoient lieu quand le moindre n'en pouuoit appeller, auourd'huy le pouuant & luy estant loisible de ce faire par la Coustume de France, cest inconuenient par ce moyé cessant. Par arrest du 18. Feurier 1590. de ladite Cour
- 3 à Tholose, fut déclaré n'y auoir nullité, au rapport de Monsieur de Hautpont en la grande Chambre, tout ainsi que ledit sieur Malard auoit remarqué en sesdicts Memoires; que nous n'aurions voulu icy oublier, quand ne seroit, que pour aduertir ceux qui n'y prendroient garde, & y pourroient estre aysement trompez.

## CHAP. LXXXI.

- 1 *Heritiere instituee vniuersellement à la charge de rendre l'heritage apres son decez à vn sien fils filleul & nepueu du testateur, rend l'heritage en sa vie & deuant le temps par le temps par le testateur prefix.*
- 2 *Pendant la vie & apres ladicte restitution, le fideicommissaire, auquel elle auoit rendu deuant le temps l'heritage, decede sans enfans, qu'est la cause que ladicte heritiere, qui l'auoit ainsi rendu, impetre lettres Royaux en restitution en entier contre ladicte restitution par elle faicte simplement & sans reservation aucune.*
- 3 *Les successeurs ab intestat dudit fideicommissaire insistant au contraire, tendans à fins de non receuoir.*
- 4 *Par Arrest de la Cour audit Tholose ils obtiennent, & ladicte heritiere desmise de l'effect & enterinement desdites lettres, sans preiudice à elle de l'usufruit reserué en faisant ladicte restitution.*

QQQ 99

**D** Es mesmes memoires que dessus nous estimerons qu'il sera agreable aux lecteurs entendre le faict & preiugé cy dessus rapporté, pour en faire leur profit en cas pareil ou semblable: Maistre Pierre Missandre Notaire Royal de Naiac, par son testament faict & institue heritiere vniuerselle Catherine la Combe à la charge apres son decez rendre & restituer son heritage à Pierre Granges pere, s'il estoit pour lors en vie, sinon à autre Pierre Granges son fils, filleul & nepueu d'iceluy testateur: & lequel decede en ceste volonté, Pierre Granges pere decede. Veu lequel decez & apres iceluy, ladite la Combe sans attendre le iour prefix par ledit testateur, rend & restitue l'heredité dudit feu testateur audit Pierre fils sans autre reseruation, que de l'usufruiet de certaines pieces: lequel aussi apres estant decede survivant ladite la Combe, icelle se rend demanderesse, & impetrant lettres Royaux en restitution en entier contre ladicte restitution par elle faicte simplement & sans reseruation aucune que dudit usufruiet, qu'estoit de fort petite importance: par ce moyen grandement deceuë & lezee, *vel sua facilitate, aut ab aliis circumuenta*, ayant par ce moyen perdu *quod habuerat*, ou bien obmis & negligé *quod acquirere emolumentum poterat*, que seroit suffisant pour restituer en entier vn mineur,<sup>a</sup> tel quel au faict se pouuoit dire, les semblables de son sexe ayant esté es temps anciens *in perpetua tutela*. A quoy est respõdu par les successeurs ad intestat dudit feu Pierre; qu'elle n'auoit fait que son deuoir, *fidumque obsequiū defuncti precibus præbere desiderasse*, bimò;<sup>b</sup> *magis pleniore officio fidei præstandæ functam quàm donasse videri, quod plerique magis fidem ex soluunt in hanc causam, quàm donant nec de suo putant proficisci, quod de alieno plenius restitunt, voluntatem defuncti secuti.*<sup>c</sup> Surquoy le procès en ladicte Cour audit Tholose & premiere des Enquestes party, au rapport de Monsieur Catel au mois de Mars 1590. les vns soustenans que ladite femme n'auoit entendue renoncer à la caducité & droit futur, par ainsi bien fondee en enterinant sesdictes lettres: les autres au contraire qu'attendu la matiere dont estoit question, & qu'elle n'auoit à accuser autre chose que sa liberalité, son entiere obeyssance à la volonté du defunct

a l. non omnia  
D. de mino-  
rib.

b l. qui tota  
D. ad Tre-  
bell.

c l. si sponsus  
§. penult. D.  
de donat. in-  
ter vir &  
uxor.



testateur qui l'auoit chargee, le tout par ainsi imputable à soy mesme sans esperance de restitution qu'elle ne faisoit à receuoir. A la seconde Chambre desdites Enquestes, où le procès fut party, auroit passé à desmettre ladite la Combe de l'effect & enterinement de sesdites lettres, sans preiudice de l'usufruit & reserué pour en iouyr sa vie durant, ainsi qu'il appartiendra & sans despens

---

CHAP. LXXXII.

- 1 *Fait narré d'un passant en vne hostellerie, & volé dans icelle de quelques habillemens.*
- 2 *Excuses de l'hoste l'ayant logé, principalement sur ce qu'il ne s'estoit chargé de la garde des habillemens qui luy auoient esté emportez & vollez.*
- 3 *Arrests de Paris par lesquels les hostes auroient esté condammnez à respondre des marchandises apportees dans leurs logis: bien qu'ils ne s'en fussent expressement chargez de les garder.*

**V**N passant estant logé en l'hostellerie de Iean Roel, est cōduit le soir par la chambriere en vne chambre pour coucher, icelle respondāt sur la rue: depuis arriue en ladite hostellerie vn homme mal habillé, au

susdit passant comme il disoit incogneu, lequel l'hoste auoit dōné charge à sadite chambriere de mettre en vne autre chambre; toutesfois à sa priere elle l'auroit mis en la chambre où estoit ledit passant & les auroit fait coucher ensemble, dās vn mesme liēt: iceluy passant esueillé enuiron la minuit, ne trouua plus ledit homme aupres de luy, ny en ladite chambre, ny pareillement son espee & habillemens qu'il y auoit mis: ains apperceuant les fenestres ouuertes s'estant leué en chemise, regardant à trauers lesdites fenestres y trouue vne nape pendue, par laquelle le larron s'estoit sauué, & se mist à crier au larron, & n'en ayant aucunes nouuelles s'adresse à l'hoste pardeuant le Iuge de l'Isle en Iourdain, à ce qu'il

QQQqq ij

fut condamné à luy rendre & restituer ce qui luy auoit esté desrobé, ou l'estimation, estant expressement respondu par les Iurifconsultes *caupones teneri, factū viatorum prestare*<sup>a</sup>, pour le moins ciuilement ainsi qu'il agissoit, n'estant point voulu

a l. 2. D.  
Naut.

b l. licet §. in  
factū D. eo l.  
l. vnic. §. ult.  
D. furt. A-  
du. Naut.

c l. 3 §. at  
hoc edicto.  
D. eodem.

d d. l. licet §.  
in factum.

entrer en action fameuse pour esuiter le recours à autres loix, que ledit hoste eust peu auoir & pretendre<sup>b</sup> pour ce regard: ioint qu'il mettoit en fait, que l'hoste cognoissoit la qualité de l'homme, qui l'auoit desrobé, par ce qu'il estoit venu au procès qu'il auoit dit lors qu'il se seroit plaint du larcin à luy fait, qu'il auoit commandé à la Chambriere de le faire coucher en vne autre chambre, & auroit tancé ladite chambriere pour ne l'auoir fait. Et qu'encores par l'Edict, Droit du Preteur, *omnimodo qui recipit tenetur, etiam si sine culpa eius res perijt, vel dānum datum est*<sup>c</sup>. A quoy l'hoste s'excusoit qu'il n'y auoit dol ny fraude de sa part, & que le mesme susdit passant auoit voulu que ledit hōme couchast avec luy combien que la chambriere suiuant son commandement, l'eust voulu mettre en vne autre chambre, qui faisoit presumer que ledit passant qui s'appelloit Laurés, le cognoissoit: au surplus qu'il ne s'estoit chargé de la garde de ses habillements. & partāt *quia nihil receperat*, n'en pouuoit estre responsable, ny tenu en aucune façon: ioint mesinement que la loy fait distinction entre le passant qui vient en vne hostellerie *habitandi causa*, & celui qui ne fait que passer soudainement & *qui hospitio repentino recipitur veluti viator*, comme elle porte en mesmes termes<sup>d</sup>. L'hoste seroit bien tenu des choses apportees en sa maison, s'ils'en estoit chargé, où s'il les pouuoit garder comme si elles estoient dans sa court où sa chambre, ainsi que fut iugé par arrest de Paris prononcé en robes rouges le 14. Aoust 1582. Et par autre arrest du Parlement d'udiēt Tholose à la 3<sup>e</sup> Tournelle du 28. Ianuier 1584. & pareillement par autre arrest du huiſiesme May audit an: par lesquels arrests les hostes auroient esté condamnés à respondre des marchandises adportees dans leurs logis; bien qu'ils ne se fussent expressement chargez de les garder: mais en vn lieu fermé où celui qui loge a la clef, & y est luy mesme pour y mettre ordre, l'hoste ne peut estre tenu de recepte, *quia nihil recepisse intelligitur*. Ce neantmoins ledit Iuge auroit condamné ledit hoste

à la restitution desdits habillements desrobez, où la vraye estimation d'iceux audit passant, & qu'iceluy en seroit creu moyennant serment avec despens de l'instance : dont appel releué par ledit hoste en la Cour, par arrest d'icelle du 22. de Ianuier 1575. l'appellation & ce dont auoit esté appelé, mis au neant, ledit hoste relaxé des demandes, fins & conclusions contre luy prises & sans despens. Nous confesserons librement auoir prins cest arrest de ce que le sieur Caron en auroit ailleurs escrit : non tant pour la conception de l'arrest & consequence qu'il faisoit, que pour la conciliation d'iceluy avec les autres susdits que nous auons alleguez des Memoires du-  
dit feu sieur Malard: que nous aurions voulu par mesme  
moyen mettre au iour & public, pour en prendre par les le-  
cteurs ce qu'il appartiendra, & bon leur semblera.

aLib. 7. de  
ses respon-  
ces, Chap.  
171.

---

CHAP. LXXXIII.

---

- 1 *Autre & pareil fait que dessus d'un voyturier venu loger en une hostellerie, & apres volé en ses marchandises, qu'il auoit dechargees dans l'estable d'icelle, qu'il auoit apres fermee à clef.*
- 2 *Le marchand poursuiuant ledit voyturier, & iceluy soy defendât c'ōmede cas fortuit, fait appeller l'hoste en indemnité: ledit voyturier fut condamné à la valeur de la marchandise prise & receue dudit marchand, & ledit hoste à releuer ledit voyturier enuers ledit marchand par arrest de ladite Cour à Tholose.*
- 3 *Autre arrest de ladite Cour à Paris pareil & semblable en effect au susdit.*

**A** Suite de ce dessus, & par la narratiue du fait cognoistre la difference des preiugez; nous rapporterons icy qu'au rapport de feu monsieur du Luc à la Tournelle, vn voyturier nommé Galy ayant prins à voyture de Rhodes iusques à Tholose certaine marchan-

QQQqq iij

dise , ayant pris son chemin , & suiuant iceluy s'estant venu  
 loger à vne hostellerie hors les murs de Rabastens , publique  
 & à laquelle tous allants & venants , mesmes les voyturiers  
 passoient & rapassoient ordinairement : où estant & ayant  
 deschargé ses balles dans l'estable de ladite hostellerie , & i-  
 celle apres fermee à clef, seroient suruenus de nuit certains  
 larrons, qui auroient desinoly la muraille de ladite estable,  
 & icelle percee par vn trou qu'ils y auroient fait pour en-  
 trer dedans par lequel ils auroient desrobé certaine mar-  
 chandise estant dans lesdites bales. Apres ledit voyturier  
 poursuiuy par le marchand, & soy defendant comme de cas  
 fortuit, ayant ce neantmoins fait appeller l'hoste en indemni-  
 té: fut iceluy voyturier condamné à la valeur de ladite mar-  
 chandise prinse & receue enuers ledit marchand à qui elle  
 appartenoit, & par mesme moyé ledit hoste à releuer indem-  
 ne ledit voyturier enuers ledit marchand. Par arrest de ladi-  
 te Cour à Tholose, & Chambre de la Tournelle le vingt se-  
 ptiesme Feurier mil cinq cens quatre vingts quatre; confor-  
 mément auquel le sieur Caron en recite vn pareil & sembla-  
 ble de la Cour de Parlement à Paris en la prononciation so-  
 lemnelle du quatorziesme Aoust, veille nostre Dame d'Aoust  
 mil cinq cens quatre vingts deux<sup>a</sup>: par lequel l'hostellier fut  
 rendu responsable de la marchandise amenee en son logis,  
 estant dans la chambre d'un voyturier empaquetee, ores qu'il  
 ne fut expressement chargé de la garde, pour autant que *eo*  
*ipso, quod in cauponam illatae sunt merces, receptae videntur, & cau-*  
*ponem omnium earum rerum custodiam recepisse*<sup>b</sup>. Pour obuier  
 aux fraudes qui se pourroient pour ce regard commettre, ain-  
 si que touche le Iurisconsulte au lieu cy-dessus cotté: surquoy  
 pourra estre veu Cornee, qui en descrit & traite amplement  
 en ses Conseils au lieu à la marge indiqué.

<sup>a</sup> Charondas  
 lib. 9. de ses-  
 dites Ref-  
 pōses, cha.  
 81.

<sup>b</sup> l. i. D.  
 Naut.  
 Caup. st. a.  
 bul.

<sup>c</sup> Consil.  
 318. volu.

---

CHAP. LXXXIII.

- 1 *Detraction ordinaire és arrests de confiscation de ladite Cour à Tholose de la troisieme partie des biens cōfisquees au profit de la femme & enfans du condamné, si point en y a.*
- 2 *Si en l'execution de telle detractions les amendes adiugees par mesme arrest doiuent estre payees, ensemble les despens & frais interuenus au procès au parauant icelle.*
- 3 *Par arrest de ladite Cour audit Tholose, ladite troizieme declaree exempte de toutes autres & pareilles detractions que dessus: & par ladite detraction de ladicte troisieme, fait à executer auant le payement desdites amendes & despens.*
- 4 *Autre arrest de la mesme Cour pour les debtes actifs deuz à l'executé.*
- 5 *Autre arrest à mesmes fins de la Cour de Parlement à Paris.*

**E**st certain par les arrests dōnez par nostredicte Cour à Tholose pour crimes capitaux y interuenir ordinairement confiscation de biens du condamné à mort ou bannissement perpetuel és Galeres perpetuellemēt, au profit toutesfois de qui il appartient, hors mis és cas priuilegez, pour raison desquels la confiscation appartient au Roy. Or avec ceste confiscation sont faictes quelquesfois des detractions sur les biens confisquees d'amendes adiugees par mesme arrest, à qui bon auroit semblé à la Cour: & entre autres detractions, l'une des ordinaires est celle-cy, que la 3. partie des biens confisquees est detraicte au profit de la femme & enfans du condamné si point en a, & en outre les despēs du procès au profit de ceux qui les auroient exposés: surquoy auroit d'autres fois esté faicte difficulté, si en l'execution de telles detractions,



a li. 8. de fef-  
dites respō-  
ces chap.  
58.

les amendes auparauant deuoient estre payees , ensemble  
lesdits despens & frais interuenus au procès : tellement que  
ladite troiesiesme y trempast pour cottité , où bien icelle plu-  
stost distraire quitte & exempte de toutes telles distractions  
que dessus. Et apres plusieurs raisons debatues d'un costé &  
d'autre: nostredicte Cour audict Tholose en la Tournelle au  
rapport de feu Monsieur Saluste en l'annee 1580. par arrest  
declara ladite troiesiesme quitte & exempte de toutes telles  
detractions que dessus, soit d'amendes en œuures pies, ou d'au-  
tres & susdicts despens, & par consequēt qu'auāt le payement  
desdictes amendes & despens, & ladite troiesiesme faisoit à di-  
straire de l'vniuersel de la masse desdicts biens confisque: ce  
que nous aurions pris des susdicts Memoires dudit feu S. Ma-  
lard, auquel les rendons icy avec d'autres que nous en aurions  
tirez, de fort bon cœur, y adioustans toutesfois qu'il n'est point  
en ce dessus parlé des debtes, & comment il faut qu'ils soient  
payez: parce qu'il n'y a raison aucune qui semble pouuoir em-  
pescher la detractiō sur le tout payable, *quum bona dicantur deduc-  
to ere alieno*: & que s'il n'y reste rien iceux payez , peut estre  
à bon droit dict qu'il n'y a aussi rien de confisqué. Surquoy &  
pour le regard d'autres debtes actifs deuz à l'executé , nous  
ne douterons entrer en credit avec ledit sieur le Caron<sup>a</sup>, &  
amener vn arrest de nostredicte Cour à Tholose, par lequel  
du 27. de Iuillet 1585. prononcé solemnellement le 14. d'Aoust  
ensuiuant, il recite auoir esté iugé que tous & chacuns les  
biens de l'executé à mort , tant meubles qu'immeubles (que  
sont les confisque) appartiendront aux sieurs hauts Iusticiers  
des lieux, où les biens sont assis , & pour le regard des debtes  
deuz audit defunct qu'elles appartiendront au sieur haut Iu-  
sticier en la terre duquel les debtors sont demeurans , & que  
les frais de Iustice se payeront sur la masse de tous les biens:  
tellement que chacun des seigneurs en sera tenu virilement,  
à la raison de ce qu'il amande & profite desdicts biens: c'est en  
somme le contenu dudit arrest, auquel le mesme sieur Caron  
adiouste , que par arrest de la Cour de Parlement de Paris de  
l'an 1568. auroit esté iugé , que l'amende adiugee au Roy se  
payeroit par les seigneurs , ce que nous penserions que no-  
stredicte Cour n'y feroit difficulté : sçauoir comme desdicts  
despens

- despens à raison de la cottité & proportion des biens qu'ils en retireront , cela concernant la masse vniuerselle desdits biens , ladite troiesime où elle sera adiugee pour la femme & enfans du condamné , si point en a , distraicte sans autre detraction que desdites debtes passifs du defuict condamné susdit.

---

C H A P . L X X X V .

- 1 *Fait narré prins de feu Monsieur du Faur, President en ladite Cour, personnage quand viuoit digne de toute loüange.*
- 2 *Condamné pour s'estre tué soy-mesme sans aucune conscience de crime, duquel il n'auroit esté chargé, accinct, preuenu, ny conuaincu, son corps confisqué, ses biens aussi si l'auroient esté par cestereigle generale, qui confisque le corps, confisque les biens.*
- 3 *Arrest de ladite Cour audit Tholose au profit de l'enfant appellant de ladite sentence, par lequel en ce que concernoit ladite confiscation des biens, l'appellation & ce dont estoit appellé mis au neant, le surplus confirmé pour le regard duquel arrest est fait renuoy aux liures dudit feu sieur President, sur les reigles de Droit, qui auroit esté l'auteur, ou quoy que soit le principal moteur dudit art.*

**L**A matiere dont nous parlions au chapitre precedent, nous fera icy retourner à ce que ledit sieur Caron auroit rapporté de nostredite Cour de Parlement à Tholose de feu monsieur du Faur President en icelle, qu'il louë & exalte comme il meritoit & des loüanges duquel pour nostre regard nous aymons mieux taire, qu'en parlant n'en attaindre pas la moindre & plus infime partie dont il estoit digne, & ses merites portoient. Pour le respect duquel deuoir & honneur, & que ie luy de-

RRRrr

uois & portois en son viuant , & dont i'honore , cheris & embrasse *manes ipsius*, ou plustost , si ainsi ie le puis dire , son ame & ses esprits en sa mort : i'emprunteray encores dudit sieur le Caron le discours & progresz sommaire du faict & arrest que s'ensuit. Vn homme sans aucune conscience de crime ne craintes de peine pour n'en auoir esté chargé , atteint , preuenu , ny conuaincu , auroit esté trouué pendu en sa chambre l'huis fermé ; & prins par la iustice ; est donné vn curateur au corps & aux biens , avec lequel y a sentence par laquelle le defunct atteint & conuaincu de s'estre tué , est condamné à estre pendu , & ses biens confisquez , son corps ayant esté jetté hors le Cimitiere , dás lequel n'est l'oisible par le droit Canonique d'enterrer le corps de celuy qui se seroit forfait, ny faire aux prieres mention de luy.<sup>a</sup> De laquelle sentence l'enfant appelle en la Cour de Parlement à Tholose , lequel ne sembloit estre receuable , par ce qu'au lieu où le fait estoit aduenü , la coustume portoit , comme en plusieurs autres de la France , & presques par tout le ressort dudit Parlement, que qui confisque le corps , confisque par mesme moyen les biens : & que par ainsi celuy qui s'estoit tué , ayant esté iustement condamné a esté pendu , par ce moyen son corps ayant esté confisqué , ses biens en consequence deuoient estre confisquez , attendu mesmes la grauité du crime , où il y a double homicide , & du corps & de l'ame. Nous aurions esté presens au iugement dudit procez en la Tournelle , où presque passant à la confirmation de la sentence & confiscation que dessus , ledit sieur President du Faur estant de contraire opinion, proposa, deduiet & allega tant de bonnes raisons & autoritez , qu'il fit passer au contraire de ladite confiscation , & donner arrest au profit de l'enfant appellant : car le droit ancien ne priuoit l'heritier de la succession de celuy qui s'estoit tué par ennuy de viure , impatience de douleur, ou autre moyen , sans estre preuenü de crime : par ce qu'à lors il ne le tenoit pour condamné , ains demeueroit entier en son estat & condition.<sup>b</sup> Aussi n'y auoit Ordonnance ou coustume en France , par laquelle fust ordonné , qu'en ce cas y auroit confiscation de biens : ledit sieur President le datte du vingt-quatriesme Ianuier mil cinqcens quatre vingts-qua-

trans. pla.  
cuius. 45.  
l'esp. ex  
parte de se.  
pultur.

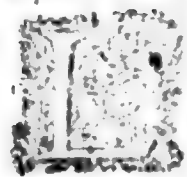
<sup>a</sup> l. i. ff. de C.  
debo. cor. qui  
mortem sibi  
consci.

tre, & en discourr autres & plusieurs doctes raisons & autoritez, que purront voir à loisir ceux qui ont les doctes Commentaires en main, sur le titre à la marge cotté <sup>a</sup>, où nous renuoyons les lecteurs pour y beaucoup apprendre.

a Tit. diuers.  
reg. iur. a n.  
reg. ad l.  
155. §. vlt.

CHAP. LXXXVI.

- 1 Autre fait d'un homicide de soy mesme ayant esté condamné à estre pendu par les pieds, & en l'amende de quinze cens escus enuers le sieur, & le surplus des biens confisqué.
- 2 Par arrest de la Cour de Parlement à Paris, l'appellation & susdite sentence mise au neant, & declaré n'y auoir lieu de confiscation, attendu la coustume du pays d'Aniou, où confiscation n'a point de lieu, & au surplus quant à l'amende pretendue excessiue, il seroit informé des biens du defunct, pour la moderer ou laisser en l'estat laquelle seroit prinse tant sur les meubles qu'immeubles, par desconfiture au sol la liure.
- 3 En l'execution d'un arrest de confiscation susdit contre un feu condamné qui auoit des biens hors le ressort, declaré par arrest de ladite Cour de Tholose, lesdits biens hors le ressort, où confiscation n'auoit lieu, n'estre compris en icelle confiscation, ordonnee par ledit arrest.
- 4 Ce qu'auroit esté souuent preiugé pour les immeubles: mais pour le regard des meubles on n'auroit iamais douté qu'ils n'y fussent compris sur iceux, toutesfois l'amende premierement prinse où aucune en seroit adiugée.



a liure 9.  
de fides  
Responf.  
chap. 51.

b li. Tufcul.  
li. m. Caton.  
Maio. Crsō-  
nio Scipio-  
nis.

et. si quis a-  
liq. §. p. D.  
de pœnis. l.  
omno delict.  
§. qui se  
vulnerauit.  
D. de re mil.  
l. §. m. D. de  
bo. eo. i. qui  
ante sent.  
mortē sibi  
consciuerūt.  
d in Episto.  
ad Brut.  
e in Iulio.  
Cesar.

E discours precedēt nous aduertist d'un autre fait que le mesme Caron auoit & fort doctement discouru ailleurs<sup>a</sup>, d'un personnage du paysd'Anjou, recherché & accusé d'vsure au grād Cōseil, lequel se seroit retiré aux faux-bourgs de saint Germain à Paris en vne Chambre, où estāt incertain, *an conscientia criminis, an furo-<sup>1</sup>re ductus*, il se pend, & laisse vn billet sur la table contenant ces mots, *dissoluo ut sim cum Christo, nec vana fides*: ce billet fait iuger avec vn arrest d'esslargissement du grand Censeil trouue sur luy, que *meta supplicij mortem sibi consciuerit*: tellement que son procès à luy fait par le Iuge du lieu, par sa sentence le corps est condamné à estre pendu par les pieds, avec condamnation de quinze cens escus d'amēde enuers le seigneur, & le surplus des biens confisque, dont il y a appel en la Cour de Parlement. Pour la sentence auroit esté remonstré que se tuer soy mesme c'est commettre double homicide, non seulement du corps, mais aussi de l'ame: ainsi qu'a esté dit dessus *Vetat*, dit Ciceron ailleurs<sup>b</sup>, *ille dominans in nobis Deus in iussu hinc suo nos demigrare, & leges vetant, vincula carcerum sine corumpere, & nisi animus à Deo, tanquam à potestate legitima euocatus fuerit, & nisi Deus istis te corporis custodij liberauerit, in calum aditus tibi patere non potest*. Il y a plusieurs textes au droit Romain, qui punissent tel abominable & execrable forfait de mort<sup>c</sup>, avec confiscation de biens, qui est peine non nouuelle ny inique; ainçois obseruee par les anciennes loix des Atheniens, & de quelques autres Grecs & Romains: dont Ciceron<sup>d</sup>, Titeliuc en diuers lieux, Suetone<sup>e</sup>, Tacite, & nos Iurisconsultes font mention en plusieurs parts. Tout le doute qui fut apres en ladite sentence en ce qu'elle portoit confiscation de biens: à scauoir-mon si telle confiscation auoit lieu es biens assis au pays où confiscation n'auoit point de lieu; tel qu'on presupposoit le dit pays d'Anjou, fors en deux cas, qui sont les crimes de leze Majesté Diuine & humaine, qu'il faut entendre en leurs propres & estroict termes, & non les entendre par subtile & rigoureuse interpretation, 2. contre la disposition du Droit general du pays, à quoy ne fut pas faite grand' difficulté. Par arrest du treiziesme Feurier mil cinq cens quatre vingts huit, pour le regard de la.



confiscation des biens, l'appellation & sentence dont estoit appellé mise au neant, & déclaré qu'il n'y auoit lieu de confiscation, attendu la coustume du pays d'Anjou: & au surplus quant à l'amende pretendue excessiue, seroit informé des biens du defunct pour la moderer, ou laisser en l'estat: laquelle amende seroit prinse, tant sur les meubles que sur les immeubles, par desconfiture au sol la liure. Et comme en l'exécution d'un arrest de ladite Cour de Parlement à Tholose, semblable question fut suruenue pour ladite confiscation, contre vn executé qui auoit des biens dans le ressort, & d'autre: hors iceluy: ladite Cour auroit pareillement déclaré cédits biens assis hors le ressort où pays, ou par statut, coustume, ou autre vsance, confiscation n'auoir lieu, n'estre compris en icelle confiscation ordonnée par ledit arrest: pour n'estre de besoin regarder où le crime auoit esté commis; ains où les biens sont situez & assis: *nec enim (vt ait Iustinianus<sup>a</sup>) res ipse, sed rerum possessores deliquere.* Et bien que pour ce regard il y ait eu des opinions diuerfes<sup>b</sup>: si est-ce que pour les immeubles a esté souuent preiugé, tant par arrest de ladite Cour de Parlement de Paris que de Tholose, que la confiscation des biens ne s'estant aux Prouinces, esquelles telle confiscation n'a lieu. Mais pour le regard des meubles, on n'auroit doute qu'ils ne fussent compris en la confiscation<sup>c</sup>; sur iceux toutesfois l'amende premierement prinse<sup>d</sup>, où aucune en seroit adiugee, comme par ledit arrest de Paris: & ce pour autant que la disposition des immeubles se reigle suiuant les coustumes des lieux où il sont situez. Mais cela quant à ce suffira, l'ayant emprunté par occasion dudit sieur le Caron, & desirant aussi qu'il en rapporte l'honneur comme à luy appartenant le merite.

RRRrr iij

<sup>a</sup> Nouell. 17.  
§. 12.

<sup>b</sup> Barto. in  
l. 1. C. de  
Summa  
Trinitat.

Alexand. 1.  
confil. 111.

<sup>c</sup> volu. Boerius  
ad §. 10. de  
Iurisd. om-  
nium iudic.  
in cōsuetu.

Bituricen.  
Roll. à val.

confil. 78.  
lib. 2.

<sup>d</sup> Bald. in l.  
mercatores.

C. de cōmer-  
cijs & mer-  
cat.

<sup>e</sup> Iul. Clar.  
lib. 5. §. 5.

quest. 78.  
pratic. crim.

## CHAP. LXXXVII.

- 1 L'option par pactes de mariage, aduenant le cas de vefue baillee à la femme, de telle habitations es maisons de son mary quelle vendoit, cōment se doit entendre.
- 2 Arrest de la Cour de Parlement à Paris, par lequel auroit esté iugé que la vefue auroit son habitation & demeure hors le principal hostel & manoir seigneurial du defunct, quelque choix & option qu'elle eust par lesdits pactes de mariage.



Ar contract & pactes de mariage faits & passez entre deux nobles maisōs & de marque, est expressement conuenu & accordé, qu'aduenant le cas de vefue de ladite Dame, qui estoit la femme, elle pourroit opter & choisir telle habitatiō es maisōs de son mary, qu'elle voudroit, & esquelles maisōs y en auoit de fort belles, biē basties, meublees & rentees à proportion, outre le principal chasteau & manoir du mary: apres le decez duquel ladite vefue veut auoir pour sa demeure ledit chasteau & principal manoir seigneurial du defunct, suiuant l'option & choix que elle en a par sesdites pactes de mariage. L'heritier & fils aîné dudit defunct l'empesche, soustenant que ledit chasteau & principal hostel & maison seigneuriale luy appartient par preciput, & qu'il y a d'autres logis & habitations commodés de son pere defunct, pour y demeurer honnestement & commodement par ladite vefue sa mere, où & quand elle se fache- roit demeurer avec luy, & quant à l'option qu'elle preten- doit, quand ainsi feroit, elle ne pourroit choisir le meilleur, comme aussi on ne luy pourroit bailler le pire <sup>a</sup>. Sur ceste cō- trouerse nous aurions esté autresfois empesché entre mere & fils d'une notable maison bien pres de nostre habitation, & comme leur bon voisin estant ordinairement employé en leurs affaires, nous les aurions accordez, suiuant ce que ledit sieur le Caron auroit rapporté autresfois l'auoir iugé <sup>b</sup>, con-

<sup>a</sup> l. legato  
generalit ff  
de leg. 1. l. j.  
§. 1. in fin.  
C. commu-  
nia de legat.  
b en celd.  
Respons.  
lib. 7. cap.  
147.

formement à vn Arrest qu'il dit auoir veu aux Memoires de Monsieur Chopin du 26. Ianuier 1580. donné entre leſdites parties qu'il nomme : par lequel auroit eſté iugé que la veſire aura ſa demeure & habitation hors le principal hoſtel & manoir ſeigneurial du defunct, encores que par ſon contract de mariage elle euſt droit d'opter & choiſir telle habitatiō qu'elle voudroit. Ce que nous aurions bien voulu remarquer pour pouuoir venir ſouuent en pratique.

---

CHAP. LXXXVIII.

- 1 *Sur la couſtume de France, le mort ſaiſit le vif, le ſieur le Caron expreſſément apporté en ſes propres termes.*
- 2 *Pour coniuſer vn ouurage impetueux d'un grand claudueur contre nous, & ſans aucune occaſion ny raiſon qu'il en euſt.*

**P**AR la loy generale de France, dit en propres termes <sup>lib. 7. cap.</sup> le ſieur le Caron en quelque part<sup>a</sup>, le mort ſaiſit le <sup>221.</sup> vif, ſon hoir plus proche & habille à luy ſucceder. Tellement que tel heritier peut intenter le cas de ſaiſine & nouuelleté, d'as l'an du decez du defunct : aucuns ont eſtimé que ceſte loy n'auoit lieu, qu'en l'heritier legitime ſuccedant ab inteſtat : & vn peu apres il adiouſte : Mais ſans reciter les raiſōs qu'on pourroit alleguer d'une part & d'autre, iay toujours reſpondu, ſuyuant vn arreſt donné au Parlement de Paris pour la ſucceſſion de feu Iean de Roche fort Eſcuyer, du 4. d'Aouſt 1584. que l'heritier teſtamentaire eſt ſaiſi de tous & chacuns les biens, tant meubles qu'immeubles delaiſſez par le trespas du teſtateur qui l'auroit inſtitué heritier, enſemble tant des quartes & legitimes és biens ſubieſts à icelles : & pareillement que le ſubſtitué par fideicommiſ au teſtateur ( comme pour exemple, par le pere commun dedits teſtateur & ſubſtitué ( eſtoit ſaiſi des biens ſubieſts audit fideicōmiſ, leſdites quartes deduiſtes & diſtraites, ce qui (dit il) pour la fin du Chapitre, decide pluſieurs controuerſes

entre les docteurs du Droit Romain. Mais voicy quel orage? Nous l'ayant ainsi dit & assuré ailleurs avec l'autorité d'autres grands & signalez personnages de ceste France; ce seroit par vn escrit priué sous le nom de quelque partie en la Cour du Seneschal d'Agen present, vn pedant langleur de Bordeaux, qui m'attaquant des plantes des pieds iusques à la teste. nous auroit si furieusement ou plustost follement chatouillez, qu'il y en auoit pour faire perdre patience aux plus assurez, quand ceux qui cognoissoient l'humeur du Pelerin, n'en vindrent dire dans trois mots qu'il estoit vn vray tau, ou plustost vn taf, à rebours à la façon commune des Hebreux. Nous appellons donc à garand le sçauoir & l'experience dudit sieur le Caron, pour ioints avec luy l'autorité, sagesse & tres-grande erudition des autres par nous cy-deuant huchez à Garrieurs, prenans la cause pour nous, ils viennent à nous tirer d'instance pour ce regard, & assurer ce fol que s'il ne se contente de l'arbre que ie luy ay predict, il trouuera d'autres enclouures pour le fascher, qu'il sera contraint recourir à la miserable cession de biens, emportant extraordinairement infamie; & en ce faisant faire banqueroute à toute vertu: sçauoir, experience, & honnesteté. *Deus des illi mentem sanam in corpore sano.*

#### CHAP. LXXXIX.

- 1 Cabanes du Lac preuenu de fausse monnoye & d'aucir meurtry son seigneur, confesse le tout par son audition.
- 2 Perquisition faite dans sa maison, trouuez en icelle des coings & autres outils dont il vsoit à la fabrication de ladite fausse monnoye.
- 3 Decede auant les confrontemens & autres procedures, la confiscation de ses biens auroit esté poursuuie, & encores la damnation de sa memoire, à quoy estoit insisté par ses proches parents & successeurs ab intestat.
- 4 Surquoy le procez party en la Chambre à la Tournelle, depart,

de party à la grand' Chambre, auroit passé à la Confiscation de ses biens, contre ledit preuenu, & non à la damnation de la memoire d'iceluy, à laquelle ladite grande Chambre inclinoit par remonſtrance, & pourquoy.

**A**V mois de Septembre mil cinq cens huiëtante trois, nous estans en la Cambre de la Tournelle à cause des recusations de quelques vns des Seigneurs de ladicte Chambre, sur le rapport de Monsieur de Sainët Felix, fut party vn procès, contretenant Monsieur Bertier à present President digne de sa charge en la Cour sur ce qu'estant question d'un Cabanes du Lac, preuenu de fausse monnoye, & d'auoir inhumainement murtry son seigneur, sur les informations contre luy faiëtes, auroit esté decretee prinſe du corps, à l'execution de laquelle, le susdit preuenu se seroit mis en deffence, & tellement qu'il se seroit trouué fort blessé & offencé en sa personne. Apres ouy & examiné auroit confessé & la fabrication & l'exposition de fausse monnoye, ensemble le meurtre commis en la personne de sondit seigneur. Dont apres auoir esté faite verification, & perquisition dans sa maison, où il auroit esté trouué saisi des coings & autres outils, dõt il vſoit à la fabrication de ladicte fausse monnoye. Et ce pendant il decede des bleſseures, qu'il auoit receuës quand on le voulut saisir au corps en vertu dudit decret contre luy ordonné, auant qu'autrement les tefmoins luy fussent confrontez, & procedé à autre instructiue contre luy. Dont la confiscation de ses biens auroit esté poursuiuie & encores la damnation de sa memoire, à quoy estoit insisté par ses proches parents & successeurs ab intestat, *tanquam crimine morte extincto*: & par consequent la peine aussi qu'estoit deuë à occasion d'iceluy, s'en estant allée ſiloing, que de la rechercher, sembleroit estre vne espece de supplice à l'endroiët d'un corps mort, que seroit chose fort cruelle & inhumaine. Surquoy ladicte Cour auroit esté partie, & les sieur rapporteur & contretenant allez ſuyuant la coustume à la grand' Chambre pour en faire departement, auroit passé qu'il y auoit lieu de confiscation



a Peres qua  
not. à Bald.  
in l. 1. ex de  
lib. defunct.  
C. Masuer.  
tit. de penis.  
Bart in l. 1.  
D. de priva-  
tis delict.

de biens, contre ledit feu preuenu, *sauquam in confessum de no-  
torio crimine*,<sup>a</sup> Et bien que la grand' Chambre eust faict re-  
monstrance d'adiouster la peine, la donation de la memoire  
du preuenu defunct, ladiete Chambre à la Tournelle ne la  
voulust receuoir, tant pour auoir esté touchée par elle au iuge-  
ment du procez auparauant que telle dānation n'ayant lieu  
qu'au premier chef du crime de leze Majesté.

## CHAP. XC.

- 1 Biens donnez en contract de mariage par la femme au  
mary, & iceux apres rendus & redonnez par iceluy ma-  
ry à sadite femme pour en faire disposer comme aupa-  
rauant, & nonobstant ladite donation qu'elle luy en  
auoit faicte, si apres, icelle femme en peut disposer à son  
plaisir en faueur d'un estranger, bien qu'elle eust vne  
fille unique de son mariage, & au preiudice d'icelle.
- 2 Respones du donataire dernier de ladiete feue mere.
- 3 Le Seneschal par sa sentence casse la relaxation des biens  
faicte par ledit pere à sadite feue femme, au preiudi-  
ce de leur dite fille à laquelle les biens auroient esté adiu-  
gez, comme fille unique de leur mariage.
- 4 Dont appel releué en la Cour par le mesme donataire,  
par arrest d'icelle ladite sentence cassee, les biens donnez  
furent adiugez à l'appellant, sauf à ladite appelée sa le-  
gitime en iceux.

**B**ertrand Prade contractant mariage avec vne  
femme de la ville de Cahors, par les pactes d'ice-  
luy est faicte donation audiect Prade mary, en fa-  
ueur de nopces entre vifs, & en la meilleure for-  
me qu'elle pouuoit faire de la moitié de tous & chacuns ses  
biens pour en faire & disposer à sa volonté. Et par testament  
apres iceluy Bertrand relaxe & retourne lesdits biens don-  
1

nez par ſadite femme pour en faire & diſpoſer comme aupara-  
 uant, & nonobſtant ladite donatiō qu'elle luy en auoit faite.  
 • laquelle veut que n'ayt aucun effect pour ce regard, eſtant de-  
 cedé en ceſte volonté, ladite femme ayant ſeulement vne fille  
 d'elle & dudit ſon mary, vient à redonner à Iean Prade par  
 donation en forme deüement inſinuce leſdits biens que le-  
 dit feu Bertrand luy auoit relaschez & retournez, qui fut cau-  
 ſe qu'apres le decez de ladite mere, ſadite fille vniue dudit  
 mariage & dudit feu Bertrand a procès & different contre le-  
 dit Iean donataire de ſadite mere par deuant le Senefchal de  
 quercy ou ſon Lieutenant, au ſiege principal de Cahors, pour  
 raiſon des biens premierement donnez par ſadite mere audit  
 feu Bertrand ſon pere, & depuis par icelle ſuſdite mere audit  
 Iean, pour ledit Bertrand ſuſdit pere n'auoir peu relascher  
 leſdits biens à ſadite mere au preiudice d'elle, qu'eſtoit vni-  
 que de leur mariage, & à laquelle par ce moyē le droit eſtoit  
 acquis, pour le moins apres leur decez, dont n'en auroit peu  
 eſtre priuee pour le fait de ſedits pere & mere, ny autrement  
 2 elle ayant eſté touſiours telle que deuoit eſtre enuers ſedits  
 pere & mere, qui ne ſe ſeroient iamais plaints d'elle. A quoy  
 eſtoit reſpondu par ledit Iean donataire ſuſdit, que bien que  
 ladite donation par ladite mere faite audit Bertrand ſon ma-  
 ry, fut en faueur & contemplation de mariage : toutesſois les  
 enfans deſcendans d'iceluy n'y eſtoient aucunement cōpris,  
 fut en diſpoſition ou autrement, & moins ſadite partie, bien  
 que fille vniue dudit mariage, & par conſequent ne pouuāt  
 empescher l'effect de la relaxation des biens donnez, que  
 ſon dit pere auoit faite à ſadite mere, & moins la diſpoſition  
 d'iceux qu'apres ſadite mere en auoit faite en ſa faueur ſans  
 preiudice à ſadite partie de ſa legitime és biens de ſadite ſeüe  
 mere, à pourſuiure & demander ainſi qu'il appartenoit. Sur  
 3 ce les parties ouyes par deuant ledit Senefchal, ladite fille par  
 ſa ſentence gaigne ſa cauſe, ladite relaxation deſdits biens  
 en faueur dudit pere caſſee, adiugee à icelledite fille, com-  
 me vniue dudit mariage, & ſans deſpens. Dont ledit Iean  
 Prade releue appel en la Cour, où le procès porté & conclud  
 comme en procès par eſcrit: par arreſt du 3. Septembre 1583.  
 l'appellation & ce dont auoit eſté appellé fut mis au neant,

& lesdits biens donnez adiugez audit le an second donataire de ladite mere, sauf à ladite la Prade fille sa legitime en iceux à pourfuiure ainsi & comme il appartiendroit, & sans despens. Ce que annoté en mes plus anciennes memoires, i'ay trouué bon coucher icy, pour seruir d'aduertissement à beau- 4  
coup, qui grossierement toutesfois, comme ledit Seneschal auroit fait, pourroient penser le contraire, & soustenir.

### CHAP. XCI.

- I. *Vn pere de deux enfans, institue l'aisné d'eux son heritier uniuerfel à la charge que où il viendroit à deceder sans enfans, luy substituoit son autre frere puisné, & audit puisné audit mesme cas, substituoit le posthume qui estoit au ventre de sa femme, & les siens, adioustant apres à mesme suite, Et si omnes liberi decesserint sine liberis, substituo eo casu fratrem meum.*
2. *Aduenu que ledit fils premieremēt institué heritier seroit decedé ayant quelques enfans, l'un desquels par testament il auroit institué heritier & au demeurant pourueu autrement sur ses biens comme bon luy auroit sèblé, entre autres choses substitue à sesdits enfans decedans sons enfans un leur cousin remué de germain, fils dudit frere dudit premier testateur, le/quels enfans dudit premier institué/eroient bien tost apres decedez.*
3. *Voicy different entre le fils second dudit premier testateur pere & substitué à son frere aisné, & le substitué par ledit premier fils heritier institué par ledit feu pere, avec les fondemens & raisons dudit fils second substitué par ledit pere à son dit frere aisné.*
4. *Raisons & fondemens dudit cousin substitué par ledit fils premierement institué.*
5. *Responſes dudit premier substitué & frere au susdit ais-*

né premierement institué.

- 6 Ledit testateur pere & premier, s'estoit à la fin icy plus clairement expliqué, par la clause suiuant & derniere par laquelle au cas que tous les enfans decederoient sans enfans, il substituoit son frere.
- 7 Arrest de la Cour audit Tholose maintenāt lesdits biēs & heredité d'une grād'equité & humanité, ledit secōd fils testateur, substitué à l'aisné & premier son dit frere, sauf en quarte legitime & Trebellianique, dont ledit premier pouuoit disposer, esquelles elle auroit pareillemēt maintenu ledit substitué par luy en son dit testamēt à ses enfans decedez en pupillarité, leur mere estāt morte auparavant & sans despens.
- 8 Autre arrest de la mesme Cour de mesme humanité & equité.
- 9 Qu'auroit lieu entre enfans descendāsen ligne directe, & non entre collateraux & estrangers.

**V**N pere testateur par son testament ayāt deux enfans masles, institué l'aisné d'iceux son heritier vniuersel, à la charge que où il viendrait à deceder sans enfans luy substituoit son autre frere puisné, & audit puisné audit cas où viendrait à deceder sans enfans luy substituoit le posthume qui estoit au ventre de sa femme, & les siens: apres il adiouste à mesme suite. *Et si omnes liberi decesserint sine liberis, substituo eo casu fratrem meum.* Il seroit aduenue que ledit fils premierement institué heritier seroit decedé ayāt quelques enfans, l'un desquels il auroit institué heritier, & au demeurant pourueu sur ses biens comme bon luy auroit semblé, entre autres choses substitue à sesdits enfans decedans sans enfans, vn leur cousin remué de germain, fils dudit frere dudit premier testateur, & par luy en dernier lieu substitué. Bien tost apres les enfans dudit premier institué seroient decedez: tellement que voicy different pour raison desdits biens, &

substitution que dessus entre le fils second dudit premier testateur pere, & le substitué dudit premier fils heritier institué: celui là se fondant sur la substitution paternelle faite à son frere aîné, duquel les enfans n'ayants suruescu estoient 4  
censez n'auoir iamais esté: & cestuy-cy appuyé sur la commune resolution, que ayants esté viuants lesdits enfans dudit premier institué, n'estans seulement qu'en la condition, ont-ils faite icelle defaillir, prins & recueilly par le moyen tellement les biens & heredité de leur pere, & par le moyen d'icelui, de leur ayeul, que lesdits biens ne peuuent à present remonter comme feroient si le dit substitué audit premier institué auoit tant soit peu de raison ny apparence en ses pretentions. A quoy estoit respondu par le dit premier substitué & frere audit premier institué, que c'estoient des maximes 5  
vagues & generales, estant d'ailleurs notablement dit <sup>a</sup>, que si en vne substitution, n'estant escrit que vray-semblablement porte la volonté du testateur, l'on aduise à ce qu'il a voulu, plus qu'à ce qu'il a escrit; & qu'au present fait, si le testateur eust esté interrogé de ce qui seroit aduenu, n'y auroit point de doute qu'il n'eust voulu & entendu son fils second venir & estre appelé à ses biens & heredité, reculez les enfans de son frere, qui ne luy estoient comme rien au respect de son dit fils propre. <sup>b</sup> Touchant le testamēt du premier frere heritier institué, il ne se pouuoit rapporter qu'à sa legitime & Trebellianique, le demeurant subiect à la disposition du feu pere, en faueur de ses enfans, par ce mesmes qu'il est noté ailleurs par le President de Grenoble en ses discours <sup>c</sup>: & qu'il n'est assez pour oster l'effect de la disposition dudit pere, quāt 6  
à sa volonté & intention, qu'il y ait eu enfans au temps du decez du premier par luy institué à la charge de la condition que dessus, si ils n'ont suruescu & tous sont apres morts. <sup>d</sup> Pour par le moyen de ce exclure le plus prochain, & appeller les plus loingtains contre la volonté & intention, comme dit est dudit pere testateur; lequel encores s'est plus clairement expliqué, par la substitution derniere qu'il auroit faite en son dit testament; par laquelle il auroit disposé, qu'au cas que tous les enfans decederoient sans enfans, qu'il substituoit son frere, par lequel mor, tous enfans, ainsi prononcé

<sup>a</sup> Scribentes  
in l. filius fa.  
cū. §. cum  
quis ff. de  
leg. l. argum.  
l. annus ff.  
de codic. Et  
dem.

<sup>b</sup> l. tale pactū  
§. si. D. de  
pact.

<sup>c</sup> Quest. 511

<sup>d</sup> Auehē. sed  
si quis. C. de  
secōd. nuptijs.  
Iasō latus in  
l. si quis. C.  
de inst. &  
subst.



*omnes liberi* : il auroit déclaré ouuertement : qu'il le rappor-  
toit & vouloit eſtre entendu , non ſeulement des enfans &  
deſcendans de luy teſtateur , mais des enfans & deſcendans  
du premier inſtitué ſon fils ainſné,leſquels par conſequent au-  
roient eſté honorez deſlors,& quant ils auroient eſté greuez

& chargez <sup>a</sup> ſic que *grauati ab aſo,nō potuerūt in eiſdem bonis gra-*  
*uari à patre,qui & inſtitutus & grauatus erat ab eodem aſo,ſuo patre*  
dauantage , *in translatione fideicommiſſi de filio ad matrem dum*

*queritur* <sup>b</sup> : *An ea voluntas fuerit patris familias , ut ſi ante reſtitu-*  
*tum fideicommiſſum,puer deceſſiſſet , matri potius, quàm heredibus*  
*praſtaretur:reſponſum legimus Pratorem eſtimare debere ex perſona*  
*matris,& ex perſona heredis pueri,ſubycit Marcellus:Sed teſtatoris*  
*voluntati congruum eſt, quandocumque puer deceſſerit , ſiue ante-*  
*quam dies fideicommiſſi cedat,ſiue poſtea,ad matrem transferri fidei-*  
*commiſſum,ſi non iam puer hoc acceperit , eoque iure utimur.* La

perſonne donc plus aymee vient touſiours à preferer : com-  
me de meſmes quelquesfois le ſubſtitué <sup>c</sup> à l'inſtitué , &  
le conioinct au meſme ſubſtitué <sup>d</sup>. Il eſt donc meſmes par  
coniecture de volonté preſumee à iuger en ce faiſt pour le fils  
bien que puisné du propre teſtateur,qui auroit voulu ſon fre-  
re eſtre receu à ſon heredité apres la mort de tous ſes enfans  
& deſcendans en droicte ligne , non point dont deuant, &  
beaucoup moins ſes fils & deſcendans , leſquels autrement  
emporteroient contre ſadiſte volonté & intention , ſes biens  
& heritages. A quoy ladiſte Cour à Tholoſe d'une grand'hu-  
manité & equité auroit incliné le 16. Mars 1569. au rapport  
de feu Monsieur Melet,& en ce faiſant maintenu eſdits biens  
& heredité ledit ſecond fils du teſtateur ſubſtitué à l'ainſné pre-

7. mier ſon dit frere, ſauf ès quartes, legitime , & Trebelliani-  
que,dont ledit premier pouuoit diſpoſer , eſquelles elle au-  
roit pareillement maintenu ledit ſubſtitué par luy en ſon te-  
ſtament à ſes enfans depuis decedez en pupillarité, leur  
mere eſtant morte auparauant,& ſans deſpens. Ce que ladi-  
te Cour auroit faiſt ſe ſouuenant d'un autre & pareil arreſt de
8. meſme humanité & equité par elle donné le 27.d'Auril 1548.  
en faueur des enfans d'un Claude Peas de Tournon , iceluy  
Claude mort auant la condition aduenue , qui n'auoit peu  
tranſmettre l'eſpoir d'icelle condition ès ſiens , elle n'auroit

<sup>a</sup> *Not. per om-*  
*nes in l. cen-*  
*turio D. de*  
*vulg.*  
<sup>b</sup> *l. quidam*  
*in teſtamento*  
*D. ad Tre-*  
*bella*

<sup>c</sup> *cl. ſ. D. de*  
*vulg.*  
<sup>d</sup> *l. quidam*  
*teſtamento.*  
*D. vulg.*

a tit. des substitutions,  
arrest 13.

b Quest. 155.  
prima parte.

voulu toutesfois pour ce regard subtiliser iusques là que de les frustrer ainsi de l'heredité paternelle & auitue. Tout ainsi qu'appert & resulte dudit arrest par feu Papon inseré en son Recueil <sup>a</sup>, avec vn sommaire, discours & louange dudit arrest plein d'équité qu'il appelle, & resolutif de la dispute quant à ce de nos docteurs, où il est nommément à la fin dit, que pour vser de la raison d'iceluy, il faut que ce soit entre enfans & descendants en droicte ligne, & qu'entre collateraux & estrangers <sup>9</sup> cela n'auroit pas lieu, ainsi qu'il dict Monsieur Boyer l'auoir déclaré es lieux à la marge cortez <sup>b</sup>. Feu Monsieur Berail auroit annoté le susdit arrest, qu'aurois couché dans ce Chapitre; le plus sommairement qu'il nous auroit esté possible, & avec le moindre apparat, & tel que nous auons peu cognoistre y estre necessaire. La forest en cest endroict de nos Docteurs, & interpretes du Droit estant à tous ouuerte & patente.

#### CHAP. XCII.

- 1 Droit d'innestir appartient au propriétaire, les fruiets, reuenus & emolumens appartenants à l'usufruituaire.
- 2 Iusques là, que s'il y a quelque fonds, qui pend & durât l'usufruit vienne à tomber en cōmis, l'usufruituaire iouyr a d'iceluy sa vie durât, & apres sa mort retournera & appartiendra tel & semblable commis audit propriétaire, quelque chose qu'on ait voulu dire & philosopher au contraire.
- 2 L'installation & creation des Officiers pour exercer & administrer la Iustice, iugee par arrest dudit Tholose à l'usufruituaire.
- 4 Bien que par autre arrest precedent du susdit, eust esté dit par la mesme Cour, que le propriétaire & l'usufruituaire ensemble creeroient & mettroient ensiblement Officiers, & receuoient le serment des Cōsuls & Iurats du lieu qu'auroit semblé à l'auteur fort iuridique.

Combien



Ombien qu'à vn propriétaire appartienne le droit de lauzer ou inuestir d'une chose feudale, ou rurale, ou emphyteuticaire, les fruits toutes fois reuenus & emolumens en prouenans, sont & appartiennēt à l'usufruituaire, comme sont droits & lods, ventes, baux, peines, proscriptions, amandes & autres condamnations, seans & emolumens d'iceux : tout cela estant en & parmy les fruits de la iurisdiction, & par ainsi regardant & concernant le fruituaire. <sup>a</sup> Par ainsi est conclud fort legalement par Bart. au lieu à la marge cotté, que si les biens baillez & constituez au mary sont tels, qu'il y ait iurisdiction en iceux : tout ce que dessus & semblable appartiendra au mary pour les fruits des biens dotaux estre siens à cause des charges du mariage, qu'il supporte, ainsi que feu Monsieur Benoit auroit copieusement, & fort doctement discouru en sa Repetition Canonique, <sup>b</sup> iques à tenir, comme aussi il est obserué, que si pendant & durant l'usufruit, il y a quelque fonds qui tombe en commis, l'usufruituaire iouyra d'iceluy sa vie durant, & apres sa mort, tel & semblable commis reuiendra & appartiendra au propriétaire, heritiers & successeurs d'iceluy, quelque chose que Guid. Pap. ait voulu decider & tenir ailleurs, <sup>c</sup> n'y ayant raison, cause, ny apparēce, priuer ledit usufruituaire des fruits susdits desdits biens tombez en commis pendant & durant le temps de son usufruit, nonobstant tout ce que pour ce regard & autres reuenus que dessus, quelques vns des modernes ayent voulu philosopher, ny distinguer <sup>d</sup>, du droit qu'ils appellent Longuobardique, à nous baillé & prescrit en deux liures des fiefs que nous auons. Ce dessus estant tenu & preiugé par les Cours souueraines de ceste France, sauf & reserué aux propriétaires, les droits que dessus d'inuestir, & autres qui regardent proprement la personne comme serment de fidelité, renouation d'iceluy, hommages & recognoissances en cest endroict. Au surplus, l'emolument & obuentions quelsconques appartenans & suiuanz l'usufruituaire. <sup>e</sup> Dont non sans cause auroit esté douté en l'hypothese que dessus à qui appartenoit l'instalation & creation des Officiers pour administrer & exercer la iustice pendant & durant l'usufruit, & au nom de qui, ou du propriétaire,

<sup>a</sup> secundum  
Bart. in l. p.  
D. sed matr.  
per text. in c.  
1. quas sit re-  
gal.

<sup>b</sup> in cap. Ray-  
narius super  
verbo cetera-  
bona. nu. 30.  
cum sequen-  
tib. de testam-  
ex.

<sup>c</sup> quest. 477

<sup>d</sup> Hostom. ob-  
seruat. lib. 5.  
cap. 9.

<sup>e</sup> l. 5. 7. D. de  
usufruit. et  
quemadmo-  
dum quis uti-  
tur l. Manius  
§. penult. D.  
de leg. 2.

*a Paul. Ca-  
strenf. in l.  
usufructuom  
nium bonoru  
D. de usu-  
fruct. legat.*

ou de l'usufruituaire, car il en y a eu qui ont tenu pour le pro-  
prietaire en cest endroit, la creation des Officiers regardant  
la personne, tout ainsi que les hommages & renouvellemens  
des inuestitures, qu'a esté dict appartenir à iceluy proprietai-  
re.<sup>a</sup> Ce neantmoins par Arrest de nostredite Cour à Tholose  
doné en audiéce au mois de May 1571. auroit esté iugé pour  
l'usufruituaire & dit nommément que mettre les Officiers  
pour exercer la iustice appartient à l'usufruituaire, pour à son  
nom pendant & durant son usufruit estre exercée & admi-  
nistree; feu Monsieur Berail l'a ainsi remarqué en ses memo-  
res, qui allegue feu Monsieur Benoist, avec les auteurs par  
luy alleguez au lieu cy-dessus cotté. Toutesfois il nous sem-  
ble auoir esté court en ce qu'il n'auroit amené vn autre ar-  
rest precedent de ladite Cour, que ledit feu Benoist allegue  
notamment sur ce de l'an 1479. luy estudiant audit Tholose,  
par lequel entre le seigneur de Morlhon President en ladicte  
Cour audit Tholose, proprietaire, & la Dame usufruituai-  
resse, auroit esté dit que ledit sieur President, seigneur proprietaire  
du chasteau Marin, Diocese & Seneschaucee de Rho-  
dez, & ladicte usufruituaresse d'iceluy, creeroient & mettroient  
ensemblément Officiers, & receuroient le serment des Con-  
suls & Jurats dudit chasteau, que semble estre fort iuridique  
pour les droicts du proprietaire & usufruituaire estre com-  
muniement gardez & nullement offensez, cas aduenant de  
la concurrence d'iceux, & qu'ils aduiendroient cōmunement  
separément & apart, ioinct mesmes que ceux de l'usufruituaire  
sont temporels & fraïsses, suiects à corruption d'heure à autre,  
ceux du proprietaire perpetuels & stables, en ce que la perpe-  
tuité & stabilité peut estre & demeurer és choses terriennes de  
ce monde. Que peut auoir esté en partie le motif dudit arrest  
dernier de nostredite Cour, que non obstant ledit premier &  
precedent y interuenu, ie n'aurois voulu oublier & quasi sup-  
primer icy. Non obstant que la qualité de President d'une des  
parties le puisse charger quelque peu de soupçon, pour la iu-  
stice d'iceluy parler ouuertement, quand ne seroit que par ce  
que Monsieur du Moulin en auroit amplement & fort docte-  
ment discouru sur les coustumes de Paris, au lieu à la marge  
cotté, où nous renuoyons ceux qui en desireront sçauoir  
dauantage<sup>b</sup>, & suiurons cependant le demeurant.

*b Glo. §. 1.  
super. verb.  
le sieur se-  
nail.*

## CHAP. XCIII.

- 1 Par pactes de mariage , deux ſe remarians enſemble, font donation reſpectiue de l'un à l'autre, & au ſuruiuant des deux de tous & chac uns leurs biens, ſoubs expreſſe condition & charge que l'ainſi ſuruiuant demeureroit, & ſeroit tenu demeurer en viduité ſans ſe remarier, autrement & qu'audit cas tel ſuruiuant ne ſe contenant en viduité, ladite donation fuſt nulle , ſans ſ'en pouuoir aucunement preualoir, ny ayder en aucune façon.
- 2 Ladite femme ayant ſurueſcu, s'eſtant nonobſtant tout remariee, fait appeller en maintenue de tous & chacuns biens de ſondit feu mary & par luy donnez, les heritiers d'iceluy dit mary au moyen & en vertu de ladite donation.
- 3 La condition y contenue de ne ſe remarier, comme nulle, vitieuſe, & contre les bonnes mœurs.
- 4 Fondemens & raiſons quant à ce de ladite femme.
- 5 Reſpōſes des heritiers & ſucceſſeurs dudit feu mary.
- 6 Eudoxie par ſon fait auroit trompé & ſupplanté le Patriarche, & comment.
- 7 L'inuitation à continence n'impoſe point de loy pour ne ſe remarier point, ainçois pluſtoſt un moyen , reigle & comme meſure de ſe marier, & auant ce faire y penſer quant à ce.
- 8 Contrac̃ts ſont reſpectiuement obligatoires.
- 9 Nouvelle de Juſtinian abrogeant le Droit ancien.



**D**E Vx vefues d'assez bonaage, n'ayans aucun des enfans suruiuans de leurs premiers mariages, l'une d'icelle en contrainte vn autre & second de nouveau, & par les pactes d'iceluy se font donation respectiue de l'un à l'autre desdits mariez, & au suruiuant des deux, de tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles presens & aduenir, sous expresse condition & charge, que l'ainfi suruiuant demeurera & sera tenu demeurer en viduité sans se remarier autrement, & qu'audit cas, tel suruiuant ne se contenant en viduité, ains icelle mettant sous les pieds par d'autre & postérieur mariage, ladite donation fust nulle, & de nulle effect & valeur, sans qu'il en puisse aucunement preualoir ny ayder en aucune façon. Cela estant nommément exprimé par le contract sur ce fait & passé par main de Notaire public: aduient que le mary quelque temps apres decede, & qu'estant decédé la femme sa vefue de rechef conuole à secondes nopces ou plustost troisiemes. Apres tout les heritiers du defunct mary à la requeste de sadite vefue ja mariee à autre depuis sont appelez en maintenuë de tous & chacuns les biens dudit leur predecesseur, mary de ladite sa vefue, au moyen & en vertu de ladite donation, à elle pleinement & irreuocablement acquis, qu'elle employe bien & deuement, insinuee entant qu'auroit esté besoin, pardeuant le Seneschal de Quercy siege de Lauserte, au Consistoire duquel lesdits heritiers auroient esté appelez: contre lesquels elle auroit proposé fins de non receuoir, fondees sur ladite donation que son dit feu mary luy en auoit faite en propriété elle luy ayant demeuré suruiuant: comprinse par ce moyen à la dispositiue d'icelle dite donation, & ce nonobstant la condition y opposee de ne se remarier, comme vicieuse & contre les bonnes mœurs, partant nulle; estant certain que toutes telles & pareilles conuentions, qui viennent à prohiber & defendre les nopces, estre de droit reprouuees & reiettees, & par mesme raison toutes celles là, que tendent à valider, & confirmer, soit en principal ou accessoire, les obligations de ne se remarier illicites. Et sur ce auroit esté amené l'exemple d'Eudoxie Imperatrice de Constantinople, à laquelle le Patriarche homme pie & religieux, auroit donné absolution

de ſerment de ne ſe remarier par elle fait, & reſcindée la promeſſe ſuſcrite de ſa main, qu'elle en auoit faite, & miſe entre ſes mains pour la garder aſſeurement, ce qu'il n'auoit fait, comme telle & ſemblable promeſſe contraire de tous poincts aux loix & liberté du mariage. Ayant par ce moyen teſmoigné le commandement que pour ce regard en auroit eſté fait par ladiſte Euxodie par l'Empereur ſon feu premier mary, en ſon teſtament n'auoir d'ailleurs procedé que de quelque particuliere ialouſie apres ſa mort enuers ſadite femme: tant s'en faut que d'aucun zelle & affection du public de ſon Empire <sup>a</sup>. Car combien que le mariage ſoit bon, & dependant d'inſtitution diuine, *melior tamen eſt continentia, & uirginitas excellentior, quas non cogit neceſſitas, aut mandatum: ſed perfectionis ſuadet conſilium* <sup>b</sup>. Auquel moyen donc la veſue peut eſtre priuée d'aucuns biens ou ſucceſſion, qui n'a fait autre choſe, que ſuiuant ce que luy eſt permis & licite de droit commun ſoy remarier *in Domino, boneres, inquit Tertullianus* <sup>c</sup>, *neminem ſcandalizant, niſi malam mentem*: le verbe eternal Jeſu Chriſt, à voulu honorer de ſa preſence les nopces: l'Egliſe les a couchees avec leur myſtere, entre les Sacrements. Et par conſequent en admettre & receuoir les interdictions & prohibitions, c'eſt vne folle & temeraire perſuation. De laquelle parlant Saluian en quelque part <sup>d</sup>, auroit fort diuinement dit, *Quid agis ſtulta perſuaſio? peccata interdixit Deus, non matrimonia: conuenientius ergo fuerit, nuptias legitimas indulgere, ut quot ſit lege permittente, pœnam non mereatur*. Et ne ſeruira de rien d'alleguer par leſdits heritiers la nouuelle conſtitution de Juſtinian 22. par ce qu'elle eſt contraire à pluſieurs autres conſtitutions du Droit ancien, & que Gordian l'Empereur en meſme queſtion auroit eſcrit le contraire <sup>e</sup>. A quoy pluſieurs autres raiſons & belles authoritez amenees par le ſuſdit ſieur Robert au lieu deſſus à la marge cotté eſtoit reſpondu, que puis que l'intention de ladiſte veſue auroit eſté telle que de ſe remarier, on ne veut debatre ſon affection: mais que toutesſois la couronne qui luy eſtoit donnee par ſon feu mary pour recompence de ſa continēce, luy doit eſtre arrachee, puis qu'elle meſme s'en eſt priuée, ſans s'arreſter à l'exemple de l'Imperatrice Eudoxie: laquelle par ſon fait auroit trompé

<sup>a</sup> Rol. 1. lib. 2. iudic. cap. 7. ex Zouara Tomo 3. pag. 218. 219. 220.

<sup>b</sup> D. Cyprianus de Nati. ui. Chriſti. <sup>c</sup> Tertull. lib. de uirgi. uel. land.

<sup>d</sup> Saluian. lib. 5. 6. 7. de gubernat. Dei.

<sup>e</sup> l. 1. C. de indiſta uirginitate ſolū.

& supplât le Patriarche, sous pretexte de ce qu'elle luy auoit fait entendre qu'elle auoit apres ceste intencion, que d'espouser vn fils de la sœur dudit Patriarche, en consequent son neveu, qui auoit esté la cause, qu'amorcé de ceste esperance & tromperie, il auroit renduë la promesse, & icelle rompue, donnant absolution à ladite Eudoxie, de la foy par elle promise ayât déclaré, *dolo muliebri, promissionem quæ rite facta erat, nullam, & contra leges esse*<sup>a</sup>. Et quant aux autres lieux, qu'on peut alleguer du Droit Romain, pour monstrier la nullité ou

<sup>a</sup> Zona. Tom.  
3. pag. 219.  
220.

plustost vice de la condition de ne se remarier, ne sont fort à propos, parce qu'ils sont sur autre hypothese que la presente, sçauoir en matiere testamentaire : mais en ce fait le fondement gist sur vne mutuelle conuention, qui pouuoit aussi bien aduenir au mary, qu'à la femme, ladite donation par ladite condition n'ayant empesché la vefue de foy remarier, n'y ayant peine apposee au contract pour la destourner de ce faire, ains seulement qu'en se remariant elle seroit priuee de l'auancement que son feu mary luy auoit accordé pour

b l. qui autē  
§. simili mo-  
do D. que in  
fraud. credit.  
c Bart. in l. Ti-  
tio centum §.  
Titio centum  
D. de cōdit.  
Et/ demonst.  
dub. de Mo-  
nogamia.

plus commodement se maintenir en sa viduité. *Aliud est nup-  
tius pœna deterreri, aliud ad viduitatē premio inuitari : i/ quē non  
videtur iniuria affici, cui lucrum extorquetur, nō damnum infligitur*<sup>b</sup>,  
*matrimonia, (inquiūt D D.) à pœna damni libera esse debent, sed non*

*à pœna amissionis lucri* c. Tellement que ceste inuitation à cōti-  
nence, *legē non nubendi non ponit, sed modum nubendi statuit*: ainsi 7

que Tertullien parle en quelque part<sup>d</sup> : & à bien examiner  
tout ce que les Iurifconsultes ont respondu sur ceste condi-

tion, *si mulier non nupserit*, nous trouueront n'y auoir aucune  
loy en toutes les Pâdectes qui pour ce regard traite, & se puisse  
se rapporter aux contracts : toutes parlans des conditions ap-  
posees & mises aux legats, & autres dispositions testamentai-  
res. Car quant aux contracts ils sont respectiuement obliga- 8  
toires, & n'auroit aucune apparence d'equité ou raison qu'un  
des contractans, au desceu & malgré de l'autre, peut contre la  
loy du contract desroger à ce que mutuellement, & d'un com-  
mun & respectif consentement a esté entre eux conuenu, ac-  
cordé & arresté. Moins peut estre toleré que celui qui ne veut  
demeurer à la conuention & condition accordée, & comme  
par loy entre eux establie & ordonnée, en puisse d'icelle tirer

& rapporter nō pas ſeulement aucun profit, mais encores aucune autre commodité. Singulierement quand la diſpoſition n'eſt pas prohibitive des nopces; mais reſolutive en donation ou liberalité au cas d'icelles: car ainſi parlent les interpretes du Droit Romain, ceſte condition, ſi la femme ne ſe remarie, a force & eſſect de certaine obligation, pour cela toutesfois la veſue n'eſt moins l'ouable & à eſtimer, qui vient obeyr à la condition, & pour l'eſperance de la recompence qu'elle en eſpere rapporter, & pour l'affection qu'elle a & monſtre par eſſect à la continence. *Nam (ut ait Seneca<sup>a</sup>) non ideo*

<sup>a</sup> lib. 6. de beneficijs cap.

9 *luntatis, ne mutare quidem poſſe.* Ce que Juſtinian, laiſſees toutes

<sup>21.</sup>

les contentions des Iuriſconſultes: auroit ouuertement décidé par ſadite nouvelle conſtitution par Irnerius rapportee dās ſon Code<sup>b</sup>, qu'il faut garder & inuiolablement obſerver & tenir que la veſue qui n'auroit obey à telle condition de ne ſe remarier, doit eſtre priuee de toute donation, & autre liberalité, quelque contrariété qu'on puiſſe alleguer du droit ancien abrogé pour ce regard par ledict Juſtinian, mieux aduiſé & conſeillé ainſi qu'auoir peu faire, il n'y a aucun qui puiſſe faire difficulté, ſans accuſer pour ce regard Triboniā, qui n'auroit en ceſt endroiſt faiſt choſe quelconque que de droit, raiſon & iuſtice: & ſi d'ailleurs il eſt remarqué au contraire, c'eſt par quelque accident extraordinaire, ou autre faiſt & cas que le noſtre, en iceluy la deciſion ſuſdicte ayant eſté approuuee comme equitable & raiſonnable de toutes parts communément, & encores pratiquee & miſe en vſage par tout; ainſi que peut paroître & clairement reſulter de ce que ledict ſieur Robert en auroit amplement & doctement diſcours, en amenant vn arreſt de la Cour de Parlement de Paris à ce conforme prononcé en robes rouges par M. le Preſident Forget le Mardy

<sup>b</sup> Nouell. 22. §. 43. unde de ſumptis eſt auct. cur relatum C. de indic. vidui. toll.

14. de Mars 1592. entre les parties qu'il nōme<sup>c</sup>, & depuis diſcours & rapporté auſſi par le ſieur le Caron en ſes Reſpōſes<sup>d</sup>.

<sup>c</sup> lib. 2. rer. in dic. cap. 7. <sup>d</sup> lib. 8. cap.

D'où nous confeſſons librement auoir priſe vne partie de ce que par nous en a eſté cy-deſſus diſcours, principalement du dit ſieur Robert, ayant tres-doctement enſoncé & decisi les poinſts qu'il appartenoit, ſecondé auſſi fort heureuſement par ledit le Caron, tous deux nous ayansourny de tapifferie

<sup>39.</sup>

& autres meubles suffisans pour l'embellissement d'un autre arrest pareil semble à nostre dite Cour à Tholose, qui seroit interuenue sur l'hypothese que nous aurions au commencement mise, n'estant en rien differente de celle que les susdits auroient posee par ledit arrest, fors seulement en ce que la condition de ne se remarier y estoit plus ouuertement & nommément exprimee en tant qu'elle portoit à défaut d'icelle, & que le survivant se remarieroit cassation, & annulation de ladite donation, par clauses à ce geminees & repetees expressement: qui auroit donné occasion à nostre dite Cour sur l'appel de la sentence interuenue dudit Seneschal à Lauserte en l'instance, au profit des heritiers du mary predecedé, fut le relief desquels nostre dite Cour auroit mis l'appellation, & ce dont auroit esté appellé au neant: & reformant le iugement, lesdits heritiers maintenus en tous & chacuns les biens, mesmes es donnez dudit feu leur predecesseur, & ladite femme declaree priuee de l'effect de ladite donation, en défaut, & pour n'auoir obey à la condition d'icelle, & sans despens.

---

CHAP. XCIII.

- 1 *Tenanciers & possesseurs offrent payer les arrerages de la rente constituée en escus sol à la raison de la valeur de l'escu au temps que les terres auoient esté infeudees & baillees à censives, avec leurs fondemens & raisons.*
- 2 *Au contraire le seigneur soustenoit n'estre tenu recevoir payement en autre forme de payement accordé & conuenue avec ses fondemens & raisons.*
- 3 *A bien peser & examiner le tout, l'augmentation du prix du temps present, remet à la mesme raison du passé.*
- 4 *Arrest de la Cour de Parlement à Paris par lesquels auroit esté dit que les creanciers faisoient à payer en mesmes especes d'escus & conuersus & accordez, ou bien en*  
*autre*



autre sorte de monnoye à la raison & Valeur qu'auoit cours au temps du payement & non du contract.

5 Arrest de la Cour de Parlement à Tholose, rapporté par le Caron, & de mesmes par feu monsieur Berail en sesdits memoires, toutesfoi fort confusement.

**E**s possesseurs & tenanciers de quelques terres tenues en censue à certain nombre d'escus au soleil, sont mis en instance & poursuiuis à la requeste du seigneur, auquel ceste censue estoit deuë, à fin de payement des arrerages en escus, du cours, coing & loy qu'ils auoient au temps qu'ils estoient escheus. A qui les possesseurs offroient payer les arrerages à la raison que les escus valoient lors que les terres ont esté infeudees & baillees à censue. Leurs raisons estoient, qu'en tous actes, où il est question du prix, valeur ou estimation, il faut tousiours regarder le temps du contract. <sup>a</sup> La mesme équité canonique en la leuee du cens annuel, si la valeur des deniers se trouue changee, ayant commandé au payement qu'en sera fait regarder le prix & valeur de l'ancienne monnoye. <sup>b</sup> Ce qu'estoit de tant plus en la susdicte hypothese considerable, que la censue estoit au lieu des terres baillees dès long temps, & lors que l'escu ne valoit que treize cinq sols: & partant à raison du prix, qui auoit cours au dit temps, il faut conclurre que les terres auroient esté estimees, & le bail d'icelles auroit esté fait en consequent: c'estoit le vray fondement de la conuention, d'entre les premiers bailleur, & preneur, que leurs successeurs ne doiuent alterer ny changer, ainçois de tous poincts suiure. Car l'augmentation ou diminution du prix des monnoyes, depend de la puissance, volonté & autorité du prince souuerain, nullement des priuez, non plus que l'alteration de la matiere & alloy, que le mesme Prince par l'infusion & meslange des metaux, ne peuuent seulement faire & rendre meilleure, mais pire & deterieure, si ainsi bon luy semble <sup>c</sup>, suffisant seulement ausdicts priuez & particuliers, traicter & negotier és especes qui ont cours au temps qu'ils contractent, & selon la valeur qui leur est lors imposée

<sup>a</sup> l. fundum  
Cornelianis  
ff. de Nouar.  
l. Rutil. Polla  
ff. de contra-  
hens. empr. l.  
bonitatis. D.  
de eui. l. si vo-  
luntate C. de  
r. scind. vend.  
<sup>b</sup> cap. olim  
causa & cap.  
cum canoni-  
cis ex. de cen-  
sib.

<sup>c</sup> cap. quoniam  
ex de iur. iur.

*in xxi. l. cum  
quid. ff. si cer-  
tum petat.*

*b l. vnic. C. de  
coll. ar. l. 10.  
l. 1. § 2. C.  
de ponder. lib  
10. Nouell.  
Leonis 52.  
& par les Or  
donâces de  
nos Rois.  
c l. que ex-  
trinfecus ff. de  
verb. oblig.*

*c l. Lælius ff.  
de euict. l. 1. si  
si verberant  
§. si tñ forte.  
D. de rei vñd.*

*c l. quamuis  
C. l. alio C. de  
usur. l. si pater  
puella. C. de  
no. ff. testam.*

par l'autorité publique, pour en faire le payement en pareille valeur.<sup>a</sup> pour autant que la valeur de l'espece, ou monnoye est vrayement l'interieure bonté d'icelle, qui a accoustumé d'estre considerée, & non la matiere de laquelle est forgée. C'est donc qu'en ceste valeur, le payement doit estre fait, d'autant qu'en payement de censives tributs & redeuances on peut bailler de la monnoye pour l'or, & de l'or pour la monnoye pourueu que la valeur soit esgale: <sup>b</sup> La conuention au demurant qui en a esté faite en escus a esté suiuant le cours & vsage du temps, & comme on dit *demonstrationis tantum gratia*, & c'est pour quoy le Iuriconsulte auroit respondu que *si Manio stipulanti denarios, alter ei / dem quantitatis aureos spondeat & promittat, cōgrua est responsio.*<sup>c</sup> Mais cōme si le prix des escus eust esté diminuë, ou le coing d'iceux d'escrïé, le seigneur du cens n'eust laissé de se faire payer, à raison de ce qu'ils valoiēt au temps du bail à cens: aussi est-il raisonnable qu'il se contente de ladite valeur, sans vouloir profiter de l'augmentation du prix, qui en a esté faite par la volonté & puissance souveraine du Roy, *que velut vis maior, semel iussa & promulgata, conuentiones priuatas, ipsa / que conuentionū executiones regit, definit & moderatur, cuius, ut nec casus fortuiti, nulla debet reuocatio.*<sup>d</sup> Ergo ad quem spectat cōmodum, is etiam incōmodum sentire debet. Singulierement que si en la valeur de l'escu au soleil & payemens suiuant ce que dessus faitz pour raison de l'incertitude, il y suruient quelque profit, ne peut estre dict illegitime.<sup>e</sup> D'alleguer des arrests des Parlemens, qui ont esté donnez pour rentes constituees en escus, ne seruiront au present fait & cause parce que puis que le creancier auoit baillé des escus d'iceux stipulé la rente, y auoit quelque apparence de faire payer les arrerages en escus, ou au prix du present cours. Or en l'espece qui se presente, n'y a eu deniers baillez, ains c'est vn bail à cens qui a effect d'estimation de terres, lesquelles comme ne croissent en reuenu, aussi les cens qui est au lieu d'icelles ne doit estre augmenté en valeur. Cela estant si d'intermēt decidé par l'equité Canonique, que nous auōs cy-dessus alleguee, qu'il semble estre du tout vain & superflu en disputer dauantage. Mais au contraire le seigneur cēsier soustenoit que luy cōme creancier n'estoit tenu recevoir payemēt de ce

qui luy estoit deu en autre forme de payement accordé & conuenu, principalement *si ex ea re damnum aliquod passurus esset*. S'il se pouuoit faire qu'il n'y eust qu'une espee de monnoye en France, ou que le prix de toutes monnoyes fut perpetuel, stable & non variable ainsi qu'aucuns Empereurs auroient voulu, il y auroit par aduenture moins de difficulté en ceste cause : mais par ce que les affaires du Royaume qu'autres diuerses occasions qui procedent du Royaume mesme, & d'autres que les voisins y apportent, sont cause du changement du cours, valeur, & aloi des principales monnoyes, comme de l'or ? il faut & est besoing que les priuez & particuliers suiuent la volonté de leur roy. Le bail des terres dont estoit question, auoit esté faict à cens pour certaine espee de monnoyes, à sçauoir d'escus non estimez, si le payement du cens se faisoit en autre forme, le sieur estant au lieu du bailleur, y auroit perte trop apparente, s'il estoit contrainct de receuoir prix selon la valeur du temps du contract : parce qu'il n'auroit entierement les escus pour lesquels ledit bail auroit esté faict. L'experience demonstre que le prix de toutes choses mesmes des immeubles croist & augmente de iour en iour en telle sorte, que si la mesme espee ne se paye, le prix viant au lieu d'icelle, mais tel qu'il represente la valeur au temps qu'il la faut payer, *ut si non idem, saltem tantumdem reddatur*. Qu'est la cause qu'il est ailleurs dict, *b in solutione presentis pretij, & monetae currentis estimationem inspicere*. L'histoire & Ordonn. de France tesmoignent assez la diminution & alteration de la matiere & bonté qui est aduenue non seulement en la forte & blanche monnoye, ains aussi aux escus, singulierement depuis le Roy Louys douziesme. Tellement que si les redeuables audit cens estoient receus à payer en la monnoye à present courante, au prix que l'escu valoit lors dudit bail, ils ne rendoient l'escu en pareille bonté valeur, & estimation, que la monnoye dudit temps valoit selon son poids, aloi & bonté & pour dire plus clairement, il faudroit qu'ils payassent en la mesme monnoye que celle qui auoit cours au temps dudit bail, si pour la quantité des pieces de monnoye conuenoit estimer l'escu : mais il faut reuenir à la forme & caractere, où gist la force & bonté intrinseque de la

al. fr. C. de  
veteris nu-  
mismat. po-  
test.

b Clemen.  
si de Deci-  
mis. Boetius  
Decis. 317.

a l. 1. ff. de  
contrahend.  
empt.

b l. si volun-  
tate. C. de  
rescind. vñd.

c l. 2. C. de  
versis nu-  
mism. pot.  
d Robert.  
lib. 1. rer. iu-  
dicar. cap.  
16.

e lib. 9. cap  
8.

monnoye : car la pecune non marquee n'est repute monnoye, ains marchandise: & si tost que la marque publique y a esté imprimée, on la tient pour prix que constituë & definit l'estimation de toutes choses<sup>a</sup>. Mais quant au caractere de l'escu au soleil, est certain n'estre autre à present, qu'il estoit lors dudit bail, payant donc en escus c'est payer en mesmes especes, & en mesme forme. Et quant à ce qu'il est allegué, la raison du prix & de la valeur estre rapportable au temps du contract: cela se doit entendre, quand l'estimation procede de la chose mesme, ou depend du fait des particuliers<sup>b</sup>: mais aux monnoyes le prix est estimé par la volonté & puissance du Prince, qui gouuerne, modere & definit tant les conuentions priuees qu'executions d'icelles. Et de dire que le surhaussement du prix de l'escu tourne à la perte des possesseurs qui doiuent payer, & du profit du seigneur, c'est moins que rien: d'autant que tout ainsi que le prix de l'escu & des autres monnoyes vient à estre augmenté, aussi le prix des grains comme des autres marchandises, vient à croistre & augmenter<sup>c</sup>, en telle sorte que par là est fait, *ut generali & publico cuiusque nummi incremento, priuatis neque accedat, neque decedat quidquam*<sup>d</sup>. De maniere qu'à bien peser & examiner le tout, l'augmentation du temps present reuiert à la mesme<sup>e</sup> raison du passé. Et à ces fins & pour ce regard en sont amenez plusieurs arrests de la Cour de Parlement à Paris, par l'Aduocat Robert au lieu que dessus cotté: par lesquels au-<sup>4</sup> roit esté dit pour les creanciers qu'ils faisoient à payer en mesmes especes d'escus conuenus & accordez, ou bien si en autre sorte de monnoye, à la raison & valeur qui auoit cours & mise au temps du payement, & non du contract. Entre lesquels il en datte l'un du vingtsixiesme Iuillet 1594. au profit des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise d'Angers intimiez, pour lesquels il plaidoit, où il discourt & raisonne fort doctement d'un costé & d'autre à son accoustumee: lequel auroit esté suiuy, & fort doctement aussi secondé par le sieur le Caron en ses Responses, au lieu à la marge cotté<sup>e</sup>, où il raisonne de mesmes l'arrest de la Cour de Parlement de Tholose sur l'hypothese par nous au commencement proposée,<sup>5</sup> prononcé aux arrests generaux de Noël 22. Decembre 1571.

au profit du sieur de Cardelhac contre les Guirals, qui furent  
condamnez à payer la censue en escus d'or de iuste poids, du  
coing, & loy du Roy, sinon en monnoye, à raison du prix  
que suiuant l'ordonnance les escus valoient au temps que les  
termes des payemens de ladite censue seroient escheuz, &  
escherroient cy-apres: nous aurions trouué c'est arrest és Me-  
moires dudit feu sieur Berail generalement, toutesfois & cō-  
fusément en ses termes iugé par arrest general à Noel 1571.  
que la rente payable en escus se doit payer à present en escus;  
bien que lors ne valussent trente sols, & à present quasi le  
double, contre ce que l'ason tient, *in l. 2. C. de iur. emphyt.*<sup>a</sup> Qui  
nous auroit fait douter à le rapporter & raisonner de la sorte,<sup>a in l. 2. num. 100.</sup>  
pour les inconueniens, & beaucoup d'empeschemens que  
nous y aurions veuz. Toutesfois depuis l'ayāt trouué rapporté  
par ledit le Caron de mesme datte, & à la verité entre les par-  
ties qu'il dit, comme nous aurions fait verifier sur les registres  
de ladite Cour: nous ne l'aurions voulu passer sous silence  
avec quelque peu d'agencement que nous luy aurions doné,  
emprunté pour parade des sieurs Caron & Robert, ausquels  
nous desirons estre rendu, & remercié par ceux qui pourront  
apprendre & en faire leur profit, bien aise d'auoir eu ce sou-  
lagement d'eux, tant ailleurs, n'ayant eu moyen d'y em-  
ployer les moments & les heures que i'eusse souhaité & desi-  
ré. Et ce nonobstant tout ce qu'en passant nous aurions dit  
& touché cy-deuant<sup>b</sup>, l'arrest que dessus trouué és Memoi-  
res dudit feu sieur Berail avec la verification depuis faite sur<sup>b Chap. 66. dudit liure. 7.</sup>  
les registres de ladite Cour, nous y ayant à ce inuitez & se-  
monds pour y donner plus ample & certain esclarcissement.<sup>precedent.</sup>



- 1 Moyens de l'action & hypothèque de la femme contre les tenanciers & detempteurs des biens de son feu mary, alienez depuis autres & precedentes alienations que sondit mary luy auoit fait faire, ou plustost elle-mesme auroit fait de son consentement à plusieurs & diuers tenanciers.
- 2 Les actionnez & conuenus peuuent entrer en indication des derniers, pour iceux pouuoir poursuiure aux perils & fortunes de l'indiquant.
- 3 Arrest de la Cour quant à ce, du Parlement de Tholose.
- 4 Suiuant la doctrine du practicien Masuere, suiue souvent en ladite Cour.



A controuerſe a eſté grande, & encores le different non aſſeurément reſolu ſur les moyens de l'action & hypothèque de la femme, contre les tenanciers & detempteurs des biens de ſon feu mary, alienez depuis autres & precedentes alienations que ſondit mary luy auroit fait faire, ou plustost que luy meſme auroit fait de ſon conſentement à pluſieurs & diuers tenanciers : contre leſquels, & ceux que bon luy ſembleroit ſans autre diſcution : il y en a qui auroient eſtimé la femme ſe pouuoir dreſſer, ayant en cela ce priuilege, comme en l'exaction de ſa dot, ainſi que ceux qui en ont traicté le raſonnent & diſcurent amplement. L'autres au contraire n'ont eſté de ceſt aduis, & que les premiers par elle à ces fins actionnez & conuenus peuuent entrer en indication des derniers, pour iceux pouuoir poursuiure aux perils & fortune de l'indiquant : contre ce qu'on liect ailleurs<sup>a</sup> eſcrit & traicté par Accuſſe, Bartole, & autres cōmunément. Et ſuiuant ce dernier aduis, par Arrest de la Cour de Parlement de Tholose, le 21. Iuin 1569. auroit eſté iugé au rapport de Monsieur d'Affis, à preſent premier Preſident à Bordeaux, (perſonnage de rare

<sup>a</sup> In l. Mos-  
chus. §. de  
Iur. ſiſc. l. ſi.  
C. ſi quis ex  
pluribus ha-  
redibus cre-  
di. vel debi-  
torum rem  
ſua ſoluat.

intégrité , grande eloquence & admirable doctrine) pour vne nommee Gayaude, contre les heritiers de Pierre, appelez toutesfois les heritiers du mary debitèur & tous autres tenanciers; & qu'à ces fins l'indicant consigneroit la somme de vingt-cinq liures, sauf y adiouster ou diminuer si besoing estoit. Ce qu'est conforme à ce qu'en dit le praticien François Masuer en quelque part de sa pratique, <sup>a Masuer. in sua praxi. tit. de executio- nib. & sub- hactatio.</sup> suiuant lequel auroit esté rapporté souuent en ladite Cour , par arrests precedents d'icelle auoir esté ainsi ordonné & preiugé.

CHAP. XC VI.

- 1 *Confirmation par Arrest d'une sentence du Seneschal en et pour l'exécution d'icelle, iceluy Seneschal ne peut commettre ou subroger autre qu'un Officier de son ressort.*
- 2 *Arrest quant à ce de la Cour, donnant comme reglement publicque aux Officiers & iuges subalternes.*

- 1 **I** Adite Cour à Tholose par son arrest cōfirme vne sentence du Seneschal de Carcassonne, sur l'exécution de laquelle ainsi cōfirmee, parties par ce moyē renuoyees deuant ledit Seneschal ou son Lieutenant, iceluy Seneschal despeche lettres au poursuiuant adressans au premier Magistrat Royal, & s'estāt iceluy poursuiuant dressé d'un de ladite qualité, partie faite difficulté se presente deuant luy, pour n'estre Officier du ressort de ladite Seneschaussée, & sur ce sōt faites quelques instances pour raison desquelles la cause deuoluë en la Cour & Cōmissaire deputé feu monsieur Donjat pere , par son Ordonnance iceluy dit Cōmissaire renuoye les parties deuant ledit Cōmissaire, par deuant lequel en vertu desdites lettres dudit Seneschal, l'instance en execution estoit jappédant: dont il y a appel verifié par la Partie en la Cour , par arrest de laquelle en la grand'Chambre au mois de Ianuier 1572. l'appellation & ce dont auoit esté appellé , mis au neant, les parties sont renuoyees par deuant ledict Seneschal pour estre pourueu d'autre Commissaire executeur d'arrest, & sans despens. Ce qu'est notable , non tant pour la iustice , que comme
- 2

pour vn reiglement politique des Commissaires, à prendre & choisir du ressort mesme quelque generalité que les lettres de commission du Iuge commettant puissent porter, & que l'adresse au premier magistrat Royal, s'entend & rapporte à ce-luy qu'est la Seneschauſſee, sans par ce moyen en pouuoir estre prins & choisi d'autre, qui n'est sans apparente & politique raison estant de besoin, où ne s'y en pourroit commodement & bonnement prendre en auoir prouision & commission speciale pour ce fait de la Cour avec lettre de la chancellerie.

---

CHAP. XCVII.

- 1 *La clause des obligations des deux ou plusieurs, sans diuision produict obligation & effect solidaire.*
- 2 *Mais aussi sans ces mots, ou equipollens en effect, nullement.*
- 3 *Depuis les arests y alleguez, encores que tels mots ne fussent couchez es obligations, l'obligation simple d'un chacun seul & pour le tout, par autres arests ensuiuis, les ainsi obligez auroient esté condamnez solidairement & l'un d'iceux condamné à payer solidairement le tout, sauf recours.*
- 4 *Mais au contraire sans difficulté en ladiète Cour à Tholose, on s'arreste au premier arrest de Paris, du 19. Decembre 1527. suivant lequel elle iuge ordinairement.*
- 5 *Autre arrest de la Cour dudièt Paris portant vne limitation à ce dessus: sçauoir quād deux obligez pour un bail à ferme, l'un pour l'autre & un seul pour le tout, ores qu'il n'y eust renonciation au benefice de diuision: toutesfoiſ l'un est François & l'autre Flamend ou d'autre estrange pays: car alors l'execution solidaire contre ledit François tiendroit.*

- I** Eus Rebuffe, Papon & autres modernes, qui auroient  
 escrit en la matiere d'obligations, & Benefice, de di-  
 uision quant à icelles, se seroient accordez & resolu la  
 qu'où plusieurs se seroient obligez chacun d'eux seul & pour  
 le tout, sans diuision &c. chacun des debiteurs pouuoir estre  
 contrainct & executé pour le tout, soit-il prouisionnellement  
 ou definitiuement, & en alleguent vn arrest de Paris, du dix-  
 neufiesme Decembre 1527. Mais aussi sans ces mots ou  
 en effect equipolents, sans diuision, bien que les autres y soient  
 pour exprimer l'obligation solidaire, ne peuuent estre conue-  
 nus que chacun pour sa part, & pour ce regard en sont alle-  
 guez les textes de Droit<sup>a</sup>, & nommément vn autre arrest de  
 Paris, du 16. Iuillet 1514. Ceneantmoins depuis iceluy, en-  
 cores que les termes, sans diuision ny discussion, n'y fussent con-  
 tenus sous l'obligation simple d'vn chacun seul & pour le  
 tout, & semblables debiteurs auoir esté tenus pour obli-  
 gez solidairement, & l'vn d'iceux condamné à payer le tout  
 sans son recours, par arrest de ladite Cour à Paris du 12. May  
 1565. & autre du 19. Iuillet en l'audience 1590. auroit rap-  
 porté Charondas en quelque part de ses annotations sur la  
 somme rurale de Boutelier.<sup>b</sup> Ce que nous accorderons pou-  
 uoir auoir esté fait singulierement ou extraordinairement  
 pour quelques causes & circonstances resultans du procès  
 que ny ledit Charondas, ny nous ne pouuons veoir : toutes-  
 fois n'est faite aucune difficulté par nostredite Cour à Tholo-  
 se audict arrest de Paris, du 19. Decembre 1527. suiuant le-  
 quel elle iuge ordinairement en telles & semblables matie-  
 res, comme l'auroit fait à nostre rapport souuent & sans au-  
 cune difficulté, tant en la grand' Chambre que seconde des  
 Enquestes, où en ce ressort mesmement faut acquiescer &  
 se resoudre: les raisons & fondemens en peuuent estre prins,  
 tant de ce qu'en est decisi par le droit nouueau, qu'interpre-  
 tation des Docteurs sur iceluy, où nous remettons & ren-  
 uoyons les plus curieux, *cum legem habeamus, à qua ne latum qui-  
 dem vnquam recedere liceat.* Et entre autres limitations que la  
 Cour de Parlement de Paris y auroit apporté, ç'auroit esté  
 par vn autre arrest par elle mesme donné le quatorziesme  
 Mars 1563. par lequel fut dict, que de deux obligez en cer-

<sup>a</sup> l. i. cum se-  
quen. C. de  
dub. reis.

<sup>b</sup> sous le  
titre des  
obligations  
en particu-  
lier cha. 26.  
de ladicte  
somme ru-  
rale.

<sup>a</sup> Charon.  
en ses res-  
ponses liu.  
3. chap. 69.  
<sup>b</sup> Tit. des  
Pleiges &  
certifica-  
tions arrest  
30.

taine somme pour vn bail à ferme l'un pour l'autre, & vn seul pour le tout, ores qu'il n'y eust renonciation au benefice de diuision & discution, toutesfois par ce que l'un estoit François & l'autre Flamend, l'exécution faicte contre ledit François pour toute la<sup>a</sup> somme tiendrait, que feu Papon n'auroit oublié en sondit recueil, ou bien les appostillateurs derniers pour luy au lieu à la marge cotté<sup>b</sup>.

## CHAP XCVIII.

- 1 *Ladite clause sans diuision, ou autre equipolent ne peut estre estendue en la grosse & despesche que le Notaire en fait à parties en vertu & au moyen de l'additiō & cetera, trouuee & mise en la minute & scede de l'original, avec vn arrest de Paris quant à ce amené.*
- 2 *De mesme autre arrest pareil & semblable dudit Tholose.*
- 3 *En cas qu'en payant le debte, celuy des obligez qui paye, n'auroit la cession des droicts & actions du creancier, n'a recours contre les autres qui pour la part & portion de chacun, avec arrest de Paris à ce allegué.*



Le est donc & demeure resolu entre nous, tels ou semblables termes sans diuision, importer & valoir autant qu'une expresse renonciation, surquoy seroit suruenue autresfois difficulté, si les mesmes termes estendus par le Notaire en la grosse de l'acte qu'il auroit despeschee à parties, bien que n'estant en la minute & scede qu'il en auroit receus autrement que par vn & c. feu Papon sous mesme titre en allegue vn arrest de Parlement de Paris, de l'an 1578. par lequel la sentence du Preuost de Paris infirmee en emendant le iugement auroit esté ordonné que discution seroit faicte nonobstant ladicte extention, que ne peut estre faicte en ce cas, tout ainsi que dependant de la vo-



- lonté d'un des contractans par les droicts & autoritez allegues par le mesme Papon <sup>a</sup>, suiuant lesquelles & conformement à la resolution d'icelles, à nostre rapport en ladite seconde Chambre d'Enquestes audit Parlement de Tholose le sixiesme Mars 1589. entre Pelatiers, Lumberat, & Puylubier, en fut de mesmes preiugé par arrest de ladite Cour du Parlement de Tholose, & encores decisi & arresté qu'au cas l'un des obligez solidairement vienne à payer toute la sōme, il perime & esteint toute l'obligation de tous & les deliure sauf à luy ses actions contre les autres obligez pour les rembourser par chacun de leur part: <sup>b</sup> & ce en cas qu'en payant le debte, celuy des obligez qui paye n'auroit la cession des droicts & actions du creancier auquel il auroit payé, d'autant que lors il n'a recours cōtre les autres que pour la part & portion de chacun, comme auoir esté iugé par arrest de Paris en robes rouges du 14. Aoust 1584. est annoté & remarqué par ledit sieur Charondas au mesme endroiēt de sesdites annotations, ce que n'est & n'obtient, y interueuant cession de creancier: car lors il se pourra adresser pour le tout sa cottité deduite contre chacun des autres obligez, suiuant l'arrest de Coroneus que luy mesme allegue disant en auoir traité ailleurs, ce qu'auroit esté pareillement preiugé en mesmes & purs termes par le susdit arrest, & passé sans aucune difficulté, suiuant ce qu'Acurse avec autres Interpretes en auroient escrit en traittant de la matiere.

<sup>a</sup> Argum. eorū que notatur à Socino in l. Gallo. §. idē creden. dū. ff. de lib. & posth. & Alc. in l. 1. §. si quis ita. num. 7. D. de verb. oblig.

<sup>b</sup> l. 2. C. de duobus reis.

<sup>c</sup> in l. 1. C. de duobus reis.

CHAP. XCIX.

- 1 Les Ecclesiastiques beneficiez en l'Eglise en possession & liberté de prendre & iouyr des fruiets de leurs benefices, & disposer d'iceux comme bon leur semblera, tant qu'ils viuront & tiendront leurs diēts benefices.
- 2 Ce qu'estoit autrement anciennement & en la primitive Eglise, & comment.
- 3 Plainte de saint Hierosme pour ce regard.

XXXxx ij

- 4 La liberté de ce siecle corrompu iugee difficile, desbauchee & desfreiglee.
- 5 Qu'elle diuision desdits fruiets se fait & peut faire apresent, entre le successeur & titulaire au benefice, & les heritiers du defunct predecédé.
- 6 Le successeur au benefice sinon par resignation n'est tenu demeurer à l'absence faite par le feu defunct beneficier.
- 7 Raisons & fondemens de l'aduis d'aucuns qui auroient pensé soustenable tous les fruiets du reuenu Ecclesiastique, de l'annee commencee, mais non encores acheuee, estre pour le moins, & deuoir estre transmis aux heritiers & successeurs du defunct predecédé.
- 8 Autres raisons & meilleurs fondemens de ceux qui auroient fait diuision desdits fruiets, à raison & portion du temps, que le beneficier a tenu & deseruy le benefice, qu'est autrement en bon langage, aura vescu.
- 9 An fructus ratione iuris, an ratione oneris tribuantur.
- 10 Ne faut point que les labeurs d'autrui portent profit ou commodité aux autres.
- 11 Ladite opinion diuisant les fruiets au prorata du temps entre les susdits, preingee par plusieurs arrestz.
- 12 Comment se doit prendre & entēdre l'an auquel le beneficier seroit decédé.
- 13 L'opinion du sieur le Caron, quand à ce suiuant ce qu'il en auroit veu iuger.
- 14 Trois temps constituez diuersement par plusieurs pour ce regard.
- 15 Ledit premier temps, du commencement de l'annee de la cueillette, ou temps de la recolte des fruiets, avec les raisons & authoritez quant à ce.

- 16 La creation du monde auoir esté autēps que les fruiets estoient prests & meurs, & pourquoy.
- 17 Pour ledit premier temps preiugez de la Cour de Parlement à Paris.
- 18 L'autre & second tēps, du iour de la prinse de possession dudit benefice, avec les raisons & fondemens pour ce regard, & preiugé de ladite Cour à Paris.
- 19 Plus droicturiers & raisonnables estimez ceux qu'en ceste diuision des fruiets prennent le commencement de l'an du mois de Ianuier selon la computation ordinaire avec les authoritez & fondemens quant à ce amenez.
- 20 Ainsi par ladite diuision, à cōmeneer l'an du premier de Ianuier, auroit esté iugé par arrest de la Cour à Paris par reglement & avec grande cognoissance de cause.
- 21 Qu'est un vray reglement & droict plus certain, quelques autres & posterieurs preiugez qu'on puisse alleguer.
- 22 Qu'auroit esté fini par l'auteur mesme, en accordant deux notables seigneurs par luy nommez sur semblable different conformement aux preiugez, qu'il en auoit entendu estre faiets en ladite Cour à Tholose.

**L**es Ecclesiastiques tenans & possedans prelatu-  
res, Abbayes, dignitez & autres benefices en l'E-  
glise, prennent & sont en pleine possession & li-  
berté de prendre, cueillir & iouyr des fruiets de  
leursdits benefices, & disposer d'iceux comme bon leur sem-  
ble: tant qu'ils viuront, tiendront & possederont leursdits be-  
nefices: ce qu'anciennement, & en la primitiue Eglise estoit  
autrement ordonné, la cueillette, perception & distribution  
desdits fruiets par les saints Canons, ayant receuë ceste  
louable distribution & diuision, par laquelle à l'Euesque vne  
partie, l'autre aux Clers deseruans à l'Eglise, la troisieme

<sup>a</sup> Cano con-  
cesso. Cano.  
quatuor &  
Cano. sequē.  
12. *Et* 42.

<sup>b</sup> Cano pra.  
fets de offi. or-  
dinar. in 6.

<sup>c</sup> Cano ce-  
ter. 86. di-  
stin. Cano.  
quifquis 12.  
2. Cano. sicu-  
ptu 16. quest.  
1.

<sup>d</sup> Cano cha-  
ritas. D. pro-  
ximos de po-  
nitent. distinc.  
2.  
<sup>e</sup> Cano. est  
probanda  
86. distinc.

à la fabrique & reparation des Eglises, & la quatriesme aux  
pauures, des reuenus Ecclesiastiques estoit baillee, assignee  
& deliuree.<sup>a</sup> Tout au contraire de ce qu'on garde & se fait

aujourd'huy librement & sans aucune necessité de distribu-  
tion, si extraordinairement n'est autrement par les superieurs  
ordonné, tous emoluments, profits & reuenus de leursdits

benefices leurs estans acquis & attribuez dont vient que par  
le decez desdits Ecclesiastiques soit qu'ils resignent ou non  
& pour lesdits fruiets, ont accoustumé interuenir plusieurs

procez & differents entre les heritiers & successeurs du de-  
funct, & celuy qui succede ausdits benefices, dont estoient  
exempts & bien loing d'iceux, ceux qui viuoient du temps de

ladite primitiue Eglise, tant que l'ancienne & Chrestienne  
discipline & seuerité d'icelle eut lieu, tant s'en faut que les  
heritiers & prochains des Ecclesiastiques, eussent ou peus-  
sent pretendre aucun droit, part ny portion esdits fruiets,

fussent-ils ja recueillis, ou à recueillir, perceus comme l'on  
dit, ou à percevoir, esdits fruits desdits biens Ecclesiastiques,  
non pas mesmes d'en esperer & attendre quelque chose par

les mains & liberalité du possesseur & titulaire, auquel par les  
constitutions des sacrez Canons, cela estoit nommement  
interdit & defendu,<sup>b</sup> excepté lors qu'en extresme & grande

necessité suruenant, pour laquelle les Ecclesiastiques estoient  
quasi necessairement dispensez à pourvoir des choses neces-  
saires aux leurs; & de leursdits reuenus<sup>c</sup> à concurrence d'i-  
ceux & proportion d'icelles: voulant par ce moyen la pre-  
miere & plus ancienne discipline de l'Eglise, que les Clers

& consacrez à l'Ordre Ecclesiastique, fussent dits & censez  
n'auoir autres parents & aliez, que les pauures de Iesus Christ,  
& iceux auoir en plus grande affection, que l'humaine rai-  
son du sang, race & parentage; ne les cherissoit, embrassoit &

recommandoit,<sup>d</sup> iusques la qu'estans trouuez quelques vns,  
qui sous le pretexte d'estre heritiers, ou autrement par droit  
de prochaineté se vinssent attribuer à eux ou autrement les

reuenus Ecclesiastiques. S. Ambroise admoneste & exhorte  
les Clers titulaires & possesseurs des benefices, s'estran-  
ger d'eux, les chasser & bannir bien loing.<sup>e</sup> Et de là procede  
ceste plainte de saint Hierome: Nous auons veu (dit-il) n'a-

3

gueres. Et ô malheur ! frappant la poitrine en me plaignant :  
 les richesses d'un Crœsus par la mort d'un surprinses , & les  
 aumosnes de la ville, comme à l'usage des pauvres assemblees,  
 delaissees à la race & posterité d'icelle.<sup>a</sup> Mais c'estoit en par-  
 lant de la feuerité de la premiere discipline Ecclesiastique &  
 inhumanité des Prelats de la primitiue Eglise, qui sembloient  
 tenir & reputer leurs parens & alliez pour totalement estran-  
 gers, voire ne leur estoit permis par expresse prohibition don-  
 ner à leurs seuls proches parents : la condition d'iceux fut en  
 ce siecle beaucoup pire, plus dure & cruelle enuers lesdits Ec-  
 clesiastiques que des autres estrangers. Plus encores la liber-  
 té de ce siecle corrompu vient à estre iugée difficile , desbau-  
 chee & defreglee, au moyen de laquelle les Prelats, Abbez  
 & autres Ecclesiastiques entretiennēt leurs superfluitez à pre-  
 sent, & à l'aduenir pouruoyent à l'aduanee & commoditez de  
 leurs plus prochains, le tout des reuenus & patrimoine de l'E-  
 glise, sans se soucier ny auoir le moindre soing du monde des  
 pauvres, ny de leur mesme Eglise. Seroit chose toutesfois  
 vaine & comme superflue vouloir accuser, ou tant soit peu re-  
 prendre les mœurs & façons de faire publiques, du consente-  
 ment vniuersel de tous receues, approuuees, mises en usage &  
 ordinairement pratiquees. Dont ne reste qu'à present discou-  
 5 rir en passant, ce que pour ce regard & comment il se traicte  
 & examine de present, qui gist en vne seule question fondee  
 sur l'inuestigation & diligente recherche que peut estre fai-  
 te ; sçauoir quelle diuision desdits fruiets se fait, & a accou-  
 stume d'estre faicte entre le successeur au benefice & les he-  
 ritiers du defunct : d'autant que bien qu'en cest endroit il  
 y ait plusieurs & differentes incidentes questions, il y a enco-  
 res plus de diuerses & differentes opinions, & encores de di-  
 uers & contraires arrests des Cours souueraines de ce Royau-  
 me : quelques vns ont parangonné vn beneficié en la cueil-  
 lette & perception des fruiets de ses benefices, à vn usu-  
 fruituaire : de telle sorte que comme celuy non seulement  
 gaigne les fruiets perceus, mais venant à deceder, si le ter-  
 me de la pension deuë par le fermier, ou colon, qu'on appel-  
 le, est escheu, l'entiere pension estensee acquise à ses he-  
 ritiers<sup>b</sup> : de mesme celuy là non seulement acquiert par  
 droit legitime, les fruiets ja perceus, mais transmet à

*a* *Diuus Hieronymus ad*  
*Rust. lib. 2.*  
*episto. 13.*

*bl. de fucto. ff*  
*de usufructu.*



a. si quis do-  
mum §. 1. D.  
locat. Archi-  
diacon. in cano.  
alienationes  
12. quest. 2.

b. Glo. in cap.  
si propter in-  
verb. primi  
anni de res-  
cript. lib. 6.  
Et glo. in l.  
1. de anno. ci-  
vili. C. lib. 11.

c. l. Herennius.  
ff. de usufr.  
d. l. diem fun-  
cto D. de off.  
assess. l. sed ad  
des §. si. D.  
locat.  
et si quis in  
sacris de pro-  
xi. sacro scri-  
ptis lib. 12. C.  
l. à vobis ff.  
de annuis le-  
ga. l. nec se-  
mel. §. 1. D.  
quando dies  
legat. ced.  
g. Ioann. Fa-  
ber. ad §. is  
vero de rer.  
diuis. infir.  
Et glo. in d.  
l. 1. de anno.  
civili. C.

h. Robert. ca.  
3. lib. 3. rerum  
arbitr.

ses heritiers le profit & emolument d'iceux. Pareillement tout ainsi que le propriétaire n'est tenu, s'il ne luy plait, de demeurer au louage ou afferme faits par le defunct usufructuaire: <sup>a</sup> de mesme le successeur au benefice, sinon que par resignation ne sera tenu demeurer au louage ou afferme faits par le feu defunct beneficier. Dont & pour autres raisons à ce conformes en la diuision de tels & semblables fruiets des biens Ecclesiastiques que dessus; plusieurs des interpretes de Droit Canonique apres plusieurs raisons d'un costé & d'autre examinees, equiparent les Ecclesiastiques possesseurs des benefices aux usufructuaires <sup>b</sup>: il y en a d'autres, qui adiugent tous les fruiets de l'annee commencee, & tant perceus qu'à perceuoir, au beneficier & ses heritiers, iusques là que si iceluy beneficier vient à deceder au commencement de l'annee, à luy toutesfois & ses heritiers deuoir estre adiugez tous les fruiets generalement de ladite annee, les mesmes susdicts auroient estimé & pensé: car ainsi raisonnent-ils au fideicommissaire on ne vient point à regarder si la plus grande partie de l'annee est passée ou non, <sup>c</sup> *scilicet & diem functo legato Caesaris, comitibus salarium non modo preteriti, sed & residui temporis prestari debet.* <sup>d</sup> Et le mesme en plusieurs autres choses auoir accoustumé estre iugé & respondu, auroit esté rescrit ailleurs <sup>e</sup>, comme aussi decisi & pareillement respondu és legats annuels par les textes à la marge cottez. <sup>f</sup> D'où avec grand'raison d'equité de l'aduis de plusieurs semble estre soustenable tous lesdits fruiets du reuenu Ecclesiastique de l'annee commencee, mais non encorés acheuee, estre pour le moins & deuoir estre transmis aux heritiers & successeurs pour d'iceux en iouyr, comme eust fait leur autheur & predecesseur. <sup>g</sup> La derniere & troisieme opinion auroit esté de ceux, lesquels ont tient communément en auoir mieux escrit, que tous les fruiets des benefices soient-ils perceus ou cueillis, ou pendans & à perceuoir, s'acquierent à raison & portion du temps que le beneficier a tenu & deseruy le benefice, tellement qu'il le transmet à ses heritiers à ladicte raison qu'on diét au *pro rata temporis*, que le beneficier a tenu deseruy le benefice. Et quant à l'equité de telle distribution, l'on la prouue & verifie par plusieurs & diuers exemples. <sup>h</sup> Comme de anno-

*na militari, quam cōstat singulis, aut alternis diebus militib⁹ prestari.*

<sup>a</sup> Or les clercs & beneficiez sont les soldats & gendarmes de Iesus-Christ, pourquoy donc en leur endroict n'en iuge-  
a l. de eroga. milit. anno. lib. 11. C.

rons nous par semblable equité que ce qu'est dit és gendarmes terriens, ne soit aussi equitable és gendarmes spirituels, sçauoir qu'ordinairement vn chasque iour & à proportion du temps, il leur soit pourueu d'aliments ordinaires, quotidiens, & de iour en iour, notamment d'autant que les saincts Canons auroient requis assignation des gages de la gendarmerie Chrestienne aux Clercs auant l'ordination d'iceux. Et pour en venir au plus profond, & ce que fait à plus examiner, ce sera la disquisition necessaire en ce fait, gi-

9 *stant là, an fructus ratione suris, an ratione oneris tribuantur*: l'usufructuaire est dit prendre & receuoir les fruiçts, à raison du droict qu'il a; par ainsi tous fruiçts perceus, tant naturels que ciuils luy appartenir, & estre acquis entierement. Quant aux non cueilliz & à perceuoir n'estre deus aucunement, ny en

tout, ny en aucune partie, aux heritiers & successeurs du fructuaire. <sup>b</sup> Et ainsi que des loix des fiefs, quand il est question de semblable diuision des fruiçts d'entre le seigneur, & heritiers du vassal, le departement s'en fait extraordinaire-  
b D.D. in d.l. defuncta. & l. in singulos ff. de annuis legat. l. si usufructuarius messum ff. quibus mod. usufruct. amitta

<sup>c</sup> Mais quand autrement les fruiçts sont acquis à aucun non à raison du droict qu'il aye, mais de la charge qu'il en a & porte sur ses espaules, l'on recourt à autre partage & diuision desdits fruiçts, les temperant & moderant au proportion du temps employé à ladite charge & office, à raison & proportion duquel, vne telle partition des fruiçts est dispensée. Et pour s'en esclaircir plus euidemment, & à veüe d'œil,  
c Titulo hic finitur lex §. his consequentibus lib. 2. feudorum.

posons pour sujet, vn beneficier deuëment pourueu auroit prins possession de son benefice au mois de Iuillet, & aux suiuaus mois de Septembre ou Octobre apres la recolte de tous les fruiçts entierement, venir à deceder: qu'elle iniquité, ou plustost absurdité y auroit-il, si nous venions à esgaler & comparer ledit beneficier ou autre Prelat ainsi decedé à l'usufructuaire, pourautant que le successeur au benefice seroit contrainct viure en extreme pauvreté & disette: & pos-

Y Y Y y y

sible au deshonneur & opprobre du Clergé mendier, par huit ou neuf mois entiers, sans aucun emolument des fruits. ny autre alimens, seruant neantmoins tousiours à l'autel, où au contraire, le defunct dans vn bien peu de temps de trois ou quatre mois, assemblez tous les fruits de toute l'année avec vn grand gaing de tout le reuenu, viendroit à enrichir les heritiers & successeurs. Par consequent il est de beaucoup meilleur, & plus conuenable à ladite equité Canonique, que l'Eglise retienne vers soy & en sa main, quelque partie des reuenus & fruits susdits du patrimoine de l'Eglise, pour d'iceux destinez pour la nourriture & entretenement des Clercs & benefiez, en ce que ne seroient ou pourroient estre honnestement & deuëment consumez, en reseruer quelque competante & ciuile partie au successeur audit benefice: autrement seroit fort odieux, & hors de toute raison & droit, l'heritier en emporter le salaire du seruice de l'office de Dieu que le defunct n'auroit encores accompli, & par mesme moyë le salaire de ce qu'il n'auroit deseruy & qu'appartient pour raison du seruice d'autrui. Qui fut la cause que l'Empereur Anastase, parlant aux heritiers *silentiariorum*, qui pretendoient telle & semblable chose, leur auroit rescrit, *non oportere labores*

*aliorum, alius fructum vel lucrum adferre.*<sup>a</sup> Et par mesme raisõ Plinius rapporte auoir esté iugé par le Senat, *aduersus heredes Scribae, qui ante legitimũ salary tempus decesserat.*<sup>b</sup> Seroit ce neantmoins

<sup>b</sup> Plin. lib.

4. Epist. 12.

ad Arrianũ.

trop dur & cruel, si cõtre les heritiers & successeurs desdits benefices nous iugions & respondions le mesme, sçauoir, qu'ils ne peussent prendre & cueillir aucune part ny portion de fruits: qu'auroit fait, qu'il auroit esté & iugé plus equitable, euegard au seruice fait par le defunct, luy deferer iusques là que de pouuoit transferer & transmettre autant de profit & emolument à ses successeurs & heritiers desdits fruits de sondit benefice, qu'il possedoit & iouyssoit en son viuant, qu'à raison du tout pouuoit monter le seruice qu'il auoit exposé en son deuoir Ecclesiastique, & deseruy en iceluy à cause de son benefice en son viuãt. Ainsi apres le decez de ceux qui auroient eu charge, & icelle faite & exercee en la gendarmerie, s'il y auoit quelques restes de viures ou gages, soit du public, & autrement, ou bien que quelque chose pour ce regard fust gaignee & acquise; la loy auoit ordonné le tout deuenir aux he-

ritiers & iceux eſtre baillé , iugé eſtre plus que raiſonnable: pareillement tout le ſuſdit partage deſdits fruiſts a eſté trouué bon eſtre reglé & téperé par quelque moderatiō d'equi té, telle qu'appartiēt à la matiere & de la forme, par exēple qu'entre mary & femme aduenant la diſſolutiō de leur mariage par mort, ou autrement telle qu'eſtoit entre es Payens & Ethniques permise, d'autant que cōme le mary a les fruiſts du dot pour ſouſtenir les charges du mariage:<sup>a</sup> de meſmes le Prelat, & tout autre Clerc beneficié, poſſede & jouyt des fruiſts & reuenus de ſon benefice Eccleſiaſtique non pas pour les gagner abſolument & de plain droit, mais aux fins que luy aſtraint & comme attaché au ſeruite diuin, employe leſdits fruiſts & reuenus en la cauſe de ſes viures, nourriture & entretenement. Et dauātage parce que toute Canonique inſtitutiō eſt dite & cenſee mariage ſpirituel,<sup>b</sup> il eſt fort conuenable & droiturier que les fruiſts & reuenus dotaux marchēt & che-  
 minēt à meſmes & parails pas, que les fruiſts ſuſdits & reuen<sup>c</sup> deſdits benefices. Parquoy tout ainſi que le mary obtient & emporte les fruiſts dotaux au pro rata, cōme dit Papiniā de la porttiō du tēps,<sup>c</sup> ou avec Pōponius,<sup>d</sup> & Iulianus,<sup>e</sup> pour la porttiō de l'ānee, Iuſtinian l'Empereur,<sup>f</sup> & Triphonim,<sup>g</sup> au prorata du tēps, & auſſi avec Paul,<sup>h</sup> au prorata de l'an. Pareillemēt les fruiſts des benefices ſoient-ils perceus ou à perceuoir, doiuent eſtre partagez & diuiſez entre leſdits heritiers & ſucceſſeurs au pro rata du tēps & pour ceſte partie de l'ānee, en laquelle ſera trouué le defunct auoir deſeruy ou fait deſeruir aux charges, frais & impēſes d'icelles, de ſon dit benefice; diſant, & à bō droit, Tertulian, *Nō poſſunt (inquit) ſeperari in mercede quos opera cōiungit.*<sup>i</sup> Dōt il a eſté fortequitablement aduiſé, delibéré & iugé par vne geometrique proportiō faite telle & ſemblable diuiſion des fruiſts ſuſdits au pro rata du temps entre le defunct beneficié ou ſes heritiers & ſucceſſeurs, & le ſuiuant ſucceſſeur audit benefice, ſuiuant laquelle diuiſion, les autres opiniōs reiettees, celle cy retenue pour plus veritable: & plus equitable: auoir eſté preiugé par pluſieurs Arr. des Cours ſouueraines de ce Royaume, auroit confirmé, raiſonné & prouué l'Aduocat Robert, & fort doctement à ſō accouſtume en ſes liures des choſes iugees au lieu que deſſ<sup>o</sup> à la marge

<sup>a</sup> l. ſi pater. ff. de iur. dot.

<sup>b</sup> cap. requiſiſti ex. de teſt a. cap. inter corporal. de tranſlat. episcop.

<sup>c</sup> l. ſi diuortio §. ſi fundiſſ. ſol. matr.

<sup>d</sup> l. ſi alienā ff. eod. tit.

<sup>e</sup> l. ſi marito. §. ultimo ff. ſol. matr.

<sup>f</sup> l. vnic. §. ſed & nouſſi- mi. C. de rei uxor. act.

<sup>g</sup> l. cō inſun- do. §. diuor- tio. ff. de iur. dot.

<sup>h</sup> Paul. tit. 22. lib. 2. re- cep. ſentent.

<sup>i</sup> de reſurrec- tio.



alib. 3. ca. 100.  
induc.

b en ses res-  
ponses liu.  
7. cha. 151.

ei. fructus  
alias Diver-  
tio, §. ad do-  
nationes ff.  
solu. matr.  
alib. de mū-  
di opificio.

cotté.<sup>a</sup> Où consecutiuelement il vient examiner ceste questiō, sçauoir comment se doit prendre & entendre l'an auquel le beneficié est decedé, pour transmettre à ses heritiers les<sup>12</sup> fruiçts à proportion & pro rata *anni*, que dessus. Laquelle bien que le sieur Caron n'eust oubliée en quelque part<sup>b</sup>, ç'a esté toutesfois comme en passant, & dit sommairement, qu'il<sup>13</sup> auroit veu iuger que sic'est dans l'an de la prinse de possession, que ledit an se prenoit du iour d'icelle. Mais au demeurant & quant à tout le reste ledit sieur Robert a plus ouuertement enfoncé la matiere, & ce qui en depend, pour l'auoir veu iuger diuersement & encores y auoir des preiugez de la Cour de Parlement de Paris, tout au contraire ensemble, & ce sur trois poinçts qui se debatent contrarians en soy diuersement: les vns constituant le commencement de l'annee<sup>14</sup> de la cueillette, au temps de la recolte des fruiçts: les autres au temps de la prinse de possession; les derniers & troisiemes au mois de Ianuier, Les premiers ne sont despourueus de raisons, les principales venans là, que quand il est question des fruiçts & diuision d'iceux, la cueillette & perception d'iceux vient à considerer & attendre, parce qu'elle semble constituer & ordonner l'annee en telle sorte, que non tant les douze mois & interualle d'iceux, avec le cours de l'an tournant, que la raison & cause de la cueillette & perception, face & dispose l'annee: de là procede que si le fonds produict fruiçts deux fois l'an (ainsi qu'en quelque pays se faire Pline rapporte) vn seul espace de douze mois fera & constituera deux anneess, à cause de la double recolte des fruiçts.<sup>c</sup> Et sur ce Philon le Iuif escrit<sup>d</sup> la creation du monde, auoir esté au tēps que les fruiçts estoient prests & meurs, & que tels la terre les auroit portez & produicts, aux fins qu'un bening & favorable hoste, tout ainsi qu'il vient à receuoir les conuiez<sup>16</sup> qui ne viennent voir chez luy gentement, mignonnement, magnifiquement, & honorablement sans les traualler ny faire languir en attendant que le banquet & appareil soit prest: pareillement la diuine & puissante bonté, au commencement voulust receuoir & tout premierement l'homme, excellent ouurage de ses mains, avec vne grande & magnifique largesse d'un banquet sumptueux & bien assaisonné, & tout



preparé, & sans autre frais ny coust. Or le commencement de la creation du monde sans doute auroit esté le commencement de la premiere annee d'iceluy; par ainsi, si, comme l'on dit, le Soleil alors estoit au siege de Libra, il sera veu fort conuenable que la mesme recolte des fruiçts ouure & ferme l'annee, & que par ce moyen l'an soit definy & constitué d'une cueillette des fruiçts iusques à l'autre & par consequent quand quelques fruiçts annuels sont leguez du reuenu des biens, ne sera besoing d'attendre ny esperer au mois de Ianuier ainsi que commencement de l'annee; mais seulement le tēps de la cueillette à laquelle les fruiçts sont perceus, ainsi qu'ailleurs est dit par la response de Papinian, <sup>a</sup> Et de mesmes par pareille raison, Boniface n'auroit voulu rapporter l'acquit des charges concernans les fruiçts de l'an & cours en iceluy du mois de Ianuier; mais seulement de la seule recolte d'iceux, *ut ipsa prestationis ratio ad nouos usque reditus referatur.*<sup>b</sup> Parquoy quand nous disons les heritiers du feu beneficier gaigner les fruiçts, au prorata du temps & portion de l'an, nous entendons & prenons iceluy tellement, qu'il prenne son commencement du temps seulement qu'on a accoustumé à prendre, cueillir & percevoir les fruiçts; & jaçoit qu'il y ait diuersité des fruiçts, les vns qui s'auācent, viennent & meurissent plustost; les autres qui tardifs recullent d'auantage & ne viennent si tost à maturiré pour estre cueillis & perceus avec les autres, ne les faut faire toutesfois pour ce regard & leur cueillette differents & diuers, ainçois en estimer, faire & tenir vne recolte & cueillette d'iceux chascue annee. Par ainsi en ceste question il faut & est de besoing prendre le temps de la cueillette du iour que les fruiçts plus aduancez, & plustost meurs viennent à estre produicts, & representez pour cueillir sur la terre, ce que le plus souuent & communement aduient au mois de Iuin: & pour ceste cause on a par tout & quasi ordinairement creu, l'annee de la cueillette deuoir estre prinse, arrestee & determinee dès le iour de la feste de Saint Iean Baptiste, iusques à l'annee suiuant, à tel & semblable iour, & dès le temps que nous deuons iuger & estimer l'annee commencer pour la definition & regle certaine de ladite diuision des fruiçts. Ce que par plu-

<sup>a</sup> l. firm. §. Paterff. quādo diei lega. ced.

<sup>b</sup> cap. present. §. porro. in verbo usque ad nouos reditus, de offi. ordina. m. 6.

a liu. 8. de  
ses respōses  
chap. 51.

b l. ita vulne-  
ratus. §. esti-  
matio. ff. ad  
legē Aquili.

c lib. 3. §.  
minorē. D. de  
minorib.

d l. de diui-  
sione D. sol.  
matr.

e Glos. d.  
DD. in cap.  
si propter de  
rescript. in 6.

sieurs arrests de la Cour de Parlement de Paris auoir esté pre-  
iugé plusieurs auroiēt rapporté, entre lesquels est celuy là du 17  
mois de May 1577. donne en la cinquiesme Chambre d'En-  
questes, que ledit Robert auroit au lieu que dessus à la marge  
remarque: les autres & seconds auroient pour ce regard vo-  
lu prendre le iour de la prinse de possession du benefice, & du 18  
quel iour ledit le Caron auroit escrit l'auoir veu iuger au cas  
que ce fust dans l'an de la prinse de possession. Parce qu'estās  
les fruiets du benefice destinez pour la nourriture, aliments,  
& entretenement du beneficié, il est equitable & encores rai-  
sonnable, qu'au prorata dur tēps que le beneficiier a cōmencé  
de seruir, les fruiets susdits aux fins & par ce que dessus, luy  
soient conseruez & acquis, dont n'y peut interuenir estimatiō  
& liquidation plus cōmode, & moins plus cōuenable diuision  
proposee, qu'en rapportant en arriere le iour du decez, au tēps  
precedent & iour de ladite prinse de possession: & ainsi (*in lege  
Aquiliana cū seruus occisus esset, de bebatur estimatio, quāti plurimi eo  
anno fuerat.*) Et telle façon qu'elle estoit faite par la loy, con-  
sidere & regarde ce qu'il auroit peu valoir 365. iours passez  
immédiatēment auant sondit decez, & de ce tēps faire l'estima-  
tion au plus haut de ce que ledit serf auroit peu valoir: dont  
on peut voir par le discours du droit, & ciuile raison, l'estima-  
tion de l'ānee se faire de momēt en momēt, & de iour en iour.  
Et par mesme raison & fondement, lors qu'il s'agist de la di-  
uision d'un fonds dotal le Iuriconsulte auroit respondu, qu'il  
falloit regarder le tēps, auquel iceluy fonds auroit esté baillé  
& deliuré, & du iour de la possession d'iceluy du mary prédre  
& compter l'ānee. De mesmes & tout pareillemēt en telles  
& semblables questions, quand les fruiets du benefice sont  
assignez & destinez à quelque vsage, il est besoing & exped-  
iēt considerer & regarder au temps de la vacacion, ou posses-  
sion prinse d'iceluy. Et dauantage venans à examiner la raisō  
politique de l'ānee, nous pourrions & à bonne raison dire, l'an-  
nee deuoir estre iugee & censée du mois de Ianuier premier  
d'icelle: mais quand il est question des fruiets, & que la seule  
consideration d'iceux est proposee, semble & iustemēt l'ānee  
commencer & finir d'une cueillette à autre suiuant, & telle en  
deuoir pour ce regard estre la cōputation vraye & solide: au-  
trement deuoir estre dit & estimé, quād la seule diuision des-

dits fruits & gain d'iceux est proposée, & qu'il s'agit de quel-  
 que portion ou rate de temps pour iceux acquérir & gagner,  
 car alors, *habita oneris & alimentorū ratione, ex die adeptæ possēsio-*  
*nis, regulā & initium cōputationi annorū præscribi dicemus.* Ce que  
 semble n'estre sans raison & moins sans autorité, mesme d'un  
 arrest de la Cour de Parlement à Paris, du 3. Aoust 1579. au  
 profit des heritiers de feu M. de la Garde, Conseiller en ladite  
 Cour à Paris dont ledit Robert aussi fait mention, au lieu que  
 dessus & à la marge d'iceluy: ce nonobstant & biē qu'il semble  
 que l'an en la matiere des fruits, se doive prendre du iour  
 de la despouille d'iceux, ceux sont estimez plus droicturiers  
 & raisonnables, qu'en ceste diuision & partage des fruits,  
 constituent & prennent le mois de Ianuier pour le commen-  
 cement de l'an, selon la computation ordinaire qui en est & a  
 esté des long tēps faite, fort conuenablemēt & commodemēt,  
 qu'est quand le soleil apres le Tropique hyuernal, apres le  
 cours parfait & absolu du Zodiaque, commence de retourner  
 vers nous: car comme ainsi fut, que deuant Numa entre les  
 Romains, l'an contiēt seulement dix mois, & qu'iceluy Numa  
 y eust adioustez Ianuier & Feurier: dès lors par le consente-  
 ment vniuersel de tous, Ianuier auroit cōmencé estre le prin-  
 cipe & vray commencement de l'an. Par ainsi en la diuisiō des  
 dits fruits des reuenus Ecclesiastiques, n'en peut estre faite  
 de plus equitable & commode, que de toute ancienne & inue-  
 teree Coustume, les reuenus Ecclesiastiques soient dispensez:  
 suiuant la reigle des SS. Canons & decretz, par le 1. Canon d'au-  
 cū de nos Conciles,<sup>a</sup> estans assez apparū & en resultant clai-  
 rement le 1. iour de Ianuier le temps passé auoir esté soleinne-  
 & solemnellemēt celebré, & encore nō sans quelque supersti-  
 tiō, & d'abondant les fruits estans deus à cause du seruice; y a  
 bien plus d'apparence de cōpter l'an, le iour qu'il commence  
 selon la computation ordinaire, qu'autrement le prendre au  
 milieu, ou autre parcelle, comme à bastons rompus: parce que  
 le beneficiar les a gaignez apres ledit iour à portion de l'an,  
 & quand au reste de l'an precedant, qu'auroit couru despuis  
 la despouille, bien qu'il ait esté sur ce reuoqué en doute,  
 s'il seroit eu esgard ausdits fruits, en contemplation &  
 mesme du temps passé & du seruice precedent, ou bien  
 que lesdits fruits vinsent aux alimens & entretenement

a Concil. An-  
 tisiodorens.

de l'aduenir, à ce destinez & preparez quasi comme par anticipation, le beneficiier cependant en grande disette & souffrance, s'il estoit contrainct depuis le mois de Nouembre attendre autre temps de moissons & de vendanges de l'autre & suiuate annee, toutesfois tout cela a esté comme assoupy & accordé, quand il auroit trouué meilleur, plus equitable & cōuenant d'en faire la cueillette & perception desdits fruiets à ladite feste S. Iean, par ainsi *medio anni tempore*, aux fins que par ce moyen, en quelque temps que le beneficiier vint à cōmencer à desferuir en son Eglise & astrainct au seruice de l'autel, pour le deu de son office, au pro rata du temps il peut prendre, percevoir & cueillir les fruiets ou de deuant cueillis, ou en brief par apres à recueillir & percevoir, en ordonnant & posant pour fondement ledit premier de Ianuier commencement de l'annee: en quoy faisant ladite diuision des fruiets, 19  
 outre que sera equitable, sera faicte & à proportion droictement egale, tout ainsi & comme elle se faisoit le temps passé & és temps des premieres canoniques reigles entre l'Eglise, qui representoit le successeur aux benefices, & le tutelair & possesseur du benefice, que par son espargne ou d'ailleurs des reuenus Ecclesiastiques, se trouuoit auoir acquis quelque chose, qu'estoit apres partie egale. 2 La cause de la perception, baille nommement droict à l'usufruituaire, mais nullement ainsi que nous auons dit au beneficiier: pour autant que tous les ans les derniers reuenus perceus ou à percevoir, se partent & diuisent au pro rata du temps: il s'en-  
 suiuroit donc vne grande absurdité, si nous venons à censurer & ordonner l'annee dès la mesme cueillette & perception des fruiets, qui ne donne aucun droict, & moins produict aucun effect: il est donc plus iuste & equitable si nous commenconstellement l'an au mois de Ianuier, aux fins que par tant de mois le beneficiier aura faict le seruice & deuoir requis en son benefice, il, ou ses heritiers & successeurs en emporte autant de portions des fruiets de sondit benefice, le surplus d'icelles reserué au successeur en iceluy benefice. Et ainsi auoir 20  
 esté iugé par arrest de la Cour de Parlement à Paris, donné pour reglement, & auec grande cognoissance de cause le 19. d'Auil 1578. rapporte ledit sieur Robert à la fin du lieu que  
 dessus,

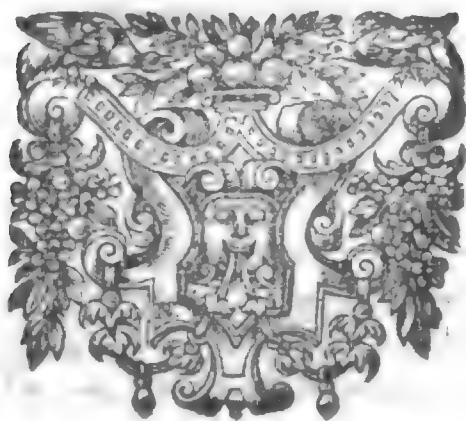
2. Can. 4.  
 Tolerans Cō-  
 silij 4.

dessus à la marge , où il vient à noter que combien qu'aucuns des arrests cy-dessus premierement alleguez soient posterieurs, si est ce qu'il estime ce reglement meilleur & plus certain, ayant esté confirmé par plusieurs autres arrests de la mesme Cour, que nous trouuons fort droicturiers, equitables & raisonnables; iusques à estre fait vn reglement & maxime generale & tenu pour droit certain entre l'heritier du defunct & le successeur au benefice, la diuision des fruiets, au prorata de l'annee deuoir estre faite, & ladite annee venir à commencer des le commencement de Ianuier suiuant la computation ordinaire. Ledit sieur le Caron en est de mesme aduis, & en cote d'autres arrests qu'il dict auoir remarquez aux memoires de monsieur Chopin, dont l'auiens allegué plus volontiers, y adioustant que luy mesme en auroit traité amplement au quatriesme liure de ses Pandectes, que ie confesseray libremēt n'auoir encores veu, quelque diligēce que i'aye peu faire d'en recouurer des nouuelles; s'il en y a & sortent au public, nous esperons les recouurer, si Dieu nous fait la grace de tant viure. Au surplus pour nostre regard confessons ingenuement n'en auoir veu arrest ny preiugé de ladiete Cour de Tholose, en propre & indiuidue hypothese, mais auoir entēdu qu'il se iuge & iugeoit ainsi il y a long temps en la grand'Chambre, où communement telles & semblables matieres se traitent; & ce des plus anciens & experimentez de la compagnie, desquels nous nous en serions toutesfois enquis & informez: seulement sur ce & pour la fin de ce Chapitre nous dirons icy que comme ainsi fut qu'en l'an 1600. feu Monsieur l'Euesque de Cahors, de la maison de saint Suplice, vint à deceder au mois de Iuillet estant Abbé commendataire de l'Abbaye de Marcilhac, qui fut apres donnee par la Majesté du Roy en faueur & contemplation de Monsieur de Chabaret, Gentil-homme ordinaire de sa Chambre, & Gouverneur de la ville & Citadelle de Figeac, entre ledit sieur, pour & au nom de l'œconome des fruiets de ladiete Abbaye, en attendant les prouisions du titulaire nommé, & Monsieur de Themines, Seneschal de Quercy, pour & au nom des heritiers dudict feu Euesque & Abbé, l'un desquels il estoit, suruint la

Z Z Z z z



mesme dispute que dessus sur les fruiçts de ladicte Abbaye, & de telle façon qu'ils s'en seroient remis à nostre arbitrage, pour lequel nous estans assemblez au lieu d'Aynac, parties au longouyes par des Doctes Aduocats qu'ils amenoient avec eux. Nous les aurions reglez à la diuision desdicts fruiçts de toute l'annee à la moitié pour chacun, aux charges tant ordinaires que extraordinaires pour cottité, n'ayant eu esgard pour le bien de paix à ce qu'en eust peu pretendre ledict feu Abbé, auoir surueſeu quelque peu de iours apres la feste Saint Iean Baptiste 'au mois de Iuin, les principaux fruiçts estans encores sur la terre. A quoy parties auroient acquiescé, & depuis executé l'accord, au grand contentement de tous leurs bons amis & parens, & rentrez en l'amitié qu'ils auoient eu tousiours ensemble; l'ont continuee & continuent depuis au grand contentement du public & vnanime accord au seruice du Roy auquel ils sont adstrainçts, ioinçts, liez, & affectionnez autant qu'autres seigneurs Gentil-hômes leurs voisins & de la France. Dont Dieu les y vueille maintenir par long iours; leur donner sa paix, & apres leur mort la vie eternelle.



---

CAP. C.

- 1 Des bons, foibles & simples commencemens, les yssues quelque fois fort mauuaise, dures & fortes.
- 2 Narratiue du fait.
- 3 Grande pour lors la crainte qu'on auoit de la Iustice, & grand respect qu'on portoit aux Ministres d'icelle.
- 4 Par arrest à Menaud prisonnier ouuertes les prisons, par vne grande douceur & clemence.
- 5 Grandes dissolutions toutes les annees au iour de Pasques à cause de la pretendue Coustume, sur laquelle la Cour bien que contestee appertement n'auroit ordonné chose quelconque.

**D**E s bons foibles & simples commencemens, les yssues en estre quelquefois fort mauuaises, dures, fortes & de pire & dangereuse consequence, tesmoigneront les tragedies es Poetes les ayant escrites, & encores les occupations & rauages des pays, en & parmy ceux qu'en auroient rapportees les Histoires. Nous en ce petit subiect que nous allons prendre, ne deliberons voler si haut, ainçois remper seulement par terre sur la possession d'un particulier & dans vne petite ville, que ie ne desaduoueray iamais estre le lieu de ma naissance, quelque reproche que quelques clabaudes m'en ayent d'ailleurs voulu faire voir tel que sur ma vieillesse i'aurois choisi pour y acheuer le reste des iours, qu'il plaira à Dieu encores nous donner en ce monde. Nous viendrons donc au subiect propose. Qu'est comme ainsi fut, que dans la ville de saint Cere, autrement sainte Sperie, au Viscomté de Turenne, il y ait vne maison des plus bonnes de la ville & fort ancienne, qui s'appelle communement de Viguié, & que leur principale habitation vienne ioindre à un petit fleuve passant au dessus de ladite ville, du costé duquel & de l'autre riue, ladite maison aye eu de tout

ZZZzz ij

en fin laisser la compagnie de feu Monsieur de Feuillens, avecq lequel nous estions, & que ie n'aurois pour son heureuse memoire fait doute d'icy nommer, & attester comme il m'en auroit prié, & prins nostre Greffier & Clerc apres auoir mandé le Procureur d'Office, avec lesquels nous serions allez droit audit pré, duquel approchans, la plus grande foule du peuple qui estoit assemblée, se seroit mise gagner au pied à vau de route; tant estoit grande la crainte pour lors qu'on auoit de la Iustice, & le respect de mesme qu'on portoit aux Ministres d'icelle: & y estants entrez, aurions veu envn coing d'iceluy, vn ieune homme sans barbe qui portoit en ses mains vn arbre qu'il auoit arraché ou fait arracher dudir pré, qu'il branloit & voltigeoit à son aise, & à l'entour de luy vn qui ioüet du fifre, & vn autre ayant en escharpe vn tabourin de Suisse, sans en ioüer toutesfois; nous ayant veus: lesquels avec quelque reste de canaille qu'il y auoit encores, nous aurions poursuiuy pour les faire & constituer prisonniers, ce que voyans, ils auroient tous gagné au pied & prins la montaigne conduisant au chasteau: où a l'aide de quelques honnestes hommes de la ville qui nous auroient suivis, aurions arresté prisonnier ledict ieune homme qui portoit au pré ledit arbre au lieu d'enseigne, lequel enquis de son nom, nous auroit respondu, qu'il s'appelloit Iean Menaud, & que ce qu'il faisoit, n'estoit que pour garder & entretenir les Coustumes. Surquoy luy ayant respondu, que cela tendoit plus tost à monopole & sedition, qu'à autres fins, l'aurions fait mettre prisonnier audit chasteau mis & baillé en garde entre les mains du concierge & Geollier: & quelques iours apres luy voulant faire son procez & nous preparans pour l'ouyr & examiner, aurions esté inhibez par vn relief d'appel à son nom du Seneschal de Quercy siege de Martel, auquel nous aurions deferé. Occasion de quoy auoit esté tant procedé audit appel, que ledit Viguié auroit releué appel en la Cour, de certain appoinctement interlocutoire donné par ledit Seneschal, auquel appel en la Cour & pendant iceluy ledict Menaud prisonnier, auroit esté conduit & amené en l'estat à la Cōciergerie, suiuant vn appoinctement à son nom obtenu de la Cour, & commissaire par elle deputé sur requeste à ces fins

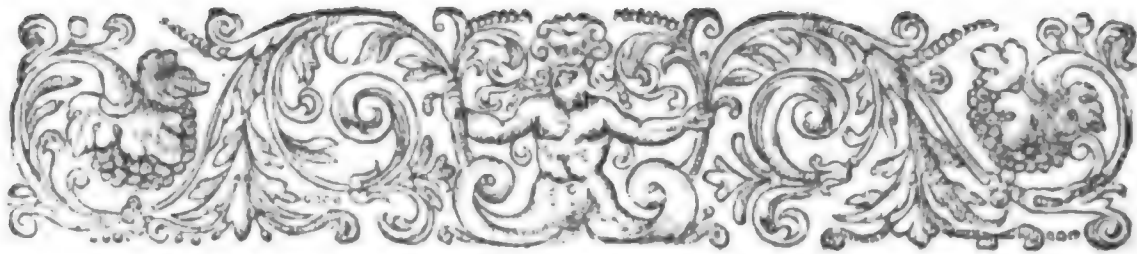
à son nom presentee qui donnoit mauuais augure du succez audit Viguié, attendu l'estat & qualité de l'appel, & en fin le procès conclud auroit esté iugé, l'arrest que sur ce fut donné estant de teneur. Entre messire François le Roy, cheualier de l'ordre du Roy, & Sieur de Chauin, tuteur de Héry de la Tour, Viscomte de Turenne, prenant la cause pour son procureur iurisdictionnel en la Chastellenie de S. Cere, & Rigal Viguié marchand dudit saint Cere, appellât du Seneschal de Quercy ou son Lieutenant au siege de Martel, & requerant l'interinement de la clause inseree en ses lettres d'appel pour estre releuez de desertion & fins de non receuoir y mentionnees. Le procureur General du Roy ioinct à eux d'une part, & Iean Menaud habitant de ladite ville de saint Cere appellé d'autre. Veule procès, plaidez faits en la Cour le troisieme Septembre dernier, & autres productions des parties, dit a esté que la Chambre seant en vacations a mis & met l'appellation & ce dont a esté appellé au neant, & euoquees les instances introduites entre lesdites parties tant par deuant le Iuge de de saint Cere, que Seneschal de quercy audit siege, a retenu & retient la cognoissance desdites instances, en laquelle a mis & met lesdites parties hors de procès & instances; & a ordonné & ordonne que les prisons seront ouuertes audit Menaud & sans despens, & a fait & fait ladite Chambre inhibition & defence tant audit Menaud que tous autres, ne faire ny commettre le iour & feste de Pasques, ny autres festes solemnelles aucunes insolences ny assemblees, tendans à dissolution & domage d'autrui sous pretexte de quelque coustume que ce soit, à peine du fouet & autre amende arbitraire: enioignant audit Iuge de saint Cere & autres Officiers tenir la main à ce que le contenu de cest arrest soit mis à execution selon la forme & teneur. Prononcé à Tholose en ladite Chambre de Parlement le 26. iour du mois d'Octobre 1565. ainsi signé de la Croix. Et par la est aisé à voir que au- 4  
dit Menaud furent ouuertes les prisons par vne grande douceur & clemence, dont le fondement en fut prins sur son aage bien qu'il passast le 18. d'iceluy, & au surplus les inhibitions y portees furent faites, sans toucher au faict de la coustume contestee à pur & à plein par ledit Viguié, mais non tou-

tefois, peut estre contre qui & ainsi qu'il appartenoit. Qu'auroit fait que depuis les partisans dudit Menaud, nonobstant toutes intimations à eux faites dudit Arrest, sous pretexte de ladite Coustume, & icelle, comme ils disent & font publier par tout continuant, ils sont tombez depuis & successiuelement de fièvre en chaud-mal, au lieu de ladicte continuation y apportant telles & si grandes dissolutions, toutes les années, qu'assemblez d'une religion & d'autre ainsi qu'en conspirans ensemble, ils y font & exercent telles depopulations, qu'il seroit impossible pouuoir penser & les descrire : les heritiers & successeurs dudit Viguié n'en pouuans auoir raison en façon quelconque. A quoy auroit beaucoup aydé nostre absence, qu'intervint apres ledit arrest par nostre vocation à autre & superieur office dudit Viscomté, & par ce moyen par installation d'autres Juges à nostre lieu, lesquels n'auroient pas esté grandement curieux à tenir la main à l'execution dudit arrest suiuant ce qu'il y estoit contenu, nonobstant lequel depuis tout y est allé en empirant d'une & d'autre part, pesle mesle s'y regeās & meslans ensemble, & à qui mieux mieux entre la foule y accourant. Dieu y vueille par sa sainte grace pouruoir puis que les hommes ne l'ont voulu faire ny fait, & moins en aucune sorte qui y approche: continuant tousiours en empirāt & sans aucun respect des inhibitiōs par autorité de la Cour faites, quelque coustume qu'ils puissent pretēdre ny fantazier en eux mesmes, & dont ceux à qui il appartient, sont contraincts caler voile sanss'en ozer tant soit peu plaindre ou remuer.

F I N







# T A B L E

## DES MATIERES

### PRINCIPALES DE CE LIVRE.

*Contenant toutes les notables decisions & definitions de Droit:  
avec le nom propre des Conseillers, Aduocats,  
& Auteurs y alleguez.*

<p><b>A</b></p> <p><b>A</b>ge, le delict n'a rien de commun <i>cum venia aetatis</i> 112</p> <p>Abbas allegué 140</p> <p>Abbez &amp; autres Ecclesiastiques en possession de prédre &amp; iouir des fruits de leurs benefices 903</p> <p>anciennemēt nō &amp; cōment dōc. 903. 904</p> <p>Abraham faict les lods, &amp; en baille le choix à Lot. 634</p> <p>Absence, si pour cause d'absence on est releué de l'expiration du retraict. 434</p> <p>Absent nommé pour estre donnee la donation faicte à vn present apres le present: tenu pour acceptant. 219</p> <p>Par faute d'acceptation la donation ne lairra pas d'estre bonne, &amp; valable le cas aduenü. 219</p> <p>Absent n'est presumé mort s'il n'est prouué. 629 presumé tousiours viuant, voire iusques à cent ans 630. Opinion contraire de Bartole reiettee. 633</p> <p>On ne se peut porter heritier d'un absent. 630</p> <p>Arrest conforme du Parlement de Tholose. 632</p> <p>Absolution d'excommunication comment poursuyue &amp; obtenue. 760. 761</p> <p>Abus &amp; appel comme d'abus. 757. Voy appel comme d'abus.</p> <p>Acceptation &amp; son defect ne preiudicie à vn absent nommé 219</p> <p>Acceptation necessaire aux donations. 583</p>	<p>Acceptation &amp; insinuation commencent l'effect des donations. 583</p> <p>Accessoire suit tousiours la nature de son principal. 54</p> <p>Accessoire est reduict à neant quād le principal l'a esté. 87. <i>sublata principali prescriptio non esse sublatum accessorium.</i> 513</p> <p>Accroissement s'il peut auoir lieu en contracts d'achapt. 487</p> <p>Accroissement n'a point de lieu en donation diuisee. 838</p> <p>Accroissement &amp; droit d'accroissance viēt quand il y a vacance. 848</p> <p>Accurse allegué. 46. 241. 373. 453. 482. 490</p> <p>Achapt par contract comment les droits d'accroissement y peuuent auoir lieu. 487</p> <p>Acheteurs en faict de retraict lignager, en quoy &amp; cōme quoy fauorables. 415. 416</p> <p>Acheteurs demeurent encore obligez, nō obstant le retraict &amp; cautions par les retrayans 418 doiuent estre indénisez, 419</p> <p>Acheteur par tous moyens peut obuier sans autre dol ny fraude à soy prouuoir contre le retraict lignager. 436. peut poursuivre contre le retrayant toutes pactions ou autres moyēs par luy moyennex avec des tierces personnes contre luy pour ledit retraict. 436. 438</p> <p>Acheteur n'ayant parfaict le contract s'il peut estre contraint à l'acheuer ayant baillē les arres 491. difference entre arres &amp; auance de payement 491</p> <p>Acheteur quitte de conclure la vente ayant</p>
---	---

A A A a a a

## Table

- baillé les arres en les perdant : mais non s'il a conclud & auancé payement. [492](#)
- Acheteur s'il est tenu en d'autres deuoirs seigneuriaux que ceux de son acquisition. [767.768](#)
- Acheteur fait refoudre tout le contract quand vne partie est eninee. [836](#)
- Acquereur nouveau, bien que singulier successeur, est contrainct hypothecairement à payer lods & ventes deües par son auteur & predecesseur en luy cedant par le seigneur les droicts & actions. [96](#)
- Acquisition faicte par le fils des deniers du pere reuient au patrimoine du pere. [427](#)
- Acte declaré nul ou faux, on n'est point receu à prouuer le contenu par tesmoins. [252](#)
- Action *ex mutuo* n'est point donnée aux oncles par la nuë confession du testateur. [3.21.](#) donnée toutesfois comme pour legat & fideicommis. [3](#)
- Action *ex debito* pourluyue sur confession du testateur pourluyui exclud de l'action testamentaire. [4.](#) distinction. [4](#)
- Action testametaire est excluse quand on est vaincu pour la mesme chose en action *ex debito*. [4.](#) difference entre personnes capables & incapables de legs. [4](#)
- Actions personnelles suiuent le possesseur du fonds, tant particulier qu'vniuersel, lequel tient & remplit la place du maistre de tous & chacuns les biens du debiteur. [25](#)
- Actions personnels ne suiuent *fonds possessorum*, estre entendu vn singulier & particulier successeur. [26](#)
- Actions personnelles se dressent expressement *contra vniuersalem successorem*. [26](#)
- Actions doiuent estre cedees par le seigneur au nouuel acquereur, luy payant les cens pour son auteur. [98](#)
- Action reuocatoire : *potius debemus considerare id quod est in natura actionis reuocatoria, que competere ad rem, quam illud quod est in nuda facultate soluendi pretium*. [178.](#)
- Actions de droict estroit & de bonne foy differentes entre Chrestiens n'y doit auoir difference. [468](#)
- Action pour vne condition recelle estimee personnelle *sed in rem scriptam*. [478.](#) ne descend de contract comme les causes personnelles. [479](#)
- Action n'ayant appartenü au defunct, sauoir si elle peut auoir commencement à l'heritier ou pour & contre. [525](#) la negative estoit anciennement vne reigle commune de droict. [525.](#) corrigee par Iustinian, & la raison. [525](#)
- Actions, leur achapt fort odieux & iniuste defendu de Droict Ciuil & Canon. [600.](#) infames. [600.](#) le cessionnaire puny de perte, le creancier quitte pour ce qu'elles ont esté cedees, vice de litige rompt le contract. [600](#)
- Actions d'immeubles bië que litigieux, les achats en sont bons nonobstant la loy. [601](#)
- Constitution d'Anastase corrigee par l'ordonnance. [601.](#)
- Actions se peuent ceder ou plustost donner gratuitement & en faueur de mariage & à parens. [601.](#) reserue la simulation. [601.](#) hypotheses & arrests sur ce subiect. [602. 603.](#)
- Actions penales se periment par an & iour. [684.](#)
- Action *negotiorum infortum* est donnée *ut intergerenti*. [696](#)
- Action donnée à vn pour tous es obligations indiuidues. [696](#)
- Action personnelle ne suit iamais le donataire. [816](#)
- Adiournement donné en retraict lignager est donné deuëment la nuict du dernier iour de l'an. [468](#)
- Administrateurs solubles ou insolubles en quel tēps doiuent estre regardez. [578](#)
- Administration ostee au pere les vsfruits ne luy demeurent, aliments luy sont donnez, opinion contraire debatue. [678](#)
- Adoption se peut faire tacite par vn testament. [787.](#) Adoptions faites en testamēts d'Auguste par Cesar, de Pison par Galba. [787](#)
- Aduentif, ce qui est donné par l'ayeul paternel au neueu est aduentif. [649](#)
- Affermes, voy fermes [649](#)
- Aduocats menacez de quelque prix à leur office. [793](#)
- Adultere, condamnez par adultere qui est en preference sur leurs biens. [663.](#) si la femme adultere perd son dot au profit du mary. [687.](#) distinction notable de Balde & autres. [688.](#) si deuant le mariage le mary n'estoit aduertý de l'impudicité de la femme. [689](#)



## des Matieres.

Accusation d'adultere contre la veuve par les heritiers quand est donnee. 690

Affiches de panonceaux royaux necessaires en saisies à peine de nullité. 125

Affis, Monsieur d'Affis autresfois Conseil ler au Parlement de Tholose, à present President à Bordeaux, sa louange. 395  
896.897

Affairemens entre mary & femme en fa-  
ueur de mariage exemptez du retrâche-  
ment ordonne contre les mariez conuo-  
lans à secondes nopces au profit de leurs  
enfâs de leur premier mariage. 112. pre-  
jugé expres du Parlement de Tholose  
sur tel subiect. 112. femme deboutee de  
l'inheritement de lettres en cassation  
d'affairemens, & la raison. 113

Agir ne pouuans par fin de non valoir, ne  
peuvent souffrir fin de non recevoir par  
prescription. 503

*Agnationis iure ad successionem admittitur ali-  
quis a hereditatem, & si decimo gradu fuis-  
sit. 309. le plus prochain licet unus sit a-  
gnatorum, peruenit ad eum hereditas. 311*

Aîné preferé & preferable à tout. 783. en  
clause indefinie d'un l'aîné preferable.  
783. aîné plus digne, meilleur & princi-  
pal que les autres. 783. la benediction pa-  
ternelle leur estoit deuë anciennement  
double. 783. preference aux aînez en  
tout, es biens & bonne grace. 784

Alberic allegué sur la Nouvelle de Constan-  
tin. 177

Alciat allegué. 620.731

Alexandre allegué. 91.208.732

Alexandre fait son testament, & comment  
baillé son anneau à Perdicas. 801

Alienation par les heritiers chargez de fi-  
deicommiss imputez en leurs quartes.  
235. Si telles alienatiōs imputables s'en-  
tendent & doiuent rapporter aux dona-  
tions & titres lucratifs. 236. si l'heritier  
chargé peut interuenir au profit du fi-  
deicommissaire mesme. 237. Ce qui n'a  
point changé de main, & n'a esté trans-  
feré à autrui, ne peut estre dit propre-  
ment aliéné. 238. *Alienatum in quartam  
imputari est sans dispute. 240. quod alie-  
num factum non fuit, alienatum dici non po-  
test. 240. alienus dicebatur, qui alienus factus  
fuerat. ibid.*

*Alienationem rei sue, iurisque sui, in alium trans-  
latione definit Seneca. ibid. non alienatur aut*

*absumitur quod in corpore patrimonij retine-  
tur. 240*

Alienation, comment on dit *alienationem  
fieri cum sua causa, qua esset futura si apud  
alienantem res mansisset. 486*

Alienatiōs des terres & biens de l'hospital  
cassées & rescindees par les arrests du  
Parlement de Tholose avec restitution  
de fruiets: precomptez les arrearages des  
rentes, & ores que prescription y fust  
498

Alienation des biens de l'hospital doit estre  
faite avec les mesmes solemnitez que  
celles de l'Eglise. 499

Aliments baillez par le contract de maria-  
ge ne peuuent estre demande, les dot  
& augment repetez. 64

Aliments tiennent lieu de l'interest de la  
dot. 84. esteints par le payement de la  
dot. 84

Aliments en esgard à la condition de la  
personne mesurent la legitime. 374

Aliments où sont pour subiect, fort fauo-  
rables. 577

*Alimenta sic accipere debemus ut alimenta du-  
rent. 578*

Aliments sont deus au pere en luy ostant  
l'administration du bien de sa femme  
defuncte. 678

Aliments sont deuz aux bastards. 772

Aliments ordonnez aux Prestres; voire  
gages à la gendarmerie spirituelle.  
907

Alluion que c'est & où a lieu. 341

Alluion que c'est & quel droit. 693.  
quand elle a lieu. 693

Ce qui est adiousté au champ par la rai-  
ne des eaux est nostre. 694. la iurisdic-  
tion y est augmentee au seigneur di-  
rect & le dixme au Curé. 694

Amendes selon Papon appartiennent aux  
fermiers qui sont du temps de l'adiudi-  
cation, & non à ceux dont l'affirme  
est passee. 72. Guido Papé affermant  
estre ainsi pratiqué en d'Auphiné. 73

Amendes & gabelles, leur difference. 73.  
*tempus delicti & non sententia attendi,  
in eo qui conduxit mulctas in genere, vel  
habet usumfructum iurisdictionis. 73*

Arrest allegué, par lequel est dict que  
les amendes appartiennent au fermier  
du temps de l'arrest & non de la senten-  
ce. 74

# Table

Amendes selon le droit Parisien & cousturier se poursuivent par action seulement. 95.	Arbitre donne la sentence sans appel. 858
Amendes se poursuivent en France par action seulement. 97. nul ne doit payer amende pour la temerité & contumace d'autrui. 536	aujourdhuy autrement les appellations en sont recenes. 858.859
Ammian Marcellin allegué. 763	Archeuesque donnant excommunication contre les Iuge, Mage & autres pour auoir debouté vn clerc de son renuoy. 714. Arrest contre. 715
Amour des peres enuers les enfans. 842. 843	Argent est cōpris sous le nom de meubles, compris avec l'or par les Romains sous le mot de <i>pecunia</i> . 17 Voy pecune.
An du partage des fructs au prorata comme s'entend. 910. fructs venans deux fois l'an. 910	Argent monnoyé & non monnoyé, pourquoy ainsi dit, leur difference. 18
An n'estoit que de dix mois du temps de Numa, lequel y en adiousta deux. 913. premier iour de l'an celebré avec superstition. 913	Argent dict simplement pour y comprendre sous ce mot l'argent en lingots & en œure. 18
An & iour du retraict comment se conte 434. Si on en est releué quand il est expiré 453. aduersité. 458	Argent monnoyé n'estre entendu par vn testateur sous le nom de meubles simplement. 19
An, dix ans de prescription d'hypothèque par vn tiers possesseur. 509	Argent mis & apposé en ventes casuelles sous paches commissaires, rendu & payé par le vendeur dans le temps accordé, renuoye les ventes à neant. 87
Anaclete Pape, la cōstitution sur la vacance & ordre des Prestres, ou Pasteurs. 575	Argent allegué en ses commentaires sur la coustume de Bretagne. 206
Anastase Empereur. 908	Argument de la roture au fief ne vaut rien, ne des fiefs aux rotures. 96
Ancharanus allegué. 975	Argument & illation du delict à la minorité, ny <i>à contrā</i> ne vaut. 118
Anciens, sont maintenant appelez clercs pourront tester <i>secundum leges</i> . 39	Argument de la tutelle à l'education bonne mais non contraire. 143
Anjou, au pays d'Anjou confiscation n'a point de lieu. 870. fors ès crimes de leze Maiesté diuine & humaine. 870	Argument de la tutelle à l'education & nourriture bon & valable. 399. mais au contraire non. 400
Anneau, tradition de l'anneau par les moribonds signe d'institution d'heritier. 801	Aristote, son beau dit sur la loy bien intelligible. 583
Antisthenes Athenien, son beau dit 685	Aristote allegué. 684
Antonin Empereur allegué 4.7	Arreages de cens compris ès lettres de <i>fendu</i> , pour deuoirs non faits. 95
Apostres ont donné les premiers reiglemens, & ont donné les premieres cōstitutions à l'Eglise primitive. 575	Arreages des cens & rentes doiuent estre payez par l'emphyteote. 97. difference appbrtee pour l'estimatiō & eualuation des cens & rentes entre les portables & querables. 101
Appel comme d'abus que c'est. 757	Arreages doiuent estre payez par les emphyteotes & tenanciers qui guerpiissent iusques au iour du deguerpissement. 109
Appel comme d'abus receu de rescripts du Pape 758. de prouisions par concurrence. 758. au futur Concile non. 758. apres les inhibitions faites les Officiaux & autres Iuges d'Eglise ont les mains liees. 759. est vne pratique ordinaire contre les excommunications. 759	comme quoy doit proceder si vn partisan indiuis offre pour sa part seulement, & s'il peut contraindre les autres à reprendre la part delaissee. 110
Appian allegué. 660	Arrest notable & hypothese sur laquelle il a esté donné au Parlement de Tholose, 110.111
Apulee allegué. 259	Arreages accessoiress du principal, & le
Aquila, la loy Aquilia. 912	
Aquilius, ancien Iuge & Iurisconsulte, son iugement sur le debte frauduleux cōfessé a vne putain. 4.6	
Arbitre, beau traict de Plutarque sur le mot d'arbitre. 224	



## des Matieres.

- suivant en distribution de deniers au Parlement de Paris. 852. autrement au Parlement de Tholose. 852. distinction entre arrerages, vrais fruits, & arrerages odieux. 852. vsures & interets arrerages odieux. 852
- Arerages** de rentes volantes en quel rang doivent estre mis en distribution de deniers. 852
- Arerages** s'ils se doivent payer en la monnoye de mesme valeur que lors qu'ils sont escheus. 892. debat notable sur la valeur de la monnoye. 892. on regarde le iour present. 893. arrest suivant ce. 864. contrariete par autre. 895. toutesfois resolu qu'il doit passer. 895
- Arres** donnees à vn mineur faisant promesse de vendre de son domaine, sçauoir si elles obligent. 491
- Autre chose** des arres baillees à vne vente, lesquelles quittant, l'acheteur demeurera quitte du surplus: autre chose d'une somme auancee en payement, auquel cas l'acheteur peut estre contraint acheuer & parfaire le contract. 492
- Arrests** des Cours souueraines *non esse omnium horarum, & temporu*: & que sous mesme toict & en diuerses Chambres se donnent bien diuers iugemens. 24
- Arrest** ayât vuidé vne question de droict, est superflu de ramener encores les diuerses & contrariantes opinions des Docteurs. 39
- Arrests** recueillis par feu Papon en son Recueil augmenté: mais l'augment non trop veritable reformé par l'hautheur 41. fort dangereux d'alleguer arrests, ou choses iugees par la bouche d'autres que des assistans ou de gens bien signalez. 51. 42.
- Arrest** de Tholose inseré par Papon en son recueil examiné en ses circonstances. 284.
- Arrest** de Paris suiuy par la Cour de Parlement de Tholose & de Bordeaux, estimé & balancé. 583
- Arrests** de Papon sur les donations fort diuers. 292
- Artisans** & gens mechaniques ont le naturel indocile. 369
- ascendans, in ascendensibus nunquam representationem locum habere.* 301
- associé, socius, signe socij mandato de re communi disponere non potest.* 696
- Aubaine** que c'est, appartient au Roy estrangers mourans en France, toutesfois ont le Roy pour leur heritier par ce droit. 307
- Aubaine** droict Royal, priuatiuement à tous autres Seigneurs. 768. 769. *Rex Francia bona extraneorum occupat per aubanam, vel iure Aubinagij, siue Albinatur.* 769. 770. droict d'Aubaine n'a lieu en Languedoc par priuilege special. 769. ny au Vicmté de Turenne. 769
- Auctorité** prestee par le mary avec quelle preuoyance doit estre faite. 571. ne l'oblige à payer le iuger contre sa femme pendât le mariage. 572. arrest à ceste fin. 573
- Augment** peut estre demandé de toute la dot, bien que non auparavant toute payee. 15
- Augment** onereux non subiect à priuation. 54
- Augmentum dotis ipsius tanquam patrimonium mulieri à priuatione superuacuum eximi debet.* 54
- chose leguee à vn de plusieurs venant à n'estre plus vient en augment à l'autre legataire. 341
- Augmentum legatarie cedit.* 341
- Augment** de l'augment adiugé à la femme. 646
- Auguste**, sa destinee escrete par Ouide. 639
- Aufone**, Poete Latin allegué. 683
- Aufonne** Conseiller au Parlement de Tholose. 589
- Authentiques** concernant les veufues patures d'un mary riche, avec vn arrest de Parlement de Tholose. 70
- Authetique** *bona damnatorum*, en faueur des veufues expliquée, & arrest interuenu sur icelle. 70
- Authetique** *Defuncto* expliquée. 296
- Acquisitions** faites par les tuteurs & curateurs pendant l'administration, ne peuvent entrer en condamnation avec la reddition de conte. 298
- Authetique** *defuncto* mise au Code par Irnerius expliquée. 303
- Authetique** *res que comm* expliquée. 452
- Autrement**, clause qu'autrement les parties n'eussent contracté, de grande efficace & valeur. 114
- Ayeul** preferé à la mere & autres proches parens nommez pour la tutelle avec elle. 147
- Ayeul** doit neantmoins faire inuentaire 147

# Table

La mere appelee, & les plus proches parens iusques au nombre de quatre. 148	deux aux bastards. 772. conciliation de deux arrests contraires. 772. 773
Differend entre l'ayeul paternel, & autre ayeul maternel, & ayeule maternelle sur la cote de la succession ab intestat d'un frere decede sans enfans ab intestat, vne sceur germaine d'iceluy à luy suruiuant avec le fufdit ayeul & ayeule. 295. Fernaud allegué sur ceste question. iugement & arrest sur ce interuenu. 296 297	Belizaire Capitaine. 812
Ayeul tuteur relaxé en reddition de compte des acquisitions par luy faites pendant son administration. 168. 300	Benefice, collation des benefices appartient au seul Euesque diocésain, s'il n'appert du contraire. 672
Aymo Craueta allegué. § 17. 741	Benefices non censez vauans du iour de la resignation, ains de l'admission. 673
Ayraud allegué. 260	pourueu que le tout sorte effect de la volonté des contractans. 674
	Benefices vauans en Cour de Rome ne peuvent estre conferez par autre que par nostre S. Pere dans le mois. 674. si le mois passe, la collation en reuiert aux ordinaires. 675. fruits de benefices acquis de plain droit aux Abbez & autres Ecclesiastiques. 903. anciennement non, & comment donc. 903. 904. fruits de benefices autrefois dispensez par l'Euesque & comment. 904. fruits des benefices, comment se doiuent diuiser entre le successeur & les heritiers du beneficier. 906. diuerses opinions. Beneficié accompagné à l'usufruituaire. 905 906.
<b>B</b>	Beneficier successeur n'est tenu d'entretenir les marchez fermez & louages faits par son predecesseur. 906. s'il n'est resignataire. 906. fruits du benefice comment doiuent estre partagez entre le successeur & les heritiers du defunct 907. 908. constitution canonique est dite mariage spirituel. 909
<b>B</b> Abut Conseiller au Parlemēt de Tholose. 788	Benefice d'inventaire empesche confusion des creances. 857
Bacquet allegué 32. 91. 126. 768. 771	Beneficiers comment leurs heritiers leur succedent. 303. autant de mois qu'il a seruy autant ses heritiers recoient. pro rata des fruits. 914
Balde allegué. 23. 33. 38. 87. 149 207. 306. 309. 317. 457. 461. 501. 689. 702. 731. 732 736. 798	Benoist allegué. 76. 191. 306. 317. 336. 389 883. 884. Monsieur Berail Conseiller en Parlement, personnage versé en science de droit. 6. 11. ayde de ses memoires à l'auteur allegué, 13. 14. & <i>alibi passim</i> . 17. 225. dit de Polias. 233
Barrole allegué. 8. 23. 29. 40. 208. 217. 286. § 17. 538. 544. 631. 635. 648. 669. 670. 690 694. 731. 829. 883. 896	Bertier Conseiller au Parlement de Tholose. 252
Bastard, quel don & legat peut receuoir de son pere naturel, & si ses enfans naturels & legitimes peuvent estre donataires & heritiers de leur ayeul. 32. Prestres ne peuvent donner à leurs bastards, ny enfans de bastards. 32. 33. peuvent neantmoins leur donner pour leur nourriture. 33. enfans naturels & legitimes des bastards sont incapables d'heriter à leur ayeul Prestre. 34. 35	Bertier President au Parlement de Tholose. 875
Bastards legitimez par subsequent mariage peuvent reuoker les donations, comme les legitimes. 163. sont censez proprement nais legitimes, <i>quantum ad effectum iuris</i> . 163	Bertrand en ses Memoires. 284
Bastardise appartient aux Seigneurs, trois cas concurrans ensemble. 770. ce que non, appartient au seul Roy, 770. Ordonnance ancienne sur ce. 771	Besongner depuis Soleil leuant & Soleil couchant par les vigneron, comme s'entend. 281
Bastards peuvent faire testament. 771. au Bastard succedent ses enfans nez en loyal mariage. 771. succede semblablement à ses enfans naturels & legitimes. 771. autrement des enfans naturels, bastard ne succede à pere ny mere, ny les parens du bastard ne luy succedent point. 771. donation de la mere au bastard n'ayant point d'enfans legitimes bonne. 771. alimens	Biens, defendu à vn pere de dissiper ses biens. 395

## des Matieres.

Biens retournes au donateur par naissance d'enfans non subjects aux hypotheques & autres charges imposees par le donataire. 175	se ne peut estre nostre 140
Biens distinguez inter gradum secundum pour la reigle paterna paterni, materna materni. 285. 286. & suyans.	<i>Cum ex pluribus causis idem non possit nostrum esse spectatur ultima quando habes antiquiorem causam.</i> 141
Biens ne sont dictz que les debtes payez. 815	Cause finale cessant l'effect cesse, la faueur du dot est cause finale. 829
Biens sont dictz, <i>deducto ere alieno</i> 866	Caution donnee par le retrayant lignager ne desoblige pas le premier acheteur. 419. non receue à Tholose quand il y a terme de payer 419. autrement en pays coustumier 418. 419. 420.
Blois & ce qui y suruint en 1588. occasion des troubles. 201	Voy pleg.
Bodin allegué. 195	Cedule portant promesse de vendre du mineur a vn tiers avec arres qu'il prend de luy, quelle foy & autorité peut auoir 491
M. Bonail Conseiller au Parlement de Tholose. 274. 849	Cedule sans cause est nulle. 520. 521. arrest à ce propos 521. & suyans. forme de ladite cedula sans cause 524
Bonifare en quel temps fait l'an. 911	Cedule de payer terme Prestre mort ou marié, quelle vertu & efficace peut auoir, 524. 526. arrest de la Cour sur ce subiect. 526.
Bourdin allegué. 196 199	Cedule doit estre reconnue pardeuant le Iuge seculier autre que le Iuge d'Eglise. 528.
Boutelier allegué. 899	Cedule reconnue par vn clerc pardeuant Iuge seculier, comment valable. 528
Boyer allegué. 92. 285. 446. 690. 734. 882	Cedule reconnue pardeuant Iuge incompetent doit encores estre reconnue. 229.
Buhet Conseiller au Parlement de Tholose. 24	Cedula sans datte si elle porte hypothecque & garnison. 530
Bugnion en ses Loix abrogees. 285. 545. 826	Arrests interuenus sur ce subiect és escriptures priuees la loy ne desnie les solemnitez qu'aux autres contrats. 531
Bulgare ancien glossateur controuerse la forme de prescrire les prestations annuelles. 99. 100	Cedula recogneu ou auerec emporte hypothecque. 852
<b>C</b>	Cés, rétes & autres deuoirs indiuisibles, & l'vn paye pour tous. 107. si l'indiuuidité se peut ceder à vn contre les autres, en payant tout. 107
Adilhat Conseiller au Parlement de Tholose. 291.	Cens & rentes constituez en vn espece de monnoye doiuent estre payez & acquitez en la mesme. 647. si non que par téps prescript il aye esté autrement payé. 647
Cahors ville principale de Quercy dit autrefois Cahorsin, y a siege Presidial 223	Rentes payables en escus sol se doit faire en mesme espece, bien que rehaussez de prix. 647. opinion des Docteurs au contraire 647. decretale de Gregoire à ceste fin. 648
Caius Iuriconsulte appelle les cas exorbitans simplement cas. 386	Cepole 695 la cautelle 595
Calcedoine 575. Concile y tenu. 575	S. Cere autrement S. Sperie, lieu de la naissance de l'auteur. 917. s'y est retiré sur sa vieillesse. 917
Calomnie, c'est vne espece de calônie d'accuser quelqu'vn de ses bonnes mœurs bien que ciuilement 11. 3	
Cantabres, entre les Cantabres les maris donnent dot aux femmes & les filles sont instituees heritieres. 669	
Caprations & pratiques condamnées en testamens. 806. 807	
Caron allegué 808. 810. 811. 818. 819. 829. 844. 849 854. 855. 863. 870. 872. 873. 894. 912	
Cas esquels le fils est contraignable pour le pere, & le pere pour le fils. 383. 384	
Cas exorbitans des regles generales & communes, appelez simplement cas par le Iuriconsulte Caius. 386	
Monsieur Caumels Conseiller en la seconde Chambre des Enquestes 249	
Caumels Conseiller au Parlement de Tholose. 752	
Cause, par plusieurs causes vne mesme cho-	



# Table

Ceremonies & formalitez sont plus superstitieusement obseruees en pays de coustume, qu'en pays de Droit Escrit. 313	Choppin. 293.294.335.426.431.434.452.508.510
Cerfs viuent trois cent ans. 698	Choppin a escrit sur les Coustumes de Paris. 452
Certification des criees pardeuant qui se doit faire. 127. se fait sans salaire, sinon au Greffier pour son acte. 127. Voy criees.	Choppin allegué. 772.777.823.873.915
Certification des criees est vn acte qui se fait partie non appellee ny ouye, & n'y peut donner empeschement, ny prouuer autre vñance ny coustume que la certifiée. 128	Chose faite ne se peut rendre pour nō faite. 29
Cessionnaires, quel des deux est preferē en rachat & retraict conuentionnel. 238. 239	Chrestien doit oublier les iniures. 684
Chalardu escrit sur l'ordonnance. 371	Chrestiens ne doiuent faire difference entre les actions & contractz de bonne foy <i>Et/stratiuris.</i> 471
Chancelier de France, son autorité grande & quelle. 387	S. Chrysostome. 461
Charité recommandable qu'on s'y peut tromper, biens d'Eglise ne sont que depots de pieté. 764. n'estoit anciennement departie qu'aux captifs pour la querelle de Dieu. 764 si les captifs pour leurs crimes s'en doiuent ressentir. 764	Ciceron assurant la seuerité salutaire. 268
Charondas. 93.101.104.107.132.150.151.208.210.211.214.215.	Ciceron allegué. 185.699.701.745.842.870
Charondas allegué sur les coustumes de Paris. 126.232.250.252.256.257.263.266.271.309.347.419.426.431.441.443.455.456.461.510.511.822.	S. Cyprian allegué. 887
Charondas a escrit sur les coustumes de Paris. 443	Circuit de formalitez qui ne sert de rien au fonds, éuité de la Cour de Parlement à Tholose. 315
Charondas allegué. 520.523.528.563.585.588.589.597.602.641.705.709.739.741.767. <i>Et/ alibi passim</i>	Cisteaux, les Religieux autresfois fort deuots & pleins de zele. 638. munis de beaux priuileges, mesmes pour les dixmes. 638. Voy dixmes.
Chassaneus. 13.426.508.708	Cité ou ville, non seulement mise au nombre & rang des prochains parents lignagers, mais encores preferēe à toute autre priuēe & particuliere en ce qui concerne le benefice du retraict. 451. raisons & fondemens quant à ce amenez prins de Choppin sur les Coust. de Paris. 452
Chauuel President Presidial au bas pays d'Auuergne, sieur d'Aurillac. 502	<i>Clementina de vita &amp; honestate Clericorum.</i> 714
Chemins à qui les reparatiōs des chemins appartiennent. 651	Cleres pour iouir du priuilege de Clericature ne doiuent estre tauerriers ny de mauuaise vic. 714. ladite Clementine obseruee. 714. arrest suiuant icelle. 714. Clerc debouté de son renuoy. 214
Si l'on peut contraindre le voisin de donner chemin pour aller à son fonds & cōment. 651	Clerical conuoité pour les grāds dons faits à l'Eglise. 175
Chenu allegué. 122.140.144.153.632	Cleres ne peuuent tester. 39
Cherruees absous par le tesmoignage enuoyé signé & scellé de Lucillus. 259	Cleres peuuent tester <i>iure militari.</i> 39
Cheuaux & mulets avec leurs bastz leguez si les cheuaux trouuez sans bastz y sont compris. 359	Cleres contraints par arrest de Paris à recognoistre leurs cedules pardeuant les Iuges Royaux, sur peine de saisie de leur temporel. 529
Choppin. 65.74.93.107.127.135.208	Cnemon se plaint dans les enfers d'auoir fait testament à vn à la charge du reciproque. 808
Choppin corrompu par l'Imprimeur. 179	Codiciles & clause codicilaire si elle peut estre estendue par le Notaire es testaments sous les <i>Et/ cetera.</i> 39. 40. vigueur de la clause codicilaire. 682
Choppin amené au liure de <i>Moribus Parisiorum.</i> 226	Cognition n'estend son degré que iusqu'au dixiesme degré, autrement incogneue du Droit Ciuil. 309
	Collateraux

## des Matieres.

- Collateraux iusqu'ou la representation a lieu. 301. *in collateralibus ultra fratris filios non extendi.* 301
- Collation de benefices appartient au possesseur, bien que resignant iusques au iour de prinse de possession de son successeur. 671. est mise au nōbre des fruiets d'un Euesque. 671
- Collation des benefices appartient ordinairement à l'Euesque Diocésain, sinon qu'il apparaisse du contraire. 672
- Collation des prebendes appartient à l'Euesque & au Chapitre ensemble. ou avec le conseil du Chapitre, ou au Chapitre seul, ou à l'Euesque seul: diuerſes opinions. 672
- Collation faite d'une prebende à un par l'Euesque seul, & par le Chapitre à un autre, sans que les parties accordent d'as le temps, toutes les deux prouisions sont nulles, & vient au superieur à pouruoir. 673. qui est en possession de conferer, peut conferer. 673. en doute des collations suffit d'auoir le droit de presenter. 673. y a temps prescript de droit à faire les collations. 675
- Collectifs adioustez és substitutiōs qu'emporte. 68
- Commise se fait par ingratitude. 683
- Commissaire se doit establir auant la premiere crie sur peine de nullité. 134
- Commissaire ne se doit establir de la personne du pourſuiuant crie es ny opposans 135. laboureur ne peut estre Commissaire des biens de son seigneur. 135. paſſan & subiect deschargé du sequeſtre de son seigneur. 136. constitutions de Diocletian, Maximian & Constantin 135. Ordonnance du Roy François 135. verifiee simplement à Tholose, & comment. 176. 177
- Commissaires doiuent estre necessairemēt establis en toutes crie es 557. Ordonnance de Blois sur ce fait. 558. Laboureur ne peut estre Commissaire. 559. cela mal obserué. 559. temperament & moderation y apportee par les Cours de Parlement. 560
- Comment se doit entendre l'Ordonnance, qui porte ledit establissement sur peine de nullité des crie es. 561. cela estre vne forme essentielle & substantielle, arrest des grands Iours de Rion. 561. la Cour ne le garde exactement ny toute l'Ordonnance sur le fait des crie es. 562
- Commissaires appellans de leur establissement mal fondez. 817
- Commissaires establis parlans à l'un d'eux avec charge de le faire ſcauoir. 818. l'autre à qui n'est point signifié n'en n'est point tenu. 819
- Communauté ne peut estre contractee par force. 835
- Compensation ne se peut faire d'une chose donnee *ad fideicommissi partem.* 239
- Compensation ne se peut faire de son bien à autre sien: mais se doit faire de ce que l'on doit à ce qui est deu. 475
- Mineur ne peut compromettre sans espoir d'estre restitué. 858. nature du compromis. 858
- Compromettant, tel compromis n'est nul *in ſiſure*, pource qu'on en peut appeller s'il y a grief. 859
- Comptes, Auditeurs des Comptes accordez & esleus à Tholose. 155
- Concile de Calcedoine. 575
- Concile de Latran. 576
- Concurrence de la femme & des mineurs en vne reddition de conte, leurs raisons, quel des deux doit emporter le denant. 485
- Condamnation aux Galeres emporte confiscation au Parlement de Tholose. 118
- Condition es donations si donnant *non suscepit liberos.* 178
- Condition s'il decede sans enfans qu'importe, & comme s'entend. 377
- Condition *si sine liberis*, si elle se purifie auant la mort de l'heritier institué, ſcauoir pour lors qu'il se seroit fait Prestre 403.
- Cuias sur ce allegué & expliqué, avec l'Arrest de Bordeaux sur ce ament. 403.
- Cuias entendu & expliqué au contraire de ce qu'il a esté allegué 405. La Cour de Parlement à Tholose a tousiours receu la transmission de l'esperance de la substitution conditionnelle, au profit & en faueur des descendans en droite ligne du testateur. 402
- Conditionnelle substitution, l'extremité de la condition y vient à estre considerable & entendue. 406
- Conditions sont communement personnelles. 478



## Table

Condition inferee en contemplatiō de certain genre, appartient à tout & nō à partie. 657	Confratries & congregations defendues, legats à elle faits employez ailleurs. 369
Conditio donnée à deux, vn seul ne la peut accomplir. 696	Consanguinité n'estend son degré que iusques au dixiesme. 308. 309. cognation differente. 309
Condition <i>si sine liberis</i> . 879. 880. 881. 882	Consignation en matiere de retraict lignager. 443
Confession faite à la mort par le testateur de debte personne là des tiers ne donne action <i>ex mutuo</i> mais ouy bien de legat & fideicommiss. 3	Consentement du mary ne peut liberer la vesue de peine se remarquant dans l'an du deuil. 42. 50. 51. 52. 53
Confession faite à la mort par le testateur d'un debte duquel n'appert point presumee frauduleuse. 3. n'emporte preuve. 3 sinon que le serment y soit adiousté. 3	Consentemēt de la femme quand il parait la vendition. 432
Confession de Varron en faueur de sa pailarde rescindée. 4. 5	Constantin Empereur. Sa constitutiō pour l'administration paternelle. 148
Confession faite par erreur n'opere disposition & ne preiudicie aux heritiers. 4. 7	Constantin Empereur. Sa constitutiō pour les sequestres. 135
Confession que vaut & sa force. 692	Constantin Empereur Sa constitution pour la reuocation des donations par suruenance d'enfans. 161. 162
Confessio d'un emphyteote ou censier, voy Emphyteote.	Constantin Empereur, son rescrit pour la donation. 589
Confessions auxquels le droict & la nature repugnent, valent neantmoins. 702	Constantinople. Son Senat. 353
Confession hors iugement n'induit obligation, mais preuve la debte, 702	Constitution de Iustinian interpretee. 27
<i>Confessione sola non mutatur personarum aut rerum status</i> . 703	Constitution permettant de donner aux bastards expliquée. 32. n'a lieu es Prestres & gens d'Eglise. 32. 33
Confiscation suit ordinairement au Parlement de Tholose la peine des Galeres. 118	Constitution de Valentinian pour les prescriptions de trente ans. 90
Confiscation de biens, où leur prest confisqué n'a lieu contre ou vn qui s'est volontairement pendu & estranglé. 207	Constitution de Iustinian pour la prescription des prestations annuelles. 100
Confiscations sont ordinaires à Tholose pour crimes capitaux. 865. detractions sur icelles, & quelles & comment. 865	Constitution de l'Empereur Zenon. 115
Confiscations es cas privilegez appartiennent au Roy. 865. vne troisieme distraitte. 865. franche de debtes. 866. sur les confiscations se prennent les amendes & frais de iustice. 866. Seigneurs y sont tenus virilement & par portions. 866	Constitution de Constantin Empereur pour les sequestres. 135
qui confisque le corps, confisque les biens 868. homicide de soy-mesme condamné à estre pendu, la confiscation sauue. 868. 869. confiscation sauue en vn autre homicide, à cause de la Coustume d'Anjou, où confiscation n'a lieu. 870. 871	Constitution de Constantin pour les administrations paternelles. 148
distinctions sur les confiscations des meubles & des immenbles. 871. confiscation court contre vn criminel ayant confessé, mourant depuis auant condamnation, 875. n'y a pourtant damnation de la memoire. 876	Constitutions penales Romaines ne s'observer en France, commēt doit estre pris & entendu. 149
	Constitution de Constantin pour la reuocation des donations. 161. 162
	Constitutions de Diocletian & Maximian pour les reuocations des donations. 165
	Constitution de Iustinian pour la reuocation des donations. 166
	Constitution de Iustinian pour la Trebelianique & fideicommiss expliquée. 234
	Constitution de Iustinian preferant les freres conioints des deux costez à ceux qui ne le sont que d'un. 284
	Constitution de Iustinian pour les successions <i>ab intestat</i> . 297
	Constitution nouvelle de Iustinian pour les successions <i>ab intestat</i> expliquée. 382
	Constitution imperiale sous le titre de se-

## des Matieres.

condes nopces examinee. 488	bons & valables. 363
Constitution de Iustinian pour la preferen- ce de la femme à tous autres creanciers. 492	Corneus. 511. 517
Constitution de Iustinian pour les prescrip- tions de quarante ans, & de la correctiō faite pour ce regard. 495	Cornee allegué en ses conseils. 864
Constitutions ou reglemēs de l'Eglise pri- mitiue louables & admirables. 575. pren- nent leur source des Apostres. 575	Les corneilles vivent trois cens ans. 698
Consuls, Syndics, Procureurs, & Commis n'ont point de salaires. 155	Correlatifs ont mesme interpretation & di- scipline. 16
Contestation n'est necessaire en retraict li- gnager pour empescher d'expirer l'an & iour, pourueu qu'adiournement soit dō- né dedans ledit temps. 453. 454	Couarruias allegué. 648
Contrat contenant seulement promesse de vendre ne tombe en retraict. 480	Courban, nom du Thresor public des Ra- bins. 276
Contrats de bonne foy & <i>stricti iuris</i> , diffe- rends. 469. la differēce en doit estre ostee entre les chrestiens. 469. 470	Courbesos, arrest de luy ainsi appellé, alle- gué. 441
Contre les contrats produicts les faicts de frauder & simulation alleguez n'en reiettent la preuve sur le produisant, si non en presomptions autres que <i>iuris &amp; de iure</i> .	Cour de Parlement de Tholose ne vacile point en ses iugemens. 42
Contrat n'est point tousiours & tout pre- sumé estre fait par la femme, <i>in iugatione &amp; seductione mariti</i> . 55. 56	Cours souveraines, ames du conseil publi- que. merueilles du monde, & ports assen- rez de la liberte 588
Contrat d'achapt, comment les droicts d'accroissement peuuent auoir lieu. 487	Cours de Parlement ne se rencontrent pas tousiours semblables en leurs arrests, nō pas quelquesfois mesme l'une mesme en diuerles Chambres. 830
Contrats debattus de faux ou nullité on n'est receuable à prouuer le contenu par tesmoins. 253. 254. faicts de dol, fraude & simulation receu à prouuer par tes- moins contre l'ordonnance de Moulins. 255. 256	Cours souveraines, les oracles des Prince s 579
Contrat, <i>es alienū</i> , ne peut estre diuisé. 696	Cour de Parlement à Tholose humaine en- uers vne pauvre mere qui tua vn Capi- taine forçant sa fille 271.
Contrat simulé pretendu par le lignager pendant la discussion qu'il en fera, l'an du retraict ne court. 441	Cousins succedans <i>ab intestat</i> , commēt. 292
Difference entre contrats & testamēs. 839	Cousins appelez à la succession de leur on- cle par souches. 294
Contumace & desobeissance du fils enuers le pere, comme quoy punie & chastiee. 390. Arrest au long de la Cour de Parle- ment de Bordeaux. 391	Coustumes permettant le retraict aux plus lointains parēs sās dol & fraude 476. 477
Corbeaux vivent trois cens ans. 698	Coustumes se doiuent interpreter à la veri- té & proprement. 430
Cordeliers ne peuēt tenir ny posseder re- gulierement rien de propre, soit en com- mun ou en particulier 362. leur pere spi- rituel le peut toutefois 362 fait les pour- suites au nom du Procureur general 362	Coustume du retraict lignager pour le res- fort de Tholose est seulement locale en quelques lieux particuliers. 132. confor- me en quelque chose à la Coustume de Paris. 132
Legats à eux faits payables. 363	Coustumes contraires au droit civil ob- serué à Tholose pour les successions <i>ab intestat</i> . 283. 284
Cordeliers de Prouins. Legats à eux faicts	Coustumes de Tholose pour les successiōs <i>ab intestat</i> . 289
	Coustume de Paris renforçant en vn article la precription y traictée. 508
	Coustume des lieux obseruee à Tholose pour le payement des maneuures. 281
	Coustume de France pour la substitution & succession du religieux profez, & s'il he- rite ou non, tant <i>ab intestat</i> , que par testa- ment. 377
	Creancier n'a prouue suffisante de la debte par la nuē confession du testateur. 3
	ce que luy vaut telle confession 3
	s'il est personne capable de legs, luy

## Table

vaudra pour legs 3. <i>à contrà</i> , ne luy vaut sinon que serment y soit apporté, & con- fession du serment. 3	moins contre elles sont restituez les mi- neurs. 551. hypothese à ce propos & ar- rest fauorable pour les mineurs. 551. 552 553. 354
Creancier ne preiudicie à son obligation solidaire en prenant payement d'un seul. 749	Criees doiuent estre certifiees, & pardeuât qui, 355
Creanciers peuuent poursuiure vn fils des herité de demander sa legitime pour es- tre payez. 751. 752	Arrest de Paris que la certification se doit faire pardeuant les seuls Iuges Royaux. 356
Creancier, s'il pent s'aider des mesmes droits de son debiteur reculant à ce faire. 343 pour l'affirmatiue arrest de la Cour de Parlement à Paris, donné toutesfois de grace. 344. à la rigueur la negatiue pro- cede de pur droit, pourquoy & com- ment, nonobstant routes considerations au contraire. 343. du droit des creanciers enuers leurs debiteurs. 349	Le contraire obserué à Tholose, où elle le peut faire pardeuant les Iuges ordina- res des lieux où sont assises les choses. 346. suffit que la certification soit faite par tous les moindres. 345. bien qu'en moindre nombre que de dix. 346. Voy Commissaires. Voy lequestre.
Creanciers, les abus produits par eux. 413. remedes y apportez par l'Empereur. 413. arrest du Parlement de Tholose portant cassation des executions abusiues appel- lees par gaste & garnison. 413	en Criees est nommément obserué ne ven- dre point plusieurs immeubles ensemble mais à part & sepagement. 365
Creancier qui a receu son deu ne peut plus estre subiect à restitution du prix, bien qu'il fust posterieur à d'autres. 605	Est obserué qu'on publie & qu'on vend & en bloc & sepagement. 365. Voy de- cret.
Creanciers non tenus en cas d'euction à la restitution du prix receu par eux en paye- ment de leur deu. 607	Criees inualides par defect des affiches & panôceaux royaux 125. saisie tient neâr- moins. 125. frais perdus par les creanciers sans espoir de repetition. 125. Edict des criees. 125
Creanciers de gages & loyers & autres cho- ses qui se prescriuent par trois ans & six mois, leur remede contre telles prescri- ptions. 275	Criees & vente par decret purgent le vice de commissioire. 84
Creancier & de la prescription contre luy par vn tiers possesseur. 512	Criees estans parfaites doiuent estre certi- fices, pardeuant qui 127. salaire n'est deu pour telle verification. 127
S'ils sont tenus au gariment des heritages qu'ils sont vendre par decret. 604. voy criees.	Criees faites à la charge des frais & mises, y compris les espees & apres-disnees. 129
Creanciers, Oadonnance contre eux, es re- stitutions fauorables des femmes & mi- neurs. 214	Criees ne se doiuent faire sans establissem- ent de Commissaire. 134. Voy Cômîs- saire.
Creanciers & leur priuilege empesche que la reuocation des donations puisse estre tiree en arriere. 177	en Criees & distractions, si le creancier est tenu au gariment, ou à rendre le prix en cas d'euction. 604
Creancier, fils peut venir comme creancier & non de son chef. 355	Debiteur en est tenu. 604. 605. nullement le creancier. 606. 607
Creation de l'homme avec quel apparat. 910	Crime ne doit estre puny auant qu'il soit commis. 843. où est le crime, là la peine, & non ailleurs. 844
Creation de la terre en ses fruiets meurs, 910. en quel signe le Soleil estoit lors. 911	Croix venerable, on iure deuant elle 465 Arrest vulgairement appellé de Croset 589
Creditor selon le droit civil <i>misteretur in pos- sessionem bonorum debitoris.</i> 135	Crozet, arrest de Paris appellé l'Arrest de Crozet, touchant les insinuations. 216
Criees sont de grande efficace. 550. neant-	Cujas alleguè. 249
	Cujas. 71. 93. 97. 166. 183
	Cujas. 294 384. 403. 404. 510
	Cujas alleguè, expliqué sur la condition si

## des Matieres.

<i>sine liberis.</i>	403	ment tuez 763. cruauté d'un Empereur.
Cujas entédu & expliqué tout au contraire de ce qu'il est allegué.	405	763. peines diuerses contre les debtors.
Cuias allegué.	584.602	704.705
Curateurs acquerans pendant leur administration s'ils entrent en reliqua avec la redditiō de compte, & s'il est acquis aux mineurs.	299	Dece allegué en ses conseils. 17.18.73.829
Cynus allegué.	100.103.231.417	Dece allegué.
<b>D</b>		304.482
<b>D</b> Aphis premier President à Bordeaux, 494. Voy Aphis,		Deceptiō d'outre moitié de iuste prix contraint supplier la iuste valeur ou quitter l'heritage. 85. purges par supplement conuentionnels. 85. lods sont deuz du supplement.
Datte requise en tous instrumens & contracts.	529	Decision Neapolitaine.
Sçauoir si obmise en vne cedula, la cedula n'emporte hypothèque & garnison.	531	Declaration de la Cour de Parlement de Tholose sur l'ordonnance de Moulins.
Datte obmise en testaments ne les rend moins valables & de moindre effect.	531	167. quelle n'a lieu sinon es pactes accessoi res alleguez non escripts, & non es pactes principaux.
rend toutesfois l'instrument preiudicia ble seulement aux parties qui cōtractent & à leurs heritiers & non aux tierces per sonnes pour la priorité.	531	167.268
Datte des testamens n'estant leuë aucune ment à l'ouuerture qui s'en faisoit par deuant le Preteur.	533. editiones sine die & consule sibi deb. r. ne qui. l. exco. n. iur. è die & consule. & pralato die fiat.	Declaratiō du testateur presumee non ve ritable s'il n'en appert autrement: com me quoy elle vaut. 3. quarante iours ou plus long temps arbitraire mis aux de crets, avec hypothese interuenue & iu gee. 567. interuention supposee d'un sei gneur direct. 567. acquiescemens com ment y receus.
Dauid termine la fin de l'homme à septan te ans & à quatre vingts.	698	568
Monseigneur le Dauphin fils aîné de Frâ ce appelé pour succeder à la Couronne, ne iouit du priuilege des mineurs, & la raison.	742	Decrets & ventes par iustice d'importance. 124. quelle 125. s'y faut conduire sage ment, vn defaut aux solemnitez l'irrite entierement.
Debiteur, anciennemēt son bien estoit mis en possession de tous ses biens.	135	125.126
Debiteur, Vlpian expliqué en ces mots, <i>Sal uo iura de histori.</i>	368	Decret d'un Empereur fort remarquable a uec l'abus introduit par plusieurs crean ciers.
Debre personnelle confessee par le testa teur à son trespas presumee estre legs, s'il n'en appert autrement. 3. presumee frau duleuse, si elle est faite à personnes inca pables de legs.	3	413
Debre cōfessée ainsi n'est point tenuë prou uée. 3. limitation & exception.	3	Degré prins pour generation.
Debre declaree par erreur, s'il en paroist de partie, ne preiudicie pour le surplus.	5.9	<i>diadex</i> expliquée.
Debtes passees in <i>fideicommissarium.</i>	418	666
Debtors pour ciuil font cession, les autres reçoient peine corporelle arbitraire.	762.763	Degrez en substitutions comme se fait, ou par fouches ou par indiuidus.
Debtors n'ayans de quoy payer ancienne-		657.658
		Degrez aux substitutions commēt se pren nent.
		664
		Degrez aux successions & aux mariages se prennent par generation.
		664
		Ce mot <i>Degré</i> , comment se peut prendre.
		664
		Delation de serment au demandeur en re trait lignager pour se purger s'il veut retirer pour luy les biens vendus.
		464
		Delay de payer fait vendre la chose beau coup moins.
		417
		Delict n'a point d'illation ny de conséque ce à la minorité, ny au contraire.
		118
		Delicts & forfaits cōmis le iour & la nuit, grande difference.
		460
		Demons ou Dieux domestiques, leur vie & mort.
		667
		Demosthene allegué.
		669.764.858
		Denier de l'Euangile, <i>Nonne de denaro diuino</i>



## Table

*conuenisti mecum?* 279

Deniers destineez pour estre baillez à credit n'y viennent point en legat de meubles. 17. 18.

*Deportatus in insula*, estoit restitué du temps de son exil 117

Depost & si l'on est receuable à prouuer qu'il n'a esté mis es mains excédant cent liures contre l'ordonnance de Moulins. 267. 268.

Descendans, & autres noms collectifs apposez es substitutions qu'emportent. 68

Descendās, ou qu'ils soient pareils en mesme ordre & degrez, ou biē diuers & d'autre ordre, les plus prochains viendront tousiours à y estre preferez 302. raison de Fernand y amence 302

Desertions des appellations, la Cour de Parlement à Tholose n'en a receu l'ordonnance. 264

Dés maintenant comme dés lors, & dés lors comme des maintenant clause coustumièrè es vèrès commissioires, expliquée. 83. s'entend du iour du contract & non de la condition. 83

Desobeissance d'un fils enuers son pere, cōment punie par arrest. 390. 391. 392. 393 394. 395

Despens n'emportent hypothèque que du iour de l'adjudication d'iceux. 851

Despens accessoiress du principal le suivās. 852. autrement au Parlem. de Tholose. 852

Despens en retrait lignager font partie du prix. 133

Despens sont contenus en l'obligation du principal sous la clause generale des Notaires a peine de tous despens, &c. 536

Des Portes Poete François a traduit les Pseaumes de Dauid. 698

Dessein & euenement requis. 438

Diacres peuuent tester *iur. militari*. 19

*Diadoxi* s'entend de generation, & cōment 669

Diction vniuerselle 362

Dieux domestiques ou Demons combien ils viuent 667

Difficulté quand ne peut estre dite impossibilité. 652

Diocletian Empereur, sa constitution pour l'exemption des laboureurs & rustiques de la charge de laboureur. 135

Diocletian Empereur, sa constitution pour la renocation des donations. 165

Diodore Sicilien' alleguë. 152

Discussion de meubles ne doit estre faite auant que venir aux immeubles. 121. *en* contre les mineurs au Parlemēt de Tholose. 122. au contraire au Parlement de Paris. 122

en Discussion l'heritier sous benefice d'inuentaie est mis en ordre de priorité & posteriorité pour les droicts cedez qu'il auroit euz des *creanciers*. 541. & aussi de son propre 541. preiugez en ce fait de la Cour de Parlement à Tholose. 542

Discussion, despens suivent le principal & alloquez en mesme ordre. 537

Dommages & interests suivent l'ordre, le rang du principal. 547. la Cour de Tholose ne le reçoit pourtant qu'en certains cas speciaux. 538. 539. *abrogé* le rescrit qui le porte. 539

Discussion de meubles non necessaire en criees. 543. necessaire neantmoins en fait de mineur 544. *contrariété* de iugemens à Paris & Tholose. 544. 545

Distraction des legitime & Trebellhanique commët se peut faire par l'heritier chargé. 20. 21

Distributiō de deniers, si les despēs y viennent selon l'ordre du debte, ou de leur adjudication. 851. au Parlement de Paris suivent le principal & les arerages, à Tholose autrement 852. difference des arerages, & en quel rangs doiuent estre *mis* 852. n'ot leur hypothèque plus haut que leur terme d'an en an. 852

Distribution, l'ordre qui y est tenu veut que si les premiers ne la demandent, les autres la puissent demander

Distribution de deniers, en quel rang vient l'heritier par benefice d'inuentaie pour la debte 857. les dommages & interests accordez par contract, la Cour de Tholose en ce differente aux autres Cours souveraines. 857

Diuisiō d'heredité du viuant du pere. 824. 825. Voy heredité, transaction.

Dix ans, voy ans.

Dixmes augmentez ou diminuez par la rauine des eaux, ou l'alluuiō. 694

Dixmes, priuilege oëtroyé par les Papes aux Religieux de Cisteaux pour les dixmes des terres qu'ils cultiueroient par leur main 638 comme quoy cela s'entend, restriction par le Concile de Latran pour les terres acquises auparavant



## des Matieres.

- iceluy, & non qui s'acquerront apres, à qui les doiuent payer. 638. exception s'ils pactisent autrement. 638. hypothese particuliere. 638
- Dixmes** fondees sur le droit cōmun. 642. ne se prescriuent par quelque laps de temps, que ce soit. 641. 642. se prescriuent entre mesmes Ecclesiastiques 643. changeans de main, ils rentrent au premier & ancien estat. 643
- Dixmes** se prennent sur nouveaux acquereurs, quelque exemption qui fust precedente. 643 Curez y maintenus. 644
- Dol**, reçoit exception de dol celuy qui tire promesse ou stipulation sans cause, & agist pour icelle. 644
- Dolus respz**, comme entendu, donne lieu à la restitution. 57
- faits de Dol** recens à proposer & verifier contre les contractz, au cōtraire de l'ordonnance de Molins. 255
- Dommages & interests** suiuent le principal, & sont mis au mesme ordre. 538
- Domicile** du defendeur en retrait lignager doit estre suiuy. 478
- Donataire**, s'il peut estre conuenu au lieu de l'heritier. 25
- Donataire à cause de mort**, le possessoire luy est desnié. 318
- Donataire** ne doit estre adiourné pour le paiement des legitimes, ains l'heritier seul, sinon subsidiairement apres estimation faite. 65
- Donataire sous condition** s'il decede sans enfans, & en faueur de mariage, peut eslire lequel qu'il luy plaira. 9
- Donataire** est à dire singuliere successeur, personnelle action ne le suit point. 816. sinon qu'il soit donataire vniuersel, & de l'heredité. 816
- Donataire de tous biens** est tenu pour heritier, & obligé aux debtes du defunct. 26
- Donataire** doit insister à estre mis en possession des choses donnees, *conditio ne à Iustiano reperta.*
- Donateur** peut donner vne piece de plusieurs donnees en reseruant que le donataire sera recompensé sur l'autre moitié. 230. vn particulier ne le peut faire au preiudice des autres parlonniers.
- Donateur** ayant donné quelques terres par contract de mariage, s'y reseruant quelques sommes d'argent, ne peut pourtant vendre la piece, & arrest sur ce interuenu. 233. apostillateur du Recueil de Papon, refuté tenant le contraire. 232. 233
- Donateur** vivant ne peut auoir en sa vie successeur vniuersel. 25
- Donateurs**, loix des donateurs, & des donations, doiuent estre entierement gardees, chacun estant modérateur & dispensateur de son bien propre. 228
- Donation** debattue à vn frere puisné par des aînez à faute d'insinuation. 223
- Donation de la mere au bastart**, n'ayant point d'enfans, bonne. 772
- Donation reciproque**, à la charge de se maintenir en viduité est reuocquée par second mariage. 886. 887. 888. 889. 890.
- Donations**, & autres dispositions d'un defunct declarees nulles pour les plus prochains, 311. 312 Si la reuocation des donations pour iniures se prescrit. 684. conflict d'opinions.
- Donation permise aux peres à leurs enfans naturels & bastards**. 32. ne s'estend aux Prestres & gens d'Eglise. 32. 33
- Donation reuocquée pour vn mariage** fait par des enfans mineurs, sans le consentement du pere. 744
- Donation à laquelle l'heritier** auoit consenty. 411. 412. 413
- Donation par preciput & aduantage** emporte prohibition de rapport. 789
- Donner & retenir ne vaut**, en quel pays, & comment doit estre entendu. 228. hypothese iugée au Parlement de Paris, où ceste reigle a lieu. 228
- Donation dōt le donateur à retenu les sce-des & minutes deuers luy**, ne vaut. 229. telle reigle ne peut valoir en pays de Droit Escrit. 230
- Donation & fideicommission** ou substitution, comment peuuent subsister en vn mesme subiect. 13. 14
- Donationem factam fauore matrimonij ex liberorum masculinorum filia per matrem, non impedire, quin mater donatoria, vnum ex his eligere possit.*
- Donation** se peut faire aux bastards & enfans de bastards du tiers de tous biens. 33. ne peut estre faite de propriété, limitations. 34. on peut donner pour les nourriture & alimens. 34
- Donatio habenda pro non conclusa veluti quam*

## Table

- voluisset donator à sua potestate pendere.* [229](#)
- Donner & retenir** est quand le donateur s'est reserué la iouissance de disposer librement de la chose donnée, ou qu'il demeure en possession iusques au iour de son decez. [230](#)
- Donatiō de cottité**, en quel temps les portions considerables, ou de la donation ou de postérieur testamēt, ou de la mort du donateur. [850](#)
- Iugement des arbitres** sur la donation debatue de faute d'insinuation. [224](#) partage és Chambres d'Enqueste à Tholose, conolusions des gens du Roy, & arrests confirmatifs. [225. 226. 227](#)
- Donatiō faite à la femme entre vifs**, la femme peut donner à personne estrangere, sauue la legitime. [878](#)
- Donation à cause de mort reuocable** par suruenance d'enfans. [733](#) [734](#) fait singulier. [733](#) transaction sur telles donatiōs [734](#) si elles sont rescisoires. [735](#) tāt pour mineurs que pour maieurs. [735](#)
- Donation inofficieuse** pour n'auoir pas donné legitime aux enfans. [235](#)
- Donation avec clause de reuersion** au donateur faite à deux donataires, l'un decedant sans enfans n'y a lieu d'accroissement pour l'autre. [736](#) l'heritier du donateur preferable à celui du donataire. [737](#)
- Donation se peut reuoker** par ingratitude. [683](#). debat & iugement sur [ce. 684](#). se reuoker par iniure. [684](#)
- Donation à cause de mort** par vne fille de famille mariee sans autorité de pere, neantmoins depuis autorisee, approuuee par arrest. [23](#)
- Donation muable** au commencement prēd vigueur de la persistance de la donatrice
- Donatiōs en absence** des donataires n'ont effect que du iour de l'acceptation. [582](#). Ordonnance sur les donations [582](#). acceptation & insinuation. [583](#). Si la donation peut estre reuokee auparauant l'acceptation. [583](#). Arrests fort diuers sur ce subiect & conciliez. [583](#). Selon l'ancien droit donation ne pouuoit estre faite sans acceptation. [584](#). [585](#). abrogé par l'ordonnance. [585](#)
- Donation esteinte** si le donataire meurt auant que l'accepter. [585](#). hypothec sur ce subiect [585](#). [586](#). Insinuation requise en toutes [donations. 587](#). & pourquoy. [588](#)
- Donations faites à des enfans** qui ne peuvent parler ne sont nulles à faute d'acceptation [589](#). mineurs sont aussi releuez du defect d'acceptatiō. [590](#). & avec quelles circonstances. [591](#)
- Rescrit de Constantin Empereur.** [589](#)
- Faveur des donations pour la cause.** [591](#) nō semblable à celle des mineurs en l'acceptation. [592](#)
- Donation nulle** vaut quelquesfois comme fideicommiss. [598](#)
- és Donations entre coniointes personnes** quelquesfois aucunes des solemnitez y sont remises. [597](#)
- Donation en contract de mariage**, quels defauts peut auoir. [608](#) grāde hypothese & iugemens sur ce subiect. [608](#). [609](#) & suiuaus. Si le defect d'insinuation se peut debatre par le donateur ou son heritier. [618](#). [619](#). contraires arrests de Paris & Tholose. [619](#) [620](#). Ordonnances & loix alleguees à ces fins. [619](#). [620](#). [621](#) & suiuaus.
- Donatiōs ores que faites en faueur de mariage**, subiectes à la reuocation par naissance d'enfans. [160](#). constitutiō de Constantin. [160](#). diuerses considerations amenees au contraire, de peu ou point de prix [161](#). [162](#). mesmes reuocables par enfans legitimez par mariage, bien que conformé à l'article de la mort [162](#). lettres aux fins de reuocation. [163](#). constitutions de Diocletia & Maximian voulans que telles donations fussent inofficieuses. [164](#)
- Donation non reuokee** par le pere testateur, les enfans suruenus toutesfois la reuquent [172](#) arrest à ceste fin [173](#)
- Donateur s'estāt reserué les vsfruits** n'empesche la reuocation. [173](#)
- Donations faites sans aucune reserue**, & le donataire mis en possession reelie n'empesche la reuocation par naissance d'enfans. [174](#)
- Donataire ne se peut plaindre** s'il n'a preueu auant que donner les inconueniens qui en peuvent naistre [180](#)
- Donation pour remuneration de seruces** n'est purement donation, ains partent de chose due. [182](#)
- Donatiō surpassant les merites** reputee gratuite, simple & propre liberalité. [183](#). [184](#).
- Donations

## des Matieres.

**Donatiōs remuneratoires** ne sont reuocables quād les merites montent à la moitié. 189. erreur de ceux qui tiennent ceste maxime refutée. 186. 187.

**Donateurs** ne pouuoir contreuenir à leurs faicts & leurs heritiers y estre precisemēt tenus, comme s'entend. 191.

**Donation parfaite** trois choses y sont necessaires & quelles. 195.

**Donations en faueur de mariage**, mutuelles, reciproques à suruie & autrement onereuses estoient anciennement exemptes des insinuations. 196. 197.

**Donations à cause de mort**, sont reuocables iusqu'à la mort. 197.

**Donateurs chargez** anciennement des insinuations, autrement aujour d' huy. 204. Voy insinuations.

**Donations des biens assis en diuers lieux & sieges** doiuent estre insinuées en chacun de ces sieges. 208.

**Donateur à faute d'insinuation** le temps passé peut reuoker. 210.

**Donation *propter nuptias***, subiecte de droict à insinuation. 213. si non faite aux mineurs. 213.

**Donation à plusieurs** à la chage de reuersion au donateur ou aux siens en cas de defaut d'enfans, l'vn mourant si la reuersion a lieu ou accroissement aux autres. 837. si elle se pour dire fideicommiss, raisons pour l'accroissement. 837. les parts estants faictes, & les choses separees, accroissement n'a point de lieu. 838. la reuersion adiugée & iugée. 838. 839.

**Donations** ne peuvent estre reuoquees vne fois parfaites, au preiudice du donataire sans son consentement. 234.

**Si alienations imputables** es quartes se peuvent rapporter aux donations & titres lucratifs. 236.

*ex Donatione* on est debiteur volontaire. 239.

**Donation** ne se peut prendre pour restitution en partie du fideicommiss. 239. la raison pour ce que cela seroit *ante diem vel conditionem*, *Uideo non ita restitutio facta fuisse ut testator rogauit.* 239.

**Donation faire à cause de mort** se rend entre vifs par les clauses y apposees. 241. la cause de mort doit estre examinee en l'estat que les affaires estoient du viuant de la donatrice. 241.

**Donations faites aux enfans**, bien que

fermes & valables, neantmoins quelquesfois peuvent estre reuoquees pour certaines causes futuenantes singulièrement quand elles sont faites à des filles long temps y a, au preiudice des enfans nasses du donateur & freres de la donatrice. 264. 265. hypothese approchant de ce, avec arrest sur icelle. 265. conciliation, avec autre arrest du Parlement de Paris. 266.

**Donation du mary** ayant enfans du premier liēt à vne seconde femme par contract de mariage. 814. si la vesue est tenue aux debtes. 814.

**Donation entre vifs** vient franche de debtes. 814.

**en Donation vniuerselle & d'une heredité** les debtes y sont comprises. 815.

**Donation par promesse**, bien que non, autrement adueine vaut comme donation. 652. nonobstant toutesfois telle donation l'ayeul peut donner à emphyteose les heritages donnez. 652.

**Donations pour les rendre fermes** les faut insinuer. 217.

**Donation faite à vn present & acceptant à la charge** qu'apres sont decez, les biens donnez ou partie appartiendront à vn absent nommé, est bonne & valable de droict en faueur dudit absent. 219. 220.

**Donac Conseiller** au Parlement de Tholose. 701. 739. 897.

**Dot & doüaire fauorisé**, l'hypothèque s'en prescrit par trente ans. 92.

**Dot de la femme priuilegé**, avec le b en des mineurs en leur reddition de compte 485.

**Dot selon les coustumes de Tholose** s'augmente d'un tiers au profit de la femme. 645. gain sur gain n'est raisonnable. 646. Si la femme doit auoir augment de l'augment ainsi iugé 646. hypothese du pere qui *munda filia de dote egerat.* 245.

**Dot maternel** se doit imputer en la succession des nepueux. 797.

**Dot** ne peut estre executé sur le mary pendant le mariage, quelque authorié qu'il aye prestee. 571. 572. 573.

**Dot** se repetant, scauoir si l'augment tout entier se peut repeter, ou sinon *parata* de ce quelle a esté payee. 15. arrest à ce propos, bien formel. 15. 16.

*Vxor pramortua, cognita per eum carnaliter,*  
CCCCC



## Table

*vel traducta, maritū lucrari, dotem quod sit.* 19  
**Et contrario** la femme gaigne son augment. 16.  
**Dot** ne peut estre demandee avec les augmentments, quand la femme iouyst del'usu-fruict qui luy est legué. 7  
**Dot** appartient en propriété à la femme, & les fruicts au mary. 571. sçauoir si c'est de droict naturel, des gens ou ciuil. 571  
**Dot & douaire** est acquis au mary par l'adultere de la femme, & les distinctions notables. 688. limitation. 689  
**Dot & augmentments** estants repetez on ne peut plus demander les aliments & habitation baillez par le contract de mariage. 8  
**Somme** donnee par l'ayeul à la niepce *pro dote ob bene merita, non computatur in dote datam postea à patre.* 649  
**Entre les Cantabres** les marys donnent dot aux femmes. 669.  
**Dot** maternel peut estre poursuiuy par l'enfant comme debte. 355  
**Douaire** compris avec le dot & de mesme suite. 688  
**Doute** en chose douteuse ne peut estre induite à demption de legat ou fideicommiss, estant autrement de foy odieuse. 331. 332  
**Droict** ciuil contraire à l'ordonnance du Roy François de 1539. pour la perquisition des meubles. 121  
**Droict** Romain pratiqué à Tholose differend du Droict coustumier quant aux successions. 283. 284  
**Droict** Escrit n'est receu que comme vne police equitable, accommodee à nos mœurs & façon de viure. 540  
**Droict** incorporel *possideri non intelligitur* 738. cession ne vaut deliurance. 738. est possédé *cum ipso corpore.* 738.  
**Droict** nouueau de Iustinian. 21  
**Droict** de France le mort saisit le viif. 346.  
**Droict** y supplier appartient au Prince. 71  
**Droict** Romain obserué par tout le Languedoc. 763  
**Droicts** naissans d'un contract, ont leur effect du iour d'iceluy. 78. 79  
**Droicts** d'Eglise se prescriuent par quaranteans & des Maladeries & Hospitaux, & faut qu'en chacun d'iceux

mesmes solemnitez soient gardees pour les alienations. 495  
**Droicts** seigneuriaux, si le seigneur peut demander à l'achepteur autres droicts seigneuriaux que ceux de son achapt. 767  
 contraires opinions. 767. tenu de faire cession d'actions pour les arerages 767  
 peut faire saisir hypothecairement. 767 768  
**Du Molin** amené en vne de ses consultations. 129. Voy du Molin.  
**Monsieur Durand** a esté premier President à Tholose, & au parauant Aduocat general premier. 116  
**Durand** President à Tholose, veut que tous les Samedis la Cour se reconcilie & concilie en ses arrests. 24  
**Durand** President à Tholose marry d'une prononciation d'arrest sur la grace d'un meurtre fait par vne mere contre un Capitaine voulant violer sa fille. 271 274  
**Duret.** 335  
**Dynus** allegué. 736. 829

## E

**E**cclesiastique se rencontrant peut arrester le cours du nom. 660  
**Ecclesiastiques** aujour d'huy en pleine possession de iouyr & dispenser les fruicts de leurs benefices. 903. autrement non 903. 904  
**Ecclesiastiques** ne doiuent auoir autres parens que Iesus-Christ & les pauures. 904  
**Ecclesiastique** discipline des premiers Prelats toute differente. 904, autorité de S. Hierosme. 905  
**Desordre** des Ecclesiastiques. 905  
**Fruicts** des Ecclesiastiques comment se diuisent entre le successeur au benefice & les heritiers du defunct. 905  
**Ecclesiastique** acomparé en la perception de ses fruicts à un usufructuaire. 905 906  
**Aucuns** Ecclesiastiques offencez contre l'Auther pour auoir trop librement dit la verité. 715. doiuent respecter la loy, les Roys, la Cour. 715. excuse de l'Auther. 716  
**Ecclesiastiques** incompetens de cognoistre d'action de retrait, hypotheques, interdits ou causes possessoires. 478.

## des Matieres.

- Edict du Roy Henry sur les crices.** 125. & les annotations de Monsieur le Maistre sur iceluy. 125  
**Edict de Moulins pour les insinuations de toutes donations.** 168. 206  
**Edict des meres n'a iamais esté publié à Tholose, *adificium solo cedere debet.*** 746  
**Edifice ruyné, l'usufruit est esteint.** *ibid.* ce qui peut rester d'usage l'usufruit en est estimé. 747  
**Education du pupille où se doit faire lors qu'il y en a debat entre la mere remariée & les parens du pupille.** 142. 143. 396. 400  
 argumentation de la tutelle à l'education bonne, mais non au contraire. 143. 399 400  
**Eglise & ses constitutions Apostoliques.** Voy constitutions.  
**Eglise primitive plus belle en ses reiglemés.** 375  
**En chaque Eglise son Pasteur, & commér.** *ibid.*  
**Eglise favorable aux donations pour la cause pie.** 391. non toutesfois tant que les mineurs & impuberes. 392  
**Eglise n'est point excusée de la rigueur de l'ordonnance pour les insinuations.** 214  
**Eglise, on ne prescrit contre elle que par quarante ans.** 104  
**Eglise Romaine instituée heritiere, blasme des Docteurs, & comment.** 381  
**Eglises d'Orient & d'Occident prescriuent par cent ans.** 496. par quarante en fait de particuliers. 497  
**Eglise ne prescrit que par quarante ans.** 91  
**Electeurs & nominateurs d'un tuteur suffisant & en apparence capable au temps de la nomination devenu insolvable depuis icelle, ne sont tenus subsidiairement ny autrement d'aucune prestation de reliqua ny autre chose pour ledit tuteur envers ses pupilles.** 157  
**Election se perd par le mary se remariant.** 24  
**Emancipation.** 426  
**Emancipé voulant retraire par lignager.** 427  
**Emphyteose prise & acceptée par le pere *pro se & liberis masculis*, donne election au pere de transferer la chose à celuy des masses qu'il voudra.**  
 L'ayeul peut donner à emphyteose les heri-  
 tages par luy donnez à son petit fils. 652  
**Emphyteote censier confessant, la confession luy nuit.** 702. celle d'un estranger ne luy nuit aucunement. 702. distinctions & considerations remarquables. 703. 704  
**Voy confession.**  
**Les recognoissances de l'emphyteote sont titres vallables au seigneur.** 703  
**Emphyteote & vassal differents, l'un en son fief, l'autre en sa roture.** 149  
**Emphyteote peut intenter action de complainte & saisine en cas de nouveleté quand & comment.** 151  
**Emphyteote desavouant son seigneur.** 150  
**Emphyteote & tenancier peut deguerpir le fonds pour la rente, ou tout ou partie.** 109. en payant les arrerages. 109. si le seigneur est tenu recevoir ledit guerpissement. 110  
**Emphyteote & vassal ne peuvent prescrire contre leur seigneur, bien qu'ils n'ayent fait foy & hommage ny payé les rentes.** 104.  
**Emphyteotes sont dits quelquesfois seigneurs, bien qu'improprement.** 105  
**Emphyteote n'est tenu payer les arrerages *preteriti temporis*.** 97  
**Enfans survenans revoquans la donation de leur pere, si les biens iadis donnez retournent francs des hypotheques contractées sur iceux par le donataire.** 178 179. 180  
**Enfans, quel nombre excusent de tutelle à Rome iadis, à Paris maintenant & aux autres villes & Prouinces.** 195  
**Enfans relaschez & favorisez en la rigueur des insinuations.** 218  
**L'extenſion se fait ordinairement des enfans aux enfans.** 736  
**Enfans du premier liét favorables contre les legs à personnes incapables.** 3  
**Enfans survenans apres la donation la revoquent, bien qu'expressément le pere ne l'aye revoqué de son vivant.** 172  
**Ce qui est acquis au pere par crime & meschanceté, ne vient point aux enfans.** 525 526  
**Enfans ont leur cause esgalement favorable avec la cause pie.** 379  
**Enfant comme creancier & estranger peut demander la dot maternelle** CCCcc ij



# Table

& quand & comment.	356	Et <i>cetera</i> mis au bref dans les minutes des Notaires, s'il peut estre estendu.	39
Enfans p <i>er</i> la condition <i>si sine liberis</i> , se purifie avant la mort de l'heritier institué, sçavoir pour lors qu'il se seroit fait Prestre.	402	De la clause <i>Et cetera</i> , que les Notaires mettent en leurs minutes. 730. ne peut estre valablement estenduë en la grosse.	730.
Enfans s'entend de mesme que <i>liberi</i> .	658.	731. à la renonciation particuliere, <i>ad hunc casum dependentem ex unius contrahentium voluntate</i> . 731. iusqu'où elle se peut estendre. 731. arrest notable.	732
<i>existentibus Et non deficientibus liberis</i> comme l'entend.	659	Euariste Pape successeur d'Anaclete.	575
Enfant preterit ruyne le testament.	30	Euenement requis avec le dessein, où.	438
Engagement avec clause commissioire prohibé & nul. 84. lods n'en sont deubz que le vice purgé.	84	Euesque est tenu nourrir le Prestre par luy promeu sans tiltre.	577
Ceux qui sont forclos d'enqueste, sçavoir s'ils peuuent faire interroger leurs parties.	257.	Euesque est collateur ordinaire de tous benefices de son Euesché s'il n'appert du contraire. 672. des prebendes & dignitez d'une Eglise cathedrale, en pouruoit avec le chapitre ensemble.	672
opinion donnee de Paul de Castre & pratique ordinaire contre.	258	Euesque peut exercer la Iurisdiction sans le chapitre.	ibid.
Ensaïnement, le mort saisit le vif, coustume generale en France.	751	Euiction de partie le vendeur n'est tenu qu'au protata de la chose euincee.	835
Equité considerée par les Cours de Parlement en beaucoup de causes plus que la rigueur des loix.	188	Euiction n'est deuë que pour la quotité qu'elle se trouuera euincee. 835. Arrests au contraire, & le contract entier resolu.	836
Equité cause souuent varieté d'arrests. <i>ibid.</i>		Euiction & indemnité des tiers & premiers possesseurs peuuent auoir par l'indication de deniers, & plus nouueaux acquereurs.	493
Equité plustost suivie que le trop de subtilité.	200	Eudoxie Imperatrice de Constantinople. absoute du serment de ne se marier point.	886. 887.
Equité tres-exëplaire pour vn enfant frappant d'un coup de pierre son compagnon ou autre ieune enfant.	269	Euripide allegué.	669
Erreur prouuee en la confession du testateur, irrite la disposition.	4.7	Excusé de tutelle pour les enfans, & par quel nombre.	396
<i>Error lapsus nullam censeri potest dispositionem, nec quidem legatum fecisse.</i>	4.7	Excommunication ietee contre les Iuges pour n'auoir voulu renuoyer vn clerc, leuee par arrest.	714. 715
Erreur en quel cas recoit pardon & excuse. 5.8.		Remede contre les excommunications, c'est l'appel comme d'abus.	759
Erreur interuenu en diuision receuable à estre allegué.	5.8	Excommunication ietee à la requeste de quelqu'un, iceluy doit estre condamné par prison à faire absoudre l'excomunié.	759.
Escripture, on s'arreste plus à la verité qu'à l'écriture.	703	par prouision doit l'absolution estre ordonnee estre faicte au pourchas de celui à la requeste de qui elle est faicte, & ce par prison.	759
Eseus. Voy monnoye.		Execution se doit faire de meuble moins dommageables, non des instrumens aratoires.	821
Especie, ce qui procede nommement <i>in specie, ceteris speciebus coheret.</i>	835	Executions faictes par les abus & fraudes des creanciers cassez, portant gast & garnison.	423
Espices & vacations entrent es fraiz & mises des crices.	130		
Etablissement de Commissaire se doit faire avant la premiere crice à peine de nullité. 134. quel & qui se peut faire, & comment. Voy Commissaire.			
Estats d'Orleans.	370. 577		
Estienne Bertrand allegué.	482. 484		
Estrangers mourans en France sans enfans ont le Roy seul pour heritier par droit d'Aubaine.	307		
Estranger institué heritier, vne mere obtenant lettres est releuee contre luy pour auoir sa legitime.	335		

## des Matieres.

**Executeur**, Seneschal executeur d'arrest ne  
peut commeure Officier qui ne soit de  
son ressort. 897  
**Exemple**, vn exemple entre les Iuriskon.  
sultes. 260. *Iurifcon, ultra ptem alicuius rei  
faciendam, exemplum unum v. ferre s. tu ha-  
bent, nisi cum amplius contractur. altero, quam  
priori, eo quod plura semper dixerim aliquid  
habent.* 260  
**Exemple** est donné pour corriger par la  
crainte. 150. *ut ne qui p. des. admitteret, quod  
in uno vindicatum esset.* 150  
**Exheredation** se peut faire pour cause d'in-  
gratitude. 683  
**Exheredation** pour iniures requiert trois  
choses, & quelles. 673. faculté d'exhereder  
ne se transfere aux heritiers. 685. donnée  
au seul pere pour punir son fils. 686  
**Exheredatio** des enfans, ou institutio fon-  
dement des testaments. 30  
**Exheredation** ne peut estre supplée, mais  
ouy bien l'institution. ibid.  
**Exheredation** odieuse, & partant à restrain-  
dre. ibid.  
**Exheredation** pour iniures atroces non  
specifiees couuerte, & la voye ouuerte à  
demander la legitime. ibid.  
**Exheredation** se peut faire contre les filles  
se marians au dessous de 25. ans sans le  
consentement du pere. 743  
**Exheredation** du fils pour se marier au de-  
sceu du pere. 840. s'il la peut estendre  
aux enfans de son fils pour la faute du  
pere. 841. 842. posthume peut estre ex-  
heredé. 842. exheredation ne doit estre  
faicte auant le crime. 842. nul ne peut  
estre exheredé pour le faict & faute d'au-  
truy. 843. 844. Arrests suiuant ce. 844  
845  
**Exilez** anciennement n'emportoient aucu-  
note d'infamie. 117  
**Expres** & tacite ont vne force pareille. 172.

### F.

**F**abry Conseiller au Parlement de Tho-  
lose. 153  
**Faculté** ou condition acquise à deux ne  
peut estre accomplie par deux. 696  
**Faict** d'autrui ne nuit. 844. *fratris factum  
fratri non nocere.* 848  
**Fennie** femme impudique, ne perd son  
dot pour la vie impudique & la raison.  
689.  
**Faur**. M. du Faur President à Tholose. 16.

163. 191. 302.  
**M. du Faur** President à Tholose, ses loüan-  
ges. 867. 868. ses elents. 898.  
**Faux**, déclaré faux on n'est plus receu à  
prouuer & verifier par tesmoins quant  
au principal 250. preiugé quant à ce de  
la Cour à Tholose & du Parlement à  
Paris 252. avec autre arrest de la Cour  
de Parlement à Tholose. 252  
**Felinus**. 506  
**M. des Felix** Conseiller au Parlement de  
Tholose. 875.  
**Femme est caput & finis familiae suae**. 659.  
**Femmes** & mineurs, leur faueur contre les  
creanciers. 225.  
**Femme** mourant avec son mary est presu-  
mée mourir la premiere. Voy Mort.  
**Femme** est fondée de se tenir en la maison  
du defunct pour son dot. 138  
**Femme** pour son don preferee aux crean-  
ciers. 486. son priuilege egal à celuy  
des mineurs. 485. leur concurrence. 485.  
486. 492. 493.  
**Seconde femme** incapable de legs au preiu-  
dice des enfans du premier liēt. 3  
**Femme** meurtie par son mary, à qui reuiēt  
sa succession. 525. 526  
**Femme** adultere si elle perd sa dot & doüai-  
re 687. 688. 689  
**Femme** ayant maluersé deuant le mariage  
ne per sa dot. 689. Si elle peut estre accu-  
see par les heritiers du mary pour luy fai-  
re perdre sa dot & doüaire. 689. les deux  
contraires iuges par arrests diuers de  
Bordeaux & Tholose. 690  
**Femme pariens ex stupro intra annum luctus,**  
*usufructu priuatur.* 690  
**Femme** iouyssant de l'usufruiēt legué ne  
peut quant & quant demander les dot  
& augments. 7  
**Priuilege** de la femme pour la restitution  
de sa dot & autres choses, son hypothe-  
que contre les creanciers, & si les crean-  
ciers sont receuables à indiquer de plus  
nouveaux. 896. 897.  
**Femme** aysee à seduire par son mary. 55.  
tout contract de femme n'est presumé  
estre faict par les seductions du mary. 56.  
**Femme** quand doit consentir la vendition  
n'est estimee pure qu'apres ledit con-  
sentement. 431.  
**Femme** doit quitter pere & mere pour  
s'adioindre à son mary. 803.  
**Femmes** qui ont porté le nom de leurs  
maris. Liue femme d'Auguste, & la  
CCCCciii

## Table

femme de Tibere. 788. fermes de reue-  
nus de fruits ne sont subiectes à rescis-  
sion pour lesion. 650  
Fermiers des amendes & confiscations. 73.  
74. 75. reglemens entre eux. 73. 74. 75. 76  
Fermiers de fruits & d'amendes differents.  
77. reglement entre premiers & derniers  
fermiers pour les amendes. 76. pour les  
lods. 77. 78. 79. 80  
Fernad. 26. 62. 66. 163. 164. 189. 289. 294. 295  
Ferretus allegué. 260  
Monsieur de Ferrieres Conseiller. 249  
Ferron allegué. 17. 440. 441. 467. 469. 472  
Ferron Conseiller au Parlement de Tho-  
lose. 132  
Ferron allegué. 570. 709  
Fiction alleguee & non prouuee ne faisant  
rien n'est considerable. 429  
Fiction n'auoir lieu, *nisi ubi adest equitas.*  
430  
Fideicommiss par ces verbes *reddi, & solui*  
*inbeo*, l'induisent estre vray & sans fraude.  
5. 10. sinon qu'il apparaisse du contraire  
expressement. *ibid.*  
Fideicommiss particulier, hypothese fort  
speciale. 407  
Fideicommiss particulier, n'y peut escheoir  
detraction de Trebellianique. 408. au fi-  
deicommissaire n'appartient aucunement  
le droit de legitime. 408. 409  
Voy substitutions.  
Es fideicommiss la volonté du testateur  
doit estre obseruee. 783. l'aîné preferable.  
783  
Es fideicommiss & substitutions si la vo-  
lonté du testateur ne paroist bien expres-  
sément tout s'esuanoit. 784  
Substitution à charge de choisir vn des en-  
fants n'y ayant point de choix tous y vien-  
nent également. 785  
Fideicommiss ne peut estre aliené par l'he-  
ritier chargé. 21  
Fideicommiss inuenté par les barbares pour  
perpetuer les familles. 556  
Fideicommiss donné à deux si l'vn seul le  
peut retirer. 696  
Fideicommiss ne peut estre induit en chose  
doubteuse est odieuse. 331. 332  
Fideicommiss & legats bien qu'ils doivent  
estre pris de la main des heritiers s'ils sont  
autrement la Cour ne s'y arreste. 316  
Es fideicommiss vniuersels l'heritier chargé  
venant à vendre partie de la succession,  
luy est imputé en sa quarte. 233. 234

pourueu toutes fois que le vendeur n'ex-  
cede ses quartes. 234. n'abuse de sa puis-  
sance & soit sans fraude. 234  
Huiet cas que le fideicommiss peut charger  
l'heredité fideicommissaire. 234  
l'heritier du fideicommissaire tenu de  
rendre l'heredité entiere sauf esdits huit  
cas & pour les legitimes & quartes.  
*ibid.*  
Fideicommiss ne peut, *res quas in suis bonis*  
*non possidet, eas ad alios transferre, vel hypotheca*  
*pignus sive nomine obligare, & aliam in rem*  
*decipere.* 235  
Fideicommiss institué dans vn contract de  
mariage. 12. clauses particulieres & con-  
ditions pour le rendre valable. 12. le res-  
traignent. 12. hypothese singuliere à  
cet effect, & si donation & fideicommiss  
peuvent subsister ensemble. 13  
Fideicommiss quand peuvent estre greuez.  
14. plusieurs arrests à ce propos. 14  
Voy legs.  
Fideicommissaires de fideicommiss vniuer-  
sels ne peuvent rien souffrir à leur des-  
auantage de ventes ne d'hypotheques  
precedentes. 235. alienation leur est de-  
fendue sinon à la charge d'imputation.  
235. ont le choix de vendiquer les cho-  
ses vendues de leur fideicommiss ou bien  
les imputer es quartes des heritiers. 235  
Siles alienations imputables es quartes  
s'entendent & se doiuent rapporter aux  
donations & autres titres, & y interue-  
nir par l'heritier chargé au profit du fidei-  
commissaire mesme. 236  
Voy alienation.  
Fideicommiss ne se peut restituer en partie  
par donation. 239  
*Gratuus expendens in re subiecta restitutioni, non*  
*videtur facere animo donandi.* 244  
Fiefs, quels droits de fief appartiennent au  
proprietaire, & quels à l'usufruituaire.  
883  
Fiefs, en matiere de fiefs l'insinuation se  
doit faire au siege du bailliage d'où ils  
sont mouuans, sinon qu'ils soient subiects  
à la iurisdiction d'un autre bailliage.  
226  
Fief ne fait le territoire. 227  
Fief, l'heritier ne fait perdre le fief pour  
selonnie si le defunct ne s'en est plaint de  
son viuant. 686  
Fief, retention feodale se prescrit par  
trente ans, sans retranchement de temps

## des Matieres.

- de minorité. 650. Arrest sur ce, modification, la prescription ne court sinon depuis le iour de la notification du contract. 650.
- Fief se perd par ingratitude. 683.
- Fief, le seigneur prenant argent pour inuestir son vassal est pure vente. 792.
- Fils en quel cas peut avoir part en l'usufruit du pere, & quand le pere est tenu luy fournir d'aliments en se remariant 678. 679.
- Fils pour le pere & au contraire quand peuvent estre contraignables & responsables l'un pour l'autre. 383.
- Fils de famille ne peut faire testament ores que le pere le consente. 68. sinon des biens castrenses. 68.
- Filles ne sont appellees à la succession des peres sinon à défaut des masles. 668.
- Filles incapables de porter le nom & armes. 787. peuvent porter le nom. 788.
- Filles qui ont porté le nom. 788.
- Fils de famille punissable s'il vient à penser à l'heredité de sa mere vivante. 348.
- Filles exclues de la succession du pere quand il y a des masles. 332.
- Fille ayant testé & la mere approuvé le testament, exclut la mere de demander plus grande legitime que son legat. 335.
336. difference notable en telles negoces. 337.
- Fils ou fille ayant accepté legat en deniers ne sont plus receuables à demander supplément qu'en deniers. 335. 339.
- Fils par pactio[n] ne peut faire preiudice à sa legitime. 338.
- Fils de famille peut agir & convenir en retrait lignager, & les causes & raisons pourquoy & comment. 425.
- Fils de famille comme quoy peut agir en retrait. 426. doit estre emancipé. 426.
- n'a ny ne possède aucuns biens. 427.
- Fils ayant obligation descendante du pere à luy ne peut estre reacquis au pere. 427.
- Fils inhibé de molester son pere à peine de punition corporelle. 395.
- Fils de famille peuvent tester pour la cause pie & les enfans. 379.
- Fin de non recevoir si elles sont couvertes par un appointement de contraires 262. 263.
- Fins de non recevoir consistant en prescription, est dite ne pouvoir courir contre celui qui est empesché d'agir par fins de non valoir. 503. 504.
- Fisc. au fisc sont preferez les parens & biens des condamnés par adultere. 663.
- Fisc ne prescrit que par quarante ans. 90.
- 91.
- Si au fisc appartient la succession du fraticide condamné, & de la femme homicide par son mary. 524. 525. la rigueur ancienne adoucie au preiudice du fisc. 526.
- Fisc les parens jusqu'au dixiesme degré luy sont preferez. 309.
- Fisc seul capable d'objeier à la vesue sa mauvaise vie. 686.
- Fleuve divisé en plusieurs ruisseaux, tary. 111.
- Fonds & fruits achetez par mesme prix les fruits accroissent le prix du fonds. 446.
- Fonds vendu sans promesse de bailler grace de rachapt, si le retrait y est admissible. 481.
- Fonds ou sol fait la plus grande part de l'heritage. 749.
- Force se commet par celui qui se fait payer non per iudicem. 413.
- Forclusions sont interlocutoires. 258. ne faut lettres pour les faire revoquer 258.
- Formalitez de droit escrit qui n'emportent aucune utilité, ains seulement quelques circuits de peu d'importance, la Cour de Tholose ne s'y astraint. 315.
- 319.
- Forme se doit observer exactement. 214.
- Fort, les parures luy sont extremement odieuses & les punit & venge. 463.
- Foy, titre de bonne foy pour acquerir prescription quel. 500.
- Foy publique preferee aux Ordonnances mesmement pour le deposit. 250.
- Frais & espices des crieux se payent par l'adjudicataire & sont les crieux faictes à ceste charge, en taxation neantmoins fort petits. 330.
- François Aretin allegué. 461.
- François Pisard, ses notes. 75.
- Fratricides, succession des fraticides à qui appartient au fisc ou aux enfans, ou aux heritiers. 524. 525.
- Fraude secluse, & prouve en estant

# Table

faire des plus loingtrains lignagers admis  
 au retraict. 477.  
 Fraude au retraict lignager reuoque la  
 sentence. 438.  
 Fraude comment se peut cognoistre non-  
 obstant la consignation. 443.  
 Fraude & desguisement apparut és ventes  
 commissaires fait aduiger les lods. 88.  
 Faicts de fraudes receus a verifier contre  
 les contrats au preiudice de l'Ordon-  
 nance de Molins. 255. 256.  
 Freres enfans de freres exclus en repre-  
 sentation par la constitution de l'Empe-  
 reur Iustinian. 302.  
 Fruicts separez du fonds sont meubles, au-  
 trement immeuble. 19.  
 Fruicts de biens dotaux appartiennent au  
 mary. 171. ne peuuent estre executez pen-  
 dant le mariage pour les debtes de la  
 femme. 572.  
 Fruicts & fonds achetez par mesme prix  
 les fruicts accroissent le prix du fonds.  
 449.  
 Fruicts, collation & presentation sont mis  
 entre les fruicts de l'Euesque. 671. entre  
 les fruicts d'un canonicat est mise la  
 voix de l'electio. 671. les fruicts suivent  
 le possesseur. 571.  
 Fruicts, par quel droit les fruicts sont deus  
 à l'usufruitaire, & au successeur au be-  
 nefice, & à l'heritier du benefice. 907.  
*An fructus ratione loci, an ratione oneris tri-  
 buantur.* 907.  
 Partage des fruicts entre les heritiers des  
 gens d'armes. 909.  
 Fruicts dotaux marchent à mesme pas que  
 les fruicts des benefices. 909.  
 Mary comme iouyt des fruicts dotaux &  
 les partages avec les heritiers. 909. fruicts  
 au prorata de l'an. 909. comment s'en-  
 tend cest an. 910. 911. 912. fruicts deux  
 fois l'an. 910. fruicts meurs à la creation  
 du monde. 910. 911.  
 Fruicts se partagent au prorata du seruice du  
 defunct. 914. 915. 916.  
 Fruicts de l'annee du deceds du beneficier  
 comment se doiuent partager entre le  
 successeur au benefice, & les heritiers  
 du beneficier. 305.  
 Fruicts sont compris és legats de meubles.  
 17.  
 Fruicts de l'annee du retraict lignager à  
 qui appartiennent. 460. 474. 475.  
 M. du Facilleux auuy de l'Auteur. 939.

## G

**G**abelles differentes des amendes. 73.  
 Gagner & perdre ne sont mis en  
 mesme predicament, & n'ont mesme  
 raison. 216.  
 Galeres, condamnation aux Galeres em-  
 porte ordinairement confiscation au  
 Parlement de Tholose. 118.  
 M. de la Garde Conseiller au Parlement de  
 Paris. 931.  
 M. de Gargas Conseiller au Parlement  
 de Tholose. 589.  
 Garnison si elle peut estre demandee d'une  
 cedula sans datre. 531.  
 Generations, quatre generations nombre  
 parfait pour faire vne famille, pour la  
 longueur de vie des Demons ou Dieux  
 domestiques, pour la nature des maria-  
 ges, pour les recompenses de ceux qui  
 auoient bien merité du public. 667. pour  
 la punition des mauuais. 667.  
 Voy degré.  
 Gens d'armes & leur priuilege de tester s'il  
 s'estend aux Prestres & gens d'Eglise.  
 39.  
 Gens d'atmes laissent à leurs heritiers ce  
 qu'ils ont de surplus & d'espargne. 908.  
 Genre promis se doit entendre le moyen  
 quant au prix. 279.  
 Glose du statut & coustume de Tholose  
 sur l'interpretation d'iceux sous le titre  
 des successions ab intestat examinee.  
 289.  
 Gordian Empereur. 93.  
 Gots, leur coustume pour la succession des  
 consins. 294.  
 Grace de minorité ne peut estre empes-  
 chee ny par l'exil ny par la peine des Ga-  
 leres. 119.  
 Gratian remarqué d'erreur. 576.  
 Gregoire Generale de Gregoire sur le  
 payement des rentes en mesmes ou di-  
 uerses especes. 614.  
 Greffier n'a salaire pour la certification de  
 cries sinon pour son acte. 1:7.  
 Guenois auther de la conference des Or-  
 donnances. 136.  
 Guenois allegué en la Conference des Or-  
 donnances. 250.  
 Guenois allegué en la Conference des Or-  
 donnances. 500.  
 Guido Pape allegué. 155. 177. 279 306.  
 Guido



Guido Papé allegué.

231. 234

## H

**H** Apocrasion allegué in *Lexico decem Rhetorum.* 663

M. de Haut-Pol Conseiller au Parlement de Tholose. 852.

Heredité quand & comment se peut prescrire. 740. Voy substitution.

Heredité de la mere ny de pere ne peut estre pensée par le fils de famille. 348.

Heredité paternelle diuisee du viuant du pere, y consentant, & telle diuision est valable. 824. disposition de droit au contraire. 825. telle diuision ne vaut qu'en tant que la volonté dure iusqu'à la mort 825. heredité ne peut estre transmise par contract entre vifs. 825. iugé au contraire. 826

Heritage d'Eglise ne se prescrit que par 40. ans. 499.

Heritier doit donner par sa main les fideicommiss & legats. 319. ce qui est pris contre sa volonté se doit rendre auant toute œuvre. 316.

Heritier chargé presumé executer plus fidellement la volonté du testateur quand il ne pretend ny demande aucune distraction. 322.

Heritiers parroissans d'un Prestre, le Prelat ne peut rien demander en sa successiō. 306

Heritier seul conserue le bien en la famille. 956.

Heritier seul, institué par Platon. 659.

Heritier. promesse de faire heritier vaut. 652.

Heritier des legats & fideicommiss ne doiuent rien engager des biens subiects au fideicommiss. 235

Heritier n'a faculté d'exhereder pour ingratitude. 685. n'a poursuite d'actions d'iniures. 686. n'apoint *morum coercionē*. 686. ne peut faire plainte de la mauuaise vie de la vesue. 686. ne peut oster le fief pour la felonnie si le defunct ne s'en est plaint. 686

Heritier subiect à substitutiō tenu de bail-ler caution & prendre l'hoirie par inuenta-ire. 595. ne peut en estre dispensé par le testament du defunct. 596. Arrest à ce subiect. 596 597.

Heritier chargé de restitution, s'il peut choisir la quarte & Trebellianique en

quelle piece qu'il voudra & la donner à les heritiers. 20. 21. ne peut aliener le fideicommiss. 21. ne peut aliener que ce qui luy est donné *nominatim*, *aut dotis*, *aut donationis propter nuptias*. 22. doit faire inuenta-ire. 22.

Heritier sous benefice d'inuenta-ire mis en ordre en la discession pour les droits credez qu'il a euz des creanciers. 341. & pour les droits particuliers. 341. preiugez quant à ce de la Cour de Parlement à Tholose. 342

Heritier estranger, vne mere est restituee contre iceluy. 338

Heritier institué, ce qui luy vient par la caducité de l'institution à luy faite ne luy tient lieu de legitime. 26

Heritier futur à qui du viuant est donné un quart, ne peut plus rien pretendre es autres trois quarts leguez. 241

Heritier seul doit estre appelé pour le payement des legitimes, & non les autres donataires, legataires & tiers posses-seurs, & quant ils le peuuent. 65

Heritier entre les Cantabres, les filles sont instituees heritiers. 669

Heritier par benefice d'inuenta-ire vient en son ordre de priorité ou posteriorité comme les autres creanciers. 857. la qualité empesche la confusion. 857

Heritier receu à obijcier à la vesue la mauuaise vie, gaigne l'augment de la dot qu'elle perd. 686. 687

Heritier institué predecendant le testateur rend le testament nul & sans force. 352

Heritier, le Roy estant institué ne peut sup-pleer aux solemnitez du testament. 38

Heritier saisi par la mort du defunct, le mort saisi le vis, peut intenter action de complainte. 873

Heritiers peuuent demander le supplément de legitime, & tel droit leur peut estre transmis. 173

Heritier quand est tenu approuuer le fait du testateur, & quand il est veule reco-gnoistre. 14

Hesiodé allegué. 659. 699

Homicide de soy mesme sans suspicion de crime precedent condamné à estre pendu, ses biens confisquezz, & les rai-sons. 867. 868. 869. anciennement on se tuoit pour enuuy de viure. 868. homici-de de soy mesme est un homicide double du corps & de l'ame. 870. n'est loi-

D D Dddd

# Table

sible de se tuer. 870. punitions des ho-  
 micides volontaires. 870  
 Hommage appartient à la propriété non à  
 l'usufruit. 884  
 Homonymie ou obscurité comme se doit  
 expliquer. 664  
 Hospitiaux, l'alienation de leurs heritages,  
 cassée. 496. mesme ceremonie en la ven-  
 te d'iceux qu'à l'Eglise. 497. 499. ont pre-  
 scription de 40. ans. 499  
 Hostel Dieu, ceux qui s'y retirent pour la  
 cause de pieté ne sont dits estrangers. 307  
 Hostie tenu respondre de ce qui luy est dō-  
 né en garde, ou qui est mis chez luy. 861  
 distinction sur ce. 862. l'hostie absous  
 d'un larcin fait un passant sur son com-  
 pagnon avecques luy. 863. hostie con-  
 damné restituer la marchandise volée  
 nuitement par des larrons estant seule-  
 ment retirée en sa maison 863. 864  
 Hotoman allegué en ses conseils. 285  
 Humains tant en general qu'en particulier  
 enclins à tout vice & corruption. 352  
 Hypothèque sur les biens d'un condamné  
 ont lieu du iour de la sentence confirmée  
 par Arrest. 335  
 Hypothèques contractées par le donataire  
 sur les biens donnez s'eludant, la  
 donation estant reuocquée par naissance  
 d'enfans. 275.  
 Hypothèque du debiteur & créancier si elle  
 se peut prescrire & par combien de tēps. 508.  
 Hypothèque se prescrit par dix ans par un  
 tiers possesseur. 509.  
 Hypothèque du pupille sur les biens de son  
 tuteur, prescriptible par 30. ans. 506. 511.  
 Hypothèque sçauoir si elle prouient d'une  
 cedula sans datte. 511.  
 Hypothèque de la femme contre les créan-  
 ciers, & si les créanciers sont receus à in-  
 diquer de plus nouueaux. 896. 897  
 Si le créancier renonce à l'hypothèque si-  
 gnant la vente de l'heritage par son debi-  
 teur franc & quite. 831. disposition de  
 droit pour l'affirmative. 831. subscriptiō  
 avec renonciation tacite s'entend *in fin*  
*negotio principaliter*. 831. Arrests pour la  
 negative & de Tholose & de Paris. 833  
 Hypothèque des dots & douaire fauorisee,  
 neantmoins prescriptible par trente ans.  
 92  
 Hypothèque avec clause commissioire, pro-  
 hibee & nulle. 84. Lods n'escheoiront  
 que le vice purgé. 92

## I

M. I Acques de Ferrieres Aduocat au Par-  
 lement de Tholose, la louange a  
 fait des remarques sur le Guido  
 Papé. 612  
 Iason 18. 21. 29. 52. 149. 511. 647  
 S. Iean Chrysostome allegué. 666  
 Iean des Temps, sa vie de trois cens sei-  
 xante dixsept ans. 698  
 Iesus Christ a honoré les nopces de sa pie-  
 sence. 887  
 Ieune peine Ecclesiastique & corporelle.  
 763. s'il peut estre donné pour peine cor-  
 porelle en commutation d'amende pe-  
 cuniaire. 762. 763. preseruatif de la santé  
 du corps & de l'ame. 705  
 Ignorance excusée en la memoire de cho-  
 se antique. 58  
*Ex factis per ignorantiam non fit preiudiciū.* 58  
 Imbert. 61. 277. 439 441. 545. 708  
 Immeubles de mineur ne peuuent estre mis  
 en crees sans discuter les meubles. 545  
 Immeubles donnez en legitime en dot ne  
 doiuent aucuns lods 650. ny pour paye-  
 ment de legitime. 650  
 Immeubles des Prestres s'ils peuuent estre  
 exercez saisis, & vendus. 575. 578. 579  
 Indication que les tiers & premiers posses-  
 seurs sont sur les derniers, si elle peut ap-  
 porter euiction & indemnité. 493. 494  
 Infamie anciennement n'estoit encourue  
 pour l'exil. 117  
 Ingratitude blasme d'où elle procede,  
 pourquoy les Iuriscouultes n'ont don-  
 né action contre les ingrats. 683. la pei-  
 ne neantmoins. 683. l'exheredation, la  
 reuocation d'emancipation des fiefs  
 commise des liberalitez. 683. des dona-  
 tions 684. debat & iugement sur ce. 683  
 si se prescrit. 684  
 Filles ingrates se marians sans le sceu du pe-  
 reau dessous de 25. ans. 743. peuuent estre  
 exheredees. 744  
 Ne faut laisser pour l'ingratitude de bien  
 faire à tous. 685  
 Iniures atroces cause d'exheredation. 32  
 sont couuertes par un legat, bien qu'au-  
 trement dit par le testament. 31  
 • Iniures seperiment par un an. 684. iniures  
 atroces *vel ita ob manus illatas*, sont perpe-  
 truelles. donnent lieu à la reuocation des  
 donations. 684. toutes actions penales

## des Matieres.

- se periment par vn an. 684. dissimula-  
tion efface l'iniure. 684. oublier les ini-  
ures. 684. exemple de Ioseph. 684
- Iniures en l'exheredation pour iniures quâ-  
tes & qu'elles choses sont necessaires. 685
- Iniures, action d'iniures se finit par la mort  
de l'iniurié. 686. n'est transportee à l'heri-  
tier. 686
- Innocent allegué. 461. 474
- Innocent III. epistre decretale de luy. 617.
- Innocent III. a tenu sous luy le Concile  
de Latran. 639.
- Insinuation bien qu'elle approche d'un ac-  
te de volontaire iurisdiction, n'en est  
toutefois du tout par l'enregistrement  
qui en est fait par le iuge en son siege,  
& presque ordinairement es iours de  
plaids. 207
- Insinuation se doit faire en plusieurs lieux  
quand les choses donnees y sont assises. 208
- Insinuation si elle suffit estre faite à la re-  
queste de l'un ou de l'autre du donateur  
ou donataire sans distinction. 209. si il y  
a prescription irreparable apres le temps  
d'insinuer expiré. 210
- Insinuation requise es donations *propter  
nuptias*. 213. sinon qu'elle soit faite en fa-  
ueur d'un mineur. 213
- Insinuations introduites en haine de ceux  
qui taschent d'empieter sur autrui par  
donations couuertes & claudestines. 193
- Insinuations diuersement iugees & prati-  
quees. 201
- Insinuation requise en toutes donations.  
387. & pourquoy? 285
- Insinuation requise en immeubles non en-  
meubles. 198
- Si le defaut d'insinuation peut estre debat-  
tu par le donateur ou ses heritiers. 618  
619. contraires arrets des Parlements de  
Paris & Tholose. Raisons de part &  
d'autre 620. 621. Ordonnances sur ce al-  
leguees. 619. 620. 621. 622
- Insinuation tient lieu de publication au  
rhentique. 741
- Insinuation de donation se doit faire non,  
au Greffe du bailliage & siege presidial  
ains du siege Royal particulier de la  
Province. 219.
- Insinuation pour le regard des fiefs doit es-  
tre faite au siege du bailliage, d'où ils  
sont mediatement ou immediatement  
tenus & mouuans, sinon qu'ils soient su-  
jets à la iurisdiction d'un autre baillia-  
ge. 226. 227
- Insinuation pour de petites dependances  
du bien principal, suffit d'estre faite en  
la iurisdiction dans les limites de laquel-  
le la plus grande & notable partie des  
choses sont assises. 227
- Insinuation confirme les donations. 191
- Insinuation necessaire à quelque somme pe-  
tite ou grande que se monte la donation.  
195. en toutes sortes de donations aussi.  
197. se doit faire en la iurisdiction roya-  
le. 197. 199
- Insinuation par les ordonnances anciennes  
& par le droit ancien n'est prefix aucun  
temps pour insinuer. 203. Ordonnance de  
Molins nouvelle prefige quatre mois  
pour ceux qui sont dans le Royaume, &  
six pour ceux qui sont dehors. 203. la  
charge des insinuations au temps passé  
appartenoit aux seuls donateurs, aux do-  
nataires point. 204. lesdictes ordonnan-  
ces sont au contraire & requierent que  
toutes donations quelles qu'elles soient,  
soient insinuees. 205
- Insinuation ne regarde la matiere & substā-  
ce. 204. vocation des deux parties neces-  
saire à l'insinuation; de cestuy cy pour re-  
querir, de l'autre pour consentir, & à ceste  
fin on nomme des Procureurs. 207
- Insinuation, donation debatue entre freres  
à faute d'insinuation. 223
- Iugement des arbitres dont est appel & de-  
puis partagé es Chambres d'Enquestes,  
& en fin transaction. 224. 225
- Conclusions des gens du Roy, & arrets  
confirmatifs d'icelles. 226
- Insinuation necessaire par les Ordonnan-  
ces à peine de nullité. 226. 227
- Instituez heritiers, substitution à eux faite.  
352
- Institution faite par un Prestre sous clause  
secrete de rendre à son bastard ne vaut.  
38
- Institution ou exheredation des enfans,  
fondement des testamens. 30
- Institution obmise au testament peut estre  
supplée & comment, mais non l'exhe-  
redation. 30. fauorable. 30
- Instrument fait foy & l'on s'y doit rappor-  
ter. 5. 10
- Interest ou usure est un arerage odieux.  
852



## Table

- Interests sont mis au mesme ordre en discussion que le principal. [538. 539](#)
- Interlocutoires sont aisees à reuocquer. [258](#) sans lettres. [258](#)
- Interpretation doit changer selon que les termes se changent. [18](#)
- Interpretation de ces mots, *ex nunc prout ex tunc*. [80](#)
- Interrogatoires ne sont exceptez par l'ordonnance de Moulins. [257. 258](#)
- Inventaire doit estre fait par l'aycul tuteur. [148](#)
- Inventaire, heritier sous benefice d'inventaire. Voy heritier.
- Inuestison est fruct de meubles. [91](#)
- Inuestiture faicte par argent est vne pure vente. [792](#)
- Inuestiture inuentee pour empescher la latication ou fiction des contrats. [651](#)
- Vassal ne demandant inuestiture dedans l'an est en mauuaise foy. [652](#)
- Ioannes Philippus in Curia subsidiorum* preses allegué. [201](#)
- Iosephe allegué. [668](#)
- Iosephe dissimulant vne iniure, luy en vint bien & à ses freres. [684](#)
- Josse Conseiller au Parlement de Tholose. [91](#)
- Iouissance commune avec l'habitation & communication iointes ensemble, sont que l'expres & le taisé sont de mesme efficace. [488](#)
- Jour pourquoy adiousté à l'an du retraict. [453](#)
- Jours & nuicts separez & diuersement pris. [460](#)
- Jour intercalaire s'il y est compris. [461](#)
- Jour ciuil se compte par vingt quatre heures. [460](#)
- Irnerius allegué. [303](#)
- Irnerius, son Code. [389](#)
- Jugement prouisionnel se repare en diffinitive. [377](#)
- Juge d'Eglise ne peut cognoistre que des causes purement spirituelles. [733](#)
- cognoist du mariage & des sacrements. [ibid.](#) non de la succession. [754](#)
- Juge le diuorce non la restitution de la dot. [ibid.](#)
- peut absoudre le Prestre accusé, non iuger ses interests. [755](#) fait notable. [756](#)
- n'a pouuoir sur les biens temporels des Prestres. [757](#)
- s'ils entreprennent outre leur pouuoir, on en appelle come d'abus. [ibid.](#)
- apres ledit appel & inhibitions ont les mains liees.
- Juge d'Eglise n'a point de territoire. [528](#)
- Juges Royaux, s'ils doiuent faire seuls & prouatiuement à tous autres la certification des crices. [127. 128](#)
- Juges des lieux, s'ils peuvent faire la certification des crices. [ibid.](#)
- Juges ordinaires doiuent cognoistre de l'action du retraict.
- Juges Ecclesiastiques incompetens de cognoistre de l'action du retraict. [479. 480](#)
- Juges subalternes ne peuvent mettre requestes ny autres pieces au sac. [424](#)
- Julian Iuriconsulte. [351](#)
- Julianus*. [909](#)
- Iuriconsultes techniques. [469](#)
- Iurisdictio castrensis*. [40](#)
- Iurisdiction accreue par l'alluion ou rachine d'eaux. [694](#)
- augmentee ou diminuee [ibid.](#)
- Iurisdiction n'augmente ny diminue pour son essence, mais pour la matiere des personnes & lieux. [695](#)
- Iustice distributive. [791](#)
- Iustinian Empereur. [352. 382. 909](#)
- Iustinian, la constitution pour la reuocation des donations. [166](#)
- Iustinian, son droit nouveau. [11](#)
- la constitution pour le supplément des legitimes expliquée. [26](#)
- Iustinian Empereur Chrestien. [803](#)

L.

**L** Aboueurs favorables ne peuvent estre executez en leurs instrumens aratoires. [821. 822](#)

Sergens punis pour faire le contraire. [ibid.](#)

debtes du laboureur payables au double: laboureur executé restituable au quadruple. [822](#)

ordonnance sur ce tacitement abrogee. [ibid.](#)

autres peines arbitraires y ont succedé. [ibid.](#)

instrumens aratoires animez ou non animez non executables ny hypothecaires. [ibid.](#)

Ordonnances & loix à se conformer. [ibid.](#)

le Capitaine Belisaire fauorise les laboueurs. [822. 823](#)

pour les deniers du Roy rien n'est excepté. [823](#)

apres tout le reste les instrumens aratoires doiuent aussi courir. [ibid.](#)

Laboureur ne peut estre establi Commissaire, & pourquoy. [558](#)

l'ordonnance de Blois à cest esgard mal obseruee & la raison. [550](#)

fauorisé par les empereurs. [ibid.](#)

## des Matieres.

- Laboureur ne peut estre Commissaire des biens de son seigneur.** 135. constitutions les exemptans d'aucunes charges. 135  
**des laboureurs** 135. 136. **payfan & subiect deschargé du sequestre de son seigneur.** 137  
**Laboureurs rendus ingenieux par le temps.** 136  
**Languedoc vny à la Couronne, & cōment.** 398  
**Languedoc obserue le Droit Romain.** 663  
**Larcin puny à rendre le septuple par Salomon.** 763  
**Lattran, Concile de Lattran.** 376  
**Lattran, Concile de Lattran tenu sous Innocent III.** 638  
**Legat fait & receu par la mere, n'empesche qu'elle ne demande supplément de legitime & n'y soit receu.** 809. 810. **arrest contraire de Paris.** 810. 811  
**Legat où & en quel lieu doit estre demandé & payé.** 812  
**Si les heritiers sont tenus payer le legat solidaiement.** 812. **actions personnelles & hypothecaires donnees aux legataires.** 813.  
**Legat de mille escus & puis mariage pour deux mille liures, si le legat doit estre supplé.** 818. *cessante causa finali legati legatum cessare.* 818. *favore domi presumitur causa finali.* *ibid.* **legat fait à la fille pour marier & puis mariage fait par le mesme pere, si le legat vient outre.** 819  
**Voy Legs, Fideicommiss.**  
**Legat fait à pauvres filles pour les marier n'est payable qu'en l'age nubile.** 652  
**Legat couure l'exheredation & les iniures bien qu'en termes generaux elle soit portee.** 30  
**Legats faicts à des confreres defenduës s'employent ailleurs.** 369  
**Legat fait de partie des meubles & des acquests qu'importe.** 853. **legat d'or & d'argent qu'on possede s'il comprend celuy qui est deub & qu'on peut recevoir.** 854  
**legat d'acquests s'il s'entend du present ou du futur.** 854. **donation faicte au testateur depuis son testament si elle est acquest & vient audit legat.** 854. **iuge la negative.** 855  
**Legat de la maison & meubles y estans ne comprend l'argent caché.** 17. **bien y sont les fruicts.** 17. **l'or & l'argent monnoyé.** 17. **deniers destinez pour estre baillez à credit n'y viennent pas.** 17  
**Legat accepté par la mere ne peut plus demander supplément de legitime.** 335  
**Legat faict à la mere imputé en la legitime par elle pretendue és biens de sa fille à la quelle la substitution avoit esté faicte par la mere.** 329. 330. **Arrests sur ce.** 331  
**Legats doiuent estre pris par les mains de l'heritier.** 316. **si autrement ne doiuent estre abandonnez pour estre repris par les mains de l'heritier, nonobstant disposition de droit au contraire.** 316. 317  
**Legat donné à la vesue par le mary imputé en sa quarte.** 70  
**Legat ne peut estre induit en chose douteuse est odieux.** 331. 332. **iugé autrement en vne hypothese portant exclusion des filles de la succession de leur pere.** 332  
**Legat laissé par vn voiturier à vn sien second fils de ses mulets & cheuaux avec leurs basts & harnois, s'il comprend les cheuaux qui n'ont point de harnois.** 356. 360. 361.  
**Legat faict de plusieurs pieces dont s'en trouue apres de vendues, est bon & l'heritier tenu d'en faire iouir le legataire.** 364. 365 **raisons & debats de part & d'autre avec arrest.** 366. 367.  
**Legat faict par vsufruct d'une rente à vn-fils Cordelier, bon.** 363.  
**Legat accepté en deniers exclut le fils ou fille de pouuoir demander supplément de legitime autrement qu'en deniers.** 339.  
**Legat de cent escus à la charge d'en payer quatre vingts se trouuans payer, les cent escus sont neantmoins deuz au legataire.** 340  
**Legats accroissent par l'accomplissement des conditions.** 341.  
**Legat d'une dette ou action & d'une certaine somme à prendre sur ce qui est deub au testateur par vn debiteur designé, chose diuerse.** 349. 350  
**Legat faict d'une somme à prendre sur vne plus grande d'un homme debiteur, si l'heritier est tenu de payer ou simplement ceder ses actions contre le debiteur.** 778. **hypothese de droit expliquée** 779 **denomination generale astringent l'heritier au payement.** 780. **heritier condamné à payer.** 780. 781.  
**Legat faict à l'enfant à la charge de ne de-**  
DDDDdd ii



# Table

en ander plus rien en la legitime n'empesche qu'il la demande. 355	croistre ne tient lieu de supplément. 26
Legataire de tous biens s'il peut estre convenu au lieu del'heritier. 25	Legitime deuë à la vesue & comment. 71
Legataire ou autre ayant à choisir perd le droit d'ellection ayant choisi vne fois. 192	Legitime, si le statut est bon qui permet la diminuer. 374
Legataire quand peut estre appelé pour le paiement des legitimes. 65	Legitime deuë de <i>singulis rebus</i> , & ne peut estre choisie par l'heritier chargé où bon luy semble. 21
On ne peut rien faire vendre, n'engager n'hypothequer au preiudice du legataire & fideicommissaire. 235	Si le Prestre peut pretendre sa legitime ou son titre. 579
Voy fideicommissaires.	Legitime reservee à faire distraction. 318
Legislateur & Magistrat different. 584	Legs fait à la mere à la charge de la tutele perdu par la repudiation de la tutele. 147.
Le iugement du Legislateur a son propre & naturel subiect, <i>non de singulis, nec de presentibus, sed de universalibus &amp; futuris.</i> 584	Voy fideicommiss.
Le Magistrat fait iugement du present seulement, & s'arreste aux circonstances. 584	Legs & fideicommiss presumez par la confession de debte par le testateur. 3. lors qu'ils sont faits à personnes capables. <i>ibidem.</i> quelles personnes sont incapables. 3
Legitimation d'enfans par mariage donne lieu à la reuocation des donations. 163	Lesion n'est confiderée pour la rescision de la vente de fructs ne pareillement de meubles. 650
Legitime ne laisse d'estre demandee par l'enfant, bien que son pere luy ait fait legat la charge de ne la demander plus. 355	Lesion en testament fait releuer la mere. 338
<i>Legitimaus quorum bonorum esse, non hereditatis.</i> 62	Lettres Royaux ne se donnent point pour estre releué de l'an & iour du retraict, ny pour minorité ny pour absence. 453
Legitime est entre les charges' hereditaires 62. 63. pour le paiement d'icelle faut convenir l'heritier seul avant tous autres donataires, legataires & tiers possesseurs. 61. sinon qu'estimation faite on fust contrainct de venir à l'action subsidiaire. 65. supplément de legitime. Voy Supplément.	Lettres obtenues en tel cas & interinees. 455. 456.
Legitime, heritages donnez pour legitime ne doibuent point de lods. 650	Lettres de releuement aisees à obtenir par les mineurs ou leurs tuteurs pour n'auoir infnué dans le temps. 217. 218
Legitime pretenduë par la mere es biens de sa fille à laquelle la substitution auoit esté faite, si le legat à elle fait y est imputé. 327. 330. Arrest sur ce. 331	Lettres de grace leues en audience pour la mere ayant tué le raptur de son fils. 274. 275
Legitime. Droicts de legitime demeurent tousiours sauues, quelques contracts au contraire qui se puissent faire. 826	Lettres de recommandation avec assurance de paiement n'obligent. 727. 728
Legitime & supplément comment se fait si les droicts aduentifs ou succession caduque font le supplément d'icelle. 27	<i>Extra</i> , vu des douze signes, celui où estoit logé le Soleil à la creation du monde. 91
La legitime est contee entre les debtes. 814	Lignager lussant couler le temps de retraict sous promesse que l'acheteur luy fait de reuendre toutes fois & quantes n'y est plus receuable. 462
Legitime ne se peut demander par le fils du viuant du pere. 386. sinon en vñ cas. 386. 387	Lignager retirant y a distinction sur le supplément du prix 466. s'il y a difference du lignager au conuentionnel. 470
Legitime de l'usufruit de fonds venant à	Lignée se conserue par les masles. 9
	Liens en pluriel ne passent les freres. 284. 287
	Lions si espais en Affrique qu'ils empeschent les gens de sortir des villes. 150
	<i>Lites donatus se non suscipere, Diuum Pium respicisse.</i>
	Lods & ventes commissaires casuelles & à pacte de rachapt, ne sont point deuz, si

## des Matier es.

non que telles ventes soient confirmées par decret.	83	venu duquel ils sont absous.	25
Lods ne se prescriuent par trenteans.	89.	Ludovicus Romanus allegué.	490
ouy par quarante.	90.		
Lods sont liués & meubles.	61.	<b>M</b>	
Lods sont deus de supplément de iuste prix, au temps dudit supplément.	85.	<b>M</b> Agistat, voy Legislateur.	
nouveaux droicts seigneuriaux.	87.	M. le Maistre allegué.	516
Lods extraordinaires à trois deniers, vn appelé la tersane.	88.	M. le Maistre President allegué.	544. 578
Lods & ventes payables par le nouveau acqueteur tant de son contract que du contract precedent.	64. par saisie de son fonds 95. son recours réservé. 95. 96.	M. le Maistre President, ses remarques sur l'Edict des criees.	125. 1278
Lods sont d'action personnelle. 95. costume de Poitou à cest égard.	65	M. le Maistre allegué.	138
Lods ne sont deus pour les immeubles baillez en dot, legitime, ou autre droict hereditaire, soit qu'ils soient estimez, ou non estimez.	650	Maladeries vont de mesme regle que les Hospitaux.	499
Lods sont deus du iour du contract	78.	Voy Hospitaux.	
qu'ils doit payer.	78	Malard allegué en ses memoires.	651. 857
Lods demandez par le seigneur accompagner au retrait.	449.	863. 866	
Lods de vente iudiciaire quand sont deus & à quel termier.	79.	Malard Conseiller au Parlement de Tholose.	158
Lods ne sont deus pour chose vendue au Roy ny au public.	451.	Malefice est suiuy de la peine.	74
Loix, difference des loix diuines & humaines. 11 <i>Alia sunt leges Caesarum, alia Christi, aliud Papianus, aliud Paulus noster praecepit.</i>	11	Mandat & ratification differens.	449
Loix obscures & ambiguës, l'interpretation s'en doit faire suivant les droicts & libertez du peuple.	663.	430	
Loix se doiuent accommoder aux habitudes des provinces qui les doiuent recevoir.	663	<i>Mandatum morte mandatis extinguatur.</i>	211.
Loy penale ne doit estre ampliee.	690	Mancœures, leur salaire n'estant point conuenu à quelle raison se doit moderer.	279
La loy Papia concerne la caducité des hoiries & des legs. 663. iusqu'à quād exempté les enfans du testateur de son Ordonnance.	663	Mancœures & mercenaires ne perdent leur deu par la prescription de six mois	281.
Loy non conuenu des mancœures à quelle raison se doit moderer.	279	Mercenaires besongnans d'un soleil à l'autre comme est entendu.	282
Luc. M. du Luc.	81. 285. 544.	Marchands perdent leur marchandise par la prescription de six mois. 276. pratiqué rigoureusement à Paris, autrement à Tholose. 046. 277. Arrest de Paris contre vn marchand de vin qui demandoit sa dette apres cinq ans. 277. remedes contre telle ordonnance.	276. 277
Monsieur du Luc Conseiller au Parlement de Tholose.	863.	Mary perd le droict de choix & election en se remariant.	24
Monsieur du Luc Conseiller au Paulement de Tholose.	805.	Mary heritier fiduciaire.	24
Lucian allegué.	808	Mariage louange du mariage. 887. mis entre les Sacrements. Iesus Christ l'a honoré de sa presence.	887
Lucullus enuoye son tesmoignage escrit & signé en faueur des Cheroniens en		Mariage selon droict Canon est legitime quand interuient le consentement des deux conjoints.	843
		Mariage, contrariez du mariage entre le droict Civil & Canon. 743. Edict contraire louable & loué. 744. mariages volontaires sans consentement de parèts sont dits rapt. 744. causent exheredation de fils & filles.	743 744
		Mariage sublequent legitime les enfans, &	

## Table

- reuoque les donations. 93
- Mariage ne dissout la puissance du pere.  
803. en mariages degrez se prennent par  
generations. 664
- Marices nouvelles touchoient ancienne-  
ment le feu & l'eau. 114
- Marion Conseiller au Parlement de Tho-  
lose. 857
- Martian allegué. 410. 411
- Martian allegué. 381
- Martian. 84
- Masculinité est le symbole de propaga-  
tion & perpetuité 658
- Masse digne seul de porter le nom & armes.  
787
- Masse important ordre ou successif ou ele-  
ctif 9. regarde la conseruation de la li-  
gnee. 2
- Masses conseruent la dignité & splendeur  
de la famille. 668. loy que le frere suscite  
semence au frere. 668. font les colonues  
de la maison. 669
- Familles se conseruent par les masses non  
par les filles. 668
- Massas Conseiller au Parlement de Tho-  
lose. 772
- Masuer appellé le Coustumier, allegué.  
230.
- Masuer. 61. 419. 510. 570. 897.
- Materna maternis*. si ceste reigle a lieu in *m-*  
*finium*. 285. n'ontrepasse les freres. 284
- Matthæus de Afflictis allegué. 329
- M. Maynard fils de l'Auteur Conseiller  
au Parlement de Tholose. 644
- Maynard Conseiller au Parlemēt de Tho-  
lose fils de l'Auteur. 667. M. Iean May-  
nard pere de l'Auteur, Iuge de saint  
Céré. 781
- Maximian Empereur, sa constitutiō pour  
l'exemption des laboureurs & rustiques,  
de la charge de laboureur. 135
- Maximian Empereur, sa constitution pour  
la reuocation des donations. 195
- Melet Conseiller au Parlement de Tho-  
lose. 881
- Mere remariee apres plusieurs considera-  
tions peut auoir la garde de ses enfans  
& la tutelle. 145. si elle refuse comment  
elle peut estre contrainte & comment  
non. 145. 146
- Meres. Edict des meres n'a point esté pu-  
blié à Tholose. 174. 175. 176
- Meres. Succession des meres se remarians  
en l'an du ducul. 663
- Mere ayant repeté les dot & augment ne  
peut demander les aliments & habita-  
tion baillez par le contract de mariage. 8
- Mere excluse par la substitution pupillaire  
comprise sous la compendieuse. 324
- Mere tue vn Capitaine voulant forcer sa  
fille. 171. est louée non condamnée, sa  
grace leüe en audience. 172. 173. 174
- Mere ne perd ses droicts en la succession  
de sa fille ne la faisant pouruoit de tu-  
teurs. 60. 61
- Mere herite à sa fille en la moitié, vn tiers  
*iure legitime*, le quart au reste *mere Trebellia-  
ni*, non obstant la substitution de la fil-  
le. 60
- Mere ne perd la succession du fils, ne luy  
faisant point creer vn tuteur auant que  
se marier. 61. condamné en amende pe-  
cuniaire. 61
- Mere pretendant legitime es biens de sa  
fille, à laquelle substitution auoit esté  
faicte, si le legat à elle faict est imputé.  
329. 330
- Mere ne peut repudier la tutelle ordonnée  
par testament estant gratifiée de legs, si-  
non perdra le legs. 147
- Mere non preferée à l'ayeul en cas de con-  
currence. 148
- Mere ayant eu pour agreable le testa-  
ment de sa fille, s'estant contentee du  
legat quelle luy auoit faict en iceluy,  
ne peut plus debattre le testament d'inof-  
ficiosité, ny demander le supplément  
de legitime. 335. arrest & raisons. 335. 337
- 338
- Mere capable de nourrir ses enfans plus fi-  
delement que toute autre. 400. pupille  
demeure quatorze ans sous la garde du  
tuteur, mais tousiours sous celle de sa  
mere. 400. 401
- Mere comment succede en secondes nop-  
ces par les constitutions des Empereurs  
Gratian, Valentinian & Theodose. 489
- si ce qui est dit de la mere se doit & peut  
rapporter au pere. 489. 490
- Mere n'a pareille puissance que le pere. 68
- Mere restituee en lezion d'un testament  
refusee pour demander supplément de  
legitime. 338
- Merites doivent estre prouuez en dona-  
tions à cause d'iceux. 184
- Meubles du Prestre priuilegié ne peuvent  
estre vendus, autrement des immeubles  
& temporels. 578. 579
- Meubles



## des Matieres.

- Meubles, en vente de meubles n'y eschet point de restitution pour la lesion.** 650
- Meubles ne doiuent estre discutez en criees pour les majeurs.** 544. pour les mineurs autrement. 545
- Meubles, és meubles l'argent caché *profi-di-j causa*, n'y est cõpris.** 17. fruiets y sont compris. 17. or & argent monnoyé y compris.
- Meubles ne doiuent estre discutez avant que venir aux immeubles, estant contre mineurs.** 121. 122. toutesfois au contraire au Parlement de Paris 122. 123
- Meubles, sous le nom de meubles n'est compris l'or & l'argent monnoyé.** 19. sont compris les fruiets. 19
- Meubles ne tombent en retrait.** 448
- Maynial Conseiller au Parlement de Tholose.** 140
- Milan, son Senat.** 171
- Mineur plaidant sans autorité de tuteur ou curateur peut faire casser la procedure si elle luy nuit, sinon valable à son profit.** 428
- Mineur se peut repentir de n'yser de sa restitution en entier.** 456
- Mineur restitué contre l'an & iour du retrait.** 455. 456. 457
- Mineurs fauorables en la rigueur des insinuations.** 214. 215
- Mineur estant aux Galeres peut par Procureur faire tout ainsi que s'il estoit present, inexculpable s'il laisse encourir le temps sa minorité passée, releué de tout ce qu'il a fait pendant icelle.** 119. 120
- Mineur ne peut rien faire durant sa minorité à son preiudice, dont il ne soit releué.** 119
- Mineur aux Galeres, le temps qu'il y est court contre luy en prescription.** 116
- Mineur ne peut compromettre sans espoir de restitution.** 858. compromis de luy n'est nul, pour ce qu'il en peut appeller. 859
- Mineurs releuez du defect d'acceptation des donations.** 589. avec quelles circonstances. 590
- Mineurs & pupilles pour leur reliqua declarez alloiiables ensemble, & à mesme raison que la femme.** 486. Priuilege de leur reddition de conte, esgal avec celuy de la femme pour son dot. 485. 486
- Mineurs ne sont releuez des solemnitez obnuses aux solemnitez du retrait ligna-**
- ger.** 712. temps de retrait court contre mineurs, & se prescrit comme contre majeurs. 712. le droit subiuent aux mineurs en ce qu'ils ont obmis, fors en cas là. 712
- Mineur promettant de vendre par cedula, & prenant arres, s'il est tenu de vendre estant majeur.** 491. 492
- Mineurs deduisent és prescriptions le tẽps de leur minorité.** 90. 91
- Mineurs doiuent estre discutez en leurs meubles premier qu'en leurs immeubles.** 545. restituez cõtre les decrets. 548 549. contre les criees. 550
- Mineurs, priuilege des mineurs ne s'estẽd au fils ainsé de France.** 742
- Minorité n'a point d'illatiõ ny consequence au delict ny au contraire.** 117
- Modestin allegué.** 243. 370. 665. 967
- Mœurs, ingement de mœurs honnestes ou dissolus.** 113
- M. Morlhon President au Parlement de Tholose.** 884
- Molincus.** 66. 87. 88. 95. 178. 294. 515. 516
- du Molin Aduocat allegué.** 641. 648. 708. 724. 732. 741. 767
- du Molin allegué.** 18. 329
- Molins, Ordonnances de Molins.** 657
- Molins, l'Ordonnance de Molins a lieu, non seulement pour les contracts passez pardeuant Notaires: mais aussi pour le regard de conuentions priuees, signees des parties, & par elles recogneues, quelque preiugé au contraire.** 253. hypothese iugée au Parlement de Tholose. 254. n'a lieu aussi pour le depõst. 255. faits de dol, fraude & simulatiõ, contre les contracts receuables à prouuer contre ceste Ordonnance. 255
- Monnoye de la constitution des cens & rentes, & de l'acquittement, semblable, bien que de prix different.** 647
- De mutatione bonitatis extrinseca & intrinseca monete soluende.*
- Monnoye selon nostre vlsage va tousiours en empirant.** 647
- Les escus anciennement de valeur seulement de trente sols.** 647. sont diminuez de poids, augmentez de prix. 648
- Monnoye, & la valeur, & son alloy n'appartient qu'au Prince.** 891. en payement de cens, ou arrerages, son prix se doit regarder du temps du contract. 891. son interieure bonté est cõsiderable, non sa

## Table

matiere. 892. or pour argent, argent pour  
or c'est le mesme. 892  
Monnoye, aux monnoyes le prix est selon  
la volonte du Roy. 894. venant à aug-  
menter de prix le grain & denrees, ac-  
croissant aussi de prix. 894  
Monnoye n'est comprise sous le nom de  
meubles 19  
Montpellier a statut particulier pour les  
testamens. 372  
Mort, la vie termine à cent ans, à septante  
& huitante. 698. Moyse & David sur ce  
alleguez. 698. vie de Jean des Temps,  
vie des cerfs, corneilles, corbeaux, & au-  
tres oiseaux d'Inde: preuve de la mort  
comme le fait, & les distinctions qu'il y  
faut apporter. 699. De ceux qui sont  
morts ensemblement. 700. presumption  
de droict quelle. 700. Le plus robuste  
est presumé mourir le dernier, le pere  
presumé mort le premier, & le vieil-  
lard & l'impubere, & la femme. 701.  
702  
Moynes autresfois capables des successions  
iusqu'au troisieme degre. 663  
Moyse termine le cours de l'homme à cent  
ans. 698  
Moyse legislateur, Dieu a donné ses loix à  
son peuple par luy. 668. sa loy tou-  
chant la succession des filles pour sa sus-  
citation de semence par le frere au frere.  
668  
Mulets leguez avec harnois comprend les  
autres sans harnois. 339. 361  
Mutes ou amandes. Voy amandes.

N

**N**euveux succedent par souches, *in stirpe non in capita.* 797. 798. ne sont de meilleure condition que la mere. 798. doiuent imputer en leur succession le dot de leur mere. 798. n'empesche la repudiation de l'heredité maternelle. 798. 799.

**N**euveux ou petit fils succedent à leurs ayeux, de par eux & non par leur pere. 843. ne peuuent estre deboutez de la succession de l'ayenl, par la faute du pere. 843. 844. 845.

**N**euveux exclus en faueur de la mere. 382.

383

Neveux succèdent à leur oncle par sou-  
ches. 293

Vcy petit fils.

Nom, la conseruation du nom aux familles  
combien recommandable. 668. de quel-  
le utilité. 668

Noces secondes ne priuent point le pere  
de l'usufruct. 676

Noces incestueuses reprobées, & les enfans qui en naissent. 841. contractées au desceu du pere, sont cause d'exhérédation 841 & si elle se peut estendre aux enfans du mariage. 841.842

Noces secondes, constitution sur icelles  
examinee. 489

Noces secondes. 143  
Notaire ne peut estendre ses *Et cetera*, de  
la minute aux renonciations particu-  
lières. 900.901

Notaire ne peut estendre ses & *castra*. 730.  
731 Voy & *castra*.

Notaires s'ils peuvent estendre les *V*er-  
ra de leur minutte. 39. & l'estendre  
en vn testament, à la clause codicillaire.  
93

Notaire peut stipuler pour vn absent § 83.  
luy acquiert tout droit & action sans  
cession. § 83

Notaires recevans les donations peu-  
vent stipuler & acquérir droit, & ac-  
tion sans cession aucune au profit des  
tiers & ignorans, mēmes en France.

Notaires obligez en tous actes publics, contracts & estamens, inscrire les noms, qualitez, & demourances des telmoins & parties, avec les dates bien expressement de l'an, iour & heure.

Nouvelles mariees touchoient ancienne-  
ment le feu & l'eau. 114

Nouvelle de Valentinian & Theodosius  
pour la prescription de trente ans. 90  
91

Nouvelles de Justinian, portées correction  
d'autre Nouvelle. 49

Nouvelle de Iustiman 656.657. y est des. c.  
gé par l'ordonnance. 65

Nouvelle de Iustiniã defend d'aliener hors  
de sa famille. 657. fait les substitutions  
libres jusqu'à infiny. 66

Nul, acte nul & tel déclaré, on n'est plus  
recevable à prouver son contenu.



## des Matieres.

- Nullité es criees, defaut d'affiches en est vn  
moyen pertinent. 125
- Nullité aux criees le defaut d'establissement  
de Commissaire. 134. 135
- Voy Commissaire.
- Numa adioust deux mois en l'an, n'est  
stant auparauant que de dix mois. 913
- de *Nummis* & *Pecunia*, d'autre signification  
aujourdhuy qu'anciennement 17. 18
- O
- Obligation solidaire, si le creancier re-  
çoit payement de l'un des obli-  
gez, renonce au droit sans diuision.  
747. raisons de part & d'autre. 748.  
749. Arrest pour la negatiue. 749. ce  
que fait vn des obligez profite à l'autre.  
749
- Obligation solidaire, & de l'effect de la  
clause sans diuision. 899. renoncia-  
tion necessaire au benefice de discus-  
sion. 900 si le Notaire la peut esten-  
dre en sa grosse, sous le *et cetera*, de la mi-  
nute. 900. 901. vn des obligez ac-  
quitte tous à ses actions reseruees, non  
pas solidaires, si elles ne luy sont ce-  
dees. 901
- Obscurité ou homonymie, comment se  
doit expliquer. 664
- Occasion presentee ne doit se laisser es-  
chapper 211
- Ostacilia paillarde de Varron, le poursui-  
uant pour la confession de debte fraudu-  
leuse est debouttee. 4
- Ostaius nourry chez son beau pere.  
140
- Offices, venalité d'offices, chose dete-  
stable. 791. Edict de Blois sur ce 792.  
malheur des guerres ciuiles causes de  
la venalité des offices. 792. il ny a que  
les marchands, & auares tauerniers qui  
puissent auoir des offices, à caule de leur  
prix excussif. 792. Aduocats menacez.  
793
- Official, voy Iuge d'Eglise. 753
- Officiers à qui appartient de pouruoir les  
Officiers, ou au propriétaire, ou à l'usu-  
fructuaire. 884. resolu à l'usufructuaire.  
884.
- Offre faicte en retraict avec consignation  
de piece d'or ou d'argent, acquiert les  
fruits au retrayant. 472
- Offre se doit prendre toute entiere, sans la  
demembrer & diuiser, toute accepter, ou  
toute refuser. 855. 856
- Offres & consentemens doiuent estre  
pris tous entiers, sans les tronquer. 593  
raisons & autoritez diuerses sur ce.  
594
- Omnia* verbe vniuersel. 18
- Opposans afin de distraire, peuuent trou-  
bler les Commissaires en faict de criees.  
137. limitations, & comme s'entend.  
138
- Option donnee à la vefue de choisir quel-  
le demeure elle voudra, ne peut choisir  
le principal manoir. 732. 885
- Ordonnances de Molins pour la preuue  
excluse passé cent liures. 445
- Commission expresse, charge donnee par  
la Cour de Parlement à Tholose, à feu  
Messieurs les premier President d'Affis  
& de Sabatier, sieur de la Bourgade, pour  
en faire remonstrances en l'assemblee  
des Estats à Molins, où ils estoient de-  
putez, & sur lesquelles ladite ordon-  
nance s'en seroit ensuiui. 246 Ladicte  
ordonnance contraire au droit Ro-  
main. 246. neantmoins vtile pour la ma-  
lice des hommes de ce siecle. 247. n'est  
rapportable aux testamens. 248 La Cour  
du Parlement de Tholose ne l'estend à  
tout. 248. de post iugé contre sa disposi-  
tion. 249
- Ordonnance de l'an mil cinq cens trente  
neuf, du Roy François contraire au  
Droit Ciuil, touchant la perquisition  
de meubles. 121. obseruee à Tholose  
122
- Ordonnance de mil cinq cens trente neuf,  
pour la perquisition des meubles ob-  
seruee à Tholose, *etiam* contre les mi-  
neurs. 123
- Ordonnances portans prescription de trois  
ans contre les seruiteurs, & de six mois  
contre les marchands, examinee. 176.  
Tholose en relasche la rigueur. 277.  
pratiquée à Paris. 277. le remede à telles  
rigueurs. 278
- Ordonnances de Molins, & du Roy Fran-  
çois, pour le double du deu aux labou-  
rens, & le quadruple des executions  
faictes sur leurs instrumens aratoires ab-  
rogees. 822

## Table

Ordonnance viue loy du Royaume. 774	Papon allegué. 231.232.234.249
Ordonnances de 1539. modification sur icelles, touchant les tiers opposans. 138	M. Papis, mort Doyen des Conseillers de la Cour de Parlement à Tholose. 8
Ordonnances du Roy Charles à Orléans, sur le fait de la promotion à la Prestreife. 577	Papis Conseiller au Parlement de Tholose. 652
Ordonnances du Roy François pour les sequestres. 125	Papire, ieune homme qui sceut garder le secret du Senat à Rome. 71
Ordonnances du Roy Charles IX. fils & successeur de Héry pour les insinuations. 197	Paracritiques & precaires verbes sont reddi & solui rubeo, induisans vray fideicomis, & sans fraude. 5. 10. sinon qu'il apparaisse du contraire par acte expres. 5
Ordonnance en faueur de ceux de la religion pretendue, que prescription court point sur eux. 501	Parastre peut estre tuteur, questions à ce propos. 140
Ordonnances d'Orleans & Molins. 657	Parastre peut estre tuteur le voulant. 392
Ordonnance de Molins sur les retraits lignagers, & comment elle y peut auoir lieu. 484	Paratis se doiuent prendre d'une Cour à l'autre, & non du Seneschal, ou autre moindre Iuge. 725. erreur de Papo césuré. 725
Ordonnance & coustume priuant le mercenaire & ouurier de demander son salaire, apres six mois n'a lieu, <i>in rusticis, sed magis in urbanis</i> . 281	N'est refusé ny donné, sinon la chose consideree. 725. Sergēt peut besoigner sans paratis, & comment. 724
Ordonnances des trāfactions, comme doit estre entendue. 57	Parēs pauvres appelez à l'heredité de l'estranger mort en Frāce sans enfans, non obstant le droit d'Aubaine. 308
Ordonnance de Molins pour les insinuations. 201	Parens preferez au fise es biens des condammnez pour adultere. 663
Ordonnance portāt paroles, irritant decret. 191	Paris la Rome de France. 396
Orleans, Estats & ordonnances d'Orleans 577. 657.	Parlemens examinent la cause du fils auant que contraindre le pere à aduancer aucune chose pour la legitime. 386
Ouide escrit la destinee d'Auguste. 652	Parlement de Paris, son eloge. 188. Chrestiens & Sarrafins y sont venus demander Iustice. 188
P	Parlement Iuge en souveraineté. 100
<b>P</b> Action commissioire ou resolutoire, comme s'entend prohibee. 83. comment se purge. 84	Partage s'il se doit faire des biens d'un frere presumé mort. 628. Arrest du Parlement de Paris sur ce subiect. 628. hypothese remarquable. 628. 629. arrest contraire du Parlement de Tholose. 632.
Pactions de succeder valent. 652. de donner ont effect de donation. 652	presomption de vie durer iusqu'à cent ans. 630. opinion contraire de Bartole rejettee. 631
Panorme. 40	Partage par moitié est à la mode des rustiques, quand les parts sont contentieuses. 582
Panoemitanus allegué. 83	Coustume aux partages que l'aîné fait les lots, & le puîné choisit. 634. & la raison. 634
Papinian allegué. 14. 116. 117	Partage d'Abraham & de Lot. 634
Papinianus allegué. 466	Partage comme se fait au sort sans diuination. 635. Contention sur les formes, ou d'estre fait au sort, ou par l'aîné. 635. arrest sur ce du Parlement de Tholose. 639
Papinian allegué. 664. 678. 775. 909. 911	Partie aduersē n'est appelee ny ouye à la certification des criees, & n'y peut donner empeschement. 128
Papon. 146. 160. 191	
Papon remarqué sur les arrests. 351. 352	
Papon blasme & conuaincu d'erreur pour les paratis. 723	
Papon allegué. 14. 276. 283. 306. 308	
Papon. 40. 41. 57. 67. 71. 83. 84. 90. 99. 105. 107. 122. 125. 165	
Papon allegué. 519. 528. 544. 545. 551. 557. 560. 573. 583. 593. 596. 601. 602. 628. 678. 689. 690. 691. 697. 708. 712. 713. 715. 718. 720. 723. 724. 726. 730. 737. 747. & <i>alibi passim</i> .	

## des Matieres.

- Pasques, insolences du peuple le iour de  
 Pasques. 917. 918. 919. comment repri-  
 mees par l'Auteur. 919. arrest sur ce de  
 la Cour au long inferé. 920  
 Pasteurs ou Prestres. Voy Prestres.  
*Paterna paternis, materna maternis*, si ceste re-  
 gle a lieu, *in infinitum*. 283. n'outrepasse  
 les freres. 284. 285. 286. 287  
 Paul de Castre. 27. 77  
 Paul Iuriconsulte. 351. 465. 483  
 Paul de Castre allegué. 8  
 Paul Iuriconsulte. 165  
 Paul de Castre allegué. 689. 837  
 Paulo, second President à Tholose. 32  
 Patrimoine d'un Prestre, sçavoir s'il luy  
 vient en legitime. 579. Voy Titre.  
 Patronat estant au bien de la femme ma-  
 rée, le mary peut presenter. 571. la fem-  
 me neantmoins pouuant presenter & en  
 concurrence la premiere la plus valable  
 par qui qu'elle soit faite. 571  
 Payement en deniers commué en peine  
 corporelle. 760. Voy Peine.  
 Payement en quelle valeur de monnoye  
 se doit faire, ou selon le present cours,  
 ou selon le cours du contract ou du  
 deub.  
 Pecune non marquée ny frappée n'est  
 monnoye, ains marchandise: celle est  
 seulement monnoye qui a le coing du  
 Roy. 894  
*Pecunia recondita presidij causa*, ne vient en le-  
 gat de maison & meubles. 17  
*Pecuniam legato mobiliu cedere*, interpreté.  
 17.  
 Pecunia qu'elle comprend or & argent mon-  
 noyé, & non monnoyé. 17. 18  
 Pêché suit son auteur, & la crainte le cri-  
 me. 844  
 Penales loix ne s'estendent au cas non ex-  
 primez. 149  
 Peine corporelle de ceux qui ne peuvent  
 payer en deniers. 760  
*Qui non habet in re, luit in corpore* comme  
 s'entend. 760. 761. 754  
 Cession est la peine des debtes ciuils, pei-  
 ne corporelle des debtes criminels. 760  
 telles peines sont arbitraires, & sou-  
 uent reiettees de la Cour. 761. peine de  
 ieusner, & aller à genoux es Eglises, au  
 lieu de la peine corporelle non receüe.  
 762. le ieusne est peine Ecclesiastique &  
 corporelle. 763. où n'y a point commu-  
 tation de peine. 765. 766. ne doit estre  
 iugée qu'apres six mois ou vn an de pri-  
 son au moins. 766. prison est vne partie  
 de la peine. 764  
 Peine doit estre où est le crime & non plus  
 auant. 844  
 Peine suit le malefice. 74  
 Peines premierement petites se sont faites  
 grandes.  
 Peleus allegué. 579. 589. 619  
 Percin Conseiller au Parlement de Tho-  
 lose. 75  
 Perdicas institué heritier par Alexandre &  
 comment. 801  
 Perdre & gagner ont leurs objets diffé-  
 rends. 216  
 Pere ne perd l'usufruit se remariant en se-  
 condes nopces. 677. ne peut estre agy  
 contre luy. 676. n'est tenu à reddition  
 de compte. 677. ny de faire inventaire.  
 677. contraire opinion & la raison. 677.  
 s'il est mauuais mefnager on luy oste  
 l'administration, luy constituant ali-  
 mens. 678. contraire opinion debatue.  
 978.  
 Pere de famille n'a rien aux biens Castren-  
 ses de son fils. 678  
 Cas où l'usufruit ne demeure aux pe-  
 res.  
 Cas où l'usufruit doit estre communiqué  
 au pere & au fils. 678  
 S'il veut garder l'usufruit, doit administrer  
 fidelement. 678  
 Pere n'est tenu de donner la legitime à son  
 fils de son vivant 386. sinon en vn cas.  
 386. 387.  
 Pere destendu de dissiper ses biens. 395  
 Pere doit iouyr des mesmes faueurs qui  
 sont donnees à la mere, par la constitu-  
 tion de Theodose, Valentinian & Gra-  
 tian, pour la succession de leurs enfans es-  
 tans conuolez à secondes nopces. 489.  
 490.  
 Pere non cōtraignable ny respōsable pour  
 le fils, ne le fils pour le pere. 383. sinon en  
 certains cas. 384  
 Pere doit auoir l'eslection du choix de ses  
 enfans, sçait les mœurs & conditions de  
 ses enfans. 9  
 Pere par son testament ne peut preiudicier  
 à ses enfans. 755  
 Periure vengé de S. Anthoine & S. Fort. 465  
 Permutation, retraict lignager n'y a point  
 de lieu. 439. 440  
 Permutation en matiere de benefices. 371



# Table

<i>Permutatio ex mutua rerum traditione vires su-</i> <i>mar.</i> 671	formes. 719. l'opinion contraire non re- cuse. 729. 730.
Perperuité. Voy Propagation.	Pline allegué. 908. 910
Perquisition de meubles avant que saisir les immeubles abolie par l'Ordonnance de 1539. n'est plus necessaire au Parlement de Tholose, ny pour mineurs. ny pour majeurs, l'est encores au Parlement de Paris. 112. 123	Pline. 150. 154
Personne, la mutation de la personne chan- ge la condition de la chose. 641	Pluralité des personnes n'empire la condi- tion de l'obligation. 110
Personnelles actions & reelles, difference notable. 512 513	Pluralité de liens ne passe outre les freres, 187. non considerable entre les freres. 289 290.
Pertinax Empereur allegué. 381	Plus prochain. Voy prochain.
Petit fils s'il peut estre exheredé pour la faute du pere. 840. 841. 842 ne doit rien perdre pour la faute d'autrui. 843. Voy nepueu	Plutarque. 114. 122
Petrus Ancharanus. 466	Plutarque allegué en ses propos de table, beau traict sur les arbitres. 124
Petrus Ferrariense a commenté Guido Pa- pé, allegué. 777	Plutarque allegué. 159. a escrit la vie de Cymon. 259.
Phenix vit neuf cens ans. 699	Plutarque allegué. 274. 281
Philippe Corneus allegué. 740	Polibe. 150
Philippe Dece allegué. 304	Pomponius allegué. 909
Philippus Præses Monspellicensis allegué. 107.	Possesseur du fonds n'est tenu aux actions personnelles. 16
Philon Juif. 910	Possesseur en tiers quand peut estre appelé pour le payement des legitimes. 65
Photius, son Nomocanon. 663	Possession s'acquiert par vn seul acte. 673.
Photius, sa Biblioteque. 667	Possession de conferer. 673
Pibrac Aduocat du Roy. depuis President. 269.	Possession <i>seruitutu aque ducenda</i> . 673
Pie cause fauorable, comme celle des en- fans. 379. testament du fils de famille de- claré en sa faueur bon. 379. testament d'un prodigue bon pour la cause pie. 380.	Possession de liberté. 673
Pieté des peres enuers les enfans. 842. 843.	Possession en matiere beneficiale ne s'ac- quiert que par l'acte. 670
M. du Pin Conseiller au Parlement de Tholose. 356	Pour acquerir possession ne suffit auoir titre & intention si l'acte naturel y de- faut. 670. auparavant la possession le resignant a tout droit & fait tout. 671. le resignataire n'oste au resignant son droict, & ne finist son pouuoir que par icelle. 671
Pisard appostillateur de Guido Papé. 637	Posterité signifiee par le songe d'un bou- clier où son nom est escrit. 659
Platon. 666. 669	Praticiens certifient les criees sans salaire. 127.
Platon allegué, pourquoy a institué vn seul heritier. 959	Prebendes & dignitez d'une Eglise Câte- drale appartiennent à l'Euesque, & au Chapitre ensemble. 672
Pleige en premiere instâce tenu en la cause d'appel. 724. fait notable iugé par Arrest du parlement de Tholose 725 Vn amy escriuant des lettres de recommandation à vn precepteur avec assurance d'estre bien payé, sçauoir s'il se rend pleige & s'il s'oblige 727 728	Predecez de l'heritier avant le testateur rend le testament nul. 352. sinon en cas de substitution. 353
Pleige de payer le iugé à trois clauses, n'est receu en France. 729. Arrests sur ce des parlemens de Tholose & Paris con-	Prelat & superieur ne peut rien pretendre en la succession d'un prestre lors qu'il y a des heritiers apparens. 306
	Prelats & Iuges Ecclesiastiques sont Iu- ges incompetens de cognoistre de l'a- ction de retract. hypotheques, interdits ou causes possessiones. 480

## des Matieres.

- Prelation**, du droit de prelation, & comment on en peut user quand il y a deux Seigneurs directs. 705. 706  
 Voy Seigneur.
- Droit de prelation non cedable.** 706. 707  
 Que celuy qui en use est tenu iurer que c'est pour reünir à sa table 706. 707  
 transport fait à vn escolier par la mere du droit de prelation. 708
- Premiers possesseurs si en causes subsidiaires & hypothequaires**, ils peuvent indiquer à leur liberation autres derniers possesseurs. 493. 494
- Prescription de cent ans donnee aux Eglises d'Orient & Occident** 496
- Prescription de quarante ans en matiere Ecclesiastique.** 496. de trente ans pour les actions priuees & particulieres. 497.
- Prescription**, l'action d'iniures se prescrit par vn an, la querelle d'innocentise par cinq ans, la cause de l'ingratitude par trente ans seulement, toutes actions penales par vn an. 684
- Prescription de trente ans contre toutes choses.** 89. à Rome, France, & par tout. 89. Sidonius Appollinaris apporté en tesmoignage. 90. nouvelle de Valentinian. 90. & Theodose. 90. s'entend entre aagez & priuilegez. 90. le fise & le prince ne prescriuent que par quarante ans. 90. mineurs deduisent le temps de leur minorité. 90. contre l'Eglise, on ne prescrit que par quarante ans. 91. hypotheques des dot & douaire se prescriuent. 92.
- Prescription court contre l'action & la chose.** 93
- Prescription court és substitutions en faueur de tiers detempteurs, substitution estant ouuerte.** 93
- Prescription de trente ans perime l'hypothèque des mineurs contre leurs tuteurs, à compter du temps de la maiorité.** 93. 94.
- Prescription de long temps n'a lieu contre ceux qui n'ont attainit l'aage de 25. ans selon la Coustume de Paris.** 518. est besoing neantmoins de lettres à Tholose. 519. la Maieité du Roy en cela de pire condition que ses subiects, & pourquoy. 519. Arrests sur ce amenez & alleguez 519.
- Prescription ne court par l'ordonnance sur ceux de la religion pretendue, question à ce propos.** 501. temps de cinq ans retranché des prescriptions ordinaires par Arrest de Paris. 502
- Prescription, iuste titre & bonne foy comme s'y entend.** 500
- Prescription ne peut courir contre celuy qui ne peut agir.** 504. 505. 506. 507
- Prescription par dix ans de l'hypothèque d'un tiers comme s'entend** 509
- Prescription de trente ans legitime en principal & en accessoire.** 510
- Prescription trentenaire court cõtre le pupille pour l'hypothèque qu'il a sur les biens de son tuteur.** 510. 511
- Prescription es choses substituees est bonne de trente ans, la substitution ouuerte.** 513. encore que la substitution soit insinuee. 513
- Prescription fauorisee, non seulement pour abbreger les procez, mais oster & desraciner du tout toutes especes & racines de chicanerie.** 515
- Prescription de trois ans contre les seruiteurs, & de six mois contre les marchands observee estroittement à Paris.** 276. 277. adoucie à Tholose, & comment. 277. 278.
- Prescription d'heredité, comment & quand se fait.** 740
- Voy Substitution.**
- Prescription contre vn mineur court durant le temps qu'il est aux Galeres.** 116.
- Prescription en retention feodale ne court que du iour de la notification du contract.** 650
- Prescription ne peut courir sur le seigneur pour l'Emphyteote ny le vassal.** 104.
- Prescription de trente ans en toutes choses & de quarante en l'Eglise.** 104
- resentation appartenant à la femme, le mary peut presenter.** 571. faicte neantmoins par la femme est valable. 571. en concurrence des deux laquelle doit valoir. 571
- Presomption iuri & de iure, ne reçoit point de preuue au contraire.** 692
- Presomption, confession de debte à la mort, dont n'appert rien, presumee estre legs 3. erreur presumee en debte**



## Table

vieille confession quand est presumee erronnee.	principal ne subsistant l'accessoire sera rui- né quant & quant. 87
Presomptions autres que <i>iuris &amp; de iure</i> ne peuent rejeter la preuve sur les produi- sans les contracts, contre lesquels est al- legué dol, fraude & simulation. 256	prison est vne partie de la peine 764 privileges des gens d'armes pour les privi- leges, s'ils estendés prestres. 32
Presomption qu'un homme absent est vi- uant plustost que mort, voire iusques au centiesme an. 630	privilege de la femme sur tous autres crea- niers. 492. 493
Presomption de fraude en vn retraiet li- gnager. 439. 440.	privileges des Eglises s'estendés Hospi- taux, Maladeries, & autres lieux piez. 499.
Prestations annuelles deues par contract sont prescriptibles par treze ans. 99 con- trouersie sur la forme ancienne de les prescrire. 92. 100	privilege du doï de la femme avec celuy des mineurs egal. 585. 486
Prestres ne peuvent donner à leurs bastards & concubines, ny aux legitimes des ille- gitimes. 32. 33	privileges personnels sont restrains à la personne privilegee. 642
Prestres ne peuvent donner en propriété aux bastards ny legitimes de bastards : peuvent donner pour les nourriture & alimens. 33. 34. ne peuvent instituer vn estranger par vne condition tacite & se- crete de rendre au bastard. 38	prix ne peut estre suppléé ny recogneu de bonne foy pour preiudicier à vn tiers. 466.
Prestres sont <i>militia celestis militia</i> , si les pri- uileges des gens d'armes passent en eux, accomparez à eux. 39. peuvent tester <i>iure militari</i> . 39. en leurs testamens les so- lemnitez n'y sont pas tant requises. 36. ny tant de tesmoins. 40	prix diminué par le terme. 417. 418. 419
le Patrimoine d'un prestre ne peut estre vé- du. 577. ne peut transiger sur les fruits à venir. 577. <u>privilege</u> de ses meubles. 578	procedure cassable faite contre vn mineur non pourueu de curateur, mais non pas si elle tend au profit du mineur. 418
Prestre ne souloit anciennement estre faict qu'à mesure de la vacance des benefices. 575. Constitution d'Anaclete Pape. 575	prochain plus proche succede au prestre & comment. 305. controuersie pour les fruits de l'an du decez entre les heritiers & le titulaire nouveau. 305
Prestre, Ordonnance & Edict sur le faict des <u>prestres</u> , & de leur promotion au Sa- cerdoce sans tiltre, & comment se doit entendre. 577	prochain plus proche comme est entendu és successions, <i>ab intestat</i> . 311. hypothese iugee. 311. 312
Prestre en sa succession le prelat n'y peut rien pretendre quand il y a des heritiers apparens. 306	prochains plus proches succedent és suc- cessions, <i>ab intestat</i> , representation, <i>in infi- nitum</i> , estant restraite. 302
Prestre defunct qui luy succede, & com- ment. 305	prochaineté, le degré estendu iusques au dixiesme. 309. en succession de Royau- mes estendu, <i>in infinitum</i> . 309. 310 & en- cores auât s'ot preferez au fisque. 309. 310
controuersie Pour les fruits de l'an du de- cez entre les successeurs, & le nouveau titulaire. 305	prochaineté aisee à alleguer, difficile à prouer. 310
Preuve non admise contre presumption <i>iur- is et de iure</i> . 692	procopie sur Esaie. 658
Prince seul doit suppleer aux loix, les mo- difier & declarer. 71	procureurs à Tholose taxez de chiquanerie condamnez en l'amende pour requeste presentee en diuerses Chambres au refus l'une de l'autre. 719
Prince ne prescrit que par quarante ans. 90.	procureurs & Commis d'un pays s'ils peu- uent demander aucun salaire. 155 profession du religieux donne lieu au testa- ment comme la mort naturelle. 378 prohibition de Trebellianique se doit faire par paroles expressees. 41. 49 prohibition <i>inter liberos</i> , n'est iamais induite que par termes expres. 50 prohibition de Trebellianique. Voy Tre- bellianique. promesse de donner vaut à effect de dona- tion. 652 promesse

## des Matieres.

Promesse faicte par vn mineur cassable par le benefice d'aage. 120  
 Promesse faite au lignager par l'acheteur ne dure qu'un an. 462. 463  
 Promesse de donner grace de rachapt si elle tombe en retraict. 481  
 Promesse telle se doit resoudre en la mesme grace & octroy de rachapt. 482  
 Promesse doit estre accomplie 482. par promesse chacun peut estre riche. 482  
 Promesse tice sans cause & agissant pour elle est veu le faire par mauuais dol. 520  
 Propagation interrompuë par vn ordre Ecclesiastique. 660  
 Propagation, la masculinité selon les Iuifs est le symbole de Propagation. 658  
 Proprietaire, quels droicts appartiennent au proprietaire & quels à l'usufruituaire. 883.  
 Proprietaire n'est tenu de garder les sermes & baux faicts par son colon. 906  
 Protestation qui ne tire execution apres soy n'a point de force. 175  
 Prouerbe. Va choisir vn arbre pour te pëdre. 312  
 Prouision en matiere benefeciale acquiert tiree, mais non pas possession. 670  
 Proximité estenduë iusques au sixiesme & dixiesme degré, & non ad infinitum. 309. plus auant à l'exclusion du fîle est receuë. 310  
 Ptolomee Ephestien. 667  
 Pupillaire substitution comprise en la compendieuse où la mere est excluse. 324. 325  
 Pupil, s'il avn frere iceluy doit estre cōtraint de pourvoir à son frere mineur de tuteur. 146  
 Pupille où il doit estre nourry. 399. ne peut estre plus fidellement qu'avec la mere. 400  
 Pupille demeure en la garde de son tuteur iusqu'au 14. an, de la mere tousiours. 143  
 Pupille doit estre nourry en lieu où il soit sans suspicion. 143  
 Pupilles esgaux en leur priuilege pour la reddition de conte à la femme en la restitution de la dot. 485  
 Pupilles sont en la sauuegarde de la Republique. 485  
 Pupille prescrie par trente ans l'hypothèque qu'il a sur les biens de son tuteur. 510.  
 511

Prescription de trois cents ans. 511. 514  
 Prescription es substitutions. 511. 514  
 Prescription d'un tiers possesseur contre le creancier. 512  
 Pythodore & son cas allegué. 240

## Q

Q Verce, pays de Quercy dit anciennement Cahorsin : y a siege presdial en la ville de Cahors : y a encores cinq sieges particuliers dependans de la mesme Seneschaussee & comment. 222  
*Quid minimum minus aut modicum* expliqué. 372  
 Quintilian allegué. 259  
 Quintilian allegué. 683. 774  
 Quittance des enfans *cedere cumulo hereditatis* 66. le contraire iugé. 66

## R

en R Achapt quel des deux cessionnaires est preferé. 938  
 Rachapt, heritage vendu, indiuis par deux à faculté de rachapt, l'un n'en peut retirer la moitié sans l'autre. 695 tel contract est indiuidu : l'un peut retirer le tout en baillant caution. 696. caucelle de Cepole. 696. 2. acheteur ne peut estre contraint de reuendre la moitié. 696  
 Raïsons, où il y a plusieurs raïsons d'une constitutiō, suffit que l'un demeure pour la faire subsister. 620  
 Rapport fait *tacita parentis voluntate*. 795  
 Rapport, si rapport se doit faire n'y en ayant point de prohibition expresse, bien qu'il y ait par *preciput*. 796. ainsi iugé. 796. 797  
 Rapport favorable entre les enfans. 788  
 Rapport prohibé en donation par *preciput* & aduantage. 789. estat de Conseiller resigné non subiect à rapport. 793  
 Rapt d'une fille, vengé par la mere louëe. 172  
 Rapt se peut dire d'un ieune homme, & d'une ieune fille, encores qu'ils le consentent. 744  
 Ratification, & mandat differents. 429. 430  
 Ratification est portee en arriere. 429  
 Raynier Conseiller au Parlement de Tholose. 855

FFF fff



## Table

- Rebelles & fuyars ne voulans obeyr à Iustice chastiez.** 816. le fleur de Tourne-  
coupe violent & rebelle à Iustice commi-  
né de confiscation. 817. l'Euesque de Con-  
stance desobeyssant est condamné en  
grandes amendes. 817. vn autre gentil-  
homme de Poictou. 817 vn prisonnier ne  
voulant prononcer les paroles de l'amende  
honorable est pillorié quatre fois.  
817.
- Rebuisse allegué.** 721. 898.
- Recevoir, fins de non recevoir. Voy fins de  
non recevoir.**
- Recueil de Papon examiné.** 384. 385.
- Recusations s'estendent iusques au quatrie-  
me degré pour la proximité, non plus a-  
uant.** 712.
- Reddition de conte des tuteurs, s'ils y doiuent  
toucher les biens par les biens par eux ac-  
quis pendant leur gestion.** 300. 301.
- Reglement ou constitution de l'Eglise pri-  
mitiue. Voy constitutions.**
- Relatifs. Voy correlatifs.**
- Relegué n'emportoit anciennement infamie,  
estoit reituable en entier.** 317.
- Religieux tenu mort sa profession d'ouï lieu  
à son testament comme la mort natu-  
relle.** 378.
- Religieux profer, mesmes és monasteres des  
quatre Mendians, tenus pour morts natu-  
rellement. 377. font faillir la condition s'il  
decède sans enfans.** 377. 378.
- Religieux Cordeliers ne peuvent reguliere-  
ment tenir ny posseder aucuns biens, ny en  
commun ny en particulier. 362. leur pere  
spirituel en peut tenir. 362. 363. obserué  
aussi pour les autres Religieux Mendians.**  
363.
- Religion pretendue reformee, ceux qui en  
sont exempts du cours des prescriptions.**  
301.
- Religionem ingredientis possunt absque debita nu-  
mero testium, aut alia solemnitate testari.** 40.
- Remarque sur le Recueil des Arrests de Pa-  
pon en sa derniere edition.** 351.
- Renouciation. *Favore alterius nemo renunciare  
potest.*** 171.
- Renouciation faites par les donateurs n'em-  
peche la reuocation.** 169.
- Rentes, cens & autres deuoirs seigneuriaux  
sont indivisibles & l'un seul de plusieurs  
creanciers peut estre contraint au paye-  
ment de tout.** 107.
- Rentes & cens. Voy cens & rentes.**
- Rentes querables & arrearages comment  
payables.** 102. 103.
- Representation n'est receuë és substituiōs.**  
67.
- Representation in infinitum restraite par Iu-  
stinian.** 391. 302.
- Representationem locum habere semper ac in infi-  
nitum in descendensibus, in ascendensibus nun-  
quam in collateralibus ultra fratris filios non ex-  
tends.*** 301.
- Requestes refusees en vne Châbre ne se doi-  
uent presenter en autre à peine d'amende  
arbitraire aux parties & de priuation d'es-  
tats aux Procureurs. 719. Procureurs con-  
damnez en l'amende pour cest effect. 719.**  
720.
- Requestes ny autres pieces ne peuvent estre  
mises au sac par les Iuges subalternes.** 424.
- Resignant a tout pouuoir iusqu'à la prise de  
possession. 671. fait tout *usque ad aduen-  
tum successoris.*** 671.
- Resignataire est tenu d'entretenir les mar-  
chez faits par son resignant.** 906.
- Resignataire acquit titre par sa provision,  
mais non possession si non par l'acte de  
prinse d'icelle, & du iour d'icelle seulemēt  
670. son autheur peut tout faire aupara-  
uant.** 671.
- Resignation de l'estat de Conseiller non sub-  
iecte à rapport.** 793.
- Resignation n'a point d'effect sinon qu'e-  
stant admise par le superieur. 671. seule ne  
lie pas les mains au resignant.** 671.
- Resignation *ex causa permutationis*, la force.**  
672. 673. 674.
- Resolutoire paction autrement dite com-  
missioire. 83. comme s'entend prohibee. 83.**
- Resolutoire condition.** 177.
- Resleguer Conseiller au Parlement de Tho-  
lose.**
- Restitution contre les decrets. Voy decret.**
- Restitutions en transactions entre maieurs.  
comment defendues & comment permi-  
ses. 55. 56. & suivantes.**
- Restitution en entier contre vne restitution  
de substitution où il y auoit de la lesion.**  
860. 861.
- Restitution de fideicommis en partie ne se  
peut faire par donation.** 239.
- Restitution en entier empeschee par le tēps  
couru tandis qu'un mineur estoit aux Ga-  
leres pour forfait.** 116.

## des Matieres.

**Restitutions des fideicommiss & legats**  
pour les reprendre par les mains del'he-  
ritier, est vn vain circuit à quoy ne s'arreste  
la Cour de Parlement de Tholose.

315. 316

**Restitution pour fideicommiss.** 189

**Retrait pardevant qui se doit intenter.** 478

**Retrait l'action en est personnelle** *sed in rem scriptam.* 472

**Retrait lignager nonobstant la contrariété d'arrests est plus personnel que reel.** 480.

si les Prelats & Juges Ecclesiastiques sont competans pour en cognoistre. 480

**Retrait lignager s'il tombe en contract où il y a grace de rachapt.** 481. s'il tombe où il y a seulement promesse de donner grace. 482.

**Retrait, si l'on peut approuver supplément de prix au preiudice du retrayant.** 466. 467. ne peut cognoistre bonne foy à son preiudice. 467. questions sur les fructs de l'annee que les biens sont retirez. 468

**Retrait lignager & retrait conventionnel,** en quoy n'ont aucune difference. 470

**Retrait lignager se prescrit mesmes contre mineurs, & pupilles.** 711. solemnitez necessaires de la faute desquelles on n'est point releué. 712

**Retrait odieux de foy & subiet à restreindre.** 712

**Retrait. Question sur les fructs de l'annee du retrait, s'ils doiuent estre prins au prorata de la iouissance, ou si l'acheteur prend les fructs escheus en sa iouissance.**

474. 475

**Retrait permis par aucunes coustumes aux plus loingtains prochains sans dol & fraude.** 476. faculté donnée à ceux d'une famille pour le retrait des choses immeubles mises hors d'icelle doit estre prise & entendue n'y ayant autre expression subordonnement de degré en degré. 476. 477

**Retrait lignager a coustume à Tholose particuliere & locale.** 132

**Retrait a lieu es biens vendus par decret.** 133

**Retrait, le mary contractant avec procuration de sa femme, l'an & iour conit du iour du contract.** 433. 434. 435.

**Retrait & comment les fraudes se peuuent descouvrir par les consignations.** 443

**d'ou le retrait lignager a pris commencement** 445. matiere de retrait fort rare à Tholose 445. si celuy qui n'est né

ny concen autemps de la vente dont est question peut comme lignager retraire le bien vendu. 446. 447

**Retrait peut estre empesché par cautelle.** 436. 438.

**Retrait lignager n'a lieu en permutation s'il n'y a dol.** 434. 440.

**Retrait lignager, hypothese.** 421. **filz de famille** peut intenter action de retrait lignager. 421. 425.

**Retrait, lettres obtenues cõtre l'an & iour enterinees.** 455. 456. 457

**Retrait lignager, le temps de l'an quand il commence le prend diuersement.** 458.

**exploict baillé la nuit du dernier iour auant minuit suffit.** 460

**Retrait, pourquoy le iour est adiousté à l'an.** 453. on n'est releué du temps expiré pour minorité ny pour absence. 453

**Retrait, si le retrayant est receuable n'estant venu dans l'an & iour du premier contract, ains du dernier portant ratification.** 429. 430.

**Retrait lignager, hypothese.** 416. 417. 418. 419.

**Retrait lignager, l'an ne court tandis qu'on plaide sur la simulation du contract.** 441.

**Retrait lignager, où il est seulement receu par l'usage, il faut iuger selon la coustume des lieux plus proches.** 464. comme en la delation de serment au demandeur pour se purger s'il veut retirer les biens vendus. 464. 495.

**Retrait si les choses mobiliaries y peuuent tomber.** 448. 449. **accompare aux lods des Seigneurs.** 450.

**Retrait lignager n'eschet point en choses vendues au Roy.** 451. **Ville peut retraire.** 451.

**Retrait par droit de prelation.** 707. ne peut estre transporté. 708. transporté neantmoins à vn escolier par la mere 708. **retrait lignager ne se transporte, ouy bien le droit acquis.** 709

**en Retrait conventionnel quel de deux cessionnaires est preferé.** 738

**faut Retrancher les parties corrompues,** *ne pars synera trahatur.* 817

**Reuocation par suruenance d'enfans, si elle s'entend avec toute cause.** 174. 175

**fait esuanonyr les hypotheques contractee par le donataire.** 176

**Reuocation d'emancipation se fait par ingratitude.** 683. **de donation si**

FFF fff ij



## Table

elle se prescrie.	684	Salaire des manœuvres non conuenu à quelle raison se doit moderer.	179
Reuocation de donation se fait par naissance d'enfans. 162. de mesme par les enfans illegitimes legitimez par mariage subsequent.	163. 169	Salaires se deriuent du sel comme assaisonnant toutes choses. 154. à qui sont deuz	154. aux tuteurs non. 155. aux Marguilliers
Reuocation de donation se faict par les enfans bien que le pere de son viuant ne l'eult reuocquee.	172	Procureurs & Sindics..	156
Reuocation des donations se peut faire pour quelques causes suruenants. 264 quand elles sont faites à des filles à l'exclusion des males.	265	Salair n'est deu aux praticiens pour la certification des criees, sinon au Greffier pour son acte.	127.
Reuocation pour la moitié.	165	Saluian allegué.	887.
Riantius.	432	Saluian allegué.	843. 844.
Rippa.	486	Monsieur Saluste Conseiller au Parlement de Tholose.	866
Rippa allegué.	304.	Sarrafin sont venus receuoir iugement au Parlement de Paris.	183. 200
Robert allegué.	348. 349	Scevola Iuriconsulte allegué.	34. 5. 243.
Robert allegué.	434. 435	367. 338	
Robert allegué. 575. 578. 626. 730. 748. 749. 753. 755. 761. 765. 772. 785. 845. 887. 894.	209. 912. 914	Scipion signe & scelle son tesmoignage & le presente à Caton pour le signer avecques luy.	259
Robert Cuaguin en ses annales de France.	698.	Seigneur entreprenant de ietter l'emphyteote de son autorité peut estre adiourné en complainte.	151
Romanus, allegué.	371.	Seigneur feodal profite de la descouuerte que fait le lignager des dol & fraude.	442
Roquier le Jeune Conseiller au Parlement de Tholose.	460.	Voy droicts Seigneuriaux.	
Roy de France & tout autre se peut faire saccier en tout aage, ne iouyst du priuilege des mineurs.	742. 743	Seigneur préd nouveaux droits seigneuriaux de lods, d'investison, de retention, de supplément de iuste prix, comme de la premiere rente.	86
Roy n'accepte les procès & instances qui luy sont donnees.	381	Seigneur, on ne prescrie cōtre luy par quelque laps de temps que ce soit par l'emphyteote ny le vassal.	104. 105.
Roy herite de l'estranger mourāt en France sans enfans.	307. 308	Seigneur peut se tenir à l'indiuinité de ses rentes, cens & deuoirs, & de plusieurs tenanciers se tenir à l'un pour tous.	107
Royaumes venans en succession, les parens y son appelez iusques à infiny.	309	ayant receu vne fois la rente d'un seul ne peut luy ceder son indiuinité aux autres.	108
aisé d'alleguer la proximité & consanguinité, difficile à la prouuer.	310	Seigneur n'est tenu receuoir le guerpissement particulier d'un de plusieurs tenanciers, mais contraindre les autres, accroistre de la part de guerpie, ou quitter tous.	109
Rustiques ne sont pour leur simplicité excusables du defaut d'insinuer.	215. 216	Seigneur n'est tenu receuoir le guerpissement particulier s'il paye tous les arrerages deuz par les autres.	110
<b>S</b>		Seigneurs ne doiuent vser de surcharges sur leurs subiects.	703. des leurs
M. Sabatier sieur de la Bourgade. Conseiller au Parlement de Tholose.	82	en sont faictes sur peine de perdre leur propriété.	704.
Sabatier sieur de la Bourgade, Conseiller au Parlement de Tholose, depuis President en la Chambre de l'Edict à Castres	225	quel a droit de prelation, & du droit de prelation.	705. l'un seul ne peut
C'est vn sacrilege de disputer contre les loix du Prince vne fois approuuees.			
Saisie, pour la valider faut panonceaux royaux. 124. la saisie n'est toutesfois nulle, & se valide par affiches subsequentes & inquant nouveaux.	125. 126		



## des Matieres.

- pas retenir partie du fonds. 705. l'un peut  
yser du droit de prelation & l'autre in-  
uestir à la charge de retenir le fonds en-  
tier. 705. faut s'il y a plusieurs fonds &  
plusieurs prix. 706. Voy prelation.
- Sel donne goust à tout, les plus delicats ne  
peuvent sans luy. 154
- Senecque allegué. 240
- Senecque allegué sur le fait des partages.  
634
- Senecque allegué. 683
- Sentence donnee contre le droit escrit  
sont nulles sans appel. 354. suivant iceluy  
l'appel en doit estre chastié. 354
- Sequestre se doit faire avant la premiere  
cree. 134. ne se doit faire es mains du  
poursuiuant ny des opposans. 135. payfan  
& subiect ne peut estre sequestre des  
biens de son seigneur. 137. constitutions  
de Diocletian, Maximian, Constantin  
Empereurs, & Ordonnance du Roy  
François pour les sequestres. 135. 136
- Sequestre ne peut estre estably sans parler  
à luy. 563. deux sequestres establis en  
parlant à l'un seulement ne vaut pour  
l'autre à qui l'on n'a parlé. 563. hypothe-  
se sur ce & arrest ensuiuy à Tholose.  
564
- Serf occis, l'interest d'un an adiugé au pro-  
rata deux leuans. 912
- Serf peut acquerir & stipuler pour son  
maistre. 611
- Serf peut acquerir à l'enfant à qui l'on don-  
ne. 590
- Sergent par arrest de Paris peut travailler  
sans pareatis, & les opinions contraires.  
724
- Sergens ne signifiant par l'establissement  
de Commissaire à l'un d'eux en doit es-  
tre tenu. 819 820. abus des sergens. 820.  
faisant tortionnaire execution en sont  
tenus. 821. doivent laisser copie des ex-  
ploicts.
- Sergent puny pour auoir executé le bestail  
& instruments aratoires. 821
- Sergent recevant violence est creu de les  
exploicts. 721. avec combien de res-  
moins. 721. 722. Ordonnance sur ce mo-  
derée par les arrests.
- Serment en matiere de retraict lignager si  
l'on veut reuer pour soy & de ses de-  
niers, moderé suivant les circonstances  
du fait & qualité des parties. 465
- Serment se fait sur le Teignur autel pre-  
paré de la croix.
- Serment plustost appposé par le stil des No-  
taires que par la volonté des parties. 193
- Serment, nul n'est exclus en quelque ma-  
tiere ny en quel temps que ce soit de se  
rapporter au serment de sa partie. 258
- Serment que vaut en la confession du testa-  
teur. 3
- Serment confessé valide la confession de la  
debre. 3.
- Seruices verifiez equivalents à la donati-  
on changent la cause. 182. comme quoy  
telles donations & pour telles causes se  
doient temperer. 183
- Serviteurs perdent leurs salaires par la pre-  
scription de trois ans. 276. estroite-  
ment obserué à Paris, autrement à Tho-  
lose. 277. 278,
- Servitus aque ducende. s'acquiert par l'usage  
d'un iour ou d'une nuit. quant à la pos-  
session. 973.
- Senerité salutaire preferable à clemence  
nuisible. 269.
- Siecle d'aujourd'huy autre que celui d'VI-  
pian. 18
- Signature ou sein appposé par le creancier  
en la vente de son debiteur s'il renonce à  
son hypothèque. 831. Voy Hypothèque.
- Silentiarij, leurs heritiers, leur opinion, res-  
ponce à eux faicte par l'Empereur Ana-  
stase. 908
- Simplicité des rustiques ne les excuse du  
defaut d'insinuation. 215. 216.
- Simulation du contract pretendu par le  
lignager pendant la poursuite qui s'en  
fait pour la preuue, l'an ne court point.  
441.
- Simulation, faicts de simulation receus à  
verifier contre les contracts, bien que  
soit contraire à l'Ordonnance de Mo-  
lins. 155. 256
- Silvius loué de S. Ambroise pour auoir  
pardonné à son fils, s'estant marié contre  
son gré. 843
- Société si elle est contractée pour demeurer  
ensemble. 488
- Société aucune n'est contractée entre le tu-  
teur & son pupille, ny taicte ny expresse.  
299
- Société. Voy Affairement
- Société ne peut subsister estant faicte avec  
un mineur. 113. homme & femme as-  
sociez. 113. eau & feu signe de société.  
113

## Table

Socin. 486  
 Socinus allegué. 210  
 Sœur comme succede à son frere y ayant  
 ayeul paternel & vn ayeul maternel, &  
 ayeule maternelle. 297  
 Sœur son etymologie, *Soror quasi seorsum na-*  
*ta.* 659  
 Sol pour fonds fait la plus grand part de  
 l'heritage. 746  
 Soleil au signe de Libra lors de la creation  
 du monde. 911  
 Solliciteurs chargez de chiquanerie. 712  
 Solon allegué. 669  
 Songer de voir vn Bouclier que signifie.  
659  
 Sort pratiqué aux partages & sans vice &  
 sans scandale, sans diuination par permis-  
 sion & en execution des iugemens tem-  
 porels. 655. doiuent estre faicts sans su-  
 perstition. 635  
 Specul. 149  
 Spifame Conseiller au Parlement de Paris.  
845  
 Statuts se doiuent interpreter à la verité &  
 proprement. 410  
 Stile commun de tous les Notaires quel ef-  
 fect. 14.15  
 Stipulation tirée sans cause & agissant pour  
 elle, est veule faire par dol. 120. hypothe-  
 se sur ce avec sentence & arrests interue-  
 nus. 520. 521. & suiuaus.  
 Strabon allegué. 669  
 Substituez nouvellement & comme adiou-  
 stez à la substitution comme quoy vien-  
 nent. 297  
 Substitution commandee à l'heritier qui in-  
 stitue au peruidice. 320. 321. si la legitime  
 & Trebellianique y peut estre distraite.  
319. 320  
 Substitution pupillaire comprise sous la  
 compendieuse, où la mere est excluse.  
324. 325.  
 Substitution compendieuse vient à faillir  
 au religieux profex. & la condition s'ac-  
 complit s'il decede sans enfans. 377. 378  
 Substitution ouuerte & quittee si l'on y  
 peut reuenir, & reuoquer tel quittement.  
411. 412.  
 Substitution conditionnelle peut estre  
 transmise, voire mesmes l'esperance d'i-  
 celle. 404  
 Substitution conditionnelle regarde sur  
 tout la mort de l'institué. 406.  
 Substitution se prescrit par trente ans iuel-

le estant ouuerte. 514. bien quelle soit  
 insinuee. 515.  
 Hypothese & arrest notable pour les sub-  
 stitutions. 42. 43. & suiuaus.  
 Substitution se peut faire par paroles roga-  
 toires. 789. choix d'eslire s'il oblige 787.  
 espece d'adoption, 787. Voy Fideicom-  
 mis.  
 Substitution fideicommissaire contenue en  
 la compendieuse apres la puberté. 60.  
 Substitué est saisi par la mort du defunct,  
 peut intenter action de complainte. 873.  
874.  
 Substitutions sont perpetuelles par le droit  
 Romain. 660. Appian allegué à ce propos  
 660. hypothese du droit. 660. mots de  
 l'Ordonnance pour les substitutions  
662.  
 Siles degrez se content par familles ou par  
 personnes. 662. 663. 664  
 Volontez des testateurs reglees es substitu-  
 tions comme aux successions. 664.  
 Hypothese d'une Nouvelle de Iustinian  
 expliquee. 665. 666  
 Substitutions restraintes à quatre genera-  
 tions. 666. Arrest pour les substitutions  
 697. seuls males y receus. 669. la fille n'y  
 est entendue sinon par paroles expressees.  
670  
 Substitution, rendue bien qu'il y ait lesion  
 en la restitution, n'est restituable en en-  
 tier. 860. 861  
 Substitution belle hypothese pour les sub-  
 stitutions. 655. en substitution l'exten-  
 sion de cas en cas, & de personne en  
 personne n'a point de lieu. 659.  
 Substitutions restraintes à deux degrez  
 par les Ordonnances d'Orleans, & à  
 quatre par les Ordonnances de Molins.  
657.  
 en Substitution & fideicommis la volon-  
 té n'y le pouuoir du testateur n'a point  
 de borne. 957. 660. comment le conte  
 se doit faire des degrez ou par fouches  
 & generations ou par indiuidus. 757. 658.  
 Paroles indefinies marquent diuers temps &  
 diuerses ouuertes de substitutions. 656.  
 Substitution en l'vniuersel d'un heritage  
 apres la mort de plusieurs, l'un mourant  
 le substitué recueille la portion. 838.  
 Difference inter *substitutionem factam ultimo*  
*morienti, & post mortem plurimum.* 838.  
 Belle hypothese de substitution 879. es sub-  
 stitutions on regarde la volonté du re-

## des Matieres.

- Rateur. 880. hypothese du droit. 881. la personne plus aimée préférable. 881. de la condition *si sine liberis*. 879. 880. 881. 882
- Substitution se prescrit par trente ans contre l'heritier par les tiers possesseurs, à compter de la substitution ouverte. 93
- Substitution n'est reçue par représentation. 67. des mots, eux & les leurs descendants, & autres collectifs appliquez és substitutions. 67. 68.
- Substitution ne se prescrit que du jour que elle est ouverte. 740. contraire opinion le tiers possesseur, la raison. 740. arrest de Paris. 741. & de Tholose, conformes raisons. 741
- Substitution subiette à insinuation. 742
- Succession, les filles ne sont appelées à la succession des peres sinon en défaut de males. 668. Loy de Moïse à ceste fin. 668. Loy de Solon. 669. en successions faut garder la prochaineté, & la masculinité. 669. males & enfans préferrez. 669. loix des douze Tables. 669. coutumes des Cantabres. 669. Voy Cantabres, la loy Voconie. 669
- Successions des meres se remarquent dans l'ordre du ducil. 663. parens préferrez au fisque: Moines pouvoient anciennement succéder. 663
- Successeur singulier ne doit estre appelé pour le payement des legitimes, ains l'heritier seul, sinon subsidiairement après estimation faite. 65
- Succession, difference entre succession testamentaire & *ab intestat*. 67
- Succession en différend entre l'ayeul paternel & autre ayeul maternel, & ayeule maternelle és biens d'un frere decédé sans enfans, & de leurs quottes portions quelles elles sont. 295
- Successeur universel tient lieu d'heritier, & sont les actions personnelles dressées contre luy. 26
- Successions *ab intestat*, de la mere ses petits nepveux exclus sans concours d'aucuns oncles, ny tantes qui peussent faire part avec eux. 382. 383.
- Successions *ab intestat*, entre cousins difficiles à discuter. 292. mesme quand n'y a point d'oncles raisons de part & d'autre. 293. la question résolue. 294
- Succession, és successions la proximité & consanguinité n'est reçue qu'après dix de-
- grez. 309. és successions de Roisumes iusques à *infinitum*. 309
- Succession du fraticide la qui appartient. 624. ou au fisque. 624. ou aux enfans du fraticide. 625. diverses raisons & iugemens alleguez pour les deux parts. 625
- Succession de la femme homicidee à qui appartient ou au fisque, ou aux enfans, ou à ses heritiers. 625. diverses raisons & iugemens amenez pour toutes les parts. 625. 626
- Ce qui est acquis au pere par crime, les enfans en sont exclus. 625
- Succession d'un frere presumé à mort, comme se doit partager. 628
- Voy partage.
- Successions se devoient donner au plus prochains comme s'entend. 31-
- En la succession les nepveux doivent imputer le dot maternel & autres choses equipolentes. 797. nepveux succèdent par souches. 798
- Succession, actions de succéder valent. 632
- Successions, en successions de grez se prennent par generations. 664
- Suidas auteur Grec allegué. 823
- Suetone allegué. 143
- Supplément de legitime transferé aux heritiers.
- Supplément de legitime ne peut estre demandé par la mere ayant eu une fois agreable le testament de la fille. 335. 336
- Supplément de legitime ne peut estre demandé qu'en deniers par le fils ou fille qui a receu legat en deniers. 338. autrement s'il ne l'a point receu. 339
- Supplément de prix en retrait lignager, distinction notable. 466
- Supplément des legitimes des enfans qui ont quitté appartient aux heritiers de ceux à qui ils ont quitté. 66
- Supplément de iuste prix, lods en sont deux. 81
- Supplément est nouvelle vente qui donne nouveaux droits seigneuriaux, droit d'investiture & de retention. 86
- Sydonius Appollinaris Evesque d'Auvergne, apporté en tesmoignage pour la prescription trentenaire. 90
- Symmachus. 89
- Symmaque allegué. 166
- Syndics s'ils peuvent demander salaires. 155



# Table

## T

**T**aisez & expres de mesme force. 487  
 Taisible & expres ont mesme force. 172  
 Tanneurs. Reglement & Arrest entre les Tanneurs, & s'il peut valoir pour les vendanges. 718  
 Taxe des frais & mises des crieers *etiam* des elpices & vacations moindre tousiours que la despence & fourniture. 130. 131  
*Tegitur*, on iure sur iceluy. 465  
 Temps comme se doit proportionner. 665  
 Terme de payer est vne diminutiō du prix. 417  
 Termes estans changez faut aussi changer l'interpretation. 18  
 Tertullian allegué. 763. 764. 887. 888. 909  
 Tesmoignages anciens nemēt entre les Romains dictz les depositions des tesmoins non iurez, pareux enuoyees escrites ou signees de leur main. 259  
 Tesmoignages muets non receuz en droit en matiere criminelle. 260. ny en France en quelque matiere que ce soit. 261  
*Testimonia aut per tabulas, aut à presentibus dabantur.* 259  
 Tesmoing signant vn contract ne contracte point ny quasi. 832. 833. ne renonce tacitement à son hypothèque. 832. 833  
 Tesmoing seul ne fait pas grand coup. 721. 722. Ordonnance sur ce moderee. 722.  
 Tesmoins enuoioyent anciennement leurs depositions par escrit. 259. leur deposition telle non receuē en matiere criminelle 259 en France nullement. 260. doiuent estre ouys par leur bouche 261. tesmoignage de Lucullus pour les Cheroniens. 259. tesmoignage de Scipion presenté à Caton. 259  
*Alia est autim itas presentium testium, alia testimoniorum, que recte esse solent.* 260  
 Testamens, difference entre contracts & testaments. 839  
 Testaments, les testaments anciennement ouverts en la presence du preteur. 533. la date d'iceux n'estoit leüe ny permis estre leüe. 533. la raison *ne quid falsi fiat, namque etiam inspectio materiam falso fabricando non leuare potest.* 533. auourd'huy par les Ordonnances, les dates, noms, quali-

tez & demeurances des tesmoins y doiuent estre amplement apposees. 533  
 Testamens sans date ne laissent pas d'estre valables. 531  
 Testamens abreueiez si la clause codicilaire peut estre supplée en la grosse n'estant point en la minute. 39. 40  
 Testamens peuuent estre faicts par les Prestres *iure militari.* 39  
 Testament du Religieux a lieu par sa profession tout ainsi que par sa mort naturelle. 378  
 Testament rendu inutile par le predecez de l'heritier auant le testateur. 352. sinon au cas de substitution qui appelle les vns en defect des autres. 333  
 Testament fondé principalement sur institution ou exheredation des enfans. 30  
 Testament entre les enfans moins solenne & soustenu & defendu, deux tesmoins y suffire, bien que non priez ny massiez. 680  
 des testamens imparfaits, le testateur mourant auant que le clore. 681. vigueur de la clause codicilaire. 681. ne peut supplier la volonte imparfaite du testateur. 681. cause pieuse considerable en testament non parfait. 681  
 Testament nul les enfans succedent *ab intestat.* 834  
 Testament à Montpellier ne veut que trois tesmoins. 372  
 Testament ne peut estre fait par vn fils de famille ores que le pere le consente. 68. si non des biens castrenses. 68  
 Testament empeschant de faire testament de quelle peine est puny. 847. perd son droit acquis. 848. confisqué au fisque 849.  
 Testament du fils de famille bon en faueur de la cause pie, & des enfans. 319  
 Testament d'un prodigue tel déclaré bon pour la cause pie. 380  
 Testament cassé en la clause où le Roy estoit institué heritier. 381. 382  
 Testament imparfaict ne peut produire effect. 382. n'est considerable pour la faueur des Rois & des Princes. 382. 383  
 Testament de la fille eu agreable par la mere, ne peut estre debatū d'inofficio sité. 336. 337. 338  
 Testament où le Prince en cas de debat est institué heritier, nul. 381  
 Testamens portans des conditions qui se trouuent accomplies accroissent au legataire.

## des Matieres.

legataire. 342  
 Testament d'un mineur de vingt cinq ans approuvé. 774.  
 Second testament en faueur de la fille du Tuteur cassé. 774.  
 Second testament cassé. le premier demeure en sa force. 774.  
 Premier testament *non est suprema voluntas*. 775.  
 Testament d'un François à Barcelonne. 776. confirmé par Arrest de Tholose. 777.  
 deux tesmoins suffisent en vn testament si la coustume du lieu le porte ainsi. 777  
 Testament où la femme instituee peut choisir quel de ses enfans pour seul heritier 782. n'ayant point choisi s'il y a lieu de substitution 782. tous y viennent également. 783. quelle responce de Papi- nian. 785.  
 Testament d'un Chanoine à sa sœur à la charge de choisir vn de ses enfans qui porteroit son nom & armes, cette sœur decedant sans faire choix avec vn fils & trois filles, s'il y a lieu de substitution pour le fils. 786. 788.  
 Testaments portans adoption tacite. 787.  
 Testaments portant preciput & auantage n'empeschent rapport s'il n'y en a prohibition expresse. 796. 797.  
 Volonté requise és testaments pure, nue & libre, dependant des mesmes testateurs. 800.  
 Testaments d'un Roy qui ordonnoit que Scipion Emile ordonnast de son Royaume & que son ordonnance fust tenue. 800.  
 Testament avec signes & interrogatoires bon. 800.  
 Testament d'Alexandre. 801. coustume ancienne de donner les anneaux par les moribonds. 801. le nom de l'heritier doit estre exprimé *vel voce, vel literis*. 801.  
 au pays de Guyenne quelle coustume. 801. faut qu'il apparaisse bien valablement de la volonté du testateur. 802.  
 Testament d'une fille mineure de 25. ans d'aage de 18. à 20. mariee sous puissance de pere, impugné de droit. 803. déclaré nul par Arrest 804. Arrest de Paris contraire. 804.  
 Testament procuré par moyens subtils & d'une estrange ruse. 806. reproché & condamné. 807. 808  
 Testament inofficieux du fils à la mere re-

formé iusqu'à la legitime nonobstant le legat prins & receu. 806. 710, Arrest contraire de Paris. 810. 811  
 Testateur non croyable à sa mort, s'il n'appert aucunement & comment. 3.  
 Testateur, sa volonté doit estre suivie, & n'y est point derogé par les Nouvelles de Iustinian. 71.  
 Testateur ne donne action *ex mutuo*, aux oncles par sa nue confession de debte à sa mort. 3. bien en ordonne-il pour legat & fideicommiss, 3  
 Testateur, en fideicommiss & substitutions son pouuoir n'a point de borne. 657. 660.  
 Testateur n'ayant qu'un fils male & deux filles fait heritier son fils à la charge de rendre aux sœurs, iceluy en institue l'une seule laquelle doit tenir. 320  
 Testateur, sa volonté doit estre suivie en ses propres termes. 18  
 Testateur acquittant la condition dont il charge le legataire, fait accroistre au legataire. 341. 342.  
 Theodose. 90.  
 Theodose Empereur. 486.  
 Theodose Empereur temperoit la rigueur du droit par l'equité 270.  
 Terfanc, certain droits de lods fort excessifs de trois deniers vn. 88  
 Tholose. La Cour de Parlement difficile à recevoir les Ordonnances nouvelles, receues aussi se tient roide à les faire observer. 200.  
 Tholose a coustume locale pour les retraits lignagers. 132  
 M. de Thou President. 188.  
 Thraces fraudans les treues par la distinction de iours & nuicts. 460  
 Thucydide auteur Grec. 152.  
 Ticinius condamné rendre le dot à la femme ayant sceu son impudique vie auparavant le mariage. 689  
 Tiers, on ne peut recognoistre bonne foy au preiudice d'un tiers. 467  
 Tiers possesseur ne doit estre appelé pour le payement des legitimes. 65  
 Titre iuste & bonne foy comme s'entend és prescriptions. 500.  
 Titre d'un Prestre comme s'entend. 575  
 578. 579. ne peut estre vendu, s'il veut en legitime. 579.  
 Tiraqueau allegué. 17. 74. 77. 95. 169. 170. 17.



## des Matieres.

**Tiraqueau.** 438.471. 455.480  
**Tiraqueau allegué.** 482.483. 648.709. 767  
*Totum quicquid* expliqué. 164  
 Pours estoit la Rome de France lors qu'elle auoit le Parlement. 396  
 Tous & chascun. Clause de tous & chascun des biens quel effect a 14. *sub finem.* 15.in princip.  
 Transaction où elle alien & force, & où non. 16  
 Transactions entre majeurs comme elles peuvent estre rescindées & comme non 55.56.57  
 Transactions entre deux freres del'heredité paternelle, le conientant le pere, si elle vaut. 814. disposition de droit au contraire. 815. est vn contract *contra bonos mores.* 815. ne vaut qu'en tant que le pere peristte en sa volonté. 815. telle transaction autorisée par arrest. 816  
 Transaction entre maieurs sur donation reuocable rescindée nonobstant l'Ordonnance. 735  
 Transaction entre mineurs n'est comprise en l'Ordonnance. 735  
 Transaction, le Prestre ne peut transiger sur les fruits à venir. 777  
 Transport du droit de prelation ne se peut faire. 708  
 transport à vn escolier par la mere du droit de prelation. 708  
 transport de fief seodale. 708  
 Transport de retraict lignager. 709. 710  
 Transport des droits acquis. 710  
 Trebellianique que c'est & la prohibition 790  
 Trebellianique à distraire par l'heritier chargé de restitution. 20. s'il la peut prendre où bon luy semble. 21  
 Trebellianique prohibée par paroles expresses. 41. 49. ne peut auoir effect autrement. 49.ccs mots *integrè, vniuersaliter, integram aut totam hereditatem*, couchez en vn testament n'induisent prohibition de Trebellianique. 50.  
 Trebellianique, la Trebellianique peut estre retenue par l'heritier du fideicommissaire en rendant le fideicommiss. 334.  
 Voy Falcidie.  
 Trebellianique ne peut estre distraite en fideicommiss particulier. 409.410  
 Trebellianique n'appartient nisi *heredi directe non legatario aut fideicommissario.* 410.

**Martian allegué tenant le contraire.** 410.  
 411.  
 Trebellianique reservee à faire distraction 318.  
 Trebonian corrompu par argent. 662.  
 Tributs augmentent ou diminuent. 694.  
 Triphonin. 909.  
 Tutelle de trois sortes en France toutes datiués. 139. si le parastre peut estre tuteur. 140.  
 Tutelle ordonnée par testament à la mere ne peut estre refusee sans perdre le legs. 147.  
 Tutelle estoit excusee par trois enfans à Rome, ainsi en est à Paris. 356. cinq enfans sont requis à Tholose. 398.399  
 Tutelle, argumentation de la tutelle à l'education bon, mais non au contraire 143  
 Tutelle, argument de tutelle à l'education bon & vallable, au contraire *non.* 399. parastre peut estre tuteur. 400. parens plus proches l'en empêcheront s'il veulent 400.401. Seneca amené. 400.  
 Tuteur soluable à la creation depuis devenu insoluable si les electeurs y sont tenus. 157.158.159.  
 Tuteur, deuoir du tuteur enuers la pupille. 691. la bonne foy doit faire inventaire des meubles. 691. la precaution aux inventaires. 692. perd les meubles qu'il laisse inventoir estans à luy. 692. non les immeubles. 692.  
 Tuteur creancier perd son action s'il accepte volontairement. 692. excuse toutesfois au proche parent. 692.  
 Tuteur testamentaire ne perd son debte 963.  
 Tuteurs s'ils peuvent demander salaires 155.  
 Tuteurs acquereurs pendant la tutelle s'ils acquierent pour les mineurs. 299. 300.  
 Tuteur empoisonne son pupile, la punition. 143

### V

**V** Alentinian. 60.  
 M. du Val allegué. 456.  
 du Val allegué en son liure de *rebus dubijs.* 446.  
 Valere le Grand amené. 4. 689. 800.  
 Varro confessant vne debte en son testament malade à l'extremité, en faueur de sa paillarde l'irrite, & est cassée. 4.6.  
 Vassal ne peut prescrire contre son seigneur.



## des Matieres.

- par quelque laps de temps que ce soit. 79
- 104**  
Vassal comment tant ingratitude. 683  
Vassal ne demandant inuestiture est en mau-  
uaise foy. 951  
Vassal forsaissant ses enfans sont priuez de  
son fief, non toutesfois ses parens. 626  
Vassal ne perd son fief pour felonnie com-  
mise contre son seigneur s'il ne s'en plaint  
de son vivant. 686  
Vassal differe d'auec l'Emphyteote. 149. 150  
Vefues louables. 10. leur office, differēce. 10.  
procès contre vne vefue. 10  
Vefue remariée. Voy mere remariée.  
Vefue, si en demandant la dot. elle peut aussi  
demander son augment tout entier de tou-  
te la dot, ou bien au prorata seulement de  
ce qui en a esté payé. 15. Arrests & Do-  
cteurs à ce propos. 15. & suiuaus.  
Vefues se remariant dans l'an du dueil ne  
sont exemptes de la peine par le consente-  
ment du mary. 41  
Vefue pauvre d'un mary riche, comment il y  
est pourueu. 70. legat imputé en sa quarte  
70. legitime deuë à la vefue. 71  
Vefue se gouvornant mal perd son augment.  
686. 687. arrest à ce propos à qui reuient  
celle perue ou à l'heritier ou au fife: quel  
des deux en peut pouruiure l'action. 686.  
687  
Vefue ayant option de choisir quel manoir  
qu'elle voudra, ne peut auoir le manoir  
seigneurial & principal, ny aussi estre con-  
trainte se contenter du pire. 871. 873  
Vefue heritiere sous condition de viure vi-  
duellement & honnestement si elle peut,  
perdre en suiuant les vanitez sans forfaire  
à son honneur. 11  
Vefues se remariant dans l'an du dueil pri-  
uees de la succession & des auantages. 153  
Vefue donataire à elle est contribuable aux  
debtes. 814  
Vefue condamnée pour vn tiers. 815  
Vendanges. Ordre & custume vniuerselle.  
es vendanges. 716. inhibitions de ven-  
dange ne peuent estre faictes sans som-  
maire, inquisition de commodo aut incommo-  
do. 717  
Vendeur ne doit les lods ains l'acheteur.  
28  
Vendeur, garend est tenu tout garentir  
quand vne partie est euinee. 836  
Vente iudiciaire, les lods en sont deuz du  
iour de la luraison & non plustost ny plus  
tard. 79  
Vente n'est estimée parfaite que du iour de  
la ratification de la femme, & non du cō-  
tract du mary. 432  
Vente promise par cedula d'un mineur si el-  
le doit estre executée mesmes ayant pris  
des arrēs. 491. 492  
Ventes & amendes sont droicts personnels.  
667. Voy droicts seigneuriaux.  
Ventes d'engagement & hypotheques avec  
clause commissoire nulles & prohibees. 24  
Ventes commissaires, prohibees & resolu-  
bles. 85. purifices par decret les lods en  
sont deuz. 84. la clause ex nunc prout ex tunc  
y adioustee expliquée. 83. s'entend du tēps  
du contract & non de la condition. 83  
Ventes rescindées par lesion d'outre moitié  
si elles sont euanoüy les hypotheques  
contractées par l'acheteur. 177  
Vente commissaire où fraude se iuge, lods  
en peuent naistre, hypothese propre. 87  
Verbes paraclitiques. Voy Paraclitiques.  
M. de Verdun Premier President, son elege.  
202  
Verité vaut plus que l'escriture. 702  
Veritas en l'age de minorité per caliginem na-  
tura cernitur. 119  
Verité doit preualoir en tous actes. 59  
Vezian Conseiller au Parlement de Tholo-  
se. 26. 97. 651  
Vezian Conseiller au Parlement de Tholo-  
se. 97  
Vezian Conseiller au Parlement de Tholo-  
se. 651  
Monsieur Vezian Conseiller au Parlement  
de Tholose. 650  
Viduité, prix pour la viduité. 888  
Vie honneste où se peut limiter par les Iuris-  
consultes. 10  
Vignerons besongnans d'un Soleil à l'autre  
comme entendu. 282  
Ville ou Cité non seulement mise au rang de  
prochain parent lignager, mais encore  
preferée à tout particulier. 451  
Violence faicte aux Sergents.  
Voy Sergent. 721  
Loüange de la Virginité. 887  
Vis est ex tunc quoniam quis id, quod deleri sibi putat,  
non per iudicem reposcit. 413  
Vlpian allegué. 18. 59. 246  
Vlpian expliqué en ces mots, Saluatore debi-  
toris. 368  
Vlpian allegué & amené en vne hypothese  
assez rare. 520. 521. 664. 764  
G G G g g g. 11

## Table des Matieres.

<b>V</b> uion entre mary & femme telle que l'un ne puisse plus pretendre que l'autre. 213	<b>V</b> usufructuaire. 883. mary est usufructuaire des biens de sa femme. 883
<b>V</b> oisin n'est tenu prestier chemin par son pré, si son voisin peut voire avec incommodité trouver autre passage. 651	<b>V</b> usufructuaire, s'il tombe des heritages en commise les fruits en appartiennent à l'usufructuaire. 883. emolument & obligations quelsconques suivent l'usufructuaire. 883. a le droit de pourvoir les Officiers. 884
<b>V</b> oiturier legant ses cheuaux & harnois, s'il legue ceux qui n'ont point de harnois. 359	<b>V</b> usufructuaire par quel droit prend l'usufruit. 907
<b>V</b> olonté du testateur se doit ensuivre ses propres termes. 18	<b>V</b> usufructiere vniuerselle tenuë <i>ad instar</i> , de l'heritier. 7. est tenuë de payer les debtes. 8. ne peut demander sa dot & augment. <i>ibid.</i> usufructuaire particuliere autrement. 8
<b>V</b> usufruit legué la femme ne peut demander le dot & augment quant & quant. 7	<b>V</b> sure est vn arrerage odieux, & non fauorable. 852
<b>V</b> usufruit d'une iurisdiction. 73	<b>V</b> uassus, mot d'officier faisant iustice. 415
<b>V</b> usufruit esteint par la ruine de la maison. 745. <i>neque area, neque commentorium usus fructus debetur.</i> 745	<b>X</b>
<b>V</b> usufruit laissé au pere, le fonds venant à croistre au profit du fils ne tient lieu de legitime. 26	<b>X</b> Enophon allegué. 683
<b>V</b> usufruit legué en partie des biens, ou en tous grande difference. 7	<b>X</b> Xilandre traduit Plutarque de Grec en Latin. 224
<b>V</b> oy usufructuaire.	<b>Z</b>
<b>V</b> usufruit ne se perd point par les secondes nopces. 676. constitution de l'Empereur Leon à cest esgard, modification de l'Empereur Constantin. 676. hypothese. 677	<b>Z</b> Azius en ses singulieres intellects. 194.
<b>V</b> usufruit. Si l'usufruit legué adionste quelque chose aux conuentions des parties. 8	<b>Z</b> Caniuncula, son disciple. 294
<b>V</b> usufructuaire, quels droits appartiennent à	<b>Z</b> azius allegué. 465
	<b>Z</b> enon Empereur, sa constitution pour les societez & legitimes. 115

F I N.





